HISTOIRE DE L'ESPAGNE

Joseph
Pérez



Fayard

Joseph PÉREZ

HISTOIRE DE L'ESPAGNE

Fayard

Table des Matières

978-2-213-64056-3

DU MÊME AUTEUR

Lope de VEGA, EL Caballero de Olmedo, intoduction et notes, Madrid, éd. Castalia, 1970.

La Révolution des « Comunidades » de Castille (1520-1521), Bordeaux, Institut d'études ibériques et ibéro-américaines, 1970, (Prix Saintour de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres).

Guide de la version espagnole (en coll. avec J.-M. Pelorson), Paris, Librairie Armand Colin, 1971.

L Espagne du XVI[e] siècle, Paris, Librairie Armand Colin, 1972.

Lexique historique de l'Espagne, en coll. avec J.-P. Amalric, B. Bennassar et E. Témime, Paris, Librairie Armand Colin, 1976.

Los movimientos precursores de la emancipación en Hispanoamérica, Madrid, éd. Alhambra, 1977.

La imagen internacional de la España de Felipe II, en coll. avec Henry Kamen, Université de Valladolid, 1980.

La forja de un imperio. Carlos Vy Felipe II, en coll., dans Historia de España, t. 16, publiée par Historia 16, Madrid, 1981.

La frustración de un imperio (1474-1714), en coll., dans Historia de España, publiée sous la direction de Manuel Tuñón de Lara, t. V, Barcelone, éd. Labor, 1982.

Aux origines du retard économique de l'Espagne aux XVI[e]-XIX[e] siècles, en coll., Paris, éd. du C.N.R.S., 1983.

Textos y documentos de historia antigua, media y moderna hasta el siglo XVII, en coll., dans Historia de España, publiée sous la direction de Manuel Tuñón de Lara, t. XI, Barcelone, éd. Labor, 1984.

Isabelle et Ferdinand, Rois Catholiques d'Espagne, Paris, Fayard, 1988.

L'Espagne de Philippe II, Paris, Fayard, 1999.

Brève Histoire de l'Inquisition en Espagne, Paris, Fayard, « Le cours de l'histoire », 2002.

Thérèse d'Avila, Paris, Fayard, 2007.

Avant-propos

On se fait souvent des idées fausses sur l'Espagne. Qu'on l'admire ou qu'on la déteste, on la juge différente. Ce n'est pas nouveau. Le poète Quintana, qui était aussi un homme politique, s'en plaignait en 1824, à l'hispaniste lord Holland: l'Angleterre avait encouragé les libéraux espagnols à doter leur pays d'un régime parlementaire, mais elle ne fit rien pour empêcher la Sainte Alliance de rétablir l'absolutisme en 1823; pour l'Angleterre, l'Espagne n'était donc pas un pays civilisé. Avec un siècle d'avance, c'est déjà l'amertume des républicains espagnols qui, en 1936, s'estimeront trahis par les démocraties occidentales. Au début du XIXe siècle, on avait exalté l'héroïsme des guérilleros qui avaient tenu tête à Napoléon. Après 1815, on ne retient plus que la sauvagerie des combats et le fanatisme des moines. Les récits des anciens combattants entretiennent cette image qu'ont renforcée par la suite les guerres carlistes, puis la guerre civile de 1936, d'une Espagne fanatique et cruelle.

À quoi tient cette difficulté à voir l'Espagne comme un pays d'Europe parmi d'autres? C'est qu'on continue à penser comme Guizot pour qui la civilisation européenne a pris sa forme définitive au XVIe siècle, avec la Réforme ; cette civilisation tient dans une notion fondamentale, celle du progrès et du développement sous tous ses aspects — scientifique, technique, social, moral[1]-; en refusant la Réforme, l'Espagne se serait mise en marge de l'Europe. L'idée date du XVIIIe siècle. Paradoxalement, un certain nombre d'Espagnols ne voient pas les choses autrement [2]. En France, on ne passe pas son temps à déplorer la Saint-Barthélemy, les dragonnades de Louis XIV, la révocation de l'Édit de Nantes, les massacres de la Terreur ou de la Commune ; en revanche, une partie des Espagnols ne se console pas de vivre dans un pays qui a chassé les Maures et les Juifs, créé l'Inquisition et conquis l'Amérique. L'un des plus grands universitaires de notre temps, Américo Castro, s'est même fait une spécialité de définir l'Espagne comme irréductible aux catégories communes de l'Europe. C'était

même le slogan du régime franquiste, vers 1970, pour attirer les touristes: l'Espagne, c'est autre chose...

Ce livre voudrait sinon montrer le contraire, du moins nuancer ce jugement. Comme tous les pays, l'Espagne possède son originalité, mais elle ne forme pas un monde à part. Les concepts qui permettent d'apprécier l'évolution des nations d'Europe servent aussi à comprendre celle de l'Espagne, avec les adaptations qu'imposent les circonstances de temps et de lieu. En décrivant les grands traits de l'histoire d'Espagne, on s'est efforcé de rappeler des faits, mais surtout de faire comprendre les raisons d'une spécificité plus apparente que réelle. On espère convaincre ainsi que l'Espagne appartient à la famille des nations européennes non seulement depuis 1985 et l'adhésion aux institutions communautaires, mais depuis toujours, ou presque.

Dans un livre comme celui-ci, qui ne s'adresse pas d'abord à des spécialistes, il n'est pas question de donner une liste, même incomplète, de ce qu'on a écrit sur l'histoire d'Espagne. Nous signalons en note en fin de volume, chapitre par chapitre, les ouvrages qui nous ont été le plus utiles. Depuis une trentaine d'années, plusieurs livres proposent des vues d'ensemble qui prennent en compte les progrès de la science historique. On recommande particulièrement, en français, le « Que sais-je ? » de Pierre VILAR, Histoire de l'Espagne, qui reste un guide irremplaçable pour une première prise de contact; toujours du même auteur, les cent soixante-cinq premières pages de La Catalogne dans l'Espagne moderne (Paris, 1962), ainsi que l'Histoire des Espagnols dirigée par Bartolomé BENNASSAR (deux volumes, Paris, 1985) et, pour le XVI[e] siècle, La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II de Fernand BRAUDEL (deux volumes, Paris, 1966). Ceux qui lisent l'espagnol se reporteront avec profit à l'intelligent petit livre de Jaime VICENS VIVES, Aproximación a la historia de España (Barcelone,) et aux interprétations contradictoires de l'histoire d'Espagne qu'on doit à deux de ses maîtres, La realidad histórica de España d'Américo CASTRO (Mexico, 1962) et España. Un enigma histórico de Claudio SÁNCHEZ-ALBORNOZ (deux volumes, Buenos Aires, 1962). On retiendra aussi l'Introducción a la historia de España d'Antonio UBIETO, Juan REGLÁ, José María JOVER et Carlos SECO (Barcelone, 1963) , qui est bien plus qu'une simple introduction. Parmi les

collections récentes, trois retiendront l'attention : celles dirigées respectivement par Manuel TUÑÓN de LARA (Barcelone, Ed. Labor), Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ (Barcelone, Planeta) et Miguel ARTOLA (Madrid, Alianza Editorial). Beaucoup plus ambitieuse, la Historia de España qui avait été confiée à Ramón MENÉNDEZ PIDAL a été reprise par José María JOVER; elle est en cours de publication aux éditions Espasa-Calpe. On consultera aussi avec profit la Enciclopedia de historia de España en sept volumes de Miguel ARTOLA (Madrid, Alianza Editorial). Pour d'autres aspects de la civilisation espagnole, on se reportera aux ouvrages spécialisés, notamment, en ce qui concerne la littérature, à l'Histoire de la littérature espagnole en deux volumes dirigée par Jean CANAVAGGIO (Paris, Fayard, 1993, 1994) ou à l'Histoire de la littérature espagnole de Jacques BEYRIE et Robert JAMMES (Paris, PUF).

1 GUIZOT, Histoire de la civilisation en Europe depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à la Révolution française, 14e édition, Paris, 1875 (la première édition est de 1828), p. 342-343.

2 En 1916, Manuel Azaña parlait de la « stagnation séculaire de l'Espagne », de «son divorce d'avec l'orientation générale de l'Europe » ; il ajoutait: «Pendant

que nous dormions, les autres nations ont inventé une civilisation qui nous est étrangère, dont nous souffrons d'être exclus et à laquelle nous devrons nous intégrer si nous ne voulons pas cesser d'exister. »

INTRODUCTION

Des temps préhistoriques à l'invasion musulmane

Est-il légitime d'envisager une histoire d'Espagne depuis les origines les plus reculées? « L'homme qui fait l'histoire est toujours identique à lui-même. » Ce postulat légitimait l'ambition de Menéndez Pidal: dégager quelques traits caractéristiques dans toute l'histoire d'Espagne depuis ses débuts les plus lointains. Pour ce faire, il faut bien qu'il y ait une Espagne et un peuple espagnol qui restent identiques à eux-mêmes à travers toutes les époques, en dépit des brassages ethniques et des vicissitudes historiques. Le propos de Menéndez Pidal postulait cette prémisse : la permanence d'une identité espagnole à travers les siècles [1]. C'est bien ce qui fait problème. Il ne saurait être question de refuser toute validité aux concepts d'ambition universelle, mais force est de constater qu'à un certain degré de généralisation on tombe dans l'abstraction. Américo Castro a réagi avec vigueur contre cette tendance à considérer le peuple espagnol comme identique à lui-même depuis les origines et à considérer comme relevant de l'histoire d'Espagne tout ce qui a pu se produire sur le sol de la péninsule Ibérique depuis l'apparition de l'homme: «Seule une hallucination, explicable par une sorte de psychose collective, a pu faire de Sénèque et de sa philosophie des phénomènes espagnols»; contrairement à ce que croyait Ortega, Trajan n'était pas un Sévillan; «les Wisigoths n'étaient pas encore Espagnols[2]», etc. La thèse de Castro a le mérite de relever l'absurdité qu'il y a, par exemple, à commencer une histoire de la littérature espagnole par un chapitre sur les écrivains latins nés dans la péninsule. Comme le dit Henri Marrou à propos de saint Augustin, «ce qui compte, c'est la civilisation et non les chromosomes »; Augustin était sans doute de race berbère ; cela ne l'empêche pas d'être représentatif d'un moment de la civilisation romaine[3]. On donnera acte à Américo Castro que Sénèque et Trajan doivent être envisagés dans le cadre de la civilisation romaine plutôt que dans celui

d'une hypothétique civilisation espagnole qui n'existait pas encore à l'époque où ils ont vécu.

Cela dit, à partir de quand est-il légitime de parler d'Espagne, d'Espagnols, de civilisation espagnole? Pour Américo Castro, pas avant le xe siècle : c'est seulement après cette date que serait apparu le terme Espagnol (español) pour désigner les hommes qui vivaient dans les royaumes chrétiens de la péninsule Ibérique. Ces hommes avaient ceci de commun qu'ils refusaient de se soumettre à la domination des souverains musulmans, mais les contacts avec l'islam avaient influé sur leur comportement et sur leur mentalité: «Les Espagnols [...] faisaient partie d'une communauté humaine, située dans le temps et l'espace dans la péninsule Ibérique et formée de trois castes de croyants : chrétiens, musulmans, Juifs. Autrement dit, les Espagnols sont nés à la vie de l'histoire sans avoir conscience d'être des Celtibères, mais bien des chrétiens, des mudéjares[4] ou des Juifs [5]. » C'est là peut-être qu'Américo Castro tombe dans l'excès inverse. Sánchez-Albornoz le lui reproche vertement en évoquant la « théorie absurde et stupide selon laquelle ce qui est espagnol serait postérieur à 711. On ne peut s'empêcher de sourire devant l'affirmation [...] que tout ce qui s'est produit dans la péninsule avant l'invasion musulmane est étranger à l'histoire d'Espagne[6].» 711 n'est pas un commencement absolu; avant 711, la péninsule était le lieu où se croisaient des cultures venues du sud, de l'est, du nord; après 711, c'est la même chose : « L'Hispanie fut ce qu'elle avait toujours été: un carrefour de cultures et de styles de vie[7]. » Il est difficile de suivre Castro jusqu'au bout: les chrétiens de l'Espagne reconquérante se sentaient solidaires de la chrétienté, laquelle à son tour se voulait l'héritière de la civilisation romaine. L'espagnol est une langue néolatine, même si elle a recueilli des formes arabes. Tout aurait été différent si l'islam avait entièrement submergé la péninsule et avait réussi à s'y maintenir. Cela n'a pas été le cas et c'est parce que l'Espagne s'est voulue solidaire de la chrétienté qu'elle s'est décidée, la Reconquête terminée, à se débarrasser de ce qui la distinguait encore de cette chrétienté : le judaïsme et l'islam.

Si l'on identifie peuple et langue, on dira que l'Espagne apparaît en même temps que les langues romanes, c'est-à-dire pas avant le xe siècle, mais si l'on se place du point de vue de la civilisation, c'est à partir de l'époque wisigothique que la péninsule Ibérique devient une unité politique

cohérente; grâce aux Wisigoths, il n'y a pas de solution de continuité entre l'Espagne romaine et l'Espagne du XIIIe siècle. C'est cette continuité que Menéndez Pidal entend étudier en cherchant les traits les plus généraux de ce qu'il appelle le caractère espagnol, ce qu'on préférera nommer avec Fernand Braudel civilisation. Aujourd'hui, l'aire culturelle ibérique s'étend géographiquement sur la totalité de la péninsule Ibérique, sur une partie de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale, sur toute l'Amérique du Sud, sur d'importants secteurs en Afrique (Angola, Mozambique) et sur quelques fragments d'Asie (Goa, Macao, Philippines). Cette aire présente un certain nombre de traits qui l'opposent à d'autres : on y parle l'espagnol ou le portugais, le catholicisme y a laissé une très forte empreinte. Elle possède de nombreuses variétés régionales: monde hispanophone et monde lusophone, notamment. C'est de la péninsule qu'il faut partir, du foyer originel de cette expansion. On y trouve actuellement deux États : l'Espagne et le Portugal et, à l'intérieur du premier, une communauté majoritaire, la castillane, et des communautés historiques et culturelles minoritaires: les domaines catalan, galicien et basque.

C'est cette diversité qu'il s'agit d'expliquer. On comprend que Sánchez-Albornoz ait vu dans la longue lutte contre l'islam la clé de l'histoire d'Espagne; elle a dû engendrer des structures, des institutions, des façons de vivre, de penser et d'agir, qui sont loin d'avoir toutes disparu avec la fin de la Reconquête. Cela nous renvoie, une nouvelle fois, à l'histoire de la civilisation plus qu'à la psychologie, car ces habitudes et ces traditions sont filles de l'histoire et des circonstances. On ne s'interdira donc pas de commencer cette histoire d'Espagne par un rappel des origines, ne serait-ce que pour situer les cadres qui, beaucoup plus tard, serviront de référence aux Espagnols.

LES TEMPS PRÉHISTORIQUES

D'où venaient les groupes nomades du Paléolithique, grands chasseurs ? Certains préhistoriens doutent que des populations primitives aient pu franchir le détroit de Gibraltar sur des embarcations de fortune, ce qui exclurait une provenance africaine. Quoi qu'il en soit, on a retrouvé des traces d'habitat dans trois zones au moins:

dans le Nord-Ouest, où plusieurs grottes de la région de Santander (Puente Viesgo et surtout Altamira) conservent d'admirables peintures rupestres représentant des bisons, des chevaux, des cerfs qui offrent beaucoup de points communs avec celles qu'on trouve dans la vallée de la Vézère, ce qui pourrait suggérer une identité de civilisation, donc de peuplement;

les terrasses des bords du Jarama et du Manzanares, au centre de la Meseta;

le Levant, entre Lérida et Albacete et plus spécialement la région de Teruel où, au début du XXe siècle, ont été découvertes des peintures rupestres sous abri représentant des animaux, mais aussi des hommes, des femmes, des enfants, avec des scènes de chasse et de guerre qui font penser à celles qu'on a retrouvées au Sahara, ce qui viendrait étayer la thèse d'un peuplement d'origine africaine. Les spécialistes, pourtant, sont partagés. Contre l'abbé Breuil, Martin Almagro hésite à reconnaître dans ces peintures des bisons et des rhinocéros; on aurait affaire à des manifestations postérieures à celles du Cantabrique et du Paléolithique.

Cinq mille ans avant l'ère chrétienne, attirées par les mines de cuivre et d'étain, de véritables colonies se seraient installées dans l'Espagne méridionale. Elles seraient venues de la Méditerranée orientale et seraient comparables, toutes proportions gardées, à ce que seront plus tard les premiers comptoirs grecs. Les vestiges retrouvés permettent de parler d'une agriculture primitive, de domestication de certains animaux (vaches et chèvres), d'un artisanat rudimentaire constitué par de la céramique et même d'une ébauche de métallurgie du cuivre dans la région d'Almería. Certains de ces établissements paraissent défendus par des enceintes de pierres à tours rondes. Ce seraient encore des populations de Méditerranée orientale qui auraient apporté, un peu plus tard, des rites funéraires, sous forme d'abord de sépultures collectives (les dolmens du Levant, d'Andalousie, de l'embouchure du Tage, de Galice), puis individuelles. Les régions de Soria, de Teruel et du Levant conservent des vestiges d'habitat fortifié, souvent situés en hauteur. L'abondance des témoignages paraît suggérer une pénétration qui se serait faite par les vallées du Guadalquivir et du Tage et qui aurait ensuite gagné l'intérieur, en utilisant notamment le bassin du

Guadiana et l'actuelle Estrémadure. Cette dernière zone, géographiquement homogène, va de ce qu'on appelle la Sibérie estrémègne à l'Algarve portugais. Elle semble avoir eu de bonne heure un fort pouvoir d'attraction, bien qu'elle n'ait été que très faiblement urbanisée avant que les Romains y établissent une ville de grande ampleur, appelée à devenir, avec le temps, la capitale de l'Espagne, Augusta Emerita (Mérida). Un début d'organisation politique n'est pas à exclure dans la zone de Huelva; c'est ce que pourraient signifier les légendes sur l'Empire de Tartessos.

GRECS, PHÉNICIENS ET CARTHAGINOIS

Les sources grecques les plus anciennes désignent sous le nom de Tartessos d'abord un fleuve, puis un territoire, mais jamais une ville. Ce royaume, qui se serait étendu jusqu'à Valence, se caractérisait par une grande richesse en métaux (argent, cuivre, étain : on exploitait les mines de Rio Tinto et de Linares) et par un important élevage de bovins dont la légende de Géryon, tué par Hercule, serait une survivance. C'est avec ces populations ibères qu'entrent en contact les Phéniciens. La recherche historique a confirmé, dans l'ensemble, les renseignements fournis par Diodore de Sicile. L'un des premiers comptoirs phéniciens aurait été fondé, au-delà des colonnes d'Hercule, dans l'île de Cadix dont Strabon dit qu'à son époque elle était l'une des plus grandes villes du monde. Cadix (ou Gadir) possédait une forteresse et une enceinte fortifiée, un temple dédié à Moloch, un autre à la «Vénus marine » (Astarté ?) ; le sanctuaire d'Hercule — où, selon la légende, était enterré Melkart, l'Hercule de Tyr — était le plus important de la péninsule; Annibal, César et Trajan l'ont visité avec dévotion. Dans le cimetière, situé hors de la ville, on a mis au jour des sarcophages et des bijoux en or, des monnaies avec la tête d'Hercule-Melkart et deux thons, symboles des pêcheries qui faisaient la prospérité de la région. Cette première colonisation n'a pas laissé de vestiges monumentaux. Elle remonterait à l'an 1100 avant Jésus-Christ, date que Bosch-Gimpera trouve bien précoce ; il est vrai que la nécropole phénicienne d'Almuñécar (province de Grenade) contient des vases d'albâtre importés d'Égypte et datés du IXe siècle, ce qui implique une présence phénicienne active et ancienne dans tout le littoral andalou. Les

amphores qu'on trouve un peu partout sur les côtes témoignent de l'importance du vin et de l'huile que les Phéniciens échangeaient contre de l'argent, de l'or et du cuivre. La pêche et ses dérivés — salaisons et conserves de thons, sauce dite garum -, ainsi que la pourpre tirée des coquilles de murex entretenaient l'activité économique.

De la fin du V[e] siècle av. J.-C. date l'habitat ibérique de Santa Pola (Alicante), entouré d'une enceinte et d'un fossé, dans la région — l'embouchure et la basse vallée du Segura — où devait s'établir, avec l'occupation romaine, Portus Illicitanus (Elche) ; on y a retrouvé un atelier de salaisons, et les vestiges de céramique pourraient attester l'importance du site dans le commerce méditerranéen, à cause de la présence d'amphores de diverses provenances (Andalousie, Ibiza...). Tout près de là, à Cabezo Lucero, on a découvert des traces de peuplement ancien qui remontent peut-être à l'âge du bronze, des restes archéologiques d'inspiration phénicienne, un habitat ibérique qui a pu abriter des Grecs, avec tombes à incinération, sans stèles, selon l'usage des Ibères. La Dame de Cabezo Lucero, mise au jour en 1987 (elle est actuellement au musée d'Alicante) est un buste en grès fin, d'une hauteur de 49 cm, orné de bijoux qui rappellent ceux de la Dame d'Elche, buste de pierre découvert en 1897: un diadème, des rouelles de 16 cm de diamètre et 2,5 cm d'épaisseur, qui cachent les oreilles, des colliers. Ces Ibères connaissaient des formes d'écriture dont on a retrouvé des fragments datés du v[e] siècle (le plomo de Alcoy), rédigés dans une langue inconnue qui rappelle le basque et qui, en tout cas, n'est pas indo-européenne.

Rivaux des Phéniciens en Méditerranée, les Grecs arrivent bien après eux, vers le VI[e] siècle. Ce sont eux qui, les premiers, parlent de pays des Ibères pour désigner la côte méridionale où ils ont établi des comptoirs; le terme s'applique ensuite à l'ensemble de la péninsule. Leur plus ancienne colonie est Mainake — ou Menaca -, près de Málaga. D'abord attirés par la renommée et les ressources de Tartessos, ils se fixent sur la côte orientale, dans le golfe de Rhode (Rosas, province de Gérone), peut-être dès le VIII[e] siècle, plus vraisemblablement au VI[e], quand ils fondent la ville d'Emporion (Ampurias). La plupart des vestiges archéologiques datent d'époques plus récentes, notamment une très belle statue d'Esculape (III[e] siècle) et surtout la Dame d'Elche, trouvée dans la province d'Alicante, œuvre probablement

de l'époque romaine et non pas archaïque grecque, mais où l'on relève des réminiscences puniques. Phéniciens et Grecs ne s'aventuraient guère à l'intérieur de la péninsule; leur influence fut surtout sensible dans l'arc littoral situé entre les débouchés de l'Ebre et du Guadiana et elle entraîne comme conséquence la formation d'une civilisation homogène qu'attestent, par exemple, les restes de céramique.

Vers 800 avant J.-C., d'autres groupes de populations — les Celtes —, en provenance d'Europe centrale et de culture plus fruste, pénètrent en Espagne par l'ouest des Pyrénées et s'installent dans la vallée de l'Ebre et sur les côtes du Levant. D'autres tribus celtes, au VIe siècle, choisissent la vallée du Duero, dans la Meseta centrale, où on leur attribue les Toros de Guisando, blocs de pierre dont la forme rappelle celle de taureaux. Numance est la principale agglomération bâtie par les Celtes. À l'ouest, dans la région comprise entre le Tage et l'actuelle Galice, les Celtes colonisent ce qui va devenir la Lusitanie. Plus à l'est de cette zone s'établissent les Galaïques. Les peuples de l'intérieur finissent par se fondre en un seul, le celtibère, encore qu'il subsiste beaucoup d'incertitudes sur ce sujet.

L'arrivée des Carthaginois, au VIIe siècle, apporte des changements dans la situation de la péninsule Ibérique. La tradition fixe à 654 la fondation d'Ibiza, dans les Baléares. Escale entre la Sicile et le sud de l'Italie d'une part, le golfe du Lion et le Levant d'autre part, l'île fournissait du vin, de l'huile, des moutons; on y commercialisait aussi des conserves de poisson. C'est pourtant de Cadix, non d'Ibiza, que s'amorce la conquête progressive de la péninsule par les Carthaginois. Amilcar Barca (237-228) y débarque en 237, vient à bout de la résistance des populations locales et remonte le littoral vers l'est. Entre 228 et 221, Asdrubal continue la progression et fonde Carthagène (la nouvelle Carthage). Dans cette marche en avant, les Carthaginois se rendent maîtres du littoral et des comptoirs phéniciens et grecs les plus méridionaux. Ampurias, inquiète, appelle au secours Marseille et son alliée, Rome, la seule puissance qui paraît en mesure d'arrêter les Carthaginois. En 219, Annibal arrive devant Sagonte, alliée des Romains. Le siège dure huit mois et s'achève par le suicide collectif des habitants. C'est l'attaque contre Sagonte qui déclenche la riposte de Rome.

L'ESPAGNE ROMAINE

L'intervention romaine en Espagne ne peut être dissociée du conflit plus général avec Carthage. En 226 avant J.-C., un accord avait été signé pour délimiter les zones d'influence des deux puissances rivales. L'attaque de Sagonte par les Carthaginois fut considérée comme un casus belli. Des raisons stratégiques poussaient les Romains à agir. Après une marche de deux mille kilomètres, Annibal avait remporté une victoire éclatante à Cannes (216 avant J.-C.) et menaçait directement Rome, mais, sa marine étant incapable d'assurer une communication directe entre Carthage et la Sicile, il était obligé d'acheminer renforts et ravitaillement par voie de terre par le nord de l'Afrique, la péninsule Ibérique et le littoral méditerranéen. Il s'agissait donc, pour Rome, de couper cette route et d'isoler Annibal. Cette deuxième guerre punique donne aux Romains, solidement appuyés sur la base arrière de Tarraco (Tarragone), l'occasion de battre facilement leurs adversaires. La défaite de Carthage est consommée dès 206. Une fois sur place, les Romains se rendent compte de l'intérêt que présente l'Espagne, notamment en raison des métaux (or, argent, cuivre, fer) qu'on y trouve en abondance. Ils décident de la conquérir, entreprise longue et coûteuse qui ne se termine vraiment que deux siècles plus tard, en 19 avant J.-C. C'est que, à l'exception de Sagonte et d'Ampurias, l'Espagne comptait peu de cités hellénisées où les Romains auraient pu trouver des alliés ; à l'intérieur, il n'y avait que des tribus plus ou moins autonomes qu'il fallut réduire l'une après l'autre ou bien opposer les unes aux autres. Au début, les Scipions ne contrôlaient que la frange côtière où pouvait s'exercer la supériorité de leur flotte. Dans la péninsule proprement dite, ils se heurtèrent à une opposition souvent acharnée, marquée par des épisodes comme le siège de Numance (153-133) ou la résistance de Viriathe, en Lusitanie (147-139), événements qui ne furent d'ailleurs pas décisifs puisque un siècle sépare la prise de Numance par Scipion Émilien et la conquête du réduit asturo-cantabre par Auguste. Il serait vain de se représenter cette lutte de deux siècles comme une manifestation de la volonté d'indépendance des peuples de la péninsule et de leurs capacités guerrières, caractéristiques d'un tempérament espagnol avant la lettre qui devrait s'illustrer plus tard dans la guérilla menée contre les armées de Napoléon. C'est plutôt l'inexistence de toute organisation politique qui explique la lenteur d'une conquête qui, d'ailleurs, ne fut pas

complète : certaines régions du Nord resteront à l'écart de l'emprise romaine.

L'occupation du pays se fait en trois temps :

- entre 218 et 172 avant J.-C. pour le littoral méditerranéen et l'Andalousie ;
- entre 194 et 172 avant J.-C. pour le bassin de l'Ebre ;
- à partir de 123 avant J.-C. pour les Baléares et le reste du territoire.

Une première étape commence en 218 quand les Scipions débarquent à Ampurias. Elle dure deux siècles environ, marqués par un grand effort pour occuper et mettre en valeur le territoire et par la fondation de « colonies » de vétérans: ce sont les villes d'Emerita (Mérida), Caesarea Augusta (Saragosse), Italica (près de Séville), Léon, Bracara Augusta (Braga)... De grandes régions se détachent par l'ampleur de leur intégration à l'Empire: le Nord-Est (Catalogne), prolongé par la vallée de l'Ebre ; le secteur de Carthagène ; la vallée du Guadalquivir. La romanisation de la Lusitanie se fait par l'Alentejo, à partir de la Bétique. La présence de Rome est peu profonde, voire nulle, dans les Asturies et le pays Basque. Depuis l'an 19 avant J.-C., la péninsule Ibérique — désormais désignée par le terme d'Hispania, dont l'emploi se généralise [8]— fait partie intégrante de l'Empire romain. Auguste en fixe les circonscriptions administratives avec ses trois provinces :

- la Bétique, c'est-à-dire la vallée du Guadalquivir;
- la Lusitanie, autour de la vallée du Tage et de la colonie Emerita Augusta où les premiers vétérans s'installent en 25 avant J.-C. ;
- la Tarraconaise (Hispania citerior tarraconensis) dont dépendent la vallée de l'Ebre, la Catalogne, le Nord-Ouest et Carthagène.

L'avènement de Vespasien, en 69 après J.-C., ouvre la grande époque de l'Espagne romaine. Ses habitants se voient accorder le jus Latii qui, sans faire d'eux des citoyens de plein exercice, leur confère des garanties. Beaucoup de villes deviennent des municipes romains. Le degré de romanisation se mesure, du reste, au nombre et à l'importance des villes. Les peuples de la péninsule Ibérique s'intègrent dans l'aire économique de

l'Empire. L'Espagne continue à exporter à Rome des métaux; elle lui fournit aussi de plus en plus de blé, de vin et d'huile. Attirés par les bénéfices que procure l'agriculture, des chefs de tribus et des hauts fonctionnaires romains acquièrent de grands domaines dans la vallée du Guadalquivir. Cette zone avait été, depuis l'époque ibéro-punique, le foyer d'une activité humaine ininterrompue. Les Romains ont eu le souci de rentabiliser, en les organisant, les campagnes d'Andalousie, cette région naturelle dont le Betis (Guadalquivir) forme l'épine dorsale : il met en contact les mines de la sierra Morena (or, argent, cuivre, fer), les terres basses et fertiles, la mer, enfin, où l'on pêche le thon et qui permet de communiquer avec le monde extérieur. Le grand fleuve était alors navigable jusqu'à Cordoue, mais les eaux de ses affluents provoquaient régulièrement des crues et des inondations dévastatrices. Ce sont les besoins de l'économie plus que la géographie qui ont imposé la création d'Hispalis (Séville), le port indispensable pour écouler les produits de l'arrière-pays et communiquer avec l'extérieur grâce à la marée montante qui permettait aux navires de haute mer d'arriver jusque-là. C'est autour du fleuve et du port que s'est organisée la région à l'époque romaine. Dans les plaines irrigables, on a cultivé les céréales, l'olivier, la vigne; dans les marécages s'est développé l'élevage extensif de bovins; on a relié les différentes zones par un réseau de chemins autour des villae. Les restes de pressoirs à huile, les fragments de tuiles et d'amphores que les archéologues mettent au jour témoignent de ces efforts.

Ainsi s'est mise en place une organisation économique et sociale appelée à durer: la grande propriété — latifundio —, le rôle des villes comme foyers de civilisation, des villes reliées entre elles par un réseau de chaussées ; il y avait, dans la péninsule, trente-quatre itinéraires : des Pyrénées à Léon, de Tarragone à l'Andalousie, de Lisbonne à Mérida, de Braga à Astorga, de Mérida à Saragosse... La conquête romaine a permis à la péninsule de s'intégrer à l'économie méditerranéenne et surtout à une civilisation supérieure. Les Hispano-Romains - qu'il serait inexact d'appeler déjà des Espagnols — ont désormais accès à une culture à vocation universelle et voient s'ouvrir devant eux des possibilités de promotion jusque-là insoupçonnées. L'Espagne fournit alors à Rome quelques-uns de ses meilleurs écrivains (Martial, Quintilien, Sénèque, Lucain...) et même des

empereurs (Trajan, Hadrien, Nerva). La religion — d'abord le culte impérial, puis, à partir du IVe siècle, le christianisme — a été un grand facteur d'unification et de romanisation, ainsi que le latin qui a joué un rôle essentiel: il a servi aux Hispano-Romains à communiquer entre eux en les dotant d'une langue commune ; les langues primitives ont fini par disparaître, à l'exception du basque, précisément parce que le nord de la péninsule avait échappé à une romanisation aussi poussée que le reste du pays.

La prospérité de l'Espagne romaine commence à décliner au IIIe siècle. En 212, l'empereur Caracalla confère à ses habitants le jus Romanorum qui les transforme en citoyens romains à part entière, mais des difficultés économiques gênent l'activité des villes. Beaucoup de citoyens fortunés préfèrent s'installer à la campagne, dans des villae qui sont de grandes exploitations agricoles où l'on distingue trois éléments : la résidence des propriétaires, les bâtiments pour le personnel et le bétail, le domaine proprement dit. Grâce aux vestiges mis au jour (mosaïques, peintures, bains et thermes...), on sait que certaines de ces villae possédaient des installations d'un grand confort et même d'un degré élevé de raffinement, ce qui devait inciter les maîtres à y résider en permanence. La villa témoigne à la fois d'habitudes sédentaires, d'un habitat dispersé, de la prédominance de l'agriculture sur l'élevage et de la plus grande sécurité des campagnes, toutes choses qu'on peut interpréter comme des signes du déclin progressif de cette urbanisation qui avait été la marque distinctive de la romanisation. Dans la région de Valence, la crise du IIIe siècle se manifeste par une atonie qui se prolonge jusqu'au xe et au XIe siècle. Les populations abandonnent alors les plaines pour se réfugier dans des villages en hauteur. Dans ce secteur, peut-être aussi ailleurs, la rupture entre l'Antiquité tardive et les siècles médiévaux est antérieure à la conquête arabe et même à la domination des Wisigoths : « Bien avant le Ve siècle, les cadres économiques, sociaux, culturels, sans doute aussi démographiques, de l'Antiquité sont détruits ou profondément modifiés [9]. »

Rome a-t-elle unifié politiquement, économiquement, socialement et culturellement la péninsule Ibérique ou s'est-elle contentée d'imposer une superstructure administrative à des peuples qui conservaient presque intactes leurs caractéristiques antérieures? Les spécialistes ne sont pas

d'accord, et ce débat historique a des implications politiques. Les uns — des Castillans — concluent à l'importance de la romanisation, facteur d'unité; d'autres — surtout des Catalans - contestent cette analyse. Selon la thèse castillane, celle de Menéndez Pidal, les Romains ont mis un terme à la fragmentation ethnique, linguistique et politique de la péninsule ; ils imposent une unité administrative, politique, linguistique et finalement religieuse; l'Espagne devient une province intégrée à l'ensemble du monde romain; la romanisation a été peu profonde dans le Nord, dans le pays Basque - c'est « l'Espagne qui a échappé à la romanisation » —; partout ailleurs elle a été totale ; elle s'est faite à partir des villes : elle a été essentiellement une urbanisation et il y a une continuité du forum antique à la plaza mayor. La religion et la langue complètent l'unification de l'Espagne et son intégration au monde romain.

Voilà la thèse castillane. Certains Catalans s'y opposent. Pere Bosch-Gimpera, en particulier, conteste ces conclusions. D'après lui, Rome a imposé une superstructure administrative, mais les groupes indigènes ont conservé leurs particularités ; la pénétration romaine se serait limitée au littoral et à une élite sociale ; la masse serait restée identique à elle-même. Les Romains auraient seulement forcé ces populations à vivre ensemble, sans les fondre. Il n'y aurait donc pas eu d'unité hispanique, mais des provinces administrativement autonomes malgré le culte impérial, malgré le christianisme. Les populations primitives - Bosch-Gimpera dit «les peuples» — ont beau avoir bien des choses en commun, elles n'en restent pas moins intactes et on les verra resurgir, sous d'autres noms, après la conquête musulmane. Si Bosch-Gimpera dit vrai, la revendication des Catalans à l'autonomie n'est pas un caprice, une revendication récente et une recréation plus ou moins artificielle ; elle correspond à une réalité : l'existence de peuples qui ont dû subir une intégration imposée d'abord par les Romains, puis par les musulmans, enfin par les Castillans. Ce qui est sûr, c'est que Rome a tiré ces peuples de leur isolement et leur a donné au moins le sentiment d'appartenir à une communauté supérieure, sans qu'on puisse parler déjà d'une personnalité collective affirmée: l'Espagne romaine n'est pas encore l'Espagne. C'est cette variante hispanique de Rome qui va affronter le choc des invasions barbares.

L'ESPAGNE WISIGOTHIQUE

Ces barbares sont d'abord des Vandales [10], des Suèves et des Alains. Les Wisigoths arrivent plus tard, par vagues successives, entre 409 et 507, après la fin de l'Empire d'Occident et celle du royaume goth de Toulouse. Ce ne sont pas à proprement parler des envahisseurs puisqu'ils sont alliés aux Romains ; ils seraient même les plus romanisés des peuples germaniques. On prête à l'un de leurs rois, Athaulf, en 417, ce mot: Rome serait défendue par la force des Goths, ce qui, d'une certaine façon, devait se réaliser en 451 lorsque, à la bataille des Champs Catalauniques, Attila fut arrêté par les armées coalisées d'Aetius et de Théodoric. À partir de 468, ils entreprennent d'établir leur domination sur toute la péninsule Ibérique. En 531, Amalric s'est installé à Barcelone. Athanagilde (551-567) fixe définitivement à Tolède la capitale du royaume. Au siècle suivant, Suinthila (621-631) s'empare de l'enclave que l'Empire byzantin conservait dans la région de Grenade, fait capital dont saint Isidore de Séville souligne l'importance : « Suinthila parvint par son heureuse victoire à la gloire d'un triomphe supérieur à celui des autres rois, puisqu'il fut le premier à établir le pouvoir monarchique sur toute l'Espagne péninsulaire, chose qui ne s'était jamais produite sous aucun prince avant lui. » L'Espagne wisigothique forme une communauté politique indépendante et l'autorité des rois de Tolède s'étend à l'ensemble de la péninsule. Après l'unité politique, Récesvinthe instaure, en 654, l'unité juridique en promulguant le Livre des juges (Forum judicum) qui, s'inspirant du droit romain, abolit toute distinction entre les habitants, soumis désormais à un même corps de magistrats et à une seule loi.

Les Wisigoths, cependant, étaient en minorité : moins de deux cent mille face à quatre ou cinq millions d'Hispano-Romains. De plus, ils étaient de confession arienne (ils refusaient d'admettre l'unité et la consubstantialité des trois personnes de la Trinité), ce qui les opposait à une population restée majoritairement fidèle au catholicisme. Léovigilde a beau faire progresser l'unification territoriale, politique et même juridique du royaume, il achoppe devant l'impossibilité de convertir à l'arianisme la masse des Hispano-Romains. Récarède en tire la conclusion : en 587, il se fait catholique. Deux ans plus tard, le IIIe concile de Tolède consacre cette transformation : le catholicisme devient la religion officielle du royaume wisigoth; désormais

s'établit entre l'Église catholique et le pouvoir d'État une sorte d'identification qui laissera des traces profondes et durables en Espagne. Le pouvoir royal et le clergé s'associent pour fixer les grandes orientations du royaume, à l'occasion de réunions périodiques. Ce sont les conciles de Tolède. Ces assemblées sont toujours convoquées par le roi qui en fixe l'ordre dujour. Nobles et évêques participent à la discussion des affaires politiques; les évêques seuls délibèrent sur les questions religieuses, mais, pour être valides, leurs décisions ont besoin d'être approuvées par le roi. Les deux siècles de domination wisigothique ont abouti à une construction politique et religieuse homogène et cohérente. « Pour qu'on ait tant parlé, après 711, de la "perte de l'Espagne", il faut bien que l'Espagne ait préalablement existé » (Pierre Vilar). Longtemps, les Espagnols feront référence à l'unité de l'Espagne réalisée par les Wisigoths. Les souverains chrétiens du Moyen Âge, en combattant les Maures, prétendront recueillir leur héritage et poursuivre leur œuvre. Dans l'Espagne du XVII[e] siècle, le souvenir des Goths prend les proportions d'un mythe : descendre des Goths est signe de noblesse ; on invoque la tradition wisigothique pour justifier les revendications territoriales et l'influence politique de l'Espagne et aussi comme mode de gouvernement opposé à la montée de l'absolutisme. L'époque wisigothique a produit un penseur qu'on serait tenté de qualifier de national : saint Isidore de Séville († 636). Son Éloge de l'Espagne (Laus Spaniae), même s'il doit beaucoup à des sources antérieures, est le premier en date d'une longue série de textes semblables ; il témoigne d'un patriotisme espagnol précoce. Saint Isidore n'est pas seulement le plus grand représentant de la culture espagnole à l'époque wisigothique; il a eu aussi un rayonnement et un prestige immenses en Europe par la façon dont il a recueilli et transmis la science de l'Antiquité[11] et opéré une synthèse originale entre le savoir des Anciens et la foi chrétienne. Alcuin voyait en lui «le docteur de toutes les églises de langue latine».

La monarchie wisigothique était élective, Léovigilde (568-586) ayant échoué dans sa tentative de créer une royauté héréditaire au profit de sa famille. Les rois adoptaient leurs fils comme successeurs éventuels dans l'espoir d'affirmer au moins le principe de l'hérédité, mais les règles définies lors du IV[e] concile de Tolède (633) étaient contraignantes : à la mort d'un souverain, les nobles et les évêques devaient s'entendre pour désigner un

successeur parmi les nobles de race gothique; le rite religieux de l'onction venait ensuite conférer à l'élu l'autorité dont il aurait besoin et le sacraliser en quelque sorte. Un tel système autorisait toutes les ambitions et toutes les intrigues. Chaque changement de règne donnait lieu à des luttes entre factions rivales. C'est une succession disputée qui a causé la ruine de la monarchie wisigothique, au début du VIIIe siècle. En provoquant l'intervention des Arabes, elle a changé le destin de l'Espagne.

De l'invasion musulmane de 711 à nos jours, trois grandes périodes se détachent. Au cours de la première, la péninsule Ibérique est partagée entre l'Orient et l'Occident, entre l'islam et la chrétienté; des communautés juives en profitent pour se maintenir, puis s'épanouir avant de rencontrer une hostilité croissante; c'est ce qu'on peut appeler l'Espagne des trois religions. L'avènement des Rois Catholiques inaugure une ère nouvelle; l'Espagne rejoint alors la chrétienté, une cinquantaine d'années avant que cette chrétienté se défasse sous la poussée de la Réforme protestante; pendant deux siècles, l'Espagne, devenue une puissance mondiale, prétend imposer son hégémonie. Une troisième période commence avec les Bourbons, au XVIIIe siècle ; les Espagnols s'opposent entre eux; pour rejoindre le monde issu de la révolution scientifique et de la sécularisation de la pensée, leur pays doit-il renoncer à être lui-même ? On a probablement exagéré l'importance des luttes fratricides qui déchirent l'Espagne au moins jusqu'à la mort de Franco. Tous les pays d'Europe — à commencer par la France depuis 1789 — ont connu des affrontements comparables. Aujourd'hui, les discussions prennent un autre tour; l'Espagne est-elle une nation ou une communauté de nationalités ? La constitution de 1978 n'a pas vraiment tranché; la question est de donner un sens à l'État des autonomies : l'Espagne deviendra-t-elle une confédération ?

1 Ramôn MENÉNDEZ PIDAL, Los españoles en la historia, Buenos Aires, Espasa-Calpe, 1959 (collection Austral, n° 1260).

2 A. CASTRO, La Realidad.

3 H. I. MARROU, Saint Augustin et l'augustinisme, Paris, 1955, p. 11-12.

4 On appelle mudéjares dans les derniers siècles du Moyen Age les musulmans soumis à l'autorité d'un souverain chrétien.

5 A. CASTRO, op. cit., p. XII.

6 Claudio SÁNCHEZ-ALBORNOZ, España, t. I, p. 5.

7 Ibid., I, p. 102.

8 Le mot Hispania est peut-être d'origine phénicienne; on a proposé de traduire pays des lapins, parce que l'abondance de ces animaux avait frappé les voyageurs.

9 André BAZZANA, Maisons d'al-Andalus. Habitat médiéval et structures du peuplement dans l'Espagne orientale, Madrid, Casa de Velázquez, 1992, p. 35.

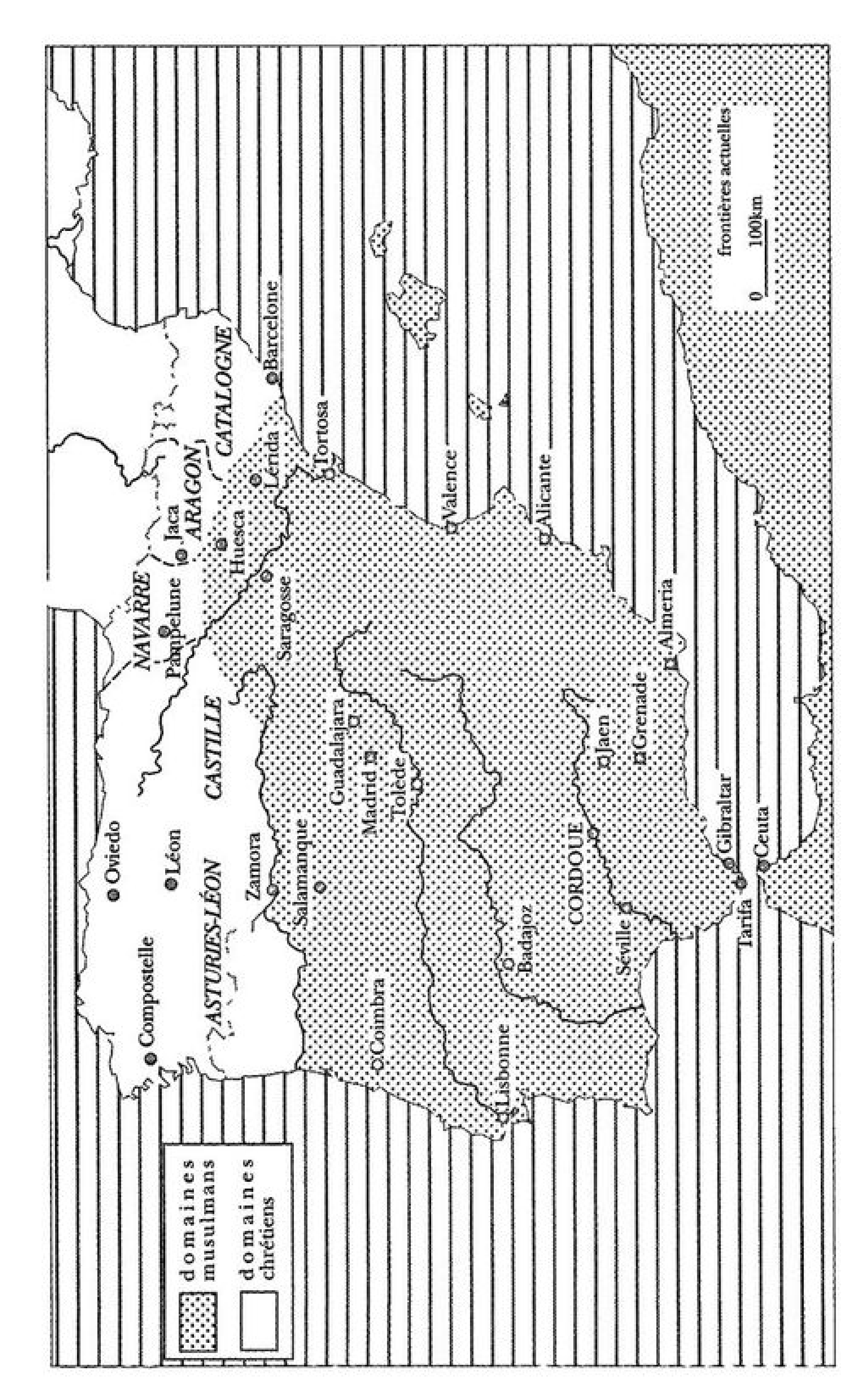
10 Les Vandales ne sont restés en Espagne qu'une vingtaine d'années. Certains d'entre eux s'étaient établis dans le sud de la péninsule, mais ils n'ont guère laissé de traces de leur passage; en dépit d'une étymologie fantaisiste, ils n'ont pas donné son nom à cette région : l'Andalousie n'est pas le pays des Vandales, mais al-Andalus, l'Espagne musulmane.

11 Les Étymologies sont une vaste compilation à caractère encyclopédique où saint Isidore tente de résumer la science de l'Antiquité.

PREMIÈRE PARTIE

L'Espagne des trois religions (711-1474)

L'invasion arabe de 711 change le cours de l'histoire d'Espagne. Depuis cette date, la péninsule Ibérique est partagée entre deux civilisations : l'Orient musulman et l'Occident chrétien, situation originale qui va avoir des conséquences durables, encore perceptibles aujourd'hui. D'un côté, ce que les textes arabes appellent al-Andalus[1], l'islam d'Espagne; de l'autre, l'Hispania chrétienne. L'Espagne musulmane - de même que l'Afrique du Nord — est alors intégrée dans un bloc relativement homogène qui va de l'Indus à l'océan Atlantique ; malgré les fractionnements régionaux, on trouve partout la même religion, la même langue, la même loi. L'Espagne chrétienne, elle, cherche à préserver son identité et à maintenir le contact avec l'Occident. Ces deux éléments ont considérablement varié avec le temps. Dans les années qui suivent immédiatement la conquête, al-Andalus s'étend sur la presque totalité de la péninsule, à l'exception de quelques réduits dans les Pyrénées et les monts Cantabriques. Vers la fin du XIe siècle, après la chute de Tolède (1085), les deux territoires s'équilibrent à peu près : l'islam domine au sud du Tage, les chrétiens au nord. Au XIIIe siècle, la victoire de Las Navas de Tolosa (1213) livre aux chrétiens toute la vallée du Guadalquivir qui tombe en quelques décennies en leur pouvoir. Al-Andalus est alors réduit au petit émirat de Grenade qui reste indépendant jusqu'en 1492.



L'émirat et le califat de Corfoue (711-1031)

CHAPITRE PREMIER

L'Espagne musulmane de la conquête arabe à la fin du califat (711-1031)

LA « PERTE » DE L'ESPAGNE

Ce sont des rivalités à l'occasion d'un changement de règne qui ont entraîné la fin de la monarchie wisigothique. À la mort du roi Witiza, en février 710, des nobles envisagent de partager le royaume entre ses enfants. D'autres nobles s'y opposent; ils appuient la candidature de Rodrigue qui finit par l'emporter après une courte guerre civile. Ses adversaires ne s'avouent pas vaincus. Pour reprendre une couronne qui leur échappait, ils sollicitent le concours d'un certain comte Julien qui tenait Ceuta pour le compte de l'empereur de Byzance. Julien était sans doute un Berbère rallié aux musulmans qui, depuis quelques mois, occupaient l'Afrique du Nord. Il sert d'intermédiaire entre les fils de Witiza et les musulmans. Ceux-ci, sous les ordres de Tariq, franchissent le détroit en avril 711[2]. Rodrigue est tué presque tout de suite (bataille de Guadalete), mais, au lieu de retourner en Afrique, Tariq s'enfonce dans l'intérieur du pays et avance jusqu'à Tolède. En juin-juillet de l'année suivante, son supérieur hiérarchique, Muza, arrive en renfort. Les deux armées réunies marchent sur Saragosse et la vallée de l'Ebre, franchissent les Pyrénées et prennent Carcassonne et Nîmes en 725. En 732, ils sont battus à Poitiers par Charles Martel et refluent sur la péninsule.

En quelques années, la péninsule Ibérique est tombée aux mains des Sarrasins [3]. Pour expliquer un effondrement aussi rapide, on n'a pas manqué d'évoquer la trahison et l'appel à l'étranger — ce qui n'est pas faux — et on lui a cherché des motifs romanesques : le comte Julien se serait rallié à Rodrigue, mais celui-ci aurait abusé de sa fille, la belle Florinda, dite la

Cava. Pour se venger, Julien aurait suggéré aux nouveaux maîtres de l'Afrique de conquérir la péninsule et il aurait favorisé leur entreprise. Ainsi est née la légende sur la «perte» de l'Espagne. En réalité, il faut sans doute mettre la conquête au crédit d'un islam dynamique et expansionniste qui, après avoir submergé l'Afrique du Nord, déferle sur l'Europe. On sait qu'un premier détachement a débarqué à Tarifa, en juillet 710; il venait reconnaître le terrain et préparer l'expédition de l'année suivante. La conquête a été facilitée par les rivalités politiques et par la situation critique que traversait alors l'Espagne : mauvaises récoltes, famines, pestes, démoralisation de la société...

DES ÉMIRS AUX CALIFES DE CORDOUE

En 711, l'Espagne devient une province (un émirat) dépendant du califat de Damas. C'est une période d'installation, marquée par des luttes intestines entre les envahisseurs (arabes et berbères), des haines de familles, des rivalités de tribus. Les Arabes du Nord maintiennent leur pouvoir jusqu'à l'arrivée, en 755, d'un descendant du dernier calife omeyyade échappé au massacre de sa famille en Orient. L'année suivante, Abd-al-Rahman Ier se proclame émir d'al-Andalus à Cordoue et prend ses distances avec le calife. À sa mort, en 788, il avait réussi à refaire à son profit l'unité politique de l'Espagne musulmane, unité précaire que les six émirs qui lui succèdent ont bien du mal à préserver. Il leur faut sans cesse lutter sur plusieurs fronts : contre les groupes chrétiens réfugiés dans les montagnes du Nord ; contre les Normands qui, arrivés une première fois en Galice en 844, se dirigent ensuite vers le sud, remontent le Tage et le Guadalquivir, pillent Séville. Ils doivent surtout affronter les oppositions de l'intérieur. La minorité arabe se heurte à plusieurs reprises aux Berbères, aux renégats ou encore aux chrétiens restés sur place. La plus importante de ces révoltes semble avoir été celle d'Omar ben Hafsun à la fin du IXe siècle. Descendant d'une famille de Wisigoths convertis à l'islam, Omar ben Hafsun prend la tête des mécontents et, pendant plusieurs années, organise un petit royaume indépendant dans les montagnes de Mâlaga. Il commet l'erreur d'abjurer l'islam et de revenir au christianisme. Cela lui vaut le ralliement des chrétiens, mais ses partisans musulmans l'abandonnent et il est battu en 917

sous le règne d'Abd-al-Rahman III (912-961). Fort de sa victoire sur les rebelles, ce souverain cherche à établir son autorité sur la totalité d'al-Andalus. Il n'y parvient que d'une manière relative. Une grande ville comme Tolède, par exemple, a toujours été hostile aux Omeyyades qui lui ont fait payer cher cette indiscipline. Sur un autre plan, Abd-al-Rahman III se fait le champion de l'orthodoxie sunnite contre les hérésies chi'ites et transforme en droit l'autonomie de fait dont al-Andalus bénéficiait depuis le milieu du VIIIe siècle. Il reprend le titre de commandeur des croyants que ses ancêtres omeyyades ont porté en Orient de 660 à 750 et, en 929, se proclame calife. Il y a désormais deux centres dans l'islam : le califat de Bagdad, en Orient, et le califat de Cordoue, en Occident.

Le xe siècle est l'époque la plus glorieuse de l'histoire de l'Espagne musulmane; l'autorité du calife de Cordoue s'étend alors sur la plus grande partie de la péninsule Ibérique et aussi sur les Baléares et une partie du Maroc. Le régime tire sa force d'une aristocratie de service : parvenus arabes ou berbères, mercenaires maghrébins, fonctionnaires et officiers d'origine servile qu'on élevait pour ces fonctions dès l'enfance, à l'intérieur même du palais. Parmi ces hommes qui constituaient la domesticité et la garde du calife, on trouvait des esclaves originaires d'Afrique noire (les Soudanais), mais il faut faire une place particulière à ceux qu'on appelait les sakaliba ou esclavons, esclaves chrétiens importés d'Europe orientale, souvent des Slaves faits prisonniers par les chevaliers Teutoniques [4]. L'Occident médiéval vend en effet beaucoup d'esclaves à l'islam, bétail humain raflé dans les terres situées au-delà de l'Elbe et dont la plus grande partie est acheminée vers l'Espagne par Verdun et la vallée du Rhône. Des Juifs s'étaient spécialisés dans ce trafic, ainsi que dans la fabrication d'eunuques pour les harems, en particulier à Lucena, ville qui servait de relais pour le commerce des esclaves par le port d'Almería.

C'est le premier trait à relever dans la civilisation hispano-musulmane : c'est une société esclavagiste. C'est aussi une société urbaine. Les villes sont à la fois des forteresses, des foyers religieux et culturels avec leurs mosquées, leurs minarets, leurs écoles; des centres commerciaux, enfin, qui offrent des marchandises venues du monde entier et où tout est prévu pour accueillir et loger les négociants : marchés, caravansérails, bains... Dans tout le monde musulman, les villes connaissent un essor considérable :

Médine, Bagdad, Téhéran, Mossoul, Alep, Damas, Le Caire au Moyen-Orient; Samarcande en Asie centrale; Kairouan, Fès, Séville, Grenade, Cordoue, Palerme en Occident. Toutes ces métropoles sont reliées par un réseau de communications qui constitue l'armature économique, sociale et culturelle du monde musulman, immense marché commun qui s'étend de l'Asie centrale à l'océan Indien, du Soudan aux Pyrénées. Du VIIIe au XIe siècle, les points forts de cet axe qui va de Samarcande à Cordoue sont Bagdad, Damas, Le Caire, Kairouan et Palerme. Ces relais témoignent de l'unité d'une civilisation où circulent les hommes, les marchandises et les idées et qui dépasse le vieux fond régional, rural et nomade dont elle était issue. Par contraste avec le reste de l'Europe, à la même époque, al-Andalus se distinguait par l'importance et la richesse de ses villes : au xe siècle, Tolède comptait 37 000 habitants, Almería 27 000, Grenade 26 000, Saragosse 17 000, Malaga de 15 000 à 20 000, Valence 15 000... On remarquera que les Arabes n'ont pas créé de villes nouvelles en Espagne ; ils se sont installés dans celles qui existaient déjà du temps des Romains en se contentant de les adapter à leur civilisation : les édifices publics sont rares (mosquées, marchés), tandis que les espaces privés prennent presque toute la place disponible et portent la marque de l'intimité et du repli sur la vie de famille. Naturellement, la capitale du calife l'emportait largement sur les autres. Cordoue était une agglomération considérable. Elle laissait loin derrière elle non seulement les villes d'Europe occidentale, qui, à l'époque, faisaient figure de simples bourgades, mais encore les autres métropoles de l'islam méditerranéen : Palerme, Kairouan, Le Caire... Pour sa population, on a proposé toutes sortes de chiffres qui vont de 100 000 à un million d'habitants. C'était à coup sûr une ville splendide avec des centaines de mosquées, des milliers de bains et de caravansérails, des dizaines de milliers de boutiques. La grande mosquée, commencée à la fin du VIIIe siècle, était prévue pour accueillir 5 000 personnes. Depuis 936, les califes avaient installé leur résidence et leur gouvernement dans les environs, à Madinat al-Zahra.

L'activité industrielle et commerciale faisait la richesse d'al-Andalus. Dans de nombreux ateliers textiles (il y en aurait eu jusqu'à 800 à Almería, à l'époque almorávide), on travaillait la soie, la laine, le coton ; on fabriquait des soieries, des brocarts, des rideaux, des tapis... Jusqu'au XIIe

siècle, le monde musulman témoigne, dans tous les domaines, d'une nette supériorité sur l'Occident chrétien. L'Orient reste le principal animateur, le pôle d'attraction, la source de cette suprématie et de cette richesse auxquelles al-Andalus emprunte beaucoup. Les seules pièces d'or qui circulaient alors en Europe sortaient des ateliers grecs (dépendant de l'Empire byzantin) ou arabes. Beaucoup de ces monnaies venaient d'Espagne.

Pour tenir compte de l'importante composante urbaine dans le monde islamique, il conviendrait de revoir certains clichés, par exemple la légende selon laquelle les musulmans auraient apporté en Espagne l'art de cultiver et d'irriguer la terre; ces techniques étaient connues en Afrique et dans la péninsule Ibérique dès l'époque romaine. Il ne faudrait pourtant pas refuser aux Arabes toute influence sur l'agriculture, comme le faisait au début de ce siècle Julián Ribera qui s'efforçait de démontrer que le système d'irrigation de la huerta de Valence, par exemple, ne leur devait rien. Même s'ils ne les ont pas entièrement inventées, les Arabes ont eu le mérite de remettre en activité et de compléter des techniques hydrauliques antérieures ; ils ont notamment perfectionné le système des canaux d'arrosage et généralisé l'emploi de la noria. Ils n'ont pas négligé l'agriculture traditionnelle, notamment la culture du blé, base de l'alimentation sous forme de pain, de soupes, de bouillies[5], et même la culture de la vigne : malgré la prohibition du Coran, il semble qu'on ait bu du vin dans toutes les classes de la société, à l'époque du califat. Les Arabes ont aussi acclimaté en Espagne des cultures nouvelles : l'oranger, le cotonnier, le mûrier, la canne à sucre [6]...

La culture ajoute encore à l'éclat et au prestige du califat. Cordoue est, avec Bagdad et Le Caire, l'un des trois pôles de la civilisation islamique au Moyen Age et bénéficie de l'apport des deux autres. Al-Hakam II (961-976) y accueille les savants orientaux et fonde une bibliothèque publique qui, même si elle est moins riche que celle du Caire, n'en possède pas moins près de cinq cent mille ouvrages; à lui seul, le catalogue occupe quarante-quatre volumes. À côté de livres sur la religion, on y trouve des traités de sciences, de médecine, de philosophie, etc. Les apports des cultures arabe et hindoue complètent l'héritage de l'Antiquité grecque et hellénistique. Des médecins, des botanistes, des astronomes, des mathématiciens, des

philosophes, etc. viennent y travailler; des ateliers de copistes sont à la disposition des chercheurs.

Ce n'est guère avant le milieu du IXe siècle que l'on commence à s'intéresser aux sciences. On se met alors à traduire du grec vers l'arabe des textes de l'Antiquité. Dans le monde islamique, les véritables spécialistes sont rares. En général, on a plutôt affaire à des érudits qui s'intéressent à toutes les branches du savoir. En médecine, on remet en honneur des classiques comme Hippocrate et Galien dont on enrichit les acquis. On peut citer l'exemple d'Ibn Wafid (1008-1074), le plus grand des médecins arabes de Tolède dont les travaux seront traduits en latin ou en catalan. Ce n'est pas seulement un érudit ; il a lui-même pratiqué la médecine et, dans ses livres, il ne manque pas d'évoquer l'expérience acquise au contact des malades. Sa science est purement rationnelle ; on n'y relève pas d'éléments empruntés à la magie ou à la théologie. En philosophie, le grand nom est Avicenne qui opère une synthèse entre l'aristotélisme et le néoplatonisme d'une part, et les principes religieux de l'islam d'autre part. Le plus remarquable des hommes de lettres du « classicisme » andalou au XIe siècle est Ibn Hazm de Cordoue que Sánchez-Albornoz considère comme l'un des archétypes de l'homo hispanicus, un maillon maure de la chaîne qui va de Sénèque à Unamuno, ce qui pose un premier problème : celui de l'originalité de la civilisation hispano-musulmane : cette civilisation est-elle d'abord hispanique, l'aspect musulman n'étant qu'un vernis superficiel, ou bien une version occidentale de l'islam? Une réflexion de Lévi-Provençal amène à prolonger cette question par une seconde : l'originalité d'al-Andalus viendrait de son isolement par rapport au reste du monde musulman et des contacts étroits avec les communautés chrétiennes et juives.

ARABES, BERBÈRES ET HISPANO-ROMAINS

D'où venaient les guerriers qui ont conquis l'Espagne en 711 ? Dans un livre paru en 1969, Ignacio Olagüe donne à cette question une réponse en forme de provocation : « Les Arabes n'ont jamais envahi l'Espagne [7]. » Il ne faisait que reprendre une controverse qui divise depuis longtemps les historiens. Parmi les envahisseurs de 711, les Arabes proprement dits étaient une infime minorité : la troupe de Tariq n'aurait compté que neuf

Arabes, selon Henri Terrasse, une vingtaine selon d'autres auteurs; la majorité était formée de Berbères. En récapitulant les diverses vagues du VIIIe siècle, on arrive à moins de cent mille envahisseurs et, dans ce total, le nombre des Arabes n'a pas dû dépasser trente mille — hypothèse basse — ou cinquante mille — hypothèse haute. Sans risque d'erreur, on peut donc affirmer que les Berbères étaient beaucoup plus nombreux que les Arabes. Ce sera la même chose au XIe, puis au XIIe siècle : ni les Almorávides ni les Almohades n'étaient Arabes. C'est pourquoi les Espagnols, pour évoquer la domination musulmane, préfèrent parler de Maures, c'est-à-dire de Maghrébins [8]. Arabes et Berbères se sont partagé les zones d'influence. Des Arabes, par exemple, se sont installés dans la riche vallée du Guadalquivir ; de même l'Aragon a été conquis par des Arabes originaires du Yémen et est resté relativement homogène dans sa composition ethnique. Ailleurs, on se trouve devant des situations diverses. Certaines régions ont été occupées par des Berbères; dans d'autres, les envahisseurs se sont contentés d'envoyer de petits groupes pour encadrer la population locale. Pendant toute la période musulmane, on trouve, dans al-Andalus, en proportions variées, des Arabes, des Berbères, des convertis (muladíes), des Noirs, des esclaves, des chrétiens, des Juifs.

On se gardera donc d'imaginer l'invasion de 711 et des années suivantes sous la forme d'une marée humaine qui aurait déferlé sur la péninsule. On est plutôt en présence de troupes de choc peu nombreuses, composées en majorité de Berbères, qui viennent rapidement à bout de la superstructure politique et sociale des Wisigoths. La masse de la population n'a rien fait pour défendre ses premiers maîtres, probablement ressentis comme des oppresseurs, et les nouveaux n'exigeaient d'elle que des impôts modérés, au regard de ce qu'ils étaient habitués à payer. Elle ne s'est convertie à l'islam, d'une manière toute spontanée d'ailleurs, que lentement. Il semble qu'au début du xe siècle encore, les chrétiens représentaient les trois quarts de la population d'al-Andalus; ce rapport ne se serait inversé qu'au début du xe siècle. Même s'il faut accueillir ces chiffres avec prudence, la conclusion s'impose : pendant deux et peut-être trois siècles, les chrétiens sont restés majoritaires dans al-Andalus. C'est que les conquérants, pour la plupart des guerriers en quête de butin, ne faisaient guère de prosélytisme religieux et pour cause : eux-mêmes venaient à peine de se convertir à l'islam et ne

professaient pas une foi des plus solides[9]. C'est ce qui explique la persistance de communautés chrétiennes — les mozarabes — et juives sur lesquelles on reviendra. À la longue, pourtant, il y a eu islamisation ; les résistances idéologiques ont cédé devant le prestige des vainqueurs et de leur religion, facilement assimilable et, au total, peu contraignante.

L'arabisation — entendons : l'usage de la langue arabe — va de pair avec l'islamisation ; les deux mouvements sont parallèles. L'arabe était la langue des vainqueurs et de l'administration; il était aussi, à l'époque, la langue du progrès, de la science et de la culture. On comprend qu'il ait été adopté dans tout le territoire d'al-Andalus, même si des cas de bilinguisme ont persisté jusqu'au XII[e] siècle.

Des envahisseurs peu nombreux, parmi lesquels les Arabes proprement dits sont minoritaires, des indigènes qui, convertis ou non à l'islam, sont restés sur place et continuent à former le fond de la population, voilà les éléments de la controverse : dans quelle mesure l'Espagne des Omeyyades était-elle un Empire arabe? Des auteurs, notamment des Espagnols qui considéraient la période musulmane comme une parenthèse dans leur histoire nationale, ont eu tendance à minimiser l'apport arabe ; ils insistent sur la faiblesse numérique des conquérants, sur la tiédeur de leur foi et sur le métissage avec des femmes indigènes [10]pour conclure à une assimilation des vainqueurs par les vaincus. Au début du xx[e] siècle, l'arabisant Julián Ribera s'était attaché à montrer la permanence de structures administratives, linguistiques, culturelles et même économiques de l'Espagne wisigothique dans l'Espagne musulmane, puis dans l'Espagne reconquérante. Selon lui, la civilisation de l'Espagne musulmane devait bien peu aux envahisseurs et presque tout aux éléments hispano-romains antérieurs; l'arabe classique n'aurait été qu'une langue de culture, ignorée de la plus grande partie de la population qui utilisait couramment l'arabe vulgaire et surtout le romance, langue issue de la décomposition du latin et qui est à l'origine des parlers romans de la péninsule.

C'est la thèse que n'ont cessé de soutenir d'illustres médiévistes espagnols, à commencer par Ramôn Menéndez Pidal et Claudio Sánchez Albornoz : la conquête de 711 n'a pas entraîné de solution de continuité dans le développement historique de l'Espagne ; les conquérants, une poignée de Bédouins incultes et quelques milliers de Berbères à peine

islamisés et pas encore arabisés, se seraient rapidement hispanisés. Ainsi se serait constituée une société plus hispanique qu'orientale sur le sol de la péninsule Ibérique. Henri Terrasse remarque que l'islam d'Espagne a été séparé très vite, dès le milieu du VIII[e] siècle, du reste du monde musulman par l'établissement, à Cordoue, d'un émirat autonome, transformé plus tard en califat. Lui aussi conclut à l'hispanisation de l'islam et à la formation d'une civilisation originale, parente de celle qui se développait en Orient, mais dans laquelle les éléments antérieurs à la conquête tenaient une grande place.

L'un des arguments le plus souvent invoqués en faveur de la persistance d'une mentalité « occidentale » dans al-Andalus est tiré du statut de la femme. Venus sans familles et sans femmes, les guerriers de 711 se seraient « occidentalisés » au contact de leurs femmes, de leurs concubines, de leurs esclaves, toutes d'origine indigène; c'est dans ce milieu purement hispanique qu'on élevait les enfants des familles «arabes». Et l'on retrouverait cette influence dans la conception que les musulmans d'Espagne se faisaient de la femme et de l'amour, très différente de celle de l'Orient. On cite à ce propos, comme un exemple particulièrement caractéristique, le «romantisme amoureux» du Collier de la Colombe, l'un des chefs-d'œuvre de la littérature classique hispano-arabe.

Ces idées ne font pas l'unanimité. Selon Pierre Guichard, on aurait sous-estimé l'importance numérique des Arabes et des Berbères dans la conquête et plus encore l'influence des structures sociales à la base desquelles on trouve la tribu et le clan. Les Arabo-Berbères du VIII[e] siècle les auraient importées en Espagne puisque, contrairement aux idées reçues, ces guerriers ne seraient pas tous venus seuls; ce sont des fractions de tribus, des lignées, qui se seraient installées dans la péninsule. Dans la réalité sociale de l'Espagne musulmane, les structures de type « oriental » compteraient plus que les « occidentales» ; les hispano-musulmans, dans leur ensemble, devaient donc se sentir plus proches de leurs coreligionnaires maghrébins et orientaux que des Espagnols chrétiens; c'étaient avant tout des musulmans et la religion est un fait de civilisation autrement plus important que les phénomènes biologiques. On le voit bien avec la conception de l'honneur familial propre aux Arabes et aux Berbères : «La conséquence de la prédominance du monde masculin sur le monde

féminin et du caractère à la fois passif, secret et sacré du second, actif du premier, est que le domaine du public est exclusivement réservé aux hommes » (Pierre Guichard). Cette conception aura des prolongements dans la mentalité espagnole.

Même si les éléments arabes ne sont entrés qu'en dose infinitésimale dans la chimie sociale des musulmans d'Espagne, ils ont imposé une religion, une organisation politique, des coutumes et surtout une langue, facteur puissant d'assimilation culturelle. L'arabe a gagné très vite du terrain. Américo Castro en tire argument pour rejeter la thèse de l'hispanisation des conquérants africains. Il a raison. La langue qu'on parle et qu'on écrit n'est pas neutre; elle exprime une mentalité, des façons de penser et de sentir, un état de civilisation[11]. En adoptant l'arabe, l'Espagne s'est trouvée intégrée au monde musulman, «un bloc géographique assez homogène que ferment, aux confins de l'Océan et de chaque côté de l'extrémité du monde méditerranéen, l'Afrique mineure et la péninsule Ibérique » (E. Lévi-Provençal), même si elle conserve, dans cet ensemble, une spécificité qu'elle partage d'ailleurs avec la partie de l'Afrique située de l'autre côté du détroit. L'islam s'est ainsi implanté, au VIIIe siècle, on l'oublie trop souvent, dans une portion du monde antique romanisée, puis christianisée [12]. Ce que Sánchez-Albornoz considère comme des caractéristiques de l'islam péninsulaire se retrouve dans la Berbérie médiévale : jusqu'au XIe siècle, on continue à y utiliser un dialecte d'origine latine; des communautés chrétiennes se maintiennent; on ne renonce que lentement à l'usage du vin, malgré les prescriptions du Coran, etc.

Les recherches archéologiques menées par André Bazzana sur la région du Shark al-Andalus[13]sont venues enrichir et renouveler ce débat sur la portée réelle de l'invasion musulmane de 711: la toponymie pousse à conclure à une forte et rapide acculturation orientale et islamique des campagnes de la région de Valence [14]. André Bazzana incline donc à parler d'«une forte orientalisation de la péninsule Ibérique au Moyen Âge », mais il apporte à cette affirmation deux nuances, l'une mineure, l'autre grosse de conséquences. Passons rapidement sur la première : il est faux que les Arabes aient occupé les meilleures terres et n'aient laissé aux Berbères que les zones montagneuses et pauvres de l'intérieur; au moins dans le Levant, les apports socioculturels de l'islam ont été le plus souvent véhiculés par des

groupes d'origine berbère. On serait donc en présence d'une «orientalisation » certaine, mais indirecte : « Le crible maghrébin a modifié l'apport du Proche Orient arabique et omeyyade. »

Ce n'est pas le plus important. André Bazzana s'interroge sur l'originalité de ces apports orientaux : ne serait-on pas devant une résurgence d'éléments culturels présents dans le domaine méditerranéen depuis des millénaires, des éléments que l'islam se serait borné à reprendre en les assimilant et à véhiculer jusqu'à l'Algarve? Entre la maison ibéro-islamique et la maison maghrébine, par exemple, les ressemblances sont frappantes, mais on peut se demander si, dans les deux cas, on ne serait pas en présence d'un « fonds méditerranéen », revivifié par l'islam, sans doute, mais qui lui serait antérieur.

S'il en était ainsi, il faudrait conclure à un décalage entre les grandes dates de l'histoire traditionnelle et les mutations profondes que connaissent les populations. La conquête de 711, de ce point de vue, n'aurait entraîné aucune rupture décisive; celle-ci se serait produite bien avant, aux IIe-IIIe siècles, avec l'affaiblissement du latifundium romain, le déclin des villes, la ruralisation et l'abandon des hauteurs. C'est beaucoup plus tard, au xe siècle, qu'il conviendrait de situer le véritable changement dans les genres de vie avec la reconquête progressive des hauteurs, la constitution d'un réseau de husun (sites et territoires castraux), la généralisation de l'irrigation qui modifie profondément le paysage du Levant. C'est alors seulement que les schémas orientaux l'emportent définitivement. De même la reprise de Valence par les chrétiens en 1238 n'aurait pas eu de conséquences immédiates : le peuplement, la maison, les techniques du potier, du maçon ou du paysan, les objets de la vie quotidienne se prolongent jusqu'au milieu du XIVe siècle; il n'est pas facile, en effet, de renoncer du jour au lendemain à des habitudes ancestrales qui constituent le fond de la vie quotidienne; il faut du temps pour s'adapter aux conditions nouvelles créées par des événements militaires et politiques qui n'intéressent guère que les élites. L'expulsion des morisques, au début du XVIIe siècle, a dû provoquer une troisième rupture.

La thèse est séduisante, mais elle appelle deux remarques :

elle porte sur les campagnes et leur vie quotidienne; or les milieux ruraux sont beaucoup plus conservateurs à cause des contraintes de

> la vie agraire. Il est probable qu'une étude sur les villes aurait conduit à d'autres conclusions sur l'impact des grands événements politiques : la conquête de 711, l'instauration du califat de Cordoue, la reprise de Valence.
>
> André Bazzana a pris comme terrain d'observation une zone, la région de Valence, où la reconquête chrétienne ne s'est pas accompagnée d'un exode ou d'un transfert des populations rurales : les paysans maures sont restés sur place ; on les y a même obligés parce que les nouveaux maîtres avaient besoin de main-d'œuvre. La vallée du Guadalquivir poserait d'autres problèmes. La reconquête en a chassé les habitants et a redistribué les terres à des colons venus du nord. Il serait intéressant d'y appliquer la même méthode afin de vérifier si, là aussi, les permanences l'emportent sur les bouleversements provoqués par les événements politiques.

Même si la composition ethnique de l'Espagne n'a pas sensiblement varié à la suite de l'invasion de 711, la péninsule s'est trouvée rattachée pendant plusieurs siècles à une civilisation qui n'avait pas grand-chose de commun avec la romaine. Juan Vernet le faisait observer naguère [15]: on a tendance aujourd'hui, non sans raisons, à relever les anglicismes présents dans la langue de tous les jours pour mesurer le degré d'imprégnation des pays d'Europe occidentale par la civilisation nord-américaine. En utilisant le même critère, on ne peut qu'être frappé par les emprunts que le vocabulaire espagnol a faits à l'arabe et qui sont encore bien vivants, cinq cents ans après l'élimination de l'islam d'Espagne. Ce fait dit bien l'ampleur qu'a dû prendre l'arabisation de la péninsule aux premiers siècles du Moyen Âge. La langue n'est, bien entendu, qu'un aspect, mais particulièrement significatif, de cette captation de l'antique Hispania par l'islam.

LES JUIFS EN TERRE D'ISLAM

On présente souvent l'Espagne musulmane comme un pays où les trois religions monothéistes — l'islam, le christianisme et le judaïsme - auraient vécu en paix et en bonne intelligence. Il est vrai qu'en terre d'islam le pacte dit de la dhimma prévoit des dispositions particulières pour les « gens du Livre », Juifs et chrétiens : ils ont droit à un statut; ils sont «protégés»,

tolérés, entendons qu'on ne les force pas à se convertir, ce qui ne veut pas dire — loin de là — qu'ils sont placés sur un pied d'égalité avec les musulmans. Cette attitude ne va pas sans arrière-pensée : le non-croyant était assujetti à de lourdes contributions ; des conversions massives auraient eu pour effet de diminuer sensiblement les rentrées fiscales des nouveaux maîtres de l'Espagne. De plus, Juifs et chrétiens étaient soumis à des discriminations civiles et juridiques ; ils étaient placés dans une sorte de tutelle, mais, malgré toutes les restrictions légales, ce statut les mettait théoriquement à l'abri de la persécution. C'est ce qui explique qu'ils aient pu conserver, en même temps que leurs biens, la liberté de pratiquer leur culte et une relative autonomie juridique. Les uns et les autres désignaient des délégués pour les représenter auprès des autorités musulmanes; ils s'administraient eux-mêmes dans leurs communautés respectives.

La présence de Juifs dans la péninsule Ibérique est attestée dès l'époque romaine. Au début du IVe siècle, on relève leur trace en Catalogne, dans le Levant, en Andalousie, au cœur de la Meseta (Avila), dans le Nord-Ouest (Astorga)...Nos informations sont plus nombreuses et plus précises pour l'époque wisigothique. Les Juifs formaient alors une communauté religieuse, pas un groupe ethnique ni même une classe sociale : on trouvait parmi eux un éventail très large de professions, avec des riches et des pauvres; il ne semble pas qu'ils se soient spécialisés dans certains métiers, comme le commerce ou le prêt à intérêt. Les premiers souverains wisigoths font plutôt preuve de tolérance à leur égard. Les choses changent à la fin du VIe siècle, après la conversion de Récarède au catholicisme (587). Dans son souci d'unité religieuse, ce roi prend les premières mesures contre les Juifs : il leur est désormais interdit d'épouser des chrétiennes, d'occuper des fonctions publiques, d'avoir des esclaves chrétiens — ce qui revient, pour beaucoup, à les empêcher de mettre leurs terres en valeur -, de faire du prosélytisme et de construire de nouvelles synagogues. Sisebut, qui monte sur le trône en 612, se montre plus agressif. Il envisage d'expulser du royaume les Juifs qui refuseraient de se convertir. Cette politique reçoit l'appui des autorités religieuses. Même si saint Isidore fait des réserves sur les conversions forcées, l'objectif ne fait pas de doute: il s'agit d'éliminer le judaïsme. L'invasion musulmane de 711 a certainement sauvé les Juifs d'Espagne de la catastrophe qui les menaçait. On comprend qu'ils aient

accueilli les envahisseurs comme des libérateurs, qu'ils leur aient ouvert les portes d'un certain nombre de villes et leur aient même servi d'auxiliaires. À Cordoue, des Juifs auraient prêté main-forte aux assaillants. À Séville et à Tolède, les Maures, poursuivant leur avance vers le nord, auraient confié ces villes à des garnisons juives. Plus tard, les chrétiens d'Espagne ne manqueront pas de dénoncer ces attitudes, considérées comme une trahison; c'est une accusation qui reviendra souvent dans la littérature antisémite.

Les Juifs se sont rapidement intégrés dans la société nouvelle. On les trouve presque partout. Dans certaines villes, ils constituaient la majorité de la population, par exemple à Lucena, célèbre pour son école rabbinique qui devait subsister jusqu'au XIIe siècle. De même des géographes arabes parlent de Grenade et de Tarragone comme de cités juives. Ces Juifs exerçaient les activités professionnelles les plus diverses. Beaucoup d'entre eux exploitaient le sol et vivaient de l'agriculture, contrairement aux idées reçues selon lesquelles les Juifs d'Occident se seraient spécialisés de bonne heure dans le commerce, la finance ou le prêt à intérêt. Ce genre d'occupation ne concernait, à vrai dire, qu'une minorité, de même que les tâches à caractère administratif. Les Juifs avaient fini par adopter l'arabe comme langue de communication et comme langue de culture ; ils étaient donc assimilés dans la société musulmane et les autorités recrutaient volontiers des Juifs pour leur confier des fonctions impopulaires, par exemple le recouvrement des impôts. À plusieurs reprises, on a pu voir aussi des Juifs occuper de hautes responsabilités au sommet de l'Etat. On relève ainsi le cas d'Abu Yusuf Hasday ibn Saprut sous le règne d'Abd al-Rahman III (912-961) : médecin de la cour, très doué pour les langues étrangères (il a traduit notamment des œuvres scientifiques), il assistait le calife dans les négociations avec des diplomates étrangers et pour le commerce extérieur. Ces exemples, et d'autres que l'on pourrait évoquer, témoignent de la considération dans laquelle on tenait les Juifs dans l'Espagne musulmane, mais on doit apporter deux correctifs si l'on veut comprendre la situation exacte. D'abord, il s'agit là de promotions individuelles et exceptionnelles de Juifs pleinement intégrés à la vie politique du pays; l'immense majorité de leurs coreligionnaires vivaient dans des conditions beaucoup plus modestes. Ensuite et surtout, la situation sociale de ces Juifs les exposait tout naturellement au ressentiment et à la

vindicte populaire en période de difficultés ; les hautes fonctions qu'ils exerçaient contrevenaient explicitement au pacte de la dhimma qui interdisait aux non-croyants d'avoir autorité sur des croyants ; leur chute était alors aussi rapide que l'avait été leur élévation; ils n'avaient aucune garantie contre d'éventuels revers de fortune, à moins de se convertir à l'islam, ce qui a été le cas d'un certain nombre d'entre eux dans une proportion qu'il est difficile de chiffrer.

C'est vers la fin du califat de Cordoue et au XI[e] siècle que se situe le plus beau moment de la communauté juive dans l'Espagne musulmane. Cette communauté, protégée par son statut d'autonomie, s'administrait elle-même, désignait librement ses magistrats et ses rabbins ; elle avait ses synagogues, ses écoles rabbiniques, ses hôpitaux. Elle communiquait avec d'autres communautés juives dans le monde. À Grenade, Hasday est l'un de ceux qui ont le plus contribué à donner un éclat nouveau à la science rabbinique et à la littérature en hébreu.

CHRÉTIENS D'AL-ANDALUS

Comme les Juifs, les chrétiens qui habitaient l'Espagne au moment de l'invasion de 711 purent rester sur place en pratiquant librement leur religion, en application du pacte de la dhimma. On les appelle mozarabes. C'est ainsi que, dès le début de l'ère musulmane, s'organisent des communautés chrétiennes à Tolède, Cordoue, Séville, Mérida, et dans d'autres régions encore. La présence de mozarabes est attestée au IX[e] siècle dans la zone de Huesca où ils représentaient alors de 10 à 15 % de la population et où l'on comptait au moins trois monastères. Ces communautés s'administrent elles-mêmes sous la direction de leurs comtes, chargés notamment de percevoir les impôts. La loi des Goths (Lex Gothorum) subsiste comme code juridique pour les litiges qui peuvent surgir entre chrétiens. La hiérarchie ecclésiastique reste à peu près intacte. Jusqu'à la fin du XI[e] siècle, al-Andalus est divisé en trois provinces ecclésiastiques, Tolède, la Lusitanie (Mérida) et la Bétique (Séville), chacun de ces districts comprenant lui-même plusieurs évêchés. L'existence légale des monastères est reconnue; on en compte plus de quinze autour de Cordoue. Il semble que les autorités musulmanes ne s'opposaient pas à la construction de

nouveaux sanctuaires et lieux de culte. Ces communautés conservent leur liturgie : le rite mozarabe qui procède du rite gothique composé par saint Isidore de Séville. La tradition des conciles se poursuit. À deux reprises au moins (924 et 1064), ces communautés reçoivent la visite de légats du pape.

Les mozarabes ont toujours envisagé leur situation comme un pis-aller. Chaque fois qu'ils en ont l'occasion, ils émigrent en territoire chrétien. Ce mouvement prend de l'ampleur au milieu du IXe siècle après l'affaire dite des martyrs de Cordoue, épisode encore obscur. Vers 850, un certain Euloge, un clerc qui appartenait à une riche famille mozarabe, et son ami Álvaro, lui aussi bourgeois aisé, prirent la tête d'un mouvement d'opposition. À leur instigation, un certain nombre de moines, de diacres et de religieuses se portèrent volontaires pour le martyre. Ils feignirent de se convertir à l'islam, puis abjurèrent en donnant à leur geste une grande publicité, ce qui les exposait à une condamnation à mort. Euloge lui-même fut décapité en 859. S'agissait-il d'une opposition politique ou d'une poussée d'exaltation mystique ? Il est difficile de le savoir. Il est possible que les communautés mozarabes aient vu alors leur situation devenir plus précaire, ce qui expliquerait à la fois des conversions plus nombreuses à l'islam et le mouvement d'émigration vers les territoires chrétiens du nord de la péninsule, en Catalogne et surtout dans le royaume des Asturies; c'est à cette époque en effet — fin du IVe siècle et début du Xe— qu'un certain nombre de monastères sont repeuplés ou fondés par des moines mozarabes, en particulier celui de San Miguel de Escalada, près de Léon. Au xe siècle, les mozarabes sont en voie d'extinction dans les régions périphériques et même dans les grands centres. Il en restait très peu à Huesca quand la ville fut reconquise au XIe siècle.

Sans être une particularité de l'Espagne musulmane — on trouve des exemples analogues chaque fois que les Arabes ont conquis des régions préalablement christianisées -, le cas des mozarabes a retenu l'attention des historiens. Dans son Histoire des mozarabes, publiée en 1897, F.J. Simonet a exploité toute la documentation disponible sur la question et en tire des conclusions favorables à la thèse traditionaliste : il oppose l'attitude des mozarabes à celle des «mauvais Espagnols » (ceux qui s'étaient convertis à l'islam) pendant la «captivité» de l'Espagne pour suggérer que l'islam n'aurait constitué qu'un vernis et sa domination une parenthèse dans

l'histoire d'Espagne. Des études plus récentes conduisent à reconsidérer la question de deux points de vue : l'ampleur du phénomène et sa signification historique.

Sur le premier aspect, Mikel de Epalza s'interroge. Il doute que les mozarabes aient été aussi nombreux qu'on le dit. Il conteste même leur existence dans certaines régions et cela pour deux raisons. Selon lui, avant 711, la christianisation n'aurait été ni profonde ni uniforme dans toute la péninsule, ce qui réduirait d'autant les chances de survie du christianisme. En second lieu, l'existence de chrétiens suppose celle d'évêques, seuls habilités à consacrer les prêtres et l'huile nécessaire aux baptêmes. On mesurera donc l'implantation des mozarabes au nombre d'évêques dont la documentation atteste l'existence. En fonction de ces critères, Mikel de Epalza en vient à contester la réalité du phénomène mozarabe dans le Levant valencien[16] et à la relativiser dans d'autres cas. Tolède a eu des évêques jusqu'au IXe siècle; au Xe, on en serait moins sûr. Cela reviendrait à nier l'existence d'une communauté mozarabe à Tolède à partir de cette époque, conclusion hâtive puisqu'il y avait des mozarabes au moment de la reconquête de la ville (1085).

Le mot et le concept de mozarabe sont tardifs ; ils désignent moins un phénomène religieux qu'une réalité culturelle : les mozarabes sont des chrétiens arabisés en un double sens: ils parlent l'arabe et, au contact des Arabes, ils adoptent leur genre de vie. Mêlés aux Maures - apparemment, ils n'habitaient pas dans des quartiers séparés -, les mozarabes, de même que les Juifs, ont fini par s'intégrer à la société musulmane. Le latin reste leur langue liturgique, mais ils adoptent de plus en plus l'arabe comme langue de culture et de communication. Quel arabe? On ne sait. Il est vraisemblable que la grande majorité des Hispano-Romains utilisaient des dialectes divers, non écrits, mais les élites connaissaient certainement l'arabe littéraire. Les clercs mozarabes, qui ne pouvaient rester indifférents devant la richesse de la littérature et de la culture musulmanes, finirent par mieux lire l'arabe que le latin. Cette arabisation s'est faite progressivement. Un texte arabe de la fin du xe siècle signale qu'au Maghreb on utilise trois langues : l'arabe, le berbère et une langue dérivée du rumi, c'est-à-dire le latin d'Afrique (al-latini al-afariqui); l'arabe parlé était souvent mêlé de mots et de tournures d'origine latine; cela frappait les voyageurs orientaux qui appelaient cette

langue « l'arabe de l'Ouest » : al-garbya. Au début du XVIIe siècle, le dictionnaire de Covarrubias reprend cette étymologie: « Algarabía, la langue des Africains ou Occidentaux, puisque, par rapport à nous, ils sont situés à l'ouest, dans l'Algarve, c'est-à-dire au couchant. » En castillan, le mot a fini par devenir synonyme de charabia.

La langue est le signe le plus visible d'une acculturation qui se manifeste encore par bien d'autres aspects. Les mozarabes prennent des noms arabes, adoptent les vêtements et le mode de vie des musulmans ; au Xe siècle, par exemple, ils ne mangent plus de viande de porc; dans leurs églises, ils évitent d'accumuler des images (peintures, sculptures) de Dieu, de la Vierge et des saints. Ils continuent à célébrer leurs fêtes traditionnelles, mais il leur paraît naturel d'y inviter parfois des mahométans; c'est ainsi qu'au milieu du Xe siècle on pouvait voir le calife de Cordoue organiser des courses de chevaux à l'occasion de la Saint-Jean.

Ces particularités ne manquaient pas de surprendre les habitants des royaumes chrétiens du Nord quand des mozarabes venaient s'y installer. Ceux-ci y introduisaient des habitudes de vie, des coutumes vestimentaires ou culinaires, des techniques et des formes d'art d'origine musulmane — qu'on pense au développement de l'art mozarabe dans la région de Léon. Ils apportaient surtout ce particularisme qui leur avait permis de rester fidèles à leur foi en milieu hostile. Ils étaient fiers d'être des chrétiens d'avant la conquête arabe et d'avoir résisté à la fascination de l'islam. C'est pourquoi ils poussaient leurs coreligionnaires à l'intransigeance. Ce sont eux — comme on verra — qui encouragent les souverains chrétiens du Nord à se proclamer les héritiers de la monarchie wisigothique. Ce sont eux encore qui introduisent la notion de reconquête. Ce faisant, les clercs mozarabes ne reprenaient-ils pas sans s'en rendre compte l'idée musulmane de guerre sainte ? On peut se poser la question car on relève, dans leur comportement et leur doctrine, d'autres contaminations islamiques. Avec le temps, en effet, le niveau doctrinal des mozarabes n'a cessé de s'appauvrir. Privés de toute communication régulière avec le reste de la chrétienté, au contact de musulmans et de Juifs, les mozarabes n'ont pas pu ne pas subir l'imprégnation de leur environnement culturel. Chez certains d'entre eux, on décèle des influences monophysites, voire manichéennes. On connaît, par exemple, la controverse qui oppose, au VIIIe siècle, Alcuin et l'évêque

mozarabe de Tolède, Elipando. Celui-ci avait été séduit par certains aspects du Coran et avait esquissé une sorte de syncrétisme entre l'islam et le catholicisme : au fond, Allah n'était pas tellement différent du Dieu tout-puissant des catholiques ; Jésus était cité dans plusieurs passages du Coran où il était présenté comme un prophète, donc comme un homme; n'était-il pas possible d'imaginer un compromis ? Jésus était bien tel que le Coran le définissait, le fils adoptif de Dieu et son serviteur, mais ce point de vue n'envisageait que sa nature humaine ; si l'on mettait l'accent sur sa filiation divine, les deux croyances n'étaient pas si éloignées l'une de l'autre. De telles théories scandalisèrent Alcuin. Depuis cet épisode, tout ce qui vient des mozarabes sent l'hérésie dans l'Europe chrétienne; c'est particulièrement net en ce qui concerne le dogme de la Trinité, que Juifs et musulmans rejettent.

L'ESPAGNE DES TROIS RELIGIONS

Jusqu'à la fin du XIe siècle, musulmans, Juifs et chrétiens semblent avoir vécu en bonne intelligence dans la péninsule Ibérique. Cette situation autorise à parler d'une Espagne des trois religions, en aucun cas d'une Espagne des trois cultures. On éviterait bien des malentendus en distinguant culture et civilisation. Pour les ethnologues et les anthropologues, la culture, « dans un groupe donné, est ce qui se transmet, hors de l'hérédité biologique, par l'hérédité sociale[17]». La civilisation, ce serait plutôt un ensemble de faits — les techniques, les arts, la religion, les idées, les institutions... [18]—, «un complexe historico-géographique, qui a son aire, sinon ses contours, en tout cas ses centres vitaux, ses foyers de rayonnement, ses zones d'influence [19]». Dans le cas qui nous occupe, on gagnerait beaucoup à parler en termes de civilisation plutôt que de culture. De ce point de vue, dans l'Espagne médiévale, on a vu coexister tant bien que mal trois religions — la musulmane, la chrétienne et la juive. En revanche, on n'est pas en présence de trois cultures, mais de deux formes de civilisation seulement : la civilisation arabe et la civilisation chrétienne occidentale qui ont été dominantes alternativement : la première a été la plus riche et la plus brillante jusqu'à ce que, à partir du XIIe siècle, la seconde l'emporte définitivement. Tout en conservant leur religion, Juifs et

mozarabes se sont intégrés dans la civilisation arabe. Les mozarabes ont disparu avec les progrès de la Reconquête chrétienne; ils n'avaient plus de raison d'être. Quant aux Juifs, ils ont assimilé successivement les deux civilisations, ce qui leur a permis de jouer le rôle d'intermédiaires entre les deux au tournant des XI[e]-XII[e] siècles. Sans renoncer à leurs traditions religieuses, ils avaient adopté la langue et les modèles littéraires et philosophiques de la civilisation islamique. L'hébreu n'était utilisé que par les rabbins et pour le culte. Dans les rapports sociaux et intellectuels, les Juifs cultivés avaient recours à l'arabe; c'est en arabe qu'ils lisaient les grands auteurs musulmans et qu'ils composaient leurs propres traités philosophiques. Ils étaient imprégnés de culture arabe.

Il faut renoncer aussi à un autre mythe: celui d'une Espagne accueillante et tolérante. Il y a longtemps que l'historien Y. Baer a récusé le terme d'âge d'or que certains ont cru pouvoir employer pour désigner cette période de l'histoire des Juifs d'Espagne. Il fait observer que la prospérité des Juifs à cette époque n'a été possible que grâce à la négligence et au laxisme des autorités musulmanes, peu empressées d'appliquer rigoureusement le pacte de la dhimma. Cette prospérité était précaire ; bien loin d'être la conséquence d'une politique délibérée d'ouverture et de tolérance, elle dépendait entièrement de la bonne volonté, donc de l'arbitraire et du caprice des souverains. On peut faire les mêmes remarques à propos des mozarabes. La tolérance suppose l'absence de discrimination à l'égard des minorités. Ce n'est pas le cas dans l'Espagne musulmane, ni plus tard dans l'Espagne reconquérante. Les maîtres du pays ont toujours été convaincus de la supériorité de leur foi. Juifs et mozarabes n'ont jamais été que des sujets de seconde catégorie. Deux siècles plus tard, la situation sera inversée. Le christianisme deviendra alors la religion dominante et les souverains accepteront de régner sur des infidèles — musulmans, cette fois, et encore les Juifs -, tolérés, mais soumis à des discriminations de toute sorte. Il n'en reste pas moins que, pendant des siècles, on a pu voir coexister, en Espagne, des fidèles de trois religions différentes, situation originale dans l'Europe du temps.

Le califat de Cordoue s'effondre dans le premier tiers du XI[e] siècle. Le troisième calife, Hicham II, n'a pas encore douze ans quand il succède à son père. Il est trop jeune pour exercer vraiment ses prérogatives; de plus, c'est

un incapable. Déjà menacé de démantèlement, le califat est sauvé grâce à l'énergie du chambellan Almanzor qui, de 979 à sa mort, détient la réalité du pouvoir. C'est un lettré, descendant d'une famille arabe installée en Espagne depuis l'époque de la conquête. « Sous son véritable règne, la puissance hispano-arabe parvint dans le monde occidental à son point culminant » (E. Lévi-Provençal) . Almanzor reprend la politique d'expansion. Il pousse ses armées jusqu'à l'extrême nord-ouest : il pille Saint-Jacques-de-Compostelle en 997. Sa mort, en 1002, laisse le champ libre aux particularismes qui gagnaient le pays depuis une cinquantaine d'années. Le désordre s'étend dans toutes les provinces. En 1031, le califat de Cordoue se défait en une série de petits États indépendants, les taifas, tandis que les royaumes chrétiens ne cessent de se renforcer et de s'agrandir.

1 Le mot apparaît pour la première fois en 716 dans un texte bilingue (arabe-latin) où il est traduit par Spania. C'est seulement à la fin du XII[e] siècle que, dans les textes rédigés en langue romane, on emploie España pour désigner la péninsule dans son ensemble. Les textes arabes utilisent toujours al Andalus pour parler de l'Espagne musulmane, quelle que soit son extension territoriale.

2 C'est depuis lors que le détroit porte le nom de Gibraltar: Djebel al-Tariq.

3 En 714, les rivaux de Rodrigue avaient renoncé à leurs droits en faveur du calife de Damas.

4 Lévi-Provençal évalue leur nombre à 12 000 à Cordoue, vers l'an 1000.

5 Le couscous, inconnu de l'Espagne musulmane au temps du califat, n'a été adopté qu'au XII[e] siècle, sous l'influence des Almohades.

6 Le riz est venu plus tard, au XII[e] siècle, introduit par les Almohades, mais la paella semble postérieure à la domination musulmane.

7 Paris, Flammarion, 1969. Selon Olagüe, la conquête militaire aurait été techniquement et matériellement impossible. Sa thèse est qu'un dessèchement du Sahara aurait entraîné des migrations; de plus, les populations d'Espagne (et d'Afrique du Nord), peu ou pas christianisées, se seraient alors converties en masse à l'islam. «La permanence de la tradition païenne [...] et la promotion d'un prosélytisme juif [...] favorisaient les doctrines unitaires aux dépens de l'orthodoxie chrétienne, fondée sur la Trinité [...]. Le syncrétisme arien a abouti de même à un syncrétisme musulman » (p. 131-132).

8 Dans les textes des VIII[e] et IX[e] siècles, on distingue les Mauri ou Africains et les Arabes, encore désignés comme Sarrasins.

9 P. GUICHARD cite le cas d'un des chefs de la conquête, un Arabe pourtant, Abu Djawsham al-Sumayl : il ne savait pas lire ; il ne connaissait pas le Coran ; il buvait du vin et était ivre presque tous les soirs.

10 La plupart des envahisseurs auraient pris femme en Espagne. Le propre fils de Muza aurait épousé une chrétienne, la veuve du dernier roi wisigoth, Rodrigue.

11 « Qu'il soit bien entendu d'emblée que le mot arabe ne renvoie, pour moi, ni à une ethnie ni à une religion, mais à une langue: celle qu'employèrent des Arabes, des Perses, des Turcs, des Juifs

et des Espagnols du Moyen Âge » (Juan VERNET, Ce que la culture doit aux Arabes, p. 13).

12 La différence, c'est que l'Afrique du Nord est restée dans la mouvance de l'islam alors que la péninsule Ibérique a fini par s'en détacher après une longue guerre de reconquête.

13 En gros, les provinces actuelles de Castellón, Valence et Alicante.

14 André BAZZANA, Maisons d'al-Andalus.

15 Dans un article de El Pais, le 5 novembre 1992.

16 D'où viendraient alors les mozarabes à qui le Cid confie les portes de Valence en 1064? Epalza pense qu'il peut s'agir soit de chrétiens de Cordoue qui avaient fui d'Andalousie après la disparition du califat, soit de chrétiens du Nord qui se seraient enrôlés dans la troupe du Cid.

17 Fernand BRAUDEL, Écrits sur l'histoire, Paris, Flammarion, 1969, p. 264.

18 C'est la définition que proposait en 1930 Marcel Mauss (cité par Lucien FEBVRE, Michelet et la Renaissance, Paris, Flammarion, 1992, p. 191).

19 Paul RICŒUR, Histoire et vérité, 3e édition, Paris, Seuil, 1980, p. 87-88.

CHAPITRE II

L'Espagne reconquérante (VIIIe-XIIIe SIÈCLE)

Pendant trois cents ans, les musulmans n'ont eu que mépris pour les pauvres communautés chrétiennes du nord de la péninsule. Leur puissance militaire, la prospérité de leur économie et l'éclat de leur civilisation leur assuraient une nette supériorité. Avec le temps, néanmoins, les royaumes chrétiens, à force de grignoter les domaines de leurs voisins du Sud, ont fini par établir leur autorité sur une partie du territoire. Au moment où s'effondre le califat de Cordoue, ces royaumes se sentent suffisamment forts pour passer à l'offensive. Avec la prise de Tolède (1085) et celle de Saragosse (1118), la moitié septentrionale de l'Espagne échappe aux musulmans. Cent cinquante ans plus tard, en 1238, les chrétiens entrent dans Séville, et al-Andalus est réduit aux frontières de l'émirat de Grenade. C'est cette progression du nord au sud, d'abord lente, puis très rapide, qu'on appelle la Reconquête.

LA FORMATION DES ROYAUMES CHRÉTIENS

On entend par Reconquête la lutte multiséculaire de l'Espagne chrétienne contre l'islam, combat qui commence quelques années après l'invasion musulmane et qui se termine en janvier 1492 avec l'entrée des Rois Catholiques à Grenade. C'est le fait capital de l'histoire d'Espagne : l'Espagne reconquérante se définit comme refus de l'islam. Pour en comprendre l'importance, il suffit de voir le destin de l'Afrique du Nord, elle aussi terre chrétienne qui avait reçu une profonde imprégnation romaine. L'Afrique du Nord a accepté le fait accompli ; aujourd'hui, on y parle arabe et l'islam est la religion dominante. D'une certaine façon, on peut donc dire que la péninsule Ibérique est la plus européenne des nations

d'Europe. Les autres n'ont pas eu à se poser de questions; l'Espagne et ce qui allait devenir le Portugal avaient le choix : se résigner ou refuser le fait accompli. L'Espagne ne s'est pas résignée ; elle a choisi de rester ou de redevenir chrétienne.

Le mot de Reconquête suggère deux idées complémentaires :

celle d'un territoire à libérer d'une domination étrangère ;

celle d'un combat pour la foi puisque les envahisseurs sont des infidèles aux yeux de ceux qui les repoussent.

De ces deux idées, quelle est celle qui donne son sens au phénomène ? Le premier aspect l'emporte d'un bout à l'autre, de 711 à 1492 : les Maures sont sentis comme un corps étranger dans la péninsule, des conquérants ou des usurpateurs qu'on cherche à expulser, même si l'on est souvent obligé de composer avec eux. C'est ce qu'exprimera fortement Don Juan Manuel (†1348), encore au milieu du XIVe siècle : « La guerre oppose les chrétiens et les Maures et elle les opposera tant que les chrétiens n'auront pas repris les territoires dont les Maures se sont emparés ; leur religion ou leur croyance n'est pas un motif de guerre. »

On s'abuserait si l'on s'imaginait que les chrétiens ont eu, dès le début, une conscience nette des objectifs à atteindre. Pour que la volonté de refaire une Espagne chrétienne existât, il fallait un pouvoir qui l'incarnât. Ce pouvoir, au lendemain de la conquête musulmane, n'existe plus: la monarchie wisigothique a été balayée, ses cadres anéantis et dispersés. C'est dans la deuxième moitié du IIe siècle que la bataille de Covadonga est devenue le symbole de la résistance, le point de départ d'une grande entreprise. Sur le moment, l'épisode est à interpréter comme un rejet de l'étranger de la part de populations montagnardes qui s'étaient toujours montrées rebelles à l'égard de tous les envahisseurs, quels qu'ils fussent; elles avaient déjà refusé de se soumettre aux Romains et aux Wisigoths.

Au début du Xe siècle, cette résistance s'inscrit dans une perspective historique : la reconstitution de l'unité politique d'une péninsule Ibérique libérée des Maures. Cette perspective n'est pas spontanée. Elle est l'œuvre de moines mozarabes fuyant al-Andalus qui ont trouvé refuge dans le royaume des Asturies. En s'opposant d'abord, puis en durant et en s'organisant, les territoires chrétiens du Nord, et notamment le royaume des

Asturies, deviennent un refuge pour les anciennes élites de l'Espagne wisigothique. Les moines apportent avec eux des traditions, des souvenirs historiques, des idées politiques. Ils suggèrent aux rois des Asturies de se présenter en héritiers du royaume wisigoth et d'opposer une légitimité historique au droit de conquête. C'est alors, sous Alphonse III (866-910), que naît l'idée de reconquête, c'est-à-dire l'ambition de rendre la péninsule à ceux qui se considèrent comme ses propriétaires légitimes. Les rois de Léon, successeurs de ceux des Asturies, prendront le titre d'empereur pour bien marquer leur volonté de refaire à leur profit l'unité de la péninsule. Cette ambition est contestée. Les autres communautés chrétiennes qui se sont constituées — Navarrais, Aragonais, Catalans - ne reconnaissent pas l'autorité du Léon. Bientôt apparaissent de nouveaux États, la Castille, le Portugal... L'idée impériale léonaise s'estompe après Alphonse VII (1126-1157). Car la Reconquête a été l'œuvre de chrétiens divisés. Des communautés résistantes, sans lien les unes avec les autres, se constituent dans les Asturies, dans le pays Basque et dans les Pyrénées. Certaines se montrent plus dynamiques; elles s'agrandissent; d'autres sont absorbées par les premières; d'autres encore apparaissent. Toutes ont bien le sentiment d'appartenir à une même famille et à une même aire culturelle, mais avec le temps les originalités s'affirment si bien qu'au milieu du XIIIe siècle la péninsule se trouve divisée en cinq États : un musulman, Grenade ; deux autres des deux côtés des Pyrénées, la Navarre et la couronne d'Aragon; les deux derniers strictement péninsulaires: le Portugal et la couronne de Castille. Jamais la péninsule ne retrouvera l'unité perdue en 711. Ce n'est que tardivement — au XIIIe, au moment de Las Navas de Tolosa, à la fin du XVe avec la guerre de Grenade — que cette lutte a pris l'aspect d'une entreprise commune des peuples chrétiens contre l'islam, d'un combat contre les infidèles, d'une croisade, sans que disparaisse pour autant la perspective initiale : la reprise du territoire par ceux qui s'en considéraient comme les possesseurs légitimes.

La conquête musulmane n'a pas été totale, soit que les envahisseurs aient décidé de se retirer de certaines zones isolées ou inhospitalières, soit qu'ils aient rencontré de fortes résistances. On trouve ainsi, dans le nord de la péninsule, des Asturies à la Catalogne, une série de noyaux chrétiens qui vont constituer les bases de départ de la Reconquête.

Selon la tradition, celle-ci aurait commencé dans les Asturies, région marginale que les Romains n'avaient occupée que tardivement et superficiellement. Les Wisigoths ne s'étaient guère montrés plus actifs. La christianisation avait été très faible. La résistance aux Sarrasins s'inscrit dans cette ligne d'opposition à l'étranger, quel qu'il soit, de la part de groupes de montagnards habitués à vivre à l'écart des autres, spontanément hostiles à tout pouvoir venu d'ailleurs. Ont-ils été rejoints par des nobles wisigoths qui avaient échappé à la débâcle du royaume de Tolède et qu'aurait dirigés Pélage [1]? C'est ce que suggèrent certains historiens. Quoi qu'il en soit, une résistance s'est organisée très tôt dans les montagnes des Asturies, marquée par la bataille symbolique de Covadonga dont on ne connaît même pas avec certitude la date : 718 ou, plus vraisemblablement, 722. Le royaume des Asturies, dont la capitale est d'abord Cangas de Onis, puis Oviedo, ne se constitue vraiment qu'avec Alphonse Ier (739-757). Il s'étend alors le long de la frange qui va de la Galice au pays Basque. Les monts Cantabriques forment au sud une frontière naturelle, prolongée par un vaste no man's land de plusieurs centaines de kilomètres carrés : la vallée du Duero, qui sépare d'al-Andalus le royaume des Asturies. Cette zone avait-elle été délibérément transformée en désert? C'est la thèse que soutenait Sánchez-Albornoz : n'ayant pas les moyens de défendre et de coloniser ces territoires, Alphonse Ier, puis Fruela (757-768) les auraient ravagés, auraient massacré les Maures qui n'avaient pas fui et ramené les mozarabes à l'abri derrière les monts Cantabriques. Ces conclusions sont aujourd'hui discutées; on s'interroge sur l'ampleur et l'idée même de la désertification : que les habitants aient fui en masse les régions disputées, on l'accepte volontiers; que toute vie ait cessé dans ces territoires, c'est ce qu'on conteste. À la fin de sa vie, Sanchez-Albornoz semble avoir tenu compte de ces objections: même dans les déserts, on trouve des oasis, concédait-il à ses contradicteurs...

À l'extrémité orientale de la péninsule, la progression des Sarrasins avait été arrêtée par Charlemagne qui avait occupé Pampelune et Huesca avant d'échouer devant Saragosse. C'est au retour de cette expédition que son arrière-garde fut attaquée, en 778, par des groupes de Basques, sans qu'on sache exactement où situer l'événement : dans la vallée de l'Hecho, à hauteur du col de Pau qui assure la liaison avec la haute vallée de Lescun [2],

ou à Roncevaux, comme le veut la tradition ? Charlemagne se détourne alors de l'Espagne, mais Gérone, en 785, Urgel et la Cerdagne, un peu plus tard, se placent spontanément sous sa protection. En 801, Louis d'Aquitaine occupe Barcelone et met en place une série de comtés au sud des Pyrénées : Pallars-Ribagorza, Urgell-Cerdagne, Ampurias, Barcelone... C'est ce qu'on appelle la Marche hispanique (Marca hispanica), théoriquement placée sous l'autorité de l'Empire d'Occident. En fait, ce terme n'a aucune signification politique ni même géographique; il désigne seulement la frontière entre l'Empire carolingien et l'Espagne musulmane. Les comtés catalans — celui de Barcelone ne tarde pas à prendre le pas sur les autres — se considèrent comme plus ou moins autonomes. Ici, rien qui ressemble au « désert » de la vallée du Duero : la frontière entre zones chrétiennes et musulmanes se stabilise autour de 814 et ne changera guère avant le milieu du XIe siècle. C'est que, pour échapper à la tutelle des Francs, les comtes catalans n'hésitent pas à conclure des accords de bon voisinage avec les Sarrasins installés à Lérida et Tortosa. Le comte Borrell (947-992) va plus loin encore dans son rapprochement avec le califat de Cordoue jusqu'à ce qu'en 985 Almanzor adopte une attitude offensive et saccage Barcelone. Le comte en tire argument pour rompre avec les Carolingiens qui ne sont pas venus au secours de la Marche. La Catalogne devient officiellement indépendante en 987.

Les futurs royaumes d'Aragon et de Navarre ne sont eux aussi, au départ, que de simples dépendances de l'Empire de Charlemagne. Le comté d'Aragon, limité aux régions de Jaca et de Huesca, s'émancipe au début du IXe siècle et ses titulaires sont unis par des liens de parenté avec la famille régnante de Pampelune ; c'est seulement en 1035 que Ramire, fils de Sanche le Grand de Navarre, prend le titre de roi d'Aragon. La région de Pampelune s'était révoltée dès 755 contre les Sarrasins. Depuis lors, elle était disputée entre l'Empire de Charlemagne et le califat de Cordoue. L'autorité du premier l'emporte en 806, mais Louis le Pieux a moins de succès: l'armée qu'il envoie au sud des Pyrénées est battue en 824. Les princes de Pampelune — ils ne prendront le titre de rois qu'au XIIe siècle — concluent des alliances avec le royaume asturien tout en gardant de bonnes relations avec les musulmans. La Navarre ne prend vraiment forme qu'avec la nouvelle dynastie inaugurée par Sanche Garcés Ier (905-925). Celui-ci

occupe Nájera et une partie de la Rioja. Sous Sanche le Grand (1000-1035), le royaume s'étend jusqu'à Sobrarbe et Ribagorza, annexe le comté de Castille (1029) et occupe même Léon en 1034. La Navarre paraît alors l'État le plus puissant de l'Espagne chrétienne. Son autorité s'étend du versant nord des Pyrénées (l'actuel pays Basque français) jusqu'à la frontière occidentale des comtés catalans, mais Sanche considère ces territoires comme autant de biens patrimoniaux dont il peut disposer à sa guise. À sa mort, il les partage entre ses enfants : au fils aîné, García, échoit la Navarre ; une partie des territoires de l'est forme le royaume d'Aragon, créé au profit de Ramire ; Gonzalo reçoit le Sobrarbe et Ribagorza ; Ferdinand devient roi d'une Castille indépendante. Ce partage suscite des rancoeurs et des guerres fratricides au terme desquelles, en 1076, la Navarre proprement dite cesse d'exister comme entité autonome : Pampelune est rattachée au royaume d'Aragon tandis que le pays Basque et la Rioja échoient au roi de Castille, Alphonse VI. La Navarre ne redevient un royaume indépendant qu'en 1134 avec la proclamation de García Ramírez.

De tous les territoires qui échappent à la domination musulmane, le royaume des Asturies est le seul qui soit en mesure de s'étendre parce qu'il est séparé d'al-Andalus par un vaste no man's land. Partout ailleurs, les princes chrétiens sont tenus d'observer une grande prudence ; tout affrontement direct pourrait leur être fatal. C'est pourquoi le royaume des Asturies prend vite la première place dans les combats de la Reconquête sous l'impulsion de deux de ses souverains, Alphonse II (791-842) et surtout Alphonse III (866-911).

Le premier étend ses possessions vers l'est jusqu'à Pancorbo et Castrojeriz dans ce qui va devenir la Castille et qui n'est encore qu'une marche avancée du royaume, confiée à un comte. Le second poursuit cette expansion et l'élargit dans trois directions :

vers l'ouest, où la Galice est entièrement occupée, ainsi que la zone comprise entre le Miño et le Duero — Porto est prise en 868, Coïmbre en 878;

au sud des monts Cantabriques, avec l'installation de colons dans les régions de Léon et d'Astorga — Zamora est fondée en 893 ;

vers l'est, enfin, jusqu'à la Rioja que lui contestent les rois de Pampelune. Alphonse III — on l'a vu — est le véritable créateur de l'idée de Reconquête que lui soufflent les moines mozarabes. Il prétend renouer avec la monarchie wisigothique disparue en 711. C'est sous son règne que des chroniques rédigées dans un esprit de propagande officielle s'efforcent de montrer que les rois asturiens sont les héritiers des rois wisigoths, à la fois par succession dynastique et parce qu'ils gouvernent des populations gothiques : les Asturiens et les mozarabes. C'est l'une de ces chroniques qui présente la bataille de Covadonga comme le point de départ d'une grande entreprise, la renaissance de l'Espagne et la reconstitution du peuple goth et de son armée; la monarchie qui avait sombré avec Rodrigue a repris vie grâce à Pélage.

Pour Alphonse III, la Reconquête n'est pas une croisade contre l'infidèle ; il n'a aucun scrupule à envoyer son fils, le futur Ordoño II, faire son apprentissage auprès du souverain maure de Saragosse. Le roi ne néglige pourtant pas les motivations religieuses quand il les croit susceptibles de donner du prestige à son État et d'exalter l'enthousiasme des combattants. C'est sous son règne que se développe le culte de saint Jacques. Vers 780, un moine, Beato de Liébana, avait évoqué pour la première fois l'évangélisation de l'Espagne par l'apôtre Jacques, créant ainsi le climat favorable à l'invention de son tombeau à Iria Flavia (aujourd'hui Padrón) : dans un sarcophage romain, on aurait trouvé, vers 814, des restes qu'on identifia comme ceux de l'apôtre dont le corps aurait été transporté en bateau de Jaffa jusqu'aux côtes de Galice. Alphonse II fit bâtir une église dans le village ; c'était l'amorce de la future métropole, Saint-Jacques-de-Compostelle. Alphonse III comprend tout le parti qu'il peut tirer de cette circonstance. Le royaume était fier de posséder sur son territoire les reliques d'un apôtre ; seule la ville de Rome, qui conservait les restes de saint Pierre, pouvait lui disputer pareil privilège. Les magnats, le clergé et le peuple communient dans un même enthousiasme et la confiance dans la destinée du royaume est renforcée. Le culte s'organise ; les premiers pèlerins français arrivent au milieu du xe siècle. Ils ne cesseront plus d'affluer, eux et d'autres, venus de toute l'Europe. Bientôt, Compostelle attire les foules. Une vaste organisation prend en charge les pèlerinages, fixe les itinéraires (par le

Somport, Roncevaux, Nájera, Burgos, Carrión de los Condes, Sahagún, Astorga), installe des hôtelleries et des hospices aux principales étapes (Santo Domingo de la Calzada, Burgos...) ; on rédigera même un livre, premier guide touristique connu, où le voyageur trouve tous les renseignements nécessaires: la longueur des étapes, l'état des routes, les mœurs des habitants, les curiosités à ne pas manquer (sanctuaires et sites historiques), les spécialités culinaires et même un lexique de base pour la traversée du pays Basque. C'est deux siècles plus tard que Compostelle connaîtra cette vogue internationale. Le modeste sanctuaire bâti par Alphonse III est devenu un évêché, puis une église métropolitaine grâce à deux prélats ambitieux, un Français, Dalmace, et un Espagnol, Diego Gelmírez, l'un et l'autre puissamment aidés par les moines de Cluny. Le pape Calixte II (1119-1124) accorde au pèlerinage de Compostelle les mêmes privilèges qu'à ceux de Rome et de Jérusalem. Gelmírez rêve de faire de sa ville épiscopale la rivale de Rome. C'est alors — au XIIe siècle — que se situe l'apogée de Saint-Jacques. Autour de la cathédrale, commencée aux environs de 1080, se regroupent les marchands du temple qui vendent aux pèlerins venus de toute l'Europe des croix, des outres, des besaces de cuir et surtout les coquilles qui sont l'emblème du sanctuaire, ainsi que des souvenirs et des objets pieux à profusion, tout ce que l'imagination des commerçants peut produire pour exploiter la piété des foules. Compostelle, pourtant, c'est aussi autre chose: le chemin de Saint-Jacques a contribué à rattacher la petite Espagne chrétienne à la chrétienté occidentale; il ouvre la voie aux échanges économiques, artistiques, culturels qui brisent l'isolement de la péninsule et la détournent de l'Orient.

En donnant son essor au culte de saint Jacques, Alphonse III n'imaginait sans doute pas les perspectives grandioses qui allaient suivre. Il resterait à expliquer les raisons de ce succès. Américo Castro s'y est essayé. Il a suggéré des origines mythiques: une confusion populaire entre les deux Jacques, le Majeur et le Mineur, et la contamination avec le culte païen de Castor et Pollux, les dioscures, fils de Jupiter; la croyance, elle aussi populaire, qui voyait en Jacques le Mineur le frère de Jésus. Pour les chrétiens du Nord, saint Jacques serait alors devenu l'anti-Mahomet, le tueur de maures (Santiago matamoros) dont les guerriers invoqueront le nom en allant à l'assaut et qu'ils croiront voir combattre avec eux, monté sur

un cheval blanc, dans les moments difficiles[3]. L'Espagne serait née de ce culte. Ces théories ne font pas l'unanimité. C'est l'Espagne chrétienne qui a créé le culte de saint Jacques, non l'inverse. L'invention du tombeau de l'apôtre s'inscrit trop bien dans la ligne que s'était fixée Alphonse III: donner sa légitimité historique au royaume des Asturies, mais rien ne permet de penser qu'on ait dès le début voulu faire de saint Jacques l'anti-Mahomet. C'est beaucoup plus tard, à la fin du XIe siècle, puis au XIIe et au XIIIe, que le Jacobus miles Christi prendra sa place au milieu des combattants de la Reconquête, mais on sera alors dans un tout autre contexte, celui de la croisade prêchée par des moines français.

On en est encore loin au début du Xe siècle, quand Ordoño II (914-924) se croit assez fort pour installer sa capitale au-delà des montagnes, à Léon, dont il veut faire une ville capable de remplacer la Tolède wisigothique. Le royaume de Léon prend la suite de celui des Asturies. Les souverains se font appeler empereurs pour mieux affirmer leur ambition de refaire autour d'eux l'unité de l'Espagne chrétienne. La Reconquête continue à progresser. La ligne du Duero est franchie; Salamanque est reprise en 941. La grande affaire, pourtant, c'est, au sud-est, l'ascension de la Castille, cette pointe avancée du royaume de Léon, promise à un bel avenir; la Castille, une terre peuplée d'hommes libres, une société ouverte, tournée vers l'Europe, qui trouvera, à la fin du XIe siècle, son héros emblématique: le Cid.

Le Cid, c'est l'homme de la frontière (Louis Bertrand), de ce vaste territoire qui sépare le petit royaume de Léon de la puissante Espagne musulmane. Plusieurs fois par an, des guerriers maures franchissent cette zone, attaquent les villages chrétiens du nord, puis se replient avec le butin recueilli au cours de ces razzias. C'est cette région particulièrement exposée qu'on commence à appeler la Castille, peut-être à cause des nombreuses forteresses (castillos) qu'on y bâtit pour mettre à l'abri les hommes qui, malgré les dangers, s'obstinent à y demeurer [4]. Ces hommes n'ont pas la vie facile. Pays sans richesses, toujours menacé, toujours attaqué — «pas une seule décennie de paix», écrit Sánchez-Albornoz -, la Castille n'attire guère les nobles qui préfèrent la sécurité et le confort de la capitale, Léon, située à l'arrière, loin du front. Et pourtant, il faut occuper le terrain, le peupler, le défendre. Burgos, fondée en 882 par le comte Diego Porcelos, devient le centre de ce territoire contesté. Pour attirer les colons, on leur offre des

avantages, des garanties, des fueros: les hommes qui accepteront de s'installer en Castille seront libres; on leur donne la terre à condition qu'ils la mettent en valeur et qu'ils la défendent, le cas échéant, contre les Maures. Voilà pourquoi la Castille, au Moyen Âge, est un îlot d'hommes libres dans l'Europe féodale, soumise au servage. Ici, pas de contraintes juridiques sur les paysans; ils sont propriétaires de leurs champs et libres; au milieu du XIVe siècle, il y avait encore en Castille six cent cinquante-neuf behetrías, c'est-à-dire des villages qui avaient le droit, exceptionnel en Europe, de choisir leur seigneur et de le renvoyer s'il ne leur convenait pas[5]. C'est ce qui distingue l'Espagne reconquérante et plus particulièrement la Castille: la féodalité n'y a pas poussé de fortes racines, à l'exception de la Catalogne et, dans une moindre mesure, de l'Aragon où les institutions franques ont laissé leur empreinte. Partout ailleurs, on relève bien quelques emprunts [6], mais, dans l'ensemble, on ne trouve rien de comparable au réseau tissé, dans le reste de l'Europe, par les liens de dépendance d'homme à homme. On parle parfois de fiefs, mais le plus souvent de prêt (prestimonio): la couronne abandonne rarement ses prérogatives aux seigneurs ; ce qu'on trouve en Castille, c'est le régime seigneurial sans la hiérarchie féodale qui triomphe au nord des Pyrénées. Le seigneur dispose sur ses sujets, par délégation du roi, de compétences judiciaires : il rend la justice au civil ou au criminel, parfois aux deux (mero y mixto imperio), mais en droit le souverain ne renonce à aucune de ses prérogatives. Cette situation originale s'explique par le double caractère de la Reconquête, à la fois prise de possession d'un territoire et colonisation. L'invasion musulmane avait entraîné la fin des grands domaines de l'époque wisigothique; elle avait accentué le caractère rural de la société ; la plupart des villes avaient disparu dans la vallée du Duero. Le repeuplement était laissé à l'initiative de ceux qui venaient s'installer dans ces terres incultes et la possession ainsi acquise (presura) était transmissible par vente et héritage. Chacun prenait la terre qu'il pouvait cultiver avec sa famille et la confirmation royale n'était pas toujours nécessaire, ce qui entraîna le développement de petites propriétés aux mains d'hommes libres. On attirait les colons par des droits et des privilèges. On garantissait l'impunité aux voleurs et aux assassins [7].

La thèse qu'on vient de résumer, chère à Sanchez-Albornoz, est aujourd'hui nuancée par des historiens qui, sans méconnaître l'influence de

la conquête musulmane sur l'évolution de la société chrétienne, sont beaucoup plus portés à admettre l'existence d'institutions féodales comparables à celles qu'on observe dans le reste de l'Europe. Le fait différentiel n'en reste pas moins évident: le repeuplement a été le plus souvent une entreprise officielle, conduite par les souverains eux-mêmes et encore par des comtes, des évêques, des abbés de monastères, plus tard, à partir du XIIIe siècle, par les ordres militaires.

Dans les territoires reconquis, naissent des agglomérations. Les unes s'installent sur des sites abandonnés (Astorga, Léon) ; d'autres sont des créations (Burgos, Zamora). On les fonde ou on les refonde pour des raisons militaires (défendre le territoire contre les Maures), politiques (administrer la population environnante) ou religieuses (rétablir ou créer des évêchés). Jusqu'au Xe siècle, le peuplement s'appuie sur de pauvres bourgades et la vie économique se ramène à quelques échanges commerciaux, dans des marchés hebdomadaires - comme à Léon ou à Barcelone. Rares sont les agglomérations qui présentent un caractère proprement urbain, avec palais, églises, bains publics. Au Xe siècle, seule la ville de Léon fait exception. Dans ces villes, dotées d'un vaste finage (alfoz), les habitants s'administrent eux mêmes librement. Les décisions concernant les divers aspects de la vie municipale sont prises en commun, au cours d'assemblées générales qui réunissent l'ensemble de la population (concejos abiertos). C'est là qu'on désigne les nouveaux magistrats de la cité, qu'on demande des comptes aux anciens, qu'on discute de l'opportunité de paver une rue, construire un pont, créer un marché, et qu'on vote les impôts nécessaires à ces réalisations. Cette forme originale de démocratie directe ne durera guère au-delà des XIIe-XIIIe siècles ; on a eu tendance à l'idéaliser, et les historiens s'interrogent aujourd'hui sur sa portée réelle. On pense maintenant que les hiérarchies sociales, entre chevaliers et roturiers, étaient plus fortes qu'on ne l'a cru, mais cette idée laissera des traces dans l'âme collective des Castillans qui répugneront toujours plus ou moins à subir la hiérarchisation croissante de la société. En Castille, dit un proverbe qu'aimait à citer Antonio Machado, un homme en vaut un autre: nadie es más que nadie; on a plus qu'ailleurs le respect d'autrui et de sa dignité; pour être acceptées, les élites doivent d'abord être reconnues et non imposées arbitrairement.

Cette société libre est aussi une société ouverte ; les hommes n'y sont pas une fois pour toutes et définitivement enfermés dans des castes ou des classes. Comme partout ailleurs en Europe, il existe en Castille une hiérarchie sociale: au sommet se trouvent ceux que l'on appelle les ricos hombres, la haute noblesse; vient ensuite la petite noblesse des infanzones, ceux qu'on appellera plus tard les hidalgos; et enfin le tiers état, les roturiers, les vilains. Ici rien n'est figé ; il est possible de sortir de sa condition, de s'élever dans l'échelle sociale, de devenir un rico hombre quand on est simple hidalgo ou hidalgo si l'on est paysan. C'est la guerre contre le Maure qui autorise cette mobilité sociale, exceptionnelle pour l'époque. On en donnera deux exemples.

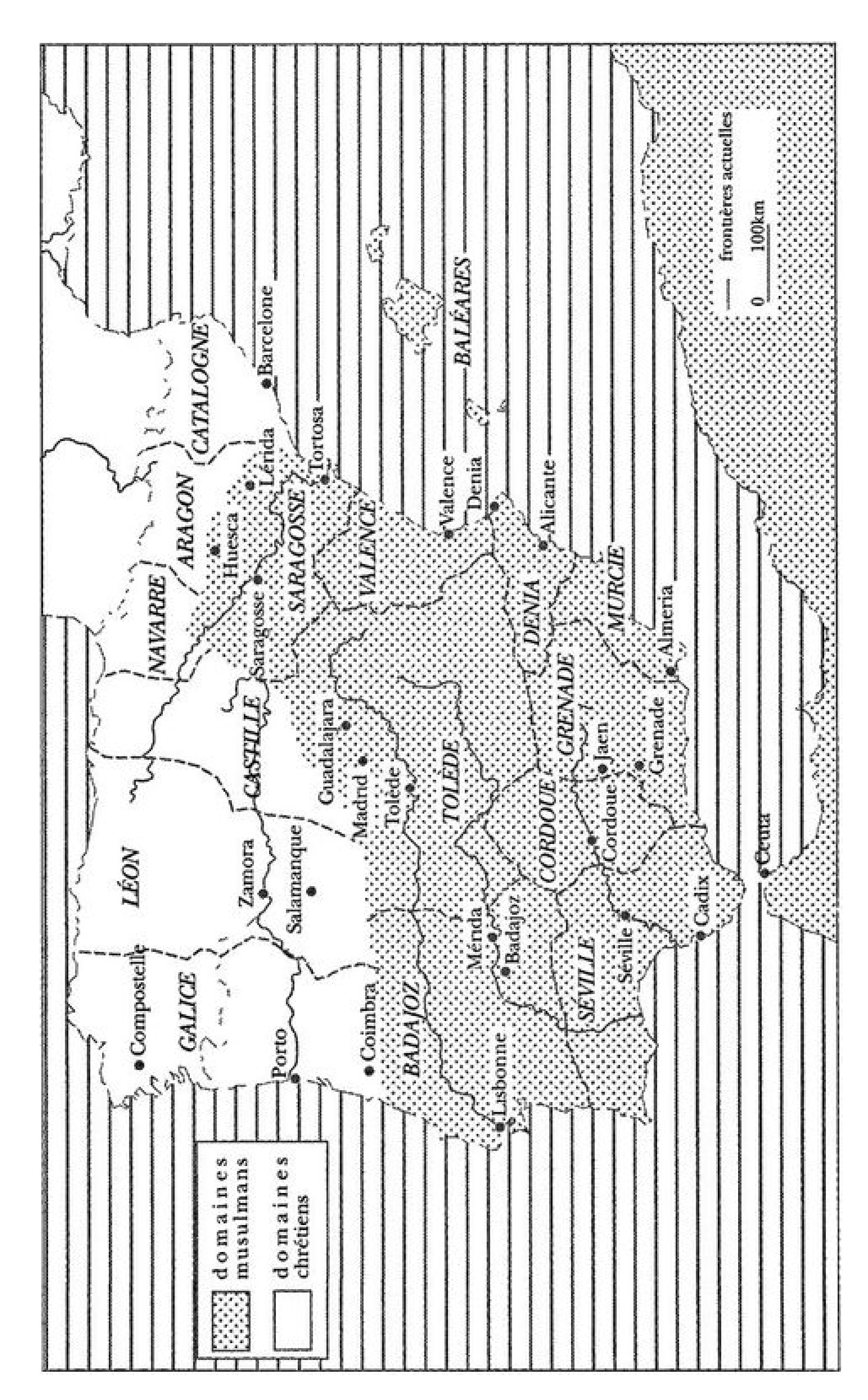
Le premier est fourni par l'étonnante institution de la chevalerie populaire (caballeros villanos), formée de paysans ou de citoyens suffisamment riches pour entretenir un cheval de combat et des armes. Les chevaliers de cette sorte sont les descendants des premiers colons. Au départ, ce sont des paysans qui, en cas d'attaque-surprise, abandonnent la charrue pour l'épée. Après quoi, ils retournent à leurs travaux jusqu'à la prochaine alerte. Ce ne sont pas à proprement parler des nobles, mais ils jouissent de certains privilèges attachés à la noblesse, par exemple l'exemption partielle d'impôt. Ils finiront à la longue par s'assimiler aux hidalgos, mais cette mobilité laissera des traces: au XVIe siècle encore, on verra de grands négociants de Burgos porter le titre de chevaliers sans qu'apparaisse une quelconque incompatibilité entre l'exercice de leur profession et leur appartenance à l'aristocratie.

Il y a une autre façon de devenir chevalier quand on est simple soldat ; c'est tout simplement de prendre un cheval à l'ennemi au cours d'une bataille. Le cas revient fréquemment dans le Poème du Cid, qui est l'équivalent de notre Chanson de Roland, la première épopée de la littérature espagnole, mais une épopée dans laquelle le romanesque et le merveilleux tiennent très peu de place ; ce sont des préoccupations très réalistes et terre à terre qui inspirent le poète quand il raconte comment les vainqueurs se partagent le butin après la victoire ; alors ceux qui combattaient à pied, la piétaille, deviennent chevaliers, étonnante promotion qui permet de comprendre le prestige que l'institution militaire conservera longtemps.

L'aventure personnelle du Cid et son extraordinaire ascension, telle qu'elle est mise en scène par l'auteur anonyme du Poème, illustrent ce qu'est la Castille de la fin du XI[e] siècle. Au départ, le Cid n'est qu'un petit gentilhomme situé au dernier degré de l'échelle nobiliaire, un infanzón. Il est en disgrâce auprès du roi Alphonse VI qui le chasse de la cour et interdit à quiconque de lui donner refuge. Voilà le Cid obligé de s'expatrier. Il traverse Burgos; les habitants, conformément aux ordres du roi et malgré la sympathie qu'ils éprouvent pour le héros, refusent de l'accueillir, même pour une nuit: « Mon Cid traversa Burgos. Il avait avec lui soixante bannières. On le regarde passer; hommes et femmes, habitants et habitantes sont aux fenêtres, les yeux pleins de larmes, si grande est leur douleur. » Le Cid et ses compagnons doivent camper en dehors de la ville, sur les berges de l'Arlanzôn. La petite troupe part à l'aventure, guerroie contre les Maures, accumule au fur et à mesure un butin immense et un prestige extraordinaire ; Valence est conquise. Le Cid est maintenant au faîte des honneurs : « Aujourd'hui les rois d'Espagne sont ses parents » ; c'est l'un des derniers vers du Poème du Cid, tout entier consacré à exalter la mobilité sociale, les possibilités d'ascension et de promotion qui s'offrent aux jeunes Castillans, peu satisfaits de leurs sort, pour peu qu'ils aient le goût du risque. D'une certaine façon, en effet, le Poème est un appel à s'engager dans la troupe du Cid : « Dans toute la Castille on entend les annonces : Mon Cid Campeador part en campagne. Les uns, pour le suivre, abandonnent leur maison, d'autres leurs charges. » Même appel avant de se lancer à l'assaut de Valence : « Que ceux qui veulent venir avec moi prendre Valence viennent de leur plein gré ; on ne forcera personne. » Comme toutes les sociétés du haut Moyen Âge européen, la castillane est une société guerrière avec cette particularité que la Reconquête a maintenu cette militarisation pendant des siècles. Tant qu'il y a eu au sud des terres à prendre aux Maures, les plus entreprenants et les plus ambitieux conservaient l'espoir de s'élever au-dessus de leur condition: c'est à la pointe de l'épée qu'on pouvait obtenir du même coup la fortune et les honneurs (honra y provecho) et cette perspective s'est prolongée jusqu'à la prise de Grenade (1492) et même au-delà puisque la découverte de l'Amérique lui a donné un nouvel élan. C'est de cette race de guerriers et d'aventuriers que naîtront en effet les conquistadores qui partiront pour le Nouveau Monde. Comment s'étonner, dans ces conditions, que le prestige des valeurs militaires et nobiliaires

l'emporte de beaucoup sur celui des activités économiques, les patients travaux des champs, l'artisanat, voire le commerce? Les Castillans ne souffrent d'aucune incapacité congénitale pour la vie économique. S'ils ont, dans beaucoup de cas, préféré les armes, c'est parce que ce choix offrait plus de possibilités de promotion et de considération sociales. Ils sont séduits par l'idéal chevaleresque plus que par l'esprit bourgeois. Par conjoncture plus que par tempérament, la Castille est devenue une société militaire avec toutes les promesses et tous les risques qu'implique cette échelle des valeurs.

Les seigneurs qui résident en Castille partagent l'existence précaire de leurs subordonnés qui reconnaissent en eux des compagnons d'armes plus que des féodaux soucieux de les exploiter. Une étroite solidarité unit les uns et les autres qui se méfient également des aristocrates de Léon, la capitale. La Castille ne peut compter que sur elle-même. Cette situation particulière explique largement la suite des événements: une société exposée à la menace permanente de la guerre, qui se sent plus ou moins abandonnée par un pouvoir royal lointain, une société libre, sans grands seigneurs féodaux et sans serfs attachés à la glèbe, fortement unie autour de ses chefs, une telle société finit par prendre conscience de sa personnalité. Une légende forgée au XIIe siècle a cherché à légitimer a posteriori la sécession de la Castille. Au début du Xe siècle, c'est-à-dire à peine vingt ou trente ans après la fondation de Burgos, une assemblée de nobles et de prélats aurait décidé de confier la direction des affaires de Castille à deux magistrats, Laín Calvo et Nuño Rasura. Le premier serait l'ancêtre du Cid, le second celui du roi Alphonse VII. C'était déjà prendre ses distances avec la cour de Léon sans rompre avec elle. Fernán González, comte depuis 932, franchit le pas : il unifie les divers territoires castillans et donne à la Castille une indépendance de fait. Le comté passe ensuite sous l'autorité du roi de Navarre, Sanche, qui le transforme en royaume pour son fils Ferdinand. Celui-ci ajoute à son titre, en 1037, celui de roi de Léon ; il a, en effet, épousé Sancha, sœur de Bermude III, décédé cette année-là. Ferdinand Ier inaugure ainsi la longue histoire des deux royaumes, tantôt unis, tantôt séparés, jusqu'à



Les royaumes de "taifas" en 1065

ce que la Castille supplante définitivement le Léon. C'est que, comme Sanche de Navarre, Ferdinand Ier de Castille considère ses États comme des biens patrimoniaux dont il peut disposer à sa guise. À sa mort, en 1065, il lègue la Castille à son fils Sanche II, le Léon à Alphonse VI, tandis qu'un autre de ses fils, Garcia, devient roi de Galice. Sanche II est assassiné en 1072, ce qui permet à Alphonse VI de ceindre la couronne de Castille. La Castille absorbe provisoirement le Léon. Elle est maintenant la force politique prépondérante de l'Espagne chrétienne; c'est elle qui, dans une large mesure, va faire l'Espagne, et sa langue, le castillan, est appelée à devenir l'espagnol, une langue à vocation universelle. La Castille s'est donc formée sur une assise populaire et contractuelle contre la monarchie wisigothique de Léon, aristocratique et unitaire. Le combat mené pour son indépendance et la constitution d'un État basco-castillan, distinct de l'État asturien-léonais, ne saurait se ramener à l'ambition personnelle d'un comte dressé contre son roi. Il s'agit d'une autre conception de la vie politique, plus démocratique, si l'on peut risquer cet anachronisme, opposée à l'impérialisme et au centralisme du Léon.

TAIFAS, ALMORÁVIDES ET ALMOHADES

L'autorité des califes de Cordoue sur al-Andalus était plus nominale que réelle. À la fin du Xe siècle et au début du XIe, elle est de plus en plus contestée par la poussée des particularismes locaux. Le désordre gagnait toutes les provinces. Pendant quelques années encore, la forte personnalité d'Almanzor maintient l'unité politique de l'ensemble, mais, après sa mort, l'Espagne musulmane se morcelle, et l'on voit apparaître des dizaines de petits États autonomes; c'est ce qu'on appelle les taifas. On a ainsi des taifas arabes, des taifas berbères, des taifas esclavonnes... Leur nombre et leurs frontières varient car ces royaumes ne s'entendent pas entre eux et se font la guerre, les plus forts annexant les plus faibles. La taifa de Tolède, par exemple, regroupait les provinces actuelles de Tolède, de Madrid et de Guadalajara, plus la partie méridionale de celle d'Avila, la sierra de Cuenca, la zone de Ciudad Real et celles situées à l'est de Cáceres et de Badajoz. D'autres, en revanche, comme les taifas de Cordoue et de Dénia, étaient réduites à la ville-capitale et à ses environs; elles ne restèrent indépendantes

que peu de temps. «Rien ne serait [...] plus trompeur que de présenter la phase qui suit [...] la fin du califat omeyyade comme une période de désagrégation des pouvoirs et d'anarchie généralisée. Les "reyes de taifas" qui prennent alors la relève du califat ne sont en rien assimilables à de simples chefs de bande. L'époque des "taifas" ne marque pas le dépérissement de l'État califal, mais sa régionalisation. Elle a vu se constituer de véritables États territoriaux musulmans qui ont prolongé le califat. Comme l'avait bien pressenti Menéndez Pidal, ils en ont même consolidé les structures politiques et culturelles dans des cadres plus étroits, donc mieux contrôlés » (Pierre Toubert). Sept de ces taifas finissent par se détacher par l'importance de leur territoire: Séville, Grenade, Murcie, Tolède, Badajoz, Saragosse et Valence.

Les taifas présentent deux caractéristiques, l'une qui marque la continuité avec la période du califat, l'autre qui introduit une rupture.

Du point de vue culturel, rien n'est changé, sauf qu'on observe une sorte de spécialisation: les poètes ont tendance à se regrouper à Séville, alors que l'activité scientifique et philosophique se déplace vers le nord, à Tolède et à Saragosse. Ce renouveau culturel s'accompagne d'un retour aux sources orientales. « Si les Omeyyades avaient occidentalisé l'Orient, les rois de "taifas" orientalisent de nouveau l'Occident. Bagdad se reflète en de microscopiques bagdads » (Emilio García Gómez). C'est alors que, sous l'influence de l'Orient, on se met à étudier les œuvres des philosophes arabes et, par leur intermédiaire, celles des Grecs, notamment celles d'Aristote. La continuité est la règle aussi en ce qui concerne l'attitude à l'égard des minorités religieuses, mozarabes et juives. Jamais, peut-être, l'influence des Juifs n'aura été aussi grande. L'un d'eux, Samuel ha-Naguid († 1056), joue, pendant une trentaine d'années, le rôle de vizir à Grenade. Personnalité de premier plan, très versé dans les études bibliques, polémiste, poète de talent, il dirige la politique intérieure et extérieure du royaume, mais il n'a sans doute pas été le chef de guerre qu'on a dit. Saragosse, dans la première moitié du XIe siècle, s'était transformée en foyer culturel juif avec ses écrivains et ses philosophes. C'est là qu'a vécu Selomó ibn Gabirol — celui que les textes chrétiens postérieurs appellent Avicebron. Dans La Source de la vie, il soutient la thèse audacieuse de l'universalité de la matière, substrat commun de tous les êtres à l'exception

de Dieu. Dans son Livre sur la correction des caractères, il définit l'homme comme une unité physico-psychique. Sa Couronne royale est un poème à la gloire de la création; l'homme y apparaît comme le couronnement et la mesure de toutes choses. On voit, par ces exemples, quelle était la liberté de pensée dans l'Espagne musulmane. Les auteurs juifs ne craignaient pas de polémiquer avec des musulmans à propos de la valeur du Coran. Ibn Hazm († 1064) répliqua en mettant en évidence les contradictions et les inconsistances de la Thora et aussi en critiquant la puissance, à ses yeux excessive, à laquelle s'étaient élevés les Juifs vers la fin du califat.

Du point de vue politique et militaire, la situation des taifas n'est plus celle qu'avaient connue les émirs, puis les califes de Cordoue. Désunis, rivaux, leurs rois ne constituent plus une menace pour les royaumes chrétiens du Nord. Il y a plus grave: pour survivre, ces rois ont besoin de l'alliance ou de la neutralité des chrétiens qu'ils achètent à prix d'or. Les taifas paient maintenant tribut aux chrétiens, les parias qui représentent pour les États chrétiens des revenus considérables. C'est grâce à ces tributs que l'or musulman afflue vers le nord et, au-delà, vers l'Europe chrétienne, contribuant à relancer l'économie et le commerce le long du chemin de Saint-Jacques et permettant aux rois, aux nobles et aux prélats de construire ces superbes monuments de l'architecture romane que sont, entre autres, Silos, Burgos, Saint-Isidore de Léon.... Les rois de taifas se comportent de plus en plus en vassaux des souverains du Nord et ils n'hésitent pas à demander leur aide en cas de difficulté. Vers 1040, on voit ainsi le roi de Tolède solliciter l'appui de Ferdinand Ier, roi de Castille et de Léon, contre le roi de Saragosse qui lui dispute la possession de Guadalajara. Des auxiliaires chrétiens se mettent au service de telle ou telle taifa. Castillans, Basques, Navarrais, Aragonais et Catalans sont nombreux à exercer, en pays d'islam, ce métier de condottiere qui devient pour eux un moyen d'existence. L'un de ces chefs de bande est entré dans la légende. C'est Rodrigue Díaz de Bivar, né vers 1040.

Le roi de Castille Alphonse VI l'avait envoyé à Séville collecter le tribut que l'émir s'était engagé à verser. Au retour de cette mission, Rodrigue entre en conflit avec l'entourage d'Alphonse VI, peut-être parce que celui-ci envisageait une expédition, précisément contre Séville, malgré les accords d'amitié existants. Quoi qu'il en soit, en 1081, Rodrigue encourt la disgrâce

du roi qui le bannit de ses terres. Le Cid — c'est ainsi qu'on commence à l'appeler[8]— se met alors au service du roi maure de Saragosse; à deux reprises, il bat le comte de Barcelone et le fait même prisonnier en 1082. Rien ne montre mieux que cet épisode les rapports complexes qui s'étaient noués entre les deux Espagnes rivales. Voici un jeune noble castillan qui prend la défense d'un émir musulman, qui fait ses premières armes dans les rangs d'une armée musulmane et combat contre des Espagnols chrétiens! Cet exemple est le plus illustre; il n'est pas unique. Il montre bien qu'on est encore loin de l'idéal de la Croisade. Ce qui domine, c'est la volonté de reprendre possession de territoires perdus, dans un esprit un peu différent de celui qui animait le Léon. Il reste quelque chose du rêve gothique: refaire l'unité politique d'une Espagne redevenue chrétienne. On prête au Cid ce mot: un Rodrigue a perdu l'Espagne; un autre Rodrigue la libérera! Le Cid entreprend de faire fortune pour son propre compte et se lance à la conquête du royaume maure de Valence, qu'il gouvernera de 1094 à sa mort, en 1099. Peut-on dire alors que Valence est reconquise? Le territoire n'est pas vraiment incorporé à l'Espagne chrétienne. C'est une sorte de principauté où coexistent deux religions. Le Cid en est le maître absolu. Il gouverne à la manière des émirs, se bornant à percevoir sur ses sujets musulmans les seuls impôts autorisés par la loi coranique [9]. Cet État difficile à classer ne survit guère à son fondateur. Les chrétiens évacuent Valence en 1102.

L'occupation de Valence par le Cid est un épisode sans lendemain. D'autres événements, en cette fin du XIe siècle, ont une tout autre portée. À l'ouest, Ferdinand Ier, comte de Castille (1029-1065) et roi de Léon (1038-1065), avait porté la frontière de ses États au fleuve Mondego et occupé Viseo et Coïmbre. Peu après, le premier roi de Portugal, Alphonse-Henri, arrive jusqu'au Tage et occupe Lisbonne en 1147. Les chrétiens ne cessent de progresser dans les Estrémadures, littéralement les terres situées au-delà du Duero (Extrema Dorii). À la fin du XIe siècle et au début du XIIe, deux victoires témoignent de la vitalité des deux principaux États chrétiens du moment, la Castille d'Alphonse VI et l'Aragon d'Alphonse Ier le Batailleur (1104-1134): la prise de Tolède (1085), suivie, une trentaine d'années plus tard, par celle de Saragosse (1118). Elles s'accompagnent de la reprise et du peuplement de Salamanque, d'Avila, de Ségovie et de Sepúlveda, tandis que le comte de Barcelone, Raymond-Bérenguer IV, s'empare de Lérida et de

Tortosa (1148-1149). À l'est, les deux rives de l'Ebre sont occupées; au centre et à l'ouest, le Tage marque désormais la limite méridionale qui sépare les chrétiens des domaines musulmans; la moitié nord de la péninsule est reconquise.

La prise de Tolède reste encore un événement obscur, malgré la version officielle qui en a été établie, un siècle et demi plus tard, par l'archevêque Jiménez de Rada. Depuis plusieurs années, la taifa de Tolède était un protectorat et les rois de Castille ne paraissaient pas pressés de l'occuper: ils préféraient percevoir des tributs et se faire remettre des forteresses dans les environs, ce qui leur permettait de dominer toute la région. La mort du roi al-Ma'mun, en 1075, semble avoir précipité les événements. Ses deux successeurs, son fils, puis son petit-fils, sont incapables de faire face à une situation intérieure difficile. Alphonse VI en profite. À l'automne 1084, il met le siège devant Tolède ; il fait son entrée solennelle, six mois plus tard, le dimanche 25 mai 1085. Il n'y pas eu de bataille; la ville a capitulé après avoir obtenu des garanties qui, du reste, ne seront pas respectées. L'affaire avait de quoi frapper les esprits: l'ancienne capitale du royaume wisigothique redevenait chrétienne ; le rêve des moines mozarabes prenait corps: on pouvait maintenant envisager de reconstituer l'unité perdue en 711. Alphonse VI croit pouvoir anticiper sur la suite des événements: il se fait appeler roi d'Espagne (Rex Hispaniae).

Les Maures sentent le danger. La réaction vient d'Afrique. Ce sont les «vents du désert », les Almorávides, qui, à l'appel du roi de Séville et des ulémas, débarquent en 1086. Ce mouvement religieux, né à Kairouan au début du XIe siècle, se proposait de lutter contre la dégradation de l'islam et de le rétablir dans sa pureté et sa rigueur. L'un de ses adeptes, installé au Sénégal, remonte vers le nord. En 1061, les Almorávides inaugurent une nouvelle dynastie, fondent Marrakech en 1068 et occupent Fès en 1069. Les hommes voilés du Sahara tombent sur l'Espagne comme un vol de sauterelles (Ortega y Gasset). À peine arrivés, en octobre 1086, ils remportent, près de Badajoz, une grande victoire sur des chrétiens affolés par les méharis, le bourdonnement des tam-tams et les masses compactes de cavaliers. Ils reprennent Valence en 1100 et s'avancent le long du littoral méditerranéen pour ne s'arrêter qu'à une cinquantaine de kilomètres de Barcelone. L'offensive est aussi foudroyante sur les autres fronts. En 1108,

les Almorávides écrasent les Castillans d'Alphonse VI à Uclés; Tolède est menacée. À l'ouest, ils chassent les Portugais de Lisbonne. L'une après l'autre, les taifas tombent entre leurs mains et, en 1103, l'Espagne musulmane est de nouveau réunifiée sous leur autorité. Le puritanisme et le rigorisme religieux des Almorávides contrastent avec l'éclectisme et la liberté de vie qu'ils trouvent en Espagne. Ils imposent l'usage exclusif de l'arabe, prétendent rétablir le dogme dans sa pureté originelle, persécutent et déportent les Juifs et les mozarabes qui refluent alors vers l'Espagne chrétienne. En fait, ils restent minoritaires et étrangers au pays. Leur pouvoir s'effondre au bout d'une cinquantaine d'années. Les Almohades prennent le relais. Ce sont des Berbères dont le nom signifie: partisans du Dieu unique. Eux aussi se montrent intransigeants sur la pureté de la foi et les obligations qui en découlent; ils entendent retourner au Coran et à la tradition du Prophète. Après avoir pris le pouvoir au Maroc, de 1147 à 1150, ils refont à leur profit l'unité de l'Espagne musulmane et installent leur capitale à Séville où ils construisent une grande mosquée [10].

Les invasions africaines des Almorávides, puis des Almohades suscitent des réactions en Espagne, y compris au sein de la population musulmane, choquée par le rigorisme des nouveaux maîtres du pays. On connaît au moins un exemple de cette résistance aux Berbères almohades: Ibn Hud, émir de Murcie, qui prend la tête d'un courant pour se rattacher directement au califat abbasside de Bagdad. C'est surtout chez les chrétiens que la situation est prise au sérieux. La crainte de voir la péninsule tout entière retourner à l'islam provoque un sentiment de solidarité dans l'Europe chrétienne. On voit alors se renforcer le nombre des « Francs » qui viennent combattre aux côtés de leurs frères de religion. Sous l'influence des moines de Cluny et de Cîteaux, l'aspect religieux de la Reconquête — peu marqué jusque-là - fait des progrès. Les ordres militaires qui apparaissent à cette époque achèvent de donner au combat contre les Maures une allure de croisade contre l'infidèle et cette exaltation conduit à des offensives foudroyantes et décisives.

Les «Francs» — entendons: non seulement des Français, originaires surtout du sud de la France, mais aussi des Italiens, des Anglais, en général des étrangers à la péninsule — étaient déjà nombreux en Espagne depuis l'ouverture du chemin de Saint-Jacques: pèlerins, combattants attirés par le

goût de l'aventure ou l'appât du butin, colons tentés par les espaces à mettre en valeur... Beaucoup de ces «Francs» avaient participé à la prise de Tolède et en avaient été récompensés par des privilèges et des terres sous les règnes d'Alphonse VI et d'Alphonse VII.

En même temps que des chevaliers et des aventuriers, les moines noirs de Cluny et les moines blancs de Cîteaux accourent pour réorganiser la vie religieuse, la mettre en harmonie avec ce qui se faisait dans le reste de l'Europe et relever le niveau matériel et moral du clergé. Il s'agissait, en somme, avec l'accord de la papauté, de faire sortir l'Espagne de son isolement par rapport au reste de la chrétienté. Tous les souverains chrétiens de la péninsule ont soutenu cette entreprise qui n'allait pas sans conséquences politiques puisque les clunisiens fournissent aussi des conseillers et poussent à des alliances entre les familles régnantes d'Espagne et les grandes maisons féodales françaises. La pénétration de Cluny commence par la Catalogne; dès le premier quart du X[e] siècle, Guérin, abbé de Lézat, réforme les monastères de Saint-Michel de Cuxa, dans le diocèse d'Elne, et de San Cugat del Vallés. Au début du XI[e] siècle, Sanche III de Navarre, à son tour, fait appel aux clunisiens qui, en 1028, prennent possession du monastère de San Juan de la Peña. C'est en Castille que l'influence de Cluny s'affirme avec le plus de vigueur. En 1073, Alphonse VI de Castille fonde le premier monastère de l'ordre à Saint-Isidore de Dueñas et le dote de terres et de rentes. Un peu plus tard, après avoir épousé en secondes noces une nièce de l'abbé Hugues, il décide de faire de Sahagún le Cluny espagnol. Il demande à Hugues de lui recommander un moine capable de mener à bien ce projet. Robert est alors nommé abbé de Sahagún, mais paradoxalement il se montre plus traditionaliste que prévu en suggérant d'abolir le rite romain et de revenir au rite wisigothique. Ce n'est pas ce qu'on attendait de lui. Robert est désavoué et remplacé par Bernard de Sédirac, moine de Saint-Aurence d'Auch (1080). Cinq ans plus tard, Bernard devient le premier archevêque de la Tolède reconquise et, en 1088, reçoit la dignité de primat d'Espagne. Alphonse VI se montre généreux pour les clunisiens; il leur cède une partie du butin que lui a valu la prise de Tolède et leur distribue des terres. Ses successeurs suivent la même conduite. Plusieurs monastères sont créés sous le règne d'Alphonse VII. En 1180, Alphonse VIII fonde Las Huelgas, près de Burgos et, en 1189, lui

confère le privilège de diriger tous les monastères pour femmes de Castille et de Léon.

Les cisterciens sont arrivés un peu plus tard, en provenance de Clairvaux, bien sûr, mais surtout de l'abbaye gasconne de Morimond. Leur première implantation, en 1140, a été Fitero, aux confins de la Navarre, de la Castille et de l'Aragon. Bientôt, Clairvaux et Morimond se partagent les territoires reconquis; ils fondent Poblet et Santes Creus en Catalogne, Alcobaça au Portugal... C'est aux cisterciens que l'on doit la création des ordres militaires en Espagne sur le modèle de l'ordre des Frères hospitaliers (ou de Saint-Jean-de-Jérusalem) et de l'ordre du Temple (1130), chargés de protéger les pèlerins qui se rendaient en Terre Sainte. En 1131, le roi d'Aragon, Alphonse le Batailleur, accorde de vastes privilèges et des domaines à ces deux ordres et à un troisième, celui du Saint-Sépulcre. Après la dissolution du Temple, ses biens passeront à un ordre aragonais nouveau, celui de Montesa. En 1157, au plus fort de l'offensive almohade, les Templiers se jugent incapables de défendre la place de Calatrava, au sud de Tolède; les cisterciens prennent le relais et se portent volontaires. Ainsi naît l'ordre de Calatrava qui reçoit sa règle du pape Alexandre III en 1164. Pendant quatre siècles, l'ordre restera soumis à l'autorité spirituelle de l'abbaye cistercienne de Morimond[11]. Au XIVe siècle, Calatrava hérite des rentes et des domaines du Temple, dissous par le pape Clément V. C'est encore dans le dernier tiers du XIIe siècle que naissent les deux autres ordres militaires castillans. Celui d'Alcântara, en 1177, est soumis, lui aussi, à la règle de Cîteaux; celui de Saint-Jacques, fondé deux ans plus tard, est autonome; il a son siège à Uclés, dans la Manche, et il devient vite le plus prestigieux de tous.

Les chevaliers des ordres militaires sont des moines-soldats. Ils prononcent les trois vœux classiques: obéissance, pauvreté et chasteté[12]; ils portent l'habit blanc des cisterciens (avec une croix rouge pour ceux de Saint-Jacques). Comme soldats, les chevaliers ont une obligation prioritaire: la lutte contre les Maures; ils doivent donc se tenir prêts à tout instant à partir au combat; c'est pourquoi ceux de Calatrava étaient tenus de dormir tout habillés. Strictement hiérarchisés, avec un grand maître élu, des dignitaires (treize dans l'ordre de Saint-Jacques), des commandeurs et des chevaliers, les membres des ordres militaires prennent une place de premier plan dans la Reconquête. Faut-il voir en eux une contamination avec l'islam

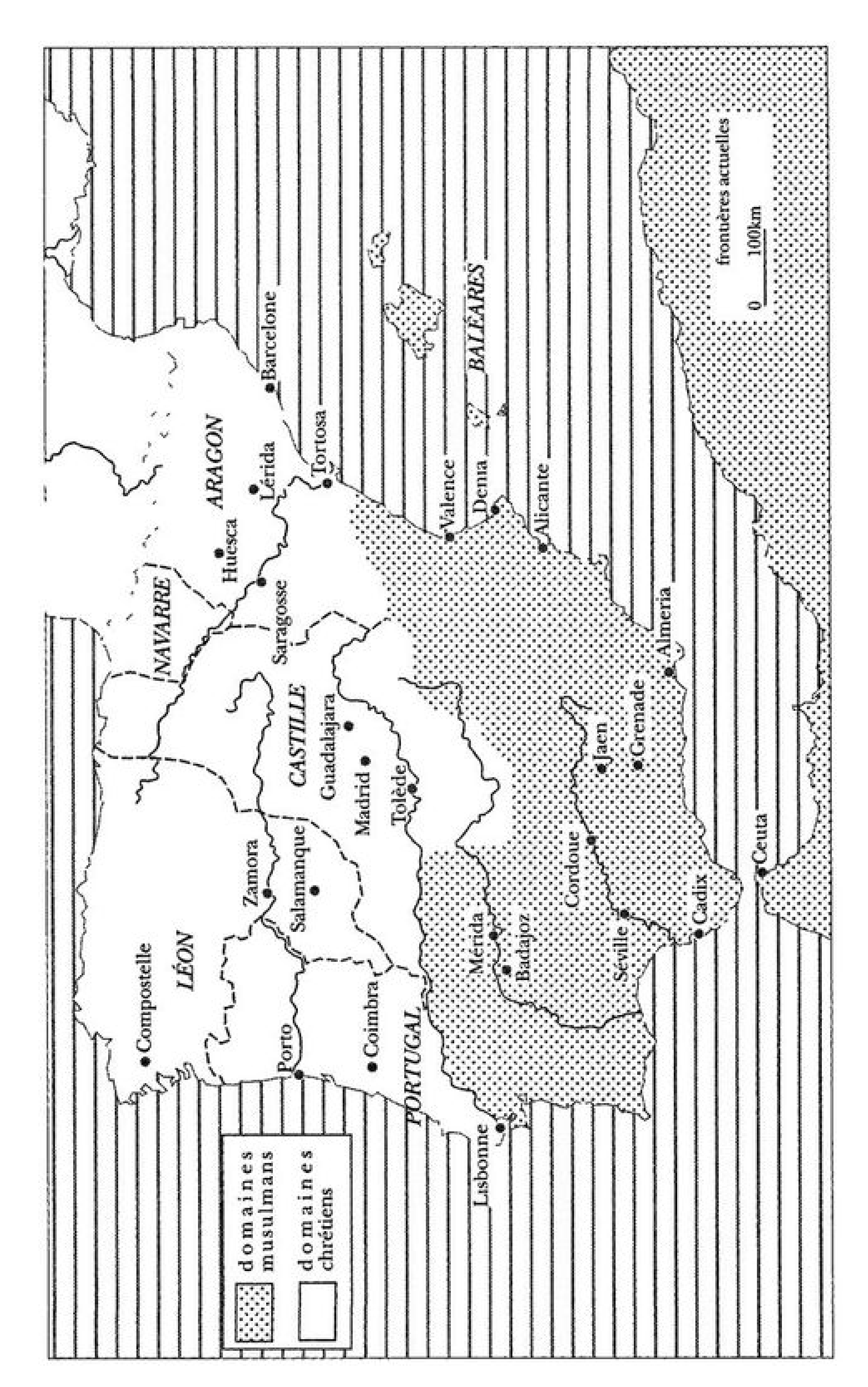
et la notion de guerre sainte? Américo Castro faisait observer que le métier des armes associé à l'ascèse était déjà la règle chez les Almorávides. Ce n'est pas impossible, encore qu'il y ait des précédents chrétiens immédiats. Ce qui est sûr, c'est que, dans le contexte de la péninsule Ibérique, leur participation aux combats leur confère une importance qu'on ne trouve pas ailleurs; en Espagne, ils sont appelés à durer. De vastes territoires dans la Manche, la vallée du Tage, l'Estrémadure leur sont attribués, sources de richesses considérables qui les mettront à même, plus tard, d'intervenir d'une manière décisive dans les luttes politiques du XVe siècle.

La présence de guerriers et de moines venus d'au-delà des Pyrénées infléchit le sens des combats dans la péninsule. C'est l'époque où toute la chrétienté se prépare à affronter l'islam. Dans le sud de l'Italie, des Normands commencent la reconquête de la Sicile. Bientôt, en 1095, le pape Urbain II presse les chevaliers de prendre la croix et de partir pour la Terre Sainte; pour les encourager et sanctifier leur engagement, il leur accorde des indulgences qui leur assurent la rémission de leurs péchés. C'est la première croisade, qui aboutit à la prise de Jérusalem (1099). L'Espagne chrétienne ne reste pas à l'écart de ce mouvement. La papauté donne sa bénédiction aux combats qu'elle mène contre l'islam et elle leur confère le caractère d'une croisade. Beaucoup de Francs entendent cet appel et franchissent les Pyrénées, mais leur comportement surprend leurs alliés espagnols, habitués à voir dans les Maures des adversaires, certes, mais aussi, à l'occasion, des partenaires, des interlocuteurs, des auxiliaires. La prise de Tolède avait déjà donné lieu à un incident grave et significatif. En violation des promesses d'Alphonse VI, qui avait garanti aux musulmans restés sur place le libre exercice de leur culte, le nouvel archevêque franc, profitant d'une absence temporaire du roi, avait transformé en église la grande mosquée. La suite des événements confirme ce malentendu qui éclate au grand jour en 1212, à la veille de la bataille décisive des Navas de Tolosa. Les contingents français acceptent mal de se plier à la discipline d'un commandement unifié; de plus, ils se montrent intransigeants avec l'ennemi: l'esprit de lucre et l'intolérance les poussent à ne pas faire de quartier; ils entendent massacrer les Maures qui s'opposent à eux, piller les communautés musulmanes et juives, même soumises, qu'ils trouvent sur leur passage. Les Espagnols sont plus indulgents pour les infidèles; ils ne

voient pas d'inconvénient à les laisser vivre et pratiquer leur religion, parce qu'ils ont besoin d'eux pour mettre en valeur les terres reconquises. Les Français sont des alliés bien encombrants; on les juge maintenant indésirables. Les chevaliers francs repartent sans prendre part à la bataille décisive. La victoire des Navas de Tolosa (1212) est donc remportée exclusivement par les Espagnols. Au début du XIIIe siècle, la Castille, l'Aragon, la Navarre et le Portugal se sont associés, avec la bénédiction du pape, pour refouler les Almohades. L'archevêque de Tolède, Rodrigo Jiménez de Rada, d'origine navarraise, prêche la croisade; c'est lui qui, aux côtés du roi de Castille, Alphonse VIII, dirige l'armée qui écrase les Almohades dans un défilé impressionnant, en plein cœur de la Sierra Morena. Le site paraît prédestiné aux grands événements historiques. C'est là, à proximité de Bailén, que s'étaient affrontées les armées d'Annibal et de Scipion; c'est tout près de là qu'en 1809 Castaños obligera à capituler les vingt mille soldats français du général Dupont.

La victoire ouvre aux chrétiens la vallée du Guadalquivir. Après avoir fait sauter le verrou que constituait la Sierra Morena, plus rien n'arrête les armées du Nord. Ferdinand III s'empare de Cordoue en 1236, de Jaén en 1246 et, enfin, de Séville en 1248. En un peu plus de trente ans, toute l'Andalousie est reconquise. Ces succès castillans ne doivent pas faire oublier ceux que Portugais et Aragonais remportent au même moment dans les franges occidentale et orientale de la péninsule. Les rois de Portugal, poursuivent, au XIIIe siècle, la marche vers le sud et arrivent jusqu'au cap Saint-Vincent. Pour sa part, le roi d'Aragon Jacques Ier occupe Majorque (1229-1235), Valence (1239-1253), Murcie (1265-1266). Dans cette dernière zone, il se heurte aux rois de Castille. Des traités conclus au milieu du XIIe siècle avaient fixé la démarcation entre les territoires qui devaient revenir aux deux couronnes: Valence, Denia et Murcie avaient été attribués à l'Aragon. Des rectifications postérieures modifient le tracé de ces zones d'influence et, finalement, Murcie passe sous domination de la Castille. Les conquêtes du XIIIe siècle révèlent l'efficacité du modèle léonais-castillan: « Formé de petites armées municipales à encadrement chevaleresque sous contrôle monarchique et dont la présence permanente sur le terrain était rendue possible par le principe de rotation des milices urbaines mis au point en 1236, lors du long siège de Cordoue, par Ferdinand III, ce modèle

castillan a bien été une création pragmatique de la frontière. Il s'oppose fondamentalement au modèle almohade où le potentiel guerrier berbère n'est pas urbain, mais tribal[13]. » On est à un tournant. L'Espagne chrétienne l'emporte désormais sur l'Espagne musulmane du point de vue militaire, politique, économique. La mort d'Almanzor (1002) et les invasions africaines avaient semblé infléchir le sens de la Reconquête qui avait de plus en



L'empire des Almohades en 1212

plus tendance à ressembler à une croisade. La victoire des Navas de Tolosa clôt cette période. Le départ des contingents français avant que s'engage le combat a valeur de symbole: l'esprit de croisade passe de nouveau au second plan. Au milieu du XIIIe siècle, de l'ancienne puissance d'al-Andalus il ne reste plus que le petit émirat de Grenade sur lequel règne, depuis 1238, la dynastie des Nasrides. Pour se maintenir au pouvoir et résister à la pression des chrétiens, ces Nasrides font souvent appel aux Mérinides du Maroc. Ceux-ci débarquent périodiquement dans la péninsule pour y faire des razzias, mais, dès qu'ils font mine de vouloir s'installer à demeure, les émirs de Grenade sollicitent contre eux l'appui des chrétiens. Ces incursions des Mérinides prennent fin en 1340, après la défaite que leur infligent, à la bataille du Salado, Alphonse XI de Castille et Alphonse IV de Portugal. La Reconquête marque alors une longue pause jusqu'à la guerre de Grenade, à la fin du XVe siècle. Il y aura encore des affrontements le long de la frontière qui sépare les deux domaines, mais ce sont plutôt des combats singuliers qui donnent l'occasion à des chevaliers des deux camps de faire assaut de bravoure, ce qui ne les empêche pas d'en tirer profit sous forme de butin ou d'esclaves[14]. Les royaumes chrétiens sont maintenant absorbés par d'autres préoccupations: la mise en valeur des territoires reconquis, l'organisation de la société, les rivalités internes. C'est ce qui explique l'arrêt des combats pendant plus d'un siècle jusqu'à ce que les Rois Catholiques décident d'éliminer ce qui reste de l'islam en Espagne.

LES CINQ ROYAUMES

Les conquêtes du XIIIe siècle s'expliquent par le dynamisme des royaumes chrétiens qui prennent alors une physionomie presque définitive. Du point de vue politique, se mettent en place les cinq États constitutifs de l'Espagne: la couronne de Castille, le Portugal, la Navarre, la confédération catalano-aragonaise et l'émirat musulman de Grenade [15]. De cette époque date aussi la prétention de la Castille à prendre la tête de toute la péninsule, en fait, sinon en droit. C'est le moment, enfin, où se dessinent les grands traits de la vie économique et sociale avec le développement des villes et d'une économie fondée sur l'élevage transhumant et le commerce international.

Le Portugal

L'une des conséquences inattendues de l'influence clunisienne a été la formation, à l'ouest de la péninsule, d'un royaume indépendant: le Portugal. Alphonse VI de Castille avait épousé une fille du duc Robert de Bourgogne, nièce de l'abbé Hugues de Cluny. En 1097, il marie ses filles à des croisés bourguignons. L'un de ceux-ci, Henri de Lorraine, reçoit en dot le territoire situé au sud de la Galice entre le Miño et le Tage, c'est-à-dire les régions de Braga, Porto, Coïmbre et Viseo, avec le titre de comte de Porto (Portucalense). Il rêve de devenir le seul maître du pays, mais il meurt sans avoir pu réaliser son ambition. Sa veuve reprend le projet et encourage dans cette voie son fils et héritier, Alphonse-Henri. En 1139, ce dernier se proclame roi. En 1143, la Castille reconnaît le fait accompli. Une nouvelle nation est née qui ne cessera plus de revendiquer sa personnalité et qui poursuit pour son propre compte la reconquête de ce qui va devenir le Portugal.

La Navarre

Pendant des siècles, les frontières de la Navarre, amputée de la Rioja depuis 1035, ont été imprécises; elles variaient en fonction des testaments de ses souverains, soucieux d'assurer un domaine à chacun de leurs enfants. Il y a eu un moment où elle a absorbé la Castille; à d'autres époques, elle s'étend sur des territoires qui sont aujourd'hui considérés comme aragonais. Sanche le Grand (1004-1015), par exemple, avait fini par regrouper sous son autorité le Léon, la Castille, l'Aragon, le Sobrarbe et le Ribagorza. L'habitude de démembrer les patrimoines à chaque succession de règne avait ensuite réduit considérablement cet ensemble territorial. Les choses ne prennent une forme définitive qu'en 1234 lorsqu'un Français, Thibaut de Champagne, devient roi. Il inaugure les dynasties françaises qui vont durer jusqu'au début du XVIe siècle: d'abord, les Champagne, de 1234 à 1305, puis les Évreux, de 1328 à 1479, et enfin les Foix, de 1472 à 1512, avec un bref intermède entre 1307 et 1327 pendant lequel le territoire est directement uni à la maison royale de France.

La couronne de Castille

Au centre de la péninsule, c'est aussi au XIIIe siècle que se précisent les contours de la couronne de Castille. Les souverains considérant leurs États comme des biens patrimoniaux dont ils pouvaient disposer librement, le royaume de Léon et le comté, devenu royaume, de Castille avaient été, tantôt séparés, tantôt réunis sous un même sceptre, en fonction de ce que décidaient les souverains. Alphonse VI (1065-1109) et Alphonse VII (1126-1157), par exemple, ont porté le titre de rois de Castille et de Léon, mais le second de ces rois procède à un nouveau partage; dans son testament, il lègue la Castille à Sanche III et le Léon à Ferdinand II. C'est seulement en 1230 que devient définitive l'union de la Castille et du Léon et ce sont encore les hasard d'une succession qui en décident. Cette année-là, Ferdinand III, roi de Castille depuis 1217, recueille l'héritage de son père, Alphonse IX, roi de Léon. Les deux royaumes sont désormais unifiés. Castillans et Léonais mettront encore cent ans à transformer cette association de circonstance en union politique, puis en nation. Un siècle plus tard, les trois provinces basques, jusque-là rattachées à la Navarre, entrent dans la mouvance de la Castille. Déjà en 1258, la confrérie d'Arriaga, qui administrait l'Alava d'une manière autonome, s'était rapprochée du roi de Castille Alphonse le Sage. L'étape décisive se situe en 1332, lors du pacte d'Arriaga: la confrérie renonce en faveur du roi de Castille Alphonse XI aux droits seigneuriaux qu'elle détenait encore. Le Guipúzcoa en fait autant à la même époque. La Biscaye suit le mouvement en 1379. Les provinces basques ne sont pas, à proprement parler, incorporées à la Castille, mais rattachées à la couronne de Castille dans laquelle elles conservent une autonomie relative et leurs institutions.

Après les conquêtes territoriales des XIIe et XIIIe siècles, la Castille est devenue le plus dynamique des États de la péninsule Ibérique. Ses souverains aspirent à restaurer à leur profit la monarchie wisigothique et à prendre la direction d'une Espagne réunifiée. C'est ce qu'on appelle l'idée impériale léonaise: la Reconquête a entraîné la formation de plusieurs royaumes chrétiens; on ne remet pas en cause cette pluralité, mais on pense que l'un d'entre eux doit avoir le pas sur les autres; le roi de Léon (ou de Castille ou de Castille-Léon, selon les circonstances) se considère comme

l'héritier légitime des monarques wisigoths; il prétend devenir roi de rois ou empereur. C'est ainsi qu'après la prise de Tolède, avec l'accord tacite des moines de Cluny, Alphonse VI s'intitule empereur de toute l'Espagne (Imperator totius Hispaniae). Alphonse VII l'imite; il se fait appeler empereur et couronner comme tel à Léon, en 1135. Après lui, l'idée impériale décline sans disparaître complètement. Sous une forme plus ambitieuse encore, elle est reprise par Alphonse X le Sage (1252-1284) qui aspire à devenir empereur d'Occident. Encouragé par les démarches de la ville de Pise qui voit en lui le monarque le plus éclairé de son temps, Alphonse X présente sa candidature aux suffrages des électeurs du Saint Empire. Il est élu en 1257, mais en même temps qu'un Anglais, Richard de Cornouailles! La querelle entre les deux candidats dure vingt ans. Le pape croit qu'Alphonse X a partie liée avec les Gibelins; il ne veut pas de lui comme empereur. Le roi de Castille finit par renoncer à ses prétentions en 1275 après une entrevue avec le pape, à Beaucaire. Au-delà de son aspect anecdotique, cet épisode montre la place qu'occupe désormais la Castille en Europe. Elle n'est plus ce territoire situé aux frontières de la chrétienté, occupé à défendre son existence contre les Maures. Elle est maintenant une puissance européenne avec laquelle il faut compter.

La couronne d'Aragon

Au début du XIIe siècle, l'Aragon n'était encore qu'un petit royaume autour de Jaca. En quelques années, il s'étend jusqu'à Huesca, puis Saragosse. Le grand événement, c'est l'union dynastique du royaume d'Aragon et du comté de Barcelone. Alphonse Ier le Batailleur meurt en 1164. Comme il n'a pas d'enfant, il lègue le royaume aux Ordres militaires. La décision est contestée. On va chercher Ramire, le frère du roi défunt, dans le monastère bénédictin où il s'était retiré et on le convainc de renoncer à ses vœux. Ramire y consent, le temps d'assurer la succession. Il règne sous le nom de Ramire II, se marie et a une fille, Pétronille, qui naît en octobre 1136. Ramire la fiance aussitôt à Raymond Bérenguer IV, comte de Barcelone; après quoi, en août 1137, il abdique en sa faveur, désigne son gendre comme régent et entre dans un couvent de Huesca. En 1162, le fils de Raymond Bérenguer et de Pétronille, Alphonse II, recueille les deux

héritages. Le royaume d'Aragon et le comté de Barcelone forment désormais une confédération qui prendra sa forme définitive en 1344, sous le règne de Pierre IV le Cérémonieux. C'est ce qu'on appelle la couronne d'Aragon, c'est-à-dire un complexe politique dans lequel chacune des composantes conserve ses institutions et son autonomie; le seul lien entre elles est constitué par la personne du souverain. Au noyau primitif s'ajoutent bientôt les territoires reconquis dans les Baléares (royaume de Majorque) et au sud (royaume de Valence), puis les conquêtes en Méditerranée : la Sicile, la Sardaigne, plus tard, le royaume de Naples.

Les Catalans se lancent dans une politique résolument expansionniste. À l'époque, les Pyrénées, loin de constituer une barrière infranchissable, sont au contraire un lieu de passage et de contacts[16]; il faudra du temps pour fixer une démarcation précise entre les provinces basques, la Navarre, l'Aragon, la Catalogne et ce qui allait devenir la France. On a vu que des dynasties françaises régnaient sur la Navarre dont le territoire s'étendait alors de Saint-Jean-Pied-de-Port à Pampelune, de part et d'autre des Pyrénées. À l'autre bout de la chaîne, les rois capétiens avaient longtemps maintenu le principe d'une autorité féodale sur la Catalogne, l'ancienne Marche franche de Charlemagne. Dans la deuxième moitié du XIIe siècle, la situation se renverse; cette fois, ce sont les Catalans qui interviennent au nord des Pyrénées. Ils conçoivent le dessein de constituer un État pyrénéen et méditerranéen qui irait de la Garonne à l'Èbre et à la Provence. Dans cette période où la configuration des États nationaux est encore indécise, un tel projet n'était pas plus absurde qu'un autre [17]. Cette nation en gestation présente des traits qui l'opposent aux provinces du nord de la France et au reste de la péninsule Ibérique: la langue d'oc, d'abord, même si elle est encore loin d'être unifiée — elle ne le sera jamais complètement —; une culture laïque alors que celle du nord est presque toute cléricale; une vie urbaine plus développée avec ses bourgeoisies marchandes et artisanales; des formes juridiques où domine l'influence du droit romain; enfin, un art de vivre différent de celui du nord. À la fin du XIe et au début du XIIe siècle, à la faveur de la pulvérisation des pouvoirs (Philippe Wolff) dans le sud de la France, le Béarn et la Bigorre basculent dans la mouvance ibérique. En 1118, Gaston, quatrième vicomte de Béarn, participe à la prise de Saragosse aux côtés du roi d'Aragon, Alphonse Ier le Batailleur; il agit alors en allié,

presque en égal. La reconquête de la vallée de l'Èbre change les données du problème; l'Aragon a maintenant acquis un surcroît de puissance. En 1170, l'héritière du Béarn, Marie, se reconnaît vassale du roi d'Aragon, Alphonse II. Comme comte de Barcelone, le même Alphonse II hérite de droits féodaux sur des territoires situés au nord des Pyrénées: le comté de Provence (1166), le Roussillon (1172) ; son frère cadet, Pierre, exerce son autorité sur la Cerdagne, sur la seigneurie de Carcassonne, sur la ville de Narbonne [18]...

Le projet ne pouvait que susciter l'opposition des comtes de Toulouse puisqu'il concernait des territoires situés dans leur zone d'influence. Pour tourner l'obstacle, Raymond Bérenguer IV s'entend avec Henri II Plantagenêt, maître de l'Aquitaine: en 1158, les deux alliés décident de se partager les domaines du comte de Toulouse et, en 1159, une armée anglo-gasconne en entreprend la conquête; des troupes catalanes viennent lui prêter main-forte. En sa qualité de suzerain du comte de Toulouse, le roi de France Louis VII se devait de le secourir. C'est l'intervention des Capétiens qui fait échouer le plan des Catalans. Cinquante ans plus tard, les choses prennent un tour plus favorable aux intérêts des Catalans. Le nouveau comte de Toulouse, Raymond VI, s'est réconcilié avec les Plantagenêt; en 1196, il épouse la sœur de Richard Cœur de Lion qui lui apporte en dot l'Agenais. Du côté de l'Espagne, les choses ne s'arrangent pas; au contraire. Le roi d'Aragon n'a pas renoncé. L'une de ses sœurs épouse Raymond VI en secondes noces ; en 1211, une autre est donnée en mariage à l'héritier du comte. Enfin, le 27 janvier 1213, Pierre II d'Aragon reçoit le serment de vassalité du comte de Toulouse, de son fils et des principaux seigneurs de la région convoitée: les comtes de Comminges, de Foix et de Bigorre, le vicomte de Béarn... «La carte montre qu'à cette date Pierre II avait atteint l'objectif de ses prédécesseurs depuis l'union de la Catalogne et de l'Aragon: le grand État pyrénéen et méridional devenait une réalité » (Pierre Tucoo-Chala).

La croisade des Albigeois remet tout en question. Depuis plusieurs années, la papauté s'inquiétait devant le développement de l'hérésie dans le sud de la France; elle trouvait les seigneurs locaux, à commencer par le comte de Toulouse, peu enclins à combattre les cathares quand ils ne leur étaient pas ouvertement favorables; c'est pourquoi elle avait confié à un

seigneur du Nord, Simon de Montfort, la mission de rétablir l'orthodoxie dans la région. Au début de l'année 1213, le pape confirme sa condamnation des Toulousains et il enjoint au roi d'Aragon de coopérer avec Simon de Montfort. Voilà Pierre II partagé entre sa fidélité envers le Saint-Siège et ses intérêts politiques. Derrière la croisade, il devine des ambitions qui n'ont rien à voir avec la religion. Au début du XIIIe siècle, la croisade a atteint la plupart de ses objectifs; la question religieuse passe au second plan. Aux yeux des méridionaux, à Toulouse comme à Barcelone, cette croisade prend l'aspect d'une invasion barbare qui menace de détruire une civilisation originale. C'est pourquoi Pierre II se croit dans l'obligation de porter secours au comte Raymond VI de Toulouse, qui est son beau-frère et son vassal. Il serait absurde de voir en lui le croisé qui, en 1212, avait participé, aux côtés des Castillans, à la bataille de Las Navas de Tolosa, un protecteur de l'hérésie cathare dans le sud de la France; Pierre II est aussi bon catholique que Simon de Montfort, même s'il ne partage pas son intransigeance; il défend ses vassaux, les Trencavel, et aussi cette nation qu'il rêve d'unifier de l'Èbre à Nice et que convoitent les barons français du Nord. Pierre II est tué à Muret, le 12 septembre 1213; le comte de Toulouse est dépouillé de ses domaines; le Languedoc et la Provence entrent dans l'aire d'influence française. Les Catalans sont refoulés au sud des Pyrénées. Par le traité de Corbeil (1258), Jacques d'Aragon renonce formellement à tous ses droits, sauf à ceux qu'il possède à Montpellier, mais, en fait, la question était tranchée depuis la bataille de Muret. Désormais, c'est vers l'est et non plus vers le nord, que les Catalans vont se tourner pour fonder une thalassocratie méditerranéenne qui durera jusqu'au début du XVe siècle.

L'ESPAGNE DES TROIS RELIGIONS

Les invasions des Africains et l'avancée de la Reconquête au XIIe et au XIIIe siècle ont entraîné trois conséquences: la disparition des communautés mozarabes, l'installation de Juifs en territoire chrétien et la naissance d'une nouvelle minorité, celle des mudéjares[19] ou musulmans tributaires d'un souverain chrétien.

Les Mozarabes

Malgré leur intransigeance, les Almorávides avaient compris l'intérêt que représentaient, pour le développement économique, ces mozarabes experts en maçonnerie, en arboriculture, en irrigation... Ils avaient donc cherché à les retenir sur place et, au début du XIIe siècle encore, des sources arabes attestent l'existence de communautés organisées à Séville, à Grenade, à Málaga, etc. avec leurs évêques, leurs prêtres, leurs moines. On a connaissance, en 1117, d'une bulle du pape Pascal II pour exhorter les chrétiens de Málaga à rétablir dans son siège l'évêque Julien que les Almorávides avaient retenu prisonnier pendant quelques années. Ce dernier trait suggère que la situation s'était dégradée pour les mozarabes. C'est ce qui expliquerait que beaucoup d'entre eux se fussent mis au service du roi d'Aragon, Alphonse Ier le Batailleur, quand celui-ci s'était lancé dans une longue chevauchée en terre d'islam, en 1125-1126[20]. Des fatzuas de jurisconsultes avaient alors recommandé des sanctions contre ces mozarabes. Beaucoup avaient vu leurs biens confisqués et avaient été déportés au Maroc. Ceux qui restent émigrent dans le nord quand les Almohades, plus rigoristes que les Almorávides, prennent Séville en 1147.

Au moment de la reconquête de Tolède (1085), des milliers de mozarabes sont réintégrés dans la chrétienté, non plus de leur plein gré, mais à la suite d'une victoire militaire. Beaucoup d'entre eux sont indifférents au régime politique; certains quittent même la ville en même temps que les musulmans. Seule une minorité souhaitait un changement de pouvoir et contribua à la victoire chrétienne parce qu'elle espérait en tirer profit. C'est en effet ce qui s'est passé au début: Alphonse VI nomme deux magistrats dans la ville reconquise: l'un pris parmi les mozarabes, l'autre parmi les immigrants. C'est la courte époque de tolérance à Tolède[21]. Le climat se détériore rapidement sous l'influence du nouvel archevêque — un moine de Cluny -, de la reine — une Française — et des Français qui ont pris part à la reconquête. Les mozarabes les déconcertent à cause de leurs particularités trop voyantes. Minorité chrétienne arabisée dans al-Andalus, ils restent, dans Tolède reconquise, une minorité culturelle. Des conflits les opposent aux Castillans et aux Français à propos des terres abandonnées par les musulmans. Pendant un siècle, les mozarabes se heurtent aux nouvelles

autorités ecclésiastiques. Ils ne comprennent pas bien, par exemple, pourquoi ils doivent renoncer au rite wisigothique au profit du rite romain. Alphonse VI les autorise alors à célébrer le culte traditionnel dans six paroisses de la ville. Les mozarabes de Tolède ne s'assimilent que lentement. Ils continuent à utiliser l'arabe, au moins jusqu'à la fin du XIII[e] siècle [22]et, pendant la même période, ils restent soumis au vieux code juridique des wisigoths, le Fuero Juzgo.

Les Juifs

Le nombre et la situation des Juifs changent aussi avec les invasions africaines, surtout avec l'arrivée des Almohades, en 1147. On sait que certains — la famille de Maïmonide, par exemple — furent contraints de se convertir à l'islam. Au milieu du XIII[e] siècle, après la défaite des Almohades, on ne constate pas de retour massif au judaïsme dans les régions autrefois soumises à leur pouvoir. La majorité des Juifs avait préféré émigrer dans les territoires chrétiens où les souverains les accueillent sans réticences à Tolède, à Saragosse, ailleurs encore. Ils s'administrent eux-mêmes au sein de communautés autonomes (aljamas), avec leurs magistrats, leurs rabbins, leurs synagogues, leurs commerçants...

Les Mudéjares

Au moment où le phénomène mozarabe disparaît avec les circonstances qui l'ont fait naître, les musulmans deviennent de plus en plus nombreux dans les royaumes chrétiens. Jusqu'alors, les territoires reconquis ou bien étaient très peu peuplés, ou bien avaient été abandonnés par leurs occupants musulmans, partis volontairement ou expulsés par les vainqueurs; seules subsistaient de rares communautés cantonnées dans un faubourg. La situation change avec la prise de Tolède (1085) et celle de Saragosse (1118). Cette fois, la reconquête fait passer sous domination chrétienne des masses humaines que l'on ne peut pas ou que l'on ne veut pas chasser. Dans la zone du Tage, dans la vallée de l'Ebre et à Valence, beaucoup de musulmans passent sous l'autorité de souverains chrétiens qui promettent de respecter leur langue, leur culte, leur droit et leurs coutumes. Chaque fois que leur

nombre le justifie, les mudéjares, de même que les Juifs, s'organisent en communautés autonomes (les aljamas), avec leur hiérarchie sociale: l'alamín, chargé des questions économiques et fiscales — en fait, il est l'intermédiaire entre le seigneur du lieu et les habitants -, le conseil des anciens, l'assemblée générale, les alfaquís (prêtres), le muezzin, les caïds — magistrats en même temps que notaires : ils gèrent les biens collectifs de la communauté, rédigent et font exécuter les testaments, enregistrent les mariages et les divorces, rendent la justice, au civil comme au criminel, quand des musulmans sont seuls en cause, mais les sentences doivent être visées par les autorités judiciaires chrétiennes. Les aljamas disposent d'au moins deux bâtiments publics : la mosquée et la boucherie, celle-ci afin de garantir que les animaux seront abattus conformément aux règles du Coran. De même que les Juifs, les mudéjares ont donc, dans les États chrétiens, une existence légale. Alphonse VI, à Tolède, se proclame « empereur des deux religions » et fait frapper des monnaies avec une légende en arabe. En 1369 encore, l'épitaphe de Pierre le Cruel est rédigée en latin, en hébreu et en arabe.

En permettant à des minorités religieuses de vivre, de travailler et de pratiquer librement leur culte, al-Andalus et l'Espagne chrétienne ont-ils fait preuve de tolérance? Il convient de savoir de quoi on parle. La liberté religieuse est une conquête de l'histoire, un phénomène récent. Peut-on dire qu'elle existe partout dans le monde, aujourd'hui? Écartons donc de notre esprit l'image idéale d'une Espagne médiévale en avance de dix siècles sur l'évolution du monde. Dans la péninsule Ibérique, entre le VIIIe et le XVe siècle, chrétiens et musulmans sont également convaincus qu'ils détiennent la vérité et que leur foi est incompatible avec celle des autres. S'ils se montrent tolérants, c'est parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement; ils acceptent à contrecœur ce qu'ils n'ont pas les moyens d'interdire. Parlons de cohabitation, à la rigueur de coexistence, mais pas de tolérance. Il y a du reste un signe qui ne trompe pas : les relations sexuelles entre chrétiens, Juifs et musulmans ont été fréquentes, bien que théoriquement interdites ; en revanche, on ne connaît aucun cas de mariage mixte ; il ne pouvait pas y en avoir. On a trop tendance, de nos jours, à idéaliser l'Espagne des trois religions dont on se fait une image fausse. Comment peut-on, par exemple, voir dans Maïmonide le symbole de cette Espagne pluriculturelle au point

de lui consacrer une statue à Cordoue, alors qu'il est l'une des plus illustres victimes de l'intransigeance religieuse? Maïmonide est né à Cordoue, en 1135, dans une famille juive. Comme beaucoup de ses coreligionnaires, il reçoit une éducation arabe. Il a douze ans quand les Almohades prennent le pouvoir. Ceux-ci placent les Juifs devant un choix: la conversion à l'islam ou l'exil. La famille de Maïmonide fait semblant de se convertir, puis gagne Fès et, de là, Le Caire. Désormais en sécurité, Maïmonide retourne au judaïsme, devient rabbin et médecin et compose en arabe une œuvre philosophique et scientifique qui lui vaut une notoriété internationale. Il n'est jamais retourné dans sa terre natale qu'il n'évoque même pas dans ses livres. L'intransigeance l'a chassé de son pays; faire de lui le représentant d'une Espagne tolérante et accueillante est un contresens.

La vérité, c'est qu'on tolère les autres tant qu'on a besoin d'eux. Les souverains chrétiens, en particulier, ne peuvent pas se passer des Juifs. Ceux-ci, en effet, venaient d'un pays — al-Andalus - qui, à l'époque, possédait une civilisation supérieure à celle de l'Espagne chrétienne. Ils parlaient l'arabe; ils connaissaient l'organisation politique, économique et sociale des territoires musulmans ; ils étaient au courant des techniques commerciales les plus avancées. Ces caractéristiques faisaient des Juifs des auxiliaires précieux et indispensables pour les rapports diplomatiques et pour la mise en valeur des territoires reconquis. Les souverains chrétiens ne se contentent pas de les accueillir; ils les pressent de venir s'installer chez eux. On voit ainsi, au début du XIIIe siècle, Jacques Ier d'Aragon accorder des sauf-conduits et des lettres de naturalisation à tous les Juifs, andalous ou marocains, qui, par terre ou par mer, voudraient s'établir aux Baléares, en Catalogne et à Valence.

En ce qui concerne les musulmans, c'est à partir du XIIe siècle que se pose le problème mudéjar. Il est assez vite réglé dans les domaines castillans. Les moines de Cluny, très influents, se montrent intransigeants. L'un d'eux, dom Bernard, nouvel évêque de Tolède reconquise, transforme la grande mosquée en cathédrale, en violation des promesses d'Alphonse VI. Les Cortès de Valladolid (1293) prétendent interdire aux mudéjares de la couronne de Castille de posséder des terres et veulent même les obliger à vendre celles qu'ils détiennent. Les souverains renouvellent pourtant les garanties en leur faveur. C'est ce que fait, par exemple, Henri II, encore en

1369, mais à une époque de difficultés économiques : on avait besoin de main-d'œuvre et tous les concours étaient les bienvenus. La reconquête chrétienne se caractérise par un double mouvement: refoulement des Maures, repeuplement par des colons venus du nord et attirés par des chartes. On le voit bien avec les grandes conquêtes du XIIIe siècle. Quand les Castillans occupent la vallée du Guadalquivir, ils en expulsent les populations musulmanes; on va même jusqu'à mettre des navires à la disposition des musulmans qui veulent fuir en Afrique du Nord; ce sont des villes et des campagnes presque entièrement vidées de leurs habitants qui tombent alors au pouvoir du roi de Castille. Ceux qui restent se révoltent en 1264. Alphonse X procède alors à des expulsions massives. À la fin du XIIIe siècle, les mudéjares représentent à peine 0,50 % de la population de l'Andalousie. Il est donc faux et même ridicule de voir dans cette région un pays oriental ou orientalisé. Les colons venus du nord n'ont qu'une idée en tête, effacer toute trace d'islamisme, et cet état d'esprit persiste longtemps. Beaucoup de chroniqueurs andalous du XVIe siècle s'efforcent de gommer les siècles de domination musulmane, toute la période comprise entre la « destruction » de l'Espagne et sa reconquête.

Ce sont des considérations du même ordre qui inspirent la politique des rois d'Aragon. Quand Alphonse le Batailleur reprend Saragosse en 1118, il entre dans une ville que les élites musulmanes, les artisans et les commerçants ont évacuée. Beaucoup de paysans veulent fuir eux aussi; le souverain s'efforce par tous les moyens de les en empêcher. La même situation se reproduit, un siècle plus tard, à Valence et à Murcie. Dans les deux cas, les souverains aragonais n'ont pas eu le choix. Ils attendaient cent mille colons chrétiens; il en est venu à peine trente mille; encore refusent-ils de s'installer dans les campagnes. Pour mettre le pays en valeur, il a bien fallu retenir les mudéjares. Les mudéjares de Valence se révoltent en 1258, puis en 1275-76, mais la prise de Murcie leur coupe toute possibilité de fuite ; ils sont bien obligés de rester sur place et de travailler les terres de leurs nouveaux maîtres, les seigneurs chrétiens qui les laissent libres de pratiquer leur religion, mais les réduisent à une condition quasi servile. Dans la vallée de l'Èbre et à Valence, les musulmans sont à la fois plus nombreux et plus regroupés que dans la couronne de Castille où ils sont beaucoup plus dispersés. C'est en Aragon, plus qu'en Castille et en

Andalousie, que se développe le mudejarismo, source de ce qui, à l'époque moderne, deviendra le problème morisque. Murcie, reconquise par l'Aragon, est rétrocédée à la Castille en vertu des accords sur la répartition des zones d'influence respectives entre les deux couronnes. Ici aussi, la crise démographique rend plus difficile la colonisation par des chrétiens. Pour exploiter la huerta, on n'est pas fâché de compter sur les mudéjares, peu enthousiastes apparemment, si l'on en juge par la révolte de 1264.

C'est la force des choses qui a rendu possible la présence de communautés chrétiennes en terre d'islam et de minorités de mudéjares dans les royaumes chrétiens, sans parler des Juifs que l'on trouve partout. Il convient donc de nuancer l'originalité de l'Espagne médiévale. On est, on l'a vu, en présence d'une tolérance de fait, subie plus que voulue. Il est vrai que, jusqu'au XIVe siècle, les persécutions religieuses ont été rares, ce qui n'était pas si courant à l'époque. Cette tolérance de fait est-elle unanimement acceptée? Il faut distinguer l'attitude des élites et celle des masses. Ce sont les États, les souverains, dans une moindre mesure les seigneurs qui se montrent « tolérants », mais, pour la masse du peuple, les Juifs, les Maures, les mudéjares, plus tard les morisques sont des infidèles, des ennemis, des rivaux sur le marché du travail. Cet état d'esprit permet de comprendre les conflits ultérieurs.

Les mozarabes et les mudéjares ont-ils contribué à former en Espagne une civilisation originale ? On connaît la thèse d'Américo Castro : au contact des Sémites -Juifs et musulmans -, l'Espagne médiévale serait devenue une société pluraliste, fondamentalement différente de la chrétienté occidentale. Ces vues ne font pas l'unanimité chez les historiens.

Les mozarabes qui s'installent en territoire chrétien au cours de cette période y apportent-ils des influences musulmanes ? Profondément arabisés, ils sont en même temps très attachés à ce qui représente pour eux la tradition. De là l'ambiguïté de leur situation et de leur rôle. D'un côté, ils introduisent dans les royaumes du Nord des habitudes, certaines formes de vie, des techniques que l'on repère aisément dans certaines églises et monastères de la région de Léon: l'emploi systématique de l'arc outrepassé, du modillon à copeaux, de la voûte nervée ou encore les absides et les niches d'autel semblables aux mihrabs des salles de prières musulmanes, tout cela — que l'on peut observer, par exemple à San Miguel de Escalada

ou à San Millán de la Cogolla -, vient indiscutablement d'al-Andalus. C'est ce qu'on appelle précisément l'art mozarabe. Ce n'est qu'une façade. Pour l'essentiel, les mozarabes restent très attachés aux traditions ancestrales, à des idées religieuses et à un mode de gouvernement antérieurs à la conquête musulmane. Les mozarabes tiraient fierté de ne pas avoir capitulé, d'être restés eux-mêmes dans un milieu hostile. Ce qui l'emporte chez eux, c'est le particularisme et l'intransigeance. Aussi longtemps qu'elles subsistèrent dans l'Espagne chrétienne, les communautés mozarabes ont constitué l'obstacle principal à la romanisation, à l'intégration de la péninsule à la chrétienté, telle que la voulaient les moines de Cluny. La querelle sur le rite romain en est un exemple significatif. Dans le domaine de l'histoire littéraire, des influences seraient perceptibles dans ce qu'on a appelé la lyrique mozarabe, c'est-à-dire des poèmes en arabe ou en hébreu (moaxaja) mêlés de mots et même de vers entiers en romance, surtout à la fin de la composition (jarcha); le plus ancien paraît avoir été écrit avant 1042. Ces textes reprennent parfois des chansons antérieures à la domination musulmane ; ils annoncent ce que seront les chansons d'amis en galaïco-portugais ou les villancicos castillans. C'est ce qui autorise Menéndez Pidal à voir dans ces compositions à formes fixes le maillon intermédiaire qui unirait la musique et la poésie ibérique de l'Antiquité classique à celles de l'Espagne actuelle; ce serait peut-être l'origine de la poésie des troubadours, mais on est là sur un terrain très controversé.

Les mudéjares formaient un groupe social astreint à des tâches subalternes. Leur influence a été d'autant plus modeste que les masses chrétiennes étaient plus que réservées devant tout ce qui pouvait leur rappeler l'islam. Les élites se sont montrées plus ouvertes à l'égard de certains aspects d'une civilisation arabe désormais vaincue. C'est ainsi qu'on voit certains aristocrates adopter des modes de vie arabo-islamiques. C'est le point de départ de ce qu'on a appelé la maurophilie, c'est-à-dire l'engouement pour les vetements, le mobilier, les fêtes, l'art et les mœurs chevaleresques de l'islam, engouement qui se prolongerait jusqu'au XVIIe siècle mais qui n'empêchait pas ces grands seigneurs d'exploiter leurs sujets mudéjares et leurs descendants, les morisques. L'art mudéjar commence plus tôt. On entend par là une architecture qui combine des formes et des procédés de l'art chrétien et de l'art musulman. C'est un art relativement bon

marché. Le style gothique, en effet, exige un matériau, la pierre, qu'il faut quelquefois faire venir de loin, puis tailler. L'art mudéjar utilise de préférence la brique, le bois, le plâtre et se prête davantage au jeu du décor et de l'ornementation: répétition indéfinie de thèmes et de motifs végétaux, épigraphiques, géométriques... On construit dans ce style des églises en brique avec décor mauresque (Santo Cristo de la Luz, à Tolède) ; on ajoute des arcatures superposées à l'extérieur des absides; on érige des tours-minarets sur le flanc des édifices, comme on peut en voir beaucoup en Aragon. Cet art est aussi un art de cour, comme le montrent les bains de Tordesillas, construits par Alphonse XI pour sa favorite, Éléonore de Guzmán; le roi avait fait venir des artisans de Grenade. L'un des exemples les plus réussis de l'art mudéjar est plus tardif; c'est l'alcázar de Séville, qui date du milieu du XIV[e] siècle. La littérature dite aljamiada du XIV[e] siècle est le fait de mudéjares ou de Juifs qui écrivent en langue romane (romance), mais utilisent l'écriture arabe ou hébraïque. On connaît ainsi, en hébreu, deux manuscrits des Proverbes moraux de don Sem Tob de Carrión et les Strophes de Yoçef, en arabe le Poème de Yúçuf. C'est à propos de Juan Ruiz, l'archiprêtre de Hita, auteur du Livre du bon amour, que la polémique sur le mudejarismo s'est concentrée. Juan Ruiz était-il aussi imprégné de culture musulmane qu'on l'a dit? On en discute. Peut-on concevoir, en effet, un mudejarismo sans mudéjares? Ceux-ci, dans la Castille de Juan Ruiz, n'étaient plus qu'une infime minorité, sans doute moins de 1,5 % de la population, et ils appartenaient à des milieux sociaux modestes, bien incapables d'exercer une influence culturelle quelconque. Juan Ruiz a pu connaître par des traductions beaucoup des contes orientaux qu'il inclut dans son poème sous forme d'apologues; ce pourrait être notamment le cas pour Calila et Dimna. L'influence du Collier de la Colombe sur le même Juan Ruiz serait aussi problématique. Il s'agit de l'œuvre d'un poète cordouan, Ibn Hazm (994-1064), en partie autobiographique, qui constitue en vingt-neuf chapitres une sorte de traité sur l'amour et les amants[23]. Plus sérieuse paraît la thèse soutenue par Asín, en 1919, sur les sources arabes de la Divine comédie de Dante. Le lien serait un livre, L'Échelle de Mahomet, dont on connaît trois versions: une en français, les deux autres en latin, toutes trois faites à partir d'une traduction en castillan de l'original arabe que le roi Alphonse X avait commandée à son médecin Juif Abraham Alfaquin (al-Hakim).

On ne saurait donc parler, dans l'Espagne médiévale, d'une civilisation originale qui serait née des influences réciproques entre cultures différentes. Il y a eu beaucoup d'emprunts à la civilisation arabe, dans tous les domaines linguistique, littéraire, artistique, etc., mais il n'y a jamais eu qu'une culture dominante: musulmane jusqu'en 1085, chrétienne ensuite. Les Juifs ont successivement assimilé l'une et l'autre; ce qui relève d'une culture juive spécifique — elle a été brillante en Espagne, à certaines époques — n'a guère rayonné au-delà des communautés juives [24]. C'est pourquoi — encore une fois — on peut parler à la rigueur d'une Espagne des trois religions, sûrement pas d'une Espagne des trois cultures.

L'ÉCOLE DES TRADUCTEURS DE TOLÈDE

L'installation des musulmans dans la péninsule Ibérique avait coïncidé avec un regroupement des forces politiques et culturelles en Orient et en Occident. Trois Empires, trois cultures se partageaient alors le monde connu: l'Empire arabe; l'Empire byzantin; l'Empire carolingien, c'est-à-dire la chrétienté occidentale.

Les deux premiers ignoraient presque totalement le troisième; le monde latin était séparé de la chrétienté grecque d'Orient. À partir du XIIe siècle, l'Espagne va servir d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident.

Du VIIIe au XIIe siècle, la richesse intellectuelle et culturelle de l'Espagne musulmane contraste avec la dispersion et la pauvreté caractéristiques de la chrétienté. Là, le savoir s'était réfugié dans des écoles paroissiales, monastiques, capitulaires, épiscopales. Au XIIe siècle, deux séries d'événements mettent fin à l'isolement culturel de l'Occident chrétien:

Dans la péninsule Ibérique, les grandes avancées de la Reconquête font découvrir à l'Espagne chrétienne la richesse culturelle d'al-Anda lus. Jusqu'alors, les deux civilisations qui se partagent la péninsule Ibérique se combattent et s'ignorent. Les musulmans n'ont que mépris pour les pauvres royaumes du Nord[25]; les chrétiens ne voient dans leurs puissants voisins que des infidèles et ils regardent plutôt vers la chrétienté dont ils attendent beaucoup : une aide militaire, d'abord, et aussi un soutien culturel; c'est l'époque où se développent les pèlerinages à Compostelle et où l'on fait

appel aux moines de Cîteaux et de Cluny. Il faut attendre les XIIe et XIIIe siècles pour que des rapports nouveaux s'établissent. La plus grande partie de la péninsule est maintenant occupée par les chrétiens; al-Andalus, réduit à l'émirat de Grenade, ne représente plus un danger et, de plus, il est tributaire du royaume de Castille. C'est alors que l'Espagne chrétienne et, grâce à elle, la chrétienté découvrent la culture arabe et accèdent aux courants de pensée philosophique et scientifique qui s'étaient développés en Orient.

Au même moment, naissent et s'épanouissent les universités de la chrétienté: Paris et Oxford au XIIe siècle, Salamanque (1220), Toulouse (1230), Coïmbre (1308), etc. Les professeurs sont conscients que leur information philosophique et scientifique est déficiente, en particulier pour ce qui concerne l'héritage de l'Antiquité grecque. Ils se tournent vers l'Espagne. Il s'agit de profiter de l'expérience des mozarabes et des Juifs, imprégnés de culture arabe, pour faire passer d'arabe en latin une foule de connaissances, jusque-là restées inaccessibles. En chassant la majorité des Juifs d'al-Andalus et en les obligeant à se réfugier dans les royaumes chrétiens, le rigorisme religieux des Almorávides et surtout celui des Almohades favorise le transfert vers l'Occident du savoir grec et oriental.

C'est cette conjonction qui donne naissance à ce que l'on a appelé l'école des traducteurs de Tolède. L'expression est doublement impropre, d'abord parce qu'il ne s'agit pas d'un établissement spécialisé, ensuite parce que Tolède n'a été ni le premier ni le seul centre à servir d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident. Il est vrai que, dans les années qui précédèrent sa reconquête, la ville s'était transformée en l'un des foyers de culture arabe les plus actifs de la péninsule. Ce rôle, elle le conserve après sa reconquête. C'est en Espagne que se rendent les universitaires européens en quête d'informations scientifiques.

Les contacts entre la culture arabe et la culture latine sont passés par plusieurs étapes. Tout d'abord, ce n'est pas aux moines de Cluny que l'on doit les premières manifestations d'intérêt pour la production scientifique et philosophique des Arabes. En prenant possession de la mitre de Tolède, leurs préoccupations sont d'ordre religieux; il s'agit, pour eux, d'instaurer le rite romain, de rétablir l'usage du latin dans la liturgie et de former des clercs. La priorité semble revenir à un Juif converti de Huesca, Pedro

Alfonso, auteur d'une Lettre aux péripatéticiens d'au-delà les monts (1106) destinée à stimuler les voyages scientifiques du monde latin. À la même époque — début du XII[e] siècle -, à Tarazona, Hugues de Santalla traduit en latin une dizaine de livres scientifiques arabes pour le nouvel évêque de la ville; c'est le personnage central dans cette première étape de divulgation qui a pour cadre la vallée de l'Èbre et la Navarre. Des initiatives analogues apparaissent à la même époque à Logroño et à Barcelone. On a trop tendance à minimiser, au profit de Tolède et des domaines castillans, l'importance des pays de la couronne d'Aragon dans la transmission de la science arabe. Les premiers contacts se sont produits entre la Navarre et le Tage et en Catalogne. Le monastère de Ripoll, par exemple, où beaucoup de moines mozarabes avaient trouvé refuge dès le X[e] siècle, possédait de très belles collections de manuscrits. Des travaux récents ont attiré l'attention sur les bibliothèques de Majorque, riches en ouvrages de droit, de médecine, de philosophie, de théologie, etc. ; c'est le milieu dans lequel s'est formé Raymond Lull[26].

Un peu plus tard intervient Jean de Séville, un mozarabe ou un Juif converti de la région de Tolède qui semble avoir coordonné des travaux de traduction entre 1120 et 1130. Son rôle est bien plus important que celui de l'archevêque Raymond (1125-1152) qui prend le relais et qu'une tradition récente — elle date de la fin du XIX[e] siècle - désigne comme le créateur d'une école de traducteurs. En fait, l'archevêque s'est borné à encourager un mouvement qui avait commencé avant lui. C'est alors que les moines commencent à s'intéresser à la culture arabe. Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, se rend en Espagne en 1143 pour encourager la transmission du savoir arabe en Occident.

Alphonse X le Sage (1252-1284), enfin, souverain lettré, sensible à l'éclat intellectuel d'al-Andalus [27], reprend ce mouvement intellectuel et lui donne une sanction officielle. Il encourage la poursuite des traductions, à Tolède, bien sûr, mais surtout à Séville : sous ses auspices, des rabbins Juifs et des alfaquís musulmans travaillent avec des clercs chrétiens pour mettre en langue vulgaire toutes sortes de traités arabes. Alphonse X réagit en homme politique averti; il cherche à imposer la langue vulgaire, le romance, comme langue de culture, pas forcément sous l'influence de ses conseillers juifs qui n'aimaient pas le latin, langue de l'Église, mais plus simplement parce qu'il

avait en tête l'exemple de l'arabe, langue vivante, et qu'il ne voyait pas pourquoi le romance ne pourrait pas bénéficier de la même promotion.

Dans tous les cas, la méthode était simple : un Juif (ou un mozarabe) traduisait oralement l'original arabe en romance; un clerc recueillait cette version et en faisait une traduction écrite en latin. C'est ainsi qu'au XIIe siècle, dans la région comprise entre l'Èbre et le Tage, une osmose relative entre les cultures arabe et chrétienne a permis aux universitaires d'Europe de prendre connaissance du savoir oriental et de renouer avec la philosophie antique.

Quelle est la nature du savoir ainsi transmis? Dans un premier temps, on s'est surtout intéressé aux sciences de la nature, plus exactement à l'occultisme, au merveilleux, à l'astrologie; puis on est passé à l'étude de l'astronomie, de la météorologie, des mathématiques, sans cesser de cultiver l'occultisme[28]; on traduit tout ce qui tombe sous la main. Ce n'est que plus tard qu'on en vient aux travaux à caractère philosophique. On distingue ainsi trois domaines principaux : les sciences, la médecine, la philosophie.

En ce qui concerne les sciences exactes, c'est surtout l'astronomie qui fournit les apports les plus remarquables. On compare les diverses théories sur les mouvements des astres, celles des Anciens (Hipparque, Ptolémée) et celles des Arabes, avec l'espoir de réduire les oppositions qui les séparent. De cette confrontation sont issues les Tables alphonsines dressées entre 1263 et 1272 sur ordre d'Alphonse X par des astronomes chrétiens, Juifs et musulmans; elles divisaient l'année en trois cent soixante-cinq jours, cinq heures, quarante-neuf minutes et seize secondes. On notera encore le développement de l'algèbre et de la trigonométrie. On connaît un mathématicien grenadin du XVe siècle qui emploie pour la première fois des symboles pour la résolution des équations : des lettres pour désigner l'inconnue, le carré et le cube de l'inconnue, le signe « égale », la racine carrée, les fractions (numérateur et dénominateur séparés par un trait horizontal). Dans le même ordre d'idées, on citera la première introduction des chiffres dits arabes, en réalité hindous, ainsi que du système numérique à base 10, complété par l'utilisation du zéro. L'un des ouvrages fondamentaux, dans ce domaine, avait été écrit vers 820; il est traduit, à Tolède, au XIIe siècle, sous le titre De numero Indorum. Du point de vue des applications techniques, les Arabes transmettent à l'Occident la boussole,

invention chinoise, et l'astrolabe, instrument mis au point dans l'Antiquité, mais perfectionné dans le monde musulman et imité en Occident vers 1200.

Les Arabes ont porté un grand intérêt à la médecine et, d'une façon générale, aux sciences naturelles. Beaucoup de philosophes ont été en même temps naturalistes ou médecins. Dans ce qu'on appelle la médecine arabe, il faut distinguer l'héritage antique et l'apport original. Cette médecine prolonge l'œuvre d'Hippocrate, de Galien et du botaniste Dioscoride (Grec du Ier siècle) ; très tôt, ces livres avaient été traduits en arabe ; on en fait des versions en latin au XIIe et au XIIIe siècle. Les grands noms de la médecine arabe sont ceux de Rhazès (al-Razi, 865-965), qui représente une tendance à l'empirisme par opposition à ses successeurs: Avicenne (980-1037) et Averroès (1126-1198). Avicenne compose le Canon, sorte d'encyclopédie médicale qui va devenir pour plusieurs siècles le livre de chevet des médecins occidentaux. Quant à la chirurgie, elle est illustrée par Abulcasis, né à Cordoue vers 926 ou 936, mort en 1013; il était le médecin d'Abderraman III. Traduit en latin, son traité sur les cautères et les interventions devait faire autorité jusqu'au XVIe siècle. La médecine arabe a joui d'un très grand prestige dans le monde occidental jusqu'à la Renaissance; avec le temps, elle s'est sclérosée en devenant dogmatique et routinière; elle est déjà en pleine décadence au XIVe siècle.

C'est en philosophie que le rôle des Arabes a été déterminant pour l'évolution de la pensée occidentale. De ce point de vue, le tournant date probablement du voyage en Espagne de Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, en 1143. C'est grâce à lui et à Gérard de Crémone que se fait la jonction avec les écoles françaises, celle de Chartres, en particulier. On se montre beaucoup plus exigeant dans le choix des livres à traduire. C'est la redécouverte d'Aristote, mais d'un Aristote encombré d'un fatras de commentaires et d'additions qui remontent à l'époque hellénistique et que les Arabes ont pieusement conservés et aggravés. On mettra du temps à remettre de l'ordre dans ces affabulations et ces excroissances diverses et à percevoir l'intérêt proprement philosophique des traités d'Aristote. L'Aristote que connaît au XIIIe siècle Albert le Grand est celui que commentaient Avicenne et surtout Averroès. Ces deux savants avaient composé leur œuvre à l'époque des Almohades qui autorisaient une certaine liberté de recherche aux intellectuels. Avicenne et Averroès cherchaient à

concilier la religion et la philosophie, entreprise qui avait déjà séduit, à la même époque, le médecin juif Maïmonide. La querelle dite de l'averroïsme divise l'université de Paris, au début du XIIIe siècle. Elle tourne essentiellement autour de la théorie de la double vérité : théologie et philosophie sont vraies toutes deux, chacune dans son domaine, bien qu'elles paraissent s'opposer. Saint Thomas d'Aquin remet de l'ordre dans cette discussion en revenant aux textes mêmes d'Aristote tels qu'on pouvait les connaître à l'époque.

« On doit à la littérature arabe la restauration des études sérieuses en Europe », écrivait à la fin du XVIIIe siècle le jésuite Juan Andrés. Un siècle plus tard, Renan insistait encore sur le rôle des Arabes dans l'histoire de la philosophie occidentale. Dans les trois domaines relevés (mathématiques, médecine et philosophie), il ne fait pas de doute que l'Occident a beaucoup appris des Arabes : il a repris indirectement contact avec les savants et les penseurs de l'Antiquité ; il a eu connaissance des apports originaux des Arabes eux-mêmes. L'Espagne a été, à ce moment-là, l'intermédiaire obligé entre l'Orient et l'Occident. Sans elle, la scolastique médiévale n'aurait pas existé, du moins sous la forme qu'elle a prise.

Il est un domaine qui n'a suscité aucune curiosité ; c'est celui du dialogue entre religions. La cohabitation des musulmans, des chrétiens et des Juifs dans l'Espagne médiévale n'a entraîné aucun effort chez les uns pour comprendre les autres. Personne ne semble s'être soucié, par exemple, de faire traduire le Coran. Quand on s'intéresse à ce genre de textes, c'est dans un esprit polémique et pour démontrer la vérité et la supériorité de sa foi. C'est pour cette raison que le chroniqueur Juan Manuel félicite le roi Alphonse X: « Il a fait traduire dans la langue parlée en Castille toutes les sciences [...] et des écrits de la secte des Maures de façon à mettre en évidence les erreurs que Mahomet, ce faux prophète, y a introduites. Le roi a fait la même chose pour une science que les Juifs tiennent secrète, la Cabale; d'après leurs propres écrits, il est manifeste que leur religion annonce celle que nous suivons, nous, chrétiens. » Rien ne montre mieux les limites de l'Espagne des trois religions. C'est plus tard, au XVe siècle, qu'on envisagera un dialogue entre chrétiens et musulmans. Jean de Ségovie écrit alors au cardinal de Cuse pour lui suggérer une croisade pacifique et

des contacts scientifiques comme les meilleurs moyens d'écarter de l'Europe le péril sarrasin.

1 Selon une tradition, Oppas, évêque de Séville, aurait été chargé par les musulmans d'obtenir le ralliement de Pélage, un noble wisigoth réfugié dans les Asturies.

2 C'est l'hypothèse formulée par Antonio Ubieto à partir de chroniques arabes.

3 Bataille de Clavijo (845).

4 La Castille, pays des châteaux; l'étymologie est contestée; le mot serait peut-être d'origine arabe.

5 Est-ce une survivance du passé? Marc Bloch observait qu'en Espagne « le droit wisigothique ne cessa jamais de reconnaître aux soldats privés la faculté de changer de maître », situation exceptionnelle en Europe (La Société féodale, t. I, p. 243).

6 Dans le vocabulaire plus que dans les faits. Le mot vassal (vasallo), par exemple, apparaît au XIe siècle, mais pour désigner tout sujet (du roi ou d'un seigneur), sens qui se conservera jusqu'en plein cœur de l'époque moderne. L'expression n'a rien à voir avec le rapport à un suzerain comme en Europe. De même le mot d'hommage se rencontre quelquefois, ainsi que le rite qui l'accompagne, mais en Espagne c'est le baisement des mains qui en tient lieu.

7 Cf. le fuero de Sepùlveda (1076), un modèle du genre : quiconque aura commis un homicide, un vol ou un rapt de femme au nord du Duero pourra se réfugier à Sepúlveda où il trouvera protection contre ses poursuivants.

8 Le mot n'a aucune valeur particulière; en arabe, il veut dire le chef (sidi). Toujours en arabe, on désignait aussi Rodrigue comme Galib, ce qu'on a traduit en latin puis en castillan Campidoctus et Campeador: celui qui connaît l'art de la guerre en campagne. Le terme implique bien qu'on a affaire à un chef de bande, expert en razzias en terre ennemie, capable de monter des incursions en rase campagne.

9 Rodrigue n'est qu'un baron mal traité qui se lance dans une aventure personnelle. Dans le Poème du Cid, le jongleur s'efforce d'excuser cet écart, d'estomper cette indiscipline et de ramener l'entreprise à une cause noble : la lutte contre l'infidèle.

10 De ce monument, commencé en 1171, il ne reste plus que la tour de la Giralda et la cour des Orangers.

11 L'élection du grand maître par le chapitre réuni au couvent de Calatrava devait être confirmée dans les trois mois par l'abbé de Morimond. Au XVIe siècle encore, Charles Quint s'adressera à celui-ci pour nommer le prieur. Plutôt que de se soumettre à la décision d'un moine étranger, Philippe Il préférera laisser vacante cette dignité.

12 Le célibat n'est pas exigé dans l'ordre de Saint-Jacques; la chasteté doit s'entendre à l'intérieur des liens conjugaux.

13 Pierre TOUBERT, Leçon inaugurale au Collège de France, 19 mars 1993.

14 L'un des plus célèbres de ces affrontements est la bataille de la Higueruela (1431) qui oppose, aux portes de Grenade, les Maures et les chrétiens commandés par le roi Jean II de Castille et le connétable Álvaro de Luna. L'épisode est sans importance, mais il a connu un grand retentissement. En littérature, il a fourni la matière d'une des plus belles ballades (romances) du XVe siècle: Abenámar; il est aussi illustré par une grande fresque qu'on peut voir dans la galerie des batailles de l'Escorial.

15 On retrace dans un autre chapitre l'organisation et l'évolution de l'émirat de Grenade.

16 C'est à partir du XIX[e] siècle seulement, avec le chemin de fer et l'automobile, que la chaîne paraîtra se dresser comme un obstacle aux communications. Au Moyen Âge, les choses étaient plus aisées; il suffit de penser à ces gens de Montaillou, dans les Pyrénées ariégeoises, qu'a étudiés Le Roy Ladurie: ils semblent aller plus facilement en Catalogne et en Andorre qu'à Toulouse. Du pays Basque au Roussillon, les populations ne tiennent aucun compte des frontières telles que nous les entendons aujourd'hui; hommes et troupeaux passent sans cesse d'un versant à l'autre.

17 Pierre TUCOO-CHALA en fait l'historique dans un livre récent, Quand l'islam était aux portes des Pyrénées, Biarritz, 1994.

18 Le comte de Barcelone Raymond Borrell (992-1018) avait épousé la fille du comte de Carcassonne, Roger le Vieux. Un demi-siècle plus tard, un autre comte de Barcelone, Raymond Bérenguer I[er], épouse Isabelle de Béziers. Ces deux mariages posent les fondements de l'influence catalane dans le sud de la France.

19 Le mot est tardif; on ne le trouve guère avant la fin du XV[e] siècle; auparavant, les textes parlent de Maures soumis (moros de paz), de Maures du roi (moros del rey) ou encore de sujets maures (vasallos moros), habitudes de vocabulaire que l'on conservera: dans l'Amérique du XVI[e] siècle, on distinguera aussi Indiens soumis (indios de paz) et Indiens sauvages (indios bravos).

20 Après avoir ravagé le territoire de Valence, Alphonse I[er] avait pénétré en Andalousie, était arrivé aux portes de Grenade et avait traversé la province de Cordoue avant de retourner en Aragon.

21 On trouvera même, dans Tolède reconquise, un cimetière où les morts des trois confessions sont réunis.

22 Beaucoup d'actes notariés de cette époque, des testaments, par exemple, sont rédigés en arabe; le castillan ne s'impose définitivement qu'au XIV[e] siècle.

23 Gabriel Martinez-Gros en a donné une traduction française: Ibn HAZM, De l'amour et des amants, Paris, Sindbad, 1992.

24 Il ne faut pas confondre, comme on le fait souvent, culture juive et culture des Juifs. Sainte Thérèse dans l'Espagne du XVI[e] siècle ou Einstein de nos jours ne sont nullement des représentants de la culture juive, mais des Juifs formés dans la culture dominante de leur époque.

25 Au début du XI[e] siècle, un juge musulman de Tolède écrivait, en faisant allusion aux Européens: ces barbares du nord ne nous intéressent pas.

26 Cf. J. N. HILLGARTH, Readers and Books in Majorca. 1229-1550, Paris, 1992.

27 On lui a même prêté l'intention de construire, à Murcie, une sorte d'université (medersa) commune aux chrétiens, aux musulmans et aux Juifs.

28 Cet intérêt pour l'astronomie, qu'on ne distingue pas de l'astrologie, vaudra longtemps à Tolède la réputation d'être une ville spécialisée, en quelque sorte, dans l'occultisme, la magie et les « arts du diable ».

CHAPITRE III

La fin du Moyen Âge (XIIIe-XVe SIÈCLE)

Les conquêtes des XIIe et XIIIe siècles s'expliquent par le dynamisme des royaumes chrétiens qui prennent alors une forme presque définitive. Elles s'accompagnent du développement de l'économie et d'une structuration de la société qui dure jusqu'à la Peste noire, au milieu du XIVe siècle. On entre ensuite dans une période de troubles qui aboutissent en Castille à une révolution politique, dans la couronne d'Aragon à l'instauration d'une dynastie castillane et, dans l'ensemble de la péninsule, à une explosion d'antisémitisme. C'est ce qu'Américo Castro a proposé d'appeler — à juste titre — l'«ère des conflits» dont l'Espagne ne devait sortir, dans le dernier tiers du XVe siècle, qu'avec l'établissement de la double monarchie des Rois Catholiques.

LA COURONNE DE CASTILLE

Deux grands règnes dominent la période, ceux d'Alphonse X le Sage (1252-1284) et d'Alphonse XI (1312-1350) . Tous deux ont achevé de faire de la Castille une grande puissance.

Le développement de l'économie

Les chrétiens avaient mis quatre siècles à occuper les territoires compris entre le littoral cantabrique et le Tage; il leur faut moins de quarante ans, entre la victoire de Las Navas de Tolosa (1212) et la prise de Séville (1248), pour s'emparer de la vallée du Guadalquivir. Toute la moitié sud de la péninsule, du Tage à l'embouchure du Guadalquivir, de Murcie à l'Atlantique, passe alors sous leur domination. Ce changement de rythme

explique non seulement les différences de structure agraire entre le Nord et le Sud, mais aussi les formes nouvelles que prend l'économie, ce qui ne manque pas d'entraîner des conséquences sur l'organisation de la société et dans les mentalités. Les territoires conquis au XIIIe siècle étaient riches et peuplés, mais les musulmans les ont abandonnés soit spontanément, soit sous la contrainte. Pour des raisons de sécurité, les souverains chrétiens décident de chasser les musulmans des villes. Les transferts de populations décidés par Alphonse X provoquent une révolte des mudéjares en 1264, suivie par des expulsions massives. Cette politique entraîne un exode des musulmans. Les élites sociales, culturelles et techniques partent pour Grenade, le gros de la population pour le Maghreb. Séville se vide de ses habitants au lendemain de la conquête. Il faut abandonner l'idée d'une Andalousie dominée par des seigneurs chrétiens qui auraient fait travailler leurs domaines par des mudéjares réduits au servage. En réalité, très peu de musulmans sont restés sur place; ils représentent à peine 0,5 % de la population; l'Andalousie a été repeuplée par des chrétiens venus du nord de la péninsule et qu'on attire en leur donnant des terres. Il serait donc inexact de conclure, comme on le fait souvent, que la Reconquête a facilité la création de grands domaines (latifundios). La situation est plus complexe. En fait, le latifundium andalou a des origines lointaines qui remontent à l'époque romaine. La civilisation arabe n'avait pas modifié en profondeur ce paysage agraire. Au XIIIe siècle, la région attire peu les colons parce qu'elle reste une zone de frontière avec les Maures de Grenade. Ceux qui s'y installent sont des hommes libres et ils sont propriétaires de leurs terres, mais ils ne sont pas assez nombreux. Les souverains confient à des seigneurs la responsabilité de gérer et de coloniser les régions reconquises: les grandes municipalités (Séville, Cordoue...) se voient attribuer des juridictions très étendues; les ordres militaires prennent en charge les zones stratégiques; d'immenses seigneuries sont créées au profit des nobles et du clergé. Tout n'était pas réglé pour autant. La brillante économie urbaine du Sud s'est effondrée. De plus, la colonisation de l'Andalousie met en difficulté celle des campagnes de Tolède, reconquises après 1085: le repeuplement stagne. Le problème crucial reste celui de la main-d'œuvre, trop peu nombreuse et chère. À l'agriculture proprement dite, on réserve les terres les plus fertiles. Le reste — la plus grande partie — est consacré à l'élevage extensif qui exige peu de main-d'œuvre, solution qui s'était déjà

imposée dans la vallée du Duero et surtout dans les territoires situés au-delà du fleuve, les Estrémadures de Léon (autour de Salamanque) et de Castille (les régions d'Avila, de Ségovie, de Cuenca) qui marquèrent longtemps la limite des royaumes de Léon et de Castille. Déjà, on y avait encouragé l'élevage pour mettre ces territoires en valeur. Cette solution l'emporte au XIIIe siècle. En 1273, Alphonse X lui donne un statut juridique en créant le conseil de la Mesta, l'association des éleveurs chargée de développer et de mettre en œuvre la transhumance des moutons.

À l'origine, on appelait mestas des assemblées locales où l'on s'efforçait de rendre à chaque propriétaire ses brebis égarées, mais il ne s'agissait pas seulement du bétail transhumant. La Mesta, telle que l'institutionnalise Alphonse X, ne s'occupe que de la transhumance. Les moutons passent l'été dans les montagnes du Nord. De la fin août à la mi-septembre, ils commencent leur marche vers les herbages de la Manche, de l'Estrémadure et d'Andalousie, des pâturages qui sont retenus plusieurs mois à l'avance et se louent fort cher. Les moutons - chacun porte la marque distinctive de son propriétaire — sont rassemblés en troupeaux (cabanas) placés sous l'autorité d'un maître berger (mayoral), assisté d'un personnel subalterne. Chaque cabaña comprend, en plus des moutons qui se comptent par milliers, des bêtes de somme (chevaux, âne, mulets) pour le matériel et le ravitaillement, une cinquantaine de boucs et de mansos (bêtes châtrées qui servent de guides), des vaches, des porcs, des chiens de garde... Des voies spéciales (canadas) leur sont réservées[1]. La cañada traverse des zones cultivées sur lesquelles les moutons n'ont pas le droit de pénétrer; ce sont les cinq choses interdites: les enclos, les emblavures, les vignobles, les cultures maraîchères et les prairies. Les bois et terrains communaux situés le long des canadas doivent rester accessibles; il est défendu de les clôturer. C'est une première source de conflit entre éleveurs et laboureurs, un conflit qui ressemble à l'histoire des enclosures dans l'Angleterre des Tudor, à ceci près qu'en Angleterre ce sont les paysans qui protestent contre les enclosures, tandis qu'en Castille ce sont les bergers. Dans les deux cas, le but est d'encourager l'élevage des moutons. Sur leur parcours, les troupeaux acquittent des droits de péage [2], en principe destinés au trésor royal; en fait, villes et seigneurs en obtiennent la concession totale ou partielle. Les bergers jouissent aussi d'un certain nombre de privilèges: ils ont le droit de faire du commerce dans les

marchés locaux; ils sont dispensés des lourdes taxes sur le sel, etc. La puissance de la Mesta tient moins à ces privilèges qu'à l'efficacité de son organisation. Des magistrats spéciaux (alcaldes entregadores), secondés par une foule d'auxiliaires (notaires, juristes, avocats, agents d'exécution...), veillent constamment aux intérêts des membres de la Mesta: ils font respecter les canadas et les entretiennent, ils maintiennent en bon état les abreuvoirs, ils défendent les bergers contre les brigands, les paysans, les municipalités... Ces magistrats avaient tendance à étendre abusivement leurs prérogatives et entraient fréquemment en litige avec les justices locales, mais des plaignants qui agissaient en ordre dispersé n'étaient pas de taille à lutter contre une organisation collective qui disposait de moyens juridiques impressionnants et qui, de surcroît, bénéficiait de la protection de la couronne. Jusqu'au XVIe siècle, au moins, la Mesta a été un État dans l'État. Était-elle au service d'une oligarchie? Julius Klein soutient que les petits éleveurs étaient majoritaires; ils représenteraient les trois quarts du total. C'est possible, mais quelle pouvait être leur influence si on la compare à celle des grands aristocrates ou de certains monastères dont les moutons se comptaient par centaines de milliers? La Mesta a favorisé doublement l'aristocratie foncière qui possédait à la fois les troupeaux et les pâturages. Elle a aussi orienté l'activité économique vers le grand commerce d'exportation au détriment de l'artisanat puisque la laine représentait le poste le plus important du commerce extérieur de la Castille. Ainsi s'est mis en place un groupement d'intérêts entre les éleveurs, les négociants et la couronne qui percevait taxes et droits de douane. Ses adversaires ont porté contre la Mesta deux accusations: en privilégiant l'élevage, elle aurait nui au développement de l'agriculture; elle aurait aussi contribué à déboiser la Castille. Ces critique ne paraissent pas entièrement justifiées. Au XIIIe et encore au XIVe siècle, l'élevage était le seul moyen de tirer parti de territoires qu'on avait du mal à peupler et à cultiver; d'autre part, la littérature spécialisée de l'époque décrit des forêts qui ne semblent pas sur le point de dépérir.

Les vicissitudes des reconquêtes du XIIIe siècle rendent compte de la forme que prend alors l'économie castillane, avec le primat de l'élevage sur l'agriculture et l'essor d'un commerce extérieur fondé sur l'exportation des matières premières. Les moutons mérinos — qu'on introduit au XIIe siècle:

on en comptera deux millions et demi à la fin du Moyen Âge — fournissent une laine abondante et de qualité [3]. La laine devient alors, avec le fer de Biscaye, le principal article d'exportation de la Castille; elle entre en concurrence avec la laine d'Angleterre. C'est le point de départ de la richesse économique du royaume et de la fortune de Burgos. Le petit castellum qui était à l'origine de Burgos, ni romain ni même wisigoth, avait été repeuplé, plus probablement fondé, en 884. Au x[e] siècle, Burgos est déjà une agglomération fortifiée, avec sa citadelle. Située sur la partie méridionale du chemin de Saint-Jacques, elle accueille tous les ans des milliers de pèlerins. En 1075, elle devient le siège d'un évêché. Au XIII[e] siècle, la ville compte environ sept mille habitants. En 1221 ou 1222, on pose la première pierre de sa cathédrale, l'un des plus beaux monuments de l'architecture gothique en Espagne ; on met trois siècles à la terminer. La vocation commerciale de Burgos s'explique: la région a peu de ressources naturelles; Burgos se tourne donc vers le négoce pour faire venir de l'extérieur les produits qui manquent et les redistribuer. La ville se transforme en centre collecteur des marchandises à exporter et en redistributeur des biens importés. Sa position géographique s'y prête à merveille: Burgos est située à mi-chemin entre le plateau castillan où abondent les troupeaux de la Mesta et les ports du littoral cantabrique et du pays Basque qui commencent à se développer à la même époque: Castro-Urdiales, San Vicente de la Barquera, Santander, Bilbao... Certains de ces ports se spécialisent dans la pêche à la baleine. À partir du XI[e] siècle, les échanges commerciaux entre l'Espagne chrétienne et l'Occident augmentent tandis que diminuent les transactions avec al-Andalus. Dès 1281, Alphonse X octroie un privilège de protection à tous les marchands de Burgos, Espagnols ou Francs, privilège qui sera confirmé à la fin du XV[e] par la création d'un consulat, le plus important d'Espagne. Ces marchands forment un groupe aristocratique qui prend la direction de la cité; l'un d'eux, Ramôn Bonifaz y Camargo, est l'amiral du roi de Castille et commande la flotte du Cantabrique. Ces marchands commencent à envoyer des agents dans les principales places d'Europe: la France, l'Angleterre, les Flandres. À Bruges, la colonie espagnole, c'est-à-dire burgalaise, qui remonte au moins à 1267, dispose vite d'un quartier et d'une chapelle ; elle vend la laine de Castille ; le fret de retour est constitué par la draperie flamande. Il en est de même en Bretagne ; la présence d'Espagnols à Nantes est attestée dès le XIII[e] siècle.

La Castille possède, au sud, une seconde façade maritime qui, elle aussi, prend son essor au XIII[e] siècle. Les ports de Séville, Puerto de Santa Maria, Sanlúcar de Barrameda, Cadix sont alors en pleine expansion. Là, c'est la pêche au thon que l'on pratique avec succès et aussi le commerce avec l'Afrique et l'Italie; on y échange notamment du blé contre l'or du Soudan. On exporte de l'huile, du blé, du vin, des poissons séchés, des fruits secs, du safran, des cuirs, du mercure, des armes, du savon...; on importe du papier, de la mercerie, des étoffes d'Italie, des draps d'Angleterre et de Flandre. Situés au carrefour des routes commerciales de l'Atlantique et de la Méditerranée, les ports de cette façade constituent des escales précieuses entre l'Italie et l'Europe du Nord. Des Italiens et en particulier des Génois s'installent à Séville. Ils y apportent un esprit nouveau et des techniques — le crédit, la lettre de change... — qui font de Séville, deux siècles avant la découverte de l'Amérique, une place commerciale et financière de premier ordre.

Entre les deux façades maritimes, celle du nord et celle du sud, s'étendent les vastes domaines de la Castille intérieure, séparés par la sierra de Guadarrama qui, à l'époque, est loin de constituer une barrière infranchissable. Elle est, au contraire, traversée par de nombreuses voies qui relient Guadalajara à Ségovie, Tolède à Salamanque, à Valladolid, à Ségovie, à Burgos. Ces voies sont de deux sortes, selon le relief: les unes, les plus lentes, peuvent être empruntées par les charrettes ; les autres sont réservées aux chevaux et aux mulets qui assurent le transport des marchandises. De part et d'autre de la sierra, Ségovie et Tolède font figure de centres de redistribution, l'un en direction de Burgos et des ports du Cantabrique, l'autre vers l'Andalousie. On a ainsi un axe nord-sud qui va de Bilbao à Séville en passant par Burgos, Ségovie et Tolède. C'est cet axe qui commande toute l'activité de la couronne de Castille. Selon les époques, il est orienté vers le nord ou vers le sud, vers les échanges avec l'Europe ou avec l'Orient (et, plus tard, vers l'Amérique). Nous suivons ici les vues développées par Manuel Criado de Val : la Castille n'est pas un bloc ; au Moyen Âge et encore au XVI[e] siècle, on distingue deux regroupements, l'un autour de Burgos, l'autre autour de Tolède. Le premier, plus densément peuplé, a reçu très tôt des influences européennes grâce au chemin de Saint-Jacques, aux moines de Cluny et aux chevaliers francs; le second est plutôt

tourné vers l'Afrique et l'Orient et a gardé plus longtemps l'empreinte de la civilisation islamique. Comme on voit, ce qui caractérise les deux Castilles va bien au-delà des considérations économiques. La poésie épique, les chansons de geste, l'art roman, puis l'art gothique l'emportent au nord; le sud serait le domaine privilégié de l'art hispano-mauresque et, plus tard, du roman picaresque.

Au Moyen Âge, la Castille méridionale n'a pas encore développé toutes ses promesses. C'est plutôt au nord que se concentre l'activité économique, autour de villes dont les unes sont liées au pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle (Saint-Jacques, Oviedo, Léon, Burgos...), les autres aux nécessités de la Reconquête (Salamanque, Avila, Ségovie, Cuenca...) . La croissance de ces villes a entraîné le développement d'un artisanat pour satisfaire les besoins locaux de la population ; des ateliers textiles, par exemple, sont signalés à Zamora, Palencia, Avila, Soria, Ségovie, Cuenca, etc. Les cathédrales gothiques dont on entreprend alors la construction témoignent d'un effort d'embellissement en même temps qu'elles expriment l'enrichissement global du pays: celle de Burgos est commencée en 1221 ou 1222, celle de Tolède en 1223, celle de Léon en 1254. Les quelque cent cinquante miniatures qui illustrent le Livre des échecs, composé à Séville en 1283, témoignent de ce qu'était la société castillane au XIIIe siècle. Sur les cases d'un échiquier, l'artiste a placé des figures qui représentent le roi Alphonse X, son épouse Violante d'Aragon, des chevaliers, des dames, des moines, des soldats, des manants, des Juifs, des mudéjares, etc. Les miniatures qui accompagnent les Chansons (Cantigas) de sainte Marie (poèmes attribués à Alphonse X) offrent des indications analogues. Ces deux manuscrits constituent des documents précieux sur l'habitat, le mobilier, les vêtements et le genre de vie de l'époque. Ils montrent une société qui reste, pour l'essentiel, féodale, agraire et pastorale, mais dans laquelle commence à apparaître une bourgeoisie urbaine, commerçante et artisanale.

La vie politique

Alphonse X le Sage (1252-1284) domine son époque. Personnalité complexe, ce souverain — dont on a vu le rôle dans le développement de ce

qu'on a appelé l'école des traducteurs de Tolède — a été à la fois poète [4], historien[5], amateur d'occultisme... En politique, il a rêvé de devenir empereur et de reprendre le Saint Sépulcre. Le début de son règne coïncide avec la fin des grandes campagnes de reconquête, ce qui lui permet de consacrer une partie de ses efforts à la réorganisation du royaume. Alphonse X cherche à uniformiser le droit et à en finir avec des coutumes qui variaient d'une ville à l'autre. Cette préoccupation le conduit à promulguer deux codes juridiques, le Fuero real (entre 1252 et 1255) et les Sept Parties (Partidas). Inspirés du droit romain, ces recueils visaient à créer un droit commun à l'ensemble de la monarchie et à se substituer aux divers fueros municipaux. Le résultat ne fut pas à la hauteur de ces espoirs.

C'est aussi sous le règne d'Alphonse X que les Cortès commencent à prendre forme. On prétend que cette institution serait née en 1188. De fait, à la fin du XIe et au XIIe siècle, les souverains tiennent de temps en temps des réunions auxquelles ils convient des cives — la petite noblesse? — et des boni homines burgueses qui représentent probablement les villes principales. Ce ne sont sans doute pas encore des Cortès, mais quelque chose qui les préfigure. Au XIIIe siècle, on est bien en présence de Cortès qui comprennent alors des représentants du clergé, de la noblesse et des municipalités. Le roi s'efforce d'obtenir leur accord sur les décisions qu'il juge les plus importantes sans qu'il faille en conclure que ces assemblées partageaient avec lui le pouvoir législatif. À partir d'une date difficile à préciser, le clergé et la noblesse cessent d'assister régulièrement aux réunions des Cortès qui ne comprennent plus désormais que des représentants des villes, et encore, pas de toutes les villes; au XVe siècle, seules dix-sept d'entre elles jouiront de ce privilège.

Alphonse X s'est appuyé sur les Cortès pour procurer à la couronne les revenus réguliers que les tributs des Etats musulmans ne lui assuraient plus. Il s'agit essentiellement des impôts directs (servicios) que paient les roturiers et de la fiscalité indirecte: taxes sur la transhumance, droits de douane, produits des biens propres de la couronne (péages, salines, mines de fer, impôts payés par les Juifs et les mudéjares...) ; un siècle plus tard, Alphonse XI y ajoute l'alcabala, taxe d'environ 10 % sur les transactions commerciales. Comme ces revenus ne suffisent pas, la couronne prend l'habitude de demander des contributions au clergé; elle perçoit notamment

pour son compte les deux neuvièmes des dîmes — tercias reales. Pour obtenir des ressources complémentaires, elle a recours à des expédients: dévaluation de la monnaie et emprunts forcés.

Le roi doit compter sur deux groupes politiques d'importance inégale: les nobles et les villes.

Le mouvement de colonisation qui va de 1050 à 1250 environ est le fait différentiel qui a empêché la féodalité castillane de connaître le même développement que dans le reste de l'Europe. Ici, les souverains ont eu moins de raisons qu'ailleurs de déléguer une partie de leurs prérogatives; ils ont toujours réussi à maîtriser la situation. Pour les nobles, l'arrêt de la Reconquête a signifié la fin du butin facile. Ils se tournent alors vers le roi pour obtenir des terres, des pensions, des droits. Ils se mettent à son service pour mériter sa faveur ou bien ils cherchent à lui arracher des concessions. Dans tous les cas, tout dépend du monarque. C'est ce qui rend fragile la thèse d'Américo Castro selon laquelle les circonstances auraient imposé en Castille un régime de castes fondé sur la religion que pratiquaient les uns et les autres: les chrétiens se seraient réservé les fonctions de commandement, laissant aux mudéjares les tâches d'exécution et aux Juifs les activités financières et culturelles. Ce que l'on sait de la société castillane montre que ce schéma ne s'applique pas. Si tous les seigneurs étaient chrétiens et beaucoup de Juifs financiers ou commerçants, il y avait aussi beaucoup de chrétiens pour travailler la terre et s'occuper de négoce et d'artisanat; quant aux musulmans, comme on l'a vu, la plupart avaient été expulsés des territoires reconquis. La féodalité ne s'est pas implantée avec les mêmes formes qu'ailleurs, mais la Castille a connu un régime seigneurial très développé qui lui ressemble beaucoup, avec une hiérarchie nobiliaire nettement marquée. On trouve au sommet les riches hommes (ricos hombres), au-dessous les hidalgos qui ont succédé aux infanzones et des chevaliers qui peuvent être de deux sortes: les uns sont nobles de naissance ; les autres sont les descendants des chevaliers vilains (caballeros villanos) des premiers siècles de la Reconquête, c'est-à-dire des roturiers qui ont les moyens d'acheter des armes et des chevaux et de participer ainsi à la guerre contre le Maure. Au XIIIe siècle, avec l'arrêt des combats, ces deux dernières catégories finissent par se fondre en une seule au sein des oligarchies municipales.

L'une des originalités de la Castille médiévale — elle se prolongera jusqu'à l'époque moderne — est, en effet, l'existence de seigneuries municipales. Certaines villes — et non des moindres : Valladolid, Ségovie, Tolède, sans parler des municipalités d'Andalousie—se comportent comme des seigneurs collectifs à l'égard du territoire (alfoz) qu'elles administrent, un territoire qui équivaut parfois à toute une province. Les campagnes sont, par rapport à la ville-capitale, dans la même situation de subordination et de dépendance que les paysans (vasallos) soumis à un seigneur laïque ou ecclésiastique. A supposer qu'elle ait jamais existé, l'ancienne démocratie municipale est remplacée, à partir du XIIIe siècle, par un patriciat urbain presque entièrement composé de nobles ou de bourgeois enrichis qui s'assimilent progressivement aux nobles. On est bien renseigné sur le cas de Burgos, qui est loin d'être une exception. Ces oligarchies municipales ont une réalité sociale : la fortune foncière ou mobilière, et un style de vie: l'idéal nobiliaire.

La réforme municipale d'Alphonse XI (1312-1350) se borne à prendre acte de cette évolution. Sous prétexte de mettre un terme aux conflits auxquels donnaient lieu les assemblées générales d'antan, elle revient à remettre officiellement le pouvoir à des oligarchies. Les villes seront désormais régies par un corps restreint d'échevins (regidores) nommés par le roi qui s'efforce d'établir un équilibre entre les factions rivales: les clans des Tovar et des Reoyo se partagent les postes à Valladolid, les hidalgos et les bourgeois à Séville, et ainsi de suite. En théorie, ces échevins devaient être nommés pour une durée limitée. En fait, ils se maintiennent en fonctions, leur vie durant, en attendant, dans une deuxième étape, au XVe siècle, que les charges deviennent héréditaires dans une même famille. Pour contrôler les municipalités et éviter les abus, Alphonse XI imagine deux contrepoids: des magistrats royaux viennent périodiquement inspecter le fonctionnement des institutions locales; dans certaines villes, des jurats, qui sont censés représenter la population, peuvent être désignés pour jouer, en quelque sorte, le rôle de tribuns de la plèbe. En réalité, échevins et jurats se recrutent dans les mêmes groupes sociaux et défendent les mêmes intérêts. La réforme d'Alphonse XI consacre la mainmise des oligarchies sur le pouvoir municipal.

LA COURONNE D'ARAGON

Les successeurs de Pierre II, battu et tué lors de la bataille de Muret (1213), renoncent à l'ambition de constituer un grand État pyrénéen et méditerranéen qui irait de Barcelone à Nice. Ils ne conservent, au-delà des Pyrénées, que la Cerdagne et le Roussillon, ce qui leur vaudra d'interminables conflits diplomatiques et militaires avec le royaume de France jusqu'au traité des Pyrénées (1659) qui consacre la réunion de ces territoires à la France. Après 1213, ce n'est plus au nord que la couronne d'Aragon cherche à s'étendre, mais à l'est, sur mer. La première étape est marquée par l'occupation des îles Baléares; Majorque est prise en 1229, Ibiza en 1235, Minorque en 1287. Dans un second temps, Pierre III le Grand intervient en Sicile d'où la révolte des Vêpres siciliennes (1282) a chassé les Angevins. Des mercenaires catalans, les Almogavares, en entreprennent la conquête. Une partie d'entre eux, sous les ordres d'un chef de guerre, Roger de Flor, se porte ensuite au secours de Byzance, menacée par les Turcs. Roger de Flor est assassiné en 1305. Ses compagnons occupent alors le duché d'Athènes (1311) qu'ils transforment en une sorte de république militaire ; un peu plus tard, ils créent, sur le même modèle, le duché de Néopatrie, au sud de Thessalonique, territoires qui passeront, à la fin du siècle, sous l'autorité de la couronne d'Aragon [6]. La politique méditerranéenne de Jacques II (1291-1327) a des objectifs analogues. Ce roi renonce à la Sicile, qu'il cède à son frère Frédéric, mais il s'installe durablement en Corse et en Sardaigne. Il caresse même, un moment, l'idée de soumettre Pise, ce qui lui aurait donné la maîtrise de la Méditerranée occidentale. Pierre le Cérémonieux (1336-1387) poursuit la politique antérieure. À la mort du roi Frédéric (1377), il fait valoir ses droits à la couronne de Sicile, mais il doit y renoncer devant l'opposition du pape et des Angevins. Il faudra attendre encore un siècle pour que la Sicile soit rattachée à la couronne d'Aragon. Rois de Sicile, c'est le premier titre que porteront Isabelle et Ferdinand, les futurs Rois Catholiques, avant de monter sur le trône de Castille.

Ces conquêtes territoriales sont le signe d'un expansionnisme commercial qu'il faut mettre au compte des Catalans. Ce sont eux qui, dans la couronne d'Aragon, forment l'élément le plus dynamique et le plus entreprenant. Les

marins catalans sont partout en Méditerranée. Barcelone est à la tête d'un Empire commercial qui s'étend loin vers l'est. Sa bourgeoisie marchande, sûre d'elle, forte de ses succès, a le sentiment de jouer un rôle qui dépasse de loin le cadre urbain et même régional. C'est à une échelle internationale, dans tout le bassin méditerranéen, que Barcelone déploie ses initiatives et développe ses contacts, ses échanges et son influence. La ville compte alors quelque quarante mille habitants. Une vingtaine de familles — les citoyens honorables — y occupent la première place. Ce ne sont pas des nobles, mais des banquiers, des armateurs, des drapiers, des propriétaires fonciers aussi : beaucoup possèdent des vignes à la campagne. La richesse et la puissance de cette bourgeoisie se manifestent dans les bâtiments qu'elle fait construire: le salon du Tinell (1370) du palais de Barcelone, la chambre de commerce (Lonja), les palais de la municipalité et de la généralité, des hôtels particuliers...

Les bases de cette prospérité ? Le négoce, la production spécialisée, la draperie. Barcelone n'est pas seulement un port et une place de commerce; c'est aussi un centre industriel — les artisans forment 80 % de la population -, une agglomération qui abrite le dixième des habitants du principat et qui draine les ressources de l'arrière-pays : produits alimentaires (vin: il suffit aux besoins locaux; viande, qu'il faut parfois faire venir d'Aragon; huile, fruits secs qu'on exporte; blé qu'on importe de Sicile ou du Languedoc; safran, culture spéculative au profit de laquelle on a délaissé les céréales et dont l'exportation permet de compenser le déficit des autres produits alimentaires), minerais et matières premières industrielles (la Catalogne importe du cuivre, de l'étain, des produits métallurgiques, de la cire, des cuirs, du corail, du chanvre, du lin, du coton, de la soie; elle exporte du mercure et de l'antimoine). Ce négoce entretient un artisanat diversifié qui satisfait les besoins quotidiens de la population sans parler des métiers de luxe (le sucre, l'argent, la coutellerie, le cuir, les bijoux de corail) et surtout d'une draperie importante dont l'essor date des années 1293-1313. Le commerce assure à la ville sa prospérité. Il rayonne dans plusieurs directions : la péninsule Ibérique (bassin de l'Èbre, le littoral du Levant); le secteur continental, depuis le Midi languedocien, fournisseur de blé et de pastel, acheteur de draps et de produits réexportés — sucre, alun, fruits secs, coton, épices, etc., jusqu'aux Pays-Bas et à l'Angleterre en passant par

les pays du Rhône et de la Saône) ; la péninsule italienne (Toscane, mais les Catalans s'y heurtent à la concurrence de Gênes et de Venise), la Méditerranée moyenne (Sardaigne, Naples, Sicile, Afrique du Nord) et, enfin, ce qu'on appelle l'outremer: Rhodes, la mer Egée, la Syrie, l'Égypte. Barcelone tire son importance économique du fait qu'elle est un centre d'échanges; la marine marchande, le safran et la draperie sont ses atouts, mais ce rôle d'intermédiaire la rend vulnérable aux fluctuations de la conjoncture. Au XIVe siècle, la ville est à l'apogée de sa puissance. Cette époque restera longtemps dans la mémoire collective des Catalans qui ne se consoleront jamais d'avoir perdu, au milieu du XVe siècle, cette suprématie.

La prospérité de Barcelone éclipse le reste de la confédération. Dans les campagnes catalanes, la situation des paysans se dégrade dans la seconde moitié du XIIIe siècle. C'est alors qu'apparaissent les mauvais usages qui confèrent aux seigneurs des pouvoirs exorbitants: ils prennent le tiers de l'héritage d'un paysan mort intestat, perçoivent un pourcentage sur les biens d'une femme adultère, ont droit à une indemnité si un incendie détruit une ferme... Depuis 1123, les seigneurs font aussi obligation aux paysans qui voudraient quitter leur exploitation de verser une somme d'argent; c'est ce qu'on appelle le droit de rachat (remensa). C'est une façon de transformer les paysans en serfs attachés à la glèbe. D'une façon générale, dans les pays de la couronne d'Aragon, la condition des paysans est beaucoup plus dure et précaire que dans la couronne de Castille et les nobles y sont beaucoup plus puissants. Paradoxalement, les musulmans, nombreux dans le royaume de Valence et au sud de l'Èbre, dans les vallées du Jalón et du Jiloca, semblent plus favorisés que les paysans chrétiens; c'est qu'en principe les mudéjares dépendent directement du roi et, même quand ils travaillent sur les terres des seigneurs, ils ne peuvent faire l'objet de mauvais traitements. Il n'en va pas de même pour les paysans chrétiens dont le sort ne cesse d'Empirer. Les seigneurs ont le monopole des moulins, des pressoirs, des fours, des bains publics ; ils ont en fait pleins pouvoirs sur leurs sujets; ils peuvent les condamner et même les mettre à mort s'ils manquent à leurs devoirs, s'ils cherchent à changer de résidence et, à plus forte raison, à se rebeller. Depuis 1247, les Fueros d'Aragon donnent aux seigneurs le droit de faire mourir de faim, de soif et de froid un serf qui aurait tué un autre serf.

Contre cette prépondérance de la noblesse, les institutions politiques peuvent peu de chose. La couronne d'Aragon se définit par ce qu'on a appelé le pactisme : les institutions sont censées limiter l'autoritarisme du souverain et exiger qu'il respecte les libertés des territoires, en vertu d'une sorte de contrat entre lui et son peuple. Les Cortès sont conçues comme un contrepoids à l'arbitraire. À la différence de ce qui se passe en Castille, elles comprennent des représentants de toutes les catégories: la noblesse, le clergé et les municipalités; ce sont les bras que l'on retrouve dans chacune des composantes de la confédération, en Aragon, en Catalogne et à Valence, à ceci près que, dans le royaume d'Aragon, le bras aristocratique est dédoublé : la haute noblesse des riches hommes et la petite noblesse des chevaliers ont chacune leur bras. Le rôle des Cortès est de veiller à la défense des fueros. Chaque session commence ainsi par un exposé des abus qui ont été commis depuis la dernière réunion et ce n'est qu'après avoir reçu des apaisements au sujet de ces doléances qu'on passe à la suite de l'ordre du jour et notamment à l'examen des demandes fiscales présentées par le souverain. Dans les pays de la couronne d'Aragon, le souverain ne dispose que des ressources que les Cortès veulent bien lui accorder; il n'a aucun moyen d'imposer sa volonté ; de plus, seules ont force de loi les mesures décidées aux Cortès. Dans l'intervalle des sessions, une délégation permanente (la députation) contrôle la perception des impôts et l'utilisation des fonds publics. Pour garantir son indépendance, cette députation est couverte par l'immunité judiciaire; ses décisions ne sont pas susceptibles d'appel. En Catalogne et à Valence, cette députation prend le nom de généralité : elle est censée représenter les intérêts généraux du pays. Ces règles générales se retrouvent dans toutes les composantes de la couronne et sont parfois complétées par des institutions qui vont dans le même sens. La plus connue est celle du justicia du royaume d'Aragon, haut magistrat désigné par le roi parmi les nobles, juge suprême qui est aussi chargé de dire le droit, d'interpréter les fueros et de qualifier les atteintes à ces mêmes fueros.

Ces institutions limitent sérieusement les initiatives des souverains. Contrairement à ce qui se passe en Castille, où leur liberté d'action est plus grande, au moins en théorie, dans la couronne d'Aragon, les souverains doivent constamment rendre des comptes, se justifier, satisfaire les

revendications de leurs sujets; ils sont liés par une foule de prescriptions juridiques qui s'accroissent avec le temps, à chaque session des Cortès. Cette singularité a fini par créer une légende autour des libertés de la couronne d'Aragon et de ses institutions, parfois qualifiées hâtivement de démocratiques [7]. Ces institutions ont-elles vraiment assuré la représentation du royaume face au souverain ? On peut en douter. En Catalogne, la bourgeoisie de Barcelone exerce une influence prépondérante, compensée par le pouvoir des seigneurs dans les campagnes. A Valence, ce sont les seigneurs qui l'emportent largement. C'est encore plus vrai dans le royaume d'Aragon où la noblesse et le clergé écrasent les autres éléments, en raison de leur richesse foncière ; les deux réunis possèdent les deux tiers du territoire, la palme revenant au clergé : les évêchés de Huesca, de Saragosse, de Lérida, de Tarazona, les grands monastères cisterciens (Piedra, Rueda...) et les ordres militaires (Saint-jean-de-Jérusalem, Saint-Sépulcre, Calatrava, Montesa) sont les plus gros propriétaires du royaume. On a vu comment les seigneurs usaient de cette puissance. On est loin d'institutions représentatives, encore plus loin d'une ébauche de démocratie. On est au contraire en plein archaïsme.

LE TEMPS DES TROUBLES

Dans la deuxième moitié du XIVe siècle, toute l'Europe est affectée par les effets de la Peste noire qui déferle à partir de 1348. La péninsule Ibérique n'est pas épargnée. L'épidémie semble même y avoir trouvé un terrain favorable dans une société qui, depuis plusieurs années déjà, connaissait des difficultés économiques: une série de mauvaises récoltes y avaient provoqué des hausses de prix et des disettes, cela au moment où les souverains alourdissaient la fiscalité pour combler le déficit des finances publiques. La peste frappe des populations affaiblies et produit des conséquences catastrophiques. La mortalité atteint des proportions effrayantes. Dans certaines régions, les trois quarts des habitants meurent. Les campagnes se vident et sont livrées à des bandes de pillards. On cesse de cultiver beaucoup de terres. La main-d'œuvre se raréfie et les salaires montent, ainsi que les prix. La couronne et les seigneurs voient leurs revenus diminuer et cherchent à les maintenir au niveau antérieur, la

première en recourant à la dévaluation et à la fiscalité, les seconds en exerçant une pression accrue sur les paysans, en se tournant, quand ils le peuvent, vers des activités commerciales ou encore en s'adressant à l'État dont ils attendent des compensations sous forme d'offices publics, de pensions ou de concessions de terres. Les équilibres politiques et les rapports sociaux antérieurs sont bouleversés. Cette crise générale entraîne, dans quatre des cinq États de la péninsule - le Portugal, la Navarre, la Castille et l'Aragon -, des conséquences comparables : des conflits sociaux qui aboutissent à la formation d'une noblesse nouvelle et des révolutions politiques qui s'accompagnent d'un changement dans les dynasties régnantes; la montée de l'antisémitisme. L'émirat de Grenade paraît alors marginal par rapport aux quatre autres.

Le Portugal

Le Portugal est le plus petit des États chrétiens issus de la Reconquête ; il est aussi le premier à réaliser son unité nationale. Dès 1238, il a atteint ses frontières définitives. En une vingtaine d'années, au début du XIIIe siècle, le Portugal annexe tout le territoire compris entre le Tage et l'Algarve. Pour préserver son indépendance, que pourrait menacer la Castille voisine, il se tourne en 1373 vers l'Angleterre ; l'alliance anglaise sera désormais une constante de la diplomatie portugaise. Quelques mois avant de mourir, en 1383, le dernier souverain de la dynastie bourguignonne, Ferdinand, a marié sa fille Béatrice au roi Jean Ier de Castille, ce qui inquiète certains secteurs. La crise des années 1383-1385, à la fois dynastique, sociale et nationale, voit s'af fronter d'une part les nobles, plutôt favorables à la Castille et d'autre part les bourgeois et le menu peuple. Un bâtard de la famille royale, le maître de l'ordre militaire d'Avis, prend la tête des opposants et se fait-proclamer roi sous le nom de Jean Ier. Les Castillans tentent d'imposer par la force leur candidat; ils assiègent Lisbonne, mais, le 14 août 1385, subissent à Aljubarrota une défaite qui les oblige à repasser la frontière et à renoncer provisoirement à leurs prétentions. L'affaire laisse des traces; la paix ne sera signée qu'en 1411.

La personnalité du Portugal est sauve, mais la crise a fait des victimes, notamment la noblesse traditionnelle qui a soutenu le prétendant castillan;

le nouveau pouvoir confisque des terres qui lui appartenaient pour récompenser ses propres partisans. Certains de ces aristocrates fuient dans le royaume voisin où ils essayent de refaire leur fortune; quelques-uns y réussiront; ainsi se crée, en Castille, un parti portugais qui fera entendre sa voix dans les années suivantes. Au Portugal, des hommes nouveaux acquièrent domaines et influence. La nouvelle dynastie et la nouvelle classe dirigeante, plus entreprenante que l'ancienne, orientent le Portugal vers l'outremer. C'est le point de départ d'une expansion extraordinaire pour ce pays qui, à l'époque, compte moins d'un million d'habitants. Depuis longtemps, des négociants venaient acheter au Maroc des céréales; l'or, que des caravanes acheminent depuis le Soudan, les attire de plus en plus, ainsi que les épices que l'Europe se procurait par une série d'intermédiaires. Les Portugais conçoivent le projet d'aller chercher les épices directement sur les lieux de production, dans l'Asie du Sud-Est. C'est cette perspective qui inspire leur progression dans l'Atlantique sud; il s'agit de contourner l'Afrique pour établir une liaison directe avec l'Inde et la Chine. À ces motivations d'ordre économique s'ajoutent des préoccupations politiques, voire spirituelles, le désir de poursuivre, au-delà du détroit, la lutte contre l'islam. Ceuta est occupée en 1415, mais le Maroc n'est pas une proie facile. Le Portugal finit par y renoncer après la désastreuse expédition montée contre Tanger, en 1437. Il se lance alors dans une entreprise autrement ambitieuse : la conquête des îles à sucre de l'Atlantique sud, Madère (1423-1425), les Açores (1427-1450), les îles du Cap-Vert (1457), les Canaries, mais là, les Castillans leur disputent le terrain. Un homme symbolise l'entreprise africaine des Portugais : Henri le Navigateur, troisième fils de Jean Ier, qui met sa fortune et son influence au service des explorations et du commerce. À la fois chevalier, savant et marchand, il s'installe à Lagos, au sud du Portugal, construit une flotte, recrute des marins, des pilotes, des cartographes, des mathématiciens. Le cap Saint-Vincent devient le laboratoire où se prépare l'expansion coloniale. En 1434, les Portugais atteignent le cap Bojador. Dix ans plus tard, ils arrivent à l'embouchure du Sénégal et font de fréquents voyages dans ce qui va devenir la rivière de l'or (Rio de oro) et en Guinée ; ils en ramènent de l'or et des esclaves.

Au milieu du xve siècle, le Portugal paraît bien engagé dans ce qui relève désormais non plus de l'exploration, mais de l'exploitation de l'Afrique

noire. Il n'y a du reste qu'un seul mot en portugais (explorar) pour désigner deux opérations qui d'ordinaire sont successives et qui, ici, sont presque simultanées. Cependant, le Portugal n'a pas tout à fait renoncé à intervenir dans les affaires de la péninsule. En 1428, le roi Duarte épouse Éléonore, fille de Ferdinand d'Aragon, tandis que d'autres infantes s'unissent à des princes castillans. C'est dire qu'en dépit des rivalités historiques les familles régnantes ne perdent pas l'espoir de réa liser l'unité dynastique d'au moins une partie de la péninsule.

La révolution Trastamare en Castille

Pour lutter contre l'insécurité dans les campagnes, les grandes municipalités de Castille réagissent comme elles l'ont fait plusieurs fois dans le passé : elles forment des fraternités (hermandades), c'est-à-dire qu'elles financent elles-mêmes des compagnies de soldats qui se prêtent main-forte. Une brigade prend en chasse un groupe de malfaiteurs, puis passe le relais à la brigade voisine et ainsi de suite jusqu'à ce que le groupe ait été mis hors d'état de nuire. Les apiculteurs de la région de Tolède, de Talavera et de Ciudad Real s'étaient déjà organisés de cette façon pour protéger leurs ruches ; les ports du littoral cantabrique faisaient de même pour surveiller les côtes. La Fraternité générale (Hermandad general) mise en place dans la première moitié du xiv[e] siècle a une tout autre portée. Elle apparaît comme un groupe de pression face au pouvoir royal et à la noblesse. On cherche à se prémunir contre la tendance du premier à la centralisation et contre les tentatives d'accaparement de la seconde. Sous prétexte de lutter contre la délinquance, la Fraternité générale revient à doter les villes de forces armées autonomes. Cette prétention ne se comprend que dans une situation de crise de l'autorité publique.

La crise a eu aussi des répercussions sérieuses pour les seigneurs. Des villages ont disparu; dans ceux qui restent, la production a baissé. Pour retenir les paysans, les seigneurs sont obligés de payer des salaires élevés. Pour compenser la diminution de leurs revenus, ils sont tentés de remettre en vigueur des droits tombés en désuétude et de ne consentir que des baux à court terme qu'on révise à la hausse à chaque renouvellement. En même temps, ils se tournent vers le roi pour obtenir des rentes ou des offices

rémunérateurs. Dans ce cas aussi, se pose un problème d'autorité : le pouvoir royal est-il en mesure de s'opposer efficacement aux intérêts particuliers et à la vague de revendications?

Il se trouve que la Peste noire et ses conséquences sociales coïncident exactement avec une crise du pouvoir royal. Alphonse XI meurt en 1350. Son fils Pierre Ier le Cruel lui succède, mais son autorité est contestée. Le nouveau roi donne l'impression de s'appuyer sur les éléments les plus dynamiques du pays : les secteurs engagés dans le commerce international, les villes marchandes (Burgos, Zamora, La Corogne, Séville...). Les cités aristocratiques (Salamanque, Tolède...), la noblesse terrienne, le clergé et les ordres militaires passent à l'opposition. Peut-on parler d'un affrontement entre bourgeois et aristocrates, entre une Castille continentale, agraire et conservatrice, et une Castille périphérique, progressiste, tournée vers la mer et les profits du commerce ? La crise ne se ramène pas à ces contrastes régionaux ; elle concerne l'ensemble du pays; en venir à bout exige des changements de plusieurs ordres, sociaux et politiques, une réorganisation en profondeur de la société issue de la Reconquête. C'est le sens de la révolution Trastamare.

Latent pendant une quinzaine d'années, le conflit dégénère en guerre civile en 1366. Cette année-là, les opposants se regroupent autour du comte de Trastamare, Henri, fils bâtard d'Alphonse XI. En 1367, les Cortès de Burgos déclarent que Pierre le Cruel est un tyran malfaisant qui s'est donné à lui-même le titre de roi et elles reconnaissent son demi-frère Henri comme souverain légitime. Il faut replacer cet épisode dans le contexte international. D'une certaine façon, la guerre civile de Castille est un aspect de l'affrontement général connu sous le nom de guerre de Cent Ans. L'intervention de la France et de l'Angleterre influe sur son déroulement et son résultat. Les premiers combats sont plutôt favorables aux opposants. Pierre le Cruel se réfugie en Gascogne où il obtient l'appui du prince de Galles, Édouard. Les mercenaires anglais lui permettent de revenir en force en Espagne et de battre son rival à Nájera (1367). C'est au tour d'Henri de Trastamare d'aller chercher des appuis à l'étranger. Il fait alors alliance avec la France. Duguesclin et ses compagnies se mettent à son service. Le sort de la guerre se joue à Montiel, en mars 1369. Pierre le Cruel, battu, s'est enfermé dans la forteresse. Sous prétexte de négocier, Duguesclin l'attire à

l'extérieur, dans la nuit du 27 au 28 mars, et lui donne rendez-vous dans sa tente... où l'attend son rival. Les deux frères se battent alors au couteau. Ils roulent à terre sous les yeux de Duguesclin qui, d'un coup de pied, renverse la position des adversaires : Henri a maintenant le dessus; il en profite pour poignarder Pierre.

Cet assassinat fait de Henri II le maître de la Castille. Le régime qu'il met en place introduit des modifications profondes. La plus significative est la création d'une nouvelle noblesse. L'ancienne avait disparu, ruinée par la crise, par l'inflation et par la guerre civile. Or Henri II ne conçoit pas un royaume sans une élite de cadres, c'est-à-dire sans noblesse. La tâche du premier des Trastamares a été de reconstituer la noblesse sur de nouvelles bases, non pas en aliénant une partie du patrimoine royal pour récompenser ses partisans (les fameux cadeaux qu'on reprochera par la suite à Henri II : las mercedes enriqueñas), mais en déléguant des pouvoirs et en créant des offices qui, à leur tour, procurent des revenus à leurs titulaires. Henri II donne moins des terres en pleine propriété que la juridiction sur des terres et sur leurs habitants. C'est l'origine de ce qu'on appelle, dans la Castille du xve siècle, les seigneuries (señoríos) dont l'étendue et les contours varient en fonction des décisions du souverain et des rapports de force. La seigneurie devient l'assise sociale de la nouvelle noblesse. Henri II commence par créer des fiefs pour ses proches : le duché de Benavente, le marquisat de Villena, les comtés de Medinaceli, de Carrión, d'Alburquerque, de Niebla... Son successeur, Jean Ier (1379-1390), fonde le principat des Asturies, destiné à garantir la sécurité de l'héritier du trône, à partir du moment où il a été reconnu comme tel par les Cortès. Dans le même temps, apparaissent les grandes familles appelées à remplir les annales de l'Espagne moderne : les Mendoza, Manrique, Velasco, Ayala, Ponce de León, Zúñiga, Álvarez de Toledo, qui sont à l'origine des grandes maisons : les duchés ou les comtés de l'Infantado, de Nájera, de Frías, d'Arcos, d'Albe, de Fuensalida... Les successeurs immédiats de Henri II suivront la même politique. Ils créent encore des seigneuries et des titres de noblesse, ainsi que des charges, comme celles de connétable ou d'amiral qui, avec le temps, deviendront purement honorifiques et héréditaires, la première dans la famille des Velasco, la seconde dans celle des Enríquez.

Ces transformations sociales s'accompagnent d'une évolution politique qu'Alphonse X a amorcée, mais que les premiers Trastamares - Henri II (1369-1379), Jean Ier (1379-1390) et Henri III (1390-1406) — poursuivent systématiquement avec l'aide de juristes nourris des doctrines du droit romain. L'objectif est de renforcer le pouvoir royal et d'en faire la source principale du droit. Le roi s'attribue tous les pouvoirs en matière de justice et d'ordre public. Le Conseil du roi devient l'organe essentiel du gouvernement. En 1371, Henri III promulgue une série de dispositions qui visent à créer une haute cour de justice, l'Audience, appelée à connaître directement des litiges entre municipalités ou seigneurs et à servir de juridiction d'appel pour les particuliers. L'Audience, composée de huit magistrats professionnels et présidée par un évêque, est d'abord itinérante avant de s'installer à poste fixe, à Valladolid, à la fin du xive siècle. La tendance à concentrer les pouvoirs au sommet se fait au détriment des corps intermédiaires, notamment des Cortès qu'on réunit le moins souvent possible et qui sont de moins en moins représentatives ; elles ne sont plus composées que des députés de dix-sept villes ; la noblesse et le clergé ne s'y font plus représenter et préfèrent traiter directement de leurs problèmes avec le souverain, ce qui ne va pas sans risques ; les deux groupes, surtout le premier, guettent le moindre signe de faiblesse chez le souverain pour lui arracher concessions et prérogatives nouvelles.

L'histoire de la Castille sous les règnes de Jean II (1406-1454) et de Henri IV (1454-1474) est occupée par le conflit entre une oligarchie nobiliaire restreinte - deux douzaines de familles, au plus - et des souverains sans grande personnalité. Les nobles bénéficiaires des largesses des premiers Trastamares ne remettent pas en cause l'institution monarchique; ce qu'ils souhaitent, c'est, au mieux, partager le pouvoir avec elle, au pire, la mettre sous tutelle en la privant de toute autorité réelle. Les circonstances favorisent ces visées. Henri III meurt en 1406. Son fils et successeur, Jean II, a tout juste un an. Son oncle Ferdinand exerce la régence. Il rêve d'une couronne; il l'aura, six ans plus tard, en devenant roi d'Aragon. En attendant, il profite de la situation. Il possède, au centre de la Castille, des domaines étendus, gros producteurs de laine et de blé, qui lui procurent des revenus substantiels. Cette fortune lui permet de dépenser beaucoup d'argent en fêtes et en banquets; il organise des tournois et des cours

littéraires; il prend aussi la tête de chevauchées contre les Maures de Grenade. L'une d'elles, qui aboutit à la prise d'Antequera en 1410, le rend célèbre; on ne l'appelle plus désormais que Ferdinand d'Antequera. Le régent a le sens de la famille. Il veille à installer ses enfants dans des situations lucratives. Sanche († 1416) est fait maître de l'ordre d'Alcántara, Henri maître de Saint-Jacques, Jean - futur roi d'Aragon - duc de Penafiel. Quand Ferdinand devient roi d'Aragon, en 1412, il continue à s'intéresser de près aux affaires de Castille et ses fils - qu'on appelle maintenant les infants d'Aragon - sont les véritables maîtres du royaume, même après que Jean II a été déclaré majeur, en 1419.

Cette mainmise inquiète la noblesse qui trouve en Álvaro de Luna un chef de file intelligent et efficace. Álvaro de Luna est un parvenu, un bâtard, petit-neveu du pape Benoît XIII. Il s'impose rapidement. En 1420, il « libère » le roi, entendons qu'il devient son homme de confiance, son conseiller, son favori. Alors commence un jeu à trois partenaires : le favori, les infants d'Aragon et les nobles. La partie se déroule en trois temps :

— Álvaro de Luna s'allie d'abord aux nobles sur le thème : la Castille aux Castillans. Il présente les infants d'Aragon comme le parti de l'étranger. Le roi d'Aragon intervient militairement pour soutenir ses fils, mais Álvaro de Luna est le plus fort. Les infants d'Aragon doivent quitter le pays (1420-1430).

- Álvaro de Luna entreprend alors de rétablir l'autorité du roi et de lui rendre ses prérogatives. Il veut un pouvoir royal fort. Les nobles l'accusent de nourrir des ambitions personnelles et se retournent contre lui, en 1437, avec l'aide des infants d'Aragon qui reviennent en force et occupent des positions hégémoniques dans le royaume ; l'Andalousie presque tout entière est placée sous l'autorité de l'infant Henri [8]. En mai 1445, Álvaro de Luna écrase ses adversaires à Olmedo.

- Álvaro de Luna est maintenant au sommet de sa puissance. Il agit dans deux directions : sur le plan diplomatique, pour combattre l'influence de l'Aragon, il se rapproche du Portugal et pousse le roi à se remarier avec une infante portugaise; à l'intérieur, il croit faire preuve de sens politique en composant avec les nobles et en leur distribuant terres et titres. La manoeuvre échoue. Les nobles, bien

loin de désarmer, mettent de leur côté l'héritier du trône, le futur Henri IV. Cette conjuration oblige Jean II à se séparer d'Álvaro de Luna et à le traduire en justice. Le favori est arrêté en avril 1453 et décapité à Valladolid, le 3 juin suivant.

Álvaro de Luna n'était pas désintéressé - il a profité de son passage au pouvoir pour s'enrichir -, mais sa défaite est celle du pouvoir royal qu'il voulait rendre plus fort et libérer de la tutelle des nobles. La déclaration aux Cortès de 1445, après la victoire d'Olmedo, est très explicite sur ces intentions : « Que personne n'ose porter la main sur le roi ni dire ni même penser du mal de lui, car il a reçu l'onction divine; on doit le tenir pour le vicaire de Dieu [...]. Résister au roi, c'est comme résister aux ordres de Dieu. » Avant et après sa mort, les partisans d'Álvaro de Luna l'ont parfois comparé à Jeanne d'Arc; comme la Pucelle, Álvaro de Luna a été abandonné par le souverain qu'il cherchait à exalter[9]. La comparaison suggère que l'idée d'un pouvoir royal fort, au-dessus des factions aristocratiques, faisait son chemin.

Jean II meurt en 1454. Henri IV lui succède. Jamais personne n'aura été plus vilipendé que lui. Les chroniqueurs du temps des Rois Catholiques — il est vrai qu'ils avaient intérêt à noircir le tableau — ne lui ont rien pardonné. Ils le décrivent presque comme un dégénéré. Henri IV est roux, ce qui, en Espagne, passe pour une tare : on disait que Judas était roux. Des membres trop longs lui donnent une allure lourde et gauche. On le présente encore comme un mari trompé et content de l'être, un impuissant, un homosexuel, un être bizarre qui trompe son ennui par de longues promenades solitaires dans les bois ou en faisant de la musique, en écoutant des chansons mélancoliques. On critique enfin sa façon de s'habiller : Henri IV a un faible pour la mode mauresque. Aujourd'hui, les historiens s'efforcent de mieux juger le personnage et même de le réhabiliter. Le roi ne manquait pas d'idées; il songeait à réorganiser le Conseil royal, à créer une force armée qui aurait assuré l'indépendance du pouvoir royal...; il avait encore d'autres projets de ce genre qui seront repris par les Rois Catholiques, ses successeurs, mais qu'il abandonne dès qu'il rencontre la moindre résistance. C'est qu'Henri IV est un velléitaire. Il n'arrive pas à prendre une décision et à s'y tenir. Il cherche à composer et à négocier avec l'adversaire au lieu de l'écraser. Il n'aime pas voir le sang couler.

Les premières années du règne ont été des années de paix. Les choses se gâtent à partir de 1460 à cause d'une réforme monétaire mal engagée qui suscite des protestations et donne à une faction de la noblesse l'occasion de repartir à l'assaut de la monarchie. Cette faction est dirigée par la famille Pacheco : Juan Pacheco, marquis de Villena et ami d'enfance du roi - c'est lui qui, en 1453, l'a entraîné dans la conjuration contre Álvaro de Luna -; son frère, Pedro Girón, et son oncle, Carrillo, archevêque de Tolède. Les Pacheco cultivent de bonnes relations avec l'Aragon dont le roi n'est autre que l'un des infants d'Aragon, Jean II. Juan Pacheco s'offusque de l'ascension d'un homme nouveau, Bertrand de la Cueva, en qui il croit voir un second Álvaro de Luna et qu'on présente aussi comme l'amant de la reine et le père de l'infante Jeanne, héritière du trône. On ne parle plus de cette dernière qu'en l'appelant la fille à Bertrand (la Beltraneja).

Rien ne permet d'affirmer que l'infante n'était pas fille légitime d'Henri IV. Celui-ci s'est marié deux fois. Malgré douze ans de vie commune avec sa première femme, Blanche de Navarre, le mariage n'aurait jamais été consommé [10]. En 1453, l'évêque de Ségovie prononce l'annulation. Henri IV épouse alors une sœur du roi de Portugal, Jeanne, qui, sept ans plus tard, met au monde une fille. C'est cette fille dont certains contestent la légitimité. Il est sûr que la reine menait une vie plutôt libre; on lui prête des aventures et on lui attribue au moins deux enfants adultérins, mais rien ne permet d'affirmer que l'infante Jeanne n'était pas la fille du roi ; tous les historiens sont maintenant convaincus du contraire. Les adversaires d'Henri IV soutenaient encore que, de toute façon, le roi ne pouvait pas être le père de Jeanne puisqu'il était impuissant. À cet argument on oppose certaines déclarations faites en 1453, lors de la procédure qui a abouti à l'annulation du premier mariage: plusieurs femmes étaient alors venues témoigner qu'elles avaient couché avec Henri IV; les experts en avaient conclu qu'il y aurait eu « nouement d'aiguillettes », mais seulement dans les rapports avec la reine... Cette controverse a suscité la verve de Voltaire : « L'archevêque [Carrillo] et son parti déclarèrent le roi impuissant dans le temps qu'il était entouré de maîtresses; et, par une procédure inouïe dans tous les États, ils prononcèrent que sa fille Jeanne était bâtarde, née d'adultère, incapable de régner. » Les adversaires du roi tiennent en réserve un dernier argument: le second mariage d'Henri IV n'aurait pas été valide parce qu'il concernait

deux cousins germains qui n'avaient pas obtenu la dispense de consanguinité nécessaire ; les enfants nés de ce mariage devaient donc être tenus pour illégitimes; ils n'avaient aucun droit à la succession.

Quoi qu'il en soit, Henri IV a toujours affirmé que Jeanne était sa fille légitime, même au moment où il se voyait contraint de la déshériter sous la pression des nobles. Il espérait gagner du temps. L'enjeu de cette querelle autour des secrets d'alcôve de la famille régnante n'est autre que le pouvoir. Pour une partie de la noblesse, il s'agit de tout faire pour empêcher la couronne de prendre trop d'autorité. En mai 1464, les Pacheco forment une ligue pour « libérer » le roi et les infants.

Le clan engage contre le roi une campagne des plus violentes. En septembre 1464, un manifeste porte contre Henri IV une série d'accusations : il vit entouré d'infidèles - allusion à sa garde maure -; il donne les offices publics à des individus de basse extraction - c'est Bertrand de La Cueva qui est visé -; enfin, puisqu'on a des doutes sérieux sur la légitimité de l'infante Jeanne, il convient de proclamer Alphonse, demi-frère du roi, comme héritier du trône. Bertrand de La Cueva encourage le roi à tenir bon ; il en appelle au peuple : cinq mille paysans armés de piques et de faux s'apprêtent à défendre celui qui, à leurs yeux, incarne la justice et la légalité et c'est au milieu des acclamations qu'Henri IV entre à Ségovie. Le roi hésite devant l'épreuve de force. Cherchant probablement à gagner du temps, il cède sur toute la ligne, le 30 novembre : il écarte Bertrand de La Cueva du Conseil — mais après l'avoir fait duc d'Alburquerque — et il y fait entrer Juan Pacheco; il déshérite sa fille (mais sans la déclarer illégitime) et reconnaît son frère Alphonse comme héritier[11]. Cette capitulation ne satisfait pas entièrement les factieux. Le 5 juin 1465, au cours d'une cérémonie grotesque, à Avila, Henri IV est détrôné en effigie : sur une estrade dressée sur la place, on installe un mannequin représentant le roi; l'archevêque de Tolède enlève la couronne, Juan Pacheco arrache le sceptre, d'autres aristocrates achèvent de le dépouiller de ses ornements; pour finir, d'un coup de pied, Diego Lôpez de Zúñiga jette l'effigie à terre. Séance tenante, son demi-frère Alphonse est proclamé roi.

Henri IV n'est pourtant pas complètement isolé. Une partie de la noblesse - les Mendoza et la maison d'Albe, notamment - lui reste fidèle ; certaines milices urbaines sont prêtes à l'appuyer. Une occasion d'en finir avec les

factieux se présente en juillet 1468 quand son rival Alphonse meurt de la peste. On presse le roi de ne pas attendre plus longtemps, de livrer bataille et d'écraser ses adversaires. Henri IV n'aime pas la guerre ; il fait cette remarque à l'évêque Lope Barrientos qui l'invite à passer à l'action : « On voit bien que ce ne sont pas vos enfants qui vont se battre et que vous ne vous êtes pas donné du mal pour les élever. Et le prélat de répliquer : Vous resterez dans l'histoire comme le roi le plus bafoué qu'ait jamais connu l'Espagne; vous le regretterez, Sire, mais il sera trop tard. »

Une fois de plus, Henri IV préfère négocier. Ses adversaires, en effet, ne désarment pas. La mort d'Alphonse les déconcerte ; ils se tournent maintenant vers la demi-sœur d'Henri IV, l'infante Isabelle ; ils la mettent en avant avec l'intention d'affaiblir encore un peu plus le pouvoir royal et d'introniser un souverain qui leur devrait tout et serait à leur dévotion. Isabelle n'a que dix-sept ans, mais elle n'est pas dupe. Elle refuse de se laisser proclamer reine du vivant de son frère ; elle se borne à prendre acte d'une situation qui lui est favorable. Le 20 juillet 1468, elle se déclare princesse et légitime héritière des royaumes de Castille et Léon. Toujours soucieux d'arriver à une formule de compromis, Henri IV se prête à une nouvelle humiliation : le 18 septembre 1468, aux Toros de Guisando, petite bourgade près d'Avila, il conclut un accord avec ses adversaires. Il déshérite une fois de plus sa fille Jeanne, reconnaît Isabelle comme héritière du trône et lui donne le titre de princesse des Asturies. La future Isabelle la Catholique qui commence sa marche vers le pouvoir n'oubliera jamais les avanies que les factieux ont fait subir à l'institution monarchique, même si elle en a tiré parti. Quand elle prendra le pouvoir, elle sera bien décidée à ne le partager avec personne.

Entre 1406 et 1474, le conflit entre des clans nobiliaires ambitieux et un pouvoir royal faible et velléitaire a eu pour conséquence un accroissement considérable du régime seigneurial. Qu'il s'agisse de rallier des adversaires ou de récompenser des partisans, chaque phase du conflit s'est accompagnée de distributions de terres, de prébendes, de privilèges. Une portion de plus en plus importante du territoire échappe ainsi à la couronne pour passer sous l'autorité directe des seigneurs. C'est alors que se constituent les grands domaines soumis à la juridiction de la noblesse — Julio Valdeón Baruque en a dressé la carte. Les Manrique, les Enríquez, les Fernández de Velasco,

les La Cerda et les Pimentel ont leurs fiefs dans la meseta nord. Dans la meseta sud sont installés les Mendoza, Zúñiga, Álvarez de Toledo, Suárez de Figueroa... Les Fajardo dominent la région de Murcie, les Guzmán et Ponce de Léon la vallée du Guadalquivir. Ces aristocrates de fraîche date reçoivent alors des titres qui, jusque-là, étaient plutôt rares ou inexistants : comtes de Benavente, de Haro, ducs d'Albe, de Béjar, de Medinasidonia, de Medinaceli, d'Alburquerque, marquis de Villena, de Cadix, etc. Ils représentent moins de cinquante familles, elles-mêmes apparentées entre elles, ce qui réduit le nombre des grands lignages à moins de deux douzaines au total. Ce sont ceux que l'on appelait autrefois les riches hommes; on dit maintenant: les titres (títulos); au xvie siècle, ils deviendront les Grands d'Espagne. Les Mendoza, par exemple, sont une des rares familles de l'ancienne noblesse qui aient réussi à se maintenir. Originaires d'Álava, ils avaient acquis, en 1293, une seigneurie dans la région de Santander, à Santillane. Pedro González de Mendoza défend avec enthousiasme la cause d'Henri de Trastamare; il en est récompensé par l'attribution de domaines au centre du royaume, autour de Guadalajara; ses descendants font fructifier cet héritage : Iñigo Lôpez de Mendoza est fait, en 1445, marquis de Santillane ; son fils recevra, en 1475, le titre de duc de l'Infantado. Les Pacheco se taillent un fief énorme dans la région d'Albacete; c'est le marquisat de Villena qui s'étend de Cuenca à Almería, occupe une superficie de plus de vingt-cinq mille kilomètres carrés et administre cent cinquante mille sujets. Les Zúñiga sont originaires de la Navarre. Au début du XVe siècle, ils s'installent en Andalousie. Diego Lôpez de Zúñiga, camérier de Jean Ier, se fait attribuer des domaines en Estrémadure, dans la région de Plasencia et de Trujillo. Son fils devient comte de Plasencia en 1442 ; un autre Zúñiga, Pedro, est fait comte de Miranda, un troisième, duc d'Arévalo ; quant au chef du lignage, il sera nommé duc de Béjar en 1488.

Les domaines que la noblesse se fait attribuer comprennent deux éléments : des terres qu'elle détient en pleine propriété et d'autres sur lesquelles elle exerce un pouvoir juridictionnel et où elle prélève des droits. Dans les deux cas, la noblesse détourne à son profit une partie de la production agricole. Propriétaire d'herbages et de troupeaux de moutons, elle prend sa part des bénéfices que procure l'élevage. En Andalousie, les

haciendas plantées en oliviers et les cortijos consacrés aux céréales ou à la viticulture donnent des surplus qui se vendent bien et s'exportent, tout comme la laine des merinos qui supplante alors la laine anglaise sur les marchés d'Europe. S'y ajoutent le butin (bijoux, espèces monnayées, denrées diverses, esclaves...) enlevé au cours d'expéditions guerrières dans l'émirat de Grenade ou en Afrique, ainsi que le produit d'industries locales : la pêche, les savonneries... [12]. Les progrès réalisés dans les échanges intérieurs et dans le commerce international, en partie grâce aux mesures décidées par les souverains [13], fournissent d'autres revenus. À partir de 1454, se généralise, avec l'accord de la couronne, la pratique qui consiste pour les seigneurs à percevoir directement dans leurs domaines les impôts indirects (alcabalas) et, sur les sommes ainsi encaissées, à retenir le montant de leurs pensions et rémunérations ; le solde (quand il y en a un...) est reversé au trésor royal. La couronne renonce ainsi à l'une de ses prérogatives : le recouvrement de l'impôt. C'est une façon, pour la noblesse, de toucher un pourcentage sur le développement du marché intérieur qu'elle encourage encore en organisant de grandes foires : les Enríquez ont les foires de Medina de Ríoseco, les Pimentel, celles de Villalón. La noblesse participe aussi aux profits du commerce international, et cela de deux façons : soit directement, quand elle arme elle-même des bateaux (c'est le cas de certains aristocrates andalous) ou quand elle vend la laine de ses troupeaux, soit indirectement, quand elle obtient du pouvoir royal le privilège exorbitant de percevoir une partie des droits de douane ; l'amiral de Castille, par exemple, prélève des taxes sur le commerce andalou ; les Velasco, comtes de Haro, encaissent les douanes du littoral cantabrique.

Certains magnats augmentent encore leur puissance en se faisant concéder des fonctions publiques, des pensions et des revenus propres de la couronne. Les hautes dignités des ordres militaires sont particulièrement convoitées en raison de l'autorité qu'elles confèrent à leurs titulaires et aussi des ressources qu'elles procurent. Ces ordres, on l'a dit, possédaient des territoires immenses dans la Manche et en Estrémadure, territoires qui servaient de pâturages aux moutons de la Mesta et se louaient fort cher. C'est pourquoi, au XVe siècle, les dignités de grand maître ont été si recherchées.

Non contents de dominer les campagnes, les seigneurs veulent aussi s'implanter dans les grandes villes. Cadix est entre les mains des Ponce de Léon, Guadalajara passe sous l'influence des Mendoza, Murcie sous celle des Fajardo, tandis que les Velasco cherchent à asseoir leur pouvoir sur Burgos et les Enríquez sur Valladolid ; le duc de Medinasidonia et le marquis de Cadix se disputent Séville... Ces progrès du régime seigneurial et la dilapidation du patrimoine royal sont dénoncés par les Cortès et les municipalités, et rencontrent des oppositions nombreuses. Beaucoup de villes répugnent à passer sous l'autorité d'un seigneur ou à voir leurs domaines démembrés et aliénés. Elles ont quelquefois gain de cause. C'est ainsi que Henri IV doit renoncer, en 1466, à céder Santander au marquis de Santillane. En 1467, une jacquerie dresse les paysans de Galice contre les seigneurs. Ces résistances débouchent sur un courant antiseigneurial qui prend de l'ampleur au milieu du siècle. La littérature de l'époque s'en fait l'écho. Une satire anonyme, les Couplets de Mingo Revulgo (1464?), décrit les nobles comme des loups qui boivent le sang des pauvres. Un peu plus tard (1473?), un texte connu sous le titre de Traité des pensées changeantes dénonce les inégalités sociales : Dieu a créé les hommes égaux; une minorité s'est approprié des biens de ce monde et a réduit la majorité en esclavage; les paysans peinent pour subvenir aux dépenses des rois, aux dilapidations des courtisans, aux fêtes des seigneurs ; souvent, quand il rentrent épuisés de leur travail, ils trouvent leur femme en larmes et leur maison vide : les collecteurs d'impôts ont tout pris.

Plusieurs de ces seigneurs castillans, âpres au gain, sont aussi des amateurs d'art et de belles-lettres. Ils prennent goût à la culture; ils pratiquent le mécénat; ils sont poètes, à l'occasion. Cette évolution est sensible dès la première moitié du xv[e] siècle et une grande famille comme celle des Mendoza en est l'illustration. Sans cesser de combattre pour agrandir ses domaines, le marquis de Santillane, Iñigo López de Mendoza, consacre ses loisirs à la littérature; il est l'un des plus grands poètes de son temps. Il collectionne les manuscrits latins qu'il se fait envoyer d'Italie et se constitue l'une des plus riches bibliothèques privées d'Europe; comme il ne connaît pas lui-même le latin, il se fait traduire les textes par son fils, Pedro González de Mendoza, le futur cardinal; c'est ainsi qu'il aborde l'Énéide, les Métamorphoses d'Ovide, les tragédies de Sénèque, l'Iliade.... Le marquis de

Santillane n'est pas un cas isolé; d'autres aristocrates ont des préoccupations semblables, même s'ils n'ont pas le même goût ni le même talent. La bibliothèque des comtes de Benavente, par exemple, comprenait de nombreux ouvrages qui témoignent d'une curiosité éclectique: la Bible et des ouvrages de piété, des chroniques sur l'histoire d'Espagne, des classiques de l'Antiquité (Tite-Live, Valère Maxime, Trogue-Pompée, Cicéron, Sénèque...), mais aussi des œuvres modernes (Boccace), des traités juridiques et philosophiques, des recueils de poèmes... Ces mêmes aristocrates encouragent les ordres religieux et les courants de spiritualité. Hiéronymites et franciscains, en particulier, leur doivent beaucoup [14].

Ces manifestations dans l'ordre de la culture et de la spiritualité portent témoignage sur la vitalité de la Castille du xv[e] siècle. La récession qui a précédé et suivi la Peste noire du xiv[e] est loin. La reprise est sensible dans tous les domaines, dans la croissance démographique comme dans l'expansion commerciale. La prospérité de l'économie contraste avec l'anarchie politique et la faiblesse du pouvoir royal. Au milieu du xv[e] siècle, la Castille aspire à la paix civile ; elle est lasse des exactions des seigneurs. Les Rois Catholiques auront l'intelligence de s'appuyer sur ces aspirations et cet état d'esprit pour rétablir le prestige et l'autorité de la couronne.

Une dynastie castillane en Aragon

«Déclin catalan, élan castillan », c'est ainsi que Pierre Vilar caractérise la période qui va du milieu du xiv[e] siècle à la fin du xv[e] et même au-delà. Au moment où la Castille commence un mouvement ascendant, la couronne d'Aragon s'enfonce dans le marasme et le repli de l'activité économique entraîne une série de conflits sociaux et politiques.

Les problèmes dynastiques n'arrangent rien. Martin I[er] l'Humain (1395-1410) meurt sans descendance légitime directe. Deux candidats briguent la succession: Ferdinand d'Antequera, son neveu, qui, à l'époque, est régent de Castille, et le comte d'Urgel, Jacques, fils d'un cousin. Pour éviter que le débat ne soit tranché par les armes, on décide de s'en remettre à l'arbitrage d'un comité de sages, formé de neuf membres désignés par les trois composantes de la couronne d'Aragon. En 1412, les sages, réunis dans la petite ville de Caspe, tombent d'accord pour recommander la candidature de

Ferdinand qui va régner sous le nom de Ferdinand Ier (1412-1416). Benoît XIII, le pape aragonais, s'est beaucoup dépensé pour obtenir ce résultat. Avec Ferdinand, c'est une branche cadette des Trastamare qui recueille l'héritage de la couronne d'Aragon. Les Catalans en éprouvent quelque dépit. L'arbitrage de Caspe, c'est un peu la revanche de l'Aragon proprement dit sur le principat; les magnats aragonais ont pesé plus lourd que les bourgeois de Barcelone. Ceux-ci vont être tentés de mettre sur le compte d'une dynastie étrangère, castillane de surcroît, les déboires qui font suite à une longue période d'hégémonie.

Alphonse le Magnanime (1416-1458) a beau assumer la vocation méditerranéenne de la couronne d'Aragon en s'installant en Italie et en conquérant, en 1443, le royaume de Naples, la situation ne s'améliore guère. Majorque est en pleine décadence ; le principat de Barcelone a du mal à remonter la pente ; seul le royaume de Valence paraît échapper au déclin. Encore faut-il noter que la politique méditerranéenne du Magnanime n'a pas grand-chose de commun avec ce que fut l'expansion catalane de la belle époque. Celle-ci reposait sur des motivations commerciales et manifestait le dynamisme d'une cité et d'un port en pleine activité et en quête de marchés extérieurs ; elle recherchait des comptoirs plus que des têtes de pont, l'hégémonie économique plus que la domination politique. Le Magnanime poursuit plutôt une démarche de type militaire et dynastique, une politique de prestige, mais il se heurte à la concurrence de Gênes, rivalité qui sera désormais une constante de la diplomatie aragonaise, puis espagnole jusqu'au renversement des alliances qu'opérera Charles Quint un peu avant 1530. Alphonse fait de Naples un foyer intellectuel et artistique digne de rivaliser avec la cour des Médicis. Bibliophile, collectionneur, mécène, il encourage les manifestations de l'humanisme aragonais, un mouvement qui a commencé, à la fin du xive siècle, avec le grand maître de l'ordre de Rhodes, Juan Fernández de Heredia (1310-1396), helléniste autant ou plus que latiniste, et qui est poursuivi sous Jean Ier avec Bernat Metge (1346-1413), traducteur d'Ovide, de Virgile, de Cicéron, mais aussi de Boccace, de Pétrarque, de Dante... Sous le Magnanime, Naples apparaît comme la base de l'impérialisme aragonais en Méditerranée, mais la couronne d'Aragon a-t-elle encore les moyens de financer une telle politique ? Il faudra les

ressources de la Castille pour que Naples, sous les Rois Catholiques, soit solidement rattachée, et pour plusieurs siècles, à la monarchie espagnole.

Mort en 1458 sans descendance directe, Alphonse partage ses territoires. Il cède Naples à son fils bâtard Ferrante et le reste de ses États à son frère Jean II (1458-1479). On a vu que celui-ci, qui est l'un des fameux infants d'Aragon, s'intéresse beaucoup aux affaires de Castille. Cette circonstance n'est pas faite pour rassurer les Catalans qui craignent, une fois de plus, d'être sacrifiés ou, du moins, négligés par un monarque qui paraît étranger à leurs préoccupations et à leurs intérêts. C'est sous le règne de Jean II que la crise latente débouche sur une lutte ouverte et sur une guerre civile à Barcelone même et dans les campagnes du principat.

L'occasion ou le prétexte en est fourni par une querelle dynastique. Avant de devenir roi d'Aragon, Jean II était déjà roi de Navarre. D'un premier mariage avec Blanche de Navarre, il avait eu un fils, Charles, prince de Viana, qui espérait bien lui succéder, mais voici qu'en 1447 Jean II se remarie avec une Castillane, Jeanne Enríquez [15]. Ce second mariage provoque la brouille avec le prince de Viana dont les positions politiques ne coïncident pas avec celles de son père [16]. Jean II le fait arrêter en décembre 1460. Les Catalans prennent fait et cause pour le prince et obtiennent qu'il soit libéré, mais celui-ci meurt trois mois après. On accuse la seconde femme de Jean II de l'avoir empoisonné. Le principat se révolte. La généralité déclare le roi et sa femme ennemis de la Catalogne et les expulse ; en même temps, elle offre successivement la couronne comtale au roi de Castille Henri IV, au connétable de Portugal, à René d'Anjou, comte de Provence [17], à d'autres encore. Comment interpréter cette révolte ? La Catalogne s'est-elle alors soulevée contre un « tyran » qui aurait dépouillé et peut-être assassiné son fils ? ou bien est-on en présence d'un mouvement « national » contre un roi senti comme étranger? Les travaux de Vicens Vives et de Pierre Vilar permettent d'entrevoir, sous les arguments idéologiques et sentimentaux, la véritable nature d'un conflit qui témoigne surtout du désarroi des oligarchies traditionnelles (aristocratiques et bourgeoises) devant une crise qu'elles n'arrivent pas à maîtriser et dont elles rendent responsable un souverain qui n'est plus catalan. Cette crise présente des aspects différents à Barcelone et dans les campagnes.

Durement touchée par des famines dès 1333, puis par la peste (1347-1351) et enfin par des épidémies cycliques qui durent jusqu'au milieu du xve siècle, la Catalogne connaît alors des difficultés sérieuses. Les draps anglais concurrencent les catalans ; la production baisse; des faillites nombreuses mettent beaucoup d'ouvriers au chômage ; la crise frappe aussi les constructions navales et le grand commerce : le trafic du port diminue des trois quarts entre 1434 et 1454 ; la dette publique s'est gonflée à la suite des emprunts émis par la Chambre des comptes (Taula de Canvi), fondée en 1401. En ville, deux partis s'affrontent: la Busca et la Biga, littéralement la paille[18]et la poutre. Faut-il traduire : les petits contre les gros? Les choses sont plus complexes. La Busca semble recruter ses partisans parmi les artisans du textile et les corporations qui réclament l'intervention du roi et des mesures autoritaires en matière économique (dévaluation de la monnaie pour enrayer la fuite de l'argent et relancer le commerce, protectionnisme) comme moyens de lutter contre le marasme des affaires. La Biga rassemblerait plutôt les propriétaires et les rentiers; elle souhaite la stabilité monétaire et une sorte de libéralisme économique. La Busca prend le pouvoir à Barcelone, en 1453, et met son programme en application, mais la situation ne s'améliore guère.

Au même moment, dans les campagnes, les paysans se dressent contre l'oppression seigneuriale. Les catastrophes démographiques du XIVe siècle avaient entraîné l'abandon de nombreuses exploitations. Les paysans qui avaient survécu en avaient profité; ils s'étaient installés sur des terres souvent vides et les avaient remises en culture. Au xve siècle, les seigneurs réaffirment partout leurs droits avec âpreté et cherchent à louer ces terres à de nouveaux fermiers à des conditions plus avantageuses. Cette réaction seigneuriale provoque une hostilité générale contre les mauvais usages et notamment contre le problème du rachat, l'obligation faite aux paysans qui veulent quitter leur exploitation de verser une lourde somme d'argent (la remensa). Or, ces paysans sont très nombreux; ils représentent près de vingt mille foyers, c'est-à-dire le quart, peut-être le tiers de la population. Ils s'organisent en un syndicat qui compte vingt mille adhérents en 1448 et proposent aux seigneurs une négociation globale : la liberté juridique contre paiement d'une somme forfaitaire raisonnable. Face à ces revendications, les seigneurs se regroupent à leur tour.

C'est la montée et la conjonction de ces mécontentements - les conflits urbains de Barcelone et le problème des remensas dans les campagnes - qui donnent son sens à la guerre civile de 1462-1472. L'exaspération des petites villes contre l'hégémonie de Barcelone achève de compliquer la situation. Les remensas et la Busca demandent l'arbitrage du roi, tandis que les oligarchies (l'Église, les seigneurs, les honorables citoyens de Barcelone) ont tendance à voir en Jean II le responsable de tous leurs malheurs et l'allié objectif de tous leurs adversaires. Ces oligarchies opposent les fueros, les constitutions et les libertés du principat, à un souverain étranger qui ne les comprend pas et qui ne défend pas avec l'énergie nécessaire leurs intérêts, leurs privilèges, leurs revenus que la crise amenuise. Le conflit témoigne donc du déclin du principat et du refus des classes dirigeantes traditionnelles d'accepter les changements en cours : le rapprochement avec la Castille, le renforcement du pouvoir royal, la libération des paysans.

Jean II, vainqueur en 1472, n'abuse pas de son succès. Il confirme les privilèges de Barcelone et du principat, se réconcilie avec l'Église et les seigneurs, obtient un répit dans le conflit des remensas, mais la crise n'est pas surmontée. Au contraire, la guerre civile a achevé de ruiner le pays. Elle a précipité la décadence de Barcelone qui s'était engagée à fond et avait levé des impôts extraordinaires pour entretenir l'armée. Au moment où Ferdinand, fils et successeur de Jean II, s'apprête à s'unir à Isabelle et à la Castille, la couronne d'Aragon a beaucoup perdu de son dynamisme antérieur et se trouve dans une position d'infériorité relative par rapport au Portugal et surtout à la Castille.

La Navarre

Depuis la mort de Sanche VII (1234), ce sont des princes français, les comtes de Champagne, qui règnent en Navarre, sans que l'Aragon paraisse s'en offusquer. En 1304, une situation nouvelle se crée; les hasards d'un mariage font que la Navarre est alors incorporée au royaume de France; elle ne retrouve son indépendance qu'avec l'avènement de Jeanne II (1329-1349), fille de Louis X le Hutin, mariée au comte d'Évreux. De nouveau, une maison française s'installe à Pampelune. Charles II (1349-1387) passe la première partie de son règne à guerroyer en France contre son beau-père

Jean II le Bon et contre son beau-frère Charles V. À partir de 1365, il se consacre pleinement à son État ibérique. Lui et son successeur, Charles III (1387-1425), puis Blanche (1425-1441) mènent une politique indépendante; la société navarraise les accepte sans discussion, mais la Navarre occupe un territoire qui s'étend de part et d'autre des Pyrénées et qui, en cas de conflit entre la France et l'Aragon, présente une position stratégique selon qu'il s'incline pour l'un ou pour l'autre des belligérants. Or la France et l'Aragon ne cessent de s'opposer pendant tout le Moyen Âge. C'est pourquoi, en 1419, le futur Jean II d'Aragon a épousé Blanche de Navarre. Il voudrait se maintenir au pouvoir après la mort de sa femme, mais, en 1421, les Cortès de Navarre reconnaissent comme héritier du trône le fils qu'il a eu de Blanche, Charles, prince de Viana. Jean II refuse de s'incliner. La Navarre est à son tour déchirée par la guerre civile. Deux coalitions se forment autour de deux familles rivales, les Beaumont et les Agramont, qui, en théorie, défendent les droits du roi d'Aragon ou de son fils, le prince de Viana. Jean II finit par remporter une demi-victoire, après la mort du prince (1461) : il consent à ce que la couronne revienne à sa fille Éléonore, mariée à Gaston, comte de Foix. À partir de cette date, les rois de Navarre sont soumis à de fortes pressions de la part de la France et de l'Aragon. La situation Empire avec l'accession au trône de Navarre d'une autre famille française, celle des Albret (1484). À la fin du xve siècle, les Rois Catholiques obtiennent le droit d'y installer quelques garnisons pour s'assurer de la neutralité du royaume ; ils renforcent ainsi leur protectorat de fait. La mort sans héritier de Gaston Fébus (avril 1512) donnera à l'Espagne, alors en guerre avec la France à propos de l'Italie, l'occasion d'occuper la partie du pays qui est située au sud des Pyrénées et de la rattacher à la couronne de Castille.

L'émirat de Grenade

Depuis le milieu du XIIIe siècle, après les expéditions qui ont conduit les Aragonais et les Catalans jusqu'à Valence, les Castillans jusqu'à l'embouchure du Guadalquivir et les Portugais jusqu'au cap Saint-Vincent, al-Andalus est réduit aux frontières de l'émirat de Grenade où règne, depuis 1232, la dynastie des Nasrides. Pendant un siècle encore, les chrétiens ont à

repousser les tentatives des Mérinides du Maroc pour prendre pied dans la péninsule. Ces incursions prennent fin après la victoire remportée sur eux au Salado (1340), mais, entre Grenade et l'Espagne chrétienne, se nouent des relations complexes qui vont durer jusqu'en 1482. De temps à autre, des combats opposent encore les adversaires. C'est ainsi que l'infant Ferdinand s'empare d'Antequera (1410), que Jean II de Castille défait une armée maure à La Higueruela (1431), que des nobles andalous occupent Gibraltar (1457)... Ce ne sont là que des batailles épisodiques et sans lendemain, le plus souvent des initiatives individuelles de seigneurs andalous, avides de butin et d'esclaves ou qui, tout simplement, ont envie de se battre [19]. Ces seigneurs, qui adoptent volontiers les modes et les coutumes de leurs voisins musulmans, ne sont pas forcément solidaires les uns des autres. Ils n'ont aucun scrupule à prêter main-forte à un Maure pour nuire à un rival. C'est ainsi que le duc de Medinasidonia aide l'émir à s'emparer de Cardela, possession du marquis de Cadix. De leur côté, les Maures en font autant [20]. De part et d'autre de la frontière, on se rend visite, on s'estime, on rivalise de courage et de générosité, par exemple à l'occasion de ces combats singuliers qui opposent de temps à autre chevaliers chrétiens et maures. D'une façon générale, Grenade fascine les voyageurs par ses palais [21], ses mosquées [22], ses jardins, la richesse et le luxe des équipements militaires, des vêtements et des arts décoratifs. C'est le point de départ de la maurophilie littéraire et des ballades dites de la frontière (romances fronterizos) qui chantent les exploits des chevaliers maures et chrétiens [23]. Un siècle plus tard, Ginés Pérez de Hita condensera, en l'idéalisant, cette atmosphère épique et chevaleresque des derniers temps de la Grenade musulmane dans un livre, Les Guerres civiles de Grenade (1595), qui, mêlant l'histoire et la légende, fera les délices de l'Europe cultivée jusqu'au romantisme et même au-delà; qu'on pense à Chateaubriand (Les Aventures du dernier des Abencérages), à Washington Irving (Contes de l'Alhambra) et, plus près de nous, à Aragon (Le Fou d'Elsa).

Ce romanesque ne doit pas faire illusion. Les États ne s'engagent pas dans ces aventures individuelles parce que la Castille n'a rien à craindre de Grenade et que Grenade n'a pas intérêt à provoquer la Castille. L'émirat occupe un territoire d'environ trente mille kilomètres carrés qui correspond approximativement aux provinces actuelles de Malaga, Grenade et Almería,

plus une partie de celles de Jaén et de Cadix. Il est peuplé par moins de trois cent mille habitants. Il tire l'essentiel de ses ressources de l'exportation des fruits secs et de la soie. En réalité, c'est un protectorat qui achète son indépendance à prix d'or en versant des tributs aux rois de Castille. Ces parias représentent entre le cinquième et le quart des rentrées fiscales de Grenade. C'est par ce moyen que, jusqu'au milieu du XV[e] siècle, l'or du Soudan arrivait en Europe. L'installation des Portugais en Guinée a pour effet de détourner vers Lisbonne une partie de ce trafic; les finances de l'émirat s'en ressentent; il a de plus en plus de difficultés à payer le tribut, gage de son indépendance. Dès lors, l'émirat est condamné. Seules les circonstances (les catastrophes du xiv[e] siècle, les guerres civiles entre chrétiens) avaient retardé sa disparition, mais l'Espagne chrétienne n'avait jamais renoncé à reprendre aux Maures la totalité de la péninsule. Les courants messianiques qu'encouragent notamment les milieux franciscains contribuent à entretenir la flamme. Dans les années 1470, un moine, fray Iñigo de Mendoza, rappelait l'objectif prioritaire : Grenade et, après Grenade, Jérusalem. Pour que ces tendances prissent corps, il fallait une volonté politique et un pouvoir fort. Ces deux conditions sont réunies avec l'avènement des Rois Catholiques.

1 Les canadas principales partent de Léon, de Ségovie, de Cuenca et de Soria. À Villacastín, la léonaise rejoint la ségovienne ; à Riaza, la branche occidentale de la cañada de Soria rejoint aussi la ségovienne.

2 Les portazgos étaient perçus sur les voies de communication. Les montazgos étaient au départ des amendes pour les dégâts que pouvaient causer les troupeaux dans les forêts domaniales ; ils finirent par se transformer en taxes fixes.

3 La laine rouge d'Espagne était célèbre depuis l'Antiquité ; Strabon, Varron, Columelle, etc. en parlent avec éloge. Elle est remplacée, à la fin du XII[e] siècle, par une laine blanche, produite par une race nouvelle de moutons venue d'Afrique du Nord. C'est peut-être l'origine des merinos qui, selon Klein, feraient penser à la tribu marocaine des Beni-Merines, bien que le terme lui-même n'apparaisse que beaucoup plus tard, vers 1450. Le vocabulaire espagnol de l'élevage est du reste emprunté à l'arabe, pour l'essentiel: zagal et rabadán pour désigner les bergers, cabaña (refuge de bergers) et le mot même de mesta qui viendrait de mechta, pâturages d'hiver des brebis.

4 Il est l'auteur de poésies lyriques en galicien et de quatre cent vingt strophes à la louange de la Vierge: les Chansons de Sainte Marie.

5 On lui doit l'idée d'une histoire générale d'Espagne, vaste compilation restée inachevée dont on connaît plusieurs états successifs: la rédaction primitive (1270-1274), inspirée par le néogothicisme, qui soutient que le royaume de Castille-Léon l'emporte en dignité sur tous les autres et a pour mission de réunifier la péninsule Ibérique; une version revue après 1274; une version critique qui date des années 1282-1284 et s'oppose aux visées expansionnistes de la mitre de Saint-Jacques-de-Compostelle et, enfin, une version plus rhétorique (1289) qui s'efforce

d'établir une solution de continuité entre la monarchie wisigothique et les rois qui lui ont succédé ; cette dernière version signale aussi que le pouvoir naît d'un pacte entre le souverain et les nobles.

6 Longtemps après qu'ils auront été évacués, ces territoires continueront à figurer dans la titulature des rois d'Aragon et de leurs héritiers. Charles Quint, par exemple, s'intitulera encore duc d'Athènes et de Néopatrie.

7 Il faut faire justice d'une légende, celle du serment que les nobles exigeaient des rois d'Aragon avant de leur jurer fidélité : « Nous qui sommes autant que vous et qui, assemblés, pouvons plus que vous, nous vous reconnaissons comme roi et seigneur à condition que vous respectiez nos droits et libertés; sinon, non. » Ce prétendu serment serait une invention d'un jurisconsulte français du XVI[e] siècle, aussitôt reprise par un chroniqueur aragonais.

8 Déjà en 1433-1434, un petit groupe de conspirateurs avait envisagé de s'emparer de Séville et de transformer la ville en république indépendante.

9 Dans la chronique d'Álvaro de Luna, on peut lire le récit d'un épisode curieux : en 1436, Jeanne d'Arc aurait envoyé un émissaire auprès de Jean II pour lui demander l'appui de la Castille contre les Anglais ; la démarche aurait abouti : la marine castillane aurait appareillé et bloqué le port de La Rochelle, ce qui aurait permis à la Pucelle de prendre la ville. L'histoire est jolie, mais le chroniqueur a oublié que Jeanne d'Arc était morte en 1431 ! En fait, il s'agit d'une interpolation tardive qui s'appuie sur une chronique de la Pucelle publiée en 1512. Cela prouve du moins qu'au début du XVI[e] siècle encore des Espagnols trouvaient des analogies entre deux personnages, au demeurant si différents.

10 « La reine était vierge et intacte comme à sa naissance », concluent des experts en 1453.

11 Le roi Jean Il s'était marié deux fois. D'une première union, avec Marie d'Aragon, était né un fils, le futur Henri IV; d'un second mariage, avec Isabelle de Portugal, il avait eu une fille, la future Isabelle la Catholique, née en 1451, et un fils, Alphonse, né en 1453. Rappelons que la Castille ignore la loi salique et que la couronne se transmet par voie de primogéniture, les mâles passant toutefois avant les femmes. Le testament de Jean II fixait ainsi l'ordre de succession au trône : Henri et ses enfants ; à défaut, Alphonse et ses enfants ; enfin, Isabelle.

12 Les pêcheries de thons d'Andalousie - almadrabas - procureront, encore au xvi[e] siècle, des revenus considérables aux ducs de Medinasidonia.

13 Henri III interdit aux bateaux étrangers de charger des marchandises tant que des bâtiments castillans sont disponibles; il déclare illégale l'exportation de

capitaux : les importateurs étrangers sont contraints d'investir le produit de leurs ventes sur le marché intérieur.

14 L'ordre des hiéronymites, fondé en Espagne en 1373, connaît un succès immédiat; trente monastères sont créés entre 1375 et 1415, tous richement dotés par la couronne et les seigneurs ; l'un des plus importants est celui de Guadalupe. Un exemple de la dévotion de certains aristocrates pour l'ordre de saint François est fourni par le palais que le connétable de Castille bâtit à Burgos; c'est l'un des plus beaux monuments de l'architecture civile du XV[e] siècle ; sur la façade est représenté le cordon, qui est l'insigne du tiers-ordre franciscain ; d'où le nom que porte encore aujourd'hui ce palais: la maison du Cordon.

15 Leur fils Ferdinand est le futur Roi Catholique.

16 Le prince négocie avec le roi de Castille, par exemple, sans se soucier de ce que pense son père.

17 Ce qui revient à se placer sous la protection de son neveu, le roi de France Louis XI.

18 Plus exactement: le copeau de bois.

19 C'est le genre de guerre qu'affectionne, par exemple, un seigneur comme Miguel Lucas de Iranzo qui réside habituellement à Jaén et qui franchit régulièrement la frontière avec ses cavaliers pour piller et incendier telle ou telle bourgade.

20 C'est du reste l'un des problèmes que se posent régulièrement les interprètes du Coran : est-il licite à un musulman de racheter les biens saisis par des chrétiens à un autre musulman? Est-il licite de vendre des armes aux chrétiens ?

21 Ce sont les Nasrides qui ont construit le palais de l'Alhambra, terminé en 1390 ; le Généralité est postérieur: il date du début du xve siècle.

22 Les mosquées étaient aussi des établissements scolaires où l'on enseignait le Coran, la grammaire et l'arithmétique. Dans la grande mosquée et dans la Madrasa fonctionnait un centre d'enseignement supérieur; on y donnait des cours de droit, de théologie, de lettres, d'histoire, de généalogie, de musique, de mathématiques, de médecine, d'astronomie...

23 La première manifestation serait le romance Abenámar, inspiré par la bataille de la Higueruela (1431).

CHAPITRE IV

L'antisémitisme dans l'Espagne médiévale

On ne le répétera jamais trop : l'Espagne médiévale, qu'elle ait été majoritairement musulmane ou chrétienne, n'a jamais pratiqué la tolérance. Chaque religion prétend être seule à détenir la vérité; elle ne saurait donc transiger avec ce qu'elle considère comme l'erreur. Si on a laissé vivre et s'organiser des minorités religieuses, c'est parce qu'on ne pouvait pas faire autrement et parce qu'on avait besoin d'elles. Cela, qui s'applique à toutes les minorités, se vérifie particulièrement dans le cas des Juifs: ils n'ont jamais été vraiment acceptés; l'Église les a toujours condamnés, ce qui n'a pas manqué d'influer sur les opinions de la masse des fidèles. Cela n'a pas empêché les souverains et les élites de les protéger, mais cette attitude a eu ses limites. Tant que la conjoncture a été favorable, les Juifs en ont bénéficié comme les autres. Qu'elle vienne à changer et les Juifs en souffrent plus que les autres. C'est l'histoire tragique qu'a connue le judaïsme espagnol au Moyen Âge.

ANTIJUDAÏSME DOCTRINAL, ANTISÉMITISME POPULAIRE

Au Moyen Âge, la position de la papauté à l'égard des Juifs s'articule autour de deux pôles contradictoires: la protection et l'exclusion, mais la seconde attitude gagne du terrain à la fin du XIIe siècle et surtout au XIIIe, comme le montre la multiplication des disputes et des ouvrages polémiques. De ce point de vue, le IVe concile de Latran (1215) fait date en attirant l'attention sur les dangers que présente, pour les chrétiens, la fréquentation des Juifs. Le concile conseille de limiter les contacts aux seules transactions de caractère économique. Pour le reste, les chrétiens sont invités à se tenir à l'écart des Juifs : les mariages mixtes et les relations sexuelles sont à

proscrire [1]; on interdit aussi d'utiliser des Juifs comme nourrices, domestiques ou médecins, de confier à des Juifs des fonctions qui leur donnent autorité sur les chrétiens; on recommande d'enfermer les Juifs dans des quartiers réservés, de les obliger à porter des signes distinctifs - une rouelle jaune ou rouge -, de ne plus les autoriser à construire de nouvelles synagogues, etc.

Sur le moment, il ne semble pas qu'en Espagne on ait attaché beaucoup d'importance à ces recommandations. C'est seulement un siècle plus tard que des évêques espagnols adoptent des positions analogues, lors du synode que les prélats de la province ecclésiastique de Saint-Jacques-de-Compostelle tiennent à Zamora, en 1312. Le synode rappelle les dispositions qu'a arrêtées le IVe concile de Latran et demande qu'elles soient appliquées en Espagne; c'est la preuve que, jusque-là, on n'en avait tenu aucun compte. Les Juifs devraient désormais vivre séparés des chrétiens, porter des signes et des noms distinctifs, s'abstenir de travailler ostensiblement les dimanches et jours fériés, ne pas se montrer en public du Mercredi au Samedi saints et même fermer leurs portes et leurs fenêtres le Vendredi saint pour ne pas offenser les chrétiens qui commémorent ce jour-là la Passion du Christ. La liturgie de la Passion inclut des prières pour les perfides Juifs qui s'obstinent à ne pas reconnaître en Jésus le Messie annoncé par les Prophètes. Les ouvrages de controverse développent ces points; ils s'efforcent de convaincre les Juifs de leur erreur et de leur démontrer, par exemple, que l'Ancien Testament parle de la Trinité, que le Messie a une double nature, humaine et divine, que les livres sacrés des Juifs contiennent des phrases injurieuses pour le christianisme, etc. On peut citer à ce propos la dispute de Barcelone (1263) [2], les traités du dominicain Raymond Marti (1278), d'Arnaud de Vilanova, un peu plus tard celui de l'augustin Bernard Oliver, etc. Ces controverses ont amené certains religieux à apprendre l'hébreu et à interroger des rabbins pour tirer au clair le sens de tel ou tel passage de l'Ancien Testament, en remontant du texte latin de la Vulgate à l'original hébreu (la vérité hébraïque). Une école de ce genre fonctionnait à Murcie, en 1263, mais les moines qui la fréquentaient n'étaient pas seulement mus par des considérations scientifiques; c'étaient de futurs missionnaires et ces études les préparaient à combattre les rabbins sur leur propre terrain [3]. Dans leurs sermons, les moines mendiants

reprennent tous ces arguments et ces recommandations en leur donnant un tour pathétique pour frapper l'auditoire. Ils obtiennent même du roi Jacques Ier d'Aragon l'autorisation de prêcher dans les synagogues pour presser les Juifs de se convertir. Les catéchismes, enfin, définissent, à l'usage des chrétiens, ce qu'ils doivent penser des Juifs.

Certains historiens minimisent la portée de ces positions de l'Église. il s'agirait seulement de principes généraux dont on ne demanderait pas la mise en application; on serait en présence d'un antijudaïsme doctrinal qui n'aurait qu'une faible responsabilité dans le développement de l'antisémitisme populaire. Nous ne sommes pas de cet avis. A force d'entendre répéter, dimanche après dimanche, que les Juifs étaient un peuple perfide, déicide, obstiné dans son erreur et qu'il fallait le tenir à l'écart, les fidèles chrétiens ont fini par le croire. L'antisémitisme populaire est la traduction pratique de l'antijudaïsme doctrinal. Aux yeux du peuple chrétien, les Juifs sont des déicides ; leurs ancêtres ont décidé de faire mourir le Christ sur la croix [4]. Ce sont aussi des traîtres : ils ont aidé les Maures à conquérir l'Espagne en 711, notamment en leur livrant la ville de Tolède. On les accuse d'être durs en affaires, fourbes, lâches, rancuniers... et de présenter des traits physiques qui révèlent ces dispositions morales : nez crochu, yeux fendus, etc. Telle est l'image du Juif que présentent, par exemple, l'iconographie chrétienne du Moyen Age et les proverbes populaires. Cependant, malgré ces préjugés, les Juifs d'Espagne ont pu mener jusqu'au xive siècle une existence relativement paisible. C'est qu'ils étaient protégés par les souverains et par un statut qui leur donnait un certain nombre de garanties.

LES JUIFS DANS L'ESPAGNE CHRÉTIENNE

La plupart des Juifs qui vivaient dans l'Espagne musulmane l'avaient quittée au moment de la persécution des Almohades pour se réfugier dans les royaumes chrétiens du nord de la péninsule. Ils y furent accueillis avec empressement. Comme ils venaient d'un pays qui possédait alors un haut niveau de développement, les Juifs étaient appréciés, dans l'Espagne chrétienne, pour leurs qualifications professionnelle, leur compétence, leur culture. Ils représentaient un apport précieux pour des territoires à peupler

et à mettre en valeur. C'est pourquoi, jusqu'au xiv[e] siècle, les souverains n'ont guère tenu compte des recommandations de l'Église. En Castille, les codes juridiques d'Alphonse X (Partidas et Fuero real) et, en Aragon, la législation promulguée par Jacques I[er] reprennent formellement les prescriptions des autorités religieuses : les Juifs ne peuvent pas occuper des charges publiques, ni se mettre au service des chrétiens, ni employer des chrétiens, ni exercer la médecine auprès des chrétiens... ; on leur reconnaît le droit d'entretenir les synagogues existantes, mais pas celui d'en construire de nouvelles. En fait, la plupart de ces interdictions restent lettre morte. Plus importantes paraissent d'autres attitudes, cette fois contraires aux recommandations de la papauté, comme le geste d'Alphonse X mettant à la disposition des Juifs trois des mosquées de la Séville reconquise, et surtout la liberté du culte qui est garantie aux Juifs par le Fuero real[5] à condition qu'elle ne s'accompagne pas de prosélytisme. Il est vrai que cette « tolérance » est justifiée en des termes qui en disent long sur l'état d'esprit de ceux qui l'ont promulguée : les Juifs sont autorisés à vivre parmi les chrétiens « comme s'ils étaient en perpétuelle captivité, afin de rappeler par leur présence qu'ils descendent de ceux qui ont crucifié Notre Seigneur Jésus-Christ (Partidas) ». Pour le reste, ils reçoivent des garanties : les litiges entre Juifs et chrétiens sont soumis à des tribunaux mixtes ; le témoignage d'un Juif vaut celui d'un chrétien, etc.

Ces dispositions procèdent d'un principe général, qu'on trouve rappelé, par exemple, dans le fuero de Teruel (1176) : les Juifs sont considérés comme la propriété personnelle du roi qui, seul, peut décider de leur sort. C'est ce qui autorise les souverains à donner à la communauté juive une organisation qui va bien au-delà de la liberté du culte ; elle s'apparente à un statut d'autonomie relative au sein du royaume.

Chaque fois que les Juifs sont suffisamment nombreux, ils forment ce qu'on appelle une aljama. Il ne faut surtout pas traduire par ghetto: jusqu'en 1480, les Juifs d'Espagne ont vécu mêlés au reste de la population; ils n'ont jamais été confinés dans des quartiers réservés. S'ils ont tendance à se regrouper dans certaines rues, c'est pour des raisons de commodité, pour être à proximité de la synagogue et des boucheries casher, mais rien ne les y oblige. Ceux qui sont dispersés ou habitent dans de petites bourgades sont rattachés à l'aljama de la ville la plus proche [6]. L'aljama, c'est la

communauté de base, l'équivalent de la municipalité pour les chrétiens. Elle est dirigée par un conseil dont le rôle est comparable à celui des échevins; c'est lui qui administre la communauté. Dans les aljamas comme dans les municipalités chrétiennes, on observe une évolution analogue : les assemblées générales se font rares; un groupe restreint - une oligarchie - a tendance à prendre en charge la direction des affaires. L'aljama de Barcelone, au xive siècle, est régie par un conseil des Trente qui fait penser au conseil des Cent de la municipalité chrétienne; ce modèle est étendu à d'autres aljamas de la couronne d'Aragon, notamment à celles de Valence et de Huesca. À Tudela, ces échevins sont au nombre de vingt; on a conservé quelques-unes de leurs ordonnances, les takhanot, rédigées en hébreu et en espagnol.

Le rôle essentiel de l'aljama est de répartir et de lever les impôts et de veiller aux intérêts de la communauté. En plus des impôts dus au souverain - plus élevés que ceux qu'acquittent les chrétiens -, l'aljama perçoit des taxes [7]destinées à financer les services communs, en particulier l'entretien des rabbins et de la synagogue qui est plus qu'un lieu de culte ; c'est là que se tiennent les assemblées générales, que siègent les tribunaux, que fonctionnent les écoles talmudiques, que se réunissent les confréries chargées d'assister les pauvres et les malades, etc. L'aljama a ses propres magistrats qui rendent la justice conformément aux prescriptions de la Torah [8], avec possibilité, pour les plaignants, de faire appel devant les tribunaux royaux. Ces magistrats disposent d'une arme redoutable : le herem, c'est-à-dire l'excommunication, prononcée contre les malsines, ceux dont les actes ou les propos portent tort à la communauté; la peine encourue pouvait aller jusqu'à la mort; la sentence était alors exécutée par les officiers du roi[9]. Plus tard, l'Inquisition ne procédera pas autrement contre les chrétiens convaincus d'hérésie; elle aussi prononcera des peines de mort et laissera au bras séculier le soin d'exécuter les sentences. Ce sont ces analogies qui ont permis à certains auteurs d'écrire que l'idée même d'inquisition était d'origine juive [10]. Chaque aljama est autonome, mais, au xiiie siècle, dans la couronne de Castille, se met en place une représentation collective des Juifs, semblable aux Cortès, dont le rôle est d'arrêter une attitude commune en matière de fiscalité, de justice, de politique religieuse et d'administration interne ; on ne trouve rien de comparable en Navarre ou

dans la couronne d'Aragon. En revanche, à la même époque, les souverains prennent partout l'habitude de désigner un grand rab qui est à la fois leur interlocuteur et le porte-parole de la communauté juive. C'est avec lui qu'on discute des problèmes fiscaux et de tout ce qui concerne les Juifs [11].

Ces Juifs, combien étaient-ils et comment se répartissaient-ils sur le territoire espagnol ? Il est difficile de donner des chiffres précis ; on doit se contenter d'approximations. On parle de deux à trois cent mille personnes pour l'ensemble de la péninsule, soit moins de 5 % de la population, au XIII[e] siècle ; cela représente la plus forte communauté juive d'Europe. En Navarre, les grandes aljamas sont celles de Tudela, de Pampelune et d'Estella. Pour la couronne d'Aragon, on cite le plus souvent, par ordre d'importance, les communautés de Saragosse, Barcelone, Gérone et Palma, puis celles de Huesca, Valence et Tarragone. Dans les domaines castillans, on dispose d'informations concordantes qui placent en tête les aljamas de Tolède, de Séville[12]et de Burgos ; viennent ensuite celles de Palencia, Ségovie, Trujillo, Guadalajara, Ocaña, Soria, Avila, Zamora, Valladolid, Murcie...

Dans l'Espagne médiévale, les Juifs ne constituent ni une race [13], ni une caste, ni une classe sociale ; c'est une microsociété à côté de la société chrétienne majoritaire. Cette microsociété tire sa cohésion de la pratique d'une confession religieuse minoritaire ; pour le reste, elle ne forme pas un groupe homogène. Elle a ses riches et ses pauvres [14]; on y exerce toutes sortes de métiers, depuis l'agriculture jusqu'à la haute finance. On croit souvent que les Juifs vivaient surtout dans les villes. C'était probablement vrai à la fin du Moyen Âge, quand, pour des raisons de sécurité et d'autodéfense et aussi pour mieux pratiquer leur religion, ils ont préféré se regrouper dans des agglomérations, mais, pendant longtemps, les Juifs paraissent relativement nombreux à vivre à la campagne ; ils y possèdent des vignes [15], des troupeaux, des terres, mais pas de grandes propriétés. Les travaillent-ils eux-mêmes ? C'est moins sûr. À la fin du XIII[e] siècle, à la suite d'une loi qui leur interdit désormais de posséder des biens immobiliers, beaucoup de Juifs se voient contraints de renoncer à l'agriculture et à l'élevage. Ils se tournent alors vers le petit commerce et l'artisanat; ils vendent des toiles, des cuirs, des articles de confection ; ils sont cordonniers, tailleurs, brodeurs, orfèvres, tourneurs, forgerons,

bourreliers, serruriers, etc. Là encore, il faut dénoncer un lieu commun : les Juifs n'ont pas le monopole du petit commerce et de l'artisanat; l'idée de Castro sur la prétendue incapacité technique des chrétiens de la péninsule ne tient pas; dans l'Espagne médiévale, au fur et à mesure qu'on avance dans le temps, les chrétiens sont de plus en plus nombreux à travailler dans ces métiers. Au xv[e] siècle, on prétendra interdire aux Juifs l'artisanat et le commerce ; le prétexte invoqué est que les chrétiens ne doivent pas entrer en contact avec les Juifs ni dépendre d'eux; on peut aussi penser à un réflexe de défense: c'est bien la preuve qu'il y avait des artisans chrétiens puisqu'ils cherchaient à se prémunir contre la concurrence.

Pendant tout le Moyen Age, des Juifs se sont spécialisés dans certaines professions libérales, en particulier la médecine, et ils y ont acquis une réputation justifiée de compétence. Les souverains et les grands — les nobles aussi bien que les prélats — ont fréquemment, sinon exclusivement, recours à des médecins juifs. Plus tard, au xv[e] siècle, quand une partie de la communauté juive d'Espagne se sera convertie au catholicisme, certains néophytes se font remarquer par leurs qualités intellectuelles, comme penseurs ou écrivains. Il est incontestable que les Juifs jouissent dans ce domaine d'un grand prestige. Faut-il en conclure qu'ils étaient particulièrement doués de ce point de vue et que leur culture était supérieure à celle des chrétiens? La deuxième question appelle une réponse affirmative : il ne fait pas de doute que, d'une façon générale, les Juifs recevaient une instruction plus poussée. Cela se comprend : « Il semble (il n'y a pas de documents explicites là-dessus) que le nombre d'analphabètes Juifs était inférieur à celui des analphabètes chrétiens. C'est une question de "religion" [...]. La religion obligeait le Juif à lire des textes, pas seulement à les réciter, surtout dans les occasions solennelles. Le chrétien, lui, lorsqu'il assistait à la messe, signe le plus externe de la religion chrétienne, n'était pas tenu de lire : sa participation pouvait se limiter à écouter et répéter » (David Romano). On s'explique, dans ces conditions, qu'une élite intellectuelle ait pu se dégager plus facilement, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une élite; la masse du peuple juif ne devait pas différer sensiblement de la masse du peuple chrétien.

Reste à examiner le rôle des Juifs espagnols dans la vie économique. Un certain nombre d'entre eux étaient prêteurs sur gages, d'autres, collecteurs

d'impôts; d'autres encore s'étaient spécialisés dans le commerce international et la haute finance. Nous reparlerons du problème de l'usure, qui occupe une grande place dans la montée de l'antisémitisme au XIVe siècle. Américo Castro, Sánchez-Albornoz, Baer et d'autres ont surestimé le rôle des Juifs dans la collecte des impôts et la gestion des finances royales. Il ne faut jamais perdre de vue que nous avons affaire à une petite minorité, mais c'est une minorité qui ne passe pas inaperçue dans la mesure où elle a laissé des traces écrites [16]. On trouve ainsi des Juifs qui afferment les impôts, les dîmes et les taxes pour le compte des seigneurs, des chapitres diocésains, des évêques, des monastères, des municipalités, des rois, ou bien qui servent de courtiers dans des opérations mercantiles ou financières. À un plus haut niveau, dans la couronne d'Aragon plus qu'en Castille, des Juifs pratiquent le grand commerce international ; ils opèrent dans tout le bassin méditerranéen et jusqu'en Orient. Les Juifs de Majorque, en particulier, sont parmi les plus dynamiques. Le rôle de ces négociants juifs a été déterminant jusqu'au XIIIe siècle, moins par la suite, quand des chrétiens ont commencé à leur tour à s'intéresser aux affaires.

Les Juifs de cour sont ceux qui sont les mieux connus. Certains, qui disposaient de gros capitaux, les ont avancés aux souverains. Ce sont eux qui ont financé, par exemple, la dernière étape de la Reconquête, la campagne qui devait aboutir à la victoire des Navas de Tolosa, l'occupation de Valence et des Baléares. Comme garanties, ils se faisaient donner la ferme des impôts. À la fois banquiers, négociants et collecteurs, ces Juifs de cour ont obtenu aussi, dans quelques cas, la confiance des rois. C'est l'origine de quelques grandes familles. Dans la couronne d'Aragon, celle de Yehudá ben Levi avait été d'abord au service des chevaliers du Temple ; c'est pourquoi elle s'est fait appeler La Caballería. En 1257, Yehudá est déjà bailli de Saragosse ; en 1260, il reçoit autorité sur l'ensemble des finances du royaume d'Aragon; il a été aussi bailli à Valence. Au XIVe siècle, l'un de ses descendants, Benveniste de la Caballería, est à la tête de la plus grosse fortune de Saragosse. Il mène un train de vie comparable à celui des plus grands seigneurs; il bénéficie de privilèges fiscaux; on le voit de moins en moins participer aux affaires de la aljama. En Castille, à la même époque, Samuel ha-Levi (1320-1361), grand majordome et trésorier de Pierre Ier, devient prodigieusement riche et influent, grâce à ses fonctions. Il se fait

bâtir, à Tolède, un palais somptueux dont il reste quelques parties et les jardins [17]; c'est lui aussi qui finance, toujours à Tolède, la magnifique synagogue qui deviendra plus tard l'église du Tránsito et qui est aujourd'hui restaurée et transformée en musée. À la fin de sa vie, Samuel ha-Levi perd la faveur du souverain ; il meurt en prison, dépouillé de tous ses biens.

C'est dans le milieu des Juifs de cour que s'est opéré progressivement un certain détachement à l'égard des pratiques du judaïsme. Convaincus de leur supériorité, ils se montraient volontiers condescendants et méprisants vis-à-vis de leurs coreligionnaires. Les mises en garde des rabbins les laissaient indifférents. Ils vivaient fastueusement, entretenaient des maîtresses, mangeaient du porc, ne respectaient guère le sabbat... Juifs en contact avec les chrétiens, ils affichaient une sorte de scepticisme envers toutes les croyances religieuses. Il est possible que certaines lectures les aient encouragés dans cette voie. On sait en effet que l'averroïsme avait fait des adeptes au sein des communautés juives, entendons : des courants de pensée rationalistes, peut-être liés à l'influence de Maïmonide (1135-1204). Celui-ci, né Juif, s'était formé dans la culture arabe et avait vécu au Caire depuis son adolescence. Son Guide des égarés[18], rédigé en arabe, a été traduit très tôt en hébreu et s'est répandu dans les communautés juives de Provence, puis de Catalogne et, enfin, dans toute l'Espagne. Il s'agit d'une confrontation entre la Bible et la philosophie d'Aristote. Maïmonide estime qu'il n'y a pas de contradiction entre la foi et la philosophie. Il s'efforce de démontrer par la seule raison les articles principaux du judaïsme: unité de Dieu, création, providence, etc. De ces raisonnements, il était possible de passer à une interprétation allégorique de l'Écriture et de considérer les préceptes de la Loi comme des symboles à l'usage des humbles, mais dont les esprits supérieurs pouvaient se libérer. Ce pas, certains Juifs l'ont franchi et des rabbins ont attribué cette déviation à l'influence de Maïmonide, un Maïmonide hâtivement lu et mal compris. Au début du XIVe siècle, l'un de ces rabbins, Adret, a cru devoir réagir en interdisant aux Juifs catalans de moins de vingt-cinq ans de lire les « Grecs », c'est-à-dire, non seulement les traités de philosophie, mais encore les ouvrages de sciences naturelles, dans leur langue originale ou en traduction ; par un autre décret, Adret condamnait l'interprétation allégorique de l'Écriture. Il ne semble pas que ces mesures aient eu beaucoup d'effet. Quoi qu'il en soit, un problème est

posé qui aura des prolongements au XVe siècle : il est manifeste qu'au sein de la communauté juive certains commencent à douter; cette attitude conduira quelques-uns d'entre eux à la conversion au catholicisme et d'autres — parfois les mêmes - à l'indifférentisme et au matérialisme [19].

Dans le même temps que se développaient ces tendances dans un groupe restreint de Juifs de cour et d'intellectuels, la majorité se voyait invitée par les rabbins à plus de rigueur dans l'observation des préceptes de la Loi, à plus d'attention dans l'étude des textes sacrés et à plus de ferveur dans la prière. Le rabbin Adret est un bon représentant de ce courant piétiste qui se manifeste avec plus d'intensité dès la seconde moitié du XIIIe siècle, comme si les Juifs d'Espagne pressentaient les épreuves qui les attendaient et qui paraissaient à certains comme un châtiment pour la tiédeur de la foi et le relâchement des mœurs. Le succès de la Kabale, cette sorte de gnose juive, témoigne de cette inquiétude spirituelle : on refuse tout compromis avec le monde des Gentils et avec le rationalisme ; on interpose, entre le monde et Dieu, une suite d'intermédiaires et l'on donne de la Torah des commentaires faits d'emprunts à des connaissances de toute provenance : astronomie, cosmogonie, physiognomonie, démonologie, symbolique des nombres, énigmes, acrostiches... Le mysticisme est une réaction analogue. Dans les dernières années du XIIIe siècle, dans la région d'Avila, des prophètes annoncent la fin des temps et la venue du Messie pour le printemps 1295. Des Juifs se préparèrent à l'événement par des jeunes et des pénitences, puis, au jour dit, ils se rassemblèrent à la synagogue, vêtus de tuniques blanches sur lesquelles apparurent soudain des croix rouges...

Ces réactions rationalistes ou mystiques ne sont qu'un aspect du judaïsme espagnol. La majorité des Juifs menaient alors une existence modeste et s'acquittaient consciencieusement de leurs devoirs religieux. Entre le milieu du XIIe siècle et le milieu du XIVe, les Juifs d'Espagne ont connu, sinon un âge d'or, du moins une longue période de paix. En 1357 encore, en inaugurant la grande synagogue de Tolède, Samuel ha-Levi se félicitait de vivre en Castille, un royaume particulièrement bienveillant pour le peuple juif. C'était vrai aussi des Juifs de la couronne d'Aragon et encore plus de ceux de Navarre. Le judaïsme espagnol paraissait alors un îlot de prospérité par rapport à la situation dans le reste de l'Europe. Tout cela va s'effondrer

en moins d'un demi-siècle. On comprend que les Juifs conservent encore aujourd'hui la nostalgie de cette époque [20].

LA CRISE DU XIVe SIÈCLE

C'est une règle générale : l'antisémitisme est lié à la conjoncture. Les persécutions et les expulsions « sont toujours sous la dépendance des intempéries de la vie économique; elles les accompagnent [...]. La culpabilité majeure est celle de la récession » (F. Braudel). Les Juifs ont l'expérience de Joseph ; quand les vaches maigres deviennent trop nombreuses, comme cela s'était passé dans l'Égypte des Pharaons, ils savent qu'ils seront les premières victimes. C'est ce qu'on vérifie dans l'Espagne du XIVe siècle. Américo Castro a bien vu qu'un climat nouveau s'installe alors dans la péninsule Ibérique; on passe d'une période d'ouverture et de tolérance relative à une phase de conflits, mais il a tort d'expliquer ce revirement par l'intransigeance du groupe chrétien dominant. Ce qui change, ce ne sont pas les mentalités, c'est la conjoncture. La belle époque de l'Espagne des trois religions avait coïncidé avec une phase d'expansion territoriale, démographique et économique ; Juifs et chrétiens n'étaient pas concurrents sur le marché du travail ; les uns et les autres contribuaient à la prospérité générale et en partageaient les profits ; l'antijudaïsme militant de l'Église et des moines rencontrait peu d'échos. Les bouleversements sociaux, économiques et politiques du XIVe siècle, les guerres et les catastrophes naturelles qui précèdent et suivent la Peste noire créent une situation nouvelle. On entre dans une phase de récession, de difficultés et de tensions. Rien ne sera plus comme avant, ni pour les chrétiens, ni surtout pour les Juifs. Nous sommes en présence d'un phénomène qui dépasse le cadre de la péninsule Ibérique. Partout en Europe, en France, en Allemagne, etc. et pas seulement en Espagne, on constate le même désarroi des populations devant des malheurs qu'elles ne comprennent pas et qu'on est incapable d'arrêter. On se croit victime d'une malédiction, puni pour des fautes qu'on aurait commises. Les moines invitent les fidèles à se repentir, à changer de conduite et à revenir à Dieu. C'est alors que la présence, au milieu des chrétiens, du peuple déicide apparaît comme scandaleuse. Partout, on se retourne contre les Juifs ; on les accuse, par exemple, de

propager la peste en jetant du poison dans les puits. C'est de France que vient la première vague de persécutions, cette croisade « des Pastoureaux qui atteint la Navarre en 1321; des Juifs sont assassinés à Pampelune. A Estella, en 1328, les sermons d'un franciscain provoquent une émeute; des maisons appartenant à des Juifs sont pillées, des Juifs tués. Vingt ans plus tard, des scènes analogues se produisent à Barcelone et dans d'autres localités catalanes. Les choses reprennent ensuite leur cours normal, mais le ton est donné. L'antisémitisme est désormais installé en Espagne. C'est alors qu'on commence à accuser les Juifs de profaner des hosties consacrées et de commettre des crimes rituels. C'est alors que se pose avec acuité le problème de l'usure juive.

Au Moyen Âge, la règle était de ne pas prêter d'argent à intérêt à des coreligionnaires, de chrétien à chrétien ou de Juif à Juif; en revanche, un chrétien pouvait prêter à un Juif et inversement. Le recours au crédit est un élément essentiel de la vie économique. En l'absence d'organismes spécialisés, un certain nombre de Juifs avancent de l'argent à ceux qui ont des difficultés financières. Nous reviendrons sur les emprunts consentis à la couronne. En ce qui concerne les particuliers, la pratique du crédit n'est pas une activité répréhensible ; elle est réglementée par la loi qui fixe le taux de l'intérêt autorisé : 20 % dans la couronne d'Aragon, 33,3 % dans la couronne de Castille[21]; au-delà de ce taux, on considère qu'il y a usure. Est aussi réputée usuraire la pratique qui consiste à retenir d'avance les intérêts et à ne faire figurer que le principal sur la reconnaissance de dette. La plupart des emprunts portent sur des sommes peu importantes et sont à très court terme - six mois ou un an -; la dette est censée s'éteindre au bout de six ans. Les créanciers sont donc pressés de se faire rembourser, tandis qu'en période de récession les débiteurs ont du mal à payer. Les tribunaux sont encombrés de plaintes: les uns exigent de recouvrer leurs créances; les autres prétendent être victimes de pratiques usuraires. Les Cortès se font l'interprète des difficultés des seconds; elles demandent des moratoires, voire l'annulation d'une partie des dettes. Pour en finir une fois pour toutes avec la multiplication des litiges et avec le mécontentement, Alphonse XI prend, en 1348, une décision radicale : il interdit aux Juifs de pratiquer le prêt à intérêt et les autorise à acquérir des terres et à les mettre en exploitation. La mesure ne sera pas appliquée; les Cortès demandent elles-

mêmes qu'elle soit rapportée. C'est que, dans l'économie et dans la vie quotidienne, on ne pouvait pas se passer du crédit.

Le roi est sommé de rendre son arbitrage dans la question des dettes, mais le roi a lui-même des problèmes de trésorerie. Pour les résoudre, il a besoin que les Juifs lui consentent des prêts; encore faut-il que ces Juifs disposent d'argent, donc qu'ils se fassent rembourser par les particuliers. De plus, le renforcement du pouvoir royal passe par la mise en place d'un appareil d'État efficace : une bureaucratie, des moyens militaires, etc., ce qui suppose des rentrées fiscales plus importantes. Or ce sont encore des Juifs qui collectent les impôts. Ainsi prend corps le stéréotype du Juif qui boit le sang des pauvres gens, l'instrument et le bénéficiaire de l'oppression fiscale. La prodigieuse fortune de Samuel ha-Levi, très introduit à la cour - il est trésorier du roi, conseiller, diplomate... -, et ses dépenses fastueuses frappent les imaginations. Samuel ha-Levi devient le symbole de la richesse et du pouvoir juifs en Castille. En réalité, les aljamas aussi souffrent de la crise ; les Juifs aussi sont accablés d'impôts, plus encore que les chrétiens car ils sont plus vulnérables. Seule une petite minorité d'entre eux s'enrichit; la masse s'est appauvrie, mais les chrétiens pensent le contraire, ou plus exactement on leur fait croire le contraire.

L'opposition, en effet, se saisit du problème et en fait une exploitation politique. L'antisémitisme devient une arme de propagande pour les nobles qui contestent l'autorité de Pierre Ier et qui, pour gagner l'appui du peuple chrétien, reprennent ses revendications. Cela leur est d'autant plus facile que la grande majorité des Juifs, par prudence autant que par tradition, reste fidèle au roi légitime. Henri de Trastamare accuse son demi-frère Pierre Ier de s'entourer d'infidèles - Maures et Juifs - et de les favoriser par tous les moyens. Les partisans d'Henri font courir le bruit que Pierre Ier n'est pas le fils d'Alphonse XI, mais celui d'un Juif, Pero Gil [22], un enfant qui serait né au moment où la reine mettait au monde une fille [23]et qu'on lui aurait substitué... Les premiers massacres de Juifs - ceux qui se produisent à Tolède, en 1355 - ne sont pas spontanés; ils sont perpétrés par les partisans du Trastamare quand ils entrent dans la ville. Ce sont encore des soldats du Trastamare - et les mercenaires français commandés par Duguesclin - qui, au printemps 1366, détruisent le quartier juif de Briviesca. En avril 1366, Henri de Trastamare lui-même fait son entrée à Burgos et exige des Juifs de

la ville une rançon énorme: ceux qui ne pourront pas payer seront réduits en esclavage et vendus. En 1367, la populace de Valladolid se rue sur le quartier juif au cri de : Vive le roi Henri ! ; il n'y a pas de victime, mais les synagogues sont pillées.

Après sa victoire, Henri II de Trastamare ne reprend qu'en partie l'antisémitisme affiché pendant la guerre civile. Il promulgue un moratoire général des dettes, ce qui provoque des émeutes à Ségovie et à Avila : on brûle les documents et les hypothèques que détenaient les créanciers juifs. Pour le reste, Henri II confie de nouveau à des Juifs la tâche de collecter et d'administrer les impôts, mais dans des proportions moins importantes qu'auparavant; les finances publiques cessent désormais d'être un monopole entre les mains des Juifs. La guerre civile modifie en profondeur la situation des Juifs de la couronne de Castille. Pour la première fois, l'antisémitisme a fait l'objet d'une exploitation politique ; pour la première fois, il a pris des formes violentes et entraîné des assassinats et des pillages. Il est apparu comme la justification idéologique d'un conflit social qui, en réalité, n'avait pas de racines religieuses. Ce que les violences de ces années mettent en évidence, c'est la gravité de la crise qui touche les classes populaires. Les famines, la hausse des prix et la pression fiscale provoquent des tensions et des affrontements: pauvres contre riches et oppresseurs ; l'antisémitisme a servi à détourner la violence contre les Juifs. Un autre enseignement est à retenir: les Juifs ne peuvent compter, pour les défendre, que sur un pouvoir royal fort et respecté. Ils le savent [24]; c'est pourquoi ils sont loyaux envers la couronne ; le meilleur service que les Juifs de cour peuvent rendre à leurs coreligionnaires, c'est de renforcer le pouvoir royal. Les événements tragiques de 1391 en apportent la confirmation.

Depuis 1378, Fernand Martínez, archidiacre d'Écija, en Andalousie, multiplie les prêches antisémites, dans une conjoncture particulièrement difficile : l'inflation et la hausse des prix plongent les petites gens dans la misère. L'archidiacre invite les fidèles à rompre tous contacts avec les Juifs et à détruire les synagogues. Il agit de sa propre initiative. En mars 1382, à la demande de l'archevêque de Séville, le roi Jean Ier lui enjoint de se modérer. Fernand Martínez ne tient aucun compte de cet avertissement pas plus que de ceux qui suivent; il fait semblant de croire que ces mises en demeure n'expriment pas la véritable pensée du souverain. L'archevêque de

Séville se décide alors à suspendre Fernand Martínez et à engager des poursuites contre lui, mais le prélat meurt sur ces entrefaites (juillet 1390) et c'est l'agitateur qui, en qualité de proviseur, devient administrateur provisoire du diocèse. Quelques mois plus tard, le roi disparaît à son tour, laissant comme héritier un enfant en bas âge, Henri III. Ces deux disparitions, à quelques mois d'intervalle, laissent les mains libres à l'archidiacre. Celui-ci profite de la vacance du pouvoir, tant au sommet de l'État que dans le diocèse de Séville, pour aller encore plus loin dans ses provocations. Il fait démolir des synagogues et confisque des livres de prières. Une première émeute, en janvier 1391, est réprimée par les autorités municipales, appuyées par les hommes du comte de Niebla, mais rien ne peut empêcher la seconde, en juin de la même année. Des synagogues sont transformées en églises ; des maisons sont pillées, des Juifs sont assassinés; d'autres, effrayés, demandent à recevoir le baptême ou prennent la fuite.

De Séville, les émeutes gagnent tout le royaume. Cordoue, Jaén, Úbeda, Baeza, etc. voient se reproduire les scènes de pillage et les assassinats. La aljama de Ciudad Real est anéantie, celles de Tolède et de Cuenca mises à sac. Au nord du Guadarrama, les événements prennent un tour moins dramatique. On signale des mouvements de panique chez les Juifs de Burgos, des pillages çà et là, mais peu de victimes. Les pays de la couronne d'Aragon avaient échappé à l'hystérie antisémite, peut-être parce que le pouvoir royal y était plus respecté qu'en Castille; on y avait entendu peu de protestations contre la présence de Juifs dans l'administration fiscale ; le thème de l'usure n'avait guère été abordé. Pourtant, la violence s'étend rapidement dans la couronne d'Aragon. Au mois d'août 1391, Saragosse, Barcelone, Lérida, Gérone, Valence, Majorque sont atteintes. Partout se reproduisent les mêmes scènes : massacres, viols, pillages, avec les mêmes conséquences : beaucoup de Juifs se convertissent, d'autres fuient. Seule la Navarre est épargnée ; elle sert de refuge à des Juifs de Castille et d'Aragon.

Les événements de 1391 doivent s'interpréter comme une explosion de haine de classe détournée contre les Juifs et favorisée par la carence du pouvoir. De ce point de vue, la chronique de Pero López de Ayala est explicite : la populace, avide de pillage, s'est ruée contre les Juifs, excitée par les prédicateurs ; comme le conseil de régence était divisé sur la façon

de gouverner pendant la minorité du roi, on ne respectait plus les ordres venant de la cour. Partout, on relève un processus identique. Les sermons des moines mendiants échauffent les esprits ; saint Vincent Ferrier, par exemple, prêche sur le thème de l'Apocalypse. Pendant des siècles, on a habitué les chrétiens à haïr les Juifs. De petits groupes de meneurs n'ont pas eu de peine à tourner contre eux le ressentiment d'une partie du peuple désespéré par une détresse dont il ne comprenait pas les raisons et dont il ne voyait pas la fin, choqué par l'opulence de quelques-uns et persuadé qu'il était victime d'une injustice. Cet aspect est particulièrement net en Catalogne. À Barcelone, des paysans remensas viennent prêter main-forte aux mariniers et aux pêcheurs ; on crie : Vivent le roi et le peuple ! On raconte que les « gros » veulent détruire les « petits » ; on parle de brûler les maisons des riches. À Palma, tout commence par une révolte des journaliers contre les « gros ». À Gérone, ce sont des paysans qui se soulèvent sur fond de misère. À de rares exceptions près, les autorités et les élites sociales ont tenté de s'opposer aux émeutiers, presque toujours sans succès. À Barcelone, le Conseil des Cent recrute des gardes pour protéger le quartier juif et fait pendre quelques meneurs. À Gérone, le comte d'Ampurias accueille des Juifs dans son château. À Majorque, le gouverneur invite les Juifs à se regrouper à Palma où il serait plus facile de les protéger. Après les émeutes, un certain nombre de meneurs seront pendus : vingt-cinq à Barcelone, quinze à Lérida, cinq à Valence... D'autres sont frappés d'amendes.

Les événements de l'été 1391 ont eu comme résultat immédiat de démanteler le judaïsme espagnol. Les assassinats, l'exil et les conversions ont entraîné la disparition de nombreuses aljamas et l'appauvrissement de beaucoup d'autres.

Il est difficile de dresser le bilan des victimes. Certaines estimations sont manifestement excessives, en particulier celles que donnent les chroniqueurs: frappés par la soudaineté et l'ampleur des violences, ils parlent de milliers d'assassinats. Chaque fois qu'on les connaît avec précision, les chiffres sont beaucoup plus bas : quatre cents victimes à Barcelone, deux cent cinquante à Valence, soixante-dix-huit à Lérida... Plus encore que les assassinats et les destructions de biens, c'est le déchaînement de la haine qui a épouvanté les Juifs. Ceux qui le peuvent s'enfuient à

l'étranger, surtout en Afrique du Nord, accessoirement en Navarre, en France et au Portugal. D'autres trouvent refuge auprès de seigneurs qui les prennent sous leur protection; ils quittent alors les grandes villes pour s'installer dans des agglomérations plus modestes où ils se croient plus en sécurité.

Plus encore que les massacres et l'émigration, ce sont les conversions qui appauvrissent le judaïsme espagnol. Le mouvement avait commencé au XIVe siècle, mais il ne concernait qu'un petit nombre de gens cultivés ou riches. Il s'agissait de conversions spontanées qui faisaient grand bruit en raison de la personnalité des intéressés. La plus spectaculaire de ces conversions est celle d'un rabbin de Burgos, un an avant les massacres de 1391. Salomon ha-Levi, d'une vieille famille de talmudistes, se fait baptiser avec toute sa famille. Comme il descend de la tribu de Levi et qu'il prétend appartenir à la même souche que la Sainte Vierge, il prend le nom de Pablo de Santa Maria et devient, quelque temps plus tard, évêque de Burgos !

Les conversions qui se produisent à partir de 1391 sont beaucoup plus nombreuses et obéissent à de tout autres motivations. Cette fois, ce sont des milliers de Juifs qui demandent le baptême, épouvantés par ce qu'ils ont connu et soucieux d'épargner à leur famille de nouvelles persécutions. À vrai dire, le mouvement n'a pas toujours été immédiat; il n'a cessé de s'amplifier pour atteindre son maximum vers 1415[25]. Vingt ans après les massacres, le pouvoir civil envisage, pour la première fois, une série de mesures pour rendre aux Juifs la vie impossible et les obliger à se convertir. La reine-mère Catherine, qui est chargée de la régence pendant la minorité de Jean II de Castille, décide, en 1412, d'enfermer les Juifs dans des ghettos dont ils ne pourront plus sortir que sous certaines conditions. Ils devront désormais porter la barbe et les cheveux longs et coudre une rouelle rouge sur leurs vêtements. Un certain nombre de professions leur sont interdites, en dehors des ghettos : ils ne pourront plus être médecins, pharmaciens, droguistes, forgerons, charpentiers, tailleurs, bouchers, cordonniers, commerçants, collecteurs d'impôts... Cette législation est étendue, en 1415, à la couronne d'Aragon avec des clauses aggravantes : la possession du Talmud est déclarée illicite ; les Juifs ne peuvent plus disposer de plus d'une synagogue par aljama; ils sont tenus d'assister à trois sermons par an : le second dimanche de l'Avent, le lundi de Pâques et un troisième jour à la

discrétion des autorités locales. Cette réglementation ne sera pas appliquée, mais elle révèle un état d'esprit : on ne se résigne plus à la présence des Juifs ; on veut les pousser à se convertir.

Les moines, en effet, exploitent habilement la terreur des communautés juives et se livrent à une campagne intense de prosélytisme. Saint Vincent Ferrier (1350-1419) est le plus connu de ces prédicateurs à succès. Ce dominicain valencien, qui a parcouru l'Italie, la France et l'Espagne, avait l'art d'enflammer les foules par son éloquence et la mise en scène dont il entourait ses interventions : il aimait prêcher à la tombée de la nuit, dans des cimetières, entouré par une escorte de pénitents et de flagellants. Il affirme qu'il ne veut forcer personne à se convertir, mais il aide la grâce à produire ses effets. C'est lui qui prend en charge l'évangélisation des pays de la couronne d'Aragon, à partir de 1407. Ses relations avec le pape Benoît XIII et l'infant Ferdinand d'Antequera - qu'il contribue à installer sur le trône d'Aragon en 1412 - lui facilitent les choses. On lui attribue des milliers de conversions[26]. La campagne d'évangélisation culmine avec ce qu'on appelle improprement la Dispute ou la controverse de Tortosa (1413-1414), imaginée par le pape Benoît XIII. Il s'agissait d'établir la vérité du christianisme à partir de textes juifs et de démontrer que les rabbins avaient délibérément falsifié le Talmud sur des points fondamentaux comme la venue du Messie. Les Juifs étaient obligés d'assister aux séances; huit rabbins avaient reçu mission de parler au nom de la communauté ; leur rôle était de poser des questions ; dès qu'ils se mirent à discuter et à défendre le point de vue juif orthodoxe, le pape suspendit la séance: ils n'étaient pas là pour débattre, mais pour reconnaître publiquement leur erreur...

Faut-il s'étonner si, dans ces conditions, les conversions se soient chiffrées par milliers ? Plus de la moitié des Juifs d'Espagne auraient reçu le baptême entre 1391 et 1415, dont de nombreux rabbins et des personnalités en vue. Cette «trahison des clercs » (Léon Poliakov) pousse les humbles à les suivre dans la voie de l'apostasie. Le judaïsme espagnol ne se remettra jamais de cette catastrophe, prélude à l'expulsion qui aura lieu un siècle plus tard.

LE PROBLÈME DES CONVERSOS

À partir du XV[e] siècle, des précautions de vocabulaire s'imposent pour parler des Juifs d'Espagne. Il y a lieu de distinguer entre ceux qui continuent à professer le judaïsme - ce sont les Juifs proprement dits-et ceux qui se sont convertis, ainsi que leurs descendants: on les appelle nouveaux chrétiens. À l'intérieur de cette deuxième catégorie, l'usage, en Espagne, est d'opposer ceux qui acceptent la situation et décident de vivre désormais en chrétiens — ce sont les conversos — et ceux qui ne s'y résignent pas et qui mènent une double vie : ils feignent d'être chrétiens en public, mais, en privé, ils observent les rites et les pratiques du judaïsme; on dit qu'ils judaïsent et on les appelle marranes [27].

Ceux qui sont restés fidèles au judaïsme sont moins nombreux que ceux qui ont reçu le baptême : moins de cent mille pour l'ensemble de la péninsule Ibérique. Le judaïsme espagnol est sorti profondément bouleversé de la tourmente des années 1391-1415. Dans la couronne d'Aragon, des aljamas ont disparu ou ont perdu beaucoup de leur importance; c'est le cas de celles de Barcelone, de Valence, de Palma. Seule, celle de Saragosse est restée intacte. On observe un phénomène analogue dans les domaines castillans. Des aljamas autrefois florissantes (Séville, Tolède, Burgos...) ne comptent plus guère; d'autres, en revanche, sont apparues, notamment à Talavera. L'Andalousie compte maintenant moins de Juifs que la meseta nord et les grandes villes moins que des agglomérations plus modestes. Entre 1419 et 1422, les rois Jean II de Castille et Alphonse V d'Aragon ont abrogé la plupart des mesures discriminatoires prises par leurs prédécesseurs : les Juifs rentrent en possession des synagogues et des livres qu'on leur a confisqués ; ils peuvent de nouveau exercer les professions qui leur ont été interdites; on les dispense de l'obligation de porter la rouelle rouge. Sur ces bases, Abraham Benveniste entreprend de reconstituer le judaïsme en Castille. C'est un gros négociant qui est arrivé à la cour de Jean II en 1420. Grâce à Álvaro de Luna, il forme une compagnie commerciale - dans laquelle les chrétiens sont majoritaires - qui prend en charge le recouvrement des impôts. On rétablit pour lui la fonction de grand rab, chef de la communauté juive de Castille. Abraham Benveniste réunit à Valladolid, en 1432, des représentants de toutes les aljamas du royaume pour élaborer un document destiné à organiser et à réglementer la vie dans les aljamas. Celles-ci conservent leur autonomie interne, notamment en

matière judiciaire [28]; des taxes spéciales sont prévues pour financer le culte et l'éducation religieuse. Ces ordonnances sont soumises au roi qui les entérine. Elles reçoivent ainsi une sanction officielle, ce qui revient à reconnaître la communauté juive comme partie intégrante du royaume. Au moins en Castille, le judaïsme retrouve alors une existence légale et une vigueur relative. Les études théologiques et bibliques reprennent; elles s'accompagnent parfois d'échanges avec des chrétiens [29]. Il ne faut pourtant pas s'y tromper: le judaïsme espagnol n'est plus ce qu'il était. Dans la vie politique et économique, en particulier, le rôle des Juifs est maintenant des plus réduits. Dans la couronne d'Aragon, aucun d'entre eux n'occupe plus de fonctions au sommet de l'État. En Castille, les Juifs n'afferment guère plus du quart des impôts[30].

Les positions que les Juifs abandonnent, les conversos les occupent. C'est vrai d'abord du point de vue géographique. À Barcelone, à Valence, dans les grandes villes d'Andalousie et de Castille (Séville, Cordoue, Tolède, Ségovie, Burgos, etc.), les conversos forment maintenant des groupes nombreux, attirés par les affaires : le commerce — de gros ou de détail —, les finances, l'artisanat. Ce sont souvent des bourgeois, au double sens de ce mot: ils vivent en milieu urbain et ils sont les éléments d'une classe moyenne en formation. De véritables dynasties de marchands conversos occupent ainsi des positions dominantes à Burgos, la ville du grand commerce international de la laine. Le fait nouveau, c'est que leur conversion permet aux conversos d'accéder à des professions qui étaient et restent interdites aux Juifs. Ils sont relativement nombreux désormais à occuper des emplois publics. On les voit, au cours du XVe siècle, investir les municipalités, devenir échevins ou jurats. D'autres entrent dans les ordres et, grâce à leur niveau culturel, se hissent rapidement à des postes de responsabilité ou de prestige : ils deviennent chanoines, prieurs...

Cette promotion sociale des conversos ne passe pas inaperçue. Elle suscite des réactions dans les milieux populaires. En effet, si les élites - le pouvoir royal, l'aristocratie, la hiérarchie ecclésiastique - encouragent l'assimilation des conversos, les masses restent hostiles et l'antisémitisme d'antan associe maintenant Juifs et nouveaux chrétiens dans la même réprobation; on continue à penser que les uns et les autres exploitent le peuple et accaparent les bonnes places. On accuse aussi les conversos d'être

de faux chrétiens. Ce dernier reproche n'est pas sans fondement. Parmi ceux qui se sont convertis pour échapper à la fureur aveugle des foules en 1391, ou sous la pression des campagnes de prosélytisme du début du XVe siècle, certains sont revenus subrepticement à leur ancienne foi quand le danger s'est éloigné; on dit qu'ils judaïsent, ce qui n'est pas sans risque pour eux: la société considère en effet que le baptême, même administré dans ces conditions, crée une situation irréversible; judaïser les expose à être déclarés coupables d'hérésie, donc passibles de sanctions graves. Voilà les marranes condamnés, eux et leurs descendants, à être chrétiens, malgré qu'ils en aient. En public, ils se conforment à leurs obligations de catholiques; on les voit aller à la messe et suivre les offices; ils s'efforcent de se distinguer le moins possible des autres chrétiens. Dans l'intimité de leur foyer, en revanche, ils observent les rites et les pratiques de la loi de Moïse, respectent le sabbat et les fêtes juives; certains se font même circoncire. Ils mènent une double vie : ils sont catholiques en public et Juifs chez eux. Ce crypto-judaïsme est source de déchirements psychologiques et de tiraillements au sein des familles. On a pu voir, note un chroniqueur, le mari judaïser tandis que sa femme se voulait bonne chrétienne. On est obligé de se cacher pour prier selon sa foi et d'apprendre aux enfants à dissimuler. En 1510, une jeune femme décrira sa famille comme vivant perpétuellement sur le qui-vive : «On ne savait jamais s'il faisait jour ou s'il faisait nuit. » Un ouvrage publié en 1488 par un inquisiteur compare les marranes à la monture de Mahomet, Alborayque, qui n'était ni cheval ni mulet. Sur la réalité du crypto-judaïsme, le doute n'est plus permis. Un certain nombre d'affaires retentissantes ont fait scandale et ont fini par convaincre les plus sceptiques. Voici, par exemple, à Saragosse, la puissante famille de la Caballería, convertie depuis 1414. On apprendra plus tard que le chef de famille, Pedro, mort en 1461, n'a jamais cessé de réciter les prières juives et d'observer le sabbat [31]. Plus grave encore : le père Garcia Zapata, prieur du monastère hiéronymite de la Sisla, près de Tolède, ne manquait jamais de célébrer tous les ans, en septembre, la fête des Tabernacles ; quand il disait la messe, au moment de l'élévation, au lieu des paroles de la consécration, il prononçait à voix basse des propos blasphématoires et irrévérencieux. Il fut l'une des premières victimes de l'Inquisition et mourut sur le bûcher. Une minorité relativement importante de marranes continuait, après une conversion forcée, à vivre secrètement

dans le judaïsme, à lire la Bible, observer le sabbat, s'abstenir de manger de la viande de porc, etc.

Les vieux-chrétiens se méfient des faux convertis, mais certains de ceux qui sont restés Juifs en veulent aussi aux conversos ; ils leur reprochent d'avoir manqué de courage devant l'épreuve[32]ou d'avoir apostasié par commodité, pour ne pas renoncer à leur confort matériel[33]. La vérité, c'est qu'un certain nombre de Juifs ont perdu la foi. Comme au XIVe siècle, des rabbins dénoncent les mauvaises influences ; la philosophie d'Aristote et les œuvres de Maïmonide[34]ont semé le doute et miné les fondements de la foi et de la morale. En 1390, Pablo de Santa Maria avait expliqué que la méditation de certains livres — la Somme de saint Thomas d'Aquin, mais aussi les ouvrages de Maïmonide — l'ont conduit à se convertir. Au XVe siècle, les courants averroïstes et rationalistes font de nouveaux adeptes, aussi bien chez les Juifs que chez les conversos. Les humbles ne se posent pas de questions, mais les élites doutent. Elles ont tendance à donner de la Torah une interprétation simplement allégorique ; aux préceptes de la Loi, ils préfèrent la morale d'Aristote ; beaucoup ne croient plus à la providence ni à l'immortalité de l'âme. On entend, de plus en plus souvent, des phrases du genre : l'homme est comme les animaux, il naît et il meurt et, après la mort, tout retourne au néant. C'est une déclaration de matérialisme. Contre Lucien Febvre, il faut admettre que, du moins en Espagne, dès le XVe siècle, l'incroyance était bel et bien possible. Partagés entre le christianisme et le judaïsme, un nombre relativement élevé de conversos cultivés avaient fini par devenir indifférents en matière de religion; ils ne croyaient plus à rien. C'est dans ce climat intellectuel que s'est élaborée cette œuvre si déroutante, due à la plume d'un converso, la Célestine: ce n'est pas une œuvre chrétienne, bien entendu, mais on n'y décèle pas non plus l'expression déguisée d'une pensée ou d'une morale juive ; les personnages se meuvent dans un monde qui n'est ni chrétien ni Juif, un monde sécularisé et laïcisé [35].

Les rabbins orthodoxes ne sont pas seuls à s'inquiéter. Certains conversos mettent un zèle de néophytes à combattre à la fois les Juifs et les marranes, les premiers parce qu'ils s'obstinent dans l'erreur, les seconds parce qu'ils jettent un doute sur la sincérité de tous les nouveaux chrétiens. Déjà au XIVe siècle, Abner, qui s'était converti en 1321, s'était fait une spécialité de

dénoncer les falsifications qu'il croyait relever dans le Talmud et l'aveuglement des rabbins; il recommandait la manière forte pour contraindre les Juifs à changer de religion. Au milieu du XVe siècle, c'est à la plume de deux conversos qu'on doit les pamphlets les plus mordants contre leurs anciens coreligionnaires. Il s'agit de deux moines, un franciscain, Alonso de Espina, et un hiéronymite, Alonso de Oropesa. Le premier dénonce le matérialisme de certains conversos; parmi les nouveaux chrétiens, il distingue trois groupes : les vrais convertis, dont les familles marchandes de Burgos sont un bon exemple ; les opportunistes, qui ont voulu sauver leur vie ou conserver leur position sociale ; les convertis de force.

Alonso de Espina considère que les marranes méritent d'être châtiés et que les Juifs, par leur seule présence, sont un obstacle qui empêche les conversos de s'assimiler complètement[36]. Ce qui est en germe, dans ces propos, c'est l'Inquisition contre les judaïsants et l'expulsion pour les Juifs. Alonso de Oropesa, lui, prend la défense des conversos, mais c'est pour mieux s'en prendre aux Juifs et aux marranes. Lui aussi pense que la seule présence des premiers constitue une provocation et une invitation à judaïser. Pour en finir avec ce problème irritant, il recommande à son tour la plus sévère rigueur contre les judaïsants[37]. C'est encore la répression qui est préconisée. De fait, Henri IV engage alors des démarches auprès de la papauté en vue d'obtenir la création d'une Inquisition, puis il se désintéresse de l'affaire.

Ces polémiques n'intéressent pas les milieux populaires qui ne font aucune distinction entre Juifs et conversos, entre vrais et faux convertis, mais l'antisémitisme se tourne plutôt contre les conversos dans la mesure où ils occupent souvent des positions en vue. Comme au XIVe siècle, les difficultés économiques liées à la conjoncture et les crises politiques se prêtent à toutes les exaspérations et à toutes les provocations. C'est ce qui se vérifie en Castille entre 1449 et 1474. L'émeute de Tolède, en 1449, n'a pas d'autre explication. Álvaro de Luna, qui s'efforce d'assurer la victoire du pouvoir royal contre les factions nobiliaires, décide de lever un emprunt forcé. Un démagogue, Pero Sarmiento, exploite le mécontentement du petit peuple, déjà écrasé d'impôts, et le tourne contre le gouvernement et ses alliés, Juifs et conversos. Pendant plusieurs mois, il reste maître de la ville

et pille systématiquement les demeures de ses adversaires politiques, conversos ou non. Pour la première fois en Espagne, il décide d'exclure les conversos des offices municipaux et pose en principe que désormais ces charges seront exclusivement réservées aux vieux-chrétiens. C'est le premier en date des statuts de pureté de sang qui introduisent une discrimination entre les chrétiens selon la date à laquelle ils ont reçu le baptême. L'affaire soulève une polémique passionnée. Des théologiens prennent position contre ce type de discrimination. Lope de Barrientos, évêque de Cuenca, dénonce les fauteurs de zizanie ; selon lui, ce serait tomber dans l'hérésie que d'admettre des hommes dans la communauté des fidèles pour leur refuser ensuite l'accès à certaines fonctions. Le pape Nicolas V va dans le même sens : quelle que soit la date à laquelle ils sont devenus chrétiens, tous les fidèles forment un seul troupeau; tous ont également droit aux offices et aux bénéfices que peuvent leur offrir la société civile et la société ecclésiastique.

L'ordre finit par revenir à Tolède, au moins provisoirement. Les troubles reprennent en 1467. L'occasion en est encore fournie par des exactions fiscales impopulaires et par les rivalités entre partisans et adversaires d'Henri IV. A la suite de véritables batailles de rue, on massacre des conversos, on brûle leurs maisons après les avoir pillées. Et la série continue. Les événements de 1473 rappellent ceux de 1391; ils se passent presque au même endroit et ont des causes analogues. Cette fois, ce n'est pas Séville qui donne le signal, mais Cordoue. Dans une Andalousie touchée par plusieurs années consécutives de mauvaises récoltes, la disette s'est installée, aggravée par une forte hausse des prix; des épidémies de peste s'abattent sur une population sous-alimentée. On hait les riches parce qu'ils sont à l'abri de la faim et de la maladie ; on accuse les commerçants de stocker le blé pour faire monter les prix; on pille les maisons des uns et des autres, mais on ne vise pas spécialement les conversos. Ce sont les partis et les démagogues qui mettent à profit l'exaspération du peuple et la tournent contre les conversos, parce que ceux-ci ont toujours le même réflexe: ils sont loyaux à l'égard du pouvoir royal, qui est seul à pouvoir garantir leur sécurité. En 1473, Cordoue est le théâtre de pillages et de combats de rues ; on voit alors des hidalgos et de grands seigneurs comme le duc de Medinasidonia risquer leur vie pour défendre les conversos

menacés de mort. C'est sur ces scènes de violence que se termine le règne d'Henri IV et c'est cette situation que vont devoir affronter les Rois Catholiques, à partir de 1474.

1 Il faut remarquer que les Juifs réagissent de la même façon. Y. Baer cite le cas d'une Juive qui avait couché avec un chrétien; pour la punir, ses coreligionnaires de Coca, en 1320, décident de lui couper le nez.

2 Pendant quatre jours, en présence du roi Jacques I[er], de l'ex-général des dominicains, saint Raymond de Peñafort, et de personnalités de la cour et de l'ÉGLISE, un Juif converti s'offre à démontrer à un rabbin que le Christ était bien le Messie attendu, qu'il avait une double nature, humaine et divine, qu'il était mort pour sauver tous les hommes, etc.

3 Comme exemple de controverse désintéressée et de bonne foi, on cite souvent le Livre du Gentil et des trois sages du Catalan Raymond Lull (t 1315) : un chrétien, un musulman et un Juif échangent leurs idées avant de décider laquelle des trois religions paraît la plus proche de la vérité. Y. Baer observe que la tolérance de Raymond Lull se limitait à des exercices littéraires ; il avait obtenu du roi Jacques II d'Aragon l'autorisation de prêcher devant les Juifs ; on peut penser - ajoute Baer - que le ton de ces sermons était moins prévenant et moins respectueux des croyances des autres.

4 À Gérone, pendant la Semaine sainte, la coutume voulait qu'on simulât une attaque contre le quartier Juif ; du haut du palais épiscopal, on jetait des pierres et des torches enflammées sur les maisons des Juifs. Curieuse manifestation d'antijudaïsme doctrinal! Pour se défendre contre l'accusation d'avoir fait mourir le Christ sur la croix, une tradition pieusement entretenue dans les communautés juives prétendait que les Juifs d'Espagne descendaient de la tribu de Juda et s'étaient établis dans la péninsule Ibérique à l'époque de la destruction du premier temple de Jérusalem (587 avant J.-C.) ; ils n'avaient eu aucune part au procès de Jésus. En réalité, le judaïsme espagnol est postérieur à la destruction du second temple (70 après J.-C.). Dans le même ordre d'idées, on relève une interpolation tardive (vers 1450) dans la Chronique générale d'Espagne, texte du XIV[e] siècle : la transcription de lettres que les Juifs de Tolède auraient écrites à leurs coreligionnaires de Jérusalem pour les dissuader de mettre à mort Jésus de Nazareth.

5 Les Juifs reçoivent le droit de posséder et d'utiliser leurs livres sacrés, d'observer le sabbat et leurs fêtes religieuses.

6 Les Juifs de Vilafranca del Penedés, de Cervera ou de Manresa, par exemple, dépendaient de l'aljama de Barcelone.

7 Sur les animaux abattus dans les boucheries, sur le vin, sur les mariages et les enterrements, etc.

8 Des peines étaient prévues pour infraction aux règles du sabbat, adultère, etc. À Barcelone, cette autonomie judiciaire a été limitée à partir de 1377 : l'aljama restait compétente pour les affaires criminelles, sauf si la peine encourue était la mort ou l'amputation d'un membre; dans ces cas-là, il fallait recourir à la justice royale.

9 En Castille, les Cortès de Soria (1380) demandent l'abolition de ce privilège.

10 C'est notamment l'avis d'Américo Castro et de Sánchez-Albornoz, pour une fois d'accord. Qu'on pense au herem que la communauté juive d'Amsterdam prononcera, au XVII[e] siècle, contre Spinoza; heureusement pour l'intéressé, les Juifs d'Amsterdam, à la différence de ceux de la Castille médiévale, n'avaient le droit ni de condamner à mort ni de faire exécuter les sentences.

11 En général, les rois nomment à ce poste quelqu'un de leur entourage. En 1390, Charles III de Navarre désigne son médecin personnel, Joseph Orabuena; pour la couronne de Castille, on connaît les quatre personnages qui ont occupé ces fonctions au xv[e] siècle : Abraham Benveniste sous Jean II, Samaya et Jacob Aben Núñez sous Henri IV, Abraham Senior sous les Rois Catholiques.

12 Il y aurait eu jusqu'à vingt-trois synagogues à Séville, dans la première moitié du xiv[e] siècle.

13 L'analyse des restes trouvés dans le cimetière juif de Barcelone - le seul qui ait été fouillé - ne permet pas de conclure à des particularités quelconques. En dépit des stéréotypes, les Juifs ne présentent pas de traits physiques qui leur soient propres. Aux Etats-Unis, aux pires moments de la ségrégation, personne n'a jamais demandé que les Noirs portent un signe distinctif: c'était superflu. À certaines époques et dans certains pays, on a estimé nécessaire de faire porter aux Juifs une rouelle ou une étoile jaune ; c'est bien la preuve que, sans cela, il aurait été difficile de les distinguer du reste de la population.

14 Et ses conflits de classes ! À Saragosse, en 1264, on voit de pauvres Juifs protester contre les exactions dont ils sont victimes de la part des riches.

15 Les Juifs ne peuvent boire que du vin préparé et manipulé par d'autres Juifs.

16 « L'idée généralisée est en effet que les Juifs ne faisaient rien d'autre que de prêter de l'argent, et si l'on regarde les documents, l'impression est apparemment juste. De fait, les prêts laissent des traces documentaires, alors que les autres occupations qui n'ont pas de rapport avec l'argent n'ont pas besoin de textes documentaires. J'ai par exemple essayé plusieurs fois de trouver dans les documents la trace des grands rabbins catalans: ils y figurent rarement » (David Romano).

17 C'est le palais qu'on montre aux touristes en leur expliquant que c'était la maison du Greco !

18 Le titre Guide de ceux qui doutent est peut-être préférable.

19 C'est ce que leur reproche, au début du XIV[e] siècle, le rabbin de Saragosse, Hasdaï Abraham Crescas, qui avait échappé aux massacres de 1391 grâce à la protection du roi, dans son livre, Or Adonaï (Lumière du Seigneur).

20 On aura remarqué que nous n'employons jamais le terme de Sépharad pour désigner le judaïsme espagnol. Il semble en effet que le mot soit postérieur à l'expulsion de 1492 ; on ne le trouve pas dans l'Espagne médiévale, du moins dans le sens précis qu'on lui donne aujourd'hui.

21 Cette différence de taux signifie qu'en Castille l'argent est rare, donc cher.

22 De là le sobriquet dont on affuble les partisans du roi légitime : emperejilados, les séides du fils de Pero Gil.

23 Cette fille serait à son tour la mère de Salomon ha-Levi, un rabbin qui, après sa conversion au catholicisme, deviendra évêque de Burgos sous le nom de Pablo de Santa María.

24 Cf. la déclaration de Moises ha-Cohen en 1375, à propos du nouveau monarque, Henri II : « Notre vie et notre bien-être dépendent de la prospérité de l'État [...]. Nous ne sommes pas contre le roi, au contraire: le roi est notre protection dans le malheur. »

25 Dans l'historiographie juive, 1391 est «l'année des persécutions et de l'oppression » et 1413-1414 « l'année de l'apostasie ».

26 Dont celle des Juifs de Palencia, en Castille, qui ne fait pas l'affaire de l'évêque du lieu. Palencia, en effet, est ville épiscopale ; à ce titre, les Juifs représentent pour l'évêque, qui est leur seigneur, une source de revenus d'autant plus appréciable qu'ils payent beaucoup plus de taxes que

les chrétiens. Le roi Jean II lui accorde des compensations financières en raison du manque à gagner que suppose la conversion d'une partie de ses sujets !

27 Le mot est attesté depuis 1380 au moins comme injure que des chrétiens utilisent contre les Juifs convertis. L'étymologie est incertaine : marrano désignerait le porc et le terme s'appliquerait par dérision à ceux qui n'en mangent pas.

28 Elles ne sont plus autorisées à prononcer la peine de mort contre les malsines; on se contente de les exclure de la communauté.

29 Un bon exemple, mais isolé, est donné par la Bible dite de Guadalajara. Il s'agit d'une traduction annotée en castillan réalisée par le rabbin Moïse Arragel à la demande du maître de Calatrava Louis de Guzmán avec la collaboration de franciscains de Tolède.

30 Entre 1439 et 1469, sur cinq cents collecteurs d'impôts connus, Ladero Quesada ne relève que soixante-douze Juifs, même pas 15 % du total.

31 L'affaire éclate au moment de la création de l'Inquisition, en 1480, à la suite de la déposition d'un tisserand qui avait bien connu Pedro de la Caballería. Comme il s'étonnait devant lui qu'un homme aussi versé dans les choses du judaïsme pût être chrétien, il s'attira cette réplique : « Tais-toi ; tu n'es qu'un sot. Qu'avais-je à gagner à rester juif? Je serais devenu rabbin, mais je n'aurais pas pu aller plus loin ; tandis que maintenant je suis jurat et, grâce au petit homme qu'on a mis en croix, je suis le maître à Saragosse. » Avant de se convertir, Pedro de la Caballería n'osait pas bouger le jour du sabbat; «maintenant, je fais ce que je veux, y compris jeûner pour la fête du Kippour, si j'en ai envie». Le plus piquant, c'est que Pedro de la Caballería serait l'auteur d'une apologie du christianisme : Zelus Christi contra Judaeos, Sarracenos et infideles (1450) !

32 Se référant à la persécution des Almohades, Maïmonide, très lu dans les communautés juives d'Espagne, admettait qu'un Juif, sous la contrainte, se convertît à une autre religion : la Loi - écrivait-il - a été faite pour qu'on l'observât pendant la vie, non pour qu'on mourût pour elle. Ce que Maïmonide condamnait, c'était non la conversion, mais le fait, pour les convertis, de renoncer à pratiquer en secret le judaïsme.

33 S'agissant des conversions de 1414, un auteur Juif de l'époque écrit: «La plupart des bandits qui collectaient les impôts abandonnèrent leur religion de peur de perdre leurs moyens d'existence, car ils ne savaient pas faire autre chose. Des artisans firent de même en se voyant acculés à la ruine, aux privations et à la prison. »

34 On note précisément, au début du XVe siècle, un regain d'intérêt pour les œuvres de Maïmonide ; le Guide des Égarés est traduit en castillan en 1419.

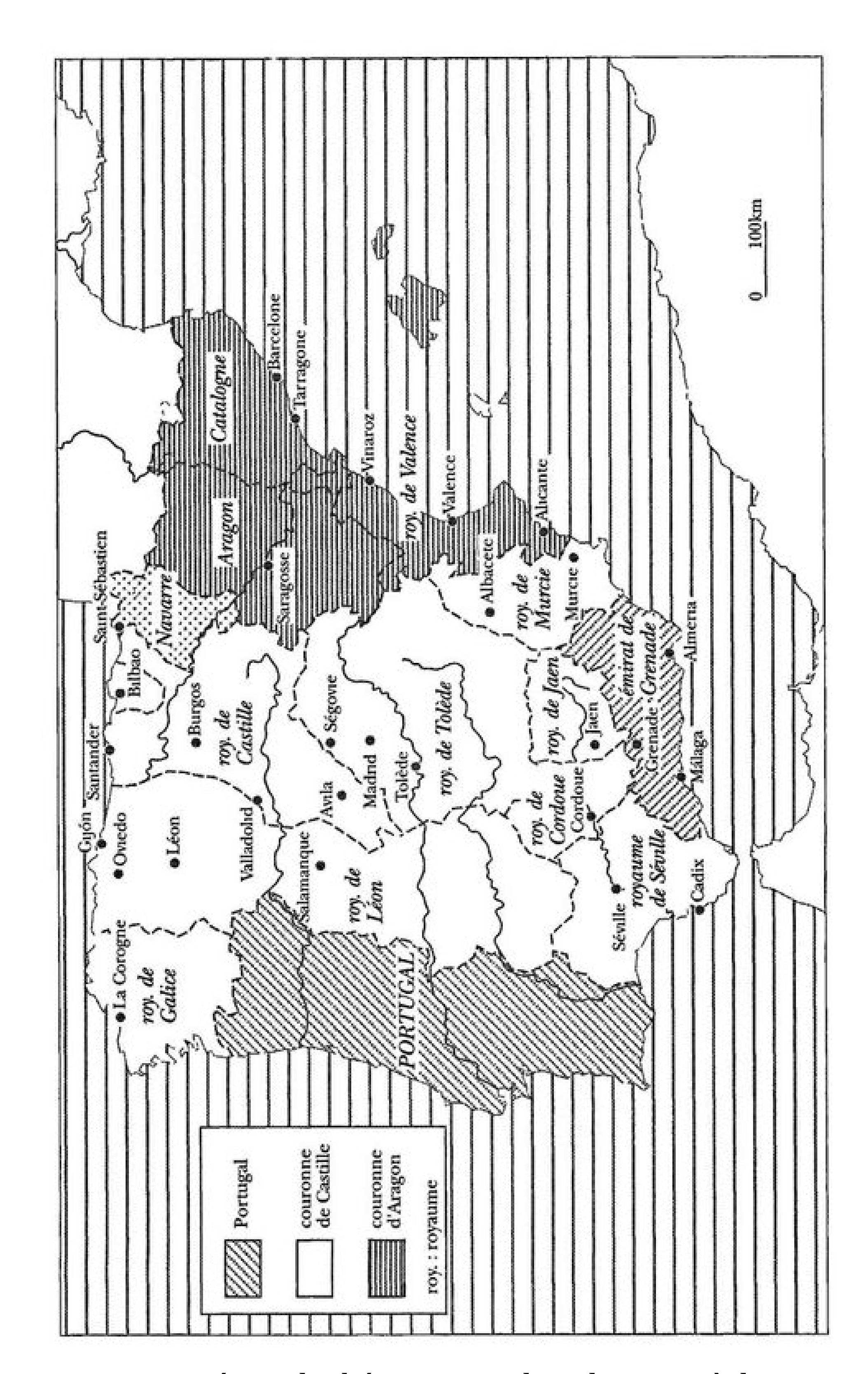
35 Cf. YOVEL (Yirmiyahu), Spinoza, el marrano de la razón, Madrid, Anaya, 1995 (première édition en anglais : Spinoza and other heretics, Princeton University Press, 1989.

36 Fortalitium fidei (1459).

37 Lumen ad revelationem gentium (1465) et Defensorium unitatis christianae. Dans le second de ces livres, on lit des phrases comme la suivante : « Si un nouveau chrétien se conduit mal [...], il faut le punir cruellement; je serai le premier à porter du bois pour son bûcher et à y mettre le feu. »

DEUXIÈME PARTIE

L'Espagne impériale (1474-1700)



La péninsule Ibérique au milieu du XVe siècle

Dans le dernier tiers du XVe siècle, la péninsule Ibérique cesse d'être un territoire en marge de la chrétienté. Sous la direction de la Castille, le plus dynamique des États qui la composent, elle s'efforce de s'unifier politiquement; elle se hisse au premier rang en Europe et elle conserve cette place jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Cette ascension a été rendue possible par l'œuvre de deux souverains exceptionnels, Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, qui ont créé les bases de la prépondérance espagnole, et par le concours de circonstances qui a fait de leur petit fils, Charles de Gand, l'héritier des ducs de Bourgogne et le titulaire du Saint Empire romain germanique. Pour l'essentiel, les bases de cette puissance sont en place dès la fin du XVe siècle : une économie fondée sur l'exportation des matières premières, le commerce et, très vite, l'exploitation des richesses minières du Nouveau Monde; une société marquée par le prestige des valeurs nobiliaires, dans laquelle les paysans et, d'une manière générale, les producteurs sont sacrifiés ; enfin, un État autoritaire, dont la Castille constitue l'élément moteur, un État qui impose à ses sujets une idéologie officielle, mais qui respecte l'autonomie de ses composantes territoriales. La période qui va de 1474 à 1700 est rythmée par différents règnes. Chacun d'eux possède son originalité sans que l'unité d'ensemble en souffre, car les règles fixées par les premiers souverains s'imposent tout naturellement aux suivants. On trouve, au début, les fondateurs, ceux qu'on appelle les Rois Catholiques, Isabelle et Ferdinand, qui règnent ensemble jusqu'en 1504; après la mort d'Isabelle, le roi d'Aragon gouverne seul jusqu'à l'avènement de son petit-fils, en 1516. Une dynastie nouvelle s'installe alors en Espagne. Gregorio Marañón en a caractérisé les souverains par cette formule : des cinq Habsbourgs qui ont régné sur l'Espagne, le premier, Charles Quint (1516-1556), inspire l'admiration, le deuxième, Philippe II (1556-1598), le respect, le troisième, Philippe III (1598-1621), l'indifférence, le quatrième, Philippe IV (1621-1665), la sympathie, le cinquième et dernier, Charles II (1665-1700), la pitié. Ce n'est pas mal vu et cela rend bien compte d'une évolution qui a frappé les contemporains et inspiré tant de méditations sur le thème de la grandeur et de la décadence des Empires.

CHAPITRE PREMIER

Les rois catholiques[1]

En 1474, au moment où Isabelle monte sur le trône de Castille, la péninsule Ibérique est divisée en cinq États : le Portugal, la Castille, l'Aragon, la Navarre, dont le territoire s'étend jusqu'à Pau, de l'autre côté des Pyrénées, et enfin, au sud-est, le dernier vestige de la puissance musulmane, l'émirat de Grenade. À l'exception de ce dernier, les quatre autres ont le sentiment d'appartenir à une même communauté de civilisation, nous dirions : à une même aire culturelle. C'est une dynastie castillane qui règne en Aragon depuis 1412 ; comment les peuples n'auraient-ils pas l'impression de faire partie d'une même famille? Malgré les différences que l'histoire a contribué à creuser entre eux, on y conserve la nostalgie de l'unité perdue en 711 sous le choc des envahisseurs musulmans qui a entraîné la « destruction » de l'Espagne, selon l'expression des chroniqueurs et des légendes populaires. On n'a jamais perdu l'espoir non plus de refaire cette unité, mais comment y parvenir? C'est en Castille que cette ambition est la plus vivace ; ses rois se croient les héritiers légitimes de la monarchie wisigothique et ils ont longtemps aspiré à la reconstituer à leur profit, mais, au milieu du XVe siècle, il est clair que l'union, si elle doit se faire, ne se réalisera que sur la base d'ententes dynastiques. De ce point de vue, la Castille, parce qu'elle occupe une position centrale, a l'initiative, et la princesse Isabelle, héritière du trône depuis 1468, le sait: il dépend de son mariage que le rapprochement se fasse avec le Portugal ou avec l'Aragon.

L'alliance portugaise avait les préférences du roi de Castille, Henri IV, qui envisageait de marier sa demi-sœur Isabelle au roi de Portugal et sa fille Jeanne au fils aîné et héritier du même roi. C'était une façon de laisser une chance à sa propre fille, l'infante Jeanne dont des nobles contestaient les droits, car le contrat aurait été assorti de la clause suivante : au cas où

Isabelle n'aurait pas eu d'enfant mâle et où Jeanne en aurait eu un, c'est à ce dernier que serait revenue la couronne de Castille. De son côté, le roi d'Aragon, Jean II, s'intéressait de près aux affaires de Castille; n'était-il pas lui-même d'origine castillane? En mariant son fils Ferdinand à l'héritière désignée du royaume de Castille, Jean II réaliserait le vieux rêve des infants d'Aragon : occuper en Castille une situation de premier plan, et quelle situation ! la première ! Jean II emploie tous les moyens à fond pour convaincre Isabelle. Pour arriver à ses fins, il compte sur l'intrigant archevêque de Tolède, Carrillo, convaincu depuis longtemps de la nécessité de s'appuyer sur l'Aragon pour contre battre la trop grande influence du Portugal.

Isabelle choisit l'Aragon non pas parce que Ferdinand a presque le même âge qu'elle[2], mais parce que c'est pour elle le meilleur moyen d'arriver au pouvoir: le parti portugais est alors très fort en Castille et il joue plutôt en faveur de la princesse Jeanne. Pour éliminer sa rivale, elle a besoin de l'alliance avec l'Aragon. Le mariage est célébré en 1469, presque dans la clandestinité, afin de déjouer la vigilance du roi de Castille. L'appui de l'archevêque de Tolède est décisif; c'est lui qui célèbre le mariage, après avoir donné lecture d'une fausse bulle du pape Pie II accordant la dispense indispensable puisque les deux époux sont cousins au second degré[3]. Connaissant la curie romaine, il savait que, si tout allait bien, le pape ne manquerait pas de régulariser après coup la situation; c'est en effet ce que fit Sixte IV en décembre 1471.

Henri IV meurt le 11 décembre 1474, à Madrid. Isabelle, qui se trouve à Ségovie, en est immédiatement informée. Elle prend ses dispositions sans consulter son mari qui a dû s'absenter pour prêter main-forte à son père en Aragon. Le 12 décembre, Isabelle fait célébrer un office religieux à l'intention du défunt. Le lendemain, sur la grande place de Ségovie, en présence des autorités municipales et de personnages de second plan — aucun grand n'assiste à la cérémonie -, a lieu la proclamation solennelle d'Isabelle comme « reine et propriétaire » de Castille et de Ferdinand, «son époux légitime ». Des circulaires enjoignent aux villes principales d'organiser des cérémonies identiques et de reprendre la même formule.

La proclamation de Ségovie est bien dans la manière d'Isabelle. Elle met tout le monde devant le fait accompli, à commencer par son mari qui

n'apprécie guère d'être relégué au rang de roi consort, bien que la situation ait été expressément prévue dans le contrat de mariage de 1469. Rentré en toute hâte, Ferdinand fait valoir que ses droits à la couronne de Castille sont au moins aussi sérieux que ceux d'Isabelle : il descend en ligne directe des Trastamare. Isabelle ne cède pas : contrairement à la règle d'Aragon, les femmes, en Castille, ne sont pas exclues de la succession au trône. Les juristes finissent pas trouver un compromis, le 15 janvier 1475. Isabelle est confirmée dans son titre de reine et « propriétaire » du royaume ; Ferdinand reçoit lui aussi le titre de roi de Castille ; il est entendu que, dans les documents officiels, son nom précédera celui de la reine; après la mort d'Isabelle, ses droits passeront aux enfants issus du mariage. La Concorde de Ségovie rassure ceux qui, en Castille, redoutaient une trop forte influence de l'Aragon. Elle satisfait aussi Ferdinand en lui donnant, en fait sinon en droit, des pouvoirs de souverain. L'accord, qui ne sera jamais remis en cause, confirme l'intelligence politique des rois. Personne n'arrivera à les dresser l'un contre l'autre. Les décisions, qu'elles soient prises d'un commun accord par les rois siégeant ensemble ou séparément par l'un ou par l'autre, sont irrévocables; la décision de l'un engage l'autre qui l'assume comme si c'était la sienne. Tous les textes officiels sont rédigés au nom du roi et de la reine[4]. C'est si vrai qu'aujourd'hui encore, pour les grandes affaires du règne — la création de l'Inquisition, l'expulsion des Juifs, l'expédition de Christophe Colomb... -, les historiens sont incapables de dire qui, d'Isabelle ou de Ferdinand, en a eu l'initiative. Les initiales et les armes des deux souverains — le joug et les flèches - figurent ensemble sur les monuments et les monnaies [5]. On se trouve bien, selon la formule du chroniqueur Pulgar, en présence d'une volonté unique qui procède de deux corps.

LA GUERRE DE SUCCESSION

En se faisant proclamer reine, Isabelle a pris des risques. Elle oblige nobles et cités à se prononcer tout de suite, sans leur laisser le temps de négocier leur ralliement en échange de concessions et de garanties. Isabelle enregistre des succès : Avila, Valladolid, Tordesillas, Tolède, le pays Basque ne font aucune difficulté à la reconnaître pour reine, mais Burgos, Zamora, Salamanque et la moitié méridionale du royaume restent dans l'expectative

ou sont franchement hostiles. La noblesse aussi se divise. Les Mendoza, les Enríquez, les Velasco et les Pimentel confirment leur adhésion ; le marquis de Villena, Diego Lôpez Pacheco, et sa clientèle sont dans l'opposition et se font les champions de la princesse Jeanne, fille d'Henri IV. Deux partis se dessinent. D'un côté, ceux qui acceptent l'instauration d'un pouvoir royal fort qui garantirait l'ordre social et les privilèges acquis; de l'autre, ceux qui préfèrent un régime comme le précédent, dans lequel la couronne devrait compter avec la noblesse comme force politique prépondérante. Ces derniers mettent leurs espoirs dans la princesse Jeanne qui devrait se montrer plus docile dans la mesure où elle aurait eu besoin d'eux pour accéder au trône et s'y maintenir. Les questions juridiques — Jeanne est-elle la fille légitime d'Henri IV? Isabelle ne serait-elle qu'une usurpatrice? — sont accessoires. Rien ne le montre mieux que le revirement de l'archevêque de Tolède, Carrillo. Il a été l'un des partisans les plus efficaces de la cause d'Isabelle tant qu'il croyait pouvoir la dominer. Il espérait devenir le troisième personnage du royaume, le conseiller des rois, le véritable maître du gouvernement. Quand il se rend compte que les jeunes souverains ne se laisseront pas manœuvrer et qu'ils entendent exercer le pouvoir sans le partager, il change de camp. La rupture est consommée en mai 1475[6]. En somme, au cours de l'hiver 1474-1475, la situation reste indécise. Aucun enthousiasme ne soulève la nation autour d'Isabelle; aucune opposition franche non plus ne s'élève contre elle; surpris, ses adversaires guettent l'occasion favorable pour se prononcer.

C'est de l'étranger que vient le signal. L'Aragon est acquis d'avance aux nouveaux souverains, mais il est alors en guerre avec la France, dont les troupes occupent Perpignan en mars 1475. Le Portugal, en revanche, s'inquiète. Depuis le milieu du XVe siècle, il cherche à accroître son influence en Castille ; une union dynastique permettrait de constituer un bloc territorial qui aurait la prépondérance dans la péninsule et isolerait l'Aragon. De ce point de vue, le mariage d'Isabelle et de Ferdinand, en 1469, et l'avènement d'Isabelle, en 1474, représentent deux échecs diplomatiques. Le Portugal envisage de recourir à la force pour retourner la situation. Son roi, Alphonse, prend fait et cause pour sa nièce, la princesse Jeanne. Pour bien montrer qu'il ne renoncera pas, il l'épouse, le 29 mai

1475, au moment même où ses troupes envahissent la Castille et où les nobles castillans rebelles passent eux-mêmes à l'attaque.

Isabelle et Ferdinand ont à faire face à une guerre civile doublée d'une invasion étrangère. Les deux fronts sont solidaires. Pour venir à bout des ennemis de l'intérieur, il faut repousser les envahisseurs. Ceux-ci entrent sans combattre dans Zamora et Toro. Ils cherchent à gagner Burgos, où ils ont des partisans, et, de là, faire leur jonction avec leurs alliés français qui ont promis d'attaquer dans le pays Basque et en Navarre. Pour Isabelle et Ferdinand, il s'agit de fixer les Portugais à Zamora et de prendre Burgos. Le second de ces objectifs est atteint en janvier 1476. C'est Isabelle en personne qui reçoit la capitulation de la ville après un voyage épuisant, en pleine tempête de neige. Ferdinand se porte sur le front principal, à Zamora. Le 1er mars 1476, à Peleagonzalo, près de Toro, il écrase l'armée portugaise[7]. Aussitôt la victoire acquise, Ferdinand envoie un message à sa femme : « Dites-vous bien que, ce soir, Dieu vous a donné le royaume de Castille. » Pour commémorer leur triomphe, les souverains font vœu de construire à Tolède le monastère de Saint-Jean-des-Rois.

La partie n'est pas encore gagnée. Cinquante mille soldats français envahissent le pays Basque en mars. Une contre-offensive castillane les refoule. Cet échec oblige la France à revoir sa position. Malgré une visite personnelle que lui rend le roi de Portugal, Louis XI refuse de s'engager plus avant. Ferdinand s'emploie à réduire les poches de résistance. En septembre, il reprend Toro. Les combats se poursuivent le long de la frontière portugaise, en Estrémadure et en Andalousie. L'offensive finale commence à l'automne 1478, à partir de Trujillo. Le 24 février 1479, les Portugais se font battre alors qu'ils tentaient de marcher sur Mérida. Le roi Alphonse n'insiste pas. Il cesse le combat. La paix est signée au mois de septembre, à Alcaçovas. Le Portugal évacue les territoires occupés et reconnaît Isabelle comme reine de Castille. Le sort de la princesse Jeanne fait l'objet de négociations ardues. Isabelle veille tout particulièrement sur ce point. Son mariage avec Jeanne n'ayant pas été consommé, Alphonse de Portugal le considère comme nul et suggère qu'elle épouse l'héritier de Castille, qui n'a pas encore un an, tandis que l'infante castillane, Isabelle, s'unira à l'héritier du trône de Portugal. La reine Isabelle refuse net. Elle entend écarter définitivement sa rivale, comme si elle-même ne se sentait

pas assurée de ses droits à la couronne. Il faut se rendre à l'évidence : Isabelle n'est pas exactement une usurpatrice puisque le roi Henri IV l'a désignée, en 1469, comme héritière du trône, mais il y a été contraint par une coalition nobiliaire ; on lui a forcé la main ; il a dû sacrifier alors les intérêts de sa fille légitime dont les titres paraissent incontestables. Jeanne se voit condamnée à finir ses jours dans un couvent [8]. On compte sur des alliances matrimoniales pour ménager l'avenir et préserver les chances d'une future réunion de toute la péninsule sous un même sceptre. L'infante Isabelle, fille aînée des Rois Catholiques, est promise à l'héritier du Portugal, Alphonse. Le mariage est célébré en 1490, mais Alphonse meurt l'année suivante. Son père Jean II a épousé une autre infante espagnole, Isabelle; il disparaît en 1495. Son successeur, Manuel Ier le Fortuné, épouse, en 1497, sa veuve qui, à cette époque, est héritière de Castille ; l'enfant né de cette union, Michel, aurait dû réunir sur sa tête les trois couronnes (Portugal, Castille et Aragon), mais il meurt prématurément en 1500. Cette série de malheurs ne décourage pas les familles régnantes. Manuel Ier se remarie aussitôt avec une autre fille des Rois Catholiques, l'infante Marie, dont la fille Isabelle deviendra, en 1526, la femme de l'empereur Charles Quint et sera la mère du futur Philippe II d'Espagne, lequel fera valoir, le moment venu, ses droits à l'héritage portugais. C'est ainsi que la politique matrimoniale des Rois Catholiques a préparé la réunion des trois couronnes de la péninsule, réunion qui sera effective entre 1580 et 1640.

Le traité d'Alcaçovas s'efforce, d'autre part, de mettre fin à la rivalité des deux puissances dans l'Atlantique. La Castille admet que le littoral africain et les archipels — à l'exception des Canaries — font partie de la zone d'influence portugaise. C'est la préfiguration du traité de Tordesillas (1494) par lequel Portugais et Castillans se partageront le monde. La défaite portugaise, prévisible depuis 1476, entraîne des conséquences diplomatiques. En 1478, la France a fait la paix avec les rois de Castille ; elle garde cependant le Roussillon et la Cerdagne, que l'Aragon lui abandonne momentanément. La même année, le Saint-Siège, qui a préféré rester neutre dans la querelle dynastique, prend acte de la victoire d'Isabelle.

En envahissant la Castille, le roi de Portugal espérait provoquer un soulèvement général contre Isabelle et Ferdinand. Il n'en a rien été et pourtant la partie n'était pas gagnée d'avance. Il faudra plus de trois ans

pour venir à bout des résistances de l'intérieur. Cinq régions étaient en dissidence au début de la guerre civile : les domaines de l'archevêque de Tolède, ceux du marquis de Villena, qui allaient de Murcie à Tolède, l'Estrémadure, l'Andalousie et la Galice, c'est-à-dire plus de la moitié du royaume. Une partie des nobles rebelles se rallient après la déroute de leurs alliés portugais, en mars 1476. Contre les autres, Ferdinand et Isabelle mettent en œuvre deux moyens d'action. Ils font approuver par les Cortès de Madrigal (1476) la création d'une force armée, la Fraternité sacrée (Santa Hermandad), financée par les municipalités et destinée, en principe, à maintenir l'ordre dans les campagnes. En fait, sous couleur de lutter contre le banditisme, cette gendarmerie rurale vise à éliminer toutes les oppositions. Les Rois n'hésitent pas, d'autre part, à cultiver les sentiments d'hostilité à l'égard du régime seigneurial. Ils invitent les populations à se révolter contre leurs seigneurs en promettant de les rattacher directement à la couronne. Cette propagande est une arme délicate à manier. Elle est efficace contre les nobles rebelles, mais elle risque aussi d'inquiéter les fidèles. Tout compte fait, les choses se passent plutôt bien. Le marquisat de Villena est démembré. Les familles rivales d'Andalousie acceptent de faire la paix entre elles et de reconnaître l'autorité des rois dans les grandes villes. L'archevêque Carrillo ne s'avoue vaincu qu'en janvier 1479. Presque au même moment, les derniers seigneurs d'Estrémadure déposent les armes. En Galice, certains nobles persistent dans leur opposition jusqu'en 1485. À chaque fois, la reprise en main est marquée par un déplacement des rois qui profitent de l'occasion pour rétablir partout les prérogatives royales. Les chroniqueurs ont insisté avec complaisance sur certaines de ces tournées, notamment sur la visite en Andalousie, en 1477, quand la reine en personne recevait ceux qui avaient à se plaindre des nobles et leur rendait justice. La réalité a dû être plus prosaïque. Dans bien des cas, les Rois n'ont pu faire autrement que de composer avec les pouvoirs de fait, en mettant fin aux situations les plus scandaleuses, mais en se résignant à des concessions. L'essentiel, pour eux, était d'affirmer leur autorité. C'est à quoi tendent les mesures destinées à instaurer la suprématie de l'État.

LA RÉORGANISATION DE L'ÉTAT

Dénonçons pour commencer une falsification historique montée par des chroniqueurs officiels qui, pour mieux exalter l'œuvre de Ferdinand et d'Isabelle, ont cru nécessaire de noircir leur prédécesseur. Leur règne n'est pas un commencement absolu; la seule présence des souverains n'a pas suffi à assurer, comme par enchantement, l'ordre, la justice, la paix sociale; à preuve, la liste des crimes encore réprimés en 1492-1493, plus de quinze ans après la fin de la guerre de succession. C'est un lieu commun de l'historiographie des Rois, et plus spécialement des hagiographes d'Isabelle, que de commencer toute étude de la période par un chapitre sur l'anarchie antérieure, celle qui aurait sévi avant 1475 : le brigandage généralisé, les crimes impunis, le désordre partout, la justice nulle part. Après 1475, le calme serait revenu ; une police efficace aurait pourchassé les malfaiteurs, garanti aux marchands et aux voyageurs la libre circulation et la sécurité sur toutes les routes du royaume... Il faut nuancer ce tableau trop idéalisé et marquer les étapes chronologiques. De 1454 à 1464, la Castille a connu dix années de paix et de justice. C'est après 1464 que les choses se gâtent à la suite des discordes politiques, des prétentions de la noblesse, des querelles dynastiques, mais pas au point de justifier une condamnation sans appel du règne d'Henri IV. On n'enlève rien aux Rois Catholiques en observant que, sur bien des points, ils se sont bornés à poursuivre avec plus d'efficacité, d'autorité et d'intelligence, une tâche esquissée par leurs prédécesseurs. Leur œuvre en matière d'ordre public le confirme. En créant la Santa Hermandad en pleine guerre civile, ils ont mis au point un instrument au service exclusif de l'État.

L'idée était dans l'air depuis plusieurs décennies. Il y avait d'abord les précédents médiévaux, les hermandades, alliances temporaires de certaines villes pour se défendre mutuellement. Henri IV avait songé à reprendre l'institution, en la modernisant. La Hermandad de Villacastín (1473) avait autorité sur l'ensemble du territoire et elle recevait une mission spécifique : le maintien de l'ordre. La Santa Hermandad, fondée le 19 avril 1476, lors des Cortès de Madrigal, s'inspire des mêmes principes, mais va plus loin : chaque commune de plus de quarante feux (deux cents habitants environ) est tenue de recruter deux magistrats et une brigade d'intervention (cuadrilleros). Dès qu'un crime est signalé, la brigade locale poursuit ses auteurs jusqu'aux limites de la commune, puis passe le relais à la brigade

voisine et ainsi de suite jusqu'à l'arrestation des coupables qui sont jugés aussitôt. Mobilité, efficacité, justice rapide et expéditive, telles sont les caractéristiques de l'institution.

Dans les mois suivants, on complète le dispositif en renforçant les brigades locales par des cavaliers (un pour cent feux) et par des hommes d'armes (un pour cent cinquante feux). Enfin, l'assemblée générale de Dueñas (juillet-août 1476) organise la Santa Hermandad sur le plan national : le royaume est divisé en districts ; des groupes mobiles (capitanías) renforcent les brigades fixes ; un conseil supérieur est prévu pour gérer le budget et un commandant en chef est désigné qui n'est autre que le frère du roi, Alphonse d'Aragon. En principe, la Santa Hermandad n'est pas destinée à devenir une institution permanente ; en invoquant les nécessités de la guerre civile, les Rois prolongent son existence en 1477, puis en 1480. Ils songent même à la transformer en armée permanente et ses contingents interviendront efficacement lors de la guerre de Grenade. À la longue, pourtant, les municipalités finissent par trouver excessives les contributions fiscales qu'exige l'entretien de cette milice. Les Rois allègent la charge, en 1498, en supprimant les organes centraux pour ne plus conserver que les cuadrillas locales, chargées, comme au début, de la répression du banditisme dans les campagnes. Sous cette forme, la Santa Hermandad restera en vigueur jusqu'à la fin du XVIIe siècle.

Le maintien de l'ordre n'est que le préalable à une tâche autrement importante: le rétablissement de l'autorité de l'État. L'ensemble des mesures arrêtées en ce sens est approuvé en 1480 par les Cortès réunies à Tolède. La réorganisation des pouvoirs publics décidée à ce moment-là ne sera pas remise en cause par les Habsbourgs; pour l'essentiel, les institutions mises en place par les Rois Catholiques sont donc appelées à durer; ce sont elles qui assureront pendant plus de deux siècles la prééminence du pouvoir royal en Castille.

Une haute cour de justice est installée à Valladolid, la Chancellerie, chargée de connaître en dernière instance des procès civils et criminels. Après la prise de Grenade, une deuxième chancellerie sera créée dans cette ville. Celle de Valladolid a compétence pour les territoires situés au nord du Tage, celle de Grenade pour la partie méridionale du royaume. Les Rois confient à un juriste, Montalvo, le soin de réunir les textes juridiques

dispersés de façon à offrir aux magistrats et aux plaideurs des références précises et indiscutables, première tentative pour substituer à la confusion des coutumes médiévales des règles plus strictes et plus uniformes.

Les municipalités restent soumises à une oligarchie urbaine restreinte, les échevins (regidores ou veinticuatros) qui se transmettent leur charge de père en fils et se réservent les offices municipaux, mais les grandes villes perdent une grande partie de leur autonomie ; elles sont désormais soumises au contrôle des corregidores, qui représentent le pouvoir royal et qui disposent de pouvoirs étendus : le corregidor préside de droit les séances du conseil municipal et en sanctionne les délibérations ; il est juge en première ou en deuxième instance; il intervient dans la désignation des députés aux Cortès. Les Rois Catholiques innovent moins qu'on ne le croit; ils se bornent à prendre acte d'une évolution amorcée depuis plus d'un demi-siècle et à généraliser une institution que certains de leurs prédécesseurs ont commencé à mettre en place, mais à titre exceptionnel et temporaire. Le corregidor exerce son autorité bien au-delà des limites de la ville où il est affecté; il est, en quelque sorte, l'équivalent d'un gouverneur de province. Le royaume est divisé à cet effet en soixante-quatre circonscriptions ou corregimientos, ce qui permet au pouvoir royal de se faire entendre et respecter partout.

Le Conseil royal (Consejo Real) voit sa composition modifiée et ses attributions précisées. Il est désormais présidé par un évêque et formé de trois nobles (caballeros) et d'une dizaine de juristes (letrados). Les membres de la haute noblesse restent membres de droit; ils peuvent continuer à assister aux séances, mais à titre d'observateurs et avec voix consultative. Privés de toute influence réelle, les grands cessent peu à peu de participer aux travaux du Conseil qui devient, par la volonté des souverains, l'organe suprême du gouvernement et qui regroupe tous les pouvoirs, judiciaires, administratifs et politiques.

Enfin, le confesseur de la reine, fray Hernando de Talavera, entreprend une réforme financière d'envergure. Il s'agit d'assainir le budget de l'État, grevé depuis de longues années par les rentes de toutes sortes (juros) et les gratification à verser à la haute noblesse; une partie des impôts était ainsi détournée au profit de particuliers, le plus souvent de grands seigneurs. C'était une tâche difficile que d'arracher aux intéressés ce qu'ils

considéraient comme des droits acquis. Les souverains y arrivent, non sans concessions. Près de la moitié des juros sont supprimés, opération considérable qu'on a pu comparer à la suppression des biens de mainmorte (desamortización) réalisée pendant la première moitié du XIX[e] siècle. L'État rentre en possession de revenus, de terres, de ressources fiscales dont il avait dû se dessaisir autrefois au profit des seigneurs qui avaient su exploiter la faiblesse des souverains. L'aristocratie castillane accepte de renoncer à de nombreux profits. Elle n'en est pas ruinée pour autant, loin de là; ce que les Rois Catholiques reprennent, ce sont les concessions de rentes, d'impôts ou de terres consenties depuis 1464, c'est-à-dire depuis le début de la guerre civile qui occupe la dernière partie du règne d'Henri IV; ces concessions sont réputées illégales dans la mesure où elles ont été arrachées sous la pression des circonstances ; or l'aristocratie avait acquis l'essentiel de sa richesse foncière avant cette date, à la fin du XIV[e] siècle et au début du XV[e]. Elle sort donc de l'épreuve amoindrie, mais pas sérieusement atteinte. C'est que, contrairement à une légende, les Rois Catholiques ne se sont jamais proposé d'abattre la haute noblesse. Ils lui ont retiré toute influence politique en renforçant le réseau de leurs agents (corregidores) et en limitant son rôle au Conseil royal. Les souverains tiraient la leçon des événements antérieurs. Ils avaient médité sur la dégradation du pouvoir royal au cours des règnes précédents; ils étaient trop soucieux de se réserver exclusivement l'autorité suprême pour partager avec quiconque leurs prérogatives. C'est encore ainsi qu'il faut comprendre la reprise en main des ordres militaires. Ceux-ci possédaient des territoires immenses au centre et au sud du royaume ; cette accumulation de richesses faisait d'eux des adversaires redoutables en cas de conflit avec le roi. Au fur et à mesure des vacances, Ferdinand se fait élire successivement grand maître des ordres de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcántara, situation de fait qu'en 1524 le pape Adrien VI consacrera en droit en rattachant ces dignités à la couronne.

Les Rois Catholiques ont cherché, au début de leur règne, à s'appuyer sur les Cortès, c'est-à-dire sur les villes, pour faire entendre raison aux opposants, notamment aux seigneurs, et pour faire entériner leur conception de l'État. C'est ainsi qu'il faut interpréter les réunions de Madrigal (1476) et surtout de Tolède (1479-1480) qui ont permis de mettre au point les grandes

lignes de la nouvelle organisation du royaume : création de la Santa Hermandad, généralisation des corregidores, prééminence du Conseil royal, effacement du rôle politique de la noblesse. Contre les seigneurs qui, à l'époque, représentaient le danger le plus grave, les souverains ont obtenu le concours et l'approbation des Cortès. Ces résultats acquis, les Cortès passent au second plan, ce qui est logique dans la perspective des souverains : ils avaient besoin des Cortès pour retirer toute influence politique à la noblesse, mais ils n'entendaient pas partager le pouvoir avec elles. Entre les Rois Catholiques et les Cortès, la collaboration n'a été qu'épisodique : elle a duré le temps qu'il fallait pour écarter les obstacles et pour mettre en place un pouvoir fort. Désormais, on les convoque rarement[9], quand il faut préparer la succession au trône ou bien quand la situation exige des impôts nouveaux. Ce dernier cas ne se produit qu'exceptionnellement car la fiscalité indirecte (alcabalas ou taxes sur les transactions) assure des revenus réguliers et substantiels à la couronne. De plus, les Rois mettent un soin particulier à se prémunir contre toute opposition. Siéger aux Cortès reste un privilège réservé à une minorité de villes[10]qui envoient chacune deux députés. Ces députés sont élus par un collège restreint de notables, les échevins. Grâce aux corregidores, qui président les conseils municipaux, le pouvoir central dispose d'un droit de regard sur la désignation des députés. Il lui est loisible — et il ne s'en prive pas — d'éliminer les opposants éventuels et d'empêcher qu'on leur confie un mandat impératif. Les Cortès ne sauraient donc offrir une résistance sérieuse aux souverains.

LA DOUBLE MONARCHIE

En 1479, à la mort de son père, Jean II, Ferdinand recueille la couronne d'Aragon. Ainsi se met en place la double monarchie Castille-Aragon, première étape vers l'unification politique de la péninsule. Il ne s'agit pas d'une union nationale, mais d'une simple union dynastique : les deux groupes de territoires ont les mêmes souverains, mais chacun d'eux conserve son autonomie. Dans cet ensemble, la couronne d'Aragon occupe une place secondaire. Pour expliquer cette situation, il est absurde de parler d'expansionnisme castillan; il suffit de regarder une carte : la Castille

représente les deux tiers du territoire de la double monarchie. La démographie et l'économie accentuent le déséquilibre : près de six millions d'habitants pour la Castille, vers 1500, un peu moins d'un million pour la couronne d'Aragon. On comprend que les souverains aient porté plus d'attention à la Castille : c'est la base de leur puissance. Ils ont eu tendance à négliger l'Aragon, la Catalogne et Valence. Ils n'y font que de rares et brefs séjours, chaque fois que leur présence s'impose, par exemple pour recevoir le serment de fidélité des Cortès, en début de règne, ou pour faire reconnaître l'héritier du trône. L'habitude se prend de gouverner la couronne d'Aragon par délégation, par l'intermédiaire de vice-rois, avec le concours du Conseil d'Aragon, créé en 1494.

À vrai dire, ces territoires associés posaient moins de problèmes politiques que la Castille, sauf la Catalogne où la guerre civile de 1462-1472 avait laissé des séquelles. Ferdinand s'en préoccupe dès son avènement. Il fait approuver, en 1480-1481, les premières mesures de ce qu'on appelle le redressement (redreç). Les paysans surtout sont mécontents de leur sort et on peut craindre que les affrontements avec les seigneurs ne recommencent. Les deux parties s'en remettent à l'arbitrage de la couronne; en 1486, par la sentence dite de Guadalupe, Ferdinand règle la question : les « mauvais usages », notamment le plus odieux, le « droit de maltraiter », sont abolis; les paysans ont la faculté d'obtenir leur émancipation en échange d'une indemnisation raisonnable ; on leur reconnaît le droit de rester sur les terres qu'ils travaillent à des conditions intéressantes : des baux de très longue durée qu'ils peuvent transmettre à leurs héritiers. La sentence de Guadalupe permet la constitution en Catalogne d'une paysannerie libre et relativement aisée. Les seigneurs n'y perdent pas trop : ils continueront à percevoir des droits proportionnels à la valeur des terres et des récoltes, si bien que tous y trouvent leur compte. Cet équilibre apporte à la Catalogne la paix sociale pour près de trois siècles.

Pour les institutions, Ferdinand s'inspire, en les adaptant, des mesures adoptées en Castille. Il s'agit de réduire le rôle politique des assemblées locales et de le limiter à la gestion des affaires d'intérêt commun. En 1493, le Conseil des Cent, organe délibérant de la ville de Barcelone, est réorganisé: en font partie désormais quarante-huit « honorables citoyens », trente-deux commerçants, trente-deux artisans et trente-deux ouvriers. Le

pouvoir exécutif est confié à cinq conseillers tirés au sort: trois « citoyens », un commerçant et, alternativement, un artisan et un ouvrier. Des principes semblables inspirent les réformes introduites à Saragosse et à Valence. Les institutions régionales et locales deviennent ainsi de simples organismes administratifs et les oligarchies traditionnelles se voient confirmées et consolidées. C'est ce qui s'était déjà passé en Castille avec des solutions différentes depuis la remise en ordre qui avait suivi la fin de la guerre de succession. De ce point de vue, l'harmonisation entre les deux couronnes est évidente. Le but est d'en finir avec les luttes de clans par un équilibre entre les groupes rivaux, désormais associés aux responsabilités et aux profits qui en découlent.

Faut-il attribuer à ces réformes le relèvement que l'on constate dans les dernières années du XVe siècle en Catalogne? L'amélioration n'est pas douteuse, mais elle s'opère au prix de reconversions et de renoncements. Barcelone va maintenant chercher en Castille le blé qu'elle se procurait autrefois en Sicile; elle achète, toujours en Castille, des laines et vend en retour des draps et des cuirs. Malgré cette reprise, la Catalogne est loin de retrouver la prospérité d'antan. Dans la couronne d'Aragon, Valence confirme son avance ; elle profite du repli catalan et du marasme de Majorque. La richesse agricole de la région et la production de luxe, en particulier les soieries, lui assurent une prospérité réelle. Une partie du commerce méditerranéen de la Castille se fait désormais à partir du port de Valence qui exporte vers les Flandres des raisins secs, des amandes, de l'huile, du riz, du sucre, du vin et, vers Naples, du sel. Valence devient aussi une place financière capable de prêter de l'argent aux souverains. Avec ses soixante-quinze mille habitants en 1483 — deux fois plus que Barcelone, trois fois plus que Saragosse -, Valence est la plus grande ville de la péninsule Ibérique. Elle sera au XVIe siècle l'un des centres culturels les plus vivants de l'Espagne des Habsbourgs.

L'exception valencienne ne doit pas masquer le repli global de la couronne d'Aragon. Faut-il s'étonner que la Catalogne, par exemple, soit absente des grandes entreprises du règne des Rois Catholiques ? La guerre de Grenade, la conquête des Indes et même l'expansion en Italie sont menées par la Castille avec les ressources et avec les hommes de Castille. Certes, il y a des Aragonais et des Catalans dans l'entourage des Rois, à

Séville, à Naples et partout où des places sont à prendre et des profits à réaliser, mais c'est à titre individuel. En tant que corps, la couronne d'Aragon s'efface devant le dynamisme castillan. L'Espagne moderne qui se prépare à la fin du XVe siècle et qui s'épanouit au XVIe est avant tout marquée par la Castille et par les valeurs castillanes. Les Catalans et les Aragonais, dans une moindre mesure les Valenciens en éprouveront de l'amertume et ne se reconnaîtront jamais dans cette Espagne-là.

LA GUERRE DE GRENADE

Après leur victoire sur le Portugal et les ennemis de l'intérieur, après la réorganisation politique, Isabelle et Ferdinand donnent l'impression de dominer la situation, mais leur pouvoir est encore fragile: l'unité de la double monarchie est purement formelle ; en Castille même, la guerre civile a laissé des traces : une partie de l'aristocratie se console mal de ne plus occuper le premier rang dans l'État. Il faudrait trouver un moyen d'associer la Castille et l'Aragon dans des actions communes, offrir à la noblesse un champ d'action et enfin entraîner le peuple tout entier dans une entreprise exaltante. La guerre de Grenade répond à ces objectifs. Ce sera une croisade contre l'islam d'Espagne, le dernier épisode de la Reconquête et un terrain où l'héroïsme, l'esprit d'aventure et le sentiment religieux pourront se déployer en même temps que l'attrait du butin et des dépouilles à prendre.

À vrai dire, l'émirat de Grenade est depuis longtemps condamné. Seules les circonstances (les catastrophes du XIVe siècle et les guerres civiles entre chrétiens) ont retardé sa disparition car l'Espagne chrétienne n'avait jamais renoncé à reprendre aux Maures la totalité de la péninsule. Il ne manquait qu'une occasion. L'émir de Grenade la fournit sans prendre garde aux conséquences. À la Noël 1481, en guise de réplique à une série d'escarmouches comme il y en avait tant, des guerriers musulmans s'emparent par surprise de la bourgade de Zahara. Le marquis de Cadix, Rodrigo Ponce de Léon, réagit en occupant Alhama, petite ville située à quelques lieues seulement de Grenade où l'aristocratie maure aimait à séjourner (février 1482). L'affaire aurait dû en rester là. Ayant montré sa bravoure, le marquis de Cadix aurait fini par évacuer Alhama contre une rançon et un butin substantiels, mais Ferdinand et Isabelle décident de

prendre les choses en main. Ils ont enfin un prétexte pour intervenir. C'est ce qu'ils avouent dès le 2 février, avant même d'être informés de l'occupation d'Alhama : «Nous sommes heureux que Zahara soit tombée; cela nous donne l'occasion d'entreprendre immédiatement ce que nous envisagions pour plus tard, la guerre contre l'islam. » Se substituant aux initiatives locales, les Rois prennent la décision de défendre Alhama et d'en faire le point de départ d'une offensive d'envergure. Ils sollicitent le concours de la noblesse d'Andalousie; ils font taire les rivalités locales devant l'intérêt national. Ils se rendent sur place pour diriger les opérations.

La guerre va durer dix ans, au rythme d'une campagne par an, du printemps à l'automne; les combats s'arrêtent l'hiver, quand la neige rend difficiles les mouvements dans cette région au relief tourmenté. Le conflit entraîne, pour les Castillans et leurs alliés aragonais, la mise en place d'un dispositif militaire, d'une administration et d'une fiscalité qui contribuent à forger l'État moderne et à le doter d'une armée efficace. Les forces en présence sont inégales. Les chrétiens ont pour eux le nombre : entre 1482 et 1484, de six à dix mille cavaliers et de dix à seize mille fantassins prennent part à chaque campagne et ces effectifs grossissent à partir de 1485. L'armée est constituée de contingents fournis par la noblesse (près de cinq mille cavaliers et trois mille fantassins en 1485, le double en 1489), les villes, notamment celles d'Andalousie, la Santa Hermandad et quelques groupes d'étrangers (fantassins suisses, archers anglais...). Sous le commandement du roi d'Aragon, l'armée se déplace, accompagnée d'une foule d'auxiliaires (trente mille en 1483) chargés de brûler les récoltes, de couper les vignes et les arbres fruitiers, de détruire les moulins. Il s'agit d'affamer l'ennemi avant d'assiéger les places fortes. L'artillerie joue un rôle de premier plan. Pour la moderniser, on fait venir des experts d'Italie, de France, d'Allemagne. Le transport des canons oblige à des travaux considérables, à cause du relief: il faut tracer des routes, construire des ponts. On réquisitionne chariots, bœufs, ânes, mulets ; on mobilise des cantonniers, des pontonniers, des muletiers. En 1485, six mille ouvriers reçoivent l'ordre d'ouvrir en douze jours un chemin de trois lieues pour faire passer deux mille chariots. Pour le siège de Baza (1489), il fallut employer pendant deux mois dix mille ouvriers pour tracer le chemin à deux voies que devaient emprunter quatorze mille mulets avec le ravitaillement de

l'armée. Des hôpitaux de campagne sont prévus à l'arrière. La création de ces corps spécialisés (artillerie, génie militaire, transports, service de santé) constitue une nouveauté. Elle contribue à faire de l'armée castillane l'une des plus modernes d'Europe; on en aura la preuve, vingt ans plus tard, à l'occasion des guerres d'Italie.

Dans cette guerre de dix ans, on distingue quatre étapes. La première (1482-1484) est marquée par une improvisation certaine. Les Rois ont sous-estimé la résistance de l'ennemi; ils échouent devant Loja et Málaga. La deuxième étape (1485-1487) est beaucoup plus satisfaisante. Mieux équipée, l'armée castillane occupe la partie centrale et occidentale de l'émirat avec les villes de Ronda, Loja, Marbella et surtout Málaga, le port principal dont la chute coupe les relations de Grenade avec l'Afrique du Nord. Le reste du territoire, à l'exception de la capitale, tombe en 1488-1489, mais il faut six mois de siège (du 20 juin au 4 décembre 1489) pour venir à bout de la résistance de Baza; quinze mille cavaliers et quatre-vingts mille fantassins y sont engagés.

Reste Grenade qui, logiquement, devrait capituler. C'est ce qu'espèrent les Rois Catholiques qui, le 18 janvier 1490, considèrent que la guerre est finie et envisagent de faire leur entrée dans la capitale le mois suivant. La ville, en effet, est isolée. De plus, elle est tenue par l'émir Boabdil, le « petit roi », en principe allié des chrétiens. C'est l'un des atouts des Rois Catholiques que d'avoir toujours trouvé devant eux des adversaires divisés. Depuis le milieu du XVe siècle, les querelles de clans sont permanentes à Grenade. En 1482, l'émir Muley Hacén (Abu-l-Hassan'Ali) avait détrôné son père, mais lui-même était affaibli par des rivalités de harem et surtout par l'affrontement entre la tribu des Zegris et celle des Abencérages. En juillet de l'année suivante, ceux-ci appuient Boabdil contre Muley Hacén et contre son oncle, ibn Sad, dit le Zagal. Chacun fait la guerre pour son compte, sans se concerter avec ses coreligionnaires et rivaux. Boabdil est fait prisonnier à deux reprises ; chaque fois, les Rois Catholiques le libèrent; ils comptent sur lui pour semer la zizanie dans le camp adverse. La manœuvre réussit. En 1485, il y a deux émirs : le Zagal, qui a succédé au vieux Muley Hacén, et Boabdil. Les deux se disputent ce qui reste du royaume. Boabdil, maître de Grenade, est en fait vassal des Rois Catholiques ; il s'est engagé à leur livrer la ville une fois que le Zagal aura

été mis hors de combat. C'est chose faite en décembre 1489. On comprend, dans ces conditions, l'assurance des Rois Catholiques ; ils espèrent que Boabdil tiendra ses promesses.

Seulement Boabdil n'est pas aussi puissant qu'on le croit. La ville de Grenade a vu sa population grossir. Elle est devenue le refuge de milliers de vaincus, des irréductibles qui reprochent à Boabdil sa versatilité et ses trahisons. Parmi eux figure un groupe important de renégats, ceux qu'on appelle les elches, qui craignent de passer devant l'Inquisition s'ils viennent à tomber entre les mains des chrétiens. Toute l'année 1490 se passe ainsi en discussions vaines entre les deux camps et en escarmouches sans portée. Ferdinand et Isabelle décident d'intimider l'ennemi pour l'obliger à capituler. En avril 1491, ils ordonnent la mobilisation de tous les hommes de dix-huit à soixante ans en état de porter les armes. Cette armée prend position aux portes de Grenade et assure un blocus complet: aucun renfort, aucun ravitaillement n'arrivent plus. En juin, pour bien marquer leur détermination, les Rois construisent, en quelques semaines, le camp de la Sainte Foi, en réalité une ville nouvelle — Santa Fe -, selon le plan en damier qui fera fortune plus tard dans le Nouveau Monde. Ils font savoir qu'ils n'en partiront que pour entrer à Grenade. Dans la capitale, la résistance s'organise, mais Boabdil sait que la fin approche. Il entre secrètement en pourparlers et, le 25 novembre 1491, un accord est signé à des conditions particulièrement favorables pour les musulmans qui obtiennent la sécurité des personnes et des biens, la liberté du culte, la libre disposition des mosquées, le respect de la loi coranique dans les procès entre musulmans, la garantie qu'on ne prendra aucune sanction contre les renégats. En échange, Boabdil s'engage à livrer Grenade deux mois plus tard. L'état des esprits dans la ville assiégée oblige à revoir ce délai. Accusé de trahir ses coreligionnaires, Boabdil a de plus en plus de mal à se faire obéir; il presse les Rois de prendre possession de Grenade sans attendre. Dans la nuit du 1er au 2 janvier 1492, un petit détachement occupe l'Alhambra. La cérémonie officielle de reddition se situe dans l'après-midi du 2 janvier. Boabdil, à qui on a épargné toute humiliation (il ne baisera pas la main des souverains chrétiens), remet les clés de la ville au comte de Tendilla, puis gagne le fief qui lui a été assigné dans le massif des

Alpujarras[11]. On hisse sur la plus haute tour de l'Alhambra la croix, la bannière de Saint-Jacques et les armes de Castille et Léon.

La Reconquête est terminée. Le royaume de Grenade est incorporé à la couronne de Castille. Le comte de Tendilla, Iñigo Lôpez de Mendoza, devient le premier vice-roi avec le titre de capitaine général de l'Alhambra. Le confesseur d'Isabelle, fray Hernando de Talavera, est nommé archevêque du nouveau diocèse. Un troisième personnage, Fernando de Zafra, est chargé de réorganiser les territoires conquis. Cependant, les clauses libérales de 1491 sont vite oubliées. À partir de 1502, on s'efforce d'assimiler les musulmans en les forçant à se convertir, ce qui pose un problème que l'Espagne du XVI[e] siècle sera incapable de résoudre : celui des morisques, ou descendants des Maures.

L'UNITÉ RELIGIEUSE

L'attitude des Rois Catholiques à l'égard de la minorité juive pose trois problèmes distincts: un problème religieux, d'abord; un problème social, ensuite, à cause du rôle joué par cette minorité; un problème politique, enfin : l'unité du royaume pouvait-elle s'accommoder de la coexistence de communautés religieuses différentes ?

Beaucoup des nouveaux chrétiens convertis depuis 1391 n'avaient demandé le baptême que pour échapper à la persécution. Le danger s'éloignant, certains étaient revenus subrepticement au judaïsme; d'autres, plus nombreux, avaient conservé, dans la vie quotidienne, des habitudes anciennes. Les voilà tous suspects aux yeux de la masse catholique qui les accuse de judaïser plus ou moins ouvertement, quand elle ne leur attribue pas des actes plus graves : profaner des hosties ou commettre des crimes rituels. Le baptême a assimilé les conversos aux chrétiens, du point de vue des droits civils : ils ont accès à des fonctions qui leur étaient autrefois interdites. Ils entrent dans les conseils municipaux (regimientos), s'allient par mariage à des familles nobles, s'insinuent dans les rangs du clergé où leur culture leur permet de s'élever dans la hiérarchie et d'occuper de hautes dignités. L'antisémitisme d'antan s'en trouve renforcé. Il vise aussi bien ceux qui sont restés juifs que les convertis. C'est pour tenter de résoudre ces problèmes que les Rois Catholiques sont amenés d'abord à créer un tribunal

spécial chargé de veiller à la pureté de la foi chez les conversos, puis à expulser ceux qui étaient décidés à rester Juifs.

On doutait de la sincérité des nouveaux chrétiens. Les faits montraient que ces soupçons étaient souvent fondés. Les amis des conversos et même certains conversos le reconnaissaient, tout en refusant de généraliser ces accusations. Beaucoup avaient embrassé le christianisme sans esprit de retour et sans arrière-pensée : seuls, quelques individus prêtaient le flanc à la critique, mais tous les conversos étaient frappés de la même hostilité et victimes des mêmes préjugés ; tous étaient indistinctement confondus dans l'appellation injurieuse de marranes. C'est ainsi qu'on en vint à l'idée de créer un tribunal spécial qui serait chargé d'enquêter sur les cas douteux; on prendrait des sanctions contre les judaïsants avérés, mais, du même coup, on laverait les autres, la majorité, pensait-on, de l'infamie. On avait déjà envisagé une telle mesure à la fin du règne précédent, mais Henri IV n'y avait pas donné suite. On le voit, une fois de plus, par cet exemple : ce qui caractérise la politique des Rois Catholiques, c'est moins l'originalité des solutions et des réformes que la détermination à les mettre en œuvre quand ils les jugent indispensables.

Par la bulle Exigit sincerae devotionis du 1er novembre 1478, le pape Sixte IV autorise les Rois Catholiques à nommer des inquisiteurs dans leurs royaumes. Le nouveau tribunal sera composé d'ecclésiastiques, mais il restera sous l'étroite dépendance de l'État. Le Saint-Siège délègue ainsi au pouvoir civil l'une de ses prérogatives : la défense de la foi et la lutte contre l'hérésie; telle est l'originalité de l'Inquisition espagnole et ce qui la distingue de l'Inquisition médiévale, confiée aux évêques. Les Rois attendent deux ans, jusqu'en novembre 1480, avant de nommer les premiers inquisiteurs. Très vite, le nouveau tribunal précise son champ d'action, son organisation et sa procédure.

Son champ d'action, c'est la défense de l'orthodoxie catholique et l'extirpation de l'hérésie (la herética pravedad). Il s'en prend d'abord aux judaïsants; plus tard, au XVIe siècle, il s'attaquera aux sectes pseudo-mystiques (alumbrados), aux protestants. Accessoirement, l'Inquisition sera aussi chargée de réprimer l'homosexualité (el pecado nefando: le péché innommable), la bigamie, la débauche des prêtres, la sorcellerie, les blasphèmes... dans la mesure où ces pratiques mettent en cause le dogme.

Pour l'essentiel, elle reste fidèle à sa vocation : ce qui l'intéresse, ce n'est pas ce que font les gens, mais ce qu'ils pensent; la foi, non les mœurs. L'Inquisition sera la seule institution d'Ancien Régime à avoir compétence sur tous les ordres de la société et sur toute l'étendue du territoire de la monarchie. Elle ignore les privilèges du clergé et de la noblesse, elle fonctionne dans la couronne de Castille et dans la couronne d'Aragon, malgré le statut juridique de ces derniers territoires qui ont leurs propres lois. Ferdinand a particulièrement veillé sur ce point : il a imposé l'Inquisition dans les États de la couronne d'Aragon en dépit de leurs franchises (fueros).

L'Inquisition est dirigée par un conseil (Consejo de la Suprema y general Inquisición; en abrégé: la Suprema), présidé par l'inquisiteur général. C'est l'un des grands corps de l'État, au même titre que le Conseil royal ou, plus tard, le Conseil des Finances ou le Conseil des Indes. Dans les villes principales s'installent des tribunaux autonomes, composés d'au moins deux inquisiteurs, d'un assesseur, d'un accusateur public (fiscal) et d'un personnel subalterne, sans parler des auxiliaires bénévoles et non appointés : les familiers du Saint-Office.

La procédure associe le maximum d'efficacité et le minimum de publicité. En arrivant dans une ville, les inquisiteurs commencent par publier un édit de grâce ou un édit de foi. C'est la liste des principales erreurs à combattre, des propositions hérétiques, des attitudes qui supposent une foi déficiente ou suspecte. On invite ensuite les fidèles à se dénoncer eux-mêmes ou à dénoncer les autres. On recueille les dénonciations, qui ne sont pas anonymes, mais tenues secrètes : un prévenu ne doit pas savoir qui l'accuse ni de quoi il est accusé, au moins au début. Ces charges sont examinées par des théologiens (calificadores) qui décident s'il y a lieu de poursuivre. Dans ce cas, le fiscal formule une demande d'arrestation. Le prévenu est alors invité à confesser spontanément ses erreurs, puis on lui donne lecture des accusations portées. Il peut alors préparer sa défense, récuser certains témoins (proceso de tachas), fournir des preuves indirectes de son orthodoxie (proceso de indirectas), présenter des témoins à décharge (proceso de abonos). Comme la justice civile, l'Inquisition soumet les accusés à la torture préalable pour leur arracher des aveux. Au terme de cette procédure qui peut durer des mois, voire des années, le tribunal, réuni

en consulta de la fe, décide de la suite à donner : acquittement ou condamnation, et, dans ce dernier cas, des peines à prononcer. Ces peines vont de la simple abjuration à la mort sur le bûcher (la relajaciôn: le condamné est livré au bras séculier) en passant par la pénitence, la prison, les galères, la flagellation, l'exil; elles sont accompagnées de la confiscation des biens et de l'interdiction d'exercer telle ou telle profession. Ces sentences sont rendues publiques au cours d'une cérémonie solennelle, conçue comme une réparation et un témoignage d'attachement à la foi, d'où son nom : acte de foi (auto de fe) ; on demande aux autorités et à la population de s'y associer. Les condamnés qui vont être réintégrés dans la communauté religieuse (reconciliados) y assistent en tenue de pénitents (le san benito), vêtement d'infamie qu'on accrochera ensuite aux voûtes de l'église paroissiale pour perpétuer le souvenir de cette journée. Après la cérémonie, les condamnés à mort sont conduits au bûcher.

En principe, l'Inquisition est destinée à défendre l'orthodoxie religieuse, mais, de fait, elle a été créée pour sanctionner les conversos judaïsants et, au cours de sa longue histoire, elle ne perdra jamais de vue cet objectif. C'est ce qui inquiète les contemporains. Des conversos irréprochables, comme fray Hernando de Talavera, ou le chroniqueur Pulgar, mettent en cause, dès le début, non pas le principe d'une juridiction de cette sorte, mais ses implications concrètes. La religion assure la cohésion du corps social. Il paraît donc légitime de sévir contre ceux qui, en s'écartant du dogme, menacent de la briser. Les critiques portent sur les méthodes, en particulier sur le secret de la procédure, et surtout sur la discrimination dont sont victimes les conversos: en s'attaquant à une seule forme d'hérésie — celle des judaïsants — et à une seule catégorie d'hérétiques — ceux qui sont d'origine juive -, l'Inquisition contredit les principes d'universalité du catholicisme, selon lesquels il ne saurait y avoir qu'un seul troupeau et un seul pasteur; tous les chrétiens sont frères en Jésus-Christ et membres d'une même Église, quelle que soit la date de leur baptême. À partir du moment où l'on décide de traquer une seule catégorie d'hérétiques, on fait de tout converso un criminel en puissance, un suspect, un paria. Au-delà de ces critiques se pose un problème de fond : a-t-on le droit d'imposer la foi par la contrainte ? Est-ce bien le rôle de l'État de veiller à la pureté de la religion ? Avec l'Inquisition, on voit se mettre en place, à la fin du XVe siècle, la

première forme du totalitarisme moderne. L'État ne se contente pas d'exiger de ses sujets qu'ils respectent les lois et l'ordre public. Il leur impose aussi une idéologie ; il considère a priori comme suspects ceux qui ne professent pas la religion officielle. Les Rois Catholiques souhaitent en finir avec l'antisémitisme médiéval. Pour cela, ils ne voient qu'un moyen: forcer les conversos à s'assimiler complètement aux chrétiens et à renoncer à toutes les habitudes héritées de leur passé juif; l'antisémitisme disparaîtra quand plus rien ne les distinguera des vieux-chrétiens.

L'Inquisition s'en prend seulement aux nouveaux chrétiens issus du judaïsme, à ceux dont on pensait que leur conversion n'avait été ni sincère ni totale. Ceux qui ont choisi de rester juifs restent libres de pratiquer leur religion ; en 1480, on se contente de remettre en vigueur des dispositions anciennes, notamment l'obligation de porter des marques distinctives et de vivre dans des quartiers réservés. Malgré ces discriminations, la condition des Juifs n'a pas empiré avec l'avènement des Rois Catholiques; elle s'est même améliorée grâce au rétablissement de l'ordre public. À plusieurs reprises, les souverains font savoir qu'ils ne toléreront aucune spoliation, aucune vexation, aucune injustice à l'encontre des Juifs auxquels on garantit la protection de la couronne. Les Juifs d'Espagne en sont conscients. En 1487 encore, ils écrivent à leurs coreligionnaires de Rome en se félicitant d'être soumis à des rois aussi bien disposés à leur égard.

Pourtant, le 31 mars 1492, les Rois Catholiques décident que tous les Juifs devront quitter l'Espagne dans un délai de quatre mois. Comment interpréter cette mesure ? L'explication la plus plausible est aussi la plus simple, celle qui est donnée dans le décret d'expulsion. On y lit ceci : l'assimilation des conversos est rendue difficile, voire impossible, par la présence de Juifs qui entretiennent avec eux des rapports de parenté, d'amitié et de travail. Tant qu'il restera des Juifs en Espagne, les conversos, à leur contact, ne pourront jamais renoncer à des habitudes anciennes et seront incités à judaïser. On est donc conduit à expulser les Juifs.

Cette explication officielle a laissé sceptiques beaucoup d'historiens : la religion pourrait bien être un prétexte qui dissimule les véritables intentions. A-t-on créé un faux problème — celui des marranes et des judaïsants — pour éliminer une minorité ethnique ou une classe sociale ? C'est la thèse soutenue notamment par B. Netanyahu. Selon cet historien, en 1480, les

marranes étaient en voie d'assimilation et le nombre de Juifs authentiques en constante régression. L'Inquisition aurait interrompu brutalement ce processus, elle aurait rejeté vers le judaïsme des hommes et des femmes qui étaient en train de l'abandonner et elle aurait prolongé pour quelque temps encore un marranisme moribond. La preuve, selon l'auteur, c'est que la majorité des Juifs expulsés d'Espagne a choisi de s'installer non pas dans des pays musulmans où ils auraient pu pratiquer librement le judaïsme, mais dans des pays chrétiens — le Portugal, la France, l'Italie... — où ils savaient qu'ils rencontreraient des difficultés pour vivre selon leur religion. L'argument appelle deux objections : 1) beaucoup de Juifs ont trouvé refuge dans l'Empire ottoman où on les a laissés libres de pratiquer leur religion ; 2) d'autres ont voulu croire que l'édit d'expulsion serait rapporté; ils se sont donc rendus dans des pays proches — l'Afrique du Nord, et pas seulement le Portugal ou l'Italie - avec l'espoir que cette installation serait provisoire et qu'ils pourraient bientôt revenir dans leur terre natale. D'autre part, la thèse de Netanyahu repose sur les décisions rendues par des rabbins d'Afrique du Nord dans des affaires qui mettaient en cause des marranes. Or ces rabbins, qui avaient quitté l'Espagne lors des grandes persécutions de 1391-1415, ne pouvaient qu'être sévères pour ceux de leurs coreligionnaires qui avaient manqué du courage nécessaire pour rester fidèles à leur foi, qui avaient préféré leur confort matériel ou qui avaient été séduits par les courants rationalistes. En fait, la persistance d'une minorité juive orthodoxe et la réalité du crypto-judaïsme des marranes paraissent bien documentées.

À supposer que Netanyahu soit dans le vrai, quelles seraient les véritables intentions des Rois Catholiques? On peut écarter deux arguments : le racisme et la cupidité. Il y avait à coup sûr des antisémites en Espagne, et dans tous les milieux, mais les Rois ne l'étaient pas. Avant comme après l'établissement de l'Inquisition, on trouve des Juifs et des conversos dans leur entourage, et à des postes très élevés. C'est un converso, Hernando de Talavera, qui est confesseur de la reine. De 1474 à 1492, il joue un rôle essentiel dans la politique intérieure; en 1492, il est désigné comme le premier archevêque de Grenade reconquise. Après l'expulsion des Juifs, c'est la même chose : des conversos continuent à occuper des fonctions de premier rang. Les souverains auraient-ils voulu faire de la démagogie et flatter un antisémitisme qu'ils ne partageaient pas? Cela ne leur ressemble

guère. Dans des domaines non moins importants, ils n'ont pas hésité à imposer leur volonté à des groupes puissants et organisés, comme la noblesse et le clergé. Dans le cas précis des Juifs et des nouveaux chrétiens, pourquoi se seraient-ils souciés de ce que pensaient leurs sujets? Ce qu'ils avaient en vue, ce n'était pas l'élimination des Juifs, mais leur assimilation et l'extirpation du judaïsme. Ils espéraient que, placés devant un choix douloureux, la plupart des Juifs se convertiraient et resteraient en Espagne. Des antisémites n'auraient pas fait ce calcul. L'argument tiré de la cupidité — le désir de s'approprier la fortune des Juifs contraints au départ — n'est pas plus solide. Pour un profit immédiat, les Rois Catholiques n'allaient pas se priver de contribuables dociles. Comme le fait remarquer Domínguez Ortiz, éliminer les capitalistes [12]ne paraît pas le meilleur moyen d'améliorer le rendement des impôts sur le capital. Du reste, les Rois Catholiques ont reconnu eux-mêmes que, sur le plan financier et économique, l'expulsion avait été une mauvaise affaire. La reine, en particulier, se rendait parfaitement compte des conséquences de la politique religieuse sur l'économie du pays: marasme passager dans les affaires, manque à gagner pour l'État, etc.

Les Rois Catholiques auraient-ils cédé à la pression des nobles, soucieux de se débarrasser d'une bourgeoisie en formation qui aurait menacé leurs intérêts? Serions-nous devant un épisode d'une lutte de classes ? Rappelons que ni les Juifs ni les nouveaux chrétiens ne formaient une classe sociale homogène, même si on observe chez les uns et les autres une tendance à l'endogamie. On trouve chez eux des riches et des pauvres — plus de pauvres que de riches — et les professions les plus variées. Étaient-ils solidaires les uns des autres ? Ce n'est pas sûr. On a vu que des Juifs reprochaient aux nouveaux chrétiens d'avoir apostasié et que des conversos se montraient parfois les plus sévères à l'égard des Juifs et des marranes. Il resterait ensuite à démontrer que la bourgeoisie espagnole était composée en majorité de Juifs ou de conversos. Enfin, la noblesse n'est pas particulièrement menacée, à l'époque. Elle a certes perdu une partie de son pouvoir politique, mais elle conserve une puissance économique considérable et son influence sociale n'est pas altérée ; elle reste l'une des bases du régime. On se demande en quoi les Juifs auraient pu la gêner. Même en admettant que Juifs et conversos eussent constitué les éléments

d'une bourgeoisie en formation, cette bourgeoisie s'opposait-elle à la noblesse? On n'en pas l'impression. Les grands bourgeois castillans et les aristocrates avaient des intérêts complémentaires et non antagoniques ; les uns et les autres étaient associés dans l'exploitation du marché de la laine, les uns comme éleveurs et propriétaires d'herbages, les autres comme exportateurs.

Tout compte fait, l'explication donnée dans le préambule du décret d'expulsion est sans la doute la bonne : on voulait créer une situation irréversible; en éliminant le judaïsme, on espérait décourager les judaïsants. Le climat d'exaltation religieuse qui a suivi la prise de Grenade a fait le reste.

Les Juifs avaient quatre mois pour quitter l'Espagne. Avant de partir, ils avaient le droit de vendre leurs biens, mais, conformément à la législation, il leur était interdit d'emporter avec eux de l'or ou de l'argent. Il leur restait la possibilité de prendre des lettres de change auprès de banquiers et d'en percevoir le montant à l'étranger. Compte tenu de la situation et des délais imposés, les Juifs ont eu les plus grandes difficultés à réaliser les créances qu'ils détenaient et à vendre leurs biens à leur juste valeur. Beaucoup d'acheteurs ont attendu le dernier moment pour se porter acquéreurs et ont emporté le marché pour des sommes dérisoires. Quant aux banquiers, ils ont négocié les lettres de change aux conditions les plus défavorables pour les intéressés. On comprend que beaucoup de Juifs aient préféré se convertir plutôt que de se laisser dépouiller et d'abandonner la terre de leurs ancêtres. Les Rois Catholiques ont mis en valeur certaines de ces conversions, parce qu'ils croyaient qu'elles pourraient en entraîner d'autres. Ils servent de parrains lors du baptême d'Abraham Senior, chef de la communauté juive de Castille, et de son gendre, le rabbin Mayr, baptême célébré avec éclat dans le monastère de Guadalupe. De fait, beaucoup suivent l'exemple de leurs maîtres spirituels. Les autres durent partir. Combien étaient-ils ? Compte tenu des conversions de dernière heure et des retours, suivis de baptêmes, le chiffre oscille entre cinquante et cent mille, soit moins de la moitié des Juifs d'Espagne. Certains bannis se rendent au Portugal ; d'autres gagnent les Flandres, l'Italie ou l'Afrique du Nord; la plupart s'installent dans l'Empire ottoman (à Salonique, à Constantinople, dans les îles grecques) où ils conservent jusqu'au XXe siècle des traditions de leur pays

d'origine et l'usage de leur langue, le judéo-espagnol, issu du castillan tel qu'on le parlait en 1492. C'est l'origine des communautés séfarades d'Orient.

On a beaucoup exagéré les conséquences de l'expulsion pour l'Espagne. Elle n'a pas entraîné de catastrophe économique, tout au plus un marasme passager dans les affaires. Car le rôle des Juifs était plus limité qu'on ne l'a dit. La plupart d'entre eux étaient d'humbles artisans, des camelots, de petits prêteurs sur gages. Rares étaient les grands bourgeois qui pratiquaient le commerce international; ceux-là s'étaient convertis à la fin du XIVe siècle et n'étaient donc pas concernés par le décret d'expulsion. La mesure de 1492 n'a pas bouleversé le destin de l'Espagne moderne. Il n'en reste pas moins qu'elle marque un tournant dans la politique religieuse suivie jusqu'alors. Pendant des siècles, l'Espagne chrétienne s'était montrée plutôt bienveillante à l'égard des musulmans et des juifs, non pas par esprit de tolérance, on ne le répétera jamais assez, mais parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement. En 1492, la fin de la Reconquête s'accompagne d'une autre reconquête, celle de l'Espagne elle-même par la chrétienté européenne. L'Espagne aspire désormais à devenir un pays comme les autres dans une chrétienté qui, depuis longtemps, n'accepte en son sein d'autre religion que la catholique.

On peut ajouter une seconde raison : la création d'un État moderne paraissait postuler l'unité de foi. Était-il souhaitable de conserver des communautés juives dotées d'un statut particulier qui les autorisait à s'administrer elles-mêmes selon leur propre droit, en marge de la société chrétienne majoritaire ? Les Rois Catholiques n'ont pas voulu maintenir, sur ce point, l'originalité de l'Espagne. L'État moderne n'était prêt à reconnaître ni le droit à la différence ni la différence des droits en faveur des minorités religieuses. L'Espagne des Rois Catholiques montre la voie que suivront bientôt les autres pays d'Europe ; partout, le souverain va se croire autorisé à imposer une foi à ses sujets. Dans ce domaine non plus, l'Espagne n'est pas une exception.

LA DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE

En même temps qu'ils signent le décret d'expulsion des Juifs, les Rois Catholiques acceptent de financer l'entreprise d'un marin qui se fait fort de

trouver une route maritime vers la Chine en naviguant à travers l'océan. Le voyage de Christophe Colomb est l'aboutissement d'une série d'expériences dans lesquelles les deux principales puissances ibériques, le Portugal et la Castille, ont rivalisé. Le goût de l'aventure, le messianisme et l'esprit de lucre se mêlent. Pour les uns, il s'agit d'aller toujours plus loin sur la mer, pour d'autres, de porter l'Évangile dans des terres nouvelles, pour d'autres encore de trouver des lieux de pêche, de se procurer à bon compte le blé du Maroc, les esclaves et l'or du Soudan et surtout de tourner le monopole vénitien sur les épices et les produits de l'Extrême-Orient en accédant directement aux marchés d'Asie. Habitués à la pêche en haute mer, les marins basques, portugais et andalous ont mis au point des bateaux comme la caravelle aptes à naviguer sur l'océan. La science nautique a fait des progrès grâce à des recherches empiriques et à l'étude des traités de l'Antiquité classique et des ouvrages arabes. Après bien des tâtonnements, la boussole, les cartes marines et les procédés pour repérer la position sur mer commencent à rendre des services. Depuis le XIII[e] siècle, enfin, les Génois ont installé des comptoirs à Séville, à Cadix et à Lisbonne, étapes dans les circuits qui relient l'Italie à l'Europe du Nord. Ils apportent avec eux les premiers enseignements du capitalisme commercial : la lettre de change, l'assurance maritime, la formation de sociétés marchandes. Il se trouve que c'est là, à l'extrême sud de la péninsule Ibérique, entre Faro et Cadix, autour du 40[e] parallèle, qu'on est le plus près des alizés et des facilités de navigation qu'ils procurent. Cette zone devient tout naturellement la base de départ pour l'exploration de l'océan.

Entre le milieu du XIV[e] siècle et le milieu du XV[e], Portugais et Castillans découvrent et colonisent les archipels atlantiques. Madère et les Açores reviennent aux premiers, les Canaries aux seconds. Puis la Castille, aux prises avec des difficultés internes, laisse le champ libre aux Portugais qui, après avoir débarqué à Ceuta, commencent à descendre le long des côtes d'Afrique. C'est alors qu'apparaît Colomb. En 1476, à Lisbonne, ce Génois se mêle aux marins, aux négociants et aux missionnaires qu'attire l'outremer. Il écoute les uns et les autres ; il lit la Bible et des traités de géographie; il conçoit le projet d'atteindre l'Asie en naviguant à travers l'Atlantique. En 1484-1485, Colomb propose d'abord ce projet aux Portugais qui lui paraissent les plus aptes à le mener à bien, mais il vient

trop tard. Après plus d'un siècle d'efforts patients, le Portugal est maintenant sur le point de réussir et de contourner l'Afrique. En 1487, Barthélemy Dias double le cap de Bonne-Espérance. Suivre Colomb reviendrait à renoncer à un résultat qu'on sent à portée de main pour se lancer dans une entreprise hasardeuse. De fait, en 1497-1499, Vasco de Gama touchera les ports de l'Inde et reviendra à Lisbonne avec une cargaison d'épices.

Colomb se tourne alors, en 1486, vers la Castille. Les Rois Catholiques soumettent son projet à une commission d'experts, laquelle émet un avis défavorable. Le Génois donne l'impression d'être un illuminé et un amateur en matière scientifique. Les experts n'ont pas tort. Colomb est en effet un illuminé qui puise son inspiration dans des écrits millénaristes : il est persuadé que la Providence lui a confié une mission et que la Bible confirme ses intuitions de navigateur. C'est aussi un amateur. L'idée d'établir une liaison directe avec l'Asie à travers l'océan Atlantique n'est pas originale, personne ne la conteste vraiment, mais elle se heurte à des objections pratiques. Jamais une caravelle ne pourrait embarquer assez de vivres et d'eau potable pour franchir une telle distance. Colomb répond par une hypothèse : il doit y avoir, entre l'Europe et l'Asie, des îles — les Antilles — qui pourraient servir de relais ; mais comment le prouver ? Il commet aussi des erreurs de calcul grossières. D'une part, il croit que la distance entre la pointe occidentale de l'Europe — le cap Saint-Vincent — et le Japon n'est que de 105º — elle est en réalité de 180° -; d'autre part, il se trompe sur l'évaluation du degré terrestre : il l'estime à 45 milles (au lieu de 60). Les deux erreurs conjuguées aboutissent à réduire de 10 600 à 2 400 milles la distance qui sépare les Canaries du Japon. Faute de connaître l'existence d'un continent ou d'îles intermédiaires, les experts ne pouvaient que rejeter le projet, d'un point de vue strictement scientifique : il reposait sur des bases manifestement fausses, à moins que Colomb n'eût volontairement faussé ses calculs pour dérouter des concurrents. Ce n'est pas exclu. C'est l'hypothèse du «pilote inconnu », ce marin qui, poussé par des vents et des courants, aurait traversé l'Atlantique et aurait confié son secret à Colomb.

Le Génois ne se décourage pas. Il a des protecteurs à la cour. Il revient à la charge au début de l'année 1492. Les Rois Catholiques l'éconduisent une fois de plus, puis se ravisent brusquement. Le 30 avril 1492, Colomb

obtient tout ce qu'il voulait: le financement d'une expédition, le titre d'amiral de la mer océane et de vice-roi des terres à découvrir, le droit de présenter ses candidats aux postes à pourvoir, celui de percevoir 10% sur les richesses qu'on pourrait tirer de ces territoires... Le revirement de la cour s'explique par la conjonction de deux facteurs. D'abord, l'exaltation qui suit la prise de Grenade et qui autorise les rêves les plus fous. La victoire sur les Maures est interprétée comme un signe de la Providence qui aurait confié à la Castille un destin exceptionnel ; Colomb est peut-être un instrument de ce destin. Viennent ensuite les calculs des financiers : après tout, que risque-t-on ? L'affaire peut rapporter gros pour un investissement modeste. En quelques mois, Colomb équipe trois bateaux, recrute ses équipages et appareille du port de Palos, le 3 août 1492. Après une escale technique aux Canaries, il repart le 3 septembre ; le 12 octobre, il débarque dans une île de l'archipel des Lucayes, puis, en décembre, à Cuba et dans l'île Espagnole (Haïti). Le 15 mars de l'année suivante, il est de retour à Palos avec un maigre butin (sept Indiens, quelques perroquets, un peu d'or, des perles), assez toutefois pour justifier de nouvelles expéditions. La deuxième (1493-1496) permet de reconnaître les petites Antilles. Au cours de la troisième (1498-1500), Colomb débarque sur le continent, dans ce qui va devenir le Venezuela. La quatrième (1502-1504) est tout entière occupée à trouver un passage à hauteur du Honduras. Colomb meurt à Valladolid, le 21 mai 1506, convaincu d'être arrivé en Asie. Depuis quelques années déjà, ses contemporains sont persuadés du contraire. C'est un continent nouveau qu'on vient de découvrir, un continent qu'en 1507 le Vosgien Martin Waldeseemüller propose de baptiser l'Amérique en hommage à Amerigo Vespucci, un navigateur rival de Colomb qui se voit ainsi privé du bénéfice moral de sa découverte. En Espagne, la force de l'habitude l'emporte : jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, on parle le plus souvent des Indes, rarement de l'Amérique et, pour tout le monde, encore aujourd'hui, ses habitants primitifs sont désignés comme des Indiens.

Ce continent, il a fallu l'intégrer à l'univers mental de l'Occident et, d'abord, au monde politique de l'époque. C'est une affaire qui se règle entre les Espagnes rivales : Castille et Portugal. Les Rois Catholiques se sont empressés de demander et d'obtenir l'investiture du pape sur les territoires découverts ou à découvrir. Ce sont les bulles Alexandrines, signées en 1493

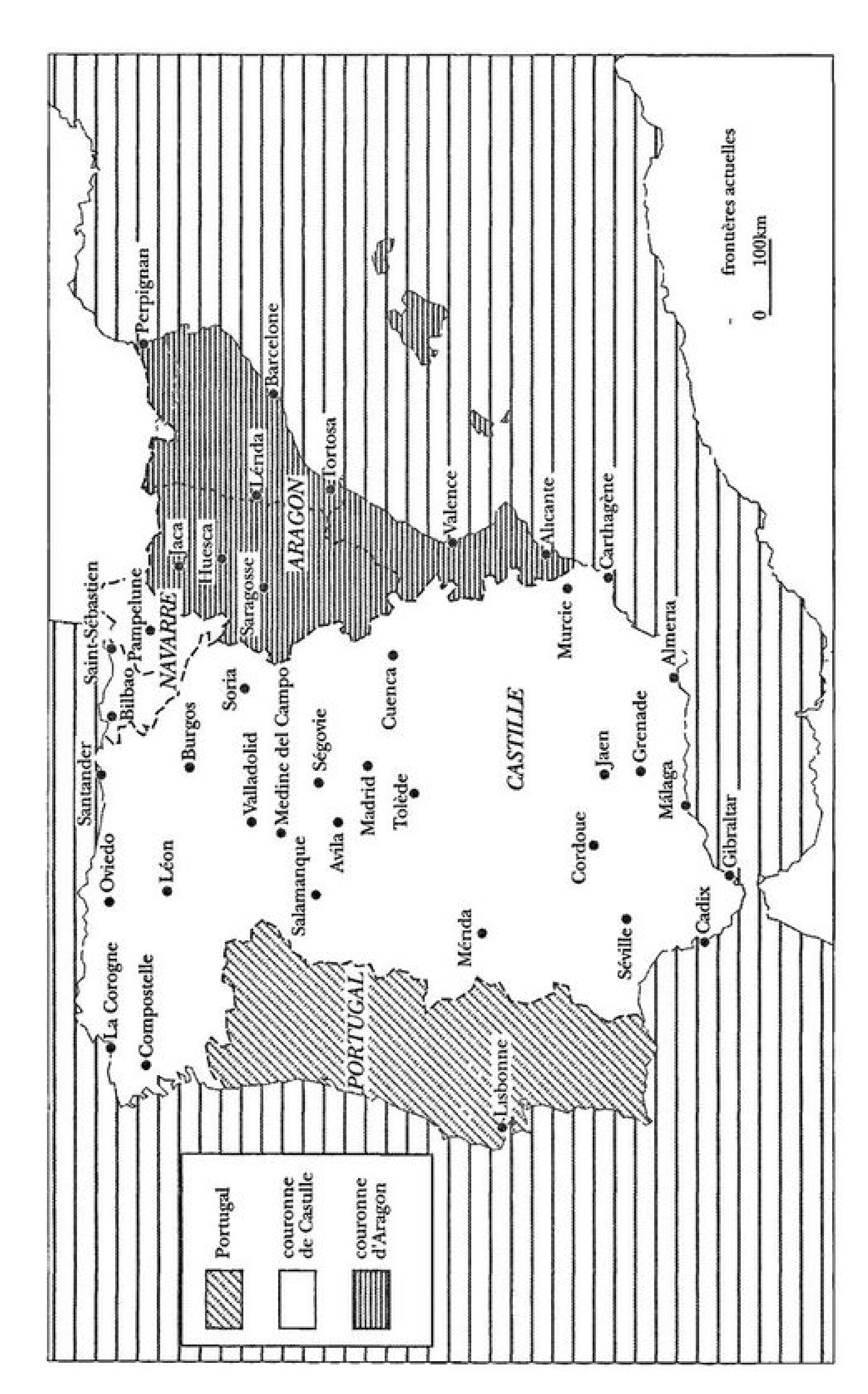
par Alexandre VI. Le Portugal ne pouvait manquer de s'inquiéter devant cette révision du traité d'Alcaçovas. Le problème fut réglé à Tordesillas, en 1494: on trace une ligne de pôle à pôle à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert. Les territoires situés à l'est de cette ligne sont réputés portugais, les territoires situés à l'ouest castillans[13]. Le traité faisait de l'Atlantique sud une mer portugaise, assurait au Portugal la route du Cap, mais aussi la libre navigation vers l'ouest. C'est ainsi que le Brésil, découvert par Cabral en 1500, devait revenir à la couronne de Portugal.

Dès le second voyage de Colomb, en 1493, on est passé de la découverte à la colonisation, comme le prouve l'ampleur des moyens utilisés et la mise en place d'une administration élémentaire. L'exploitation des nouveaux territoires est menée avec rapidité et brutalité. Les premiers découvreurs s'attendaient à trouver des richesses immenses, mais les placers de Saint-Domingue - l'île Espagnole — sont vite épuisés. À partir de 1509, on colonise Puerto Rico, puis, en 1511, Cuba. À la mort de Ferdinand le Catholique, en 1516, les Antilles sont épuisées. Elles remplacent désormais l'Andalousie comme base arrière pour les expéditions en vue de trouver de nouvelles terres à exploiter en direction du continent américain.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ROIS CATHOLIQUES

La prise de Grenade n'a pas été seulement la fin d'une longue entreprise de reconquête; c'est aussi le point de départ d'une expansion au-delà du détroit de Gibraltar. Dans une Histoire hispanique terminée en 1469, Rodrigo Sánchez de Arévalo écrivait déjà que l'Espagne avait son prolongement naturel en Afrique du Nord, dans les provinces qui furent autrefois romaines. Préoccupations militaires, intérêts économiques et esprit de croisade se mêlent. Les seigneurs andalous financent des expéditions sur le littoral africain, fréquenté par les pêcheurs de Palos et de la Niebla. Les uns et les autres se heurtent aux Portugais. Le traité d'Alcaçovas (1479) avait délimité des zones d'influence : le royaume de Fès et la Guinée pour le Portugal, le royaume de Tlemcen pour la Castille, mais les rivages du Sahara, entre les caps d'Aguer et de Bojador, en face des Canaries, faisaient toujours l'objet de contestations. Le traité de Tordesillas de 1494 reconnaît les droits de l'Espagne sur la zone située à l'est de Ceuta. Alors une

politique d'expansion prend son essor dans le bassin occidental de la Méditerranée, de Cadix à Naples. Dès 1494, les Espagnols acquièrent Melilla, terminus des caravanes qui amènent l'or du Soudan à travers le Sahara. L'étape suivante est marquée par l'occupation de Mers el-Kebir en 1505, prélude à l'occupation d'Oran, réalisée en 1509 par Pedro Navarro, avec la participation personnelle du cardinal Cisneros qui a engagé dans l'opération une partie des revenus du diocèse de



La péninsule Ibérique en 1512

Tolède. Rien ne montre mieux l'ambiguïté de la politique africaine de l'Espagne que cette coopération entre un militaire et un prélat: Cisneros croit prendre la tête d'une croisade, tandis que Navarro ne songe qu'au butin. En 1510, c'est à l'autre extrémité de l'Afrique du Nord que se porte Pedro Navarro en occupant, à quelques mois d'intervalle, Bougie et Tripoli. Pour éviter le même sort, Alger préfère conclure un accord. Pour achever de boucler la Méditerranée occidentale, il aurait fallu s'assurer la maîtrise du bras de mer entre le cap Bon et la Sicile, mais, en 1510, le roi Ferdinand n'arrive pas à installer une garnison à Djerba, l'île située en face de Sfax. À cet échec près, toute la rive sud de la Méditerranée, de Melilla à Bougie, est placée, en 1515, sous le protectorat de l'Espagne.

L'Afrique du Nord n'est que l'un des points d'application d'une politique étrangère ambitieuse. La double monarchie des Rois Catholiques a aussi des intérêts en Europe et les ambassades permanentes créées à partir de 1495 disent bien quelles sont ses préoccupations : Rome, Venise, Londres, Bruxelles, c'est-à-dire l'Italie et l'Europe du Nord. Ferdinand avait conçu le projet d'une «grande alliance occidentale » — l'expression est de Vicens Vives — avec l'Angleterre et les Habsbourgs. Le rapprochement avec l'Angleterre remonte à 1482. L'économie n'y est pas étrangère : les deux pays s'entendent pour supprimer les lettres de marque qui autorisaient les corsaires à attaquer les navires de commerce et à piller les cargaisons. On procède à des alliances dynastiques : en 1501, l'infante Catherine épouse Arthur, héritier du trône d'Angleterre. Après la mort prématurée de ce dernier, Catherine est donnée en mariage au futur Henri VIII. La fille qui naîtra de cette union, Marie Tudor, régnera sur l'Angleterre de 1553 à 1558 et, en 1554, épousera le futur Philippe II d'Espagne. Cette politique matrimoniale cohérente vise à préserver les intérêts de la Castille en Europe du Nord.

De ce point de vue, la grande affaire, qui va avoir des conséquences à long terme sur le destin de l'Espagne, ce sont les mariages bourguignons. Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire, dernier duc de Bourgogne, avait épousé un Habsbourg, Maximilien d'Autriche, empereur du Saint Empire. Or les Rois Catholiques et l'empereur ont un ennemi commun, la France, qui menace les positions espagnoles dans les Pyrénées et en Italie et qui s'oppose à la reconstitution du duché de Bourgogne,

objectif des Habsbourgs. Un double mariage, en 1497, va sceller l'alliance entre les deux puissances. Marguerite d'Autriche, fille de l'empereur, épouse le prince Jean, héritier des Rois Catholiques, tandis que Philippe le Beau, lui aussi fils de l'empereur, épouse l'infante Jeanne, celle qu'on n'appelle pas encore Jeanne la Folle. La mort subite du prince Jean, en 1497, fait de cette dernière l'héritière du trône de Castille et ouvre la voie à l'installation en Espagne de la dynastie des Habsbourgs.

La France est exclue de ce système d'alliances. C'est que, depuis l'avènement des Rois Catholiques, elle apparaît l'adversaire comme de la double monarchie. Les deux pays s'affrontent en effet dans le Roussillon, en Italie et en Navarre.

Lors de la guerre civile de Catalogne (1462-1472), Louis XI avait soutenu Jean II d'Aragon contre ses sujets révoltés. En guise de compensation pour les frais engagés, il avait occupé le Roussillon et la Cerdagne et cette situation constituait un motif de discorde entre la France et l'Aragon. Ferdinand le Catholique réclamait la dévolution de ces territoires qu'il considérait comme partie intégrante du principat de Catalogne. Il obtient satisfaction en 1493 : pour avoir les mains libres en Italie, Charles VIII rétrocède à l'Aragon les comtés contestés. Ferdinand n'en reste pas moins sur ses gardes : la défense du Roussillon contre toute nouvelle attaque française coûte cher à la Castille qui, entre 1495 et 1504, y consacre environ le cinquième de ses ressources fiscales.

En Italie, Ferdinand reprend à son compte la politique de ses prédécesseurs. De l'ancien Empire méditerranéen bâti à la belle époque de l'expansion catalane, il ne restait guère, au début du XVe siècle, que la Sicile, incorporée aux domaines aragonais depuis 1302[14]. Or la Sicile était une excellente base de départ pour les entreprises d'Alphonse V, dit le Magnanime, devenu roi d'Aragon en 1416. Celui-ci avait profité des difficultés de la dynastie française des Anjou pour intervenir dans le royaume de Naples et en faire la conquête, entre 1421 et 1443. Parce qu'il considérait Naples comme une possession personnelle, le Magnanime, dans son testament, avait légué le royaume non pas à son frère, Jean II, héritier de la couronne d'Aragon, mais à son fils bâtard, Ferrante (1458). La mort de ce dernier, en 1494, ouvre la voie à l'intervention de la France. Charles VIII revendique les droits que la dynastie des Anjou prétendait tenir sur Naples

et, en quelques mois, occupe presque tout le territoire du royaume. Comme Naples est théoriquement un fief du Saint-Siège, le pape Alexandre VI, qui ne tient pas à voir s'installer au sud de l'Italie une grande puissance comme la France, suscite la formation d'une coalition, la Sainte Ligue, dont font partie, en plus du pape, l'empereur Maximilien, Milan, Venise et l'Espagne. Charles VIII est contraint de se replier.

Louis XII, qui a succédé à Charles VIII en 1498, renouvelle ses prétentions sur Naples. Il se heurte maintenant à Ferdinand le Catholique qui fait valoir ses droits: n'est-il pas le descendant le plus proche d'Alphonse le Magnanime ? On envisage un moment de partager le royaume entre la France et l'Espagne, mais le contentieux débouche sur une guerre qui tourne à l'avantage de l'Espagne. Celle-ci a donné le commandement de ses troupes à l'un des généraux qui se sont illustrés dans la guerre de Grenade, Gonzalo Fernández de Côrdoba, dit le Grand Capitaine. Une série d'actions brillamment conduites, dont les plus importantes se déroulent à Cérignole (avril 1503) et sur les rives du Garigliano (décembre 1503) permettent aux Espagnols de chasser les Français. Louis XII s'incline : le royaume de Naples est alors rattaché, pour deux siècles, à la couronne d'Aragon.

Ce sont les succès remportés en Italie qui font de l'Espagne, dès le début du XVIe siècle, une grande puissance européenne. On doit en particulier au Grand Capitaine la mise au point de l'instrument qui fonde l'efficacité et la supériorité de l'armée espagnole, ce qui lui vaudra pendant cent cinquante ans, jusqu'à Rocroi (1643), une réputation d'invincibilité. Gonzalo Fernández de Côrdoba s'était vite convaincu qu'il était difficile de venir à bout de la cavalerie française, cuirassée et armée de longues lances. Il lui oppose des unités plus légères qui disposent d'une plus grande capacité de manœuvre et auxquelles il ajoute des arquebusiers. C'est ce groupement de piques, d'épées courtes, d'arquebuses et de mousquets, appuyé par des détachements de cavalerie, qui forme l'ossature des tercios[15]. Le développement par Diego de Vera et Pedro Navarro d'un corps d'artillerie complète la réorganisation qui s'opère au début du XVIe siècle. L'armée devient l'une des priorités de l'Espagne; elle absorbait quinze pour cent du budget de l'État en 1480; à la fin du règne, cette proportion dépasse cinquante pour cent.

La Navarre constituait, enfin, un autre motif de discorde. Compte tenu de sa situation, ce royaume représentait un danger pour l'Espagne en cas de conflit avec la France. C'est pourquoi les Rois Catholiques avaient essayé d'y installer des souverains amis. Ils avaient suggéré, en 1481, de marier leur fille Jeanne, alors âgée de deux ans, au prince héritier de Navarre, François Phoebus, qui avait le même âge. Ce projet n'avait pas abouti, pas plus qu'un second, présenté en 1483, après la mort de François Phoebus. Le fils aîné des Rois Catholiques, Jean, pourrait épouser la sœur du prince, Catherine. Celle-ci épousa finalement Jean d'Albret qui, quelques années plus tard, devenait roi de Navarre. A défaut de mettre un de leurs enfants sur le trône de Navarre, les Rois Catholiques espéraient au moins pouvoir compter sur la neutralité du royaume voisin. Ces espoirs parurent frustrés en 1512, à la veille d'une nouvelle guerre entre la France et l'Espagne. Le roi d'Aragon exigea des assurances que les Albret ne pouvaient lui donner; ils étaient soumis à forte pression de la part du roi de France, Louis XII, qui menaçait de les chasser du Béarn. Ferdinand d'Aragon se décida alors pour la manière forte. L'armée du duc d'Albe entra en Navarre le 21 juillet 1512 ; le 25, elle occupait Pampelune et, en moins de quinze jours, le reste du royaume. Une contre-offensive française échoua. Dès le début de l'invasion, Ferdinand s'était proclamé roi de Navarre[16].

LA FIN DES TRASTAMARES

À la mort d'Isabelle, en 1504, la double monarchie menace de se défaire. Depuis la disparition du prince Jean (1497), puis de l'infante Isabelle (1498) et de son fils Michel de Portugal (1500), c'est la princesse Jeanne qui est devenue l'héritière des Rois Catholiques. Or sa santé mentale pose problème. Était-elle vraiment folle, comme on l'a souvent présentée dans l'histoire, dans le roman et au cinéma ? Pour que sa propre mère prenne des précautions, le doute subsiste. Dans son testament, Isabelle décide qu'après sa mort Jeanne sera proclamée reine de Castille. Ferdinand ne sera plus que roi d'Aragon, mais Isabelle ajoute une clause : au cas où Jeanne ne pourrait pas ou ne voudrait pas exercer ses prérogatives, son père Ferdinand serait chargé de gouverner en son nom.

Les Cortès, réunies à Toro, en 1505, reconnaissent solennellement les droits de Jeanne à la couronne de Castille et constatent en même temps qu'elle est incapable de gouverner. Rien ne s'opposerait donc à ce que Ferdinand, en vertu du testament d'Isabelle, exerçât la régence. Philippe le Beau conteste ce point de vue. Comme mari de la reine, il prétend gouverner en son nom. Avec Ferdinand, la continuité du régime serait assurée puisqu'il a été associé au pouvoir depuis 1475. C'est bien ce qui inquiète beaucoup d'aristocrates qui ont dû se résigner à contrecœur à l'autoritarisme des Rois Catholiques; ceux-là espèrent que le changement de règne sera l'occasion de renouveler les orientations, les méthodes de gouvernement et le personnel politique ; ils comptent sur Philippe le Beau qu'ils auront contribué à mettre sur le trône. Ils l'emportent. En 1506, Ferdinand le Catholique, abandonné par la plupart des aristocrates, est obligé de céder la place à son gendre. Un an auparavant, devant la menace qui se précisait, il avait pris la décision de se remarier avec la nièce de Louis XII, Germaine de Foix. L'enfant né de cette union, en 1509, meurt au bout de quelques heures. S'il avait vécu, il aurait hérité de la couronne d'Aragon qui aurait donc été séparée de nouveau, peut-être pour longtemps, de la Castille. C'est qu'en Aragon, à la différence de ce qui se passe dans le royaume associé, les femmes sont exclues de la succession au trône. Ferdinand avait d'ailleurs envisagé de revoir sur ce point la loi fondamentale. C'était en 1498, après la mort du prince Jean. Il s'agissait de faire proclamer sa fille Isabelle héritière d'Aragon en invoquant l'intérêt que présentait l'union des deux couronnes. La mort de la princesse avait rendu sans objet le débat aux Cortès de Saragosse. En 1504, lors de la disparition de la reine Isabelle, la loi salique était toujours en vigueur en Aragon, ce qui rendait théoriquement possible la séparation avec la Castille.

L'arrivée de Philippe le Beau, en avril 1506, donne le signal d'une réaction contre le régime précédent. Le nouveau souverain renvoie les vieux serviteurs des Rois Catholiques et les remplace par des hommes à lui, mais il meurt subitement en septembre de la même année. Les vaincus de la veille relèvent la tête ; les factions nobiliaires se disputent le pouvoir dans les villes. Pour décrire la situation, les chroniqueurs retrouvent le ton qu'on employait, cinquante ans plus tôt, pour flétrir les dernières années du règne d'Henri IV: le royaume sombre dans l'anarchie. Le cardinal Cisneros se

tourne alors vers Ferdinand et lui demande de revenir d'urgence en Castille ; lui seul est en mesure de rétablir l'ordre. Le roi d'Aragon tient sa revanche. Il prend son temps et s'attarde plusieurs mois à Naples. En juin 1507, il est de retour en Espagne. Les plus compromis de ses adversaires ne l'ont pas attendu; ils ont préféré se réfugier aux Pays-Bas. Pour d'autres, le châtiment est sévère. Comme au moment de la guerre de succession, des expéditions punitives délogent les seigneurs des terres et des villes qu'ils ont occupées. La parenthèse ouverte par la mort d'Isabelle est refermée. Ferdinand a repris le pouvoir, en qualité de régent; il gouverne au nom de sa fille, mais il prend ses précautions : pour éviter que Jeanne ne devienne, une fois de plus, un obstacle et un instrument entre les mains de ses adversaires, il la fait enfermer à Tordesillas ; la malheureuse y restera recluse jusqu'à sa mort, en 1554. Il reste à Ferdinand à régler sa propre succession. En droit, Jeanne est titulaire de la couronne, mais on sait bien qu'elle n'est pas en état d'exercer ses fonctions. Malgré sa préférence pour le cadet de ses petits-fils, l'infant Ferdinand, né et élevé en Espagne, le Roi Catholique accepte de désigner, comme régent après sa disparition, le prince Charles qui inaugure en Espagne une nouvelle dynastie, celle des Habsbourgs.

1 C'est en 1494 que le pape Alexandre VI accorde à Ferdinand et à Isabelle le titre de Rois Catholiques qui, en lui-même, n'implique aucun jugement sur la qualité de la foi des monarques. Il n'a pas plus de signification que celui de rois Très Chrétiens que portaient déjà les rois de France.

2 Elle est née en 1451, Ferdinand en 1452.

3 Tous deux descendaient du roi de Castille Jean I[er] (1379-1390).

4 Ce qui fera écrire à un humoriste du XVI[e] siècle : « Tel jour, le roi et la reine accouchèrent d'un fils » !

5 On commet souvent une erreur sur la devise : Tanto monta, en ajoutant: Isabel como Fernando, comme si elle exprimait l'égalité des deux partenaires associés au pouvoir. En réalité, cette devise appartient au seul roi d'Aragon. Elle donne son sens à l'emblème, le joug, qui rappelle la légende du nœud gordien. À Gordion, dans le temple de Zeus, se trouvait un joug attaché de telle sorte que personne n'arrivait à défaire le nœud ; un oracle assurait que celui qui parviendrait à le dénouer deviendrait le maître de l'Asie. L'empereur Alexandre trancha la corde d'un coup d'épée avec ce commentaire : « Cela revient au même » [trancher ou dénouer], ce qui, en espagnol, se dit: tanto monta. La devise, trouvaille de l'humaniste Nebrija, convient bien au tempérament de Ferdinand, un homme qui ne se laisse pas arrêter par les difficultés.

6 C'est Isabelle, plus que Ferdinand, qui semble avoir manifesté l'intransigeance la plus ferme face aux prétentions de Carrillo. D'où le mot qu'on prête à celui-ci: « Quand je l'ai prise en mains, Isabelle était occupée à filer; je la renverrai à son rouet. »

7 Pour l'anecdote, on relèvera la participation au combat, dans des camps opposés, de deux princes de l'Église, avec casques et armures : le cardinal Mendoza dans l'armée castillane,

l'archevêque de Tolède dans les rangs portugais.

8 À chaque changement de règne au Portugal, Isabelle demande confirmation des clauses du traité de 1479 relatives à celle que les Portugais appellent l'Excellente Dame (la Excelente Senhora) et qu'ils considéreront comme reine jusqu'à sa mort, en 1530.

9 Cinq fois seulement du vivant d'Isabelle (1474-1504) : 1476,1479-1480,1489, 1499 et 1502.

10 Dix-sept au début du règne : Burgos, Soria, Ségovie, Avila, Valladolid, Léon, Salamanque, Zamora, Toro, Tolède, Cuenca, Guadalajara, Madrid, Séville, Cordoue, Jaén et Murcie. Après 1492, Grenade vient compléter la liste.

11 Il n'y restera qu'un peu plus de dix-huit mois. En échange d'un dédommagement important, Boabdil renonce à ses droits et s'embarque pour l'Afrique du Nord, en octobre 1493. Il mourra à Fès, quarante ans plus tard.

12 À supposer que les Juifs soient des capitalistes, ce qui reste à prouver.

13 Une vingtaine d'années plus tard, François Ier demandera ironiquement à voir le testament d'Adam qui aurait partagé le monde entre la Castille et le Portugal.

14 Depuis l'année de leur mariage (1469), Ferdinand et Isabelle portent le titre de rois de Sicile que leur a cédé Jean II d'Aragon.

15 Le mot n'apparaît qu'en 1534, mais l'idée date des guerres d'Italie.

16 L'affaire de Navarre a donné lieu à une curieuse intervention de Jules II, alors allié au roi d'Aragon. Le pape prononça contre les Albret des sanctions spirituelles et les déclara déchus de leurs droits. C'est l'une des dernières manifestations du pouvoir théocratique de l'Église. Certains jurisconsultes espagnols se servirent de ce précédent pour justifier a posteriori l'investiture que le pape Alexandre VI avait donnée aux rois d'Espagne sur les territoires découverts en Amérique.

CHAPITRE II

Charles Quint (1516-1556)

CHARLES QUINT ET LES ESPAGNOLS

En janvier 1516, à la mort du roi Ferdinand d'Aragon, son petit-fils, Charles de Gand — qui, à l'époque, réside aux Pays-Bas - devrait exercer le pouvoir, en qualité de régent, au nom de sa mère Jeanne la Folle, qui est toujours en droit reine de Castille. C'est ce que le cardinal Cisneros et le Conseil royal rappellent à la cour. L'entourage du prince, à Bruxelles, ne l'entend pas ainsi. L'empereur Maximilien est âgé; son petit-fils Charles paraît bien placé pour lui succéder, le moment venu, mais on pense qu'il aura plus de chances d'être élu à la tête du Saint Empire s'il porte le titre de roi. Passant outre aux mises en garde qui viennent de la péninsule, le 14 mars 1516, la cour de Bruxelles le fait proclamer roi de Castille et d'Aragon. C'est un coup d'État et les Castillans le ressentent comme tel. Cisneros, pourtant, s'incline devant le fait accompli de peur de compliquer un peu plus une situation déjà bien délicate.

C'est que l'agitation a repris, en Castille. Comme à chaque changement de règne, des nobles relèvent la tête. Certains veulent prendre possession de domaines contestés sans attendre que la justice se soit prononcée; d'autres cherchent à accroître leur influence dans les grandes cités en éliminant leurs rivaux. Dans un certain nombre de régions, les sujets partent en guerre contre leurs seigneurs. L'autorité de l'Etat est bafouée. Les villes, inquiètes, envisagent de réunir illégalement les Cortès pour remédier aux carences du pouvoir. Cisneros, qui gouverne en l'absence de Charles, a du mal à faire respecter son autorité. Il presse le roi de venir le plus tôt possible et, en attendant, il suggère la création d'une force de police qui donnerait au pouvoir royal les moyens de maintenir l'ordre. Conscients du danger, les

nobles font échouer le projet. Cisneros, en effet, ne dispose pas de pleins pouvoirs. Pour toute décision importante, il doit en référer à Bruxelles où ses avis ne sont pas toujours suivis.

Charles Ier[1] se décide enfin à venir dans la péninsule, en octobre 1517. On attend de lui qu'il rétablisse l'ordre et qu'il veille personnellement aux intérêts du royaume. Les espoirs qu'on plaçait en lui sont vite déçus. De plus, la mort de Cisneros le prive d'un conseiller averti et d'un homme d'autorité soucieux de faire respecter les prérogatives royales. Le jeune souverain — il a à peine dix-sept ans — n'arrive pas à gagner la sympathie de ses sujets qui le trouvent froid, stupide et arrogant. De surcroît, il ne parle pas un mot d'espagnol et il paraît se désintéresser des affaires politiques. À la cour, les Flamands occupent les postes les plus importants; l'un d'eux, Chièvres, exerce une influence considérable et se conduit comme le véritable maître du pays. Il y a certes des Castillans dans l'entourage, mais ce sont ou bien des émigrés, comme l'évêque Mota, coupés de leur pays depuis plus de dix ans, ou bien des fonctionnaires prévaricateurs, comme Fonseca ou Conchillos, que Cisneros avait chassés de l'administration et que la cour de Bruxelles avait réintégrés. Les uns et les autres donnent l'impression de traiter la Castille comme un pays conquis. Ils s'attribuent les sinécures les plus lucratives ; ils se partagent les offices publics et les bénéfices ecclésiastiques. La désignation du neveu de Chièvres, un jeune homme de vingt ans, pour succéder à Cisneros à l'archevêché de Tolède scandalise tout le monde. Moins de six mois après l'arrivée du roi, la désillusion éclate aux Cortès réunies à Valladolid. Des moines prêchent ouvertement contre la cour et dénoncent la cupidité des Flamands et la démission de la noblesse qui, selon eux, a perdu le sens de l'intérêt général.

On en est là quand survient la disparition de l'empereur Maximilien, le 12 janvier 1519. Le Saint Empire romain germanique suscite des convoitises moins à cause de son territoire — un assemblage de possessions particulières, de principautés, de seigneuries et de municipalités - qu'en raison du prestige et de l'autorité morale qu'il confère à son titulaire. Maximilien souhaitait que l'Empire ne sortît pas des Habsbourgs et, depuis plusieurs années, il faisait campagne en faveur de son petit-fils Charles qui a contre lui le roi de France, François Ier, et le roi d'Angleterre, Henri VIII. Il

s'agit en effet d'une dignité élective; sept électeurs ont le privilège de désigner son titulaire : les archevêques de Mayence, de Cologne et de Trèves, le roi de Bohème, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg et le comte palatin du Rhin. Ces électeurs ne sont pas désintéressés; ils monnaieraient volontiers leur vote. Encore faut-il y mettre le prix. Contre François I[er] qui promet de grosses sommes à ceux qui voteraient pour lui, Charles obtient le soutien de Jacob Fugger, le banquier d'Augsbourg, la plus grosse puissance financière d'Europe. Celui-ci met à sa disposition plus d'un demi-million de florins rhénans. Fort de cette caution, Charles est élu à l'unanimité, le 28 juin 1519. C'est une victoire pour les Habsbourgs, mais aussi pour Fugger qui rappellera au vainqueur, en 1523, ce qu'il lui doit[2].

L'élection impériale est mal accueillie en Castille ; elle cristallise les oppositions et le mécontentement. Au cours de l'été 1519, la municipalité de Tolède fait campagne sur deux thèmes : contre les dépenses nouvelles qu'entraîne l'élection (dette Fugger, frais du couronnement...) et contre l'Empire (Tolède craint que désormais la Castille ne soit forcée de financer une politique qui ne la concerne pas directement). En clair, Tolède veut ignorer l'empereur; elle ne connaît que le roi de Castille. Et Tolède de réclamer une réunion des Cortès pour obtenir des garanties du souverain. La cour paraît céder; en février 1520, elle convoque les Cortès. Elle espère ainsi mettre un terme à la campagne d'opposition, mais elle souhaite surtout obtenir un nouveau subside ou impôt direct (servicio). Pour parer à toute éventualité, on ordonne aux corregidores de veiller tout particulièrement à ce qu'aucun opposant notoire ne soit désigné comme député et que les députés reçoivent pleins pouvoirs. La préparation des Cortès relance le mouvement d'opposition au lieu de le calmer. Cette opposition trouve, en février, son expression la plus ferme dans un manifeste rédigé par des moines de Salamanque, un document qui est abondamment diffusé dans le pays et qui va constituer la charte du futur mouvement comunero. Trois idées principales s'en dégagent: 1) Le refus de tout impôt nouveau; 2) le rejet de l'Empire: les comuneros accusent Charles Quint de sacrifier le bien commun du royaume à des préoccupations dynastiques; ils ont l'intuition que la Castille va faire les frais de la politique impériale, qu'elle aura désormais à financer des objectifs contraires à ceux qui étaient les siens jusqu'alors et qu'elle risque de perdre son autonomie ; 3) une menace : au

cas où le roi persisterait dans ses intentions et refuserait de prendre en compte l'avis de ses sujets, il appartiendrait aux comunidades d'en tirer les conséquences et de défendre les intérêts du royaume.

Comunidades, le terme va servir à désigner la révolte de la Castille dans les mois qui viennent. Il est vague, mais dangereux en raison même de son imprécision. À quoi pensent les moines de Salamanque ? Le mot comunidad est susceptible de recevoir trois interprétations. Elle désigne d'abord, au pluriel, les collectivités territoriales (municipalités, universités, grands corps de l'État), chargées de veiller au bien commun. Le mot a aussi une résonance sociale : il renvoie au menu peuple (el común) par opposition aux ordres privilégiés, un peuple trahi par ses élites. En ce sens, on verra bientôt comunero s'opposer à caballero. Jusqu'à un certain point, la comunidad n'est pas autre chose que le tiers état. Enfin, la comunidad, c'est aussi la communauté nationale opposée aux intérêts personnels et dynastiques du souverain.

Ces menaces, la cour ne les prend pas au sérieux. Quand les Cortès se réunissent, à la fin du mois de mars 1520, à Saint-Jacques-de-Compostelle, l'évêque Mota, qui les préside, s'efforce de convaincre les députés en flattant leur orgueil national. Le roi de Castille a été élevé à la plus haute dignité de la chrétienté, ce qui le place au-dessus de tous les autres souverains. Comme au temps glorieux de l'histoire de Rome, l'Espagne fournit un empereur au monde civilisé. Cela entraîne pour Charles Quint des responsabilités auxquelles il ne veut pas se dérober: la Providence l'a chargé de la mission de sauver la chrétienté, menacée par les Turcs. La Castille va-t-elle lui refuser les moyens qui lui sont nécessaires? Mota promet que l'absence du roi sera de courte durée, trois ans au plus, et il invite les députés à voter le servicio demandé. Ce discours ne convainc guère les auditeurs. Les Cortès sont alors suspendues. Chièvres s'efforce de rallier les opposants par des menaces, par des pressions et aussi par la corruption. Quand les Cortès reprennent leurs travaux, cette fois à La Corogne - car la cour envisage de quitter l'Espagne après le vote des impôts -, une majorité de députés finit par accepter les demandes qui leur sont présentées. Le roi s'embarque aussitôt, le 20 mai 1520, après avoir chargé son ancien précepteur, le cardinal Adrien d'Utrecht, de gouverner le pays en son absence.

Le roi est à peine parti que des émeutes éclatent à Zamora, à Burgos, à Guadalajara, à Léon, à Ségovie. On met en accusation les députés qui ont voté l'impôt, les corregidores, les hauts fonctionnaires, les collecteurs d'impôts. Dans ce contexte général de troubles, Tolède reprend l'initiative. Depuis le 15 avril, c'est-à-dire plus d'un mois avant le départ du roi, la ville a adopté une attitude révolutionnaire en chassant le corregidor et en installant une nouvelle municipalité, une comunidad. Le 8 juin, celle-ci propose aux villes représentées aux Cortès de se réunir afin de remettre de l'ordre dans le royaume. Les municipalités hésitent à suivre Tolède et à se placer hors de la légalité. Une junta finit par se réunir à Avila, au début du mois d'août, mais quatre villes seulement s'y font représenter : Tolède, Ségovie, Salamanque et Toro, piètre résultat que la maladresse du gouvernement va transformer en victoire.

Des incidents graves se produisent, en effet, quand l'armée veut prendre possession du parc d'artillerie de Medina del Campo. À la suite d'altercations entre soldats et civils, des maisons prennent feu et, en quelques heures, un incendie détruit la plus grande partie de la ville, le 21 août 1520. Les comuneros en font porter la responsabilité au gouvernement. Ils occupent Tordesillas, résidence de la reine Jeanne la Folle. L'assemblée des rebelles les y rejoint; on lui prête l'intention de rétablir la reine dans ses prérogatives et de gouverner en son nom. Les villes qui hésitaient encore se rallient maintenant au mouvement et envoient des députés à Tordesillas. À la fin du mois de septembre, treize d'entre elles, sur les dix-huit qui siègent aux Cortès, sont représentées. La majorité du royaume paraît acquise à la révolution.

Cette situation favorable aux rebelles évolue au cours de l'automne. Dans les villes acquises à la Comunidad, le corregidor et les échevins sont dépossédés de leurs charges et proscrits. Or ces échevins se recrutent parmi la petite noblesse des caballeros qui se trouve ainsi menacée par les progrès de la révolution. La haute aristocratie commence elle aussi à s'inquiéter. Dans plusieurs régions, ses sujets se soulèvent. Ils veulent se libérer du régime seigneurial et se rattacher directement à la couronne. Un puissant mouvement antiseigneurial se dessine dans toute la Castille. Les seigneurs commencent à s'armer. En quelques semaines, le mouvement s'est étendu aux campagnes, mais il a provoqué l'inquiétude de l'aristocratie foncière

qui, désormais, se tient sur ses gardes. Au même moment, sur les conseils du cardinal Adrien, Charles Quint renonce au servicio voté à La Corogne et désigne deux nouveaux vice-rois, le connétable et l'amiral de Castille. Pour la première fois depuis l'avènement d'Isabelle la Catholique, des grands sont associés au gouvernement. Le cardinal Adrien exploite intelligemment la situation : il persuade l'aristocratie, qui ne demande qu'à se laisser convaincre, qu'elle a tout intérêt à s'allier au pouvoir royal. Charles Quint et les nobles ont désormais partie liée. Le premier cherche à conserver ses prérogatives ; les seconds défendent leurs privilèges. Grâce à l'appui de l'aristocratie, le gouvernement reprend Tordesillas, le 5 décembre 1520, puis, le 23 avril 1521, écrase les comuneros à Villalar. Les trois chefs militaires du mouvement — Juan de Padilla, Juan Bravo et Francisco Maldonado — sont exécutés le lendemain. La rébellion se prolonge à Tolède, sous la direction de la veuve de Padilla, María Pacheco, jusqu'en février 1522. Charles Quint rentre en Espagne en juillet. Au cours de l'été, il fait exécuter une dizaine de dirigeants et, le 1er novembre, promulgue une amnistie dont sont exclues quelque trois cents personnes.

La révolution des Comunidades a des causes immédiates : la déception qu'éprouvent les Castillans à l'égard de leur jeune roi, l'élection impériale et aussi une conjoncture défavorable. Les années 1504-1506 ont été terribles : mauvaises récoltes, famine, mortalité, aggravées par une pression fiscale accrue. Quelques années plus tard, de 1510 à 1515, se produit un effondrement des prix, chute spectaculaire, la seule du siècle, et cette dépression est suivie d'une remontée impressionnante qui arrive au point maximum en 1521.

La révolution a aussi des origines plus lointaines. Le régime autoritaire mis en place par les Rois Catholiques suscite bien des réserves de la part de l'aristocratie et des grandes municipalités qui ne se résignent pas à perdre toute influence politique.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la révolte. En 1520, la crise économique affecte tous les secteurs et toutes les régions, mais plus particulièrement le centre du royaume, la zone comprise entre Tolède et Valladolid. Là se trouvent des villes qui ont reçu depuis une vingtaine d'années un afflux de population rurale, où l'on a cherché à créer des emplois et des richesses en développant le textile, mais l'artisanat se heurte

à la concurrence étrangère et il a du mal à se procurer de la matière première car les laines de qualité sont réservées à l'exportation. Au nord, Burgos connaît moins de difficultés; elle espère au contraire que la nouvelle dynastie va renforcer les relations commerciales avec les Flandres et l'Europe du Nord. Des raisons du même ordre, le développement prometteur des échanges avec l'Amérique, jouent en Andalousie pour diminuer la gravité de la crise.

Ces prémisses permettent de comprendre la signification du mouvement comunero. Il s'agit d'un phénomène castillan; pour être plus précis, d'un phénomène circonscrit à la zone centrale de la Castille. C'est un mouvement urbain pour l'essentiel, mais qui a suscité des échos dans les campagnes où il provoqua une contestation violente du régime seigneurial. Ce mouvement avait en vue une véritable révolution politique qui aurait limité les prérogatives de la couronne. Les comuneros, en effet, exigent une participation directe du royaume dans les affaires politiques. La Junta de Tordesillas estime que le roi aurait dû consulter le royaume avant d'accepter l'Empire et ne rien décider sans son accord. Les Rois Catholiques considéraient la politique comme l'affaire exclusive de la couronne; les sujets n'avaient pas à s'en mêler. Cette volonté de dépolitisation est évidente dans les municipalités, dirigées par des oligarchies restreintes, exclusivement chargées des tâches de gestion. Sur le plan national, c'est encore plus net: la noblesse et les Cortès sont soigneusement tenues à l'écart des affaires politiques. C'est contre cette situation que réagissent les comuneros. Sous leur impulsion, les débats politiques reprennent dans les municipalités où les échevins traditionnels cèdent la place à des représentants élus de la population. C'est surtout la Junta qui témoigne de cette volonté de participer à l'élaboration des grandes décisions. C'est pour cette raison qu'elle juge insuffisantes les concessions de Charles Quint. Celui-ci avait cru qu'en associant deux membres de l'aristocratie à la régence il donnerait satisfaction à ceux qu'avait choqués la nomination du cardinal Adrien. La Junta le détrompe. Ce n'est pas la personnalité des régents qui est en cause ; c'est leur mode de désignation. Une fois de plus, le roi a agi sans consulter le royaume. On voit par là combien on se trompe en interprétant la rébellion comunera comme une réaction de xénophobie provoquée par la nomination d'un Flamand à la tête du gouvernement. Les

objectifs sont de nature politique. Les contemporains ne s'y sont pas trompés. L'un des vice-rois, l'amiral, résume parfaitement la position des rebelles; ceux-ci prétendent mettre le royaume au-dessus du roi : c'est une révolution (cosa es que jamás fue vista). Le rapport du roi et du royaume, jusque-là marqué par la prééminence du premier, se trouve inversé. Désormais, c'est le royaume, et la Junta en son nom, qui entend assumer la réalité du pouvoir. Le chroniqueur Pero Mejía s'exprime très clairement là-dessus : les comuneros voulaient mettre le roi sous tutelle.

Du point de vue social, les comuneros se recrutent au sein des classes moyennes : artisans, manufacturiers, membres des professions libérales (avocats et juristes). Ils ont leurs idéologues, les moines mendiants, qui reprennent des thèses inspirées du thomisme. Un contrat tacite lie le roi et ses sujets, le premier doit veiller au bien commun et, tant qu'il agit dans ce sens, les sujets sont tenus de lui obéir. Dans le cas contraire, le roi se transforme en tyran et les sujets ont le droit de protester. Si le roi persiste, les sujets sont déliés de toute obligation. Les comuneros ont un programme économique: ils souhaitent développer les manufactures textiles et, pour cela, limiter les exportations de laine. Contre eux, deux groupes font bloc : l'aristocratie foncière et la grande bourgeoisie marchande. Leurs intérêts sont complémentaires; tous deux tirent de gros profits du marché de la laine, l'un comme propriétaire des troupeaux, l'autre comme exportateur. Dans ces conditions, il n'est pas excessif d'interpréter l'épisode des Comunidades comme une révolution moderne avortée. Il s'agissait de mettre en place un régime représentatif avant la lettre, un régime dans lequel la bourgeoisie urbaine aurait eu un grand poids. C'est sans doute pourquoi cette révolution a échoué. Elle était prématurée ; elle visait à donner le pouvoir politique à une bourgeoisie encore faible ou qui, là où elle existait, préférait l'alliance avec l'aristocratie et la tutelle de la monarchie.

Contemporaine des Comunidades de Castille, la révolte valencienne des Germanías présente des caractéristiques différentes. Ici, pas de revendications politiques et apparemment pas de difficultés conjoncturelles : la crise économique ne précède pas la révolte; elle en est la conséquence. On relève, en revanche, un malaise social diffus dont les origines remontent loin dans le passé, aux XVIIIe-XIVe siècles. Ce malaise s'exprime par des

poussées de messianisme[3] et par des dissensions entre le petit peuple de Valence d'un côté, les riches et les nobles de l'autre, dissensions qui s'aggravent au cours de l'été 1519 quand la peste ravage le royaume. Les nobles abandonnent la ville pour se réfugier dans leurs domaines, à la campagne. La population de Valence se voit livrée à elle-même, proie désignée à l'épidémie et aux incursions des corsaires barbaresques. Pour parer à ce dernier danger, la cour avait autorisé les habitants à se constituer en groupes d'autodéfense armés. Ce sont les premières manifestations de «fraternité» (germanía). En décembre 1519, un conseil de treize syndics prend en main l'administration municipale. Les aristocrates en conçoivent de l'inquiétude et les affrontements reprennent sans que le pouvoir royal se sente concerné. Charles Quint se décide enfin à envoyer sur place un vice-roi pour rétablir l'ordre, mais la Germanía voit dans cette nomination une concession à la noblesse et une menace ; elle chasse le vice-roi de Valence et de Játiva. Il est vrai que ce vice-roi, Diego Hurtado de Mendoza, réagit en aristocrate beaucoup plus qu'en représentant de l'État. Pendant plus d'un an, jusqu'en mai 1521, le pouvoir royal ne prend guère les choses au sérieux. Les rebelles sont maîtres de la situation. Le 25 juillet 1521, ils écrasent l'armée royale devant Gandie, puis saccagent les domaines des seigneurs et s'acharnent contre les musulmans, main-d'œuvre laborieuse et docile qu'ils baptisent de force. Comme en Castille, l'alliance du pouvoir royal et des nobles finit par avoir raison de ces troupes mal aguerries. Valence capitule le 1er novembre 1521. Des combats sporadiques se poursuivent encore pendant des mois autour de Játiva et d'Alcira jusqu'en septembre 1522. La guerre civile a été beaucoup plus meurtrière à Valence qu'en Castille ; les victimes se comptent par dizaines de milliers. Elle laissera des séquelles. En baptisant de force les musulmans, les rebelles créent un problème, celui des morisques, que la société valencienne n'arrivera jamais à résoudre. En 1523, Charles Quint désigne, pour le représenter à Valence, la veuve du Roi Catholique, Germaine de Foix. Celle-ci donne à la ville de Valence un éclat culturel qu'elle conservera longtemps, mais le royaume ne retrouve pas complètement sa prospérité d'avant les Germanías.

Avant son départ pour l'Allemagne, le roi s'était rendu en personne dans les deux autres territoires de la couronne d'Aragon : à Saragosse, de mai

1518 à janvier 1519, puis à Barcelone, où il avait séjourné jusqu'en janvier 1520. Chaque fois, l'accueil avait été plutôt favorable, même si Charles avait dû consacrer beaucoup de temps à écouter les doléances des Cortès sans obtenir en échange des crédits substantiels, mais il savait que les possibilités limitées de ces territoires ne lui permettaient pas d'en tirer de gros subsides.

Le premier contact du jeune roi avec ses sujets espagnols a été décevant, surtout en Castille, le royaume le plus peuplé et le plus riche ; il n'a sauvé son trône que grâce à l'appui de l'aristocratie. Celle-ci espérait en tirer des bénéfices politiques, mais elle a dû en rabattre. Le premier Habsbourg reprend l'héritage des Rois Catholiques : la couronne se réserve exclusivement la conduite des affaires politiques ; il n'est pas question d'y associer les grands et encore moins les Cortès, comme l'avaient souhaité les comuneros. On en a conclu un peu vite qu'après Villalar les Cortès étaient devenues des assemblées dociles, prêtes à tout accepter. C'est loin d'être vrai. Charles Quint les a réunies plus souvent que ne l'avaient fait les Rois Catholiques[4]. Il les a tenues informées des grandes orientations politiques, même s'il les a empêchées d'en débattre, et il a cherché à en obtenir des appuis. Sur ce dernier point, il n'a pas toujours été suivi comme il l'espérait. En 1527, les Cortès de Valladolid l'écoutent poliment quand il expose la situation dramatique dans laquelle se trouve l'Europe centrale, mais elles refusent d'apporter une contribution financière à l'effort de guerre contre les Turcs : les députés castillans ne sont pas sensibles aux malheurs de la Hongrie... Dix ans plus tard, en 1538, Charles Quint tente de convaincre la noblesse et le clergé — exceptionnellement convoqués aux Cortès ; ce sera la dernière fois — de renoncer en partie à leurs privilèges fiscaux. Il se heurte à un refus sans nuances.

Le souverain qui retourne en Espagne en 1522 après deux ans d'absence n'est plus le jeune homme sans expérience de 1517. Il a mûri et la mort l'a émancipé de la tutelle jalouse de Chièvres. Celui-ci ne sera pas remplacé. Désormais, Charles Quint gouverne seul, comme l'avaient fait les Rois Catholiques, même s'il s'entoure d'un groupe de collaborateurs dans lequel les Espagnols sont de plus en plus nombreux et influents. En 1526, il épouse sa cousine Isabelle, sœur du roi Jean III de Portugal[5]et ce mariage plaît à ses sujets castillans, heureux que le roi soit allé prendre femme dans

un pays qui fait partie de la même « nation » qu'eux. Du point de vue politique, le mariage présente des avantages : il renforce les liens avec le Portugal et, de plus, il permet à l'empereur, en cas d'absence, de confier la régence à son épouse. C'est ce qu'il fait en août 1529, avant de s'embarquer pour l'Italie. Après la mort d'Isabelle (1539), son fils, le futur Philippe II, né en 1527, assumera cette charge qui lui donne l'occasion d'apprendre son métier de roi. Les Castillans n'auront plus le sentiment, comme en 1520, d'être abandonnés par leur souverain. C'est là l'un des aspects, et non le moindre, de ce qu'on a appelé l'hispanisation de Charles Quint, hispanisation relative puisqu'au total il aura passé beaucoup moins de temps dans la péninsule que dans les autres parties de son Empire.

LA POLITIQUE IMPÉRIALE

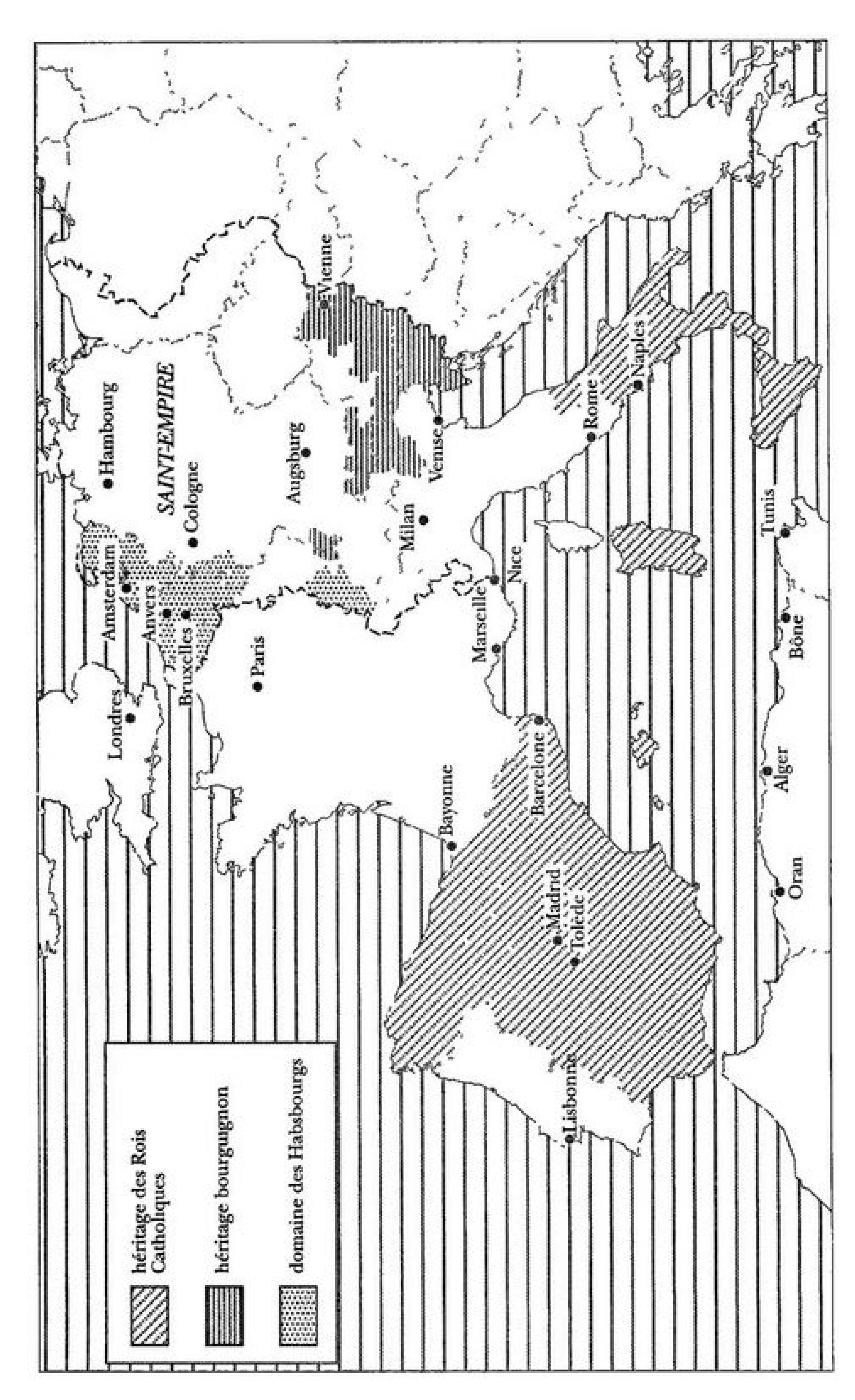
En 1516, Charles recueille un quadruple héritage :

> de sa grand-mère maternelle, Isabelle la Catholique, il reçoit la couronne de Castille et les territoires qui lui sont rattachés : la Navarre et les Indes ;
>
> de son grand-père maternel, Ferdinand le Catholique, il hérite de la couronne d'Aragon et de Naples;
>
> sa grand-mère paternelle, Marie de Bourgogne, lui transmet deux territoires : les Flandres et la Franche-Comté, ainsi que des prétentions sur la Bourgogne ;
>
> enfin, son grand-père paternel, Maximilien, lui lègue les domaines des Habsbourgs en Allemagne.

À ces possessions territoriales s'ajoute, en 1519, la dignité impériale.

Que représentait le Saint Empire romain germanique au moment où Charles Quint en prit la tête ? Peu de chose. C'était une fiction, un souvenir de l'époque où le pape et l'empereur, « ces deux moitiés de Dieu » (Victor Hugo), croyaient pouvoir se partager les rôles dans le monde chrétien: à l'un, l'autorité spirituelle ; à l'autre héritier de Charlemagne, donc de l'Empire romain, la prééminence sur les autres souverains.

Dans les années 1930, des historiens allemands (Peter Rassow, Karl Brandi) ont tenté d'accréditer la thèse que Charles Quint aspirait à dominer l'Europe. Ils insistaient sur le rôle du grand chancelier Gattinara, un Gibelin attardé qui, pénétré des idées de Dante, rêvait de refaire la grandeur du monde grâce à un Empire puissant, et ils citaient volontiers cette phrase de Gattinara : « Sire, puisque Dieu vous a conféré cette grâce immense de vous élever par-dessus tous les rois et princes de la chrétienté à une puissance que jusqu'ici n'a possédée que votre prédécesseur Charlemagne, vous êtes sur la voie de la monarchie universelle, vous allez réunir la chrétienté sous une seule houlette. » Menéndez Pidal, au contraire, s'est efforcé de montrer ce que Charles Quint devait à des influences espagnoles, en particulier à Ferdinand le Catholique dont il résume la pensée par la formule : paix entre chrétiens et guerre aux infidèles. L'Empire, tel que le conçoit



Les possesions de Charles Quint

Charles Quint, aurait vocation à représenter les intérêts supérieurs de la chrétienté et à coordonner, sous l'autorité morale de son titulaire, l'action des souverains nationaux pour leur éviter de s'engager dans des querelles fratricides. Cette conception se heurtait cependant à des réticences nombreuses : d'abord, Charles Quint a souvent confondu les intérêts de sa dynastie et ceux de l'Empire ; surtout, la puissance qu'il avait accumulée grâce à divers héritages constituait à elle seule une menace, pour la France en particulier, encerclée de toutes parts. On comprend que cette puissance ait été jugée excessive. Au XVIe siècle, on parlait de monarchie universelle ; nous dirions aujourd'hui impérialisme. Ce sont ces craintes qui expliquent pour une large part l'opposition que Charles Quint a rencontrée sur les deux points qui lui tenaient le plus à cœur : la croisade contre les Turcs et l'unité idéologique de l'Europe.

Même l'Espagne plus exactement, la Castille est réticente : elle l'a manifesté dès le début. C'est le sens de la révolte des comuneros qui prend corps précisément au moment où le roi devient empereur. Jamais l'Espagne n'acceptera vraiment de suivre Charles Quint dans ses grands desseins; elle lui fournira les crédits et les hommes nécessaires, mais à contrecœur. Ni la croisade contre les Turcs ni la lutte contre le protestantisme ne susciteront l'enthousiasme des Espagnols en dehors de quelques milieux restreints d'intellectuels — les disciples espagnols d'Érasme, notamment. Au fond, même les plus fidèles serviteurs de Charles Quint — à commencer par son épouse — considèrent, comme les comuneros, que l'Espagne n'a rien à gagner à lier son sort à l'Empire ; ils n'osent pas le dire ouvertement, mais leur attitude est on ne peut plus claire et l'empereur le sait[6]. En 1527, les Cortès refusent de financer une expédition militaire pour écarter la menace turque en Hongrie. En 1532, elles sont explicites : « La guerre contre les Turcs ne concerne pas l'Espagne. » C'est que, pour les Espagnols, le danger est beaucoup plus proche : il vient des corsaires barbaresques d'Afrique du Nord qui régulièrement débarquent sur la côte pour y faire des esclaves. Le cardinal Tavera, archevêque de Tolède, l'un des responsables politiques les plus influents, ne mâche pas ses mots en 1529 dans une lettre à Cobos, un autre ministre de Charles Quint : « Ce qui compte pour l'Espagne, c'est l'Afrique; le reste [la politique impériale], c'est du vent; Charles Quint devrait se consacrer à l'Afrique et renoncer à se battre en Italie et en France.

» Étudiant la correspondance échangée entre Charles Quint et l'impératrice entre 1530 et 1536, José María Jover a montré combien la régente partageait le point de vue de son entourage, pourtant choisi par l'empereur. Elle félicite Charles Quint pour son succès à Tunis en 1535, mais elle ajoute aussitôt que cette victoire profite surtout à l'Italie ; l'Espagne aurait préféré qu'on attaquât Alger, menace bien plus précise pour elle. C'est une façon de reprocher à Charles Quint de mener une politique peu conforme aux intérêts de l'Espagne. L'année suivante, l'impératrice Isabelle presse son mari de faire la paix avec la France et de ne plus s'occuper que de l'Espagne. Avec Charles Quint s'ébauche ce qu'on a appelé la prépondérance espagnole. L'expression est inexacte. L'Espagne a fourni les crédits et les soldats pour une politique extérieure qui n'était pas la sienne, mais celle de l'empereur [7].

Dès 1520, Charles Quint trace les axes de la politique qu'il entend mener: maintenir l'unité de la chrétienté, menacée de l'extérieur par l'avance des Turcs et de l'intérieur par le schisme de Luther.

CHARLES QUINT ET SOLIMAN LE MAGNIFIQUE

Depuis le XII[e] siècle, la Méditerranée « était un lac chrétien » (Fernand Braudel). Tout change au milieu du XV[e]. Après la prise de Constantinople (1453), l'Empire ottoman, né deux cents ans auparavant, devient une puissance qui, sous le règne de Soliman le Magnifique (1521-1566), représente un danger pour l'Europe. Après avoir occupé Belgrade en 1521, Soliman attaque en Hongrie, remporte la victoire de Mohacs (1526) et établit la suprématie turque sur les Balkans. En 1529, c'est Vienne qui est assiégée. Sur un autre front, les Turcs s'allient aux corsaires barbaresques d'Afrique du Nord, commandés par le célèbre Barberousse, et se rendent maîtres de presque toute la Méditerranée; ils prennent Rhodes en 1521, Alger en 1529.

Les nations chrétiennes sont conscientes du danger. Elles se disent prêtes à le combattre, mais elles réagissent en ordre dispersé, selon les circonstances et en fonction de leurs intérêts. C'est que l'Europe est divisée à propos des Turcs. Dans l'imagerie populaire, relayée par la propagande religieuse, le Turc est, par excellence, l'infidèle, l'ennemi irréductible des chrétiens ; c'est le barbare qui incendie, pille, empale. Le thème revient dans

une foule de tracts, de libelles et de correspondances, surtout après le désastre de Mohacs et le siège de Vienne. Certains de ceux qui ont eu l'occasion de voyager dans le monde ottoman - pèlerins, marchands... — et les humanistes donnent une autre vision. Ils présentent l'Empire ottoman comme un pays où l'on prend au sérieux la vertu de charité, où les magistrats rendent la justice sans faire traîner les procès, où l'on pratique la tolérance à l'égard des minorités religieuses et où l'on tient compte du mérite personnel. À partir de là, ces intellectuels se divisent. Les uns — Érasme, Vivès — pensent qu'on peut s'entendre avec les Turcs ou qu'en tout cas il n'y a pas de raison de leur faire la guerre. D'autres jugent qu'ils constituent un danger pour le monde chrétien et qu'il faut les rejeter hors des frontières traditionnelles de l'Europe, non pas à cause de leur religion — la notion de croisade contre les infidèles ne fait plus recette -, mais pour des raisons plus sérieuses. Ce qui oppose le monde chrétien et le monde turc, ce n'est pas la religion, c'est la civilisation. D'un côté, une conception du pouvoir fondée sur l'idée de bien commun, sur des normes juridiques et morales destinées à garantir certains droits aux hommes, sur l'existence de corps intermédiaires; de l'autre, un régime tyrannique dans lequel l'individu dépend entièrement de la volonté ou du caprice d'un seul homme qui n'a de comptes à rendre à personne. C'est déjà la notion de despotisme qui pointe [8]. Pour beaucoup de ces humanistes, Charles Quint apparaît comme le héraut d'une cause juste face aux Turcs. Les chancelleries ne sont pas toutes de cet avis. Certaines, celles des territoires des Habsbourgs qui sont directement menacés, estiment que l'empereur combat les Turcs parce qu'il y trouve son intérêt; il est le chef de la maison d'Autriche avant d'être le champion de la chrétienté. Les prétentions universalistes de l'empereur ne doivent donc pas faire illusion.

C'est pourquoi Charles Quint se retrouve presque toujours seul à mener le combat contre les Turcs. La république de Gênes est l'un des rares États à le soutenir efficacement depuis qu'en 1528 Andrea Doria s'est rangé à ses côtés. En août 1534, Barberousse, d'accord avec Soliman, s'empare de Tunis dont le roi était vassal de l'Espagne depuis 1510. Charles Quint réplique en montant, l'année suivante, une expédition pour l'en déloger. Il débarque à La Goulette, marche sur Tunis où il fait son entrée le 21 juillet, libère vingt mille captifs et installe dans la place un souverain ami[9]. Cette

victoire est sans lendemain. Pour se lancer à fond contre Soliman — c'est la Sainte Ligue, conclue en 1538 entre l'empereur, la papauté et Venise[10]-, il aurait besoin au moins de la neutralité de la France. Il ne l'obtient pas. En 1541, Charles Quint échoue dans sa tentative de débarquer à Alger. Il se résigne alors à signer une trêve avec Barberousse et même avec les Turcs (1546). Le rêve de la croisade s'éloigne définitivement. L'empereur a maintenant d'autres soucis : la réconciliation religieuse de l'Europe.

CHARLES QUINT ET LES PROTESTANTS

Au moment de l'élection impériale, Luther venait à peine de publier ses thèses contre l'Église de Rome, accusée de trahir sa mission. L'unité religieuse de l'Europe est menacée. Charles Quint ne peut se désintéresser de ce problème qui le concerne doublement, en raison de ses responsabilités impériales et parce que le schisme se développe surtout en territoire allemand. Il n'entend rien aux querelles théologiques ; il trouve seulement que Luther malmène la tradition de l'Église catholique. Dès le début (diète de Worms, 1521), il définit sa politique : il désapprouve Luther, mais répugne à réduire le schisme par la force. Il préférerait qu'une discussion amenât les deux parties en présence à se mettre d'accord. En d'autres termes, c'est d'un concile universel qu'il attend la solution. Mais la réunion d'un concile suppose trois conditions préalables: il faut que le pape le convoque ; il faut que les luthériens acceptent de s'y rendre ; il faut que l'Europe chrétienne soit en paix.

Ces trois conditions ne seront jamais réunies en même temps. C'est pourquoi le concile — quand il finira par se réunir — ne pourra que prendre acte de la division religieuse de l'Europe, et la réforme qu'il met en œuvre ne concernera que les territoires restés fidèles à l'Église de Rome. Clément VII et Paul III ne voulaient à aucun prix du concile : ils craignaient d'être mis en accusation à cause de l'inconduite de la papauté. À défaut de concile, l'empereur encourage donc les conversations directes entre catholiques et protestants. Il restera persuadé toute sa vie qu'on pourrait régler le schisme au prix de concessions mutuelles, sans remettre en cause le dogme. Pendant plus de vingt ans, tous ses efforts tendent à aplanir les différences et à rapprocher les deux camps qui divisent la chrétienté, point de vue partagé

par les humanistes chrétiens, notamment les disciples d'Érasme, qui ont une grande influence à la chancellerie impériale, dans l'entourage de Gattinara, jusqu'en 1530 et même au-delà. Les Espagnols ne sont pas les derniers à recommander la prudence. Le confesseur de l'empereur, par exemple, le dominicain García de Loaisa, conseillait à Charles Quint, en 1530, de ne rien céder d'essentiel sur le dogme, mais de faire des concessions sur les aspects extérieurs du culte. Selon lui, l'empereur, comme souverain temporel, n'avait pas à légiférer en matière de foi; il lui suffisait d'exiger de ses sujets allemands la loyauté et l'obéissance qu'ils devaient à l'autorité légitime; pour le reste, ajoutait Loaisa, qu'ils se fassent musulmans, s'ils y tiennent !

À plusieurs reprises, on est passé très près d'un compromis acceptable pour les deux parties, par exemple lors de la première diète d'Augsbourg en 1530, quand Mélanchton, au nom des luthériens, était disposé à une entente à des conditions qui ne paraissaient pas difficiles à satisfaire : le mariage des prêtres, la communion sous les deux espèces. Chaque camp, cependant, avait ses intransigeants qui revenaient sans cesse sur ce qui semblait acquis. Charles Quint n'en continuait pas moins à encourager les conversations sur les questions les plus controversées. C'est à quoi tendent les colloques qui se tiennent à Haguenau, en juin 1540, et qui se poursuivent à Worms, puis à Ratisbonne, en 1541. L'empereur préside lui-même l'une de ces réunions. Mélanchton et Calvin sont là; Granvelle, au nom de la chancellerie impériale, rédige sur la justification par la foi un article auquel Calvin ne trouve rien à redire. L'accord se fait sur un document en vingt-trois points, mais Luther et Rome rejettent le projet.

C'est qu'au fur et à mesure que le temps passe les positions se durcissent, personne ne veut avoir l'air de céder. Et la politique s'en mêle : les princes allemands ont intérêt à soutenir une réforme religieuse qui accroît leur pouvoir en leur permettant de s'emparer des biens de l'Église ; contre Charles Quint, ils recherchent l'appui de la France qui ne le leur refuse pas toujours, bien qu'elle-même pratique souvent une politique répressive en matière de religion. Après la paix de Crépy (1544), la France se joint à l'empereur pour réclamer la réunion du concile qui est enfin convoqué à Trente pour le 15 mars 1545, mais il est trop tard. Cette fois, ce sont les protestants qui n'en veulent pas. Le concile ne concernera que les seuls

catholiques. Charles Quint décide alors d'employer la force pour rétablir son autorité dans l'Empire. Il entre en guerre avec les princes luthériens, remporte sur eux la victoire de Mühlberg (1547), mais il n'a pas les moyens de l'exploiter. Il se résigne, en 1548, à de nouvelles concessions envers la Réforme. C'est ce qu'on a appelé l'« intérim d'Augsbourg » (1548), compromis que recommandaient les conseillers de l'empereur, parmi lesquels des Espagnols tels que le dominicain Domingo de Soto et le confesseur de Charles Quint, Pedro de Soto. Les princes luthériens ne désarment pas. Ils repartent en guerre avec l'appui de la France et Maurice de Saxe oblige Charles Quint à battre en retraite à Innsbruck (1552). La nouvelle diète d'Augsbourg (1552) consacre l'échec des tentatives précédentes de conciliation. On renonce à harmoniser le dogme et le culte, chaque État se voit reconnaître le droit d'imposer à ses ressortissants la religion du prince (cujus regio ejus religio), on garantit qu'aucune sanction ne sera prise contre la dissidence religieuse et que les biens d'Église resteront en possession de ceux qui les détenaient au moment des accords signés à Passau quelque temps auparavant. La chrétienté n'existe plus, l'Europe se constitue désormais sur d'autres bases que la communauté de foi. L'Empire n'est plus qu'une confédération de territoires. Cet échec est à l'origine de la décision que prend l'empereur, quelques années après, de renoncer au pouvoir.

Les efforts pour préserver l'unité religieuse au prix de concessions sur des points secondaires ne doivent pas faire illusion. Charles Quint n'avait rien d'un libéral en matière de religion, il était intransigeant sur les aspects essentiels du dogme catholique. Il a reculé en Allemagne parce que le rapport de forces lui était défavorable, mais, aux Pays-Bas et en Espagne, il n'a pas hésité à agir avec énergie. Aux Pays-Bas, un édit de 1550 interdit d'imprimer, de vendre et même de détenir les œuvres des réformateurs (Luther, Œcolampade, Zwingli, Calvin, etc.). Défense est faite aux hérétiques de se réunir et aux habitants de les aider et de les héberger ; les contrevenants étaient passibles de la peine de mort: les hommes seraient exécutés à l'épée, les femmes enterrées vives. En Espagne même, Charles Quint a pu donner l'impression d'une relative ouverture d'esprit. C'est vrai surtout des quinze premières années du règne, lorsque les idées d'Érasme paraissent inspirer la politique impériale. Érasme lui-même se voit décerner

le titre honorifique de conseiller du prince. Ses disciples espagnols sont nombreux dans l'entourage du grand chancelier Gattinara. L'inquisiteur général Manrique passe aussi pour être acquis aux thèses de l'humanisme chrétien ; il protège les érasmistes, en butte à l'hostilité des moines qui mettent en doute son orthodoxie. L'empereur en personne signe une lettre - qu'on s'empresse de diffuser - dans laquelle il exprime son admiration pour Érasme. Après la disparition de Gattinara (1530) et celle de son secrétaire Alfonso de Valdés (1532), le climat s'alourdit. Manrique ne peut empêcher l'Inquisition de poursuivre les érasmistes. Même au cours de cette période relativement calme, l'Inquisition, en effet, reste vigilante sur l'essentiel. Avec l'accord de l'empereur, tout en continuant à sévir contre les judaïsants, elle s'attaque, à partir de 1525, aux sectes illuministes et, dès le début, elle fait la chasse aux luthériens.

Charles Quint peut croire qu'il a libéré l'Espagne de l'hérésie. C'est pourquoi, en 1558, dans sa retraite de Yuste, il est atterré quand on lui apprend que des foyers luthériens ont été découverts à Valladolid et à Séville. Il donne alors à sa fille Jeanne, régente du royaume - Philippe II n'arrivera en Espagne qu'en 1559 - des instructions rigoureuses pour étouffer dans l'œuf ces manifestations de l'hérésie. Les luthériens devront être traités et punis non comme des hérétiques, mais comme des rebelles qui portent atteinte à la sécurité de l'État. L'autodafé de Valladolid n'est pas, comme on le dit parfois, le premier acte du règne de Philippe II; c'est le dernier du règne de Charles Quint et il est vain d'opposer, sur ce point, le père et le fils.

Charles Quint n'a atteint aucun des deux objectifs qu'il s'était fixés : refouler les Turcs et maintenir l'unité religieuse de l'Europe. Dans les deux cas, il croyait que sa dignité d'empereur le plaçait au-dessus des souverains nationaux et lui donnerait l'autorité morale pour défendre les intérêts communs. S'il n'a pas réussi à les convaincre de la pureté de ses intentions, c'est à cause d'une ambiguïté fondamentale: il était empereur, mais aussi chef de la maison d'Autriche. Qu'il s'agît de la poussée des Turcs ou du schisme de Luther, ce sont les Habsbourgs qui étaient directement menacés. La politique de Charles Quint était-elle inspirée par des considérations désintéressées et universalistes-préserver les chances et la cohésion de la civilisation occidentale -, ou bien par des préoccupations plus égoïstes -

maintenir les positions de la maison d'Autriche ? Les deux éléments étaient imbriqués l'un dans l'autre ; on s'interrogeait sur les véritables intentions de l'empereur et, dans le doute, on réagit en fonction de ce que l'on jugeait être l'intérêt national. La croisade apparaît alors comme un idéal anachronique ; elle n'est plus capable d'entraîner les peuples. Quant à la supranationalité, elle rencontre bien des réticences en cette fin du XXe siècle ; au XVIe, on en était plutôt à l'affirmation des nationalismes. Pour s'opposer à ce qu'ils considèrent comme des visées impérialistes, les chefs d'État n'hésitent pas à conclure des alliances, même avec les ennemis de la chrétienté, notion elle-même dépassée. Entre deux guerres, Venise fait commerce avec les Turcs et entretient avec eux ce qu'on pourrait appeler des relations culturelles. L'attitude de la papauté et de la France n'est pas tellement différente.

CHARLES QUINT ET FRANÇOIS Ier

C'est avec le règne de Charles Quint que commence, entre la France et la Maison d'Autriche, une rivalité qui prendra fin en 1648 seulement, avec les traités de Westphalie. Au début du XVIe siècle, le conflit porte sur deux points : un problème particulier, les prétentions de Charles Quint sur le duché de Bourgogne ; un problème beaucoup plus grave, l'Italie.

En 1477, Louis XI s'était emparé de la Bourgogne. Des domaines qu'avait rassemblés Charles le Téméraire, il ne restait plus, au début du XVIe siècle, que les Flandres et la Franche-Comté. À une époque où les nations modernes n'avaient pas encore atteint leurs contours définitifs, certains conservaient l'espoir de reconstituer le grand duché d'Occident. Charles de Gand était de ceux-là. On l'avait baptisé Charles en l'honneur de son arrière-grand-père, le Téméraire, et il avait été élevé dans le culte de ses ancêtres qui songeaient à bâtir, entre la France et les pays germaniques, une nation dotée d'une personnalité et d'une culture originales. En 1506, il avait pris le titre de duc de Bourgogne que portait déjà son père Philippe le Beau. Jusqu'en 1530, au moins, Charles ne cessera de revendiquer la patrie de ses aïeux ; dans ses testaments revient régulièrement le vœu d'être enterré à Dijon, dans la chartreuse de Champmol, à côté de Jean sans Peur et de Philippe le Bon. En 1547 encore, longtemps après avoir renoncé

formellement à ce rêve, il recommande à son fils, le futur Philippe II, de ne jamais oublier la Bourgogne, notre patrie.

Les visées de Charles Quint sur l'Italie sont d'un autre ordre. Dans la péninsule, on distingue trois ensembles : un premier groupe de territoires soumis directement à Charles Quint, Naples, la Sicile et la Sardaigne, qui relèvent de la couronne d'Aragon; un groupe disputé entre l'empereur et le roi de France, la Savoie, Milan et Gênes; deux puissances autonomes, Venise et les États du pape.

Le deuxième de ces ensembles est vital pour les communications entre les divers territoires placés sous l'autorité de Charles Quint: Flandres, Franche-Comté, possessions allemandes, Naples, péninsule Ibérique. Milan commande les liaisons entre l'Allemagne et l'Italie, Gênes celles entre l'Espagne et Naples. La politique étrangère de Charles Quint et de Philippe II trouve là son explication : il s'agit de garder la maîtrise de ces liaisons et, si possible, de les améliorer, d'une part en reprenant la Bourgogne à la France - on retrouve les revendications dynastiques déjà évoquées -, d'autre part en occupant la Provence. De leur côté, François Ier et Henri II ne songent qu'à contrecarrer ces desseins et à desserrer l'étau que représente la Maison d'Autriche en isolant les différentes parties de l'Empire et en s'alliant avec Venise, les princes protestants allemands et avec les Turcs.

En 1516, la cour flamande du futur Charles Quint affiche une politique de paix générale, inspirée par les circonstances plus que par des sentiments de fraternité chrétienne; il s'agit de ne pas susciter de préventions contre l'héritier des Rois Catholiques dont on sait qu'il sera bientôt candidat à l'Empire. Quant à François Ier, qui s'est emparé de Milan en 1515, il a intérêt à ménager l'Espagne. C'est dans ces conditions qu'est signé le traité de Noyon (1516) par lequel les deux puissances s'engagent à entretenir des rapports d'amitié entre elles et avec les autres États, notamment l'Angleterre d'Henri VIII. C'est alors qu'Érasme, qui porte le titre de conseiller du jeune roi d'Espagne, compose un hymne à la paix (Querela pacis): une ère nouvelle semble commencer en Europe, fondée sur la communauté de civilisation entre les nations chrétiennes. Ces bons sentiments ne résistent pas longtemps à l'épreuve des faits. En 1518, la révolte de Luther montre que la chrétienté est plus fragile qu'on ne croyait et, surtout, en 1519, la succession de l'empereur Maximilien oppose les trois alliés de 1516,

Charles Ier, François Ier et Henri VIII, désormais rivaux. La partie se joue entre les deux premiers. À l'époque, François Ier s'affirmait décidé, s'il était élu, à prendre la tête d'une croisade. Appuyé sur les ressources de la France, il prétendait avoir les moyens de remplir sa mission et de refouler les Turcs. Il s'agissait en réalité d'empêcher la victoire de Charles, victoire qui aurait conféré au roi d'Espagne une puissance jugée excessive. Cette appréhension se transforme en réalité en 1519, les territoires de Charles Quint enserrent maintenant la France de tous côtés. Il n'est donc pas surprenant de voir les relations franco-espagnoles se gâter.

La France met à profit les difficultés internes de l'Espagne, déchirée par les révoltes des Comunidades et des Germanías, pour envahir la Navarre, le 10 mai 1521, et tenter d'y rétablir la dynastie des Albret, mais elle a mal calculé le moment et elle a sous-estimé le patriotisme des Castillans [11]. L'attaque française se produit après que les vice-rois ont battu les comuneros à Villalar (21 avril 1521) ; beaucoup d'anciens rebelles cherchent à se faire pardonner en allant combattre les Français. Ceux-ci qui, en trois semaines de campagne, avaient occupé la totalité de la Navarre, franchissent l'Ebre et portent la guerre en Castille en assiégeant Logroño. La contre-offensive castillane est foudroyante. Le 11 juin, l'armée française est obligée de se replier, le 30, elle est écrasée. La Navarre est reconquise presque aussi rapidement qu'elle a été perdue. Les Français attaquent de nouveau fin septembre, cette fois dans le pays Basque. Cette seconde invasion est arrêtée en moins d'un mois, mais les Français restent maîtres de la forteresse de Fontarabie qu'ils garderont jusqu'en 1524.

Après sa victoire de Marignan, en 1515, François Ier avait obtenu deux succès diplomatiques : il avait de nouveau occupé Milan et il avait signé un accord avec les Suisses. De ce fait, il paralysait l'action de l'adversaire. Charles Quint retourne la situation en 1521. En réplique à l'invasion de la Navarre, il envoie une expédition en Lombardie. En décembre, ses généraux Pescara et Lannoy occupent Milan. Trois ans plus tard, l'armée impériale envahit la Provence; impuissante à vaincre la résistance de Marseille (septembre 1524), elle se replie vers le Piémont. C'est le moment que choisit François Ier pour contre-attaquer en Italie et reprendre Milan, mais, le 24 février 1525 - vingt-cinquième anniversaire de la naissance de Charles Quint ! -, le roi de France est écrasé à Pavie, fait prisonnier et

conduit en captivité à Madrid. Pour se tirer de ce mauvais pas, il promet tout ce qu'exige Charles Quint, il s'engage notamment à lui rendre la Bourgogne, mais, dès qu'il recouvre la liberté, il se hâte de renier des engagements signés sous la contrainte. Charles Quint l'accuse alors de manquer à sa parole de chevalier et lui lance un défi : « Plaise à Dieu que cette querelle puisse se régler entre nous ! Dieu manifesterait alors sa justice ! » François Ier se garde bien de relever le gant; comme l'idée de croisade, l'esprit de la chevalerie appartient à une autre époque. L'empereur marque des points. En juillet 1528, il convainc le Génois Andrea Doria d'abandonner la cause des Français et de faire alliance avec lui, avec le titre de commandant en chef de la marine espagnole. Andrea Doria restera fidèle à cette alliance jusqu'à sa mort, en 1560. Désormais la communication par mer entre l'Espagne et l'Italie est garantie. François Ier n'a plus qu'à s'incliner. La paix entre la France et l'Espagne est signée à Cambrai, en 1529. Le roi de France reconnaît la souveraineté de Charles sur l'Artois et les Flandres, renonce à toute prétention sur Milan, Gênes et Naples et doit verser une rançon énorme - plus de deux millions d'écus d'or - pour ses deux fils qui avaient pris sa place à Madrid quand lui-même avait été libéré. En contrepartie, l'empereur abandonne ses revendications sur le duché de Bourgogne, la Provence et le Languedoc.

On n'en a pas fini pour autant avec la rivalité entre les deux souverains. François Ier se tourne bientôt vers les Turcs. Il presse Soliman d'attaquer Gênes, alliée de Charles Quint. Il s'agit, pour les flottes réunies de Turquie et de France, de couper la liaison Barcelone-Gênes, vitale pour l'empereur. C'est d'alors que datent les rapports officiels entre la France et la Turquie, rapports qui aboutissent en 1536 à un traité d'alliance. Les armées et les flottes du sultan exécutent, en liaison avec celles de la France, des opérations combinées en Méditerranée : la flotte turque hiverne à Toulon, une escadre française mouille dans le Bosphore. Cet accord scandalise l'Europe. En France aussi on est choqué par cette alliance contre nature entre une nation chrétienne et les infidèles, mais les intérêts politiques prennent le pas sur les considérations idéologiques. À Rome, en 1536, au retour de son expédition de Tunis, Charles Quint fit état de lettres saisies aux Barbaresques qui prouvaient la collusion du roi de France et des Turcs. Il accusa François Ier de trahir la chrétienté et, en présence du pape Paul III

et de l'ambassadeur de France, proposa à nouveau un duel, à l'épée ou au poignard, en terrain neutre, dans une île ou devant les armées assemblées. Une fois de plus, François I[er] fit la sourde oreille.

En 1530, Charles Quint avait donné l'investiture du duché de Milan à François Sforza. À la mort de ce dernier, cinq ans plus tard, le duché, terre d'Empire, fait retour à Charles Qnint [12]. François I[er] ne veut pas en entendre parler. En février 1536, il envahit le Piémont et la Savoie, elle aussi terre d'Empire. La réplique, c'est la campagne de Provence, opération combinée contre Marseille qui doit être attaquée par terre et par mer. Les Français se replient partout sans combattre et pratiquent la tactique de la terre brûlée. Charles Quint avance jusqu'à Aix, puis fait marche arrière, n'ayant pas les moyens de poursuivre le combat. Une trêve est conclue. Les deux rivaux se rencontrent à Aigues-Mortes, le 14 juillet 1538. À cette occasion, ils nouent des rapports personnels plutôt cordiaux au point qu'en 1539 François I[er] suggère à Charles Quint, qui accepte, de se rendre d'Espagne aux Pays-Bas en traversant la France et en s'arrêtant quelques jours à Paris. Ces bonnes dispositions ne durent guère. François I[er] rompt la trêve en 1541. Il appuie les princes luthériens regroupés dans la ligue de Smalkalde, mais l'épuisement des deux pays est tel qu'il paraît préférable de conclure un arrangement. La paix signée à Crépy en 1544 prévoit le mariage d'un des fils de François I[er], le duc d'Orléans, avec une nièce de Charles Quint, la dot étant constituée par le duché de Milan. La mort du duc d'Orléans, puis celle de François I[er] en 1547 remettent tout en question. Le nouveau roi de France, Henri II, repart au combat en 1551, en occupant les évêchés de Toul, Metz et Verdun. Charles Quint n'arrive pas à reprendre Metz, ce qui met en danger les liaisons entre les Flandres et l'Italie. C'est seulement en février 1556, après l'abdication de l'empereur, qu'une trêve intervient.

LE PAPE ET L'EMPEREUR

La dignité impériale, telle que la conçoit Charles Quint, a des implications religieuses. La chrétienté médiévale avait tenté, à différentes époques, d'organiser une sorte de partage des responsabilités: au pape l'autorité spirituelle; à l'empereur la coordination politique. C'est ce que le pape rappelle aux électeurs du Saint Empire en 1519: le rôle de l'empereur

est de favoriser la foi, de maintenir la paix entre les peuples chrétiens et de mener le combat contre les impies. Les objectifs affichés par Charles Quint - la croisade contre les Turcs et la réunion d'un concile pour maintenir l'unité religieuse de l'Europe - auraient dû trouver un appui auprès des papes. Il n'en a rien été, sauf pendant le court pontificat d'Adrien VI (1522-1523) qui avait été son précepteur. Le successeur d'Adrien VI, Clément VII, un Médicis, refusait de discuter avec Luther de la réforme de l'Église et il était trop soucieux de maintenir en Italie un équilibre subtil entre les puissances rivales - François Ier et Charles Qnint -; donner satisfaction à l'empereur en convoquant le concile eût conféré à Charles Quint une trop grande autorité. Après Pavie, Clément VII organise la Ligue de Cognac (1526) « pour mettre un terme aux guerres qui dévastaient la chrétienté », c'est-à-dire pour libérer l'Italie de la tutelle de Charles Quint et pour rétablir un équilibre entre les puissances. Dans un bref du 23 juin 1526, Clément VII rappelle ce qu'il considère comme les droits de la papauté. Charles Quint réplique par le mémorial de Grenade (17 septembre 1526) : le pape parle là un langage qui n'est pas celui d'un chrétien, encore moins d'un pasteur. Il appartient à l'empereur de veiller à l'unité de l'Église ; on encourage les cardinaux à la révolte : « Rappelez au Souverain Pontife que Dieu l'a mis sur le siège de saint Pierre non pour le malheur, mais pour le salut du peuple chrétien, non pour prendre les armes, mais pour faire preuve de mansuétude et d'humilité. » Si le pape refuse de convoquer le concile, que les cardinaux en prennent l'initiative. Dans l'entourage de Charles Quint, on parle ouvertement de chasser le pape de Rome [13]. C'est la rupture et bientôt la guerre.

L'armée impériale se met en place dans le nord de l'Italie au début de l'année 1527 et descend lentement vers le sud. Elle est commandée par un Français, le connétable Charles de Bourbon, passé dans le camp de l'empereur par haine de François Ier. Cette armée comprend des éléments divers : des Espagnols, des Italiens, des Suisses et surtout dix-huit mille lansquenets allemands, luthériens pour la plupart. Tous sont des mercenaires avides de pillage. Or le connétable n'a pas de fonds pour payer leur solde ; il ne les tient qu'en leur promettant le butin de Rome. Le 5 mai, l'armée arrive aux portes de la ville ; le 6, elle donne l'assaut. Bourbon est tué dès le premier jour. Privés de leur chef, les soldats mettent Rome à sac.

Ils pillent maisons et églises, ils profanent les reliques, ils jouent à la balle avec les crânes de saint Jean, saint Pierre, saint Paul, ils violent les religieuses, ils humilient les princes de l'Église, ils rançonnent la population en recherchant tout ce qui est facilement monnayable, or, argent, objets précieux, ils se livrent au trafic des oeuvres d'art (statues, tapisseries, tableaux). L'armée impériale, finalement reprise en main, ne quitte Rome que le 16 février 1528 en emportant un butin énorme. Le pape, qui a réussi à s'enfuir, ne rentre qu'en octobre de la même année [14].

Jamais, depuis les invasions barbares, la capitale du monde chrétien n'a subi pareils outrages. D'abord stupéfait par l'ampleur de la victoire, l'entourage de Charles Quint réagit. La chancellerie impériale diffuse des mémoires pour expliquer que tout ce qui est arrivé a été voulu par la Providence : Rome était devenue une ville de perdition où s'accumulaient les richesses de l'Église, détournées de leur destination. En se conduisant en chef de guerre et non en pasteur, Clément VII s'exposait à de telles calamités. Et on presse Charles Quint de profiter de l'occasion; maintenant qu'il tient le pape à sa merci, qu'il impose la réforme de l'Église : l'histoire retiendra que l'Église a été fondée par Jésus-Christ et restaurée par Charles Quint !

L'empereur ne suit pas ces conseils. Bien loin d'abuser de la situation, il cherche à se réconcilier avec le pape et y parvient en partie. En juin 1529, Charles Quint arrive en Italie, rencontre Clément VII à Bologne et reçoit de ses mains, le 22 février 1530, la couronne de fer des rois lombards, cérémonie - la dernière du genre : Napoléon se couronnera lui-même à Notre-Dame de Paris en présence de Pie VII qui a pour effet de faire de Charles Quint, jusque-là simple roi des Romains, un empereur véritable. Lors de ce voyage, Charles ne s'est pas rendu à Rome où sa présence aurait passé pour une provocation. C'est seulement en 1536, au retour de son débarquement victorieux à Tunis, qu'il sera reçu dans la Ville éternelle par le successeur de Clément VII, Paul III. Encore faut-il noter que ses rapports avec ce dernier seront toujours tendus. Jamais l'empereur ne trouvera auprès des papes des interlocuteurs qui partagent ses vues sur la réforme de l'Église, il sera toujours à leurs yeux un souverain qui inquiète par son excessive puissance. Il faut attendre la paix de Crépy (1544) pour voir la France se joindre à l'empereur. Le concile est alors convoqué et les

premières réunions se tiennent à Trente en 1545, trop tard pour qu'on puisse concilier les positions des uns et des autres.

LES INDES

Le continent que les Espagnols s'obstinent, jusqu'au XVIII[e] siècle, à appeler les Indes occupe peu de place dans les grands desseins de l'empereur. On a voulu voir dans ce fait une preuve de plus du caractère médiéval de la pensée de Charles Quint. C'est pourtant sous son règne que s'est constitué l'Empire espagnol d'Amérique et c'est d'Amérique que Charles Quint reçoit périodiquement le métal précieux qui lui permet de faire face à ses dettes les plus urgentes.

Quand Charles Quint arrive au pouvoir, les Antilles sont épuisées; on cherche de nouvelles terres à conquérir et à exploiter. C'est ce but que visent les expéditions vers le continent - on disait alors la terre ferme -, montées par Vasco Núñez de Balboa, qui atteint la côte du Pacifique le 13 septembre 1513, et Pedrarias Dávila, et surtout celle en direction du Mexique, initialement préparée par le gouverneur de Cuba, Diego Velázquez. Hernán Cortés prend les devants. Passant outre aux ordres du gouverneur, il appareille au début de l'année 1519 avec onze bateaux, cinq cents compagnons et quelques chevaux. En cours de route, Cortés s'attache les services de deux interprètes : un prêtre espagnol, Jerónimo de Aguilar, qui comprend le maya, et une jeune Indienne, Malinche, qui possède le maya et le nahuatl. En avril 1519, Cortés débarque sur la côte du Mexique et fonde la ville de Vera Cruz. Il s'enfonce dans l'intérieur du pays. En août, il gagne à sa cause la tribu de Tlaxcala, qui supportait mal d'être soumise aux Aztèques [15]. En octobre, il croit opportun de terroriser l'adversaire en organisant la tuerie de Cholula. Un mois plus tard, il est au cœur de l'Empire aztèque, à Tenochtitlan, où il s'impose à l'empereur Moctezuma, mais il doit revenir sur la côte pour convaincre son compatriote Pánfilo de Narváez que Diego Velázquez a envoyé pour punir son insubordination. Pendant son absence, Pedro de Alvarado commet des maladresses qui provoquent un soulèvement indien. Revenu en hâte, Cortés est contraint d'évacuer Tenochtitlan ; c'est la « Triste nuit » du 30 juin 1520. Cortés reprend la ville en août 1521 et installe durablement son autorité sur

l'ancien territoire des Aztèques. À partir du plateau central, les territoires environnants sont méthodiquement soumis, mais Cortés, nommé gouverneur de la Nouvelle Espagne en 1522, est rappelé en 1529. Charles Quint ne l'autorisera jamais à revenir au Mexique.

La prise de possession de l'Empire inca ne fut pas moins audacieuse. En 1526, trois aventuriers s'associent: Francisco Pizarro, vétéran des guerres d'Italie, Almagro, enfant trouvé, et un prêtre, Luque, qui servait probablement de prête-nom aux deux premiers. Après une première exploration, Pizarro repart pour l'Espagne demander l'investiture de Charles Quint qui le fait chevalier de Saint-Jacques (1529). En 1531, la petite troupe est à pied d'oeuvre à Panama, établissement fondé en 1519 et qui va servir de base arrière pour les expéditions vers le sud, comme Cuba l'a été pour l'Amérique centrale et le Mexique. En novembre, Pizarro arrive à Cajamarca. Il tend un guet-apens à l'inca Atahualpa, le fait prisonnier et exige de lui une rançon énorme [16]qui scandalise l'Europe. Atahualpa n'en est pas moins exécuté. En novembre 1533, la capitale des Incas, le Cuzco, est occupée, mais Pizarro préfère installer le gouvernement du pays près du littoral, dans une ville nouvelle, Lima (1535). Les vainqueurs se divisent et se battent entre eux. Almagro, qui était parti conquérir le Chili, revient et dispute le pouvoir à Pizarro lequel le fait exécuter (1538). Ses partisans le vengent en assassinant Pizarro (1541). Le premier vice-roi, Blasco Nùñez Vela, doit faire face à la révolte des colons contre une législation qu'ils jugent trop favorable aux Indiens; il est mis à mort (1546). L'ordre n'est rétabli qu'en 1548 avec l'arrivée d'un nouvel émissaire royal, Pedro de La Gasca.

Les autres territoires d'Amérique posèrent moins de problèmes, à l'exception du Chili où Santiago fut fondée en 1541, mais où la progression fut arrêtée en 1553 par la résistance des Araucans. Les Welser, banquiers d'Augsbourg, s'étaient fait attribuer le Venezuela où ils espéraient trouver des mines d'or; déçus, ils ne firent rien pour coloniser le pays. Parti de Santa Marta, au Venezuela, Jiménez de Quesada remonte le fleuve Magdalena avec trois brigantins et six cents hommes. En avril 1538, il fonde Santa Fe de Bogota, capitale de ce qui va devenir la Nouvelle-Grenade. La Plata fut atteinte vers la même époque, mais Buenos Aires ne fut qu'un établissement précaire. En revanche, le Paraguay s'organisa très vite autour de la ville

d'Asunción (1537). Beaucoup de ces expéditions avaient comme objectif le royaume de l'homme d'or (El dorado), pays fabuleux dont le roi, à certains jours, s'enduisait le corps de térébenthine, puis se roulait dans de la poussière d'or, montait dans un canot et jetait dans un lac, par poignées, de l'or et des émeraudes... Ce royaume, on le chercha d'abord sur les rives de l'Amazone, qu'Orellana explora en 1541 avant de trouver la mort. Cet échec est caractéristique des déboires qui attendaient les conquistadors. Combien d'expéditions se sont ainsi terminées par un désastre ? L'une des plus célèbres est celle de Pánfilo de Narváez, parti du port de Sanlúcar de Barrameda, en Andalousie, le 17 juin 1527, avec cinq bateaux et six cents hommes. Après avoir fait escale à Cuba et à la Trinité, il débarque sur les côtes de la Floride en avril 1528. La troupe est anéantie en quelques mois. Il ne reste que quatre survivants. L'un d'eux, Alvar Núñez Cabeza de Vaca, vivra pendant huit ans parmi les Indiens de Floride avant d'aller combattre au Paraguay.

En moins de vingt ans, deux Empires immenses, bien organisés et très peuplés, se sont effondrés sous les coups d'aventuriers dont les effectifs n'ont jamais dépassé mille hommes. On s'est souvent interrogé sur les raisons d'une victoire aussi facile. Pour l'expliquer, on a invoqué la supériorité technique des Espagnols. Il est vrai que les arcs, les flèches, les pierres, les lances, les lassos des Indiens pouvaient peu de chose contre les armes à feu et l'acier des cuirasses, des casques, des épées des Européens qui utilisaient aussi, au combat, des animaux inconnus sur le continent : les chevaux et surtout les chiens, des molosses qui se comportaient comme des fauves. L'avantage des Espagnols était certain, mais non déterminant. Les Indiens finissaient par s'habituer aux détonations des armes à feu qu'au début ils prenaient pour des coups de tonnerre. Leurs vêtements de coton matelassés leur donnaient une mobilité plus grande contre les Espagnols, gênés par leurs armures. À la longue, la disproportion numérique aurait dû jouer en leur faveur. De toute autre portée étaient les facteurs religieux, ces croyances qui plaçaient les Indiens dans un état de moindre résistance psychologique. Ils attendaient le retour imminent de dieux qu'ils eurent tendance à identifier avec les Européens [17]. De terribles épidémies s'abattaient sur eux et semblaient épargner les conquérants ; on comprend que les Indiens y aient vu un signe du ciel : les dieux les avaient

abandonnés. Il ne faut pas négliger, enfin, les aspects politiques. Les Espagnols se sont presque toujours battus contre des adversaires divisés, ils ont exploité les rivalités locales, le ressentiment qu'Aztèques et Incas avaient suscité chez les tribus soumises, d'où cette situation paradoxale : la victoire a été plus rapide et décisive contre les Empire les plus puissants et les mieux organisés. Là, les Espagnols ont frappé à la tête et ont substitué leur autorité à celle des Aztèques et des Incas et, chaque fois, ils ont trouvé des alliés pour les aider [18]. En revanche, quand ils ont eu à affronter des tribus indépendantes, le combat a été beaucoup plus incertain; c'est le cas au Chili et en Patagonie, par exemple, ou à la frontière septentrionale du Mexique où, encore au XVIIIe siècle, les Espagnols auront beaucoup de difficultés à venir à bout des Apaches [19].

La conquête de cet Empire immense n'a rien coûté à Charles Quint. Elle a toujours été laissée à l'initiative individuelle, à charge, pour le chef de l'expédition, de trouver l'argent nécessaire pour acheter les bateaux, se procurer les armes et l'équipement et recruter la troupe. En cas de succès, chacun se répartissait le butin, après avoir réservé le cinquième pour le roi, à proportion de sa mise de fonds et de ses responsabilités [20]. L'État se borne à autoriser les expéditions dans telle ou telle direction, puis à désigner des fonctionnaires pour administrer les territoires. Qui étaient ces conquistadors? Géographiquement, ce sont, pour la plupart, des hommes du sud de la péninsule; ils viennent presque tous d'Andalousie, d'Estrémadure, de Nouvelle-Castille. Socialement, ce sont des jeunes gens sans fortune personnelle, parfois des hidalgos, jamais des nobles ni des paysans. Ce qui les anime, c'est le souci de s'élever au-dessus de leur condition, de faire fortune rapidement, mais l'argent, pour eux, n'est pas une fin en soi; c'est un moyen d'acquérir un prestige social auquel ils ne sauraient prétendre dans la péninsule. Avec la prise de Grenade, s'était interrompu le mouvement qui avait permis à tant de jeunes ambitieux d'obtenir du même coup la richesse et les honneurs - honra y provecho -; l'aventure coloniale est venue prolonger outre-mer l'esprit et les méthodes de la Reconquête, ce qui explique certaines caractéristiques de la colonisation espagnole, comme la priorité donnée aux mines sur l'agriculture et l'attachement à la encomienda, forme rajeunie du régime seigneurial. Il ne faut pas sous-estimer d'autres motivations. Le souci de gagner des âmes à Dieu ne tient pas beaucoup de

place chez les conquistadors [21]. En revanche, le goût de l'aventure est déterminant. Presque tous les conquistadors ont été séduits par les paysages d'Amérique où ils ont cru trouver un paradis qui leur rappelait les pays de légende de l'Antiquité ou des romans de chevalerie, comme le montrent les noms qu'ils ont donnés à certaines de ces régions : la Floride, la Californie, le fleuve des Amazones...

La conquête de cet Empire a eu des conséquences presque immédiates : la disparition de deux civilisations originales, celle des Aztèques au Mexique et celle des Incas au Pérou, la mort d'une grande partie de la population autochtone. La conquête a posé aussi le problème de sa légitimité : de quel droit les Espagnols ont-ils imposé leur domination à des peuples jusque-là indépendants ?

La catastrophe démographique a été dénoncée par Las Casas. Son Très bref rapport sur la destruction des Indes (1552) parle de cent millions de victimes. De nos jours, les ethno-historiens de Berkeley (Borah, Cook...) ont cherché à donner à cette estimation une base scientifique ; ils évaluent à plus de cent millions d'habitants la population de l'Amérique au moment de la conquête [22]; au début du XVIIe siècle, il en resterait moins de cinq. On hésite à accepter de tels chiffres. L'ethnologue argentin Angel Rosenblat propose une évaluation beaucoup plus basse : la population de départ serait inférieure ou égale à quatorze millions d'habitants [23].

On peut discuter les chiffres. Tout le monde s'accorde, en revanche, sur l'ampleur de la catastrophe : en un siècle, la population du continent américain a fondu; au moins les trois quarts des habitants auraient péri, peut-être plus. Comment expliquer un effondrement aussi massif? Il est absurde d'en rendre les conquistadors directement responsables. L'auraient-ils voulu qu'ils auraient été bien incapables de massacrer de telles multitudes ; ce n'était d'ailleurs pas leur intérêt: ils avaient besoin de main-d'œuvre, donc d'hommes [24]. Les combats ont entraîné des milliers de morts, pas des millions. Le travail forcé s'est révélé aussi meurtrier ou plus que les batailles : dans les Caraïbes, les pêcheurs de perles ne résistaient pas longtemps à un régime qui les obligeait à plonger toujours plus bas; le portage et le travail dans les mines n'étaient pas moins dévastateurs, mais, là encore, on est loin du compte. La chute démographique s'explique

essentiellement par deux facteurs : les maladies et le traumatisme de la conquête.

Avant l'arrivée des Européens, le continent américain était demeuré isolé du reste du monde. Ses habitants se trouvaient dans une situation de fragilité biologique qui les rendait particulièrement vulnérables à la moindre infection. Cet aspect a eu des conséquences dramatiques. Si les Européens ne semblent pas avoir contracté de maladies graves [25], en revanche ils ont contaminé les Indiens en introduisant en Amérique des maladies contagieuses, jusque-là inconnues. Les missionnaires l'avaient remarqué: la seule arrivée des Européens dans un village semait la mort parmi les autochtones; c'est comme si leur souffle ou leur haleine leur faisaient rendre l'âme. Un banal rhume de cerveau pouvait devenir mortel, à plus forte raison des maladies plus graves. Une épidémie de variole est attestée à Saint-Domingue en 1518-1519. Elle détruit la presque totalité de la population indienne, alors que les Européens, immunisés depuis l'enfance ou plus robustes, résistent mieux. Les soldats de Cortès introduisent le virus au Mexique. De là, l'épidémie gagne le Guatemala, descend vers le sud et atteint l'Empire inca vers 1525-1526. Dans ces régions fortement peuplées, les Indiens mouraient comme des mouches [26]. Après la variole, ce fut la rougeole (1530-1531), puis une sorte de typhus en 1546, la grippe en 1558-1559, sans parler de la diphtérie, des oreillons, etc.

C'est le choc microbien qui a provoqué l'effondrement de la population amérindienne, directement et par le traumatisme que la conquête a entraîné dans les esprits. La société traditionnelle est désarticulée ou disparaît. Les Indiens n'ont plus foi dans leur dieux qui les ont abandonnés. Beaucoup perdent le goût de vivre et se laissent mourir, eux et leurs familles, de faim ou de désespoir, ou bien se suicident; des femmes se font avorter. Ce n'est guère avant la seconde moitié du XVIIe siècle que s'amorce la reprise démographique.

Dès le début du XVIe siècle, des voix s'étaient élevées en Espagne pour dénoncer les méthodes de colonisation et l'exploitation des Indiens. Les «lois de Burgos » (1512-1513) avaient cherché à limiter les abus en organisant ce qu'on avait appelé la encomienda, c'est-à-dire une figure juridique qui s'efforçait de concilier trois objectifs : respecter le statut de l'Indien, libre sujet du roi - en théorie, l'Indien n'est pas esclave -;

évangéliser - on dira, au XIX[e] siècle civiliser -, ce sont les colons qui en sont chargés ; mettre le pays en valeur grâce aux prestations en travail auxquelles étaient soumis les Indiens.

Ce faisant, les lois de Burgos avaient consacré en droit une situation de fait et légalisé le travail forcé. Le débat reprend sous le règne de Charles Quint avec une tout autre ampleur. On peut distinguer trois moments : les leçons de Francisco de Vitoria, la protestation de Las Casas et la controverse de Valladolid.

Dominicain, professeur de théologie à l'université de Salamanque, Vitoria prononce, en 1539, une leçon sur la colonisation. Le plan est le suivant: avant l'arrivée des Espagnols, les Indiens d'Amérique étaient maîtres chez eux, on les a dépossédés. Comment justifier ce déni de justice ? Vitoria examine alors les titres qui lui paraissent illégitimes, puis ceux qui pourraient être susceptibles de fonder en droit la présence espagnole en Amérique. Il juge illégitimes, par exemple, les arguments tirés de l'autorité du pape et des péchés contre nature (inceste, sodomie) commis par les Indiens. En revanche, il range parmi les titres légitimes le droit de société et de communication et surtout le souci de mettre un terme à des pratiques inhumaines : le cannibalisme et les sacrifices humains, contraires à l'un des droits les plus sacrés de l'humanité, le droit à la vie. La souveraineté des États, poursuit Vitoria, a des limites. Elle n'autorise aucun d'entre eux à tolérer ou à pratiquer une violation du droit naturel et les autres États ont l'obligation d'empêcher les crimes contre l'humanité (nous parlerions aujourd'hui de devoir d'ingérence pour protéger les minorités ou prévenir un génocide). À cette exception près, l'indépendance et la souveraineté des États sont inviolables. Cela aurait dû conduire Vitoria à condamner la colonisation. Ce sont ses disciples qui tireront la conclusion logique : ils refusent l'idée de tutelle qui est le fondement de toute colonisation. Charles Quint ne s'y trompe pas ; il exige de l'université de Salamanque qu'elle prenne des sanctions contre Vitoria et qu'elle interdise désormais aux professeurs d'aborder, dans leurs cours, des questions qui portent atteinte aux intérêts de l'État. L'université refuse. Passé le premier mouvement de mauvaise humeur, Charles Quint ne lui en tient pas rigueur. Bien au contraire ; c'est alors qu'il ordonne une révision de la législation coloniale à la suite de la campagne menée par un autre dominicain, Las Casas.

D'abord colon aux Antilles, Las Casas prend conscience du problème le jour où un dominicain refuse de lui donner l'absolution tant qu'il n'aura pas renoncé à vivre de l'exploitation des hommes. Dans sa critique des lois de Burgos, Las Casas ne met pas en cause l'intention du législateur, mais les informations tronquées ou fausses qu'on lui a données sur la situation en Amérique. Il estime qu'on dégrade les Indiens sous prétexte de les évangéliser parce qu'on les chasse de leur environnement naturel. De plus, en exigeant d'eux des tributs en argent, on désorganise les structures auxquelles ils étaient habitués. Au fond, Las Casas rêve, pour les Indiens comme pour les Européens, d'un impossible retour à un stade antérieur au commerce et à la manufacture. Pour lui, l'argent corrompt les hommes ; son idéal serait une société rurale qui vivrait de ses seules ressources et dans laquelle les échanges occuperaient une place réduite. Il juge le système colonial intrinsèquement pervers et absurde du point de vue économique : il aboutit au dépeuplement des Indes. Alors commence une bataille qu'il poursuivra toute sa vie pour abolir la encomienda et pour tirer toutes les conséquences du principe selon lequel les Indiens sont des sujets libres du roi. Ses efforts aboutissent en 1542, quand les Lois nouvelles rappellent solennellement l'interdiction de réduire les Indiens en esclavage et prononcent la fin des encomiendas. La mesure provoque la révolte armée des colons du Pérou. La cour est ébranlée. La solidarité des hauts fonctionnaires, des colons et de la plupart des membres du clergé oblige Charles Quint à revenir sur ses positions. On le convainc que renoncer aux encomiendas reviendrait à ruiner l'entreprise de colonisation.

Le débat, pourtant, n'est pas clos. Jusqu'alors, la colonisation n'avait pas trouvé de caution intellectuelle ; les théologiens et les penseurs étaient tous soit hostiles soit réservés. Les discussions autour des Lois nouvelles décident l'un des plus grands esprits du temps à intervenir à son tour. Face à Vitoria et à Las Casas, Sepúlveda, chroniqueur officiel et humaniste de talent, se fait l'avocat de la colonisation. Son argumentation tient en quelques mots : lorsque des peuples sont manifestement inférieurs à d'autres, ceux-ci ont le droit et même le devoir de les mettre sous tutelle. C'est la reprise d'une thèse d'Aristote : certains êtres sont faits pour les tâches d'exécution, d'autres pour commander. Appliquée à la colonisation, la thèse devient la suivante : dans leur propre intérêt, les peuples inférieurs

doivent se soumettre à la tutelle des peuples supérieurs. C'est le seul moyen pour eux d'accéder à un degré plus élevé de développement. C'est la première expression historique de la mission civilisatrice de l'Europe, telle que l'Angleterre et la France la défendront au XIX[e] siècle. La différence, c'est que, dans l'Espagne du XVI[e], cette thèse est quasiment réduite au silence. Sepúlveda, en effet, a repris ses arguments dans un livre dont des versions manuscrites circulent en 1547. Las Casas fait campagne contre une éventuelle publication et il a gain de cause : les universités d'Alcalá et de Salamanque jugent le livre de Sepúlveda contraire à la doctrine chrétienne et s'opposent à ce qu'il soit imprimé. Sepúlveda rédige alors un autre livre dans le même sens et le fait éditer à Rome. Las Casas obtient que tous les exemplaires soient saisis en Espagne.

En 1550, Charles Quint suspend toutes les opérations de conquête et demande à une commission d'enquête de revoir l'ensemble du dossier. Ce qu'on appelle la controverse de Valladolid porte non pas sur le point de savoir si les Indiens ont une âme - il y a longtemps que la question ne se pose plus -, mais sur un problème précis : le droit de colonisation. Ce problème présente deux aspects :

> une question de droit: un peuple qui se croit supérieur peut-il imposer sa tutelle, même provisoirement, à un peuple qu'il juge inférieur ?

> une question de fait: les Indiens d'Amérique sont-ils inférieurs aux Européens ? Sont-ils des barbares qu'il conviendrait de civiliser - à l'époque, on disait : évangéliser- pour les amener à un stade supérieur de développement?

Invité à défendre son point de vue, Sepúlveda justifie la colonisation en insistant sur les péchés contre nature, les sacrifices humains et la pratique du cannibalisme pour conclure à l'infériorité des Indiens et à la nécessité de les placer sous tutelle. Las Casas réfute les thèses de son adversaire à partir de sa propre expérience - les Indiens ne sont pas plus barbares que les Européens - et il glisse au passage une remarque qui va loin : il est dangereux de classer les peuples en supérieurs et en inférieurs; on finit toujours par être le barbare de quelqu'un. La controverse de Valladolid se sépare sans prendre position. Les théologiens qui la composaient étaient, en majorité, sensibles aux idées de Las Casas. Mais pouvaient-ils condamner

la colonisation, c'est-à-dire recommander au roi d'évacuer les Indes? C'était déjà ce qui avait retenu Vitoria d'aller jusqu'au bout de sa pensée et l'avait conduit à dresser une liste de titres qui pourraient légitimer la conquête. La seule solution était de justifier a posteriori le fait accompli en apportant effectivement en Amérique des améliorations et des garanties. C'est à quoi tend la législation coloniale de l'Espagne [27]; on l'a souvent qualifiée d'hypocrite sous prétexte qu'elle n'a pas vraiment empêché les colons d'exploiter les Indiens. C'est vrai, du moins avait-elle le mérite d'exister. Elle n'est d'ailleurs pas restée totalement lettre morte; les Indiens s'en rendront compte au début du XIXe siècle. Après la proclamation de l'indépendance, ils seront livrés sans défense aux appétits des créoles.

L'ABDICATION ET LA RETRAITE

Charles Quint n'a pu réaliser aucun des deux objectifs qu'il s'était fixés lors de son accession à l'Empire : refouler les Turcs et maintenir l'unité religieuse du monde chrétien. On peut considérer ces objectifs comme anachroniques. La croisade et la chrétienté étaient en effet des notions héritées du Moyen Âge qui n'avaient plus d'actualité au XVIe siècle. On peut aussi, en forçant les choses, voir en Charles Quint un précurseur qui aurait eu l'intuition de ce que devait être l'Europe : une civilisation originale, née de la rencontre de la tradition judéo-chrétienne et de l'Antiquité gréco-romaine, menacée par les progrès d'une civilisation non moins estimable - celle que représentait l'Empire ottoman -, mais avec laquelle il ne semblait pas possible, à l'époque, d'établir des rapports de bon voisinage. Charles Quint était persuadé que la dignité impériale lui faisait un devoir de prendre la tête de l'Europe pour conjurer le péril, et les États modernes - la France surtout, mais aussi l'Angleterre, Venise, la papauté et même l'Espagne - ne s'intéressaient qu'à leurs intérêts nationaux. Voilà comment le souverain le plus cosmopolite de son temps a fini par se décourager et renoncer. Après la diète d'Augsbourg (1552), prématurément vieilli et malade, il ne songe plus qu'à organiser sa succession. L'empereur tenait particulièrement aux Pays-Bas, où il était né; il les détacha donc des autres domaines des Habsbourgs pour les léguer à son fils Philippe. Pour en assurer la sécurité, il convenait de gagner au moins la neutralité de

l'Angleterre. Le mariage, en 1554, du prince Philippe et de Marie Tudor (fille d'Henri VIII et petite-fille des Rois Catholiques) avait été pensé dans cette intention, mais il ne donna pas les résultats qu'on en attendait. Déçu de ne pas avoir d'héritier, Philippe quitta l'Angleterre en septembre 1555 ; la mort de Marie Tudor acheva de ruiner les plans de Charles Quint, ce qui devait avoir des conséquences graves plus tard, quand Philippe II eut à faire face à la révolte des Pays-Bas.

Le 22 octobre 1555, à Bruxelles, Charles Quint se dépouille de sa dignité de grand maître de la Toison d'or, symbole de cette chevalerie qu'il avait rêvé de maintenir et de développer. Trois jours plus tard, toujours à Bruxelles, il renonce à son titre de duc de Bourgogne, souverain des Pays-Bas. L'empereur, vêtu de noir, fait son entrée en s'appuyant sur l'épaule du jeune prince Guillaume d'Orange, celui-là même qui, quelques années plus tard, sera le plus féroce adversaire de son « seigneur naturel », Philippe II. C'est sans aucune pompe que, le 16 janvier 1556, Charles Quint remet à son fils les couronnes de Castille, d'Aragon, de Sicile et des Indes (celle de Naples lui a été donnée en 1554, à l'occasion de son mariage avec Marie Tudor) [28]. On licencie la cour. Sept cent soixante-deux personnes avaient été choisies pour accompagner Charles Quint dans sa retraite. Pour des raisons financières, il fallut réduire ce nombre à cent cinquante. Cet enfant du nord a choisi de se retirer dans une province éloignée d'Espagne, l'Estrémadure. On aménagea pour lui, dans le monastère des hiéronymites de Yuste, des appartements plutôt modestes. L'empereur passait son temps à se promener à cheval, à cultiver son jardin et surtout à des expériences d'horlogerie avec l'ingénieur italien Turriano. Il s'était mis en tête d'accorder ensemble plusieurs horloges pour les faire sonner en même temps ; c'était plus facile, disait-il, que de mettre d'accord des théologiens !

À Yuste, Charles Quint n'est pas coupé du monde extérieur. Il se tient informé. Il apprend avec déplaisir que Philippe II n'a pas exploité comme il convenait sa victoire de Saint-Quentin sur les Français. Il s'alarme en apprenant que des foyers luthériens ont été découverts au cœur même de l'Espagne, à Valladolid et à Séville, et il donne des instructions pour les éliminer. Une époque nouvelle commence. Ce n'est pas seulement une question d'hommes et de générations; c'est aussi et surtout un changement de climat dans toute l'Europe. Les persécutions espagnoles coïncident en

France avec le début des guerres de Religion. Charles Quint n'était plus l'homme de la situation. Il meurt le 21 septembre 1558 à deux heures du matin.

1 C'est le titre qu'il porte en Espagne. Il ne deviendra Charles V (ou Charles Quint) qu'en 1519 ; il est en effet le cinquième titulaire du Saint Empire à porter ce nom.

2 « Il est de notoriété publique et clair comme le jour que votre majesté impériale n'aurait pu, sans moi, obtenir la couronne romaine » (en attendant d'être couronné par le pape, l'empereur élu porte le titre de roi des Romains). On aurait tort, pourtant, de tout attribuer au pouvoir de l'argent. Sans méconnaître l'ampleur du marchandage, d'autres considérations ont joué en faveur du Habsbourg, et surtout le sentiment national allemand - ou ce qu'on peut alors appeler ainsi : «Au moment décisif, lorsqu'il fallut en venir au vote, des tractations, des conventions, des ventes aux enchères, plus rien ne tint. Une vague de nationalisme germanique submergea toutes ces misérables petites choses » (Lucien FEBVRE, Un destin, Martin Luther, Paris, 1945, p. 139).

3 Le messianisme n'était pas absent dans l'épisode des Comunidades, mais il prend beaucoup plus d'ampleur à Valence avec le phénomène du roi caché » (El

Encubierto), un ermite vêtu de peaux de bêtes qui se faisait passer pour le fils posthume du prince Jean, héritier des Rois Catholiques, disparu en 1497. Il aurait été écarté du trône à la suite des intrigues de Philippe le Beau et du cardinal Mendoza, un prélat dont les enfants (le vice-roi Diego Hurtado de Mendoza et le marquis du Cenete, Rodrigo de Mendoza) étaient précisément chargés de réprimer la rébellion valencienne. Le Saint-Esprit lui aurait confié la mission de détruire l'islam dans le royaume de Valence (où les musulmans étaient encore nombreux). Des hommes de main à la solde du vice-roi assassinèrent l'Encubierto.

4 Quinze fois pour la seule couronne de Castille, huit fois pour le principat de Catalogne, sept fois pour le royaume d'Aragon et sept fois aussi pour le royaume de Valence.

5 C'est l'occasion, pour Charles Quint, de visiter l'Andalousie. Le mariage est célébré à Séville, le 10 mars 1526; le couple passe sa lune de miel à Grenade.

6 Il en a fait l'aveu à son frère Ferdinand dans une lettre datée de Bologne, le 11 janvier 1530: « En Espagne, ils regrettent tout ce que j'ai dépensé de ce royaume [l'Espagne] pour cette Italie. »

7 C'est un point sur lequel Manuel Azana insistait beaucoup : dans ce qui s'est fait au XVIe siècle au nom de l'Espagne, il faut distinguer ce qui relève de l'Espagne proprement dite et ce qui relève des initiatives de la couronne. On s'aperçoit vite que le second élément tient beaucoup plus de place que le premier; les ressources de l'Espagne ont été mises au service de la maison d'Autriche.

8 C'est le point de vue que développe un dialogue espagnol anonyme, composé en 1557-1558, le Voyage en Turquie.

9 L'expédition de Tunis, présentée comme une nouvelle guerre punique et une nouvelle croisade, est à l'origine d'une première mode orientaliste dans la littérature, la peinture et les fêtes de cour; les nobles présents rapportent de Tunis des manuscrits et des livres arabes, des astrolabes...

10 L'idée d'une prochaine expédition qui conduirait les chrétiens jusqu'à Jérusalem se répand dans le monde hispanique. On en trouve trace dans le Nouveau Monde, en 1539: la ville de Mexico organise un carrousel sur le thème de la

reconquête de Rhodes ; à Tlaxcala, les franciscains montent un spectacle où l'on voit une armée chrétienne, sous les ordres de Charles Quint qu'accompagne le roi de France, prendre Jérusalem sous les yeux du pape et des cardinaux.

11 Le traité de Noyon (1516) avait prévu des pourparlers avec la famille d'Albret en vue de trouver une solution honorable au contentieux. En février 1520, François I[er] avait mis Charles Quint en demeure de respecter ses engagements, mais celui-ci devait compter avec l'opinion castillane, bien décidée à garder la Navarre, comme devaient le rappeler les Cortès de Valladolid (1518).

12 En 1540, le duché de Milan sera remis au futur Philippe II, disposition secrète qui ne sera rendue publique qu'en 1554.

13 Le texte du mémorial a été rédigé par Alfonso de Valdés, secrétaire du chancelier Gattinara et érasmisant; il sera imprimé à Alcalâ, au printemps 1527, puis repris, au cours de l'été suivant, à Mayence et à Anvers sous le titre Pro divo Carolo apologetici libri duo.

14 Le sac de Rome a suscité, en Italie, une haine tenace contre les Espagnols ; cf. Bandello : « Bien que les fautes de cette ville méritassent une punition, ceux qui la saccagèrent eurent tort, car ils étaient chrétiens, je veux dire que la majeure partie était formée de luthériens, de marranes et de Juifs. »

15 En contrepartie, la tribu obtient le privilège de s'administrer elle-même sous le contrôle d'un fonctionnaire espagnol ; à la fin du XVI[e] siècle encore, les Indiens de Tlaxcala tiraient fierté de cette collaboration.

16 On a parlé de quatre-vingt-huit m^3 d'or !

17 1519, pour les Aztèques, était l'année I Roseau, la date anniversaire du dieu Quetzalcóatl dont ils attendaient le retour par l'est; l'assimilation avec les Espagnols était tentante.

18 Trente cinq mille auxiliaires indiens participèrent à la prise de Mexico aux côtés des Espagnols. De même, au Pérou, de nombreux Indiens servirent de porteurs et de troupes auxiliaires aux conquistadors.

19 Cet aspect n'avait pas échappé aux Espagnols. Le chroniqueur Cieza de Léon établissait ainsi une différence entre les Indiens de Popayan, en Nouvelle-Grenade, volontiers réfractaires parce que de caractère indépendant, et ceux du Pérou, habitués depuis longtemps à la servitude que leur avaient imposée les Incas. Polo de Ondegardo faisait la même observation : dans les Andes, les individus s'effacent devant la communauté et celle-ci, dirigée par les caciques, obéit aux Incas sans discuter; les Espagnols ont conservé cette structure et cela leur a réussi. Montesquieu reprend la plupart de ces remarques. Il évoque la « superstition » des Indiens pour expliquer la facilité de la conquête, ainsi que le caractère despotique des Empires aztèque et inca; la preuve - ajoute-t-il -, c'est que d'autres peuples, plus libres, ont résisté plus longtemps.

20 À titre d'exemple, la rançon d'Atahualpa, évaluée à plus d'un million trois cent mille pesos d'or, a été partagée de la façon suivante: quatre cent mille pesos pour le roi, de trente à quarante mille pour les capitaines, huit mille neuf cent pour les cavaliers, quatre mille quatre cent cinquante pour les fantassins. Certains Espagnols ont tout perdu au jeu, tout de suite après le partage...

21 Voir la réponse de Pizarro à un moine qui lui reprochait de négliger l'évangélisation des Indiens : « Ce n'est pas mon problème ; moi, ce qui m'intéresse, ce ne sont pas leurs âmes, c'est leur or. »

22 Huit millions pour les seules Antilles - Las Casas est en retrait: il parle de trois millions -, vingt-cinq millions pour le Mexique, autant pour les Andes, etc.

23 Cent mille pour les Antilles, moins de cinq millions au Mexique, etc.

24 Tocqueville était beaucoup plus nuancé sur les responsabilités des Espagnols : « Les Espagnols furent incapables d'exterminer la race indienne [...] et ils ne réussirent même pas à la priver tout à fait de ses droits ; mais les Américains [du Nord : les Anglo-Saxons] sont parvenus à cette double fin avec un singulier bonheur : avec calme, philanthropie, dans la légalité, sans verser de sang et sans violer un seul grand principe de moralité aux yeux du monde. Il est impossible de détruire les hommes avec plus de respect pour les lois de l'humanité » (De la démocratie en Amérique).

25 Il n'est pas prouvé que la syphilis soit d'origine américaine.

26 Comme des punaises, écrit en 1523 un missionnaire, Toribio de Motolinía, qui ajoute que plus de la moitié, parfois les deux tiers ou même les quatre cinquièmes de la population ont trouvé la mort.

27 Le code qui reprend l'ensemble de cette législation sera publié en 1680.

28 Pour abdiquer, Charles Quint a attendu la mort de sa mère Jeanne la Folle (12 avril 1555). Celle-ci était toujours en droit reine de Castille ; sa disparition met fin à une situation juridique complexe : en théorie, Charles Quint était censé gouverner au nom de sa mère ou, du moins, conjointement avec elle ; il aurait été impossible de renoncer, en faveur de son fils, à une couronne qu'il ne portait que par délégation.

CHAPITRE III

Philippe II (1556-1598)

LE ROI PRUDENT

« Philippe II était une chose terrible » (Victor Hugo). Un halo de mystère entoure le successeur de Charles Quint. Dès le XVIe siècle, les protestants voyaient en lui le « démon du Midi », un fanatique acharné à les détruire partout en Europe. Les romantiques l'ont présenté comme un monstre froid, étranglant de ses mains son propre fils, don Carlos et s'enfermant dans un monastère sinistre, au milieu des cadavres de sa famille. Les Espagnols eux-mêmes hésitent parfois à le revendiquer. «Ce roi qu'on nous propose comme le prototype de l'Espagnol était un pur Allemand», s'écriait Manuel Azaña, en 1918, devant le portrait qu'en a fait Pantoja, à l'Escorial. Son nom même n'a rien d'hispanique. On le lui a donné en souvenir de son grand-père, Philippe le Beau, un Flamand. Le duc d'Albe - et avec lui beaucoup de Castillans - auraient préféré qu'on l'appelât Ferdinand comme son arrière-grand-père, le Roi Catholique. Qui était donc Philippe II?

Né à Valladolid, en 1527, Philippe II vouait une admiration profonde à son père, l'empereur Charles Quint, qui avait mis un soin particulier à lui apprendre le métier de roi, d'abord par des conseils personnels dont certains ont été mis par écrit [1], puis en lui confiant à plusieurs reprises la responsabilité du pouvoir en son absence [2]. Il lui a donné aussi des précepteurs de qualité, Juan Martínez Siliceo, professeur à l'université de Salamanque, un roturier que Charles Quint nommera archevêque de Tolède, et deux des plus grands humanistes d'Espagne, Honorato Juan et Juan Ginés de Sepúlveda, assistés, pour les arts martiaux et pour la vie mondaine, par des aristocrates, un fils du duc de l'Infantado et un grand commandeur de l'ordre de Saint-Jacques. Les premiers ont donné au futur roi le goût des

livres, des mathématiques, des arts, notamment de l'architecture; ils ont fait de Philippe II l'un des hommes les plus cultivés de son temps [3]. Les aristocrates ont eu moins de succès: ils n'ont pas réussi à le transformer en chevalier ni en homme du monde. Philippe II ne se sentira jamais à l'aise sur un champ de bataille. La seule fois où il a pris part à une action de guerre - à Saint-Quentin, au tout début du règne -, le spectacle d'une ville mise à sac et livrée à la soldatesque l'a rendu malade de dégoût; il ne recommencera plus l'expérience. Même la chasse ne semble pas l'avoir beaucoup intéressé; il se croyait tenu d'y aller, mais était-il vraiment chasseur? Il regardait les autres chasser... De ce point de vue, le contraste avec son père est complet et Philippe II sera toujours secrètement jaloux de son demi-frère, don Juan d'Autriche, qui a hérité certains traits de Charles Quint : le panache, le goût des joutes aristocratiques, de la chasse, de la guerre.

Philippe II compensait son manque de prestance par une impassibilité apparente qui lui donnait une impression de gravité et qui déroutait les visiteurs. Pour les encourager à parler, le roi prononçait alors la phrase fameuse : « Reprenez-vous » (Sosegaos). Quand on lui annonça la victoire de Lépante, son visage resta de pierre, comme si rien ne pouvait lui faire perdre la sérénité. Le roi s'est composé une personnalité de façade, délibérément froide, destinée à marquer la distance avec ses sujets, tendance encore renforcée par le cérémonial bourguignon que Charles Quint avait imposé à la cour. Toutes les apparitions publiques du roi étaient soumises à un rituel compliqué qui ne laissait place à aucune improvisation [4]. Or cette image de gravité est fausse. On peut discuter les goûts artistiques de Philippe II et la façon dont il a conçu et décoré l'Escorial, mais on ne saurait lui dénier toute sensibilité. Les lettres qu'il envoie à ses filles, depuis Lisbonne, révèlent un homme bien différent du portrait qu'en dressent les chroniqueurs: un père attentif et bienveillant, s'informant des progrès de ses enfants, s'inquiétant des aménagements d'Aranjuez, de l'état des jardins, des oiseaux qui doivent voler dans le parc à l'approche du printemps...

Comment concilier cet amour paternel avec les circonstances qui ont entouré la mort de l'infant don Carlos ? Né du premier mariage de Philippe II avec Marie de Portugal [5], don Carlos était issu d'une famille dans laquelle les mariages consanguins étaient presque de règle et qui comptait plusieurs

malades mentaux, parmi lesquels une reine de Castille, Jeanne la folle, sa bisaïeule. On le disait maladif, glouton, coléreux, cruel [6]. Il s'oppose à son père de plus en plus souvent et avec violence. Était-il jaloux de lui et amoureux de la reine Isabelle de Valois à qui il avait été fiancé avant que Philippe II décidât de l'épouser lui-même ? C'est probablement une légende. Ce qui est établi, en revanche, c'est qu'il se mêle de politique à tort et à travers. Il souhaite être nommé gouverneur des Pays-Bas; en apprenant qu'on a désigné à ce poste le duc d'Albe, il sort sa dague pour le frapper. Il envisage de prendre la tête des populations opprimées et il demande à don Juan d'Autriche de lui trouver un bateau. Don Juan met le roi au courant. Furieux, don Carlos cherche à le tuer. C'est après cet incident - quelques jours avant la Noël 1567 - que Philippe II fait enfermer son fils au palais. Il en informe aussitôt sa tante Catherine de Portugal : «Je n'espère plus voir mon fils revenir à la raison [...] . J'ai préféré sacrifier à Dieu ma propre chair et mon sang, mettant le service du Seigneur et le bien universel au-dessus de toute autre considération. D'anciennes et de nouvelles raisons m'ont obligé à agir ainsi, et elles sont si nombreuses et si graves que je ne puis les dire, pas plus que Votre Grandeur ne pourrait les entendre sans une grande peine. » Don Carlos meurt six mois plus tard, le 26 juillet 1568, dans des circonstances mystérieuses. L'ambassadeur de France parle d'une grève de la faim suivie de repas gloutons; ce serait, à l'en croire, la cause de la mort[7]. Plus tard, on présentera Philippe II comme le bourreau de son propre fils. Rien ne permet de l'affirmer. Certes, le roi, qui se faisait une idée si haute de ses responsabilités, ne pouvait supporter la pensée qu'un dément lui succéderait. La lettre à Catherine de Portugal témoigne de son inquiétude. Tout le reste n'est qu'affabulation.

Philippe II a laissé le souvenir justifié d'un homme de cabinet. Il passait de longues heures à lire et à annoter les dépêches et les rapports de ses ministres et à corriger la rédaction des décrets quand elle lui paraissait fautive du point de vue juridique. Il prenait le temps de réfléchir longuement sur les problèmes, ce qui retardait d'autant leur solution. Les aristocrates lui reprochaient d'être un homme de dossiers, incapable de prendre rapidement une décision [8]. Cette incapacité à réagir vite devant l'événement est-elle le signe d'une faiblesse de caractère ? C'est ce que pensait naguère le docteur Marañón : Philippe II lui apparaissait comme un

être faible doté d'un pouvoir immense. Philippe II n'était pas seulement un bureaucrate, il était aussi casanier que son père avait été grand voyageur. Les seuls déplacements qu'il ait faits hors de la péninsule se situent tous avant son avènement. En octobre 1548, il commence un périple qui le conduit à Gênes, à Milan, au Tyrol, à Munich, à Heidelberg, à Bruxelles et, enfin, en Angleterre. Partout où il passe, malgré ses efforts, il n'arrive pas à se rendre populaire. Les Flamands et les Allemands l'agacent; il se sent mal à l'aise avec des peuples dont il ne comprend pas la langue - Philippe II parlait seulement le castillan - et dont il juge les mœurs étranges et grossières ; il n'aimait pas la bière, par exemple, et il ne supportait pas les beuveries de ses compagnons de voyage. Après son avènement, il n'a plus quitté la péninsule et, assez vite, son horizon s'est limité à un périmètre étroit qui allait de Ségovie à Aranjuez et de Madrid à l'Escorial[9].

Il n'est donc pas surprenant que Philippe II ait renoncé très tôt à la cour itinérante de ses prédécesseurs. Il souhaitait une capitale fixe où installer la bureaucratie. C'était dans l'ordre des choses. En devenant plus complexe, la politique exigeait d'être centralisée, mais le roi aurait pu fixer la capitale à Valladolid ou à Tolède. Ce fut Madrid, qui n'était pas une bourgade insignifiante, comme on le dit parfois - elle était représentée aux Cortès -, mais qui faisait figure de petite ville, comparée aux précédentes [10]. On ignore pourquoi Valladolid n'a pas été retenue; on croit comprendre pourquoi Tolède a été écartée: c'était le siège d'un archevêché, le plus important d'Espagne, ce qui n'allait pas sans créer des problèmes au pouvoir civil. En 1559, à la suite d'un incident qui avait opposé la municipalité au vicaire général, l'archevêque avait interdit tout office religieux pendant huit jours. Le corregidor s'était vu contraint de faire des excuses publiques. Philippe II ne voulait sans doute pas s'exposer à des humiliations de ce genre. Le 8 mai 1561, la décision est prise : la cour s'installera à Madrid [11]. Tout compte fait, cette implantation n'est pas mauvaise. Madrid est située au centre de la péninsule. De là, on peut gagner les points les plus importants des royaumes d'Espagne, les ports et les villes commerciales du nord aussi bien que l'Andalousie, l'Aragon, la Catalogne, Valence et le Portugal qui, vingt ans plus tard, sera associé à son tour aux domaines de Philippe II.

C'est vers la même époque que le roi décide de bâtir un monastère en l'honneur de saint Laurent parce que la victoire de Saint-Quentin (1557) a

été remportée un dix août, fête de ce martyr. Le roi a choisi lui-même l'emplacement, sur le versant méridional du Guadarrama, au lieu dit l'Escorial. L'Escorial est la grande affaire de Philippe II qui a suivi de près la construction, veillé aux aménagements et à la décoration, en entrant dans le détail. Les travaux, commencés en 1563, seront terminés en 1584. Le premier architecte, Juan Bautista de Toledo, avait travaillé à Saint-Pierre de Rome sous les ordres de Michel-Ange et le plan primitif reproduit celui de la basilique romaine [12]. Après sa mort, en 1567, Juan de Herrera prend la suite ; il avait étudié en Flandre et en Italie. Ces influences classiques et gréco-romaines caractérisent l'architecture de l'Escorial, notamment l'effort de symétrie : il s'agit d'adapter l'ensemble à la destination de l'ouvrage et d'assurer sa cohérence interne. On retrouve là la sensibilité esthétique du roi, son admiration pour l'architecture classique, son mépris pour la « barbarie » médiévale que lui ont inculqué ses précepteurs humanistes, et sa volonté d'arriver à une synthèse harmonieuse entre l'Antiquité païenne et l'Antiquité chrétienne. On a trop souvent dénoncé - surtout en France - la tristesse de l'Escorial. Le raffinement consiste ici à rechercher le plaisir esthétique dans l'absence d'ornement pour donner le sentiment du grandiose. La qualité des matériaux (pierre, bois, bronze doré) compense le dépouillement voulu d'un bâtiment destiné à abriter à la fois des moines hiéronymites, un panthéon royal, une bibliothèque, un musée, des cabinets scientifiques, une cartothèque. Car l'Escorial a été conçu comme un monument dans lequel l'Espagne rassemble ce à quoi elle tient le plus : le culte divin, bien entendu, l'exaltation de la foi, mais aussi la science et la culture. On y trouvera donc des collections d'oeuvres d'art, de plantes, d'instruments scientifiques et des livres. La bibliothèque a fait l'objet de soins particuliers. Dès 1576, Philippe II lui cède près de cinq mille volumes (codex et imprimés). Il s'agit soit de livres que possédait le roi, soit de collections privées acquises par l'État, soit encore d'ouvrages et de manuscrits (grecs, latins, arabes...) achetés spécialement aux Pays-Bas, en France et en Italie pour enrichir les fonds de l'Escorial. La salle de lecture a été décorée avec des fresques et des portraits d'hommes illustres : Socrate, Platon, Sénèque et Pline voisinent avec les Pères de l'Église ou avec des contemporains (Nebrija, Luis Vivès, Hernán Cortés...) [13]. On est loin du « pourrissoir » où l'on a voulu parfois réduire l'Escorial.

LA PRÉPONDÉRANCE ESPAGNOLE

Avec Philippe II, l'Espagne affirme sa volonté d'imposer son hégémonie à l'Europe. On reprochait à Charles Quint d'aspirer à la monarchie universelle, autrement dit de mener une politique impérialiste. C'est encore plus vrai pour Philippe II qui ne peut plus invoquer, comme son père, la dignité impériale pour justifier sa prétention d'intervenir partout en Europe. À quel titre le roi d'Espagne se fait-il le champion du catholicisme? Même les Espagnols finiront par poser la question. Dans les autres pays, on a immédiatement accusé l'Espagne de visées impérialistes sous prétexte de défendre la foi catholique, une prétention que le Saint-Siège est le premier à dénoncer. L'avènement de Philippe II suit de près celui de Paul IV, un pape qui a traité Charles Quint d'hérétique, lui reprochant d'avoir favorisé le protestantisme pour abaisser la papauté et se rendre maître du monde. Philippe II hérite de cette querelle. Au fond, Paul IV exprime les sentiments de beaucoup d'Italiens, indignés de voir leur pays, foyer de la civilisation romaine, soumis à la domination d'un peuple barbare, ethniquement et culturellement métissé à cause d'une longue cohabitation avec des Sémites, arabes et Juifs. C'est la première forme de la légende noire antihispanique : on doute de la pureté de la foi chez les Espagnols. Comment ceux-ci osent-ils se dire les hérauts du catholicisme? En 1556, on est passé bien près d'une guerre entre l'Espagne et Rome, guerre que les théologiens consultés par Philippe II jugeaient légitime puisqu'elle aurait été déclarée non pas au pasteur de l'Église universelle, mais à un souverain temporel dont les agissements constituaient une menace.

Comment séparer, en effet, les intérêts matériels et l'idéologie? Entre l'Angleterre d'Élisabeth et l'Espagne de Philippe II, l'opposition est flagrante du point de vue religieux, mais on ne saurait oublier que les deux puissances se disputent à propos du commerce avec l'Amérique. L'observation est valable pour les Pays-Bas qui rêvent d'indépendance et de liberté religieuse, mais aussi d'expansion coloniale. Toutes choses égales d'ailleurs, cette situation fait penser aux querelles du XXe siècle, à l'époque de la guerre froide, quand les États-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques s'accusaient mutuellement de mettre l'idéologie au service de leurs ambitions nationales. C'est ce qui donne à la

politique étrangère, dans la seconde moitié du XVIe siècle, son caractère de guerre totale.

Dans le cas de l'Espagne de Philippe II, ce ne sont même pas des intérêts nationaux qui sont enjeu, mais ceux de la maison d'Autriche. En 1551, on avait imaginé un système complexe : l'Empire irait à Ferdinand, frère de Charles Quint, lequel ferait élire le futur Philippe II roi des Romains. Philippe II, à son tour, ferait la même chose en faveur de Maximilien, fils de Ferdinand. Il n'en fut rien; l'acte d'abdication de 1556 sépare l'Empire des autres domaines de Charles Quint et l'attribue à Ferdinand. Philippe II aurait souhaité conserver l'Empire ou, à défaut, Milan. Derrière ce conflit entre cousins, on devine des oppositions de personnes, mais surtout des rivalités nationales : Allemands contre Espagnols. Philippe II se résigne. Malgré sa déception, il ne refusera pas son concours à l'autre branche des Habsbourgs; la solidarité jouera à fond entre les divers membres de la maison d'Autriche et l'Espagne sera le soutien le plus actif de cette politique.

Si l'Espagne a pu jouer ce rôle, c'est qu'elle en avait les moyens. La production d'argent en Amérique augmente prodigieusement dans la deuxième moitié du XVIe siècle. C'est elle qui finance les interventions de l'Espagne en Europe. Car les mercenaires exigent d'être payés en bonne monnaie. Les contrats - asientos - signés avec les banques permettent de transférer en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas les sommes nécessaires au paiement des troupes. Cela fait la fortune des grandes maisons marchandes, mais le commerce en souffre ; son volume diminue tandis que la finance prospère. Quand les trésors d'Amérique tardent, le roi se tourne vers les contribuables espagnols. L'afflux des métaux précieux et les impôts se révèlent, à la longue, insuffisants. À la fin du règne, en 1596, l'Espagne se déclare en suspension de paiement; peu après, elle signe la paix de Vervins. C'était reconnaître l'échec d'une grande politique qui, comme du temps de Charles Quint, s'était proposé deux objectifs: la guerre contre les Turcs et la lutte contre le protestantisme.

LÉPANTE

Contre les Turcs, Philippe II engage la dernière croisade de la chrétienté. Il fait d'abord porter l'effort sur leurs alliés, les corsaires barbaresques.

Depuis le Sahel tunisien, l'un d'eux, Dragut, multiplie les incursions du côté de Naples, dans l'île d'Elbe, en Corse... L'expédition sur Tripoli (1560) et sur Djerba vise à détruire cette base. C'est un échec : les Espagnols laissent sur place dix mille prisonniers et perdent vingt-six galères. Dix ans plus tard, les Turcs prennent l'offensive en occupant Chypre (juillet 1570), puis en attaquant toutes les forces navales et toutes les possessions de Venise. Les Vénitiens qui, depuis trente ans, s'efforçaient de rester neutres entre l'Espagne et l'Empire ottoman, demandent l'aide de Philippe II, mais celui-ci, au début, ne montre guère d'enthousiasme. L'Espagne est alors aux prises avec la guerre des Pays-Bas et la révolte des morisques de Grenade. Une alliance se noue pourtant, quelques mois plus tard; on rassemble une escadre dont le commandement est confié à don Juan d'Autriche, demi-frère de Philippe II, et c'est cette escadre qui, le 7 octobre 1571, écrase la flotte turque devant Lépante. Cette victoire n'est pas aussi décisive qu'on l'a cru, mais elle arrête la progression turque. En août 1580, l'Empire ottoman conclut un accord avec l'Espagne ; c'est la fin d'une guerre presque séculaire et un tournant qui annonce le renversement du XVIIe siècle. La Méditerranée cesse d'être le centre du monde européen; de plus en plus, c'est vers l'Atlantique que se tourne l'attention des grandes puissances. Déjà, en 1562, l'empereur Ferdinand avait fait la paix avec Soliman et cet accord sera renouvelé en 1573 et en 1576. Philippe II déconseille au roi Sébastien de Portugal de se lancer dans l'aventure marocaine où il devait trouver la mort. La défaite portugaise d'Alcazarquivir (1578) a, sur le plan diplomatique, autant d'importance que la victoire de Lépante. Elle consacre une sorte de partage du monde méditerranéen en zones d'influence : la guerre de course se poursuit, mais les Ottomans renoncent à toute action directe en Espagne et en Italie. De leur côté, les Espagnols laissent aux Turcs les mains libres dans les Balkans et en Afrique du Nord, le Maroc conservant son indépendance.

LA RÉVOLTE DES PAYS-BAS

La grande affaire du règne, c'est la guerre des Pays-Bas. On désignait sous ce nom un ensemble de territoires plus ou moins autonomes (le comté de Hollande, le duché de Gueldre, l'évêché d'Utrecht, la seigneurie de Frise,

etc.) que Philippe le Bon avait rattachés au duché de Bourgogne en 1428. Avec ses trois millions d'habitants, la région tirait sa prospérité de sa position au carrefour de deux voies commerciales: celle qui allait de l'Atlantique à la Baltique et celle qui unissait Venise et l'Italie à l'Angleterre et à la mer du Nord. La pêche, le commerce et l'industrie textile constituaient les activités principales. La laine, importée d'Angleterre et surtout d'Espagne, avait notamment donné naissance aux draperies de Nimègue, de Leyde, d'Ypres, de Gand. Bruges et Anvers étaient des centres dynamiques. Dans la première moitié du XVI[e] siècle, les Flandres passaient pour un modèle de développement économique. On admirait la manière dont elles avaient cherché à éliminer la mendicité en réorganisant la bienfaisance et en ouvrant des ateliers pour ceux qui étaient sans emploi. La vie culturelle n'était pas moins remarquable. L'université de Louvain, fondée en 1425, avait acquis un rayonnement qui allait bien au-delà des limites territoriales des Pays-Bas. Au XV[e] siècle, c'est des Flandres qu'était parti le mouvement des Frères de la vie commune qui se proposait de renouveler en profondeur, avant la Réforme luthérienne, les formes de vie religieuse et de spiritualité. Au XVI[e] siècle, Érasme de Rotterdam, le prince des humanistes, s'imposait comme le maître à penser d'une grande partie des élites d'Europe. Quant aux artistes flamands, depuis Van Eyck, ils passaient pour des modèles.

Charles Quint avait eu le souci de préserver les intérêts de sa terre natale. Ne pouvant y résider en permanence, il en avait confié le gouvernement d'abord à sa tante, Marguerite d'Autriche, puis à sa sœur, Marie de Hongrie, toutes deux habiles politiques qui avaient réussi à assurer la cohésion du territoire en mettant en place des institutions nouvelles : le Conseil d'État, le Conseil secret, le Conseil des Finances. Sous la direction de Marie de Hongrie, les Flandres n'avaient pas trop rechigné à prendre leur part des dépenses communes de l'Empire. Seule la ville drapière de Gand, mécontente des impôts trop lourds qui accroissaient les charges des manufacturiers et des artisans, s'était révoltée en 1538. En février 1540, Charles Quint avait rétabli la situation avec une armée de cinq mille lansquenets ; il avait profité de l'occasion pour supprimer tous les privilèges. C'était le premier signe d'un malaise diffus. Pourtant, les Flandres voyaient en Charles Quint un enfant du pays, leur « seigneur

naturel » ; elles le respectaient et l'admiraient. Rien de plus significatif, de ce point de vue, que l'affection que portait l'empereur au jeune comte de Nassau, Guillaume, prince d'Orange (1533-1584), élevé à la cour de Marie de Hongrie, chevalier de la Toison d'or. Qui aurait pensé alors que ce jeune courtisan allait devenir le plus irréductible des adversaires de Philippe II?

Détachées de l'Empire en 1556, les Flandres avaient été attribuées à Philippe II qui, avant de regagner l'Espagne, avait nommé, pour les administrer, Marguerite de Parme, fille naturelle de Charles Quint, assistée d'un conseil dominé par la forte personnalité de Granvelle, un Comtois. C'est ce qui suscite l'inquiétude de l'aristocratie locale, majoritaire au Conseil d'État. Elle redoute à la fois la centralisation et une mainmise trop marquée de l'Espagne. Elle est aussi mécontente de la réforme ecclésiastique de 1561 qui a créé quatorze évêchés nouveaux, ous pourvus par le pouvoir royal et non par les chapitres diocésains. Elle craint, enfin, l'implantation d'une Inquisition sur le modèle espagnol. Son objectif paraît être de revenir au gouvernement tel qu'il fonctionnait au début du siècle, quand les stadhouder étaient plus ou moins autonomes dans les provinces. Le Conseil d'État exige d'avoir plus de part aux affaires et réclame le départ de Granvelle qui passe pour être l'homme de confiance du roi et l'instrument du centralisme. En 1564, Philippe II lui donne satisfaction ; il renvoie Granvelle, mais il refuse de céder sur d'autres revendications, comme la liberté du culte. C'est alors que le roi envoie à son ambassadeur à Rome les instructions restées célèbres: «Vous pouvez l'assurer à Sa Sainteté: plutôt que de faire la moindre concession en matière d'unité religieuse et en ce qui concerne le service de Dieu, je préférerais perdre toutes mes possessions et mille vies; je n'ai pas l'intention de régner sur des hérétiques. » Le pensait-il vraiment? Dans le même temps, Philippe II consulte des théologiens qui lui donnent des conseils de modération : une guerre serait préjudiciable aux intérêts de l'Église, le roi peut en conscience autoriser la liberté du culte dans les villes flamandes. De fait, le comte d'Egmont, qui rencontre Philippe II, à Madrid, entre janvier et mars 1565, repart avec le sentiment qu'un arrangement est possible. Six mois plus tard (17 et 20 octobre 1565), les « lettres du bois de Ségovie » contredisent ces espoirs; Philippe II s'y montre intransigeant. S'il y avait malentendu, un voyage du roi aux Pays-Bas aurait pu le dissiper. Charles Quint n'aurait pas hésité à entreprendre ce

déplacement. Philippe II l'envisage, puis il y renonce. Les nobles hollandais passent alors dans l'opposition (avril 1566). Soucieux de gagner du temps, car les Turcs ont repris l'offensive en Méditerranée, Philippe II demande à sa sœur de modérer sa politique à l'égard des hérétiques. Trop tard. En août 1566, les calvinistes déclenchent une série de manifestations iconoclastes et saccagent les églises de Tournai, de Valenciennes, d'Anvers, etc. En novembre, Philippe II réagit en envoyant sur place une armée sous les ordres du duc d'Albe. La guerre des Pays-Bas est commencée.

Aux origines du conflit, on trouve surtout des considérations politiques: une aspiration à plus d'autonomie et un sursaut de nationalisme ; la question religieuse joue un rôle secondaire. Contre le roi se forme une coalition hétéroclite. Les féodaux, dont beaucoup sont catholiques, veulent conserver leurs privilèges ; les marchands souhaitent développer le commerce avec les pays voisins, qu'ils soient catholiques ou protestants; les calvinistes craignent pour la liberté du culte ; la population est attachée aux coutumes et aux lois locales que les souverains antérieurs ont toujours scrupuleusement respectées; enfin, les Flandres, entourées de pays protestants, ont intérêt à vivre en paix avec leurs voisins [14]. Jusqu'à sa mort, en 1584, Guillaume d'Orange apparaît comme le fédérateur de tous ces mécontentements et de toutes ces aspirations. Il aperçoit le parti que les autonomistes flamands peuvent tirer de la situation internationale : il s'agit d'obtenir l'appui des adversaires du roi d'Espagne. Or la plupart d'entre eux sont des protestants. Guillaume d'Orange donne au conflit sa dimension idéologique. Pour justifier la rébellion d'une nation contre son « seigneur naturel », il prononce devant les États généraux des Pays-Bas, le 13 décembre 1580, un discours qui sera publié, l'année suivante, sous le titre Apologie contre la proscription de Philippe II, texte qui va être largement diffusé en Europe. C'est le premier exemple de guerre psychologique des temps modernes. Guillaume d'Orange porte, contre l'Espagne et son roi, trois accusations principales qui, pendant des siècles, vont constituer l'essentiel de la légende noire antihispanique :

> Philippe II est un tyran pervers. Il a assassiné son fils Don Carlos et empoisonné sa femme Isabelle de Valois ; il a vécu en concubinage avec sa sœur Jeanne ; il a conclu un mariage

incestueux avec Marie de Portugal, à un moment où il était déjà marié en secret avec une dame de l'aristocratie, Isabelle Osorio.

C'est un fanatique qui emploie contre les dissidents religieux des procédés d'autant plus odieux que l'Espagne est le pays le moins catholique d'Europe [15].

Enfin, l'Espagne s'est rendue coupable de crimes abominables en faisant périr en Amérique plus de vingt millions de personnes.

Ces accusations n'étaient pas nouvelles; elles circulaient depuis longtemps en Europe. En les rassemblant, Guillaume d'Orange leur donne un retentissement qu'elles n'avaient encore jamais eu et dont les échos durent jusqu'à aujourd'hui [16]. Elles sont reprises dans une foule de publications dans toutes les langues, certaines illustrées par des gravures de Théodore de Bry représentant les atrocités commises par les Espagnols.

L'affaire prend maintenant l'allure d'une guerre de religion. Tout compromis paraît exclu ; on cherche à terroriser l'adversaire par une répression qui suscite l'indignation et entraîne de nouvelles adhésions pour le camp des rebelles. Les méthodes brutales du duc d'Albe - création d'un tribunal des troubles, exécutions, dont celles des comtes d'Egmont et de Horn - lui permettent de rétablir la situation, au moins dans une partie du pays, mais la révolte s'organise ailleurs et gagne en profondeur, car Philippe II, toujours à court d'argent, demande aux Pays-Bas de fournir eux-mêmes les crédits nécessaires au maintien de l'ordre. L'aggravation de la fiscalité pèse lourd sur le commerce local et fait de nouveaux mécontents. Les Gueux de la mer organisent des actions de piraterie contre les bâtiments espagnols ; le 1er avril 1572, ils prennent le port de la Brielle, en Zélande, et donnent ainsi à Guillaume d'Orange une tête de pont.

En 1573, Luis de Requeséns remplace le duc d'Albe. Les Gueux remportent de nouveaux succès dans le nord du pays et sur le littoral. Requeséns envisage de détruire les digues pour noyer le territoire ennemi. Philippe II s'y refuse avec des arguments dignes d'être cités : il serait facile d'inonder la Hollande, mais le mal serait irrémédiable, « cette solution serait trop cruelle ; elle frapperait des sujets placés sous notre autorité, même si leurs crimes sont notoires et méritent d'être punis ». L'argent finit par manquer. L'Espagne est en banqueroute. Dans l'armée, les désertions se

multiplient. En 1576, des troupes se mutinent et mettent Anvers au pillage. Requeséns meurt la même année, laissant le pays en pleine anarchie. Philippe II paraît découragé. Il envoie sur place don Juan d'Autriche qui conclut un armistice provisoire et accepte presque toutes les revendications des rebelles. C'est l'édit perpétuel de février 1577, mais le roi en refuse les termes; il faut le révoquer en septembre. La guerre reprend, cette fois sous la conduite d'Alexandre Farnèse qui s'efforce de rallier à la cause de l'Espagne les catholiques, nombreux dans le sud du pays; c'est ce qu'on appelle l'union d'Arras (6 janvier 1579), à laquelle répond, trois semaines plus tard, l'union d'Utrecht. On s'achemine ainsi vers une solution dont on connaîtra plusieurs exemples au XXe siècle, dans des guerres idéologiques : le partage du pays en deux zones. À la fin du règne de Philippe II, les sept provinces du nord - les Provinces unies - sont en fait indépendantes. Philippe II le reconnaît implicitement en détachant les Pays-Bas de la couronne pour les remettre à sa fille, Isabelle-Claire, mariée à l'archiduc Albert d'Autriche (1597). La révolte, née dans le sud, l'emporte dans le nord. L'Espagne n'a pas réussi à l'écraser. Le voulait-elle vraiment? L'historien Parker se pose la question. Il croit observer que les Flandres sont presque toujours passées au second plan dans la politique internationale de l'Espagne. Philippe II ne s'est engagé à fond que dans les rares périodes où il n'était pas en conflit avec d'autres puissances, les Turcs ou la France. En 1580, il a retiré des troupes des Pays-Bas pour les acheminer au Portugal, objectif jugé prioritaire; le budget consacré à la guerre des Flandres en 1590-1591 aurait été quatre fois moins important que celui destiné aux opérations contre la France [17]. C'est ce qui expliquerait l'échec de l'Espagne. Ces arguments ne paraissent pas décisifs. Il est vrai que Philippe II était occupé sur plusieurs fronts à la fois et qu'il paraît d'abord à ce qui lui semblait le plus urgent, mais les Flandres ont coûté cher à l'Espagne qui ne s'est jamais résignée à les perdre; la preuve, c'est que le conflit se poursuivra bien après la mort de Philippe II.

PHILIPPE II, ROI DE PORTUGAL

Isabelle et Ferdinand avaient posé des jalons en vue d'une union dynastique avec le Portugal, mais leur politique matrimoniale ne devait

aboutir que beaucoup plus tard - trop tard - à un résultat positif. Leur fille aînée Isabelle avait épousé, en 1490, l'héritier du trône portugais. Devenue veuve presque tout de suite, elle s'était remariée en 1495, cette fois avec le roi Emmanuel. En 1497, un fils était né de cette union, Michel, qui avait été reconnu comme héritier des trois couronnes de Castille, d'Aragon et de Portugal, mais le prince ne vécut que deux ans. C'est un concours de circonstances qui, plus de trois quarts de siècle plus tard, redonne vie à l'union dynastique.

En 1578, contre l'avis de ses conseillers et de Philippe II, le roi Sébastien de Portugal, d'esprit chevaleresque et exalté, se met en tête de conquérir le Maroc. Il débarque en Afrique et subit une défaite cuisante à Alcazarquivir (4 août 1578). Son cadavre est ramassé sur le champ de bataille et ramené à Ceuta, ce qui n'empêchera pas la rumeur publique de faire courir le bruit que Sébastien est bien vivant et que son retour est imminent [18]. Le roi n'ayant pas de descendant, c'est son oncle, le vieux cardinal-infant Henri, qui lui succède, mais on sait déjà que le trône de Portugal sera bientôt vacant et des candidatures se manifestent. Trois retiennent l'attention, celles de la duchesse Catherine de Bragance, d'Antoine, prieur de Crato, et de Philippe II. Les titres de ce dernier paraissent les plus sérieux: n'est-il pas, par sa mère, petit-fils en ligne directe du roi Emmanuel, lui-même fils d'une infante espagnole ? Mais que valent les arguments juridiques quand les sentiments patriotiques sont enjeu? À l'exception du haut clergé et d'une partie de la noblesse, le peuple portugais, dans sa majorité, refuse de s'incliner. Philippe II, fort de son bon droit, persiste et, quand le cardinal-infant meurt, le 31 janvier 1580, il décide de forcer le destin. L'armée du duc d'Albe franchit la frontière tandis qu'une escadre bloque la côte. En quelques semaines, les partisans du prieur de Crato sont écrasés ; la duchesse de Bragance renonce. Philippe II l'emporte. Les Cortès portugaises, réunies à Tomar, le reconnaissent en avril 1581 et, le 27 juillet, le roi fait son entrée solennelle à Lisbonne. Philippe II restera au Portugal jusqu'en février 1583. Avant de regagner l'Escorial, il confie le pouvoir, en qualité de vice-roi, à son neveu, le cardinal-archiduc Albert d'Autriche, assisté de conseillers portugais. Les formes sont respectées : ce n'est pas une annexion ; le Portugal conserve son autonomie et ses institutions, mais son sort est désormais lié à celui de la monarchie catholique. Cette situation,

que beaucoup de Portugais acceptent mal, renforce encore la puissance de Philippe II dont l'autorité s'étend désormais, non seulement sur toute la péninsule Ibérique, mais aussi sur l'Empire colonial portugais d'Amérique, d'Afrique et d'Asie.

L'INVINCIBLE ARMADA

À cause de la guerre des Pays-Bas, les rapports entre Philippe II et l'Angleterre se sont détériorés.

Il y a eu d'abord la brève période (1554-1555) au cours de laquelle les royaumes d'Espagne et d'Angleterre ont été unis. Philippe II était alors l'époux de Marie Tudor, donc roi consort d'Angleterre. On gardait l'espoir d'y restaurer le catholicisme, mais en évitant tout ce qui pouvait ressembler à du fanatisme [19]. C'est en partie pour cette raison que Charles Quint, en abdiquant, avait laissé les Flandres à son fils : de bonnes relations avec l'Angleterre semblaient garantir la sécurité des Pays-Bas. Après la mort de Marie Tudor, Philippe aurait souhaité se remarier avec Élisabeth dont il sous-estimait l'hostilité, tandis qu'il s'exagérait les menaces qui pouvaient venir de la France des Valois. Il devait mettre un quart de siècle à prendre conscience que l'Angleterre représentait un danger réel.

Élisabeth, en effet, porte une sympathie agissante aux Gueux. Ce n'est pas la religion qui l'oppose à l'Espagne, mais des considérations politiques. Ce qui est enjeu, c'est la maîtrise de la mer; il s'agit de briser le monopole espagnol sur le commerce avec l'Amérique et toutes les occasions sont bonnes pour y parvenir. Quand les galions chargés d'apporter la solde aux troupes du duc d'Albe cherchent refuge à Plymouth ou à Southampton pour échapper aux pirates, le gouvernement anglais met la cargaison sous séquestre. Les corsaires anglais (John Hawkins, Francis Drake, etc.) attaquent les bateaux espagnols près des côtes de Galice ou dans les Caraïbes. Au printemps 1587, Drake pénètre dans le port de Cadix, coule dix-huit navires, en emmène six autres et, en repartant, pille la côte de l'Algarve.

En 1585, l'Angleterre conclut une alliance avec les rebelles flamands et décide de leur apporter une aide matérielle et financière. Philippe II ne peut

plus fermer les yeux ; combattre l'Angleterre apparaît comme un moyen d'en finir avec la rébellion des Pays-Bas. En mars 1586, il accepte le projet d'envahir l'Angleterre que lui présente le marquis de Santa Cruz, don Álvaro de Bazán. Le plan suppose des moyens considérables : une flotte de soixante-cinq vaisseaux - pour la plupart, des bâtiments de commerce réquisitionnés et armés de canons -, avec onze mille hommes d'équipage et dix-neuf mille soldats. L'opération devait se dérouler en deux temps : on commencerait par rassembler la flotte en Espagne ; celle-ci se rendrait aux Pays-Bas, embarquerait une partie des troupes de Farnèse et les débarquerait en territoire anglais. Le marquis de Santa Cruz meurt en février 1588. Pour le remplacer, Philippe II désigne le duc de Medinasidonia, Alonso Pérez de Guzmán, qui ne connaît rien aux choses de la mer [20]. L'Armada appareille de La Corogne le 20 juillet. Le duc refuse d'attaquer la flotte anglaise pendant qu'elle est au mouillage à Plymouth. Il constate qu'il est impossible de trouver un port et d'embarquer les troupes, car les Gueux bloquent le littoral. Le 9 août, la décision est prise de renoncer à l'invasion. Plutôt que de faire demi-tour, l'Armada file vers le nord, contourne les îles Britanniques en naviguant entre les Orcades et Shetland et regagne l'Espagne. Ce plan est exécuté avec de lourdes pertes. Les Espagnols comptaient attaquer l'ennemi à l'abordage et faire donner leurs arquebuses et leurs mousquets, mais les Anglais fuient le combat rapproché. Ils tirent de loin au canon, car leur artillerie est plus puissante et leurs bateaux manœuvrent mieux [21]. Ce qui reste de l'Armada - seize bâtiments - arrive à Santander le 22 septembre 1588. L'opération est un échec, mais ses conséquences sont moins dramatiques qu'on ne l'a dit. L'Espagne garde la maîtrise des mers ; elle est en mesure d'assurer efficacement la protection des galions d'Amérique, quand ils naviguent en convois, et les Anglais en sont réduits, comme avant 1588, à attaquer par surprise des bâtiments isolés et des ports. Il n'en reste pas moins que l'échec de l'Armada porte un coup au prestige de l'Espagne ; il montre que, malgré les moyens dont il dispose, Philippe II n'est pas invulnérable.

LA FRANCE ET L'ESPAGNE

C'est encore la guerre des Pays-Bas qui a entretenu la tension entre la France et l'Espagne dans la seconde moitié du XVI[e] siècle. Philippe II n'avait pas su ou pas voulu exploiter sa victoire de Saint-Quentin (1557) [22]. Le traité de Cateau-Cambrésis (1559) avait mis fin à la rivalité des deux puissances en Italie, en consacrant l'influence espagnole. Quelques années plus tard, le mariage de Philippe II avec Isabelle de Valois, fille d'Henri II, avait été ressenti, en Espagne, comme le point de départ d'une entente durable entre les deux pays. La jeune reine avait été accueillie dans l'enthousiasme. Sur l'arc de triomphe édifié à l'entrée de Madrid, on avait placé le portrait des deux souverains, entourés d'inscriptions, à droite, « Bienvenue à celle qui apporte la paix », à gauche, « Bienvenue à celle qui vient écarter la guerre ».

La situation intérieure de la France réduit ces espoirs à néant et Philippe II en porte la responsabilité. Au lieu de s'en tenir à une stricte neutralité, il répond aux appels des catholiques qui souhaitent trouver en lui un appui contre les calvinistes, nombreux dans l'entourage de Charles IX. On envisage une rencontre entre les chefs d'État, mais, pour ne pas éveiller les soupçons des protestants, on décide que seules les reines Catherine de Médicis et Isabelle de Valois y participeront, au moins dans un premier temps. Si les choses prenaient bonne tournure, Philippe II se rendrait à la frontière ; Catherine de Médicis viendrait l'y rejoindre et l'on mettrait au point un accord. La rencontre doit avoir lieu à Bayonne. Le 12 juin 1565, à Hernani, Isabelle de Valois retrouve son frère, le futur Henri III. Catherine de Médicis et Charles IX attendent Isabelle à Béhobie, où elle arrive le 14. Les négociations commencent à Bayonne, le 20 juin, entre Catherine de Médicis et Isabelle de Valois accompagnée du duc d'Albe. Dès le début, Isabelle soutient à fond le point de vue de l'Espagne, ce qui donne lieu à cet échange de répliques entre la mère et la fille : « Je vous trouve bien Espagnole ! - Oui, et non sans raison, mais je n'ai pas changé : je suis toujours la fille que vous avez envoyée en Espagne. » Catherine ne voudrait pas mécontenter l'Espagne : elle redoute la guerre, mais elle hésite à prendre des engagements précis ; elle promet seulement de ne pas organiser de confrontation entre catholiques et protestants et de combattre l'hérésie.

La rencontre de Bayonne n'a abouti à aucun résultat. Avec la mort d'Isabelle de Valois (1568) cessent les contacts personnels que Philippe II

maintenait avec la France. L'Espagne n'a plus de scrupules à intervenir dans les affaires intérieures du pays voisin. Elle soutient la Ligue, entretient des espions, verse des subventions aux nobles (les ducs de Guise et de Mayenne, la maison de Lorraine...). Redoutant que le trône revienne un jour à un protestant, le roi de Navarre, le duc de Guise veut exclure les Bourbons de la succession. Philippe II lui offre cinquante mille écus par mois à condition que Cambrai revienne à l'Espagne et que la France donne des garanties pour les Flandres; douze mille soldats espagnols s'installent à Paris (décembre 1584).

L'assassinat d'Henri III (1589) donne au futur Henri IV l'espoir de s'asseoir sur le trône de France. Plus que jamais, Philippe II s'emploie à favoriser les desseins de la Ligue et pose la candidature de sa fille, Isabelle, petite-fille d'Henri II, à la couronne de France. Certains ligueurs sont prêts à accepter cette solution et, dans quelques régions, le parti espagnol suscite des ralliements. C'est le cas, en particulier, de la Bretagne où le duc de Mercœur, gouverneur, a une attitude ambiguë. Un corps expéditionnaire espagnol débarque à Saint-Nazaire en octobre 1590. À Nantes, où la colonie espagnole est nombreuse et forte [23], une grande partie de la population est acquise à la cause de l'infante Isabelle; on organise des souscriptions pour la soutenir; la municipalité entretient une correspondance avec Philippe II. Ces interventions provoquent des réactions dans l'opinion française. Le Parlement de Paris rappelle, en 1593, que les lois fondamentales du royaume, notamment la loi salique, interdisent que la couronne passe à une femme, étrangère de surcroît. La conversion d'Henri IV fait le reste. Le traité de Vervins (1598) met fin à la guerre, mais la France et l'Espagne continuent à se voir comme deux pays hostiles entre lesquels aucune entente n'est possible [24].

On aurait tort de réduire le conflit à ses aspects religieux. Comme du temps de Charles Quint, la France se méfie de l'Espagne dont les territoires l'enserrent de toutes parts. Elle dénonce sa volonté de puissance et elle cherche à l'affaiblir en s'alliant avec ses adversaires: Turcs, protestants, Flamands. De son côté, Philippe II n'est pas uniquement guidé par le zèle de la foi. En France comme aux Pays-Bas, en Méditerranée comme dans l'Atlantique, il n'entend pas renoncer à des positions qu'il juge

indispensables à la prospérité ou au prestige de l'Espagne. La cause du catholicisme lui paraît, de ce point de vue, un bon argument diplomatique.

LES AFFAIRES INTÉRIEURES

À l'intérieur de ses royaumes de la péninsule, Philippe II s'en est tenu aux principes qu'avaient mis au point les Rois Catholiques et qu'avait suivis son père : il laisse une large autonomie aux municipalités et aux seigneurs pour la gestion de leurs domaines à condition qu'ils ne se mêlent pas de politique. Par les sacrifices qu'elle imposait, la politique étrangère a néanmoins suscité dans le pays des mouvements d'opposition. Elle est aussi, d'une manière indirecte, à l'origine de la ténébreuse affaire Antonio Pérez qui déclenche elle-même une crise grave en Aragon.

L'opposition en Castille

En Castille, on attendait beaucoup du nouveau roi. Du vivant de l'empereur s'était formée une sorte de faction qui regroupait des amis du prince héritier, comme Ruy Gômez da Silva, et des hauts fonctionnaires tels que les secrétaires Gonzalo Pérez et Eraso, désireux de rompre avec la politique impériale qu'incarnaient le duc d'Albe et Granvelle. Avec le temps, ces divisions se renforcent. Il serait excessif de parler de partis, encore moins d'un parti de la paix opposé à celui de la guerre. Il s'agit plutôt de deux orientations, l'une plus sensible à des préoccupations strictement nationales, l'autre favorable à une politique de prestige qui exigeait que l'Espagne intervînt partout pour défendre sa prépondérance en Europe. Les premiers espéraient que, débarrassés du poids de l'Empire, le roi donnerait la priorité aux affaires d'Espagne. Philippe II lui-même était conscient qu'il fallait relâcher la pression fiscale en Castille. En 1545, quand il exerçait la régence, il avait attiré l'attention de son père : «Le menu peuple, sur qui repose le poids des impôts, est réduit à une misère telle que beaucoup n'ont plus rien à se mettre sur le dos. » En assurant personnellement le pouvoir, il trouve une situation financière désastreuse; il n'a pas les moyens de rembourser ses créanciers. C'est la crise la plus grave du siècle. Les mesures de 1557 ne constituent pas, à proprement parler, une banqueroute ; il s'agit

plutôt de consolider la dette flottante en échangeant les emprunts antérieurs, porteurs d'intérêts élevés (12 ou 13%), contre des titres de rente (juros) à 7%, titres que les créanciers peuvent négocier[25], mais le crédit de l'État s'en ressent; la banque Fugger s'écarte de l'Espagne et laisse le champ libre aux Génois. Les rentrées fiscales sont engagées par anticipation ; il faut en trouver de nouvelles, en vendant des hidalguías (privilèges fiscaux), des offices municipaux, des domaines... Ces expédients permettent de tenir jusqu'au traité de Cateau-Cambrésis. On s'apercevra vite que la paix n'est que provisoire. La solidarité avec la Maison d'Autriche, la révolte des Flandres et une politique étrangère ambitieuse obligent à maintenir et accroître la pression fiscale. Après les espoirs suscités par le changement de règne, la désillusion est amère. En 1575, l'Espagne se trouve de nouveau en cessation de paiement; les banquiers ne veulent plus consentir d'avances. Une fois de plus, Philippe II se tire de ce mauvais pas en ayant recours à des expédients.

Certes, l'Espagne peut compter sur les métaux précieux que lui apportent les Indes, mais ces trésors se révèlent insuffisants. Un chiffre résume l'effort que l'Espagne doit fournir: en 1598, le budget consacré aux dépenses ordinaires (administration intérieure et Maison du roi) représentait 800 000 ducats, tandis que les frais de guerre s'élevaient à cinq millions et demi, dont 3 600 000 pour les Flandres. On s'explique ainsi la banqueroute de 1596.

Les trésors d'Amérique ne dispensent donc pas Philippe II de lever des impôts de plus en plus lourds, mais, pour cela, il doit obtenir l'accord des Cortès de Castille. Dans les États de la couronne d'Aragon, protégés par leurs fueros, peu peuplés et peu développés, le roi se borne depuis longtemps à demander les ressources strictement indispensables au fonctionnement des institutions locales. Des royaumes de Castille, en revanche, on attend beaucoup plus parce qu'ils sont plus riches. C'est là qu'interviennent les Cortès, moins dociles qu'on ne l'a cru, comme le montrent des travaux récents. Elles n'ont pas accepté sans discuter les impôts qu'on leur demandait et, comme elles étaient chargées d'en contrôler la perception, elles en ont profité pour renforcer le rôle des oligarchies urbaines. Il ne faut pas s'y tromper, en effet: les Cortès représentent, non le royaume dans son ensemble, mais les oligarchies urbaines. Celles-ci

cherchent à accroître leurs privilèges, non à intervenir dans le domaine politique. C'est pourquoi leur opposition ne va jamais jusqu'à rompre avec le roi. De son côté, Philippe II veut éviter d'entrer en conflit avec les villes; il se montre donc conciliant pour obtenir les rentrées fiscales attendues, même quand ses ordres sont ouvertement bafoués. C'est ce qui se produit à propos du mandat des députés. Le roi préférerait que ce mandat ne comportât aucune limitation de façon à pouvoir convaincre individuellement les députés récalcitrants par des récompenses ou des pressions. Les villes sont de l'avis contraire et elles finissent par l'emporter : elles refusent de donner pleins pouvoirs aux députés. Toute concession doit recevoir l'accord préalable des mandants qui exigent des compensations.

L'affaire des Millions illustre cette évolution. On désigne sous ce nom les taxes sur la viande, l'huile, le vinaigre et le vin [26]dont Philippe II avait sollicité la création après l'échec de l'Armada, en 1588; il en attendait deux millions de ducats par an. Il s'agit d'un impôt universel : les ecclésiastiques et autres privilégiés doivent l'acquitter aussi bien que les roturiers, au moins en théorie. En réalité, ces taxes frappent surtout les couches populaires ; elles concernent en effet des articles que les riches propriétaires n'ont pas à acheter puisqu'ils consomment l'huile de leurs oliviers, le vin de leurs vignobles et la viande de leurs troupeaux [27]. En contrepartie, les députés obtiennent que le recouvrement et l'utilisation soient soumis au contrôle des villes représentées aux Cortès. Les Millions créent ainsi des rapports nouveaux entre la couronne et les Cortès ; le rôle et les privilèges des oligarchies urbaines s'en trouvent considérablement accrus, puisque les députés se bornent à donner un avis consultatif sur le renouvellement des Millions, le dernier mot (voto decisivo) revenant aux conseils municipaux.

Les Cortès ne s'en tiennent pas là. Certains députés saisissent l'occasion pour dénoncer fermement la politique étrangère, notamment la guerre des Flandres et la défense du catholicisme en Europe. On retiendra quelques interventions significatives: «La cause et la défense du catholicisme concernent la chrétienté tout entière ; il n'y a pas de raison pour que les royaumes de Castille en supportent seuls les frais. » En 1593, le ton devient plus incisif. Le député de Burgos, Jerónimo de Salamanca, demande qu'on fasse la paix et que l'Espagne se borne désormais à défendre ses frontières, le royaume de Naples, la route de l'Atlantique et les Indes, c'est-à-dire

qu'elle renonce à toute politique impériale. Un autre député est encore plus net : il faut rapatrier les troupes qui se battent aux Pays-Bas et en France; ceux qui refusent de professer la vraie foi sont suffisamment punis et, après tout, s'ils veulent aller en enfer, cela les regarde (Si se quieren perder, que se pierdan). Ces interventions montrent que la politique impérialiste de l'Espagne lui a été imposée par la dynastie ; sauf à de brefs moments - Lépante, par exemple -, elle n'a guère suscité l'enthousiasme populaire. On mesure, une fois de plus, la lucidité des Comuneros de 1520 ; ils avaient eu l'intuition que l'Espagne avait plus à perdre qu'à gagner en faisant sienne la politique de Charles Quint.

L'affaire Antonio Pérez et les troubles d'Aragon

L'affaire Antonio Pérez réunit tous les ingrédients d'un roman de série noire : espionnage, sexe - en raison du rôle trouble joué par la princesse d'Eboli -, crime. La politique se mêle à des intrigues de palais et à des trafics d'influence. De hauts fonctionnaires côtoient des tueurs à gages. Un crime crapuleux se transforme en affaire d'État. L'Inquisition s'en mêle. L'Aragon se révolte... Cette histoire reste mystérieuse, car ses protagonistes ont pris soin de détruire les documents qui pouvaient les compromettre, mais ce qu'on en connaît apporte un éclairage inattendu sur certains aspects du règne de Philippe II.

Tout s'organise, au départ, autour de la personnalité de don Juan d'Autriche. Respectueux des volontés de son père, Philippe II avait traité avec beaucoup d'égards le fils naturel de Charles Quint, quoiqu'il ne l'aimât guère. Il était probablement jaloux de sa prestance et de ses succès à la guerre et auprès des dames. C'est don Juan qui était venu à bout de la révolte des morisques de Grenade, en 1570. C'est lui qui commandait l'escadre alliée à Lépante, en 1571. C'est encore à lui qu'on avait fait appel pour combattre les rebelles flamands. Don Juan n'a pas à se plaindre : son demi-frère lui témoigne de l'estime et lui confie des responsabilités importantes. Et pourtant don Juan n'est pas satisfait. Philippe II lui a toujours refusé la qualité d'infant et le titre d'altesse royale, blessure d'amour-propre qui a dû laisser des traces. Don Juan est ambitieux; il aimerait régner. Entre la mort de don Carlos (1568) et la naissance du futur

Philippe III (1578), Philippe II n'avait pas d'héritier direct. Certains pensaient alors que don Juan pourrait lui succéder, mais l'idée paraissait peu viable. Après sa victoire à Lépante et l'expédition sur Tunis (octobre 1573), don Juan se verrait volontiers roi de Tunis. Il en fait part au pape Grégoire XIII qui ne le décourage pas, mais lui suggère autre chose : pourquoi n'épouserait-il pas Marie Stuart après l'avoir délivrée et ne régnerait-il pas avec elle sur l'Écosse et l'Angleterre ? L'idée le séduit et, quand il prend le commandement aux Pays-Bas, il croit toucher au but: il envahirait l'Angleterre depuis les Flandres. Las ! Philippe II ne veut pas en entendre parler; il ne distraira pas un seul soldat pour permettre à don Juan de réaliser ses projets. Le héros se morfond, se croit abandonné et sous-employé. Déçu du côté de l'Angleterre, il mène un jeu personnel avec les Guise pour les intéresser à la cause de l'Espagne ; il rêve de régler à sa façon le problème des Flandres.

C'est ici qu'intervient Juan de Escobedo, secrétaire de don Juan. Cet Escobedo doit sa fortune au prince d'Eboli, Ruy Gômez da Silva[28], ami d'enfance de Philippe II. Le prince présente Escobedo à Antonio Pérez [29], secrétaire du roi, lequel le fait entrer au service de don Juan (1575). Entre les deux hommes se nouent alors des relations troubles où la politique et l'argent jouent leur rôle. Il semble bien qu'Antonio Pérez et la veuve du prince d'Eboli, Ana de Mendoza [30], se soient livrés à des trafics d'influence et aient entretenu des contacts avec les Flamands. Ils n'étaient probablement pas amants, mais à coup sûr complices. Escobedo le savait; c'est ce qui a causé sa mort: il était au courant de toutes les intrigues et des malversations du couple. Antonio Pérez persuade Philippe II qu'Escobedo est l'âme damnée de don Juan, l'homme qui entretient ses ambitions et l'entraîne dans des manœuvres qui portent atteinte à la sécurité de l'État; Escobedo doit disparaître. Philippe II laisse faire. Dans la nuit du 31 mars 1578, des tueurs à gage assassinent Escobedo dans une rue de Madrid.

La rumeur publique accuse aussitôt Antonio Pérez d'être l'instigateur du crime. La veuve d'Escobedo porte plainte contre lui et la justice ouvre une enquête. Philippe II commence à s'inquiéter de ce que pourraient révéler Antonio Pérez et la princesse d'Eboli. Il les fait arrêter, en juillet 1579, pour haute trahison : ils auraient révélé des secrets d'État et auraient été en contact avec les rebelles flamands. La princesse doit à son rang un

traitement de faveur; elle est assignée à résidence à Pastrana. Antonio Pérez s'attend au pire. Pour atténuer les charges qui pèsent contre lui, il laisse entendre qu'en faisant assassiner Escobedo il se bornait à obéir au roi. Cette attitude le rend dangereux. Pérez s'en rend compte; il essaie de fuir. Une première tentative, en janvier 1585, échoue ; la seconde, mieux préparée, réussit. Le 15 avril 1590, Antonio Pérez gagne l'Aragon et demande à bénéficier des garanties que les fueros accordent aux ressortissants du royaume d'Aragon, ce qui est son cas. En attendant qu'on ait examiné son affaire, il est placé sous la protection du justicia, un magistrat chargé précisément de veiller au respect des fueros [31].

Philippe II demande en vain l'extradition d'Antonio Pérez. On la lui refuse. Rien ne montre mieux les limites de l'absolutisme et du centralisme royal au XVI[e] siècle : le roi ne peut obtenir qu'on lui livre un individu accusé de haute trahison et de lèse-majesté au motif que la législation de Castille ne s'applique pas à l'Aragon. Philippe II essaie de tourner la difficulté en faisant intervenir l'Inquisition qui, elle, a juridiction sur l'ensemble du territoire et qui ne connaît pas les fueros[32]. L'Inquisition n'a jamais été populaire en Aragon. Quand elle veut se saisir d'Antonio Pérez, une manifestation de rue l'en empêche (24 mai 1591). Six mois après, le 24 septembre, l'Inquisition fait une nouvelle tentative, après avoir pris la précaution d'obtenir l'accord du justicia, Juan de Lanuza. Celui-ci - un jeune homme sans expérience qui a pris ses fonctions deux jours avant - constate que la demande est fondée : les fueros ne sont pas opposables au Saint Office. Cette décision provoque une émeute. Antonio Pérez en profite pour s'enfuir à l'étranger.

L'affaire Antonio Pérez tourne à l'épreuve de force entre le roi et ses sujets aragonais. Philippe II ne peut tolérer l'affront qu'il vient de subir ni l'atteinte au prestige et à l'autorité de l'Inquisition. Il décide de frapper vite et fort; il envoie l'armée en Aragon. Cette fois, il agit en marge de la légalité et il ne manque pas de gens pour le mettre en garde. Selon les fueros, en effet, aucune armée étrangère ne peut stationner dans le royaume d'Aragon. Or, pour l'Aragon, la Castille est un pays étranger ! On suggère donc à Philippe II de renoncer à son expédition et de convoquer les Cortès. Le roi maintient sa position. Les organes du royaume - le Justicia Lanuza à leur tête - se résignent à déclarer, le 31 octobre, que l'entrée de l'armée serait

contraire aux fueros. Ils invitent la population à y faire obstacle ; la ville de Saragosse est en pleine insurrection, sous la direction de ceux qui se proclament «les chevaliers de la liberté ». Les appels à la solidarité auprès des autres composantes de la couronne d'Aragon - la Catalogne et Valence - rencontrent peu d'échos. Les Aragonais n'ont que deux mille soldats de fortune, mal équipés, peu rompus à la discipline, sans expérience militaire, à opposer à une armée royale forte de douze mille hommes. Il n'y eut pas de combat; ce fut une débandade générale. Le 12 novembre, l'armée royale occupe Saragosse. Lanuza avait quitté la ville pour organiser la résistance, en laissant entendre que le combat continuait. Comme ses appels ne rencontrent aucune réponse, il rentre tranquillement chez lui, fin novembre, comme si de rien n'était. Philippe II serait prêt à lui pardonner à une double condition : qu'il avoue avoir agi sous la contrainte - ce qui n'était sans doute pas inexact - et qu'il reconnaisse que le roi n'a pas porté atteinte aux fueros - on remarquera le légalisme et le juridisme de Philippe II -. Comme Lanuza refuse, il est arrêté le 19 décembre 1591, condamné à mort et décapité le lendemain. Cette exécution a fait de lui un héros national, le martyr des libertés aragonaises contre une monarchie oppressive et tyrannique. Les choses ne sont pas si simples. Lanuza a été victime d'abord de sa naïveté et de son manque d'expérience; il a été l'instrument d'un groupe de hobereaux qui ont réussi à dresser une partie des notables et de la population contre les organes représentatifs du royaume - la Députation, l'Audience, la cour du Justicia -, tous portés à rester fidèles au roi, tandis que la haute noblesse se tenait dans l'expectative. Contrairement à la légende, les Cortès de Tarazona (1592) n'ont pas aboli les fueros d'Aragon; Philippe II s'est borné à supprimer les aspects les plus anachroniques de la législation [33].

LA MONTÉE DES MÉCONTENTEMENTS

Le 25 mai 1590, l'Inquisition de Tolède arrête une jeune fille de vingt et un ans, Lucrèce de Léon, accusée de répandre de prétendues révélations sur le destin de l'Espagne [34]. L'enquête fit apparaître que, depuis deux ans et demi, Lucrèce avait eu plus de quatre cents rêves dont la transcription figurait au dossier, mais ce qui aurait pu passer pour une supercherie inoffensive, née d'un esprit dérangé, s'avéra bientôt comme une entreprise

de subversion politique. Autour de Lucrèce, en effet, s'était formée une confrérie de la restauration de l'Espagne, mouvement millénariste en même temps que groupe d'opposition. La confrérie considérait que Philippe II menait l'Espagne à sa perte; il fallait s'attendre à une invasion étrangère - des Français, des Anglais et des Turcs, appuyés par les morisques - qui mettrait fin à la tyrannie des Habsbourgs ; il convenait de se préparer à libérer la péninsule de ses nouveaux oppresseurs ; sous la direction d'un autre David, Miguel Piedrola, l'Espagne retrouverait l'indépendance et entreprendrait de grandes choses, notamment la conquête de Jérusalem, prélude à l'avènement d'un âge d'or.

Depuis le XVe siècle, des courants millénaristes se propageaient en Espagne, favorisés par un climat religieux où pullulaient saints et charlatans, mystiques et illuminés de toutes sortes. Les femmes - beatas - étaient particulièrement nombreuses à se prétendre l'objet de révélations divines. L'Inquisition était chargée de remettre de l'ordre. En général, elle se montrait indulgente pour ce qu'elle considérait comme de la faiblesse d'esprit. Le plus souvent, ce genre de délire prenait la forme d'une religiosité maladive, mais il arrivait aussi qu'il touchât les questions politiques. C'est ce que montre le cas de sœur Marie de la Visitation, prieure d'un couvent de dominicaines de Lisbonne. Depuis 1575, ses extases, ses visions et ses stigmates [35]avaient attiré l'attention sur elle. Après le rattachement du Portugal à l'Espagne, ces révélations prirent un autre tour: sœur Marie s'attribuait la mission de défendre les droits de la famille de Bragance, bafoués par Philippe II. Elle se présentait comme l'incarnation de la patrie portugaise, ses stigmates figuraient les souffrances du peuple portugais sous le joug de l'Espagne. Les autorités de Lisbonne commencèrent à s'inquiéter. On découvrit que la religieuse provoquait elle-même ses stigmates et que, par un jeu de chandelles et de miroirs, elle était capable de s'entourer d'une auréole que les visiteurs crédules prenaient pour un signe du ciel. En 1588, l'Inquisition la déclara coupable de supercherie et l'envoya en exil au Brésil.

Vers la même époque, en Espagne, un ancien soldat devenu marchand ambulant, Miguel Piedrola, offrait ses services à Philippe II. Il se disait inspiré par Dieu pour donner des conseils au roi, en particulier celui de libérer Antonio Pérez... À l'écouter, on était à la veille d'une nouvelle «

destruction » de l'Espagne, comparable à celle de 711, mais cette catastrophe serait suivie d'une reconquête dont Piedrola serait l'âme et qui aurait pour effet de fonder une nouvelle Espagne, régie par un monarque aux pouvoirs limités. L'ascendant de Piedrola était tel que les Cortès avaient envisagé de le désigner comme prophète national de l'Espagne en raison des services qu'il pouvait rendre au pays [36]. L'Inquisition arrêta net la carrière du prophète; elle le condamna à deux ans de prison et à une interdiction de séjour à la cour.

Lucrèce de Léon prend alors la relève. L'esprit de Dieu lui parle dans des rêves nocturnes que des auditeurs intéressés interprètent. Tous les matins, on lui pose des questions qui appellent certaines réponses : « de quoi as-tu rêvé ? s'agissait-il de la perte de l'Espagne ? » Les songes sont ensuite transcrits et diffusés. La manipulation est évidente. Lucrèce prédit la destruction prochaine de l'Espagne, car Dieu entend punir les fautes de Philippe II et ses erreurs politiques. Le roi aurait fait mourir son propre fils, le prince don Carlos, et ses quatre épouses : Marie-Emmanuèle, Marie Tudor, Isabelle de Valois et Anne d'Autriche [37]. Il aurait insulté saint Laurent en construisant à l'Escorial le monastère qui lui est dédié, payé avec « le sang des pauvres ». À ces critiques d'ordre personnel s'ajoutent des accusations politiques: Philippe II se serait entouré de collaborateurs médiocres et prévaricateurs (l'inquisiteur général Quiroga, le marquis de Santa Cruz, Alexandre Farnèse...) ; il aurait nommé des évêques incompétents, écrasé le peuple d'impôts, chassé les paysans de leurs terres, etc. On comprend que l'Inquisition ait vu dans ces rêveries autre chose que les délires d'une pauvre fille; Lucrèce n'était pas une fausse prophétesse, mais le porte-parole d'un groupe d'opposants [38].

Cette affaire est significative. Faute de pouvoir s'exprimer ouvertement sous peine d'être immédiatement et sévèrement sanctionnée [39], l'opposition prend des voies détournées. À leur façon, Lucrèce de Léon et ses inspirateurs témoignent d'un mécontentement croissant contre Philippe II et contre une politique ruineuse qui plonge le pays dans la misère. Antonio Domínguez Ortiz a retrouvé un document de 1596 qui décrit avec les teintes les plus sombres la situation des campagnes à la fin du règne. La plupart des paysans n'ont ni vêtements ni chaussures, ils meurent de faim ; beaucoup ont dû vendre à bas prix leurs mules et leurs bœufs ; d'autres ont quitté leur

village en abandonnant femme et enfants ; ils demandent l'aumône en ville ; les maisons tombent en ruines; on ne cultive plus les champs; on ne s'intéresse plus à l'élevage ; les produits de consommation courante sont hors de prix [40]. Ces phrases rappellent celles qu'on a citées plus haut, écrites par le prince héritier en 1545. Philippe II n'a pas fait mieux que son père. À sa mort, en 1598, le royaume est certainement beaucoup plus pauvre qu'au début du règne.

LE BANDITISME DANS LA COURONNE D'ARAGON

L'absolutisme ou l'autoritarisme des Habsbourgs avait des limites: les concessions qu'un État naissant était obligé de consentir aux pouvoirs locaux. L'Église, les seigneurs et les municipalités administraient directement une grande partie du territoire, sous le contrôle d'agents de la couronne qui se préoccupaient principalement d'éviter les empiétements dans le domaine politique. En Castille, où le poids de la fiscalité royale était plus fort, la défaite des Comuneros avait servi de leçon ; elle avait écarté pour longtemps toute opposition organisée et les oligarchies municipales avaient profité de la négociation sur les Millions pour consolider et accroître leurs privilèges. Dans la couronne d'Aragon, dont on n'attendait pas de rentrées d'argent substantielles, les fueros constituaient la limitation juridique à l'intervention du monarque ; en fait, la noblesse locale détenait l'essentiel du pouvoir. Au XIXe siècle, on a bâti une légende autour des fueros. En réalité, ces « libertés » traditionnelles consacraient la survie d'un régime seigneurial particulièrement oppresseur : les nobles avaient droit de vie et de mort sur leurs paysans et, au XVIIe siècle, on a encore la preuve d'exécutions capitales ordonnées par des tribunaux seigneuriaux. C'est dans cette perspective qu'il faut replacer le développement du banditisme dans les régions méditerranéennes. On est fondé à y voir une forme d'opposition politique et sociale contre un État qui n'a pas les moyens administratifs et militaires de le réprimer efficacement.

Le phénomène a des causes générales : le marasme des pays de la couronne d'Aragon depuis le milieu du XVe siècle les maintient dans une économie fermée, sans échanges significatifs avec l'extérieur. L'éloignement des centres de décision fait apparaître l'État et ses agents

comme des forces étrangères et hostiles; la haute noblesse a derrière elle une longue tradition d'indiscipline et elle se croit protégée par les fueros, de même que la petite noblesse, tentée de voir dans l'Etat l'instrument et la cause de sa détresse et de sa marginalisation. L'existence d'un régime seigneurial archaïque favorise un système de relations personnelles très hiérarchisées: les faibles recherchent la protection d'un puissant ou d'un « parrain » qui met son point d'honneur à défendre sa clientèle. Dans les campagnes, on est volontiers solidaire des bandits contre les soldats chargés de les poursuivre ; on craint les seconds plus que les premiers dans la mesure où ils représentent des notions tout à fait étrangères: l'État, la Castille, qu'on confond dans une même hostilité; on n'est pas loin de la mafia.

Les premières manifestations datent des années 1530 dans les Pyrénées centrales (régions de Ribagorza et du Somontano). Les routes qui mènent de Saragosse à Lérida ou en France ne sont pas sûres. En Catalogne, un bandit de grand chemin, Antonio Roca, se rend célèbre et même populaire par ses exploits entre 1544 et 1546, date de son exécution [41]. Sous Philippe II, le banditisme s'étend. En Catalogne, la recrudescence est sensible à partir de 1568, quand la révolte des Pays Bas et l'activité des Gueux de la mer menacent la sécurité des convois maritimes à travers l'Atlantique. Les transferts d'argent empruntent alors une autre route, par Barcelone et Gênes. Entre Madrid et Barcelone, surtout entre Lérida et Tarrega, la géographie se prête aux embuscades ; les détrousseurs en profitent. Certaines bandes comptent des centaines de personnes, comme celle de Lupercio de Latras, Juan Barber ou Miñón en Aragon, de Tomás de Banyuls en Catalogne. Dans d'autres cas, les seigneurs disposent de milices privées - dans lesquelles ils n'hésitent pas à enrôler leurs sujets morisques - qu'ils emploient pour maintenir l'ordre dans leurs domaines, pour assouvir des passions particulières ou affronter des clans rivaux. Vers 1580, la révolte des sujets du comte de Ribagorza donne l'occasion à des nobles de se battre entre eux. Dans le Levant, l'insécurité est aggravée par les incursions des corsaires barbaresques, auxquelles répondent des corsaires chrétiens au départ des ports de Palma, Valence et Almería. Des centaines de hors-la-loi s'enrôlent dans les bandes diverses; ils y gagnent l'impunité pour leurs délits et du prestige auprès des populations rurales.

L'État ne reste pas inactif. En 1577, on exécute Juan de Cardona, amiral d'Aragon et marquis de Guadalest, qui avait fait enlever deux religieuses dans un couvent de Valence. En 1583, des bandes rivales s'affrontent à l'arquebuse en plein centre de Valence; l'amiral d'Aragon est tué ; le vice-roi fait procéder à des arrestations, torturer les nobles soupçonnés et exécuter les coupables. Des affaires comme celle-ci déclenchent aussitôt des protestations : on accuse le vice-roi de violer les « libertés » du royaume. On est devant un dilemme : satisfaire les scrupules juridiques des nobles et des autorités locales, c'est se résigner à l'impuissance; chaque fois que les vice-rois veulent lutter avec efficacité contre le banditisme, ils s'exposent à commettre des contra-fueros et ils auront à en répondre lors de la prochaine session des Cortès. Certains vice-rois n'hésitent pas : ils répriment sans se soucier de la légalité. C'est ainsi qu'à Valence Juan Llorens de Villarasa (1563-1567) procède au désarmement général des morisques, malgré les protestations de l'aristocratie. Toujours à Valence, au cours de son long mandat (1581-1594), le comte d'Aytona obtient des résultats sensibles. Il renforce l'interdiction de posséder des armes à feu et menace les contrevenants de la peine de mort. Malgré ces mesures, le banditisme continuera longtemps encore à sévir, comme un mal endémique, dans la couronne d'Aragon. On peut y voir un signe d'archaïsme : la marginalisation de territoires qui, du point de vue économique, ne sont pas intégrés aux centres vitaux de la monarchie et l'inadaptation des institutions - les fueros - aux nécessités d'un État moderne. Les troubles d'Aragon, en 1591, et, au milieu du XVIIe siècle, la révolte de la Catalogne illustrent cette situation.

LA FIN DU RÈGNE

Dans le règne de Philippe II, l'année 1568 apparaît comme un tournant. C'est en 1568 que sont arrêtées les mesures qui, quelques mois plus tard, vont pousser les morisques de Grenade à la révolte; c'est le moment où l'exécution des comtes d'Egmont et d'Horns rend inévitable la guerre des Flandres. Sur le plan personnel, Philippe II, deux fois veuf, perd sa troisième épouse, Isabelle de Valois. La mort du prince don Carlos le laisse sans héritier; il subit enfin sa première attaque de goutte. Après 1568, Philippe connaît quelques succès : la victoire de Lépante, la succession de

Portugal, la construction de l'Escorial, mais surtout des échecs : il n'arrive pas à venir à bout des rebelles flamands ni de la résistance de l'Angleterre et de la France. Quant à son état de santé, il ne cesse de se dégrader. Depuis longtemps, il souffrait d'arthrite, ce qui provoquait des douleurs aux pieds. Avec l'âge, les choses ne font qu'Empirer. Vers la fin de sa vie, il pouvait à peine marcher, même avec une canne. Puis il présenta des signes d'hydropisie : son ventre, ses cuisses et ses jambes enflaient; des points de suppuration apparurent sur les membres ; il n'arrivait pas à apaiser sa soif. Le dernier déplacement à l'Escorial fut une épreuve douloureuse. On lui avait préparé une litière dans laquelle il pouvait voyager allongé ; pour éviter les chocs dans les passages accidentés, l'escorte emprunta des chemins détournés; le trajet dura six jours... Les sept semaines d'agonie, à l'Escorial, furent épouvantables. La puanteur qui venait de son lit était insoutenable ; il était le seul à ne pas en être incommodé [42]. Après une confession générale de trois jours, Philippe II expira le 13 septembre 1598, à cinq heures du matin.

1 On conserve plusieurs de ces écrits ; ce sont les instructions de 1539, de 1543, de 1548, de 1551. Pour celles de 1555, on n'est pas sûr qu'elles soient authentiques.

2 La première fois, c'était en 1543; Philippe n'avait pas encore seize ans.

3 On sait sa passion pour les sciences et, plus encore, pour les applications qu'on pouvait en tirer. Il songea à rendre le Tage navigable de Tolède à Lisbonne. En 1566, soucieux de mieux connaître ses royaumes, il avait chargé un professeur de mathématiques d'Alcalá, Esquivel, d'en établir la description géodésique, de relever les accidents géographiques (fleuves, cours d'eau, relief...) et l'emplacement des agglomérations. Esquivel avait commencé à y travailler. Pour effectuer des relevés topographiques, il s'était fait confectionner une série d'instruments qu'on transportait à dos de mulet. À ce goût de Philippe II pour les statistiques, on doit la grande enquête des années 1575 connue sous le nom de relations topographiques : des agents parcouraient la Castille et s'informaient, dans chaque village, du nombre d'habitants et des activités économiques (cultures, artisanat, foires et marchés, etc.). Les documents conservés constituent une source précieuse sur l'état de la Castille dans la seconde moitié du XVIe siècle.

4 D'Espagne, ce cérémonial gagnera la plupart des cours d'Europe. On l'oublie trop souvent: l'étiquette que Louis XIV introduit à Versailles était d'origine espagnole.

5 Philippe II a eu quatre épouses : Marie de Portugal, sa cousine germaine, Marie Tudor, petite-fille des Rois Catholiques, Isabelle de Valois et Anne d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien.

6 Il menace d'un poignard le cardinal Espinosa, président du Conseil de Castille, qui avait interdit à un comédien de jouer en sa présence. Une autre fois, il oblige un cordonnier à manger le cuir de chaussures qui lui faisaient mal...

7 «La cause de sa mort procède de ce qu'il était souvent trois et quatre jours sans manger, et puis il mangeait tant à la fois qu'il n'en pouvait plus, et toujours buvait de l'eau avec la neige [glace] en grande abondance, se couchant nu sur les carreaux [...]. Et par l'excès dernier, il est demeuré sept

ou huit jours sans vouloir manger sinon des prunes crues, et toujours buvant l'eau avec neige, qui l'a rendu si faible que, quand il a voulu manger, il n'a pu. »

8 Le chroniqueur anonyme de la maison de Mondéjar attribue à ces hésitations la tournure dramatique prise par la révolte des morisques de Grenade, en 1569: « Des lenteurs et des méfiances de ce genre ont empêché le gouvernement de Philippe II de faire face aux urgences ; le temps qu'il aurait fallu employer à prévenir les dangers, on le passait en consultations interminables et en rapports inutiles ; on ne faisait jamais confiance aux gens d'expérience et plus on tardait à se décider, plus les dépenses croissaient. » Un ambassadeur de Venise se fait l'écho de critiques analogues dans les années 1580: «Le roi réfléchit tandis que la reine d'Angleterre agit. »

9 Son fils don Carlos a tourné en dérision l'aversion de Philippe II pour les voyages. En 1566-1567, il écrit un livre intitulé Les grands et admirables voyages du roi Philippe. Sur la première page figure la mention : « De Madrid au Pardo, du Pardo à l'Escorial, de l'Escorial à Aranjuez, d'Aranjuez à Ségovie, de Ségovie à Madrid ». Les autres pages sont blanches. Cet incident ne contribua pas à améliorer les rapports entre le père et le fils.

10 Madrid comptait moins de dix mille habitants en 1560, trois fois moins que Valladolid et cinq fois moins que Tolède. Après être devenue capitale, elle voit sa population monter rapidement: près de trente mille habitants en 1565, plus de soixante-quinze mille à la fin du XVIe siècle.

11 Depuis cette date, on a pris l'habitude de considérer Madrid comme la capitale de l'Espagne. La consécration officielle est bien plus tardive ; elle date de la IIe République et de la constitution de 1931: « La capitale de la république est établie à Madrid » (article 5).

12 Construit un an après l'Escorial, les Invalides ont le même plan.

13 Dans l'incendie de 1671 ont disparu quelques manuscrits rares, des antiquités, des appareils scientifiques et la plupart des portraits d'hommes illustres ont été abîmés.

14 Cette situation est analysée avec lucidité dans un mémoire rédigé vers 1566 par un ancien étudiant espagnol de Louvain, Fadrique Furió Ceriol, Avisos acerca de los Estados bajos, publié par David Lagomarsino dans le Bulletin hispanique, LXXX, 1978, p. 101-107.

15 «La majorité des Espagnols, particulièrement ceux qui se considèrent comme des aristocrates, sont de la race des Maures et des Juifs. »

16 Le reproche de sémitisme lancé contre l'Espagne à cause de sa longue cohabitation avec des musulmans et des Juifs est un lieu commun. On le trouve sous la plume de voyageurs allemands à la fin du XVe siècle ; il est repris par Luther dans ses Propos de table (1537-1538) et dans la Cosmographie de Sébastien Münzer (édition allemande en 1544), mais c'est en Italie, surtout après le sac de Rome (1527), qu'il est formulé avec le plus de force. Le thème du fanatisme religieux est développé par un protestant espagnol réfugié à Francfort, Reinaldo González Montes (ou Montano), dans un livre publié à Heidelberg en 1567 (Sanctae Inquisitionis hispanicae artes...), et illustré par des gravures représentant des scènes de torture : femmes nues devant des inquisiteurs, etc. ; des traductions en français, en allemand, en néerlandais et en anglais lui assurent une ample diffusion ; on en publie aussi des éditions abrégées. Enfin, l'utilisation à des fins polémiques des controverses sur la conquête de l'Amérique avait commencé en 1565 avec l'Historia del Mondo Nuovo de Girolamo Benzoni (Venise, 1565) qui s'inspirait de la chronique de Gômara. C'est surtout le libelle de Las Casas sur la destruction des Indes qui fait l'objet d'une exploitation systématique. La première traduction hollandaise est de 1578, la première traduction française de 1579; celle-ci porte un titre significatif: « Tyrannies et cruautés des Espagnols perpétrées ès Indes occidentales, qu'on dit le Nouveau Monde, brièvement décrites par l'évêque don frère Barthélemy de Las Casas ou Casaus, de l'ordre de saint Dominique, traduites par Jacques de Miggrode pour

servir d'exemple et d'avertissement aux XVII provinces du pays bas » (Anvers, 1579). Chaque fois que Las Casas emploie le mot chrétiens pour désigner les conquistadors, le traducteur écrit: Espagnols. Il y aura bien d'autres traductions : en anglais, en allemand, en latin, en italien et de très nombreuses rééditions. La traduction allemande de 1597 est illustrée par les gravures du Hollandais Théodore de Bry qui avaient déjà paru dans la version en latin incorporée aux Collectiones peregrinationum in Indiam (Francfort, 1590).

17 Moins d'un million de florins pour les Pays-Bas, trois millions pour la France.

18 Philippe II fera condamner à mort, en 1595, un imposteur, le « pâtissier de Madrigal », qui se faisait passer pour Sébastien.

19 Pendant le séjour de Philippe II en Angleterre, en 1555, son confesseur, Alfonso de Castro, s'opposait à ce que des hérétiques fussent condamnés à mort et exécutés.

20 Après le désastre, on l'accusera notamment d'incompétence, de couardise, d'avarice, de cruauté.

21 «Ils faisaient ce qu'ils voulaient », note un officier espagnol le 20 août.

22 En apprenant la nouvelle, dans sa retraite de Yuste, Charles Quint demanda au messager si Philippe II avait saisi l'occasion pour marcher sur Paris. Quand il sut que les choses en étaient restées là, « il dit qu'en son âge et en cette fortune de victoire, il ne se fut pas arrêté en si beau chemin et eût bien mieux couru; et, de dépit qu'il en eut, il ne voulut voir la dépêche que le courrier apporta » (Brantôme).

23 Il faut noter cependant qu'à quelques exceptions près les grandes familles espagnoles installées à Nantes feront preuve de prudence; elles se rallient à Henri IV.

24 Sur les sentiments d'Henri IV, on retiendra cette lettre du roi à sa maîtresse, la marquise de Verneuil, en 1608 : « Je trouvai ce matin, à la messe, des oraisons en espagnol entre les mains de notre fils ; il m'a dit que vous les lui aviez données. Je ne veux pas qu'il sache seulement qu'il y ait une Espagne. »

25 Ils ne s'en privent pas. C'est à ce moment que la production se ralentit au profit de la spéculation et que l'Espagne devient un pays de rentiers.

26 Un peu plus tard, on y ajoutera le sel.

27 Un contemporain le note avec amertume : « Les Millions ont été acceptés sans grandes protestations parce qu'ils ne concernaient pas les riches, les seuls à élever la voix et à se faire entendre dans les villes et les villages ; cet impôt, c'est le "sang des pauvres", de ceux qui n'ont personne pour les défendre. »

28 Ruy Gómez da Silva (1516-1573), de petite noblesse portugaise, avait accompagné en Castille l'infante Isabelle quand elle était venue épouser Charles Quint. Page du prince héritier, Ruy Gómez devient son ami, malgré la différence d'âge (il était de dix ans son aîné). Une fois roi, Philippe II fait de lui son conseiller privilégié et lui accorde de nombreuses faveurs : il le nomme prince d'Eboli et duc de Pastrana, le marie à Ana de Mendoza...

29 Antonio Pérez (1540-1611), protégé du prince d'Eboli, avait succédé à son père Gonzalo comme secrétaire royal. Il sut gagner la confiance de Philippe II qui fit de lui son secrétaire d'État pour les affaires des Flandres et d'Italie. Ces fonctions permirent à Antonio Pérez de faire rapidement fortune et de se constituer une riche collection de tableaux et d'oeuvres d'art. À Madrid, Pérez menait grand train ; il passait pour généreux envers les grands et charitable pour les pauvres. Il sut se rendre populaire. Après son évasion d'Espagne, Pérez passa quelques mois à Pau, puis

gagna l'Angleterre où il séjourna de 1593 à 1595 et s'installa finalement à Paris où il mourut. Pendant ces années d'exil, Pérez ne cessa de conspirer contre Philippe II et son successeur en composant et en publiant de nombreux pamphlets qui contribuèrent à nourrir la propagande antiespagnole.

30 Ana de Mendoza (1540-1591) appartenait à l'une des plus grandes familles d'Espagne. Philippe II la maria à son ami et confident Ruy Gómez da Silva. C'est après son veuvage (1573) que la princesse commença à faire parler d'elle. Il lui prit d'abord la fantaisie d'entrer au carmel qu'elle avait fondé à Pastrana; elle ne tarda pas à s'y rendre indésirable ; sainte Thérèse s'adressa au roi qui ordonna à la princesse de quitter le couvent et de s'occuper de ses dix enfants. La princesse se mêla alors à la vie et aux intrigues de la cour. D'une grande beauté, bien qu'elle fût borgne - on la représente toujours avec un bandeau noir qui lui cache un œil -, on lui prêta de nombreuses aventures. On a dit qu'elle avait été, simultanément ou successivement, la maîtresse de Philippe II et d'Antonio Pérez. C'est probablement faux. Ce qui paraît sûr, ce sont ses relations d'affaires avec Antonio Pérez dont elle était la complice.

31 L'institution date de 1265. D'abord chargé de connaître des causes entre nobles ou entre les nobles et le roi, le Justicia voit peu à peu ses attributions prendre de l'importance ; il devient le gardien des fueros. En principe, le roi est libre de nommer qui bon lui semble. En fait, de 1439 à 1591, la charge n'est jamais sortie de la famille Lanuza. Le Justicia est assisté par cinq lieutenants, nommés par le roi sur une liste de seize tirés au sort par les Cortès. Cf. Encarna JARQUE MARTÍNEZ, Juan de Lanuza, Justicia de Aragón, Saragosse, 1991.

32 Le recours à l'Inquisition se justifie formellement dans la mesure où Antonio Pérez est accusé d'avoir eu des contacts avec des hérétiques.

33 Telle est l'interprétation la plus récente, soutenue par E. JARQUE MARTÍNEZ, op. cit. Elle avait déjà été exposée au XIXe siècle par le marquis de Pidal (Historia de las alteraciones de Aragón durante el reinado de Felipe II, 1862-1863) qui entendait réfuter « l'une des erreurs les plus répandues et les plus importantes de l'histoire de [sa] patrie », celle qui présentait Philippe II comme « l'homme qui avait aboli les fueros d'Aragon ».

34 Cf. Richard KAGAN, Los sueños de Lucrecia de León. Política y profecía en la España del siglo XVI, Madrid, 1991.

35 Elle présentait au côté cinq blessures en forme de croix qui saignaient par intervalles.

36 La question fut débattue aux Cortès de 1587. Une commission avait été nommée en ce sens; en faisaient partie l'inquisiteur général Quiroga, le confesseur du roi et le grand aumônier.

37 On ne manquera pas de relever les coïncidences avec les accusations portées, dix ans plus tôt, par Guillaume d'Orange dans son Apologie.

38 Lucrèce fut condamnée, en 1595, à cent coups de fouet et deux ans de réclusion dans un couvent.

39 En 1592, des écrits subversifs furent saisis à Avila ; l'un des auteurs présumés, qui appartenait à la noblesse de la ville, fut condamné à mort et exécuté ; d'autres furent envoyés en prison ou aux galères.

40 Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, « Un testimonio de protesta social a fines del reinado de Felipe II », dans Homenaje a Pedro Sainz Rodríguez, t. III : Estudios históricos, Madrid, 1986. Les Cortès de 1592-1598 se font l'écho de cette situation: les paysans sont beaucoup moins nombreux qu'autrefois ; les deux tiers des terres arables sont en jachère...

41 Des chansons populaires en son honneur sont imprimées à Barcelone dès 1544; une cinquantaine d'années plus tard, Lope de Vega lui consacre une pièce de théâtre, Antonio Roca.

42 Si l'on en croit Antonio Pérez, Philippe II ne sentait rien ; il était incapable de discerner les odeurs.

CHAPITRE IV

Les derniers Habsbourgs (1598-1700)

Après la mort de Philippe II, l'Espagne paraît entrer dans une longue période de turbulences dont elle ne sortira qu'au début du XVIII[e] siècle, avec l'avènement des Bourbons. Des monarques falots qui vivent au-dessus de leurs moyens, un trésor vide, une nation qui s'épuise à maintenir son rang de grande puissance, des milliers de mendiants et d'oisifs, voilà l'image qu'on donne le plus souvent de la péninsule sous les règnes de Philippe III, de Philippe IV et de Charles II. On examine la situation de l'économie et de la société dans d'autres chapitres de ce livre, ainsi que l'évolution des institutions [1]. Du point de vue politique, trois traits caractérisent le XVII[e] siècle espagnol :

> l'avènement de favoris qui exercent le pouvoir effectif au nom du roi;
>
> l'effort démesuré pour conserver à l'Espagne sa prépondérance en Europe;
>
> l'effondrement de cette puissance dans la seconde moitié du siècle.

LE GOUVERNEMENT DES FAVORIS

L'apparition de ceux qu'on nomme improprement des favoris (validos) peut être interprétée comme une tentative, de la part de la haute noblesse, pour reprendre la direction des affaires politiques. Jusqu'à la mort de Philippe II, la noblesse était restée au second plan ; on confiait à certains de ses membres des missions diplomatiques et des commandements militaires, mais on évitait de l'associer aux responsabilités politiques. Les choses changent à l'avènement de Philippe III: le favori s'interpose désormais entre

le souverain et ces exécutants que sont les secrétaires royaux. Cette innovation répond à une nécessité interne : la complexité des tâches exigeait la présence, à côté du roi, d'un Premier ministre chargé de mettre en œuvre les grandes orientations politiques. La personnalité des souverains a facilité cette évolution. Au XVIIe siècle, les monarques étaient moins attentifs aux problèmes que ne l'avaient été les Rois Catholiques, Charles Quint ou Philippe II. Philippe III (1598-1621) ne s'est guère imposé par ses dons de gouvernement et des vues originales. La politique ne l'intéressait guère. Philippe IV (1621-1665) avait une personnalité beaucoup plus forte [2]. Il avait seize ans quand il succéda à son père. Intelligent et cultivé, il était capable de porter un jugement sûr sur les affaires, même s'il manquait de volonté pour les diriger et de suite dans les idées. On aurait tort de ne voir en lui que le mécène qui se passionnait pour toutes les formes d'expression culturelle : la poésie, le théâtre, la musique, l'architecture, la peinture etc., ou le coureur de jupons. Philippe IV aimait les arts et les femmes et cela lui faisait négliger souvent ses devoirs d'état. Il en était conscient et en souffrait. En 1644, à la mort de sa première épouse, Isabelle de Bourbon, fille d'Henri IV, il a ce mot qui révèle sa sensibilité : «J'ai perdu en même temps une épouse, une conseillère et une amie et, puisque je ne suis pas mort de douleur, c'est que je dois être de bronze. » Depuis l'année précédente, il entretenait une correspondance avec une religieuse d'Agreda, sœur Marie de Jésus; il se confiait à elle et lui exposait ses problèmes politiques et ses inquiétudes personnelles, sa crainte de ne pas être à la hauteur de sa tâche. Cela dit, Philippe IV donne l'impression d'avoir été toujours dépassé par les événements, mais c'est à la force des choses plus qu'à sa faiblesse de caractère qu'il faut attribuer les difficultés du règne. Quant au malheureux Charles II (1665-1700), c'était un être chétif qu'on avait dû allaiter pendant quatre ans; quatorze nourrices s'étaient ainsi succédé pour lui donner le sein. À quatre ans, il ne marchait pas encore et, à neuf ans, il ne savait toujours pas lire et écrire. Le moindre effort l'épuisait et le faisait retomber dans une aboulie qui paraît habituelle chez lui. C'est à ce malade qu'est revenue la responsabilité de diriger l'Espagne après les grandes défaites militaires et diplomatiques et de régler le problème de sa propre succession.

Dans ces conditions, les favoris ont eu pleine liberté pour agir. Le premier d'entre eux, Francisco Gômez de Sandoval y Rojas, duc de Lerma, avait vingt-cinq ans de plus que Philippe III. Quand celui-ci n'était encore que prince héritier, le duc faisait déjà partie du cercle de ses intimes en sa qualité de grand écuyer. Il s'est imposé tout naturellement, dès le début du règne. Vaniteux, rusé, cupide, il ne semble pas avoir eu de véritable programme d'action politique. La seule décision d'importance qu'il ait assumée est la signature de la trêve avec les Hollandais (1609), immédiatement suivie par l'expulsion des morisques. Les historiens s'interrogent encore aujourd'hui sur les raisons qui ont pu pousser le duc à prendre la seconde de ces mesures. Lerma, qui n'était pas un gros travailleur, se reposait beaucoup sur des subordonnés dont le plus encombrant a été Rodrigo Calderôn, favori du favori. Il avait ainsi mis en place un réseau d'amitiés intéressées et il distribuait les prébendes. La corruption n'a cessé de s'étendre pendant les vingt ans qu'il a passés au pouvoir. Vers 1616, apparaissent des fissures dans ce système de gouvernement. Plus que de divergences de vues, il s'agit de rivalités au sein d'un clan. Les enfants du duc de Lerma - le duc d'Uceda et le comte de Saldaña - s'opposent à leur père. En octobre 1618, Lerma est renvoyé; le duc d'Uceda prend sa place auprès de Philippe III et fait arrêter Rodrigo Calderôn, qui passait pour le symbole d'un régime corrompu.

Le nouveau maître du palais envisage des réformes profondes que la mort du roi, en 1621, ne lui laisse pas le temps d'entreprendre. L'heure d'Olivarès a sonné. Gaspard de Guzmán (1587-1645) est né à Rome où son père était ambassadeur. Comme il était le cadet de sa famille, on avait prévu de faire de lui un homme d'Église. C'est pourquoi il avait commencé des études de droit à Salamanque. La mort accidentelle de ses frères aînés fait de lui l'héritier du titre. À la mort de son père, en 1607, il devient donc le troisième comte d'Olivarès. Son destin en est transformé. C'est à la cour, désormais, qu'il cherchera à faire fortune, malgré le duc de Lerma qui se méfie de son ambition. La chance lui sourit en 1615. Cette année-là, le futur Philippe IV épouse une princesse française, Isabelle de Bourbon, fille d'Henri IV, et on décide de lui constituer une maison. Olivarès devient alors gentilhomme de la chambre du prince héritier. En juillet 1617, son oncle, Balthazar de Zúñiga, entre au Conseil d'État, poste auquel il se recommande

par sa grande expérience des affaires européennes, acquise dans les ambassades de Bruxelles, Paris et Prague. Deux ans plus tard, le même Zúñiga est désigné pour diriger l'éducation du prince héritier. Le neveu tire parti de ces promotions. Olivarès est maintenant bien placé pour faire une carrière brillante et décidé à vaincre tous les obstacles. Quand le duc d'Uceda vient se mettre aux ordres du nouveau roi, à la mort de Philippe III, il se fait sèchement rabrouer et, dans le couloir, Olivarès se fait un plaisir de mettre les choses au point: « tout est à moi... » De fait, Olivarès va exercer un pouvoir presque absolu pendant plus de vingt ans. Les Guzmán étaient l'une des plus vieilles familles d'Espagne, mais non l'une des plus fortunées. Ils n'avaient jamais pu accéder à la grandesse, par exemple. Cet honneur était réservé au troisième comte d'Olivarès. Quelques jours à peine après son avènement, devant la cour assemblée, Philippe IV prononce la formule rituelle : « Comte d'Olivarès, couvrez-vous [3]. » C'est le premier d'une longue suite de titres. On en retiendra un en particulier: en janvier 1625, Olivarès est fait duc de San Lúcar; c'est depuis cette date qu'on commence à l'appeler le comte-duc [4]. La biographie d'Elliott a renouvelé notre connaissance du personnage. Il ne fait plus de doute maintenant qu'Olivarès était un véritable homme d'État, le digne rival de Richelieu qui sera pour lui un adversaire redouté. Intelligent, très cultivé et bibliophile[5], bon catholique et même dévot [6], mais sans partager les préjugés antisémites de beaucoup de ses contemporains, le comte-duc était capable de vues larges et novatrices. Très jaloux de son autorité, il a recherché l'appui des écrivains [7]et a toujours affecté de n'être que l'exécutant des pensées du roi qu'il rappelait sans cesse à ses devoirs. En 1621, Olivarès ne reçoit aucun poste en vue ; officiellement, le nouveau favori est son oncle, Balthazar de Zúñiga, mais cela ne trompe personne; le véritable maître est Olivarès. À la mort de son oncle, en octobre 1622, il entre au Conseil d'État et reçoit la réalité du pouvoir. Il devient le favori officiel, terme qu'il récusait: il préférait celui de ministre ou, pour être plus exact, celui de Premier ministre, titre que, paradoxalement, il ne porta jamais alors qu'il en avait défini très soigneusement les fonctions. Le comte-duc a eu l'ambition de conserver à l'Espagne son rang de première puissance en Europe. Pour cela, il était indispensable de réorganiser le système de gouvernement, de moderniser les institutions, l'économie et la société. Malheureusement pour lui et pour l'Espagne, Olivarès venait trop tard. La France de Richelieu était une nation

en expansion, l'Espagne d'Olivarès un pays épuisé par un siècle d'efforts. L'échec du comte-duc s'explique en partie par cet héritage.

Une semaine après le changement de règne, l'ambassadeur de Venise s'entend dire par Zúñiga que le nouveau pouvoir est décidé à rendre à l'Espagne le rang qui était le sien du temps de Philippe II et à mettre fin aux nombreux abus auxquels s'était prêté l'ancien gouvernement. Le propos est explicite : il s'agit de redresser une situation qui s'est dégradée. Olivarès souhaite reprendre l'initiative en Europe, ce qui suppose une remise en ordre dans tous les domaines. S'inspirant de certaines des idées développées par les arbitristas[8], il compte agir dans trois directions: moraliser la société, moderniser l'économie, assainir la fiscalité.

À peine arrivé aux affaires, le comte-duc cherche à frapper les esprits par des gestes qui montrent sa détermination à lutter contre la corruption. En avril 1621, il fait arrêter l'ancien favori, le duc d'Uceda, accusé de malversations, et le duc d'Osuna, vice-roi de Naples, à qui il demande des comptes sur sa gestion. Les biens du duc de Lerma sont confisqués. Le 21 septembre 1621, Rodrigo Calderôn, coupable de s'être enrichi grâce à la faveur du duc de Lerma, est exécuté sur la place de Madrid. Il est vrai que son courage devant l'épreuve lui vaut la sympathie du peuple, ce qui atténue en partie l'exemplarité du châtiment. Olivarès ne veut plus que de telles pratiques se renouvellent. Le 14 janvier 1622, un décret oblige tous ceux qui ont exercé des fonctions publiques depuis 1592 à fournir dans les dix jours l'inventaire de leur fortune. Tous les agents du roi devront désormais déclarer l'état de leur patrimoine au moment où ils entrent en fonction et au moment où ils en sortent[9]. La mesure est spectaculaire, mais elle tombe dans l'oubli.

D'autres projets connaissent un sort semblable. Dès le 8 avril 1621, Olivarès a mis en place un comité de réforme (Junta de reformación) chargé d'introduire plus de moralité dans la vie publique. Déçu par le peu d'enthousiasme de ses membres, le comte-duc prend lui-même la direction d'un comité élargi (Junta grande de reformación) où entrent les présidents des Conseils de la monarchie. Cette fois, les suggestions abondent et débouchent sur les articles de réforme de février 1622. Pour lutter contre la baisse de la population, on envisage d'interdire l'émigration, y compris aux Indes, d'encourager l'immigration et les familles nombreuses. Pour réduire

la consommation, on promulgue des lois somptuaires ; on veut limiter le luxe et les extravagances de la mode; on conseille aux nobles de quitter la cour et de s'installer dans leurs domaines pour les mettre en valeur. D'autres mesures tendent à moraliser la société : fermer les bordels et les théâtres, interdire la publication de romans... La plupart de ces recommandations restèrent sans effet, en particulier celle qui visait à supprimer les deux tiers des officiers de justice et des agents du fisc; il aurait fallu indemniser les exclus; la situation du trésor royal ne le permettait pas.

La réforme de l'enseignement préoccupait Olivarès. Le comité de 1622 suggère de fermer un grand nombre d'écoles de grammaire [10]qui ne répondaient pas aux besoins du pays. Convaincu que les nobles ne jouent plus le rôle qui devrait être le leur, le comte-duc se montre soucieux de mieux préparer les élites pour le service du roi et de la nation. C'est le but qu'il assigne au Collège royal de Madrid (1629), confié aux jésuites. Là encore, le succès se fait attendre. En 1634, le Collège n'a qu'une soixantaine d'élèves, pour la plupart d'obscure naissance. Olivarès ne se décourage pas. En 1632, il élabore un nouveau projet: il veut créer un certain nombre d'établissements (deux à Madrid, un dans les six principales villes de la péninsule) chargés d'apprendre aux jeunes nobles le métier des armes et l'art de gouverner. On retrouve là l'une des obsessions du comte-duc : l'Espagne manque d'élites bien formées [11]. Faute de moyens financiers, ces écoles d'administration périclitent.

Olivarès n'a pas plus de succès dans ses tentatives pour moderniser et nationaliser l'économie. Pour soutenir la production, il fait sienne, en 1622, la proposition déjà ancienne - elle date de 1576 - d'un Flamand, Oudegherste, reprise et développée en 1600 par l'arbitrista Valle de la Cerda: créer des caisses de dépôt municipales (erarios) qui seraient alimentées par des taxes de 5 % sur les patrimoines supérieurs à deux mille ducats et qui recevraient le monopole du crédit en Espagne en se contentant d'un faible taux d'intérêt (3 %). Il s'agissait, en fait, de créer une banque nationale sur le modèle de celle qui fonctionnait en Hollande. L'opposition du patriciat urbain, qui bénéficiait d'exemptions fiscales et s'arrangeait pour reporter la charge des impôts sur les autres, empêche le projet d'aboutir. Impressionné par le dynamisme et l'efficacité des Hollandais qui ont réussi à faire de leur petit pays l'une des premières puissances commerciales

d'Europe, Olivarès aurait aimé «transformer les Espagnols en marchands» en octroyant des titres de noblesse à ceux qui se consacreraient au négoce et en encourageant la création de compagnies de commerce. Pour que l'idée prospérât, il aurait fallu changer les mentalités. Depuis longtemps, en effet, les Espagnols, comme beaucoup d'Européens de leur temps, étaient persuadés que l'anoblissement consacrait la réussite sociale ; le service du roi et la rente leur paraissaient la voie la plus sûre pour y parvenir. La banqueroute de 1627 convainc enfin le comte-duc que l'Espagne aurait intérêt à se passer des banquiers étrangers, pour la plupart des Génois. Il pense qu'on pourrait avantageusement les remplacer par des Portugais, sujets du roi et qui, depuis longtemps, sont en relations d'affaires avec les communautés juives d'Amsterdam et du nord de l'Europe. Le fait que beaucoup de ces négociants portugais soient des marranes ne gêne pas Olivarès qui n'a pas de préjugés antisémites [12]. Il traite avec eux à plusieurs reprises et leur confie de gros contrats pour obtenir des avances et des transferts de fonds à l'étranger. Cette tentative se heurte, elle aussi, à de fortes résistances mentales; certains - et notamment le confesseur du roi - s'inquiètent de l'éventuel regain du marranisme que pourrait entraîner cette politique [13]. De ce point de vue, les Génois, bons catholiques, offraient plus de garanties. De plus, leur expérience faisait d'eux des intermédiaires obligés. Olivarès n'arrivera jamais à briser une hégémonie qui remontait aux premières années du règne de Philippe II. Ces échecs répétés montrent qu'il n'est pas facile d'imiter les réussites étrangères quand on veut moderniser un pays. Convaincu que l'Espagne du XVIIe siècle souffrait de sous-développement, le comte-duc a cherché à y transposer des institutions et des méthodes qui avaient fait leurs preuves en Hollande. Il n'y est pas parvenu.

Le dernier volet du réformisme d'Olivarès concerne la fiscalité. L'objectif est double. Il s'agit, d'une part, d'augmenter le rendement de l'impôt et, d'autre part, d'en répartir la charge entre toutes les composantes de la monarchie. Pour le premier point, l'idée est de remplacer les Millions, très impopulaires, par un impôt unique. On avait d'abord pensé à taxer la farine, mais Olivarès préfère faire porter l'effort sur le sel dont la fiscalité s'accroît dans de fortes proportions entre 1628 et 1640[14]. Dans ce domaine, l'État agit à la fois en producteur - il a le monopole du sel - et en distributeur. Dans le même temps, le comte-duc s'inquiète de voir la Castille supporter presque

seule l'effort de guerre de la monarchie. Les territoires associés -Aragon, Catalogne, Valence, Portugal - se retranchent, en effet, derrière leur statut d'autonomie pour refuser toute contribution aux dépenses communes. La situation n'avait pas échappé aux ministres du temps de Philippe III, mais aucun n'avait osé proposer de la modifier. Olivarès a le courage de prendre une initiative dans ce sens. C'est le projet d'Union des armes de 1626, si mal accueilli en Catalogne. Le renforcement de la fiscalité et l'Union des armes sont directement à l'origine de la crise de 1640, la plus grave qu'ait connue l'Espagne depuis les révoltes de 1520, au début du règne de Charles Quint. À Bilbao, en Catalogne, au Portugal, à Naples, en Sicile, à Milan, etc., partout se produisent des troubles. La situation n'est pas propre à l'Espagne. Au milieu du XVIIe siècle, d'autres souverains ont eu à affronter des révoltes nobiliaires ou des soulèvements populaires provoqués par l'aggravation de la fiscalité, mais, en Espagne, la crise a pris une tournure beaucoup plus dramatique : elle a entraîné la sécession définitive du Portugal et celle, temporaire, de la Catalogne.

Trois facteurs ont contribué à faire échouer les réformes d'Olivarès : la conjoncture, l'égoïsme des oligarchies et les méthodes autoritaires du comte-duc.

Vers 1620-1625, il était sans doute trop tard pour faire de l'Espagne un pays moderne et unifié. Au XVIe siècle, en période d'expansion et de prospérité, il aurait été probablement plus facile d'introduire plus de justice dans la répartition de l'impôt et plus d'efficacité dans son recouvrement. Pour les mêmes raisons, les territoires associés auraient peut-être accepté avec moins de réticences de participer plus équitablement aux dépenses communes. Au XVIIe, la Castille, le plus solide soutien de la monarchie, est épuisée par un effort de guerre trop longtemps soutenu; l'argent facile d'antan a créé des habitudes auxquelles on a du mal à renoncer.

En ce qui concerne plus précisément la Castille, il convient d'insister sur le rôle négatif des oligarchies urbaines. Le mal est ancien. Depuis le début du XVIe siècle, les Cortès, dont l'accord est indispensable pour lever des impôts directs, sont composées d'aristocrates qui, à ce titre, ne payent pas l'impôt. Elles s'arrangent donc pour faire retomber l'essentiel de cette charge sur les roturiers. L'établissement de l'impôt dit des Millions, sous Philippe II, leur donne l'occasion d'intervenir dans la politique fiscale de la

couronne. Philippe III se voit contraint à de nouvelles concessions qui, en dépit des apparences, se font non pas au profit des Cortès comme institution représentative, mais au bénéfice des oligarchies urbaines : la couronne prend l'habitude de négocier directement avec les municipalités. Plutôt que d'introduire plus de justice dans la fiscalité, on aggrave les inégalités en renforçant les impôts indirects existants ou en en créant d'autres [15]. Au terme de cette évolution, à partir de 1667, on cesse de convoquer les Cortès, décision qu'il faut interpréter moins comme une victoire de la couronne sur la représentation nationale que comme une victoire des oligarchies sur les Cortès : ces oligarchies n'ont plus besoin de la médiation des Cortès pour défendre leurs intérêts auprès du roi; elles voient se renforcer leurs pouvoirs et leurs privilèges. Le processus de privatisation des biens communaux, par exemple, engagé dès le XVI[e] siècle, se poursuit; le recrutement des troupes est souvent confié à des particuliers. De 1580 à 1640, à cause de ses difficultés financières, l'État ne cesse de reculer et transfère aux municipalités un certain nombre de ses compétences, en particulier - mais pas exclusivement - en matière de fiscalité. C'est là l'une des grandes faiblesses de la Castille du XVII[e] siècle : au moment où, en France, le pouvoir royal se consolide, l'Espagne se décentralise un peu plus. En réalité, la couronne n'a plus les moyens d'imposer son autorité ; elle dépend désormais beaucoup trop des oligarchies urbaines qui n'entendent renoncer à aucun de leurs privilèges.

Pour vaincre ces résistances, il fallait de l'autorité. Olivarès n'en manquait pas, mais ses méthodes choquaient ses interlocuteurs. Convaincu d'avoir toujours raison, il supportait mal la contradiction et il s'irritait de perdre son temps à convaincre les autres. Soucieux d'affirmer dans tous les domaines les prérogatives de la couronne, il s'inquiétait de la puissance croissante de l'Église [16]et de l'influence excessive des nobles qu'il méprisait et qui le détestaient. Il aurait pu s'appuyer sur les réformateurs qui attendaient beaucoup du changement de règne. Aux Cortès de 1621, un groupe de députés, entraînés par le représentant de Grenade, Lisôn y Biedma, avait repris quelques-uns des thèmes chers aux arbitristas: enrayer la chute démographique, réformer la fiscalité, réduire les dépenses publiques et les biens de mainmorte... Ce programme avait de quoi plaire à Olivarès, mais Lisôn souhaitait que les Cortès fussent associées à la réforme ; il s'agissait,

pour lui et ses amis, de renouer avec la politique interrompue avec Charles Quint, de refaire une Espagne indépendante - entendons : débarrassée de ses obligations impériales en Europe - et de revenir à un partage des responsabilités politiques entre le roi et le royaume assemblé dans ses Cortès. Cela, Olivarès n'en voulait pas. Pour lui, l'Espagne devait conserver son rang en Europe et le roi n'avait pas à gouverner avec les Cortès. Olivarès cherchait donc à empêcher toute opposition organisée de se manifester; il ne fallait surtout pas accepter que, d'une manière ou d'une autre, « une tête quelconque, noble, puissant ou représentant des classes moyennes, se rendît populaire ». De fait, le comte-duc n'a jamais pu obtenir des Cortès une collaboration franche et loyale. Il préférait éviter l'épreuve de force avec elles quand il n'était pas assuré de s'en tirer à son avantage. C'est encore une différence avec Richelieu : Olivarès était aussi autoritaire que son rival, mais il n'avait pas les moyens de vaincre les oppositions.

L'ESPAGNE EN GUERRE

Si Olivarès souhaite restaurer l'autorité de l'État et la puissance de la nation, c'est en vue d'un objectif: conserver à l'Espagne ce qu'on appelait alors sa réputation; nous dirions aujourd'hui son rang et sa prééminence en Europe. Les réformes dans la fiscalité et dans l'économie visent à donner à l'Espagne les moyens de sa politique extérieure. Celle-ci s'organise autour de deux principes: la solidarité avec les Habsbourgs d'Autriche et la défense du catholicisme.

Le second aspect n'est que la justification idéologique du premier. Aux yeux des dirigeants de l'Espagne, ce sont des protestants qui menacent les positions des Habsbourgs, aux Pays-Bas comme en Europe centrale. L'Espagne se donne ainsi bonne conscience : la Providence l'a investie d'une mission; l'hérésie apparaît comme une cause de guerre juste [17]. Richelieu ne s'y trompe pas : « La prudence des rois catholiques [les rois d'Espagne] avait été telle jusqu'alors qu'ils avaient toujours couvert leurs intérêts les plus injustes d'un spécieux prétexte de piété et de religion [18]. »

Le souci de défendre la foi catholique peut cependant s'accommoder de considérations pragmatiques. Olivarès a beau proclamer, en 1631, qu'on doit tout sacrifier à la cause de la religion [19], il n'a pas de scrupules, pour

affaiblir la France, à venir en aide au duc de Rohan et aux huguenots du Languedoc. Il l'a fait en 1625, après l'échec des Anglais à La Rochelle, puis en 1629. Chaque fois, le comte-duc a trouvé des théologiens pour justifier cette alliance insolite: s'agissant d'une guerre juste, un prince catholique peut légitimement s'appuyer sur des hérétiques. Dans le même ordre d'idées, on relèvera les efforts d'Olivarès pour conclure une alliance défensive et offensive avec Charles Ier d'Angleterre et encore son souci de former, autour des Habsbourgs, une coalition dans laquelle seraient invités à entrer tous les princes allemands, quelle que fût leur religion.

Il faut donc se garder de voir dans la défense du catholicisme la raison ultime de la politique extérieure de l'Espagne. La solidarité avec les Habsbourgs d'Autriche, en revanche est prioritaire : les rois d'Espagne considèrent de leur devoir de leur porter secours, chaque fois qu'ils sont en difficulté. Les deux Maisons - celle de Madrid et celle de Vienne - doivent rester unies, quoi qu'il arrive, rappelle-t-on en 1630. La diplomatie devient, au sens propre, une affaire de famille. On ne peut que le répéter: depuis l'avènement de Charles Quint, l'Espagne mène une politique étrangère conforme aux intérêts de la dynastie régnante et ces intérêts sont loin de se confondre avec ceux de l'Espagne comme nation; ils sont même souvent contradictoires. Cette politique implique : une intervention aux Pays-Bas pour sauvegarder, au moins en partie, l'héritage de Charles Quint; le soutien de la branche viennoise des Habsbourgs; la maîtrise des liaisons terrestres entre les différentes parties de l'empire, c'est-à-dire Milan et les cols des Alpes.

La guerre aux Pays-Bas

Philippe II avait cédé les Pays-Bas à sa fille Isabelle-Claire-Eugénie, femme de l'archiduc Albert d'Autriche. Si le couple n'avait pas d'enfant, ces territoires seraient rattachés de nouveau à la monarchie espagnole. C'était une façon de se tirer avec élégance du guêpier flamand. Les Pays-Bas n'étaient plus soumis officiellement à la tutelle de l'Espagne; ils étaient invités à compter sur leurs propres ressources pour préserver leur indépendance et régler leurs problèmes internes. Toutefois, en cas de besoin et en vertu de la solidarité impériale, ils étaient assurés de recevoir l'aide de

l'Espagne. Celle-ci, en paix avec la France depuis 1598 et avec l'Angleterre depuis 1604, s'emploie à fond à combattre les rebelles calvinistes. Le nouveau général en chef, le Génois Ambroise Spinola, reprend Ostende en 1604 et paraît en mesure de l'emporter, mais l'argent manque pour entretenir une armée de soixante-dix mille hommes [20]. Des troupes se mutinent au cours de l'hiver 1606 et, en 1607, l'Espagne fait banqueroute. De leur côté, les rebelles perdent du terrain. Les deux parties ont intérêt à cesser le combat. En 1609, le duc de Lerma donne son accord pour une trêve de douze ans. Les provinces du Nord en profitent pour renforcer leurs positions dans des conditions qui leur sont très favorables : le port d'Anvers - situé dans la zone soumise aux archiducs - reste bloqué, tandis que celui d'Amsterdam prospère. Les Hollandais développent leur flotte de commerce qui passe pour la meilleure du monde. Ils deviennent le premier partenaire commercial de l'Espagne à laquelle ils achètent du sel, de l'huile, du vin, des fruits secs et à laquelle ils vendent le blé des pays Baltes, du cuivre et du matériel naval. En contrepartie de ces transactions, une part croissante de l'argent espagnol est envoyée aux Pays-Bas qui l'investissent dans de nouvelles entreprises et améliorent ainsi leurs positions vis-à-vis de l'Angleterre et de la Hanse. Les Hollandais ne sont pas moins actifs dans le commerce colonial. Ils s'étaient engagés à respecter le monopole de l'Espagne en Amérique. De fait, après 1609, ils avaient réduit leurs activités dans les Caraïbes, mais ils les reprennent vers 1615. C'est le projet d'une compagnie des Indes occidentales qui est en germe; elle sera officiellement créée en 1621. En Extrême-Orient, en revanche, les Hollandais se montrent beaucoup plus dynamiques. En 1619, la Compagnie des Indes orientales fait de Batavia sa base principale ; le trafic des épices est en passe d'échapper aux Portugais.

La trêve avait accordé une indépendance de fait aux provinces protestantes des Pays-Bas et leur avait donné l'occasion de se transformer en une puissance économique rivale de l'Espagne. Cette trêve expirait en 1621. Était-il opportun de la renouveler? Beaucoup, en Espagne, la considéraient comme humiliante et comme préjudiciable aux intérêts de la monarchie ; ils souhaitaient reprendre le combat. On pose donc au maintien de la paix des conditions contraignantes. On exige d'abord des Hollandais qu'ils garantissent la liberté du culte à la minorité catholique. Il n'est pas sûr

que l'Espagne considère cette clause comme la plus importante, mais elle ne pouvait pas ne pas la mentionner. De plus, on était persuadé que la liberté religieuse provoquerait une instabilité à l'intérieur, ce qui gênerait la Hollande à l'extérieur. Les exigences espagnoles étaient plus dures sur le plan économique. Elles portaient sur la réouverture au trafic des bouches de l'Escaut afin de permettre à Anvers de redevenir une grande place commerciale. Elles concernaient aussi le monopole colonial des Espagnols et des Portugais : les Hollandais devaient se retirer des Indes orientales et occidentales. L'Espagne de 1621 cherchait moins à reconquérir les territoires perdus qu'à contrecarrer l'expansion économique et coloniale de la Hollande [21]. Celle-ci l'entend bien ainsi; elle refuse les conditions qu'on lui impose.

La décision de reprendre les combats a été prise avant l'arrivée d'Olivarès aux affaires, mais celui-ci l'assume entièrement. Il s'agit, pour lui, de détruire ce qui fait la force de la Hollande: son commerce. Les principales mesures arrêtées alors n'ont pas d'autre but. À Naples, en Sicile, en Sardaigne et dans le Milanais, on commence par mettre l'embargo sur les biens des Hollandais. On renforce la surveillance sur le détroit de Gibraltar pour leur interdire l'accès à la Méditerranée. On organise le blocus du Portugal pour empêcher les Hollandais d'y vendre du blé et d'y acheter du sucre, des produits coloniaux et le sel de Setubal, nécessaire pour les conserves de harengs. Dans la mer du Nord, la flotte espagnole confisque les marchandises hollandaises, même quand elles sont transportées sur des navires neutres; elle bloque les ports et attaque les pêcheries de harengs. Aux yeux d'Olivarès, la guerre économique est la seule efficace. Il ne croit guère aux combats terrestres et aux villes qu'on occupe, l'une après l'autre, après de longs sièges : « C'est dépenser beaucoup pour un piètre résultat. » Le siège et la prise de Breda (1625) que Velázquez a célébrés dans son tableau du Prado, Les Lances, sont une initiative de Spinola, peu appréciée en Espagne. En règle générale, sur terre, Olivarès préconise de s'en tenir à la défensive; c'est sur mer qu'il espère remporter la victoire.

Cette politique a pour résultat de ruiner le commerce de la Hollande avec la péninsule Ibérique, mais l'arme est à double tranchant: la péninsule aussi en ressent les effets, puisqu'elle ne peut ni recevoir des marchandises de l'Europe du Nord ni en vendre. En outre, les Hollandais répliquent en

renforçant leur flotte et en faisant naviguer leurs bateaux en convois puissamment protégés et armés. Ils passent bientôt à l'offensive dans les colonies. La Compagnie des Indes occidentales, en particulier, multiplie les actions contre le Brésil. Entre 1623 et 1626, elle saisit cent vingt bateaux et soixante mille caisses de sucre, ce qui représente le tiers du commerce portugais. En 1629, le corsaire Piet Heyn réussit l'exploit de s'emparer de la flotte qui transportait à Séville les trésors d'Amérique; c'est la première fois que pareille catastrophe se produit. La Compagnie prend Bahia en 1624 [22], Olinda et Recife en 1630. Tout le nord-est du Brésil est menacé. Devant ces échecs, des voix s'élèvent, en Espagne et au Portugal, pour demander qu'on change de politique. Dès 1624, le cardinal Zapata proteste devant le Conseil d'Etat: « On ruine l'Espagne sans rien gagner aux Pays-Bas. » En 1629, on commence à s'interroger sur l'opportunité d'une nouvelle trêve. Olivarès n'y est pas opposé ; il veut bien négocier, mais à partir d'une position de force. Il demande donc de nouveaux efforts. En 1634, le frère du roi, le cardinal-infant Ferdinand d'Autriche, prend le commandement d'une armée de vingt-six mille hommes qui, à son passage en Allemagne, écrase à Nördlingen les Suédois et les protestants, puis envahit le territoire hollandais en 1635. En 1639, l'Espagne reprend aussi l'initiative sur mer. Elle essaie de libérer le Pernambouc et, surtout, de détruire la flotte hollandaise dans la Manche. En vain. Les Espagnols subissent une défaite sévère (bataille des Dunes). Il est vrai que, depuis 1635, l'Espagne est de nouveau en guerre avec la France.

Richelieu et Olivarès

Depuis l'accession de Charles Quint à l'empire, l'Espagne n'a pas d'ennemi plus décidé que la France. Pendant près de deux siècles, les deux puissances ont connu une longue suite de guerres, entrecoupées d'armistices plus ou moins longs, parce qu'il fallait bien reprendre souffle périodiquement. La raison en est bien connue. La solidarité des Habsbourgs ne peut qu'inquiéter la France, entourée de toutes parts par des territoires hostiles. Les rois de France ont cherché à briser l'encerclement en s'alliant aux ennemis des Habsbourgs; la lutte contre la Maison d'Autriche est une donnée permanente de la diplomatie française.

Au début du XVIIe siècle, les rapports franco-espagnols passent par une période d'accalmie. Après la mort d'Henri IV, Marie de Médicis se rapproche même de l'Espagne. Comme dans des circonstances analogues, on pense qu'un mariage créera des liens affectifs entre les pays. Louis XIII épouse alors l'infante espagnole Anne d'Autriche, tandis que la sœur du roi de France épouse le futur Philippe IV. Un Espagnol émigré, le docteur Carlos García, publie, à Paris, en 1617, un ouvrage au titre évocateur, L'Opposition et la conjonction des deux grands luminaires de la terre, suivi d'un second opuscule, L'Antipathie entre Espagnols et Français. Ce sont les réflexions lucides d'un homme qui exprime les espoirs de la colonie espagnole de Paris au moment où les relations politiques paraissent sur le point de s'améliorer, mais Carlos Garcia ne se dissimule pas les difficultés que suppose une entente durable. C'est que l'Espagne séduit et inquiète les Français. Jamais, sans doute, plus qu'au temps de Louis XIII, l'Espagne n'a été présente en France: on y apprend l'espagnol comme aujourd'hui l'anglais [23]; on lit et on traduit les grands auteurs de la littérature espagnole, à commencer par Don Quichotte; on admire le théâtre espagnol ; on fait venir de Madrid les gants, les parfums, les articles de luxe à la mode. Dans le même temps, on se moque des rodomontades des Espagnols, de leur morgue et de leur hypocrisie.

Des deux sentiments - l'admiration pour la civilisation espagnole et la crainte de l'impérialisme -, le second l'emporte presque toujours. Les considérations politiques prennent le dessus. Dès 1621, la diplomatie française redevient hostile à la Maison d'Autriche et cette évolution s'accentue, à partir de 1624, quand Richelieu entre au Conseil. Depuis 1618, un différend oppose, en Bohème, les calvinistes et les catholiques. Les premiers, craignant pour la liberté de leur culte, refusent de reconnaître le nouveau roi, l'empereur Ferdinand, et s'en donnent un autre. Ferdinand entreprend de reconquérir son royaume et d'y imposer le catholicisme comme seule religion autorisée. Le Danemark et la Suède, puissances protestantes, prennent parti pour les rebelles tchèques. L'Espagne se solidarise avec l'empereur. Spinola saisit cette occasion pour occuper le Palatinat; les voies de communication entre l'Italie et les Flandres sont désormais tenues par l'Espagne. Le conflit local menace de s'étendre à toute l'Europe.

Pendant une dizaine d'années, la France hésite à s'engager: faut-il aider l'Espagne à restaurer le catholicisme dans toute l'Allemagne ou faire obstacle à l'ambition des Habsbourgs? La seconde option a les préférences de Richelieu ; il apporte un soutien discret aux adversaires des Habsbourgs, mais sans s'engager ouvertement à leurs côtés. La guerre de Mantoue (1628-1631) oppose directement les deux puissances : il s'agit, pour l'Espagne, d'empêcher le candidat de la France de devenir duc de Mantoue. Le conflit reste pourtant limité, mais Richelieu pousse ses pions en Lorraine. L'Espagne réagit de peur que les communications entre la Franche-Comté et les Pays-Bas ne soient coupées. En 1635, la France déclare la guerre à l'Espagne pour empêcher les Habsbourgs de remporter une victoire trop éclatante en Allemagne. Les hostilités ont été précédées par la publication d'un manifeste qui reprend tous les griefs de la France contre l'Espagne. Pour justifier l'alliance avec des hérétiques, le manifeste dénonce la politique impérialiste que mène l'Espagne depuis le début du XVIe siècle sous couleur de protéger le catholicisme et les méthodes utilisées pour conquérir l'Amérique. Les intellectuels espagnols - notamment Quevedo et Saavedra Fajardo - rejettent avec indignation ces allégations.

La guerre suit de près cette campagne de propagande. Au début, la supériorité de l'Espagne semble évidente : ses troupes enfoncent le front de Picardie et écrasent l'armée française à Corbie (1636) ; Paris est menacé. En 1638, l'amiral Alonso Enríquez bat la flotte française de l'Atlantique et lève le blocus de Fontarabie [24]. Après ces premières défaites, la France se ressaisit. Le tournant de la guerre se situe le 19 mai 1643, quand le duc d'Enghien met en déroute, à Rocroi, «la redoutable infanterie de l'armée d'Espagne » (Bossuet), date symbolique à plus d'un titre. Elle est d'abord la victoire d'un jeune général de vingt-deux ans sur le vieux comte de Fuentès. Jamais le mot d'Olivarès n'a paru plus justifié : l'Espagne n'a plus de chefs (No hay cabezas). Après la disparition du cardinal-infant, Ferdinand d'Autriche, elle manque de militaires expérimentés. Rocroi, c'est aussi la fin d'un mythe : depuis cent cinquante ans, l'infanterie espagnole - les tercios - avait la réputation d'être invincible. Regroupée en carrés sur deux et trois lignes, elle constituait un bloc sur lequel venaient se briser les attaques de l'ennemi. À Rocroi, les mousquets et les canons ont eu raison des piques ; la

puissance du feu est venue à bout des gros bataillons. Les charges de cavalerie légère ont fait le reste. La cavalerie et l'artillerie, «armes riches, armes de riches » (Pierre Chaunu), témoignent de nouveaux rapports de force et d'une Espagne épuisée face à une France dynamique.

La défaite diplomatique

À peine connue, la défaite de Rocroi entraîne le renvoi du comte-duc. Philippe IV lui conserve sa confiance, mais une réaction nobiliaire exige son départ. Olivarès meurt, deux ans plus tard, en 1645. Son neveu, Luis de Haro, lui succède; il se verra donner, en 1659, le titre de Premier ministre que le comte-duc avait si bien défini, mais qu'il n'avait jamais porté. C'est à lui qu'il revient de tirer les conséquences de la politique menée depuis 1621. Un nouveau désastre militaire, à Lens (1647), le convainc que l'Espagne ne peut plus se battre sur tous les fronts. Jusqu'en 1640, la guerre avait épargné la péninsule. Maintenant, le pays Basque et le Roussillon sont menacés par les Français, et la Catalogne et le Portugal sont entrés en dissidence. L'Espagne se résigne à admettre sa défaite en Europe. Les traités de Westphalie (1648) marquent la fin d'une époque. Le 15 mai, à Münster, l'Espagne reconnaît l'indépendance de la Hollande à laquelle elle laisse le droit de fermer les bouches de l'Escaut; cela signifie la ruine d'Anvers et le triomphe d'Amsterdam comme place de commerce. Six mois plus tard, à Osnabrück, l'Empire, les princes allemands, la France et la Suède signent la paix. Le traité consacre les libertés germaniques, c'est-à-dire l'indépendance des princes et des villes souveraines d'Allemagne ; l'Empire n'est plus qu'une confédération d'États. Ainsi s'ef fondre le rêve de Charles Quint - refaire l'unité religieuse de l'Europe -, ambition que la Maison d'Autriche a poursuivie avec l'aide de l'Espagne. La chrétienté est morte; une Europe nouvelle se met en place. L'Espagne perd sa suprématie au profit de puissances nouvelles : la France, la Hollande, l'Angleterre. Revanche du nord contre le sud ? Victoire de la Réforme sur le catholicisme ? Ce ne sont pas seulement les pays fidèles au catholicisme qui passent alors au second plan; l'empire turc aussi paraît entrer dans une sorte de léthargie. « Toute force s'épuise, écrivait Lavisse au début de ce siècle. La faculté de conduire l'histoire n'est point une propriété perpétuelle. L'Europe, qui l'a héritée de

l'Asie il y a trois mille ans, ne la gardera peut être pas toujours. » On est en présence d'une version sécularisée - mais non moins énigmatique - de la prophétie du livre de Daniel, de laquelle, jusqu'à Bossuet, on donnait une interprétation providentialiste. L'empire du monde, qui avait appartenu d'abord aux Assyriens, était ensuite passé aux Perses, puis aux Macédoniens et enfin aux Romains, déplacements successifs qui rappellent la marche du soleil d'est en ouest. C'est cette interprétation qui est à l'origine de la phrase connue selon laquelle le soleil ne se couche jamais dans l'empire espagnol. La Providence aurait réservé à l'Espagne un destin privilégié : située à l'extrême occident de l'ancien monde, l'Espagne devait recueillir l'empire universel et le garder pour toujours puisque, au-delà des côtes de la péninsule, il n'y avait plus rien. Au début du XVIIe siècle, Campanella avait repris et actualisé le mythe de la succession des empires : l'Espagne avait reçu la mission de faire triompher le catholicisme dans le monde.

Depuis la fin du XVe siècle, l'expérience avait mis à l'épreuve les théories inspirées de la prophétie de Daniel qui, jusque-là, paraissait vérifiée par les faits. Pendant des millénaires, le foyer de la civilisation s'était situé sur les bords de la Méditerranée. C'est là qu'étaient nées toutes les grandes civilisations : Phéniciens, Égyptiens, Grecs, Romains, Arabes avaient tour à tour laissé leur marque dans l'histoire. Les grandes découvertes avaient donné lieu à des changements significatifs des courants économiques qui s'étaient déplacés de Venise à Lisbonne, puis à Anvers et à Amsterdam; l'Atlantique supplantait la Méditerranée. Après la bataille de Lépante (1571), c'est sur d'autres théâtres que se joue le destin politique des nations d'Europe. L'Italie continue à tenir une place de choix, mais ce n'est plus le sud et Naples qui retiennent l'attention, c'est Milan, nœud des communications entre l'Espagne et l'Europe du Nord. Le sens de l'évolution n'est pas contestable, le foyer de la civilisation est remonté vers le nord. Au XVIIIe siècle, y seront élaborées les valeurs de l'Europe moderne : le capitalisme, la science, la technique, la tolérance, le progrès, toutes valeurs qui paraîtront alors étrangères à l'Europe du Sud. Longtemps, on voudra y voir la preuve de la supériorité du protestantisme sur le catholicisme, du monde anglo-saxon sur le monde latin. Les choses sont sans doute plus complexes. La raison de ces déplacements nous échappe, mais les traités de

Westphalie en sont, du point de vue diplomatique, le jalon le plus significatif.

À Osnabrück, les Habsbourgs d'Autriche avaient renoncé à un grand principe: la solidarité entre toutes les branches des Habsbourgs ; ils avaient signé une paix séparée. L'Espagne avait refusé de s'y associer parce qu'elle espérait encore conserver l'unité politique de la péninsule Ibérique en reconquérant la Catalogne et le Portugal. Elle obtient satisfaction sur le premier point, non sans concessions. Par le traité des Pyrénées (1659), elle cède à l'Angleterre la ville de Dunkerque et la Jamaïque et à la France l'Artois, le Roussillon et la Cerdagne. En revanche, en 1668, elle doit reconnaître l'indépendance du Portugal.

LA FIN DE LA DYNASTIE

Le règne de Charles II passe pour être l'une des plus sombres périodes de l'histoire d'Espagne, ce qui a conduit les historiens à s'en désintéresser. L'Espagne - pensait-on - touchait le fond de l'abîme et les dernières décennies du XVIIe siècle ne retenaient guère l'attention; on y voyait la confirmation de la décadence, un temps mort avant le redressement qu'allaient opérer les Bourbons, comme si le changement de dynastie suffisait seul à expliquer l'essor du XVIIIe siècle. Ces jugements paraissent sommaires et injustes. Les travaux récents - encore trop rares - qu'on a consacrés au règne de Charles II tendent tous à montrer qu'à partir de 1680 l'Espagne commence à changer dans des domaines essentiels : les finances, l'économie, la politique étrangère et même le mouvement des idées. Les universitaires restent fidèles à la scolastique, mais des laïcs - et parmi eux beaucoup d'aristocrates - sont nombreux à s'intéresser aux nouveautés scientifiques et philosophiques qui viennent de l'étranger. Dans les salons de Madrid et de Valence, on parle de Descartes et on commente les dernières découvertes et les nouveaux livres parus. Les transformations du XVIIIe siècle ne se comprennent pas sans les efforts de rénovation en profondeur qui se produisent à la fin du siècle précédent.

Il est vrai que le dernier des Habsbourgs inspire la commisération. On peut voir, au musée du Prado, le portrait qu'a fait de lui le peintre officiel Carreño. L'artiste n'a pu masquer les traits dégénérés, le manque

d'expression et la fragilité de cet adolescent dans le décor écrasant de l'alcázar de Madrid. Charles II avait quatre ans en 1665, quand il succéda à son père. Sa mère, Marianne, gouverne en son nom, en qualité de régente, assistée d'un comité où sont représentés les divers territoires de la monarchie. Le jésuite autrichien Nithard, confesseur de la reine, est, en fait, le véritable maître, mais les nobles, qui s'étaient résignés à subir l'autorité de favoris issus de leurs rangs, n'acceptent pas de s'incliner devant un roturier, de surcroît étranger. Juan José d'Autriche se prend pour un second don Juan d'Autriche parce qu'il est le fils naturel de Philippe IV et d'une actrice de théâtre et que son père lui a accordé la dignité de prince du sang. C'est lui qui mène l'opposition contre Nithard. Au cours de l'hiver 1668-1669, il marche sur Madrid depuis la Catalogne. Sur son passage, on l'acclame comme le sauveur de la patrie. Nithard préfère fuir, le 25 février 1669, mais la régente prend des précautions : elle renforce la garde du palais et elle offre à Juan José - qui accepte - le poste de vice-roi d'Aragon, ce qui a pour effet de l'éloigner de Madrid. Marianne appelle alors au pouvoir un personnage qu'on croirait tiré d'un roman picaresque, Ferdinand de Valenzuela, fils d'un capitaine, né à Naples en 1636. Cet ancien page du vice-roi de Sicile avait épousé, en 1661, une dame d'honneur de la reine. À trente-trois ans, la faveur de Marianne l'investit des responsabilités les plus hautes avec le titre de Premier ministre ; on fait de lui un Grand d'Espagne. Valenzuela croit se faire aimer en offrant au peuple de Madrid du pain bon marché et des courses de taureaux. Les nobles n'acceptent pas ce parvenu, pas plus qu'ils n'avaient voulu du Père Nithard. Une fois de plus, ils se rassemblent autour de Juan José, signent un manifeste en sa faveur et le pressent de prendre le pouvoir. Juan José quitte l'Aragon en janvier 1677 et s'avance triomphalement vers la capitale à la tête d'une armée de quinze mille hommes; dix-huit Grands d'Espagne l'accompa gnent. C'est le premier pronunciamiento de l'histoire d'Espagne, une manœuvre d'intimidation destinée à imposer un changement de politique, sans qu'on en vienne aux mains, par la seule menace d'un coup de force. Valenzuela est exilé aux Philippines et Juan José se maintient au pouvoir jusqu'à sa mort (1679) contre la volonté de la reine-mère et du roi qui a atteint sa majorité légale en 1675.

L'expérience des années 1665-1677 montre qu'on ne peut rien faire sans l'accord de la noblesse. Le roi en tire la conclusion suivante; les premiers ministres sont désormais choisis dans ses rangs. C'est notamment le cas des deux plus importants, le duc de Medinaceli (1680-1685) et le duc d'Oropesa (1685-1691, puis 1698-1699). C'est à eux que l'on doit les mesures destinées à assainir les finances et la recherche d'orientations nouvelles en politique étrangère.

Sur le premier point, les décisions de 1680 et de 1686 sont deux exemples d'une politique de déflation réussie. Le nombre de pièces de billon en circulation s'était tellement accru qu'elles avaient fini par perdre toute valeur, avec les conséquences habituelles en pareil cas : la mauvaise monnaie chasse la bonne ; on ne trouvait pas de pièces d'argent. En 1680, le gouvernement dévalue de moitié les monnaies de billon. La décision provoque dans l'immédiat un marasme profond, des faillites et la ruine de beaucoup de familles. Les prix s'effondrent, on manque de monnaie fractionnaire, puis la situation se stabilise et s'améliore peu à peu. Six ans plus tard, en 1686, ce sont les pièces d'argent qu'on dévalue de vingt pour cent; on frappe de nouvelles pièces de huit réaux. Cette fois encore, le choc est rude, mais l'opération réussit. Après un siècle d'inflation, la monnaie retrouve une valeur stable ; les finances publiques sont assainies ; les impôts baissent d'environ 15 % ; on diminue de moitié les titres de la dette publique et on baisse l'intérêt à 4 %. La vie économique peut repartir sur des bases plus solides et on observe vite des améliorations substantielles.

En politique étrangère, le règne de Charles II amorce un renversement d'alliances paradoxal. La Hollande indépendante cesse d'être une ennemie; elle se retrouve aux côtés de l'Espagne pour contrecarrer les visées expansionnistes de la France de Louis XIV et l'impérialisme colonial de l'Angleterre. En outre, l'Espagne ne peut plus compter autant qu'autrefois sur la solidarité de l'Autriche. Après le traité des Pyrénées (1659) qui lui avait permis de garder l'essentiel de la Catalogne, l'Espagne cherchait à reprendre le Portugal, soutenu par l'Angleterre. Or les Hollandais n'avaient pas renoncé à s'implanter au Brésil, ce qui les amenait à combattre les Portugais et leurs alliés anglais. L'Espagne ne retire aucun bénéfice de cette solidarité objective avec la Hollande; le Portugal reste indépendant (traité de Madrid, 1668).

En 1667, Louis XIV se met en tête de réclamer, au nom de sa femme Marie-Thérèse, la possession d'un certain nombre de territoires des Pays-Bas espagnols. Pour la sécurité de la France, il souhaite repousser au nord et au nord-est les frontières du royaume. Il envahit les Pays-Bas espagnols et occupe la Franche-Comté. La Hollande s'inquiète des ambitions françaises ; les Pays-Bas espagnols constituent pour elle un territoire-tampon qui la met à l'abri d'un voisin encombrant. La Hollande se rapproche donc de l'Espagne alors que l'empereur penche plutôt pour la France. En mai 1668, Louis XIV rétrocède à l'Espagne la Franche-Comté, mais garde Charleroi, Mons, Lille et Douai. En 1672, il déclare la guerre à la Hollande qui reçoit immédiatement l'appui de l'Espagne. La paix de Nimègue (1678) attribue définitivement la Franche-Comté à la France, ainsi que Cambrai, Valenciennes et la moitié de l'île de Saint-Domingue. Les hostilités reprennent en 1683, puis en 1690, toujours à propos des Pays-Bas espagnols, un territoire dont l'Espagne voudrait bien se défaire - elle a même envisagé de l'échanger contre le Roussillon -, mais la Hollande l'encourage à tenir bon par crainte de voir la France y installer sa domination. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer le problème de la succession au trône d'Espagne.

Charles II s'est marié deux fois. En 1679, il épouse Marie-Louise d'Orléans, qui meurt en 1689 sans lui avoir donné d'enfant. Le parti autrichien intrigue pour qu'il se remarie avec Marianne de Neubourg, fille de l'électeur Palatin et sœur de l'impératrice. Le roi se prête à des séances d'exorcisme que certains lui recommandent comme un moyen d'apaiser le courroux de Dieu et d'assurer la naissance d'un héritier. Rien n'y fait: le trône d'Espagne est à prendre. Trois candidats se mettent sur les rangs :

> le prince Joseph-Ferdinand, fils de l'électeur de Bavière et arrière-petit-fils de Philippe IV, est soutenu par le comte d'Oropesa, Premier ministre. Les Anglais et les Hollandais ne lui sont pas hostiles.
>
> l'archiduc Charles d'Autriche, second fils de l'empereur, a les préférences de la reine-mère et, bien entendu, de l'Autriche.
>
> Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, a l'appui de la France, mais ses titres sont discutés puisque, pour épouser le roi de France, l'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe IV, a renoncé à ses droits à la couronne d'Espagne.

En octobre 1698, les puissances intéressées concluent un accord: la succession d'Espagne serait partagée entre les trois candidats. L'Espagne et ses colonies iraient à Joseph Ferdinand; l'archiduc d'Autriche recevrait le Milanais ; les Pays-Bas, Naples et la Sicile reviendraient au duc d'Anjou. Cet arrangement aurait dû rester secret, mais Charles II finit par en être informé. Blessé dans sa fierté, il désigne le Bavarois comme héritier de toutes ses possessions. La mort de Joseph-Ferdinand, en février 1699, remet tout en question. Louis XIV et Guillaume III d'Orange signent alors un nouvel accord: l'archiduc d'Autriche hériterait de l'Espagne et des colonies, le duc d'Anjou des Pays-Bas, de Naples, de la Sicile et de la Lorraine, le duc de Lorraine recevant le Milanais en compensation. Reste à faire entériner ce compromis par Charles II. Le Conseil d'État ne veut pas en entendre parler, la monarchie ne saurait être démembrée. Par patriotisme, le Conseil se prononce en faveur du Bourbon, car seul Louis XIV paraît en mesure de défendre par les armes l'unité de la monarchie. Le 2 octobre 1700, Charles II rédige un testament conforme à ce vœu. L'ordre de succession est le suivant: 1) Philippe d'Anjou; 2) le duc de Berry, son frère; 3) l'archiduc Charles d'Autriche; 4) le duc de Savoie. Par un retournement étonnant, la France va donner un roi à un pays dont elle était l'ennemie depuis deux siècles. Comment les Habsbourgs, qui régnent sur l'Espagne depuis Charles Quint, accepteraient-ils d'en être exclus? Les autres nations admettront-elles une solution qui ferait de la France une puissance hégémonique? Ce sont les questions que l'on se pose quand meurt Charles II, le 1er novembre 1700.

1 Cf. infra, p. 286 sq.

2 Cf. R. A. STRADLING, Felipe IV y el gobierno de España, 1621-1665, traduction espagnole, Madrid, 1989.

3 Les Grands d'Espagne avaient le privilège de rester couverts devant le roi.

4 Comte d'Olivarès et duc de San Lúcar.

5 Olivarès possédait l'une des plus riches bibliothèques privées d'Europe avec ses deux mille sept cents livres imprimés et ses mille quatre cents manuscrits. On y trouvait les auteurs de l'Antiquité, mais aussi des chroniques, des traités de droit et de théologie, des œuvres de Machiavel, de Guichardin, d'Erasme, de Mélanchton, de Calvin (mais pas de Luther), des commentaires de rabbins sur l'Ancien Testament et même le Coran. Quelques-uns de ces ouvrages étaient à l'Index; le comte-duc s'était fait donner licence de les posséder et de les lire. Les livres français ne sont pas rares dans cette bibliothèque. On relève notamment les œuvres de Commines, de Froissart, de Joinville, de Jean Bodin... Curieusement, les textes proprement littéraires sont absents dans cette bibliothèque ; on n'y trouve pas Don Quichotte, par exemple...

6 Olivarès avait été très affecté par la mort de sa fille, en 1626. A partir de cette date, on le voit beaucoup plus préoccupé qu'autrefois par ses devoirs religieux. Il se confesse et communie souvent, parfois tous les jours, il rend un culte particulier à quelques saints de sa dévotion, notamment sainte Thérèse d'Avila dont il possédait une relique (le cœur incrusté de diamants). Il faut remarquer que, dans l'Espagne du XVII[e] siècle, le culte pour sainte Thérèse avait une signification particulière ; beaucoup s'étaient opposés à ce que la sainte d'Avila, canonisée en 1622, fût proclamée patronne de l'Espagne au même titre que saint Jacques. Quevedo faisait partie de ces opposants. Antiféminisme ? anti-intellectualisme ? ou les deux à la fois ?

7 Certains se laisseront séduire; c'est ainsi qu'en 1636 le marquis de Bologne, Virgilio Malvezzi, devient le panégyriste officiel d'Olivarès. Quevedo avait été tenté de faire la même chose, mais il n'avait pas l'échine assez souple ; il devient vite l'un des adversaires les plus sévères du comte-duc qui le lui fera payer cher.

8 Sur les arbitristas, cf. infra, p. 356 sq. Olivarès possédait dans sa bibliothèque plusieurs traités d'arbitristas: le Memorial de Cellorigo, celui de Damian de Olivares et celui de Jerónimo de Ceballos.

9 En 1615, un moraliste, Juan de Santa María, avait préconisé une mesure de ce genre : «L'expérience montre, écrivait-il, qu'on est pauvre en entrant en fonction et riche en sortant. » Le décret de 1622 a reçu un commencement d'application. José Francisco de la Peña a retrouvé aux archives des Indes de Séville cinq gros dossiers contenant des déclarations de patrimoines... que personne, avant lui, n'avait ouverts ; cf. J. F. de la PEÑA, Oligarquía y propiedad en Nueva España. 1550-1624, Mexico, 1983.

10 Entendons écoles où l'on enseignait le latin.

11 «Des têtes, voilà ce qui manque », écrit Olivarès au cardinal-infant, Ferdinand d'Autriche, qui venait de s'illustrer en battant les Hollandais à Nördlingen (lettre du 25 mai 1636).

12 Il trouvait la « pureté de sang » « injuste, impie et contraire au droit divin et au droit naturel ». De fait, il a encouragé les marranes à s'installer en Espagne.

13 Effectivement, pendant toute la période, l'Inquisition manifeste une sévérité accrue contre les judaïsants d'origine portugaise. Entre 1625 et 1640, deux cent trente sont jugés par le tribunal de Cordoue. Des incidents viennent relancer la polémique. En 1629, par exemple, des Juifs portugais auraient fouetté et brûlé un crucifix; six d'entre eux sont condamnés à mort au cours d'un autodafé présidé par le roi et exécutés. En 1633, des placards sont affichés dans les rues de Madrid; rédigés en portugais, ils proclament la supériorité du judaïsme sur le catholicisme.

14 Un autre des buts poursuivis est de faire pression sur la Hollande, qui importe du sel d'Espagne. « Olivarès aurait voulu faire de Bruxelles un immense grenier à sel, rupture de charge et centre de redistribution vers les pays riverains de la mer Baltique et la Hollande. » Le projet échoua: « On en revint donc à l'autorisation, très limitée, accordée aux négociants hollandais de venir s'approvisionner au Portugal et en Andalousie atlantique » (J. F. SCHAUB, dans Recherches sur l'histoire de l'État dans le monde ibérique, Paris, 1993, p. 23 sq.).

15 En 1631, on décide de prélever la moitié du revenu de tous les offices et emplois, l'année de leur attribution ; c'est la taxe connue sous le nom de demi-annate (media annata), étendue en 1635 aux rentes sur l'État (juros). On crée les cientos, centimes additionnels aux taxes sur les transactions (alcabalas). Pendant tout le XVII[e] siècle, trois impôts seulement représentent la moitié du produit fiscal de la Castille : les alcabalas, les cientos et les Millions ; ce sont trois impôts indirects.

16 « Elle va finir par posséder tout le pays », s'écrie-t-il un jour.

17 L'idée apparaît déjà chez le jésuite Mariana (De Rege, 1599) ; elle est reprise et développée par le franciscain Juan de Salazar, en 1619. Il est plus curieux de la retrouver sous la plume de l'Italien Campanella.

18 Mémoires du cardinal de Richelieu, t. I, Paris, Librairie Renouard, 1907, p. 19. Francis Bacon ne disait pas autre chose: «Les autres princes catholiques se

contentent de maintenir leur religion dans leurs États et ne se mêlent pas d'influencer les sujets des autres princes. Au contraire, les Espagnols ont entrepris, à l'époque de Charles Quint, de la Ligue de France et maintenant des affaires d'Angleterre, de signer des accords avec les États étrangers et de se déclarer les protecteurs généraux du parti des catholiques dans le monde entier, comme si la couronne d'Espagne voulait imposer par les armes la loi du pape, à la façon des Ottomans pour la loi de Mahomet» (Considérations politiques pour entreprendre la guerre contre l'Espagne, 1624).

19 « Considérer comme prioritaires et les faire passer avant la défense de l'État et de toutes les affaires d'État le maintien, la conservation et l'accroissement de la religion catholique. »

20 L'armée des Flandres coûte trois millions de ducats par an.

21 Cf. José ALCALÁ-ZAMORA, España, Flandes y el mar del Norte, Barcelone, 1975.

22 Il est vrai qu'elle doit l'évacuer, l'année suivante.

23 Carlos Garcia est précisément l'un des nombreux professeurs d'espagnol en France ; on lui doit une méthode rapide pour apprendre l'espagnol, publiée à coup sûr en 1616, peut-être déjà en 1615.

24 Pour le remercier, le comte-duc lui donne un office d'échevin dans chacune des villes représentées aux Cortès.

CHAPITRE V

La monarchie hispanique

De l'avènement des Rois Catholiques à la mort du dernier des Habsbourgs d'Espagne s'est constituée une puissance d'un caractère original en Europe. Par commodité, on l'appelle l'Espagne bien qu'elle ait des ramifications en Italie, dans le nord de l'Europe et dans le monde entier. Il est vrai que sa base principale est située dans la péninsule Ibérique, plus précisément en Castille. C'est à partir des domaines castillans que les Rois Catholiques ont organisé leur politique étrangère et que les Habsbourgs ont cherché à dominer l'Europe. C'est de la Castille - et des Indes qui lui sont rattachées - qu'ils tirent l'essentiel de leurs revenus; c'est la Castille qui impose ses valeurs à l'ensemble.

Depuis les débuts de la Reconquête, les souverains chrétiens du Léon, puis de la Castille ont eu l'ambition de restaurer l'unité de l'Espagne. Comme les autres États nés de la Reconquête refusaient de reconnaître la suprématie de l'un d'entre eux, on a cherché à obtenir le même résultat au moyen d'alliances dynastiques. En 1580, quand Philippe II devient roi de Portugal, le but paraît atteint; la péninsule Ibérique tout entière est placée sous l'autorité d'un souverain unique. Est-elle pour autant unifiée ? Rien n'est moins sûr. En février 1479, la mort de Jean II avait fait de son fils Ferdinand, déjà associé depuis 1474 au gouvernement de la Castille, le titulaire de la couronne d'Aragon. Le chroniqueur Pulgar évoque le problème qui se pose alors : Ferdinand et Isabelle devaient-ils s'intituler rois d'Espagne puisque leur autorité s'étendait désormais sur la plus grande partie de la péninsule ? Certains membres du Conseil étaient de cet avis - Pulgar ne rapporte pas leurs arguments, et c'est bien dommage -; on décida finalement de ne rien innover. Ferdinand et Isabelle ne seraient pas rois d'Espagne, mais rois de Castille, d'Aragon, seigneurs de Biscaye, comtes de Barcelone, etc. Après eux, les Habsbourgs respecteront cet usage. C'est

ainsi que s'est formé un État multinational dont on ne trouve guère d'exemples en Europe, sauf l'Autriche-Hongrie entre 1867 et 1918 : un corps politique réunissant des peuples de langues, de traditions et d'histoires nationales différentes, chacun conservant son autonomie administrative et même son économie propre et ses douanes [1], cédant seulement à la puissance centrale, incarnée par la dynastie régnante, les intérêts communs à tous les groupes : la diplomatie et la défense. La monarchie ainsi entendue comprend les couronnes de Castille et d'Aragon, plus, entre 1580 et 1640, la couronne de Portugal, et encore les Pays-Bas, la Franche-Comté, le royaume de Naples, le duché de Milan et les territoires d'outre-mer. Le seul lien qui assure l'unité de cet ensemble est la personne du roi. Partout s'applique le principe posé par le jurisconsulte Juan de Solôrzano Pereira : chacun des territoires qui composent la monarchie doit être gouverné comme si le roi, qui règne sur tous, l'était seulement de celui-là.

L'unité n'implique pas l'uniformité. La monarchie hispanique regroupe des territoires jusque-là indépendants dans une construction politique qui leur garantit une large autonomie. C'est ce qui la distingue de la France et c'est là qu'il faut voir le fondement historique de l'Espagne contemporaine, définie par la Constitution de 1978 comme un État des autonomies. On aboutit ainsi, à l'époque des Habsbourgs, à une gradation : royaume, couronne, monarchie. On appelle couronne (corona) la réunion de plusieurs royaumes ou seigneuries (reinos y señoríos). La couronne de Castille, par exemple, comprend les anciens royaumes de Tolède, Grenade, Léon, Murcie, Galice, Navarre, etc., plus les provinces basques et les vice-royautés d'Amérique ; la couronne d'Aragon est formée de deux royaumes (l'Aragon proprement dit et Valence) et des comtés catalans. Plusieurs couronnes constituent la monarchie. Comme l'écrivait Quevedo au début du XVIIe siècle, à proprement parler, l'Espagne comprend trois couronnes : la Castille, l'Aragon et le Portugal.

Ici se pose un problème de droit : comment faut-il appeler le chef de cet État multinational? Parler de roi d'Espagne est impropre : il n'y a pas de royaume d'Espagne. De plus, cet État comprend des territoires situés hors de la péninsule Ibérique. Sous Charles Quint, on disait : l'empereur, ce qui évitait toute équivoque. À partir de Philippe II, les choses se compliquent. On reprend alors le titre que le pape Alexandre VI avait donné à Ferdinand

et à Isabelle en 1494: Rois Catholiques. À l'époque, il s'agissait de féliciter les souverains pour la prise de Grenade et en même temps de les mettre à égalité avec les rois de France qui portaient le titre de rois Très Chrétiens. En appelant Philippe II le Roi Catholique, on évite de commettre une erreur de droit et de heurter les susceptibilités nationales de ses sujets, même si, dans la pratique, on se laisse aller à parler de roi d'Espagne. Les successeurs de Philippe II feront de même ; on les désignera sous le nom de Rois Catholiques et l'ensemble des domaines sur lesquels ils règnent sera appelé la Monarchie catholique, commodité de vocabulaire qu'il faut se garder de prendre au pied de la lettre : l'expression ne préjuge en rien du caractère religieux de la politique menée. Dans le langage courant on n'a pas ces scrupules. Très tôt, on a appelé Espagne la double monarchie Castille-Aragon par opposition au Portugal, et l'émancipation de ce dernier territoire au milieu du XVIIe siècle ne fera que renforcer cet usage et le généraliser.

LA COURONNE DE CASTILLE

Le degré d'intégration de la couronne de Castille est plus élevé que dans les autres territoires: à quelques nuances près (les provinces basques, la Navarre), la langue, le droit, les Cortès sont les mêmes dans toute la couronne de Castille ; la mise en œuvre de méthodes rationnelles d'administration et de gestion y est poussée très loin. On aurait tort, cependant, de confondre intégration et centralisation. La couronne de Castille comprend elle-même trois ensembles territoriaux distincts :

> les domaines « castillans » proprement dits, c'est-à-dire les anciens royaumes historiques (Léon, Castille) et ceux qui ont été annexés au cours de la Reconquête (Tolède, Séville, Murcie, Grenade...), plus les provinces basques ;
>
> le royaume de Navarre ;
>
> les vice-royautés de la Nouvelle-Espagne et du Pérou, ainsi que les autres territoires d'outre-mer.

Un document d'un intérêt exceptionnel permet de se reconnaître dans cette structure : le Grand Mémorial rédigé en 1624 par le comte-duc

d'Olivarès, exposé remarquable de l'administration des royaumes de la monarchie au début du règne de Philippe IV [2].

La Navarre

La partie de la Navarre située au sud des Pyrénées a été rattachée à la couronne de Castille en 1515 (Cortès de Burgos) avec promesse de voir respectée son autonomie interne. Le souverain est représenté dans le territoire par un vice-roi, le plus souvent un noble castillan, qui préside de droit le Conseil de Navarre, à la fois organe suprême du gouvernement intérieur et cour de justice, composé d'un régent et de six conseillers, des Navarrais pour la plupart, mais le comte-duc observe que rien ne s'oppose à ce qu'on y nomme aussi des Castillans. Olivarès ajoute une remarque intéressante : bien entendu, le Conseil de Castille n'a pas autorité sur la Navarre, mais la Chambre de Castille (Cámara de Castilla), qui en est une émanation, oui; il s'ensuit que le souverain a les moyens d'intervenir directement par ce biais dans les affaires de Navarre ; pour respecter les formes, ces interventions se font non par décret (provisión sellada), mais par un texte signé personnellement par le roi (cédula real). La Navarre possède une Chambre des comptes qui s'occupe des affaires financières et fiscales. Les Cortès de Navarre continuent à jouer leur rôle ; elles reçoivent des nouveaux souverains le serment de fidélité et sont consultées en matière législa tive. La Navarre, qui s'est ralliée tout de suite aux Bourbons lors de la guerre de succession d'Espagne au début du XVIIIe siècle, conservera ce régime d'autonomie jusqu'en 1841.

Les trois provinces basques

Elles présentent entre elles de grandes ressemblances, mais chacune possède un régime administratif et fiscal distinct. Des assemblées (juntas) générales jouent le rôle de Cortès ; elles sont élues par les cantons ruraux en Alava, par les villes les plus importantes et les districts ruraux en Biscaye et au Guipúzcoa.

C'est en Alava que l'autonomie est la plus grande. Ici, le pouvoir exécutif appartient à un député général proposé par la Junta pour trois ans. Ce député général représente la Junta en dehors des sessions.

Dans les deux autres provinces, le roi nomme un corregidor. Dans la seigneurie de Biscaye, ce corregidor est assisté par deux députés de la Junta; tous trois forment la Diputación ou commission permanente de la Junta qui se réunit tous les deux ans, au mois de juillet, sous l'arbre de Guernica. Les affaires judiciaires concernant les ressortissants de la Biscaye relèvent en dernière instance d'un juge spécial qui siège à la Chancellerie de Valladolid. La note dominante en Biscaye est l'opposition entre Bilbao, siège de l'exécutif et ville la plus importante, et le reste de la seigneurie.

Un régime voisin fonctionne dans la province de Guipúzcoa: corregidor nommé par le roi, Juntas générales composées des représentants des villes avec prééminence de Saint-Sébastien, diputación formée par les représentants de Saint-Sébastien, Tolosa, Azpeitia et Azcoitia.

Il faut encore relever le statut particulier de trois autres territoires : Grenade, les Asturies et la Galice.

Grenade

Dans l'ancien royaume de Grenade, la présence d'une importante communauté musulmane explique la présence de deux autorités, placées sur un pied d'égalité, avec des compétences distinctes en théorie, mais difficiles à délimiter dans la pratique : l'autorité militaire, incarnée par le capitaine général de l'Alhambra, et ce qu'on pourrait appeler le pouvoir civil représenté par la Chancellerie. Les deux autorités ont d'abord collaboré en bonne intelligence. Puis les choses se sont gâtées. En 1535, Charles Quint renouvelle presque entièrement le personnel de la Chancellerie. Depuis lors, les rapports entre les deux pouvoirs ne cessent de s'envenimer, chacun prétendant avoir le pas sur l'autre et faire prévaloir en toutes choses sa prééminence. Cette mésentente s'est révélée désastreuse sur le terrain, la Chancellerie accusant le capitaine général de complaisance à l'égard des morisques, le capitaine général reprochant aux letrados de la Chancellerie leur incompétence et leurs maladresses. Philippe II tranche en faveur de la

Chancellerie. Après l'insurrection des morisques de 1569, le capitaine général ne conserve plus que ses attributions strictement militaires. Le royaume de Grenade rentre alors dans le droit commun.

Grenade disposait depuis 1492 d'une représentation aux Cortès. Cela n'a pas toujours été le cas de la Galice qui n'a obtenu ce privilège qu'en 1623; les Asturies, elles, ne l'ont jamais eu.

La Galice

Dans le premier territoire, l'autorité royale est confiée non pas à un corregidor, mais à un gouverneur. Cette particularité s'explique par les troubles qui avaient agité la Galice pendant de longues années et encore au début du règne des Rois Catholiques. Pour achever d'y rétablir l'ordre, il fallait que l'État fût représenté par un agent doté de pouvoirs exceptionnels; c'est la raison d'être du gouverneur. Autre signe de la situation particulière de la Galice: la présence d'une Audience (Real Audiencia), organisme à la fois judiciaire et politique et, pour cette raison, présidé par le gouverneur. Enfin, pour compenser l'absence de représentation aux Cortès, la Galice a des Juntas qui continuent à se réunir au XVIIe siècle, bien que, depuis 1623, la Galice ait obtenu le privilège de siéger aux Cortès.

Les Asturies

C'est une situation analogue qu'on retrouve dans le principat des Asturies, lui aussi privé de représentation aux Cortès, mais bénéficiant d'un statut particulier consacré par les ordonnances de 1659. Trente et un municipes (concejos) élisent des délégués à une Junta general qui se réunit tous les trois ans, le 1er mai, pour une session de deux mois, sous la présidence du corregidor. Dans l'intervalle des sessions, six délégués composent la Diputación chargée d'expédier les affaires courantes.

La Castille proprement dite

Le reste des domaines péninsulaires de la couronne de Castille relève d'institutions communes. La centralisation y a été poussée plus avant; elle est pourtant loin d'être totale. Il serait faux de croire que le pouvoir royal administrât directement la totalité du territoire. La règle, c'est plutôt l'administration déléguée. On peut distinguer ainsi deux niveaux.

Le domaine seigneurial au sens large, c'est-à-dire celui où le souverain délègue son autorité à des seigneurs laïques ou ecclésiastiques. L'archevêque de Tolède, par exemple, est à la tête d'un territoire immense dans lequel il exerce des pouvoirs judiciaires, administratifs, économiques ; il nomme les juges, les notaires et autres fonctionnaires ; il supervise l'administration municipale. Les seigneurs font la même chose dans les limites de leur juridiction. Au total, la moitié du territoire national, peut-être plus, échappe au contrôle direct du souverain et du pouvoir royal. Sans doute les lois du royaume s'appliquent-elles partout; les personnes qui vivent dans les domaines d'un seigneur ont toujours la possibilité de faire appel devant la justice royale d'une décision judiciaire qui leur paraît arbitraire ou inique, mais, sauf dans le cas d'abus manifeste, les seigneurs exercent par délégation de très larges pouvoirs administratifs.

Le deuxième secteur comprend tous les territoires ne relevant pas d'un seigneur. Le vocabulaire, ici, peut tromper. On parle de domaine royal (realengo), mais les municipalités (concejos) disposent d'une large autonomie et exercent leur autorité non seulement sur les villes, mais aussi sur les campagnes environnantes et cela peut représenter parfois des provinces très étendues. La ville-capitale (Valladolid, Ségovie, etc.) se comporte en véritable seigneur collectif à l'égard des campagnes environnantes qui forment une dépendance de la ville, son alfoz ou sa tierra.

Quel que soit le statut de la municipalité, qu'elle soit de señorío ou de realengo, et son importance, elle est toujours constituée de deux éléments :

> un exécutif (la justicia), des alcaldes auxquels s'ajoute parfois un représentant de l'autorité de tutelle (alcalde mayor);
>
> un corps d'échevins (regidores ou veinticuatros) en nombre variable : quatorze à Léon, seize à Burgos, vingt-quatre à Salamanque et à Ségovie, trente-six à Murcie... La répartition des postes d'échevins est strictement réglementée et figée. Depuis la fin

du XIVe siècle, deux lignages se partagent ainsi les regimientos de Ségovie. La Junta de linajes n'a aucune existence légale ; elle représente pourtant, à côté du regimiento officiel, une autorité morale indiscutable parce qu'elle regroupe les principales familles qui composent le patriciat urbain. Des situations analogues se retrouvent à Valladolid, à Tolède, à Soria et dans toutes les grandes villes du royaume.

Pour compenser ce que ce système peut avoir de trop aristocratique, on a pris l'habitude de faire siéger, à côté des regidores, mais sans voix délibérative, des représentants de la population. Dans les petites bourgades, c'est un député général (procurador general) qui est ainsi censé faire entendre la voix des roturiers ; dans les villes plus importantes, ce sont ceux que l'on appelle jurats (jurados). En fait, eux aussi ont fini par se perpétuer et rendre leur mandat héréditaire. Les jurados constituent seulement une catégorie inférieure en pouvoir, en autorité et en prestige à celle des regidores. On voit, par exemple, sous Philippe IV, le Conseil de Castille autoriser les veinticuatros (autrement dit les regidores) de Séville à avoir des carrosses à deux chevaux, mais refuser ce privilège aux jurados, « parce qu'ils sont de moindre qualité » que les veinticuatros.

Théoriquement, regidores et jurados sont désignés par le roi. En réalité, ces charges se transmettent de père en fils, s'échangent, se vendent. Les charges d'échevins rapportent peu en elles-mêmes (quelques milliers de maravédis par an), mais leurs titulaires en tirent des avantages indirects très substantiels, sans compter la considération qui s'attache à la fonction : ils disposent presque à leur guise des terrains communaux (prairies, bois) ; ils exploitent les fournisseurs comme d'autres pressurent les Indiens[3]; ils fixent le prix des denrées de première nécessité et décident des adjudications; ils répartissent entre les habitants le montant des impôts, etc.

L'autonomie des municipalités de realengo est moins grande que celle des domaines seigneuriaux dans la mesure où le pouvoir royal s'y fait représenter par l'un de ses agents, le corregidor, dont les attributions et les compétences sont des plus étendues. Le corregidor, en effet, reçoit dans sa circonscription, qui va bien au-delà des limites territoriales de la ville où il réside, une très large délégation de pouvoirs. Il préside de droit l'assemblée municipale (regimiento) et, à ce titre, peut infléchir ses délibérations. Cette

prérogative est particulièrement importante quand il s'agit de désigner des représentants aux Cortès et de rédiger la liste des revendications qu'ils seront chargés de présenter. Le corregidor doit veiller à ce que les oppositions à la politique royale, s'il s'en présente, soient étouffées ou tout au moins qu'elles soient exprimées dans les termes les plus modérés. Il a qualité pour faire exécuter les décisions de l'État. Ses attributions en matière judiciaire sont extrêmement étendues : il est tout à la fois policier, magistrat instructeur, accusateur et juge, sauf à Séville où l'assistant (asistente), qui est l'équivalent du corregidor, ne semble pas disposer du pouvoir judiciaire. Dans cette dernière ville, ce rôle est dévolu à une audience présidée par un régent et composée de huit magistrats. Cette dualité, qui s'explique par des raisons historiques, n'est pas sans poser des problèmes, selon Olivarès ; comme à Grenade avant 1568, les deux pouvoirs se sentent rivaux, et l'audience s'ingénie souvent à prendre le contrepied de ce que décide l'asistente. L'ensemble de ses attributions fait du corregidor un instrument des plus efficaces dans les mains du pouvoir royal. Olivarès estimait que les corregimientos constituaient l'école primaire du pouvoir; c'est là qu'on pouvait mettre à l'épreuve les agents de l'État avant de les promouvoir dans des postes plus importants, les audiences ou les chancelleries, voire les conseils.

Corregidores et audiencias forment en effet ce que le comte-duc d'Olivarès appelle la justice secondaire (justicias menores) par opposition aux chancelleries de Valladolid et de Grenade, cours d'appel composées d'un président et de seize auditeurs répartis en chambres, le Tage servant de démarcation entre les deux juridictions. Ces magistratures locales ou régionales sont complétées par des organes centraux qui siègent à la cour, auprès du souverain.

Le gouvernement proprement dit a un caractère collégial. Les affaires politiques sont réparties entre une série de conseils - il y en aura treize au XVIIe siècle -, les uns thématiques (Conseils d'État, de la Guerre, des Finances, de l'Inquisition, des Ordres militaires, de la Croisade), les autres territoriaux (Conseil royal de Castille, Chambre de Castille, Conseils des Indes, d'Aragon, d'Italie, de Portugal, des Flandres). Ces Conseils ont été créés au fur et à mesure que le besoin se faisait sentir de réunir les personnes qui paraissaient les plus aptes à réfléchir aux problèmes posés,

mais les chevauchements de l'un à l'autre sont fréquents et les mêmes personnes siègent souvent dans plusieurs Conseils à la fois, si bien que cette polysynodie garde une certaine cohérence.

Le Conseil de Castille est le plus ancien et le plus prestigieux de tous. Son président préside aussi les Cortès et le Conseil des Ordres ; on le considère comme le premier personnage du royaume, immédiatement après le roi. Siéger au Conseil de Castille revient à figurer au rang des personnalités les plus distinguées du royaume. Pour les agents supérieurs de l'État, ceux que l'on serait tenté d'assimiler à notre haute fonction publique, c'est le couronnement d'une carrière.

Les compétences du Conseil de Castille sont doubles.

D'une part, il veille à la bonne administration du royaume et s'occupe de la politique intérieure; c'est, selon Philippe II, son rôle essentiel. D'autre part, il rend la justice: le Conseil de Castille fonctionne comme cour suprême; c'est la plus haute instance judiciaire du royaume.

La Chambre de Castille (Cámara de Castilla) a été détachée du Conseil au cours du XVIe siècle pour éviter qu'il ne soit submergé par les tâches bureaucratiques. Philippe II en a précisé les attributions et le fonctionnement en 1588. La Chambre s'occupe de tout ce qui concerne le patronage royal et les nominations. Elle traite de toutes les affaires qui relèvent du patronage ecclésiastique dans les territoires castillans, dans le royaume de Navarre et les îles Canaries, quelle qu'en soit la nature. Elle examine les candidatures aux postes vacants dans les conseils, les chancelleries et les audiences et dans toutes les charges de justice ou d'administration. Elle délibère sur ce qui relève de la prérogative royale : création de titres de noblesse, autorisation de fonder des majorats ou d'aliéner des biens de majorats, faculté de légitimer des enfants naturels, licences d'exportation, autorisation donnée au titulaire d'un emploi public de le céder ou de l'échanger, grâces royales et privilèges de toute nature qui dépendent du bon-vouloir du monarque, naturalisations, amnisties, commutation de peines, etc.

Le Conseil d'État, fondé en 1526, est le seul à ne pas avoir de président puisqu'il est censé se réunir en présence du souverain. Il n'a pas d'attributions bien définies; devant lui sont évoquées les affaires qui

concernent la conduite générale de la monarchie, notamment, la politique étrangère, mais pas seulement.

Le Conseil de la Guerre lui est étroitement associé ; il lui appartient de mettre en œuvre les décisions prises au Conseil d'État. C'est pourquoi il tient ses séances dans les mêmes locaux et il est composé des mêmes personnes, au point qu'on peut se demander si la distinction entre les deux organismes ne tient pas essentiellement à une simple différence dans l'ordre du jour de leurs travaux.

Tous les autres Conseils possèdent des attributions techniques précises, clairement évoquées dans leur appellation. Les ordonnances du Prado (20 novembre 1593) se sont efforcées de définir le rôle du Conseil des Finances par rapport à la Chambre haute des finances (Contaduría mayor de hacienda). En feront partie deux membres du Conseil de Castille et deux contadores. Le président du Conseil des Finances préside de droit les deux chambres hautes (Finances et Comptes : Contadurías mayores de Hacienda y de Cuentas).

La multiplicité des Conseils n'est pas forcément un gage d'effica cité ; on serait tenté de dire : au contraire ! Le système a fini par devenir terriblement complexe; la moindre affaire suppose un examen minutieux devant le conseil compétent, à l'occasion un renvoi devant un autre conseil pour complément d'information ou pour avis avant la décision définitive. La polysynodie a probablement contribué à enrichir les fonds des archives de Simancas dont la création date précisément du XVIe siècle, pour la plus grande satisfaction des historiens, mais il n'est pas sûr que cette masse d'avis, de rapports, de propositions ait accéléré les procédures et facilité les décisions ; on peut même être assuré de l'inverse: la lourdeur et la lenteur caractérisent la bureaucratie castillane de la belle époque.

Pour remédier à cette situation, on a mis en place, au XVIIe siècle, des commissions restreintes chargées d'examiner des questions techniques ; ce sont les Juntas spécialisées qui fleurissent avec l'arrivée au pouvoir d'Olivarès. L'une des premières mesures décidées par la nouvelle administration a été l'installation d'une Junta des réformes qui avait mission de réfléchir aux moyens de réformer la moralité publique. Par la suite on crée des Juntas sur presque toutes les affaires d'actualité : Junta de l'amirauté pour assurer la défense côtière et lutter contre la piraterie ; Junta

des flottes pour arrêter les mesures d'urgence qu'un examen devant les Conseils aurait retardées indéfiniment ; Junta de la population pour favoriser une politique nataliste; Junta des mines, avec des représentants des royaumes associés (Castille, Aragon, Portugal, Italie...) Junta du sel dont l'objet était de remplacer l'impôt des Millions par une contribution renforcée sur le sel, etc. Il y aura même une Junta des compétences, composée de représentants des divers Conseils et chargée de trancher les querelles d'attribution entre ces mêmes Conseils et encore une Junta de Ejecución, sorte d'exécutif supérieur, elle aussi formée de membres des divers Conseils et qui se considérait par là même comme au-dessus des Conseils. Le remède se révèle pire que le mal. Juntas et Conseils se jalousent, même si l'on retrouve souvent les mêmes hommes dans les unes et dans les autres.

Cette complexité et cette lourdeur bureaucratiques sont compensées dans une large mesure par la liberté et l'initiative dont dispose un petit groupe de personnes qui n'occupent pas des situations en vue, mais n'en exercent pas moins les plus hautes responsabilités de l'État: les secrétaires. Ce titre modeste recouvre en réalité une fonction capitale, celle d'intermédiaire entre le roi et les Conseils. Chaque Conseil en effet possède son secrétaire. C'est lui qui prépare l'ordre du jour, dresse les procès-verbaux des séances, transmet les ordres du roi qu'il voit chaque jour et dont il connaît les préoccupations, dont il inspire quelquefois les décisions. Le secrétaire du Conseil d'État se trouve au cœur du dispositif politique du royaume. C'est lui qui ouvre les dépêches et les plis confidentiels, qui s'en entretient avec le roi, qui transmet au Conseil, sur son ordre, une partie seulement des dossiers, garde les autres par-devers lui pour les traiter conformément aux directives qu'il reçoit personnellement du monarque. Le secrétaire n'est pas un simple exécutant; c'est avec lui que le roi traite les questions les plus délicates, ne laissant au Conseil que les affaires courantes. En 1593, l'ambassadeur de la république de Venise, Thomas Contarini, peut écrire: «Tout le poids du gouvernement [...] repose sur trois personnes seulement: le roi, don Juan Idiáquez et don Cristoval Moura[4][...]. Le Conseil d'État et les autres Conseils de Sa Majesté n'ont point de part aux affaires importantes qui surviennent journellement; ils ne sont appelés à connaître que des choses d'un intérêt secondaire. »

Qu'ils soient affectés à un Conseil particulier ou qu'ils soient au service personnel du souverain, les secrétaires sont des collaborateurs précieux sans doute, mais ce ne sont jamais que des hommes de second plan. Ni leur naissance ni leur titre officiel ne leur confèrent l'autorité nécessaire pour s'imposer aux Conseils et autres rouages de l'administration. Le roi reste le seul maître de la machine gouvernementale ; il assume seul la responsabilité politique de toutes les décisions. Les Rois Catholiques, Charles Quint et Philippe II n'ont pas cru devoir déléguer la moindre de leurs prérogatives royales ; ils ont réussi à dominer l'ensemble des problèmes qui se posaient à eux au prix d'un énorme effort d'attention et d'un labeur soutenu. Leurs successeurs, Philippe III, Philippe IV et Charles II, le premier et le troisième plus encore que le second, consacrent moins de temps aux affaires publiques. Il devenait nécessaire de coordonner au plus haut niveau la politique gouvernementale. C'est alors qu'intervient le favori, le valido, qui fait son apparition après la mort de Philippe II. On aurait tort de voir seulement dans les favoris des ambitieux qui auraient profité de la faiblesse des rois pour se hisser au premier rang. Certes, la personnalité des souverains a facilité leur ascension, mais c'est là s'en tenir à l'aspect anecdotique. En réalité, pour continuer à fonctionner, la polysynodie exigeait la présence d'un Premier ministre, intermédiaire entre le souverain et les Conseils, jouissant de la confiance du premier et ayant autorité sur les seconds. Ce rôle ne pouvait être tenu par un simple secrétaire ; seul un membre de l'aristocratie était susceptible de le remplir. Dans cette perspective, le valido apparaît au terme d'une évolution historique qui rend sa présence et sa fonction nécessaires.

Car les validos du XVIIe siècle ne sont pas autre chose que des Premiers ministres. C'est vrai du premier de la série, le duc de Lerma. Dès le début, il parle au nom du roi; il a reçu délégation de signature pour agir en toutes circonstances en qualité de chef du gouvernement; c'est Philippe III lui-même qui nous en avertit quand il confirme a posteriori, en 1612, une pratique qui, selon ses propres termes, remonte au début du règne : « Je vous demande de faire tout ce que le duc vous dira ou vous ordonnera [...] ; on l'a parfaitement compris depuis que j'ai reçu la succession de ces royaumes, mais j'ai tenu maintenant à vous en informer. »

Le valido recueille les attributions qui étaient autrefois celles des secrétaires : il traite directement avec le roi les affaires en cours, transmet les ordres du monarque aux Conseils et à l'administration et veille à leur exécution, mais ces attributions, le valido les exerce avec une autorité supérieure à celle des secrétaires. Non seulement il jouit de la confiance du souverain, mais sa haute naissance lui permet d'entretenir avec celui-ci des rapports qu'aucun secrétaire n'a jamais pu avoir. Le valido est le chef de l'exécutif; il intervient directement dans les affaires politiques sans avoir besoin de se présenter constamment comme le porte-parole des volontés du monarque ; il peut prendre des initiatives. Cette situation présente des avantages pour le souverain : elle lui permet de prendre du champ ; il n'est plus directement et personnellement impliqué dans toutes les décisions. Si la politique mise en œuvre se heurte à de trop fortes oppositions, si elle devient trop impopulaire, le roi a toujours la possibilité d'en rejeter la responsabilité sur le valido et de le remplacer par un autre. Toutes choses égales d'ailleurs, le valido de la monarchie espagnole du XVIIe siècle joue ce rôle de « fusible » qui est celui des Premiers ministres de la Ve République française : le renvoi d'un Premier ministre permet au chef de l'État de conserver intacte son autorité et de reprendre l'initiative en rejetant sur un autre la responsabilité d'un échec. Il se produit ainsi une dissociation au sommet de l'État entre le monarque qui reste la source suprême du pouvoir, mais qui est désormais protégé dans la mesure où il intervient moins fréquemment et surtout moins directement dans la vie politique, et le valido qui assume l'exercice quotidien du pouvoir et en supporte, le cas échéant, l'impopularité.

Sous Philippe IV, nul plus qu'Olivarès n'a eu conscience du rôle qui était celui du valido; avec sa lucidité habituelle, sa capacité d'analyse et ses qualités d'expression, il a parfaitement défini la fonction du valido, terme qu'il rejetait comme impropre ; il préférait celui de ministre. Le rôle du Premier ministre - disait Olivarès - est de présenter au souverain des options précises, d'éclairer sa décision en lui montrant les avantages et les inconvénients de chacune. C'est au souverain de déterminer, en fonction de ces indications, la politique qu'il entend suivre. La décision une fois arrêtée, le Premier ministre est chargé de la mettre à exécution; il rendra compte naturellement au souverain, mais en lui épargnant les détails subalternes

qu'il n'a pas à connaître. On voit tout ce qui sépare cette idée et cette pratique des conceptions antérieures. Les Rois Catholiques, Charles Quint et Philippe II se sont appuyés sur des collaborateurs compétents, dévoués et efficaces, mais, parce qu'ils n'avaient pas de Premiers ministres, tout le détail de la vie politique remontait jusqu'à eux. Olivarès souhaite non pas empiéter sur le domaine du souverain - il n'a jamais cessé de rappeler à Philippe IV les devoirs de sa charge et de l'inviter à exercer pleinement ses responsabilités -, mais le libérer des tâches impropres et indignes d'un chef d'État, de telle sorte qu'il puisse se consacrer pleinement à définir les grandes orientations, laissant à son Premier ministre le soin de les mettre à exécution.

Voilà comment Olivarès concevait ses fonctions. Son neveu, don Luis de Haro, reçoit en 1659 le titre de « Premier et principal ministre ». C'est bien l'esprit de ce que suggérait Olivarès, mais la formulation est encore imparfaite. Les validos de Charles II - Don Juan José de Austria, le duc de Medinaceli, le duc d'Oropesa - ne portent aucun titre, mais ils sont très souvent présidents du Conseil de Castille, ce qui renforce leur position. Seul Valenzuela sera nommé officiellement Premier ministre de Charles II. C'est une consécration tardive d'une évolution qui tendait depuis longtemps à distinguer, au sommet de l'État, le souverain, incarnation du principe monarchique et lien entre les divers peuples qui composaient la monarchie, et le gouvernement chargé de diriger effectivement le pays.

Les validos présentent une autre particularité ; sauf rares exceptions, ils appartiennent à la haute noblesse et ce n'est certainement pas un hasard. Tomás y Valiente remarque qu'en règle générale la noblesse castillane ne s'est pas opposée aux validos, sauf dans deux cas : elle n'a accepté ni le Père Nithard ni Valenzuela, c'est-à-dire deux validos qui n'appartenaient pas eux-mêmes à la noblesse. Leur élévation au rang de Premier ministre est apparue comme une provocation, alors que, chaque fois que le valido était un noble, c'est le choix de la personnalité désignée et son comportement politique qui étaient discutés, non l'opportunité de confier la responsabilité des affaires de l'État à un Premier ministre. Pour les nobles, en effet, l'institution du valido représente un progrès par rapport à la situation antérieure, lorsque ces personnages de second plan qu'étaient les secrétaires occupaient auprès du roi des postes clés. Encore ces secrétaires n'étaient-ils

que des subalternes. Les validos, eux, ont autorité sur les Conseils et l'administration, et il est beaucoup plus difficile aux nobles d'accepter que des roturiers accèdent à ces hautes fonctions. Le valido donne à la noblesse castillane l'occasion de retrouver au sommet de l'État une influence et une place qu'elle avait perdues depuis l'époque des Rois Catholiques. De ce point de vue, l'institution du valido constitue pour elle une satisfaction d'amour-propre et une revanche. Le valido remplace le secrétaire, mais à un niveau infiniment plus élevé de responsabilité ; c'est pourquoi il était nécessaire qu'il appartînt à la plus haute noblesse. Pour mesurer l'importance du changement, il suffit de se reporter à l'observation de l'ambassadeur vénitien Thomas Contarini déjà citée elle aussi, mais sous une forme incomplète : « Tout le poids du gouvernement [...] repose sur trois personnes seulement: le roi, don Juan Idiáquez et don Cristoval de Moura. Ces deux ministres sont d'une naissance médiocre, Sa Majesté ne se servant d'aucun des Grands qui lui inspirent de la défiance et dont elle ne veut pas accroître l'autorité. » Remarque confirmée deux ans plus tard, en 1595, par un autre ambassadeur de Venise, François Vendramino : «Sa Majesté emploie peu les Grands; elle leur donne rarement des charges, et encore celles-ci sont-elles d'une médiocre importance et dans des pays éloignés. » Le jugement est excessif: un grand commandement ou un poste de vice-roi ne sauraient être considérés comme des charges de médiocre importance. Il est vrai qu'elles sont aussi l'occasion, pour celui qui les exerce, de dépenser plus qu'il ne gagne, ce qui n'était sans doute pas pour déplaire à Philippe II, mais Vendramino ne se trompe guère sur le fond : le roi ne tient pas à associer de trop près la haute aristocratie aux responsabilités effectives du pouvoir. Ce faisant, il se conforme aux conseils de son père. Les instructions secrètes de Charles Quint à son fils, le 6 mai 1543, quand il lui confie le soin de gouverner l'Espagne en son absence, sont explicites : «Aucun Grand ne doit entrer au gouvernement. »

L'empereur s'en tient à la règle établie avant lui par les Rois Catholiques. Il lui est certes arrivé d'associer les Grands aux plus hautes responsabilités. C'est ainsi qu'il avait nommé le connétable et l'amiral de Castille vice-rois pendant la crise des Comunidades; il n'a pas eu à s'en féliciter. Les deux aristocrates ont été incapables de se mettre d'accord sur l'attitude à observer face à la rébellion. Depuis lors, Charles Quint est beaucoup plus prudent;

cela n'a pas échappé à cet observateur exceptionnel qu'était Martin de Salinas, représentant personnel du roi Ferdinand de Hongrie à la cour d'Espagne. Une lettre datée du 11 mars 1527 confirme le retour à la tradition : « À vrai dire, les grands-parents de Votre Altesse ont toujours veillé à ce que les Grands n'aient aucune part à ce genre d'affaires [les questions politiques]. »

L'histoire politique de la Castille au XVe siècle jusqu'à l'avènement d'Isabelle avait été marquée par l'affrontement entre les clans nobiliaires et le pouvoir royal. La préoccupation constante des Rois Catholiques a été de mettre l'institution monarchique au-dessus des factions pour éviter que l'une d'elles ne prenne trop d'importance dans l'État. Confier des responsabilités politiques à un Grand, en effet, c'est prendre le risque de mécontenter tous les autres. La sagesse consiste à tenir la noblesse à l'écart des fonctions politiques. C'est le sens des mesures prises en 1480 pour réorganiser le Conseil royal. Les Grands sont censés en faire partie de plein droit; on n'a donc pas à les convoquer... Et comme on ne saurait exiger d'eux une assiduité de tous les instants, les affaires seront traitées par un petit groupe de titulaires, issus en majorité des couches sociales moyennes et diplômés des universités : ceux qu'en Espagne on appelle les letrados. Voilà comment la haute noblesse s'est trouvée écartée des affaires.

Le comte-duc d'Olivarès, en décrivant le gouvernement de l'Espagne en 1624, prend acte de cette situation. Il distingue deux sortes d'agents de l'État: de robe ou de cape et d'épée (de toga o de capa y espada), c'est-à-dire les letrados et les gentilshommes. Depuis le règne des Rois Catholiques, poursuit-il, les seconds ont été écartés du Conseil royal qui est maintenant composé d'un président et de seize letrados, « hommes de condition moyenne, ni de haute ni de basse extraction, qui ne faisaient tort à personne, qui ne suscitaient la jalousie de personne et qui faisaient profession de science », etc. Olivarès reprend ici presque mot à mot un passage célèbre de la Guerre de Grenade dans lequel, cinquante ans plus tôt, Diego Hurtado de Mendoza, avec une fausse objectivité, décrivait la promotion sociale des letrados issus des couches moyennes du pays, rappelait quelques-unes de leurs qualités et leur incontestable science du droit pour mieux dénoncer leur incompétence dans le gouvernement des hommes : « Ils cherchaient à prendre la place des autres et à s'occuper de ce qui ne les regardait pas, le

maintien de l'ordre, par exemple [...] ; ils tenaient en particulier à tout contrôler, parce qu'ils étaient jaloux de leur autorité, ce qui avait parfois des conséquences graves. » C'est qu'il y a des choses qu'on n'apprend pas à l'université et que les letrados, malgré leurs diplômes, ne comprendront jamais : l'art de commander et d'apprécier les situations. On a eu tort, laisse entendre Mendoza, de préférer systématiquement les letrados aux gens de cape et d'épée pour exercer les responsabilités politiques. Les premiers travaillent sur dossiers; les seconds sont plus près des réalités, donc plus aptes à tenir compte des circonstances et à s'adapter aux situations concrètes. C'est parce qu'on a trop écouté les letrados et pas assez les gentilshommes qu'on a poussé les morisques de Grenade à la révolte, conclut Mendoza.

Les armes contre les lettres? La querelle n'est pas seulement du domaine de la littérature ; avant de devenir un lieu commun et un prétexte à débats académiques, elle traverse toute l'histoire sociale de l'Espagne moderne. Il s'agit de savoir à qui l'on doit faire appel pour constituer les cadres de l'État: à ceux qui ont des diplômes ou aux hommes de caractère ? aux letrados ou aux gentilshommes ? aux civils ou aux militaires ?

Depuis l'avènement des Rois Catholiques, les letrados marquent des points ; on les trouve à tous les échelons, dans tous les postes importants, où ils supplantent les aristocrates. Les études permettent à des jeunes gens issus des couches moyennes d'accéder à des situations intéressantes dans l'administration et d'obtenir une promotion sociale parfois inattendue. Cet expansionnisme s'appuie sur l'idée que le pouvoir suppose un savoir, celui qu'on acquiert dans les universités, en particulier dans les facultés de droit, et dans les grandes écoles (colegios mayores). C'est le point de vue que Castillo de Bobadilla développe dans la Política para corregidores (1597) : les lettres - c'est-à-dire les connaissances et la formation universitaire - doivent passer avant les armes parce que l'exercice des responsabilités administratives exige une compétence technique que les letrados sont seuls à posséder. Ici se présente une objection : est-il bien sûr que le savoir livresque confère une compétence particulière à ceux qui le possèdent? Vieux débat, qui est toujours d'actualité : les diplômés des universités sont-ils plus qualifiés que d'autres pour occuper des postes de responsabilité dans

l'Etat? Plus généralement, l'université prépare-t-elle convenablement à la vie active ?

Dans l'Espagne du XVI[e] siècle, tous ceux qu'inquiète la montée en puissance des letrados sont loin d'en être convaincus, même en ce qui concerne les professions judiciaires. Dans les facultés on apprend le droit romain alors que les magistrats auront à appliquer le droit national. En général, cependant, les adversaires des letrados leur abandonnent volontiers la magistrature, mais ils contestent leur aptitude pour les fonctions de commandement. On a vu la réaction d'un Mendoza; d'autres, à l'époque, reprennent ces critiques. Les postes d'autorité requièrent du caractère, du jugement, l'aptitude à prendre rapidement une décision en fonction des circonstances, toutes choses qui ne s'apprennent pas dans les livres ni dans les écoles. Leur formation même incite au contraire les letrados à peser interminablement le pour et le contre, à compliquer inutilement les choses et, finalement, à se décider tard - trop tard, quelquefois - et mal à propos. Ils ne sont pas du tout préparés, par exemple, à s'occuper de questions financières; dès qu'on sort du domaine strictement juridique, il vaut mieux des hommes d'expérience avisés, même sans titres universitaires, que des letrados couverts de diplômes. On n'est pas loin de la thèse de Carande sur l'incompétence des letrados de Charles Quint en matière économique, mais les gentilshommes étaient-ils, sur ce point, mieux avertis des réalités ? On peut en douter. Les théologiens scolastiques de Séville qui observaient et analysaient le mouvement des prix et des changes démontraient au même moment que la science universitaire la plus traditionnelle n'était pas incapable de s'adapter aux circonstances et à l'actualité la plus immédiate.

On a probablement exagéré - au XVI[e] siècle et sans doute aussi de nos jours - le fossé qui sépare la formation initiale et les exigences de la profession. Certes, en sortant de l'université, le futur magistrat ne connaissait guère que le droit romain et le droit canon, mais ses études lui facilitaient l'apprentissage du droit national en lui fournissant des notions théoriques, des instruments d'analyse et des thèmes de réflexion susceptibles de servir dans toutes les circonstances. Au fond, les études, pour Castillo de Bobadilla, donnent aux futurs magistrats et aux administrateurs une culture juridique qui leur permettra de faire face sans trop de difficultés aux problèmes techniques et pratiques qu'ils auront à

résoudre, une culture juridique et une culture tout court, une vision d'ensemble, une méthode, une façon d'envisager les choses.

Le pouvoir suppose bien un savoir. Il est vrai, ajoute Bobadilla, que beaucoup répugnent à être dirigés par des roturiers, même letrados. Compte tenu des mentalités de l'époque, la noblesse seule confère l'autorité nécessaire pour commander; l'idéal serait donc d'associer la noblesse et les études, de faire en sorte que les letrados fussent nobles ou que les nobles devinssent letrados. C'est bien ainsi que les choses se sont passées dans l'Espagne des XVIe et XVIIe siècles. C'est ce que J. M. Pelorson décrit comme un phénomène de double aristocratisation : « Élévation dans la hiérarchie nobiliaire interne de familles déjà dotées d'une tradition de services administratifs, conversion croissante aux letras de couches plus hautes de la noblesse [5]. » À un courant qui croyait à la valeur anoblissante des études s'oppose de plus en plus un autre courant qui inverse les données du problème: «Si les letras étaient nobles, il fallait donc réserver les carrières juridiques à des personnes nobles. » Il convient de réserver les charges à des nobles, mais à des nobles letrados.

On voit en effet, à partir du règne de Philippe II, des nobles de plus en plus nombreux envoyer leurs enfants à l'université, les faire admettre dans les grandes écoles (colegios mayores) au point de détourner ces établissements de leur vocation première - permettre à des boursiers d'origine modeste de faire des études - et les transformer en chasse gardée de l'aristocratie. Au XVIIe siècle, le phénomène de double aristocratisation atteint son point de perfection. La thèse de Janine Fayard sur le Conseil de Castille en apporte la preuve : tous ceux qui en font partie sont letrados et tous sont nobles [6]. Était-ce la bonne solution? Il ne semble pas qu'Olivarès en ait été persuadé. Toute sa vie, le comte-duc a été obsédé par le souci de dégager des élites compétentes qui, à son sens, faisaient cruellement défaut. C'est dans cet esprit qu'il entreprend de créer dans différentes villes d'Espagne des académies où les jeunes aristocrates viendraient acquérir une formation militaire et une formation dans les techniques administratives. Faute de moyens financiers, l'expérience tourna court, mais l'idée révèle une préoccupation : recruter les agents de l'État au sein de l'élite sociale, mais aussi les préparer convenablement à leur tâche. Ce sont, en somme, des écoles d'administration qu'Olivarès songeait à mettre en place pour

constituer les cadres de l'État, des écoles qui répondraient à l'idéal de Castillo de Bobadilla: réconcilier les armes et les lettres, allier la noblesse et la compétence, faire que les nobles fussent en même temps des letrados.

Le sens de l'évolution depuis l'époque des Rois Catholiques ne fait pas de doute. On assiste bien à une victoire des letrados, mais il faut préciser d'abord que cette victoire est ambiguë puisque des letrados deviennent nobles tandis que des nobles se font letrados, ensuite que cette victoire est loin d'être totale. La monarchie se méfie des Grands, mais elle recrute souvent ses agents parmi les hommes de cape et d'épée, les chevaliers, les hidalgos, c'est-à-dire ceux qu'on a pris l'habitude de ranger dans les échelons inférieurs de la hiérarchie nobiliaire, immédiatement au-dessous des titulos (ducs, comtes, marquis, etc.). C'est vrai en particulier pour les corregidores; la plupart ont toujours été de cape et d'épée. C'est pourquoi du reste ils prenaient souvent des letrados comme adjoints afin d'avoir auprès d'eux des experts en droit. On sait aussi que le comte-duc voyait dans les corregimientos un vivier où l'État pourrait aller chercher des agents qui avaient fait leurs preuves. Il n'y a donc pas eu de volonté délibérée et systématique d'écarter les nobles des postes administratifs.

Dans les niveaux supérieurs de l'administration, la situation est plus complexe. Les letrados ont tout naturellement l'exclusivité des fonctions dans les cours de justice (audiences et chancelleries) et, de là, ils peuvent être promus au sommet de l'État, dans les Conseils. C'est ainsi que les letrados ont toujours été majoritaires au Conseil de Castille. Sur les treize présidents qui se sont succédé de 1561 à 1623, on compte dix letrados (dont quatre anciens élèves des Colegios mayores) et seulement trois personnalités de cape et d'épée. Il est vrai qu'au fur et à mesure qu'on avance dans la période ce sont de plus en plus des letrados anoblis ou nobles.

Pour les autres Conseils, la situation est moins nette. Le Conseil des Finances comprend neuf membres, de cape et d'épée. Les membres du Conseil d'Etat, en 1623, appartiennent presque tous à la haute noblesse. Quant aux présidences, à la même époque, presque toutes reviennent aussi à la haute noblesse, à l'exception des Conseils de Castille, des Ordres et de l'Inquisition où ce sont souvent des évêques qui occupent ces présidences. Il y a toujours eu, d'ailleurs, une tendance très nette à confier à des prélats les

responsabilités les plus élevées. Le comte-duc justifie ce choix; il pense que les évêques, parce qu'ils n'ont pas de charges de famille, sont plus disponibles et plus impartiaux. Pourtant, Olivarès s'interroge : est-ce bien le rôle des évêques ? En les nommant à la tête des Conseils, on les empêche de résider dans leurs diocèses et on les met dans l'obligation de dépenser à la cour, pour tenir leur rang, des sommes qui seraient mieux employées à soulager les misères de leurs ouailles. Il est vrai que, sur ce point, la tradition est solidement établie depuis les Rois Catholiques qui avaient trouvé dans le haut clergé des collaborateurs efficaces et dévoués.

Ces agents de l'État, combien étaient-ils ? Henry Kamen cite un rapport de l'ambassadeur de Venise, en 1686, qui parle de quarante mille personnes employées dans l'administration des finances et un autre rapport du représentant de l'Empereur, en 1687, qui fait état de cinquante mille pour les seuls Conseils. Ce dernier chiffre est certainement excessif; il ne faut pas oublier, en effet, que les mêmes individus siégeaient souvent dans plusieurs Conseils à la fois. Au total, les membres titulaires et le personnel subalterne des Conseils ne devaient guère dépasser la centaine au début du règne de Philippe IV. Si l'on ajoute les officiers de justice en poste à la cour, dans les audiences et les chancelleries (quelques centaines ?), les corregidores et leurs adjoints (probablement moins de deux cents), les employés des divers services administratifs et en particulier des services financiers, les greffiers et auxiliaires de tous ordres, on arrive à des chiffres modestes : dix mille, vingt mille ? Ce n'est certainement pas le personnel civil de la couronne de Castille qui grevait le plus les finances de la monarchie.

Ces agents percevaient des rémunérations relativement médiocres, ce qui ne les a jamais empêchés d'amasser de coquettes fortunes. C'est donc qu'ils profitaient de leurs fonctions pour s'enrichir. Ils recevaient à l'occasion des primes exceptionnelles pour services rendus à la couronne, sous forme de gratifications diverses, mais le plus souvent il faut parler à leur propos de véritables trafics d'influence. Ils se faisaient payer pour accélérer une procédure ou pousser un dossier, pour intervenir au moment opportun auprès du service compétent, pour signaler les bonnes affaires dont ils ne pouvaient eux-mêmes bénéficier en raison de leurs fonctions ou les sinécures intéressantes qui venaient à vaquer... On est bien obligé de parler de vénalité et même de corruption. Les souverains ne se font pas d'illusion,

mais ils laissent faire. Si l'on en croit un ambassadeur de Venise, Philippe II n'était pas très généreux pour ses serviteurs: « Il donne peu, et il distribue peu de grâces, ayant coutume de dire que ses ministres se font à eux-mêmes assez de dons et de largesses, puisque tous ceux qui ont quelque maniement des finances s'enrichissent. » Comme Charles Quint avant lui, comme les Rois Catholiques, Philippe II fermait donc les yeux sur des pratiques frauduleuses. Il ne trouvait pas scandaleux pour ses agents de recevoir des cadeaux, de détourner à l'occasion des fonds publics; cela semble faire partie des habitudes et cela compense des émoluments officiels plutôt médiocres dans l'ensemble. C'est seulement au début du règne de Philippe IV qu'Olivarès a songé à réagir en demandant aux agents de la couronne de produire l'état de leur patrimoine en entrant et en sortant de fonctions. La mesure n'a été que très partiellement appliquée; elle n'a pas eu beaucoup d'effet.

L'administration de la couronne de Castille, telle qu'on vient d'en résumer le fonctionnement et la composition, s'est mise en place dans les années 1480 après que le pouvoir des Rois Catholiques eut été définitivement assuré. Elle se caractérise dès le début par des traits que l'on retrouve tout le long de la période moderne jusqu'à la fin du XVIIe siècle, quelquefois même au-delà : la prééminence de l'institution monarchique, qui peut déléguer aux seigneurs laïques ou ecclésiastiques et aux municipalités de realengo d'importants pouvoirs, mais qui conserve constamment le contrôle général de l'ensemble grâce aux cours de justice et aux Conseils; le refus de donner aux grandes familles nobiliaires une place trop importante dans le gouvernement; la tendance à s'appuyer, au contraire, sur un personnel politique et administratif issu des couches sociales moyennes : clergé, hidalgos et caballeros, letrados; le souci, enfin, de recruter ses agents de préférence parmi les diplômés des universités.

Ces caractéristiques semblent toutes s'inspirer d'un principe de base, jamais explicitement formulé, mais que l'on retrouve à l'œuvre dans d'autres domaines que le secteur administratif: réserver les fonctions proprement politiques au pouvoir royal et à lui seul ; par voie de conséquence, réduire les problèmes politiques soumis aux Conseils à des problèmes techniques. C'est ce que signifient l'exclusion des nobles du Conseil de Castille dès 1480 et la prépondérance des letrados. Le Conseil n'est pas vraiment un

organe délibératif où s'élabore la politique de la monarchie, mais un simple bureau d'étude où les professionnels du droit et de l'administration examinent les implications techniques des mesures envisagées et décidées par le pouvoir royal. Depuis l'avènement des Rois Catholiques, cette tendance à la dépolitisation est à l'œuvre, non seulement dans le rôle dévolu aux Conseils, mais encore dans l'effacement des Cortès et, à la base, dans la mise en place, dans les villes, de corregidores chargés de veiller au principe général : cantonner les conseils municipaux dans l'examen de questions techniques (travaux publics, marchés locaux, urbanisme, poids et mesures, etc.) ; les empêcher de donner à leurs délibérations un tour politique. On comprend alors le sens des critiques de Diego Hurtado de Mendoza sur la place des letrados dans l'État. Mendoza regrette le parti pris qui consiste à envisager tous les problèmes de l'État dans une perspective purement technique et administrative en leur ôtant leur dimension politique ; les letrados ne devraient pas se substituer aux hommes d'action, aux politiques.

Les Cortès sont censées représenter le royaume - el reino. Leur rôle se réduit au vote des servicios, les impôts directs. Comme les nobles et les ecclésiastiques ne sont pas concernés, la noblesse et le clergé, ordres privilégiés, n'y participent que très rarement, par exemple quand il s'agit de prêter serment à l'héritier de la couronne. Les Cortès ne comprennent donc plus que des représentants du tiers état, et encore : cette représentation elle-même est des plus réduites, d'abord parce que seule une minorité de villes est représentée aux Cortès, ensuite parce que les députés sont élus de façon à gêner le moins possible le pouvoir royal.

Siéger aux Cortès n'est pas un droit, c'est un privilège jalousement défendu que dix-sept villes seulement possèdent au début du règne des Rois Catholiques : Burgos, Soria, Ségovie, Avila, Valladolid, Léon, Salamanque, Zamora, Toro, Tolède, Cuenca, Guadalajara, Madrid, Séville, Cordoue, Jaén et Murcie. Grenade vient s'ajouter à cette liste en 1492. Chacune de ces villes prétend assurer la représentation de la zone dont elle serait en quelque sorte le chef-lieu. C'est ainsi que Salamanque affirme parler au nom de Ciudad-Rodrigo et Zamora au nom de toute la Galice, mais Saint-Jacques-de-Compostelle aimerait bien faire entendre sa voix sans intermédiaire. A cette revendication comme à tout projet d'étendre le privilège de siéger aux Cortès, les dix-huit élues s'opposeront toujours avec une belle unanimité.

Chacune de ces villes envoie deux députés (procuradores). À ce stade aussi, les privilèges jouent. Le mode de désignation varie, mais, d'une façon générale, le collège électoral est très restreint et les éligibles appartiennent presque toujours au patriciat urbain, c'est-à-dire à des groupes assimilés à la noblesse. Il y a quelque paradoxe à faire voter l'impôt par des députés qui ne sont pas eux-mêmes des contribuables. Les députés ne sont donc même pas représentatifs de la ville qui les désigne.

On a admis pendant longtemps que la défaite des Comunidades avait consacré définitivement la décadence des Cortès, réduites, à partir de 1522, à n'être plus qu'une chambre d'enregistrement. Des travaux récents obligent à revoir la question. Les Cortès ont été moins dociles qu'on ne l'a dit. Sous Philippe II, en particulier, les discussions deviennent plus sérieuses. Le tournant se situe vers la fin du règne, après la défaite de l'invincible Armada (1588). Pour continuer à financer sa politique extérieure, le roi envisage la création d'un nouvel impôt indirect sur la consommation d'un montant de huit millions de ducats (d'où le nom sous lequel cette taxe est connue : les Millions). Les Cortès finissent par accepter, mais elles obtiennent des contreparties importantes : les villes représentées aux Cortès contrôleront le recouvrement et l'utilisation des Millions. À cette occasion, les Cortès se voient donc conférer un droit de regard sur la fiscalité, l'administration et la politique générale du royaume. Le succès remporté est exploité sous les deux règnes suivants. En 1602 se met en place la commission des Millions, formée de quatre députés. Elle devient permanente en 1611 et dispose d'un secrétariat et de moyens administratifs. En 1609, la commission renforce ses positions : elle est seule désormais à gérer le produit des Millions; le Conseil des Finances perd toute attribution dans ce domaine. C'est une victoire quand on sait que les Millions prennent de plus en plus d'importance dans les ressources fiscales de la Couronne.

Il faut probablement rattacher à cette prérogative l'intérêt nouveau pour les Cortès de la part des villes qui n'y sont pas représentées. Non seulement les députés reçoivent de substantielles rémunérations à l'occasion des sessions, mais encore les villes privilégiées disposent d'une autonomie presque totale dans l'établissement de l'assiette des Millions et leur recouvrement. En 1623, la Galice achète au prix fort le droit de siéger aux Cortès, représentation tournante à partager entre sept villes. En 1650, c'est

le roi, toujours à court d'argent, qui veut faire « profiter de ce privilège cinq nouvelles villes. Les Cortès protestent véhémentement. Finalement, obtiennent le droit envié de siéger Palencia et l'Estrémadure (privilège à partager à tour de rôle, comme on l'avait fait pour la Galice, entre les villes qui s'étaient cotisées pour l'acheter). Le nombre de sièges s'élève donc à vingt et un à la fin du règne de Philippe IV.

En août 1665, le roi convoque une session des Cortès, invitées à se réunir le 15 octobre pour prêter serment à l'héritier du trône. Mais Philippe IV meurt le 17 septembre. La reine-mère Marianne, chargée de la régence, estime que la réunion est désormais sans objet. Les Cortès de Castille ne se réuniront plus jamais; le renouvellement des impôts se fera par un accord direct entre la Couronne et chacune des villes représentées aux Cortès. Comment interpréter cet événement? Faut-il y voir une victoire de l'absolutisme sur ce qui restait du système représentatif? La démonstration de la décadence définitive d'une institution qui n'avait pas su défendre ses prérogatives ? Ce qu'on vient de dire sur le rôle des Cortès depuis les dernières années du XVIe siècle invite à la prudence. I.A.A. Thompson a renouvelé la question à la lumière de documents inédits ou mal exploités. Sa thèse, c'est que, si les Cortès n'ont jamais été réunies sous Charles II, c'est parce que les gouvernements de l'époque, trop faibles, ont hésité à prendre des risques. Les dernières Cortès, celles de 1660-1664, avaient manifesté une forte opposition. La session s'était prolongée bien au-delà de ce qui était prévu et les Cortès ne s'étaient pas pliées à toutes les demandes du roi. On comprend que la régente Marianne ait préféré ne pas affronter une nouvelle réunion quelques semaines seulement après la mort de Philippe IV.

L'annulation de 1665 n'était que de circonstance. C'est en 1667 que la Couronne décide de se passer définitivement des Cortès. La Chambre de Castille, consultée, donne un avis nettement défavorable à toute nouvelle réunion et elle avance deux séries d'arguments : d'abord, les frais considérables qu'entraîne toute réunion: rémunération des députés, gratifications diverses, etc. ; ensuite et surtout, la Chambre craint que les Cortès ne prennent prétexte de la minorité du roi (Charles II est alors âgé de cinq ans) pour exiger une participation au gouvernement. Thompson fait observer que la décision de 1667 ne concerne pas seulement la Castille ;

elle s'inscrit dans une perspective générale, et des mesures analogues d'ajournement sont prises alors pour toutes les institutions représentatives dans tous les territoires de la Couronne. Il s'agit donc d'une politique concertée qui témoigne non pas d'un regain d'absolutisme, la volonté de ne plus consulter les instances représentatives, mais tout au contraire de la faiblesse du pouvoir royal : la Couronne ne se sent pas en mesure de s'imposer aux Cortès en cas de résistance.

L'Amérique

Au milieu du XVI[e] siècle, l'empire colonial espagnol reçoit une organisation politique et administrative qui ne variera guère jusqu'au XVIII[e]. Les territoires conquis dans le Nouveau Monde relèvent de deux administrations, les unes installées sur place, les autres dans la métropole.

À la base, dans les villes fondées par les conquistadors, on trouve des municipalités - appelées cabildos. C'est le domaine réservé de l'aristocratie créole qui dispose de pouvoirs très étendus. Les cabildos sont capables de faire obstacle aux décisions du pouvoir royal ou de ses représentants; en général, ils usent de manœuvres dilatoires. Quand une mesure leur déplaît, ils objectent que le roi a été mal informé; ils demandent donc qu'elle soit rapportée et, en attendant la réponse, ils refusent de l'appliquer. C'est ce que résume une formule espagnole : on s'incline devant un ordre du roi, mais on sursoit à son exécution (se acata pero no se cumple). Très vite, la couronne a envoyé sur place des agents avec des titres divers : gouverneurs, magistrats (alcaldes mayores), corregidores... qui sont censés faire appliquer les lois. La couronne crée aussi des circonscriptions à la fois administratives et judiciaires, les audiences. La première s'installe à Saint-Domingue, dès 1511. Par la suite, on en crée de nouvelles à Mexico, au Guatemala, à Guadalajara, à Panama, à Lima, à Bogota...

Les territoires laissés aux Indiens comprennent deux groupes distincts ; les uns sont confiés à l'administration civile, les autres au clergé. À la tête des premiers on trouve encore des corregidores, théoriquement chargés de protéger les Indiens et de les évangéliser et de percevoir les tributs dus à la couronne. En fait, les corregidores se conduisent en despotes locaux. Sous prétexte d'améliorer les conditions de travail et de vie de leurs administrés,

ils les obligent à acheter une certaine quantité d'outils, de vêtements ou de produits, certains parfaitement inutiles, mais sur lesquels le corregidor opère une ponction. Les corregidores s'en remettent souvent à des caciques, descendants des anciens maîtres du pays, pour maintenir l'ordre et organiser les corvées et la perception des impôts. Le système entraîne des abus. D'autres Indiens, en grand nombre, sont placés sous la tutelle des ordres religieux — dominicains, franciscains et jésuites, notamment -. Les premiers missionnaires sont arrivés en 1523, pleins d'enthousiasme. Ils étaient persuadés qu'une nouvelle chrétienté allait naître dans le Nouveau Monde, plus pure que celle d'Europe parce qu'elle serait composée d'âmes innocentes et ingénues. Ces missionnaires se sont mis à apprendre les langues locales et à s'informer de l'histoire, de la religion et des coutumes des Indiens. Ils avaient le souci de conserver ce qui leur paraissait sain et de rejeter le reste, assimilé au paganisme. Très vite ils ont compris que l'obstacle principal à l'évangélisation venait des Espagnols eux-mêmes. Comment les Indiens auraient-ils pu voir des frères en religion dans ces hommes perdus de vices qui les dépouillaient de leurs biens, les exploitaient, prenaient leurs femmes et leurs filles et menaient une vie peu conforme au message évangélique ? On en est ainsi arrivé à créer des réserves - en espagnol, des réductions -, des territoires qui seraient interdits aux blancs et dans lesquels les Indiens, regroupés en villages, seraient soumis à la tutelle paternelle des moines. Ces bonnes intentions s'accommodèrent souvent d'une exploitation qui, pour être cléricale, était aussi odieuse que celle des laïcs.

Enfin, des vice-rois représentent le souverain dans les deux pays les plus importants, la Nouvelle-Espagne - le Mexique - et le Pérou. Le premier vice-roi de Mexico a été nommé en 1529, celui de Lima en 1543.

Dans la métropole, le Conseil des Indes, constitué en 1524, dirige toute la politique coloniale. Ses missions sont triples : il réunit l'information sur les Indes ; il administre les territoires et il contrôle la façon dont ses ordres sont exécutés. Il dispose pour cela de deux instruments relativement efficaces, des inspections périodiques (visitas) et les comptes rendus de mandat. Les inspecteurs (visitadores) voyagent incognito; ils ne se font connaître qu'arrivés à destination, mais alors ils ont pleins pouvoirs. Les comptes

rendus de mandat donnent lieu à un véritable procès, dit de residencia: tout agent - vice-roi ou corregidor

- arrivé en fin de mandat est tenu de répondre de sa gestion. Ses administrés — créoles et Indiens - ont la faculté de porter plainte contre lui s'ils estiment avoir été victimes d'abus. À l'issue du procès, le magistrat peut être condamné à réparer les préjudices commis.

Cette organisation appelle plusieurs remarques. On est frappé d'abord par le sous-encadrement administratif et militaire de ces territoires. Des forteresses et des garnisons défendent les points stratégiques, ceux qui commandent les liaisons maritimes: La Havane, l'isthme de Panama, Carthagène des Indes, El Callao, etc., mais il s'agit de prévenir des attaques venues de l'extérieur. Pour maintenir l'ordre à l'intérieur, les autorités espagnoles ne disposent que d'effectifs très faibles. Cela n'a pas empêché l'Espagne de maintenir sa domination sans rencontrer d'opposition ni de la part des Indiens ni de la part des créoles — à l'exception de la révolte des colons du Pérou, en 1543.

Le secret de cette réussite tient peut-être à la nature des liens qui se sont noués entre les Indes et la métropole. Les Indes doivent-elles être considérées comme des colonies ou comme des royaumes associés, comme peuvent l'être la Navarre ou Naples, en Europe ? Dès 1567, au Pérou, on pose le principe : chaque royaume pour soi. Les revenus du Pérou doivent être dépensés en priorité au Pérou ; seuls les excédents, s'il y en a, peuvent être envoyés en Espagne. À vrai dire, la question n'a jamais été réglée du temps des Habsbourgs. Ceux-ci ont fait respecter le monopole commercial de l'Espagne. Pour le reste, ils se sont contentés de poser quelques principes généraux en matière d'administration publique et ils ont laissé les créoles à peu près libres de se gouverner eux-mêmes. Comment faire autrement, d'ailleurs, étant donné les distances ? Une lettre met quatre à cinq mois à venir du Mexique, six à sept du Pérou. Entre le moment où les autorités coloniales saisissent le Conseil des Indes d'un problème et le moment où ils reçoivent les instructions correspondantes, il s'écoule environ deux ans. Entre-temps, la situation a évolué. En réalité, l'administration locale est le plus souvent livrée à elle-même ; elle est autonome en fait, sinon en droit. Quand les Bourbons voudront reprendre les choses en main, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, ils se heurteront à la résistance des créoles.

Dès le XVIe siècle, en effet, il y a conflit virtuel entre les créoles et les agents du roi, qu'ils soient installés sur place ou qu'ils siègent au Conseil des Indes. Entre les uns et les autres, il existe bien des solidarités et même des complicités, mais aussi des rivalités. Les descendants des conquistadors estiment être chez eux aux Indes, dans des territoires que leurs pères ont conquis sans l'aide du roi. Ils souhaitent en tirer profit et ils jugent intolérables les initiatives et les contrôles des agents royaux qu'ils accusent de les réduire à la misère en leur contestant le droit d'exploiter les Indes et les Indiens comme ils l'entendent. Il y a là, en germe, le complexe créole de frustration qui aura des conséquences graves à la fin du XVIIIe siècle.

LA COURONNE D'ARAGON

La couronne d'Aragon forme le second grand ensemble territorial de la monarchie hispanique. À ses deux composantes primitives - Aragon et Catalogne - sont venues s'ajouter Valence, les Baléares, la Sardaigne, la Sicile et le royaume de Naples.

Le Conseil d'Aragon, qui date de 1494, est la seule institution commune. En créant le Conseil d'Italie, Philippe II a séparé de fait Naples et la Sicile du reste de la couronne. Composé d'un président qui porte le titre de vice-chancelier, de six régents (deux pour l'Aragon, deux pour la Catalogne, deux pour Valence), d'un trésorier général et d'un protonotaire, le Conseil s'occupe en principe des affaires communes de la couronne d'Aragon. En fait, ses pouvoirs sont très limités : il n'est même pas une cour suprême de justice, puisque l'Aragon et la Catalogne refusent qu'on fasse appel devant lui. Les diverses composantes ont tendance à voir dans les régents des représentants du pouvoir royal, elles les soupçonnent de vouloir restreindre leur autonomie et de pousser vers plus d'autoritarisme. Vus de Castille, au contraire, les régents semblent trop sensibles aux intérêts locaux, bien qu'ils soient nommés par le roi.

C'est que les territoires de la couronne d'Aragon sont jaloux de leur autonomie vis-à-vis de la couronne de Castille, bien entendu, mais aussi vis-à-vis des autres composantes : les Valenciens, par exemple, ne veulent pas qu'on les confonde avec les Catalans. Les liens entre eux sont très lâches. À aucun moment, on ne les voit présenter un front commun face au

souverain. La guerre civile des Germanías de Valence (1519-1522) rencontre peu d'échos en Catalogne. En 1591, l'Aragon, qui accuse Philippe II de porter atteinte à ses libertés traditionnelles, ne reçoit de soutien ni de la Catalogne ni de Valence ; et les Catalans, en 1640, se retrouvent bien seuls pour lutter contre Philippe IV.

À défaut d'institutions communes, les territoires de la couronne d'Aragon présentent des caractéristiques qui les distinguent des domaines castillans. Partout, le pouvoir royal voit son autorité limitée par des règles constitutionnelles et des usages traditionnels, souvent contraignants. C'est ce qu'on appelle le pactisme: le souverain est tenu de respecter ces règles. Selon la formule de Elliott, les Habsbourgs sont rois absolus en Castille et monarques constitutionnels en Aragon. Partout, on retrouve des institutions semblables, des vice-rois qui se présentent en Catalogne et à Valence comme de simples porte-parole (portant-veu) du souverain ; des audiences ou cours suprêmes de justice ; des Cortès (sauf à Majorque), composées de représentants des trois états (bras): noblesse [7], clergé, communes.

En principe, les Cortès ne peuvent se tenir qu'en présence du souverain. Pour ne pas multiplier les déplacements, les Habsbourgs prennent l'habitude de convoquer simultanément les trois assemblées - bien entendu, elles délibèrent séparément — dans la ville aragonaise de Monzón. Les Cortès ont trois fonctions : elles votent ou amendent les lois, fors (fueros) en Aragon, constitutions en Catalogne; elles contrôlent les actes de l'administration; elles votent les impôts.

La constitution catalane dite de l'observance (ou Poe valdria), promulguée en 1481, peut servir de modèle pour l'ensemble de la couronne d'Aragon. Un texte de 1622 en résume l'esprit: « En Catalogne, le pouvoir suprême et l'autorité sur la province ne dépendent pas uniquement de Sa Majesté, mais de Sa Majesté et des trois bras de la province qui ont le pouvoir absolu et suprême de faire et défaire les lois et modifier l'organisation et l'administration de la province. » La source du droit, ce sont donc les lois « élaborées par le roi et la terre », les lois votées en Cortès. À la différence des Cortès de Castille, celles de la couronne d'Aragon ont le pouvoir législatif. De plus, avant de voter les impôts, il faut épuiser les autres points de l'ordre du jour; le souverain doit, en particulier, s'expliquer sur la conduite de ses agents, fréquemment accusés d'enfreindre

les coutumes. On s'explique ainsi la tendance à ne convoquer les Cortès que de loin en loin, quand il n'est pas possible de faire autrement. Dans l'intervalle des sessions, une émanation des Cortès, la Députation, composée de deux représentants de chaque bras [8]s'occupe du recouvrement des impôts et gère les finances du territoire: droits de douane, taxes et impôts indirects. En fait, elle est une émanation des oligarchies locales.

Les communes choisissent librement leurs dirigeants selon un système complexe (insaculación) qui tient à la fois du tirage au sort et de la cooptation. On met dans des sacs les noms de ceux qui sont susceptibles d'occuper les charges municipales et on tire le nombre nécessaire. Ces charges sont annuelles, à la différence de ce qui se passe en Castille où les échevins en sont propriétaires; les «honorables citoyens» (des notables) monopolisent le pouvoir. À quelques nuances près, on retrouve partout des formules analogues. La ville de Saragosse est administrée par un grand conseil et un consistoire restreint de cinq jurats. C'est la même chose à Barcelone et à Valence : un grand Conseil (Conseil des Cent) et un conseil restreint de cinq ou six personnes appartenant à la petite noblesse ou à la bourgeoisie des honorables citoyens. Comme les villes disposent de leurs propres impôts, elles ont souvent des revenus supérieurs à ceux du roi. Au XVII[e] siècle, la couronne prétendit exiger des villes catalanes le cinquième de leurs rentrées annuelles; l'opposition de Barcelone fit échouer le projet.

Dans les territoires de la couronne d'Aragon, la noblesse occupe une place bien plus importante qu'en Castille. Le régime seigneurial s'exerce presque sans contraintes. Beaucoup de seigneurs conservent le droit de vie et de mort sur leurs paysans, et, en plein XVII[e] siècle, des seigneurs catalans prononçaient encore des condamnations à la peine de mort. On peut donc se demander quel était le contenu réel des « libertés » aragonaises dont les romantiques étaient si fiers. Bien loin de protéger les individus, n'étaient-elles pas, au contraire, des vestiges archaïques au service des puissants, des obstacles à toute évolution et à tout progrès ? On se pose la question quand on voit les difficultés qu'ont eues les vice-rois pour lutter contre ce qui apparaît comme un fléau chronique des pays de la couronne d'Aragon pendant la plus grande partie du règne des Habsbourgs : le banditisme. Des brigands organisés ravageaient les campagnes ; ils étaient souvent protégés ou recrutés par des seigneurs. Pour réprimer leurs agissements, les vice-rois

n'ont pas hésité, à plusieurs reprises, à bousculer les fueros, ce qui entraînait immédiatement des plaintes de la part des représentants du peuple [9].

Les institutions de la couronne d'Aragon devraient garantir en principe les intérêts réciproques des deux parties, le souverain et ses sujets. En réalité, le souverain dispose d'une marge de manœuvre des plus étroites. D'abord, il n'a pas de forces militaires à sa disposition; quelques troupes seulement montent la garde aux frontières. Les sujets de la couronne d'Aragon ne peuvent être mobilisés que si le territoire national est envahi ; encore faut-il que le roi en personne soit présent. Le souverain ne peut compter que sur les ressources du patrimoine royal — fort restreint [10]. Pour le reste, il doit s'en remettre aux Cortès qui non seulement votent les impôts, mais encore les perçoivent et les gèrent par l'intermédiaire de la Députation. Dans ces conditions, tout dépend de la bonne volonté de la Députation. Celle-ci peut bloquer le fonctionnement des pouvoirs publics si elle leur refuse son concours. Or les députations sont aux mains d'une oligarchie qui défend avec acharnement ses privilèges. Il y a opposition entre les exigences d'un État moderne et la légalité constitutionnelle des pays de la couronne d'Aragon.

Dans la couronne d'Aragon, on distingue quatre grandes composantes : l'Aragon proprement dit, Valence, la Catalogne et Majorque.

Le royaume d'Aragon

Les Aragonais exigent que le représentant du roi à Saragosse soit né dans le pays. Cela a été souvent le cas au XVIe siècle, mais, depuis les graves incidents provoqués par l'affaire Antonio Pérez, la couronne désigne presque systématiquement des Castillans.

L'institution la plus caractéristique est celle du grand justicier (justicia mayor). Elle remonte à la fin du XIIIe siècle et, au départ, elle désignait, comme son nom l'indique, le magistrat chargé de juger les différends entre les nobles et entre les nobles et le roi. Peu à peu, ses attributions se sont accrues : le justicia est devenu le gardien des fueros; c'est à lui de veiller à ce qu'ils soient constamment respectés et de dénoncer les atteintes à l'autonomie aragonaise. Dans cette tâche, le justicia est assisté de cinq

lieutenants, des magistrats nommés par le roi sur une liste de seize noms tirés au sort par les Cortès. Le justicia est lui aussi nommé par le roi et, de 1439 à 1591, la fonction n'est jamais sortie de la famille des Lanuza. L'inexpérience du dernier des Lanuza, en 1591, devait lui coûter la vie. Depuis les Cortès de Tarazona (1592), qui se sont tenues après l'affaire Antonio Pérez, le roi a repris en main cette institution, comme il a réorganisé le fonctionnement des Cortès, mais, contrairement à la légende entretenue par l'historiographie libérale, Philippe II n'a pas supprimé les fueros; il s'est contenté de réformer les plus archaïques.

La Catalogne comprend deux parties: le principat de Catalogne proprement dit et, jusqu'au traité des Pyrénées (1659), les comtés de Roussillon et de Cerdagne qui ont des gouverneurs généraux distincts. C'est un territoire relativement réduit, dont la population, en 1553, ne dépasse guère quatre cent mille habitants. Barcelone est la ville la plus importante avec trente ou quarante mille habitants. Viennent loin derrière Perpignan (moins de neuf mille), Gérone (six mille) et Lérida (six mille). Depuis 1512, le vice-roi est aussi capitaine général. Cette charge, dont les attributions ne cessent d'être accrues, lui donne les moyens de tourner les limites que lui impose le système constitutionnel catalan. Pour les affaires judiciaires, il est assisté par les docteurs du Consell real, l'audience. Le territoire est divisé en dix-sept districts ou vigueries, eux-mêmes subdivisés en bailliages.

Dans le royaume de Valence, le vice-roi devait être originaire de la couronne d'Aragon. Cette règle n'a été que partiellement respectée sous les Habsbourgs. De 1523 à 1536, le poste a été occupé par Germaine de Foix, veuve de Ferdinand le Catholique, puis, jusqu'à 1550, par le troisième mari de celle-ci, Ferdinand d'Aragon, duc de Calabre. La plupart du temps, ce sont des Castillans qui sont nommés. L'administration du royaume comprend deux circonscriptions, dirigées par des gérants ou portant-veus. La première a pour chef-lieu Valence et comprend la partie nord du territoire jusqu'à Jijona; elle est elle-même divisée en deux lieutenances générales (Castellôn et Játiva) . La deuxième circonscription a pour chef-lieu Orihuela. On retrouve le même découpage pour les questions fiscales et la gestion du patrimoine royal avec les deux bailliages de Valence et d'Orihuela. Comme le royaume d'Aragon, Valence possède, depuis le XIIIe siècle, un justicia criminal, mais avec des caractéristiques différentes.

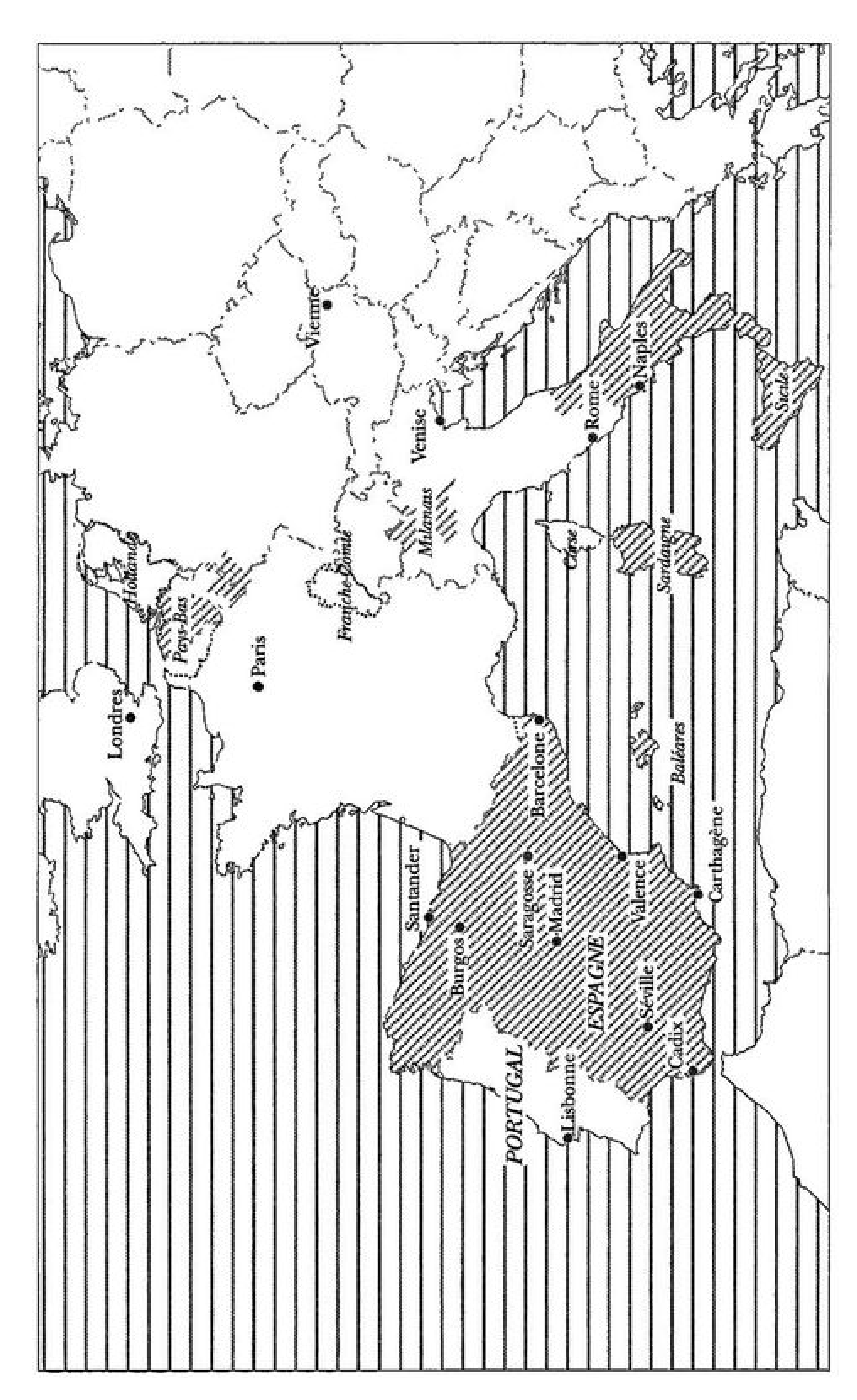
D'abord, la compétence de ce magistrat est limitée aux affaires judiciaires; il n'est pas le gardien des « libertés » du royaume, ce qui lui donne moins de prestige et d'autorité. Ensuite, c'est un tribunal propre à la ville de Valence qui propose trois noms parmi lesquels le roi désigne le titulaire du poste.

LA CRISE DE 1640

Dans l'ensemble territorial que constitue la monarchie hispanique, la Castille se détache nettement et cela depuis le début. Cette prééminence tient d'abord au poids spécifique qui est le sien dans la monarchie. La Castille est le territoire le plus peuplé et le plus riche ; elle a été longtemps —jusqu'aux années 1620 — le plus dynamique. Ce sont les armées de Castille qui ont conquis le royaume de Naples, même si Ferdinand a préféré le rattacher à la couronne d'Aragon. Ce n'est pas seulement pour flatter l'orgueil national des Castillans que Charles Quint, avant de quitter l'Espagne en mai 1520, déclare aux Cortès de La Corogne qu'il a l'intention de faire de la Castille la base de l'empire ; c'est que la Castille est seule en mesure de lui assurer les moyens de sa politique. Les comuneros le savent bien qui refusent précisément pour leur pays ce rôle de fournisseur de troupes et de recettes fiscales. Leur défaite laisse les mains libres aux souverains. Sous Philippe II, le rôle directeur de la Castille s'affirme encore un peu plus et toujours pour les mêmes raisons : la Castille reste en tête de la monarchie pour le développement économique et la population. Au XVIe siècle et encore au début du XVIIe, la situation n'est guère brillante en Aragon et en Catalogne. Valence aussi connaît des difficultés. Ce royaume a connu, de 1480 à 1520, une période de prospérité. Valence est alors le premier port de la couronne d'Aragon, bien plus actif que Barcelone. Le commerce et l'industrie (draperies et soieries) sont florissants ; une université municipale est ouverte en 1501. C'est alors qu'on bâtit ces monuments qui attestent encore aujourd'hui cette prospérité: la Chambre de commerce (la Lonja), le palais de la Généralité... La ville aurait compté soixante-quinze mille habitants. La crise des Germanias (1519-1522), provoquée par des tensions sociales, arrête cette dynamique. L'agriculture prend le pas sur le commerce et l'industrie, la noblesse rurale supplante la bourgeoisie marchande et manufacturière, même si le port d'Alicante prend

en partie le relais de celui de Valence. En même temps, le banditisme fait son apparition. Les pirates barbaresques multiplient les incursions sur le littoral, la présence d'une masse de morisques qu'on n'arrive pas à assimiler fait problème.

Ce sont ces raisons qui ont établi la prééminence de la Castille sur tous les autres territoires de la monarchie. Les premiers Habsbourgs ont pris acte de la situation et se sont appuyés sur la Castille qui, de plus, présentait l'avantage d'offrir une bien moindre résistance légale à leurs demandes de crédits et de troupes. À aucun moment ils n'ont cherché à vaincre par la force les oppositions qu'ils rencontraient dans les pays de la couronne d'Aragon. Même Philippe II, souvent présenté comme autoritaire et centralisateur, a respecté les



La monarchie hispanique à la fin du XVIIe siècle

fueros [11]. Le pouvoir royal n'a rien fait pour imposer l'usage du castillan au XVIe siècle. Ce sont les élites portugaises, catalanes et valenciennes qui adoptent progressivement le castillan comme langue de culture, mouvement spontané qui ne s'accompagne d'aucune pression politique. Pendant toute la période des Habsbourgs, le catalan reste la langue de l'administration et du peuple. La majorité des pamphlets catalanistes entre 1640 et 1652 sont écrits en castillan; il est vrai qu'il s'agissait de leur donner la diffusion la plus large[12].

Au XVIIe siècle, Olivarès a conscience que la situation ne peut plus durer: la Castille est épuisée. Il souhaite donc renforcer l'union des territoires péninsulaires en ramenant tous les royaumes d'Espagne à un même droit, une même fiscalité, une même administration. Cette unification, il la conçoit selon le modèle castillan. Faut-il voir dans cette tentative l'aveu d'un impérialisme castillan? Olivarès souhaite fondre les diverses composantes de la monarchie en une communauté nationale : faire en sorte que Philippe IV soit roi d'Espagne et non roi de Castille, de Portugal, d'Aragon, de Valence, comte de Barcelone, etc. L'idée n'est pas nouvelle. En 1598, le juriste Alamos de Barrientos faisait des recommandations semblables : il conviendrait d'encourager les mariages mixtes entre Castillans et non-Castillans, de ne jamais nommer un fonctionnaire dans son pays d'origine, d'organiser des visites fréquentes du roi dans toutes les régions. De la sorte, on aurait « un royaume formé de plusieurs provinces, mais unifié : le roi serait le roi de tous et de l'ensemble ». Olivarès transpose l'idée; gardons les royaumes, si l'on veut, mais unifions la législation; «multa regna sed una lex ».

Le malheur, pour Olivarès, c'est qu'il vient trop tard. L'unité nationale, les Rois Catholiques auraient pu la réaliser, en faisant violence à leurs sujets de la couronne d'Aragon[13]. Ferdinand n'avait-il pas brisé toutes les résistances quand il s'était agi d'imposer l'Inquisition, malgré les fueros? On aurait alors associé la couronne d'Aragon aux gloires de l'empire et à l'exploitation du Nouveau Monde. Ni les Rois Catholiques ni les trois premiers Habsbourgs n'ont suivi cette voie; ils se sont accommodés d'une situation qui, tous comptes faits, ne les gênait pas trop. Certes, la couronne d'Aragon contribuait peu aux dépenses communes, mais l'état de son économie ne lui

permettait guère de faire mieux alors que la Castille, en pleine expansion, ne posait pas de problème.

Sous Philippe IV, tout est changé. Pour mener une politique de prestige en Europe, le roi ne peut plus compter sur les seules ressources d'une Castille exsangue et ruinée. Et c'est alors qu'on se tourne vers les territoires associés pour leur rappeler tardivement qu'ils sont partie intégrante de la monarchie et qu'ils doivent prendre leur part des dépenses communes ! On comprend que ces territoires aient hésité ; ils craignent d'être entraînés dans le naufrage de la Castille [14]. Ajoutons à cela des ressentiments anciens contre une Castille longtemps dominatrice, contre un système de gouvernement où les sujets non castillans étaient très peu nombreux, contre un souverain qui ne visitait ses domaines périphériques que de loin en loin et toujours pour exiger d'eux de nouvelles contributions. La personne du roi était devenue lointaine et, même si le loyalisme à son égard restait fort, l'attachement au pays natal, à ses coutumes, à sa langue était plus fort encore. On est bien en présence d'un sentiment national en voie de formation ; les territoires de la couronne d'Aragon craignent de perdre leur identité en se fondant dans une Espagne qui leur offre seulement de partager les sacrifices. Cet état d'esprit va déboucher en Catalogne et au Portugal sur des projets de sécession.

C'est en 1625 qu'Olivarès expose le projet connu sous le nom d'Union militaire (Unión de armas). Les hostilités ont repris aux Pays-Bas ; la guerre de Trente Ans est commencée et l'Espagne, par solidarité avec les Habsbourgs d'Autriche, ne peut rester à l'écart; il y va de son prestige international: l'Espagne doit tenir son rang en Europe. Pour « soulager » la Castille [15], Olivarès demande aux autres territoires de la monarchie de participer aux dépenses communes ; chacun d'eux est invité à fournir et à payer un contingent au prorata de sa population : la Catalogne, 16000 soldats, l'Aragon 10 000, Valence 6000, la Castille et les Indes 44 000, le Portugal 16 000, Naples 16 000, la Sicile 6000, Milan 8000, les Flandres 12000, les Baléares et les Canaries 6000. Au total, c'est une armée de 144000 hommes qu'on espère recruter et équiper. Les Cortès de 1626 sont saisies du projet. Celles de Valence et d'Aragon finissent par se laisser fléchir, mais après avoir réduit considérablement la contribution demandée

[16]. En Catalogne, au contraire, Olivarès rencontre des difficultés bien plus sérieuses ; il doit se résigner à suspendre les Cortès.

C'est que le projet repose sur un postulat: la Catalogne est riche en hommes et en argent. Or la situation réelle est plus complexe. Certes, la courbe démographique est remontée au XVII[e] siècle sous l'effet de deux phénomènes : la Catalogne a été relativement épargnée par les épidémies meurtrières qui ravagent l'Espagne depuis 1599 et, en outre, elle a reçu de nombreux immigrants français. Par contraste avec ce qui se passe en Castille, elle fait figure de pays prospère et peuplé. On lui attribue un million d'habitants en 1630 alors qu'elle n'en a guère plus de 400 000 ! La Généralité et le conseil de Barcelone trouvent la note trop élevée. On ne les croit pas, on attribue leur opposition à de la mauvaise volonté et au refus de participer à l'effort collectif, le juridisme des autorités catalanes exaspère le gouvernement. En 1632, Philippe IV et Olivarès se rendent à Barcelone pour la reprise des Cortès, mais ils n'arrivent pas à convaincre leurs interlocuteurs. Certains recommandent d'employer la force pour venir à bout de l'opposition [17]; Olivarès s'y refuse.

La guerre avec la France, en 1635, est l'occasion de nouvelles tensions. Fontarabie et Salses, dans le Roussillon, sont menacés. Pour organiser la défense, Madrid se tourne de nouveau vers la Catalogne qui, en février 1638, offre dix mille livres. Olivarès juge la somme dérisoire ; il vit toujours dans l'illusion que la Catalogne est riche. Cette fois, le malentendu est plus grave : Olivarès a l'impression que les Catalans ne mettent pas beaucoup d'enthousiasme à défendre leur propre territoire, le Roussillon. De leur côté, les Catalans ont le sentiment qu'on n'apprécie pas leur participation — bien réelle — à sa juste valeur. Ils ne veulent pas rompre avec Madrid, mais ils sont convaincus qu'Olivarès est leur ennemi. En juillet 1638, lors du renouvellement de la Généralité, le tirage au sort désigne Pau Claris, chanoine d'Urgell, et Francesc de Tamarit; les deux sont très hostiles à la Castille. La Députation élève une vive protestation contre l'interdiction de faire du commerce avec la France, en raison de l'état de guerre, ce qui gêne les intérêts catalans. Une fois de plus, la Catalogne semble se désintéresser des problèmes communs; c'est du moins ce que pense Olivarès.

On en arrive ainsi à la révolte de 1640, due à la conjonction de deux mouvements parallèles: la révolte urbaine de l'oligarchie barcelonaise, appuyée par des juristes liés à elle, et l'exaspération des paysans contre l'armée. Depuis 1634, en effet, les troupes n'arrêtent pas de traverser la Catalogne et d'y stationner plus ou moins longtemps avant d'être embarquées vers l'Italie. La guerre avec la France, en 1635, renforce ces mouvements. Cette fois, c'est vers le Roussillon qu'on achemine des renforts. Le logement des soldats est toujours une catastrophe pour les villages. Il s'accompagne d'exactions, de pillages, de viols dont la pièce de Calderón El Alcalde de Zalamea donne une interprétation dramatique. Des incidents graves se produisent. En juillet 1638, la troupe met à sac la bourgade de Palafrugell ; en mai 1640, la population de Santa Coloma de Farners met à mort un fonctionnaire royal, chargé d'assurer le logement des troupes. La révolte gagne la région de Gérone, puis l'ensemble de la Catalogne rurale. Le 22 mai 1640, les rebelles entrent dans Barcelone, mais ils se retirent après avoir libéré le député Tamarit, incarcéré depuis mars à cause de ses prises de position hostiles à Olivarès. Quinze jours plus tard, lors de la « Fête-Dieu sanglante » (Corpus de sangre), le 7 juin, les faucheurs venus participer à la traditionnelle procession organisée à l'occasion de la moisson se rendent maîtres de Barcelone et assassinent le vice-roi. C'est le début de la guerre des faucheurs dont le chant (Els Segadors) est encore aujourd'hui l'hymne national des Catalans. Les paysans, tout en étant sensibles à la campagne anticastillane— pour eux, le soldat, le fonctionnaire, l'agent du fisc sont des Castillans, donc des étrangers -, ont leurs propres revendications: la révolte est l'aboutissement de ressentiments anciens contre les seigneurs et le régime seigneurial. Leur cri de guerre est Vive la terre ! (Visca la terra). Ils se désignent comme l'armée du Christ, destinée à en finir avec toutes les injustices.

L'administration royale s'effondre. Les notables de la Généralité s'efforcent de prendre la direction du mouvement populaire pour le maîtriser. Ils n'y parviennent que très partiellement. Au lieu de s'appuyer sur eux, Olivarès les considère comme des traîtres et décide de réprimer la sédition par la force. La Généralité est placée entre deux feux; elle doit organiser la résistance à l'armée royale et, en même temps, ramener l'ordre car le mouvement paysan commence à prendre l'aspect d'une révolution

sociale. Incapable de maîtriser la situation, la Généralité se tourne vers la France : elle offre à Louis XIII de devenir comte de Barcelone à la condition de respecter l'autonomie du principat (janvier 1641). Pour ne pas tomber sous la coupe de la Castille, la Catalogne se donne à la France. Des vice-rois français remplacent les vice-rois castillans, mais avec cette différence que les premiers ont une armée à leur disposition, ce qui n'avait jamais été le cas des seconds. La Castille mettra treize ans à reconquérir la Catalogne. En octobre 1652, le conseil de Barcelone fait sa soumission à Philippe IV; l'année suivante, le reste de la Catalogne réintègre la monarchie hispanique.

La révolte des Catalans encourage les Portugais, à l'autre extrémité de la péninsule, à secouer eux aussi la tutelle de la Castille. Philippe II s'était montré respectueux des institutions portugaises. Sous Philippe III, les choses changent. Le duc de Lerma n'a déjà plus les mêmes scrupules, mais c'est sous Philippe IV que la tension s'aggrave. L'union avec la Castille n'avait jamais été totalement acceptée, mais plusieurs historiens portugais le reconnaissent aujourd'hui : sous les Habsbourgs, le Portugal avait conservé son autonomie. Olivarès ne remet pas en cause cette autonomie ; il veut seulement introduire des réformes dans les douanes, la fiscalité, le recrutement des magistrats. Ce faisant, il porte atteinte à des intérêts particuliers et il s'attire la méfiance, puis l'hostilité des juristes, des ecclésiastiques et des aristocrates. À l'automne 1637, une émeute avait éclaté à Évora pour protester contre l'augmentation des impôts sur le sel. Or le sel est un article très demandé : on l'utilise dans l'alimentation des hommes et des animaux, et aussi pour conserver le poisson et la viande, ainsi que dans certaines industries, comme les tanneries. Le sel sert encore au Portugal de monnaie d'échange dans le commerce international: il lui permet de compenser son déficit en céréales. On prêtait à Olivarès l'intention d'établir un monopole d'État sur le sel. On était facilement venu à bout de l'émeute d'Évora, qui témoignait pourtant d'un malaise profond. Les jésuites, en particulier, avaient soutenu à fond les revendications, ce qui donne à penser sur l'ampleur des mécontentements accumulés. Restait, enfin, la situation internationale, caractérisée notamment par la reprise des hostilités aux Pays-Bas. En Asie comme au Brésil, les comptoirs portugais étaient partout attaqués par les Hollandais; l'empire colonial était menacé.

Devant le danger, les négociants souhaitaient se désolidariser de l'Espagne de façon à sauver ce qui pouvait l'être encore. À Évora, en 1637, on avait eu la révolte du peuple, sans la noblesse. En décembre 1640, on a un coup d'État des nobles, sans le peuple : une conspiration porte le duc de Bragance au pouvoir; on le proclame roi sous le nom de Jean IV. C'est plus un coup d'État qu'un soulèvement, à la faveur de la situation créée par la révolte des Catalans, mais l'opération réussit. Jean IV signe une trêve avec les Hollandais, puis obtient l'appui de l'Angleterre et de la France. Obligé de combattre sur deux fronts, Olivarès donne la priorité à la lutte en Catalogne qu'il s'agit de reconquérir à tout prix. Le Portugal en profite pour s'organiser. En 1668, il voit son indépendance reconnue par l'Espagne.

On ne s'étendra pas sur la conspiration du marquis d'Ayamonte et du duc de Medinasidonia en 1641: visait-elle à faire de l'Andalousie un État indépendant? Rien n'est moins sûr. En 1648, la conspiration du duc de Híjar paraît plus sérieuse. On prêtait à ce grand seigneur l'intention de se proclamer roi d'un Aragon indépendant, mais l'entreprise manquait d'assise et d'appui dans la population. Dans l'ensemble, en effet, l'Aragon et Valence ne se sont pas solidarisés avec la Catalogne. Il n'en reste pas moins que l'année 1640, « la plus néfaste qu'ait connue la monarchie », reconnaît Olivarès, voit l'Espagne menacée d'éclatement. L'édifice construit par les Rois Catholiques et les premiers Habsbourgs chancelle. Le Portugal se sépare de la monarchie qui réussit à conserver la Catalogne, mais une Catalogne amputée du Roussillon et de la Cerdagne que le traité des Pyrénées (1659) attribue définitivement à la France. Dans la seconde moitié du XVIIe siècle, les successeurs d'Olivarès tirent la leçon de l'échec. Ils se gardent bien de reprendre les projets d'intégration. On en revient au statu quo. La monarchie hispanique reste une confédération dans laquelle les territoires associés voient leur autonomie confirmée, peut-être même renforcée ; c'est ce qu'on appelle le néoforalisme, le retour au respect strict des fueros.

Crise de l'Espagne ou crise générale des sociétés européennes? Au milieu du XVIIe siècle, toutes les grandes nations sont aux prises avec des difficultés analogues; on pense à la révolution d'Angleterre, aux troubles de la Fronde en France, etc. Ces crises témoignent de la faiblesse des monarchies occidentales, de défauts dans les structures de pouvoir. Autour

de 1650, le monde change. La révolution scientifique et le renforcement de l'État bouleversent les données antérieures. La crise surmontée, certaines nations—la France, l'Angleterre— abordent avec dynamisme les temps nouveaux; d'autres font leur apparition, comme la Hollande; d'autres encore entrent en décadence, c'est le cas de l'Espagne.

L'IDÉOLOGIE DE L'ÉTAT

La monarchie catholique qui se met en place à l'avènement des Rois Catholiques peut-elle être considérée comme un modèle d'absolutisme ? Si l'absolutisme, selon la formule de Roland Mousnier, est « un pouvoir légitime incarné dans une personne, la loi vivante », alors l'Espagne des Rois Catholiques et des Habsbourgs est bien un État absolu. L'essentiel du pouvoir est concentré dans le souverain et aucune institution ne vient théoriquement en limiter l'exercice.

Cette situation, qui heurte certains idéologues, correspond à une évolution engagée depuis longtemps. À partir de 1450, les ambitions de l'aristocratie, le développement des activités économiques et la diversification sociale engendrent des antagonismes qui trouvent, sous le règne des Rois Catholiques, une solution pragmatique : la constitution d'un pouvoir royal fort, d'un État doté d'instruments efficaces. Cet État a tendance à absorber tous les pouvoirs et à se poser comme la seule force politique organisée, mais, au même moment, on observe la persistance et même le renforcement de théories scolastiques qui visent à préserver et à garantir les droits de la communauté. Ce décalage entre une pratique absolutiste et des doctrines populistes constamment réaffirmées est l'une des originalités de l'Espagne moderne.

On voit s'opposer deux conceptions de l'État, l'une, plus conforme aux théories médiévales, où l'État est une communauté parfaite, orientée vers une fin, qui est sa raison d'être, le bien commun; l'autre, où l'État est bien une communauté parfaite, mais où rien ne doit venir limiter son pouvoir. La première serait portée à rappeler que toute société repose au départ sur un pacte implicite entre gouvernants et gouvernés, ce qui entraîne par voie de conséquence des obligations réciproques, de caractère contractuel. On sera alors conduit à préférer de bonnes institutions à un bon roi pour garantir le

bien commun. La seconde conception aurait tendance à plaider en faveur d'une «monarchie paternelle », sinon paternaliste, soucieuse du bonheur des sujets, mais dans laquelle ceux-ci devraient s'en remettre à la sagesse du prince, un prince qu'il conviendrait, par conséquent, de bien préparer à sa mission, par exemple en le mettant en garde contre les flatteurs et les mauvais conseillers. Sans jamais être abandonnée, la première conception ne cesse de reculer au profit de la seconde. En fait, les deux prennent acte d'une évolution politique qui paraît irréversible, le renforcement du pouvoir royal et elles poursuivent le même but: introduire des limitations à l'arbitraire royal, soit par la réaffirmation de théories anciennes, soit en faisant appel à des considérations morales, sans qu'aucun de ces efforts aboutisse à mettre en place les institutions capables de les traduire en actes.

À la base des théories scolastiques héritées de saint Thomas d'Aquin et réactualisées au XVIe siècle par le dominicain Francisco de Vitoria (1483-1546) et le jésuite Francisco Suárez (1548-1617) se trouve l'idée de la communauté politique comme corps organique. La cité est comme un organisme vivant dont le prince est la tête et les sujets les membres. Cette idée en entraîne une autre, celle de la dualité du prince et du corps social — en espagnol : rey-reino. Reino, en effet, dans l'Espagne des XVIe et XVIIe siècles, peut recevoir deux significations : c'est le territoire sur lequel s'exerce l'autorité du prince; c'est aussi la représentation politique de ce territoire, les Cortès. Le problème consistera alors à savoir lequel des deux termes est premier par rapport à l'autre et l'on aura tendance naturellement à privilégier la tête, c'est-à-dire le prince. C'est notamment la position de Domingo de Soto, reprise d'Aristote : le roi est supérieur au corps social. On est sur la voie d'une monarchie autoritaire, sinon absolutiste.

On peut aussi considérer les deux termes (rey, reino) comme constitutifs d'une réalité supérieure qui les englobe et les dépasse, la communauté. Dans cette perspective, c'est la communauté qui est première, donc dépositaire de la souveraineté, et l'on aboutit à la formule d'Azpilcueta : « Le royaume n'appartient pas au roi, mais à la communauté; la souveraineté appartient, en droit naturel, à la communauté et non pas au roi; c'est pourquoi la communauté ne peut pas y renoncer. » À la fin du XVIe siècle, Mariana fait sienne cette théorie : la communauté est toujours supérieure au roi qui ne peut donc faire de lois sans son consentement ; le roi conserve seulement

une prééminence sur la communauté (Major singulis, universis minor) et une supériorité dans un certain nombre de domaines réservés, la guerre, la diplomatie, la justice.

C'est cette théorie qui est la plus communément enseignée dans les universités espagnoles. Elle repose sur quelques principes de base concernant l'origine, la nature et les conditions d'exercice de la souveraineté politique.

Selon Vitoria, l'autorité politique a une cause finale : assurer la protection des individus et le bien commun ; une cause efficiente : Dieu, origine de toute autorité, idée essentielle en vertu de laquelle Vitoria pose l'existence d'un droit naturel fondé, non pas sur les décisions arbitraires et révocables des hommes, mais sur les décrets de la Providence, droit inhérent à la nature de l'homme comme créature de Dieu et conforme à la loi divine ; la société politique n'est donc pas une institution d'origine humaine, mais une donnée naturelle ; et une cause matérielle : l'État, instrument de la communauté.

De ces principes, les auteurs scolastiques tirent trois conséquences.

D'abord, les rois tiennent leur pouvoir non pas des hommes, mais de Dieu par l'intermédiaire de la communauté qui leur en délègue l'exercice ; c'est ce que signifie la formule : « Omnis potestas a Deo per populum.» » En définitive, c'est la communauté qui fait les rois. Dans sa Defensio fidei (1614), Suárez développe longuement ce point: «Nullus principatus politicus est immediate a Deo. » Le pouvoir réside dans la communauté à qui Dieu le donne directement et qui le détient ainsi par droit de nature. La souveraineté appartient donc à la communauté tout entière, non à un individu particulier. Par nature, nul n'est appelé à régner; ce qui fait les rois, c'est ou bien la volonté des hommes ou bien la violence, quand l'un d'entre eux s'empare par la force du pouvoir. L'autorité monarchique, pour parler comme Pascal, n'est pas une grandeur réelle, mais une grandeur d'établissement. Pour se constituer, la communauté suppose une adhésion libre des personnes qui la composent en vue de réaliser le bien commun, c'est-à-dire un contrat explicite ou tacite en vertu duquel les citoyens acceptent de confier à l'un d'entre eux le soin du gouvernement et l'exercice de l'autorité. On peut donc dire que Dieu délègue l'autorité au peuple, lequel à son tour désigne le prince qui en sera le dépositaire.

Ensuite, le législateur fait partie de la communauté; il n'est donc pas au-dessus des lois. Dieu délègue au peuple le pouvoir de faire des lois, mais au-dessus du législateur il y a la loi qui trouve son fondement en Dieu. De cette façon, l'État apparaît comme une institution de droit naturel, non humain, ce qui distingue cette théorie de celle de la souveraineté populaire. Il s'ensuit que, pour être légitime, toute loi requiert le consentement du peuple, faute de quoi elle serait sans valeur. Ce consentement n'a pas besoin d'être explicitement exprimé ; l'absence d'opposition ou de trouble vaut consentement.

Enfin, pour qu'une loi soit juste, il ne suffit pas qu'elle ait été édictée par une autorité légitime ; encore faut-il qu'elle soit ordonnée au bien commun. La souveraineté, en effet, a des limites : si le roi agit contre le bien commun, il devient un tyran et son pouvoir cesse d'être légitime. La notion de tyrannie a une longue tradition dans le droit espagnol. Le vieux code des Partidas qualifiait de tyran le roi qui manquait au devoir de justice. C'était un peu vague. Les scolastiques espagnols s'en tiennent dans ce domaine à la définition de saint Thomas d'Aquin : est légitime le pouvoir du prince qui agit en vue du bien commun; est tyrannique tout pouvoir qu'on met au service des intérêts privés du souverain.

A-t-on le droit de s'opposer à la tyrannie et de renverser le tyran? En théorie, l'ensemble du peuple ou ses représentants qualifiés peuvent constater la situation et proclamer la déchéance du tyran. Puisque le prince tient son pouvoir du peuple, le peuple peut le déposer. La plupart des théoriciens multiplient les précautions avant de justifier un droit d'insurrection, mais les jésuites et plus particulièrement Mariana (De Rege) vont plus loin. Mariana suggère d'abord des règles précises pour empêcher un pouvoir de dégénérer en tyrannie : il ne faut jamais perdre de vue que c'est le consentement, au moins tacite, du peuple qui légitime l'autorité. Le meilleur moyen d'éviter les abus, c'est de limiter par la loi le pouvoir du souverain. Mariana doute, par exemple, que le roi puisse créer des impôts sans le consentement du peuple, c'est-à-dire, en Espagne, des Cortès. Mariana est aussi l'un des très rares théoriciens à envisager les implications concrètes des principes généraux qu'il expose. En France et en Angleterre, il s'est acquis la réputation d'un dangereux révolutionnaire à cause de son apologie du tyrannicide : le tyran étant par définition illégitime, il est

permis et même recommandé de lui faire des remontrances; si, malgré ces mises en garde, il persiste dans ses errements, le bien commun peut exiger, en certaines circonstances, qu'il soit déposé par la force et même exécuté.

Les principes que l'on vient de résumer se situent à l'opposé des idées et des pratiques contemporaines. Au milieu du XVe siècle, le roi Jean II se considère comme occupant sur terre une fonction qu'il tient de Dieu. Les Rois Catholiques mettent délibérément l'accent sur cet aspect: les rois sont les vicaires de Dieu, dit-on aux Cortès de Madrigal (1476). Maravall a étudié le succès de la formule «majesté» d'abord réservée à la divinité et qui, depuis la fin du Moyen Âge, supplante progressivement celle d'« altesse » pour désigner les souverains espagnols ; elle s'impose définitivement à partir du règne de Charles Quint. À la différence de ce qui se passe en France, la monarchie espagnole ne possède aucune caractéristique génératrice de sacré: pas de sacre solennel, pas de pouvoir thaumaturgique. Charles Quint, en introduisant en Espagne le cérémonial bourguignon, fait faire un progrès considérable à la sacralisation du roi. Il s'agit de faire du roi une personne sacrée, coupée du commun des mortels : une sorte de dieu vivant.

Cette évolution est inséparable d'une autre qui aboutit à conférer au souverain un pouvoir absolu. La souveraineté s'est d'abord exprimée sous la forme d'une revendication à l'autonomie par rapport à d'autres pouvoirs, concrètement le pouvoir impérial : le souverain est le prince qui ne se reconnaît pas de supérieur dans l'ordre temporel. Cette interprétation est complétée au XVe siècle par la tendance à rejeter toute limitation de l'autorité du souverain dans le territoire soumis à sa juridiction. C'est ce que signifie l'expression de pouvoir royal absolu (poderío real absoluto) qui revient de plus en plus fréquemment dans les textes officiels. Diego de Covarrubias a beau rappeler, au XVIe siècle, que la notion de pouvoir absolu est odieuse et devrait être rejetée, l'absolutisme ne cesse de progresser et trouve des apologistes en dehors des milieux scolastiques.

Si les théories scolastiques sur le pouvoir ont eu si peu d'influence réelle sur l'évolution politique de l'Espagne, c'est peut-être parce qu'elles avaient servi à deux reprises à justifier une révolte armée contre le souverain : lors de l'épisode des Comunidades et lors de l'insurrection des colons du Pérou.

Aux Cortès d'Ocaña (1469), on avait entendu une solennelle déclaration de principe. S'adressant au roi, un député avait résumé en une phrase l'esprit qui inspirait la philosophie politique du contrat: « Vous êtes notre mandataire et vos sujets vous payent pour remplir une fonction. » Depuis 1474, les Rois Catholiques avaient remis les choses au point et, pendant cinquante ans, on chercherait en vain la moindre tentative pour donner vie à la théorie. Les choses changent à la mort de Ferdinand le Catholique (1516). Les premières Cortès réunies par Charles Quint, celles de Valladolid (1518), reprennent le principe posé en 1469 et sous la même forme. À proprement parler, le roi est un mercenaire appointé par la nation; il est le plus haut des fonctionnaires, mais il n'est pas autre chose qu'un fonctionnaire au service du royaume. C'est déjà l'inspiration de la rébellion des comuneros qui éclate en juin 1520. On connaît, en effet, les idéologues du mouvement : dominicains et franciscains, universitaires, letrados, tous nourris des doctrines scolastiques sur le pouvoir. On ne s'étonnera donc pas de voir des prédicateurs se faire les propagandistes de la révolution en rappelant au peuple qu'il est le seul dépositaire de la souveraineté : le peuple fait les rois ; il peut donc les défaire. Or Charles Quint, en acceptant la dignité impériale, a fait passer les intérêts de la dynastie avant ceux de la nation; ce faisant, il a cessé d'être un souverain légitime pour devenir un tyran, au sens précis que ce mot prend dans la philosophie politique scolastique. Ainsi se trouve justifiée l'insurrection.

Chargés de mettre en œuvre le programme politique des comuneros, les députés de la Junte de Tordesillas élaborent ce qu'il faut bien appeler un projet de constitution dont la pièce maîtresse est une nouvelle définition des rapports entre le roi et le royaume (rey-reino). Pour les comuneros, le royaume représenté en Cortès (reino) est supérieur au roi. En cas de conflit avec le roi, les Cortès doivent avoir le dernier mot parce qu'elles représentent la communauté tout entière. On comprend que cette revendication et cette contestation de la suprématie royale n'aient pas été du goût de Charles Quint. La défaite des comuneros laisse le champ libre au pouvoir royal. Les expressions Comunidades et comuneros prennent, après 1521, un sens péjoratif et deviennent synonymes de subversion et d'anarchie. Les idées véhiculées par les comuneros sont suspectes ; elles continuent à être enseignées dans les universités, mais elles deviennent

lettre morte, simple rappel théorique et abstrait qu'on se garde bien de vouloir traduire en actes sur le plan politique.

Lettre morte? Pas pour tout le monde. En 1542, cédant à la campagne engagée par Las Casas, avec l'appui de l'ordre des dominicains, contre les méthodes de la colonisation espagnole en Amérique, Charles Quint promulgue une nouvelle législation pour les Indes. Le point essentiel concerne l'encomienda, le travail forcé des Indiens que Las Casas n'a cessé de dénoncer comme un esclavage déguisé. Or les lois de 1542 portent suppression de l'encomienda. À peine connue, la nouvelle suscite la colère et l'opposition violente des intéressés, les colons du Pérou. L'autorité du vice-roi Blasco Núñez Vela est contestée. Gonzalo Pizarro en profite pour assumer les pleins pouvoirs de 1544 à 1548 et, pendant quelques années, le Pérou est en état de sécession. Pour que les choses rentrent dans l'ordre, il faudra que Charles Quint capitule et rétablisse l'encomienda.

Or les rebelles du Pérou justifient leur attitude en invoquant les principes scolastiques : le bien commun autorise les sujets à introduire un recours auprès du souverain qui outrepasse ses pouvoirs et même, à la limite, à prendre les armes contre lui. Des letrados, des moines, des ecclésiastiques prennent énergiquement la défense de Pizarro en commentant la vieille formule juridique : Quod omnes tangit ab omnibus debet approbari. Charles Quint n'avait pas le droit de légiférer sur un point aussi important sans consulter les principaux intéressés. Le consentement du peuple, explicite ou tacite, est la seule source de la légitimité ; or les colons du Pérou n'ont été ni entendus ni consultés ; cela suffit pour ôter toute légitimité aux lois de 1542.

Dans leur argumentation, les colons du Pérou n'avaient oublié qu'une chose : c'est que les Indiens aussi faisaient partie de la communauté et devaient être consultés et entendus. Dans cette affaire, le pouvoir absolu de Charles Quint légiférait en ayant en vue le bien commun de toutes les parties, alors que Gonzalo Pizarro défendait les intérêts particuliers d'une minorité de privilégiés. Quoi qu'il en soit, la rébellion pizarriste, vingt-cinq ans après la révolution des Comunidades de Castille, témoigne de l'enracinement de doctrines qu'on aurait pu croire dépassées par l'évolution des esprits et des mœurs. L'épisode a contribué à oblitérer encore un peu

plus des principes qu'on continuait cependant à enseigner dans les universités, mais qu'on cherchait de moins en moins à appliquer.

L'évolution des Cortès de Castille de 1480 à 1700 contredit la philosophie politique que professaient et qu'enseignaient la majorité des auteurs scolastiques à la même époque, même s'il faut nuancer l'opinion traditionnelle qui voyait dans les Cortès une chambre d'enregistrement.

Curieusement, les contemporains, à de rares exceptions près (Mariana, par exemple), n'ont pas relevé cette contradiction entre les principes généraux qu'on proclamait et qu'on développait en corps de doctrine et l'exercice réel du pouvoir. Ceux-là même qui, en 1667, décident de ne plus réunir les Cortès prennent soin de justifier la mesure; elle ne serait pas contraire au principe. Pas d'impôt sans consentement, disent-ils, puisqu'il ne s'agit pas d'établir de nouveaux impôts, mais seulement de proroger ceux qui ont déjà été votés. Argutie significative : on s'éloigne de plus en plus des principes, mais on affecte d'en respecter l'esprit.

Le plus souvent, les théoriciens s'en tirent par une pirouette : le roi légifère et gouverne seul, mais après avoir consulté ses Conseils. On voit ainsi resurgir la vieille notion du roi dans ses conseils. La théorie du pacte n'exclut donc pas un absolutisme de fait : dans tout problème de gouvernement, la décision revient au roi en dernier ressort. En fin de compte, il faut bien admettre que les doctrines scolastiques dont les Espagnols sont si fiers n'ont guère eu d'incidence concrète. « Elles ont servi de contrepoint idéologique lointain », écrit Maravall qui observe fort justement que l'absolutisme est moins une idéologie qu'une pratique, l'absence d'institutions destinées à faire contrepoids au pouvoir royal et à le limiter. C'est peut-être pourquoi on n'écrit plus de grands traités de philosophie politique après Suârez. On voit fleurir au XVIIe siècle une littérature politique d'inspiration morale : il faut préparer le prince à sa mission, lui inculquer les principes moraux qui doivent le guider dans l'exercice de ses responsabilités, lui apprendre à puiser dans l'Écriture sainte les règles d'une politique chrétienne... En d'autres termes, on cherche à remplacer les institutions appropriées par de bons sentiments ; on tombe dans le paternalisme.

La philosophie politique des scolastiques poursuit alors une longue carrière dans des universités de plus en plus sclérosées. Elle méritait mieux,

cependant, que cet enseignement routinier et c'est en dehors de l'Espagne qu'elle a trouvé un prolongement inattendu et souvent ignoré. Il n'est pas difficile en effet d'en retrouver l'écho chez les auteurs protestants qui sont à l'origine du droit naturel. Althusius (1557-1638), Grotius (1583-1645), Pufendorf (1632-1694) ont lu et médité Vitoria et Suárez qu'il leur arrive encore de citer. Dire, avec le premier, que la souveraineté appartient à la communauté et pas à son chef, que le roi doit se soumettre à la loi ; affirmer, avec le second, que les hommes décident d'un commun accord, par un pacte librement consenti, de confier le pouvoir suprême à l'un d'entre eux, c'est reprendre, parfois à la lettre, des idées scolastiques que les Espagnols du XVIe siècle avaient longuement développées. A la lettre, oui, mais l'inspiration n'est plus la même. Dans l'Europe du Nord, la science politique se laïcise et s'éloigne de sa base théologique. Ce n'est plus Dieu qui fonde la souveraineté ; c'est l'accord des volontés humaines. Le droit naturel qui triomphe au XVIIIe siècle a oublié ses lointaines racines scolastiques et espagnoles; le pacte devient contrat social; on a changé d'univers.

POLITIQUE ET RELIGION

C'est une idée encore largement reçue : l'Espagne moderne offre l'exemple d'un État qui s'investit lui-même d'une mission spirituelle, qui considère que son rôle est d'assurer l'unité de la chrétienté à l'extérieur et de préserver l'orthodoxie à l'intérieur de ses frontières. En somme, on serait en présence d'un empire au service de la Contre-Réforme, d'un pouvoir dévoué à la religion.

L'Espagne a effectivement pratiqué une sorte de nationalisme religieux, mélange d'intransigeance, d'intolérance et aussi d'impérialisme tout court. Mais cette orientation générale ne s'est pas affirmée avec la même force de 1516 à 1700, quand les Habsbourgs régnaient sur l'Espagne et une partie de l'Europe. On peut distinguer, en gros, deux périodes, l'une qui irait jusqu'en 1580 environ et qui serait plutôt marquée par le souci de ne pas fondre complètement les sphères du temporel et du spirituel, l'autre où la tendance inverse l'emporterait. Le tournant serait pris à l'occasion de la guerre des Flandres. C'est pour écraser des rebelles qui étaient aussi des hérétiques que

Philippe II s'est vu contraint d'engager partout le combat contre les protestants accusés de menacer les intérêts de l'Espagne et de diviser la chrétienté. Dans chacune des deux périodes, cependant, les positions ne sont pas uniformes, et, au sein même de l'Espagne, s'expriment des avis divergents par rapport à la tendance générale.

Les thomistes estiment que le rôle d'un prince n'est pas d'intervenir dans les débats de caractère religieux. C'est la position que réaffirme Francisco de Vitoria avec sa distinction des deux ordres, naturel et surnaturel, chacun autonome dans sa sphère : la grâce ne supprime pas la nature ; le spirituel ne doit pas interférer avec le temporel, sauf dans certains domaines mixtes et avec certaines précautions. Un peu plus tard, Suárez poussera encore plus loin la démonstration : le rôle de l'État est d'assurer la paix civile et de former des citoyens, et non des hommes vertueux. Il faut reconnaître, cependant, que ces principes contredisent un état d'esprit et un courant d'opinion largement favorables, en Espagne, à l'intervention active du pouvoir civil dans les affaires religieuses. C'est ainsi que, depuis les Rois Catholiques, l'État espagnol s'est engagé à fond dans la défense de l'orthodoxie religieuse à l'intérieur de ses frontières. L'originalité de l'Inquisition espagnole est, en effet, de confier au pouvoir civil la répression de l'hérésie. Ce transfert de compétences est lourd de conséquences; il introduit une confusion entre la sphère du politique et celle du religieux. Pour être un bon Espagnol, il ne suffit pas de respecter les lois du royaume ; il faut aussi professer la religion catholique et c'est l'État qui est chargé de réprimer les écarts par rapport à l'orthodoxie. On ne saurait non plus sous-estimer l'importance d'un messianisme profondément enraciné et qui a pris une vigueur nouvelle à la fin du XVe siècle. Depuis la victoire définitive sur l'islam, marquée par la prise de Grenade en 1492, beaucoup ont tendance à voir dans l'Espagne le peuple élu par Dieu pour réaliser une mission particulière. Les Rois Catholiques, le cardinal Cisneros et Charles Quint ont été successivement les bénéficiaires de ces tendances messianiques.

Ainsi se trouvent réunies, dans l'Espagne du XVIe siècle, les conditions favorables à la naissance et au développement de ce qu'on a appelé quelquefois la tentation théocratique. On attend du pouvoir politique la réalisation effective du royaume de Dieu ; l'État s'arroge la mission d'assurer le triomphe de la vertu, de la foi, de la religion, en utilisant les

moyens que confère la puissance politique, y compris, si nécessaire, la contrainte. On est dans le monde qu'évoque Dostoïevski dans la légende du Grand Inquisiteur; on rêve de faire le bonheur du peuple et le salut éternel des âmes par des moyens politiques.

Certes, ces tendances ont toujours été combattues à l'intérieur même de l'Espagne. En 1583, sous la plume de fray Luis de Léon, paraît la plus belle et la plus énergique réfutation de ce messianisme. Dieu finira par remporter la victoire sur les forces du mal, mais cette promesse ne doit pas être comprise dans un sens matériel. On se tromperait gravement si l'on se représentait le triomphe des justes comme une domination politique ou une victoire militaire. Le succès des armes, la contrainte qu'exerce un peuple sur un autre ne sont pas des signes d'élection, la preuve que Dieu a choisi son camp. À ce compte, Cyrus, Nabuchodonosor, Artaxerxès ont été des Messies, ou peu s'en faut, ainsi que César, le grand Pompée ou Alexandre. Ce sont d'autres triomphes et d'autres libérations que Dieu avait en tête quand Il a promis d'envoyer aux hommes le Messie. Le règne de Dieu ne saurait être instauré par la force brute; ce sont les victoires de l'esprit qu'il faut rechercher et par des moyens qui soient ceux de l'esprit.

Malgré ces mises en garde, le providentialisme gagne du terrain dans les dernières années du XVIe siècle. Mariana est le premier à exposer nettement ses craintes à l'égard des nations protestantes; l'hérésie lui apparaît comme une cause de guerre juste car elle divise les nations et les peuples. La querelle du machiavélisme contribue à opposer encore un peu plus l'Espagne à l'Europe. En moins de cinquante ans, les positions changent du tout au tout. En 1550, Charles Quint avait accordé un privilège royal à une traduction des Discours de Machiavel sur la première décade de Tite-Live et en avait recommandé la lecture comme très profitable au futur Philippe II. En 1584-1585 encore, le duc de Sesa insiste auprès du Conseil de l'Inquisition pour qu'on traduise le Prince; il est même disposé à payer lui-même les frais d'impression. Mais à cette époque la bataille est perdue ; les Discours ont été mis à l'index l'année précédente. La réfutation du machiavélisme, considéré comme une forme subtile d'hérésie, est à l'ordre du jour. Le titre du livre que publie en 1595 le jésuite Rivadeneira se passe de commentaires : Traité de la religion et des vertus que doit avoir le prince chrétien pour gouverner et conserver ses États. Contre ce que Nicolas

Machiavel et les politiques de notre époque enseignent. À la raison d'État qui fait de l'État une religion, Rivadeneira oppose une autre raison d'Etat qui fait de la religion un État. Contre Machiavel et ceux qui le suivent, les penseurs espagnols refusent de considérer la politique comme une technique dont les fins seraient étrangères à la morale et à la religion. Pour eux, la morale ne se réduit pas à la morale individuelle, elle doit informer aussi l'activité politique. Pour la plupart des auteurs du XVII[e] siècle qui s'intéressent aux problèmes politiques, le roi d'Espagne est le prince chrétien par excellence. Sa conduite doit donc s'inspirer des maximes de la morale chrétienne la plus rigoureuse. À ce titre, il est le défenseur naturel du catholicisme, l'adversaire de l'hérésie, le protecteur de l'Église.

L'étranger partage cette façon de voir, mais pour s'en indigner. En réalité, les choses sont plus complexes. On a montré, dans un autre chapitre, que la politique extérieure des Habsbourgs ne peut pas se réduire à ses aspects idéologiques. D'autres considérations étaient en jeu: la solidarité avec la Maison d'Autriche et la volonté de conserver à l'Espagne son rang de puissance hégémonique. Il n'en subsiste pas moins une ambiguïté qui a nourri, pendant des siècles, l'idée d'une Espagne championne du catholicisme.

1 Pendant toute la période des Habsbourgs, des postes de douane sont installés entre la Castille et l'Aragon.

2 Le texte en a été publié par John H. ELLIOTT et José F. de la PEÑA dans Memoriales y cartas del conde-duque de Olivares, t. I, Madrid, Ed. Alfaguara, 1978, p. 49-100.

3 L'expression est de Castillo de Bobadilla (1597).

4 Idiáquez et Moura étaient les secrétaires du Conseil d'État.

5 J. M. PELORSON, Les « Letrados » juristes castillans sous Philippe III, Poitiers, 1980.

6 Janine FAYARD, Les membres du Conseil de Castille à l'époque moderne (1621-1746), Genève-Paris, 1979.

7 En Aragon, le bras militaire (la noblesse) est dédoublé.

8 Cette délégation permanente des Cortès porte en Catalogne et à Valence le nom de Diputació del General ou Generalitat. C'est de là que vient le terme de Généralité qui désigne actuellement le gouvernement autonomique de la Catalogne et du pays valencien. Ferdinand le Catholique avait imposé le système du tirage au sort pour en désigner les membres ; cela permettait un certain contrôle des candidatures.

9 Au XVIII[e] siècle, pour Lope de Vega, la Catalogne se caractérisait par deux traits : un banditisme endémique et une justice aveugle et répressive.

10 En Catalogne, les revenus de la couronne représentaient moins de la moitié des rentrées annuelles de la seule ville de Barcelone et le quart des ressources encaissées par la Députation.

11 Les scrupules juridiques de Philippe II le conduisaient parfois à corriger de sa main les erreurs commises par ses services. On lui présente en 1581, à Lisbonne, un projet de document dans lequel il relève ces mots : « D'ici [Lisbonne] à Madrid et de là à Barcelone... » Le roi rectifie : « De la frontière entre les royaumes de Portugal et de Castille à Madrid et de là jusqu'à la frontière entre les royaumes de Castille et d'Aragon... »

12 Pour l'anecdote, on rappellera un mot de Richelieu au premier ambassadeur du Portugal indépendant, Melo. Le cardinal, qui parle parfaitement le castillan, suggère que la conversation ait lieu dans cette langue. Melo objecte que c'est la langue de l'ennemi et Richelieu de répliquer: « Qu'importe? Les langues ne se battent pas. »

13 « L'Aragon ne nous appartient pas; il faut que nous allions le conquérir N, répétait, d'après Guichardin, Isabelle la Catholique ; elle pensait évidemment aux institutions aragonaises, moins dociles que les castillanes.

14 Le billon de Castille, par exemple, n'avait pas cours légal dans la couronne d'Aragon où l'on redoutait que la Castille n'exportât son inflation si les projets d'Olivarès étaient retenus.

15 C'est le mot qu'emploie Philippe IV (aliviar) dans son discours aux Cortès catalanes de 1626.

16 Valence obtient de ramener son contingent de 6000 à 1000 soldats.

17 C'est l'avis exprimé dans une Junta en 1634: en cas de crise grave et d'extrême nécessité, on ne peut pas se laisser arrêter par des fueros ou des lois.

CHAPITRE VI

Économie et société dans l'Espagne impériale

Pendant près de cent cinquante ans, du début du XVIe siècle jusqu'au milieu du XVIIe, la monarchie hispanique s'est imposée comme la première puissance de l'Europe. Cette prépondérance, elle la doit à l'ampleur de ses domaines et aux revenus qu'elle tire d'un empire colonial immense. Elle fait impression, mais elle est plus apparente que réelle : elle repose sur un noyau dur, la Castille, c'est-à-dire sur une base territoriale étroite. Le dynamisme de la société et de l'économie castillanes et les trésors d'Amérique ont donné aux premiers Habsbourgs les moyens de leur politique. Que ce dynamisme vienne à fléchir, que l'argent des Indes arrive en moindres quantités et c'est l'empire tout entier qui vacille, car les ressources de la Castille sont limitées et les mines du Nouveau Monde ne sont pas inépuisables.

Les finances de la monarchie

Deux traits caractérisent les finances de la monarchie hispanique :

> l'inégalité dans la répartition de l'impôt: la Castille supporte presque seule le poids de la politique impériale ; les autres territoires contribuent peu aux dépenses communes. À l'intérieur de la couronne de Castille, existent de nouvelles inégalités entre les régions et entre les catégories sociales [1];
>
> l'absence d'une véritable politique financière qui engendre un déficit chronique.

Les dépenses ordinaires comprennent quatre grands chapitres : la cour, les agents de l'État, la défense et le service de la dette.

Dans la première rubrique entrent les dépenses de la maison du roi, celles de la reine, du prince héritier et des infants, plus les résidences royales

(alcázares de Madrid, Tolède et Séville, palais du Pardo, de la Granja, d'Aranjuez, du Buen Retiro...), etc. L'introduction du cérémonial bourguignon a entraîné la création de nombreux emplois, réservés à des membres de la noblesse (majordomes, chambellans, écuyers, etc.), sans parler du personnel subalterne et de service. On doit aussi inclure dans les dépenses de la cour les pensions, les gratifications et les aumônes, les ambassades permanentes ou extraordinaires, les postes, etc. Ce chapitre n'a cessé de se gonfler tout le long de la période [2].

Les agents de l'État ne constituent pas une dépense considérable. Ce que nous appellerions la fonction publique se réduit aux membres des divers conseils, aux secrétaires royaux, aux officiers de justice, aux représentants de la couronne dans les provinces (corregidores, notamment)...

Les dépenses afférentes à la défense du royaume sont, elles aussi, relativement modestes. La monarchie entretient peu de troupes permanentes, encore moins de forces de police. Les forteresses de la péninsule, d'Afrique du Nord ou des Indes, les galères constituent des frais plus importants, sans toutefois représenter une charge écrasante.

En revanche, le service de la dette publique ne cesse de croître. Au moment où Charles Quint abdique, on l'évalue à cinq millions et demi de maravédis [3], autant que le produit de l'impôt direct.

Si les dépenses ordinaires ne paraissent pas excessives, les dépenses extraordinaires ont toujours été énormes. Cela a commencé avec l'avènement de Charles Quint, quand il a fallu payer l'élection impériale. Ensuite sont venus les voyages de l'empereur et, surtout, les guerres incessantes. La préparation de l'Invincible Armada, en 1588, a coûté plus de dix millions de ducats. Ce sont là des dépenses qu'on ne peut différer. Quand les mercenaires ne touchent pas leur solde, ils se mutinent ; on en a des exemples célèbres : le sac de Rome, en 1527, celui d'Anvers, en 1576... Il est donc indispensable non seulement de réunir les fonds nécessaires, mais encore de les acheminer sur les théâtres d'opération. Pour cela, le souverain s'adresse à des banquiers en concluant avec eux ces asientos qu'on évoque plus loin. Il convient de noter que la conquête de l'Amérique n'a pas coûté un maravédi à la couronne; elle a été l'œuvre de ces entrepreneurs de guerre qu'étaient les conquistadors.

Pour couvrir ces dépenses, la monarchie dispose de recettes ordinaires ou extraordinaires. Les premières se ramènent à quatre catégories: l'impôt direct, la fiscalité indirecte, les revenus propres de la couronne et l'apport du clergé.

L'impôt direct— servicio— est voté par les Cortès; il ne concerne que les roturiers— les pecheros— et il rapporte des sommes relativement faibles : quatre cent mille ducats par an sous Charles Quint.

La fiscalité indirecte est plus rentable dans la mesure où elle frappe tout le monde, les privilégiés aussi bien que les roturiers. Pendant long temps, la couronne a tiré l'essentiel de ses ressources des alcabalas, taxes sur les transactions au taux théorique de 10 %, en réalité beaucoup moins : il est même tombé à 2 ou 3 %. Pour les percevoir, on avait le choix entre deux formules. La première consistait à demander à des particuliers d'avancer les sommes escomptées, à charge pour eux d'exiger des contribuables les taxes correspondantes, augmentées de frais élevés. Ce système, dit arrendamiento — c'est l'équivalent de la ferme générale en France -, passait pour inique : on accusait les fermiers de pressurer le peuple. Charles Quint adopte, en 1536, une autre formule, l'encabezamiento. L'État et les Cortès se mettent d'accord sur une somme forfaitaire, censée représenter le montant total des alcabalas. Cette somme est répartie entre les municipalités au prorata de leur population ; ensuite, les municipalités ont toute liberté pour s'acquitter de leur part : puiser dans leurs caisses, créer des taxes locales... La formule paraît simple. En réalité, elle est aussi injuste que la première : elle pèse sur les pauvres plus que sur les riches. Elle présente pour l'État un inconvénient: comme les forfaits ne sont révisés que tous les quatre ou cinq ans et qu'on est en période d'inflation, l'encabezamiento est toujours en retard sur les prix réels, ce qui entraîne un manque à gagner pour les finances publiques. Philippe II l'avait compris, mais il n'avait pas osé mettre fin à cette pratique. Bien au contraire, il l'a aggravée en créant un nouvel impôt indirect, les Millions, que doivent acquitter toutes les catégories de la population sous forme de taxes sur les articles de consommation courante : viande, vin, huile...

Les ressources propres de la couronne proviennent des salines, des mines — celles de mercure, à Almadén, sont d'un grand rapport -, des ordres

militaires — le roi est grand maître de tous les ordres -, des douanes, des péages et taxes sur la transhumance, etc.

Enfin, l'État peut compter sur ce que lui apporte le clergé. Il s'agit d'abord des subsides accordés d'une manière plus ou moins spontanée et, à partir de 1567, de ce qu'on appelle l'excusado, c'est-à-dire le dixième de ce que rapporte la plus riche propriété de chaque paroisse. L'État prélève aussi un pourcentage (deux neuvièmes) sur les dîmes du clergé ; ce sont les tercias reales. Il encaisse enfin, tous les trois ans, la bulle de la Croisade, des indulgences qu'on faisait acheter par les fidèles et qui étaient destinées, en principe, à financer la croisade contre les infidèles. Soucieux de réduire les envois de fonds à Rome, les Rois Catholiques avaient fait valoir, au moment de la guerre de Grenade, qu'ils menaient une croisade sur leur propre sol; ils avaient ainsi obtenu de garder pour eux l'argent des indulgences. Les Habsbourgs ont continué.

Les recettes ordinaires sont tout à fait insuffisantes : elles s'élèvent, en 1534, à un peu plus de quatre cent mille ducats pour un budget d'un million. De plus, comme les finances de la Castille ignorent la règle de la non-affectation des recettes, le produit de tel ou tel impôt, dans telle ou telle ville, sert à payer les annuités de tel juro. C'est ce qu'on appelle les situados, autrement dit des ressources affectées qui représentaient déjà, en 1494, le tiers des rentrées fiscales, proportion qui est allée croissant pour atteindre 50 ou 60 % vers la fin du siècle. L'État ne peut donc compter sur les revenus ordinaires ; ils sont dépensés avant même d'être encaissés[4]. Il doit recourir en permanence à d'autres sources de financement qu'on peut ramener à trois : l'argent d'Amérique, les expédients et l'emprunt.

Le cinquième des profits coloniaux—le quinto real— revient de droit à la couronne. La flotte des Indes l'apporte à Séville deux fois par an sous forme de lingots. Vers 1550, les « trésors américains » équivalent à deux cents ou trois cents mille ducats par an; ils s'élèvent à deux millions à la fin du siècle. Malgré leur volume, ils ne constituent pas la ressource essentielle. Les alcabalas rapportent davantage, au moins sous Charles Quint, mais les « trésors américains » sont la seule grande rentrée d'argent liquide, alors que les impôts peuvent être acquittés en nature.

Les expédients permettent de faire face à des difficultés ponctuelles. Il s'agit essentiellement de vendre des biens de la couronne et des privilèges

de noblesse.

Reste enfin le recours à l'emprunt qui peut prendre deux formes : 1) l'émission de titres de la dette publique (juros) auprès des particuliers ; 2) la dette flottante ou emprunts à court terme auprès de banquiers : les asientos. Les juros rapportent un intérêt compris entre 7 et 10 %. Ils représentent un placement sûr. C'est ce qui fait leur succès auprès du public. L'asiento est un contrat passé entre la couronne et un banquier. Celui-ci s'engage à mettre à la disposition du souverain une certaine somme payable à l'étranger, en monnaie locale. La couronne rembourse, en Espagne et en monnaie espagnole, la créance, augmentée des intérêts. Elle offre en garantie des recettes fiscales déterminées — les situados— et les métaux précieux d'Amérique. En période de difficultés, quand le quinto real ne suffit pas à faire face aux échéances, le roi n'hésite pas à saisir l'argent destiné aux particuliers; il leur donne en échange des titres de rente. C'est de cette façon qu'une partie des trésors américains est allée à l'étranger, puisque les asientos concernaient surtout des banquiers, d'abord allemands, puis génois. Charles Quint s'est adressé de préférence à des banquiers allemands, les Fugger et les Welser. À partir du règne de Philippe II, les Génois prennent la relève.

L'endettement a fini par prendre des proportions démesurées. Au cours de son règne, Charles Quint a emprunté vingt-huit millions de ducats ; à cause des intérêts et des frais annexes, il a dû en rembourser trente-huit ! À la fin du règne de Philippe II, les recettes de la monarchie s'élevaient à dix millions de ducats et le total des emprunts à soixante-huit millions ! On contractait un emprunt pour en rembourser un autre; on anticipait sur les recettes à venir et sur l'arrivée des métaux précieux d'Amérique si bien qu'à plusieurs reprises l'État s'est trouvé en cessation de paiement. Deux de ces banqueroutes sont célèbres : celles de 1557 et de 1596. Chaque fois, Philippe II s'est tiré du mauvais pas en transformant la dette flottante en dette consolidée : faute de pouvoir rembourser les banquiers, le roi leur donne des juros. Ceux-ci n'y ont pas perdu; ils ont placé ces juros auprès du public, ce qui a contribué à faire de l'Espagne un pays de rentiers.

En un siècle, le produit fiscal de la Castille a été multiplié par neuf, mais, dans le même temps, la population a augmenté et les prix ont été multipliés par quatre. Par ailleurs, certaines recettes qui n'existaient pas en 1494 se

sont beaucoup développées par la suite: le quinto real et les droits de douane perçus à Séville sur le commerce avec l'Amérique. On peut en tirer deux conclusions : d'une part, la pression fiscale a baissé, au moins jusqu'aux années 1575; d'autre part, l'essor du produit fiscal signifie que, pendant cette période, la Castille s'est enrichie. C'est après 1575 que la fiscalité devient agressive, au moment où la conjoncture change.

L'EXPANSION CASTILLANE

L'une des caractéristiques de la monarchie hispanique, c'est le développement inégal de ses composantes. Le dynamisme de la Castille sous les Rois Catholiques et sous les premiers Habsbourgs contraste avec la stagnation de la couronne d'Aragon. La supériorité du centre sur les périphéries se manifeste de trois façons: dans la démographie, dans l'économie et dans la prépondérance de valeurs sociales et idéologiques qu'on a tendance à mettre au compte de l'ensemble alors qu'elles sont représentatives de la seule Castille.

La population

Le premier atout à prendre en compte pour la Castille, ce sont les hommes. Du milieu du XVe siècle à la fin du XVIe, un taux de fécondité exceptionnellement élevé permet de compenser la forte mortalité infantile et les pertes causées par les famines et les pestes, ce qui assure une croissance démographique continue. À cette époque, la population des pays de la couronne de Castille représente plus des trois quarts de la population totale de l'Espagne. Du début à la fin du XVIe siècle, elle passe de quatre millions et demi d'habitants à six millions et demi. Toutes les régions bénéficient de cet accroissement, mais la zone centrale — les terres de Valladolid, Palencia, Ségovie, Avila, Tolède — et l'Andalousie plus que les autres, les villes plus que les campagnes [5].

Les épidémies de 1596 et surtout celles de 1599-1600 inversent cette tendance. L'Espagne perd alors 15 % de sa population. Au XVIe siècle déjà, on avait enregistré des épidémies meurtrières, mais elles étaient suivies par

une reprise de la démographie. Rien de tel au XVIIe: la peste s'installe durablement. Celle de 1599-1600 avait surtout touché les plateaux du Nord-Ouest, la Nouvelle-Castille et la vallée du Guadalquivir; celle de 1647-1654 dévaste la Catalogne, l'Aragon, la région de Valence et, de nouveau, l'Andalousie. La dernière vague atteint successivement le royaume de Murcie (1678-1682) et les deux Castilles (1683-1685). Chaque fois, les victimes se comptent par centaines de milliers. La plupart des villes de Castille perdent plus de la moitié de leurs habitants. Ségovie, qui en comptait vingt-deux mille sept cents en 1591, n'en a plus que dix mille en 1660 et neuf mille en 1693. Tolède avait près de cinquante mille habitants en 1597; ce chiffre tombe à vingt-cinq mille à la fin du XVIIe siècle. Séville, déjà éprouvée en 1597, perd la moitié de sa population en 1649; elle ne compte plus que soixante mille habitants. Le marasme de l'économie accentue les effets des épidémies. C'est ce qu'observent les arbitristas: attribuer la chute démographique au nombre excessif d'ecclésiastiques et de religieuses, c'est prendre l'effet pour la cause. Si tant d'hommes et de femmes préfèrent entrer dans les ordres ou décident de rester célibataires, c'est à cause de la crise : les temps sont durs ; le travail manque ; on hésite donc à fonder un foyer de crainte de ne pouvoir élever les enfants.

L'essor de l'économie

L'indice de prospérité suit de près celui de la démographie. L'assiette de l'impôt des Millions pour 1593 fait apparaître trois zones:

une zone riche qui couvre toute l'Andalousie ;

une zone pauvre : le nord ;

- une zone de prospérité moyenne qui correspond au centre de la péninsule.

Deux secteurs sont en progression régulière jusqu'au dernier tiers du XVIe siècle : les activités primaires (agriculture et élevage) et les manufactures ; les deux contribuent à développer le commerce international de la Castille.

Pour nourrir l'excédent de population, on multiplie les emblavures. La Terre de Campos, entre Palencia et Valladolid, la Manche et l'Andalousie sont les greniers à blé de la Castille. Les céréales se heurtent à trois sortes

d'obstacles. Le premier est la loi des rendements dégressifs : une fois qu'on a mis en culture les bonnes terres, les défrichements deviennent de moins en moins rentables. Le second obstacle vient de la concurrence de cultures spéculatives, plus rémunératrices que le blé: l'olivier et la vigne. Cette dernière bénéficie d'une conjoncture particulièrement favorable puisque le prix du vin augmente dans de fortes proportions tout au long du siècle, ce qui encourage les agriculteurs à planter des vignes, phénomène qu'on observe dans la Rioja, dans la région de Valladolid, dans la Manche et en Andalousie. Le dernier obstacle est représenté par la privatisation des biens communaux et par les privilèges des éleveurs regroupés dans la Mesta. Les biens communaux— baldíos — sont théoriquement mis à la disposition des habitants, à titre précaire et à tour de rôle, mais les oligarchies municipales s'arrangent pour en faire bénéficier leurs parents, leurs alliés, leurs clients, quand elles ne les vendent pas [6]pour développer des cultures spéculatives, principalement la vigne. La Mesta, enfin, s'oppose de toute la force de son organisation à la mise en culture de pâturages. De nombreux procès témoignent de l'âpreté des conflits autour de ce problème. C'est en 1526 que la Mesta atteint son plus haut niveau avec près de trois millions et demi de moutons [7]. Les Rois Catholiques ont confirmé ses privilèges en 1492 et en 1511. Depuis 1500, un membre du Conseil royal en assure la présidence, ce qui renforce encore son autorité et son prestige. Parmi les activités du secteur primaire, il convient de relever l'importance de la pêche. Celle du thon, en Andalousie, était particulièrement florissante. Depuis le XIVe siècle, c'était presque le monopole des ducs de Medinasidonia, qui en vendaient les produits dans tous les ports de la Méditerranée et en Italie.

On admet généralement que l'augmentation des biens de mainmorte au profit des nobles et des ecclésiastiques a été plutôt néfaste pour la production agricole. On a probablement exagéré l'incompétence et la négligence des administrateurs de ces biens. Le régime seigneurial n'est pas forcément incompatible avec le développement économique. On vient de citer l'exemple des pêcheries des ducs de Medinasidonia; on pourrait évoquer aussi le dynamisme et l'esprit d'entreprise des seigneurs de Pastrana, à l'est de Madrid, qui mettent un grand soin à moderniser les exploitations et à introduire des méthodes nouvelles de gestion. En ce qui concerne le clergé, prêtres et moines étaient souvent bien au-dessus de la

moyenne des propriétaires fonciers pour la mise en valeur de leurs domaines et de leurs troupeaux ; ils savaient vendre ou louer au meilleur prix leurs céréales, leur laine, leurs herbages. Tout indique que l'Église était loin de se désintéresser de la gestion de l'économie.

Une chose est sûre : les prix agricoles n'ont cessé de monter— plus vite que les prix industriels -jusque vers 1575. On en connaît les deux raisons principales : le marché américain— sur lequel on reviendra— et la réglementation sur les changes, qui interdit d'exporter à l'étranger les espèces monnayées et les métaux précieux. Les négociants et les spéculateurs étrangers se voyaient contraints de dépenser sur place leurs capitaux disponibles et leurs bénéfices. Donc ils achetaient, en grandes quantités, des matières premières et des produits alimentaires qu'ils pouvaient exporter et revendre avec profit à l'étranger. On comprend que cette forte demande ait fait monter les prix et encouragé les investissements dans l'agriculture et l'élevage. En 1566, Philippe II, soucieux de ménager ses créanciers, ouvre une brèche dans la législation : il autorise, sous certaines conditions, les exportations de numéraire— licencias de sacas. Les banquiers génois en profitent: ils se détournent du commerce pour se lancer dans la spéculation sur les emprunts d'État et le crédit aux particuliers. Les conséquences ne se font pas attendre. Elles prennent la forme de faillites— nombreuses à Burgos et à Séville -; les prix agricoles s'effondrent. La banqueroute de 1575 n'arrange rien. L'activité économique ne retrouvera plus jamais son niveau antérieur. Les foires de Medina del Campo, en particulier, ne s'en relèvent pas, surtout après une nouvelle banqueroute, en 1596.

Pendant tout le XVIe siècle, l'artisanat connaît un développement continu. Presque partout, par exemple, on travaille le fer et le cuir, mais certaines villes acquièrent alors la renommée pour la qualité de leurs produits: les cuirs de Cordoue, les armes de Tolède, les gants d'Ocaña et de Ciudad Real... Méritent une mention spéciale les métiers d'art, orfèvrerie, enluminure, broderie, etc. Le textile représente l'activité dominante avec deux points forts: les soieries et la laine. Le royaume de Grenade et le Levant (Murcie et Valence) sont les régions productrices de soie brute. L'industrie de transformation est concentrée dans quelques villes : Cordoue et surtout Tolède avec ses velours, ses taffetas, ses damas. On travaille aussi

la laine à Tolède oui. depuis la fin du XVe siècle, s'est spécialisée dans la fabrication de draps de luxe, mais la laine est l'activité principale des villes moyennes de Castille : Avila, Zamora, Soria, Cuenca, etc. Ségovie devient vite le centre de cette industrie; ses draps sont les plus appréciés et les plus chers. L'organisation s'apparente à un développement de type capitaliste avec des formes de production centralisées et des techniques de crédit modernes (obligations et lettres de change). Des artisans à domicile travaillaient pour le compte d'un petit nombre d'entrepreneurs - ceux qu'on appelait précisément des fabricants (hacedores de paños) - qui fournissaient la matière première et commercialisaient les produits. La production augmente tout le long du siècle ; elle atteint, en 1580, un niveau comparable à celui des centres italiens contemporains [8].

La laine, le vin, l'huile, le fer et les produits de l'artisanat donnent lieu à une activité commerciale intense avec l'étranger. L'Espagne exporte principalement — mais pas exclusivement — des matières premières ; elle achète du blé et des produits manufacturés. Jusqu'à ce qu'en 1585, puis en 1595, Philippe II, en guerre avec les Pays-Bas, mît l'embargo sur les bateaux hollandais dans les ports de la péninsule Ibérique, une partie de ce commerce se faisait par l'intermédiaire des Hollandais qui transportaient du blé, du bois et du matériel naval et, au retour, chargeaient des produits coloniaux et le sel indispensable pour conserver les harengs. Il ne faut pas sous-estimer pour autant la flotte marchande de l'Espagne. Sous Philippe II, elle est la deuxième d'Europe. Si on lui ajoute, à partir de 1580, la flotte portugaise, elle égale ou dépasse la hollandaise et elle représente le double de la flotte allemande, le triple des flottes anglaise et française. Les Rois Catholiques avaient promu Medina del Campo au rang de capitale commerciale et financière de la monarchie. Les deux foires annuelles rythment la vie économique du pays jusqu'à la fin du XVIe siècle. Deux pôles se détachent nettement : le complexe Burgos-Bilbao et le complexe sévillan, le premier tourné vers l'Europe du Nord, le second vers l'Italie, puis l'Amérique.

La vocation commerciale de Burgos se confirme au XVe et au XVIe siècle, après la création, en 1494, d'un consulat, suivie, en 1511, de la création d'un autre consulat à Bilbao. Désormais, la coopération des armateurs basques et des négociants burgalais donne aux Castillans la

maîtrise des affaires dans l'Europe du Nord. Les compagnies qui se spécialisent dans le grand commerce ont un caractère familial ; des parents s'associent pour armer des bateaux et faire du commerce. Ce sont les dynasties marchandes des Maluenda, Miranda, Salamanca, Quintanadueñas, Bernuy qui abandonnent aux Génois le sud — la Nouvelle-Castille et l'Andalousie — pour se réserver la Vieille-Castille et le Cantabrique. Elles ont des correspondants à Bruges, à Anvers, à Rouen, à Nantes... À ces Burgalais, il faut ajouter Simon Ruiz (1526-1597) qui, lui, est de Medina del Campo. Ruiz a des agents partout dans le monde et, très tôt, il comprend l'importance du marché américain. Son frère André lui sert de correspondant à Nantes, ville qui, depuis longtemps, est l'une des places fortes du commerce espagnol. Les Castillans y ont un consul et une chambre de commerce active, trop active au gré des Français qui trouvent que les Espagnols se conduisent comme en pays conquis. À Nantes, les Espagnols achètent du blé, des toiles, du vin, du poisson ; ils vendent de la laine, des draps fins, du fer.

Les Pays-Bas sont un autre point fort du négoce burgalais. Depuis 1428, les Espagnols bénéficient d'une situation privilégiée à Anvers et à Bruges où ils ont des consuls et une chambre de commerce. En 1541, Bruges devient l'étape des laines d'Espagne pour l'ensemble des Pays-Bas. L'âge d'or du commerce de Burgos se situe entre 1425 et 1550. On exporte de la laine, on importe des tissus. On serait tenté de parler d'un cas caractéristique de sous-développement, mais il faut introduire des nuances: les textiles représentent bien 66 % du fret de retour, mais les draps de laine ne comptent que pour un cinquième de ce total. L'essentiel des importations (43 %) est constitué par des toiles de lin ; la laine de Castille sert à fabriquer des toiles que les Pays-Bas vendent surtout dans les villes de la Hanse. Ce trafic commence à baisser vers 1550, donc avant la révolte des Pays-Bas ; la Hanse achète moins de textiles flamands et la mode est maintenant au coton et au lin. La guerre des Flandres accentue la chute. Dans la Manche, pirates et corsaires sont à l'affût des bateaux espagnols qui sont obligés de naviguer en convois et de faire de longs détours. Bruges cède la place à Anvers. En 1574, les Gueux de la mer prennent Middelburg et s'emparent des cent quarante-sept bateaux espagnols qui s'apprêtaient à débarquer leur cargaison de laine ; le tiers de ces bâtiments appartenaient à des Burgalais.

Armateurs et assureurs sont ruinés. À partir de cette date commence le déclin de Burgos.

C'est à la même époque — en 1570 — que se produit un autre événement qui confirme la chute du commerce burgalais : la faillite des Bernuy. Les Bernuy avaient constitué une compagnie qui n'avait rien à envier aux entreprises italiennes et allemandes de l'époque par le volume des affaires traitées, les techniques employées, la structure du capital, etc. La compagnie avait son siège central à Burgos, une filiale à Toulouse et des succursales à Anvers, Londres, Rouen, Nantes, Bordeaux, Lisbonne, Lyon, Séville... Elle s'occupait de commercialiser des marchandises diverses. Spéculant et investissant dans la terre, elle prêtait aux souverains et aux particuliers et s'occupait d'assurances maritimes. Mais elle s'était surtout spécialisée dans le commerce du pastel, produit indispensable à l'industrie textile de l'époque. Depuis la fin du XVe siècle, les Bernuy dominaient le marché du pastel dans toute l'Europe, de la production — dans le Lauragais, d'où l'importance de la filiale toulousaine, et aux Açores — jusqu'à la distribution en passant par le transport. Les Bernuy possédaient leur propre flotte marchande, ils fournissaient le produit aux centres textiles de Castille et d'Europe. La concurrence de l'indigo d'Amérique, qui donnait des résultats identiques au pastel, mais qui était de meilleure qualité, moins cher et plus facile à transporter, vient ruiner ce bel édifice. Les Bernuy ne peuvent résister; le marché s'effondre.

Le complexe portuaire de Séville — avec ses avant-ports de Sanlúcar de Barrameda et de Cadix — était fréquenté depuis le XIIIe siècle par les négociants génois qui s'intéressaient au commerce de l'huile. Peu à peu, les Génois font de Séville une étape entre l'Italie et l'Europe du Nord, laissant le commerce en Afrique et dans l'Atlantique sud aux Andalous qui opèrent au départ de Séville et des petits ports de la Niebla, Palos et Huelva. Ils s'adonnent à la pêche, à l'or du Soudan, au trafic d'esclaves en concurrence avec les Portugais. Bien avant la découverte de l'Amérique, le littoral andalou était un foyer commercial prospère, au débouché d'un arrière-pays riche en blé, en huile et en vin. Les Italiens n'ont pas beaucoup investi dans les expéditions vers l'Amérique. Ils ont toujours préféré le négoce, d'abord aux Canaries, puis aux Caraïbes, enfin aux Indes, en s'associant à des

Sévillans. L'exploitation des ressources du Nouveau Monde ouvre à la zone de Séville des perspectives inattendues.

Très vite, la couronne pose le double principe qui va régir ses relations avec les Indes : le monopole et la priorité donnée au sous-sol et aux mines.

Le monopole

En droit, les Indes sont incorporées à la couronne de Castille ; les étrangers en sont exclus : ils ne peuvent pas y émigrer ni se livrer au commerce avec elles et, par étrangers, il faut entendre aussi les ressortissants de la couronne d'Aragon, Aragonais, Catalans et Valenciens. Plus que de discrimination, il faut parler d'impossibilité matérielle. À l'époque, le marasme de la couronne d'Aragon la rendait incapable de participer à l'exploitation coloniale; le droit s'est limité à prendre acte d'une situation de fait. La preuve, c'est qu'au XVIIIe siècle, quand la situation aura changé, les Catalans recevront sans difficulté l'autorisation de faire du commerce avec l'Amérique.

En fait, la couronne réserve à la basse Andalousie l'exclusivité des liaisons avec les Indes. Pour faire respecter le monopole, on crée à Séville, en 1503, une institution complexe, la Casa de la Contratación. C'est une chambre de commerce destinée à fournir au Nouveau Monde les articles dont il a besoin et à entreposer les produits qui en viennent; c'est aussi un bureau de douane, un dépôt de marchandises confisquées, un arsenal, un magasin militaire, un office d'émigration, une école de cartographie et de navigation, un tribunal qui connaît des différends liés à la législation indienne, etc. Le but recherché est d'assurer le monopole colonial et la sécurité des convois de la route des Indes (carrera de Indias). De même qu'elle refuse de financer les expéditions coloniales, la couronne n'entend pas prendre à sa charge la protection du commerce. Elle fournit les bâtiments d'escorte, mais leur entretien incombe aux négociants qui acquittent pour cela une taxe spéciale sur les marchandises transportées— la avería . Les ordonnances de 1543 réglementent le trafic. Un certain nombre de conditions étaient requises pour faire du commerce avec les Indes. Il fallait faire enregistrer les marchandises auprès de la Casa de la Contratacón, posséder un capital d'au moins trois cent mille maravédis et

apporter la preuve qu'on était Espagnol et de « sang pur », c'est-à-dire qu'on ne descendait ni de Juifs ni de musulmans. Seuls étaient autorisés à traverser l'Atlantique les bateaux de plus de cent tonneaux. Ceux-ci devaient naviguer en convois de dix navires minimum, escortés par des vaisseaux de guerre. On organisait deux départs par an, en mars et en septembre. Arrivés à La Havane, les bâtiments se dispersaient en trois directions : Veracruz, au Mexique, Carthagène des Indes et Nombre de Dios (plus tard Porto Belo). De ce dernier port, on transportait les marchandises à travers la forêt tropicale jusqu'à Panama, sur la côte du Pacifique, où elles étaient de nouveau embarquées pour le Callao, au Pérou. Au retour, les « trésors américains » empruntaient le même itinéraire en sens inverse et se regroupaient à La Havane avant de regagner Séville. Le monopole restera en vigueur jusqu'à la seconde moitié du XVIIIe siècle [9].

Les « trésors américains »

Les Capitulations de Santa Fe (1492) ne laissent aucun doute sur ce qu'on attendait de l'expédition de Colomb; il n'est question que de rescate, c'est-à-dire de trafic. Rien ne change par la suite. Découvreurs et conquistadors pensent aux épices, aux perles, aux métaux précieux. Ils recherchent le profit immédiat, la part de la couronne, fixée au cinquième des bénéfices, étant réservée dans tous les cas. Dans un premier temps, on s'est livré au pillage et à l'extorsion des bijoux et des trésors (pensons au viol des sépultures, à la rançon d'Atahualpa) . Puis on a recherché les perles et les paillettes d'or que charriaient les rivières. Enfin, on s'est concentré sur les mines d'or et d'argent. C'est parce qu'ils sont producteurs d'or et d'argent que le Mexique et le Pérou occupent tout de suite la première place dans l'empire et deviennent le siège des deux premières vice-royautés ; les autres territoires passent au second plan. En 1542, on découvre le gisement d'argent de Potosí, au Pérou. La colline, à 4830 mètres d'altitude, domine un plateau aride et glacé — la puna. À mille mètres au-dessous, on construit à la hâte des installations précaires : on croit que ces filons prodigieux seront vite épuisés. Il n'en sera rien et Potosí devient en quelques années la ville la plus peuplée d'Amérique. Au début du XVIIe siècle, elle comptait cent cinquante mille habitants, plus que Londres, Paris, Rome et Séville. Le

climat y est si rude qu'on n'y voit aucun insecte. En outre, pendant longtemps, aucun enfant né de parents espagnols n'y a survécu : il mourait de froid dès la naissance. Il fallut donc faire venir tout ce dont on a besoin : bois, fer, outillage, nourriture, vêtements, etc. Et pourtant, on trouvait de tout à Potosi : des magasins, des tripots, des bordels, des théâtres... On importait d'Europe des tissus, du vin, des articles de luxe. En 1555, on remplace le procédé primitif d'exploitation — la fonte du minerai d'argent — par la technique de l'amalgame au mercure qui accroît le rendement. On a d'abord utilisé le mercure d'Almadén, dans la péninsule Ibérique, jusqu'à ce qu'on découvre du mercure dans les Andes, à 4700 mètres d'altitude, à Huancavelica.

L'exploitation des mines du Nouveau Monde pose trois problèmes : le financement, la technique et la main-d'œuvre. Au Pérou, les exploitants étaient presque tous des aventuriers sans capitaux qui empruntaient aux marchands de Lima l'argent nécessaire pour payer le matériel, les salaires et les frais annexes. Faute de moyens pour investir, ils s'en tenaient à des procédés archaïques. Ils n'ont jamais cherché à apporter d'innovations techniques et se sont toujours efforcés de réduire les frais au minimum: la richesse des gisements suffisait à garantir une production abondante, au prix d'un gaspillage énorme. L'argent, sous forme de lingots, était transporté dans les magasins du roi, puis descendu jusqu'à la mer pour être livré à Séville, via Panama. À tous les stades, la fraude était considérable; on calcule qu'elle était au moins égale aux quantités officiellement déclarées.

Pour la main-d'œuvre, on a eu recours au travail forcé des Indiens. Les esclaves noirs, coûteux à l'achat et mal adaptés au climat, sont très peu employés. À Zacatecas, au Mexique, en 1570, on relève une forte proportion de travailleurs blancs: trois cents Espagnols contre cinq cents esclaves, indiens en majorité, et beaucoup de métis libres, attirés par des salaires relativement élevés. Au Pérou, l'exploitation a d'abord reposé sur la encomienda — le travail forcé —: des Indiens étaient tenus de faire dans les mines un séjour plus ou moins long, quelquefois trois ans. Ils venaient avec femme et enfants et avec l'outillage nécessaire (pics, barres, lamas pour le transport du minerai...). Pour les entrepreneurs, c'était la solution idéale. L'Indien touchait un maigre salaire et il avait le droit de vendre le surplus du métal extrait; il se suffisait à lui-même. Et le rendement était élevé en

raison du grand nombre d'ouvriers. En 1572, lorsque se généralise le procédé d'extraction de l'argent par l'amalgame avec du mercure, le vice-roi Francisco de Toledo a l'idée de reprendre une institution qui datait des Incas : la mita. Il s'agit de mobiliser des travailleurs par roulement et de les répartir entre les ayants droit espagnols. De toute la région du lac Titicaca, les Indiens arrivaient avec leur famille et leurs lamas ; ils devaient passer un an à la mine. Le vice-roi Toledo assortit cette contrainte d'un certain nombre de mesures destinées à empêcher les abus. Ses ordonnances fixaient le salaire minimum, réglementaient la durée du travail[10], prévoyaient la création d'hôpitaux... Cette réglementation n'a pas empêché la mine d'être terriblement meurtrière. Beaucoup d'Indiens, en s'exposant au vent glacé du sommet quand ils remontaient du fond où la température était élevée, mouraient de pneumonie. La mita de Huancavelica était encore plus redoutée que celle de Potosi; peu d'Indiens en revenaient. Malgré les protestations des moralistes et de certains théologiens, la mita s'est maintenue jusqu'au XVIIIe siècle. Pour en atténuer quelque peu les effets, on a laissé les Indiens libres de célébrer leurs fêtes traditionnelles. C'est peut-être pourquoi on ne relève aucune rébellion indigène dans toute l'histoire de Potosi, pourtant la plus forte concentration d'Indiens du Pérou colonial. Il est vrai que les colons ont toujours pu compter sur la complicité des caciques locaux chargés de désigner les corvéables et de faire respecter l'organisation de la mita.

Parce qu'on dépense peu pour moderniser et entretenir les mines et parce que la main-d'œuvre ne coûte presque rien, les métaux précieux d'Amérique reviennent meilleur marché que ceux qu'on extrait en Europe, malgré le gaspillage et les frais de transport. Dès le début du XVIe siècle, sont débarquées à Séville des quantités croissantes d'or et surtout d'argent[11]. Hamilton et Pierre Chaunu ont mesuré le volume de ces remesas — envois -, grâce aux registres de la Casa de la Contratación. Les chiffres officiels sont très au-dessous de la réalité, car la contrebande et la fraude n'ont pas laissé de traces écrites. Ce mouvement est-il à l'origine de la «révolution des prix» que connaît alors l'Europe et qui atteint d'abord l'Espagne ? C'est ce que pensait Hamilton et, bien avant lui, deux précurseurs, l'Espagnol Thomas de Mercado et le Français Jean Bodin. À peu près au même moment, en 1567-1568, ces deux observateurs établissent un rapport entre «

l'abondance d'or et d'argent» et la « cherté » : c'est la théorie quantitative de la monnaie. La conjoncture est à la hausse et elle est favorable à l'Espagne. Découvreurs, conquistadors, colons, fonctionnaires achètent de tout : vin, huile, farine, matériel naval, armes, outils, tissus... Les exploitants agricoles, les entrepreneurs et les commerçants en profitent. Quand on ne trouve pas certains produits en Espagne ou quand les quantités ne permettent pas de faire face à la demande, on les fait venir d'ailleurs pour les réexporter. Il ne faudrait pas en conclure que l'Espagne dépend de l'étranger pour l'approvisionnement du marché américain. Pas encore. Dès 1516, il est vrai, des faiseurs de projets suggèrent à Cisneros de limiter l'exportation de la laine pour permettre à l'industrie textile nationale de s'épanouir. En 1558, le Mémorial de Luis Ortiz reprend cette analyse en l'élargissant à l'ensemble de la production. L'Espagne exporte des matières premières ; elle importe des produits finis ; elle est sur la voie du sous-développement. Jusqu'au dernier tiers du XVI[e] siècle, ces craintes ne paraissent pas justifiées. Tout porte à croire, au contraire, que, pendant la plus grande partie du XVI[e] siècle, l'Espagne s'est enrichie. Les Indes créent une demande qui favorise l'essor de l'agriculture, de l'artisanat et du commerce. L'Espagne est plus qu'un simple intermédiaire entre le reste de l'Europe et l'Amérique ; elle participe pleinement aux profits.

Que deviennent les «trésors américains », une fois arrivés à Séville ? Il faut distinguer ceux qui sont propriété de la couronne et ceux qui appartiennent à des particuliers. Dans la première catégorie figure le cinquième des profits coloniaux, le quinto real. La seconde catégorie de l'argent d'Amérique — celui qui appartient à des particuliers — comprend à son tour deux éléments. Une partie représente la contre-valeur de marchandises exportées. Les commerçants espagnols réinvestissent leurs bénéfices dans des entreprises, mais dans une proportion qui diminue au fur et à mesure qu'on s'avance dans le siècle. C'est le phénomène des « générations secondes » observé par Lapeyre à propos de la famille de Simon Ruiz. Les premières générations créent la richesse, les secondes la dilapident en achetant des terres, des seigneuries, des rentes. Elles aspirent à la noblesse — on y reviendra. Une autre partie consiste en transferts opérés par conquistadors et colons. Ce sont les profits coloniaux, le plus souvent consacrés à des dépenses de prestige. De cette façon, une quantité d'argent,

qui a dû être très élevée, a été thésaurisée sous forme de palais, d'objets d'art, de vaisselles [12], d'ornements religieux, de fondations pieuses (hôpitaux, églises, monastères...) . Que reste-t-il, par exemple, de la fortune immense des Pizarro, bâtie sur la rançon d'Atahualpa? Un palais à Trujillo, un titre de noblesse—le marquisat de la Conquête -, une seigneurie, bref, une richesse improductive, sans incidence sur la vie économique.

LE REPLI

Pendant la plus grande partie du XVI[e] siècle, l'Espagne connaît une longue période de prospérité. À quel moment se situe le changement de conjoncture ? « Date malaisée à fixer, écrit Pierre Vilar ; tant que ses propres ventes aux Indes équilibrèrent en quantité et dépassèrent en valeur ses importations de l'étranger, [l'Espagne] pouvait s'enrichir. Quand la hausse des prix internes eut définitivement désavantagé la production espagnole, quand il fallut, d'année en année, importer davantage et donner plus d'argent pour une même marchandise achetée, l'Espagne prit conscience d'être les Indes de l'étranger [13]. »

À partir des années 1575-1580, la conjoncture se renverse sous l'ef fet de deux séries de facteurs. Les uns tiennent à la situation dans la péninsule Ibérique, les autres à l'évolution qu'on observe en Amérique. Dans la première série, on peut ranger deux phénomènes : la faillite de l'économie et la chute de la population.

Le marché américain continue à exercer une forte pression sur la demande, mais les prix espagnols restent les plus élevés d'Europe; la courbe des salaires épouse maintenant celle des prix alors qu'ailleurs l'écart se creuse entre les deux. Ce serait, selon Hamilton, l'explica tion de la spécificité espagnole. Partout ailleurs, la forte différence entre les prix et les salaires aurait permis d'accumuler des profits qu'on investit dans de nouvelles entreprises commerciales ou manufacturières ; il y aurait eu formation de capitaux, donc essor du capitalisme. En Espagne, rien de semblable. Les courbes des salaires et des prix restant parallèles, les profits auraient été moindres, ainsi que l'accumulation de capital. Pour cette raison, l'Espagne ne serait pas entrée dans l'ère capitaliste [14]. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, il est sûr que les marchandises étrangères, de plus en plus

compétitives, envahissent le marché espagnol et le marché américain malgré les mesures prises pour faire respecter le monopole commercial. Quand ils ne peuvent obtenir des dérogations, les négociants étrangers tournent la loi en utilisant des intermédiaires et des prête-nom.

La régression est sensible dans les trois secteurs qui constituaient l'essentiel de l'activité économique : le commerce international, le textile et la production agraire. Les exportations de laine atteignent leur maximum dans la décennie 1560 ; à partir de cette date, elles ne cessent de diminuer. Les chiffres les plus bas correspondent aux années 1664-1670. À Burgos, la tendance s'inverse à partir de 1548-1549. Au XVII[e] siècle, la ville a perdu tout dynamisme; elle n'est plus qu'une bourgade de second ordre. La conjoncture internationale — les guerres avec la France et la révolte des Flandres— n'explique pas tout. Il faudrait compter aussi avec l'apparition de nouvelles modes vestimentaires[15]et de nouvelles techniques commerciales avec lesquelles les négociants castillans étaient peu familiarisés : des compagnies formées d'un plus grand nombre d'associés, alors que les Espagnols préféraient des associations plus restreintes, à caractère familial.

Le textile représentait la principale activité industrielle de l'Espagne. Il décline presque partout au XVII[e] siècle. Les manufactures lainières de Castille s'effondrent, sauf à Ségovie qui fabrique des articles chers, mais de bonne qualité. Les soieries, aussi bien celles de Tolède que celle du Levant (Valence et Murcie), rencontrent de grosses difficultés. Plus que l'expulsion des morisques du royaume de Valence, en 1609, c'est l'effondrement de la demande qui est responsable de cette crise. La plupart des villes sombrent alors dans le marasme. Le phénomène est particulièrement sensible en Castille. Aujourd'hui encore, le voyageur qui visite Burgos, Palencia, Zamora, Avila, Cuenca ne peut qu'être frappé par le nombre des palais et des hôtels particuliers bâtis au beau temps de la prospérité, c'est-à-dire à la fin du XV[e] siècle et au XVI[e]. Au XVII[e] siècle, on n'a rien construit de durable parce qu'on n'en avait plus les moyens. Medina del Campo, longtemps capitale financière de l'Espagne, devient un bourg rural. Partout, les fonctions spécifiquement urbaines déclinent, sauf à Madrid, à Valladolid, à Tolède ou dans les grandes villes d'Andalousie, à cause de l'importance du secteur tertiaire, mais ces exceptions confirment la règle.

En Castille, les fonctions administratives sont le dernier refuge d'un monde urbain en décadence.

Le marasme n'épargne pas les campagnes. Dans le dernier tiers du XVIe siècle, la production diminue et la situation devient préoccupante au XVIIe. Entre 1565-1590 et 1700, les récoltes de blé dans l'archevêché de Tolède baissent de moitié. Dans la région de Ségovie et dans la Terre de Campos, la chute est du même ordre : de 35 à 45 % entre 1580 et 1640. L'élevage aussi, malgré ses puissants protecteurs de la Mesta, décline. Partout, les contemporains notent l'ampleur du recul : beaucoup d'exploitations sont abandonnées, des terres restent en friche, des villages sont désertés. Cette situation a son explication : la culture n'est plus rentable. Les paysans renoncent de plus en plus à travailler la terre soit parce qu'ils ne peuvent plus utiliser les biens communaux, privatisés au profit des oligarchies municipales, soit parce qu'on a saisi leurs propriétés, chaque fois qu'ils étaient incapables de rembourser des dettes qui s'accumulaient — le cas revient de plus en plus souvent. La pression fiscale accrue et les recrutements de soldats [16]ajoutent encore à leurs difficultés. Même en abaissant les baux, on a du mal à trouver des paysans qui acceptent de rester à la campagne et de mettre le sol en valeur [17].

L'évolution de la situation en Amérique aggrave les difficultés de la péninsule. Au XVIIe siècle, les trésors d'Amérique se font moins abondants et cela pour deux raisons : parce que la production de métaux précieux est en baisse et parce que les Indes sont moins dépendantes de l'Europe. La chute des importations d'argent est sensible dès 1615 et 1616: on attendait deux millions de ducats; il n'en arrive que la moitié. La tendance à la baisse se confirme dans les années suivantes. C'est que, sur place, la production diminue, conséquence de l'effondrement de la population indienne [18]sans qu'aucune innovation technologique ne vienne compenser la chute de la main-d'œuvre. La décadence des mines de Zacatecas, au Mexique, est manifeste vers 1640. À cette première raison s'en ajoute une seconde: les lingots qui arrivent à Séville représentent la contrepartie des achats que l'Amérique effectue en Europe. Or, un siècle après la découverte, l'Amérique importe d'Europe beaucoup moins : son artisanat et son agriculture commencent à lui fournir des produits de consommation courante. On fabrique maintenant sur place de la quincaillerie et des étoffes

bon marché, on cultive des céréales et même la vigne et l'olivier. Pour subvenir aux besoins de la mine, on a développé les cultures vivrières, mis en place de grandes exploitations agricoles—les haciendas — et des élevages — estancias. C'est ainsi qu'indirectement la mine a favorisé l'agriculture et l'élevage en même temps qu'elle poussait à ouvrir des routes entre le littoral et l'intérieur. Elle a contribué de cette façon à transformer le pays [19]. Les échanges entre les différents territoires de l'empire se font plus nombreux. L'Amérique vit de plus en plus sur ses propres ressources; elle demande moins à l'Europe qui, du coup, reçoit moins de lingots. Selon Pierre Chaunu, cette conjoncture nouvelle et la tendance à l'autoconsommation seraient les véritables raisons de la dépression économique qui frappe l'Espagne du XVIIe siècle.

Dans le même temps, l'État continue à dépenser plus qu'il ne reçoit pour financer sa politique extérieure et pour entretenir une cour fastueuse. On calcule qu'en 1621, avant la reprise des combats aux Pays-Bas et avant les grandes batailles de la guerre de Trente Ans, la défense de l'empire représentait 65 % du budget. Pour combler le déficit croissant, la cour en est réduite aux expédients : elle vend des charges publiques, des domaines, des privilèges pour siéger aux Cortès. Elle recourt surtout, d'une manière systématique, à l'inflation en émettant des quantités croissantes de monnaie de billon. On donne aux pièces ainsi frappées une valeur nominale supérieure à leur valeur réelle et on décrète qu'elles auront cours forcé. Quand cela ne suffit pas, on dévalue en augmentant la valeur nominale. Les premières émissions utilisaient un alliage d'argent et de cuivre. À partir de 1599, on ne frappe plus que des monnaies de cuivre. Les frappes et les dévaluations se succèdent sous les règnes de Philippe III et de Philippe IV. Pierre Vilar estime que, vers 1640, le billon représentait 92 % de la monnaie qui avait cours en Castille et que cette proportion s'est élevée à 95 % en 1660-1680. On crée ainsi une double circulation monétaire: les pièces d'or et d'argent servent aux échanges avec l'étranger, les pièces de billon au commerce intérieur, avec les inconvénients qu'on imagine : les prix montent et il faut des quantités de pièces pour faire son marché [20]. En 1680, on se décide enfin à retirer le billon de la circulation. L'inflation est arrêtée, mais elle a eu le temps de ruiner des milliers de Castillans. Si le XVIe siècle avait

été, pour l'Espagne, l'âge de l'argent (plus que celui de l'or), le XVII[e] est l'âge du cuivre et de la mauvaise monnaie.

LA DÉCADENCE DE L'ESPAGNE OU L'EFFONDREMENT DE LA CASTILLE?

Dès 1600, le mot et l'idée de décadence — declinación — apparaissent sous la plume de González de Cellorigo, l'un des premiers penseurs à avoir réfléchi sur le destin de son pays. C'est plus qu'un lieu commun, inspiré par l'exemple de l'empire romain : comme tous les organismes vivants, les empires naissent, se développent et meurent. Cellorigo analyse la situation de l'Espagne et la juge très grave. D'autres croient à un châtiment du ciel : Dieu s'est détourné de l'Espagne à cause de ses péchés. C'est le sentiment qu'exprime Philippe IV, en 1643, dans une lettre à sa confidente, sœur Marie, religieuse d'Agreda : «Nous avons provoqué le courroux du Seigneur. » Jusqu'à ces dernières années, les historiens partageaient le sentiment des contemporains ; ils croyaient à la décadence de l'Espagne au XVII[e] siècle.

Le contraste est trop grand entre la réalité quotidienne et les ambitions affirmées au sommet de l'État. On s'étonne de voir l'Espagne s'enfoncer dans le marasme malgré les richesses qui lui viennent du Nouveau Monde. On voit bien que l'argent des Indes, à peine débarqué à Séville, file à l'étranger, mais on comprend mal le mécanisme de ces exportations. Les banquiers avancent à l'État les sommes dont il a besoin ; celles-ci leur sont remboursées plus tard — augmentées d'un intérêt élevé — grâce aux recettes fiscales à venir et aux trésors d'Amérique. Ce n'est pas nouveau. C'était déjà ainsi du temps de Charles Quint et Philippe II. Au XVI,[e] siècle, on accuse ces banquiers d'exploiter l'Espagne comme celle-ci exploite les Indes.

Au chevet de l'Espagne malade se presse une foule de médecins bénévoles. Ce sont les faiseurs de projets. On les appelle, en Espagne, des arbitristas[21]. En général, ils n'ont pas bonne presse. La littérature les a ridiculisés ou vilipendés. Cervantès en a créé le type avec ce pauvre homme du Colloque des chiens (1613) qui meurt à l'hôpital: il croyait avoir des solutions géniales pour sauver l'Espagne, mais on n'a pas fait grand cas de

ses idées ! Quevedo est plus sévère. Pour lui, Judas a été le premier des arbitristas, il n'avait en tête que l'intérêt immédiat. L'arbitrista est présenté comme un fou, un raté ou un rêveur coupé des réalités. Cette satire féroce est la caricature de personnages complexes qui ne méritent pas tous d'être condamnés comme des esprits faux et des maniaques. Certains seraient considérés aujourd'hui comme des économistes. Ils analysent avec lucidité les maux dont souffre l'Espagne, décrivent l'état de son agriculture, de son industrie et de son commerce ; ils proposent des solutions qui sont loin d'être frappées au coin de la sottise ou de la chimère [22]. Les arbitristas partent presque tous de constatations objectives: la dette publique grève le budget de l'État; l'endettement des particuliers crée une foule de parasites; la concurrence étrangère ruine l'artisanat et les manufactures; les paysans, appauvris par les impôts et les dettes, abandonnent leurs champs; la production agraire et l'élevage sont en baisse; faute d'emplois, les villes se gonflent d'oisifs. D'accord sur le diagnostic, les arbitristas le sont aussi, la plupart du temps, sur les solutions, à quelques nuances près. Ils suggèrent de réduire les dépenses publiques, d'assainir la fiscalité et de la rendre plus équitable, de relancer la production. Convaincus que la démographie est la base de toute l'économie, ils proposent des mesures en faveur des familles nombreuses [23]. Ils souhaitent réduire le nombre d'ecclésiastiques et d'étudiants [24], réhabiliter l'agriculture, au besoin en redistribuant les terres. Pedro de Valencia, par exemple, considère que l'État a le devoir d'intervenir pour lutter contre les inégalités. Pour lui, la propriété n'a pas un caractère sacré : tout le monde devrait avoir au moins un lopin pour vivre. Caja de Leruela, agent de la Mesta, qui écrit en 1631, déplore la décadence de l'élevage : on a trop défriché dans le passé ; les sols sont épuisés ; la vigne a chassé le bœuf, qu'on a remplacé par la mule; les herbages sont devenus moins nombreux et l'élevage s'en ressent: il y a maintenant moins de moutons, donc moins de viande, moins de laine, moins de travail pour les artisans.

Recul démographique, récession, inflation, ces faits expliqueraient le repli de l'Espagne au XVIIe siècle, son effondrement en 1640 et la double défaite que représentent, du point de vue militaire, la bataille de Rocroi (1643) et, sur le plan diplomatique, les traités de Westphalie (1648). Peut-on pour autant parler de décadence? Après avoir eu longtemps la faveur des

historiens, la notion est aujourd'hui discutée. Certains la rejettent: on ne saurait parler de décadence, mais de retour à la normale après l'expansion qu'aurait connue l'Espagne au XVIe siècle; la péninsule aurait bénéficié jusque vers 1580 d'une conjoncture exceptionnellement favorable, due à l'arrivée massive des métaux précieux d'Amérique. On cite en exemple la capacité qu'a eue l'Espagne de livrer des guerres incessantes pendant tout le XVIIe siècle ; ce ne serait pas la caractéristique d'un pays épuisé.

Cette thèse n'est pas convaincante. Les signes négatifs sont trop nombreux et trop concordants pour qu'on puisse nier la réalité du phénomène. Aussi préfère-t-on le relativiser en invoquant deux séries d'arguments complémentaires, les uns d'ordre chronologique, les autres d'ordre régional. Le repli ne serait que temporaire et il n'affecterait pas également tous les territoires de la péninsule. Il aurait été net entre 1640 et 1680, mais une reprise s'amorce avant la fin du siècle : les naissances l'emportent de nouveau sur les décès ; l'inflation est arrêtée; la production retrouve un rythme ascendant. Seulement, cette reprise n'est pas uniforme; elle concerne certaines régions plus que d'autres. La population se répartit désormais autrement. Ce ne sont plus les plateaux intérieurs qui attirent, mais les zones périphériques. Les deux Castilles, le Léon et l'Estrémadure perdent des habitants ; la Galice, les Asturies, le pays Basque, la Catalogne, le Levant et l'Andalousie en gagnent. C'est la même chose pour l'économie. À l'exception peut-être de Ségovie, dont les tissus continuent à se vendre, les villes de Castille ne se relèvent pas du marasme qui les a touchées depuis la fin du XVIe siècle. Elles ont perdu leur dynamisme et ne sont plus que de gros bourgs. La Castille cesse de fabriquer des biens manufacturés ; elle devient une région exclusivement agricole [25]. La production agraire dans la Terre de Campos reprend lentement dans la seconde moitié du siècle, l'élevage aussi, à partir de 1633, mais au détriment de la transhumance. Dans les provinces du littoral cantabrique, la culture du maïs se développe et elle permet de nourrir une population de nouveau en croissance. En 1660, le maïs représente les deux tiers de la production agraire de la Galice ; on observe le même phénomène dans le pays basque. Ce qu'on appelle la décadence, ce serait donc, selon Pierre Vilar, ce temps mort, entre 1640 et 1680, au cours duquel la Castille perd les fondements matériels de sa supériorité (la population, les manufactures, le grand

commerce international), alors que les régions périphériques (pays Basque, Catalogne, zone de Cadix) n'ont pas encore atteint toutes leurs capacités. Obsédés par la situation de la Castille, les historiens ont eu tendance à considérer qu'avec elle c'est toute l'Espagne qui se serait effondrée. Il vaudrait donc mieux parler de déclin de la Castille que de décadence de l'Espagne, mais il conviendrait de nuancer encore davantage. L'Espagne n'est pas seule à connaître des difficultés. Au XVIIe siècle, la conjoncture défavorable frappe toute l'Europe. Partout, on relève des épidémies, des famines, des manipulations monétaires, des expédients pour combler le déficit des finances publiques, des troubles politiques; pensons à la révolution d'Angleterre, à la Fronde... La situation de l'Espagne n'est qu'un aspect d'une évolution qui concerne toute l'Europe. Il est vrai que la chute de l'Espagne est plus spectaculaire dans la mesure où le XVe siècle avait été pour elle une période d'exceptionnelle prospérité.

LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE DU SIÈCLE D'OR

Il est tentant de rendre les mentalités responsables du déclin de l'Espagne : l'intolérance à l'égard des Juifs aurait privé le pays de ses élites économiques; le culte de l'honneur et le mépris du travail manuel auraient ruiné la nation et multiplié le nombre des mendiants... C'est oublier que les mentalités évoluent. On ne naît pas rentier ; on le devient et, si beaucoup de Castillans ont préféré la sécurité au risque, c'est parce qu'ils y trouvaient leur compte. D'autre part, l'Espagne des Habsbourgs était beaucoup plus dynamique qu'on ne le croit; jusque vers 1575-1580, elle s'est enrichie; la sclérose est venue plus tard, mais entre-temps des habitudes ont été prises. Après 1575, l'argent facile — celui d'Amérique — continue à affluer; il entretient le luxe dans la consommation. Ceux qui ont des disponibilités — nobles, ecclésiastiques, bourgeois et paysans enrichis — ont pris goût à la spéculation : ils prêtent à l'État — toujours en déficit — et aux particuliers. Dans l'Espagne du XVIe siècle, on empruntait volontiers, qui pour acquérir un logement ou moderniser une exploitation, qui pour acheter une charge publique, qui pour marier sa fille. Les prêts hypothécaires — censos — représentaient une bonne affaire tant pour les emprunteurs, quand il s'agissait d'investissements productifs, que pour les prêteurs : les taux

d'intérêt dépassaient 10 %. Avec le changement de conjoncture, certains ont continué à s'endetter, mais cette fois pour conserver leur train de vie ou pour rembourser des emprunts antérieurs ; quand ils ne pouvaient plus payer les annuités, les créanciers faisaient saisir les biens qu'ils avaient donnés en gage. Quant aux bailleurs, ils ont vu les taux d'intérêt baisser. Au XVIIe siècle, ils tombent à 5 %, parfois à 4, mais l'habitude de vivre de ses rentes est la plus forte : on n'envisage pas de se mettre au travail. C'est ce que dénonce Cellorigo dès 1600: on est dans un monde irréel; les rentes sont gagées sur une production qui ne cesse de baisser; les créanciers font saisir les biens des mauvais payeurs, mais ils répugnent à les mettre eux-mêmes en valeur et ils ne trouvent pas de fermiers; le nombre des actifs diminue. Ainsi se forme un bloc parasitaire qui prend de plus en plus d'importance dans la société castillane. On y trouve une partie de la noblesse terrienne, des bourgeois de la seconde génération qui ont renoncé à la « marchandise » pour investir dans la terre et vivre de leurs rentes et un secteur tertiaire (domestiques des grandes maisons, soldats, ecclésiastiques, membres des professions libérales, etc.) dans lequel Cellorigo, au début du XVIIe siècle, voit la cause principale de la décadence. C'est cette évolution qu'il faut décrire dans sa complexité au lieu de s'en tenir dès le départ à des catégories statiques.

La noblesse

On distingue trois niveaux dans la noblesse d'Espagne : Grands et nobles titrés, chevaliers, hidalgos.

Grands et nobles titrés forment un groupe minoritaire fermé ; ce sont tous ceux qui portent un titre de duc, de comte, de marquis. En Castille, ils étaient trente-cinq en 1520 ; on en comptera près de trois cents à la fin du XVIIe siècle. Certains d'entre eux — une vingtaine au début du XVIe siècle, plus du double au XVIIe— ont reçu en outre la dignité de Grands d'Espagne : ils ont le privilège de rester couverts devant le roi. Tous possèdent des domaines immenses, le plus souvent constitués en majorats, donc inaliénables : ils doivent les transmettre intégralement à leurs héritiers. Leurs revenus proviennent de terres, de troupeaux, de placements bancaires, commerciaux, voire industriels, car, contrairement à une idée reçue, les

nobles étaient loin de se désintéresser des activités économiques. Dans l'Espagne des premiers Habsbourgs, honneur et profit ne s'excluent pas; l'un ne va pas sans l'autre. Puis l'inflation commence à grignoter les revenus. Au XVIIe siècle, la plupart des nobles titrés sont endettés et vivent des pensions que leur verse le roi. La noblesse de Castille présente alors le paradoxe d'être riche en terres, mais pauvre en revenus. Comme elle n'entend pas restreindre son train de vie, elle compte sur le roi pour éponger ses dettes de temps à autre. Elle accapare donc les sinécures et les offices et quémande pensions et gratifications. Comme l'écrit, en 1686, l'ambassadeur de Venise, Foscarini, Charles Quint et Philippe II avaient attiré les Grands à la cour pour leur donner l'occasion de dépenser leur fortune ; ces mêmes Grands ruinent maintenant ceux qui les ont ruinés.

Les chevaliers constituent le second échelon de la hiérarchie nobiliaire. On distingue parmi eux au moins trois catégories :

> les membres des ordres militaires. L'habit (hâbito) de chevalier est très recherché, quoique purement honorifique, mais il peut déboucher sur une commanderie (encomienda) lucrative puisqu'il s'agit d'un domaine seigneurial;
>
> la plupart des membres de l'oligarchie urbaine ;
>
> les titulaires d'un domaine seigneurial. Pour se procurer des ressources, l'État met en vente, de temps en temps, des biens du patrimoine royal, avec juridiction sur les habitants; les acquéreurs obtiennent du même coup la qualité de chevaliers.

Les hidalgos, enfin, sont difficiles à définir. Cet échelon comprend en effet non seulement de petits nobles, mais encore tous ceux qui sont exemptés d'impôts et ils sont de plus en plus nombreux à jouir de ce privilège: 10 % de la population totale de la Castille en 1591, avec une répartition très inégale selon les régions. Dans les Asturies, autour de Santander et dans les provinces basques, les trois quarts des habitants sont hidalgos. Cette proportion diminue au fur et à mesure que l'on descend vers le sud : la moitié de la population de Burgos et de Valladolid, le quart de celle de Ségovie et de Tolède seraient composés d'hidalgos ; en revanche, en Estrémadure et en Andalousie, moins de 10 % seraient dans ce cas. Comment interpréter ces différences dans la composition de la noblesse ?

Toute étude de stratification sociale doit tenir compte de trois facteurs : le statut juridique, c'est-à-dire les privilèges qui sont reconnus à un groupe; la situation économique: la nature et le niveau de ses ressources ; le prestige. Chacun de ces éléments est nécessaire; aucun n'est suffisant. C'est leur association qui permet de définir l'appartenance à la noblesse : il faut en même temps bénéficier d'un statut privilégié, disposer d'un certain niveau de fortune et être reconnu comme faisant partie de l'élite. En fin de compte, le privilège n'est que la consécration juridique des deux autres éléments : c'est parce qu'on exerce une influence, elle-même liée à la richesse, que la société finit par accorder à certains individus un statut particulier.

Des trois groupes constitutifs de la noblesse d'Espagne — les nobles titrés, les chevaliers et les hidalgos — seul le premier répond à ces critères: il combine harmonieusement privilège, richesse et influence, mais il ne concerne que deux ou trois douzaines de familles. La frontière entre les deux autres est plus floue. Nobles titrés, chevaliers et hidalgos ont en commun un seul point: l'exemption d'impôt qu'on appelle privilège de hidalguía. De ce point de vue, dans l'Espagne du XVIe siècle, les choses sont claires: l'hidalgo est le contraire du pechero (contribuable) [26]. C'est ce qu'exprime avec force le duc de Nájera, aux Cortès de Tolède (1538-1539). La noblesse refuse de participer à l'effort fiscal demandé par Charles Quint ; c'est une question de principe. Tous les sujets du roi doivent servir, mais les uns — les hidalgos - payent de leur personne, les autres — les pecheros— en espèces ; abolir cette différence reviendrait à structurer la société sur d'autres bases; ce serait créer une société sans privilèges.

Au XVIe siècle, le privilège fiscal n'est pas l'apanage d'une caste fermée ; on l'accorde assez généreusement à tous ceux qui se sont distingués d'une façon ou d'une autre, qui ont rendu ou qui sont susceptibles de rendre des services éminents à la société. C'est ainsi que ceux qui ont obtenu le titre de docteur dans l'une des trois grandes universités du royaume (Salamanque, Valladolid, Alcalá de Henares) ne payent pas l'impôt direct; ils sont hidalgos. En raison de son prestige, la noblesse apparaît comme un signe de réussite sociale et tous ceux qui le peuvent aspirent à en faire partie, notamment les bourgeois et les hommes de loi. Beaucoup y parviennent, car, au XVIe siècle, la noblesse n'est pas encore une caste fermée et la mobilité sociale est réelle. De ce point de vue, l'Espagne n'est pas une

exception en Europe ; on trouve une situation tout à fait comparable en France. Un texte contemporain est éclairant : « La république [l'État] peut aussi créer des "hidalgos" ; quand un homme se détache par son mérite, ses vertus ou sa richesse, on hésite à le coucher sur la liste des contribuables; ce serait lui faire injure; ses qualités personnelles le rendent digne d'être un homme libre [privilégié] ; on ne saurait le mettre sur le même plan qu'un plébéien et cette marque d'estime se transmet à ses enfants et à ses petits-enfants; elle devient noblesse [27]. » On relève deux aspects intéressants.

D'abord, il y a volonté de dégager une élite sociale, composée par ce que nous appellerions les forces vives de la nation. La richesse est susceptible de conduire à la hidalguía au même titre que le savoir et le mérite, mais elle ne suffit pas ; il y faut aussi la considération sociale et celle-ci est refusée à certaines professions. Voilà pourquoi, selon Domínguez Ortiz, la mise en vente de hidalguías par les premiers Habsbourgs aurait rencontré peu de succès : on sentait qu'on ne pouvait pas acheter la noblesse comme une marchandise ordinaire. Les métiers vils, le travail manuel et même certaines formes de commerce sont incompatibles avec une vie noble ; il vaut mieux y renoncer, après fortune faite. C'est ce que font beaucoup de marchands, encore que certains d'entre eux soient nobles sans cesser d'être marchands. Le cas n'est pas rare, à Burgos et à Séville, de gros négociants qui sont en même temps chevaliers. En général, cependant, l'aspirant à la noblesse a intérêt à renoncer à des activités rémunératrices pour vivre de ses rentes. Voici un exemple de ce processus, relativement fréquent: en 1485, le grand-père de sainte Thérèse est condamné par l'Inquisition de Tolède; il quitte la ville, s'installe à Avila, achète des terres, vit de ses rentes et passe pour hidalgo. Quelque vingt ans plus tard, en 1523, la chancellerie de Valladolid ne fait aucune difficulté pour reconnaître cette qualité à son fils malgré un dossier qui ne laisse rien ignorer des origines juives de l'intéressé ni de la façon dont il a acquis sa fortune. On voit bien, dans ce cas précis, comment la reconnaissance sociale a précédé la consécration juridique.

Ensuite, l'exemption fiscale ainsi acquise est un point de départ; elle marque le début d'une assimilation à la noblesse qui ne sera complète qu'à la deuxième ou à la troisième génération. C'est ce que signifie la différence entre hidalgos de privilège et hidalgos de naissance. Seuls les seconds bénéficient du prestige qui s'attache à la noblesse véritable, mais les

premiers sont sur la voie : à la longue, la hidalguía de privilège se transforme en hidalguía de naissance. Celle-ci, à vrai dire, n'est pas autre chose qu'une noblesse de privilège qui remonte trop loin dans le temps pour qu'on ait gardé le souvenir de l'acte fondateur[28]. C'est ainsi qu'on arrive aux trois sortes de hidalgos que connaît le XVIe siècle :

les hidalgos dits de solar conocido (titulaires d'une seigneurie) ; c'est la catégorie la plus prestigieuse ; dans ce cas, la hidalguía est prouvée par les droits qu'on possède sur un terroir;

les hidalgos notoires, qui portent un nom illustre ou ont toujours été tenus pour hidalgos: la possession ininterrompue du privilège vaut titre;

les hidalgos dits de ejecutoria sont ceux qui ont pu faire la preuve, devant la chancellerie de Valladolid, qu'ils ont toujours vécu en gentilshommes ; une fois rendue exécutoire (ejecutoria), la sentence ne peut plus être remise en cause.

À la différence de ce qui se passait au Moyen Âge, au XVIe siècle, les chevaliers ont plus de prestige que les hidalgos qui occupent désormais le dernier rang dans la hiérarchie nobiliaire : l'hidalgo rêve de devenir chevalier et le chevalier aspire à un titre de comte ou de duc. La fortune est déterminante pour passer d'une catégorie à l'autre. L'exemple du ministre de Charles Quint, Cobos, est instructif. Cet hidalgo modeste acquiert une fortune colossale grâce à ses fonctions dans l'administration des finances. En 1519, il est fait chevalier de l'ordre de Saint-Jacques. Deux ans plus tard, il devient commandeur. En 1537, il achète la ville de Sabiote, en Andalousie ; il en devient donc le seigneur. Cobos ne recevra jamais de titre de noblesse, mais sa fille épouse, en 1540, le duc de Sessa et accède au sommet de la hiérarchie nobiliaire.

Au XVIe siècle, la hidalguía s'est beaucoup dévaluée, probablement parce qu'elle s'est renforcée numériquement. Les hidalgos se comptent par milliers et l'inflation amenuise constamment leurs revenus. A cause de cette lente paupérisation, les hidalgos font figure de parasites ; ils s'accrochent à leurs privilèges, mais ils ont perdu leur prestige. C'est que le statut juridique ne suffit pas pour garantir l'appartenance à la noblesse ; il faut aussi un revenu minimum au-dessous duquel on ne peut plus tenir son rang. Aux

yeux de certains confesseurs, un noble ruiné peut être dispensé d'assister à la messe dominicale: il serait obligé de se montrer en public dans une tenue qui n'est pas digne de son état. Être noble et avoir des ancêtres illustres, c'est bien, observe le médecin Huarte de San Juan, mais cela ne suffit pas ; il faut aussi de la fortune car la noblesse est comme le zéro en arithmétique : tout seul, il n'a aucune valeur; après un autre chiffre, il a un effet multiplicateur. Même si, en droit, noblesse et richesse sont deux choses distinctes, en fait il est de plus en plus difficile de rester hidalgo quand on n'est pas riche. Dans ce cas, la sagesse veut qu'on renonce à la hidalguia, situation que Cervantès évoque avec sympathie. En revanche, l'hidalgo ruiné qui s'obstine à soutenir son rang sans en avoir les moyens paraît ridicule.

Sous les Habsbourgs, la noblesse conserve la première place dans l'État et dans la société. Elle conserve des pouvoirs administratifs et juridictionnels dans ses domaines : elle nomme les magistrats municipaux et elle rend la justice, quoique ses sentences soient susceptibles d'appel devant les tribunaux du roi. Cette autorité est souvent jugée arbitraire et abusive par ceux qui y sont soumis. Les paysans répugnent à changer de statut quand la couronne vend des parties du domaine royal pour les transformer en fiefs. Ces réticences prennent parfois la forme de révoltes antiseigneuriales, surtout dans la couronne d'Aragon où, contrairement à ce qui se passe en Castille, l'autorité royale laisse encore beaucoup de prérogatives aux barons. Au XVIIe siècle, la noblesse se ferme à tout apport nouveau. Elle défend des privilèges fiscaux qui apparaissent maintenant comme anachroniques puisque les nobles refusent la contrepartie qui les justifiait, le service militaire. Ils sont de moins en moins nombreux à s'engager dans l'armée ; pour les plébéiens, l'impôt du sang s'ajoute désormais aux autres contributions. En 1631, le roi en tire la conclusion : il lève une taxe spéciale, les lanzas, sur les nobles titrés pour compenser le service militaire qu'ils ne fournissent plus.

Le clergé

Le clergé, second des ordres privilégiés, présente au moins autant de diversité que la noblesse. Séculiers, réguliers, prélats, chanoines, curés,

chapelains, etc. sont bien loin de former un groupe homogène. Tous relèvent du for ecclésiastique (fuero eclesiástico) qui leur donne des privilèges enviables: exemption de certains impôts, droit d'être jugés par des juridictions spéciales, beaucoup moins sévères que la justice royale, même pour les délits de droit commun. Pour bénéficier de ces avantages, il n'est pas nécessaire d'avoir été ordonné prêtre; la tonsure suffit: le comte-duc d'Olivarès était chanoine de Séville. On peut trouver ainsi des «ecclésiastiques» qui sont bouchers, marchands, notaires... Au milieu du XVII[e] siècle, des négociants de Séville se font tonsurer afin de ne pas acquitter certaines taxes ou pour échapper aux conséquences d'une faillite. C'est alors la crise qui pousse beaucoup d'hommes et de femmes à entrer dans les ordres [29]. C'est vrai surtout, mais pas uniquement, pour les filles de la noblesse : faute de dot, elles ne pouvaient se marier selon leur rang, mais elles étaient trop fières pour se résigner à une mésalliance. Pour se tirer d'affaire (remediarse), selon le mot de sainte Thérèse, il ne leur restait plus que le couvent, mais les places étaient rares : à Madrid, en 1674, la liste d'attente comportait cent soixante noms ! On comprend pourquoi la population ecclésiastique s'est gonflée entre la fin du XVI[e] siècle et les années 1650, c'est-à-dire au plus fort de la crise, sans qu'il y ait eu création de nouvelles congrégations [30]. Les effectifs des ordres mendiants, notamment des franciscains, doublent, malgré les recommandations des Cortès qui, lors du vote de l'impôt des Millions, avaient reçu l'assurance qu'on ne créerait plus de couvents en Castille. De la fin du XVI[e] à la fin du XVII[e] siècle, on serait passé de cent mille à cent cinquante mille ecclésiastiques, soit environ 5 % de la population de l'Espagne. C'est beaucoup, mais moins qu'on ne l'a dit.

Plus que les effectifs, c'est leur répartition sur le territoire qui retient l'attention. Les ecclésiastiques préfèrent s'installer dans les villes qui offrent plus de ressources ; ils fuient les campagnes. Beaucoup de paroisses rurales restent longtemps sans prêtres; dans d'autres, on ne dit la messe qu'une ou deux fois par mois. Cette situation oblige à revoir bien des idées reçues sur le catholicisme espagnol; la plus grande partie du territoire était peu évangélisée ou pas du tout. En revanche, il y a pléthore de clercs dans les villes, même dans celles qui ont perdu une grande partie de leurs habitants. En 1650, Medina del Campo n'a plus que six cents feux, mais elle compte

dix paroisses et dix-sept couvents. A Salamanque, on trouve trente-quatre paroisses, trente-six couvents masculins, dix-huit féminins ; trente-neuf couvents à Tolède, vingt-sept à Alcalá, vingt-quatre à Ségovie, quarante-six à Valladolid... Madrid et Séville viennent largement en tête, la première avec soixante-neuf couvents (il n'y en avait que quarante-cinq en 1567), la seconde avec soixante-trois contre trente-huit en 1581.

L'Église d'Espagne était riche. Elle possédait des domaines en toute propriété ; sur d'autres, elle détenait la juridiction civile et prélevait les droits correspondants [31]; elle accumulait les trésors et les oeuvres d'art ; elle tirait des revenus réguliers des dîmes, des maisons qu'elle louait [32], des placements qu'elle effectuait : elle prêtait de l'argent à l'État et aux particuliers. Cette richesse ne cessait de croître à cause des dons reçus, malgré les protestations des Cortès qui s'inquiétaient de la prolifération des biens de mainmorte, mais elle était inégalement répartie. Certaines grosses abbayes (Las Huelgas, près de Burgos, Guadalupe, l'Escorial, le Paular en Castille, Poblet, Montserrat et Santes Creus en Catalogne) prospéraient tandis que des couvents se trouvaient au bord de la ruine. Il en allait de même pour les évêchés. Très loin en tête venait Tolède, suivie à bonne distance par Séville, Saragosse et Cuenca. En queue de liste figuraient Almería, Mondoñedo et Elne ; entre les deux se trouvaient Plasencia, Saint-Jacques-de-Compostelle [33], Sigüenza, Valence, Burgos et Cordoue. Philippe II avait bien essayé de corriger ces anomalies en créant quelques évêchés en Aragon et celui de Valladolid, en Castille; c'est la seule révision de la carte ecclésiastique qu'on doit aux Habsbourgs. L'immense diocèse de Tolède est resté intact jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Il est juste de dire que l'Église d'Espagne, à la différence de la noblesse, prenait sa part des dépenses communes. Certes, les souverains ne se sont jamais permis de lever un impôt sur elle, mais ils se sont arrangés pour arriver au même résultat en se faisant accorder par les papes un certain nombre de privilèges fiscaux : subsides, croisade, le tiers des dîmes (tercias reales), excusado[34], dons plus ou moins forcés, expolios[35].

Si l'Eglise d'Espagne s'est résignée à renoncer à une partie de ses revenus au profit de la couronne, c'est parce qu'elle est sous la dépendance de l'État. Les Rois Catholiques avaient obtenu des papes que les nominations aux dignités épiscopales se fissent avec leur accord. Sous le règne de Charles

Quint, cette prérogative est consacrée en droit. En vertu du patronage qui leur est alors accordé, les rois d'Espagne désignent les évêques qui deviennent des collaborateurs du pouvoir. Le haut clergé fournit à l'État quelques-uns de ses plus hauts fonctionnaires ; la plupart du temps, ce sont des prélats qui président les grands Conseils du royaume. Sous Philippe II, un Juan de Ribera est en même temps archevêque et vice-roi de Valence. En Catalogne, on nomme presque systématiquement des évêques castillans, faute de Catalans aptes à remplir ces fonctions, certes, mais aussi parce qu'on juge les Castillans mieux disposés à seconder les vues de Madrid. On considère, en effet, que la formation intellectuelle des évêques est supérieure à la moyenne et qu'ils sont moins tentés que les Grands, par exemple, de faire prévaloir des intérêts familiaux. Cette imbrication des pouvoirs civil et ecclésiastique est l'une des caractéristiques de l'Espagne; elle laissera des traces dans la société et dans l'esprit public. Le pouvoir politique prend l'habitude d'intervenir dans le domaine spirituel et l'Eglise celle d'être associée aux décisions politiques. L'Inquisition, tribunal ecclésiastique nommé par le roi, est la meilleure illustration de cette situation. La mainmise du pouvoir sur les ordres religieux était moindre, ce qui explique la liberté de ton de certains prédicateurs qui n'hésitaient pas à critiquer, parfois sévèrement, les décisions politiques.

Quatre critères s'imposent pour le choix des évêques : ils doivent être de nationalité espagnole, de bonne moralité, issus des classes moyennes et diplômés d'une université. En fait, la troisième condition souffre de plus en plus d'exceptions. Les riches chanoines de Tolède, par exemple, qui sont issus de familles illustres, répugnent à avoir pour archevêques des plébéiens, même méritants. En 1495, ils n'avaient guère apprécié la nomination d'un Cisneros. Quand Charles Quint leur impose Juan Martínez Siliceo, docteur de Paris, professeur à l'université de Salamanque et précepteur du prince héritier, ils ne retiennent qu'une chose : le nouvel archevêque est fils de paysans ; ils le lui font sentir[36]. Par la suite, les choses changent: la plupart des évêques sont désormais des cadets de la haute noblesse, parfois des bâtards qu'on cherche à caser. Le duc de Lerma fait nommer à la mitre de Tolède son oncle Fernando de Sandoval y Rojas, qui a pour successeur le cardinal-infant Ferdinand, frère de Philippe IV. En 1603, à Saragosse, Lerma place un autre de ses oncles, Thomas de Borja, déjà

vice-roi d'Aragon. En général, le haut clergé ainsi recruté s'est montré à la hauteur de sa tâche ; il a pris au sérieux ses responsabilités pastorales, notamment le devoir de résidence dans le diocèse, sauf quand les prélats occupaient des fonctions politiques.

On ne saurait en dire autant du bas clergé. La plupart du temps, les curés étaient nommés par les évêques, mais il arrivait souvent que ce rôle fût assumé par des corporations ou des particuliers en vertu d'un droit de patronage ou de présentation; c'est la situation qu'on trouve dans le pays Basque [37], en Galice, en Aragon... Dans ce cas, les patrons encaissaient les dîmes, ne laissant au desservant qu'un maigre salaire; ils ne se souciaient même pas toujours de réparer les églises. Les paroisses urbaines attiraient les meilleurs candidats au sacerdoce. Pour les cures de campagne, on prenait à peu près n'importe qui; il suffisait de savoir lire et écrire. On demandait aux futurs prêtres, avant de les ordonner, de connaître les rudiments du catéchisme (le nombre et la valeur des sacrements, par exemple). Pour l'examen, ils apprenaient par cœur un certain nombre de formules qu'ils oubliaient ensuite; c'est avec ce bagage qu'ils étaient censés assurer l'instruction religieuse du peuple ! De ce point de vue, il y a eu très peu de progrès sous les Habsbourgs. Les recommandations du concile de Trente sur l'opportunité de préparer convenablement les futurs prêtres dans des séminaires diocésains n'ont pas été suivies d'effet. Pour créer ces séminaires, il aurait fallu puiser dans les menses épiscopales et les chanoines n'y tenaient pas. Mal payé, à peu près illettré, ce prolétariat ecclésiastique prenait peu au sérieux ses devoirs — on disait une messe et on s'en faisait payer deux — et menait une vie bien peu édifiante. Moines et curés s'affichaient avec leurs concubines et leurs enfants qui parfois servaient la messe. À la fin du XVIe siècle, la maison du doyen de Coria était devenue un tripot et un hôtel de passe, fréquenté par des membres du clergé et de la bourgeoisie locale... On n'est pas surpris, dans ces conditions, de l'anticléricalisme dont témoignent tant de textes littéraires et de documents contemporains.

Les bourgeois

Quoi qu'on en dise, la Castille des Habsbourgs a eu ses bourgeois, puissants et dynamiques, et qui n'étaient pas tous d'origine juive [38]. Ces bourgeois, qui s'intéressaient au commerce plus qu'à l'industrie, n'avaient qu'une envie : cesser de l'être en s'intégrant à l'aristocratie, mais était-ce vraiment une exclusivité de l'Espagne? On trouve le même phénomène, à des degrés divers, dans toute l'Europe. À partir d'un certain niveau, la fortune se fait respecter. C'est ce que répètent les moralistes : le petit boutiquier, âpre au gain, exerce un métier vil, mais le grand négociant est utile à la république et sa fonction n'a rien d'infamant. Les marchands de Burgos, de Médina del Campo ou de Séville, à la fois importateurs et exportateurs, qui spéculaient aussi sur les changes et jouaient le rôle de banquiers, tenaient le haut du pavé, de même que les fabricants de Ségovie; tous jouissaient de la plus grande considération. Ils visaient plus haut; ils souhaitaient recevoir une consécration sociale et devenir nobles, même s'il leur fallait, pour cela, renoncer à la marchandise qui, en Espagne comme dans la France de la même époque, ne constituait qu'une étape intermédiaire sur la voie de l'anoblissement. Beaucoup y ont réussi. Il faut voir l'orgueil de ces marchands de Séville, lit-on dans un traité du milieu du XVIe siècle. Dès qu'ils ont fait fortune, ils ne rêvent que d'acheter des offices, de commander, d'être les premiers partout; ils s'habillent à grands frais et raffinent dans la nourriture et les plaisirs. La remarque est intéressante; elle confirme la volonté de s'intégrer à l'aristocratie et aussi une mentalité qui est à l'opposé du puritanisme bourgeois. On aime bien gagner de l'argent, mais pour le dépenser et en profiter, pas pour l'investir dans de nouvelles opérations et le faire fructifier. On connaît bien le cas des Ruiz, étudié par Henri Lapeyre : les deux premières générations font fortune dans le négoce ; leurs enfants entrent dans la magistrature, le clergé ou la noblesse. Mon fils refuse d'être marchand, écrit Andrés Ruiz à son frère Simon, en 1572 ; il prétend devenir chevalier. Les Bernuy ne sont pas en reste. En 1546, Diego achète une seigneurie pour vingt millions de maravédis, fonde un hôpital à Burgos, comme le fera Simon Ruiz, un peu plus tard, à Medina del Campo, et se retire des affaires. À Séville, les Corzo et les Mañara n'agissent pas autrement; ils acquièrent des terres, des rentes, des offices, des maisons et vivent de leurs rentes, comme de grands seigneurs. Ainsi que l'écrira Cervantès, on compte sur les enfants pour jouir de l'autorité et du prestige qu'on aurait voulu avoir de son vivant. Voilà en quoi consiste la « trahison »

de la bourgeoisie castillane : dans un premier temps, elle s'explique par la fascination pour le mode de vie seigneurial et aristocratique. Vers la fin du XVIe siècle, les faillites nombreuses engendrent d'autres comportements: l'esprit d'entreprise s'amoindrit; la sécurité apparente de la rente l'emporte.

Les exclus

L'essor du grand commerce et de l'industrie, ainsi que l'exploitation des richesses du Nouveau Monde, ont entraîné une expansion économique qui se ralentit à partir des années 1575-1580 ; la récession s'installe dans les villes et les campagnes. Ce changement de conjoncture et la fiscalité de plus en plus lourde qui pèse sur les paysans aggravent les conditions de vie d'une grande partie de la population. Au début du siècle, les ruraux étaient attirés en ville par les perspectives qu'offraient le service domestique ou l'artisanat. À la fin du siècle, l'exode rural se poursuit, mais pour d'autres raisons. Les petits agriculteurs, évincés parce qu'ils n'ont pu payer les annuités de leurs dettes, viennent maintenant grossir les rangs des sans-emploi. Cette situation renforce l'une des caractéristiques de l'Espagne. Elle passait déjà, au XVIe siècle, pour un pays à prix et à salaires élevés; elle le devient encore plus au XVIIe, ce qui a pour effet de rendre la main-d'œuvre plus chère et plus exigeante, donc moins abondante. Les étrangers — comme quelques historiens, encore aujourd'hui — reprochaient aux Espagnols d'être paresseux; par fierté, ils se seraient mis en tête de vivre en gentilshommes, ce qui les aurait conduits à mépriser le travail manuel et les activités productives. D'autres auteurs vont plus loin; selon eux, les Espagnols se seraient détournés de certaines professions — le commerce, l'artisanat — de peur d'être assimilés aux Juifs. Ces explications passent à côté de l'essentiel : les Espagnols, habitués à toucher des salaires élevés, n'étaient pas disposés à accepter n'importe quel travail; ils refusaient d'accomplir certaines tâches, jugées dégradantes et peu rémunératrices ; ils les laissaient à d'autres et, plutôt que de travailler dans ces conditions, ils préféraient vivre d'expédients ou de la charité publique.

La réorganisation de la bienfaisance est un phénomène européen. Partout, on cherche à réduire le nombre des mendiants et à utiliser cette main-d'œuvre potentielle dans l'intérêt général; on envisage de faire prendre en

charge par la collectivité la charité, jusque-là laissée à l'initiative individuelle ou à des institutions religieuses, de soumettre les bénéficiaires à un contrôle pour éliminer les faux mendiants et les étrangers et de mettre les pauvres au travail. Partout, on retrouve les mêmes motivations, celles que développe Luis Vivès, vers 1525, dans un opuscule inspiré par l'exemple d'Ypres : garantir l'ordre social et l'hygiène publique, menacés par les mendiants. On voit en eux des criminels en puissance, de mauvais chrétiens, souvent porteurs de plaies dégoûtantes et de maladies contagieuses.

L'Espagne ne reste pas à l'écart de ce mouvement. Depuis 1518, les Cortès de Castille ne cessent d'attirer l'attention des pouvoirs publics : ce n'est pas le travail qui manque; ce sont les travailleurs. Les mêmes Cortès dénoncent les mendiants qui encombrent les villes et qui refusent de travailler; ils exigent des salaires élevés et, quand ils ne les obtiennent pas, ils préfèrent vivre de la charité publique. D'autres répugnent à aliéner leur liberté et à se transformer en salariés; eux aussi vivent d'aumônes. La morale chrétienne fait obligation aux riches de subvenir aux besoins des pauvres. N'est-ce pas encourager l'oisiveté et entretenir l'insécurité ? Plutôt que des aumônes, les entrepreneurs préféreraient verser des salaires raisonnables. En 1540, le Conseil royal se saisit du problème; il pose le principe d'une grande réforme de la bienfaisance. Il s'agit de réglementer la mendicité et de la réserver à ceux qui en ont vraiment besoin: les invalides, les malades, les vieillards sans ressources... Les municipalités sont invitées à dresser la liste des personnes à secourir. Le curé ou un fonctionnaire municipal leur délivrera une carte après avoir vérifié qu'ils se sont confessés; l'autorisation de mendier ne sera valable que pour le lieu de domicile ; les autorités religieuses et civiles veilleront à éviter la présence de mendiants dans les rues et à concentrer les secours et les soins dans les hôpitaux. Le projet suscite une polémique célèbre entre le bénédictin Juan de Robles, favorable à la réforme, et le dominicain Domingo de Soto, plutôt hostile. À vrai dire, cette réforme ne concerne que quelques villes, celles qui ne profitent guère de la conjoncture favorable. On ne connaît aucun projet de ce genre à Ségovie, à Cuenca, à Tolède. Là, au contraire, les textes contemporains évoquent le bruit des métiers et l'activité de toute une population occupée à filer et à tisser. La géographie des réformes éclaire

leur signification. Il y a des régions où le problème ne se pose pas encore parce qu'elles connaissent une situation de plein emploi. Dans d'autres, on a besoin d'ouvriers, mais on ne les trouve pas soit parce que ceux qui pourraient travailler exigent des salaires trop élevés, soit parce qu'ils répugnent à s'astreindre à des tâches pénibles : ils cherchent un travail moins contraignant, dans les services, par exemple. C'est contre ceux-là qu'on suggère d'employer la force : qu'on réglemente les secours, qu'on les réserve à ceux qui en ont vraiment besoin ; les autres seront bien obligés de travailler pour ne pas mourir de faim. Il y a enfin les régions touchées par un chômage chronique, où les gens sont réduits à la plus extrême misère. Le voudraient-ils que ceux-là ne trouveraient pas à travailler; faut-il pour autant les assimiler à des délinquants? Les œuvres de charité qui se fondent alors s'efforcent de subvenir à des détresses bien réelles.

Faut-il attribuer l'échec de la réforme à des résistances mentales? C'est ce qu'on affirme parfois: la bataille pour la réorganisation de la bienfaisance n'aurait été qu'un combat perdu d'avance par une minorité d'esprits éclairés contre des élites sociales et religieuses rétrogrades. C'est raisonner comme s'il s'agissait d'un simple débat d'idées et négliger le rôle des structures économiques et de la conjoncture. La croissance de la Castille s'est accompagnée d'une très forte montée des prix et des salaires. Or tous les entrepreneurs ne sont pas prêts à payer des salaires élevés; ce sont eux qui souhaitent réorganiser la bienfaisance pour contraindre les pauvres à travailler à moindre coût. À partir des années 1575-1580, quand la conjoncture change, c'est l'ensemble du pays qui est touché par la crise. On disait, au début du siècle : ce n'est pas le travail qui manque, ce sont les travailleurs. Désormais, les emplois se font rares, les oisifs de plus en plus nombreux. Il faut compter d'abord sur ceux que nous appellerions les cadres : hobereaux ruinés par l'inflation, commerçants et artisans en faillite, diplômés des universités qui n'ont pas trouvé un débouché correspondant à leur niveau d'instruction... Ceux-là répugnent à travailler de leurs mains et même à mendier; ils forment la catégorie des « pauvres honteux » que les moralistes recommandent de secourir discrètement. Viennent ensuite ceux qui refusent les emplois jugés dégradants ou trop pénibles. On trouvera, au XVIIe siècle, qu'il y a trop de moines et de bonnes sœurs, trop de fonctionnaires, trop d'étudiants: que fera-t-on de tous ces bacheliers et de

tous ces licenciés? Il vaudrait mieux les mettre en apprentissage et leur donner un métier. On ne saurait expliquer cette situation par des causes psychologiques : la prétendue fierté des Espagnols qui les inciterait à mendier plutôt qu'à travailler, le préjugé qui les pousserait à se détourner de certains métiers, considérés comme spécifiques des Juifs... En réalité, le marasme du XVII[e] siècle se comprend mieux si l'on tient compte des habitudes acquises au siècle précédent, quand l'argent d'Amérique donnait l'illusion qu'on pouvait vivre facilement en achetant à l'étranger[39].

Puisque les Espagnols refusent de travailler, l'Espagne se tourne vers la main-d'œuvre étrangère, attirée par les hauts salaires pratiqués dans la péninsule. Ce sont des Français du Massif central et du Sud-Ouest qui fournissent les plus gros contingents de ces travailleurs immigrés. Ils viennent du Rouergue, d'Auvergne, du Gévaudan, de Gascogne, lit-on dans le Journal de Barthélemy Joly (1603-1604) . Leur présence est attestée dès le milieu du XVI[e] siècle dans la région de Saragosse. Un peu plus tard, Jean Bodin relève l'importance de ce mouvement migratoire qui s'amplifie au début du XVII[e] siècle[40]. En 1611, le mot gavache (gabacho) entre dans le premier dictionnaire de la langue espagnole, celui de Covarrubias, pour désigner cette catégorie de migrants[41]. Certains vont de ville en ville comme marchands ambulants, ils vendent des épingles, des peignes, des chapelets... D'autres sont boulangers, chaudronniers, merciers... L'émigration est parfois saisonnière ; elle dure le temps de la moisson ou de la vendange, un peu plus dans le cas des scieurs de long du Forez dont certains partaient en septembre pour ne revenir chez eux qu'en juillet. Elle peut être définitive. Un rapport de l'ambassadeur de France, daté du 20 août 1626, donne le chiffre de « deux cent mille Français, pour le moins, tous quasi de basse et servile condition et néanmoins si nécessaires à leur état que si l'Espagne en était privée elle en recevrait une très notable incommodité ». En Aragon, des Français prennent à ferme des propriétés ou s'emploient comme ouvriers agricoles; les femmes travaillent comme femmes de ménage. La présence de ces immigrés suscite parfois des mouvements de xénophobie ; on a tendance à les rendre responsables de l'insécurité qui règne dans les grandes villes. C'est à croire que toute la pègre d'Europe a reflué en Castille, commente Navarrete qui reconnaît cependant que beaucoup de ces étrangers sont irremplaçables : ils font des travaux que les Espagnols

refusent d'exécuter. Une réaction analogue inspire l'hostilité à l'encontre des morisques ou des Gitans, ces immigrés de l'intérieur. Aux premiers, on reproche d'être disponibles pour n'importe quelle tâche, d'être âpres au gain et de se reproduire à l'excès; on voit dans les seconds des marginaux, des parasites, parfois des criminels. Les uns et les autres, de même que les étrangers, passent pour être difficiles à assimiler. Ces réactions témoignent des hantises d'une société qui se sent menacée et qui a tendance à rejeter sur l'étranger la responsabilité de ses problèmes.

Il faudrait enfin évoquer une catégorie que la littérature a popularisée : ceux qui choisissent délibérément de se marginaliser et de rejoindre les bas-fonds de la société. Cette catégorie comprend la pègre proprement dite — truands, prostituées, soldats déserteurs, escrocs de tout calibre -, mais aussi ces fils de bonne famille qui sont les héros de telle nouvelle de Cervantès. On les trouve nombreux dans certains endroits: la place du Zocodover, à Tolède, les madragues d'Andalousie et surtout Séville, «ces mecques de la picaresque », comme écrit Jean Vilar, qui ne sont pas précisément — notons-le - des zones de sous-emploi, bien au contraire [42]. Qu'est-ce qui les attirait là? L'appât du gain, bien entendu, mais aussi le goût du risque et de l'aventure. Ajoutons-y une autre considération: la démoralisation d'une société qui semble vouer un culte à l'argent. La richesse qui s'étale excite la convoitise des exclus. C'est l'heure du roman picaresque. On se gardera de considérer la littérature comme un document d'histoire sociale, mais certaines œuvres ont le mérite de porter témoignage sur leur temps. Il n'est pas interdit de voir dans Don Quichotte (1605-1614) un écho des préoccupations du moment: dans un monde cruel qui semble avoir perdu le sens de la grandeur et de la générosité, certains combats apparaissent comme des causes perdues ; à quoi bon se battre contre des moulins à vent[43]? À sa façon, le roman picaresque exprime le désarroi d'une société démoralisée : tout est à vendre, tout s'achète. Le picaro aussi veut profiter de la vie et jouir des biens de consommation qui s'étalent dans les villes; il vole et il triche sans scrupules parce qu'il est convaincu que tout le monde en fait autant. Bien ou mal acquise, la fortune excuse tout; elle fait d'un fripon un homme d'honneur[44].

Tous ces déclassés finissent par faire une masse inquiétante et dangereuse. En 1599, le docteur Pérez de Herrera propose de nouveau de

fournir aux employeurs une main-d'œuvre bon marché, mais il prend l'effet pour la cause. Selon lui, c'est parce qu'il y a trop de mendiants qu'on ne trouve plus d'ouvriers. C'est tout le problème: l'oisiveté est-elle cause ou effet du sous-développement? L'un et l'autre, probablement, mais elle a commencé par être effet. C'est parce que l'Espagne se heurte de plus en plus à la concurrence étrangère que ses manufactures périclitent. Après les manufactures, ce sont les exploitations agricoles qui ferment les unes après les autres. Malgré l'offre de travail - réelle pendant la plus grande partie du XVIe siècle -, malgré de hauts salaires, les Espagnols ne se sont pas mis au travail comme on les y invitait. Ils ont abandonné à d'autres les tâches les plus pénibles. Dans l'Espagne du XVIe siècle, le travail manuel est ressenti comme une malédiction. Ne s'y résignent que ceux qui ne peuvent pas faire autrement : les morisques ou les travailleurs immigrés parce qu'ils gagnent plus en Espagne que dans leur patrie. Les autres préfèrent vivre d'aumônes. La mendicité pouvait être aisément absorbée tant qu'elle restait cantonnée dans certaines limites. En se multipliant et en se faisant plus voyants, les vagabonds et les mendiants deviennent inquiétants. En changeant d'échelle, le phénomène change aussi de nature. Pour le résoudre, on ne peut plus s'en remettre aux initiatives individuelles et à la charité traditionnelle ; on se tourne vers les pouvoirs publics ; la mendicité est devenue une affaire d'État. Les mentalités aussi ont changé : on est plus sensible qu'auparavant aux questions de sécurité et d'hygiène; on ne supporte plus de voir ces plaies hideuses et ces enfants estropiés avec lesquels les faux mendiants tentent d'exciter la compassion des passants, la saleté et l'odeur qui se dégage de ces corps couverts de haillons et de vermine à travers lesquels on doit se frayer un passage dans la rue ou à la porte des églises. On cherche enfin à se donner bonne conscience : quand des services compétents se seront chargés de trouver du travail aux mendiants valides, quand des établissements spécialisés accueilleront, nourriront et soigneront les invalides et les vieillards sans ressources, les braves gens pourront dormir tranquilles. Le mendiant, le vagabond et l'étranger qui tendent la main seront des suspects dont la police s'occupera.

On comprend que ces projets aient suscité des inquiétudes. C'est le sens du débat entre Soto et Robles, en 1545. Il n'oppose pas un dominicain rétrograde à un bénédictin progressiste. Il témoigne de deux sensibilités.

L'une est pressée d'obtenir des résultats et se veut rassurante : il n'est pas question de réprimer, mais de prévenir; les mesures envisagées serviront la cause des vrais pauvres; les faux mendiants seront traités comme ils le méritent: comme des délinquants qui menacent l'ordre public. Soto n'est pas systématiquement hostile à la réforme. Ce qui l'inquiète, c'est la tendance à rejeter toute une partie de la population dans la marginalité et, surtout, la haine à l'égard du pauvre. Pourquoi cet acharnement contre les pauvres — demande-t-il —, comme s'ils étaient les seuls à commettre des délits ? On ne prend pas autant de précautions avec les puissants; c'est déjà un grand malheur d'être pauvre ; faut-il y ajouter encore l'humiliation des contrôles de police ? Soto demande plus de solidarité. Il revendique pour tout homme, quel qu'il soit, le droit à se déplacer librement et à choisir son genre de vie. Contre une réglementation répressive, le dominicain en appelle aux grands principes de la morale chrétienne qu'on ne saurait sacrifier à des mesures d'une efficacité douteuse. La société, incapable de résoudre le problème de l'inégalité des conditions, n'a pas à rejeter ses membres les plus démunis. C'est par là que Soto élargit le débat et lui donne une dimension universelle. De quoi s'agit-il en effet? De résorber le chômage et de lutter contre l'insécurité, de diminuer les secours alloués aux pauvres pour les inciter à travailler, de multiplier les contrôles d'identité, d'expulser les étrangers en situation irrégulière... On croirait lire la presse française de 1996 !

L'expulsion des morisques

On appelle morisques les descendants des musulmans d'Espagne, convertis de force au catholicisme. Leur situation rappelle celle des Juifs : l'Espagne du XVIe siècle refuse de se constituer en société multi-culturelle ; elle exige des communautés minoritaires qu'elles s'assimilent en adoptant le catholicisme. Là s'arrête l'analogie avec les Juifs dont l'expulsion a été précoce et dont les descendants, une fois convertis, ont été en butte aux persécutions de l'Inquisition. À l'égard des morisques, l'Espagne a longtemps hésité sur la conduite à tenir et l'Inquisition s'est montrée moins sévère. C'est que les morisques, soumis à une exploitation de type colonial, vivent en marge de la société chrétienne au lieu d'être mêlés à elle, comme

les Juifs. Ils ne menacent pas la pureté doctrinale du catholicisme, ils l'ignorent. Ils posent un problème social plus que religieux.

Les accords de 1491 qui réglaient le sort de l'ancien émirat de Grenade avaient garanti aux musulmans le libre exercice de leur culte. Les Rois Catholiques espéraient qu'ils finiraient par se convertir, mais n'envisageaient pas de les y contraindre ; ils comptaient sur l'apostolat du premier archevêque, fray Hernando de Talavera, soucieux de ne rien précipiter et d'utiliser seulement des méthodes pacifiques. A-t-on trouvé que les conversions étaient trop lentes et trop peu nombreuses ? En 1499, Cisneros est chargé d'accélérer le mouvement. Les musulmans ont l'impression qu'on manque à la parole donnée; ils se révoltent, ce qui fournit aux souverains un prétexte pour considérer comme nuls les accords de 1491. En 1502, tous les musulmans de la couronne de Castille sont obligés de se convertir. À Valence, c'est la révolte des Germanias qui provoque le changement de statut. Les seigneurs font appel à leurs serfs musulmans pour combattre les rebelles. Ceux-ci les baptisent de force. En 1526, cette conversion est déclarée définitive et la mesure est étendue à tous les territoires de la couronne d'Aragon. À cette date, il n'y a plus officiellement de musulmans en Espagne. La réalité est tout autre et personne n'est dupe. Les morisques restent ce qu'ils étaient: des musulmans. D'ailleurs, leurs chefs religieux leur donnent des conseils de prudence : ne pas se transformer en martyrs, mais rester fidèles à l'islam dans leur for intérieur. Quant aux souverains, ils sont conscients que les nouveaux convertis ne seront jamais chrétiens, mais ils espèrent que leurs enfants et leurs petits-enfants le deviendront. En 1526, à Grenade, une réunion fait le point sur la situation. Pour faciliter l'assimilation des morisques, on souhaite qu'ils renoncent à leurs fêtes, à leurs vêtements traditionnels et à l'usage de la langue arabe. On décide d'encourager les mariages mixtes avec de vieux-chrétiens, mais on ne prend aucune mesure coercitive. L'Inquisition, qui s'installe à Grenade en 1526, reçoit la consigne de se montrer bienveillante. De fait, entre 1529 et 1568, les gouverneurs militaires de l'Alhambra ont fait exécuter plus de morisques pour brigandage que l'Inquisition pour hérésie. C'est la même chose à Valence : en 1524, une circulaire de l'inquisiteur général recommande de ne s'en prendre aux morisques que si les manifestations d'hérésie sont trop voyantes.

Le problème que posent les morisques ne se présente pas partout avec la même acuité. Tout dépend de leur densité au sein de la population, elle-même fonction des vicissitudes de la Reconquête. Dans le nord, le centre et même en Andalousie — en dehors du royaume de Grenade -, les morisques sont peu nombreux et dispersés dans de petites communautés urbaines où ils sont en voie d'assimilation : rien ne les distingue extérieurement des vieux-chrétiens ; ils sont horticulteurs, artisans, colporteurs, muletiers. Les morisques sont surtout concentrés dans trois zones : l'Aragon, Valence et Grenade. Dans les deux premières, les plus anciennement reconquises, ils mènent une existence précaire, sans chefs pour les guider et les conseiller. À Grenade, au contraire, où la conquête est encore fraîche, les morisques ont conservé leurs élites religieuses et sociales; l'agriculture et le travail de la soie leur procurent une aisance relative. Partout, ils sont placés sous la domination de seigneurs qui les exploitent durement, mais les protègent contre les tracasseries de l'administration dans la mesure où ils représentent une main-d'œuvre laborieuse, docile et efficace. Peu importe à ces seigneurs que leurs serfs soient musulmans ou chrétiens. Ils n'ont aucun scrupule à les faire travailler le dimanche. Il suffit qu'ils aillent à la messe de temps en temps, et pas tous le même jour, déclare l'un d'eux vers 1528. L'amiral d'Aragon Sancho de Cardona sera même condamné pour avoir fait construire une mosquée pour ses ouvriers... On comprend mieux, dans ces conditions, que l'islam ait pu survivre dans l'Espagne du XVIe siècle. Certes, sa pratique se ramenait à quelques expressions simples : s'abstenir de manger du porc et de boire du vin, réciter les prières coraniques, observer le jeûne du Ramadan et les grandes fêtes religieuses; parfois, on faisait circoncire les enfants [45]; malgré la vigilance de l'Inquisition, des livres arabes continuaient à circuler. Les morisques étaient officiellement chrétiens, mais en réalité musulmans [46].

Il est vrai qu'on ne faisait pas beaucoup d'efforts pour les évangéliser. À Grenade, après que l'apostolat de fray Hernando de Talavera eut été interrompu par l'intervention de Cisneros et la révolte de 1501, les morisques sont livrés à eux-mêmes. En 1559, l'archevêque Pedro Guerrero confie aux jésuites la direction d'une école élémentaire, ouverte au cœur du quartier maure, dans l'Albaicin. On apprend aux enfants la lecture, l'écriture et quelques prières; on prévoit d'envoyer les plus doués dans des internats.

En 1568, cet établissement accueillait trois cents élèves, mais le tiers seulement étaient des morisques. Les parents retiraient leurs enfants dès qu'ils étaient en état de travailler, à l'âge de huit ou neuf ans. Juan de Albotodo, morisque devenu jésuite, se consacre à l'évangélisation de ses frères; quelques autres jésuites s'efforcent de prêcher en arabe, mais ils sont vite découragés par la passivité de leurs auditoires. Les jésuites ont mené des actions d'évangélisation dans les deux autres zones morisques: l'Aragon et Valence. Dans cette dernière région, on relève notamment les efforts du duc de Gandie, François Borgia, qui ouvre un collège destiné à accueillir de jeunes morisques. Quand le duc entre chez les jésuites, en 1546, il cède l'établissement à la Compagnie de Jésus, mais les résultats sont décevants: en 1554-1555, les douze places réservées aux morisques sont vacantes. Saint Thomas de Villanueva, archevêque de Valence de 1544 à 1555, est moins ambitieux: il suggère qu'on oblige les morisques à suivre les pratiques extérieures du christianisme. Le reste — la foi — viendra tout naturellement. C'est une anticipation de la formule de Pascal : « Abêtissez-vous. » Son successeur, Juan de Ribera, est plus exigeant; il a horreur de tout ce qui est arabe, synonyme, pour lui, d'hérésie; il interdit donc à son clergé d'apprendre l'arabe; or beaucoup de morisques ne comprenaient pas l'espagnol... Ajoutons enfin que, dans les régions peuplées de morisques, les paroisses sont encore plus négligées que celles des campagnes chrétiennes : de rares desservants, le plus souvent incultes, des églises non entretenues, etc. On reproche parfois à l'Espagne des Habsbourgs de n'avoir presque rien fait pour évangéliser, donc assimiler, les morisques, mais les vieux-chrétiens qui vivaient en zone rurale n'étaient guère mieux traités. La plupart de ces derniers n'avaient aucune instruction religieuse; ils n'en étaient pas moins considérés comme de bons chrétiens, alors que tout opposait les morisques au reste de la population : la langue, la façon qu'avaient les femmes de s'habiller et de se farder[47], les habitudes de la vie quotidienne [48], les pratiques alimentaires — ils faisaient la cuisine à l'huile, non au lard -, etc. Aux yeux des vieux-chrétiens, toutes ces particularités étaient mises sur le compte de la religion musulmane : c'étaient autant de manifestations de mahométisme. Ce qui oppose vieux chrétiens et morisques, ce n'est pas tant la religion que la civilisation et le genre de vie.

En 1566, le Conseil de Castille décide d'appliquer les mesures restées jusque-là lettre morte pour contraindre les morisques à s'assimiler : il leur est interdit de parler arabe, de célébrer leurs fêtes traditionnelles, d'utiliser les bains publics, de porter des vêtements spécifiques; les femmes n'auront plus le droit d'être voilées... Le marquis de Mondéjar, vice-roi de Grenade, n'a pas été consulté ; soutenu par le duc d'Albe, il présente des objections. Il n'est pas entendu. Philippe II semble lui retirer sa confiance et donne pleins pouvoirs au président de la chancellerie de Grenade. L'affaire de Grenade s'inscrit ainsi dans la longue histoire des rapports conflictuels entre les nobles et les hauts fonctionnaires, entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil, entre les armes et les lettres. Les morisques chargent l'un d'entre eux de négocier avec les autorités. Francisco Núñez Muley fait valoir que le vêtement n'a rien à voir avec la religion: chaque région d'Espagne a son costume traditionnel. Pourquoi ne pas considérer celui des morisques comme propre à la province de Grenade ? En Orient, les coptes s'habillent d'une certaine façon; ils parlent et écrivent en arabe; cela ne les empêche pas d'être chrétiens. Les fêtes traditionnelles appellent les mêmes remarques: chaque province a les siennes[49]. Philippe II ne veut rien entendre : les décisions prises doivent être appliquées sans délai. Le moment ne pouvait pas être plus mal choisi. Depuis plusieurs années, les autorités multiplient les tracasseries à l'encontre des morisques : la justice engage des poursuites contre de petits délinquants qui se croyaient amnistiés; ceux-ci prennent alors le maquis et vont grossir les bandes de hors-la-loi qui errent dans les montagnes. On exige des paysans qu'ils produisent des titres de propriété pour les terres qu'ils exploitent; beaucoup n'en ont pas ; ils sont expropriés. La pression fiscale s'accroît sur les producteurs de soie, or le prix de la soie baisse précisément dans les années 1566... Dans cette conjoncture, les mesures décidées par le Conseil de Castille sont senties par les morisques comme une vexation supplémentaire. Le jour de Noël 1568, des agitateurs essayent de provoquer un soulèvement dans le quartier maure de Grenade, l'Albaicin. Le marquis de Mondéjar parvient à étouffer l'affaire, mais la révolte gagne les zones rurales et le massif des Alpujarras. On prête aux rebelles l'intention de reconstituer l'ancien royaume musulman de Grenade et de faire appel aux Turcs. En fait, plus qu'une guerre de religion, c'est une guerre civile qui commence[50], avec des aspects atroces: pillages, tueries, représailles... Passant outre à l'avis du marquis de Mondéjar, qui

suggère d'amnistier les moins compromis pour rallier la majorité de la population, Philippe II charge Don Juan d'Autriche d'écraser la révolte par tous les moyens. Après trois ans de campagne, l'armée finit par venir à bout des derniers combattants. Pour éviter toute nouvelle insurrection et pour faciliter l'assimilation, Philippe II ordonne de déporter les morisques et de les disséminer dans toute la Castille.

Ces morisques sont généralement bien accueillis par les autorités locales et par les propriétaires : les nouveaux venus mettent en valeur des terres en friche. La masse des vieux-chrétiens a un point de vue différent : elle voit dans les morisques des concurrents sur le marché de l'emploi, des gens prêts à toutes les besognes qui font baisser les baux et les salaires ; de plus, ce sont de mauvais chrétiens... La dispersion ne change rien à la situation des morisques qui restent marginalisés par rapport à la communauté chrétienne. Ils sont sentis comme étrangers parce que beaucoup ne parlent pas espagnol et que la plupart continuent à vivre comme avant[51]. On n'a fait que déplacer le problème. Un thème prend de l'ampleur dans les années 1580, celui des morisques comme ennemis de l'intérieur, prêts à faire alliance avec l'ennemi extérieur, les Turcs ou les protestants du Béarn. Maintenant, c'est dans le royaume de Valence que l'inquiétude est la plus forte à cause de la grande concentration de morisques. Le fossé se creuse chaque jour davantage entre vieux-chrétiens et morisques. Ceux-ci ont été désarmés en 1563, malgré les réticences de l'aristocratie qui les utilisait à l'occasion comme hommes de main, mais on continue à redouter une insurrection générale. Comment régler le problème? On envisage les solutions les plus extravagantes : châtrer les morisques, les déporter à Terre-Neuve...

L'idée d'une expulsion fait des progrès. À Lisbonne, en 1581-1582, le Conseil prépare un décret dans ce sens. Philippe II, ce roi qu'on accuse de fanatisme, refuse de le signer. C'est le faible Philippe III qui prend la décision sur les conseils du duc de Lerma, pourtant porte-parole de la noblesse valencienne hostile à une mesure qui risquait de ruiner ses revenus. En 1602, le Conseil d'État donne un avis favorable, mais des objections s'élèvent de la part de théologiens: les morisques sont théoriquement chrétiens; les expulser reviendrait à les forcer à l'apostasie. Il faudrait obtenir l'accord du pape, mais Clément VIII, puis Paul V, ne se laissent pas convaincre : ils ne croient pas que les morisques représentent

un danger pour l'Espagne. Ils suggèrent plutôt de les traiter avec miséricorde, puisqu'il s'agit de néophytes. L'Inquisition aussi est hostile à l'expulsion en faveur de laquelle plaide l'archevêque de Valence, Juan de Ribera: il ne faut pas parler de morisques — répète-t-il -, mais de Maures authentiques. Le 4 avril 1609, le Conseil d'Etat réaffirme sa position: il convient d'expulser les morisques. Lerma est décidé à en finir. La trêve que l'Espagne vient de signer avec les rebelles hollandais lui laisse un répit et lui donne les moyens d'agir. Le décret d'expulsion est signé le 9 avril 1609, mais la décision n'est rendue publique que le 20 août et on attend le 9 septembre pour informer le pape. Pour prévenir toute résistance - qu'elle vienne des morisques ou des seigneurs -, on fait venir trois mille soldats d'Italie et on fait garder les frontières du royaume de Valence par des corps de cavalerie. À la différence de ce qui s'était passé pour les Juifs, en 1492, les morisques sont autorisés à partir avec tous les biens qu'ils pourront emporter [52]. Les autres sont attribués à leurs seigneurs en guise de dédommagement. Les seigneurs, en effet, sont directement affectés par l'expulsion d'une main-d'œuvre laborieuse et compétente. En outre, beaucoup se sont endettés en donnant comme gages les récoltes que produisaient leurs serfs. Pour atténuer les conséquences de cet effondrement des revenus, en 1614, on ramène le taux des intérêts à 5 % avec effet rétroactif à partir de 1609, ce qui revient à transférer les pertes de la noblesse sur les créanciers - des bourgeois.

L'expulsion des morisques n'a pas provoqué, comme on le croyait, de catastrophe économique. Après 1609, les prix agricoles restent stables, les salaires aussi. Certes, le royaume de Valence mettra plus de cent ans à retrouver le même niveau de population. Peu d'immigrants se pressent pour remplir les vides laissés par les morisques qui, contrairement à une légende, travaillaient surtout des terres arides, non irriguées. De plus, les seigneurs sont tentés d'imposer aux nouveaux venus des conditions au moins équivalentes à la situation antérieure. L'expulsion a entraîné une reconversion: la culture de la canne à sucre disparaît presque complètement alors que celle du riz diminue. En revanche, le mûrier, la vigne et le blé progressent. À Valence, la reprise est sensible dès la seconde moitié du XVIIe siècle, avec même une tendance à la hausse.

Comme pour les Juifs, le nombre des morisques expulsés est difficile à chiffrer avec précision. Les estimations les plus sérieuses font état de trois cent mille départs, soit moins de 5 % de la population totale de l'Espagne. Les régions les plus touchées sont Valence, avec au moins cent vingt mille départs, et l'Aragon (un peu plus de soixante mille). Certains se sont dirigés vers la France qui les a plutôt mal accueillis [53]. Quarante mille ont gagné le Maroc ; là encore, on les a mal reçus : on leur reprochait d'être chrétiens[54]! Les plus heureux - cinquante mille ? quatre-vingt mille ? - sont les Valenciens qui se sont installés en Tunisie.

Les historiens s'interrogent encore sur les raisons qui ont pu pousser le duc de Lerma à expulser les morisques. La seule explication plausible est qu'il a cherché un dérivatif aux maux dont souffrait l'Espagne. En butte à des haines de classe et de race, les morisques ont été sacrifiés aux préjugés populaires, comme si leur expulsion devait atténuer les effets des pestes, du sous-développement, du parasitisme et du paupérisme. Au bout de quelques années seulement, beaucoup, en Espagne, regretteront une décision qu'ils jugeront inique. L'un des meilleurs témoignages dans ce sens est fourni par un auteur qui passe - à tort - comme le porte-parole de l'Espagne intransigeante, Calderôn de la Barca. Dans une pièce consacrée à la révolte de 1568, El Tuzaní de la Alpujarra (1633), le dramaturge dénonce l'acharnement et la cruauté des chrétiens qu'il juge responsables du soulèvement à cause de leur arrogance et de leurs provocations répétées.

1 Les trois provinces basques ne sont pas assujetties aux Millions ; les employés de l'hôtel de la monnaie de Ségovie sont exemptés d'impôts, etc.

2 Pour s'en tenir à quelques exemples, on citera les cinquante mille ducats que Philippe III octroie à son ministre, le duc de Lerma, venu lui annoncer que la flotte des Indes était arrivée à bon port, les somptueux cadeaux aux députés des Cortès pour les récompenser de leur docilité ou encore les pensions en faveur des nobles.

3 Sur le système monétaire espagnol, cf. infra, note 20.

4 Un cas extrême est celui de Murcie en 1595: sur 12 890 500 maravédis que rapportent les alcabalas, 12 257 229 sont des situados. Cf. F. CHACÓN, Murcia en la centuria del quinientos, Murcie, 1979, p. 227-228.

5 La population urbaine représente 5 % de la population totale en 1530 et 9 % à la fin du siècle. On compte quinze agglomérations de plus de dix mille habitants en 1530 et vingt-cinq en 1591. Entre 1530 et 1594, Burgos passe de 1500 feux à 2665, Valladolid de 6750 à 8112, Salamanque de 2459 à 4953, Avila de 1523 à 2826, Ségovie de 2850 à 5 548, Tolède de 5898 à 10933... Pour obtenir le nombre d'habitants, on multiplie généralement le nombre de feux par 4,5 ou 5. Madrid avait moins de neuf mille habitants en 1560 ; elle en compte près de trente mille cinq ans plus tard,

en devenant la capitale du royaume, et plus de soixante-quinze mille à la fin du siècle, chiffre que seule Séville dépasse.

6 Avec l'accord du roi qui donne les autorisations nécessaires moyennant finance.

7 À partir de 1558 ce chiffre ne dépasse plus deux millions.

8 José I. FORTEA PÉREZ, « Les villes de Castille sous l'Ancien Régime », dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, 1994.

9 Ce système n'a éliminé ni la contrebande ni la fraude. Une partie du commerce avec le Pérou était détournée sur Buenos Aires, à travers les Andes : on échangeait des esclaves noirs, du fer et des épices contre de l'argent. On calcule, d'autre part, qu'à Veracruz la moitié ou les trois quarts des marchandises étaient déclarées au-dessous de leur valeur ou n'étaient pas déclarées du tout. À Séville, c'était la même chose : les fonctionnaires de la Casa de la Contratación se laissaient corrompre; les quantités d'or et d'argent effectivement débarquées étaient bien supérieures à celles qui figurent sur les registres.

10 Les Indiens travaillaient une semaine sur trois. Du samedi soir au lundi matin, ils étaient libres de travailler pour leur compte.

11 «Au XVIe siècle, l'or d'Amérique, c'est l'argent du Pérou » (Marie Helmer).

12 Celle du marquis de Mondéjar, en 1580, représentait près de deux tonnes d'argent.

13 Pierre VILAR, «Les Primitifs espagnols de la pensée économique », dans Mélanges offerts à Marcel Bataillon par les hispanistes français, t. LXIV bis, 1962, Bulletin hispanique, p. 272-273.

14 La thèse d'Hamilton, exposée dans un article dès 1929, a inspiré en partie les théories de Keynes. Pierre VILAR juge la conclusion trop hâtive ; cf. Une histoire en construction, Paris, 1982, p. 130. Sur la hausse rapide des salaires espagnols à la fin du XVIe siècle, cf. Pierre VILAR : « Un jardinier castillan, payé 3470 maravédis en 1599, en reçoit 9000 en 1603. Le "salaire réel" du travailleur espagnol, de 1601 à 1610, fait un bond unique dans son histoire» (Le temps du Quichotte, repris dans Une histoire en construction, p. 235).

15 Le coton et le lin font de plus en plus concurrence à la laine.

16 Entre 1636 et 1642, par exemple, dans des villages autour d'Ocaña, on mobilise, en moyenne, soixante hommes par an. Conséquence de ces recrutements forcés, on ne trouve plus personne pour labourer et s'occuper du bétail ; les campagnes sont abandonnées. Cf. Jerónimo LÓPEZ-SALAZAR PÉREZ, Estructuras agrarias y sociedad rural en la Mancha (s. XVI-XVII), Ciudad Real, 1986, p. 86-87.

17 Voir l'exemple de l'abbaye de Párraces, dans la région de Ségovie : pour ne pas laisser les terres en friche, elle a renoncé à exiger les arriérés de baux et elle en a baissé le taux. Malgré ces avantages, beaucoup de terres ne trouvent pas preneur (document postérieur à 1621, cité par Antonio GARÍA SANZ, Desarrollo y crisis, Madrid, 1986, p. 305-306).

18 Au Mexique, les épidémies de 1545-1546 et de 1576-1579 ont fait des milliers de victimes.

19 Cf. François CHEVALIER, La Formation des grands domaines au Mexique, Paris, 1952.

20 Chaque territoire de la monarchie a son propre système monétaire. Le phénomène qu'on vient de résumer ne concerne que la couronne de Castille. Les monnaies de compte sont le maravédi, le ducat (375 maravédis) et le peso (450 maravédis). Les monnaies réelles sont en or (écu), en argent (réal) ou en billon. Créé en 1537 avec une valeur de 350 maravédis, l'écu passe à 400 en 1566, puis à 440 en 1609 et à 550 en 1643. Le doublon (deux écus), créé en 1566, vaut 800 maravédis. Le réal d'argent, équivalent à 34 maravédis jusqu'en 1566, passe à 272 en 1566 et à 340 en 1642 ; on le

désigne aussi sous le nom de duro, puis de piastre. Avec 23, 36 g d'argent fin, la piastre servira de modèle au dollar. La blanca de billon valait un demi-maravédi ; elle est remplacée, en 1537, par le cuartillo (8,5 maravédis), le cuarto (4 maravédis) et l'ochavo (2 maravédis), puis, à partir de 1599, par un nouveau cuartillo de 4 maravédis.

21 Le mot vient d'arbitrio, projet. Sur les arbitristas, cf. Jean VILAR, Literatura y economía. La figura del arbitrista en el siglo de oro, Madrid, 1973.

22 À la fin du XIX[e] siècle, la politique de grands travaux préconisée par Joaquín Costa se heurtera au même scepticisme. Pourtant, elle attirait l'attention sur les difficultés réelles de l'Espagne et elle proposait des solutions qu'on mettra en œuvre cinquante ans plus tard : des barrages pour constituer des réserves d'eau et irriguer.

23 Par exemple, en exemptant d'impôt les parents qui ont élevé sept enfants mâles. La mesure a du reste été appliquée en faveur de ceux qu'on a appelés les hidalgos de braguette.

24 Il y a trop d'universités, trop d'étudiants en lettres et en droit. On devrait établir une sélection à l'entrée des universités (Pedro de Valencia) et développer l'enseignement technique (Fernández de Navarrete).

25 Cf. les observations d'Alexandre de Laborde qui visite l'Espagne à la fin du XVIII[e] siècle : « La Vieille-Castille fut la province d'Espagne qui eut le plus de manufactures [...]. C'est aujourd'hui la province qui a le moins de manufactures; elles y sont en petit nombre et presque toutes peu importantes [...]. Cette province n'est plus l'entrepôt des productions nationales que l'Espagne envoie au-dehors, ni des marchandises qu'elle reçoit des pays étrangers. »

26 Ce sens de hidalguía comme exemption d'impôt est particulièrement net pour la catégorie des hidalgos de bragueta (de braguette), créée au XVII[e] siècle pour encourager les familles nombreuses: sont dispensés d'impôt, donc déclarés hidalgos, les pères de famille qui ont élevé au moins six enfants du sexe masculin.

27 Floreto de anécdotas y noticias diversas..., Ed. de F. J. Sánchez Cantón, Madrid, 1948 (Memorial histôrico español, t. XLVIII), p. 357-358.

28 C'est la même chose en France : la mobilité sociale est le fait du commerce et de la finance, le plus souvent après une étape intermédiaire: l'exercice de la profession d'homme de loi; deux, trois, quatre générations sont parfois nécessaires. Cf. Roland MOUSNIER, Les Institutions de la France sous la monarchie absolue, Paris, 1980.

29 Un manuel de confesseur recommandait d'interroger les pénitents ecclésiastiques sur les motifs qui les avaient poussés à se faire prêtres; si c'était seulement pour manger à leur faim, ils avaient commis un péché mortel.

30 Les jésuites apparaissent au milieu du XVI[e] siècle ; vers 1600, leurs effectifs se stabilisent autour de deux mille ; le chiffre augmentera peu par la suite.

31 L'abbé de Poblet était le personnage le plus important de Catalogne après le duc de Cardona.

32 Le clergé de Salamanque possédait quatre cents maisons.

33 Cet archevêché, particulièrement opulent au milieu d'une Galice misérable, tirait les deux tiers de ses revenus des ponctions opérées dans le reste de l'Espagne sous le nom de vœu de saint Jacques.

34 Les dîmes du plus riche récoltant de chaque paroisse revenaient à l'État.

35 À la mort d'un évêque, sa fortune personnelle était partagée entre la papauté et la couronne.

36 Un sonnet anonyme qualifie Siliceo d'âne bâté, de pédant barbare...

37 Dans le pays Basque et en Catalogne, on donnait la préférence aux candidats qui parlaient la langue du peuple, basque ou catalan.

38 Henri Lapeyre s'est posé la question à propos des Ruiz de Medina del Campo, soumis à une longue enquête de pureté de sang entre 1569 et 1581: tout semble prouver que les Ruiz étaient chrétiens depuis plusieurs générations. La chose est moins sûre pour les Bernuy: un personnage de ce nom figure dans un autodafé à la fin du xv[e] siècle.

39 « L'excès de domestiques, de métiers non-productifs est dû à l'enrichissement préalable de l'Espagne par l'exploitation des Indes » (Pierre VILAR, Or et monnaie dans l'histoire. 1450-1920, Paris, 1974, p. 199).

40 Cf. Asensio GUTIÉRREZ, La France et les Français dans la littérature espagnole (1598-1665), Publications de l'université de Saint-Étienne, 1977.

41 Selon Covarrubias, le mot serait propre à la région de Narbonne, «une région qui doit être misérable puisque beaucoup de ces gavaches s'en viennent en Espagne ».

42 Jean VILAR, « Le picarisme espagnol », dans Les marginaux et les exclus dans l'histoire, Paris, U. G. E., 1979, p. 30.

43 Cf. les réflexions de Pierre VILAR, « Le Temps du Quichotte », article repris dans Une Histoire en construction, Paris, 1982.

44 Cf. José Antonio MARAVALL, La literatura picaresca desde la historia social, Madrid, 1986.

45 L'Inquisition ne semble pas considérer la circoncision comme un délit grave ; en tout cas, elle ne justifie pas une arrestation.

46 Un chercheur de Grenade avait trouvé une lettre d'un curé vantant la dévotion de ses fidèles morisques : ils passaient de longs moments à réciter des prières devant une statue de la Vierge, dans une chapelle. À l'occasion de travaux de restauration, on a découvert récemment, au fond de cette chapelle, le mihrab de l'ancienne mosquée : c'est dans cette direction que priaient les fidèles !

47 L'usage du henné, par exemple, choquait les détracteurs des morisques. Les hommes, en revanche, portaient souvent des vêtements identiques à ceux des vieux chrétiens. En 1567, des pirates barbaresques débarquent sur la côte de Tarragone et capturent un certain nombre de morisques qu'ils prennent pour des chrétiens jusqu'à ce qu'ils découvrent qu'ils sont circoncis.

48 « Ils se lavaient même en décembre », note avec réprobation un chroniqueur.

49 L'un des chefs de l'insurrection reprendra ces arguments. Dans la chrétienté, on parle diverses langues et on s'habille de différentes façons selon les pays et les professions ; Allemands, Français, Grecs, moines, laïcs, jeunes, vieux..., tous portent des vêtements différents et pourtant tous sont chrétiens. Seuls les morisques n'ont pas le droit de se distinguer : les chrétiens les traitent comme des maures et les méprisent; les maures les considèrent comme chrétiens et se méfient d'eux.

50 L'expression est du chroniqueur Diego Hurtado de Mendoza, apparenté au marquis de Mondéjar, qui épouse la querelle de ce dernier contre le pouvoir civil : « Ce fut une guerre menée par des Espagnols contre d'autres Espagnols. »

51 Il y a, bien sûr, des exceptions : à Orihuela, en 1597, la municipalité observe que les morisques de Grenade se sont très bien adaptés; ils parlent la langue du pays, s'habillent comme tout le monde, vont à la messe le dimanche et vivent en bonne intelligence avec les vieux chrétiens. Même chose dans le royaume de Murcie, plus précisément dans la vallée de Ricote.

52 On avait autorisé une petite partie d'entre eux - 6 % - à rester pour mettre au courant les futurs immigrants des particularités de la culture de la canne à sucre, du fonctionnement des moulins et des canaux d'irrigation, de la culture du riz... Le duc de Gandie ne voyait aucun inconvénient à les laisser libres de pratiquer leur religion, mais la dérogation fut révoquée en décembre 1609.

53 Les morisques des Canaries sont les seuls à ne pas avoir été expulsés des territoires espagnols; l'argument invoqué est qu'ils n'avaient rien de commun avec les morisques de la péninsule : c'étaient des « barbares » de l'Atlas, des berbères islamisés tardivement et qui avaient fini par s'assimiler complètement.

54 Les morisques de Hornachos, en Estrémadure, exaspérés par l'attitude des Marocains, se constituent en république indépendante : ce sont les corsaires de Salé qui, en 1631, puis en 1637, offriront leurs services à Philippe IV ; ils proposent de lui livrer la place à condition qu'on les autorise à retourner en Espagne comme chrétiens.

CHAPITRE VII

L'Espagne inquisitoriale

L'Espagne passe encore aujourd'hui pour un pays où l'attachement à la foi catholique aurait été poussé plus loin que partout ailleurs. Les uns parlent d'intolérance et de fanatisme ; pour d'autres, l'Espagne se serait identifiée au catholicisme au point de rejeter, comme des corps étrangers, tous ceux qui s'écartaient de la vraie foi. Qu'ils approuvent ou qu'ils regrettent, tous paraissent d'accord sur un point: l'Espagne serait la nation catholique par excellence; la preuve, c'est qu'elle aurait créé, avec l'Inquisition, un instrument d'une efficacité redoutable pour garantir la pureté de la foi et pour terroriser les déviants.

Et si c'était l'inverse ? Et si l'Espagne avait été, au contraire, moins catholique que d'autres pays? S'il avait fallu contraindre les Espagnols à être de bons chrétiens, parce que, livrés à eux-mêmes, ils auraient été plus enclins que d'autres à s'écarter du dogme traditionnel? Ces questions semblent paradoxales à l'homme du XXe siècle; elles ne l'étaient pas pour les Européens du XVIe. Pendant plus de sept cents ans, en effet, la péninsule Ibérique avait vécu en marge de la chrétienté; musulmans et Juifs avaient pu y célébrer leur culte plus ou moins librement ; des descendants des uns et des autres étaient encore nombreux au XVIe siècle. Comment de telles circonstances n'auraient-elles pas laissé de traces? En Italie, on considérait les Espagnols comme suspects du point de vue religieux : on les accusait de ne pas trop croire au dogme de la Sainte Trinité, répugnance qui était aussi celle de tous les Sémites[1]. Érasme voyait l'Espagne comme un pays infecté de musulmans et de Juifs ; ce jugement figure encore, en bonne place, dans l'Apologie de Guillaume d'Orange (1580). Il faudrait évoquer aussi la persistance en Espagne, à l'époque moderne, de tendances matérialistes, rares ou inexistantes ailleurs. Dans son livre sur Rabelais, Lucien Febvre s'efforçait de démontrer que l'incroyance ne faisait pas partie de l'outillage

mental de l'homme du XVIe siècle : il était impensable, à l'époque, qu'on pût être matérialiste ou athée. L'Espagne apporte la preuve du contraire. L'Inquisition poursuit régulièrement des individus coupables de tenir des propos du genre : comme tous les êtres vivants, l'homme naît, grandit et retourne à la terre; il n'y a rien après la mort. De telles affirmations n'étaient possibles que dans un pays où la coexistence de trois religions avait fini par créer, dans certains esprits, une tendance au scepticisme: toutes les religions se valent, et même à la libre-pensée : il n'y a pas de transcendance, pas de surnaturel, pas de religion ; la raison est le seul guide pour l'homme. Ces idées ont germé dans certains milieux juifs de la péninsule Ibérique, déchirés entre leurs croyances d'origine et le christianisme qu'on les obligeait à professer; il s'en est suivi une sorte de détachement à l'égard de toute religion. C'est dans ces milieux qu'a été conçue une œuvre comme la Célestine (1499), si déroutante pour le lecteur. Elle baigne dans une atmosphère qui n'a rien de catholique; les personnages n'ont pas le sens du péché; ils n'envisagent à aucun moment de se marier, parce que le mariage est un sacrement et que les enseignements de l'Église les laissent indifférents. On ne saurait considérer pour autant la Célestine comme imprégnée de judaïsme, même si son auteur était un converso. La vérité, c'est qu'on est en présence d'une œuvre a-religieuse, étrangère à toute forme de transcendance, qui paraît recommander une religion et une morale purement naturelles. Cent cinquante ans plus tard, Spinoza - né dans une famille de Juifs portugais - donnera à ces tendances une forme philosophique [2].

Dans ces conditions, on s'étonnera moins de voir l'État intervenir dans un domaine qui n'est pas le sien pour imposer une croyance qu'il juge nécessaire à la cohésion du corps social. Depuis l'époque wisigothique, l'Église et l'État ont toujours été imbriqués l'un dans l'autre. Parce que la Reconquête était aussi un combat contre des infidèles, cette collaboration s'est poursuivie au Moyen Âge. Elle prend sa forme définitive à partir des Rois Catholiques. Les souverains ne se contentent pas de nommer les évêques et de confier à certains d'entre eux des responsabilités politiques. Ils se mêlent aussi de réformer la discipline ecclésiastique, dans les ordres religieux, notamment; ils obtiennent du pape que leur soit déléguée la tâche de défendre l'orthodoxie dans leurs royaumes. C'est le rôle dévolu au

tribunal de l'Inquisition, juridiction ecclésiastique nommée et dirigée par l'État pour lutter contre l'hérésie. C'est cette confusion des genres et des rôles qu'on a appelée la tentation théocratique [3]: on attend de l'autorité politique la réalisation du royaume de Dieu dans ce monde ; on ne se borne pas à garantir aux hommes le bien commun ; on veut faire leur salut, au besoin malgré eux.

L'INQUISITION

Conçue, au départ, pour combattre l'hérésie des judaïsants, l'Inquisition, sans cesser de poursuivre les Juifs, s'est trouvé de nouveaux justiciables : les protestants, les sectes, les sorciers et, d'une façon générale, tous ceux qui paraissaient s'écarter de l'orthodoxie définie d'une manière très stricte. Elle a été également chargée de réprimer les actes qui impliquaient une méconnaissance du dogme: le blasphème, la bigamie, la sollicitation[4], la fornication [5], la pédérastie... Il est vrai que cette sorte de délits était punie de peines légères : quelques prières à réciter, des amendes, au pire des coups de fouet, des jours de prison, une interdiction de séjour... Dans l'ensemble, l'Inquisition s'en est tenue à sa tâche essentielle : elle n'a pas mission d'imposer un ordre moral, mais de maintenir la pureté de la foi. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas ce qu'on fait, mais ce qu'on pense.

Depuis une trentaine d'années, on a beaucoup écrit sur l'Inquisition avec le souci de dépasser les polémiques d'antan et de mener une étude objective de l'institution et de son fonctionnement. L'intention est louable. Elle aboutit parfois à atténuer ses responsabilités. Au XVIe et au XVIIe siècles, la liberté de pensée n'existe nulle part; tous les États pratiquent l'intolérance ; ne conviendrait-il pas de rendre justice à l'Espagne en reconnaissant qu'elle n'a pas eu l'exclusivité de l'intolérance ? C'est ainsi qu'on finit par perdre de vue la spécificité de l'Inquisition espagnole. Pour prendre un exemple, combien de victimes l'Inquisition a-t-elle faites au cours de sa longue histoire? Les premières évaluations sont celles de Llorente, un prêtre rallié à Joseph Bonaparte, dans un livre publié en 1814. Quoique hostile à l'Inquisition, Llorente avait été fonctionnaire du Saint Office ; à ce titre, il avait accès aux archives. Il décompte 340 592 condamnations qui se

décomposent ainsi : 31912 victimes effectivement brûlées ; 17 659 brûlées en effigie ; 291021 condamnées à des peines mineures.

Tous les historiens s'accordent pour trouver ces chiffres excessifs. Llorente applique une méthode discutable. Comme il ne disposait pas de séries continues, il a relevé le nombre des condamnations connues. Il en tire une moyenne annuelle et il extrapole le résultat aux années pour lesquelles on n'a aucun renseignement. C'est supposer que l'activité du tribunal a été la même sur une longue période, ce qui est inexact. L'Inquisition s'est montrée d'une grande sévérité au cours de la période d'installation, entre 1480 et 1495; les condamnations à mort sont alors très nombreuses. Les exécutions se font plus rares dans les années suivantes. On constate une reprise à la fin du XVIe siècle, avec un rythme de deux cents condamnations par an. Suit une longue période de faible activité jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Au XVIIIe siècle, le tribunal prononce très peu de condamnations. Dans l'histoire de l'Inquisition, on discerne donc trois périodes d'activité intense, marquées par de nombreuses condamnations à mort: la période d'installation qui vise les judaïsants espagnols; la fin du XVIe siècle et le milieu du XVIIe ; les victimes sont alors des judaïsants portugais, d'abord ceux qui avaient gagné l'Espagne quand Philippe II était devenu roi de Portugal, puis ceux qui s'étaient crus à l'abri de toute poursuite sous le gouvernement d'Olivarès, peu favorable à l'Inquisition. La chute du comte-duc, en 1643, donne au Saint-Office l'occasion de sévir de nouveau. Il est vrai que les calculs ne sont pas faciles. Beaucoup d'archives ont disparu. Quand elles ont été conservées, elles fournissent peu d'indications sur la période antérieure à 1550, c'est-à-dire la plus sanglante de l'histoire de l'Inquisition. À partir de 1550, on dispose de renseignements sûrs. La Suprema demande, en effet, à chaque tribunal de lui remettre un rapport annuel et d'établir une fiche par procès; c'est ce qu'on appelle les rapports de procès (relaciones de causas) qui permettent d'avoir une idée précise de l'activité concrète des tribunaux. Des travaux récents font état de cinquante mille personnes qui seraient passées en jugement - pas forcément condamnées - entre le milieu du XVIe siècle et la fin du XVIIe. En extrapolant, on peut estimer à cent vingt-cinq mille le nombre de poursuites pour toute l'histoire de l'Inquisition, c'est-à-dire le tiers des chiffres avancés

par Llorente. Les condamnations à mort suivies d'exécutions ne représenteraient qu'un pour cent de ce total.

L'Inquisition aurait donc fait moins de victimes qu'on ne croyait. Est-ce une raison pour banaliser cette institution en lui opposant, par exemple, les massacres de la Saint-Barthélemy et les victimes des guerres de religion dans le reste de l'Europe? Même en admettant - ce qui est probablement vrai — que l'Inquisition espagnole ait été moins meurtrière qu'on ne l'a dit, il n'en reste pas moins qu'elle n'a pas eu d'équivalent en Europe. De ce point de vue, Marcel Bataillon a mis les choses au point: les comparaisons avec d'autres formes d'intolérance ne sont pas probantes. Partout ailleurs, on assiste à des flambées d'intolérance ; en Espagne, on est en présence d'une intolérance organisée et bureaucratisée : « La répression espagnole se distingue moins par sa cruauté que par la puissance de l'appareil bureaucratique, policier et judiciaire dont elle dispose. Son organisa tion centralisée recouvre toute la péninsule d'un réseau assez serré ; elle possède même ses antennes à l'étranger[6]. »

Les inquisiteurs passent pour des fanatiques. Ce n'est pas toujours vrai. Au XVIe siècle, au moins, la plupart d'entre eux sont des hommes comme les autres, souvent supérieurs aux autres par leur culture. On le vérifie particulièrement pour ceux qui se trouvent au sommet de la hiérarchie, les grands inquisiteurs. On ne prendra pas la défense du premier d'entre eux, Torquemada, responsable des grandes persécutions des années 1480-1495. Ses successeurs ont été plus modérés et certains se sont même distingués par leur hauteur de vues. On pense au cardinal Cisneros, fondateur de l'université d'Alcalá, qui aimait à s'entourer d'humanistes et à s'entretenir avec eux et qui avait songé à inviter Érasme en Espagne, ou encore à Alonso Manrique (1522-1539), ce grand seigneur libéral, protecteur des humanistes et des érasmistes, au cardinal Quiroga, inquisiteur général à partir de 1573, qui mit un terme aux persécutions contre fray Luis de Léon... Seul, Fernando de Valdés (1547-1573) suscite des réserves; il est vrai que son mandat a coïncidé avec le virage de 1558-1559 qui marque un net durcissement idéologique. On peut s'interroger, cependant, sur le rôle des inquisiteurs généraux: s'agitil d'une promotion ou d'une retraite anticipée ? Tel est le cas de Tavera (1539-1546) et de Valdés qui siégeaient au Conseil de Castille quand ils ont été nommés inquisiteurs généraux. On

ne parlera pas de promotion, mais de rétrograda tion, puisque le Conseil de Castille représente la plus haute instance dans l'administration.

En fait, la réalité du pouvoir, dans l'Inquisition, appartient aux tribunaux régionaux. Ici aussi, on n'a pas affaire, le plus souvent, à des fanatiques ou à des bourreaux sanguinaires, mais à d'honnêtes fonctionnaires qui ont fait des études supérieures - de droit plus que de théologie -, pas forcément des dominicains, ni même des moines: beaucoup appartenaient au clergé séculier. Ils sont peu nombreux. Chaque district comprend généralement trois inquisiteurs, deux greffiers, un alguacil chargé des arrestations, un comptable, un administrateur des biens confisqués, un médecin pour surveiller les séances de torture. Dans les premiers temps, ce personnel était rémunéré grâce aux biens confisqués aux condamnés. Quand les grandes persécutions se firent rares, on eut recours aux amendes, mais celles-ci aussi se révélèrent vite insuffisantes. Il fallut trouver d'autres sources de financement. Dans son testament de 1554, Charles Quint recommandait de réserver aux inquisiteurs, dans chaque diocèse, un certain nombre de canonicats et de prébendes afin de leur assurer des revenus réguliers. C'est la solution qui fut retenue, avec l'accord du pape [7]. Malgré ces mesures, l'Inquisition n'a jamais été une bonne affaire du point de vue financier; elle n'a été rentable qu'au début, quand elle s'est attaquée aux judaïsants. On pourrait même écrire l'histoire du Saint-Office à partir de ses difficultés financières. C'est parce que les rentrées diminuent qu'en 1503 on procède à des concentrations de tribunaux pour réduire les frais de fonctionnement. Le tribunal de Jerez est rattaché à Séville, ceux de Sigüenza et de Calahorra à Cuenca; on supprime les tribunaux de Léon, Burgos, Salamanque, Avila et Ségovie pour constituer l'énorme district de Valladolid. En 1507, il n'y avait plus que sept tribunaux au lieu des seize qui fonctionnaient en 1495. C'est encore pour se procurer de nouvelles ressources que l'Inquisition se met à poursuivre, à partir de 1530, les blasphémateurs, les fornicateurs et les bigames.

A côté du personnel titulaire, il faut faire une place à part aux bénévoles, les familiers du Saint-Office. C'est une sorte de police supplétive, formée d'auxiliaires laïcs. Au début, on les recrutait parmi les boutiquiers et les artisans. Les gentilshommes font leur apparition vers la fin du XVIe siècle et ils supplantent rapidement les autres catégories. Le titre est recherché parce

que les familiers jouissent de privilèges non négligeables : ils sont dispensés de certaines taxes et surtout ils ne relèvent que de la justice inquisitoriale, même pour les délits de droit commun, ce qui revient à leur assurer une sorte d'impunité. Certains d'entre eux en abusent et se conduisent en tyranneaux locaux, intouchables ou peu s'en faut.

Ce ne sont pas les hommes, cependant, qui sont redoutables, mais l'institution. Plus que sur le réseau des tribunaux de district, plus que sur le personnel — au total assez peu nombreux - qui leur est affecté, l'Inquisition compte sur la collaboration des masses pour accomplir sa tâche. Les édits de foi qu'on lit périodiquement dans les églises dressent la liste des comportements et des propos qui permettent de reconnaître un judaïsant, un musulman, un luthérien, un mal pensant... Les fidèles sont invités à dénoncer toute attitude suspecte, même la plus anodine : les inquisiteurs feront le tri et décideront s'il y a matière à poursuivre. On voit ce que peut donner cet appel à la délation. On dénonce n'importe qui, pour peu que sa conduite paraisse bizarre. C'est aussi l'occasion de nuire à un ennemi ou à un gêneur[8]. On ne s'étonnera pas que les élites intellectuelles aient été les cibles principales et les victimes les plus nombreuses des tribunaux de l'Inquisition. Le Saint-Office a créé autour d'elles, malgré les inquisiteurs généraux, un climat de suspicion et a favorisé le développement du conformisme. Les prédicateurs n'osent pas prêcher sur certains thèmes [9]; les penseurs hésitent à exprimer, oralement et encore moins par écrit, des idées qui, interprétées par des ignorants ou des simples d'esprit, peuvent leur valoir des ennuis, un emprisonnement plus ou moins long, un procès humiliant, même si, au terme de ces épreuves, leur innocence et leur bonne foi sont reconnues. C'est par là que l'Inquisition a freiné le développement scientifique. Ses dirigeants ne sont pas des obscurantistes ; on trouve même parmi eux des hommes de science; c'est l'institution qui décourage la recherche et qui dissuade les novateurs d'aborder les questions délicates[10]. Pour ne pas avoir d'ennuis, le plus sage est de ne pas écrire de livres, de ne pas en posséder et de se faire plus bête qu'on n'est [11]. En mettant en garde les fidèles contre certaines lectures dangereuses, on finit par leur inculquer la méfiance à l'égard de toute lecture [12]. L'analphabétisme comme prophylaxie de l'hérésie !

L'Inquisition ne se borne pas à condamner les hétérodoxes; elle exige d'eux qu'ils s'avouent coupables. Un procès se déroule d'ordinaire en six audiences. L'accusation précise n'est formulée qu'à la quatrième. C'est alors que l'inculpé est autorisé à prendre un avocat dont le rôle n'est pas de le défendre, mais de l'aider à avouer: « Dites entièrement la vérité ; soulagez votre conscience. » Les aveux ne suffisent pas. Ce qu'on attend de l'accusé, c'est qu'il soit lui-même convaincu de sa culpabilité et du tort qu'il a causé aux chrétiens. C'est à quoi tend la cérémonie solennelle de l'autodafé au cours de laquelle le condamné confessera publiquement ses erreurs devant le peuple assemblé et en présence des autorités civiles et religieuses. Même si la sentence prononcée est bénigne, aucun accusé ne se remet de pareille épreuve. Qu'on imagine ce qu'a dû être, vers 1535, l'humiliation d'un Vergara, chanoine de Tolède, helléniste de talent, correspondant d'Erasme et de Vivès, quand il a été obligé de comparaître devant une populace hostile qui voyait en lui un « luthérien », un ennemi de la foi, un traître à son pays ! De telles cérémonies contribuaient à dresser le peuple contre les élites et à le convaincre de la puissance de l'Inquisition, une institution qui n'épargnait personne, même pas les notables, surtout pas les notables qui étaient plus menacés que d'autres parce qu'ils possédaient des bibliothèques, qu'ils écrivaient des livres, qu'ils voyageaient à l'étranger.

Si encore l'Inquisition sanctionnait seulement des hérétiques confirmés ! C'est loin d'être le cas le plus fréquent. Souvent, elle n'a que des reproches mineurs à présenter: un léger soupçon d'hérésie (de levi), des imprudences de langage ou d'expression, des phrases qui, détachées de leur contexte, peuvent choquer les âmes simples, peu douées pour les subtilités de la discussion intellectuelle. De ce point de vue, l'affaire Carranza est exemplaire. Carranza n'est pas le premier venu. Maître en théologie, prédicateur renommé, c'est un ami personnel de Philippe II et de Charles Quint qu'il a assisté dans son agonie, à Yuste. Depuis 1555, il est archevêque de Tolède et primat d'Espagne. Voilà l'homme que l'Inquisition met en prison en août 1558. Son crime ? Avoir publié à Anvers, la même année, un Catéchisme que peu de personnes encore ont pu lire ; l'auteur n'en a envoyé qu'une vingtaine d'exemplaires à ses amis, des théologiens, des prélats, des Grands. L'ouvrage est plus que ne laisse supposer le titre : c'est un exposé du dogme catholique à l'usage des clercs qui ont des

responsabilités pastorales et des fidèles cultivés qui souhaitent approfondir leur foi. C'est ce qui inquiète les inquisiteurs : est-il opportun de porter les discussions théologiques sur la place publique, dans un livre écrit en langue vulgaire? Est-il prudent d'initier un public non averti aux subtilités de l'oraison et de la contemplation? L'Inquisition demande à des théologiens d'examiner certains passages in rigore ut jacent, c'est-à-dire en les détachant du contexte. Le procédé a quelque chose de terrifiant. Carranza parle-t-il de la foi? On en déduit qu'il fait peu de cas des œuvres, donc qu'il se comporte objectivement en luthérien. Et ainsi de suite. On finit par trouver dans le livre le contraire de ce que son auteur a voulu y mettre. Circonstance aggravante : Carranza a beaucoup voyagé en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Angleterre ; il a polémiqué avec les protestants [13]; il a donc pu involontairement être contaminé par eux [14].

Voilà comment, dans l'Espagne du XVIe siècle, l'Inquisition fabriquait des hérétiques. On aura reconnu les analogies avec les procès de Moscou: les aveux arrachés à l'accusé, la séance publique où il se reconnaît coupable, la notion de complicité objective avec les ennemis de l'Église ou de la classe ouvrière, selon le cas. Dans les années 1920, des libéraux espagnols comme Fernando de los Ríos comparaient l'Inquisition à la GPU; selon eux, l'Espagne du XVIe siècle était un État-Église comme l'Union soviétique, héritière du césaro-papisme byzantin, était un État-parti. Ce n'était pas mal vu. Dans les deux cas, on a affaire, en effet, au totalitarisme.

LA PURETÉ DE SANG [15]

Les grandes persécutions de la fin du XVe siècle avaient porté des coups très durs aux judaïsants. Sans avoir totalement disparu, les marranes [16]sont désormais de moins en moins nombreux et sont contraints de mener une existence souterraine. Ils doivent s'en tenir à quelques pratiques (des prières, le respect du sabbat et des grandes fêtes) et prendre des précautions infinies pour ne pas éveiller les soupçons de leurs voisins [17]. Dans les procès inquisitoriaux, on trouve encore, au XVIe siècle, des poursuites et des condamnations de judaïsants, mais elles sont de plus en plus rares. Les choses changent à la fin du XVIe siècle et au XVIIe. À la faveur de l'union des couronnes de Castille et de Portugal, beaucoup de Juifs d'origine

espagnole, réfugiés au Portugal où l'Inquisition s'est implantée plus tardivement et est moins active, retournent dans leur patrie. Des Juifs portugais en font autant et ce mouvement prend quelque ampleur sous le gouvernement du comte-duc d'Olivarès (1621-1643) qui cherche à les attirer en raison des liens que certains d'entre eux entretiennent avec leurs coreligionnaires hollandais. Profitant de ces circonstances, les marranes se laissent aller à des imprudences. On assiste alors à une recrudescence de la répression. Les autodafés recommencent, mais les condamnations à mort sont infiniment moins nombreuses qu'à la fin du XVe siècle.

Parmi les communautés marranes des domaines hispaniques, il en est une qui a réussi à se maintenir presque jusqu'à la fin du XVIIe siècle ; c'est celle des chuetas[18]de Majorque. Les Juifs de Majorque s'étaient tous convertis, en principe, en 1435, bien avant la création de l'Inquisition. En fait, pendant deux siècles, ils ont mené une vie double : ils faisaient publiquement profession de catholicisme, assistaient aux offices et recevaient les sacrements. Dans l'intimité de leur foyer, ils s'efforçaient d'observer l'essentiel du judaïsme : ils s'abstenaient de manger de la viande de porc et s'arrangeaient pour respecter le sabbat et les fêtes du Purim ou du Yom Kippour sans attirer l'attention; il n'était pas question, évidemment, de circoncire les enfants. Les chuetas - qui étaient orfèvres, boutiquiers, négociants, etc. - prenaient toutes sortes de précautions, en particulier celle de se marier entre eux. Les vieux-chrétiens se doutaient bien de quelque chose, les inquisiteurs aussi, mais ils fermaient les yeux, sans doute parce qu'ils n'imaginaient pas que le marranisme des chuetas allait si loin. En 1672, la Suprema rappelle à l'ordre le tribunal de Palma qui n'a pas beaucoup d'activité. Les inquisiteurs locaux ouvrent alors une enquête de routine qui permet d'arrêter un certain nombre de judaïsants. Ceux-ci avouent les faits les moins discutables et les plus anodins, les mettent sur le compte de l'ignorance, invoquent leur bonne foi et promettent de ne plus recommencer. L'Inquisition croit à leur sincérité. Lors des cinq autodafés de 1679, aucune condamnation à mort n'est prononcée. Les chuetas ont sauvé leur vie, mais les confiscations et les amendes les ont ruinés. L'inquiétude les ronge : de nouvelles poursuites leur seraient fatales, car ils seraient alors considérés comme relaps. Aussi certains préfèrent-ils fuir à Nice, à Livourne ou à Alexandrie. D'autres en ont assez de mener une double

existence ; ils voudraient bien vivre comme tout le monde, sans avoir à se cacher : pourquoi ne pas devenir sincèrement chrétien? L'un d'eux franchit le pas; il épouse une chrétienne. Aussitôt tous ses amis le rejettent et le tiennent pour un renégat. Un jour, il n'y tient plus. Il va trouver un jésuite et lui raconte tout ce qui se passe dans les foyers des chuetas. Ces informations permettent à l'Inquisition de déclencher de nouvelles poursuites. Entre 1688 et 1691, le Saint-Office procède à cent cinquante arrestations. Trente-sept détenus sont condamnés à mort en 1691[19].

Le crypto-judaïsme des marranes est un phénomène résiduel. La plupart des conversos finissent par s'assimiler et par devenir sincèrement chrétiens. Au XVII[e] siècle, Spinoza relève la parfaite assimilation des Juifs d'Espagne, à la différence des Juifs portugais. Les conversos ont du mal, cependant, à se fondre dans la masse de la population. Pendant deux siècles, au moins, ils sont en butte à un préjugé tenace, la pureté de sang.

Par pureté de sang, on entend la constante orthodoxie catholique d'une famille; la souillure consiste à avoir des ancêtres hérétiques. Dans l'Espagne du XVI[e] siècle, la frontière religieuse passe entre deux sortes de fidèles : ceux qui sont nés dans une famille chrétienne depuis toujours et les autres, les descendants de convertis, Juifs ou musulmans. Le droit canonique prévoyait des mesures d'exclusion à l'encontre des hérétiques. Ceux qui ont été condamnés par l'Inquisition en sont victimes : eux-mêmes, leurs enfants et leurs petits-enfants en ligne masculine, leurs enfants seulement en ligne féminine, sont frappés d'incapacité pour exercer des charges publiques et certaines professions, mais les intéressés ont la possibilité de racheter cette interdiction en versant au trésor royal une amende de composition plus ou moins élevée. La pureté de sang va plus loin. Elle vise tous les Juifs convertis et leurs descendants, qu'ils aient été condamnés pour hérésie ou non, et la discrimination ne s'arrête pas aux enfants et aux petits-enfants; elle frappe toutes les générations. Concrètement, l'exigence de pureté de sang a pris la forme de dispositions réglementaires inscrites dans les statuts d'un certain nombre de confréries, d'associations, d'ordres religieux, d'ordres militaires, de chapitres diocésains... Tout postulant était tenu de se soumettre à une enquête préalable destinée à prouver qu'aucun de ses ascendants, si loin qu'on remontât dans le temps, n'appartenait à une « race » frappée d'infamie.

À lire certains essais, on se persuaderait facilement que l'Espagne du XVIe siècle a vécu dans un climat étouffant qui aurait interdit aux nouveaux-chrétiens d'accéder aux professions, aux charges ou aux honneurs les plus recherchés. Or il suffit d'être sommairement familiarisé avec la littérature ou l'histoire de l'époque pour rencontrer presque à chaque pas des hommes ou des femmes dont nous savons qu'ils étaient d'origine juive; leurs contemporains aussi le savaient ou s'en doutaient. Il paraît donc indispensable de marquer les étapes chronologiques: le préjugé n'a pas eu la même force d'un bout à l'autre de la période; il est allé en se renforçant, mais il n'a pas sévi d'une manière aussi systématique qu'on le croit.

Une première remarque s'impose: les statuts de pureté de sang n'ont jamais eu force légale; ils ont été promulgués à l'initiative de groupes religieux ou sociaux, avec l'approbation de la couronne, mais sans que celle-ci ait cherché à imposer quoi que ce soit. D'ailleurs, aucun des souverains régnants, des Rois Catholiques à Charles II, ne s'est privé d'utiliser les services de nouveaux-chrétiens. La seule institution liée à l'État qui aurait pu manifester quelque intérêt pour ce genre de discrimination, l'Inquisition, ne semble pas y avoir été très favorable. Elle s'en tenait aux dispositions du droit canonique concernant les condamnés et leurs descendants directs. Elle seule était en mesure de dire exactement si les ascendants des nouveaux chrétiens avaient été hérétiques ou non, mais elle a toujours manifesté la plus grande répugnance à ouvrir ses dossiers. C'est pourquoi les enquêtes préalables étaient si peu objectives; les seuls qui savaient, les inquisiteurs, refusaient de parler. On était donc obligé de s'en remettre à ce qui était de notoriété publique et aux rumeurs pas toujours bienveillantes.

Les statuts de pureté de sang n'étaient pas aussi répandus qu'on le dit. On les trouve dans la plupart des colegios mayores, ces sortes de grandes écoles qui fonctionnaient en marge des universités, dans les ordres militaires, dans les ordres religieux[20], dans beaucoup de chapitres diocésains, notamment à Tolède où le statut imposé par l'archevêque Siliceo, en 1547, souleva une vive polémique. On sait aussi que plusieurs chapitres ont refusé ce genre de discrimination. Domínguez Ortiz croit pouvoir affirmer qu'au total le tiers seulement des chapitres diocésains d'Espagne s'étaient dotés de statuts.

Enfin, même là où existaient des statuts, on ne les appliquait pas toujours. Vers 1580, le P. Sigüenza est fier d'écrire que les hiéronymites ne font aucune discrimination : ils ne refusent personne en raison de ses origines : Juifs, maures, arabes, païens, turcs. Or l'ordre des hiéronymites possède un statut depuis 1486... Peut-on croire que le P. Sigüenza, historien de l'ordre, ne s'en est pas aperçu ? Plus vraisemblablement, il a choisi de souligner le peu de cas qu'on en faisait. Il y a donc loin de la théorie à la pratique. Même dans les cas où l'on appliquait formellement le statut, on ne se montrait pas toujours très exigeant au cours de l'enquête préalable. Cette enquête, il faut le rappeler, n'était pas confiée à des magistrats, mais à des particuliers désignés par le corps où l'on voulait entrer et payés par les postulants. On s'en tenait le plus souvent à quelques témoins judicieusement choisis, sollicités, à l'occasion soudoyés. Il existait des officines spécialisées dans ce genre d'enquêtes; elles faisaient payer cher leurs services, mais elles offraient l'avantage de se charger de toutes les démarches : constituer les dossiers, établir une généalogie sur mesure, trouver les témoins nécessaires, etc. Tout cela était de notoriété publique; les organismes à statut ne pouvaient pas être dupes; ils fermaient les yeux, sauf quand on passait la mesure. Il y avait un risque à courir, cependant : on était toujours à la merci d'un témoignage inattendu ou malveillant. Dès le début, de nombreux théologiens avaient dénoncé la discrimination qui frappait les conversos. Ce courant hostile ne fait que s'amplifier au cours du temps. Aux critiques d'ordre théologique - on n'a pas à faire de distinctions entre baptisés - viennent s'ajouter des remarques de bon sens : comment croire qu'à la troisième, la quatrième, la cinquième génération... les descendants des Juifs convertis au XVe siècle aient encore conservé des traces de judaïsme ? Ce sont ces considérations qui, à partir de 1580 et jusqu'à la chute du comte-duc d'Olivarès en 1643, amènent les plus hautes autorités de l'État à envisager non pas de supprimer les statuts (le préjugé est trop enraciné pour qu'on en vienne là tout de suite), mais à en limiter les abus et les effets en interdisant de pousser les enquêtes généalogiques au-delà de la troisième génération, c'est-à-dire au-delà de cent ans. On doit relever en ce sens deux interventions significatives : celle du président du Conseil de Castille, Diego de Covarrubias, et celle de l'inquisiteur général Quiroga. Philippe II, peu porté à innover dans ce domaine, paraissait disposé à suivre leurs avis, mais il mourut en 1598 sans avoir pris de décision. C'est au cours de cette

période que paraît, en 1583, le traité des Noms du Christ de fray Luis de Léon, lui-même nouveau-chrétien. Le livre contient des pages d'une très belle qualité littéraire et d'une sévérité féroce contre les statuts de pureté de sang. La plupart des commentateurs s'étonnent de ce qui leur paraît une audace incroyable. Ils oublient une chose : le traité est dédié à Pedro Portocarrero, ami personnel de fray Luis, membre du Conseil de Castille et du Conseil de l'Inquisition, futur inquisiteur général (de 1596 à 1599), hostile aux statuts. Fray Luis savait qu'il prêchait un converti. On serait même tenté d'aller plus loin et de voir une connivence, au moins tacite, entre les deux hommes. Lié par ses fonctions officielles, Portocarrero ne peut pas prendre ouvertement position ; fray Luis, en revanche, est libre d'exprimer publiquement ce que d'autres pensent tout bas. Le passage des Noms du Christ contre la pureté de sang s'inscrirait ainsi dans la campagne menée contre les statuts avec l'approbation des plus hautes autorités de l'État.

Profitant du changement de règne, l'offensive contre les statuts se précise. Le document le plus important est un mémoire rédigé en 1599 par un dominicain, Agustín Salucio. Reprenant les arguments régulièrement invoqués contre la pureté de sang, Salucio conclut à la nécessité de modérer les enquêtes généalogiques : on ne devrait pas remonter au-delà de cent ans. Il paraît clair qu'il ne s'agit pas d'une initiative individuelle. Salucio a dû être sollicité et encouragé; son texte reçoit l'appui des archevêques de Tolède, de Burgos et de Valence et surtout celui du duc de Lerma, le tout-puissant ministre de Philippe III, lequel demande à l'inquisiteur général, le cardinal Niño de Guevara, un rapport sur ce mémoire. Ce rapport a été publié par Révah [21]: il est favorable à une modération des statuts. Fort de son expérience d'ancien ambassadeur auprès du Saint-Siège, Guevara ajoute que la pureté de sang porte grand tort à la réputation de l'Espagne. Toutes les nations de la chrétienté comptent des fidèles d'origine juive, mais elles se gardent bien d'attirer l'attention sur ce point; le zèle excessif de l'Espagne se retourne contre elle : elle passe en Europe pour un pays infecté de judaïsme puisqu'elle se croit obligée de prendre des mesures discriminatoires. Les Cortès, réunies en 1600, demandent qu'on suive les conclusions de Salucio et qu'on réforme les statuts. Puis l'affaire tourne court. Les réformateurs, cependant, ne renoncent pas. À l'occasion du

renouvellement de l'impôt des Millions, les Cortès exigent que, dans les enquêtes de pureté de sang, on écarte les témoignages anonymes et manifestement dictés par la volonté de nuire. C'est une chose terrible - fait-on observer - de faire dépendre l'honneur d'une famille de la déposition de trois ou quatre témoins qui ont entendu dire qu'un tel, du côté de son grand-père ou de sa grand-mère, était plus ou moins suspect d'avoir une origine juive. Et on ajoute : en Espagne, maintenant, pour être tenu pour noble ou de sang pur, il faut ou bien ne pas avoir d'ennemis ou bien avoir de l'argent pour acheter de faux témoignages ou bien encore être d'une origine si obscure que personne ne sache d'où l'on vient: quand on est complètement inconnu, on passe sans discussion pour vieux-chrétien.

Il faut attendre le règne de Philippe IV et l'arrivée aux affaires du comte-duc d'Olivarès pour voir ces revendications aboutir. Une pragmatique de 1623 vient réglementer les enquêtes généalogiques : on se contentera désormais de trois témoignages favorables dans l'une quelconque des quatre lignes d'ascendants directs pour établir la pureté de sang d'un postulant et il faudra aussi fournir des preuves indiscutables du contraire : la rumeur publique ne suffira plus. Les adversaires des statuts n'en demandaient pas plus. Malheureusement pour eux, ce texte ne sera jamais appliqué. Dans les années suivantes, des écrits réforma teurs continuent à paraître, souvent signés par des inquisiteurs ou des théologiens éminents qui se plaisent à répéter que les statuts n'ont plus leur raison d'être et qu'ils donnent lieu à des situations absurdes, ridicules ou inadmissibles. Rien n'y fait : la pureté de sang continue à être la règle pour l'accession à de nombreuses distinctions [22].

C'est que la pureté de sang n'est pas un concept de nature religieuse ; c'est une notion sociologique. Les discriminations concernent rarement des activités professionnelles qui supposent une compétence particulière. C'est pourquoi, à quelques exceptions près, les souverains, les administrations, les universités, les corps de métier et les ordres religieux, même ceux qui s'étaient dotés d'un statut, n'ont eu aucun scrupule à recruter des nouveaux-chrétiens ou à utiliser leurs services. Il n'en va pas de même avec les charges honorifiques qui confèrent à leurs titulaires un prestige social, même quand elles ne s'accompagnent pas d'avantages financiers ou matériels. Dans ces cas-là, la pureté de sang fonctionne comme un barrage supplémentaire pour départager ceux, de plus en plus nombreux, qui

aspirent aux honneurs et à la considération sociale. L'exemple le plus significatif est celui des ordres militaires; devenir chevalier de Saint-Jacques est le rêve de bien des fils de famille ; on invoque les services rendus à l'État par les candidats ou leurs parents, mais la concurrence est forte. L'exigence de pureté de sang permet d'écarter certains postulants et de réserver les distinctions honorifiques à une minorité de privilégiés.

On devrait revoir, de ce point de vue, la polémique autour du plus célèbre des statuts de pureté de sang, celui que le cardinal Siliceo a imposé en 1547 à la cathédrale de Tolède. Derrière la controverse, se cache une sorte de lutte de classes entre nobles et plébéiens. Être chanoine de Tolède confère un énorme prestige social, accessoirement des prébendes lucratives. Depuis longtemps, le chapitre de Tolède est la chasse gardée de l'aristocratie. C'est là qu'on cherche à caser des cadets de famille, des neveux, des cousins, des clients... Quand l'archevêque et les chanoines appartiennent au même milieu social, passe encore; mais si le primat d'Espagne est un plébéien, les choses se gâtent. C'est ce qui arrive en 1547. Le nouvel archevêque, Siliceo, a beau être couvert de diplômes et de mérites, il n'en est pas moins un fils de paysan aux yeux des aristocratiques chanoines ; son nom même sent la glèbe [23]. On lui fait comprendre qu'il n'est pas du même monde. Siliceo, piqué, trouve une réplique foudroyante: il exigera désormais la pureté de sang pour ceux qui aspirent à s'élever dans la hiérarchie ecclésiastique de Tolède. Certes, la polémique qui s'ensuit n'aborde qu'exceptionnellement cet aspect des choses, mais les résultats sont là: l'exigence de pureté de sang revient à éliminer des fils de famille au profit de plébéiens méritants, mais obscurs.

À qui peut nuire en effet la pureté de sang? Essentiellement à la noblesse, à la petite noblesse plus qu'à la haute, d'ailleurs, car celle-ci a des relations; on n'osera pas trop contester l'arbre généalogique d'une grande famille, même si l'on sait parfaitement à quoi s'en tenir sur les ancêtres du postulant [24]. En revanche, les hidalgos sont plus vulnérables. La pureté de sang fonctionne donc comme une arme aux mains de la masse des vieux-chrétiens, une arme d'autant plus redoutable qu'il n'est pas nécessaire d'apporter des preuves pour discréditer un postulant; une simple insinuation suffit. C'est la revanche des obscurs, la noblesse de ceux qui n'en ont pas d'autre. On peut toujours acheter un titre de noblesse, disent ses partisans ;

on peut plus difficilement s'acheter des ancêtres. L'élite sociale traditionnelle est désarmée devant cette menace insidieuse : comment se défendre contre la rumeur publique? C'est ce qui explique que personne n'ose demander ouvertement la suppression des statuts. L'élite intellectuelle et les dirigeants du pays sont incapables de modifier cet état de choses. La pureté de sang reste en vigueur parce qu'elle compte sur deux sortes de partisans.

> Au sommet de l'État, les bénéficiaires de la sélection. Il ne faut pas oublier en effet que la plupart des membres des Conseils de la monarchie se recrutent parmi les anciens élèves des colegios mayores, c'est à dire d'établissements qui, depuis longtemps, exigent la pureté de sang. Ceux qui avaient réussi à franchir ce barrage n'avaient aucune envie de faciliter les choses aux autres. Ils n'ont rien fait pour abolir les statuts, résistance passive qui s'est révélée efficace : rien n'a changé.
>
> En faveur de la pureté de sang se sont dressés tous ceux, d'origine modeste, qui espéraient évincer des concurrents, ainsi que la masse du peuple chrétien qui n'attendait rien, mais qui tirait satisfaction de voir les puissants humiliés. Même dans l'Espagne autoritaire des Habsbourgs, on ne peut pas grand-chose contre l'opinion publique. Des millions de paysans et des milliers d'artisans ont communié dans l'exaltation de la pureté de sang, sentiment démagogique qui poussait à un nivellement par le bas. C'était déjà la logique de l'Inquisition : s'appuyer sur les sentiments égalitaires du peuple vieux-chrétien pour l'inciter à dénoncer les propos, les attitudes et les comportements des non-conformistes. Les dirigeants croyaient pouvoir organiser l'intolérance pour mieux la contrôler, mais ils ne maîtrisent plus rien. On peut en tirer une leçon à caractère général : on ne fait pas sa part à l'intolérance ; une fois introduite, elle ne met pas longtemps à gagner l'ensemble du corps social et alors il est trop tard pour sauver l'organisme de la gangrène.

Quelle que soit l'importance de cette obsession collective qu'a été la pureté de sang, il serait excessif d'y voir le ressort essentiel de l'Espagne des Habsbourgs, encore moins l'explication de sa décadence. Beaucoup de grands auteurs des lettres espagnoles étaient conversos; doit-on en conclure

que seuls les conversos étaient capables d'originalité et avaient du talent? Si l'on ne savait rien de leur origine, on aurait du mal à la déceler dans ce qu'ont écrit ces conversos. Luis Vivès, fray Luis de León, sainte Thérèse et d'autres ont été essentiellement des Espagnols de leur temps et des chrétiens, accidentellement des conversos. On objectera que Vivès, dont les parents ont été brûlés par l'Inquisition, a préféré s'exiler aux Pays-Bas ; mais fuyait-il seulement l'Inquisition? Rien ne l'empêchait, une fois hors d'Espagne, de rallier le judaïsme ; il ne l'a pas fait; c'est donc qu'il se sentait à l'aise dans le christianisme. Beaucoup d'autres conversos étaient comme lui qui sont restés en Espagne, malgré l'Inquisition et malgré la pureté de sang.

L'ESPAGNE ET LA RÉVOLUTION RELIGIEUSE DU XVIe SIÈCLE

L'Espagne n'est pas restée à l'écart du grand mouvement de rénovation qui traverse l'Europe depuis la fin du Moyen Âge. Ici aussi, nombreux sont ceux qui aspirent à une vie religieuse plus authentique. La foi qu'on leur inculque se ramène trop souvent à des dogmes qu'il faut croire et à des pratiques routinières; ils souhaitent une religion qui soit vécue et sentie du fond du cœur. On baigne dans un climat spirituel aux contours imprécis, mais où se discernent un certain nombre de directions encore confuses : la liberté de l'esprit, le goût de la vie intérieure et de l'oraison mentale, le discrédit des formes extérieures du culte (la prière à haute voix, les cérémonies, les dévotions courantes...) et des pratiques ascétiques. Ce qui est nouveau, c'est que ces aspirations ne sont plus l'apanage des moines; une partie du peuple chrétien les fait siennes et s'interroge sur le moyen de pratiquer une religion plus intensément vécue. Le mouvement s'étend au XVIe siècle, d'abord par un foisonnement de sectes et d'expériences, dont certaines s'apparentent au protestantisme, puis, après le tournant des années 1558-1559, sous forme d'écoles qui réussissent à concilier le cœur et la raison, le besoin d'affectivité et la rigueur intellectuelle.

Franciscanisme, illuminisme et recueillement

C'est sur un fond d'héritage médiéval que reposent les poussées de mysticisme, qui peuvent prendre des formes compatibles avec l'orthodoxie catholique traditionnelle ou au contraire se développer en marge de l'Église et donner naissance à des sectes. On voit ainsi dans l'Espagne du XVIe siècle l'élan vers la vie intérieure se répandre dans de multiples canaux. Certaines de ces formules n'impliquent aucune rupture entre les institutions ecclésiales, le dogme et ses aspects extérieurs, d'une part, et l'appel à l'intériorité, d'autre part. C'est la voie que propose la tendance au recueillement (recogimiento) telle qu'elle s'exprime par exemple dans le Troisième Abécédaire spirituel (1527) de Francisco de Osuna. On y suggère une technique spirituelle pour préparer l'âme à l'union avec Dieu. Cette technique consiste à faire le vide en soi, à écarter tout ce qui peut paraître accessoire (créatures, images, idées) : « ne rien penser » (no pensar nada), c'est-à-dire se dépouiller de ce qui n'est pas essentiel de façon à se mettre plus intimement au contact de Dieu, non plus au moyen de concepts ou d'images, mais d'une manière affective et en quelque sorte expérimentale.

Cette méthode rencontre du succès dans les milieux franciscains ; elle n'implique aucune rupture avec l'orthodoxie catholique et la religion traditionnelle. Il en va tout autrement avec l'illuminisme, la tendance de ceux qui s'abandonnent à l'inspiration divine sans contrôle, en interprétant librement les textes évangéliques. En se répandant dans des milieux étrangers à la discipline monastique, la spiritualité franciscaine se dilue en courants qui échappent à tout contrôle. Les laïcs, hommes et femmes, se mettent à avoir leur propre conception de la vie religieuse, à interpréter à leur façon leurs lectures ; ils finissent par constituer des sectes (conventiculos) voisines ou rivales. Les alumbrados prétendent être mus uniquement par l'amour de Dieu et tenir directement de lui leur inspiration ; ils n'ont plus de volonté propre : c'est Dieu qui dicte leur conduite; il s'ensuit qu'ils ne peuvent pas pécher. Les alumbrados refusent l'autorité de l'Église, sa hiérarchie, ses dogmes, ainsi que les formes de piété traditionnelles : pratiques religieuses (dévotions, œuvres de miséricorde et de charité), sacrements... C'est cet ensemble de tendances que l'Inquisition poursuit énergiquement à partir de 1525.

Franciscanisme et illuminisme présentent des points communs : le rejet des subtilités scolastiques, le goût pour certains ouvrages de spiritualité,

l'habitude de l'oraison mentale, certaines techniques de contemplation. Il paraît raisonnable de voir dans l'illuminisme une forme dévoyée du franciscanisme qui constitue probablement le tronc commun d'où part la spiritualité espagnole du XVI[e] siècle, à la fois dans sa version orthodoxe, l'école du recueillement, et dans les déviations hétérodoxes que sont les sectes illuministes. Ce «pullulement mystique » précède et accompagne l'érasmisme, lui emprunte parfois des formules, mais loin de se confondre avec lui, il le déborde de toutes parts.

L'érasmisme espagnol

Le grand livre que Marcel Bataillon a publié sous ce titre en 1937 a renouvelé en profondeur nos connaissances sur le XVI[e] siècle espagnol. Sur un terrain préalablement préparé par le cardinal Cisneros (1437-1517), qui met au service d'une réforme du clergé et de la spiritualité l'autorité que lui confèrent ses fonctions (confesseur d'Isabelle la Catholique, archevêque de Tolède, inquisiteur général, régent du royaume de Castille à deux reprises), l'évangélisme d'Érasme trouve en Espagne un accueil favorable. Sa réputation d'humaniste lui vaut l'estime des milieux universitaires, mais ce sont surtout ses idées religieuses qui retiennent l'attention de l'élite intellectuelle. Ces idées séduisent par leur ton mesuré, également éloigné de l'intransigeance de Rome et des outrances de Luther. Contre Rome, Érasme affirme la nécessité et l'urgence d'une réforme de l'Église et de la religion qu'il convient de débarrasser de ses aspects dogmatiques et formalistes: l'excès des spéculations théologiques et une pratique routinière aux limites de la superstition; Érasme prône un retour à l'Évangile, à une religion et à un culte intérieurs. Contre Luther, Érasme prend la défense du libre-arbitre et s'efforce de préserver l'unité du monde chrétien, menacée par tous les dogmatismes. L'idéal pour lui serait une conciliation irénique sans vainqueurs ni vaincus, qui assurerait la réforme nécessaire de l'Eglise en évitant le schisme.

Dès 1525, on traduit en espagnol l'Enchiridion ou manuel de christianisme en esprit. L'ouvrage suscite l'engouement d'une partie des élites, mais aussi des réactions dans le clergé régulier qu'inquiètent ses audaces. Érasme ne ménage ni les institutions ni les doctrines ; il met en

cause le statut des ordres religieux. Mais Érasme, sujet flamand de Charles Quint, compte à la cour des admirateurs fervents et inconditionnels comme le grand chancelier Gattinara et surtout son secrétaire, Alfonso de Valdés. L'inquisiteur général Alonso Manrique, archevêque de Séville, lui aussi acquis aux idées d'Érasme, imagine une parade destinée à couper court aux attaques malveillantes: il réunit à Valladolid, au printemps 1527, une commission composée de théologiens et de représentants des ordres religieux et chargée de dire si les œuvres d'Érasme présentent un danger pour la foi. La commission se sépare sans prendre nettement position. À défaut d'une approbation formelle, Érasme obtient cependant une lettre officielle de l'empereur qui se porte garant de son orthodoxie. Dès lors les traductions se multiplient entre 1527 et 1532, et Marcel Bataillon peut parler d'une véritable «invasion érasmienne ». L'influence d'Erasme ne cesse de croître et l'Espagne semble sur le point de faire de lui son maître à penser et son guide. Ses adversaires cependant n'avaient pas désarmé. Certains érasmistes s'étaient compromis avec les sectes illuministes ; ils donnent ainsi à l'Inquisition un prétexte pour intervenir contre eux. Après 1532 et surtout après 1559, l'érasmisme espagnol a de plus en plus de mal à s'exprimer au grand jour. Il mène une existence souterraine, mais son sillage laisse une marque profonde dans la littérature spirituelle aussi bien que dans la littérature profane du siècle d'or espagnol.

Telles sont les grandes lignes de la thèse développée en 1937 dans un livre qui reste l'ouvrage de référence sur le sujet, même s'il faut lui apporter des rectifications à la lumière des recherches postérieures. Marcel Bataillon a reconnu lui-même loyalement le bien-fondé de certaines des objections qui lui ont été présentées. On a tendance aujourd'hui à considérer que l'érasmisme a contribué à orienter les inquiétudes spirituelles en Espagne, mais qu'il ne les a pas provoquées et surtout qu'il est loin de constituer la seule réponse, ou même la réponse majoritaire, à ces inquiétudes. Le rejet de la scolastique et d'une théologie livresque encombrée de formules abstraites, ainsi que le désir d'une vie religieuse plus intensément vécue, alimentée par la lecture et la méditation de la Bible et d'ouvrages de spiritualité, sont bien antérieurs au XVIe siècle. On veut aller à Dieu par des voies affectives plus qu'intellectuelles, et ces aspirations s'accompagnent souvent de tendances messianiques, prophétiques ou millénaristes

particulièrement accusées chez les franciscains et qui ne doivent pas être attribuées en propre aux conversos. Les succès de l'observance - c'est-à-dire du strict retour à la règle primitive - chez les franciscains et les dominicains témoigne de l'ampleur d'un mouvement que Cisneros encourage, y compris dans ses manifestations les plus équivoques. Sous son impulsion, les traductions d'ouvrages de spiritualité en langue vulgaire se multiplient et sont mises à la portée non seulement des religieux et des religieuses, mais aussi des laïcs. On est en présence d'un authentique élan vers la vie intérieure que l'érasmisme reprendra à sa manière, mais qui lui est antérieur et qui, au départ, ne lui doit rien. Cette tendance à l'intériorité, il faut se garder aussi de l'attribuer principalement aux conversos, à ces « déracinés du judaïsme» qui chercheraient de cette façon à rompre complètement les amarres avec le formalisme et le ritualisme caractéristiques du judaïsme. C'est un mouvement beaucoup plus ample dans lequel on n'a pas de peine à déceler aussi des influences nettement luthériennes.

Le protestantisme espagnol

On se représente souvent l'Espagne comme un pays qui serait resté réfractaire à ce qui allait devenir le protestantisme, sous sa forme luthérienne ou calviniste. C'est une erreur. Certes, on chercherait en vain, dans la péninsule Ibérique, des foyers réformés aussi vivaces que ceux d'Allemagne ou même de France, mais tout porte à croire que des tendances analogues existaient bel et bien. Dès le 12 avril 1521, les autorités croyaient savoir que certains voulaient répandre en Espagne les idées de Luther au moyen de traductions qu'ils cherchaient à introduire clandestinement. En 1524, on détourne sur Saint-Sébastien un bateau flamand qui se dirigeait vers Valence. Dans la cargaison, on découvre deux tonneaux bourrés de livres luthériens, qui sont brûlés aussitôt. L'année suivante, ce sont des navires vénitiens qui proposent de débarquer le même genre de littérature sur les côtes du royaume de Grenade. Il s'agit de deux tentatives connues et avortées ; combien d'entre elles ont réussi que nous ignorons? On ne s'étonne pas que, dans son Dialogue sur la doctrine chrétienne (1529), Juan de Valdés ait pu paraphraser et parfois reproduire des passages entiers de Luther. Le premier luthérien espagnol notoire est Francisco de Encinas

(1518-1552). Étudiant à Louvain, puis à Wittenberg, Encinas est attiré par Mélanchton. On lui doit une Brève et succincte institution de la religion chrétienne, publiée à Anvers (1540) sous un faux nom; il s'agit en fait d'une traduction du catéchisme de Calvin et du Traité de la liberté chrétienne de Luther. Une tentative pour écouler en Espagne trois cents ou quatre cents exemplaires de cet ouvrage est éventée en 1542. Encinas est aussi l'auteur de la première traduction intégrale en espagnol du Nouveau Testament. Il est l'un des rares Espagnols à adhérer à la Confession d'Augsbourg.

Encinas s'est expatrié, mais, en Espagne même, circulent des idées aux limites de l'orthodoxie catholique. C'est le cas, en particulier, à Séville où l'archevêque Manrique - qui est aussi inquisiteur général, ne l'oublions pas - se montre accueillant envers toute forme de spiritualité rénovée. C'est Manrique qui fait recruter des prédicateurs à succès comme le docteur Gil ou Constantino Ponce de la Fuente ; ils passent, à l'époque, pour des adeptes de l'humanisme chrétien. Le premier ironise volontiers, en chaire, sur les pratiques religieuses des foules et sur les structures ecclésiales ; il critique certaines formes d'ascétisme ; il recommande de s'en remettre en tout à Jésus-Christ. Il n'y a rien, dans ces propositions, de foncièrement luthérien, mais une tendance d'esprit qui donne l'éveil à l'Inquisition. Le docteur Gil est arrêté en 1549. Il comparaît, en 1552, dans un autodafé, mais il n'est condamné qu'à une pénitence mineure. Il meurt en 1555. Même si elle n'a pas eu de conséquences graves, l'affaire inquiète certains de ses amis de Séville, lecteurs de Luther et de Mélanchton, comme on l'apprendra plus tard. En 1555, quelques-uns s'enfuient à Genève. Parmi eux, figurent des hommes comme Cassiodore de Reina, Cyprien de Valera ou Antoine del Corro qui, une fois à l'abri, jettent le masque et s'affirment résolument protestants [25].

Le tournant de 1558-1559

Jusqu'alors, l'Inquisition n'avait eu affaire qu'à des sectes illuministes, des pseudo-mystiques et des érasmistes et non à d'authentiques luthériens — du moins le croyait-elle -, ce qui explique la modération des condamnations prononcées. La situation change brusquement en 1558. Cette année-là, on découvre coup sur coup des foyers d'hétérodoxie dans deux des plus

grandes villes d'Espagne, Valladolid et Séville. Dans les deux cas, on est en présence de groupes qui recrutent leurs adeptes dans des milieux sociaux proches de l'élite dirigeante. Il ne s'agit plus de pauvres incultes ou de quelques intellectuels, mais de membres de la bourgeoisie, d'un évêque (Cazalla), de prêtres et de moines dont les idées vont bien au-delà de l'érasmisme. Sur la foi des premières informations, on parle de plusieurs milliers d'hérétiques pour s'apercevoir, quelques mois après, que leur nombre ne dépasse pas quelques centaines. On procède à des arrestations en série. Un vent d'hystérie souffle sur la Castille. On doit donner une protection spéciale aux détenus pour leur éviter d'être lynchés par une populace déchaînée. C'est en vain que, du haut de la chaire, l'archevêque Carranza tente de calmer les esprits et de réagir contre la tendance à l'amalgame. Ce n'est pas parce que les luthériens disent quelque chose qu'il faut affirmer le contraire ; de peur de passer pour luthérien, on hésite à évoquer les thèmes que développe Luther. Il est trop tard. Carranza lui-même est arrêté, quelques jours après ce sermon. Dans sa retraite de Yuste, Charles Quint est atterré. Il presse la régente, sa fille Jeanne - Philippe II est encore aux Pays-Bas - de sévir avec la plus extrême rigueur : il faut traiter les prévenus non comme des hérétiques, mais comme des rebelles qui attentent à la sécurité de l'État. La confusion entre politique et religion est complète ; un luthérien ne peut être qu'un mauvais Espagnol. Un premier autodafé a lieu, le 21 mai 1558, à Valladolid; une quinzaine de condamnés sont conduits au bûcher. Un second se tient en octobre, cette fois en présence de Philippe II, avec de nouvelles peines de mort. La répression n'est pas moins sévère à Séville [26]. Les autodafés s'y succèdent: 1559, 1560, 1562, tous accompagnés de condamnations à mort. On rouvre des dossiers qu'on avait classés. On reprend le procès du docteur Gil, mort en 1555, et, en 1562, on exhume ses restes pour les brûler. Son ami Constantino de la Fuente, lui aussi prédicateur de talent, est arrêté. Il meurt en prison, en 1560, avant d'avoir été jugé [27]; il est condamné au bûcher en effigie, en 1560. En 1937, Marcel Bataillon doutait du luthéranisme des condamnés de Valladolid et de Séville. Il voyait plutôt en eux des adeptes du christianisme intérieur, des érasmistes. De nos jours, J.I. Tellechea est plus affirmatif. Selon lui, on est en présence d'authentiques manifestations de protestantisme, bien que circonscrites à quelques individus et à quelques villes. Après 1560, on signale encore des tentatives pour introduire en

Espagne de la propagande, calviniste surtout: des ouvrages expédiés d'Anvers ou de Lyon, par terre ou par mer. On relève aussi des condamnations à mort pour luthéranisme, mais en petit nombre ; il s'agit le plus souvent d'étrangers, négociants ou marins. L'Inquisition, du reste, se montre prudente. Elle craint des représailles. La Suprema donne à l'ambassadeur d'Angleterre l'assurance qu'elle sera indulgente si ses ressortissants s'abstiennent de faire du prosélytisme. En 1597, un décret confirme ces dispositions : les marchands de la Hanse qui viendraient à faire escale dans des ports espagnols ne seront pas inquiétés pourvu qu'ils ne causent aucun scandale. Cette garantie est étendue, quelque temps après, aux Hollandais.

Comment expliquer le faible écho que le protestantisme, au sens étroit de ce mot, a rencontré en Espagne ? Certainement pas par l'Inquisition. La répression n'a jamais empêché une idéologie de se développer pour peu qu'elle ait des racines profondes. Il faut chercher d'autres raisons : l'Espagne était éloignée de l'épicentre de la révolution religieuse; les réformes introduites dans la discipline ecclésiastique et dans les ordres religieux dès les premières années du XVIe siècle, quoique limitées, avaient contribué à corriger certains abus; enfin, les inquiétudes religieuses avaient pris, dans la péninsule Ibérique, une forme originale. Ici, c'est l'illuminisme, plus que le luthéranisme ou le calvinisme, qui constitue la tentation la plus forte. Les inquisiteurs ne s'y sont pas trompés. L'Index de 1559 vise l'illuminisme plus que le luthéranisme.

L'Espagne n'est pas la première nation à publier un Index de livres interdits. La Sorbonne avait pris les devants en 1544, suivie par l'université de Louvain, en 1546, par la république de Venise, en 1549, et par Rome, en 1551. Le premier index espagnol, celui de 1551, n'était que la reprise augmentée de celui de Louvain; le second, en 1554, concernait seulement des éditions de la Bible. L'Index que publie en 1559 l'inquisiteur général Valdés a une tout autre portée. Sept cent un titres y figurent, parmi eux des livres d'Érasme, des traductions de la Bible, des catéchismes (dont celui de Carranza), des œuvres littéraires (dont le Lazarille de Tormes) et de nombreux ouvrages de spiritualité à commencer par les traités de Louis de Grenade [28]. Est visée toute spiritualité qui fait une grande place à la libre inspiration des fidèles, à l'intériorité, aux effusions du cœur et qui s'offre

indistinctement à l'élite et à la masse. Est-il prudent de mettre à la portée de tous des pratiques comme l'oraison mentale ou la méditation? C'est le reproche qu'on adresse à Louis de Grenade et, du même coup, à tous les spirituels : poser en principe que tout le monde peut accéder à la contemplation et à la perfection ; répandre dans le peuple chrétien et en langue vulgaire des notions qui devraient être réservées à une élite de croyants. La prudence recommande au contraire de ne laisser s'engager dans cette voie difficile que ceux - une minorité - qui auront le courage d'aller jusqu'au bout et le discernement d'éviter les déviations. Certains spirituels, d'autre part, affichent du mépris pour la prière à haute voix, les pratiques sensibles, les dévotions populaires et, d'une façon générale, le formalisme religieux ; il y a là de quoi jeter le trouble dans les âmes simples.

L'Index de 1559 modifie profondément la situation en Espagne. Entre 1556 et 1559, le climat se durcit. Cette évolution n'est pas liée au changement de règne et à la relève des générations. On a vu la réaction de l'empereur en apprenant ce qu'on venait de découvrir à Valladolid. Les autodafés de 1559 ne sont pas les premiers actes du gouvernement de Philippe II, mais les derniers de celui de Charles Quint que l'on dit pourtant plus « libéral » que son fils. Ce n'est pas seulement l'Espagne qui change ; c'est la conjoncture européenne. Au moment où le concile de Trente prend fin, deux orthodoxies rivales se mettent en place. Bientôt vont commencer, en France, les guerres de religion et les Flandres vont entrer en rébellion. Une époque nouvelle se prépare. On entre dans le temps de la rigueur [29]. L'Église d'Espagne — ou, du moins, ceux qui parlent en son nom - donne alors l'impression d'encourager les formes les plus populaires de piété : le goût des scènes où sont représentées la vie et la passion du Christ, les cérémonies religieuses à grand spectacle..., au détriment de la vie intérieure [30].

Mysticisme et quiétisme

C'est pourtant dans la seconde moitié du XVIe siècle que l'Espagne produit deux des plus grands mystiques de tous les temps, sainte Thérèse d'Avila et saint Jean de la Croix. Nous disons des mystiques, mais l'époque, on parlait de contemplatifs ou de spirituels ; l'adjectif « mystique »

s'employait alors dans le sens de « caché ». C'est ainsi qu'il faut comprendre ce qu'on commence à appeler théologie mystique. Les mystiques prétendent avoir une connaissance expérimentale des choses de Dieu ; la contemplation leur permet de voir Dieu face à face. Ce privilège les distingue de l'immense majorité des croyants qui, eux, devront attendre la résurrection et la vie éternelle pour arriver à la béatitude. Là s'arrête la différence. Les mystiques n'ont pas accès à des vérités qui seraient interdites à la masse des fidèles; l'extase leur permet seulement de connaître directement, d'une manière expérimentale, ce qui d'ordinaire est article de foi. Ils ne se croient pas tenus de mépriser les formes traditionnelles et courantes de piété et de dévotion : la messe, l'Eucharistie, les sacrements... Sainte Thérèse se sent à l'aise dans les cérémonies du culte qui parlent aux sens pour émouvoir l'esprit. L'expérience mystique, individuelle par nature, ne coupe pas de la masse des fidèles ceux qui en bénéficient. Pour sainte Thérèse, l'âme est comme un château de diamant ou de cristal pur; l'oraison en ouvre la porte qui permet d'accéder aux pièces qu'il abrite, semblables aux demeures du ciel, et qui correspondent aux divers stades de la vie contemplative. La dernière demeure voit se célébrer le mariage spirituel : l'âme ne fait plus qu'un avec Dieu. Saint Jean de la Croix s'exprime en poète; c'est au lyrisme qu'il confie ses états d'âme; les commentaires en prose sont rédigés après coup: la nuit dans laquelle l'âme purifie sa mémoire, sa volonté et son entendement; la flamme qui, en se consumant, débarrasse l'âme de ses impuretés; la montagne que l'on gravit avant de parvenir au terme de cet itinéraire : le mariage spirituel. Voilà l'essentiel du mysticisme. Le reste - les ravissements, les révélations, les états psycho-somatiques qui accompagnent l'extase - n'est qu'accidentel et les grands mystiques espagnols s'en méfient beaucoup ; leur expérience est au-dessus de la nature et de la raison, non à côté ; saint Jean de la Croix déteste ce qui est déraisonnable.

Voilà ce qui sépare sainte Thérèse et saint Jean de la Croix des illuminés. Pour eux, la contemplation n'est ni une initiation à une vie religieuse qui serait interdite au plus grand nombre ni une technique de perfection ni une effusion sentimentale.

Les traités de spiritualité distinguent en général trois étapes: la période d'ascèse ou de préparation, la période contemplative, la période d'union

avec Dieu. Pour les grands mystiques, on ne passe pas de l'une à l'autre par une sorte de progression linéaire dans laquelle l'accès au stade supérieur rendrait inutiles les efforts du stade antérieur. Chaque moment est la synthèse des précédents et tous sont en rapport dialectique : le renoncement, qui est la note dominante du premier stade, suppose déjà un certain degré de contemplation et un début d'union. La contemplation se caractérise par la lumière qui vient de Dieu, mais cette lumière, en même temps qu'elle éclaire l'âme, la purifie et la transforme en Dieu; dans l'union, enfin, l'amour divin purifie et éclaire.

Le mysticisme n'est pas davantage une simple technique de perfection comme chez certains adeptes du recueillement qui avaient tendance à s'exagérer l'importance du no pensar nada (le refus de toute connaissance discursive), comme si la méthode était infaillible; ils semblaient croire qu'il suffisait de faire le vide en soi-même pour que l'âme s'unît à Dieu dans la contemplation. Mais condition n'est pas cause ou, plus exactement, la nuit de l'âme n'est pas seulement une condition ; elle est surtout un effet que Dieu produit en se donnant.

Enfin, le mysticisme de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix, bien loin de répudier la science des docteurs, est un effort pour la mettre au service de l'expérience. Il s'agit non pas de se réfugier dans une rêverie affective, mais au contraire de soumettre à la critique de la raison les appréhensions obtenues au cours de l'extase. La contemplation n'est pas affaire de sentiment; c'est un effort pour purifier la pensée de tout ce qui n'est pas Dieu. Cet effort d'intelligence, sainte Thérèse le résume en une phrase : « C'est une grâce que de recevoir une grâce de Dieu; c'en est une autre de comprendre de quelle grâce il s'agit et c'en est une autre encore que de savoir l'exprimer et en rendre compte. » En somme, sainte Thérèse distingue ici trois choses :

la capacité d'éprouver des sentiments et des émotions : la sensibilité ;

la capacité de discerner et d'analyser ce qu'on éprouve : la lucidité ;

la capacité d'exprimer d'une manière adéquate ces émotions et ces analyses.

Tout cela doit aller ensemble; il s'agit de ne pas se laisser emporter par le sentiment, de dissiper le trouble de la sensibilité, de voir clair en soi-même et, en même temps, d'être capable d'exposer ce qu'on ressent.

L'Inquisition n'a rien trouvé de répréhensible dans les œuvres de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix [31]. Elle reste pourtant très vigilante à l'égard de tout ce qui peut ressembler à de l'illuminisme et cette méfiance a contribué à donner au catholicisme espagnol cette exubérance dans les aspects extérieurs du culte qui restera l'une de ses caractéristiques. La spiritualité paraît suspecte dès qu'elle s'écarte des voies traditionnelles. On est loin de la richesse et des recherches de la première moitié du XVI[e] siècle. L'illuminisme proprement dit n'a pas disparu, mais il se dégrade dans des formes dévoyées où l'on chercherait en vain à reconnaître l'élan d'une religion en esprit[32]. Il faut attendre la seconde moitié du XVII[e] siècle pour voir l'illuminisme - qu'on appelle alors le quiétisme - retrouver, avec Molinos, une qualité comparable à celle de ses premières manifestations, à l'époque où les frontières n'étaient pas encore nettement tracées entre l'orthodoxie et l'hétérodoxie [33].

L'Inquisition ET LES SORCIÈRES[34]

Dans un domaine au moins l'Inquisition s'est montrée singulièrement indulgente; c'est celui de la sorcellerie. On ne trouvera, en Espagne, rien de comparable à la phobie persécutrice qui déferle sur l'Europe des XVI[e] et XVII[e] siècles et qui fait brûler des centaines, voire des milliers de pauvres femmes. Ce qui frappe, ici, c'est la modération. On minimise la gravité des faits; on ne prononce presque pas de condamnations à mort, seulement des peines mineures; on n'hésite pas à rendre des non-lieux. Bien loin de s'acharner contre les sorcières, on a pitié d'elles; on les tient pour des victimes plus que pour des criminelles.

Le phénomène, pourtant, est attesté en Espagne autant qu'ailleurs. Guérisseurs, charlatans, jeteurs de sorts, etc. abondent. Le traité de Pedro Ciruelo, publié en 1530 et plusieurs fois réédité [35], décrit une foule de superstitions populaires. Dans la plupart des cas, l'auteur s'efforce de proposer des explications naturelles aux histoires extraordinaires qu'on raconte. Il admet cependant que certaines pratiques relèvent du surnaturel et

impliquent un pacte avec le diable. Ciruelo recommande néanmoins aux magistrats de se montrer indulgents pour les superstitions du peuple. Le ton est donné.

On peut distinguer, avec Julio Caro Baroja, deux types : la magicienne (hechicera) et la sorcière (bruja). La première se rencontre dans les milieux urbains de Castille et d'Andalousie. C'est elle qui a servi de modèle à la Célestine de la littérature. Elle est experte dans l'art de prédire l'avenir et de guérir certaines maladies; elle sait des secrets pour être heureux au jeu ou en amour; elle est parfumeuse, empoisonneuse, avorteuse, à l'occasion entremetteuse. La sorcière proprement dite (bruja) vit en milieu rural, en Galice, dans le pays Basque, en Navarre et dans les vallées des Pyrénées. À certaines des spécialités de la magicienne, elle ajoute un aspect démoniaque qui la rend inquiétante et redoutable aux yeux du peuple. On lui attribue toutes sortes de maléfices : des disparitions d'enfants, des épidémies qui frappent le bétail... Elle est presque toujours associée au diable auquel elle rend un culte dans des assemblées nocturnes ou sabbats.

La répression de la sorcellerie a d'abord été confiée, en Espagne, à la juridiction ordinaire. C'est le Conseil de Navarre qui enquête, dans les premiers mois de janvier 1525, sur des faits qui se sont produits dans la région de Roncevaux. On accuse des sorciers de faire mourir des enfants, d'empoisonner des gens en leur administrant un « potage vert », fait de crapauds et de cœurs d'enfants, de se passer une pommade sur certaines parties du corps pour se rendre à des réunions nocturnes au cours desquelles ils baisaient un chat noir. Le magistrat instructeur ordonne des dizaines d'arrestations. Pour identifier les sorciers, il fait appel aux services d'une « experte » qui décide en examinant l'œil gauche des suspects : c'est là - paraît-il - que le diable imprime sa marque.

Il ne semble pas que cet épisode ait entraîné de condamnations à mort, mais il va avoir des conséquences décisives pour le traitement des affaires de sorcellerie. Dès le mois de mai 1525, en effet, on signale des divergences entre le Conseil de Navarre et les inquisiteurs locaux. Ceux-ci prétendent être seuls compétents en la matière : on parle de rendre un culte au démon et d'avoir recours à son intervention ; on est donc dans un domaine où le trouble à l'ordre public s'accompagne de manifestations qui mettent en cause la foi. Or, en Espagne, la défense de la foi relève de l'Inquisition, pas

de la juridiction ordinaire. Deux membres du Conseil de Navarre sont convoqués à la cour. À la fin de l'année, l'inquisiteur général Manrique préside une commission mixte destinée à arrêter la conduite à tenir dans les affaires de sorcellerie. Parmi les points à l'ordre du jour, il en est trois qui posent des problèmes de fond :

le sabbat se déroule-t-il en réalité ou dans l'imagination de ceux qui disent y participer ?

quelle sanction convient-il d'infliger aux sorcières ?

qui a compétence, la juridiction ordinaire ou l'Inquisition ?

A l'issue des travaux, une première décision est prise. Le Conseil de Navarre est dessaisi au profit de l'Inquisition, mais le doute subsiste sur sa portée : s'agit-il d'une mesure de circonstance qui concerne seulement les affaires en cours, en Navarre, ou d'une décision à caractère général qui réserverait désormais à l'Inquisition une compétence exclusive pour ce type de délit? Quoi qu'il en soit, l'Inquisition ne va plus cesser de revendiquer pour elle les affaires de sorcellerie, encore qu'on constate des flottements par la suite [36]. Par touches successives, elle définit la conduite à tenir dans ce genre de procès. Sa position tient en une phrase : les inquisiteurs ne croient pas à la sorcellerie. Toute leur attitude découle de ce principe : la sorcellerie est à mettre au compte de l'ignorance. Moins on en parlera, mieux cela vaudra; les sorcières sont de pauvres femmes qui sont plus à plaindre - ou à soigner — qu'à blâmer.

Sur la réalité du sabbat, la commission de 1525 était partagée : certains de ses membres y croyaient; d'autres, non. Les choses se précisent par la suite. Déjà au XVe siècle, Lope de Barrientos, évêque de Cuenca, voyait dans le sabbat l'effet d'une imagination maladive et, pour le démontrer, il utilisait des arguments de bon sens : les corps ont trois dimensions; pour passer d'un lieu à un autre, il faut qu'ils aient la place nécessaire ; comment des sorcières pourraient-elles, comme elles le disent, quitter une maison par une crevasse, un trou dans le mur ou une cheminée ? Les inquisiteurs espagnols adoptent ce point de vue. Toutes ces histoires de sabbat naissent dans l'imagination de personnes dérangées ou qui ont absorbé des produits hallucinogènes. Cela pose la question de la pommade dont s'enduisaient les sorcières et qui leur donnait, d'après elles, des pouvoirs extraordinaires.

L'Inquisition recommande d'interroger les intéressées d'une manière précise : de quelle pommade s'agit il ? Qui la confectionne et avec quoi? Chaque fois que la chose est possible, il convient de saisir cette pommade et de la faire examiner par des médecins et des pharmaciens. Certaines substances, en effet, plongent ceux qui les absorbent dans un sommeil profond et provoquent des cauchemars ou des rêves délicieux [37]. La règle générale est celle que pose l'inquisiteur Martin de Castañega dès 1527: on ne retiendra comme extraordinaires que les faits pour lesquels on ne trouve aucune explication naturelle [38].

En 1537, la Suprema envoie aux tribunaux régionaux des instructions précises. Avant d'engager des poursuites pour sorcellerie, il convient de s'assurer que les faits sont bien établis : y a-t-il eu des disparitions ou des morts d'enfants? Des destructions de récoltes? Si c'est le cas, vérifier de quoi sont morts ces enfants : maladie ou autre cause. On se méfiera des dénonciations vagues et on ne tiendra pas compte des aveux qu'auraient pu faire les présumées coupables. On peut faire dire n'importe quoi à de faibles femmes [39]. On évitera d'envoyer en prison des simples d'esprit[40]. Si, malgré toutes ces précautions, on croit devoir engager des poursuites, on fera preuve de la plus grande indulgence [41]. Si les faits paraissent passibles de la peine de mort, on enverra le dossier à la Suprema qui tranchera, même si les inquisiteurs locaux sont unanimes sur la sentence à prononcer. Devant la commission de 1525, Valdés faisait observer que les cas de sorcellerie étaient particulièrement nombreux dans les montagnes de Navarre dont les habitants n'avaient aucune instruction religieuse. Plutôt que de s'en prendre à de pauvres gens, il faut élever le niveau de la population et, pour cela, envoyer des missionnaires qui parlent basque, la langue du pays. Or c'est le même Valdés, devenu inquisiteur général, qui, en 1561, codifie les règles à appliquer en matière de sorcellerie.

Ces recommandations sont pleines de sagesse et de bon sens. On s'explique ainsi pourquoi l'Espagne n'a pas participé à la chasse aux sorcières qui se déchaîne dans le reste de l'Europe. En Nouvelle-Castille, dans le ressort des inquisitions de Cuenca et de Tolède, la torture est rarement appliquée aux sorcières ; aucune peine de mort n'est prononcée dans les trois cent sept procès de ce genre connus. En Galice, pour la période qui va de 1560 à 1700, les affaires de sorcellerie représentent cent

quarante causes sur les deux mille deux cent trois dont a eu à connaître le tribunal de Saint-Jacques; toutes — sauf deux — ont été sanctionnées par une simple abjuration. Dans le district de l'inquisition de Cordoue, on relève soixante-dix-neuf personnes détenues pour ce type de délit, cinq hommes et soixante-quatorze femmes. Les femmes sont jeunes, en général: elles exercent la magie entre vingt-cinq et trente-cinq ans; on les accuse de favoriser les amours licites ou illégitimes, de guérir des malades, de retrouver la trace de personnes ou de choses disparues. Parmi elles, figure Leonor Rodríguez, la fameuse Camacha de Montilla que Cervantès évoquera dans le Colloque des chiens: âgée de quarante ans, au moment des faits, on lui reproche d'avoir fait un pacte avec le démon et de « lier et délier les cœurs ». Malgré l'accusation de satanisme, lors de l'autodafé du 8 décembre 1572, elle est condamnée à des peines mineures : abjuration, deux cents coups de fouet, une forte amende — elle faisait payer cher ses services — et dix ans d'interdiction de séjour.

Le procès de Logroño, en 1609-1610, fait contraste par la sévérité des sanctions prononcées : sur les vingt-neuf accusées, six sont brûlées vives, six meurent en prison, dix-sept sont absoutes. Comparé aux centaines d'exécutions qu'on relève au même moment de l'autre côté des Pyrénées, en territoire français, ce verdict peut paraître clément. En Espagne, il fait scandale. Deux des trois inquisiteurs locaux croyaient à la réalité des phénomènes de sorcellerie, malgré le scepticisme de la Suprema. Celle-ci demande au troisième, Salazar y Frías, de lui envoyer un rapport complet. C'est l'occasion, pour Salazar, de reprendre dans son ensemble la question de la sorcellerie, en faisant l'historique du problème. Les conclusions sont celles qu'on attendait: les phénomènes de sorcellerie n'ont aucune consistance; ce sont des histoires invraisemblables et ridicules. Salazar termine par une remarque qui va loin : dès que l'on commence à évoquer les affaires de sorcellerie dans des livres ou dans des sermons, les dénonciations se multiplient [42]. Il convient donc de ne leur donner aucune publicité ; la sorcellerie disparaîtra d'elle-même pour peu qu'on n'en parle plus. C'était déjà ce que pensait saint François Borgia des hérésies, en général : on devrait éviter de les dénoncer en chaire ; cela donne des idées aux âmes simples qui apprennent de cette façon ce qu'elles auraient intérêt à ignorer ; « il vaut mieux ne pas en parler ».

Le contraste entre l'Espagne et le reste de l'Europe dans le traitement de la sorcellerie a intrigué les historiens. Faut-il opposer, de ce point de vue, le monde catholique, plus indulgent à l'égard des superstitions populaires, au monde protestant soucieux de combattre le paganisme et le satanisme? H.R. Trevor-Roper préfère évoquer la pression sociale et les phobies collectives. La société cherche des boucs émissaires pour les malheurs des temps : guerres, pestes, famines... En Espagne, on s'en prend aux Juifs, ce qui permet de féliciter l'Inquisition pour sa modération envers les sorciers; en Allemagne, c'est l'inverse. Dans les deux cas, on poursuit des non-conformistes [43]. Cette explication n'est pas convaincante: rien n'empêchait l'Inquisition espagnole de pourchasser à la fois les judaïsants et les sorcières. À notre avis, la spécificité du cas espagnol tient à d'autres raisons. À partir du moment où l'on voit dans la sorcellerie une forme d'hérésie, l'Inquisition est fondée à en connaître puisqu'en Espagne c'est elle qui a reçu mission de défendre la foi. La juridiction ordinaire est sensible à tout ce qui porte atteinte à l'ordre public; elle est donc attentive à la pression sociale qui voit dans les sorcières des criminelles et des suppôts de Satan. L'Inquisition, elle, ne veut connaître que les délits contre la foi. La superstition la préoccupe moins que le protestantisme. De plus, l'Inquisition — c'est ce qui fait sa force — prend le temps nécessaire pour examiner à fond les affaires qui lui sont soumises ; elle s'entoure d'avis autorisés demandés à des juristes et à des théologiens compétents ; elle agit rarement dans la précipitation ; elle ne se prononce qu'après mûre et longue réflexion. Devant des témoignages fragiles, des accusations inconsistantes, des contes de bonne femme, l'Inquisition ne pouvait que se montrer indulgente. La sorcellerie ne méritait pas qu'on fît tant de bruit autour d'elle.

1 Peccadiglio di Spagna, c'est ainsi que, dans l'Italie du XVIe siècle, on qualifiait les réserves sur la Trinité. Rappelons que Michel Servet, Espagnol passé à la Réforme, a été brûlé à Genève, en 1553, précisément à cause de sa position anti-trinitaire. L'Inquisition espagnole lui aurait probablement réservé le même sort.

2 Cf. Yirmiyahu YOVEL, Spinoza and other heretics, Princeton University Press, Princeton, 1989.

3 L'expression est de Jacques MARITAIN dans Humanisme intégral, Paris, 1936, p. 115-117.

4 C'est ainsi qu'on qualifiait la conduite des prêtres qui abusaient de leurs pénitentes.

5 Seulement quand les coupables n'avaient pas le sentiment de pécher; dans l'Espagne moderne, nombreux sont ceux, en effet, qui ont été sanctionnés pour avoir fréquenté des prostituées : ils ne

croyaient pas pécher puisqu'ils payaient! Même chose pour le concubinage: on ne déclenche de poursuites que si les concubins prétendent ne pas vivre en état de péché mortel.

6 Érasme et l'Espagne.

7 Cela ne régla pas complètement le problème car les prébendes étaient alimentées par les dîmes, donc sujettes aux fluctuations des récoltes; les crises agraires eurent ainsi des répercussions sur le fonctionnement de l'Inquisition.

8 La bassesse n'est pas l'exclusivité du peuple; l'élite aussi en est capable. Ce sont ses collègues de l'université de Salamanque qui ont dénoncé fray Luis de

León : ils ne supportaient pas qu'il fût plus brillant qu'eux... À proprement parler, fray Luis n'est pas une victime de l'Inquisition; c'est au contraire le Saint-Office qui l'a réhabilité et exigé qu'il fût réintégré dans sa chaire, après quatre ans de prison, il est vrai.

9 À preuve cette lettre anonyme à Charles Quint, trouvée, un matin de novembre 1538, dans la cathédrale de Tolède : « Les prédicateurs n'osent pas prêcher ; quand ils le font, ils hésitent à entrer dans des subtilités parce que leur vie et leur honneur dépendent de ce que pourront dire deux imbéciles. »

10 Ce sont les sciences humaines, comme nous dirions aujourd'hui, plus que les sciences exactes, qui sont touchées; cf. cette lettre de l'helléniste Pedro Juan Núñez à l'historien Zurita, en 1556 : « On décourage la recherche car on craint qu'un humaniste ne soit tenté de corriger un passage de l'Écriture comme il corrige un passage de Cicéron. Parce qu'on critique certains commentateurs d'Aristote, on pense qu'on peut s'en prendre aussi aux docteurs de l'Église. De telles insanités me rendent malade et j'ai bien souvent envie de ne plus travailler. »

11 On pense à cette réflexion du poète Gôngora, chanoine de Cordoue, en 1588 : mieux vaut passer pour libertin que pour hérétique.

12 C'est ce que dénonce Alonso de Cabrera, l'un des prédicateurs les plus en vue du règne de Philippe II. De peur de passer pour hérétique, on préfère ne pas apprendre à lire. En 1605, l'Inquisition demande aux libraires de noter les noms de ceux qui venaient acheter des livres.

13 Il a même fait brûler certains d'entre eux, comme l'anglican Cranmer, en 1556.

14 Le pape finit par obtenir que Carranza soit jugé à Rome où il est absous de la plupart des griefs portés contre lui ; le verdict se borne à évoquer des imprudences de langage. Carranza ne retournera jamais en Espagne ; il meurt à Rome, en 1575.

15 Nous évoquons dans un autre chapitre (supra, p. 000 sq.) la situation des morisques qui posent un problème social plus que religieux.

16 Les conversos qui continuent à pratiquer le judaïsme en secret.

17 Un pamphlet antisémite de 1679 rapporte cette conversation entre un confesseur et un enfant: « Comment t'appelles-tu? - À la maison, on m'appelle Abraham, dehors François. »

18 On ignore l'origine et le sens de ce mot qui apparaît pour la première fois en 1688 dans un document inquisitorial pour désigner les judaïsants de Palma.

19 Les malheurs des chuetas ne s'arrêtent pas là. Ils seront en butte à une série de discriminations qui n'ont pris fin que tout récemment. C'est l'évêque Enciso

Viana qui, en 1955 seulement, abolit les distinctions entre chuetas et purs au sein du clergé de Majorque. Cf. Angela SELKE, Los chuetas y la Inquisición, Madrid, 1972.

20 Les jésuites ont résisté longtemps, mais ils ont fini par céder.

21 I. S. RÉVAH, « La controverse sur les statuts de pureté de sang. Un document inédit : "Relación y consulta del cardenal Guevara sobre el négocie de fray Agustín Saluzio" (Madrid, 13 août 1600) », dans Bulletin hispanique, LXXIII, 1974, p. 269.

22 Elle ne sera abolie officiellement qu'en 1865. En plein XIX[e] siècle, l'université de Huesca continuait à exiger une enquête de pureté de sang pour l'attribution des bourses d'étude.

23 Guijarro, c'est-à-dire caillou ! C'est pourquoi il a voulu lui donner une autre allure en le latinisant et en se faisant appeler Siliceo.

24 On connaît au moins une exception. En 1562, un membre de la haute noblesse, Rodrigo de Mendoza, apparenté aux comtes de Chinchôn, se voit refuser l'habit de l'ordre d'Alcántara en raison de ses origines. Furieux, son oncle, le cardinal-archevêque de Burgos, Francisco de Mendoza y Bobadilla, compose et fait circuler un pamphlet, le Tizón de la nobleza, où il s'efforce de montrer que peu de grandes familles sont irréprochables du point de vue de la pureté de sang. L'affaire fit grand bruit. Le Livre vert contenait des allégations analogues sur la noblesse aragonaise.

25 Le plus connu de ces protestants espagnols est Cassiodore de Reina. Après avoir quitté Séville, il s'installe d'abord à Genève, mais il trouve trop rigide le système qui y règne. On le retrouve bientôt à Londres où on lui reproche de mener

une vie licencieuse (il passe pour homosexuel) et de professer des idées hérétiques. Reina préfère partir. Il erre alors d'Anvers à Francfort, de Strasbourg à Bâle, toujours au milieu de compatriotes gagnés à la Réforme. On lui doit une célèbre traduction en espagnol de la Bible et des exposés doctrinaux en latin dans lesquels il insiste sur l'importance de la Bible et de la justification par la foi ; il préfère laisser dans l'ombre certains points controversés, comme la Cène, par exemple. Reina prétendait condamner le péché, non le pécheur; il regrettait l'intolérance de Calvin dans l'affaire Servet: il avait les larmes aux yeux, à Genève, chaque fois qu'il passait sur la place où avait été brûlé son compatriote. Cf. Arthur GORDON KINDER, Casiodoro de Reina, spanish Reformer of the Sixteenth Century, Londres, 1975.

26 Un oncle du dramaturge Lope de Vega, Miguel de Carpio, fait preuve d'une rigueur qui frappe les esprits. On disait alors, à Séville : brûler comme Carpio, pour parler de quelqu'un de particulièrement intransigeant.

27 Il n'est pas impossible qu'il se soit suicidé.

28 Louis de Grenade devra remanier en profondeur ses livres avant de les rééditer. Sous cette nouvelle forme, ils connaîtront une ample diffusion en Europe ; on en fera même une traduction en japonais, à Nagasaki, en 1590.

29 Tiempos recios, l'expression est de sainte Thérèse.

30 On ne s'attardera pas sur la décision prise par Philippe II, en juillet 1559, de faire revenir les étudiants espagnols de Louvain et d'autres universités étrangères. On a parlé de « cordon sanitaire ». C'est excessif. Il s'agit d'une mesure de circonstance qui, du reste, sera rapportée un peu plus tard.

31 Il y a eu au moins deux dénonciations contre sainte Thérèse; aucune n'a abouti. Saint Jean de la Croix a bien été emprisonné, mais par ses frères de religion, pas par l'Inquisition.

32 L'Estrémadure et l'Andalousie voient alors foisonner une série de sectes qui, sous prétexte de liberté « spirituelle autorisent toute sorte de débordements : prêtres libidineux qui couchent avec des dévotes et des religieuses. Les peines infligées par l'Inquisition consistent en coups de fouet, en réclusions temporaires dans une prison ou un couvent; la peine de mort n'est jamais prononcée.

33 Publiée en 1675, la Guide spirituelle de Molinos connaît un gros succès dans toute l'Europe ; on la traduit en italien, en français, en allemand, en anglais, en hollandais... jusqu'à sa condamnation par Rome, en 1687. C'est au même moment que se développe en France la querelle du quiétisme qui oppose notamment Fénelon et Bossuet.

34 La sorcellerie est plutôt un phénomène féminin: «Pour un sorcier, dix mille sorcières » (Michelet), mais il arrive qu'elle soit pratiquée par des hommes, comme ce jeune paysan d'Antequera, jugé en 1572, qu'on allait voir pour retrouver des objets perdus et qui passait pour savoir arranger des mariages.

35 Reprobación de las supersticiones y hechicerías

36 D'une manière générale, on peut résumer ainsi la situation: à partir de 1530, dans les domaines de la couronne de Castille, l'Inquisition est seule compétente pour les affaires de sorcellerie ; dans les territoires de la couronne d'Aragon, les choses sont plus floues : c'est tantôt la juridiction ordinaire qui est saisie, tantôt l'Inquisition, mais la tendance est de laisser faire l'Inquisition.

37 Une pommade composée de mandragore, de jusquiame, de belladone causait des hallucinations, comme le docteur Laguna en fit l'expérience, à Metz, sur un couple de vieillards accusés de sorcellerie.

38 Traité sur les superstitions, livre imprimé à Logrono, au cœur d'une province où les sorciers abondaient.

39 En 1549, un inquisiteur de Valladolid, en tournée d'inspection en Catalogne, observe que son collègue de Barcelone «terrorisait les détenues [...] et leur disait ce qu'elles devaient avouer ».

40 « Puisque vous pensez, comme les experts et les médecins consultés, que cette femme n'a pas le sens commun, libérez-la sous caution» (lettre de la Suprema aux inquisiteurs de Barcelone, le 11 juillet 1537).

41 «Dans des affaires aussi délicates, il faut user de mansuétude plus que de rigueur» (Lettre de la Suprema, le 27 mars 1539).

42 Le fait est confirmé par l'évêque de Pampelune dont la Suprema avait sollicité l'avis, en 1611 : «J'ai toujours eu la certitude que cette affaire n'était qu'une vaste duperie » ; les inquisiteurs de Logrono ont voulu imiter ce qui se faisait en France ; « tout repose sur les allégations fausses d'enfants ou d'ignorants qui commentaient ces histoires et avaient retenu quelques expressions après avoir appris ce qui se passait en France ».

43 H. R. TREVOR-ROPER, «L'épidémie de sorcellerie en Europe aux XVIe et XVIIe siècles », dans De la Réforme aux Lumières, Paris, 1972, p. 133-236.

TROISIÈME PARTIE

L'Espagne et l'Europe (1700-1996)

De l'avènement des Rois Catholiques à la mort du dernier des Habsbourgs, l'Espagne a été une puissance hégémonique en Europe. Sous Philippe II, cette prépondérance est indiscutable puisque ce souverain règne sur la totalité de la péninsule Ibérique, sur les Pays-Bas, la Franche-Comté, Milan, Naples, et qu'il a pour alliés les Habsbourgs d'Autriche, titulaires du Saint Empire. Le comte-duc d'Olivarès s'était donné pour tâche de conserver à l'Espagne son rang. Les défaites militaires et diplomatiques du milieu du XVIIe siècle ont réduit à néant ces prétentions. La guerre de succession d'Espagne et les traités d'Utrecht (1713) confirment le déclin. L'Espagne perd alors toutes ses possessions hors de la péninsule. Elle conserve, certes, un empire colonial immense, le plus riche qu'on connaisse à l'époque. Elle n'en a pas moins le sentiment d'être devenue une nation de second ordre et l'amertume se fait plus forte quand, au début du XIXe siècle, elle doit renoncer à presque tous ses territoires d'Amérique.

Depuis le début du XVIIIe siècle, l'Espagne éprouve un complexe de frustration vis-à-vis de l'Europe. Elle ne participe guère aux conquêtes qui marquent l'avènement du monde moderne : la révolution scientifique, le progrès technique, l'industrialisation, la sécularisation de la pensée... Elle souffre de se voir méprisée, condamnée, voire exploitée par l'étranger. Pour sortir de cette situation humiliante, elle cherche des solutions qui soulèvent autant de débats. Pour retrouver son rang en Europe et devenir une nation moderne, doit-elle prendre modèle sur l'étranger et renoncer à une partie de son patrimoine culturel, en reniant tout ce qui s'est fait depuis l'arrivée de Charles Quint dans la péninsule? Il n'est pas excessif de résumer toute la période qui va du XVIIIe siècle à l'avènement de Juan Carlos comme un

effort de l'Espagne pour rattraper son retard vis-à-vis de l'Europe et du monde moderne. Cela n'est pas allé sans déchirements. Aux yeux des traditionalistes, les Lumières sont une tentative pour greffer en Espagne des institutions, des méthodes et des idées qui sont étrangères à son génie. Le combat prend une forme nouvelle à partir de 1808. L'Espagne refuse alors d'être une annexe de l'Empire français; elle souhaite en même temps se débarrasser de ses archaïsmes. Carlistes et libéraux, d'abord, conservateurs et réformateurs, ensuite, s'affrontent jusqu'à ce que, en 1939, le général Franco prétende renouer avec les vertus de la race, incarnées, selon lui, par les Rois Catholiques et par Philippe II. La mort du dictateur coïncide avec des transformations économiques et sociales qui permettent à l'Espagne de se retrouver l'égale de la plupart des puissances européennes.

Près de trois siècles d'antagonismes, idéologiques ou sanglants, ont laissé des traces. Peut-on parler pour autant de deux Espagnes irréductibles l'une à l'autre ? L'idée a été lancée, au XIXe siècle, par le Portugais Fidelino de Figueiredo; elle a été reprise, de nos jours, par le grand historien Menéndez Pidal. Malgré cette caution prestigieuse, la thèse des deux Espagnes n'est pas convaincante. L'intransigeance n'est l'exclusivité d'aucun pays. En France, par exemple, on continuait, encore en 1989, à se diviser sur l'interprétation de la Révolution. On a connu des guerres civiles meurtrières — la Commune de Paris — et des drames nationaux dont le dernier en date — l'attitude des Français entre 1940 et 1944 — est loin d'être complètement apaisé. L'Espagne ne constitue donc pas une exception. Comme tant d'autres pays, elle s'est divisée et déchirée sur les voies à suivre pour assurer son unité, sa prospérité et sa grandeur sans qu'on puisse pour autant parler de blocs irréconciliables [1].

CHAPITRE PREMIER

Le siècle des Lumières (1700-1788)

Il est rare que les siècles coïncident exactement avec leurs limites chronologiques. En Espagne, le XVIIIe commence vers 1680, avec la récupération de l'économie, la remise en ordre des finances publiques et l'intérêt que les novatores portent au mouvement des idées, de Galilée à Newton. On serait tenté de l'arrêter à la mort de Charles III, en 1788, mais la vraie coupure se situe un peu plus tard, avec les premiers échos de la Révolution française et surtout avec l'exécution de Louis XVI; on voit alors les réformateurs s'effrayer de leurs audaces antérieures et adopter une attitude beaucoup plus prudente. Trois souverains ont occupé le trône au cours de cette période : Philippe V (1700-1746), Ferdinand VI (1746-1759) et Charles III (1759-1788)[2]. D'une façon générale, ils ont été plutôt médiocres, même Charles III qui passe pour un grand réformateur. Philippe V n'avait pas la personnalité de son grand-père Louis XIV; partagé entre une sensualité maladive et une dévotion scrupuleuse, il passait du lit conjugal au confessionnal, selon le mot de Domínguez Ortiz, ce qui lui laissait peu de temps à consacrer aux affaires de l'Etat. Charles IV a souffert du portrait que Goya a fait de lui et de sa famille ; en fait, il n'était pas pire que ses prédécesseurs. Ces rois ont été respectés plus qu'aimés de leurs sujets. Leur mérite a été de porter un regard neuf sur la situation du pays et d'appeler au pouvoir les hommes qu'ils jugeaient capables de mener les réformes nécessaires.

On a tendance à exagérer l'aspect novateur des Bourbons et l'influence des idées françaises. En réalité, l'Espagne avait commencé à changer dans les vingt dernières années du XVIIe siècle. C'est alors que se dessinent les grands traits de la période suivante : la réforme monétaire qui va donner au pays, pendant plus de cent ans, une monnaie stable et une redistribution de la richesse nationale marquée par l'effacement du centre et l'essor des

régions périphériques. Dans le domaine politique, les premiers Bourbons ont profité des circonstances pour réaliser en partie le rêve d'Olivarès : unifier une Espagne désormais réduite à ses possessions péninsulaires et à son empire colonial. C'est à partir du XVIIIe siècle qu'on peut vraiment parler d'Espagne et non plus d'une juxtaposition de royaumes. À tous les niveaux, on note plus d'homogénéité et même le sentiment d'appartenir à une communauté nationale, sentiment parfaitement compatible avec un fort patriotisme régional. Cela dit, les rois n'ont guère modifié le système fiscal, qui reste profondément injuste, ni la structure de la société : la noblesse conserve ses privilèges, le clergé aussi, sauf qu'il dépend encore plus de l'État; une bourgeoisie dynamique et entreprenante a du mal à s'affirmer.

Plus que de rupture avec le passé, il faudrait parler de continuité avec la tradition nationale. C'est particulièrement net dans le domaine de la culture. On trouve peu d'encyclopédistes et de philosophes à la française en Espagne. Les Lumières ne s'écartent pas de la religion traditionnelle ni de l'orthodoxie catholique; on cherche seulement à épurer la religion de ses éléments frelatés, comme les superstitions ou les manifestations excessives du culte ; on compte sur le clergé pour élever le niveau culturel et moral et le bien-être de la population. Conscients de la décadence de l'Espagne, les réformateurs s'efforcent de combler le retard de leur pays par rapport au reste de l'Europe. Ils adoptent, pour cela, une attitude pragmatique ; ils cherchent à substituer un ordre rationnel à une continuité traditionnelle : la notion de progrès remplace celle de providence. C'est le pouvoir royal qui préside d'en haut à la régénération, attitude qui s'accompagne d'une sorte d'impatience devant les lenteurs et les résistances et qui donne lieu à une incompréhension réciproque du peuple et des élites éclairées. Cette volonté réformatrice a donné des résultats. Dans le dernier tiers du XVIIIe siècle, le redressement est sensible partout. La Révolution française de 1789 provoque en Espagne des réactions contrastées : enthousiasme chez quelques-uns, inquiétude chez la plupart. On voit alors certains réformateurs prendre peur devant les audaces de la nation voisine, craindre la contagion révolutionnaire et adopter une attitude défensive, voire rétrograde. Les guerres de la Révolution et de l'Empire viennent interrompre un lent processus de rénovation et placer l'Espagne devant des choix difficiles.

LA GUERRE DE SUCCESSION

Le testament de Charles II ne suscite d'abord aucune opposition; tous les souverains — à l'exception de l'empereur — reconnaissent le duc d'Anjou comme roi d'Espagne et, en avril 1701, Philippe V fait son entrée à Madrid. Ce sont les maladresses de Louis XIV qui changent la situation. En février 1701, il laisse entendre que son petit-fils pourrait, dans certains cas, conserver ses droits à la couronne de France; c'était revenir sur la garantie que la France et l'Espagne ne seraient jamais réunies sous l'autorité d'un seul roi. Dans le même temps, agissant au nom de Philippe V, Louis XIV occupe les Pays-Bas. Ces déclarations et ces actions apparaissent comme autant de provocations. Les Provinces-Unies et l'Angleterre se rapprochent alors de l'empereur et s'engagent à donner la succession d'Espagne à son fils cadet, l'archiduc Charles d'Autriche. En septembre 1701, se forme, entre l'Angleterre, les Provinces-Unies, l'empire et le Danemark une coalition qui, en juin 1702, déclare la guerre à la France et à l'Espagne. Le Portugal la rejoint en mai 1703. Le conflit dynastique autour de la succession d'Espagne débouche ainsi sur une guerre internationale et, à l'intérieur de la péninsule, sur une guerre civile entre les partisans de chacun des prétendants.

Dans la péninsule, les Alliés commencent par remporter des succès. Les Anglais s'emparent de Gibraltar (1704) et de Barcelone (1705). La Catalogne, Valence et l'Aragon se rallient à l'archiduc qui entre à Madrid en juillet 1706, mais le peuple castillan se dresse en faveur de Philippe V et, le mois suivant, celui-ci peut retourner dans la capitale. La contre-offensive s'organise. En avril 1707, elle permet aux Franco-Espagnols de battre leurs adversaires à Almansa, non loin de Valence. Étrange bataille : c'est un Anglais naturalisé Français, le duc de Berwick, qui commande l'armée « espagnole tandis que les troupes alliées sont sous les ordres de lord Galloway, un Français au service de l'Angleterre... En réalité, la partie se joue dans les Flandres et sur le Rhin. Après quelques succès initiaux, les Français reculent partout. En 1708, Lille est perdue et le territoire de la France envahi. Pour aggraver les choses, des famines terribles ravagent la France à partir de 1709. Découragé, Louis XIV est sur le point d'abandonner le combat, mais ses adversaires posent des conditions

inacceptables : ils exigent de lui qu'il cède l'Alsace, Strasbourg, Lille et que l'armée française chasse d'Espagne Philippe V. Le roi fait le pays juge d'exigences « également contraires à la justice et à l'honneur du nom français » ; il aime mieux faire la guerre à ses ennemis qu'à ses enfants. Les hostilités reprennent. Cette fois, les Franco-Espagnols ont le dessus. En Espagne, Vendôme remporte la victoire de Villaviciosa (1711) ; dans le nord, en septembre 1712, Villars arrête les impériaux à Denain.

Du point de vue militaire, Philippe V a gagné la partie. Sur le terrain diplomatique, la mort de Joseph Ier, en avril 1713, a pour effet de faire de son fils et héritier, l'archiduc Charles, le nouvel empereur. Si ce dernier devenait roi d'Espagne, on se retrouverait dans la situation de 1519, quand Charles Quint, qui régnait déjà sur l'Espagne, avait reçu la dignité impériale. Cette perspective inquiète les Alliés. L'Angleterre et la Hollande changent de camp : elles se résignent à reconnaître Philippe V comme roi d'Espagne à condition qu'il renonce définitivement à ses droits sur la couronne de France. C'est sur cette base qu'est signé le traité d'Utrecht, en avril 1713. L'Angleterre en est le grand bénéficiaire. Elle conserve Gibraltar et l'île de Minorque, occupée pendant la guerre, et elle obtient deux clauses particulièrement avantageuses sur le plan économique : le monopole de la traite des Noirs en Amérique et le droit d'envoyer tous les ans aux Indes un bateau de commerce de cinq cents tonneaux. Ce navire, dit de permission, représente une brèche dans le monopole commercial de l'Espagne avec son empire colonial. Les premiers intéressés, Philippe V et l'archiduc d'Autriche, devenu empereur, ne sont pas concernés par le traité d'Utrecht. C'est un accord ultérieur, signé en 1714, qui règle leur différend; l'Espagne cède à l'Empire toutes ses possessions en dehors de la péninsule Ibérique: les Pays-Bas espagnols, Naples, le Milanais et la Sardaigne.

En ce qui concerne les répercussions intérieures de la guerre de succession, on remarque, d'une manière générale, d'une part que les privilégiés et leurs sujets ont fait des choix inverses, d'autre part que les territoires de la couronne d'Aragon se sont rangés plutôt du côté de l'archiduc, ceux de la couronne de Castille dans le camp de Philippe V. Ce qui déclenche la guerre civile, c'est l'invasion étrangère. Les Castillans ont été choqués par l'entrée de Portugais à Madrid et par la présence de protestants dans les troupes alliées. Au début de l'été 1706, quand l'archiduc

lance son offensive au centre de la péninsule, une sorte de guérilla avant la lettre s'organise, menaçant de couper ses lignes de communication, ce qui l'oblige à évacuer Madrid. La même réaction se produit en 1710. Les partisans de l'archiduc occupent de nouveau Madrid; ils en sont chassés par un soulèvement du petit peuple castillan dont l'attitude contraste avec l'hostilité ou l'indifférence de la haute noblesse. De peur, sans doute, de perdre de leur influence, les Grands, en effet, ont pris très vite leurs distances à l'égard des Bourbons. Le dernier amiral de Castille, les ducs d'Arcos, de Medinaceli, de Béjar, de Nájera, les comtes de Cifuentes, de Lemos, de Fuensalida, le marquis de Santa Cruz et d'autres encore ne montrent aucun enthousiasme pour la cause de Philippe V. Le clergé se divise. En général, les jésuites sont favorables à Philippe V, les ordres mendiants à l'archiduc, au moins dans la couronne d'Aragon. En Castille, le clergé séculier est pour les Bourbons ; dans la couronne d'Aragon, il est contre ; à Tarazona et à Murcie, des bataillons de curés, encadrés par des chanoines, font le coup de feu contre les Français. Après la guerre, certains ecclésiastiques, partisans de l'archiduc, quitteront l'Espagne; Charles, devenu empereur, récompensera leur dévouement par des prébendes à Vienne et dans les nouvelles possessions italiennes des Habsbourgs.

Dans la couronne d'Aragon, c'est l'inverse. Ce sont les sujets qui prennent position contre les Bourbons. Il faut probablement tenir compte de la structure sociale de ces territoires où le régime seigneurial était beaucoup plus dur qu'en Castille. Déjà, à Valence, en 1693, on avait assisté à des rébellions de paysans qui refusaient de payer leurs rentes. La guerre civile prend, à Valence, l'aspect d'une révolte anti-seigneuriale ; les paysans saccagent les domaines des nobles. En se ralliant à l'archiduc, ils cherchent à échapper à l'oppression seigneuriale ; ils ont conçu le faux espoir — note un contemporain — qu'ils allaient être libérés des tributs qui les écrasaient. Philippe V ne les décourage pas et promet vaguement de revoir leur situation après la victoire.

Pour expliquer le refus de la couronne d'Aragon de se soumettre aux Bourbons, il est tentant d'évoquer la crainte de ces territoires de perdre un statut d'autonomie auquel ils étaient très attachés. De ce point de vue, Charles d'Autriche, qui était un Habsbourg, semblait présenter des garanties: le dernier roi d'Espagne, Charles II, avait scrupuleusement

respecté les fueros, et, en Catalogne, on gardait un mauvais souvenir du passage des troupes françaises dans les années 1650 et du traité des Pyrénées qui avait donné à la France le Roussillon et la Cerdagne. Les Français n'étaient guère populaires; on voyait en eux des commerçants et des immigrants, c'est-à-dire des rivaux accusés de faire monter les prix et baisser les salaires. Ce sont ces sentiments qui priment, au moins au début de la guerre civile, plus que la question de l'autonomie. À aucun moment, on ne relève la volonté de profiter des circonstances pour se séparer de la Castille. Aragonais, Catalans et Valenciens se battent pour le régime futur de l'Espagne tout entière, pas pour le sort de leurs patries respectives. Quant à la défense des fueros, elle ne se pose que dans un second temps, après la bataille d'Almansa (1707), quand Philippe V prononce l'abolition du statut d'autonomie du royaume de Valence. Ce précédent inquiète les autres composantes de la couronne d'Aragon et les renforce dans leur attitude, mais il ne crée pas l'opposition aux Bourbons; elle existait déjà. Sur les conseils de Louis XIV, Philippe V avait pris soin de ménager la susceptibilité de ses nouveaux sujets. Dès son avènement, il s'était rendu à Barcelone et y avait réuni les Cortès de Catalogne, renouant ainsi avec une tradition interrompue depuis 1632. À cette occasion, il avait confirmé les privilèges du Principat et juré solennellement de les respecter. On n'a aucune raison de douter de ses intentions : après tout, il n'a pas touché aux fueros du pays Basque et de la Navarre, régions qui s'étaient ralliées à lui dès le début et lui étaient restées fidèles. L'abolition du statut d'autonomie de Valence, puis des autres territoires de la couronne d'Aragon, doit être interprétée comme une sanction contre des sujets rebelles plus que comme l'application d'un centralisme doctrinal. La résistance des Catalans a donc des causes complexes. Elle a été plus forte à Barcelone même que dans le reste du Principat, plus dans les classes moyennes que dans la noblesse. On retrouve encore des considérations sociales à la base des prises de position politiques: la crainte de Barcelone de perdre sa suprématie sur le reste de la Catalogne, celle des classes moyennes devant la concurrence française. La ville de Barcelone prolonge sa résistance aux Bourbons après la paix d'Utrecht. Quand le duc de Berwick assiège Barcelone, ce sont des milices urbaines, organisées par corps de métiers, qui prennent en main la défense de la ville. On voit ainsi des compagnies d'orfèvres, de boulangers ou de fabricants d'épées se porter aux différents points stratégiques; il y a aussi

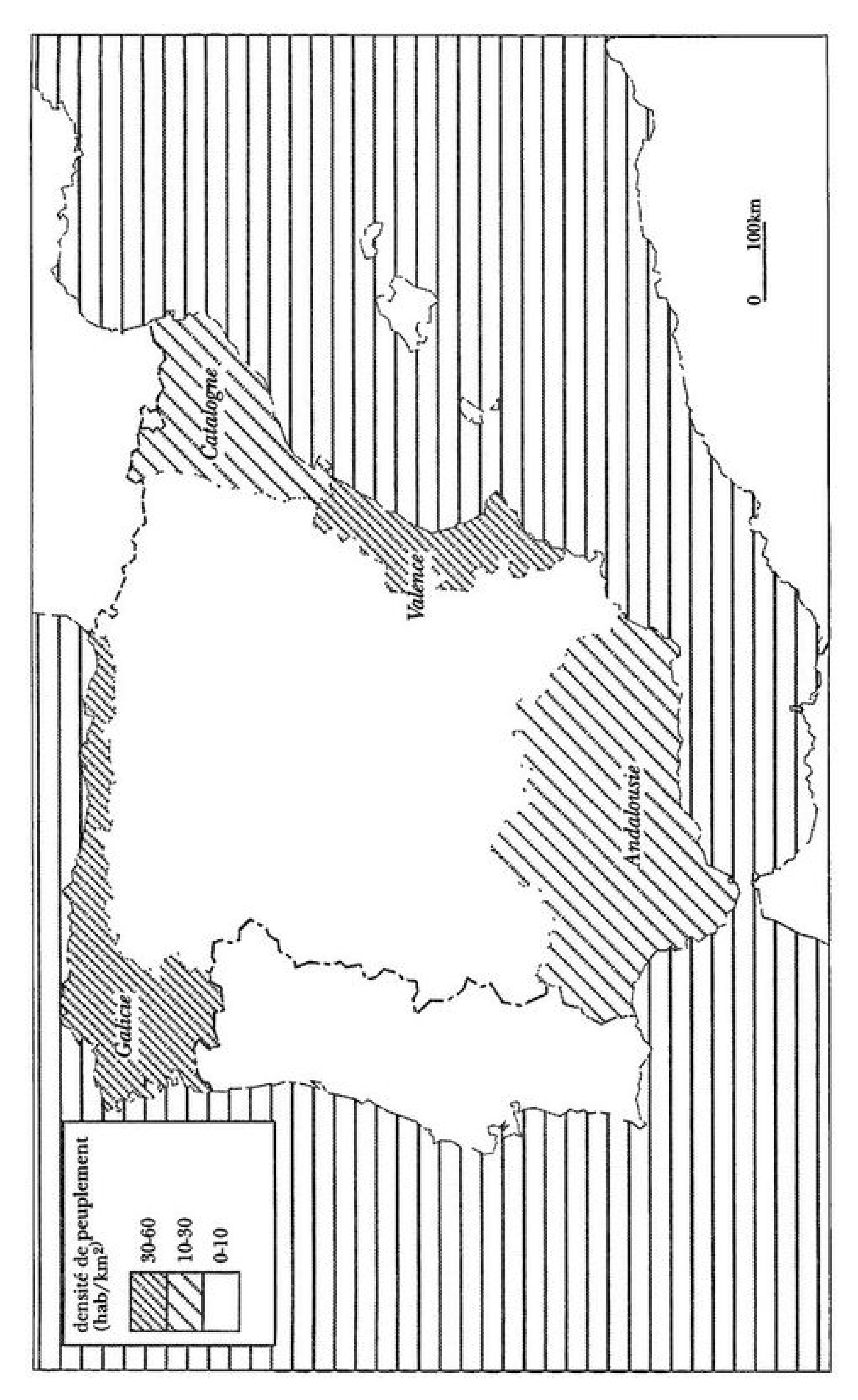
deux compagnies d'étudiants, commandées respectivement par un professeur de droit et un professeur de philosophie. L'assaut final est donné le 11 septembre 1714. Barcelone capitule le 15. L'année suivante, l'Aragon et la Catalogne perdent leur fueros.

LES RÈGNES DE PHILIPPE V (1700-1746) ET DE FERDINAND VI (1746-1759)

Les deux premiers Bourbons d'Espagne se ressemblent sur un point: tous deux souffraient de troubles psychiques. À leur mort, ils étaient au bord de la folie. Philippe V n'a jamais vraiment accepté les clauses du traité d'Utrecht qui l'avaient obligé à renoncer à ses droits sur la couronne de France. C'est ce qui explique son abdication de janvier 1724 au profit de son fils Louis. Le roi évoque alors « les misères de la vie » et son intention de se retirer à la Granja avec sa deuxième femme, Isabelle Farnèse, — qu'il a épousée en 1714 — pour «méditer sur l'autre monde ». En réalité, la maladie du jeune Louis XV lui faisait espérer qu'il pourrait occuper bientôt le trône de France. À la Granja, les deux époux ne préparaient pas seulement leur salut éternel, ils étaient surtout occupés à faire leurs bagages en vue d'un prochain départ pour Paris... Ce n'est pourtant pas Louis XV qui meurt, mais Louis I[er], le nouveau roi d'Espagne, et Philippe V est trop heureux de remonter sur le trône ! Ferdinand VI est donc, en fait, le troisième Bourbon d'Espagne. Il est né du premier mariage de Philippe V avec Marie-Louise Gabrielle de Savoie. Dès son avènement, il oblige sa belle-mère, l'encombrante Isabelle Farnèse, à quitter la cour et à s'installer à la Granja. On prétend qu'il a réduit l'influence dont les Français jouissaient depuis l'avènement de la nouvelle dynastie. En réalité, beaucoup de Français qui avaient accompagné Philippe V et servaient dans l'armée ou l'administration avaient quitté l'Espagne à la fin de la guerre de succession et après l'arrivée d'Isabelle Farnèse. Les Italiens étaient moins nombreux, mais leur influence était sans doute plus importante que celle des Français[3]. Les deux premiers Bourbons se sont efforcés de réorganiser les institutions. Leur tâche s'est trouvée singulièrement facilitée par la conjoncture favorable amorcée à la fin du XVII[e] siècle.

Le redressement de l'Espagne

Au milieu du XVII[e] siècle l'Espagne a connu l'une des situations les plus critiques de son histoire. La reprise est sensible à partir de 1680 et se poursuit tout le long du XVIII[e] siècle, malgré les guerres dont les effets sont presque nuls sur l'économie générale [4]. Il y a encore de mauvaises récoltes, des crises de subsistances et des famines, mais plus d'épidémies dévastatrices comme celles qu'on enregistrait auparavant. Les mines du Mexique retrouvent une production soutenue et l'argent afflue de nouveau. La monnaie connaît une stabilité remarquable [5]. Les prix montent régulièrement et se maintiennent au-dessus des salaires; l'écart entre les deux courbes reste important, ce qui assure aux entreprises des profits croissants. C'est à cette cause que Hamilton attribue l'expansion de l'Espagne au XVIII[e] siècle, une expansion qui n'est pas uniforme; elle est plus soutenue dans certaines régions, moins dans d'autres. Au VIII[e] siècle, se produit le renversement « qui fait passer du centre à la périphérie la zone d'attraction démographique et d'activité productrice (Pierre Vilar), changement fondamental pour expliquer les différences entre l'Espagne contemporaine et celle du siècle d'or.



Densité de la population de l'Espagne d'après le recensement de 1787

La démographie offre une bonne illustration de cette évolution générale[6]. La population de l'Espagne passe alors de sept à onze millions d'habitants. Toutes les régions sont concernées, mais celles de la périphérie beaucoup plus que les autres. La Galice, les Asturies, le pays Basque, l'Andalousie atlantique progressent vivement, la Catalogne encore plus. C'est l'ancien royaume de Valence qui connaît la plus forte croissance, une croissance d'autant plus spectaculaire qu'elle ne doit presque rien à l'immigration. L'activité épouse le mouvement de la population. Le réseau urbain des deux Castilles s'effondre; Léon, Burgos, Avila ne sont plus que de gros bourgs où vivent des ecclésiastiques, des rentiers (bureaucrates, nobles, propriétaires) et de petits commerçants qui emploient une domesticité nombreuse et mal payée. À Tolède, beaucoup de palais et de demeures seigneuriales sont délabrés ; on n'a plus les moyens de les entretenir; on ne trouve même pas toujours à les louer, car l'offre est supérieure à la demande. Même Séville reste au-dessous de la moyenne nationale. Madrid ne fait exception que parce qu'elle est la capitale du royaume: elle avait 140 000 habitants en 1700; elle en a 180 000 en 1800. Au même moment, le littoral andalou et murcien monte à cause du dynamisme des ports (Cadix, Malaga, Carthagène). La progression de Cadix est des plus rapides: 7000 habitants en 1600, 41000 en 1700, 71000 en 1786. Ce n'est pas un hasard si ce port supplante définitivement Séville comme tête de ligne du trafic colonial. Un processus d'urbanisation s'ébauche dans la corniche cantabrique. Le Levant, avec Valence et Alicante, et la Catalogne prennent leur élan. La population de Barcelone triple ; en 1800, avec plus de cent mille habitants, elle dépasse Séville et devient la seconde ville du royaume, après Madrid. Toujours en Catalogne, il faut relever la croissance de villes situées sur le littoral ou à proximité, comme Matarô (plus de 10000 habitants en 1787) ou Reus.

Cet accroissement démographique entraîne une demande plus forte de produits alimentaires et de terres à cultiver, par voie de conséquence une hausse des prix agricoles, plus accusée dans la seconde moitié du siècle que dans la première, ainsi qu'une élévation de la rente foncière : il n'est pas rare de voir des propriétaires augmenter les baux — parfois les doubler — quand ils viennent à renouvellement, tous les trois ou quatre ans. Ce double mouvement de hausse — des prix et de la rente foncière — constitue un encouragement à investir dans la terre. La production s'accroît

régulièrement. Dans certaines régions — le nord, par exemple -, le maïs et la pomme de terre se développent et permettent de nourrir une population en augmentation. Dans les environs de Valence, la culture du riz s'étend, non sans conséquences néfastes pour la santé des habitants, comme le relève un rapport de Cabanilles à la fin du siècle. Les céréales restent cependant la base de l'alimentation. Comme la technique ne connaît aucune amélioration sensible et que l'outillage et les habitudes ne changent guère, les rendements restent faibles. C'est donc de l'extension des emblavures qu'on attend une augmentation de la production. On défriche de nouvelles terres : des bois — sans que la déforestation soit excessive : les prix du charbon et du bois ne montent pas d'une manière anormale ; leur courbe est parallèle à celle des produit agricoles -, des pâturages ou des biens communaux que les oligarchies locales ont tendance à privatiser. Dans ce domaine aussi, il est nécessaire d'apporter des nuances régionales : les dîmes des diocèses de Séville, de Tolède, de Valladolid, de Zamora, de Ségovie semblent indiquer que les récoltes de blé et d'orge restent stationnaires et même baissent légèrement, tandis que celles de seigle et surtout de vin sont en augmentation. La vigne, culture spéculative, s'étend partout, souvent au détriment des céréales, dans les deux Castilles comme en Andalousie. C'est au XVIII[e] siècle que les exportations de vin de Xérès prennent leur essor et que des négociants britanniques s'installent dans le pays et y font souche: les Domecq, Osborne, Gordon, Harvey, etc. [7]Dans les provinces de Soria et de Salamanque comme en Estrémadure, les céréales sont nettement en régression. Campomanes dénonce l'attitude de certains seigneurs qui préfèrent transformer en pâturages des terres de labour qui, à leur gré, ne rapportent pas assez; le bétail chasse l'homme. L'absence d'un véritable marché national et les difficultés créées par le relief[8]font que les régions de l'intérieur ne peuvent guère compter que sur leurs propres ressources. Les gouvernants chercheront, dans le dernier tiers du siècle, à remédier à cette situation avec des résultats médiocres. Le littoral est plus favorisé ; en période de disette, on peut faire venir le blé de l'étranger, de France, d'Angleterre, de la Baltique et même de Philadelphie !

La croissance se manifeste aussi dans l'artisanat et les manufactures, mais elle est inégale selon les branches et les régions. Au début du siècle, sous l'influence des théories mercantilistes, telles que les expose Ustariz, on

cherche à utiliser les matières premières — laine, fer, potasse... — pour créer une industrie nationale et redresser la balance commerciale; l'État se fait souvent entrepreneur, directement ou indirectement — en apportant les capitaux nécessaires. Ce sont ces tendances colbertistes qui inspirent la création de manufactures royales : les draperies de Ségovie et surtout celles de Guadalajara qui emploient plus de mille ouvriers au milieu du siècle, presque quatre mille à la fin ; les cotonnades d'Avila; la cristallerie de La Granja; les porcelaines du Retiro (Madrid) ... La plupart de ces entreprises restent cependant déficitaires. Les premiers hauts fourneaux apparaissent dans le nord, à Liérganes et à La Cavada; ils fabriquent des canons pour la marine. Patiño et le marquis de la Ensenada créent les arsenaux du Ferrol, de Carthagène, de Cadix et de La Havane. On réorganise les mines d'Almadén de façon à fournir le mercure destiné à accroître la production d'argent du Mexique, grâce au procédé de l'amalgame. Parmi les industries traditionnelles, on note une montée du textile, faible pour la soie, rapide pour le coton, moyenne pour la laine, hésitante pour le lin. Toutes les régions d'Espagne sont concernées, mais dans des proportions variables. À Grenade, les fabricants de soieries ne sont pas autre chose que des artisans aisés. En Galice, notamment à Mondoñedo, le lin donne lieu à une petite industrie rurale — la seule — qui travaille pour l'exportation. En Castille, le travail de la laine a périclité presque partout, sauf à Ségovie où l'on relève une tendance à la concentration, mais où la fabrication est enserrée dans une réglementation tatillonne qui freine les initiatives. De nouveaux centres apparaissent dans la Rioja (à Ezcarray) ou à Santo Domingo de la Calzada. Néanmoins, l'essentiel de la laine de Castille continue à être exporté. Les chiffres connus pour l'activité du port de Bilbao entre 1733 et 1793 ne laissent aucun doute à ce sujet. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait qu'à Ségovie, par exemple, beaucoup de fabricants sont en même temps des éleveurs; la laine travaillée sur place représente moins de 15 % de celle qui est exportée. D'une façon générale, l'élevage transhumant ne perd rien de son importance. Au milieu du siècle, la Mesta regroupe environ trois millions de moutons; les troupeaux du monastère de Guadalupe, par exemple, n'ont jamais été aussi prospères.

Cette activité artisanale et industrielle limitée dans l'Espagne intérieure s'explique en partie par l'étroitesse du marché, elle-même liée au faible

pouvoir d'achat de la population. La nécessité d'assurer l'approvisionnement de la capitale a permis la constitution de compagnies comme les Cinq grandes corporations de Madrid[9]. Cette dernière compagnie tire de gros bénéfices des contrats passés avec l'État et la municipalité. Elle est chargée de percevoir les impôts locaux; elle s'occupe d'affaires industrielles et commerciales, y compris le trafic colonial ; elle fonctionne aussi comme banque: elle reçoit des dépôts des particuliers et elle prête de l'argent, notamment à l'État. Partout ailleurs, en Castille, le commerce est peu développé. Parfois, comme à Ségovie, le clergé afferme à des particuliers la perception des dîmes, ce qui se traduit par le renforcement d'une petite bourgeoisie locale, mais, le plus souvent, le clergé et les grands propriétaires écoulent eux-mêmes leurs récoltes, sans intermédiaires. Faute de disponibilités, les paysans n'ont pas les moyens d'acheter des vêtements ou des produits manufacturés. Dans les Asturies, encore en 1757, on pratiquait fréquemment le troc sur les marchés. Les rares commerçants travaillent pour une clientèle aisée, mais très restreinte. Comme le note un observateur en 1808, peu nombreux sont ceux qui peuvent acheter des produits de luxe ; on ne vend pas beaucoup ; on ne gagne donc pas beaucoup... Les véritables commerçants sont rares en Castille.

La situation est différente dans l'Espagne périphérique. Les Canaries tirent parti à la fois de leur position géographique — escale sur la route des Indes — et des ressources locales — l'exportation du vin -. Une bourgeoisie marchande se développe dans les ports du littoral cantabrique : Bilbao, Santander, La Corogne, Vigo. Même chose à Alicante et à Valence où de gros capitaux sont investis dans le commerce plus que dans les soieries, pourtant les plus importantes d'Espagne. C'est encore plus vrai à Cadix où se concentre, jusqu'en 1778 et même au-delà, l'essentiel du trafic avec l'Amérique ; on y trouve près de cinq cents gros négociants, des compagnies d'assurances, des courtiers... Les étrangers y sont nombreux; beaucoup s'installent à demeure. Dans l'ensemble, pourtant, les bourgeois de Cadix sont plutôt conservateurs ; ils investissent peu dans la région. En 1785, un contemporain leur en fait le reproche : pourquoi n'installeraient-ils pas sur place des métiers pour filer le coton importé d'Amérique au lieu de le réexpédier en totalité en Catalogne ? Les bourgeois de Cadix avaient peu de goût pour l'entreprise; ils préféraient le genre de vie de l'aristocratie. A

Barcelone, en revanche, on est en présence d'une bourgeoisie dynamique. La croissance de la Catalogne se situe entre 1730 et 1760 ; elle est due à la hausse des prix agricoles, grâce à des cultures rémunératrices comme le vin et l'eau-de-vie, à un moment où l'excédent démographique permet de maintenir les salaires à un niveau stable. Ici, les profits sont investis dans l'agriculture, dans le commerce et dans l'industrie. Dès le milieu du siècle, Barcelone s'affirme comme une grande ville, dotée, dès 1752, d'un éclairage public; le port est en pleine activité. On exploite les marchés traditionnels (l'arrière-pays catalan, la Méditerranée) et l'on se tourne vers l'Espagne intérieure, en attendant l'ouverture du marché américain, sous Charles III, et la création d'une industrie textile à partir du coton importé.

Malgré l'augmentation de la population, donc du nombre des contribuables, et celle de la production et des échanges, le budget de l'État reste constamment déficitaire. Une enquête officielle de 1737 évalue les recettes attendues à vingt et un millions de réaux et les dépenses prévues à trente-quatre millions et demi, dont plus de vingt millions pour les dépenses militaires. Pour combler la différence, on a recours, comme par le passé, à des expédients; on compte sur la reprise des importations d'argent du Nouveau Monde. La fiscalité ne connaît aucune modification importante par rapport à la situation antérieure. Elle repose, pour l'essentiel, sur des impôts indirects qui frappent la consommation et les transactions commerciales : alcabalas, Millions, etc., c'est-à-dire qu'elle pèse plus sur les pauvres que sur les riches. À ces produits s'ajoutent les droits de douane, les « services » extraordinaires et les contributions de l'Église. La seule réforme, dans la première moitié du siècle, porte sur le mode de recouvrement de l'impôt. Au lieu d'en confier l'adjudication à des particuliers, l'État charge ses agents de le percevoir directement, mais les municipalités - donc les oligarchies locales — conservent bien souvent la maîtrise des opérations. Elles en profitent pour transformer en taxes sur la consommation les rares tentatives de fiscalité directe ; de cette façon, les privilégiés s'arrangent pour payer moins qu'ils ne devraient. C'est ce qui se produit en 1741 quand l'Etat crée un « service extraordinaire, sorte d'impôt de 10 % sur le revenu dont sont exemptés les ecclésiastiques, les médecins, les avocats et les commerçants étrangers ; les municipalités s'arrangent pour faire porter la charge sur l'ensemble des contribuables. Sous Ferdinand VI,

le marquis de La Ensenada envisage une grande réforme : la création d'un impôt unique, proportionnel à la fortune, qui remplacerait la fiscalité indirecte. Établir l'assiette de cet impôt supposait une estimation précise de la fortune de chacun. C'est ce qu'on demande à la vaste enquête, connue précisément sous le nom de cadastre du marquis de La Ensenada, qui apporte une foule de renseignements sur la situation des villes et des campagnes de Castille au milieu du siècle. Après le renvoi du marquis, l'affaire tourne court; la réforme est ajournée.

C'est que la société espagnole du XVIIIe siècle est encore dominée par les ordres privilégiés : noblesse et clergé. La bourgeoisie proprement dite est minoritaire. La masse de la population est composée de paysans dont la situation varie d'une région à l'autre. En Galice, dans les Asturies et dans le pays Basque, on trouve beaucoup de petits et de moyens propriétaires et aussi des fermiers, mais peu d'ouvriers agricoles et de paysans sans terre. Les fermiers catalans ont obtenu, à la fin du XVe siècle, des baux emphytéotiques qui font d'eux, en réalité, des propriétaires; ils ont l'assurance de ne pas être délogés. À Valence, dans la Meseta nord et en Navarre, propriétaires et fermiers sont encore majoritaires. Dans l'Andalousie occidentale (Séville et Cordoue), au contraire, les trois quarts des paysans sont des ouvriers agricoles qui mènent une existence précaire ; les fermiers sont deux fois plus nombreux que les propriétaires. Dans l'Andalousie orientale, à Murcie, en Estrémadure et en Nouvelle-Castille, la proportion des ouvriers agricoles varie entre la moitié et les deux tiers de la population paysanne, le reste se répartissant à parts égales entre petits propriétaires et fermiers.

La noblesse reste l'ordre le plus puissant et le plus prestigieux. Les Bourbons ont créé beaucoup de titres, soit pour se procurer de l'argent, soit pour récompenser des services [10], mais le nombre des Grands augmente peu: ils sont cent dix-neuf en 1787 contre cent treize en 1707. D'une façon générale, le sol appartient à la noblesse et la plus grande partie du territoire est placée sous l'administration de seigneurs laïques ou ecclésiastiques ; seules les grandes villes, à de rares exceptions près, relèvent du domaine royal. Trois cas de figure sont possibles :

le seigneur possède la terre, mais sans juridiction : il n'a pas le droit de rendre la justice et de désigner les magistrats locaux;

il a la juridiction sur un territoire, mais pas la propriété du sol;

il possède à la fois la terre et la juridiction ; c'est le cas le plus fréquent. La noblesse détient ainsi la moitié de la richesse foncière des Asturies, du Léon et de l'Estrémadure, les deux tiers de celle de la Manche et de l'Andalousie occidentale.

Sous Charles III, la couronne rachète à certains seigneurs les impôts (alcabalas) dont ils s'étaient attribué la perception autrefois. Elle réintègre aussi au domaine royal quelques territoires, mais ces initiatives soulèvent des protestations et elles n'ont pas été très nombreuses. Les droits seigneuriaux proprement dits représentent peu de chose. Les banalités (moulins, fours, pressoirs, auberges) sont plus critiquées. En revanche, les seigneurs ne semblent pas revendiquer l'exclusivité des droits de chasse et de pêche : on n'en fera pas mention, aux Cortès de Cadix, au début du XIX[e] siècle, quand on évoquera les méfaits du régime seigneurial. Enfin, depuis 1716, le roi a retiré aux seigneurs le droit de rendre la justice criminelle. Malgré ces limitations[11], le régime seigneurial est de plus en plus impopulaire, mais c'est parce que les paysans ne distinguent pas entre droits seigneuriaux et rente foncière; ce n'est pas le seigneur qu'ils haïssent ; c'est le propriétaire soucieux de tirer le plus grand profit, soit en transformant en pâturages les terrains qui rapportent peu, soit en augmentant la rente foncière. Tous les nobles, en effet, ne se sont pas désintéressés de leurs domaines ; certains ont entrepris, souvent avec succès, de les mettre en valeur et d'en moderniser la gestion, comme le montrent les études menées, par exemple, sur la maison de l'Infantado : dans ce cas précis, les seigneurs ont fait preuve de dynamisme et ont introduit les améliorations techniques susceptibles d'accroître le rendement[12]. Des témoignages contemporains font état de la popularité du comte d'Aranda ou du marquis de Santa Cruz qui veillaient au bien-être de leurs sujets. Ce sont là, cependant, des exceptions.

Le second des ordres privilégiés, le clergé, possédait environ 15 % du territoire et encaissait 25 % des revenus agricoles, essentiellement sous formes de dîmes qui représentaient plus de la moitié des revenus agricoles du royaume. La différence entre le chiffre des possessions et celui des revenus laisse supposer, ou bien que les domaines du clergé étaient mieux exploités que les autres, ou bien qu'ils représentaient les terres les plus fertiles. Les deux hypothèses ne s'excluent pas, mais la seconde paraît la

plus probable. La distribution de cette richesse ne change guère au XVIIIe siècle. L'archevêché de Tolède reste le plus gros bénéfice d'Espagne avec des revenus annuels de trois millions de réaux; au bas de l'échelle, les évêchés de Barbastro, Tudela ou Tuy devaient se contenter de moins de cent mille réaux. Contrairement à une idée reçue, les effectifs du clergé n'étaient pas excessivement élevés. Le recensement de 1797 fait état de 182778 clercs, mais dans ce chiffre sont compris les simples tonsurés, les sacristains et autres auxiliaires. La population ecclésiastique réelle ne dépassait pas 150 000 personnes[13], soit moins de 1,5 % de la population totale de l'Espagne; elle a même baissé légèrement du début à la fin du siècle. On compte, en moyenne, un prêtre pour cinq cents habitants. Une analyse plus fine révèle des disparités régionales importantes: un prêtre pour 153 habitants en Alava, un pour 170 à Léon, un pour 268 à Toro, un pour 403 en Catalogne, mais un pour 1115 à Cordoue, un pour 1332 à Séville, un pour 1721 à Murcie... Ce qui a pu donner l'impression d'un clergé pléthorique, c'est sa forte concentration urbaine. Qu'ils soient séculiers ou réguliers, les clercs préfèrent s'installer dans les villes; or l'Espagne du XVIIIe siècle est un pays à dominante rurale. À la fin du siècle, près de trois mille paroisses rurales n'avaient pas de desservant ; c'était particulièrement net en Galice et en Estrémadure. Il faut renoncer à l'idée d'une Espagne profondément imprégnée des valeurs du catholicisme. Le P. Pedro Calatayud, jésuite qui parcourt l'Espagne à partir de 1718, note dans son Journal que des provinces entières, en particulier l'Andalousie, sont profondément imprégnées de paganisme : d'anciens cultes agraires subsistent; on ne distingue pas entre le sacré et le profane ; les curés ne mettent pas un grand zèle à instruire leurs ouailles, etc. Beaucoup de paysans, en effet, n'avaient que très rarement l'occasion d'entendre un prêtre les informer des vérités du dogme. La cure d'âmes était négligée, d'autant plus que le niveau culturel du bas clergé et même des moines n'était pas très élevé [14]; beaucoup d'entre eux n'avaient aucune curiosité intellectuelle, aucun goût pour la spiritualité.

Peu de prélats étaient issus de la haute noblesse; en général, ils étaient bien préparés à leur mission [15]. De nombreux curés menaient une existence précaire, car leurs évêques et les prébendiers se réservaient la plus grande partie des dîmes. Les monastères se préoccupaient surtout d'exploiter et d'agrandir leurs domaines en achetant des terres et en évinçant petits

propriétaires et fermiers, réduits à la condition de journaliers. Ils s'efforçaient aussi de faire valoir leurs droits seigneuriaux par tous les moyens. On connaît les rapports tendus qu'entretenait le monastère de Poblet, en Catalogne, avec les villages et les paysans des alentours. Il n'était pas rare de voir des frères lais procéder à des expéditions punitives, pistolet au poing. À l'intérieur du monastère, des factions se disputaient le pouvoir et en venaient aux mains quand il s'agissait d'élire un nouvel abbé. On dut interdire aux moines d'assister aux corridas, de fréquenter les théâtres, de passer la nuit dehors chez des personnes de « mauvaise réputation »...

Cette situation nourrissait dans le peuple un anticléricalisme diffus. Elle renforçait aussi les tendances régalistes des gouvernants, choqués par l'accumulation des biens de mainmorte, par l'ignorance des clercs, par le nombre excessif de moines considérés comme des parasites et comme des freins au progrès. Ces tendances inspireront les réformes décidées sous le règne de Charles III, mais le terrain a été préparé dans la première moitié du siècle à la suite de négociations avec Rome. La guerre de Succession avait ouvert une crise. Le pape ayant reconnu l'archiduc comme roi d'Espagne, Philippe V avait rompu les relations diplomatiques, fermé le tribunal de la nonciature et destitué plusieurs évêques, notamment en Catalogne. Un premier concordat, signé en 1737, avait permis de régler ce contentieux et diverses questions : les limites du droit d'asile dans les églises, la fiscalité du clergé, etc., mais le roi d'Espagne voulait beaucoup plus : le patronage universel, c'est-à-dire la prérogative de nommer à tous les bénéfices ecclésiastiques du royaume. Il l'obtient par le concordat de 1753, grâce à une forte indemnité et à quelques concessions : le pape conserve cinquante-deux bénéfices qu'il peut pourvoir à sa guise; pour tous les autres, y compris les évêchés, la couronne reçoit le droit de présentation, c'est-à-dire, en fait, de nomination. C'est la transposition en Espagne du régime déjà en vigueur aux Indes. Le clergé séculier est désormais désigné par le roi qui dispose ainsi d'une autorité accrue sur l'Église.

La réorganisation de lÉtat

Le long règne de Philippe V (1700-1746) se divise en deux parties de durée inégale; curieusement, chacune d'elles est marquée par la forte

personnalité d'une femme. Au cours de la première partie, l'objectif est de consolider un trône contesté à la fois par des oppositions intérieures et par une coalition internationale. Certaines des réformes entreprises alors visent à donner au nouveau roi les moyens de gagner la guerre sur tous les fronts : politique, militaire et diplomatique. Philippe V trouve en la princesse des Ursins plus qu'une collaboratrice, une femme douée d'une grande intelligence politique, capable de s'imposer même face à Louis XIV [16]. C'est elle qui fait nommer et soutient certains des ministres de l'époque : les Français Orry et Amelot, les Espagnols Macanaz et Campillo, qui rétablissent les finances et l'administration. Le traité d'Utrecht, qui marque la fin de la guerre de Succession, laisse Philippe V insatisfait: il lui en coûte de renoncer à ses droits à la couronne de France et il accepte mal que l'Espagne perde ses territoires d'Italie. Sa seconde épouse, Isabelle Farnèse, elle-même Italienne de Parme, entre dans ces vues et prend une part active à la conduite des affaires. Avant même de faire son entrée à Madrid, elle ordonne à la princesse des Ursins de quitter immédiatement le pays. Isabelle devient alors la première collaboratrice du roi. Elle pousse Alberoni, au départ simple agent diplomatique du duc de Parme, qui occupe le pouvoir de 1715 à 1719. On l'a présenté comme « un brouillon prodigieux », un homme qui, s'il avait eu le sens du possible, aurait pu être le Mazarin de Philippe V. Après le renvoi d'Alberoni, deux Espagnols se détachent: d'abord Patiño que Philippe V n'aime guère, mais dont il reconnaît la valeur; il a été, de 1733 à 1736, un véritable Premier ministre ; puis le marquis de La Ensenada qui, de 1743 à 1754, a gouverné avec intelligence et sagesse, s'occupant de tout: finances, droit, travaux publics, affaires maritimes...

On attribue parfois à l'influence française les principes généraux qui guident les Bourbons au moment de procéder à une réorganisation de l'appareil d'État : absolutisme et centralisation. Il faudrait nuancer cette affirmation. Depuis les Rois Catholiques, l'Espagne est une monarchie autoritaire ; la couronne a tendance à concentrer tous les pouvoirs et, si elle n'est pas arrivée à supprimer ou à limiter l'autonomie de certains territoires, c'est parce qu'elle n'a pas pu l'imposer, compte tenu des circonstances. De ce point de vue, le changement de conjoncture dû à la guerre de Succession facilite les choses. L'opposition de certaines élites et de certaines régions

offre aux Bourbons un prétexte pour renouveler les méthodes de gouvernement et l'organisation du territoire.

C'est vrai, notamment, pour la plus spectaculaire des décisions prises par le premier Bourbon : l'abolition du régime d'autonomie des pays de la couronne d'Aragon. On n'a pas affaire à une politique délibérée de centralisation; il s'agit plutôt d'une série de mesures de circonstance à l'encontre des territoires qui se sont ralliés à l'archiduc d'Autriche pendant la guerre de Succession. La preuve, c'est que les provinces basques et la Navarre, loyales à la cause des Bourbons, ont conservé leurs statuts. Il ne serait pas difficile, d'autre part, de relever les sources espagnoles de ces décisions. Dès 1625, le comte-duc d'Olivarès poussait Philippe IV à devenir roi d'Espagne, c'est-à-dire à ne plus se contenter d'être roi de Portugal, de Castille, d'Aragon, de Valence, comte de Barcelone, etc., mais à aligner les royaumes dont se compose l'Espagne sur le modèle castillan, en effaçant toutes les particularités qui les distinguaient entre eux. Pour justifier cette mesure, Olivarès faisait observer que les systèmes juridiques n'étaient pas fixés une fois pour toutes ; ils devaient évoluer avec le temps. Le décret du 29 juin 1707 portant abolition des fueros de Valence reprend ces arguments presque mot à mot: considérant que l'une des principales prérogatives de la souveraineté est de promulguer et d'abroger des lois, lesquelles peuvent changer en même temps que les circonstances et les mœurs, Philippe V décide d'aligner tous ses royaumes d'Espagne sur le régime juridique de la Castille. Il n'y a pas eu de mesure générale, valable pour l'ensemble de la couronne d'Aragon, mais des décisions particulières pour chacun des territoires concernés. La première, le décret du 29 juin 1707, suit immédiatement la bataille d'Almansa qui marque la défaite des rebelles valenciens. Elle est présentée comme une sanction politique. Il est mis fin au régime d'autonomie, aux fueros et même au droit civil du royaume de Valence. Toujours en 1707, un autre décret abolit les fueros d'Aragon, mais on attend la victoire de Villaviciosa (décembre 1710) pour compléter le dispositif, en avril 1711. À la différence de ce qui avait été décidé pour Valence, l'Aragon conserve son droit civil. Enfin, c'est en octobre et novembre 1715, après la victoire sur la rébellion catalane, qu'on supprime le régime particulier de la Catalogne et des Baléares ; comme en Aragon, on ne touche pas au droit civil. Les territoires de la couronne d'Aragon perdent

ainsi leur spécificité. Leurs Cortès disparaissent. Les vice-rois sont remplacés par des capitaines généraux qui reçoivent des pouvoirs accrus et président de droit les audiences, institutions originales qui sont plus que des cours de justice puisqu'en principe elles sont associées à l'administration des territoires. En fait, le capitaine général concentre l'essentiel des pouvoirs. C'est la victoire des militaires sur les civils. Les anciennes municipalités font place à des organismes nouveaux, conçus sur le modèle castillan, avec cette différence que les échevins sont nommés par le roi et ne peuvent pas transmettre leur charge à leurs enfants. La fiscalité aussi change. C'était l'un des objectifs du comte-duc d'Olivarès : faire payer les Catalans. Philippe V ne laisse pas passer l'occasion, mais, sur les conseils du ministre Macanaz, on évite d'introduire à Valence les nombreux impôts indirects qui avaient cours en Castille; ils sont remplacés par une taxe unique qui en est l'« équivalent » — c'est le nom qu'on donne à cette contribution nouvelle. On procède de la même façon en Aragon et en Catalogne. Sont supprimées enfin les douanes entre la Castille et l'ancienne couronne d'Aragon.

Peut-on dire que l'Espagne est désormais unifiée ? Le processus est bien engagé, mais il est loin d'être terminé. Certes, les représentants de l'Aragon, de Valence et de la Catalogne siègent maintenant à côté de ceux de la Castille dans les Cortès générales qui portent le nom de Cortès de Castille et d'Aragon, mais la Navarre conserve ses Cortès, son vice-roi, ses institutions, et les provinces basques leurs assemblées représentatives. Entre ces deux derniers territoires et le reste de l'Espagne subsistent des postes de douane. La frontière douanière suit, en gros, le cours de l'Èbre, si bien que le pays Basque apparaît comme une sorte de zone franche. Ce n'est pas sans raisons qu'on oppose, à partir du XVIII[e] siècle, les provinces exemptées, c'est-à-dire le pays Basque et la Navarre, aux autres, théoriquement soumises à un même régime juridique, politique et douanier. Le vocabulaire diplomatique lui-même est incertain. En 1701, Philippe V s'était intitulé roi des Espagnes; dans les traités de 1713, qui fixent le nouvel ordre européen, il est désigné comme le Roi Catholique, tantôt des Espagnes, tantôt d'Espagne, encore que, de ce point de vue, l'hésitation soit de courte durée : on ne parlera plus, à partir du XVIII[e] siècle, que du roi d'Espagne.

L'unification a fait des progrès, mais elle n'est pas complète. Les premiers Bourbons se gardent bien, notamment, de toucher aux langues

régionales. Le catalan reste la langue officielle de l'audience de Barcelone, même si, dans la vie quotidienne, le castillan est de plus en plus employé comme langue de l'élite et de la culture. Mais ce n'est pas nouveau; le mouvement a commencé au XVIe siècle et il ne doit rien à une quelconque volonté politique. Ce n'est qu'en 1780 que des instructions gouvernementales recommandent de généraliser l'usage du castillan, mais aucun texte n'interdit formellement les langues régionales. L'abolition des régimes autonomiques était une sanction politique contre des territoires rebelles. En bonne logique, elle aurait dû susciter la rancœur et l'amertume des intéressés. Il n'en a rien été. Les régions concernées ont retenu surtout les aspects positifs des mesures de centralisation. Plus rien ne s'oppose désormais à ce que des Catalans, des Aragonais ou des Valenciens occupent des emplois publics en dehors de leur pays d'origine. Certes, la guerre de Succession a laissé des séquelles ; pendant plusieurs années, on évite de nommer dans les audiences des hommes qui se sont fait remarquer par leur hostilité à la cause des Bourbons, mais, dans l'ensemble, l'intégration a été plutôt une réussite. La suppression des douanes intérieures, par exemple, a permis à la Catalogne, qui commence alors son expansion économique, d'écouler ses produits dans le reste de l'Espagne. Rapidement, les méfiances réciproques s'estompent. À Madrid, on est fier des succès catalans ; à Barcelone, on voit se développer un réel patriotisme espagnol qui s'affirmera comme tel lors de la crise de 1808 : c'est en vain que Napoléon cherchera à exploiter des tendances séparatistes en Catalogne. Les progrès réalisés dans toute l'Espagne, même s'ils sont inégalement répartis, facilitent l'intégration. « Ce qui incorpore, organiquement, la Catalogne à l'Espagne au cours du XVIIIe siècle — écrit Pierre Vilar -, c'est la prospérité bourgeoise et l'acceptation par Madrid des aspirations économiques de la périphérie. Même la fermeture des cinq universités catalanes (Lérida, Barcelone, Gérone, Tarragone et Vich), décidée par Philippe V, et la création d'une université unique dans la petite ville de Cervera, la fidelísima, pour la récompenser d'avoir été l'une des rares à soutenir la cause des Bourbons, suscitent moins de rancœurs qu'on aurait pu le croire. La nouvelle université affirme vite son indépendance à l'égard du pouvoir. En 1749, on lui concède le privilège exclusif d'éditer les livres scolaires et les catéchismes pour toute la Catalogne, qu'ils soient rédigés en castillan ou, le plus souvent, en catalan. Un décret de 1768 ordonne de ne publier que

des ouvrages en castillan afin d'accélérer l'intégration linguistique. L'université passe outre et continue à imprimer des catéchismes et autres livres en catalan. Mieux encore : selon le P. Batllori, les recherches érudites menées pas les jésuites de Cervera, en s'intéressant au passé de la Catalogne, auraient préparé le renouveau catalaniste du XIX[e] siècle.

L'avènement des Bourbons est marqué par le renforcement de l'absolutisme royal et la mise en place d'une administration plus efficace. Depuis longtemps, la théorie politique selon laquelle le gouvernement se définissait par la dualité du roi et du royaume représenté par les Cortès n'était plus qu'une fiction; les Cortès n'avaient jamais été réunies sous le règne de Charles II. Les Bourbons ne suppriment pas l'institution, mais ils lui retirent toute prérogative. Les Cortès ne sont plus convoquées — rarement — que pour des cérémonies protocolaires, par exemple pour reconnaître l'héritier du trône et saluer le nouveau souverain lors des changements de règne. Elles ne sont plus consultées sur les lois à promulguer ni sur la fiscalité à recouvrer. La méthode est caractéristique des Bourbons. Philippe V n'introduit aucun bouleversement apparent dans les structures de l'État; il conserve les anciennes, mais il les vide de toute substance. C'est ainsi que les conseils restent en place, mais ils passent au second plan et sont réduits au rôle de simples organismes techniques, sauf le Conseil de Castille qui voit son importance et ses compétences s'accroître. En effet, c'est au Conseil de Castille que s'élaborent les décisions les plus importantes pour la vie politique du pays. En marge des conseils, le secrétariat ou bureau des affaires (secretaría del despacho) devient l'organe essentiel du gouvernement. Il comprend vite cinq directions principales qu'on commence à appeler des ministères : guerre, marine et Indes, État, justice et affaires politiques, finances. Parce que la haute noblesse avait eu une attitude équivoque ou hostile pendant la guerre de Succession, elle est écartée des organismes du pouvoir. Un personnel politique nouveau, recruté parmi les nobles de second rang ou dans les classes moyennes, prend sa place dans la haute administration. C'est cette bureaucratie qui est chargée de mettre en œuvre les décisions du pouvoir.

Dans cette réorganisation des structures administratives, l'institution des intendants occupe une place déterminante. Ce n'est pas une création des Bourbons ; des fonctionnaires du même type apparaissent vers 1650 dans

l'Espagne des Habsbourgs, mais c'est au XVIII[e] siècle que leurs fonctions se généralisent et se précisent. Dès 1711, des intendants sont nommés dans certaines villes à côté des corregidores. En 1718, un décret de Patiño définit un peu plus exactement leurs missions, mais le texte fondamental date de 1749, sous le ministère du marquis de La Ensenada. Les corregidores sont cantonnés dans les tâches administratives. Les intendants reçoivent des compétences plus nettement politiques ; ils sont les agents du pouvoir central, chargés d'appliquer les décisions prises à Madrid et d'en surveiller l'exécution. On compte sur eux, en particulier, pour tout ce qui concerne la justice, l'administration générale, la fiscalité et les problèmes militaires. À la différence de leurs homologues français, les intendants espagnols sont rarement issus de la noblesse de robe ; ce sont le plus souvent des militaires. On s'achemine vers un nouveau découpage administratif. À l'exception de la Navarre et du pays Basque, le territoire est divisé en dix capitaineries générales: Málaga, Séville, Tenerife, Badajoz, Zamora, La Corogne, les Asturies, Saragosse, Barcelone, Valence et Palma. En 1785, on aboutit à une division en provinces et intendances, division peu rationnelle, du reste, puisque les provinces — elles-mêmes subdivisées en districts (Partidos) et municipes — sont d'importance très inégale.

L'armée prend une place de plus en plus grande dans les préoccupations du gouvernement. Il s'agit de conserver à l'Espagne son rang de grande puissance européenne et de la doter des moyens d'intervenir efficacement sur tous les théâtres d'opérations. À la place des mercenaires d'antan, on crée une armée permanente et nationale, en s'inspirant des modèles français et prussien [17]. Les tercios deviennent des régiments. On compte sur les nobles pour encadrer cette armée nouvelle; ils reçoivent une formation spéciale dans des académies militaires — celle de Ségovie joue, à partir du règne de Charles III, un rôle de premier plan pour l'artillerie. La hiérarchie va des généraux (ou brigadiers) aux sergents en passant par les colonels ou chefs de bataillon, les sergents-majors (plutôt chargés des questions d'intendance), les lieutenants-colonels, les capitaines, les lieutenants, les sous-lieutenants, les cadets et les adjudants. Les modes de recrutement aussi sont profondément modifiés. Dès les premières années du règne de Philippe V, on décide de recourir à la conscription sur la base d'un soldat pour cent habitants. L'organisation définitive date de 1770 avec l'instauration d'une

sorte de service militaire obligatoire de cinq ans auquel sont astreints, en principe, tous les Espagnols de dix-sept à trente-six ans par tirage au sort : un conscrit pour cinq habitants (quintas), mais on prévoit des exemptions nombreuses : soutiens de famille (fils de veuves ou fils uniques de parents pauvres) et membres de certaines professions. Quand les effectifs se révèlent insuffisants, on les complète par des engagements volontaires et par des recrutements forcés parmi les vagabonds. Ce système s'accompagne de nombreuses injustices; il est peut-être l'une des origines lointaines de l'antimilitarisme dans l'Espagne contemporaine.

Puissance méditerranéenne et atlantique, l'Espagne se devait de moderniser et de renforcer sa marine pour garantir la sécurité de ses communications et faire respecter le monopole commercial avec ses colonies d'Amérique. En 1717, la création d'une sorte d'école navale à Cadix (Academia de guardias marinas) est une première indication en ce sens. Des hommes comme Jorge Juan ou Antonio de Ulloa, à la fois officiers et savants, témoignent de la qualité du personnel navigant au XVIIIe siècle. Les grandes réformes datent du règne de Ferdinand VI. Elles sont l'œuvre du marquis de La Ensenada qui occupe le ministère de la Marine de 1743 à 1754 et qui agit dans deux directions complémentaires: le recrutement des équipages et l'armement. L'inscription maritime est institutionnalisée et réglementée. On construit et on développe des arsenaux modernes dans la péninsule (Cadix, le Ferrol, Carthagène) et aux Indes (La Havane). Le nombre des vaisseaux augmente régulièrement. Ce sont d'abord des bâtiments lourdement armés, donc lents ; vers 1754, on s'oriente vers la construction de vaisseaux moins colossaux et plus rapides, mais les ingénieurs espagnols n'arriveront jamais à leur donner une vitesse comparable à celle des bateaux anglais. Malgré les guerres, l'effort se poursuit jusqu'à la fin du siècle [18].

La politique étrangère

On accuse souvent Isabelle Farnèse, seconde épouse de Philippe V, d'avoir engagé l'Espagne dans une série de guerres dans le seul dessein de donner des trônes à ses enfants, Charles et Philippe. Ceux-ci, en effet, n'avaient théoriquement aucun espoir de régner en Espagne puisque

Philippe V avait déjà deux fils de son premier mariage, Louis et Ferdinand [19]. La politique extérieure de l'Espagne, dans la première moitié du siècle, aurait donc eu pour objectif principal non pas des préoccupations nationales, mais les intérêts familiaux de la reine. Ce reproche n'est pas fondé. Certes, Isabelle Farnèse cherchait à caser ses enfants, mais cette ambition de mère n'était pas incompatible avec les visées politiques de Philippe V. Celui-ci, réagissant en roi d'Espagne plutôt qu'en Bourbon, ne se résignait pas aux clauses du traité d'Utrecht qui avaient chassé l'Espagne de territoires — Milan et plus encore Naples — où elle avait établi son autorité depuis des siècles. En outre, Philippe V gardait rancune à l'Angleterre d'occuper Gibraltar et de se livrer à une guerre économique en Amérique en développant la contrebande au détriment des intérêts espagnols. Ce sont ces considérations qui expliquent la politique extérieure de l'Espagne et ses apparentes fluctuations. L'Espagne a profité de toutes les occasions pour chercher à réviser le traité d'Utrecht, souvent malgré l'opposition de la France, ce qui montre bien qu'il n'y a pas encore de solidarité totale entre les Bourbons. Cette diplomatie s'inscrit dans la tradition espagnole, tournée à la fois vers la Méditerranée et vers l'Atlantique.

Malgré les variations tactiques imposées par les circonstances, le fil conducteur est facile à déceler: il s'agit d'obtenir la restitution de Gibraltar, de reprendre pied en Italie et de défendre l'Empire. C'est ainsi qu'en 1715-1716, pour avoir les mains libres en Italie, Alberoni cherche à s'assurer l'appui ou la neutralité de l'Angleterre, mais celle-ci hésite à rompre avec la France et l'Autriche. L'Espagne n'en passe pas moins à l'action, en 1717-1718. En pleine paix, ses troupes conquièrent successivement la Sardaigne et la Sicile, territoires qu'elle doit évacuer devant l'hostilité des principales puissances, et notamment de la France et de l'Angleterre qui lui déclarent la guerre. Les Français envahissent le pays Basque ; les Anglais coulent la flotte espagnole devant Palerme et occupent Pontevedra et Vigo. Cet échec coûte son poste à Alberoni et amène Philippe V et Isabelle Farnèse à explorer d'autres voies : pourquoi ne pas s'entendre directement avec l'empereur Charles VI ? C'est alors qu'intervient un aventurier de haut vol, le baron de Ripperdà, un Hollandais converti au catholicisme qui se vante d'avoir des accointances à la cour de Vienne. On lui confie une mission secrète : il offrira à la Compagnie d'Ostende la liberté de faire du commerce

en Amérique, ce qui constituera un débouché lucratif pour les industriels flamands, sujets de l'empereur. En échange, Charles VI pourrait marier sa fille aînée à l'infant Charles qui pourrait ainsi caresser l'espoir d'accéder un jour à l'Empire. L'opposition de la France et de l'Angleterre, les hésitations de l'empereur et les incohérences de Ripperdà vouent ces projets à l'échec, mais l'affaire produit au moins un résultat: l'Espagne et l'Autriche font la paix, en 1725. L'empereur reconnaît Philippe V comme roi d'Espagne et des Indes — ce qu'il a refusé de faire jusque-là. De son côté, Philippe V confirme qu'il renonce à ses droits à la couronne de France et qu'il ne conteste plus les cessions territoriales en faveur de l'Autriche imposées par le traité d'Utrecht. En contrepartie, Charles VI accepte que l'infant Charles puisse prétendre aux duchés de Parme et de Toscane. La France et l'Angleterre négocient aussi avec l'Espagne (traité de Séville, 1729) : elles reçoivent confirmation d'avantages commerciaux antérieurs et donnent leur accord pour que les infants d'Espagne héritent de trônes en Italie. C'est ainsi que le futur Charles III devient duc de Parme, en 1731, et héritier du grand-duché de Toscane.

L'Espagne est maintenant en bons termes avec la France qui promet d'appuyer ses revendications sur Gibraltar. C'est l'objet du traité de l'Escorial (1733), le premier des pactes de famille entre les Bourbons; on garantit à l'Espagne les territoires qu'elle possède déjà et ceux qu'elle pourrait acquérir en Italie. Philippe V se range donc du côté de Louis XV lors de la guerre de succession de Pologne. Il en profite, en 1734, pour conquérir sur les Autrichiens Naples, puis la Sicile. L'infant Charles se fait couronner en Sicile, situation entérinée l'année suivante ; il renonce alors à Parme pour devenir roi des Deux-Siciles.

Toujours alliée à la France, l'Espagne intervient dans la guerre de succession d'Autriche. Par le deuxième pacte de famille (traité de Fontainebleau, 1743), Louis XV s'engage à soutenir les prétentions du second des fils d'Isabelle Farnèse, l'infant Philippe, sur le Milanais et les duchés de Parme et de Toscane. La paix d'Aix-la-Chapelle (1748) entérine cette situation, sauf en ce qui concerne Milan. L'Espagne a obtenu en Italie presque tout ce qu'elle demandait; les enfants Farnèse règnent maintenant sur Parme, la Toscane, Naples et la Sicile. Il est vrai que l'Espagne s'est engagée à ne jamais incorporer ces territoires à la couronne. Si l'un de leurs

souverains venait à devenir roi d'Espagne, il devrait renoncer aussitôt à son titre en Italie. Le cas se produira en 1759 quand Charles III sera amené à succéder à son demi-frère Ferdinand VI; il cessera alors de régner sur Naples. À cette réserve près, le traité d'Aix-la-Chapelle annule celui d'Utrecht, au moins en ce qui concerne l'Italie. De ce point de vue, Philippe V, mort en 1746, remporte une victoire posthume. Son fils et successeur, Ferdinand VI, se tient pour satisfait. Il n'entreprend aucune guerre. Sous son règne, l'Espagne se consacre entièrement à refaire ses forces à l'intérieur et en Amérique.

LE RÈGNE DE CHARLES III (1759-1788)

Aujourd'hui, le règne de Charles III bénéficie d'un préjugé favorable auprès des historiens de toutes tendances. Les condamnations de naguère contre un roi et des ministres qui auraient importé de l'étranger et notamment de France des idées, des institutions et des mœurs incompatibles avec le génie national n'ont plus cours, pas plus que le jugement sévère d'Ortega y Gasset sur la faiblesse — voire l'inexistence — des Lumières en Espagne. Tout le monde s'accorde maintenant pour reconnaître l'importance du mouvement réformateur dans la seconde moitié du XVIIIe siècle et pour signaler sa dette à l'égard de courants de pensée propres à l'Espagne. L'effort de rénovation, en effet, est bien antérieur à l'avènement de Charles III et même à l'installation de la dynastie des Bourbons; il se poursuit après Charles III dans une conjoncture, il est vrai, beaucoup plus difficile. La personnalité du souverain est pour beaucoup dans cette appréciation positive du règne. Charles III n'était pas un génie politique, mais, quand on le compare à son père et à son demi-frère, qui l'ont précédé dans l'exercice du pouvoir, et à son fils, qui lui a succédé, on ne peut qu'être frappé par son sens de la mesure et des responsabilités. À côté de ces monarques, Charles III n'a aucun mal à faire figure de souverain exemplaire. Il menait une vie réglée. Devenu veuf dès 1760, il décide de ne pas se remarier; on ne lui connaît ni maîtresse ni aventure passagère. Il était pieux et même dévot; il descendait de son carrosse et s'agenouillait quand il voyait un prêtre porter le viatique à un mourant. La vie de cour l'ennuyait, ainsi que la musique, le théâtre et la littérature. Sa seule passion était la chasse à laquelle il

consacrait plusieurs heures par jour, mais cela ne l'empêchait pas de suivre de près les affaires politiques. Très conscient de ses devoirs, il ne l'était pas moins de ses prérogatives. Il était le type même du monarque absolu qui ne tolère aucune atteinte à son autorité et à la majesté de ses fonctions. On lui attribue cette phrase qui en dit long : critiquer les actes du gouvernement, même quand ils sont discutables, est un délit !

Les ministres éclairés

Quand Charles III monte sur le trône d'Espagne, il a déjà une longue expérience de roi. Il régnait sur les Deux-Siciles depuis 1735 et, à Naples, il a eu l'occasion de réfléchir aux problèmes que pose l'adaptation d'un pays aux réalités du monde moderne. Il trouve en Espagne une situation analogue. Il s'agit de refaire de son royaume une grande nation en poursuivant l'œuvre de ses prédécesseurs. Comme il n'aime pas beaucoup changer ses habitudes, Charles III s'appuie d'abord sur des hommes qu'il a connus en Italie et qui ont toute sa confiance : Grimaldi et le marquis de Squillace — nom que les Espagnols prononcent Esquilache. Le second cumule les ministères des Finances et de la Guerre. Il est compétent, mais autoritaire ; de plus, il mène grand train. Pour ces raisons et parce qu'il est étranger, Esquilache se rend vite impopulaire. Après les émeutes de 1766 dirigées contre lui, Charles III est obligé de le renvoyer, mais il lui garde toute son estime. À partir de cette date, le gouvernement est dirigé par des Espagnols. Trois hommes incarnent le mouvement réformateur: le comte d'Aranda, Campomanes et Floridablanca. Malgré leurs différences, les trois sont bien représentatifs de leur temps et ils bénéficient d'un préjugé favorable dans l'Europe éclairée et, en particulier, auprès des philosophes français, ce qui ne va pas sans malentendus car aucun d'entre eux n'est, à proprement parler, un encyclopédiste. Pendant longtemps, on a vu dans le comte d'Aranda un voltairien, un franc-maçon et l'artisan de l'expulsion des jésuites. Rien n'est plus faux; Aranda n'est pas un impie ni un disciple des encyclopédistes français, encore moins un franc-maçon. Il a beaucoup voyagé : en Italie — il a fait ses études au Collège espagnol de Bologne -, en Prusse, où il a rencontré Frédéric II, en France, où il a été ambassadeur et où il a eu l'occasion de nouer des contacts avec les milieux les plus

divers. Cette expérience fait de lui un homme ouvert aux réalités de l'Europe, apte à apprécier le retard de son pays et soucieux de le moderniser. Aranda est, avant tout, un aristocrate et un militaire, ce qui l'oppose aux deux autres ministres réformateurs, Floridablanca et Campomanes, tous deux de naissance plus modeste et universitaires de formation. Le premier a commencé sa carrière comme membre puis comme procureur général — fiscal — du Conseil de Castille. De 1777 à 1792, il exerce presque sans arrêt le pouvoir suprême. Le second est un savant connu pour ses dons d'historien; il a longtemps présidé l'Académie royale de l'histoire. Il met l'érudition au service de la politique en remontant aux origines de bien des institutions pour montrer qu'elles ne répondent plus aux raisons qui les avaient fait naître et qu'elles sont devenues un frein au progrès.

Derrière ces trois hommes se regroupent les partisans des réformes. Si tous sont d'accord sur la nécessité d'apporter des changements, ils sont très divisés sur les moyens à mettre en œuvre. En gros, le parti aragonais s'oppose aux golillas. Le premier a été baptisé ainsi parce que son chef, le comte d'Aranda, est Aragonais, mais il n'a rien de régionaliste ni même de régional. Sous cette étiquette se retrouvent les aristocrates qu'inquiète la montée en puissance des juristes et des fonctionnaires. Le débat n'est pas nouveau, mais il prend, au XVIIIe siècle, un tour beaucoup plus vif. Les membres du parti aragonais sont le plus souvent des militaires et la cravate fait partie de leur tenue habituelle. C'est pourquoi on désigne leurs rivaux sous le terme de golillas, parce qu'ils sont presque les seuls à porter cette sorte de collet empesé que Philippe IV avait recommandé pour remplacer les coûteuses fraises des gentilshommes. En somme, on a, d'un côté, des civils, de l'autre, des militaires. Le grand adversaire d'Aranda, Floridablanca, est l'un des premiers à avancer l'idée que les militaires devraient être soumis au pouvoir civil.

Une autre rivalité oppose, dans le groupe des juristes, les anciens membres des grandes écoles — les colegios mayores — et les diplômés ordinaires — ceux qu'on appelle les manteístas[20]. Depuis le XVIe siècle, les premiers forment une caste qui se réserve les postes les plus importants dans l'université, la magistrature et ce que nous appellerions la haute fonction publique. Charles III penche plutôt pour les golillas et pour les manteístas; il laisse Campomanes réaliser ce qui paraissait impossible :

mettre fin au monopole des grandes écoles sur les grands corps de l'État, mais il ménage les militaires et cet équilibre subtil est une preuve de plus de son intelligence politique: le monarque ne rejette aucun concours.

Quels qu'ils soient, les ministres de Charles III présentent deux caractéristiques : ils entendent garder la maîtrise du mouvement réformateur et ils vont rarement jusqu'au bout de leurs principes. Le premier point est conforme à la ligne générale de ce qu'on appelle le despotisme éclairé : on veut bien réformer la société, l'économie, voire les mœurs, mais l'initiative du changement doit rester entre les mains des autorités. C'est d'en haut qu'on cherche à impulser et, à l'occa sion, à imposer les réformes, les corps intermédiaires se bornant à les mettre à exécution. C'est ce que montre l'histoire des sociétés économiques d'amis du pays. La première — une initiative privée — naît en 1764 dans le pays Basque ; un certain nombre de notables — les gentilshommes d'Azcoitia -, soucieux de mettre en valeur les ressources locales, fonde un groupe d'étude qui s'intéresse aux sciences appliquées (nautique, minéralogie...), aux améliorations techniques qu'on pourrait apporter dans l'agriculture, l'artisanat, le commerce, la vie quotidienne, etc. Campomanes comprend vite le parti qu'on peut tirer d'initiatives de ce genre, étendues à l'ensemble du royaume. Sous son impulsion et sous son patronage, les sociétés se multiplient. Les agents du pouvoir central — intendants et corregidores — sont invités à en fonder partout et à faire en sorte que les notables — curés, nobles, commerçants... — s'y inscrivent. On y étudiera les moyens de bannir la routine et de répandre les « lumières dans le peuple par la création d'écoles, d'ateliers, d'hospices, par l'amélioration des cultures, de l'artisanat, des chemins, de l'hygiène, de la salubrité publique, etc. Campomanes leur fournit même une sorte de guide pratique avec son Discours sur le développement de l'industrie populaire, tiré à trente mille exemplaires. Les résultats, selon Domínguez Ortiz, sont plutôt décevants : beaucoup de discours théoriques, de mémoires, de projets, mais peu de réalisations pratiques ; les techniques agraires, en particulier, sont restées archaïques, malgré toutes les études et les discussions des sociétés économiques. Il est curieux de constater que les régions sans sociétés économiques (Bilbao, la Catalogne, Cadix) sont celles où les progrès ont été les plus spectaculaires; elles n'avaient sans doute nul besoin de ces incitations. On peut donc s'interroger sur l'efficacité de ces

groupes de réflexion dont on a exagéré l'importance en évoquant l'influence de l'encyclopédisme français. Leur action n'a pas été négligeable dans la mesure où elles ont sensibilisé les élites locales à certains problèmes, mais les réalisations sont restées très modestes.

Enfin, les ministres de Charles III n'ont jamais poussé leurs projets de réforme jusqu'au bout; ils sont constamment restés à mi-chemin. Ils ont corrigé des abus et introduit des innovations dans la plupart des institutions de l'Ancien Régime, mais ils ont gardé ces institutions. Au début du XIXe siècle, l'Inquisition était toujours en place, de même que la Mesta, les corporations, les majorats... Le mouvement de rénovation a été suffisamment net pour mécontenter les conservateurs, mais pas assez audacieux au gré de réformateurs plus ambitieux qui auraient souhaité des changements plus significatifs dans les structures économiques et sociales. C'est que, compte tenu de la situation de l'Espagne, le progrès, tel que le conçoivent les ministres éclairés, doit être le résultat d'un patient effort de pédagogie. C'est ce qu'explique fort bien, en 1794, Jovellanos, l'un des hommes les plus représentatifs de l'Espagne des Lumières, dans une lettre au consul britannique de La Corogne : « Il n'est pas possible d'agir autrement que lentement et, pour ainsi dire, de manière oblique. » Comme Campomanes et comme Floridablanca, Jovellanos était l'homme du juste milieu. On comprend que ce type d'hommes ait été placé devant des choix douloureux en 1789 et plus encore en 1808 quand les idées de la Révolution française auront pénétré en Espagne.

Le mouvement réformateur

En Espagne comme dans le reste de l'Europe, dans la seconde moitié du siècle, les théoriciens qui s'intéressent aux phénomènes économiques et les gouvernants qui souhaitent développer la prospérité de leur pays s'orientent vers un libéralisme de plus en plus affirmé. On considère la réglementation comme un frein au progrès. Pour assurer la richesse publique, on juge plus efficace d'introduire une souplesse plus grande et de s'en remettre au libre jeu des forces naturelles: laissez faire, laissez passer. Dans le domaine industriel, on estime que les corporations, par leurs normes tatillonnes, favorisent les situations acquises et encouragent la routine au détriment des

innovations que pourraient apporter les initiatives privées. L'attention se porte surtout sur l'agriculture dans laquelle on voit la source de toute richesse ; dans ce secteur aussi on condamne les méthodes et les structures du passé - la taxation, les mesures prises par les municipalités pour assurer le ravitaillement des villes, les péages, etc. Ces orientations nouvelles doivent beaucoup à l'influence des physiocrates français, mais on ne doit pas sous-estimer celle de la pensée anglaise. Vers la fin du siècle, Adam Smith semble avoir eu beaucoup de lecteurs en Espagne. Ce sont ces théories qui inspirent l'action des ministres éclairés et notamment celle de Campomanes qui se fixe deux objectifs complémentaires : augmenter la production et la commercialisation et mettre en culture de nouvelles terres par des distributions de lots aux paysans les plus défavorisés.

Depuis le début du siècle, la production agricole s'accroît régulièrement ; les prix aussi. Cette conjoncture favorable bénéficie aux grands propriétaires, nobles et ecclésiastiques, qui disposent des neuf dixièmes de la production. En période d'abondance, quand les prix ont tendance à baisser, ils stockent les céréales et attendent la reprise des cours pour les mettre en circulation. Les petits exploitants, en revanche, sont presque toujours perdants. Pour eux, il n'y a pas de bonnes ni de mauvaises années. Si la récolte est excédentaire, les prix baissent et ils sont obligés de vendre pour payer rentes et impôts; quand elle est déficitaire, ils doivent aussi vendre pour vivre, payer rentes et impôts, sans compter les grains des semailles à venir. C'est la même chose pour le consommateur; il paie presque toujours les céréales au prix fort, les mauvaises années parce que la récolte est insuffisante, les autres parce que les accapareurs stockent les grains pour les vendre plus tard et plus cher. Les silos publics, dont la création est encouragée depuis 1751, sont bien destinés à régulariser les cours, mais leur efficacité réelle est douteuse, de même que la taxation autoritaire. En fait, le marché des céréales est dominé par les grands propriétaires ; beaucoup de nobles perçoivent leurs rentes en nature ; les ecclésiastiques aussi, en plus des dîmes. Le rôle des intermédiaires est pour ainsi dire inexistant. Seules les régions côtières ont la possibilité d'importer du blé de l'étranger à des prix raisonnables, en cas de disette. A cause du relief et des frais de transport, les céréales de l'intérieur atteignent des prix prohibitifs.

Cette situation s'aggrave au début du règne. Depuis 1759, une série de mauvaises récoltes provoque une flambée des prix du blé qui doublent entre 1761 et 1765. C'est le moment que choisit Campomanes pour décréter, en 1765, la suppression de la taxation et la libre circulation des céréales et du vin. Il en attendait une baisse des cours et un approvisionnement plus satisfaisant, les régions excédentaires écoulant leurs surplus vers les autres. C'est le contraire qui se produit. Les spéculateurs stockent les grains pour faire encore monter les prix. La disette s'installe ; le mécontentement grandit. On rend le gouvernement et, en particulier, les ministres italiens responsables de la crise. Une mesure qui n'a rien à voir avec le problème des céréales ajoute à l'exaspération. Depuis plusieurs années, sur la recommandation de l'architecte Sabatini, on s'efforce d'améliorer l'hygiène publique et la sécurité à Madrid: on pave les rues; on interdit la circulation des cochons et autres animaux domestiques ; on oblige les propriétaires à installer des fosses septiques dans les maisons ; on organise le ramassage des ordures ménagères ; on commence à mettre en place un éclairage public. À plusieurs reprises, dans le passé, les auteurs d'agressions avaient réussi à échapper à la justice en dissimulant leur visage sous un chapeau à larges bords et une cape longue. Pour en finir avec des habitudes qui garantissaient l'anonymat, une pragmatique du 10 mars 1766 exige des Madrilènes qu'ils portent désormais le tricorne et une cape courte ou une redingote.

La mesure est très mal accueillie. Le dimanche des Rameaux, 23 mars 1766, une foule hétéroclite pille la résidence du marquis d'Esquilache et détruit la plupart des réverbères installés sur la voie publique[21]. Le lendemain, une manifestation se déroule devant le palais royal; elle est durement réprimée par la Garde wallonne; quarante manifestants sont tués. La foule exige que le roi se montre au balcon ; elle lui arrache des concessions : le renvoi d'Esquilache, la dissolution de la Garde wallonne, la baisse des prix, l'abrogation du décret sur les capes... Le roi cède sur toutes ces revendications ; après quoi, il part pour Aranjuez. Ce départ précipité d'un souverain humilié et pris de panique ressemble beaucoup à une fuite. C'est ainsi qu'on l'interprète dans la capitale où l'on craint une réaction violente des autorités. Les manifestations reprennent et Charles III doit confirmer les concessions déjà faites. Calmée à Madrid, l'émeute gagne le

pays Basque, Saragosse, Murcie, Salamanque, La Corogne, Palencia... Partout, on proteste contre la hausse des prix; on dénonce les usuriers, les spéculateurs et parfois les autorités locales accusées de faire cause commune avec les accapareurs. Sauf à Madrid, à Saragosse et dans le Guipúzcoa, les manifestations ne font pas de victimes. Le calme revient rapidement, mais le comte d'Aranda, nommé président du Conseil de Castille, n'accepte pas le coup porté à l'autorité de l'État. Il suggère au roi, qui est dans les mêmes dispositions, de revenir sur des concessions faites sous la contrainte, sauf le renvoi d'Esquilache.

Les historiens ne sont pas d'accord sur la manière d'interpréter les émeutes de 1766. Explosion de xénophobie provoquée par des mesures qui choquent le petit peuple attaché à ses traditions ou contre-révolution aristocratique et cléricale ? Mouvement spontané ou complot? Ceux qui croient à une conspiration mettent en cause le rôle de certains ecclésiastiques, notamment les jésuites, et d'une partie de la noblesse. Il est probable que, dans la noblesse et le clergé, on critiquait l'esprit des réformes en cours et certains ont dû se réjouir des malheurs d'Esquilache, mais les ont-ils suscités? On n'en a pas la preuve. Pierre Vilar voit dans les événements de 1766 le type même de l'émeute d'Ancien Régime; ce serait l'équivalent espagnol de la guerre des farines, en France, avec dix ans d'avance : une crise de subsistances provoque une émeute populaire spontanée à laquelle s'ajoute la protestation antiréformiste des aristocrates. On aurait ainsi la conjonction du bas peuple — contre la cherté — et de l'aristocratie - contre la réforme -, le bas clergé faisant la liaison entre les deux. Pierre Vilar explique ainsi les aspects, en apparence contradictoires, du mouvement, à la fois archaïque et moderne, conservateur et révolutionnaire. On relève à Madrid, dès 1766, une situation qui fait penser au Paris de juillet 1789: la foule qui exige la présence du roi au balcon du palais royal, la capitulation du monarque. La différence, c'est qu'en Espagne l'absence d'une bourgeoisie forte et cohérente empêche la révolution d'aller jusqu'au bout. Le génie politique d'Aranda sauve la monarchie en suggérant au souverain de se ressaisir et de revenir sur les concessions. Cette interprétation est aujourd'hui discutée. On évoque plus volontiers l'idée d'une conspiration de la part de privilégiés dont les intérêts étaient menacés par la liberté de circulation des grains et qui, d'une manière générale, étaient

hostiles à l'esprit des réformes. Depuis des mois, une propagande clandestine et insidieuse s'efforçait de créer les conditions d'une réaction conservatrice. Les révoltes auraient été beaucoup moins spontanées qu'on ne croyait, en particulier dans la capitale, comme allait le montrer l'enquête confiée à Campomanes.

Si les émeutes de 1766 avaient pour objectif avoué ou inconscient d'arrêter le mouvement réformateur, elles ont complètement échoué. Elles ont seulement incité les ministres — tous Espagnols, désormais — à mieux réfléchir aux mesures à prendre.

La première — qui suit de près les événements du printemps, puisqu'elle date du 26 juin 1766 — concerne le fonctionnement des municipalités. Celles-ci ont fait la preuve qu'elles étaient incapables d'assurer le ravitaillement des villes dans des conditions satisfaisantes. Le gouvernement en rend responsables les oligarchies locales. Selon Aranda, la violence institutionnelle exercée par les privilégiés aurait justifié la réaction populaire : « En général, les débordements populaires qui prennent la forme d'émeutes ne sont pas autre chose que des tentatives pour s'opposer à des situations injustifiées et à des excès de pouvoir de la part des gouvernants : le peuple considère qu'il a autant de droit à s'affranchir que n'en ont des particuliers à créer des charges; en vérité, dans ce genre d'affaires, il se pourrait bien que la cause soit plus criminelle que l'effet. » À côté des échevins traditionnels, propriétaires de charges qu'ils se transmettent de père en fils et qui exercent un pouvoir sans contrôle, on décide de faire siéger, dans les conseils municipaux, des représentants qui seraient désignés par la population sans distinction d'ordres : deux ou quatre députés du commun — selon l'importance de la ville — et un syndic. L'élection est à deux degrés : l'ensemble des contribuables élit au suffrage universel des commissaires qui, à leur tour, désignent les députés et le syndic. Le rôle des députés est limité aux problèmes que pose le ravitaillement de la commune; le syndic, lui, peut intervenir sur toutes les questions, mais sans prendre part au vote. La réforme visait à mettre fin au pouvoir discrétionnaire et aux abus des échevins en associant aux délibérations des représentants qualifiés de la population. Cette timide avancée démocratique fut accueillie avec scepticisme ou hostilité. La plupart du temps, les privilégiés refusèrent de participer aux élections ; les nouveaux députés y perdirent en

représentativité et en autorité. Certains d'entre eux cherchèrent même à rendre leur charge perpétuelle et héréditaire, c'est-à-dire à s'assimiler à l'oligarchie locale. Cet échec est caractéristique. Les gouvernants éclairés sont rarement allés jusqu'au bout des réformes envisagées. Il leur paraissait nécessaire d'introduire un contrepoids au pouvoir excessif des conseils municipaux, mais ils craignaient de heurter les privilégiés. Ce faisant, ils ont mécontenté tout le monde : les privilégiés, blessés par ce qui leur semblait une atteinte à leur monopole et à leur prestige, et les véritables réformateurs qui auraient souhaité des changements plus significatifs. C'est que les ministres de Charles III sont des réformateurs, pas des révolutionnaires. Ils souhaitent moderniser l'Espagne, en finir avec des privilèges anachroniques et introduire plus de bien-être, mais sans remettre en cause l'ordre social existant. L'idée d'une noblesse héréditaire ne les choque pas, à condition que cette noblesse soit consciente de ses responsabilités et joue son rôle : elle doit constituer l'élite de la nation et être un exemple de civisme et de patriotisme. Ce que critiquent les réformateurs, ce n'est donc pas la noblesse comme corps social, mais les nobles indignes qui ne justifient pas leurs privilèges par leur dévouement au bien public et une vie exemplaire. Entendue dans ce sens, une noblesse héréditaire paraît indispensable et les ministres éclairés sont même prêts à y intégrer les forces vives de la nation, ceux qui, par leur activité et leur dynamisme, contribuent à la prospérité du pays. C'est l'objectif que se propose le décret de mars 1783: il permet d'anoblir les familles qui, au cours de trois générations, ont dirigé un établissement industriel ou commercial d'utilité publique [22]. Cette position n'est pas toujours facile à tenir. À la fin du siècle, on devine l'embarras d'un Jovellanos, par exemple : il reconnaît que le majorat est une institution tout à fait contraire aux « principes d'une sage et juste législation » ; il ne le juge pas moins indispensable pour perpétuer la noblesse [23].

Ce refus de briser les résistances et ce souci de ménager les situations acquises expliquent la timidité et le demi-échec des réformes envisagées dans le domaine de l'agriculture. Les ministres de Charles III sont convaincus que l'élevage extensif constitue un obstacle au progrès de l'agriculture ; ils sont hostiles à la Mesta. Depuis les Rois Catholiques, c'est toujours un membre du Conseil de Castille qui préside cet organisme. À

l'automne 1779, Campomanes se fait nommer à ce poste ; il en profite pour supprimer quelques-uns des privilèges dont la Mesta jouissait depuis des siècles, mais il ne va pas jusqu'à abolir l'institution elle-même. Les mêmes ministres souhaitent améliorer la situation des nombreux paysans sans terre dans le sud de l'Espagne où des zones immenses sont consacrées à l'élevage ou laissées à l'abandon; le progrès économique et des préoccupations sociales semblent exiger une réforme agraire. Ce sont ces objectifs que l'on a en tête avec les projets ambitieux de colonisation intérieure en Andalousie et en Estrémadure. L'idée en avait été esquissée par le marquis de La Ensenada, mais les réalisations datent du règne de Charles III. Une circonstance fortuite met les choses en marche. En 1767, un aventurier bavarois, le colonel Gaspard de Thurriegel, propose à l'Espagne de recruter six mille colons allemands et flamands, tous catholiques, et de les envoyer en Amérique. Campomanes retient la suggestion, mais change la destination des futurs colons ; ce n'est pas en Amérique qu'on les installera, mais dans la haute Andalousie; on espère ainsi résoudre deux problèmes en même temps: d'une part, améliorer la situation des campagnes d'Andalousie, région de grandes propriétés où la terre est mal répartie, où les rendements sont très bas et où des milliers d'ouvriers agricoles vivent dans la misère; d'autre part, garantir la sécurité de la route du sud, dans la traversée de la Sierra Morena, où des bandes armées attaquent régulièrement les convois et les voyageurs.

Campomanes rédige les statuts des établissements à fonder: on attribuera à chaque famille de colons cinquante fanègues — environ trente-trois hectares —, des instruments de travail et le cheptel nécessaire ; la vaine pâture sera interdite ; les paysans recevront le droit d'enclore leurs propriétés, et les moutons de la Mesta ne pourront ni paître ni transiter. On favorisera l'habitat dispersé avec toutefois quelques gros villages, noyaux de colonisation, qui éliront eux-mêmes leurs conseils municipaux; il y aura une paroisse pour quatre ou cinq établissements et une école par paroisse, mais pas de couvents ni de moines. Le projet est une sorte d'utopie des Lumières. Il vise à créer un modèle de développement économique et social qui pourra servir d'exemple aux régions avoisinantes. Campomanes en confie la réalisation à un jeune créole péruvien, Pablo de Olavide, qu'il nomme assistant — c'est-à-dire corregidor — de Séville et surintendant des

nouveaux établissements de Sierra Morena. Olavide accepte cette mission avec enthousiasme. Pour mieux diriger l'opération, il s'installe, de 1769 à 1773, à La Peñuela, village qui, sous le nom de La Carolina, devient le chef-lieu du territoire. Les premiers colons arrivent; la plupart viennent de Souabe, d'Alsace et du canton suisse d'Uri; beaucoup ont du mal à s'adapter au climat; ils meurent ou ils partent. On les remplace par des Catalans et des Valenciens. En 1776, les nouveaux établissements comptent déjà treize mille habitants, groupés dans une quinzaine de villages prospères : Santa Elena, Las Navas de Tolosa, Guarromán, La Carlota, La Luisiana... sans compter La Carolina, devenue une jolie petite ville. À la même époque, les nouveaux établissements couvrent une zone d'une centaine de kilomètres de long sur une vingtaine de large. Olavide favorise la culture des céréales et des oliviers; l'irrigation permet de développer les légumes et les prairies artificielles. L'artisanat n'est pas oublié. Olavide installe des métiers à tisser la laine, des fabriques de toiles de coton, des ateliers de teinture et de poterie, des savonneries... Le succès encourage Olavide qui envisage de coloniser la plaine entre Ecija et Cordoue ; il songe à rendre le Guadalquivir navigable pour assurer la commercialisation des produits. La réforme, cependant, fait des jaloux et suscite des critiques de la part des grands propriétaires locaux et des municipalités qui ont dû renoncer à une partie de leurs biens communaux. Les objections les plus insidieuses viennent des milieux monastiques, évincés des nouveaux établissements. En bon représentant des Lumières, Olavide veut une religion épurée, sans manifestations ostentatoires proches de la superstition. Des capucins allemands s'inquiètent de cet état d'esprit et le dénoncent à l'Inquisition qui le fait arrêter.

La même démarche inspire les projets de réforme agraire en Estrémadure. Il s'agit encore d'une région de grande propriété où les zones destinées à l'élevage transhumant occupent de vastes étendues. Campomanes veut accroître la production grâce à la mise en culture de nouvelles terres et donner des moyens d'existence à ceux qui en sont dépourvus. En Estrémadure, en effet, plus de 40 % de la population active est formée d'ouvriers agricoles dont les salaires stagnent à un niveau très bas. L'idée du ministre est d'attribuer à chaque famille un lot qui lui permette de vivre décemment avec des baux à longue durée. Les lois de

1770 et de 1778 distinguent deux cas de figure : les paysans propriétaires d'une, de deux ou de trois paires de bœufs recevront huit fanègues par paire [24]; les ouvriers agricoles qui ne possèdent rien recevront trois fanègues; les uns et les autres devront s'acquitter d'un droit modique. On ne veut mécontenter personne; on s'efforce de concilier les intérêts des agriculteurs et ceux des éleveurs, ceux des propriétaires et ceux des fermiers ou ouvriers agricoles; on décide donc de répartir uniquement des terres qui font partie des biens communaux. Ce sont les conseils municipaux — par conséquent les oligarchies locales — qui sont chargés de mettre en œuvre la réforme. Or les échevins n'ont pas intérêt à ce que se constituent des exploitations nouvelles au détriment de pâturages lucratifs dont ils se sont souvent réservé l'usage : ils sabotent la réforme. Dans un certain nombre de localités, le partage des communaux aboutit à retirer aux plus démunis les rares avantages dont ils bénéficiaient, en particulier le droit de faire paître quelques têtes de bétail. En revanche, des notables en profitent pour arrondir leurs domaines, ce qui a pour effet d'augmenter encore les baux. La réforme n'atteint donc pas ses objectifs parce que ses initiateurs n'ont pas voulu affronter les intérêts en place.

La réforme agraire dont on attendait tant — la modernisation de l'agriculture et l'amélioration du sort des paysans sans terre — s'arrête ainsi à mi-chemin. Les ministres de Charles III sont convaincus qu'elle est nécessaire, mais ils n'osent pas heurter de front les privilégiés; ne sont-ils pas eux-mêmes des aristocrates? De plus, les réformateurs ne sont pas d'accord entre eux. Olavide, qui a étudié de près la situation des campagnes d'Andalousie, serait plutôt dirigiste. Comme Campomanes, il considère que l'État a un rôle à jouer dans la direction de l'économie comme dans d'autres domaines. Le rapport sur la loi agraire que Jovellanos présente en 1795 rend un tout autre son ; il est d'esprit beaucoup plus libéral. Jovellanos rejette toute intervention de l'État; il pense que les initiatives individuelles sont plus efficaces que des mesures décidées d'en haut. Le débat reprendra au XIXe siècle dans des conditions bien différentes. La réforme agraire, avortée au XVIIIe siècle, ne cessera d'entretenir un climat de tension jusqu'à la guerre civile de 1936.

L'État intervient aussi dans le secteur de l'industrie et du commerce. Il cherche à améliorer les communications intérieures par une politique de

grands travaux dont les plus importants sont l'achèvement du canal impérial d'Aragon et la construction d'un réseau routier destiné à relier Madrid aux principales villes d'Espagne, programme ambitieux qui n'a été réalisé qu'en partie : à la fin du siècle, on ne comptait que deux mille kilomètres de voies. De gros efforts ont été faits en faveur des manufactures royales : miroirs, porcelaines, tapisseries... Du point de vue technique, la réussite est incontestable. D'après Bourgoing, qui a parcouru l'Espagne à la fin du siècle, les tapis de la manufacture de Madrid-Guadalajara étaient les meilleurs du monde. La fabrique comptait six cent cinquante métiers ; elle employait plus de deux mille ouvriers, sans compter quinze mille fileuses qui travaillaient pour elle dans la Manche. Sur le plan financier, toutefois, les résultats sont mauvais; les manufactures ont constamment été déficitaires ; elles n'ont pu se maintenir que grâce aux capitaux de l'État. Pour encourager l'industrie nationale, Campomanes pratique une politique douanière sélective : on taxe les produits qui pourraient être concurrentiels (les toiles, les cotonnades, les soieries, les produits de luxe...). Malgré ces mesures, la balance commerciale est toujours négative ; l'Espagne exporte de la laine, du vin, du minerai de fer, des fibres végétales (soie, sparte) ; elle importe surtout des tissus et des céréales. Il est vrai que la grande préoccupation du règne, à l'époque, est le commerce avec l'Amérique sur lequel nous reviendrons. Même la banque de San Carlos, établissement créé par Cabarrus en 1782, est, en fait, placée sous la protection de l'État; la banque devait s'occuper des fournitures à l'armée et à la marine et se charger des paiements de l'État à l'étranger. L'une de ses tâches consistait à assurer l'amortissement des vales royaux, titres de rente sur l'État qui rapportaient 4 % d'intérêt en même temps que papier-monnaie. Entre 1780 et 1788, le total des vales émis représentait une valeur de plus de cinq cent millions de réaux. Seule la Catalogne manifeste, au XVIIIe siècle, un dynamisme qui doit presque tout à l'initiative privée. La hausse continue des prix coïncide avec une forte croissance démographique, ce qui permet de maintenir les salaires à un niveau stable, donc de dégager des bénéfices qui sont investis dans l'agriculture — surtout le vignoble -, le commerce et l'industrie du coton qui présentait l'avantage d'échapper à la réglementation tatillonne des corporations puisqu'il s'agissait d'un secteur d'activité nouveau. Les travaux de Pierre Vilar éclairent les conditions et la chronologie de la croissance catalane. Après une phase de redressement,

puis de stabilité, jusqu'en 1755, les progrès sont spectaculaires entre 1756 et 1772-1775. Suit une crise passagère, puis, à partir de 1785, un nouvel élan qui se prolonge jusqu'à la guerre de 1796.

Parce qu'ils ont le souci de moderniser l'Espagne et d'en faire un pays prospère et laborieux, les réformateurs s'indignent devant la masse de mendiants, de vagabonds et de marginaux qui encombrent les villes. Comme au XVIe siècle, on aimerait utiliser cette main-d'œuvre potentielle; c'est ce qu'on appelle maintenant la « charité discrète ». Il faudrait secourir les pauvres non pas en leur distribuant des aumônes, mais en leur donnant du travail et en leur versant un salaire. Comme au XVIe siècle, on achoppe devant la difficulté de créer des emplois. Bon nombre d'errants, en effet, sont des chômeurs qui fuient les campagnes surpeuplées de Galice ou d'Andalousie. Les autorités se montrent bienveillantes à l'égard de ce qu'on appelle les «pauvres solennels[25]», petits propriétaires, petits artisans ou nobles ruinés. Ces personnes souscrivent devant notaire une déclaration d'indigence qui leur procure de menus avantages : ils ne sont pas imposés ; ils sont prioritaires lors de la distribution de secours, etc. Les autres — l'immense majorité — sont assimilés à des délinquants en puissance. De temps en temps, on organise des rafles parmi eux pour fournir des recrues à l'armée et de la main-d'œuvre pour les grands travaux. C'est ainsi qu'on a procédé après les émeutes de 1766, à Madrid, ou quand il s'est agi d'aménager l'esplanade du Prado. D'une façon générale, les textes recommandent de combattre la mendicité et d'interner les vagabonds dans des hospices. Certains prélats prennent des initiatives dans ce sens. C'est le cas, par exemple, du cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, qui, en 1774, demande à l'architecte Ventura Rodriguez de restaurer l'alcázar, depuis longtemps laissé à l'abandon, afin d'y installer une fabrique ; sept cents pauvres trouvent ainsi du travail dans cette manufacture textile. Même chose à Léon, un peu plus tard, en 1786. Cette fois, c'est l'État qui décide de construire une « maison de miséricorde» pour réduire la mendicité et encourager l'industrie; on ouvre des ateliers pour travailler la laine et le lin. L'évêque Cuadrillero soutient avec conviction le projet qui n'est pas sans ambiguïté : l'hospice élimine progressivement les adultes qui exigent des salaires normaux et préfère employer des enfants, à partir de l'âge de six ans, qui se contentent de ce qu'on veut bien leur donner. On retrouve,

presque dans les mêmes termes, le débat qui, au XVI[e] siècle, avait opposé Soto et Medina à propos de la bienfaisance. « C'est déjà un grand malheur d'être pauvre commente le successeur de Cuadrillero à l'évêché de Léon si, en plus, on ajoute l'enfermement. » Plus que les mentalités, ce sont les structures qui font obstacle au développement. La société n'est pas en mesure de donner du travail aux chômeurs et de les payer décemment; dans ces conditions, plutôt que de toucher des salaires de misère et d'être enfermés dans des hospices, beaucoup préfèrent demander l'aumône et être libres de leurs mouvements.

De tous les groupes jugés dangereux, celui des Gitans fait l'objet d'une vigilance particulière. Toutes les tentatives pour les sédentariser et les assimiler ont échoué jusqu'au XVIII[e] siècle. En 1748, le marquis de La Ensenada les considérait comme des malfaiteurs; en conséquence, il avait décidé de les condamner au bagne et aux galères. Vingt ans plus tard, Campomanes reprend la question. Lui aussi voit dans les Gitans «un groupe d'individus des deux sexes qui mènent une vie errante en violation de toutes les lois et qui subsistent grâce au vol, à la rapine et à la tromperie ». Campomanes suggère de fixer les vieillards dans certaines villes et d'expédier les autres en Amérique ; ils pourront pêcher le poisson sur les bords de l'Orénoque... C'est seulement en 1783 qu'une pragmatique, inspirée par Floridablanca, réintègre les Gitans dans la société espagnole. On déclare solennellement qu'ils n'appartiennent pas à une «race infecte» et qu'ils ont les mêmes droits que les autres Espagnols, mais, en contrepartie, on exige d'eux qu'ils s'assimilent. La mesure semble avoir été efficace puisque, à la fin du XVIII[e] siècle, plus de neuf mille Gitans sur les dix mille que comptait l'Espagne auraient été sédentarisés.

En dépit de nombreux succès partiels, les ministres de Charles III n'ont pas réussi à faire de l'Espagne une nation prospère. Les crises de subsistances qui la secouent au début du XIX[e] siècle prouvent qu'il y avait encore beaucoup à faire pour rationaliser le commerce des céréales et améliorer les échanges intérieurs. Deux Anglais, Swinburne et Townsend, ont publié, en 1791, le récit de leur voyage en Espagne. Ils notent la pauvreté des villes et des gens, la mendicité qui s'étale dans la plupart des cités de la Meseta, mais qui n'existe pas à Guadalajara ni à la périphérie (à Barcelone, à Alicante, à Cadix...). Ils font observer que les Espagnols, pas

plus que d'autres peuples, ne sont pas inaptes au travail; ce qui manque — ajoutent-ils -, c'est l'incitation au travail; ils mettent en cause l'existence de trop grands domaines où les propriétaires ne résident pas et dont ils ne cherchent pas à accroître le rendement; une réforme agraire serait seule susceptible de modifier cet état de choses. Les ministres de Charles III en étaient bien conscients, mais ils n'ont pas osé aller jusqu'au bout de leur analyse.

L'Église, la religion et l'État

En Espagne, les Lumières ne prennent pas la forme d'un combat contre la religion; on ne trouve, ici, rien d'équivalent aux campagnes des encyclopédistes et des philosophes français. Ce que se proposent les réformateurs, c'est, d'une part, de promouvoir une religion éclairée et, d'autre part, de mettre le clergé au service de l'État et le faire participer à la modernisation du pays. Si le second de ces objectifs se borne à poursuivre une longue tradition, le premier se heurte à des habitudes profondément ancrées. De ce point de vue, l'œuvre des réformateurs du XVIIIe siècle a pu apparaître comme une rupture avec le passé; elle a choqué beaucoup d'Espagnols et les a dressés contre une élite qui semblait coupée du peuple.

Les réformateurs ne comprennent pas la religion du peuple. Ils n'y voient qu'ignorance, superstition et fanatisme. Rien ne trouve grâce à leurs yeux, ni les processions de la Semaine sainte, avec leurs cortèges de flagellants, ni les pièces allégoriques de la Fête-Dieu en l'honneur du Saint Sacrement, ces autos sacramentales dont Calderôn de la Barca avait su si bien capter l'esprit, ni les pèlerinages[26], ni les réjouissances et les banquets organisés par les confréries où ils ne voient que dépenses inutiles...

Les ministres comptent sur le clergé pour conduire la masse du peuple espagnol vers une religion épurée de ses éléments superstitieux. Encore faut-il que ce clergé soit lui-même à la hauteur de sa tâche. En règle générale, les évêques, nommés sur proposition du roi, donnent satisfaction. À de rares exceptions près, ils ont accepté de bonne grâce de seconder les efforts du gouvernement pour transformer le pays, souvent en puisant dans leurs propres revenus. Les exemples les plus significatifs sont ceux du cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, qui cherche à ranimer les

soieries et qui envoie à ses curés une pastorale sur la façon de moderniser l'agriculture et d'améliorer ainsi la condition des paysans, de Molina Lario, évêque de Malaga, qui dépense deux millions de réaux pour construire un aqueduc, de Bertrán, évêque de Salamanque, de Climent, évêque de Barcelone...

Beaucoup de curés, en revanche, sont presque illettrés et certains mènent une vie peu édifiante ; la faiblesse de leurs revenus ne les incite guère à s'amender et à se montrer dignes de leur mission. C'est à remédier à cette situation que tendent les réformes décidées en 1768, en application du concordat de 1753. Un grand nombre de paroisses — peut-être la majorité — n'avaient pas de titulaires; elles étaient desservies par des vicaires qu'on pouvait renvoyer à tout moment. L'ordonnance de 1768 réduit le nombre des bénéfices de façon à assurer aux desservants des revenus décents et elle fait obligation aux curés, dorénavant titulaires de leur poste, de résider dans leur paroisse. C'en est fini des situations ambiguës, de ces clercs qui avaient reçu la tonsure ou les ordres mineurs, mais qui bénéficiaient des privilèges attachés à l'état ecclésiastique. L'ordonnance de 1768 se préoccupe de la formation du clergé; son article 22 parle des «lumières ecclésiastiques » — ilustraciôn clérical — indispensables, en obligeant les évêques qui ne l'avaient pas encore fait à ouvrir un séminaire par diocèse. Ces établissements sont placés sous la tutelle de la Chambre de Castille ; leur patrimoine est constitué par une partie des biens des jésuites expulsés. Défense est faite aux moines d'y enseigner. Le directeur est d'abord nommé par le roi sur une liste de trois candidats, dressée par l'évêque; en 1779, on laisse la nomination aux évêques. L'ordonnance entre dans le détail des matières à enseigner. La formation des futurs prêtres comprendra notamment des études bibliques et patristiques et l'histoire ecclésiastique, mais aussi les sciences exactes et naturelles. En théologie, on s'en tiendra à saint Augustin et à saint Thomas d'Aquin, à l'exclusion de toute autre théorie, le probabilisme des jésuites, par exemple; l'ordonnance recommande de réduire à de saines proportions les « subtilités scolastiques » : les hommes des Lumières se méfient des abstractions et de la métaphysique... Autre décision destinée à relever la qualité du clergé: les bénéfices-cures seront pourvus par concours. Ces concours doivent-ils être ouverts à tous les candidats ou réservés aux ressortissants du diocèse

concerné ? Le concordat ne le précise pas. En 1799, la Chambre de Castille laissera les ordinaires libres d'organiser les concours comme bon leur semblera, mais elle recommande de ne prévoir de concours ouverts que pour les candidats originaires d'un diocèse organisant lui-même un concours ouvert. Le diocèse de Tolède est donné comme exemple à suivre. Les candidatures y sont examinées par un jury de huit membres, nommé par l'archevêque et présidé par le vicaire général qui vote seulement en cas de partage des voix. Les candidats (contrincantes) sont répartis en groupes de deux (trincas). Les épreuves — toutes orales - sont au nombre de cinq : théologie, discussion de la leçon du contrincante, exposé de sa propre position en réplique aux objections du concurrent, deuxième discussion, théologie morale ou pastorale. Les candidats qui sont déjà curés bénéficient d'un point supplémentaire par année de service ; ceux qui sont originaires du diocèse de Tolède se voient attribuer un point de plus quand ils sont à égalité avec des candidats extérieurs. Pour chaque poste vacant, le jury dresse une liste de trois noms (terna). L'archevêque n'est pas tenu de respecter le classement du jury; en fait, c'est rarement le cas. La Chambre de Castille nomme en dernier ressort. Les effets de cette réforme sont sensibles vers la fin du siècle; presque tous les curés sortent des séminaires; ils ont donc reçu, en théorie, une formation intellectuelle et morale solide.

La réorganisation du bas clergé n'est qu'un aspect de la politique ecclésiastique des Bourbons. Ceux-ci, à vrai dire, se bornent à reprendre avec plus de détermination une longue tradition. Depuis les Rois Catholiques, les monarques n'ont cessé d'intervenir dans les affaires ecclésiastiques et tenté de faire prévaloir leur autorité en matière de discipline, au besoin contre les évêques et contre le pape. Ce qu'on appelle le régalisme est un trait général du despotisme éclairé qui n'était pas étranger aux Habsbourgs, mais qui prend beaucoup plus d'ampleur dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. L'érudition est appelée en renfort[27] des tendances régalistes qui apparaissent maintenant liées au jansénisme entendu au sens large du terme, c'est-à-dire, non pas comme une doctrine théologique, mais comme une aspiration à plus de rigueur morale, face au laxisme attribué aux jésuites. Le régalisme implique surtout la soumission de l'Église à l'État. Le concordat de 1753 est l'aboutissement de plus de deux siècles d'efforts pour donner à la couronne la direction effective de

l'Église d'Espagne. Depuis 1762, aucun document pontifical ne peut être diffusé et encore moins appliqué sans l'accord préalable du gouvernement qui vérifie notamment que le texte ne contient aucune disposition contraire aux prérogatives royales. Les évêques avaient pris l'habitude de se réunir périodiquement; ces congrégations avaient le plus souvent pour objet de régler des questions administratives, par exemple la part qui revenait à chaque diocèse dans le paiement des subsides ecclésiastiques. De peur de voir les évêques aborder d'autres problèmes, Charles III préfère interdire ces assemblées. Il est même arrivé à Campomanes, théoricien du régalisme, d'indiquer à l'avance aux synodes provinciaux les décisions qu'ils devaient prendre en matière pastorale. L'évêque de Teruel a le mauvais goût d'ironiser: si tout est décidé à l'avance à Madrid, à quoi bon réunir des synodes et invoquer le Saint-Esprit? Campomanes n'est pas d'humeur à plaisanter : « Contester le droit régalien de Sa Majesté de faire connaître sa royale volonté aux synodes est une prétention inouïe dont on ne doit pas tenir compte et qu'on doit sanctionner de la manière la plus ferme. » Nommés par le roi, les évêques et, dans une moindre mesure, les curés sont considérés comme des fonctionnaires d'autorité. On attend d'eux qu'ils entrent dans les vues du gouvernement et qu'ils collaborent loyalement et efficacement à la politique réformatrice.

Les réformateurs n'aiment guère le clergé régulier sur lequel ils n'ont aucune prise. Ils le voient soumis à une puissance étrangère. La Compagnie de Jésus, surtout, suscite leur méfiance à cause du vœu d'obéissance aveugle au pape. Ils ont tendance à s'exagérer son influence dans l'État — le confesseur du roi est souvent un jésuite -, dans la société — en raison de leur place dans l'enseignement — et en Amérique — les missions du Paraguay, par exemple, forment un territoire immense sur lequel les jésuites exercent une autorité jugée incompatible avec celle du roi. Des considérations analogues avaient déjà conduit Choiseul à obtenir de Louis XV, en 1764, la dissolution de la Compagnie de Jésus, mais les jésuites français avaient été autorisés à rester dans le royaume à titre privé. En 1767, l'Espagne va plus loin. C'est l'émeute de l'année précédente contre Esquilache qui fournit le prétexte. L'affaire a longtemps paru mystérieuse. On attribuait l'expulsion des jésuites à des puissances occultes — la franc-maçonnerie — et au comte d'Aranda qu'on tenait pour franc-maçon et pour

voltairien. Le décret de Charles III se bornait à évoquer en termes vagues les « causes très graves » qui l'avaient conduit à décider l'expulsion, ainsi que le « respect dû à la couronne » et des « raisons urgentes, justes et nécessaires » que le roi entendait tenir secrètes. Mais les historiens n'arrivaient pas à retrouver les documents originaux; on en concluait qu'ils avaient été volontairement détruits par les auteurs du complot. La vérité est plus prosaïque : Aranda, qui, du reste, n'était ni franc-maçon ni voltairien, n'est pour rien dans l'expulsion dont le véritable inspirateur est Campomanes. Celui-ci avait conservé par-devers lui les documents originaux qui, après sa mort, sont restés dans les archives de ses héritiers où on les a récemment retrouvés et publiés [28]. Au terme d'une enquête ordonnée par Campomanes dans le plus grand secret, le gouvernement acquiert la conviction que les jésuites portent une grande responsabilité dans toutes les manifestations organisées de 1766; c'est du Collège impérial de Madrid que serait partie toute l'agitation. Deux jésuites - dont le confesseur de la reine-mère Isabelle Farnèse - auraient préparé la manifestation avec un certain nombre de complices au cours de réunions secrètes qui se seraient tenues au Pardo. Le but recherché aurait été de provoquer un changement de gouvernement, peut-être même l'abdication de Charles III. On reproche aussi aux jésuites d'avoir diffusé sous le manteau une foule de brochures, de libelles et de pamphlets hostiles à l'autorité et d'avoir ainsi créé et encouragé la subversion; le rappel des thèses soutenues par certains jésuites - Suârez, Mariana - sur le droit des peuples à s'opposer à un pouvoir tyrannique - ce que les hommes des Lumières désignent sous le nom de doctrines régicides et « sanguinaires » - a probablement contribué à dresser les réformateurs contre l'ensemble de la Compagnie. Il est certain que le mouvement réformateur indisposait beaucoup de monde dans l'élite sociale du pays comme dans une partie du clergé, inquiet de voir se développer les tendances régalistes. Que certains jésuites aient cherché à exploiter ces sentiments pour retrouver une influence qui leur échappait n'a rien d'invraisemblable. Charles III, en tout cas, profondément choqué par les émeutes de Madrid, se laisse convaincre. Les jésuites perdent alors quelques-uns de leurs amis les plus puissants : le marquis de La Ensenada, qui aurait pu être le bénéficiaire d'un changement de politique, est assigné à résidence à Medina del Campo ; Isabelle Farnèse meurt en juillet 1766. Trois hommes provoquent la décision d'expulser les jésuites : Roda,

ministre de la Justice, le P. Osma, confesseur du roi, et Campomanes. Le plus véhément est le premier : « Il ne suffit pas d'en finir avec les jésuites; ce qu'il faut, c'est en finir avec le jésuitisme. » Campomanes fournit les justifications politiques: reconnaître ou interdire une communauté ou un corps dans l'État relève des prérogatives de la couronne et dépend entièrement de la souveraineté du roi. En 1767, les deux mille six cent quarante et un jésuites d'Espagne et les deux mille six cent trente qui résidaient en Amérique sont expulsés ; on leur accorde une rente viagère de cent pesos par an ; leurs biens sont confisqués au profit de l'Etat [29]. Là ne s'arrêtent pas leurs déboires. José Moñino, ambassadeur au Vatican et futur comte de Floridablanca, obtient du pape, en 1772, la dissolution de la Compagnie de Jésus. En Espagne, la mesure ne soulève pas de protestations. Quarante-deux évêques l'approuvent publiquement; il est vrai qu'ils ne pouvaient pas faire autrement... Les autres ordres religieux ne sont pas fâchés, dans l'ensemble, de voir partir des concurrents; on sait, par exemple, que les dominicains de Plasencia fêtèrent l'événement par un somptueux banquet !

De toutes les institutions d'Ancien Régime, l'Inquisition est celle qui nuisait le plus au prestige de l'Espagne à l'étranger; elle était le symbole de l'intolérance et du fanatisme. La pureté de sang, en effet, continue à être exigée des candidats à certaines dignités, même si elle n'est plus qu'une formalité. Dans la première moitié du siècle, le Saint Office ne relâche pas son activité. Entre 1720 et 1740, on relève encore des centaines de poursuites et plusieurs condamnations à mort prononcées contre des judaisants. Les registres de circoncisions tenus par les rabbins de Bordeaux continuent à faire état, entre 1706 et 1742, de conversos espagnols et portugais qui fuyaient la péninsule Ibérique pour échapper à d'éventuelles persécutions. Par la suite, les procès se font plus rares, ainsi que les condamnations. On ne célèbre plus de grands autodafés comme autrefois ; on se contente de prononcer les sentences au cours de cérémonies privées, comme si on cherchait à leur retirer toute publicité. C'est pourquoi le procès d'Olavide, sous le règne de Charles III, prend tout le monde au dépourvu. Pablo de Olavide est un créole péruvien qui semble avoir eu des problèmes à Lima où on l'accusait de malversations. En 1750, à l'âge de vingt-cinq ans, il quitte son pays pour voyager en France et en Italie; pendant une semaine,

il a le privilège d'être l'hôte de Voltaire à Ferney. En 1765, Olavide s'installe en Espagne. Imprégné de culture française, grand lecteur, curieux de toutes les nouveautés, il gagne vite la confiance des ministres réformateurs qui, en 1767, le nomment assistant, c'est-à-dire corregidor de Séville. Dans cette affectation, il déploie une grande activité, on lui doit notamment un programme audacieux de réforme universitaire ; dans son salon se rencontrent de nombreuses personnalités locales ; il met sa riche bibliothèque à la disposition de ses amis ; Jovellanos, alors jeune magistrat, tire un grand profit de ces contacts avec un esprit si ouvert. Comme on l'a vu, on demande à Olavide de mettre en œuvre la colonisation de la Sierra Morena décidée par le gouvernement. Il prend sa tâche très au sérieux et obtient des résultats rapides et encourageants. Le succès et ses hautes protections le rendent imprudent. Il se laisse aller à tenir des propos sarcastiques sur les dévotions populaires, qu'il qualifie de superstitions; il interdit qu'on enterre les morts dans les églises et qu'on vende des indulgences - la bulle de la croisade est une institution fort ancienne en Espagne - ; il critique les aumônes : pour soulager la misère, mieux vaudrait créer des emplois; il se moque des moines qu'il traite d'ignorants. Ceux-ci - notamment les capucins - ne le lui pardonnent pas, ils le dénoncent à l'Inquisition. Selon eux, Olavide serait un impie qui posséderait des livres interdits et des tableaux lascifs, qui n'observerait pas les jeûnes obligatoires. En outre, c'est un esprit fort, adepte du système de Copernic ! Le plus surprenant, c'est que ces accusations sont prises au sérieux. L'Inquisition l'arrête en 1776, instruit son procès et le condamne, en 1778, à huit ans de réclusion dans un couvent[30]. L'affaire fait du bruit en Europe ; on y voit la preuve que, décidément, l'Espagne a beaucoup de mal à devenir une nation policée.

Il ne faut pas exagérer la portée du procès Olavide. Il s'agit vraisemblablement, pour l'Inquisition, de montrer qu'elle est encore puissante ; on a même émis l'hypothèse que ce procès serait une provocation, un défi lancé à l'Inquisiteur général, Felipe Bertrán, connu pour son ouverture d'esprit et son attachement aux Lumières. Ne pouvant s'en prendre aux ministres eux-mêmes, trop haut placés, les inquisiteurs, qu'inquiétaient les nouvelles tendances, auraient choisi de faire un exemple en s'attaquant à un fonctionnaire de second rang.

Il faut reconnaître que les réformateurs ont une attitude ambiguë à l'égard de l'Inquisition. Ils ne l'aiment pas, mais ils pensent qu'elle peut servir... Charles III la détestait autant qu'il détestait les jésuites et pour les mêmes raisons : elle disposait d'un trop grand pouvoir qu'elle était susceptible d'utiliser contre l'État, mais il s'en accommodait. Ses ministres, Campomanes et Floridablanca surtout, étaient dans les mêmes dispositions; ils voyaient dans le Saint Office l'organe le plus fanatique de l'État, inféodé aux jésuites; il était sorti de son rôle en interdisant les livres favorables au régalisme. Et pourtant, ces mêmes ministres ne songent pas à supprimer l'Inquisition. Elle reste toujours un instrument du pouvoir puisque c'est le roi qui nomme son président. De fait, en 1764, Bertrán, évêque de Salamanque, devient inquisiteur général. On compte sur lui et sur l'Inquisition pour contribuer, aux côtés des évêques, à l'extirpation de la superstition, donc au progrès des Lumières ! On se borne alors à limiter les compétences de l'Inquisition, par exemple en lui retirant, en 1770, les affaires de bigamie, désormais confiées à la justice ordinaire, mais on garde l'institution en réserve. C'est elle que Floridablanca chargera, sous le règne de Charles IV, de lutter contre la pénétration des idées révolutionnaires en Espagne. C'est encore l'une de ces demi-mesures dont les réformateurs ont le secret[31].

Le pacte de famille

La politique étrangère des Bourbons a sa cohérence. Philippe V s'était efforcé de rendre à l'Espagne son rang en Europe en effaçant celles des clauses du traité d'Utrecht qui l'excluaient d'Italie. Il n'y était parvenu qu'imparfaitement. Il avait réussi à créer dans les Deux-Siciles un État satellite, sur lequel allait régner le futur Charles III, mais il n'avait pu obtenir le même résultat à Milan. À défaut, le traité d'Aix-la-Chapelle (1748) avait permis d'installer à Parme un autre infant, Philippe. C'était encore un État satellite, mais moins important que celui qu'on aurait voulu établir. Par la suite, Ferdinand VI était resté à l'écart des conflits européens. Avec Charles III, l'Espagne reprend l'initiative. Une idée simple inspire alors la diplomatie espagnole. L'Angleterre représente l'ennemie principale; elle occupe Gibraltar et Minorque et elle menace les intérêts de l'Espagne

en Amérique. L'alliance avec la France, elle aussi préoccupée par les ambitions britanniques, s'impose. Dès son arrivée en Espagne, en 1759, Charles III exprime l'inquiétude qu'il ressent devant la mainmise de l'Angleterre sur le Québec ; cette conquête fausse l'équilibre dans le Nouveau Monde. On voit que l'alliance avec la France, le troisième pacte de famille conclu en 1761, ne signifie pas seulement une solidarité dynastique entre les Bourbons ; elle correspond aux intérêts bien compris des deux puissances. L'Espagne se range donc aux côtés de la France contre l'Angleterre dans la guerre dite de Sept Ans, mais elle intervient avec des objectifs qui lui sont propres. Le sort des armes ne lui est pas favorable. La Havane et Manille sont occupées. Ces deux villes sont rétrocédées lors du traité de Paris (1763), mais, en échange, l'Espagne doit abandonner aux Anglais la Floride et aux Portugais la colonie du Sacramento, sur le Rio de la Plata. Il est vrai qu'en compensation la France lui cède la Louisiane.

L'Espagne, toujours aux côtés de la France, prend sa revanche une quinzaine d'années plus tard à l'occasion de la guerre d'indépendance des colonies anglaises d'Amérique du Nord. En Europe, les puissances alliées doivent renoncer à envahir l'Angleterre; elles échouent aussi devant Gibraltar, mais Minorque est reprise en 1782. En Amérique, l'Espagne apporte une aide financière aux insurgents et, à partir de ses bases de Louisiane, elle attaque les Anglais en Floride. Elle oblige ainsi l'Angleterre à maintenir une armée dans le Sud et, comme elle tient la ligne du Mississippi, elle empêche les Anglais de tourner par l'ouest les troupes de Washington. La paix de Versailles (1783) entérine les conquêtes territoriales: l'Espagne conserve Minorque et elle récupère la Floride. À court terme, c'est un succès ; à long terme beaucoup moins. En aidant des colons à se soulever contre leur métropole, l'Espagne a créé une situation qui finira par se retourner contre elle. Perspicace, le comte d'Aranda s'inquiète, dès le lendemain du traité de Versailles, des appétits des nouveaux États-Unis, cette puissance aujourd'hui pygmée qui ne tardera pas à devenir colosse et qui ne manquera pas alors de chercher à s'étendre en direction du golfe du Mexique au détriment de l'Espagne. Ces vues prémonitoires se vérifieront au XIXe siècle. Les États-Unis auront vis-à-vis de l'Espagne une attitude bien différente de celle qu'ils adoptent à l'égard de la France. Ils ne lui seront pas reconnaissants de l'aide apportée entre 1779

et 1783 et ils ne feront rien - au contraire - pour appuyer l'Espagne contre la révolte de ses propres colonies.

LES PROVINCES D'OUTRE-MER

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, on commence à parler de provinces d'outre-mer pour désigner ce qu'on appelait jusque-là les Indes. Ce changement de vocabulaire exprime un point de vue nouveau sur des territoires qu'on a tendance maintenant à assimiler à des colonies destinées à renforcer la puissance et la richesse de la métropole, à lui fournir des produits complémentaires et à servir de débouchés à son activité économique. C'est dans cette perspective qu'il faut situer la politique américaine des Bourbons : volonté de tirer parti non seulement du sous-sol, mais aussi de l'agriculture et de l'élevage; souci de développer le commerce et de faire respecter le monopole de l'Espagne et, enfin, efforts pour renforcer l'encadrement administratif de l'Amérique. Des historiens ont pu parler d'une deuxième conquête des Indes. Le mot est sans doute excessif, mais il dit bien l'ampleur des réformes qu'on cherche à introduire dans le dernier tiers du XVIIIe siècle. Ces réformes entraînent des réactions souvent violentes dans une société coloniale complexe, divisée en classes et en castes antagonistes ; elles suscitent un malaise profond chez les créoles qui prennent alors conscience de leur identité.

Un nouvel essor des Indes

Au XVIIIe siècle, les métaux précieux restent la richesse principale que l'Espagne tire de son empire d'Amérique. On note une reprise significative de l'activité minière avec la découverte de nouveaux gisements. En même temps, certains produits tropicaux - le sucre, le cacao, le tabac - sont de plus en plus demandés sur le marché européen. Parce qu'elle comptait surtout sur les mines, l'Espagne les avait jusque-là négligés ; elle se met alors à en développer l'exploitation et la commercialisation.

On continue à exploiter les mines d'or situées en Nouvelle Grenade - l'actuelle Colombie - Antioquia, Popayán, Chocó..., mais les gisements

s'épuisent et la main-d'oeuvre se fait rare. La concurrence de l'or du Brésil, à partir de 1720, accélère le déclin de ces établissements. En ce qui concerne l'argent, le Pérou et le Mexique restent les grands centres de production, le second plus que le premier. Au Pérou, en effet, Potosi ne retrouvera jamais les chiffres atteints à la fin du XVIe siècle. La production, qui était de quarante tonnes par an en 1595, tombe à six tonnes au XVIIIe siècle. Des cinq mille entrées de mines qui perçaient la montagne, il en reste à peine une centaine en état de fonctionner; encore fournissent-elles un minerai de faible teneur. C'est seulement à la fin du XVIIIe siècle qu'on se préoccupe de redresser la situation. On songe à faire appel à l'expérience de minéralogistes et d'ingénieurs allemands, mais il est bien tard pour réparer les négligences du passé. Le Suédois Nordenflycht, appelé à l'aide en 1789, est stupéfait par ce qu'il découvre: gaspillage, empirisme, routine, pas de plan d'ensemble, pas de machines, pas de pompes à eau, pas d'aération... Il fait construire à grands frais des machines que personne n'est capable de mettre en fonctionnement. Partout il se heurte au scepticisme des propriétaires : le travail des Indiens leur revenait moins cher qu'une machine ; quel intérêt avaient-ils à produire plus et à économiser le mercure ? Cela signifiait payer plus de taxes et d'impôts... La mission Nordenflycht a connu le sort de certaines formes d'assistance technique d'aujourd'hui dans les pays sous-développés: sûrs de leur compétence, étrangers à la mentalité des gens qui les entourent, les experts ne savent pas convaincre ceux qu'ils veulent conduire au progrès.

Le Mexique, au contraire, est en pleine expansion. Plus que jamais, il est le fleuron de l'empire. C'est du Mexique que proviennent les deux tiers de l'argent américain, et la moitié de cette production est fournie par les districts de Guanajuato, Zacatecas et Catorce, tous situés au nord-ouest de la capitale. A lui seul, le district de Guanajuato assure le quart de la production totale. Le gisement a été découvert en 1766. Dès 1771, la mine travaille à plein rendement et elle procure à son propriétaire des bénéfices considérables.

En dehors des mines, on ne trouvait guère en Amérique, jusqu'au XVIIIe siècle, que deux sortes principales d'activités: les grands domaines - haciendas - et l'artisanat. Les premiers, consacrés aux cultures vivrières et à l'élevage, servent d'abord à nourrir les ouvriers; seuls les surplus sont

commercialisés. L'artisanat fournit ce qui est nécessaire au marché intérieur; les clients sont les Indiens, les métis et les petits Blancs, car les riches créoles, plus exigeants, préfèrent acheter des produits importés d'Europe. Le textile occupe une place à part. Dans la région de Cuzco, on distingue les ateliers de petite taille - chorrillos - dont l'outillage est rudimentaire, et les obrajes, entreprises plus importantes qui comptent plusieurs métiers et au moins un foulon et qui emploient des dizaines, voire des centaines d'ouvriers. La plupart de ces obrajes appartiennent à des Espagnols, parfois à des nobles, à de hauts fonctionnaires ou encore à des couvents. Au XVIIIe siècle, l'industrie textile périclite. À Quito, autour de 1770, neuf obrajes sur les onze qui existaient ont fermé ; c'est la même chose pour les fabriques de chapeaux - il n'en reste plus que quatre sur trente-huit -, pour les tuileries - trois au lieu de neuf -, pour les poteries... On retrouve des situations analogues dans toute la région des Andes et au Mexique. Partout, on signale les mêmes causes pour expliquer le déclin: les coûts des fournitures, de l'outillage, de la main-d'œuvre, des transports sont trop élevés. Les clients préfèrent acheter des produits importés, moins chers et souvent introduits en contrebande. On en arrive au paradoxe que relève, en 1784, un chanoine du Michoacán : les mines d'argent - principale richesse du pays - font monter les prix, ruinent les entreprises locales et entraînent le chômage et la misère du plus grand nombre.

Deux autres formes d'exploitation prennent leur essor au XVIIIe : la estancia et la plantation. La estancia est plutôt tournée vers le marché intérieur (élevage, principalement) ; elle trouve dans les plaines du Venezuela - les llanos - et dans la pampa argentine des terrains particulièrement favorables pour les milliers de chevaux et de bovins qui y vivent à l'état sauvage. Le personnel nécessaire est peu abondant; pour l'essentiel, il est formé de peones, petits Blancs ou métis. La plantation, en revanche, travaille pour l'exportation et elle implique l'utilisation d'une main-d'œuvre abondante et bon marché, c'est-à-dire des esclaves noirs. Trois cultures s'imposent dans les plantations : le sucre, le cacao et le tabac.

Dans les colonies espagnoles, seules les Canaries et, dans une moindre mesure, Saint-Domingue s'étaient spécialisées dans la canne à sucre jusqu'à ce que la concurrence du Brésil ruinât les plantations. Le rôle du Brésil diminue au XVIIe siècle, quand les Anglais, les Français et les Hollandais

s'installent dans certaines îles des Antilles délaissées par l'Espagne pour y développer la culture de la canne [32]. C'est seulement après 1762 que les Caraïbes restées espagnoles - Cuba et Puerto Rico - entrent en scène. Le démarrage est extrêmement rapide puisque, en 1788-1789, les deux îles représentent 40 % du trafic entre l'Amérique et l'Espagne. Les plantations de canne sur le continent sont moins importantes. On en trouve au Mexique, au Venezuela et dans la région de Cuzco. La difficulté pour se procurer des esclaves - leur coût élevé décourage les propriétaires - explique, en partie, la faiblesse de la production de sucre qui est consommée sur place ou vendue dans les territoires avoisinants, sans donner lieu à des exportations significatives.

Depuis la fin du XVII[e] siècle, le cacao s'est implanté au Venezuela. Ce sera la culture dominante jusqu'aux premières décennies du XIX[e], mais elle est freinée par le manque de main-d'œuvre. Les esclaves noirs reviennent cher. Les propriétaires préfèrent recruter des peones, indiens ou métis, qu'ils paient non pas en espèces, mais en nature : ils leur laissent l'usufruit d'un lopin, le conuco; c'est une façon de les fixer sur place. La production vénézuélienne de cacao est d'abord écoulée au Mexique par Veracruz, puis, à partir de 1730, en Europe. La contrebande est importante. C'est pour la combattre et pour réserver à la métropole les profits de ce trafic que l'Espagne crée une compagnie de commerce à monopole, la Compagnie du Guipúzcoa, sur laquelle nous reviendrons. Dans le dernier tiers du XVIII[e] siècle, le cacao de Guayaquil commence à concurrencer celui du Venezuela sur le marché mexicain; il est moins cher et il est moins exposé aux attaques des Anglais puisqu'il emprunte la voie du Pacifique. La région de Guayaquil connaît alors un grand développement.

Le tabac était cultivé, vendu et consommé librement dans plusieurs régions d'Amérique au XVII[e] siècle. À Cuba, un décret de 1614 prévoyait seulement que les excédents de production seraient exportés à Séville[33]. Les succès obtenus par les Anglais avec le tabac de Virginie et du Maryland font prendre conscience au gouvernement espagnol de l'intérêt de ce produit. En 1717, la couronne établit le monopole du tabac à Cuba. La culture reste libre, mais l'État se réserve l'exclusivité des achats et de la commercialisation ; ce sont des particuliers qui sont chargés de l'exploitation. Ils s'engagent à fournir tous les ans à l'État, à un prix

déterminé, une certaine quantité destinée à la manufacture de Séville jusqu'à la création, en 1761, de la Fabrique royale de La Havane ; la couronne prend alors directement en charge l'élaboration du produit. Plus que Cuba, où la canne à sucre domine, c'est la Nouvelle-Espagne qui se spécialise dans le tabac, devenu un article de très large consommation. Le tabac à priser semble être l'apanage de l'élite, cigares et cigarettes sont plus répandus: au Mexique, même les femmes et les enfants en fument. Au début, la culture, la fabrication et la commercialisation étaient entièrement libres. L'État n'établit son monopole qu'en 1765, malgré les protestations et les manifestations des petits exploitants. La culture est limitée à certaines zones; l'État fixe des quotas de production ; des agents veillent à faire respecter la réglementation. On distingue les cosecheros, ou gros exploitants, et les pegujaleros qui dépendent en partie des premiers. Une manufacture s'ouvre à Mexico, en 1769. De quatre cents ouvriers à ses débuts, elle passe à près de cinq mille trois ans plus tard, six mille cinq cents en 1793 ; le maximum est atteint en 1797 avec un peu plus de sept mille employés. Dès le début, la manufacture de Mexico a des allures d'établissement moderne. Les ouvriers organisent une société de secours mutuel, la Concordia, qui verse à ses adhérents des allocations en cas de maladie et de décès, une pension d'invalidité et leur accorde aussi des prêts sans intérêt. Les ouvriers se mettent en grève à plusieurs reprises, une première fois, en 1780, contre une modification des normes de fabrication, en 1782, pour protester contre le chômage technique, en 1794 pour s'opposer à l'allongement de la journée de travail... Très vite, le monopole du tabac se révèle lucratif pour l'État. Dans les dernières années du XVIIIe siècle, il rapporte plus que les taxes sur l'or et sur l'argent. Le développement de ce secteur d'activité sous le contrôle de l'État provoque, à la fin du siècle, un malaise dans la société mexicaine. Beaucoup de petits Blancs qui vivaient de la culture et de la vente du tabac ont perdu leur emploi et clament leur désespoir, « comme si un équilibre, fragile, certes, mais réel, avait été détruit pour la simple satisfaction des intérêts financiers de la couronne» (Yves Aguila). Comme nous le verrons plus loin, c'est l'un des effets pervers des réformes entreprises sous Charles III ; elles ont contribué à créer un état d'esprit hostile à l'égard de la métropole, accusée de sacrifier les intérêts locaux afin d'accroître les rentrées fiscales. On observe des réactions analogues, au même moment, au Venezuela, en

Nouvelle-Grenade et au Pérou, quand l'administration coloniale prétend, en vertu du monopole, limiter les zones de culture de tabac et interdire sa commercialisation libre.

L'essor économique s'accompagne d'une extension territoriale considérable ; on calcule qu'entre 1740 et 1790 la superficie contrôlée par l'Espagne en Amérique double jusqu'à atteindre quatre-vingt millions de kilomètres carrés. Il s'agit soit de territoires nouveaux qu'on intègre à l'empire, soit de zones jusque-là laissées à l'abandon parce qu'elles n'intéressaient guère les colons, attirés par les mines, et qui maintenant s'annoncent riches de ressources agricoles. De la première catégorie relève la poussée prodigieuse au nord du Mexique. Les missionnaires, jésuites d'abord, puis après leur expulsion, les franciscains, ouvrent la voie. Les premiers Espagnols étaient arrivés en Californie au milieu du XVIe siècle, mais la colonisation du Mexique avait ensuite occupé toutes les énergies. La marche vers le nord reprend dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle à partir des missions de Sonora, de l'Arizona et de la basse Californie. Le P. Junípero Serra arrive à San Diego en 1769; San Francisco est fondée en 1776. Au total, ce sont vingt et une missions qui sont créées sur la côte de Californie entre 1769 et 1823 et qui attirent tout de suite des colons. Quelques-uns de ces modestes établissements ont été restaurés et sont encore visibles aujourd'hui; ils témoignent de l'effort de christianisation mené à bien par les franciscains espagnols à cette époque. On aurait tort, cependant, d'associer trop étroitement évangélisation et colonisation. Les temps ont changé ; le pouvoir civil se soucie peu de ce que pensent les moines. Quand le vice-roi du Mexique rédige, en 1786, des instructions pour la pacification de la frontière nord, il ne fait que de rares et vagues allusions à la coopération des missionnaires ; il compte sur les armes pour garantir la sécurité de la frontière, grâce à une série de fortins, de Sonora au Texas[34]. L'ennemi, dans cette zone, ce sont les Apaches, guerriers redoutables qui savent manier l'arc et qui, heureusement, ont peu de chevaux et d'armes à feu. Pour en venir à bout, le vice-roi recommande d'user de tous les moyens : il faut les soumettre ou les exterminer; tant que ce résultat ne sera pas atteint, les populations de l'intérieur vivront dans l'inquiétude. Depuis qu'en 1731 une quinzaine de familles canariennes ont fondé Béjar - qui deviendra plus tard Alamo, puis San Antonio -, les

Espagnols ont pris position au Texas. Certes, ils ont dû abandonner la Floride aux Anglais, mais, en 1762, Louis XV cède la Louisiane à Charles III[35]. À l'exception de la Floride, c'est un territoire immense - du Mississippi aux Rocheuses et, au-delà, jusqu'au Pacifique - qui passe, à la fin du XVIIIe siècle, sous domination espagnole.

Dans le reste de l'Amérique, les progrès sont moins spectaculaires; c'est la densité du peuplement et de la colonisation qui s'intensifie à la suite de la mise en exploitation de cultures nouvelles. La création de deux nouvelles vice-royautés, celle de Nouvelle-Grenade - elle recouvrait les territoires actuellement occupés par l'Équateur, la Colombie et le Venezuela[36]- et, en 1776, celle de Buenos Aires, répond au besoin de tenir compte des rapports qui s'établissent alors à l'intérieur de l'ancienne vice-royauté de Lima. Depuis le XVIe siècle, Buenos Aires occupait une situation marginale dans l'empire ; le port et la région qui allait devenir l'Argentine étaient sous-administrés. Buenos Aires en profitait pour détourner une partie du trafic. Alors que les commerçants de Lima étaient obligés d'acheter leurs marchandises à la foire de Porto Belo et de les acheminer, par terre ou par mer, jusqu'au Callao, ceux de Buenos Aires, au mépris de la loi, vendaient au Pérou des esclaves, des épices et autres marchandises d'origine anglaise ou portugaise. Anglais et Portugais sont en effet les bénéficiaires de ce trafic illicite ; ils utilisent à cette fin la colonie du Sacramento que les Portugais ont installée, en 1680, sur la rive gauche du fleuve de la Plata. C'est pour faire face à cette situation que les Espagnols ont fondé Montevideo, en 1726, mais cela n'a pas suffi à arrêter l'expansion portugaise à partir du Brésil proche. Le contentieux n'est réglé qu'en 1750 par le traité de Madrid. L'Espagne obtient la Banda oriental, c'est-à-dire ce qui va devenir l'Uruguay, donc la navigation sur la Plata; elle cède au Portugal une partie du Paraguay. En 1763, le Portugal cherche à occuper de nouveau le Sacramento mais en vain. En 1777, la frontière est définitivement fixée sur le Rio Grande du sud. La concurrence entre Lima et Buenos Aires et entre Espagnols et Portugais est donc à l'origine de la vice-royauté de la Plata. Cette nouvelle division administrative brise, au profit de Buenos Aires, l'unité géographique, historique et économique des Andes, puisque Potosi lui est rattaché, cela afin de couvrir par l'est l'accès aux mines du Pérou et

décourager la contrebande. Cette promotion assure l'essor du port de Buenos Aires.

D'une façon plus générale, le traité de 1750 permet à l'Espagne et au Portugal de régler l'ensemble du contentieux qui les oppose en Amérique et en Extrême-Orient. Dans cette dernière zone, le Portugal renonce aux droits qu'il prétendait détenir sur les Philippines en vertu du traité de Tordesillas (1493). Au nord du Brésil, il obtient les deux rives de l'Amazone, du confluent avec le Yapura à l'Atlantique. Le traité marque ainsi un changement significatif. Les deux puissances s'entendent pour abandonner la ligne de démarcation qui avait été fixée à Tordesillas ; ce ne sont plus les méridiens qui signalent la séparation entre les deux empires, mais des frontières naturelles; on décide maintenant de privilégier la ligne de partage des eaux : les bassins fluviaux de la Plata, de l'Orénoque et de l'Amazone. C'est l'une des raisons qui poussent l'Espagne à financer, dans le dernier tiers du XVIIIe siècle, un certain nombre d'expéditions scientifiques. La mission Iturriaga-Löfling (1754-1761) s'occupe de reconnaître le bassin de l'Orénoque; le naturaliste Félix de Azara (1781-1800) est chargé de préciser la frontière entre le Brésil, d'une part, le Paraguay, l'Uruguay et l'Argentine, d'autre part. Ce n'est pas méconnaître l'intérêt intrinsèque de beaucoup des expéditions scientifiques du XVIIIe siècle que de relever aussi les préoccupations politiques de leurs commanditaires.

La nouvelle politique coloniale

Deux objectifs complémentaires inspirent la politique coloniale des Bourbons au lendemain du traité d'Utrecht. Contre les appétits des grandes puissances - l'Angleterre, surtout, accessoirement la Hollande -, il s'agit de défendre l'empire contre toute agression et de faire respecter le monopole commercial de l'Espagne. À la première préoccupation répond la mise en place de moyens militaires efficaces, à la seconde des réformes pour développer l'économie des territoires américains et en tirer des ressources accrues. Une première série de réformes est décidée vers 1750. De 1765 à 1785, des mesures plus radicales entrent en application. L'opposition violente qu'elles rencontrent oblige à revenir sur certaines d'entre elles, sans que l'orientation générale soit modifiée.

Compte tenu de l'immensité des frontières à surveiller, il n'est pas question d'établir des garnisons partout; l'Espagne serait incapable de financer cet effort. Aussi décide-t-elle de privilégier les zones particulièrement menacées : la mer des Caraïbes, avec les places fortes de La Havane et de Carthagène des Indes, Acapulco, tête de ligne du trafic entre le Mexique et les Philippines, le littoral entre Guayaquil et le Callao, dans le Pacifique sud et, enfin, le complexe Montevideo-Buenos Aires. Pour assurer la défense de ces secteurs, l'Espagne entreprend la construction ou la réparation de fortifications; elle met aussi au point une armée dotée des équipements nécessaires: hôpitaux militaires, matériel, moyens de transport, intendance, services auxiliaires (administration, génie, etc.) [37]... L'armée comprend deux éléments d'importance inégale: l'armée proprement dite et les milices. La première ne dépasse guère vingt ou trente mille hommes. Elle se compose de deux catégories distinctes: les régiments permanents (dotación) et des troupes d'appui qu'on fait venir d'Espagne (refuerzo). L'encadrement est assuré soit par des nobles espagnols, soit par de riches créoles. En général, les officiers font carrière sur place ; ils changent rarement d'affectation. La proportion des officiers originaires de la péninsule ne cesse de décroître au profit des créoles [38]. A la fin du siècle, ceux-ci représentent 60 % du total des officiers, ce qui entraîne des conséquences importantes : au moment où commencent les mouvements d'indépendance, en 1810, l'armée des Indes est majoritairement encadrée par des créoles. On note aussi la présence de quelques officiers étrangers (de 2 à 3,5 % du total), français et surtout irlandais; certains - O'Reilly, O'Higgins... - s'illustreront pendant les guerres d'indépendance en luttant contre la métropole. Les milices complètent ce dispositif. C'est une sorte d'armée de réserve plutôt hétérogène qui compte environ deux cent mille hommes en 1780. On y trouve des éléments composés de catégories sociales et raciales distinctes ; il y a des régiments de nobles, d'Espagnols, de Blancs, de commerçants, de foncés (pardos), de métis, de toutes les couleurs (sic: de todos los colores), de bruns (morenos), de quarterons... Ni les soldats ni les officiers des milices ne reçoivent de solde, sauf en cas de mobilisation, mais les officiers jouissent des privilèges attachés au statut militaire. Pour beaucoup de créoles, c'est une promotion et un moyen de gagner plus de prestige et d'influence ; quand on est un riche planteur ou un négociant respectable, installé de surcroît à des postes de commande dans

l'administration municipale de sa ville, le fait d'être aussi colonel du roi confère encore plus d'autorité, même si on peut s'interroger sur la valeur de ces cadres. Notons enfin que ce sont les impôts locaux qui financent l'armée régulière. Les réformes militaires des Bourbons auront ainsi des conséquences imprévues ; elles visent à défendre l'empire contre des ennemis extérieurs; en cas de tensions internes, la métropole ne pourra guère compter sur une armée que les créoles ont financée et dans laquelle ils sont majoritaires.

Ce dispositif militaire était indispensable à cause des guerres nombreuses auxquelles l'Espagne a été mêlée au XVIII[e] siècle et aussi en raison de la menace des corsaires, toujours prêts à attaquer, dans les Caraïbes, les bateaux de commerce et ceux qui transportaient les métaux précieux. Non moins redoutable était la guerre économique menée par tous ceux qui cherchaient à tourner le monopole commercial de l'Espagne. Au traité d'Utrecht, l'Angleterre avait obtenu l'exclusivité du trafic des esclaves (privilège de l'asiento) et le droit d'envoyer tous les ans un bâtiment de cinq cents tonneaux (le bateau de permission) chargé de marchandises. À côté de ce trafic légal, Anglais et Hollandais se livraient, depuis la seconde moitié du XVII[e] siècle, à une contrebande intense - ce que les auteurs de l'époque appelaient l'interlope - pour introduire en Amérique des quantités croissantes de marchandises qu'ils échangeaient contre des produits tropicaux et des métaux précieux. La géographie leur facilitait les choses. Les bateaux des contrebandiers mouillaient au large des côtes et de petites embarcations débarquaient leur cargaison sur une plage déserte ou bien, grâce à leur faible tirant d'eau, ils remontaient les fleuves - l'Orénoque, par exemple - loin à l'intérieur des terres. Des fonctionnaires corrompus se faisaient souvent leurs complices[39]. La part de l'interlope ne cesse de croître au XVIII[e] siècle. Les rentrées fiscales de l'Espagne s'en ressentent, ainsi que l'économie de ses possessions d'Amérique. Les marchandises introduites en contrebande - farine et surtout tissus et autres produits manufacturés - reviennent bien meilleur marché que celles que peuvent offrir le commerce légal et l'industrie locale. Cette concurrence porte des coups sévères aux producteurs. Si l'on en croit les rapports officiels, la Nouvelle-Grenade serait en plein marasme dans la première moitié du XVIII[e] et la situation se serait encore détériorée vers 1776, la crise frappant à peu près tous les

secteurs : le textile, l'élevage, l'agriculture, etc. ; le commerce entre Guayaquil et Panama serait devenu presque inexistant; celui entre Quito et Lima ne se porterait pas mieux.

Même en faisant la part de l'exagération propre à ce genre de rapports, il reste que l'interlope représente un manque à gagner pour la métropole et un frein au développement des colonies. Pour réagir, le gouvernement de Philippe V envisage d'abord de créer des compagnies à monopole sur le modèle hollandais et anglais. La plus importante est la Compagnie guipuzcoane de Caracas qui, en 1728, reçoit de Patiño la mission d'exploiter le cacao du Venezuela et de surveiller le littoral pour éliminer la contrebande. Au retour d'Amérique, les bateaux devaient toucher Cadix pour y acquitter les droits correspondants, puis ils allaient décharger leur cargaison dans un port du pays Basque - Pasajes ou Saint-Sébastien. La réussite est incontestable. Jusqu'alors, l'arrivée d'un navire espagnol au Venezuela était un événement rarissime. Grâce à la compagnie - et pour le plus grand profit de ses actionnaires -, les échanges entre la métropole et le Venezuela deviennent réguliers et fructueux, et pas seulement d'un point de vue strictement économique : on a pu parler - avec quelque exagération, sans doute - des bateaux des Lumières (los barcos de la Ilustración) qui apportaient, en même temps que des produits, les livres, les nouvelles et les idées de l'Europe cultivée. Les agents de la compagnie se montrent beaucoup plus efficaces que l'administration coloniale, même s'ils n'arrivent pas à éliminer complètement l'interlope. Le monopole heurte les habitudes et les intérêts de ceux - planteurs ou négociants - qui, au Venezuela, s'accommodaient de la contrebande et y trouvaient leur compte. On accuse - déjà ! - les Espagnols de la métropole d'exploiter les créoles. Une révolte éclate en 1751, à la suite de quoi on associe les Vénézuéliens au trafic en leur permettant d'acheter des actions de la compagnie dont le privilège n'est pas remis en cause avant 1780.

En 1738 s'ouvre une autre étape. L'Espagne renonce à faire naviguer les bâtiments de la route des Indes selon la formule traditionnelle des convois. Le trafic avec l'Amérique est maintenant plus souple, sous la seule réserve que les bateaux passent par Cadix, à l'aller comme au retour. C'est un succès relatif: entre 1739 et 1754, quarante-sept navires, en moyenne, franchissent l'Atlantique tous les ans au lieu de trente entre 1717 et 1738. Ce ne sont là,

pourtant, que des mesures partielles en attendant les réformes qui se préparent dans l'entourage du marquis de La Ensenada. À la base de ces projets se trouve la constatation d'un état de fait: le contraste entre la prospérité des petites colonies étrangères des Antilles et le marasme ou le faible rendement des immenses possessions de l'Espagne. La France, par exemple, retirerait tous les ans de Saint-Domingue quarante millions de pesos, c'est-à-dire quatre fois plus que ce que l'Amérique tout entière rapporte à l'Espagne. Il est donc urgent d'imaginer une autre politique pour que la métropole tire profit de ses colonies. La solution passe par une intervention de l'État, une réorganisation de l'administration et de l'économie : il convient de développer la production en ne s'intéressant pas seulement aux richesses minières, mais au contraire en donnant la priorité aux produits susceptibles d'être exportés (tabac, cochenille, sucre, cacao, indigo, café, coton, lin, chanvre...) ; il paraît souhaitable aussi de diminuer les impôts directs et d'augmenter la fiscalité indirecte, de relancer la consommation pour accroître les revenus de l'État; il faut, enfin, revoir l'ensemble du commerce entre la métropole et les colonies : s'assurer l'exclusivité des échanges est beaucoup plus rentable que de conquérir des territoires. Telles sont les idées essentielles du Nouveau système de gouvernement économique pour l'Amérique attribué à José de Campillo, ministre de Philippe V[40]. Beaucoup plus ambitieuses sont celles des ministres de Charles III, vingt ans plus tard : d'abord le libre commerce, décidé en 1765, puis, à partir de 1776, les mesures radicales prises sous l'impulsion de José de Gâlvez.

Ce qu'on appelle le libre commerce ne met pas fin au monopole de l'Espagne ; la mesure vise, au contraire, à le rendre plus efficace en supprimant des dispositions qui ne se justifiaient plus : Cadix et la basse Andalousie, d'une façon plus générale, la Meseta ne sont plus les éléments dynamiques de l'économie espagnole. Désormais, les îles des Caraïbes - Cuba, Puerto Rico, la partie espagnole de Saint-Domingue, Marguerite, la Trinité - sont autorisées à se livrer au commerce entre elles et avec neuf ports de la péninsule : Cadix, Séville, Malaga, Alicante, Carthagène, Barcelone, Santander, La Corogne et Gijon. Ce régime est étendu ensuite à d'autres régions et à d'autres ports, notamment ceux du littoral pacifique et du Rio de la Plata. Le Mexique et le Venezuela ne sont intégrés dans le

système qu'en 1789. Ces mesures mettent fin au monopole de Cadix et consacrent la place qu'occupent maintenant des provinces périphériques de l'Espagne comme le littoral cantabrique et la Catalogne. Celle-ci, en particulier, profite de cette opportunité pour développer son propre dynamisme. Seules les provinces basques restent exclues du commerce avec l'Amérique en raison de leur régime douanier spécifique; les postes de douane, en effet, ne sont pas installés à la frontière française, mais sur l'Èbre, ce qui empêche un contrôle efficace de l'exclusif[41]. Cette décision explicite le sens des mesures de 1765: la liberté du commerce proclamée alors ne concerne que la métropole, plus soucieuse que jamais de maintenir intégralement le monopole du trafic colonial.

C'est aussi en 1765 qu'arrive au Mexique José de Gâlvez, fonctionnaire du Conseil des Indes. Le gouvernement de Charles III lui a confié la mission d'examiner la gestion du vice-roi qu'on soupçonne de négligence. Dur et autoritaire, Gálvez a le sens des responsabilités. La situation de la Nouvelle-Espagne lui apparaît comme catastrophique ; l'administration locale n'a aucun souci des intérêts de l'État et le mal est profond; il vient d'une mauvaise organisation et du désordre qui règne dans les finances. C'est pourquoi Gálvez demande et obtient les pleins pouvoirs. Tout ce qui concerne les finances échappe désormais au vice-roi et relève de lui seul. Gâlvez se propose de mettre en place des intendances comme celles qui ont fait la preuve de leur efficacité en Espagne. Il a tout le monde contre lui : les fonctionnaires de la vice-royauté, l'audience, la chambre des comptes, l'hôtel des monnaies, le clergé... Il vient à bout de toutes les oppositions, au besoin en renvoyant en métropole les fonctionnaires réfractaires à ses vues, et il impose ses réformes : le monopole d'État sur le tabac, l'eau-de-vie, les cartes à jouer, le papier timbré ; il modernise et aggrave la fiscalité ; il développe l'industrie et le commerce. C'est pendant son mandat qu'est décidée l'expulsion des jésuites; Gálvez applique la mesure sans ménagement. En quelques années, le Mexique connaît une transformation spectaculaire. Gâlvez regagne la métropole en 1771 pour prendre en charge la direction générale des affaires coloniales avec le titre de ministre universel des Indes qu'il conserve jusqu'en 1787. À ce poste, il tire la leçon de l'expérience mexicaine et dresse un programme ambitieux de réformes à appliquer dans toutes les parties de l'empire. Les principes de base sont

simples : l'État prendra directement en charge certains secteurs d'activité sans les affermer ni sous-traiter ; il nommera aux postes les plus importants des hommes compétents, dynamiques et dévoués au service public ; il exigera que les lois et règlements soient appliqués sans discussion. Gálvez est convaincu qu'il n'y a rien à attendre de l'administration traditionnelle, représentée par les vice-rois et les corregidores, fonctionnaires trop soucieux de ménager les situations acquises, trop solidaires des élites créoles, trop intéressés aussi quand ils ne sont pas purement et simplement corrompus ; ils sont incapables de sortir de la routine et du laisser-aller. Les agents des réformes seront des hommes neufs qui recevront pleins pouvoirs avec des titres variés : inspecteurs (visitadores) ou intendants; ils auront autorité sur toute l'administration coloniale, y compris les vice-rois et les audiences. Ce sont des fonctionnaires de ce type à qui Gâlvez donne pour mission de sortir les territoires d'outre-mer de leur léthargie et de les engager sur la voie du développement ; il s'agit d'en finir avec l'interlope, de mettre le pays en valeur en y développant la production, d'ouvrir de nouvelles voies de communication pour faciliter les échanges et d'augmenter les revenus de l'État; il faut faire en sorte que les colonies deviennent enfin rentables.

Les premières mesures sont arrêtées en 1776. C'est cette année-là qu'est créée la vice-royauté de la Plata et que sont nommés, dans les audiences, des régents dont les pouvoirs sont supérieurs à ceux des vice-rois. L'année suivante voit la mise en place de la première intendance, à Caracas. Le Venezuela qui, jusque-là, dépendait théoriquement de la Nouvelle-Grenade, devient un territoire autonome, une capitainerie générale. D'autres intendances sont créées par la suite dans toutes les parties de l'empire, sauf aux Philippines et en Nouvelle-Grenade. Toujours en 1777, Gâlvez charge trois magistrats dotés de pleins pouvoirs de remettre de l'ordre dans les Andes, à Lima, à Quito et à Santa Fe de Bogota. Partout, ces sortes de représentants en mission, insensibles aux pressions et aux recommandations, traquent la routine et la gabegie, exigent le paiement régulier des impôts, en créent de nouveaux[42], recensent la population, développent l'activité économique et l'instruction publique; ils rétablissent l'autorité de l'État; ils réduisent le nombre et l'influence des créoles dans l'administration ; ils fustigent le laisser-aller et l'incompétence des

fonctionnaires traditionnels, corregidores et gouverneurs, dont ils dénoncent la cupidité et la corruption [43]. «La tâche est immense », écrit en 1780 l'inspecteur du Pérou, Areche; il s'agit d'en finir avec des pratiques qui remontent au XVIe siècle.

Les révoltes de l'Amérique

Le plan Gâlvez, appliqué sans concertation ni ménagement, suscite des protestations dans toutes les couches de la société coloniale et entraîne des révoltes dans plusieurs régions. Autour de 1780, une sorte de séisme secoue les Andes du haut Pérou jusqu'au Venezuela[44]. Deux mouvements retiennent l'attention: la rébellion de Tupac Amaru, au Pérou, et celle de la localité du Socorro, au nord de Bogota. Bien que contemporains, ils relèvent de deux logiques distinctes. Le premier exprime l'exaspération des Indiens, soumis depuis des siècles à une dure et longue exploitation ; le second témoigne de l'inquiétude des créoles devant les décisions de la métropole.

Celle de Tupac Amaru est la plus importante des rébellions indiennes auxquelles a dû faire face l'Espagne depuis le XVIe siècle. Elle s'inscrit dans une longue série de manifestations qui, en général, étaient peu organisées et rapidement étouffées. La révolte de Tupac Amaru[45]affecte deux régions - le haut et le bas Pérou - artificiellement séparées, du point de vue administratif, depuis la création, en 1776, de la vice-royauté de la Plata. Elle comprend deux phases. La première, dirigée par Tupac Amaru, se déroule dans la région du Cuzco et elle affecte surtout les Indiens de langue quechua. Après la disparition de Tupac Amaru, Julián Apasa - qui se fait appeler Tupac Katari - prend la relève et étend le mouvement aux provinces de langue aymara, à l'est du lac Titicaca. Les deux protagonistes successifs sont à la tête d'entreprises de transport, ce qui leur donne l'occasion de se déplacer dans cette zone des Andes et de capter l'hostilité croissante des populations contre les exactions des corregidores, notamment contre la pratique des ventes forcées : avec la complicité de certains chefs - les curacas -, les corregidores obligeaient les Indiens à acheter toute sorte de marchandises dont ils n'avaient pas toujours besoin et qu'ils vendaient pour leur propre compte, à des prix exorbitants. La création de la vice-royauté de la Plata, en brisant l'unité naturelle de la région, provoque un déséquilibre

dans les courants d'échange traditionnels, ce qui accentue le marasme endémique. Enfin, l'augmentation des taxes - le taux des alcabalas passe de 4 à 6 % - ne fait qu'aggraver les choses. Des milliers d'Indiens se soulèvent à l'appel de Tupac Amaru qui cherche à rassurer les créoles en leur montrant qu'eux aussi ont des raisons de se plaindre de l'administration coloniale. Tupac Amaru est capturé et exécuté le 18 mai 1781[46]. Tupac Katari continue la lutte qui, maintenant, prend un caractère nettement raciste. Ce ne sont plus seulement les fonctionnaires coloniaux et leurs complices qui sont menacés, mais les créoles et, d'une façon générale, les Européens; Tupac Katari s'efforce de rallier à sa cause les Noirs et les mulâtres. La Paz est assiégée à deux reprises, du 14 mars au 31 juillet 1781, puis du 5 août au 15 octobre 1781. L'armée finit par venir à bout d'une rébellion qui a fait des milliers de morts [47], victimes des combats, mais aussi du froid, de la faim et de la peste [48].

La révolte des comuneros du Socorro, en 1781, avec ses ramifications dans la région de Mérida, présente des caractéristiques distinctes. Elle est de bout en bout dirigée par des créoles, même si, vers la fin, elle a essayé de convaincre Noirs et Indiens de se joindre au mouvement. Dans une conjoncture difficile - mauvaises récoltes, famine en 1776, crise dans l'artisanat et le petit commerce -, les réformes fiscales poussent les petits blancs au désespoir. Certains tiraient de maigres profits de la culture et de la vente du tabac ; en vertu du monopole d'État qu'on vient d'instaurer, les agents de l'administration arrachent les plants et mettent les contrevenants en prison. Les alcabalas augmentent ; les redressements fiscaux se font plus fréquents. Gros propriétaires et petits exploitants se sentent également menacés. La révolte se déroule en trois temps. Du 16 mars au 16 avril 1781, une émeute populaire rassemble des centaines de petites gens qui improvisent une armée et marchent sur Bogota, la capitale, défendue par quelques soldats seulement. Le vice-roi préfère quitter la ville et s'installe sur la côte, à Carthagène. Du 18 avril au 7 juin, les notables, qui ne tiennent pas à pousser les choses trop loin, canalisent les protestations et établissent une liste de revendications; grâce à la médiation de l'archevêque, l'audience, qui représente l'autorité royale, leur donne satisfaction pour l'essentiel. Les éléments populaires s'estiment trahis et durcissent leur position. Les

notables font alors alliance avec l'administration coloniale et se retournent contre la plèbe. La révolte est écrasée le 13 octobre 1781[49].

Si Tupac Amaru est la plus grave des rébellions indiennes, l'affaire du Socorro est la plus sérieuse des protestations des créoles contre la métropole. Elle prend la suite du soulèvement de Juan Francisco de León contre la Compagnie guipuzcoane de Caracas, dans le Venezuela de 1750, et de celui des quartiers populaires de Quito, en 1765, contre les monopoles et les alcabalas. On peut rattacher à ces commotions populaires l'émeute des métis de Cochabamba, en 1729-1730, la conspiration d'un créole d'Oruro (1739) qui réclamait la restauration de l'empire inca, les soulèvements de Puebla, au Mexique (1765), des mulâtres de Guayaquil, en 1778, et bien d'autres encore, insuffisamment étudiés qui témoignent du malaise de la société coloniale au XVIII[e] siècle. Certains historiens n'hésitent pas à remonter jusqu'aux troubles qui ont agité le Paraguay entre 1717 et 1735. Cette dernière affaire paraît pourtant de nature différente. Elle est plutôt un épisode de la lutte qui oppose les jésuites aux créoles pour la domination économique du pays. Les créoles d'Asunción, en effet, aimeraient bien étendre leurs domaines et utiliser, sans trop la payer, la main-d'œuvre indienne. Ils se heurtent aux jésuites qui règnent en maîtres dans leurs réductions. L'enjeu est le maté, cette sorte de thé qui se vend très bien dans toute la région, jusqu'à la Plata. Les autorités coloniales - les gouverneurs d'Asunciôn et de Buenos Aires, le vice-roi et l'audience de Lima - donnent l'impression de prendre le parti des jésuites, ce qui provoque des réactions violentes de la part de la municipalité créole. Celle-ci justifie sa rébellion en invoquant les théories politiques thomistes : le souverain doit prendre en compte le bien commun des sujets - en l'occurrence les intérêts des colons créoles que les représentants du roi sacrifient aux jésuites. Ces idées, que des prédicateurs franciscains développent en chaire, rappellent celles qui ont inspiré la révolution de la Castille au début du règne de Charles Quint et la révolte des conquistadores du Pérou contre les Lois de 1542 qui portaient abolition de la encomienda et du travail forcé. Il est significatif que les rebelles du Paraguay - comme, en 1780, ceux du Socorro - se désignent eux-mêmes comme comuneros ; c'est le nom que s'étaient donné les révolutionnaires castillans de 1520. En dépit de ces analogies formelles, l'affaire du Paraguay est essentiellement un affrontement entre jésuites et

colons pour la domination des Indiens, qui constituent, pour les premiers, non seulement une main-d'œuvre docile, mais aussi une force d'appoint: l'armée qui vient à bout des rebelles, en 1735, comprenait de nombreux Indiens recrutés dans les réductions.

Peut-on voir dans cette longue série de troubles autant de mouvements précurseurs de l'indépendance ? À la lumière des événements de 1810, il est tentant de chercher dans ce qui a précédé la cause de ce qui a suivi, mais cette interprétation serait aventureuse. On a beau scruter ces épisodes, lire et relire les écrits de ceux qui en ont été les acteurs et les enquêtes de ceux qui ont eu à chercher et à juger les responsables, on a du mal à leur trouver des intentions sécessionnistes. Ces mouvements témoignent d'un incontestable désir d'autonomie - ce qui n'est pas la même chose que le séparatisme - de la part de groupes sociaux qui s'inquiètent de voir leurs intérêts méconnus ou sacrifiés par une administration coloniale lointaine et des fonctionnaires trop zélés. On aurait tort de voir dans l'opposition entre ceux que l'on appelle maintenant les Espagnols d'Amérique et les Espagnols d'Europe une originalité du XVIIIe siècle. Cet antagonisme est aussi ancien que la conquête ; il a commencé dès que les conquistadors et les premiers colons se sont installés en Amérique. Ceux-ci et leurs descendants estiment avoir des droits sur les territoires qu'ils ont conquis et les interventions de la couronne leur ont toujours paru discutables, qu'il s'agisse de limiter les abus dont étaient victimes les Indiens - lois nouvelles de 1542 sur les encomiendas et le travail forcé - ou de modifier unilatéralement les règles du commerce et le régime fiscal, comme on le fait au XVIIIe siècle. C'est que le statut juridique des territoires américains a toujours été ambigu. Depuis l'origine, les Indes ont été administrées par un Conseil analogue, dans sa composition et ses attributions, aux autres organismes qui formaient le gouvernement des Habsbourgs : Conseils d'Aragon, des Flandres, d'Italie, de Portugal... Des vice-rois ont été nommés à Mexico et à Lima. On est tenté de voir dans ces institutions des ressemblances, au moins formelles, avec celles qui existaient déjà dans la péninsule : en Navarre, à Barcelone, à Saragosse, à Valence, le souverain était aussi représenté par des vice-rois et ces territoires jouissaient jusqu'à l'avènement des Bourbons d'une large autonomie interne.

C'est avec les Bourbons que la situation paraît changer. Sans que les choses aient jamais été dites clairement, les Bourbons modifient les rapports qui s'étaient établis entre la couronne et les territoires américains. Parce qu'ils ont le souci d'améliorer le rendement économique de l'empire, ils introduisent des réformes, s'efforcent de contrôler le commerce en éliminant la contrebande, installent, à côté des fonctionnaires traditionnels, des agents plus compétents et plus efficaces, animés d'un esprit nouveau. La centralisation progresse : les Indes se transforment peu à peu en colonies et cette évolution ne laisse pas les créoles indifférents. Même s'ils n'en discernent pas toutes les implications, ils sentent confusément que cette transformation se fait à leur détriment. C'est ce qui apparaît lors de la révolte des comuneros du Socorro, en 1780 : les créoles ont compris qu'on venait de franchir une étape dans la voie de la centralisation et de l'assimilation des territoires américains à des colonies destinées à enrichir la métropole, selon la formule de l'exclusif qui était déjà la règle dans les empires coloniaux français et anglais ; la couronne était en train de modifier la règle non écrite - la constitution, si l'on peut risquer cet anachronisme - qui fixait les rapports entre l'Espagne et les Indes ; les créoles l'ont compris et ont tenté de s'y opposer[50]. On n'est pas loin de l'attitude qui a conduit, au même moment, les treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord à la sécession : pas d'impôt sans consentement préalable, mais, dans l'Amérique espagnole, le contexte n'est pas le même, à cause de la composition de la société coloniale, avec ses masses d'Indiens, de métis et de Noirs. Ici, on n'envisage pas encore de faire sécession ; on cherche seulement à conserver ce qui reste d'autonomie ; en somme, on a les yeux tournés vers le passé plus que vers l'avenir. Ce ne sont pas des créoles, mais des fonctionnaires espagnols qui pensent alors à abandonner les Indes au nom d'un libéralisme économique qui doit beaucoup aux théories anglaises. Les colonies coûtent plus qu'elles ne rapportent; mieux vaudrait ne conserver en Amérique que quelques bases faciles à défendre et transformer les autres territoires en royaumes indépendants où l'on installerait des membres de la famille royale [51]. Ces vues témoignent de la lucidité et de l'intelligence politique de certains ministres espagnols à la fin du XVIIIe siècle. Les créoles ont-ils intérêt à faire sécession ? Au Socorro, on les a vus chercher une sortie honorable dès que les Indiens et les Noirs ont fait mine d'entrer dans le mouvement avec leurs propres revendications; la révolte de Tupac Amaru,

avec les milliers d'Indiens qui assiégeaient La Paz, menaçait directement tout pouvoir blanc dans cette partie des Andes. Quels que soient leurs griefs contre la métropole, les créoles ne peuvent pas encore se passer d'elle.

On ne saurait pourtant réduire les mouvements de 1780 à de simples révoltes antifiscales. Ils révèlent un antagonisme croissant entre créoles et métropolitains. Au XIXe siècle, on verra les dirigeants des nations nées de l'Indépendance rendre l'Espagne responsable de tous leurs malheurs : exploitée par une puissance rétrograde, obscurantiste et fanatique, l'Amérique aurait souffert, au départ, d'un handicap considérable avant de pouvoir s'engager dans la voie du progrès et du développement. Beaucoup d'historiens ont repris ce schéma d'explication. On aurait, d'un côté, une élite créole dynamique, ouverte et éclairée, de l'autre, une métropole décadente et traditionaliste. Les choses ne sont pas aussi simples. À la fin du XVIIIe siècle, globalement, la métropole est progressiste, les élites créoles, à quelques exceptions près, réactionnaires. Le mouvement des Lumières en Amérique, qui a justement retenu l'attention des historiens, le montre. Beaucoup d'initiatives et de manifestations intellectuelles en Amérique sont présentées comme des audaces à mettre au compte des créoles alors qu'en réalité elles ont été encouragées quand elles n'ont pas été imposées par la métropole. Nous avons évoqué plus haut le rôle de la Compagnie de Caracas - les « bateaux des Lumières » - dans l'ouverture du Venezuela aux idées venues d'Europe. Dans le dernier tiers du XVIIIe siècle, ce mouvement s'amplifie. Des livres qu'on aurait tendance à juger subversifs - les œuvres des encyclopédistes français, par exemple - arrivent, parfois en contrebande, mais souvent le plus régulièrement du monde grâce aux dispenses que l'Inquisition locale accorde généreusement[52]. En 1789, Díaz de Gamarra, évêque de Quito, possédait des livres de Voltaire, avec l'accord de l'Inquisition. Dans l'inventaire de la bibliothèque de l'évêque de Puebla, en 1789, figurent, à côté de l'encyclopédie, le théâtre et le Dictionnaire philosophique de Voltaire, les Lettres écrites de la montagne de Rousseau, les Incas de Marmontel, des livres d'Helvetius et de l'abbé Raynal, des traductions françaises de Pope et des Nuits de Young, etc. Les ecclésiastiques n'étaient pas seuls à bénéficier de ces dispenses. Il ne faudrait pas exagérer l'influence de cette littérature : posséder un livre n'implique pas forcément qu'on l'ait lu, encore moins qu'on en adopte les

idées. Dans beaucoup de cas, la curiosité intellectuelle a dû l'emporter sur toute autre considération. D'autre part, comme en Espagne et plus qu'en Espagne, ce qu'on entend par Lumières, en Amérique, n'a qu'un rapport lointain avec le mouvement des encyclopédistes français. Il s'agit, non pas d'« écraser l'infâme », mais d'élever le niveau culturel de la population tout en restant fidèle, pour l'essentiel, au catholicisme traditionnel qu'on cherche seulement à adapter aux exigences du monde moderne : moins de métaphysique et plus de physique. L'oeuvre du P. Feijoo, vulgarisateur de talent, semble avoir été beaucoup plus lue et méditée que celle de Rousseau.

Le mouvement des Lumières gagne l'Amérique par l'intermédiaire de l'Espagne, grâce à ces fonctionnaires si décriés que Gálvez charge, à partir de 1765, de moderniser les colonies. La plupart de ces agents sont des hommes bien préparés à leur mission et animés d'un esprit nouveau. Ils viennent mettre le pays en valeur, le tirer de sa léthargie et le conduire sur la voie du progrès. Les évêques nommés par l'Espagne sont dans les mêmes dispositions. Sous l'impulsion des uns et des autres, on fonde des sociétés patriotiques sur le modèle de celles qui fonctionnent déjà dans la métropole afin de développer l'instruction publique, l'agriculture et le commerce; on ouvre des bibliothèques publiques à partir de celles confisquées à la Compagnie de Jésus; on crée des imprimeries là où il n'y en avait pas encore et l'on encourage la publication de journaux et de revues pour diffuser les lumières; le vice-roi Ezpeleta (1789-1797) inaugure un théâtre à Bogota, le Colisée; on organise des concerts [53]; on subventionne des expéditions au Pérou, en Nouvelle Grenade, au Mexique pour enrichir les connaissances sur la géographie, la faune et la flore de ces contrées [54]. Dans la ligne des travaux réalisés dès le XVIe siècle par les premiers missionnaires, on explore les forêts en notant tout ce qui mérite de l'être et on rédige de véritables traités de géographie, d'ethnographie et d'histoire naturelle ; on étudie les langues régionales, on compose des grammaires et des dictionnaires... Dans toutes ces entreprises, le point de vue utilitaire l'emporte sur tout autre considération; on s'intéresse moins à la science qu'à ses applications, aux techniques et au savoir-faire. Comme en Espagne, on veut enseigner aux exploitants comment améliorer les cultures et l'élevage ; on cherche à ouvrir des ateliers pour filer la laine et le coton et donner du travail aux oisifs, en éliminant la mendicité. L'évêque de Quito, José Pérez

Calama, donne des conseils sur la façon de cuire le pain et d'installer des latrines dans chaque maison [55]; le goître fait des ravages dans la vallée du Magdalena; on remarque que les Indiens ne sont pas atteints: est-ce à cause de leur genre de vie? On offre une récompense à l'auteur du meilleur mémoire sur la question.

L'enseignement, à tous les niveaux, retient l'attention des autorités. Il importe d'apprendre à lire aux enfants, même les plus pauvres, et de leur donner un métier. On encourage l'alphabétisation et la création d'écoles élémentaires. On se préoccupe aussi de former des maîtres qualifiés, ce qui pose le problème de l'enseignement supérieur, rendu encore plus urgent après l'expulsion des jésuites. Partout, on s'efforce de réduire la part des disciplines traditionnelles - théologie, métaphysique, droit romain...[56]- et d'introduire des matières nouvelles: mathématiques, physique, sciences naturelles, jurisprudence... L'objectif est de donner la priorité aux études susceptibles d'assurer des débouchés aux étudiants. Caballero, archevêque et vice-roi de Bogota, résume l'esprit des réformes en cours : il s'agit de former des hommes qui sachent manier la règle à calcul et le compas et non pas de disserter sur l'être de raison et la substance. À Bogota, on aurait voulu créer une université publique; les dominicains s'y opposent: ils entendent exercer un droit de regard - sinon un monopole - sur l'enseignement et son contenu. Le système d'Aristote est unanimement condamné ; on lui reproche d'abrutir les élèves en leur donnant le goût des abstractions et du verbalisme - la querelle des universaux, l'être de raison, le syllogisme... - et d'être étranger au mouvement scientifique du siècle. On reste fidèle au thomisme, mais en y intégrant les apports de Descartes, de Bacon, de Gassendi, de Newton, voire de Condillac. On adopte une philosophie éclectique - c'est le nom qu'elle se donne elle-même - dont Díaz de Gamarra s'est fait l'introducteur au Mexique et qui prend son bien où elle le trouve, chez saint Thomas comme chez les auteurs modernes [57]. L'Inquisition ne paraît pas s'émouvoir devant ces innovations. À Bogota, Mutis enseigne depuis 1773 le système de Copernic ; on le dénonce au Saint Office ; à la suite de quoi, on lui offre de s'expliquer, devant un large public, dans la chapelle du collège du Rosaire ! Ce n'est pas un cas isolé. Humboldt relèvera, à la fin du siècle, les progrès réalisés dans le Nouveau Monde au cours des années précédentes et esquissera la carte culturelle de

l'Amérique espagnole : « Il m'a paru qu'il y a une tendance marquée pour l'étude approfondie des sciences à Mexico et à Santa Fe de Bogota, plus de goût pour les lettres et tout ce qui peut flatter une imagination ardente et mobile à Quito et à Lima, plus de lumières sur les rapports politiques des nations, des vues plus étendues sur l'état des colonies et des métropoles à La Havane et à Caracas. »

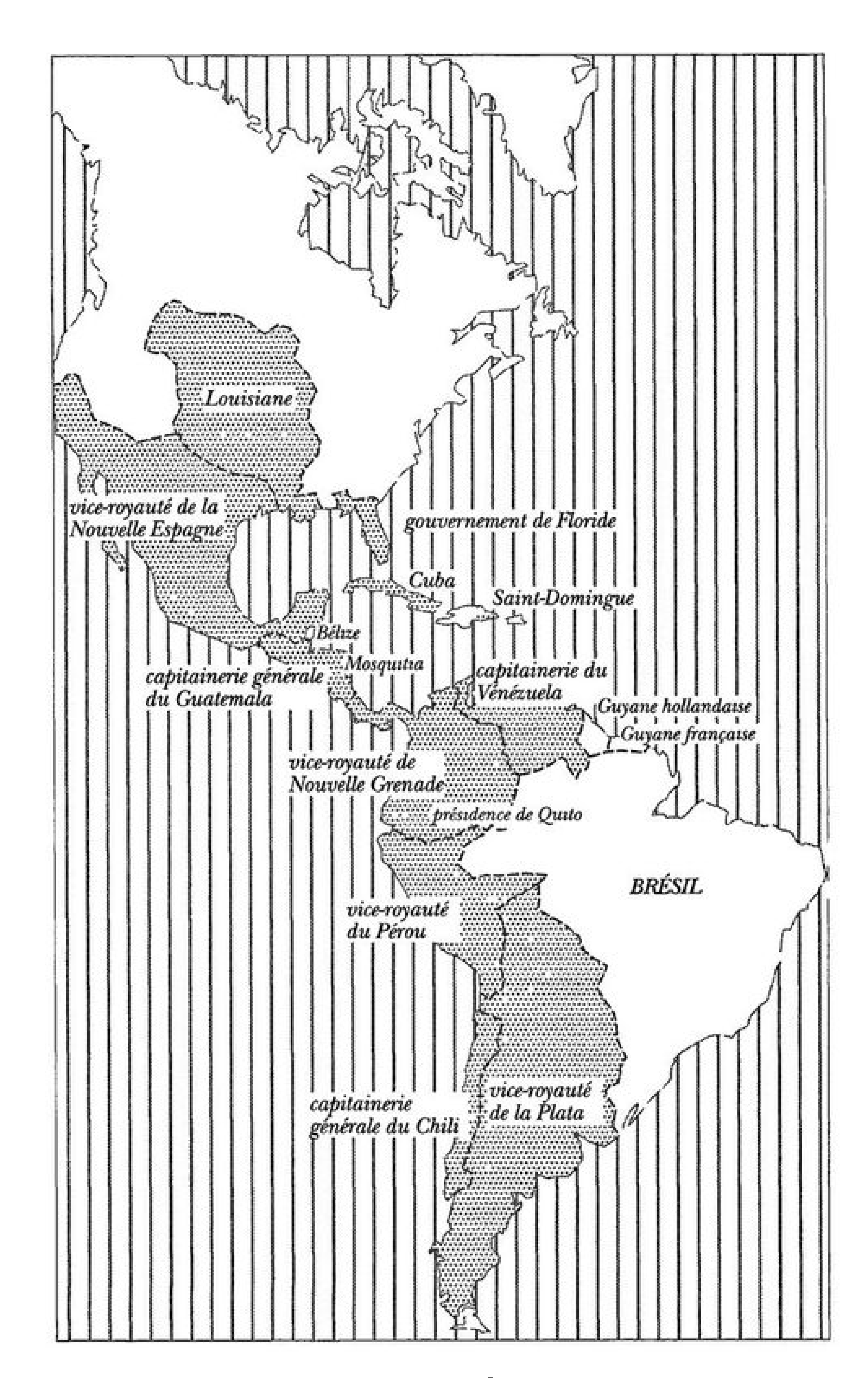
Le bilan du réformisme en Amérique apparaît comme globalement positif, aussi bien du point de vue économique qu'en ce qui concerne l'état de la culture. Les révoltes de 1780 amènent l'Espagne à procéder avec moins de hâte et plus de modération. On maintient les intendants, mais on les place sous l'autorité des vice-rois, eux-mêmes choisis en fonction de leur loyauté à la couronne et de leurs convictions réformatrices. Revillagigedo, au Mexique, et Caballero y Góngora, en Nouvelle-Grenade, sont bien représentatifs de cette volonté de poursuivre dans la voie des réformes avec les aménagements qu'imposent les circonstances. On fait quelques concessions aux créoles, mais on reste ferme sur l'essentiel : gestion directe des monopoles, développement économique et lutte contre l'interlope. Les résultats sont plus qu'encourageants. Les revenus que l'Espagne tirait de Nouvelle-Grenade, en 1772, s'élevaient à neuf cent cinquante mille pesos; ils atteignent presque deux millions et demi à la fin de la période coloniale [58]. La moyenne annuelle des exportations totales vers l'Espagne se situe alors à hauteur de trente-quatre millions de pesos; plus de la moitié proviennent du Mexique et de Cuba et consistent en métaux précieux et en produits coloniaux. En 1788, Floridablanca estimait que le commerce de l'Espagne avec l'Amérique avait triplé depuis le début du siècle [59]. Il est vrai que cette expansion profite surtout à l'Espagne. On attend de plus en plus des colonies qu'elles soient complémentaires et non concurrentes de la métropole. Les autorités ne s'en cachent pas [60]; elles encouragent la culture de produits tropicaux (cacao, café, tabac, coton, sucre...) qu'on expédie en Espagne d'où ils sont redistribués dans le reste de l'Europe ; pour les articles manufacturés, les colonies doivent s'approvisionner en Espagne.

Telle est la logique de l'exclusif que l'Espagne entend faire respecter avec une efficacité accrue. Les créoles le savent et s'en plaignent. C'est l'arrière-plan des révoltes de 1780. Leurs initiateurs ont tendance à rejeter en bloc tout ce qui vient d'Espagne : la fiscalité, mais aussi la réforme universitaire

parce qu'elle privilégie les sciences par rapport à la théologie traditionnelle[61], l'impiété et l'immoralité, etc. L'autoritarisme du pouvoir provoque un choc en retour. Contre une modernisation forcée, les créoles réaffirment leur attachement à la tradition jusque dans ses aspects les plus anachroniques. Ce qu'on a appelé la dispute du Nouveau Monde contribue à accroître le malentendu non plus seulement entre l'Espagne et ses colonies, mais entre l'Europe des Lumières et l'Amérique. Dans le dernier tiers du XVIIIe siècle, un certain nombre d'ouvrages semblent mettre en doute les possibilités naturelles du continent américain et les capacités intellectuelles de ses habitants. Ce continent serait particulièrement défavorisé par la nature; tout y serait débilitant et pousserait à la dégénérescence des êtres vivants, y compris des hommes qui y habitent. Ceux-ci seraient frappés d'une indolence qui les rendrait inaptes à s'élever aux conceptions intellectuelles et culturelles les plus hautes. Buffon avait donné le signal, en écrivant, par exemple, que les animaux du Nouveau Monde étaient plus petits que ceux de l'Ancien et qu'en Amérique la nature était moins agissante. Cornelius de Pauw[62], l'abbé Raynal[63]et William Robertson[64]systématisent ces vues contre lesquelles réagissent vivement les Américains : ils croient y déceler une tentative pour dénigrer et rabaisser leur patrie. Dans ses Notes sur la Virginie (1785), Thomas Jefferson réplique à ces détracteurs et cherche à montrer qu'au contraire le continent américain est bien plus riche et favorisé, en tous points, que l'ancien. Dans cette défense de l'Amérique, il avait été précédé par quelques-uns des jésuites expulsés en 1767, notamment le P. Clavijero [65]. Santa Cruz y Espejo, José Francisco de Caldas et d'autres relèveront aussi ce défi que l'Europe des Lumières lance au Nouveau Monde. Au-delà de l'amour-propre blessé, on note, dans certaines de ces apologies, un effort pour interpréter le passé colonial et même pour revendiquer l'apport des premiers habitants ; contre la métropole, les créoles sont ainsi invités à recueillir l'héritage des Indiens vaincus. C'est l'une des conséquences inattendues des Lumières que d'avoir conduit les créoles à prendre conscience de leur originalité.

La société coloniale

Au XVIII[e] siècle, la population de l'Amérique espagnole, qui n'avait cessé de baisser depuis la conquête, remonte de nouveau pour se situer aux environs de dix-sept millions d'habitants. La croissance démographique - quelque sept millions du début à la fin du siècle - s'explique à la fois par un taux élevé de natalité et par l'émigration. En dépit des disettes, des famines et des épidémies [66], le solde



Le Nouveau Monde en 1785

des naissances sur les décès reste constamment positif dans toutes les couches de la société. Des Canariens et des péninsulaires émigrent en Amérique plus volontiers qu'auparavant, attirés par le développement de l'économie et des échanges, mais leur nombre ne paraît pas significatif ; il n'aurait guère dépassé six mille au total. Les esclaves noirs, en revanche, affluent. La traite en a fourni près de six cent mille au cours du siècle, sans compter ceux qui ont été introduits en contrebande.

Cette population est très inégalement répartie. Beaucoup d'espaces sont presque déserts ou sont très faiblement occupés. En revanche, certaines régions connaissent un essor rapide. C'est le cas, en particulier, du Rio de la Plata et du Venezuela. On ne peut accorder qu'une confiance relative aux nombreux recensements effectués au XVIII[e] siècle, à la fois à cause de la difficulté matérielle de la tâche - dans les montagnes, beaucoup d'Indiens n'ont pas dû être recensés - et à cause de la tendance des habitants à sous-évaluer les chiffres : les droits de baptême étaient élevés; aussi les Indiens hésitaient-ils à déclarer leurs enfants. Le Mexique, avec près de sept millions d'habitants, l'emporte sur tous les autres territoires. Loin derrière viennent la vice-royauté de la Plata, avec un peu plus de deux millions d'habitants, l'Amérique centrale (un million et demi), le Pérou (moins d'un million et demi), la Nouvelle-Grenade (un million trois cent mille), le Chili (un peu moins d'un million), le Venezuela et les Antilles, qui sont à peu près à égalité (de huit cent à huit cent cinquante mille habitants) et, enfin, la présidence de Quito (cinq cent mille). Espagnols et riches créoles s'installent de préférence dans les villes dont certaines connaissent alors un développement spectaculaire. Avec près de cent vingt mille habitants, en 1790, Mexico est la plus grande agglomération de toute l'Amérique. À la même époque, La Havane, Lima, Cuzco, Santiago du Chili ont chacune cinquante mille habitants environ. Buenos Aires, Caracas, Quito, Bogota et La Paz ne dépassent pas les trente mille.

Cette population est des plus composites. Elle est formée de nombreuses catégories raciales et sociales : fonctionnaires, ecclésiastiques et commerçants espagnols qui effectuent un séjour plus ou moins long en Amérique, créoles nés dans le pays, Indiens, Noirs - esclaves ou affranchis - et toutes les nuances de métissage qu'on peut imaginer[67]. Au XVIII[e] siècle, le nombre des métis a été multiplié par cinq; à eux seuls, ils représentent le

quart de la population totale. Ces métis constituent parfois les éléments d'une classe moyenne, mais, le plus souvent, ils forment un prolétariat urbain sans ressources régulières. Ils s'estiment supérieurs aux Noirs et aux Indiens tout en étant victimes du mépris et des préjugés des créoles. Le prestige des Blancs, en effet, est tel que la société coloniale se définit par rapport à eux : plus on a de sang européen, plus on est considéré ; les différences de fortunes sont importantes, mais ne viennent qu'après dans l'échelle des valeurs. C'est pourquoi, plus que de classes sociales, on a tendance à parler de castes qui se surveillent et se jalousent.

Les Indiens ne représentent pas tout à fait la moitié de l'ensemble de la population : 46 %. Les plus fortes densités se situent au Mexique, en Amérique centrale et dans les Andes. Au XVIIIe siècle, nombreux sont ceux qui ont quitté leur tribu et qui travaillent comme peones dans les mines et les exploitations agricoles. Cependant, la plupart vivent regroupés dans des districts qui leur sont réservés, soumis à des caciques qui servent d'intermédiaires avec l'administration coloniale, elle-même représentée par les corregidores. Depuis le XVIe siècle, l'Espagne a promulgué une législation destinée à protéger les Indiens contre les abus et les empiétements des colons. Dans chaque audience, un magistrat spécial, le protecteur des Indiens, est chargé de veiller à l'application de ces lois. La réalité est tout autre. Les Indiens continuent à être exploités de diverses façons, par le tribut qu'ils doivent au roi et qui est payable en espèces, par les taxes que lèvent les curés à l'occasion des baptêmes, des mariages, des enterrements ou pour réparer l'église, et, enfin, par des exactions de toute sorte. Deux de ces exactions sont particulièrement lourdes et odieuses : les repartimientos et le travail forcé. Les repartimientos ne sont pas autre chose que des ventes forcées. Au départ, il s'agissait de pallier les insuffisances du commerce local en fournissant aux Indiens des articles de première nécessité. Les corregidores, chargés de cette tâche, y ont vu la possibilité de compléter leurs émoluments et de s'enrichir à bon compte en obligeant les Indiens à acheter au prix fort des articles parfaitement inutiles: des lunettes, des bas de soie, des estampes...; on signale même un corregidor qui, vers 1770, prétendait vendre aux Indiens des livres tels que l'Introduction à la vie dévote de saint François de Sales, la Cyropédie de Xénophon ou les œuvres complètes de Feijoo ! Ces ventes forcées sont pour beaucoup dans

l'exaspération qui a conduit les Indiens du haut Pérou à suivre Tupac Amaru dans sa rébellion. C'est d'ailleurs à la suite de cette révolte que les intendants interdisent définitivement cette pratique, en 1784.

En théorie, au XVIIIe siècle, après l'abolition de la encomienda, le travail forcé et les corvées n'ont plus d'existence légale; les Indiens sont désormais libres de se faire embaucher dans les mines, les fabriques ou les plantations contre un salaire négocié avec les employeurs. En fait, avec la complicité des caciques, des corregidores et des magistrats, le travail forcé se poursuit. L'une des formes détournées les plus efficaces est celle que les propriétaires de mines du Mexique ont mise au point : ils ouvrent, sur les lieux de travail, des magasins où les ouvriers peuvent se procurer ce dont ils ont besoin pour eux et pour leur famille (de la graisse, du maïs, de l'eau-de-vie, etc.). Les prix pratiqués sont beaucoup plus élevés que dans les villages les plus proches, mais les patrons s'arrangent pour éliminer toute concurrence; ils poussent à la consommation en consentant des avances sur salaires. Pour payer leurs dettes, les Indiens sont obligés de travailler au-delà du temps prévu dans leur contrat. Vers la fin du siècle, les vice-rois s'efforcent de réagir contre ces pratiques : ils rappellent que les Indiens doivent recevoir leurs salaires régulièrement et en espèces, pas en nature ni en bons à échanger dans les magasins ; les patrons ne doivent pas avancer plus des deux tiers du salaire... Faute de contrôle et de sanctions, ces dispositions restent le plus souvent lettre morte [68].

Là où les cultures spéculatives (cacao, café, canne à sucre...) se développent, comme c'est le cas en Nouvelle-Grenade ou au Venezuela, les colons cherchent à étendre leurs exploitations en chassant les Indiens de leurs terres (resguardos). Le resguardo est une forme de tenure qui garantit aux Indiens une sécurité relative en les mettant à l'abri des besoins les plus élémentaires. Dans la région de Zipaquira, les salines leur procurent des revenus qui leur permettent de payer le tribut. La couronne reste, en théorie, propriétaire des resguardos ; les Indiens n'en ont que l'usufruit; créoles et métis font donc pression sur l'administration, les premiers pour accroître leurs domaines, les seconds pour acquérir les terres dont ils sont dépourvus. Ils font pression sur les agents du roi pour obtenir de nouveaux terrains en tirant argument de la diminution du nombre des Indiens et de l'intérêt que présenterait l'extension des cultures. En 1776, le magistrat Moreno y

Escandón, pourtant protecteur des Indiens, se laisse convaincre : il envisage de regrouper les Indiens dispersés de façon à libérer des terres qu'on pourrait vendre aux créoles et aux métis, malgré les réticences d'autres représentants de l'autorité coloniale, peu disposés à céder à toutes les exigences des blancs.

Au cours du XVIIIe siècle, la situation des Indiens semble être devenue plus précaire, ce qui permet de comprendre le nombre et la violence des réactions dont la plus significative est la révolte de Tupac Amaru, en 1780, dirigée contre le pouvoir blanc, en général, mais plus particulièrement contre les créoles. Ce sont les créoles, en effet, plus que les Espagnols venus de métropole, qui dominent la vie économique et sociale en Amérique. Créoles et fonctionnaires ont une très mauvaise opinion des Indiens. On est loin des illusions qu'on se faisait au lendemain de la conquête, dans certains milieux religieux, et du mythe du bon sauvage. Le mot même de sauvage perd alors son sens originel - l'homme qui vit dans les forêts - pour prendre une signification péjorative : les sauvages sont maintenant vus comme des êtres réfractaires à la vie en société et incapables de s'adapter à la civilisation. Il faudrait un miracle du Tout-Puissant pour transformer les Indiens en chrétiens et en sujets de la couronne, s'exclame, en 1786, le vice-roi du Mexique, Bernard de Gâlvez. Les représentants créoles des Lumières ne disent pas autre chose. L'un des plus éminents, Caldas, qualifie les Indiens de stupides, de barbares et d'êtres féroces; ils ne savent que chasser et pêcher; ils ne connaissent d'autre loi que la coutume ; leurs seules vertus, c'est d'ignorer quelques-uns des vices qui affectent les peuples civilisés ; leur existence même est une menace permanente. Cet état d'esprit ne préparait pas les créoles à voir dans les Indiens des compatriotes.

Les Noirs constituent la deuxième grande composante du peuplement américain. La traite en a fait venir un nombre croissant pour servir de main-d'œuvre aux planteurs de cacao, de café et de canne à sucre des Antilles, de Nouvelle-Grenade et du Venezuela. En 1792, ils forment plus de la moitié de la population de Cuba. L'occupation de l'île par les Anglais, en 1761, bien que limitée dans le temps, a été décisive : en onze mois, il est entré autant d'esclaves noirs que dans les quinze années précédentes. On trouve aussi des esclaves dans les villes, pour le services domestique des riches

créoles et des ecclésiastiques. En 1789, l'Espagne promulgue un code noir qui, selon Victor Schœlcher, serait le meilleur de tous ceux qui existent alors. L'esclave y est défini non pas comme un meuble, mais comme membre d'une classe particulière du genre humain. Il en découle une plus grande sollicitude du législateur : le travail doit être adapté à l'âge, à la vigueur et au sexe des esclaves. On évitera de confier certaines tâches pénibles aux hommes de plus de soixante ans et de moins de dix-sept ans; une case spéciale sera réservée, dans les plantations, pour servir d'infirmerie en cas de maladie ou d'accident, etc. Ces dispositions ont beau tenter d'adoucir le traitement réservé aux esclaves; elles ne peuvent faire oublier la dureté de la condition servile. Dans les dernières années du siècle, les esclaves sont nombreux à s'enfuir dans les forêts où ils s'organisent en bandes, menace permanente pour les exploitants et la société coloniale dans son ensemble.

Les Blancs occupent le sommet de la pyramide sociale. Sauf dans la vice-royauté de la Plata, ils sont partout fortement minoritaires. Deux catégories s'opposent de plus en plus : les créoles et les péninsulaires dont certains finissent par se fixer définitivement en Amérique, mais qui, pour la plupart, regagnent l'Espagne après quelques années. Le mot créole apparaît à la fin du XVIe siècle pour désigner les Blancs nés et élevés aux Indes, mais le sens est alors péjoratif: les créoles sont assimilés aux métis et aux mulâtres ; tantôt on les accuse de former une plèbe misérable, capable de tout[69]; tantôt on estime que le fait d'être nés en Amérique les place en état d'infériorité physique et morale par rapport aux Espagnols de la péninsule. À l'époque, les créoles reprochaient surtout aux Espagnols de vouloir les priver des bénéfices de la conquête. Il est vrai que tous les conquistadors n'avaient pas fait fortune. Beaucoup d'entre eux, ainsi que leurs descendants, menaient une existence précaire ; ils en rendaient responsables les Espagnols de la péninsule. Avec le temps, ce ressentiment s'exaspère. En 1667, on trouve la première exposition en forme des griefs que les créoles nourrissent contre l'Espagne[70]. En 1707-1708, un voyageur français relève l'« antipathie mortelle » des deux groupes [71]. Dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, l'antagonisme éclate au grand jour.

Les créoles reprochent à l'Espagne de les exclure des fonctions les plus prestigieuses et les plus lucratives. Dans l'Église, l'administration et l'armée,

les postes de responsabilité seraient systématiquement attribués à des péninsulaires ; les créoles aimeraient que la moitié au moins de ces emplois leur fussent réservés [72]. De fait, depuis les origines, la couronne s'est toujours méfiée de l'oligarchie créole qui possède des territoires immenses et qui dispose de pouvoirs très étendus dans les municipalités (cabildos). Pour rééquilibrer la situation et empêcher les Indes d'échapper à tout contrôle, elle nomme aux postes clés des hommes de confiance - presque toujours des péninsulaires - avec mission de faire prévaloir ses prérogatives et l'autorité de l'État. Malgré ces précautions, prélats, vice-rois, corregidores et magistrats avaient souvent fini par se ranger du côté des créoles dans les affaires de quelque importance ; ils fermaient volontiers les yeux, par exemple chaque fois que ces derniers violaient les lois destinées à assurer aux Indiens un minimum de garanties. Entre les uns et les autres s'étaient noués des liens de solidarité, d'intérêt - voire de complicité - et de parenté. La reprise en main décidée par les Bourbons et mise en œuvre avec énergie dans la seconde moitié du XVIIIe siècle a été d'autant plus durement ressentie. Le gouvernement a l'impression que les créoles s'opposent à des réformes jugées nécessaires; les créoles accusent l'Espagne de méconnaître leurs intérêts légitimes, de les opprimer et de les mépriser.

La situation varie selon les secteurs. L'Église a toujours eu une influence de premier plan en Amérique. Les ordres religieux se sont vu confier l'évangélisation des populations : franciscains, dominicains, jésuites - jusqu'en 1767 -, mercédaires, augustins sont bien implantés non seulement dans les missions proprement dites, mais aussi dans les villes. Au XVIIe et au XVIIIe siècle, des missionnaires continuent à venir d'Europe - majoritairement d'Espagne -, mais beaucoup de créoles aussi entrent dans les ordres, ce qui pose des problèmes quand il s'agit d'élire les supérieurs. Les moines créoles acceptent mal que des « étrangers » leur soient préférés ; ils demandent que la moitié de ces fonctions leur soient réservées, mais la couronne n'a aucun moyen d'influer sur les choix. Les ordres religieux, en effet, ne dépendent pas de l'État, ce qui pose d'autres problèmes. Par exemple, dans leurs réductions du Paraguay, les jésuites n'admettaient d'autre autorité que la leur et cette affaire n'est pas étrangère au conflit qui devait aboutir à la dissolution de la Compagnie en 1767.

En ce qui concerne le clergé séculier, la situation est différente. En vertu du patronage universel sur l'Église des Indes que la papauté lui a accordé dès le début, la couronne nomme seule aux bénéfices ecclésiastiques. L'Église d'Amérique n'a pas, comme celle d'Espagne, un passé médiéval qui lui a permis d'accumuler des richesses immobilières et des donations; les dîmes sont moins importantes et elles rentrent souvent mal. Malgré ces réserves, les neuf archevêchés [73]et les trente-quatre diocèses d'Amérique disposent de revenus substantiels [74]et jouissent d'un prestige, d'une autorité morale et d'une influence sociale considérables. La tendance au régalisme, latente depuis toujours, plus accentuée sous les Bourbons, conduit la couronne à affirmer la subordination du pouvoir ecclésiastique au pouvoir civil: le clergé doit collaborer avec le gouvernement pour introduire plus de progrès et plus de lumières en Amérique ; on attend de lui qu'il appuie les initiatives du gouvernement; il importe donc de bien choisir les titulaires des bénéfices principaux. Les critères de sélection ont donné les résultats suivants dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle : 56,8 % des évêques sont des péninsulaires, 43,1 % des créoles; en revanche, les deux tiers des doyens, dans les cathédrales, sont créoles. D'autre part, les trois quarts des évêques américains viennent du clergé séculier ; 72 % possèdent un doctorat - en théologie surtout - obtenu, soit dans une université espagnole (pour 46 % d'entre eux), soit dans une université américaine (53 %) [75]. Les Espagnols sont donc plus nombreux que les créoles dans la hiérarchie ecclésiastique, mais le déséquilibre n'a rien de choquant; il se justifie aisément par le souci de la couronne de compter sur des évêques loyaux et bien préparés à leur mission apostolique et politique.

Dans la haute administration, les vice-rois et les intendants sont presque toujours des Espagnols, mais, au-dessous d'eux, on trouve beaucoup de créoles. En 1778, par exemple, sur les neuf auditeurs de l'audience de Lima, huit étaient créoles et cinq d'entre eux étaient même nés dans la ville. Gâlvez jugeait cette situation anormale et dangereuse : les magistrats ne pouvaient être juges et parties. Pour contrebalancer l'influence que les créoles détenaient dans la société coloniale, il était nécessaire de nommer en Amérique des magistrats qui fussent étrangers au pays. C'est le point essentiel. Même en admettant que le nombre des Espagnols, dans les postes de responsabilité, soit plus élevé que celui des créoles, il ne faut pas oublier

que, dans l'ensemble, l'Amérique était plutôt sous-administrée. On a vu que le recrutement de milices locales avait modifié en profondeur la composition de l'armée des Indes; celle-ci, à la fin du XVIIIe siècle, était majoritairement formée de créoles, et l'observation vaut pour la troupe comme pour les cadres. Si l'on ajoute que toutes les municipalités étaient tenues par une oligarchie de créoles, on admirera que l'Espagne ait pu maintenir son autorité en Amérique sur une aussi longue période, avec des moyens aussi réduits. C'est l'oligarchie créole, une minorité de grands propriétaires et de gros exportateurs [76], qui se sent menacée dans son influence sociale par le renforcement du pouvoir royal.

Cette oligarchie est animée d'un esprit de caste qui la pousse à défendre en toute circonstance son pouvoir et ses privilèges, y compris les plus anachroniques. Chaque fois que les fonctionnaires espagnols s'efforcent d'introduire plus de mobilité dans une société bloquée, l'oligarchie pousse les hauts cris : on veut la brimer, la rabaisser, l'humilier. Quelques exemples parmi d'autres permettront de mesurer l'ouverture d'esprit respective des créoles et des Espagnols. En 1764, Sébastien Miranda - le père de Francisco de Miranda -, Canarien récemment installé au Venezuela, se fait désigner comme capitaine dans la milice. Les nobles créoles sont scandalisés : comment ce négociant, ce parvenu, ose-t-il se promener vêtu du même uniforme que portent «des hommes supérieurs à lui en qualité et en pureté de sang » ? Malgré le soutien des autorités espagnoles, Miranda préfère renoncer. En 1792, les avocats de Caracas décident de se regrouper en collège ; pour en être membre, il faut être « vieux chrétien, pur de tout mélange racial - avec des Noirs, des mulâtres ou autres castes analogues -, ne pas descendre de Maures, de Juifs ni de parents fraîchement convertis à notre sainte foi catholique ». Cette fois, ce sont les fonctionnaires espagnols qui tombent de haut : on se croirait revenu au XVIe siècle ! En 1796, un décret autorise, moyennant finances, les métis fortunés à exercer certaines fonctions ou à obtenir des dignités qui, jusque-là, leur étaient interdites; c'est une façon de lutter contre des discriminations raciales tout en se procurant des rentrées fiscales... Les cabildos de Caracas et de Maracaibo adressent au roi une protestation indignée contre les fonctionnaires espagnols qui « protègent ouvertement et scandaleusement les mulâtres, les pardos (« au teint foncé») et toute sorte de racaille (toda gente vil) dans le

dessein d'abaisser la considération due à des familles anciennes, distinguées et honorées ».

L'oligarchie créole - une toute petite minorité - s'accroche à des privilèges hérités du passé. Qu'a-t-elle de commun avec les milliers de pauvres Blancs sans terres, couverts de dettes, qui mènent une existence des plus précaires? Ces petits Blancs, pourtant, sont trop fiers pour travailler; ils regardent de haut les métis, les mulâtres, les Noirs, les Indiens... Chacune de ces catégories se croit menacée par les autres. C'est ce qui fait la force de la puissance coloniale. L'Espagne est seule en mesure de garantir l'ordre et la sécurité. L'oligarchie créole le sait, quels que soient ses griefs contre la mère patrie. C'est pourquoi elle n'a même pas l'idée de suivre l'exemple des colons anglais d'Amérique du Nord. C'est trop tôt. Pour qu'elle songe à se séparer de la métropole, il faudra des circonstances exceptionnelles, la crise ouverte par l'invasion napoléonienne en Espagne.

DES LUMIÈRES AU ROMANTISME

Nous avons défini, avec d'autres, la période qui couvre le règne des trois premiers Bourbons comme le siècle des Lumières, par analogie avec les transformations qui affectent alors la plus grande partie de l'Europe. La comparaison se justifie. Comme nous avons essayé de le montrer, l'Espagne n'est pas restée à l'écart de l'évolution qui se produit alors dans l'économie, dans la politique et dans la vie culturelle du monde occidental. Elle aussi s'adapte aux temps modernes, mais elle le fait à son rythme et selon des modalités qui lui sont propres. Il nous reste à répondre à trois questions: quel sens donner aux Lumières dans l'Espagne du XVIIIe siècle ? Comment les changements qu'introduisent les réformateurs ont-ils été accueillis ? Quelle image l'Espagne donne-t-elle d'elle-même au reste de l'Europe ?

L'ambiguïté des Lumières

La critique, selon Kant, est le propre d'un jugement parvenu à sa maturité : « Notre siècle est le véritable siècle de la critique à laquelle tout doit se soumettre. La religion, par sa sainteté, et la législation, par sa majesté,

prétendent vainement s'y soustraire. Par là, elles ne font qu'exciter contre elles de légitimes soupçons et elles ne peuvent plus prétendre à cette sincère estime que la raison n'accorde qu'à ce qui a pu soutenir son libre et public examen. » On reconnaît l'inspiration de l'Aufklärung que le même Kant définit comme l'état d'un esprit qui s'émancipe de toute tutelle, qui ne s'en laisse plus conter et qui ne se paie plus de mots. De ce point de vue, les Espagnols éclairés du XVIIIe siècle vont beaucoup moins loin que les philosophes français ; ils ne mettent en cause ni le pouvoir absolu ni la religion. Les historiens s'en tirent en parlant de Lumières catholiques (ilustración católica). Les réformateurs dénoncent les superstitions, les dévotions populaires, les formes spectaculaires de piété, l'ignorance et le parasitisme des moines, mais leur critique s'arrête aux portes du sacré; ce n'est pas chez eux qu'on trouverait des athées ou des libres-penseurs. Ils sont anticléricaux, mais non antireligieux. Ce qu'ils souhaitent, c'est une religion épurée de ses éléments les plus discutables, une religion comme celle qu'Erasme recommandait. Ils se situent dans une lignée qui a poussé des racines profondes en Espagne depuis les disciples d'Erasme et les humanistes du XVIe siècle jusqu'à Unamuno et aux krausistes des XIXe et XXe siècles. On est en présence d'une forme de puritanisme - dans l'Espagne du XVIIIe, on parlait de jansénisme, ce qui, au sens propre, n'est pas exact -, attentive à l'inspiration religieuse la plus profonde, mais qui est mal à l'aise devant certaines manifestations extérieures du culte, devant la pompe des cérémonies et devant le triomphalisme de l'Église. En religion comme en toute circonstance, les réformateurs espagnols se veulent des hommes du juste milieu. L'expression est de Cadalso, auteur de Lettres marocaines qui doivent beaucoup aux Lettres persanes de Montesquieu. Cadalso ajoute - ce qui, dans l'Espagne de son temps comme dans celle du XIXe siècle, est parfaitement vérifié - qu'une telle attitude n'a rien de confortable ; on devient suspect aux extrémistes des deux bords.

Les hommes des Lumières ont retenu la leçon du bénédictin Feijoo (1676-1764), vulgarisateur de talent qui a passé sa vie à combattre les superstitions et les préjugés et à faire connaître en Espagne les plus récents développements de la science moderne sans cesser de professer un attachement sincère au catholicisme. Feijoo a été très lu en Espagne et dans l'Amérique espagnole. Campomanes a encouragé la publication, en 1765,

de ses œuvres complètes en quatorze volumes in-quarto. S'interrogeant sur les causes du retard scientifique de l'Espagne, Feijoo relève le préjugé contre ce qui est nouveau et contre ce qui vient de l'étranger, notamment contre la philosophie moderne, une philosophie qu'on réduit à tort au cartésianisme ou, plus exactement, à une caricature du cartésianisme. Le préjugé à l'égard de Descartes permet de condamner en bloc toute la science moderne. Feijoo n'est pas un admirateur inconditionnel de Descartes, mais il lui rend justice : « Même si, sur certains points, Descartes a mal raisonné, il a appris à d'innombrables philosophes à raisonner correctement. C'est le mérite des grandes œuvres » : la vérité de l'ensemble l'emporte sur l'inexactitude des détails»; s'arrêter aux détails en oubliant l'ensemble, c'est commettre une erreur de jugement. Descartes n'est ni le fondateur ni le seul représentant du mécanisme, mais c'est lui qui a imposé le mécanisme dans le public cultivé. Sa philosophie est devenue une sorte de référence commune vis-à-vis de laquelle on est désormais amené à se situer, même quand on n'est pas d'accord avec elle. Et Feijoo de poursuivre : le mécanisme tel que l'expose Descartes s'est révélé fécond, du point de vue scientifique. Il ne s'agit pas d'adhérer à une théorie métaphysique, mais à une méthode qui a fait ses preuves : « On demande seulement de ne pas fermer les yeux devant la physique expérimentale, laquelle, abstraction faite de toute théorie systématique, remonte des effets sensibles aux causes et, quand elle est incapable de trouver les causes, se contente de la connaissance expérimentale des effets. » Cette méthode n'implique pas qu'on embrasse la théorie cartésienne dans son ensemble. En somme, Feijoo établit une distinction entre la méthode et la théorie. On peut envisager, en effet, tout système philosophique de deux points de vue différents : comme doctrine ou comme méthode. Feijoo laisse entendre que le mécanisme, comme doctrine philosophique, est discutable, mais que la méthode mécaniste est la démarche même de la pensée scientifique ; elle est supérieure à l'aristotélisme. Cette méthode, des scolastiques peuvent en faire leur profit sans renoncer pour autant à la scolastique. C'est elle qui permet aux réformateurs de concilier la fidélité à l'Église catholique et la volonté de ne pas se couper du mouvement scientifique contemporain ; la critique s'arrête devant le trône et l'autel.

Tout un courant de pensée, au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe, a accusé les hommes des Lumières d'avoir voulu importer de l'étranger - et notamment de France - des institutions, des idées et un état d'esprit qui seraient contraires au génie de l'Espagne et à ses traditions. Le reproche ne repose sur aucune donnée objective. Les réformateurs ont professé, au contraire, une profonde admiration pour le passé de leur pays et pour leur patrimoine historique, littéraire et artistique. Ils ont réédité les grands écrivains ; ils ont eu le sentiment de renouer avec l'œuvre des humanistes et ils ont beaucoup contribué à créer la notion de siècle d'or. Nous retrouvons ici Feijoo quand il dénonce le recours pervers au concept de tradition. « Les adversaires des nouveautés, note Feijoo, se réclament d'Aristote contre Descartes » ; ils prétendent s'en tenir à la tradition, mais ils oublient qu'en son temps Aristote avait lui-même rompu avec une tradition, celle des atomistes. Être traditionaliste, refuser par principe toute innovation, c'est se condamner à la stagnation. Feijoo amorce ici une discussion qu'Unamuno reprendra à propos de la notion de casticismo, expression que Marcel Bataillon traduisait: l'essence de l'Espagne. « Les valeurs castillanes - écrit Unamuno - ont fini par devenir des valeurs représentatives de toute l'Espagne, mais cela ne signifie pas que ces valeurs soient éternelles » ; ne retenir de l'Espagne que la définition historique qui a été la sienne au XVIe et au XVIIe siècle, c'est la figer en l'empêchant d'évoluer. Le parti pris de casticismo enferme l'Espagne dans des structures révolues. Ceux qui font profession de défendre la tradition s'en tiennent en réalité à une partie seulement de la tradition; ils prétendent arrêter l'Espagne à un certain stade de son évolution; ils confondent la substance de l'Espagne avec l'un de ses avatars historiques.

Les Lumières et le peuple

Les hommes des Lumières ont voulu tirer l'Espagne de sa stagnation et en faire une nation moderne, prospère et digne de son passé. Ils ont procédé sans prendre de précautions, persuadés que la détermination du pouvoir suffirait à imposer les changements désirés. Ils méprisaient la plèbe, grossière et ignorante ; ils cherchaient sincèrement à assurer le bien-être et le bonheur du peuple, sans lui et, au besoin, contre lui. Des mesures autoritaires et des maladresses ont entraîné une coupure entre une partie de l'élite et le peuple. La querelle du théâtre montre l'ampleur du malentendu. Les réformateurs attachent beaucoup d'intérêt au théâtre; ils croient à ses vertus pédagogiques; ils y voient un moyen d'élever le niveau culturel de la nation. Leurs propos sont explicites. Le théâtre est d'une grande utilité sociale, écrit Campomanes, en 1766; sous couleur de divertir, il permet au gouvernement d'inculquer chez les spectateurs, par le truchement des acteurs, des leçons de vertu et de civisme. Jovellanos publie, en 1790, un Mémoire sur les spectacles et les divertissements publics qui expose longuement ce point de vue, avec des réserves significatives :

> le théâtre a une fonction pédagogique ; il doit inspirer le respect de l'Être suprême et de la religion, l'amour de la patrie et du souverain, des hiérarchies sociales, de la fidélité conjugale, etc. :
>
> le théâtre, cependant, doit être réservé à la partie riche et aisée de la population; c'est pourquoi on fera payer cher l'entrée. Cela éloignera le peuple du théâtre? Tant mieux: pour les pauvres qui vivent de leur travail, le temps, c'est de l'argent, et le théâtre le plus chaste et le plus épuré représente pour eux un divertissement inutile. «J'ai dit que le peuple n'a pas besoin de spectacles ; j'ajoute que, pour lui, les spectacles sont dangereux. »

On ne s'étonnera pas qu'un tel état d'esprit ait provoqué des réactions. Depuis le début du XVIIe siècle, en effet, le théâtre, en Espagne et plus particulièrement à Madrid, est un divertissement populaire. C'est ce qui le distingue du théâtre classique français de la même époque qui s'adresse à un public cultivé et raffiné. Les dramaturges espagnols font peu de cas des

règles et des unités d'action, de temps et de lieu. Ils sacrifient l'analyse psychologique à l'intrigue qui doit tenir le spectateur en haleine jusqu'au dénouement; ils multiplient les rebondissements; ils aiment les jeux de scène et les machineries. Ce genre de théâtre - que des auteurs comme Lope de Vega, Calderón et autres ont illustré - horripile les réformateurs qui le trouvent de mauvais goût et sans intérêt du point de vue social. Ils voudraient lui substituer un théâtre plus conforme aux règles et plus pédagogique. C'est à quoi s'emploient, par exemple, un Moratín avec des pièces comme Le vieux et l'adolescente, le Oui des jeunes filles... ou encore Jovellanos, auteur d'une comédie larmoyante, Le Délinquant homme d'honneur, qui met en scène le conflit entre la loi qui interdit le duel et la morale sociale qui exige du noble qu'il venge son honneur outragé. Malheureusement, ce genre de théâtre laisse indifférent le grand public qui lui préfère les pièces à grand spectacle ou les opérettes (zarzuelas). En 1765, le gouvernement décide d'intervenir. Un décret interdit les autos sacramentales, ces pièces sur le Saint Sacrement qu'on joue à l'occasion de la Fête-Dieu. Au-delà des autos, c'est le théâtre populaire qui est visé. René Andioc a dégagé le sens de cette querelle : « L'esthétique proprement dite occupe bien moins de place que la morale sociale dans l'argumentation que l'on oppose aux partisans du théâtre "antiguo", et ceci suffirait à montrer que la querelle esthétique n'est que l'un des aspects d'un conflit idéologique plus général. Ce dont on fait grief à ce théâtre, c'est avant tout de refléter et par conséquent d'accréditer une éthique qui apparaît au premier abord comme la négation de l'ensemble des valeurs prônées par l'élite "éclairée" [77]. »

Une partie des élites sociales se détache des ministres éclairés. L'ampleur des réformes envisagées et les méthodes utilisées pour les mettre en oeuvre heurtent bien des situations acquises. On l'a vu lors de l'émeute contre Esquilache où s'opère une conjonction entre l'opposition politique et le mécontentement populaire. Il n'est pas indifférent que le prétexte en ait été fourni par un malencontreux décret qui interdisait le port de la cape et du chapeau à larges bords, considérés comme faisant partie d'une coutume bien espagnole [78]. Dans les années qui suivent, on voit se développer une tendance qu'Ortega y Gasset définit comme plébéienne [79]. D'ordinaire, le peuple s'efforce d'imiter l'aristocratie ; dans l'Espagne du XVIIIe siècle, par

une étonnante subversion des valeurs, une partie des classes dirigeantes se prend d'engouement pour les mœurs populaires. Le phénomène se présente sous trois aspects : les majos, les courses de taureaux et le mirage andalou.

Le terme de majo apparaît au début du XVIIIe siècle. On le trouve dans le dictionnaire de l'académie espagnole, dont la première édition est de 1732, avec cette définition: individu qui se donne des airs de bravache; s'applique généralement à ceux qui vivent dans les faubourgs de Madrid. Le mot est incontestablement péjoratif; il désigne les « durs » des bas quartiers. Tels sont les personnages qu'un demi-siècle plus tard certains aristocrates prennent pour modèles. Ces aristocrates adoptent leur allure, leur vocabulaire, leur prononciation, leur accoutrement - une profusion de broderies et de couleurs -, leurs attitudes; c'est une façon de s'encanailler et de se distinguer des élégants, vêtus à la mode étrangère [80], et de tous ceux qui semblent avoir honte de leurs compatriotes, c'est-à-dire des réformateurs. «Le majismo apparaît en dernière analyse comme une forme larvée et aliénée d'opposition au centralisme et à l'autoritarisme bourboniens, comme l'expression esthétique, si l'on peut dire, d'un traditionalisme non avenu et impuissant », note René Andioc[81] qui poursuit: «Si certains éléments de la haute aristocratie aiment à fréquenter et imiter la plèbe des faubourgs, ce n'est donc pas en vertu d'on ne sait quel sentiment démocratique [...] ; c'est essentiellement parce qu'ils retrouvent dans le comportement du majo un peu de cette affirmation de soi ou de cette négation de la loi commune, qui étaient jadis et même naguère encore l'apanage des privilégiés, avant que l'absolutisme ne vînt apparemment les remettre en cause [82]. »

C'est à la même époque que la corrida cesse d'être un sport aristocratique pour devenir ce qu'elle est encore aujourd'hui: un spectacle rigoureusement codifié avec ses trois actes : intervention de picadors à cheval, pose de banderilles et mise à mort, le tout pratiqué par des professionnels à qui leurs exploits valent la notoriété et qui se partagent la faveur du public: on s'enthousiasme pour Pepe Hillo, pour Pedro Romero ou pour Costillares. Les réformateurs sont scandalisés devant ces combats de bestiaires, indignes d'un peuple civilisé. Par quelle aberration, se demande Jovellanos, en est-on arrivé à faire de la corrida le divertissement par excellence du peuple espagnol ? L'habit des toreros attire le regard par ses couleurs

voyantes et ses broderies; ce n'est pas sans raison qu'on l'appelle l'habit de lumière (traje de luces). Il rappelle celui que portent les majos, ce qui contribue à en relancer la vogue comme en témoigne un décret de 1784 qui dénonce la manie qu'ont certaines personnes de qualité de se déguiser, de jour comme de nuit, d'une manière indigne de leur état; ils portent de lourdes capes, des vêtements multicolores, surchargés de broderies ridicules. Cet accoutrement, ajoute le décret, n'était jusqu'alors en usage que chez les gitans, les contrebandiers, les toreros et les bouchers ; c'est à ces gens-là que veulent ressembler des hommes que leur naissance et leur fortune devraient amener à plus de retenue !

L'allusion aux Gitans et aux contrebandiers renvoie à l'Andalousie, terre d'élection de la corrida et des toreros; c'est à Ronda et à Séville que s'édifient les premières arènes d'Espagne. Ainsi se trouvent réunis, à la fin du XVIIIe siècle, tous les ingrédients de cette Espagne de pacotille qui, avant de faire rougir de honte Antonio Machado et les hommes de la génération de 1898, semait la consternation dans l'élite éclairée du XVIIIe siècle. La corrida, les Gitans, le flamenco, une Andalousie frelatée, le Madrid des faubourgs qui adore les opérettes (zarzuelas), les couplets (tonadillas), les fêtes, c'est cette Espagne que découvre Goya quand il arrive à Madrid, en 1775, l'année où commence la carrière de l'un des plus fameux toreros de tous les temps, Pedro Romero. C'est cette Espagne de la tauromachie, des majos et des divertissements populaires que l'artiste fixe dans ses cartons, ses gravures et ses tableaux; c'est celle aussi que met en scène, au même moment, Ramón de La Cruz, auteur de saynètes qui évoquent, non sans malice, la vie quotidienne avec ses aspects pittoresques, ses travers et ses ridicules : le majo qui joue les fiers-à-bras, le petimetre qui singe la mode étrangère, une Espagne qui est l'antithèse de celle dont rêvaient les ministres de Charles III.

Vers l'Espagne romantique

Dans un autre registre, les dernières années du XVIIIe siècle voient s'esquisser un changement dans l'image de l'Espagne en Europe[83]. On connaissait mal l'Espagne, au-dehors. Dans ses Considérations sur les richesses de l'Espagne, composées entre 1722 et 1728, Montesquieu se

montre sévère pour elle et pourtant il paraît relativement bien informé. Il a lu des auteurs espagnols et non des moindres: l'historien Mariana, le philosophe Vivès, Cervantès, Gracián... Montesquieu est une exception. En général, les Français ou bien s'intéressent peu à l'Espagne, ou bien la jugent au nom de critères esthétiques ou philosophiques exclusifs et aussi de préjugés qui doivent beaucoup à la légende noire. Dans le meilleur des cas, on voit dans l'Espagne la nation qui a barré la route aux Arabes, sauvé la chrétienté à Lépante et découvert un monde nouveau où s'est répandue notre civilisation, mais, le plus souvent, on pense qu'elle s'est écartée de l'évolution générale de l'Europe et qu'elle a sombré dans le fanatisme et l'obscurantisme. Une revue s'était fondée en 1774, L'Espagne littéraire, avec le propos de faire connaître aux Français les productions de l'Espagne, un pays « peut-être moins connu même de ses voisins que l'intérieur de la Chine ». On note un changement dans le dernier tiers du siècle, lorsque les ministres éclairés de Charles III passent - à tort - pour des adeptes de la philosophie et de l'Encyclopédie: Campomanes, Floridablanca et surtout le comte d'Aranda sont un peu vite assimilés à des impies, des encyclopédistes, des ennemis de l'Inquisition et des jésuites. C'est en quoi l'affaire de l'Encyclopédie méthodique est instructive.

L'Encyclopédie de Diderot était une entreprise trop engagée pour être bien reçue en Espagne; le ton polémique et militant, ainsi que les notes anticléricales et antireligieuses choquaient beaucoup de lecteurs dans la péninsule. La maison Panckoucke eut l'idée de publier une œuvre dans un esprit entièrement différent : l'Encyclopédie méthodique serait moins engagée que sa devancière, ce qui, pour ses promoteurs, devait lui assurer une belle diffusion en Espagne et dans ses possessions d'Amérique. Les débuts furent prometteurs; le premier souscripteur n'était autre que l'inquisiteur général ; avec un tel parrainage, le succès semblait garanti et les premiers volumes furent bien accueillis. Les choses se gâtèrent avec le troisième, consacré à la géographie moderne. On ne sait pourquoi, les éditeurs avaient confié la rédaction de l'article sur l'Espagne à un obscur plumitif, Masson de Morvilliers, lequel ne trouva rien de mieux que d'émailler son exposé sur la géographie et l'économie par des remarques sur le gouvernement, l'Inquisition, les courses de taureaux, le développement des arts, des lettres et des sciences. L'Espagne - «un peuple de pygmées » -

fait l'objet de jugements sommaires : « C'est peut-être la nation la plus ignorante de l'Europe » ; « Les arts sont éteints chez elle ; les sciences, le commerce ! » Une phrase surtout retient l'attention : «Que doit-on à l'Espagne? Et depuis deux siècles, depuis quatre, depuis dix, qu'a-t-elle fait pour l'Europe ? » Ce fut un beau scandale. Le 24 novembre 1783, l'Encyclopédie méthodique est dénoncée à l'Inquisition, les volumes confisqués. L'ambassadeur d'Espagne à Paris, le comte d'Aranda, élève une protestation auprès du gouvernement français, lequel suspend immédiatement la publication. Pour Panckoucke, c'est la ruine; heureusement, la mesure est rapportée, mais les ventes dans le monde ibérique sont définitivement compromises. Le gouvernement espagnol, en la personne de Floridablanca - encore un adepte des Lumières ! - ne veut pas s'en tenir là. Il charge l'abbé Cabanilles, qui résidait à Paris, de répliquer par un libelle qui est publié aux frais de l'ambassade d'Espagne à Paris.

Les choses n'en restent pas là. L'Académie espagnole met au concours, pour 1785, le thème suivant: apologie ou défense de la nation, en s'en tenant uniquement aux progrès dans les sciences et les arts, puisque c'est dans ce domaine que certains auteurs étrangers se sont acharnés à obscurcir sa gloire. Forner rédige en quelques mois un mémoire sur le sujet. Un Espagnol exilé à la cour de Prusse, l'abbé Denina, compose un texte intitulé Réponse à la question: que doit-on à l'Espagne ? Floridablanca décide d'imprimer le discours de Denina en même temps que l'Apologie de Forner. L'article de Masson de Morvilliers déclenche ainsi une affaire d'État et remet en cause l'image que l'Espagne éclairée avait commencé à donner d'elle-même en France. L'Espagne, pourtant, n'est pas isolée dans ce combat. Il est significatif que le mémoire de Denina ait été lu devant l'Académie de Berlin, en 1786. C'est qu'en Allemagne des changements sont en cours. On commence à y discuter la prétention de la France à donner le ton en matière de goût littéraire, la tutelle qu'elle s'est arrogée en Europe et qu'exaltait encore en 1783 le Discours sur l'universalité de la langue française de Rivarol. Beaucoup, en Europe, s'inquiètent de ce que nous appellerions aujourd'hui l'impérialisme culturel français. De grands esprits refusent d'admettre que le classicisme français ait une valeur universelle et doive servir de modèle unique. Ils suggèrent que chaque nation possède son génie propre et que ses productions littéraires sont

dignes d'intérêt, même quand elles ne respectent pas la règle des trois unités. C'est ici que l'Espagne est appelée en renfort. Dans la Dramaturgie de Hambourg, Lessing, pour appuyer sa thèse contre l'hégémonie culturelle de la France, attire l'attention sur le théâtre espagnol ; il prend des exemples dans l'œuvre de Lope de Vega. Herder va dans le même sens. Il réhabilite les littératures espagnole et portugaise, injustement méprisées, selon lui, parce que non conformes aux critères esthétiques français. Il traduit et adapte des romances sur le Cid et les maures et des poèmes de Gôngora ; il montre de l'intérêt pour Cervantès. Grâce à Herder, un tournant se produit en Allemagne dans l'interprétation de l'Espagne. À l'image noire transmise par les Lumières (les moines, l'Inquisition, le fanatisme...), commence à s'opposer une autre vision: l'Espagne chrétienne, moins intransigeante qu'on le dit, ouverte, par exemple, aux influences arabes. C'est déjà l'Espagne romantique qui s'esquisse à la fin du XVIII[e] siècle, à la veille de la Révolution française.

1 Cf. la position mesurée et nuancée d'Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, « Reflexiones sobre las dos Españas », dans Hechos y figuras del siglo XVIII español, Madrid, Siglo XXI, 1973, p. 247-268.

2 On peut négliger le très bref règne de Louis I[er], en 1724, qui n'a duré que quelques mois.

3 Il faudrait aussi relever la présence d'autres immigrés dans l'administration espagnole du XVIII[e] siècle: Flamands originaires des anciens Pays-Bas espagnols; Irlandais qui ont quitté leur pays en 1688 après l'avènement de la dynastie d'Orange ; l'un de ces derniers, Jacques-François Fitz-James Stuart, second fils du maréchal de Berwick, devient duc de Liria et Grand d'Espagne en 1707.

4 C'est ce qui ressort du mouvement des prix et des salaires entre 1651 et 1800 ; cf. E. J. HAMILTON, War and Prices in Spain, 1947.

5 Au XVIII[e] siècle, l'Espagne met en place une double circulation monétaire. L'unité de compte est le réal. On réserve aux transactions internationales les grosses pièces d'argent de huit réaux, appelées pesos duros ou piastres; c'est le modèle sur lequel sera frappé le dollar. Pour les transactions intérieures, on utilise des pièces plus petites, semblables aux pesetas frappées à Barcelone depuis 1674. Leur teneur en argent (cinq grammes environ) est proche de celle de la livre française (puis du franc germinal). Au XIX[e] siècle, la peseta deviendra définitivement l'unité courante de l'Espagne.

6 Divers recensements permettent de mesurer cette évolution. Les plus fiables sont celui du marquis de la Ensenada, réalisé entre 1752 et 1756, mais il concerne seulement la couronne de Castille (et encore : le pays Basque, la Navarre et les Canaries ne sont pas pris en compte) et celui de Floridablanca (1787).

7 Cf. Alain HUETZ DE LEMPS, Vignobles et vins de l'Espagne, Bordeaux, 1993.

8 Pendant la plus grande partie du XVIII[e] siècle, les chemins sont en mauvais état ou inexistants. Le coût des transports dans l'Espagne intérieure est élevé ; aller de la Meseta centrale au littoral

cantabrique implique une rupture de charge : il faut abandonner les chariots, transporter les marchandises à dos de mulet pour franchir la sierra, puis reprendre des chariots.

9 La Compagnie regroupe les corporations de la draperie, de la bijouterie, de la soierie, de la lingerie et de la mercerie.

10 C'est pour récompenser le dévouement de deux de ses ministres que Charles III a créé les comtés de Campomanes et de Floridablanca; l'un était un modeste hobereau, l'autre le fils d'un notaire. Certains titres ne manquent pas de pittoresque; en 1759, le commandant du bateau qui a eu l'honneur de conduire le roi Charles III de Naples en Espagne reçoit le titre de marquis du Royal Transport !

11 On n'assiste pas, en Espagne, à une réaction seigneuriale aussi accusée qu'en France ; au XVIII[e] siècle, aucun domaine seigneurial nouveau n'a été créé, ce qui tranche avec la pratique des Habsbourgs.

12 Cf. Adolfo CARRASCO MARTÍNEZ, El régimen señorial en la Castilla moderna: las tierras de la Casa del Infantado en los siglos XVII y XVIII, Madrid, Ed. de la Universidad Complutense, 1991.

13 La moitié de ces effectifs environ concernent le clergé séculier; le reste comprend moines et religieuses, les premiers étant deux fois plus nombreux que les secondes.

14 Il y a, bien sûr, des exceptions. L'augustin Enrique Flórez est l'auteur d'une compilation érudite, España Sagrada, qu'on consulte encore aujourd'hui avec profit.

15 Les abus sont rares; l'un des plus criants est, en 1742, la nomination de Louis de Bourbon, fils de Philippe V, à l'archevêché de Séville ; il était âgé de dix-huit ans.

16 Marie Anne de La Trémoïlle connaissait bien l'Espagne ; son premier mari, le prince de Chalais, avait vécu à la cour de Philippe IV. En 1675, elle se remarie avec le prince Orsini ou des Ursins. Veuve pour la seconde fois, elle s'installe à Rome, y mène une vie de salon brillante et met ses dons pour l'intrigue au service de la diplomatie française. Elle en est récompensée en 1702, quand elle est nommée première dame de la reine Marie-Louise. Son influence sur la politique espagnole ne cesse depuis lors de s'affirmer.

17 Cf. Juan MARCHENA, Oficiales y soldados en el ejército de América, Séville, 1983.

18 Au XVIII[e] siècle, des bâtiments de plusieurs nationalités arboraient le drapeau blanc, caractéristique de la dynastie des Bourbons. Pour éviter toute confusion, la marine espagnole choisit, en 1785, un drapeau qui lui est propre, rouge et jaune ; ce sont ces couleurs qui deviendront plus tard celles du drapeau national de l'Espagne.

19 En fait, les circonstances permettront à Charles de devenir roi d'Espagne en 1759.

20 Au XVIII[e] siècle, on appelle ces derniers des manteístas parce qu'à l'université ils portent une cape longue - manteo — alors que le signe distinctif des grandes écoles est l'épitoge - beca.

21 Il ne s'agit pas seulement d'actes de vandalisme; l'installation des réverbères, comme les autres mesures d'hygiène publique, était à la charge des contribuables ; les taxes locales avaient beaucoup augmenté, ce qui avait aggravé la situation des couches les plus démunies de la population.

22 Dans le même sens, cf. l'avis de la Société économique de Ségovie: «La noblesse est un corps respectable [...] ; c'est pourquoi on doit la tenir pour une récompense à laquelle peuvent prétendre, en toute justice, ceux qui agissent sans cesse en faveur du bien public. »

23 Codifiée par une loi de 1505, l'institution du majorat permet à un particulier de réserver à l'un de ses héritiers une partie du patrimoine familial. Une fois constitué, ce patrimoine devient inaliénable : les descendants ont toujours la possibilité d'y ajouter de nouveaux biens, mais non le droit d'en retrancher quoi que ce soit. En 1789, un décret de Floridablanca interdit de constituer des majorats pour une valeur inférieure à 3 000 ducats.

24 La fanègue représente un peu moins de soixante-cinq ares.

25 Pobres de solemnidad. Selon le dictionnaire de l'Académie espagnole, publié au XVIII[e] siècle, on les appellerait ainsi parce qu'ils avaient l'habitude d'assister aux cérémonies religieuses de quelque importance.

26 Aux pèlerinages traditionnels s'en ajoutent d'autres à la fin du XVIII[e] siècle ; le plus important est celui de la Vierge du Pilier, à Saragosse. Jusqu'alors, dans l'ancienne couronne d'Aragon, Montserrat éclipsait Saragosse ; sa Vierge était en passe de devenir la patronne de l'Espagne. C'est alors qu'on inventa pour la Vierge du Pilier des titres supérieurs: elle serait apparue à l'apôtre saint Jacques, lors d'un voyage à Saragosse.

27 Une équipe de savants, dirigée par le jésuite Andrés Marcos Burriel, fut chargée, aux frais de l'État, d'une vaste enquête dans les archives diocésaines et nationales pour retrouver tous les documents susceptibles d'appuyer la thèse du patronage universel des rois sur l'Église d'Espagne.

28 CAMPOMANES, Dictamen fiscal de expulsión de los jesuitas de España (1766-1767), édition, introduction et notes de J. CEJUDO et Teófanes EGIDO, Madrid, Fundación universitaria española, 1977, et Teôfanes EGIDO et Isidoro PINEDO, Las causas «gravísimas » y secretas de la expulsión de los jesuitas por Carlos III, Madrid, Fundaciôn universitaria española, 1994.

29 Les jésuites ont d'abord été acheminés vers Rome, mais le pape Clément XIII refuse de les accueillir. On les dirige alors vers la Corse où, après deux mois d'errances et de pourparlers avec la république de Gênes, ils peuvent enfin débarquer. Ce n'est qu'en 1768 qu'ils reçoivent l'autorisation de s'installer en Italie.

30 Olavide s'enfuit rapidement et gagne la France où il assiste à la Révolution. Arrêté par les Montagnards, il est libéré après le 9 Thermidor et retourne en Espagne où il meurt, en 1803, après avoir publié une rétractation de ses erreurs, le Triomphe de l'Évangile.

31 Jovellanos l'avouera plus tard (en 1794?) au consul britannique de La Corogne: on ne peut pas attaquer de front l'Inquisition; il faut procéder par étapes, lui retirer certaines affaires - la censure des livres, par exemple - pour les confier au Conseil de Castille ou aux évêques, opposer une autorité à une autre ; «vous me direz que c'est une méthode lente; c'est exact, mais il n'y en a pas d'autre ».

32 À l'exception de Cuba, escale sur la route des Indes, et de Puerto Rico, l'Espagne s'intéresse peu aux Antilles, au XVII[e] siècle. Certaines îles deviennent alors des repaires pour les boucaniers, les flibustiers et les pirates de toutes nationalités. En 1655, l'Angleterre occupe la Jamaïque. Vers la même époque, la Hollande en fait autant à Curaçao et à Aruba; la France, déjà installée à la Martinique et à la Guadeloupe, obtient, en 1697, la moitié occidentale de Saint-Domingue.

33 Cf. la thèse inédite d'Yves AGUILA, Monopoles d'État et changements sociaux en Nouvelle Espagne (1765-1810), Bordeaux, 1985, et Guillermo CÉSPEDES DEL CASTILLO, El tabaco en Nueva España, Madrid, 1992.

34 Cf. Luis NAVARRO GARCÍA, Don José de Gálvez y la Comandancia general de las provincias internas del norte de Nueva España, Séville, 1964, et, du même auteur, « El Ilustrado y el bárbaro », dans Temas americanistas, n° 6 (Séville, 1986).

35 En mars 1800, l'Espagne restituera la Louisiane à la France et, en avril 1803, Napoléon la vendra aux États-Unis.

36 Créée une première fois en 1717, supprimée tout de suite après, la vice-royauté de Nouvelle Grenade est rétablie, cette fois définitivement, en 1739.

37 Cf. Juan MARCHENA, op. cit.

38 62,9 % de péninsulaires en 1740, 36,4 % en 1800, alors que, dans le même temps, le pourcentage des créoles passe de 34,6 à 60 %.

39 Juan MARCHENA (op. cit., p. 14) cite l'excès de zèle intempestif du gouverneur militaire de Carthagène des Indes: il coule un bateau qui se livrait à la contrebande ; pas de chance, le bateau appartenait à l'évêque !

40 Le mémoire est antérieur à 1743, date de la mort de Campillo; il ne sera publié qu'en 1789, en même temps que le Projet économique de Bernard Ward, Irlandais au service de Ferdinand VI, qui date, lui, de 1762. On a des doutes sérieux aujourd'hui sur la paternité réelle de ces deux textes; cf. la discussion menée par Luis GARCÍA NAVARRO dans Temas americanistas (Séville), 1883, n°2, p. 22-29. Le même auteur est revenu récemment sur cette question : Campillo ne saurait être l'auteur du mémoire qu'on lui attribue (« El falso Campillo y el reformismo borbônico », dans Temas americanistas [Séville], n° 12, 1995).

41 Le gouvernement a proposé aux Basques de bénéficier du commerce libre à condition de faire coïncider la frontière douanière et la frontière politique. Les commerçants étaient prêts à accepter, mais toutes les autres catégories sociales ont fait bloc: elles préféraient garder des privilèges qui leur permettaient, par exemple, d'acheter librement du blé en France.

42 Les réformateurs font une distinction entre les activités utiles au développement (artisanat, agriculture, élevage, commerce) qu'ils taxent modérément et les «vices» (tabac, jeux de cartes, alcool) beaucoup plus lourdement imposés. L'alcoolisme faisait des ravages au Mexique (« on ramasse les ivrognes par charrettes », écrit Humboldt à la fin du siècle) ; Gâlvez établit donc de lourdes charges sur le pulque (jus d'agave qu'on laisse fermenter) et sur le chinquirito - eau-de-vie de canne -; en 1765, les taxes sur le pulque rapportaient à l'État plus de 350 000 pesos; en 1797, celles sur le pulque et le chinquirito réunies dépassent le million (Y AGUILA, op. cit., p. 141).

43 Ils n'ont aucun sens de l'intérêt général; ils ne pensent qu'à leurs profits personnels, écrit-on à propos des corregidores du Pérou; ce sont des pirates qui n'ont d'autre but que de dépouiller leurs administrés et de s'enrichir rapidement, note l'intendant du Venezuela en 1782.

44 L'Amérique espagnole n'est pas seule atteinte. Outre le mouvement des treize colonies anglaises qui devait aboutir à la formation des États-Unis d'Amérique du Nord, c'est à la même époque que se produit au Brésil, dans le Minas Gerais, la révolte des Inconfidentes dirigée par Tiradentes.

45 C'est le nom que se donne son initiateur qui prétend descendre des anciens Incas et reconstituer leur Empire.

46 Il est écartelé comme l'avait été Damiens, auteur de l'attentat contre Louis XV, en 1757. Le rapprochement n'est pas fortuit : on a retrouvé un récit détaillé de l'exécution de Damien dans les papiers du magistrat qui avait prononcé la peine de mort contre Tupac Amaru.

47 On a parlé de cent mille morts parmi les Indiens et de dix mille chez les Espagnols ; ces chiffres sont manifestement exagérés.

48 Cf. Boleslao LEWIN, La rebelión de Tupac Amaru y los orígenes de la emancipación americana, Buenos Aires, 1957, et John FISHER, «La rebeliôn de Tupac Amaru», dans Anuario de estudios americanos, XXVIII, 1971.

49 Cf. John Leddy PHELAN, The people and the king. The comunero revolution in Colombia. 1781, Madison, The University of Wisconsin Press, 1978.

50 C'est la thèse que développe J. L. PHELAN, op. cit.

51 Ce projet de Commonwealth avant la lettre date de 1783; il est attribué au comte d'Aranda. Celui-ci ne cache pas son inquiétude à propos des jeunes États-Unis de l'Amérique du Nord : cette république fédérale est encore à l'état de pygmée ; bientôt, ce sera un colosse qui cherchera à s'étendre du côté de la Floride et du Mexique. Face à ce danger, l'Espagne aura beaucoup de mal à défendre des territoires aussi éloignés; d'où l'idée de créer trois royaumes indépendants qui concluraient avec l'Espagne une alliance perpétuelle et des traités de commerce préférentiels; le roi d'Espagne prendrait le titre d'empereur du nouvel ensemble politique.

52 Les exemples sont trop nombreux pour qu'on puisse parler d'exceptions. John TATE LANNING (Latin America and the Enlightenment, 1942) a montré que l'inquisiteur du Callao collectionnait personnellement ce genre d'ouvrages et les mettait à la disposition de ses amis.

53 Deux naturalistes allemands qui avaient visité le Venezuela entre 1786 et 1789, de retour en Europe, envoient à Caracas des instruments de musique et des partitions de Pleyel, Mozart et Haydn.

54 L'expédition botanique de Nouvelle-Grenade (1783-1816) est une initiative de Caballero y Góngora, archevêque et vice-roi, qui en confie la direction à José Celestino Mutis, l'un des plus éminents savants du pays.

55 En 1790, il met au concours une dissertation sur le sujet: « De la grande utilité et de l'opportunité d'installer des cabinets dans toutes les maisons ».

56 Que nous importe le droit des anciens Romains? s'exclame l'évêque de Quito, Pérez Calama ; il est plus utile de connaître la législation de l'Espagne et des Indes. Un prêtre mexicain pousse cette préoccupation utilitaire jusqu'à la caricature : pour le commun des mortels, écrit-il, la façon de cuire une miche de pain ou de préparer une laitue est bien plus importante que toutes les éditions qu'on pourrait faire de Virgile, d'Horace et autres poètes délicats !

57 Les œuvres de Juan Benito Díaz de Gamarra (Éléments de philosophie moderne - 1774 -, Erreurs de l'éntendement humain, etc.) ont été rééditées au Mexique, en 1947, avec une introduction de José Gaos qui en détache l'intérêt et l'importance.

58 John LEDDY PHELAN, op. cit.

59 Guillermo CÉSPEDES DEL CASTILLO, communication au colloque international Carlos III y su siglo [1988], Madrid, université Complutense, 1990, t. I, p. 399.

60 Les taxes sur les eaux-de-vie produites au Mexique sont d'un bon rapport, mais elles ne doivent pas gêner les importations en provenance d'Andalousie, note-t-on en 1784. La remarque vaut pour toutes les branches d'activité : créons des ateliers pour donner du travail aux chômeurs, mais veillons aussi à garantir les intérêts des manufacturiers espagnols. En 1792, le vice-roi Revillagigedo exprime ce point de vue sans ménagements : « il ne faut pas se le dissimuler : la Nouvelle-Espagne est une colonie qui doit dépendre de la mère patrie, l'Espagne » (cité par Magnus MÖRNER, «La reorganizaciôn impérial en Hispanoamérica (1760-1810) », dans Iberoromanskt (Stockholm), IV, 1969).

61 Autrefois, lit-on dans un pamphlet diffusé en Nouvelle-Grenade en 1781, l'Espagne envoyait aux Indes des missionnaires chargés de prêcher la Bonne Nouvelle ; aujourd'hui, elle envoie des géomètres ; ce n'est pourtant pas en traçant des cercles sur un tableau noir qu'on réfutera les hérésies ! (Cf. Joseph PÉREZ, Los movimientos precursores de la emancipación en Hispanoamérica, Madrid, 1977, p. 131-134).

62 Recherches philosophiques sur les Américains, Berlin, 1768-1769.

63 Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes (1770).

64 History of America, Londres, 1777.

65 Historia antigua de Méjico (1780-1781).

66 En 1779, on commence à vacciner la population contre la variole, mais la fièvre jaune, apparue sur le continent américain au milieu du XVII[e] siècle, fait de nombreuses victimes. À la différence de ce qui s'était produit au moment du choc microbien contemporain de la conquête, cette fois ce sont les Espagnols qui sont le plus touchés. Il semble, en effet, que les Indiens, les Noirs et les métis aient été relativement épargnés par cette nouvelle maladie.

67 À proprement parler, les métis sont de père - beaucoup plus rarement de mère - blanc et de mère indienne ; les mulâtres sont issus de l'union de blancs et de Noirs, les quarterons de Blancs et de mulâtres ou de Blancs et de métis, les zambos de Noirs et de mulâtres ou de Noirs et d'Indiens, etc. À noter aussi des euphémismes tels que pardos, morenos (bruns, bronzés) qui expriment à la fois la difficulté d'établir une classification rigoureuse et le souci de se rapprocher le plus possible de l'idéal blanc.

68 Cf. Ruggiero ROMANO, «Trabajo compulsivo y trabajo libre en Nueva España », dans El trabajo en la historia, Université de Salamanque, 1996.

69 Le mot apparaît en 1563 dans une lettre de Marroquín, évêque de Guatemala, à Philippe II. Il est attesté au Pérou en 1567 et les jésuites, qui s'installent dans le pays en 1568, l'emploient couramment dès 1571 (Bernard LAVALLÉ, « La apariciôn de la palabra criollo... », dans Kuntur (Lima), juillet-août 1986, p. 20 sq.).

70 Pedro de BOLÍVAR Y DE LA REDONDA, Memorial... en favor de los españoles que en ellas [las Indias] nacen...

71 Jean-Paul DUVIOLS, dans Ibérica (Université de Paris IV), n° 3, 1994, p. 45 sq.

72 Un mémoire de la municipalité de Mexico (1771) va plus loin: il demande que les créoles soient d'office préférés aux péninsulaires dans tous les emplois publics.

73 Saint-Domingue, Mexico, Lima, Bogota, Charcas, Guatemala, Santiago de Cuba, Quito et Caracas.

74 La mitre la plus riche est celle du Cuzco (400000 pesos en 1791), suivie de celles de Lima et de Michoacân.

75 Paulino CASTANEDA, «La hiérarchie ecclésiastique dans l'Amérique des Lumières », dans L'Amérique espagnole à l'époque des Lumières, Paris, C.N.R.S., 1987, p. 79-100.

76 Au Venezuela, cette oligarchie représente six cent cinquante-huit familles, quatre mille quarante-huit individus, soit 0,5 % de la population (John LYNCH, Las revoluciones hispanoamericanas, Barcelone, 1980, p. 214-215).

77 René ANDIOC, Sur la querelle du théâtre au temps de Leandro Fernández de Moratín, Bordeaux, 1970, p. 143.

78 Déjà sous Philippe V, le port du vêtement traditionnel avait pris, dans certains milieux, un sens politique ; c'était une façon de manifester son opposition à la dynastie française et, en 1722, un ministre avisé, Macanaz, mettait en garde le gouvernement: les peuples ont tendance à croire que leurs habitudes vestimentaires sont supérieures à celles des étrangers. Dans ce domaine, on ne doit rien imposer par la force.

79 Cf. José ORTEGA Y GASSET, Papeles sobre Velázquez y Goya, Madrid, 1950.

80 On appelle alors violetos - la violette de Toulouse était le parfum à la mode - les snobs qui se piquent d'être bien habillés et finissent par se rendre ridicules.

81 Op. cit., p. 177.

82 Ibid.

83 Sur ce qui suit, cf. François LOPEZ, Juan Pablo Forner et la crise de la conscience espagnole au XVIIIe siècle, Bordeaux, 1976.

CHAPITRE II

La fin de l'Ancien Régime (1788-1833)

Lorsque commence la Révolution française, l'Espagne est dirigée par un souverain falot, Charles IV (1788-1808), qui accepte de confier le pouvoir à un jeune ambitieux protégé par la reine. Godoy n'est pas sans mérites, mais il n'est pas de taille à se mesurer avec la Convention et encore moins avec Napoléon. La guerre d'Espagne (1808-1813) ruine le pays. Elle aurait pu être l'occasion de rénover les structures politiques. Ferdinand VII, fils, rival et successeur de Charles IV, s'efforce au contraire de freiner ou de retarder toute évolution. L'Amérique en profite pour s'émanciper d'une métropole incapable de maîtriser le cours des événements.

L'ESPAGNE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Sur les conseils de son père, Charles IV garde Floridablanca comme ministre principal. C'est affirmer la volonté de poursuivre la politique réformatrice du règne précédent. Les Cortès, qui sont convoquées en septembre 1789 pour reconnaître l'héritier du trône, le futur Ferdinand VII, entendent une communication de Campomanes sur la réforme agraire, puis elles sont interrompues sous prétexte qu'une session prolongée entraînerait des dépenses excessives! En réalité, Floridablanca, qui a accueilli avec sérénité les premières manifestations parisiennes, est préoccupé par la tournure que prennent les événements en France. Son inquiétude tourne bientôt à la panique; il déclarera en quittant le pouvoir, en février 1792 : «Nous vivons à côté d'un brasier qui peut tout enflammer, détruire la religion, l'autorité souveraine du roi, ainsi que l'existence même de la monarchie et des classes qui la composent. » Pour éviter la contagion, il établit une sorte de cordon sanitaire aux frontières. Défense est faite de

parler de ce qui se passe en France. S'ils s'en tiennent à la presse autorisée, soumise à une censure tatillonne, les Espagnols ignorent tout de la prise de la Bastille... On ferme un club de Cadix fréquenté par des hommes d'affaires français qui montrent un peu trop d'enthousiasme devant les nouvelles de Paris. On recense les étrangers, surtout les Français ; on en expulse certains. On surveille les voyageurs et les émigrés qui commencent à arriver dès l'été 1789. On charge enfin l'Inquisition de combattre la propagande subversive qui pénètre quand même sous des formes variées et pittoresques : livres, brochures, journaux introduits en contrebande (par exemple, dans les tiroirs de meubles à secret), montres, tabatières, bonnets phrygiens, gilets garnis d'inscriptions (Liberté et égalité), etc.

Ces précautions, parfois ridicules, se justifiaient-elles? Il ne le semble pas. Les nouvelles de France sont commentées avec attention; elles ne suscitent, au début, aucun enthousiasme particulier. C'est après 1792 que les choses se gâtent. La Constitution civile du clergé, la Terreur, l'arrestation, le procès et l'exécution de Louis XVI plongent les réformateurs dans le désarroi. Un Jovellanos, qui avait accueilli avec intérêt la constitution de 1791, est horrifié; la maxime «Les hommes naissent libres et égaux en droit » lui apparaît maintenant comme un sophisme dangereux. Beaucoup pensent comme lui. Rares sont les Espagnols qui s'enflamment pour les idées de la Révolution. Quand l'abbé Grégoire s'adresse à l'inquisiteur général pour réclamer la suppression du Saint Office et pour faire l'apologie de la Révolution, sa diatribe provoque un rejet général. En Espagne, la situation ne se prête guère à une révolution comme celle qui se déroule en France. Du point de vue idéologique, les réformateurs espagnols sont restés très en deçà des philosophes français. Certes, des auteurs comme Manuel de Aguirre, Valentín de Foronda ou Léon de Arroyal critiquent l'absolutisme et plaident pour un régime où les pouvoirs seraient équilibrés, mais ces idées sont minoritaires. Du point de vue politique, le pouvoir royal paraît beaucoup plus fort en Espagne qu'en France ; ici, des mouvements comme la fronde du Parlement et des notables ou les réticences du clergé devant l'effort fiscal seraient impensables. Alors qu'en France les Etats généraux refusent d'obéir aux injonctions du roi, en Espagne personne ne proteste quand les députés aux Cortès sont priés de rentrer chez eux. Du point de vue social, enfin, la bourgeoisie espagnole est trop faible, trop dispersée et

trop peu sûre d'elle-même pour prendre la tête d'une opposition décidée à modifier les rapports sociaux existants.

Entre l'Espagne et la France révolutionnaire les relations se tendent. Un incident accroît la méfiance de Floridablanca. En 1789, des bâtiments espagnols avaient saisi, dans la baie de Nootka, au nord de la Californie, deux bateaux de commerce anglais qui se disposaient à y établir un comptoir. Bien que l'affaire ait été réglée aussitôt par le vice-roi du Mexique, Floridablanca n'en demande pas moins à l'Angleterre de reconnaître officiellement les droits de l'Espagne sur Nootka. L'Angleterre exige des excuses pour la façon dont ont été traités ses ressortissants. Le ton monte. La guerre menace d'éclater. Floridablanca se tourne alors vers la France pour qu'elle appuie l'Espagne en application du Pacte de famille. Cette démarche donne à l'Assemblée nationale l'occasion de définir sa position en matière de relations diplomatiques : elle accepte de reconduire l'alliance avec l'Espagne, mais avec cette précision : la France ne reconnaît que les traités signés entre les nations, pas ceux conclus entre rois. En fin de compte, l'Espagne et l'Angleterre trouvent un arrangement satisfaisant pour les deux parties, mais Floridablanca garde rancune au gouvernement révolutionnaire.

De son côté, Charles IV est préoccupé par le sort de Louis XVI qui, en octobre 1789, lui écrit qu'il n'est plus libre de ses mouvements; il pousse Floridablanca à la fermeté. De nouvelles mesures sont prises contre les étrangers et la propagande révolutionnaire. On fait pression sur la France pour qu'elle adoucisse le sort de Louis XVI. On va vers la rupture. C'est alors - février 1792 - que Charles IV, convaincu que Floridablanca n'est plus l'homme de la situation, fait appel à son vieil adversaire, le comte d'Aranda. L'aristocrate aragonais, qui attend ce moment depuis des années, n'est pas moins décidé que Floridablanca à s'opposer à la révolution, mais il entend agir à sa manière, sans provocations inutiles. Son arrivée aux affaires détend l'atmosphère; Condorcet lui envoie une lettre de félicitations ; le contrôle des frontières est allégé ; les rapports diplomatiques se font moins difficiles. L'arrestation de Louis XVI crée une situation nouvelle. À la fin du mois d'août, Aranda semble considérer la guerre comme inévitable, mais la nouvelle de Valmy le fait hésiter. Il propose à Bourgoing, représentant de la Convention, de déclarer la neutralité de l'Espagne, mais il refuse de

reconnaître la République française. Aranda est maintenant isolé. La Convention se méfie de lui; les émigrés français, l'ambassadeur de Russie, le nonce apostolique et tous les réactionnaires d'Espagne font pression sur le roi. Obsédé par l'idée de sauver Louis XVI, Charles IV cède. Le 15 novembre 1792, il renvoie Aranda.

Les deux courants entre lesquels se partageaient les réformateurs - les juristes ou golillas, représentés par Floridablanca, et le parti aragonais, dirigé par Aranda, qui souhaitait accroître le rôle de la noblesse - ont échoué. À la recherche d'un homme nouveau qui ne soit lié à aucune tendance, Charles IV fait appel à Godoy. L'homme n'a que vingt-cinq ans. Il a les faveurs de la reine Marie-Louise qui l'a rencontré vers 1786, alors qu'il servait dans la garde royale, et qui, tout de suite, s'est prise de passion pour lui. Le plus extraordinaire est que le roi aussi est fasciné par Godoy au point d'avoir pour lui la même affection que pour ses propres enfants. Étrange ménage à trois qui se prolongera jusqu'en 1808 ! Godoy fait une carrière extrêmement rapide ; en moins de deux ans, ce simple soldat devient duc d'Alcudia et Grand d'Espagne. Il est ambitieux; il manque d'expérience, mais il a des idées. C'est un réformateur, pénétré de l'esprit des Lumières. Il s'intéresse à la modernisation de l'Espagne qui passe, selon lui, par le développement de l'économie et de l'instruction publique. Charles IV compte sur lui pour réussir là où Aranda a échoué. Godoy connaît la faiblesse militaire de l'Espagne; il voudrait éviter un conflit. C'est ce que Bourgoing confirme à la Convention : ni Godoy ni la reine ne sont pour la guerre. Pour sauver le roi de France, le ministre cherche à corrompre des députés français influents et à négocier : en échange de la vie de Louis XVI, l'Espagne est prête à reconnaître la République et à offrir sa médiation en Europe. Le 28 décembre 1792, devant la Convention, Lebrun, ministre des Affaires étrangères, donne lecture de ces propositions qui sont très mal accueillies : la majorité y voit une ingérence inadmissible dans une affaire qui ne concerne que la France. La démarche venait sans doute trop tard. Un mois plus tôt, Brissot, qui dirigeait le comité diplomatique, jugeait la guerre avec l'Espagne inévitable [1]. L'exécution de Louis XVI, à peine connue, soulève une vive émotion. À Madrid, à Malaga, à Séville, ailleurs encore, des foules nombreuses assistent aux cérémonies funèbres qui sont organisées. Ni Charles IV ni Godoy ne pensent plus à négocier; Bourgoing

est prié de quitter le pays. Ce n'est pourtant pas l'Espagne qui ouvre les hostilités. Le 7 mars 1793, la Convention déclare la guerre : « Portons la liberté et l'égalité en Espagne par nos victoires et nous dirons alors avec plus de vérité : il n'y a plus de Pyrénées » (Barère). À la fin du même mois, l'Espagne rompt avec une longue tradition diplomatique et fait alliance avec l'Angleterre, sa vieille ennemie.

En France, les manuels d'histoire consacrent à peine quelques lignes à ce que les Catalans, par exemple, appellent leur Grande Guerre (la Guerra Gran). Cet épisode n'est pourtant pas sans intérêt. À une échelle plus réduite, on y retrouve au moins deux des éléments qui caractériseront, entre 1808 et 1813, la résistance à l'invasion napoléonienne : la guérilla et le mélange de patriotisme et d'attachement à la religion qui anime la masse des combattants. Les « miquelets » de Catalogne et les « chasseurs » du pays Basque préfigurent alors ce que seront les francs-tireurs qui, à partir de 1808, harcèleront les arrières de l'ennemi. En 1793 comme en 1808, les autorités invitent la population à défendre la religion, le roi et la patrie contre des envahisseurs sans roi et sans Dieu. On ne saurait sous-estimer les répercussions qu'a eues, dans l'esprit d'une grande partie des Espagnols, l'évocation des massacres de Septembre, la mort de Louis XVI et de Marie-Antoinette, la persécution du clergé, la Terreur... D'innombrables sermons et lettres pastorales ne cessent de rapporter et de commenter ces événements en insistant sur les aspects les plus tragiques. Les Grands, les prélats, les corporations apportent leur contribution à l'effort de guerre. Des volontaires se présentent, même s'ils ne sont pas aussi nombreux que le dit la propagande, même si les désertions ne sont pas rares. C'est en vain que les Français cherchent à attiser les particularismes en rappelant aux Catalans qu'un Bourbon, Philippe V, a aboli leurs fueros et en exhortant les Basques à défendre leur autonomie menacée[2]. En réalité, les Basques et les révolutionnaires français ne parlent pas le même langage. Les premiers sont attachés, pour la plupart, à des théories traditionnelles; ils ne donnent pas le même sens que les Français à des mots comme constitution, liberté, droits[3]...

En 1793, les conventionnels commettent une erreur de jugement - Napoléon fera la même en 1808 -: ils s'imaginent que l'Espagne est impatiente de secouer le joug d'un pouvoir tyrannique, rétrograde et

fanatique. Se fiant aux nombreux tumultes que provoquent la disette et la hausse des prix ainsi qu'à l'impopularité de Godoy, ils sont convaincus qu'une invasion entraînera la chute de la monarchie et l'établissement d'un régime ami. Des exilés espagnols - dont le plus connu est le jeune abbé Marchena - ont gagné la France, en 1792, pour embrasser la cause de la Révolution. Installés dans les départements frontaliers, beaucoup d'entre eux collaborent avec les comités qui, à Bayonne, à Barèges, à Mont-Louis ou à Perpignan, font passer de l'autre côté des Pyrénées du matériel de propagande : journaux, brochures, traduction de textes et de proclamations révolutionnaires. Condorcet rédige un Avis aux Espagnols pour les exhorter à suivre l'exemple de la France, mais la traduction en est si mal faite que le message est incompréhensible ; on est obligé de la refaire... On diffuse en Catalogne la Déclaration des droits de l'homme et les discours de Robespierre traduits en catalan, et, pour ne pas heurter les sentiments religieux du peuple, on invoque l'autorité du « sans-culotte Jésus-Christ ». Cette propagande a-t-elle été de quelque efficacité? On peut en douter quand on voit comment réagissent les Espagnols non seulement contre les envahisseurs, mais encore contre les résidents français ; les ecclésiastiques émigrés ne sont pas épargnés par cette xénophobie [4]. Au Guipuzcoa, des groupes de Basques plantent des arbres de la liberté, profanent des églises, tiennent des réunions tumultueuses dans les cafés de Saint-Sébastien. Voilà à quoi semblent se résumer les aspirations révolutionnaires. Une Junte envisage vaguement la formation d'une république qui serait associée à la France. On voudrait faire la même chose en Catalogne. À ceux qui parlent d'annexer la Catalogne, Couthon répond pourtant : « Il nous paraît plus conforme à nos intérêts et à nos principes d'essayer de faire de la Catalogne une petite république indépendante qui, sous la protection de la France, nous servira de barrière à cet endroit où les Pyrénées cessent. Ce système flatterait sans doute les Catalans et ils l'adopteront plus volontiers encore que leur réunion à la France. Vous devez dans les montagnes porter nos limites jusqu'aux extrémités et par conséquent vous établir à demeure dans toute la Cerdagne, prendre la vallée d'Aran, en un mot tout ce qui est en deçà des monts... Mais la Catalogne, devenue département français, serait aussi difficile à conserver que l'est aujourd'hui l'ancien Roussillon. » L'allusion au Roussillon est intéressante : la Révolution qui s'efforce de

bannir les patois en France n'a pas intérêt à annexer des populations qui seraient inassimilables à cause de leur langue.

À l'exception d'une opération combinée des flottes anglaise et espagnole sur Toulon, la guerre se déroule tout entière sur la frontière nord de l'Espagne. Elle comprend deux phases. Dans un premier temps, l'armée espagnole, bien que mal équipée, remporte des succès; elle occupe le Roussillon. Aranda, peu confiant dans les capacités guerrières du pays, suggère qu'on négocie à partir de ces positions favorables. Godoy s'y refuse. En 1794, les Français contre-attaquent partout. À l'ouest, Saint-Sébastien capitule sans combattre ; la plus grande partie du pays Basque est occupée, la Navarre et la Castille menacées. A l'est, la Catalogne est envahie. Godoy se résigne à engager des pourparlers, sans même consulter les Anglais, qui sont pourtant ses alliés. La paix est signée à Bâle, le 22 juillet 1795. La France obtient la partie espagnole de Saint-Domingue; en contrepartie, elle renonce à toutes les conquêtes au sud des Pyrénées. L'Espagne ne s'en tire pas trop mal, mais ce n'est quand même pas un triomphe. Godoy, pourtant, en tire gloire et profit : il se fait attribuer le titre de prince de la Paix !

À Bâle, le Directoire s'est montré relativement généreux parce qu'il a besoin de la marine espagnole qui est la troisième du monde. On en revient à l'alliance traditionnelle entre la France et l'Espagne contre l'Angleterre. C'est le sens du traité de Saint-Ildefonse (1796), mais, à la différence de ce qui se passait sous le règne des Bourbons précédents, l'Espagne ne se bat plus pour des objectifs qui lui sont propres; elle devient l'auxiliaire de la France qui l'oblige à entrer en guerre, l'année suivante. En Europe, les Anglais infligent à la marine espagnole une défaite sévère au large du cap Saint-Vincent (14 février 1797) ; en Amérique, ils occupent l'île de la Trinité, située en face des bouches de l'Orénoque, donc excellente base pour la contrebande. La situation intérieure n'est pas meilleure. Depuis 1792, les mauvaises récoltes se succèdent, provoquant disettes, hausses des prix et mouvements sociaux. L'état des finances publiques s'aggrave. En 1781, pour réunir les fonds nécessaires à la guerre contre l'Angleterre, l'État s'était considérablement endetté en émettant des vales qui, comme les premiers assignats, étaient à la fois du papier-monnaie et des bons du Trésor. Ils portaient intérêt à 4 % et étaient remboursables en vingt ans. La dépréciation des vales est d'autant plus rapide que de nouvelles émissions

ont eu lieu en 1782, en 1785, en 1788. On recommence à émettre des vales en 1794 et encore en 1799. L'inflation s'en trouve relancée. Pour renflouer les caisses de l'État, on a recours aux expédients habituels et à une mesure d'une tout autre ampleur: la mise en vente d'une partie des biens du clergé, ceux qui ne concernent pas la cure d'âme, c'est-à-dire des immeubles et des terres appartenant à des hospices, des ermitages, des confréries et autres œuvres pies. Entre 1788 et 1808, le sixième environ des biens du clergé est ainsi mis en vente, avec l'accord de la papauté et malgré les protestations de beaucoup d'évêques. Les acheteurs peuvent payer avec des vales qu'on accepte à leur valeur nominale. Quelques petits exploitants en profitent pour arrondir leurs domaines, mais les bénéficiaires principaux sont de gros propriétaires. La mesure ne résout donc pas la question agraire ; elle la rend même plus aiguë. Elle a aussi des conséquences politiques. Le clergé a le sentiment d'être spolié et il en rend responsable Godoy dont l'impopularité ne cesse de croître. Une partie de la noblesse ne lui pardonne pas son élévation rapide, sa morgue et son autoritarisme - ce qu'on appelle le despotisme ministériel. L'élite éclairée est déçue quand elle n'est pas persécutée; le cas le plus significatif est celui de Jovellanos, magistrat intègre et respecté qui, après un bref passage au ministère, se retrouve en disgrâce et assigné à résidence en province. Les couches populaires expriment une hostilité sans nuances contre le charcutier - choricero; c'est ainsi qu'on appelle le favori par allusion à sa terre natale, l'Estrémadure, productrice de chorizos. La cour ne peut ignorer la montée et la violence des mécontentements. Elle sacrifie Godoy qui quitte le ministère, mais conserve tous les honneurs et les émoluments accumulés au cours des dernières années.

NAPOLÉON ET L'ESPAGNE

Bien qu'officiellement écarté du pouvoir, Godoy garde la confiance du roi qui ne fait rien sans le consulter. Le favori continue à diriger la politique de l'Espagne. Ses nombreux opposants placent leurs espoirs dans le prince héritier, le futur Ferdinand VII. Ces intrigues affaiblissent l'Espagne, incapable de définir une position nette en face d'une France qui, sous la direction de Bonaparte, premier consul, puis empereur, paraît en mesure de

dicter sa loi à l'Europe. Jusqu'en 1808, l'Espagne accepte de jouer le rôle peu glorieux d'auxiliaire de la France ; elle se borne à exécuter les plans conçus à Paris pour abattre la puissance de l'Angleterre. C'est le sens du second traité de Saint-Ildefonse (1er octobre 1800) par lequel l'Espagne rétrocède la Louisiane à la France [5], met sa marine à la disposition de Bonaparte et s'engage à participer à une expédition destinée à intimider le Portugal qui, depuis un siècle, a fait de l'alliance avec l'Angleterre un dogme de sa politique étrangère. Godoy est nommé général en chef de l'armée qui franchit la frontière portugaise en février 1801. La guerre des Oranges [6]dure à peine quatre mois. L'Espagne garde la place d'Olivenza et se contente de vagues promesses du Portugal de fermer ses ports au commerce anglais. Napoléon attendait mieux qu'une demi-victoire. Il en conçoit de l'irritation et du mépris pour ses « alliés ». Cette mauvaise humeur se manifeste peu après. Quand Napoléon signe avec l'Angleterre, à Amiens (25 mars 1802), une paix que l'on croit alors définitive, il décide seul d'échanger Minorque - dont les Anglais s'étaient emparés de nouveau - contre l'île de la Trinité.

Décidé à abattre l'Angleterre, Napoléon envisage successivement deux plans : envahir son territoire, ruiner son commerce. Ces projets sont à l'origine de l'intervention française en Espagne. Pour débarquer dans les îles Britanniques, il est indispensable d'attirer la marine anglaise loin des côtes de la Manche. Les escadres française et espagnole se dirigent vers les Antilles ; l'amiral Nelson en fait autant, puis, devinant la manœuvre, il fait marche arrière et se replie à Gibraltar au moment où, de leur côté, les bâtiments alliés regagnent leurs bases en Europe. Villeneuve, qui commande l'escadre de la Méditerranée, fait relâche à Vigo, puis à Cadix où il est bloqué par Nelson. Napoléon lui donne l'ordre de sortir. Malgré les réticences des marins espagnols, Villeneuve obéit et affronte les bateaux anglais au large de Trafalgar, non loin de Cadix (octobre 1805). C'est un désastre. Beaucoup de bâtiments sont coulés ou gravement endommagés; des officiers de valeur sont tués au combat; l'Espagne perd une grande partie de cette marine à laquelle elle avait consacré tant d'efforts depuis l'époque du marquis de La Ensenada. La communication avec l'Amérique est désormais compromise, ce qui aura, quelques années plus tard, des

conséquences catastrophiques quand il s'agira de faire face aux mouvements sécessionnistes.

Godoy se rend compte que Napoléon a peu d'estime pour lui et pour l'Espagne. Il cherche à se rapprocher de la Prusse et de la Russie. Pour préparer les Espagnols à un renversement des alliances, il lance une proclamation surprenante (6 octobre 1806), un appel aux armes contre un ennemi qui n'est pas désigné, mais qu'il n'est pas difficile d'identifier. Le moment est mal choisi. Huit jours plus tard, Napoléon remporte la victoire d'Iéna et Godoy s'empresse de le féliciter ! Pour faire oublier sa malencontreuse initiative, le favori va au-devant des désirs de l'empereur. Celui-ci, devant l'impossibilité d'envahir l'Angleterre, veut saper sa puissance à la base en l'empêchant d'écouler sa production en Europe. Godoy accepte de participer à une nouvelle expédition pour contraindre le Portugal à appliquer le blocus continental. Il y est d'autant plus disposé que Napoléon lui laisse entendre qu'il y trouvera un intérêt personnel. En octobre 1807, en effet, l'empereur a déclaré la maison de Bragance déchue de ses droits; le Portugal allait être démembré : le nord irait à la reine d'Étrurie dont l'État devait être transformé en département français [7]; la zone entre le Duero et le Tage serait réservée et le sud pourrait être attribué à Godoy qui prendrait le titre de prince des Algarves. En application du traité de Fontainebleau (27 octobre 1807), des troupes françaises, placées sous le commandement de Junot, traversent l'Espagne ; le 30 novembre, elles sont à Lisbonne. D'autres troupes françaises prennent position dans les places du nord de l'Espagne et s'acheminent vers l'Andalousie ; en principe, elles sont destinées à prévenir toute attaque anglaise sur Cadix. Inquiet de ces mouvements, Godoy acquiert la conviction que l'empereur songe à occuper toute l'Espagne. Il suggère à la famille royale de quitter la capitale et de partir pour Séville afin de pouvoir s'embarquer pour l'Amérique, le cas échéant, comme venait de le faire la famille royale portugaise.

Charles IV suit le conseil, mais il ne pourra pas aller au-delà d'Aranjuez. Depuis plusieurs mois, en effet, le mécontentement monte contre Godoy qu'on rend responsable de tous les malheurs et à qui on prête une ambition démesurée. En janvier 1807, il a reçu de nouveaux honneurs ; Charles IV a créé pour lui le titre de grand amiral d'Espagne et des Indes et lui a accordé la dignité d'altesse sérénissime, ce qui l'assimile à un membre de la famille

royale. Godoy songerait-il à écarter le prince Ferdinand de la succession au trône et à devenir roi d'Espagne après Charles IV? Ces rumeurs poussent les opposants à se regrouper autour du prince héritier. En octobre 1807, un premier complot est éventé. Le roi en personne perquisitionne dans les appartements de son fils, à l'Escorial, et saisit des documents compromettants : Ferdinand était entré en contact avec Napoléon pour l'intéresser à son sort et se mettre à sa disposition ; il était même allé jusqu'à solliciter l'honneur de se remarier avec une princesse de la famille Bonaparte. Ferdinand avoue tout et demande publiquement pardon à son père. Les conjurés sont jugés et acquittés, faute de preuves : Napoléon a exigé que son nom ne fût pas mentionné dans le procès. Aux yeux de beaucoup d'Espagnols, Ferdinand apparaît comme une victime des manœuvres de Godoy. Jamais la cour n'est tombée aussi bas dans l'opinion. Dans ses Souvenirs, Alcalá Galiano rapporte en ces termes l'état des esprits : « On détestait et on méprisait le gouvernement... On n'allait pas jusqu'à haïr le roi, mais on le méprisait; la rumeur publique ne mettait pas en cause ses bonnes intentions, mais elle tenait en piètre estime sa force de caractère. La haine à l'égard de la reine prenait des proportions incroyables; elle n'était dépassée que par celle qu'on portait au prince de la Paix qu'on tenait, avec des raisons suffisantes... pour le véritable monarque. »

Le complot qui avait échoué à l'Escorial réussit à Aranjuez. Le 17 mars 1808, l'émeute gagne la petite ville où vient d'arriver la cour. C'est en vain que Charles IV, le lendemain, sacrifie Godoy et le destitue de tous ses titres ; la foule ne se tient pas pour satisfaite. Interrogés, les officiers de la Garde répondent que le prince des Asturies - c'est-à-dire le prince héritier-est seul en mesure de ramener le calme; c'était reconnaître la responsabilité de Ferdinand dans le complot. Le 19, Godoy, qui se terrait, se rend. Il sauve sa tête grâce à l'intervention de Ferdinand qui promet que le favori sera jugé et puni comme il convient. Le soir même, Charles IV abdique en faveur de son fils.

La constitution de Bayonne

En apprenant ce qui s'est passé à Aranjuez, Murat se hâte vers Madrid où il arrive le 23 mars, un jour avant Ferdinand VII. Celui-ci reçoit un accueil

enthousiaste de la population de la capitale, mais extrêmement réservé de la part des Français qui refusent de le reconnaître comme roi. Dès le 21 mars, en effet, Charles IV est revenu sur son abdication et s'est tourné vers Napoléon pour le faire juge du différend qui l'oppose à son fils. À ce moment-là, l'empereur a probablement déjà décidé du sort de l'Espagne; il pense en faire un royaume pour l'un de ses frères. Cachant ses intentions, mêlant promesses vagues et intimidations, Napoléon s'arrange pour faire venir la famille royale à Bayonne. Le premier à arriver est Ferdinand, le 20 avril; il espère encore convaincre l'empereur et faire reconnaître son titre de roi. Le 26, il est rejoint par Godoy que les Français ont tiré de sa prison à la demande de Charles IV. Celui-ci et la reine Marie-Louise arrivent le 30. Quand tout le monde est réuni, des scènes lamentables se déroulent en présence de Napoléon. Le père et le fils échangent des insultes. Napoléon exige d'abord de Ferdinand qu'il renonce au trône d'Espagne. Puis a lieu la seconde abdication de Charles IV, cette fois en faveur de Napoléon, chargé de donner à l'Espagne un prince qui garantirait l'intégrité et l'indépendance du royaume et qui s'engagerait à déclarer le catholicisme religion d'Etat. En contrepartie, Charles IV reçoit comme résidences les palais de Compiègne et de Chambord, ainsi qu'une pension annuelle de trente millions de réaux; il est explicitement mentionné que Godoy peut bénéficier de cet « asile ». Quant à Ferdinand VII, il est élevé à la dignité de prince impérial avec une rente d'un million de francs; on lui donne Valençay pour résidence.

Tout a été réglé entre le 5 et le 10 mai. Il ne reste plus qu'à désigner un roi — ce sera finalement Joseph Bonaparte - et à donner une constitution à l'Espagne. Le 24 mai, la Gazette de Madrid lance les convocations à une assemblée nationale composée de cent cinquante députés - cinquante ecclésiastiques, cinquante et un aristocrates et quarante-neuf membres du tiers état. Compte tenu des circonstances, soixante-cinq seulement sont présents à la séance d'ouverture, le 15 juin ; il y en aura quatre-vingt-onze à la clôture, le 7 juillet. L'assemblée n'a guère le pouvoir d'amender les textes qui lui sont soumis. La constitution de Bayonne, bien qu'il s'agisse d'une charte octroyée, contient des dispositions qui tranchent avec le passé et dont certaines se retrouveront dans la constitution libérale de Cadix: le catholicisme est défini comme religion du roi et de la nation ; à côté d'un Conseil d'État et d'un Sénat nommés, on prévoit une chambre - pour

laquelle on conserve le nom traditionnel de Cortès - sans pouvoir législatif; les privilèges sont abolis, les libertés individuelles garanties, y compris la liberté de la presse ; la torture est supprimée. Cette constitution ne sera jamais appliquée. Au moment où elle est promulguée, le soulèvement populaire impose d'autres priorités.

Le 2 mai 1808

À la réunion de famille de Bayonne ne manquait que l'infant François de Paule, âgé de treize ans, dont Charles IV souhaitait la venue. Il aurait dû quitter Madrid le 2 mai et c'est pour empêcher ce départ que la foule manifeste, ce jour-là, aux abords du palais royal. Murat fait donner la troupe, ce qui déclenche l'émeute. Pendant toute la journée, la bataille fait rage dans les rues de la capitale, autour de la Puerta del Sol. Contre les mamelouks, on se bat d'abord avec des tromblons, des couteaux, des bâtons... L'armée espagnole a reçu l'ordre de ne pas bouger de ses casernes, mais des officiers - Daoiz, Velarde et d'autres — se joignent aux insurgés et leur distribuent des armes. On assiste alors à une sorte de guérilla urbaine avec des groupes mobiles d'une cinquantaine d'hommes qui harcèlent l'adversaire. Le parc d'artillerie résiste pendant trois heures aux attaques des Français. Le soir, l'insurrection est écrasée. Au matin du 3 mai, Murat fait fusiller des dizaines d'émeutiers.

Le soulèvement du 2 mai pose un problème aux historiens. Les uns y voient l'insurrection spontanée d'un peuple qui se bat pour son roi et pour sa foi. Pour d'autres, il s'agit d'un mouvement patriotique et révolutionnaire qui a pris une tournure antifrançaise parce que Murat, en refusant de reconnaître Ferdinand VII, donne l'impression de défendre le régime qu'on croyait abattu depuis le 19 mars. Les deux interprétations ne s'excluent pas. À la révolte d'un peuple soumis depuis des semaines aux vexations des troupes étrangères répond l'exaspération de groupes sociaux qui, pour des raisons diverses, veulent en finir avec le despotisme de Godoy: intellectuels inquiets par la réaction qui a suivi la Révolution française et qui est venue interrompre le mouvement réformateur [8], ecclésiastiques irrités par la vente de biens du clergé, nobles écartés du pouvoir et choqués par l'ascension rapide d'un parvenu, militaires humiliés par les défaites, négociants ruinés

par le blocus et par l'interruption du commerce américain, paysans touchés par la disette et par la hausse des prix, tous scandalisés par la conduite indigne de Charles IV et de Marie-Louise. Beaucoup espéraient que les choses allaient changer avec l'avènement de Ferdinand VII. Le guet-apens de Bayonne leur fait craindre un retour en arrière. Le soulèvement du 2 mai est une tentative pour reprendre le mouvement. Tous les insurgés n'étaient pas dans les mêmes sentiments. Il y avait parmi eux des nostalgiques de l'ordre traditionnel, mais aussi des hommes qui pensaient à rénover le pays. Pour ces derniers, le 2 mai est un point de départ; ce sont les libéraux qui feront de cette date une fête nationale [9]. Au contraire, leurs adversaires, à commencer par le Ferdinand VII de 1814, considéreront cette journée comme un événement révolutionnaire, c'est-à-dire comme une atteinte à l'ordre social et comme le début d'un bouleversement politique. Le 2 mai, le petit Alcalâ Galiano - fils de l'un des officiers tués à Trafalgar -, en entendant le tumulte et les coups de feu, demande ce qui se passe, sa mère répond : « C'est parti » (Ya ha empezado).

S'ouvre alors une période d'anarchie qui va durer plusieurs mois. On ne sait plus où est le pouvoir. Avant de partir pour Bayonne, Ferdinand VII avait chargé une Junte de gouvernement de diriger le pays en son absence. Les fonctionnaires qui la composent ne savent pas très bien à qui obéir : à Ferdinand VII qui leur demande de se rallier à Napoléon? À Charles IV ou à Murat? Prenant acte des abdications de Bayonne, le 4 juin, la Junte demande aux Espagnols de s'incliner devant Napoléon, mais qui l'écoute? Les membres du Conseil de Castille sont dispersés. Chaque ville et chaque province réagissent à leur façon, sans se concerter avec les autres. Dès le 2 mai, le maire du village de Môstoles, près de Madrid, déclare la guerre à la France : « La patrie est en danger. Madrid se meurt, victime de la perfidie des Français. Espagnols ! Accourez pour sauver la patrie [10]! » Partout où la chose est possible - c'est-à-dire dans les villes qui ne sont pas occupées par des troupes françaises -, se mettent en place des juntes municipales ou provinciales qui tantôt collaborent avec les autorités locales et tantôt se substituent à elles. Les Asturies donnent le signal après les manifestations de Gijôn (5 mai) et d'Oviedo (9 mai). Deux semaines plus tard — cet intervalle laisse supposer qu'on est en présence d'un mouvement orchestré -, des juntes analogues se constituent à Valence (25 mai), à Saragosse (26

mai), à Santander et à Séville (27 mai), à Cordoue, Jaén et Grenade (28 mai), à Cadix (29 mai), à Badajoz et La Corogne (30 mai), à Léon et Zamora (1er et 2 juin), etc. À de rares exceptions près, les choses se passent sans incident grave et sans effusion de sang. Partout, ce sont des notables qui sont portés au pouvoir: des aristocrates dans les Asturies et à Séville; des évêques à Saint-Jacques-de-Compostelle et à Santander ; des militaires en Galice, à Grenade, à Carthagène et à Saragosse... C'est une première indication sur le sens d'un mouvement qui, à ce stade, n'a rien de révolutionnaire. À Murcie, la junte est présidée par Floridablanca, cet ancien ministre de Charles III devenu réactionnaire depuis la prise de la Bastille. C'est précisément à la demande de cette dernière junte que se forme, à Aranjuez, le 25 septembre 1808, une Junte centrale, composée de vingt-quatre, puis de trente-quatre représentants des juntes locales, sur la base de deux délégués par junte. La Junte centrale comprend plusieurs anciens ministres - dont Floridablanca, qui la préside, et Jovellanos -, cinq Grands d'Espagne, trois marquis, quatre comtes, deux généraux et seulement deux représentants de ce qu'on pourrait appeler le tiers état. Le secrétaire général en est le poète Quintana, qui rédige la plupart des proclamations. La Junte centrale se préoccupe de coordonner l'action de tous ceux qui refusent de reconnaître « le roi intrus » — c'est ainsi qu'on désigne Joseph Bonaparte - et d'établir progressivement son autorité sur le pays. C'est ce que Quintana appellera plus tard « organiser l'anarchie [11]».

En juin 1808, les Espagnols qui acceptent la situation créée à Bayonne ne prennent pas au sérieux les juntes et ils espèrent asseoir rapidement leur autorité sur l'ensemble du pays. Joseph Bonaparte a fini par céder aux sollicitations de son frère. Le 7 juillet, à Bayonne, il forme un gouvernement dans lequel entrent des personnalités connues et respectées: Urquijo, Cabarrus, l'ancien ambassadeur Fernán Núnez... Il a offert le ministère de l'Intérieur à Jovellanos, qui refuse. Joseph se met en route le 9 juillet. En dépit des cérémonies officielles qu'on organise en son honneur, il ne manque pas de noter la froideur de l'accueil que lui réserve la population. Le 20, il est à Madrid et s'installe au palais royal. Le 25, a lieu la proclamation solennelle du nouveau roi, mais la situation militaire ne lui laisse guère le temps d'organiser quoi que ce soit.

Dans l'ensemble, l'armée espagnole refuse de se mettre aux ordres du « roi intrus ». C'est elle qui, au cours de l'été 1808, met en échec les plans de Napoléon. On pensait pourtant qu'elle ne résisterait pas longtemps aux troupes aguerries que l'empereur avait envoyées dans la péninsule et qu'il n'avait cessé de renforcer depuis octobre 1807. Mal équipée, cette armée est, en outre, très dispersée et sans commandement unifié ; elle obéit aux juntes provinciales qui ne se concertent pas toujours. En Galice, le général Blake dispose de quinze mille soldats; dans le centre, Cuesta en a moins de dix mille. Seule l'armée d'Andalousie, commandée par le général Castaños, paraît capable de tenir tête à l'ennemi avec ses vingt-cinq mille soldats, ses deux mille cavaliers et ses canons. Les deux premiers corps font leur jonction, mais sont battus, le 12 juillet, par Bessières, chargé d'occuper la zone de Valladolid. Ailleurs, les choses se présentent moins bien. Dans l'est, Moncey doit renoncer à prendre Valence ; Lefebvre est arrêté devant Saragosse et Duhesme devant Gérone (20-24 juillet). Reste le général Dupont qui, avec une armée de vingt mille hommes, a reçu mission de débloquer les navires et les marins français rescapés de Trafalgar et menacés d'encerclement à Cadix. Le 7 juin, il entre à Cordoue, mais, le 19, se rendant compte que Castaños tient l'Andalousie, il préfère se retrancher à Andújar pour y attendre des renforts. Il y reste près d'un mois. Menacé par Castaños, Dupont commence alors à se replier vers le col de Despeñaperros, au cœur de la Sierra Morena, qui commande la route de Madrid. Il est arrêté à Bailén par des contingents ennemis qui l'obligent à livrer bataille dans de mauvaises conditions; fatigués, épuisés par la chaleur et la soif, les Français subissent de lourdes pertes. Pour éviter un massacre, Dupont capitule ; les vingt mille soldats de son armée sont conduits en captivité.

En apprenant la nouvelle, Joseph Bonaparte quitte précipitamment Madrid, le 30 juillet, dix jours après y être arrivé ! Les Français se retranchent sur l'Èbre. Le 12 août, Lefebvre lève le siège de Saragosse. La situation n'est guère meilleure au Portugal. En mai, les juntes des Asturies et de Galice, agissant de leur propre initiative, avaient dépêché des agents en Angleterre pour solliciter une aide financière et militaire. L'Angleterre met alors fin à l'état de guerre avec l'Espagne et, à la mi-juillet, elle envoie un corps expéditionnaire, placé sous les ordres de Wellesley, futur duc de Wellington, qui débarque à La Corogne, marche sur Porto où il est accueilli

en libérateur, puis sur Coimbra et Lisbonne. Wellesley oblige le maréchal Junot à capituler à Cintra (30 août 1808).

Les guérilleros et la Grande Armée

Pour la première fois, les armées de Napoléon sont mises en échec. L'empereur décide de prendre lui-même le commandement d'une expédition destinée à reconquérir l'Espagne et à remettre Joseph Bonaparte sur son trône. Il fait appel à des unités de la Grande Armée, des troupes qui se sont illustrées à Austerlitz et à Iéna, avec des généraux d'élite : Soult, Victor, Ney, Masséna... L'affaire est soigneusement préparée, sauf sur un point: l'intendance. Napoléon part du principe que la guerre doit nourrir la guerre : l'armée doit vivre avec les ressources du pays, ce qui n'est pas toujours possible en Espagne à cause de la guérilla. Le 5 novembre 1808, Napoléon est à Vitoria, le 11 à Burgos après que Soult a défait un corps d'armée espagnol. Il marche sur la capitale, mais son infanterie piétine au col de Somosierra, en pleine montagne. En sept minutes, des cavaliers polonais franchissent au galop les deux mille cinq cent mètres de terrain escarpé qui les sépa rent du sommet du col et tombent sur l'artillerie ennemie. Surpris par cette attaque audacieuse, les Espagnols abandonnent leur position ; Napoléon s'engouffre par la brèche (30 novembre 1808). Le 2 décembre, il arrive aux portes de Madrid qu'il occupe le lendemain. La Junte centrale fuit précipitamment vers Séville. Joseph Bonaparte reprend possession du palais royal. Le 17 janvier 1809, Napoléon regagne la France, laissant à ses maréchaux le soin de compléter la reconquête.

Soult vient assez rapidement à bout des troupes espagnoles du nord-ouest. Le 20 janvier 1809, il entre à La Corogne et envahit le Portugal jusqu'à Porto, tandis que Victor avance par la vallée du Tage, mais Wellesley et le corps expéditionnaire anglais empêchent les deux armées de faire leur jonction ; les Français ne peuvent prendre Lisbonne. Les places du nord et de l'est de l'Espagne tombent les unes après les autres, mais au prix de lourdes pertes pour les deux adversaires. Le second siège de Saragosse commence le 29 décembre 1808. Plusieurs assauts sont repoussés. Quand les Français peuvent enfin entrer dans la ville, ils doivent prendre les maisons les unes après les autres. L'épuisement, la famine et l'épidémie

obligent le général Palafox, défenseur de la place, à capituler, le 20 février 1809. Le siège de Gérone, non moins difficile, dure de mai à décembre 1809. Au centre, Soult écrase les Espagnols à Uclés (13 janvier 1809), ce qui permet à son armée de s'enfoncer vers le sud, en occupant successivement la Manche et la vallée du Guadalquivir. En 1810, toute l'Andalousie est sous l'autorité des Français à l'exception de Cadix. En 1811, Napoléon dispose, en Espagne, de plus de trois cent soixante mille hommes, mais ces effectifs sont dispersés dans toute la péninsule et, surtout, ils ne sont pas placés sous un commandement unique. Joseph Bonaparte n'a pas l'autorité suffisante pour s'imposer à des maréchaux qui se jalousent les uns les autres et répugnent à des actions concertées. Cette division et cette désunion facilitent la contre-offensive de l'armée espagnole, réorganisée, appuyée par des francs-tireurs sans cesse plus nombreux et efficaces et par le corps expéditionnaire anglais.

La guérilla avait commencé d'une manière spontanée et sporadique après le 2 mai 1808 par des initiatives individuelles qu'animait le désir de venger les exactions de l'armée française : les réquisitions, le massacre d'une famille, des exécutions sommaires, le pillage et l'incendie d'un village, etc. Bientôt, des chefs se détachent du lot et organisent des groupes de partisans. On les désigne, tantôt par leur nom - Merino, Espoz y Mina -, tantôt par des sobriquets qui rappellent leur origine sociale, leur accoutrement ou leur caractère: l'Étudiant, le Capucin, le Gilet, l'Escargot, l'Obstiné. Certaines de ces bandes (partidas) qui, au début ne comptaient que quelques individus, finissent par ressembler à de véritables armées. En 1813, Espoz y Mina - promu général - a sous ses ordres neuf régiments d'infanterie et deux de cavalerie. L'armement et l'équipement aussi s'améliorent; aux armes blanches et aux tromblons des premiers mois s'ajoutent bientôt les fusils pris à l'ennemi ou fournis par les Anglais. Toutes les régions sont touchées par le phénomène de la guérilla, mais certaines apparaissent dangereuses pour les Français. Le curé Merino se déplace entre Burgos et Valladolid ; le paysan Espoz y Mina est maître en Navarre - les Français parleront de lui comme du roi de Navarre -; l'ancien cordonnier Juan Martin, El Empecinado (l'Obstiné), qui avait déjà fait la guerre du Roussillon en 1794-1795, opère entre Soria, Burgos et Ségovie. La mobilité fait la force et l'efficacité des guérilleros qui gênent les communications et les

mouvements de l'ennemi, détruisent ses dépôts de vivres, attaquent ses arrière-gardes et les détachements isolés. La tactique est simple: jamais d'attaque frontale; on tombe par surprise sur l'ennemi ; on lui cause le plus de pertes possible et on se replie pour reparaître un peu plus loin, quelques jours plus tard. Connaissant bien le pays, les partisans sont insaisissables. C'est en vain que les Français cherchent à les poursuivre ou à les isoler; les représailles à l'encontre des villages qui leur prêtent assistance ne font qu'exaspérer les esprits et accroître le nombre et le prestige des francs-tireurs. Les partisans bénéficient souvent de complicités locales, mais il leur arrive également d'exaspérer la population par leurs exigences et leur comportement. À côté des guérilleros animés d'un esprit patriotique, on trouve aussi, dans les partidas, des repris de justice et des déserteurs qui se conduisent en brigands plus qu'en combattants. Dans sa série sur Les Désastres de la guerre, Goya évoque avec réalisme les malheurs des campagnes d'Espagne, pressurées tour à tour par les Français, les Anglais, les guérilleros, tous se comportant avec une férocité égale à l'égard des civils. C'est la guérilla qui donne à l'expédition d'Espagne son caractère de lutte impitoyable, faite de sauvagerie et de cruauté. La Junte centrale comprend vite l'intérêt de ces combattants sans uniforme. En décembre 1808, elle élabore une sorte de règlement des partisans. En avril 1809, elle promulgue un édit sur la course terrestre qui donne une existence légale aux francs-tireurs et s'efforce de coordonner leurs actions et de les encadrer. La paix revenue, beaucoup de ces partisans auront du mal à retrouver une activité normale. Ils seront disponibles pour toutes les aventures, conspirations, coups de main et pour les guerres civiles qui opposeront, jusqu'aux années 1850 et au-delà, carlistes et libéraux. Ces héros finiront par apparaître, aux yeux des notables, comme des fauteurs de troubles. Selon le mot du romancier Pérez Galdós, la guérilla a été, pour l'Espagne de la première moitié du XIXe siècle, la grande école du désordre (la gran academia del desorden).

La guérilla a contribué à désorganiser le dispositif militaire des Français, mais, à elle seule, elle aurait été incapable de venir à bout de troupes aguerries et bien encadrées par des officiers qui avaient fait leurs preuves sur tous les champs de bataille d'Europe. Les coups décisifs ont été portés par l'armée régulière espagnole et par ses alliés anglais. Dès le 4 juin 1808,

l'Angleterre s'était engagée à fournir aux juntes régionales des subsides et des conseillers militaires et à envoyer un corps expéditionnaire en Espagne. L'alliance avec la Junte centrale est signée en janvier 1809. Le corps expéditionnaire anglais débarque, en deux fois, vingt mille hommes d'abord, puis treize mille. À leur manière, les contingents anglais sont eux aussi insaisissables. La grande façade maritime de la péninsule Ibérique facilite, en effet, des opérations ponctuelles à partir d'un port; on attire ainsi des unités françaises auxquelles on livre combat, mais en évitant de s'enfoncer trop avant dans le pays au risque de se voir coupé de ses arrières. On se dérobe devant une bataille rangée, quand l'issue en paraît incertaine, pour se replier sur des bases flottantes et débarquer sur un autre point du littoral. Cette tactique, jointe à la puissance de feu des Anglais, déconcerte les maréchaux français, obligés de courir d'un point à un autre au prix de marches harassantes, soumis au harcèlement des guérilleros. L'ennemi se dérobe sans cesse, frustrant les Français de toute victoire décisive. Ce n'est qu'en 1812 que Wellesley, devenu duc de Wellington, juge venu le moment de passer à la contre-offensive. Les cinq corps d'armée que Napoléon maintient en Espagne sont dispersés ; entre leurs chefs, il n'existe aucune coordination ni aucun plan d'ensemble. Wellington tire parti de cette situation. En janvier 1812, depuis le Portugal, il attaque en Estrémadure. Le 18, il prend Ciudad Rodrigo, obligeant le général Marmont à se replier sur Salamanque. Trois mois plus tard, Wellington s'empare de Badajoz. Le 17 juin, il entre à Salamanque et c'est tout près de là, au lieu-dit Les Arapiles, qu'il écrase les Français, le 22 juillet. La route de Madrid est ouverte. Wellington y arrive le 11 août, mais, prudent, il préfère ne pas s'éloigner de ses bases et regagne le Portugal. C'était agir sagement. Soult, qui se sentait menacé en Andalousie, lève le siège de Cadix, gagne Valence par la côte et, de là, marche sur Madrid qu'il reprend en janvier 1813. La popularité de Wellington est immense en Espagne. En mars 1811, la Régence avait refusé de le désigner comme commandant militaire des Asturies et de la Galice; c'eût été aliéner une partie de la souveraineté nationale [12]. Après la victoire des Arapiles, les Cortès de Cadix n'ont plus de ces scrupules nationalistes; le 22 septembre 1812, Wellington est nommé général en chef des troupes espagnoles. Il reprend l'offensive en mai 1813. Les Français évacuent de nouveau Madrid, cette fois définitivement. Le 21 juin, l'armée impériale est battue à Vitoria. À la fin du même mois, elle repasse les Pyrénées.

Poursuivant sa marche en avant, Wellington envahit le territoire français en novembre 1813. En décembre, sans même en informer Joseph, Napoléon signe le traité de Valençay par lequel Ferdinand VII retrouve le trône d'Espagne. En avril 1814, il négocie avec Wellington l'évacuation des dernières places que ses armées occupaient encore en Catalogne.

Afrancesados, absolutistes et libéraux

Depuis le 2 mai 1808, les Espagnols sont divisés. Seul un petit nombre accepte le gouvernement de Joseph Bonaparte. La majorité rejette le « roi intrus » et se bat contre l'envahisseur français, mais les opposants ne s'entendent pas entre eux. Les uns demandent le retour du roi légitime, Ferdinand VII, avec toutes ses prérogatives ; les autres souhaitent profiter de l'occasion pour doter l'Espagne d'une constitution moderne qui limiterait l'absolutisme. Comment s'est fait le partage entre afrancesados, légitimistes et libéraux?

Le choix spontané et presque instinctif des absolutistes s'explique aisément. Pour eux, l'Espagne est un État patrimonial, un agrégat dont le monarque constitue le lien. De leur point de vue, la défense de l'Espagne se confond avec celle du souverain légitime, propriétaire de son royaume, comme on disait au XVIe siècle, et cette Espagne ne peut être que catholique au sens le plus traditionnel de ce mot : la religion éclairée des ministres de Charles III les choque presque autant que l'impiété des philosophes français. Une partie importante des classes dirigeantes n'a pas d'autre idée politique. Cette idée, l'immense majorité du peuple - la masse absolutiste, comme dit Miguel Artola - la partage confusément. Le 2 mai et dans les mois qui suivent, on allait répétant : «Vive le roi Ferdinand, la patrie et la religion ! », note Alcalá Galiano qui ajoute cette remarque : le second mot - patrie - était quelque chose de nouveau pour les Espagnols. En effet, la notion de nation appartient au vocabulaire et à l'idéologie des jacobins [13]. Elle est suspecte aux yeux des absolutistes ; ils lui préfèrent celle de patrie qui évoque la terre des ancêtres, un héritage culturel, une tradition et, dans cette tradition, se retrouvent les deux autres termes : la dynastie légitime et le catholicisme.

Ferdinand VII est présenté comme une victime et un prisonnier des Français. C'est à cause des coups portés à la famille royale et à la religion que les absolutistes prennent les armes. Napoléon a été mal renseigné sur l'Espagne. Il la connaît seulement par ce qu'en ont écrit Montesquieu, Voltaire, l'abbé Raynal et les encyclopédistes. Il la voit comme un peuple opprimé par des féodaux, dominé par un clergé obscurantiste et fanatique, soumis à des gouvernants et à des souverains méprisables, ceux qui, à Bayonne, se sont honteusement abaissés devant lui. Napoléon croit arriver en Espagne en libérateur; il pense sincèrement régénérer ce pays, le tirer de sa torpeur, lui donner des institutions modernes. Sa proclamation de Bayonne, le 25 mai 1808, est explicite : « Espagnols ! Après une longue agonie, votre nation périssait. J'ai vu vos maux; je vais y porter remède [...]. Je veux acquérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille; ma mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions et je vous ferai jouir des bienfaits d'une réforme sans froissements, sans désordres, sans convulsion [...]. Espagnols, souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères ; voyez ce que vous êtes devenus. La faute n'en est pas à vous, mais à la mauvaise administration qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les circonstances actuelles; car je veux que vos descendants conservent mon souvenir et disent: "il a été le régénérateur de notre patrie". » La constitution de Bayonne n'a pas d'autre but et, plus encore, les décrets signés le 2 décembre 1808, à Chamartin, avant d'entrer dans Madrid. D'un seul coup, Napoléon abolit l'Ancien Régime, supprime les droits féodaux, la justice seigneuriale, les douanes intérieures, l'Inquisition; il ferme les deux tiers des couvents et il provoque la réaction de ce peuple qu'il voulait libérer de ses chaînes. Comme les ayatollahs qui, en 1979, chassent le shah parce qu'il voulait moderniser l'Iran par des méthodes autoritaires, des centaines de moines se dressent, dans l'Espagne de 1808, pour rejeter des réformes imposées par l'étranger et jugées contraires à la religion traditionnelle et au génie national. Chassés de leurs couvents par les mesures de Napoléon et de Joseph Bonaparte, ils se répandent partout; certains prennent le maquis; tous prêchent contre les Français et leurs complices, présentés comme des sans-Dieu qui persécutent l'Église, commettent des sacrilèges et bafouent les traditions les plus sacrées. Ils invitent la population - qui compte 90 % d'analphabètes - à se battre au nom du Sacré Cœur et de la Vierge du Pilier

de Saragosse ; ils entretiennent la haine de l'étranger, doublement coupable : comme envahisseur et comme destructeur des valeurs traditionnelles, le second aspect l'emportant sur le premier. Les catéchismes imprimés et distribués pendant la guerre d'Indépendance contiennent des phrases comme celles-ci :

« Que sont les Français ?

— D'anciens chrétiens devenus des hérétiques. [...]

- Est-ce pécher que de tuer un Français ?

- Non, mon père ; on fait un acte méritoire en libérant la patrie de ces violents oppresseurs. »

Le patriotisme n'est pas le motif principal qui pousse les absolutistes à se dresser contre Napoléon. La preuve, c'est qu'une dizaine d'années plus tard, en 1823, ces mêmes absolutistes n'hésiteront pas à réclamer une nouvelle intervention française, cette fois pour abattre le régime libéral mis en place par les Cortès de 1820. En 1823 comme en 1808, leur objectif n'a pas changé : il s'agit de rendre au souverain toutes ses prérogatives et de s'opposer à tout changement dans les structures politiques, sociales et idéologiques. Avant d'être patriotes, ils sont réactionnaires. Ce sont les héritiers spirituels de ceux qui, au XVIIIe siècle, n'ont cessé de combattre les idées nouvelles, introduites en Espagne, selon eux, par les admirateurs de la culture française. Dans cette invasion intellectuelle, ils dénonçaient déjà une trahison, une atteinte portée aux valeurs traditionnelles de l'Espagne. Aussi ne sont-ils pas surpris de constater qu'en 1808 certains réformateurs se rangent du côté des Français et deviennent des afrancesados au sens précis que ce mot prend à partir de 1808: des partisans de Joseph Bonaparte. Ce qui les étonne, en revanche, et ce qui surprendra plus tard Menéndez Pelayo qui y verra une inconséquence, c'est que tous les intellectuels formés à la même école n'aient pas fait le même choix : pourquoi certains se rangent-ils derrière Joseph Bonaparte et d'autres - ceux qu'on va appeler les libéraux - décident-ils de se battre à la fois contre l'envahisseur et pour des réformes de structure qui visent à détruire l'Ancien Régime ?

À vrai dire, la plus grande partie des Espagnols n'a guère eu le loisir de réfléchir à ce qu'il convenait de faire ; elle a subi les événements, obéissant, selon les circonstances, aux généraux français, aux fonctionnaires de Joseph

Bonaparte, aux représentants des juntes, aux guérilleros... Certains n'ont pas eu scrupule à tirer parti de la situation et à s'enrichir en se faisant pourvoyeurs d'armes et de vivres pour les uns ou pour les autres. Seule une minorité de notables et d'intellectuels s'est posé des questions. Il n'est pas exclu que le hasard ait joué son rôle dans telle ou telle situation individuelle; certains se sont retrouvés dans une zone occupée par les troupes françaises, se sont ralliés au nouveau régime et ont hésité ensuite à changer de camp [14]. Les hommes ne se déterminent pas toujours au terme d'une réflexion lucide et sereine; l'opportunisme ou l'intérêt peuvent guider leur choix, mais cette explication ne suffit pas à rendre compte de l'ampleur du phénomène. Pour ceux que leurs fonctions et leur culture avaient sensibilisés aux problèmes de leur temps et de leur pays, les convictions politiques ont eu leur importance. Le ralliement au régime joséphin n'est pas le simple prolongement d'une adhésion à des idées venues de France. Le courant réformateur se nourrit d'une tradition nationale qui a eu, au XVIe siècle, des représentants illustres. Quant aux influences étrangères, elles ne se réduisent pas à des sources françaises ; les auteurs anglais ont de plus en plus de lecteurs dans l'Espagne du XVIIIe siècle. D'autre part, les idées françaises ne forment pas un tout homogène ; elles ne déterminent pas nécessairement une conduite politique : on peut s'enthousiasmer à la lecture des philosophes sans se croire obligé pour autant d'adhérer aux principes de la Révolution française ni en approuver tous les développements; on peut aussi admirer la Révolution et être hostile à l'Empire, si l'on considère, par exemple, que Napoléon a détourné à son profit- donc trahi - les idées de 1789. Entre les afrancesados et les libéraux de Cadix, l'historiographie traditionaliste espagnole établissait naguère une différence purement formelle : les premiers seraient des modérés, hostiles au désordre et au tumulte ; les seconds seraient plus véhéments. Ce n'est pas seulement une affaire de tempérament. Les libéraux voient dans l'effondrement des Bourbons, en 1808, l'occasion, pour le peuple, de réassumer une souveraineté nationale que la dynastie régnante a abandonnée. Aux yeux des Joséphins, au contraire, les juntes provinciales qui se forment après le 2 mai sont frappées d'une tache originelle. Issues de l'émeute, elles sont le fruit de l'anarchie et du désordre et les Joséphins n'aiment pas la populace ; ils veulent des réformes, mais à condition qu'elles soient faites dans l'ordre et par le pouvoir légal. Voilà pourquoi tant de représentants du despotisme

éclairé se retrouvent aux côtés de Joseph Bonaparte. Les violences révolutionnaires en France - la Terreur, le procès et l'exécution de Louis XVI - les ont horrifiés. Napoléon représente à leurs yeux l'homme qui a mis fin aux excès de la Révolution, qui a ramené l'ordre, qui s'est réconcilié avec l'Église tout en conservant les grandes conquêtes de 1789 : l'abolition des privilèges, les droits de l'homme, le code civil... Ils ne sont pas rares, en Espagne, ceux qui, avant le 2 mai, admirent le législateur et le brillant général qui passe de surcroît pour un protecteur de l'Espagne. Même des membres du clergé sont séduits; l'inquisiteur général est l'un de ceux-là, de même que Llorente, fonctionnaire de l'Inquisition, qui, depuis qu'il a siégé à la réunion de Bayonne, ne cache pas son enthousiasme. Le régime de Joseph Bonaparte lui apparaît comme une occasion unique d'introduire les changements sociaux, politiques et religieux dont l'Espagne a besoin et que les Bourbons ont été incapables de réaliser. Les afrancesados ont le souci des formes légales, mais ils ne sont pas légitimistes comme les absolutistes. Ils n'ont aucune estime pour les Bourbons qui se sont déshonorés en faisant de Godoy le maître de l'Espagne ; ils constatent aussi que ces Bourbons ont renoncé à leurs droits en faveur de Napoléon; ils lui ont transmis le pouvoir à Bayonne; pourquoi seraient-ils plus royalistes que le roi ? Les afrancesados ont pour eux le droit-les accords de Bayonne - et le prestige de Napoléon. Le régime joséphin correspond parfaitement à leur idéal politique : il représente la légalité, l'ordre, l'autorité, l'assurance que les réformes nécessaires seront introduites judicieusement. Les afrancesados ont du respect pour Joseph Bonaparte qui leur paraît sincèrement désireux de régénérer l'Espagne. De fait, Joseph Ier a pris son rôle très au sérieux; il a eu le souci de s'attacher les élites et le peuple par des mesures pleines de sagesse et par des réformes qui allaient dans le sens de la modernisation sans heurter les sentiments religieux des Espagnols. La suppression des anciens conseils, de la grandesse, des ordres militaires, des charges d'échevins qu'on se transmettait de père en fils, ainsi que la simplification du système fiscal, l'encouragement donné à l'activité économique, le développement de l'instruction publique par la création de lycées et d'écoles techniques, les améliorations et les embellissements apportés dans de nombreuses villes - Madrid, notamment -, toutes ces initiatives, secondées par des ministres intègres et compétents, témoignent d'une volonté de servir le royaume que son frère lui a donné, et les historiens d'aujourd'hui rendent

volontiers justice à Joseph. Malheureusement, celui-ci ne fait pas toujours ce qu'il veut. Les généraux français ne sont pas sous ses ordres ; ils agissent en fonction des impératifs militaires qu'impose la conduite de la guerre ; les réquisitions, les destructions des édifices considérés comme objectifs militaires - ou susceptibles de le devenir -, les représailles, les exécutions sommaires, etc. ne sont pas de nature à rendre populaire le régime joséphin, même si ces exactions ne lui sont pas imputables et s'il les a souvent condamnées. Le pillage des musées nationaux et des archives semble obéir à un plan d'ensemble [15]. De son côté, l'empereur agit et légifère sans informer son frère et sans égard pour son autorité. C'est ainsi qu'ont été signés les décrets de Chamartin, le 2 décembre 1808. Napoléon a voulu déblayer le terrain; il a supprimé l'Ancien Régime avant même que son frère ait recouvré son trône. Joseph a très mal pris la chose ; il est choqué par la désinvolture avec laquelle on traite son gouvernement; il renonce à la couronne, mais l'empereur l'oblige à la reprendre. L'affrontement est plus grave encore en 1810, quand Napoléon envisage d'annexer les territoires situés au nord de l'Ebre et qu'il nomme des gouverneurs militaires pour administrer la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye. Joseph proteste contre cette atteinte à l'intégrité du royaume. En vain.

On mesure par là l'ambiguïté du régime joséphin. Il représente à coup sûr une avancée vers la modernisation de l'Espagne, mais il est imposé par une armée d'occupation qui a d'autres soucis. On comprend les hésitations et le désarroi de beaucoup d'Espagnols : peuvent-ils payer de ce prix la régénération de leur pays ? Les afrancesados ont été pris entre deux feux. Ils font penser à leurs contemporains français, les idéologues (Destutt de Tracy, Volney, Cabanis, Daunou...). Favorables aux réformes, mais effrayés par les excès de la Terreur, ils reportent leurs espoirs sur Napoléon Bonaparte avant d'être déçus par lui. Comme eux, les afrancesados se verront accusés par les réactionnaires d'être allés trop loin, tandis que les libéraux leur feront grief de s'être opposés au courant révolutionnaire ; ils se sont attiré la haine de leurs compatriotes parce qu'ils acceptaient le régime joséphin et celle des militaires français parce qu'ils s'opposaient aux pillages et aux exactions. Beaucoup d'Espagnols leur reprochent d'avoir trahi et d'avoir collaboré avec l'occupant. Le mot de « collaboration » a pris en France depuis 1940 une connotation péjorative ; l'employer pour désigner la

situation de l'Espagne de 1808 serait commettre un anachronisme doublé d'une injustice. Comme les Espagnols qui, après 1789, avaient émigré et s'étaient mis au service de la Révolution française, les afrancesados étaient des patriotes. Ils souffraient de voir leur pays soumis au despotisme et à l'obscurantisme. Ils rejetaient l'Espagne officielle, celle de Godoy et de l'Inquisition; ils rêvaient pour leur patrie d'un autre destin; ils voulaient changer les structures, les institutions et les mentalités. Leur tort a été de croire que la régénération de l'Espagne pouvait s'accomplir sous la protection d'une armée étrangère qui faisait bien peu de cas de l'indépendance nationale. Manuel Azaña a bien exprimé le drame et l'erreur des afrancesados: « Entre un commerce actif et une saine administration, d'une part, et l'indépendance nationale, d'autre part, nous choisissons tous le second terme de l'alternative. C'est l'expérience que les Espagnols ont faite en 1808. Comment douter que le régime de Joseph Bonaparte était plus humain, plus tolérant, plus éclairé du point de vue politique que celui de Ferdinand? La nation a pourtant rejeté Joseph Bonaparte parce que les avantages probables qu'on pouvait espérer de son gouvernement ne pouvaient être mis sur le même plan que ce bien suprême : la dignité et l'indépendance de l'Espagne [16]. »

Reste le troisième groupe, les hommes qui rejettent le régime joséphin et l'occupation française, mais pas pour les mêmes raisons que les absolutistes. On ne va tarder à les appeler des libéraux. Le mot apparaît pour la première fois à Cadix, en 1811, avec le sens que nous lui donnons aujourd'hui, pour désigner, non pas une doctrine économique - laissez faire, laissez passer -, ni même un parti politique précis, mais une attitude : l'attachement aux libertés publiques comme antidote du despotisme. D'Espagne, l'adjectif « libéral » et le substantif « libéralisme » passent en Europe et enrichissent le vocabulaire de la science politique, comme d'autres nés à la même époque ou un peu plus tard: camarilla, pronunciamiento... D'une manière générale, les libéraux représentent le parti du mouvement contre les conservateurs, la gauche contre la droite. En Espagne, en 1808, ils se battent à la fois contre les Français et contre l'Ancien Régime; c'est ce qui les distingue des afrancesados et des absolutistes. Le poète Quintana, porte-parole de la junte centrale, s'exprime très clairement là-dessus: il ne s'agit pas seulement de chasser l'envahisseur, mais aussi d'établir sur des bases solides « le bonheur

de l'Espagne » en élaborant une constitution qui rende impossibles les «abus d'autrefois », les «vices énormes et invétérés d'une administration corrompue ». Comme les afrancesados, les libéraux sont les héritiers spirituels des Lumières, mais, pour eux, Napoléon a détourné la Révolution de son cours ; il a mis fin à la liberté pour établir sa dictature. Voici comment La Forest, ambassadeur de Napoléon, juge Quintana, en octobre 1810: un homme connu pour la pétulance de ses idées républicaines, grand admirateur de la Convention, plus réservé à l'égard du Directoire, franchement hostile à la France depuis le 18 brumaire. En d'autres termes, ce que Quintana et, avec lui, les libéraux admirent, ce n'est pas la France; ce sont les idéaux qu'elle a incarnés sous la Révolution et que Napoléon aurait trahis. En 1808, ils retournent contre la France l'idée de nation, d'origine française: pour eux, comme pour les jacobins, la nation ne se confond pas avec la dynastie régnante; elle désigne une communauté indépendante de toute dynastie. À la limite, peu importe la forme du régime - république ou monarchie -; seul compte le contenu : la souveraineté réside dans la nation. C'est encore par là qu'ils se séparent des afrancesados, attachés à la forme monarchique du régime parce qu'ils y voient une assurance contre les aventures révolutionnaires, contre les violences et contre les débordements de la populace, sans que cette adhésion raisonnée implique la fidélité à une dynastie particulière.

La division des élites espagnoles en 1808 ne doit donc rien au hasard; elle obéit à une logique. Le choix des absolutistes s'explique par leur fidélité inconditionnelle aux formes de vie traditionnelles. Les fils spirituels de l'Aufklärung obéissent à d'autres motivations. Ce qui les sépare, c'est d'abord une différence de tempérament: on est révolutionnaire ou réformiste. C'est aussi une question de doctrine : on est pour ou contre la souveraineté nationale. C'est enfin un problème de génération : les anciens se sentent plus à l'aise avec Joseph Bonaparte qui leur rappelle Charles III — des réformes prudentes et progressives, décidées d'en haut, dans la légalité et dans l'ordre -; les jeunes se sont enthousiasmés pour la Révolution française ; le tumulte ne leur fait pas peur. Ce schéma d'explication ne rend certes pas compte de toutes les situations individuelles, mais il permet de comprendre l'évolution générale. On s'explique aisément l'attitude de Floridablanca : depuis 1789, il a pris en

horreur tout ce qui vient de France; on ne s'étonne donc pas de le voir siéger à la Junte centrale où les absolutistes sont en majorité. Le cas de Jovellanos est plus complexe. Son tempérament politique aurait dû l'amener à devenir joséphin comme son disciple et ami Meléndez Valdés : goût de l'ordre, sens des nuances, modération, souci de ménager les étapes... Jovellanos, pourtant, repousse la proposition de Joseph Bonaparte qui voulait lui confier le ministère de l'Intérieur; la répugnance à accepter la domination de l'étranger l'emporte. Il siège à la Junte centrale, puis aux Cortès de Cadix où il est singulièrement isolé. Il s'oppose aux libéraux sur trois points essentiels.

Il est contre le principe de la souveraineté nationale; pour lui, la souveraineté réside dans le roi. Bien qu'il n'ait aucune raison de soutenir la cause des Bourbons qui l'ont persécuté et jeté en prison, Jovellanos reste sensible à la légitimité qu'ils représentent; c'est ce qui le rapproche des absolutistes : il est très attaché aux formes héritées du passé, les réformes doivent s'enraciner dans la tradition, non rompre avec elle. De ce point de vue, il est résolument antilibéral.

Il est contre l'égalité des droits; il reste convaincu de la légitimité et de la nécessité de la noblesse.

Il se méfie de l'opinion publique et il voudrait limiter la liberté de la presse.

La constitution de Cadix

La Junte centrale se réunit d'abord à Aranjuez, puis à Séville. Quand la Grande Armée envahit l'Andalousie, elle se replie à Cadix et, enfin, dans l'île de Léon. Floridablanca la préside jusqu'à sa mort, en décembre 1808. Émanation des juntes provinciales qui se sont formées après les manifestations de mai, elle est composée en majorité par des notables peu portés aux innovations. On retiendra, de ce point de vue, deux mesures significatives : la décision de suspendre la vente des biens du clergé et celle d'autoriser les jésuites à rentrer en Espagne à titre individuel. Ce n'est même pas du conservatisme ; c'est une régression.

La Junte se dissout en janvier 1810 après avoir désigné un conseil de régence chargé d'organiser une réunion des Cortès. En principe, ces Cortès auraient dû être convoquées selon l'ancienne formule, par états (noblesse, clergé, représentants des villes). On ne sait trop pourquoi, la Régence ne tient pas compte de ce vœu. Elle imagine un système compliqué d'élection à trois degrés sur la base d'un député pour cinquante mille habitants. Pour les circonscriptions où la situation militaire a empêché le scrutin de se dérouler normalement ou encore pour les territoires américains, on décide, en attendant l'arrivée des députés régulièrement élus, de désigner des suppléants choisis parmi les ressortissants de ces circonscriptions qui résident à Cadix. Il s'agit souvent de négociants et de bourgeois, plus sensibles aux idées nouvelles que les notables traditionnels. Le courant favorable à des réformes de structure s'en trouve renforcé. Les ecclésiastiques - une centaine — forment le tiers de l'assemblée. La plupart viennent des couches moyennes du clergé: chanoines, professeurs d'université, plutôt favorables à des réformes, eux aussi. Enfin, la force du courant libéral, aux Cortès, tient aussi à la personnalité de ses représentants. Le comte de Toreno, Argüelles, Quintana et d'autres sont des orateurs de talent qui savent se faire entendre. Ils inaugurent brillamment l'histoire du parlementarisme en Espagne en lui donnant un caractère qu'il conservera jusqu'au XXe siècle: l'éloquence prime sur la rigueur de l'argumentation; c'est pourquoi les avocats sont plus nombreux que les techniciens et les hommes de terrain. À Cadix, l'influence des libéraux est relayée par celle des services administratifs des Cortès; le bibliothécaire B. J. Gallardo met son érudition - il est l'un des maîtres de la bibliographie espagnole - au service de ses idées avancées en fournissant aux députés les références et les précédents historiques qui peuvent leur être utiles. Une dernière circonstance contribue à créer à donner au courant libéral une importance qu'il n'a pas en réa lité ; c'est l'atmosphère de Cadix, ville qui, par son port et son commerce international, est ouverte sur le monde extérieur. La bourgeoisie y est très présente et active - fait exceptionnel dans l'Espagne du temps -; les nouvelles d'Europe arrivent vite et sont commentées dans les cafés, dans les cercles et dans les journaux qui s'impriment librement. Des Cortès qui se seraient tenues dans une autre ville d'Espagne auraient été soumises à de tout autres pressions idéologiques, ce qui n'aurait pas manqué d'influer sur leurs délibérations. Un incident significatif se produit lors de la

séance d'ouverture, le 24 octobre 1810. Le président du conseil de régence, Pedro Quevedo, évêque d'Orense, refuse de prêter serment de fidélité aux Cortès qui se sont proclamées dépositaires de la souveraineté nationale ; il ne reconnaît d'autre souverain que Ferdinand VII. C'est la première d'une longue série de divergences entre la majorité des Cortès et la Régence sur le rôle respectif des deux institutions. On en a encore un exemple quand les députés décident de supprimer l'Inquisition. Les Cortès demandent que le décret soit lu dans toutes les églises pendant trois dimanches consécutifs; le clergé refuse et la Régence s'abstient de prendre position. Les Cortès suppriment le régime seigneurial, les biens communaux, les corporations et tout ce qui représente l'Ancien Régime.

La constitution élaborée à Cadix s'inspire de l'idéologie libérale, malgré l'article 12 sur la religion de la nation espagnole « qui est et sera perpétuellement la religion catholique, apostolique et romaine et la seule vraie. La nation la protège par des lois sages et justes et interdit l'exercice de toutes les autres ». La nation est définie comme l'ensemble des Espagnols des deux hémisphères, sans distinction de classes ni d'états. La constitution affirme le principe de la souveraineté nationale qu'elle place au-dessus du roi. Contre Jovellanos qui préconisait un système à l'anglaise, avec une chambre haute qui aurait fait contrepoids à la chambre basse, la constitution prévoit un régime d'assemblée, avec une chambre unique qui partage avec le roi le pouvoir législatif; cette Chambre - pour laquelle on conserve l'appellation traditionnelle de Cortès — sera élue au suffrage censitaire à trois degrés (par paroisse, par district et par province). La constitution envisage la création d'une milice : la force militaire nationale permanente dont les cadres ne seront plus obligatoirement nobles.

Certains s'inquiètent de ces institutions qui rappellent celles de la France révolutionnaire. Les libéraux répondent en invoquant les traditions « démocratiques » de l'Espagne, étouffées par les Habsbourgs - une dynastie étrangère ! - qui, après avoir écrasé les comuneros à Villalar (1521), ont établi un régime tyrannique et ont retiré aux Cortès toute représentativité et toute intervention dans les affaires politiques. Obsédés par les images et les grandes pensées de la Révolution française, les libéraux espagnols qui ont refusé de capituler devant Napoléon projettent dans le passé leurs préoccupations. Frappés par des analogies formelles, ils croient reconnaître

dans les comuneros des précurseurs et dans la révolution avortée de 1520-1521 la préfiguration de leur combat actuel pour la liberté. Pour Quintana, Martínez de La Rosa et d'autres, il est réconfortant de se découvrir des « grands ancêtres » dans sa propre patrie. Par-delà les siècles, ils croient renouer avec des théories politiques longtemps proscrites. À la faveur d'un ana chronisme et par le glissement subtil d'un patriotisme exaspéré, ils se débarrassent en partie de leur dette à l'égard des idées françaises ; ils reprennent le cours de l'histoire espagnole interrompu en 1521. La théorie des Cortès qu'élabore au même moment Martínez Marina va dans le même sens : sur le terrain de la liberté politique et du système représentatif, l'Espagne n'a rien à envier aux autres nations d'Europe. On assiste ainsi, dans le Cadix des années 1810, à un spectacle paradoxal: les absolutistes invoquent la liberté en défendant leur territoire contre les soldats de Napoléon et les libéraux se réclament de la tradition pour détruire l'Ancien Régime ! La constitution de Cadix est appelée à devenir la référence obligée des libéraux espagnols du XIXe siècle, avec toute l'idéologie qui en découle : fidélité à l'idéal de la Révolution française corrigé par l'attachement à un passé antérieur à l'avènement des Habsbourgs et idéalisé, souveraineté nationale, horreur du despotisme...

La constitution est adoptée le 11 mars 1812. Elle est promulguée le 19, fête de la Saint-Joseph; c'est pourquoi ses adeptes l'appelleront familièrement la Pepa (la Josèphe). Les députés se séparent dix-huit mois plus tard, le 14 septembre 1813, et se donnent rendez-vous à Madrid, pour le 15 janvier suivant. Entre-temps, Napoléon aura rendu sa couronne à Ferdinand VII, ce qui crée une situation entièrement nouvelle.

LE RÈGNE DE FERDINAND VII (1814-1833)

L'Espagne que Ferdinand VII retrouve en 1814 ne ressemble guère à celle qu'il a quittée, six ans plus tôt, dans des circonstances peu glorieuses. C'est un pays que la guerre a ruiné et coupé de ses territoires américains. La société et l'esprit public ont profondément changé. Les cadres de l'armée ne sont plus comme autrefois issus exclusivement des milieux aristocratiques ; beaucoup viennent des classes moyennes ou sont d'anciens guérilleros qui n'entendent pas rentrer dans le rang. Les hommes qui ont siégé dans les

juntes ou aux Cortès ont pris goût aux débats politiques et à la liberté d'expression; accepteront-ils de s'effacer sans protester?

L'Espagne en 1814

La guerre d'Indépendance a été une catastrophe. En 1808, malgré des déficiences, l'Espagne était un pays plein de promesses; en 1814, elle est devenue un champ de ruines. Les belligérants ont souvent pratiqué la tactique de la terre brûlée, les guérilleros et les Anglais autant que les Français [17]. L'élevage (moutons, bovins, chevaux) a subi des pertes terribles et ne retrouvera jamais l'importance qu'il avait avant 1808. Presque tous les ponts sur le Tage et sur l'Èbre ont été détruits; le pont de Mérida, sur le Guadiana, était encore en ruine en 1835. Le commerce et l'industrie sont paralysés. Voici le cas de la Catalogne, étudié par Pierre Vilar. Entre 1807 et 1815, le trafic, réduit aux opéra tions clandestines des perceurs de blocus, tombe presque à zéro ; il ne remonte qu'à partir de 1830. Dans le reste de l'Espagne, la reprise est beaucoup plus tardive. Circonstance aggravante, la fin de la guerre d'Indépendance coïncide avec le début d'une dépression européenne. La conjoncture avait été favorable à l'Espagne, au XVIIIe siècle; en 1814, elle joue contre la reconstruction; la tendance est à la baisse des prix; elle entraîne le marasme des affaires, le sous-emploi, la stagnation.

La situation financière n'est pas moins grave. Il y a d'abord l'héritage du passé : les vales émis sous Charles III et sous Charles IV, qui n'ont cessé de se déprécier. La guerre n'a rien arrangé. Chaque junte, chaque ville même, émet ses pièces ou ses billets, sans parler des monnaies anglaises ou françaises introduites par les belligérants. Privé des arrivées d'argent d'Amérique, l'État n'arrive pas à rétablir une situation saine. Ferdinand VII refuse de dévaluer; il s'y résigne sous la pression des libéraux, revenus au pouvoir en 1820, mais, après leur élimination, la mesure est rapportée. Les monnaies espagnoles fuient; vers 1830, la moitié des pièces en circulation sont des napoléons. Ferdinand VII trouve une solution en empruntant à l'étranger; en 1834, l'Espagne s'est terriblement endettée auprès de l'Angleterre et de la France. Ces opérations de crédit grèvent le budget de l'État, mais enrichissent les intermédiaires. C'est de cette époque que date la fortune d'Alexandre Aguado, ancien afrancesado à qui Ferdinand VII confie

le soin de négocier des emprunts sur la place de Paris. Aguado devient vite l'un des plus gros banquiers du temps ; il aurait partiellement inspiré le personnage de Nucingen, dans les romans de Balzac [18].

La guerre a fait des milliers de victimes, peut-être cinq cent mille, mais, dans ce domaine, la reprise est plus rapide. La démographie espa gnole du XIXe siècle est encore une démographie primitive, avec des taux élevés de naissances et une forte mortalité, une espérance de vie plus courte que dans le reste de l'Europe, malgré la vaccination antivariolique obligatoire, en principe, depuis 1814. La population croît plus vite que les ressources. L'Espagne n'arrive pas à la nourrir ni à lui donner du travail. La moitié seulement de ses douze millions d'habitants a une activité régulière, presque toujours dans l'agriculture, mais moins du tiers du sol est mis en valeur. La grande propriété aristocratique ou ecclésiastique et les biens de mainmorte font obstacle à l'extension et à l'intensification des cultures. Les paysans sans terre et sans travail abondent, ainsi que les chômeurs et les vagabonds. Certaines zones sont infestées de bandits qui détroussent les voyageurs [19].

Sur le plan international, la situation n'est pas brillante. L'émancipation des territoires américains, qui a commencé en 1810 et qui se termine vers 1825, porte un coup sensible à la puissance de l'Espagne. Avant même que ce processus ne soit achevé, elle subit une humilia tion douloureuse : bien qu'elle ait participé à la lutte contre la France napoléonienne, elle se voit exclue de l'ordre européen qui se met en place en 1815, alors que la France vaincue y est associée en 1818. Elle espérait l'appui de la Sainte Alliance pour rétablir son autorité en Amérique, mais l'Angleterre s'y oppose. Coupée de ses colonies, dominée financièrement par l'étranger, l'Espagne n'est plus, en 1814, qu'une nation de second ordre. Au XVIIIe siècle, elle passait, aux yeux des encyclopédistes, pour le pays de l'obscurantisme et de l'intolérance. Au XIXe, beaucoup d'étrangers la voient comme une terre cruelle et barbare. On avait exalté l'héroïsme des combattants du 2 mai et de Bailén, des défenseurs de Saragosse et des guérilleros qui avaient mis en échec Napoléon. Après 1815, on ne retient plus guère que la férocité des combats, le zèle des moines qui invitaient les fidèles à voir en tout Français un suppôt de Satan. Les récits des anciens combattants entretiennent cette image, que renforcent par la suite les guerres carlistes, d'une Espagne fanatique et cruelle. Les romantiques français contribuent, à leur façon, à

fausser les perspectives. L'Espagne, pour eux, est à la fois l'antichambre de l'Orient et un pays où le pittoresque du Moyen Âge s'est maintenu plus longtemps qu'ailleurs. Chateaubriand l'avait traversée en 1807 en revenant de Jérusalem. L'Alhambra l'avait vivement impressionné et la lecture des Guerres civiles de Grenade de Pérez de Hita, ouvrage ancien traduit en 1809, lui fournit les thèmes d'un roman, Les Aventures du dernier Abencérage, dont les héros, maures et chrétiens, communient dans le culte de l'honneur. L'hispanisme de Victor Hugo est plus complexe. Son père, général de l'Empire, l'avait amené avec lui à Madrid, en 1811, et ce séjour lui avait laissé le goût des mœurs et de la littérature espa gnoles, celui du romancero en particulier qui inspire bien des compositions des Orientales et de la Légende des siècles. Un peu plus tard Mérimée s'attache à mettre en valeur l'individualisme, l'orgueil d'une nation fière de son passé, la violence de l'instinct, le sens de l'honneur, le goût de la liberté et de l'indépendance, sans que cette Espagne-là fasse oublier l'autre, celle des moines, des mendiants, des bandits de grand chemin. Carmen symbolise cette Espagne romantique pour la plus grande irritation des Espagnols cultivés, une Espagne plus africaine qu'européenne où l'on va chercher le dépaysement, des émotions fortes, du pittoresque. Rien de plus instructif à cet égard que les récits des voyageurs français en Espagne, y compris les plus grands : Custine, Théophile Gautier, Alexandre Dumas. Ils évoquent rapidement la Vieille Castille, misérable mais encore familière à cause de ses monuments qui rappellent l'art roman et les cathédrales gothiques. Ils ont le frisson en franchissant le défilé de Pancorbo : ils redoutent les brigands, mais seraient déçus de ne pas les voir. Le choc se produit à Tolède avec les premiers témoignages de l'architecture mauresque; ils se sentent déjà en Orient, mais ce n'est rien à côté de ce qui attend nos voyageurs après les gorges de Despeñaperros, en pleine Sierra Morena, infestée de brigands. Ils pénètrent alors dans ce qui, pour eux, est vraiment l'Espagne, l'Andalousie, avec ses parfums d'orangers, ses monuments, les ruelles de ses villes, la fierté des indigènes, la beauté sauvage des femmes... L'Espagne séduit les romantiques par son anachronisme, mais elle déconcerte les esprits éclairés qui refu sent de voir en elle un pays civilisé. Il faudra attendre les premières années du xxe siècle pour que les écrivains et artistes français, sans renoncer à la fascination de l'Andalousie, découvrent un autre aspect de l'Espagne, celui des hidalgos, des mystiques et du Greco.

Du point de vue politique et social, les forces conservatrices - la noblesse et le clergé, qui, à eux deux, détiennent l'essentiel de la richesse foncière du pays - reprennent le dessus. La haute aristocratie — les ducs d'Albe, d'Osuna, de l'Infantado, de Medinaceli, etc. - pèsent de tout leur poids en faveur d'une politique de réaction dans tous les domaines. Le clergé s'accroche aux structures du passé et fait campagne contre les idées nouvelles, accusées de pervertir l'Espagne tra ditionnelle, monarchique et catholique. La défaite de Napoléon sous les coups d'une coalition qui prône le retour au principe de légitimité - la Prusse, l'Autriche et la Russie vont bientôt former ce qu'on appellera la Sainte Alliance - fait renaître l'espoir chez les absolutistes espagnols. Ils n'avaient pu empêcher le vote, à Cadix, d'une constitution libérale. Ils redressent maintenant la tête. Dans les premières semaines de 1814, avant même le retour de Ferdinand VII en Espagne, ils l'invitent à ne tenir aucun compte de l'œuvre des Cortès et à rétablir l'Ancien Régime. C'est le texte connu sous le nom de Manifeste des Perses à cause de la première phrase de ce document: « Il était d'usage chez les anciens Perses de vivre pendant cinq jours dans l'anarchie après la mort d'un roi afin de montrer plus de dévouement au nouveau souverain après avoir assisté aux assassinats, aux vols et aux abominations commis pendant cette période. » L'allusion à la situation espagnole est transparente ; il est temps de refermer la parenthèse ouverte en 1808. « La monarchie absolue - poursuit le Manifeste - est l'œuvre de la raison et de l'intelligence ; elle obéit à la loi de Dieu. » Les « Perses » sug gèrent à Ferdinand VII de convoquer de nouvelles Cortès, conformes à la tradition, c'est-à-dire par états, et de gouverner avec elles après avoir exigé des comptes de ceux qui avaient disposé des fonds publics pendant la guerre. Ce document constitue la charte des réactionnaires espagnols de la première moitié du XIXe siècle, quel que soit le nom qu'on leur donne : absolutistes, apostoliques, carlistes ou encore serviles (parce qu'ils se flattent d'obéir inconditionnellement au roi).

La conjoncture n'est pas favorable au mouvement réformateur qui sort affaibli et divisé de la crise des années 1808-1814. Les afrancesados, discrédités, sont en exil ou se terrent. Les libéraux se recrutent au sein de la bourgeoisie qui, en Espagne, est minoritaire; elle n'existe vraiment que dans quelques villes de la périphérie - à Barcelone, à Cadix. Ces libéraux ne

peuvent guère compter sur le peuple, soumis à l'influence des ordres privilégiés. Ce peuple, dont ils exaltaient hier l'héroïsme et les sacrifices, leur paraît maintenant versatile et dangereux; ils s'en méfient et le méprisent. Quintana aura des mots très durs sur la populace : « Tous les peuples sont ignorants et pleins de préjugés et malheureusement le peuple espagnol l'est autant ou plus que tous les autres peuples d'Europe. »

Dans un pays comme l'Espagne de 1814 où l'opinion publique est inexistante, où il n'y a ni partis politiques, ni liberté d'association ni presse libre, l'armée représente, avec le clergé, la seule force sociale organisée. Cette armée a été profondément transformée. Ses cadres ne sont plus seulement des nobles, comme autrefois. Beaucoup d'officiers, maintenant, sont d'origine modeste. L'armée constitue pour eux un moyen de promotion sociale. Ceux qui appartiennent à des corps techniques — la marine ou l'artillerie - ont une formation professionnelle et une compétence supérieure. En contact avec l'étranger quand ils combattaient aux côtés des Anglais ou quand ils se trouvaient en captivité en France, ces officiers ont eu l'occasion d'acquérir une culture et une conscience politiques qui manquent à la plupart de leurs compatriotes. Certains sont francs-maçons. Il ne faut pas exagérer l'importance de la franc-maçonnerie dans l'Espagne du XIXe siècle ; on se gardera aussi de la sous-estimer. La franc-maçonnerie a permis aux officiers qui y étaient affiliés de rencontrer des hommes venus d'autres milieux sociaux: des bourgeois, des négociants, des intellectuels... Enfin, parce qu'ils ont contribué à la libération du territoire et parce qu'ils ont été associés aux efforts de la Junte centrale, puis des Cortès de Cadix pour donner à l'Espagne des institutions modernes, beaucoup de militaires ont été indignés par les premiers actes de Ferdinand VII et par la réaction qui a accompagné son retour. À Toulouse, Wellington a beaucoup de mal à contenir la colère des officiers espagnols quand ils apprennent que la constitution de Cadix vient d'être abolie. Face à des féodaux attachés à des privilèges d'un autre âge, les officiers forment une sorte de classe moyenne, instruite, honnête, soucieuse de moderniser le pays, capable aussi de fournir à la nation les cadres dont elle manque ou d'appuyer ceux qui existent, mais que l'oligarchie nobiliaire et cléricale tient à l'écart des affaires. C'est pourquoi une partie d'entre eux est tentée de jouer un rôle politique.

Cette intervention des militaires dans la vie politique prend la forme du pronunciamiento[20]. Le mot et la chose sont souvent mal compris. Un pronunciamiento n'est pas un putsch; c'en est même le contraire. Quand les partis et les hommes politiques hésitent sur la voie à suivre, quand aucun groupe n'est assez fort pour imposer son point de vue, l'armée tranche ; elle « se prononce » en faveur de telle ou telle orientation. Elle n'use pas de la violence ; elle exerce un chantage à la violence. Les généraux Riego, Espartero, O'Donnell, Narváez, Prim, acteurs de la vie politique dans la première moitié du XIXe siècle, réagissent avant tout en hommes politiques, en chefs de partis; ce qui les intéresse, c'est de faire triompher une cause, pas de mettre l'armée au pouvoir. Ces militaires ne sont pas des militaristes. Les choses changeront à la fin du XIXe siècle. L'armée aura alors de plus en plus tendance à réagir comme telle et à se substituer au pouvoir civil. La dictature de Primo de Rivera en 1923, celle de Franco à partir de 1936, sont des coups d'État, des putschs ; ce ne sont plus des pronunciamientos. Contrairement à une idée reçue, le militarisme, en Espagne, ne s'est développé que tardivement. Ajoutons que la plupart des pronunciamientos du XIXe siècle ont pour objet de rétablir les libertés publiques, non de les supprimer; ils sont plutôt favorables au libéralisme.

Le rétablissement de l'Ancien Régime

Il était le Désiré (El Deseado). Des milliers d'hommes étaient morts pour lui rendre son trône. On attendait avec impatience son retour. Quelle va être l'attitude de Ferdinand VII au moment où le régime napoléonien s'effondre en Espagne comme en France?

En novembre 1813, l'empereur prend la mesure de la situation. Les Alliés sont sur le point d'envahir le territoire français. Pour repousser cette offensive, il a besoin de toutes ses forces, notamment de celles qui sont encore immobilisées en Espagne ou qui luttent contre les Anglo-Espagnols dans le sud-ouest de la France. Il offre à Ferdinand VII, assigné à résidence à Valençay, de le remettre sur le trône en échange d'une amnistie pour les afrancesados et d'une rupture avec l'Angleterre. Ferdinand accepte de signer le traité de Valençay (11 décembre 1813), mais il souhaite avoir l'accord de la Régence. Celle-ci, qui s'installe à Madrid en janvier 1814, refuse de

rompre avec l'Angleterre et s'en tient à une délibération des Cortès dé janvier 1811: aucun des actes signés par le roi pendant sa captivité n'est valable; avant d'être rétabli dans ses droits, le roi doit jurer d'appliquer loyalement la constitution de 1812. Napoléon s'inquiète, mais il n'est plus maître de la situation - la campagne de France vient de commencer. Il relâche son prisonnier (7 février 1814). Ferdinand VII informe la Régence qu'il se dispose à rentrer en Espagne; sur la politique qu'il compte suivre, il se contente d'une phrase vague : tout aura son approbation si cela se révèle conforme à ses royales intentions... Le 22 mars, Ferdinand arrive à la frontière catalane. Le lendemain, il est à Gérone, puis, rejetant l'itinéraire prévu par les Cortès, il évite de passer par Barcelone sous prétexte que des garnisons françaises sont encore dans la ville ; en réalité, il craint d'y trouver des groupes favorables au régime constitutionnel. Il décide donc de se rendre à Saragosse et, de là, il gagne Valence où il arrive le 16 avril. Partout, la population réserve à Ferdinand un accueil enthousiaste. Sur son passage, la foule crie : « Vive le roi! » mais aussi : « À bas les Cortès et la constitution ! Vive le roi absolu ! » À Valence, vient le rejoindre une délégation des Grands d'Espagne qui, à quelques exceptions près, le mettent en garde contre les Cortès; Elío, capitaine général de la région, fait jurer à ses soldats de soutenir le souverain et tous ses droits. Le cardinal Louis de Bourbon, président du conseil de régence, n'a pas la force d'âme nécessaire pour s'opposer au courant qui pousse Ferdinand VII à l'intransigeance. Les nouvelles qui parviennent de France ne peuvent que l'encourager: Louis XVIII fait son entrée à Paris, le 3 mai.

Pendant qu'à Madrid les députés aux Cortès, aveugles ou inconscients, règlent dans ses moindres détails la cérémonie au cours de laquelle le roi prêtera serment à la constitution, à Valence, Ferdinand VII signe la série de décrets, datés du 4 mai, mais tenus secrets, qui portent condamnation de tout ce qui s'est fait depuis 1808: la constitution est déclarée nulle. Deux des trois régents (Ciscar et Agar) et trente personnalités connues pour leurs idées libérales [21]sont dénoncés comme « adeptes des innovations, fidèles imitateurs de la Révolution française », coupables d'avoir substitué la souveraineté de la nation à celle du roi, d'avoir fermé des couvents, aboli le régime seigneurial, bref d'avoir «persécuté le clergé et la noblesse ». Après avoir pris la précaution d'envoyer des régiments dévoués dans la capitale et

dans les environs, Ferdinand VII entreprend, le 5 mai, une marche triomphale vers Madrid. Le coup d'État qui rétablit l'Ancien Régime a lieu dans la nuit du 10 au 11 mai. Les arrestations commencent ; ceux des libéraux qui le peuvent s'exilent. Le 11 mai, un numéro spécial de la Gazette de Madrid publie les décrets du 4. Le même jour, le comte de Montijo organise une manifestation qui parcourt les rues de la capitale aux cris de « Vive la religion ! À bas les Cortès ! Vive l'Inquisition ! ». La salle des séances des Cortès est investie et saccagée. Le lendemain, le Manifeste des Perses est imprimé aux frais de l'État, précédé d'une déclaration royale : ce document montre « les vices et la nullité de la prétendue constitution politique élaborée par une assemblée qui s'était donné à elle-même le titre de Cortès générales et extraordinaires de la nation ».

La répression commence aussitôt. On instruit le procès des chefs libéraux pour atteinte à l'autorité du souverain. Le roi trouve que les tribunaux ne vont pas assez vite; en décembre 1815, il décide lui-même des sanctions à infliger aux « coupables ». Une démarche du gouvernement anglais le dissuade d'aller jusqu'à la peine de mort. À défaut, les peines vont de l'assignation à résidence à la déportation dans les bagnes d'Afrique en passant par la réclusion dans un couvent ou dans une prison. D'autres perdent les emplois qu'ils occupaient. C'est le cas, en particulier, d'un certain nombre de militaires à qui on reproche leur adhésion - réelle ou supposée — à la cause du libéra lisme parce qu'ils se sont distingués pendant la guerre d'Indépendance : Mina, Porlier, Lacy, Vidal tombent en disgrâce. En violation du traité de Valençay, les afrancesados qui n'ont pas pris la fuite sont eux aussi jetés en prison. Des hommes dévoués à l'absolutisme sont chargés de veiller au maintien de l'ordre dans les points sensibles (Madrid, Séville...). Personne n'ose protester contre une répression qui frappe indistinctement afrancesados et libéraux. Dans le même temps, des évêques réclament, avec d'autres, et obtiennent le rétablissement de l'Inquisition et le retour des jésuites dont la présence est jugée indispensable pour la sécurité du trône et de l'autel.

Ferdinand VII met en place de nouveaux organes de gouvernement. Les anciens Conseils, qui avaient fait la preuve de leur inefficacité, ressuscitent. Les ministres sont choisis en fonction de leurs opinions réactionnaires. Ce sont, le plus souvent, de simples exécutants. La réalité du pouvoir

appartient à ce qu'on appelle le petit comité ou la petite chambre - camarilla -, un groupe restreint de familiers du roi ; ce sont eux qui prennent les décisions importantes. En font partie le chanoine Escoiquiz, vieux complice de Ferdinand VII depuis 1807, le duc de San Carlos, l'un des conjurés du 19 mars 1808, le duc d'Alagon, réputé pour ses exploits amoureux, le nonce du pape et même le baron Tatitschef, chargé d'affaires du tsar, qui dirige en fait la diplomatie espagnole et qui s'arrange pour faire acheter par l'Espagne huit bâtiments de guerre dont la Russie cherchait à se débarrasser... Véritable gouvernement parallèle et occulte, la camarilla ne forme pas un bloc homogène et cohérent. Ceux qui y sont admis se surveillent, se détestent, se dénoncent les uns les autres. Dès qu'ils cessent de plaire, on les chasse quand on ne les jette pas en prison. Les intrigues le disputent à l'immoralité. Le seul ministre compétent, au cours de cette période, est Martin de Garay, un « libéral qu'on rappelle d'exil parce qu'on a besoin de lui pour redresser les finances, mais la camarilla obtient son renvoi en septembre 1818, alors qu'il s'efforçait d'équilibrer les recettes et les dépenses et qu'il avait l'accord du roi pour imposer le clergé et réduire de moitié le nombre des officiers d'état-major. La camarilla caractérise les méthodes de gouvernement de Ferdinand VII. Ce n'est même pas de l'absolutisme tel que le sou haitaient les Perses ; ceux-ci recommandaient bien une monarchie de droit divin, mais dans laquelle le roi prendrait conseil auprès de Cortès à l'ancienne. À la place, on a un régime de pouvoir personnel où rien ne limite la prérogative du souverain.

Toute forme d'opposition légale étant impossible, la période 1814-1820 voit se multiplier les complots et les coups de main tentés par des officiers mécontents. En septembre 1814, c'est Espoz y Mina, l'ancien guérillero de Navarre, qui essaie de prendre la forteresse de Pampelune. Après l'échec, il se réfugie en France où Louis XVIII a l'élégance de lui accorder une pension « en considération des services rendus à la cause de la maison des Bourbons ». Un an plus tard, Juan Díaz Porlier, ancien combattant de Trafalgar, héros de la guerre d'Indépendance, tente de soulever la Galice ; il forme une junte et marche de La Corogne à Saint-Jacques-de-Compostelle. Trahi, il est pris, condamné à mort et pendu. En 1816, à Madrid, la conspiration du Triangle - chaque conjuré ne communiquait qu'avec deux autres — charge un commandant d'assassiner le « tyran » quand il irait chez

sa maîtresse, Pepa la Malagueña. En 1817, Lacy, libérateur de la Catalogne, révoqué au retour de Ferdinand VII, conspire avec des militaires et des négociants de Barcelone ; le capitaine général Castaños, le vainqueur de Bailén, l'arrête, le condamne à mort et le fait exécuter. À Valence, en 1819, le colonel Vidal envisage de remettre sur le trône d'Espagne, moyennant des garanties constitutionnelles, les « rois pères » (Charles IV et Marie-Louise) qui n'avaient pas renoncé à leurs droits, qui affirmaient que leur abdication avait été arrachée par la force... et qui avaient gardé les joyaux de la couronne et refusaient de les rendre!

Le triennat constitutionnel (1820-1823)

Les mouvements avortés de la période 1814-1820 présentent des caractéristiques communes : à l'exception de la conspiration du Triangle, où l'on se proposait d'assassiner le roi, ils ne remettent pas en cause la monarchie; ils visent à rétablir la constitution et à limiter les pouvoirs du roi, pas à le chasser. On n'a pas affaire à des soulèvements populaires, mais à des conspirations dans lesquelles sont impliqués des militaires. Il s'agit enfin de mouvements venus des régions périphériques.

Le pronunciamiento de Riego, en 1820, bénéficie de circonstances plus favorables. Il y a d'abord l'atmosphère propre à Cadix. On y garde la nostalgie de la période héroïque de 1808 à 1813. Les milieux d'af faires y sont inquiets de la tournure que prennent les événements d'Amérique; la ruine du commerce serait une catastrophe pour la région ; on reproche au gouvernement de laisser pourrir la situation. Beaucoup de monde conspire : des militaires, des intellectuels comme Alcalâ Galiano, des négociants comme Álvarez Mendizâbal... Les conjurés sont en rapport avec des commerçants argentins, qui apportent de l'argent, avec les Carbonari italiens réfugiés à Barcelone, avec les exilés politiques de Paris et de Londres, notamment avec Flórez Estrada qui jouit d'une grande réputation d'économiste. À Cadix et dans la région sont rassemblées les troupes qu'on se dispose à envoyer en Amérique. Leurs officiers sont loin d'être tous convaincus par l'idée d'une reconquête par la force. Ils sont mal payés et avec beaucoup de retard. En rétablissant les preuves de noblesse pour l'accès aux cadres de l'armée, Ferdinand VII s'aliène des hommes qui sont

pour la plupart d'origine modeste. Milieux bourgeois et militaires tombent d'accord pour tenter d'infléchir la politique du gouvernement. Le 1er janvier 1820, le colonel Riego « se prononce » en faveur de la constitution de Cadix. Au début, le mouvement piétine, mais d'autres troupes, elles aussi prêtes à embarquer pour l'Amérique, se soulèvent dans le nord, au Ferrol, à La Corogne et à Vigo (février 1820). Le 5 mars, Saragosse se joint au mouvement; le 10, c'est le tour de Barcelone; le 11, Pampelune accueille triomphalement Mina, l'enfant du pays, qui est revenu de France en apprenant les événements. Le pronunciamiento a réussi. Devant la menace d'un soulèvement général, Ferdinand VII s'incline. Le 7 mars, il jure de gouverner conformément à la constitution de Cadix. Le 12 mars, il confirme son revirement dans une proclamation au pays où l'on peut lire cette phrase surprenante : « Marchons résolument, et moi en tête, sur la voie du régime constitutionnel ! »

Le 9 mars 1820, le roi nomme une junte consultative que préside le cardinal Louis de Bourbon. Ce neveu de Charles III partageait certaines idées des libéraux; il avait présidé le conseil de régence dans la dernière période de la guerre d'Indépendance. Depuis 1814, il était dans une demi-disgrâce. La Junte rétablit la liberté de la presse, exige des fonctionnaires qu'ils prêtent serment de fidélité à la constitution, renouvelle les conseils municipaux... Les afrancesados et les libéraux sont autorisés à rentrer. Le premier ministère libéral est dominé par la personnalité d'Argüelles. En 1808, la junte des Asturies l'avait envoyé en Angleterre pour négocier une aide financière et militaire ; il en avait profité pour étudier les institutions de ce pays. Par la suite, Argüelles avait été l'un des orateurs les plus écoutés des Cortès de Cadix. En 1814, il s'était retrouvé au bagne de Ceuta, puis assigné à résidence à Majorque. Cet ancien déporté n'a rien d'un révolutionnaire. Les Cortès qui se réunissent le 9 juillet comptent une majorité de libéraux. Elles reviennent sur la politique réactionnaire suivie depuis 1814: elles suppriment de nouveau l'Inquisition, rétablissent la liberté de la presse et la liberté d'association, votent un plan d'instruction publique, réorganisent l'administration municipale et provinciale, prennent des mesures contre les biens de mainmorte, créent une milice nationale. Dans le même temps, le gouvernement cherche à redresser l'économie ; il aménage la dette publique dans l'espoir d'arrêter l'inflation; il s'engage à

honorer les dettes de l'Ancien Régime; il emprunte à son tour sur les places de Londres et de Paris, politique qui a pour effet d'intéresser les milieux financiers étrangers à une reprise économique de l'Espagne et même à la longévité du régime constitutionnel. Ferdinand VII accepte toutes les mesures prises. Il hésite seulement devant la loi qui décide de fermer les couvents comptant moins de vingt-quatre religieux et qui confisque leurs biens au profit de la nation; il finit par donner sa sanction après qu'on lui eut montré que son attitude risquait de provoquer des mouvements populaires.

Le gouvernement doit se battre contre une partie de sa majorité qui lui reproche de ne pas aller assez loin dans la voie des réformes. Les vainqueurs de 1820, en effet, ne forment pas un groupe homogène. Aux clivages de 1808, qui persistent - afrancesados et libéraux - s'ajoutent des divisions nouvelles. Les constituants de Cadix - on les appelle doceañistas, les anciens de l'an 12 -, maintenant au pouvoir, font figure d'attardés aux yeux de la jeune génération de libéraux, d'idées plus avancées; ministres d'une révolution qui s'est faite sans eux, ils sont rejetés à droite et passent pour conservateurs. Pour rassurer les modérés, le gouvernement dissout l'armée d'Andalousie, ce qui provoque les protestations des députés radicaux. Madrid fait un accueil triomphal à Riego, le 29 août 1820; des manifestations tumultueuses se déroulent dans la capitale en l'honneur du héros de Cadix. Le gouvernement en prend ombrage et exile Riego à Oviedo, puis le nomme capitaine général de Saragosse. Les anciens de l'an 12 sont agacés d'entendre faire l'éloge des militaires, restaurateurs de la constitution. Argüelles l'avouera plus tard, dans ses Mémoires, publiés en 1864: «Les Cortès ne pouvaient qu'être choquées d'entendre dire que la constitution de 1812 avait été rétablie à la faveur d'une insurrection militaire. »

Ferdinand VII reprend l'initiative le 1er mars 1821, lors de l'ouverture de la seconde session des Cortès. Il lit le discours du trône que lui a préparé le gouvernement, puis, à la surprise générale, il ajoute un para graphe de son cru dans lequel il prend à partie les ministres : « Il ne m'échappe pas que quelques individus malintentionnés cherchent à abuser les bons esprits et à leur faire croire que mon cœur est rempli de sentiments hostiles au régime ; ils n'ont d'autre but que de jeter le doute sur mes intentions, qui sont pures, et sur mon comportement droit. J'ai juré de respecter la constitution et je la

respecte autant que cela dépend de moi ; plût au ciel que tous fussent dans les mêmes dispositions. » Le lendemain, le roi forme un nouveau gouvernement, de la même tendance que le précédent, mais avec de nouveaux ministres. Ce cabinet, qui reste en fonctions jusqu'en décembre 1821, a une existence difficile, pris entre le roi et les Cortès qui ont mal accepté le renvoi d'Argüelles.

L'affaire Vinuesa élargit le fossé entre modérés et exaltés. Ancien curé dans la province de Guadalajara devenu chapelain du roi, Vinuesa avait derrière lui un long passé de réactionnaire et de conspirateur. On l'arrête en janvier 1821. On l'accuse d'être l'âme d'un complot visant à rétablir l'absolutisme. Il est condamné à dix ans de prison. Ce verdict scandalise ceux qui auraient souhaité un châtiment exemplaire pour décourager d'autres tentatives du même genre. Le 4 mai 1821, à Madrid, une centaine de manifestants prennent d'assaut la prison où est enfermé Vinuesa et l'assassinent à coups de marteau. Ce lynchage choque les modérés au pouvoir qui dénoncent les agissements de groupes irresponsables. Les exaltés, au contraire, qualifient de patriotes les assassins de Vinuesa. L'affaire accroît la méfiance des exaltés. Soucieux de ne pas se laisser déborder par la rue, le gouvernement destitue celui qui est devenu l'idole des agitateurs, Riego. Une grande manifestation de protestation est organisée à Madrid au cours de laquelle on promène dans les rues le portrait du général. Le comte de Toreno et Martínez de La Rosa limitent alors la liberté de la presse, ce qui entraîne de nouvelles manifestations (janvier-février 1822). Le pouvoir central et ses représentants ont de plus en plus de mal à se faire respecter et obéir dans des villes importantes. C'est dans ce climat tendu qu'ont lieu les élections pour renouveler les Cortès. Elles donnent la victoire aux exaltés. Riego, élu député de Galice, est porté à la présidence. Chargé de former le nouveau gouvernement, Martínez de La Rosa, encore un modéré, envisage d'amender la constitution en créant une chambre haute pour limiter la marge de manœuvre des exaltés. Après des bagarres qui, en juillet, opposent Garde royale et Milice nationale, Ferdinand VII se résigne à donner le pouvoir aux exaltés. Les gouvernements qui se succèdent à partir du mois d'août 1822 appartiennent tous à cette tendance. Ce sont eux qui ont à affronter l'offensive

diplomatique, puis militaire de la Sainte Alliance en vue de rétablir l'absolutisme en Espagne.

Le régime constitutionnel de 1820 s'est heurté, dès le début, à l'opposition des notables traditionnels, qui comptent sur l'appui du roi. Il a dû faire face aussi aux pressions de groupes situés sur sa gauche qui disaient exprimer la déception, le mécontentement et l'impatience des milieux populaires. La révolution espagnole de 1820 fait partie d'une vague libérale qui atteint aussi le Portugal, l'Italie, l'Allemagne ; partout, on semble las des excès de l'absolutisme. En 1819, un diplomate, José Joaquín de Mora, a tenté d'obtenir des appuis en Europe pour soutenir la cause de l'Espagne en Amérique; il constate qu'aucune cour n'est disposée à aider Ferdinand VII, qu'on juge sévèrement. De retour à Madrid, il suggère au roi de changer ses ministres, de proclamer une amnistie, de rappeler quelques-uns des afrancesados qui pourraient faire des gouvernants présentables et d'établir un régime constitutionnel à la française. Sur le moment, Ferdinand VII fait la sourde oreille ; six mois plus tard, il cède devant le pronunciamiento et rétablit la constitution. Cela prouve qu'il n'est pas aussi sot qu'on le dit puisqu'il tient compte du rapport des forces. Son attitude de 1820 à 1823 confirme ce jugement: Ferdinand VII encourage les absolutistes; il s'oppose constamment aux libéraux, mais il évite de rompre avec eux; il cède toujours jusqu'au moment où le rapport des forces lui est de nouveau favorable, en 1823. La constitution, en effet, lui laisse des pouvoirs, restreints, mais réels : il reste l'autorité suprême et il dispose de prérogatives importantes comme la sanction des lois. Par rapport à la situation antérieure, il est vrai, Ferdinand VII s'estime rabaissé ; il doit partager le pouvoir avec les Cortès, se soumettre à leur contrôle et à leur critique. Mécontent de cette situation, il apparaît comme le chef naturel de ceux qui veulent revenir à l'ordre ancien. Ferdinand VII refuse, en effet, de s'en tenir à son rôle constitutionnel, celui d'un arbitre au-dessus des partis ; il se pose en chef de parti et la camarilla ne cesse d'intriguer. Excellent manœuvrier, Ferdinand VII joue des divisions entre libéraux tout en encourageant les absolutistes.

Les ordres privilégiés - aristocratie foncière et clergé - se sentent menacés par les mesures sur les biens de mainmorte et la suppression des droits seigneuriaux. L'anticléricalisme des libéraux rejette dans l'opposition

l'ensemble du clergé; pourtant, certains curés, certains chanoines, certains moines même auraient pu se rallier au régime. Les libéraux n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour s'assurer leur appui. Au contraire, il semble qu'ils n'ont guère cherché à s'opposer à la montée d'un anticléricalisme populaire qui commence à prendre des formes violentes. En mars 1820, des foules avaient envahi les prisons de l'Inquisition à Madrid et à Barcelone pour libérer ceux qui s'y trouvaient enfermés. Dans les campagnes, la haine du clergé est aussi forte que dans les villes. En novembre 1822, le monastère de Poblet est saccagé, ainsi qu'une chartreuse des environs de Séville. La même année, un franciscain est pris à partie, en Aragon, et noyé dans l'Èbre. De plus en plus souvent retentit le cri : « Mort aux moines ! » Le clergé attribue la responsabilité de ces faits et de ce climat aux libéraux, qu'il essaye de discréditer en les assimilant aux jacobins et aux républicains français. Il s'engage à fond dans le combat contre le régime. Dans les provinces du Nord - Galice, Burgos, Rioja, Soria, Catalogne... -, se constituent des groupes de partisans qui se proposent ouvertement de rétablir l'absolutisme par la force; on les appelle maintenant les Apostoliques. D'anciens guérilleros, comme le curé Merino, reprennent du service. Bientôt se forme, à La Seu de Urgel, un gouvernement factieux qui prend le nom de Régence suprême de l'Espagne pendant la captivité de Ferdinand VII. À sa tête se trouvent des nobles et l'évêque de Malaga. Ce sont les premières manifestations de ce que sera le carlisme, dix ans plus tard ; on y évoque même déjà la trilogie : Dieu, la Patrie, le Roi.

Face à cette menace, le gouvernement ne peut compter que sur lui-même. Le régime, en effet, n'est pas populaire. Les libéraux modérés qui sont au pouvoir se méfient du peuple, qu'ils qualifient de populace et de canaille. Ils sont obsédés par le souci de maintenir l'ordre, de «jumeler l'ordre et la liberté », dit Martínez de La Rosa. C'est le rôle dévolu à la Milice nationale, créée par le décret du 24 avril 1820 : ceux qui en font partie doivent payer leur uniforme ; les officiers, les sergents et les caporaux sont élus par la troupe, mais les officiers sont seuls à désigner l'état-major parmi les cadres retraités de l'armée et de la marine. La Milice est un instrument de classe aux mains des possédants. D'une façon générale, la bourgeoisie libérale, minoritaire, n'a rien de révolutionnaire ; elle est plutôt conservatrice et les événements de 1820 renforcent cette tendance. La situation sociale est

préoccupante. La hausse des prix des articles de première nécessité - le pain - rend encore plus précaire la condition des pauvres ; beaucoup en sont réduits à mendier. Le peuple attribue la cherté au régime qui a rendu la liberté des prix, lit-on dans un journal du 9 mai 1820. Ce ne sont pas toujours les moines qui poussent les paysans et les habitants des villes à la révolte, mais l'impatience devant une situation de crise et le contraste entre les beaux discours des libéraux, pleins d'idées généreuses, et les réalités quotidiennes. Les hommes au pouvoir craignent les débordements de la populace; c'est peut-être pourquoi ils réagissent si mollement devant les provocations de Ferdinand VII: le pouvoir royal représente, malgré tout, une garantie contre le désordre.

Le rétablissement de la liberté d'association a permis la création de nombreuses sociétés patriotiques, sortes de clubs révolutionnaires où l'on distingue plusieurs tendances et qui s'inspirent d'illustres précédents : les Sociétés des amis du pays de l'époque des Lumières, les clubs de la Révolution française, les clubs anglais... L'une des premières, la Société patriotique des amis de la liberté, tient ses séances dans une salle du café Lorencini, sur la Puerta del Sol. C'est là que, le soir du 7 mars, en apprenant que Ferdinand VII a prêté serment à la constitution, Evaristo San Miguel monte sur une table et entonne pour la première fois l'hymne de Riego, ce chant qui est un peu l'équivalent de la Marseillaise et qui sera, jusqu'en 1936, le chant révolutionnaire par excellence, l'hymne officiel de la République espagnole, la référence obligée, avec la constitution de Cadix, d'une sensibilité de gauche. Au Lorencini on pousse encore bien d'autres chansons subversives, dont la plus célèbre est le Trágala, ainsi désignée à cause des premiers mots : on obligera les absolutistes à avaler (tragar) la constitution, malgré qu'ils en aient. Les Amis de la liberté professent un anticléricalisme virulent; cela dit, ce sont plutôt des modérés, sensibles au danger de la contre-révolution. D'autres sociétés se réunissent à l'auberge de Saint-Sébastien ou à la Fontaine d'or pour écouter les discours de leurs chefs de file, dont le plus connu est Alcalá Galiano. Ces clubs ont contribué à nourrir le débat politique. On y débattait de tous les problèmes ; on faisait circuler des pétitions ; on envoyait des délégations aux Cortès ; on y rencontrait des journalistes, des écrivains, des avocats, des hommes politiques, mais aussi des petits commerçants, des artisans... Il en existait

dans plus de cent cinquante villes, toutes en correspondance les unes avec les autres, et elles connaissaient un grand succès ; les acteurs de Madrid se plaignent même de la concurrence : le public déserterait les théâtres pour aller dans les clubs écouter les orateurs et chanter le Trágala. Cette agitation agace le gouvernement. Le 21 octobre 1820, une loi suspend provisoirement le droit de réunion. Les sociétés doivent fermer leurs portes ; en fait, elles se survivent sous forme de réunions informelles (tertulias).

Les sociétés secrètes prolongent l'action des journaux et des clubs. En tête vient la franc-maçonnerie qui rassemble des militaires, des intellectuels, des commerçants, des artisans... La franc-maçonnerie est beaucoup plus modérée qu'on ne l'a dit. Les anciens afrancesados sont nombreux au Grand-Orient ; ce sont, comme on l'a vu, des hommes d'ordre. On accuse même une branche de la maçonnerie d'avoir fondé la Société de l'Anneau d'or afin de lutter plus efficacement contre les tendances radicales; Martínez de La Rosa, Quintana, Argüelles, le comte de Toreno en auraient fait partie ; ce sont des doceañistas inquiets par l'extrémisme des jeunes générations. Ce sont eux qui, pour résister aux pressions sur les députés, auraient envisagé la création d'une chambre haute. Déçus par les tendances modérées du Grand-Orient, un certain nombre de maçons fondent, en février 1821, une société rivale, les Comuneros, dont le nom rappelle les grands ancêtres de 1520, décapités à Villalar. Riego est leur héros et leur chef.

Le triennat constitutionnel a échoué en partie à cause de la division des libéraux, en partie en raison des capacités d'intrigue de Ferdinand VII. Partagés entre le souci de donner à l'Espagne des institutions modernes et la peur des débordements populaires, les libéraux ont été incapables d'opposer à Ferdinand VII une politique cohérente. La constitution de 1812 supposait que les deux partenaires en présence —le roi et la représentation nationale - fussent d'accord pour respecter loyalement les termes du contrat; elle n'avait rien prévu en cas de conflit. Les libéraux au pouvoir ont bien vu le problème. Les manœuvres du roi les irritent et les indignent, mais ils n'osent pas aller jusqu'à rompre avec lui. Ils repoussent l'accusation de jacobinisme brandie contre eux par les absolutistes. Ils ont bien pensé à amender la constitution, non pour introduire un véritable régime parlementaire, mais, au contraire, pour réduire les pouvoirs des Cortès en créant un sénat conservateur. C'est ce que propose Martínez de La Rosa, le seul libéral qui

aurait trouvé grâce auprès de Ferdinand VII, révèle Quintana. La remarque est intéressante ; elle prouve que le roi avait compris le sens de l'opération: il s'agissait de limiter les initiatives parlementaires, pas les prérogatives royales. Ferdinand VII, en effet, a toujours agi avec une grande habileté. Il a joué de toutes les possibilités que lui laisse la constitution et il en a abusé : la personne du roi est inviolable et sacrée ; le roi sanctionne les lois; il nomme les ministres... Si méritée que soit la condamnation morale d'un roi fourbe, parjure, dissimulateur, on ne saurait lui refuser une efficacité politique réelle. Quand il sent le régime constitutionnel au plus bas, il fait appel à l'étranger pour lui donner le coup de grâce.

Les Cent mille fils de saint Louis

Le 2 décembre 1821, Ferdinand VII écrivait que le régime constitutionnel le privait de liberté et il faisait appel aux puissances de la Sainte Alliance. Au début de l'année suivante, il s'adresse plus particulièrement à la France. Le gouvernement de Louis XVIII s'engage à protéger le roi, mais précise qu'il ne saurait être question de rétablir l'absolutisme. En fait, la France craint la contagion révolutionnaire. Sous prétexte d'une épidémie de fièvre jaune, elle installe un cordon sanitaire à la frontière des Pyrénées ; peu à peu, ces troupes sont renforcées et finissent par devenir une armée d'observation (octobre 1822). Les événements de juillet 1822 — incidents entre la Garde royale et la Milice, formation d'un gouvernement exalté - précipitent l'intervention. Le ministre français des Affaires étrangères, Montmorency, fait passer des armes et de l'argent aux absolutistes. La Quadruple Alliance avait prévu des congrès pour régler les questions de nature à remettre en cause les traités de 1815. Le tsar pousse la France à intervenir, mais l'Angleterre est hostile : elle considère que, depuis 1808, elle exerce une sorte de protectorat sur l'Espagne. Le Premier ministre français, Villèle n'est pas non plus favorable à l'intervention; il craint pour les intérêts financiers des Français. Quand le congrès de Vérone se réunit, le 20 octobre 1822, Villèle donne aux représentants français l'instruction de conserver à la France sa liberté d'action : il ne faut pas qu'elle apparaisse comme une mandataire de la Sainte Alliance. Il obtient la démission de Montmorency, mais c'est pour nommer à sa place Chateaubriand qui fait de

la guerre d'Espagne une affaire personnelle - « Ma guerre d'Espagne, le grand événement politique de ma vie », écrira-t-il dans les Mémoires d'outre-tombe. Séduit par une politique qui rendrait du prestige à la France, Chateaubriand pousse à l'intervention. La Russie, l'Autriche et la Prusse rappellent leurs ambassadeurs à Madrid et envoient une note diplomatique pour exiger l'abrogation de la constitution, la liberté du roi et la répression de l'anarchie. Cette note est accueillie avec indignation par le gouvernement et les Cortès qui y voient une intromission inadmissible dans les affaires intérieures du pays. En revanche, les Apostoliques applaudissent. Les héritiers de ceux qui, en 1808, avaient fustigé avec tant d'ardeur l'invasion napoléonienne appellent maintenant l'armée française de leurs vœux. Malgré les réserves de l'Angleterre, l'expédition se prépare.

Le 27 janvier 1823, en ouvrant la session des Chambres, Louis XVIII annonce officiellement la décision française dans une déclaration grandiloquente et un tantinet ridicule : « Cent mille Français, commandés par un prince de ma famille, par celui que mon cœur se plaît à nommer mon fils [le duc d'Angoulême, son neveu], sont prêts à marcher, en invoquant le Dieu de saint Louis, pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils d'Henri IV, préserver ce beau royaume de la ruine et le réconcilier avec l'Europe. » L'expédition d'Espagne n'a pas toujours été cette promenade militaire qu'évoquent les manuels. Certes, le duc d'Angoulême qui passe la Bidassoa le 7 avril et qui a pris la précaution de s'entourer de quelques généraux et maréchaux de l'Empire - Oudinot, Molitor, Moncey... -, avance rapidement dans le nord, accueilli, dans le pays Basque et en Navarre, par des paysans qui crient : « À mort les constitutionnels ! » Le 9 avril, il est à Burgos ; le 23 mai, à Madrid. De même Molitor ne rencontre aucune résistance en Aragon ; il entre à Saragosse le 26 avril. Ailleurs, les choses ne sont pas aussi faciles. La Corogne n'est occupée que le 28 août. En Catalogne, Mina tient tête; après la chute de Lérida (29 octobre), il se retranche dans Barcelone qu'il abandonne seulement à la mi-novembre. Molitor ne prend Alicante que le 12 novembre. C'est en Andalousie que se joue le sort du régime constitutionnel. Depuis le 20 mars, la cour et les Cortès sont repliées à Séville. Après la chute de Cordoue, les Cortès décident de poursuivre la résistance à Cadix, comme au temps de la guerre d'Indépendance. Ferdinand refuse de les suivre. Soucieuses de respecter les

formes légales, les Cortès adoptent, le 11 juin, une résolution d'Alcalá Galiano : « Puisque Sa Majesté refuse de se mettre à l'abri et semble disposée à tomber aux mains des ennemis de la patrie, c'est qu'elle a perdu la raison; elle est en état de délire. » Le cas est prévu dans la constitution. On met donc en place une régence provisoire jusqu'au 15 juin, le temps de conduire le roi à Cadix ! Cent mille Français mettent le siège devant Cadix, le 24 juin. C'est seulement plus de deux mois plus tard, le 31 août, qu'ils emportent la première défense, le fort du Trocadero. La population est prête à continuer à se battre. Elle n'accepte de se rendre qu'après avoir obtenu du roi, le 30 septembre, la promesse d'une amnistie totale. Le lendemain, avec l'accord des Cortès, Ferdinand VII part à la rencontre du duc d'Angoulême. À peine a-t-il quitté la ville qu'il annule toutes les mesures prises par le gouvernement et les Cortès depuis le 7 mars 1820..., mais il entérine les décisions des juntes absolutistes ! Entre-temps, Riego a été battu à Jaén, le 13 septembre, et fait prisonnier. En février 1824, par suite d'un accord avec l'Espagne, la France s'engage à maintenir un corps d'occupation de quarante-cinq mille hommes qui restera en Espagne jusqu'en septembre 1828, cantonné dans les villes de Cadix, Burgos, Saint-Sébastien, Vitoria et Gérone.

La décennie abominable (1824-1833)

Ce que les historiens espagnols appellent la ominosa década — la décennie abominable - est l'une des plus sombres périodes de l'histoire d'Espagne. Elle marque aussi une transition. Elle commence par une répression terrible - qui se poursuit jusqu'en 1833 — et elle s'achève par la mise en place d'un gouvernement résigné aux réformes. Une fois de plus, Ferdinand VII montre qu'il est capable de s'adapter aux circonstances quand il y est contraint.

En octobre 1823, les libéraux qui le peuvent s'exilent, le plus souvent à Londres, où ils se regroupent et s'efforcent de vivre à l'espa gnole, avec même des serenos, ces gardiens qui, en Espagne, ont les clés de toutes les maisons d'une rue et ouvrent la porte aux noctambules ! Après la révolution de Juillet, certains s'installent en France où le gouvernement de Louis-Philippe leur accorde des secours en fonction de leur situation sociale : il y

avait un tarif pour les ministres, pour les députés et les généraux, un autre pour les officiers supérieurs et ainsi de suite. Beaucoup quittent l'Espagne avec la complicité des militaires français qui répugnent à les livrer à une répression féroce. Ciscar, qui a fait partie du conseil de régence en 1812 et encore en juin 1823, est condamné à mort dès le 4 octobre 1823. Se fiant à la promesse faite par Ferdinand VII, trois jours plus tôt, d'amnistier tous ceux qui ont exercé des fonctions publiques sous le régime constitutionnel, il prétend défendre ses droits et se justifier devant les tribunaux. Le comte de Bourmont, général en chef des troupes françaises, lui sauve la vie : il fait mine de l'arrêter, l'embarque d'autorité sur un bateau de guerre français au mouillage dans la baie de Cadix, puis le transfère sur une corvette anglaise qui le conduit à Gibraltar, où il mourra. Aux exilés de 1823 viennent se joindre par la suite des intellectuels qui ne supportent pas de vivre dans l'Espagne étouffante de Ferdinand VII. Ils découvrent en Angleterre une sensibilité littéraire nouvelle, les romans de Walter Scott, la poésie de Wordsworth, de Coleridge et de Byron... Ce sont eux - Martínez de La Rosa, le duc de Rivas, Espronceda -, quand ils peuvent enfin rentrer, après la mort de Ferdinand VII, qui introduisent le romantisme dans leur pays.

En Espagne, l'avance des troupes françaises s'accompagne de vengeances et d'exécutions sommaires perpétrées par les Apostoliques contre les fonctionnaires et les sympathisants du régime libéral. Le conseil de régence factieux, à peine installé à Madrid, décide, le 23 juin, de condamner à mort tous les députés libéraux. Choqué, le duc d'Angoulême a beau rappeler que toute arrestation doit recevoir l'accord préalable des autorités militaires françaises, les «volontaires royaux » n'en continuent pas moins leur besogne. La « libération » de Ferdinand VII n'arrange rien. Le 4 octobre, un décret met hors la loi tous ceux - ils sont près de cent mille - qui ont occupé un poste quelconque pendant le triennat. La plus illustre victime est Riego, que les Français ont eu le tort de livrer aux Espagnols. Condamné à mort, il est pendu, le 7 novembre 1823, à Madrid, en présence d'une foule haineuse dans laquelle devaient figurer nombre de ceux qui l'avaient acclamé, trois ans plus tôt. Plus odieux encore est le sort réservé à l'ancien guérillero Juan Martin « l'Obstiné ». En 1820, les libéraux l'ont nommé capitaine général de Zamora. En 1823, Juan Martin émigré au Portugal, puis, quelques semaines plus tard, il obtient l'autorisation de rentrer : il devait être assigné à

résidence dans une petite ville. À peine a-t-il franchi la frontière qu'il est arrêté ; on le garde en prison pendant deux ans; les jours de marché, on l'exhibe en public, enfermé dans une cage, comme un fauve. Quand on se décide enfin à le conduire à l'échafaud, le 19 août 1825, « l'Obstiné » brise ses liens ; ses bourreaux doivent le tuer à coups de baïonnettes.

Pour soulager les tribunaux ordinaires, débordés, on crée des commissions militaires. Les puissances étrangères s'inquiètent; Louis XVIII demande à Ferdinand VII plus de modération. Le roi tient compte de ces conseils à sa façon. Le 1er mai 1824, il décrète une amnistie de laquelle sont exclues tant de personnes qu'elle ressemble plutôt à une liste de proscription. Des «juntes de purification » sont chargées d'épurer l'administration, les universités, l'armée... On considère comme un délit passible de la peine de mort le fait d'avoir été franc-maçon ou comunero, ou encore de crier : « Vive la Constitution ! », l'ivresse n'étant pas une circonstance atténuante (décret du 9 octobre 1824). Les rares tentatives de soulèvement sont réprimées avec la plus extrême rigueur. En 1831, le général Torrijos, qui a cherché à débarquer près de Malaga, est fusillé. La même année, une jeune fille de Grenade, Maria Pineda, âgée de vingt-sept ans, est accusée d'avoir eu des contacts avec un groupe de libéraux exilés à Gibraltar et aussi d'avoir brodé, sur un drapeau, les mots : « Loi, liberté, égalité » ; elle est condamnée à mort et exécutée « en raison de son adhésion exaltée au système constitutionnel révolutionnaire »...

La répression brutale et sanglante menée par Ferdinand VII a fini par faire oublier l'évolution qui s'amorce à partir de 1823. L'absolutisme doit tenir compte des réalités. L'Espagne se trouve devant une situation financière critique. Elle ne peut plus compter sur les trésors d'Amérique ni sur les produits coloniaux qui servaient de contrepartie à son commerce extérieur. Le 27 novembre 1823, Ferdinand VII se tourne vers la Sainte Alliance: après l'avoir aidé à retrouver ses prérogatives dans la péninsule, pourquoi n'interviendrait-elle pas pour lui permettre de recouvrer ses droits légitimes en Amérique ? L'Angleterre ne veut pas en entendre parler et, en décembre, le président des États-Unis, Monroe, rend publique ce qu'on appellera plus tard, avec quelque exagération, sa « doctrine » : l'Amérique aux Américains ; toute intervention contre un gouvernement qui a maintenu son indépendance serait regardée comme une manifestation inamicale

envers les États-Unis. Un an plus tard, le 9 décembre 1824, la défaite d'Ayacucho met fin à la domination espagnole sur le continent américain. Réduite à ses seules ressources, l'Espagne a beaucoup de mal à rembourser une dette extérieure que l'expédition des Cent mille fils de saint Louis vient encore grossir. Quand Ferdinand VII envisage de ne pas honorer les dettes du Triennat, Villèle le rappelle à l'ordre : l'Espagne doit payer. Plus que jamais, le pays a besoin de crédit et des bailleurs de fonds qui se trouvent à l'étranger et aussi en Catalogne, ce qui est nouveau : une partie des capitaux rapatriés d'Amérique s'accumule, en effet, en Catalogne où ils sont investis dans le commerce et l'industrie. Les financiers et les hommes d'affaires ne sont certainement pas des libéraux à la manière des hommes de 1820, mais ils ne sont pas disposés pour autant à soutenir un gouvernement qui semble ériger la réaction en dogme politique. Un rapprochement s'esquisse alors entre le ministres des Finances, Ballesteros, et le banquier catalan Gaspard de Remisa, entre les moins réactionnaires des partisans de Ferdinand VII et les plus modérés des libéraux. À partir de 1826, des éléments « bourgeois » investissent lentement le pouvoir à Madrid ; entre eux et le roi se conclut un accord tacite : les premiers soutiennent le second à condition qu'il atténue son absolutisme ; c'est ce que certains appellent « la liberté bien entendue ». Le terrain a été préparé, dès 1825, par le ministre Cea Bermúdez, peut être avec le concours d'anciens afrancesados qui présentent un double avantage : ce sont des hommes d'ordre, respectueux de l'autorité, et ce sont des hommes d'expérience, qui ont une formation solide et une bonne connaissance des problèmes politiques.

Les Apostoliques ne s'y trompent pas. En novembre 1826, le Manifeste de la fédération des royalistes purs dénonce, en termes particulièrement durs, l'arbitraire du pouvoir depuis 1823, le double jeu du roi, le régime policier, l'immoralité : « Ferdinand VII n'est pas un homme; c'est un monstre de cruauté; c'est le plus ignoble de tous les êtres; c'est un lâche [...], une calamité pour notre malheureuse patrie. » L'accusation se comprend : les absolutistes n'étaient pas favorables au despotisme; ils étaient hostiles à la souveraineté nationale, mais ils souhaitaient aussi un retour aux institutions traditionnelles, notamment aux Cortès d'Ancien Régime, ce que Ferdinand VII n'a jamais voulu accepter. C'est déjà l'idéologie du carlisme qui apparaît avec sa composante essentielle : le refus de composer avec les

idées modernes. En 1827, les mêmes reviennent à la charge sur un ton plus modéré : « Il existe en Espagne un parti qui travaille avec obstination et habileté pour établir un gouvernement représentatif. Ce parti est dirigé par des francs-maçons et des afrancesados qui ont soutenu la cause de Napoléon. Toute sa campagne repose sur deux points : créer en Europe un courant d'opinion favorable à leurs vues et convaincre le roi que, pour assurer le trône et la continuité de la dynastie, il n'y a pas d'autre solution que de se prêter à des changements. » Des paroles, les Apostoliques passent aux actes. En août 1827, la révolte des « Mécontents », en Catalogne, consacre la rupture entre Ferdinand VII et les Apostoliques ; les insurgés prétendent se battre pour la religion, «contre les fanatiques, les politiciens et les carbonari », contre les machinations qui préparent la ruine du pays ; ils entendent « refouler et exterminer tous les maçons, carbonari, comuneros et autres sectes inventées par les machiavéliens ». Cette révolte précipite l'évolution : Ferdinand VII rompt définitivement avec les Apostoliques et se rapproche des anciens afrancesados, des libéraux modérés - dont certains sont autorisés à rentrer d'exil -, des banquiers et des industriels du coton de Barcelone, de certains milieux financiers de Cadix...

Les Apostoliques mettent maintenant leurs espoirs en Don Carlos, frère du roi, qui doit succéder à Ferdinand VII puisque celui-ci n'a pas d'enfant. Or, en 1829, Ferdinand VII, veuf pour la troisième fois, se remarie avec sa nièce, la Napolitaine Marie-Christine. L'événement déconcerte les ultras et réjouit les libéraux. Le 10 octobre suivant, la reine met au monde une fille. Pour les Apostoliques, c'est une catastrophe, pour les libéraux, une bénédiction : intérêts politiques à long terme, intérêts familiaux et dynastiques à court terme rapprochent les libéraux de Marie-Christine. Cette solidarité joue à fond en septembre 1832, lorsque Ferdinand VII tombe malade. Le 1er octobre, les modérés obtiennent de Marie-Christine la formation d'un gouvernement de transition, présidé par Cea Bermúdez, qui proclame une amnistie, réorganise le haut commandement militaire et accepte d'ouvrir de nouveau les universités. Quand Ferdinand VII meurt, quelques mois plus tard, les libéraux modérés disposent des principaux centres de décision et de pouvoir; les Apostoliques se retrouvent dans la pire des situations pour des légitimistes : celle de factieux, de hors-la-loi.

L'ÉMANCIPATION DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE

Entre 1810 et 1825, les territoires immenses de l'Espagne en Amérique se séparent d'elle. Écartons immédiatement une fausse analogie : l'émancipation de l'Amérique espagnole n'est pas un phénomène de décolonisation ; on serait tenté de dire : au contraire. Ce qui se brise alors, ce sont les liens avec la métropole, mais les structures économiques et les rapports sociaux restent ce qu'ils étaient; une oligarchie créole continue à dominer des masses d'Indiens, de Noirs et de métis; l'exploitation des seconds au profit des premiers s'en trouve même renforcée par la rupture avec la métropole ; en même temps que les fonctionnaires espagnols disparaît tout ce qui pouvait encore limiter le pouvoir des créoles : une législation tendant à protéger les Indiens ; même si elle n'était pas toujours appliquée - à vrai dire, elle ne l'était pas souvent -, elle avait le mérite d'exister comme référence morale et idéal à atteindre. L'oligarchie créole, qui disposait déjà de l'hégémonie économique et de l'influence sociale, obtient maintenant le pouvoir politique. À partir de 1825, les populations dominées n'ont plus aucune garantie ; la loi, ce sont les créoles qui la font désormais. Le mouvement d'émancipation se déroule en deux temps : 1810-1814 et 1817-1825, séparés par une période au cours de laquelle l'Espagne est sur le point de reprendre le terrain perdu auparavant.

Les explications traditionnelles

On a longtemps proposé de l'indépendance de l'Amérique espagnole une interprétation cohérente qu'on peut ramener à trois points :

les causes générales : les abus du régime colonial (le monopole commercial de l'Espagne, la discrimination dont auraient souffert les créoles dans les nominations aux emplois publics et aux bénéfices ecclésiastiques, etc.) ;

les influences: pour l'essentiel, celles de la philosophie des Lumières et des encyclopédistes français ;

les exemples venus de l'étranger: l'indépendance des États-Unis de l'Amérique du Nord et la Révolution française de 1789.

Cette interprétation, que l'on trouvait naguère encore dans la plupart des manuels [22], ne résiste pas à l'examen [23]. Elle a été forgée par la première génération d'hommes politiques des jeunes nations, au lendemain de leur émancipation. Voici ce qu'écrivait l'Argentin Sarmiento au milieu du XIXe siècle : « Il est inutile de s'arrêter sur le caractère, sur l'objet et sur les buts de la révolution de l'indépendance. Dans toute l'Amérique, ils sont identiques ; ils ont la même source, à savoir : le mouvement des idées européennes. » Pour Sarmiento comme pour d'autres représentants des nouveaux États, il était tentant - et facile — de rejeter sur l'Espagne la responsabilité du marasme dans lequel se débattaient ces États: l'Amérique avait eu le malheur de subir le joug d'une nation rétrograde et obscurantiste; c'est ce qui expliquait son retard, un retard qu'elle cherchait à combler en se rattachant au mouvement des idées né de la révolution américaine et de la Révolution française. Après l'indépendance, les nouvelles classes dirigeantes - les mêmes qui constituaient l'ancienne oligarchie créole - étaient en quête d'une légitimité qui leur permît d'asseoir leur pouvoir ; c'est à quoi ont servi les grands principes de 1789 et le vocabulaire de la Révolution française.

On a vu dans un chapitre précédent ce qu'il en était du complexe créole de frustration et des Lumières en Amérique. À la fin du XVIIIe siècle, les créoles participent largement aux profits du commerce colonial ; s'ils éprouvent à l'égard des péninsulaires un sentiment d'infériorité, c'est parce qu'ils placent eux-mêmes, au sommet de l'échelle des valeurs, l'appartenance à la race blanche et que, de ce point de vue, ils sont toujours en situation d'infériorité par rapport aux Espagnols [24]: «D'où la tentation de débarrasser la pyramide sociale d'un sommet encombrant et d'où la tentation, pour les créoles, maîtres de valeurs blanches approximatives, de demeurer seuls au sommet d'une société qu'ils ont faite oppressive pour leur seul avantage » (Pierre Chaunu). Quant à l'influence des Lumières en Amérique, elle s'est exercée surtout par l'intermédiaire de l'Espagne et de ces fonctionnaires que les créoles détestaient tant. A-t-elle été aussi profonde qu'on le dit? On peut en douter. C'est après coup que certains théoriciens de l'indépendance américaine ont revendiqué Rousseau comme l'un de leurs maîtres à penser. L'avaient-ils lu sérieusement avant 1810 ? S'en étaient-ils vraiment inspirés ? On se pose la question quand on voit

Mariano Moreno, par exemple, l'un des idéologues de l'indépendance argentine et traducteur du Contrat social (Buenos Aires, 1811), avouer ingénument dans sa préface qu'il a censuré certains passages : «Comme l'auteur délire dès qu'il aborde les questions religieuses, j'ai supprimé le chapitre et les principaux développements qu'il leur consacre ! » Ces précautions n'empêchent d'ailleurs pas la municipalité - indépendantiste - de Buenos Aires de considérer le livre non seulement comme inutile, mais encore comme dangereux pour la jeunesse. Cette réaction en dit long sur l'impact réel des Lumières dans l'Amérique espagnole. Seule une minorité de créoles cultivés était à même d'apprécier des idées si opposées à l'organisation sociale de leur pays.

Reste l'exemple des deux révolutions, l'américaine de 1776 et la française de 1789. La distance chronologique qui les sépare des premiers mouvements d'émancipation de l'Amérique espagnole — plus de trente ans pour la première, une vingtaine d'années pour la seconde - montre assez que leur influence - si elle existe - a mis longtemps à s'exercer.

L'écho de la Révolution française dans l'Amérique espagnole

L'indépendance de l'Amérique espagnole a été rendue possible par la situation créée, en Espagne même, à la suite de la crise révolutionnaire française. Les nouvelles de France sont accueillies, dans l'Amérique espagnole, avec un mélange d'enthousiasme — dans une toute petite minorité - et d'effroi - chez la plupart. Parmi les réactions du premier genre, on relèvera deux exemples, pris au cœur de l'Empire, à Quito. Santa Cruz Espejo, l'un des rares Indiens à avoir suivi des études supérieures - il est médecin et homme de lettres -, fonde une sorte de club, l'École de la concorde, où l'on commente des livres et des brochures révolutionnaires, introduites en contrebande ; il écha faude des projets d'émancipation de l'Amérique; on le jette en prison en 1795. Son jeune compatriote Antonio Nariño, qui, lui, est créole, n'a pas plus de chance avec sa traduction de la Déclaration des droits de l'homme. À la même époque, l'influence française est plus sensible dans la conspiration de Gual et d'España, à Caracas. Il s'agit non pas de créoles, mais d'Espagnols qui s'affirment républicains -

c'est pour cette raison que les autorités espagnoles les ont exilés au Venezuela

- et qui réunissent autour d'eux des petits commerçants, des artisans et des militaires. Eux aussi sont favorables à l'idéal révolutionnaire et à l'émancipation. Leur traduction de la Déclaration des droits de l'homme est précédée d'un Discours préliminaire aux Américains d'inspiration républicaine ; on y prend à partie les rois, traités de despotes ; on parle de « rendre sa souveraineté au peuple » et de rédiger une constitution qui garantisse « l'égalité entre les citoyens et l'exercice de la liberté naturelle » ; on envisage même de recourir à la violence - écho de la Terreur - pour éliminer « tous les individus connus pour leur hostilité au nouveau système ». Le Discours se termine par un appel aux Américains de toutes conditions, professions, couleurs, âges et sexes : «Après trois cents ans du plus inhumain des esclavages, la patrie exige un gouvernement libre [...] . Vive le peuple souverain ! Mort au despotisme ! »

Quel que soit leur intérêt, ces manifestations restent le fait d'une minorité. Dans l'ensemble, les créoles adoptent, à l'égard de la Révolution française, une position aussi virulente que celle de Floridablanca dans la péninsule. En 1793, la Gazette de Lima dénonce «les démocrates fous furieux qui sont en train de tyranniser et de ruiner la France ». Le Mercure du Pérou, après avoir critiqué l'attitude de la Convention à l'égard de Louis XVI, multiplie les articles contre l'impiété, contre l'irréligion, contre l'athéisme des révolutionnaires français, leurs maximes pernicieuses, en particulier l'idée d'égalité, si contraire à la volonté divine et aux vues de la Providence. Au Mexique, des esprits hier encore éclairés et progressistes, font volte face devant le spectre de la Révolution française. L'évêque de Valladolid de Michoacan, qui était jusque-là connu comme réformateur, publie, en 1793, une lettre pastorale qui est une palinodie: «La maxime pernicieuse de Descartes, selon laquelle les philosophes ne doivent pas seulement croire, mais encore penser, a autorisé toutes les hérésies et a ouvert la voie à l'athéisme, au déisme, au matérialisme » ; tout cela a abouti à la Révolution qui se propose de détruire le catholicisme, le sacerdoce et le pouvoir civil. Toujours au Mexique, le dominicain Servando Teresa de Mier, l'un des idéologues du mouvement émancipateur, est scandalisé par la notion

d'égalité que préconisent les Jacobins ; il ne saurait y avoir d'égalité entre les hommes.

Toutes ces réactions ont un dénominateur commun, la peur de la Révolution [25], et la chose se comprend. Les maximes révolutionnaires — liberté, égalité, droits de l'homme — et leurs conséquences pratiques - abolition des privilèges et de l'esclavage — ne pouvaient que choquer les créoles. Elles sapaient les fondements de la société coloniale qui, plus encore que la société espagnole, reposait sur l'inégalité. Les créoles n'ont pas le goût du suicide. Ils se devaient de combattre une idéologie aussi dangereuse. De ce point de vue, les événements de Saint-Domingue ouvrent les yeux de ceux qui hésitaient encore. Voir Toussaint Louverture proclamer l'abolition de l'esclavage et fonder une république de Noirs libres suscite des réactions d'effroi. Beaucoup de colons, terrorisés, ont fui au Venezuela ; le récit des horreurs dont ils ont été les témoins épouvante ceux qui les écoutent. L'expression « la loi des Français » prend alors, dans les Caraïbes, une signification bien précise; elle est synonyme de subversion sociale. C'est cette « loi des Français » qu'invoquent, en 1795, les Noirs révoltés de Coro, sur la côte du Venezuela : abolition de l'esclavage et des impôts abusifs, extermination de la «noblesse blanche ». La même année, une autre insurrection se produit à Cuba pour suivre l'exemple d'Haïti. Ces deux rébellions sont matées avec rigueur, mais elles laissent des traces chez les créoles qui, depuis lors, n'ont qu'une obsession: éviter la contagion des idées révolutionnaires françaises et maintenir l'ordre social.

On ne s'étonnera donc pas que les créoles du Venezuela aient si mal accueilli l'initiative de Miranda, le Précurseur, débarquant à Coro, en 1806, avec l'aide des Anglais, pour y déclencher le mouvement émancipateur. Qu'est Miranda aux yeux des créoles? Le fils d'un émigré canarien, un riche négociant, certes, mais un plébéien. Qui plus est, Miranda a participé à la Révolution française; il a été l'un des compagnons d'armes de Dumouriez. Peu importe qu'il ait été Girondin et qu'à ce titre il ait été emprisonné par les Montagnards qui ont bien failli l'envoyer à la guillotine; peu importe que Miranda, revenu de ses illusions, frappé d'horreur par la Terreur et par les massacres de Saint-Domingue, déteste maintenant tout ce qui ressemble au jacobinisme [26], qu'il se soit converti au modèle politique des États-Unis et qu'il soit devenu un conservateur. L'oligarchie de Caracas ne veut rien

savoir de cette évolution ; elle retient une seule chose : Miranda est un révolutionnaire; sa présence au Venezuela ne peut que troubler l'ordre public et semer les graines de l'anarchie. Miranda ne trouve aucun appui; il retourne chez les Anglais.

Les juntes américaines

C'est la situation de l'Espagne, en 1808, qui déclenche le processus qui aboutira à l'indépendance, sans qu'on envisage à ce moment-là une telle perspective. La chronologie des événements est instructive. De 1795 à 1808, les territoires américains sont livrés à eux-mêmes. Les guerres en Europe et sur les mers rendent difficiles les relations avec l'Espagne. En 1797, la métropole renonce, de fait, au monopole colonial : elle autorise les territoires américains à faire directement du commerce avec les pays neutres. Les défaites navales du cap Saint-Vincent (1797) et de Trafalgar (1805), en affaiblissant la marine espagnole, rendent encore plus précaires les communications avec l'Amérique qui se trouve de plus en plus isolée par rapport à la péninsule. Et pourtant les territoires américains ne profitent pas de l'occasion pour rompre avec la métropole ; ils lui restent fidèles, malgré la propagande française et anglaise qui les encourage à agir dans ce sens.

Ils lui sont encore fidèles en 1808 quand arrivent d'Europe des nouvelles inquiétantes : l'intronisation de Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne et l'occupation de la presque totalité de la péninsule par les armées de Napoléon. Que font alors les créoles ? Ils crient bien fort leur attachement au roi légitime, à Ferdinand VII. Comme en Espagne, ils forment des juntes « conservatrices des droits de Ferdinand VII » — c'est le titre que se donne celle de Caracas, en août 1808. Ils se proposent de défendre le roi légitime contre la perfidie de Napoléon et la religion catholique que menacent les Français, car, pour les créoles, Bonaparte est le continuateur de la Révolution française ; il en partage l'idéal égalitaire. La Junte souveraine de Quito, qui se met en place le 10 août 1809, exprime ces intentions sur un ton grandiloquent : « La loi sacro-sainte de Jésus-Christ et le trône de Ferdinand VII, persécuté et chassé de la péninsule, ont trouvé à Quito un refuge auguste. Sous l'équateur se dresse un bastion inexpugnable contre les entreprises infernales de l'oppression et de l'hérésie [...]. Vive notre roi

légitime et notre seigneur naturel, Ferdinand VII ! » Bien loin de se réclamer des principes de 1789, les juntes américaines ne pensent qu'à les combattre. Personne, alors, ne songe à l'indépendance. Les créoles ont peur de perdre leurs positions dominantes dans la société coloniale. Ils ont la hantise du maintien de l'ordre. Ils craignent que les Indiens, les Noirs et les métis ne profitent de la crise d'autorité ouverte par l'invasion napoléonienne pour se rebeller. Les créoles ne sont pas sûrs des autorités coloniales, sollicitées à la fois par les émissaires de Joseph Bonaparte et par ceux de la Junte de Cadix. N'oublions pas, en effet, que, sous le règne de Charles III, ces autorités ont tenté d'introduire en Amérique des réformes qui ont dressé contre elles la société coloniale; on les accusait de vouloir ruiner l'ordre traditionnel. En 1808-1809, cette méfiance donne lieu à des attitudes variées. C'est pour éviter que ne se produise une vacance du pouvoir qu'ils prennent la situation en main dans des juntes créées à leur initiative et qu'ils dirigent. On ne s'explique pas autrement la floraison de juntes qui apparaissent un peu partout, presque au même moment et avec les mêmes objectifs. Il n'y a pas eu de plan d'ensemble ; il y a eu partout la même réaction de défense : prendre localement le pouvoir pour garantir l'ordre social, mais ce pouvoir, on ne le conçoit pas encore comme indépendant de l'Espagne. Tantôt, les juntes composent avec les autorités coloniales, tantôt elles entrent en conflit avec elles. Dans les deux cas, il s'agit, pour les créoles, de garder le contrôle de la situation. Ce qui s'est passé à Mexico est instructif. Le vice-roi Iturrigaray passe pour être un ami de Godoy. Le 15 septembre 1808, les péninsulaires (magistrats de l'audience, négociants du consulat...) l'accusent de trahison, le destituent et l'expédient en Espagne. Les créoles, qui semblent soutenir le vice-roi, en conçoivent de l'irritation et renversent le successeur que désigne la Junte de Cadix. Ces dissensions ne seront pas sans conséquences.

Les juntes américaines ne font aucune difficulté pour reconnaître la Junte centrale de Cadix qui coordonne la résistance aux afrancesados et aux Français. Les choses changent en 1810 à la suite de deux séries d'événements : d'une part, les victoires françaises en Espagne ; d'autre part, la mise en place, dans la péninsule, d'un conseil de régence et la réunion des Cortès à Cadix.

Au début de l'année 1810, arrivent en Amérique des nouvelles alarmantes ; tout le monde est convaincu que les Français ont gagné la partie, que la péninsule est définitivement perdue, qu'elle va être soumise à une domination étrangère et plongée dans l'anarchie, que la religion est en péril en même temps que le trône. C'est pour éviter que l'Amérique, à son tour, ne soit atteinte que les créoles décident de prendre les choses en main. À l'idée que Joseph Bonaparte, avec tout ce qu'il représente — l'abolition des privilèges, le code civil, l'anticléricalisme — puisse régner sur l'Espagne et les Indes, les créoles sont pris de panique. La vacance du pouvoir au sommet les pousse à assumer eux-mêmes la responsabilité du maintien de l'ordre. Que certains aient essayé de profiter de la crise pour créer un ordre nouveau, inspiré des idées de 1789, n'est pas douteux, mais la tendance générale pousse en sens contraire : il s'agissait pour nous — écrit l'un des protagonistes du mouvement à Buenos Aires -, « non pas de nous rebeller contre les autorités légitimes, mais, au contraire, de suppléer la carence de celles qui n'existaient plus, ni en fait ni en droit, puisque la nation était devenue acéphale » ; il s'agissait « non pas de créer l'anarchie, mais de nous en préserver et de ne pas être entraînés dans l'abîme comme l'Espagne ».

À Caracas, la municipalité dépose le capitaine général Emparán, en poste depuis mai 1809, parce qu'elle le soupçonne d'être un bonapartiste, donc de professer des idées subversives. À partir du 19 avril 1810, Caracas est virtuellement en sécession. Buenos Aires vit dans l'inquiétude depuis qu'en juin 1806 un corps expéditionnaire anglais a attaqué la ville. Le vice-roi s'est réfugié dans l'intérieur du pays et c'est un officier de marine français au service de l'Espagne, Jacques Liniers, qui prend le commandement d'une troupe de volontaires créoles, organise la résistance et met en déroute les agresseurs, le 12 août 1806. L'année suivante, nouvelle offensive britannique, cette fois contre Montevideo, qui est occupée, et nouvelle défaillance du vice-roi. Constatant son incompétence, l'audience le destitue et nomme Liniers capitaine général. En 1810, les créoles de Buenos Aires craignent un retour en force des Anglais. Ils redoutent surtout de se voir abandonnés par l'Espagne, maintenant que Joseph Bonaparte semble avoir définitivement gagné la partie: ne risque-t-on pas de leur imposer un régime nouveau ? Ne va-t-on pas céder la Plata à une autre puissance? Les créoles constatent, en effet, que, depuis 1795, l'Espagne a renoncé, volontairement

ou non, au nord de la Floride, à la moitié de Saint-Domingue qu'elle occupait encore, à la Louisiane, à l'île de la Trinité... Cette série d'abandons donne l'impression que la métropole n'attache pas beaucoup de prix à ses territoires d'outre-mer. Dans ces conditions, la municipalité de Buenos Aires se décide, le 25 mai 1810, à assumer l'autorité suprême au nom de Ferdinand VII. Il s'agit pour elle d'éviter que l'Espagne ne s'entende avec Napoléon et n'achète sa tranquillité en échange de l'Argentine; « nous ne voulions pas être les dindons de la farce », dira plus tard l'un des échevins.

Au Mexique, le curé de Dolores, Hidalgo, prend la tête d'un mouvement qui se préoccupe essentiellement du sort des déshérités dans une région touchée par la pauvreté, le chômage et la famine. Bientôt, ce sont des hordes d'Indiens qui partent en guerre contre les riches et les puissants sous la bannière de la Vierge de Guadalupe, patronne de la Nouvelle-Espagne, et en criant bien fort leur attachement à la religion et à Ferdinand VII. Hidalgo va même jusqu'à abolir l'esclavage dans la région qu'il domine. Créoles et péninsulaires oublient alors les querelles qui les ont divisés en 1808-1809. Ils forment un front commun qui vient à bout de la révolte. Hidalgo est fusillé. Un autre curé de campagne, Morelos, poursuit le combat à la tête d'une petite troupe qui réussit à tenir jusqu'en 1814. Lui aussi est pris et exécuté. Ces deux expériences servent de leçon aux créoles. Désormais, ils se garderont de toute initiative qui pourrait donner occasion à de nouvelles aventures. Le Mexique ne bouge plus et constitue un îlot de conservatisme. Comme le notait en 1810 l'évêque du Michoacan, toute atteinte à l'ordre public, d'où qu'elle vienne, entraînerait aussitôt une anarchie épouvantable. Dans les Andes aussi, créoles et péninsulaires sont condamnés à s'entendre. Les uns et les autres ont été traumatisés par les événements dramatiques de 1780-1781, quand les Indiens de Tupac-Amaru se lançaient à l'assaut des villes. En 1809, les vice-rois de Lima et de Bogota, agissant de concert, arrêtent net les velléités de constituer des juntes de gouvernement à La Paz, à Quito et, plus tard (en 1814), à Cuzco. Ce qui caractérise l'attitude des créoles dans toute l'Amérique, c'est le souci de ne rien faire qui puisse mettre en danger un ordre social qui les satisfait. Là où ils se sentent assez forts pour agir seuls — c'est le cas du Venezuela et de l'Argentine -, ils écartent les autorités coloniales; ils collaborent avec elles, au contraire, partout où la masse de la population indienne donne des inquiétudes,

comme dans les Andes et au Mexique. D'indépendance, il n'est pas encore question, des grands principes de 1789, encore moins.

Les premières manifestations de sécession apparaissent au printemps 1810, lorsque la Junte centrale de Cadix se dissout et remet ses pouvoirs à un conseil de régence. Les juntes américaines avaient accepté de reconnaître la première, qui n'était, à vrai dire, qu'un organisme de coordination; elles s'offusquent de n'avoir pas été consultées sur la formation de la Régence qu'elles considèrent comme illégitime et à laquelle elles refusent le droit de parler au nom de l'Amérique. À partir de ce moment-là se développe une distinction subtile entre le titulaire de la monarchie — Ferdinand VII, dont on respecte les droits — et ses États patrimoniaux, composés de l'Espagne proprement dite et des territoires américains. Selon cette distinction, les territoires américains ne sont pas des colonies de l'Espagne ; ils sont placés sur un pied d'égalité avec elle, la personne du roi assurant seule l'unité des deux groupes. Si le roi disparaît ou, ce qui revient au même, s'il est dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, chacun des deux groupes retrouve son autonomie et la libre disposition de lui-même ; aucun n'a le droit d'imposer sa volonté à l'autre. Le 3 mai 1810, le Mercure vénézuélien résume ainsi cette position : la junte de Caracas n'a pas à s'incliner devant la Régence d'Espagne qui revendique une souveraineté que ne lui ont déléguée ni le monarque ni la communauté des Espagnols des deux hémisphères. En d'autres termes, on veut bien obéir à Ferdinand VII, mais pas à une Régence qui prétend agir en son nom. Les maladresses de la Régence, puis des Cortès de Cadix qui cherchent à imposer leur autorité, portent ces dissensions jusqu'à la rupture. Dès 1810, beaucoup de territoires américains se considèrent comme déliés de toute obligation envers l'Espagne. La force des choses, plus qu'une volonté délibérée, les pousse à rompre avec l'Espagne ; c'est ce qu'on lit dans la déclaration d'indépendance de Caracas, en 1811: «Nous avons été obligés d'aller plus loin que nous ne le voulions à cause de l'attitude hostile et antinaturelle de ceux qui gouvernent l'Espagne. »

Au printemps 1810, beaucoup, en Amérique, étaient convaincus que l'Espagne était définitivement perdue. Chaque territoire ne peut plus compter que sur lui-même. Toujours obsédée par le souci de conserver sa position dominante et de ne pas laisser se créer une vacance du pouvoir,

l'oligarchie créole, là où elle se croit assez forte pour cela, décide d'assumer elle-même la souveraineté tombée en déshérence. Le libéral Blanco, qui publie, à Cadix, une revue mensuelle, L'Espagnol, analyse avec lucidité ce raisonnement: « Quand le roi est éloigné et captif, comme c'est le cas en Espagne, le peuple assume ses prérogatives et les délègue à qui bon lui semble, mais le peuple espagnol a-t-il le droit d'imposer sa volonté au peuple américain? Possède-t-il la souveraineté sur ces territoires de la couronne d'Espagne et peut-il déléguer la faculté de les gouverner? Si, pendant la captivité de Ferdinand VII, les peuples d'Espagne ont recouvré leur souveraineté, la chose est vraie aussi des peuples d'Amérique. »

De quels principes s'inspire l'oligarchie créole quand elle décide de prendre elle-même le pouvoir? Non pas de la souveraineté nationale, chère aux révolutionnaires français, mais de la doctrine la plus traditionnelle qui soit, la théorie scolastique : la souveraineté réside dans le peuple qui la délègue au prince ; si le prince vient à manquer, elle retourne au peuple. Le maître à penser des créoles de 1810 n'est pas Rousseau, mais Suárez, même si, plus tard, on jouera sur les analogies de vocabulaire et si on fera semblant de croire que le contrat tacite de Suárez est la même chose que le contrat social de Rousseau. Certes, Suárez n'est jamais cité dans les proclamations de l'époque; des historiens en ont conclu que son influence a été beaucoup moins forte que celle de Rousseau. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit à propos des Lumières en Amérique: elles étaient bien plus respectueuses qu'en France de la pensée traditionnelle. Ne négligeons pas non plus l'enseignement des jésuites jusqu'à leur expulsion, en 1767. Si Charles III et ses ministres ont mis tant de constance à interdire les « théories sanguinaires » — c'est-à-dire celles de Mariana et de Suárez qu'on accusait de justifier le régicide dans certains cas extrêmes, interdiction que déplorent encore certains Américains à la veille de l'indépendance[27]-, c'est que la doctrine scolastique sur l'origine et les conditions d'exercice du pouvoir politique séduisent beaucoup d'esprits à la fin du XVIIIe siècle. Il n'est pas vraisemblable qu'entre 1789 et 1810, dans un contexte politique, social et idéologique violemment hostile aux idées qu'incarnait la Révolution française, cette doctrine ait été supplantée brusquement par la théorie de Rousseau. Il n'est pas difficile de reconnaître l'inspiration scolastique des déclarations d'indépendance de Buenos Aires

(août 1810) et de Caracas (juillet 1811). Le secrétaire de la junte de Buenos Aires, Mariano Moreno, justifie ainsi sa position : à partir du moment où, par traîtrise, Napoléon a arraché à l'Espagne Ferdinand VII, « le plus aimé de ses monarques », le royaume est devenu acéphale ; il a perdu le principe d'où découlait la souveraineté; de ce fait, les peuples retrouvent toutes leurs prérogatives; la souveraineté leur fait retour; ils peuvent en disposer comme bon leur semble. L'un des dirigeants de la junte avance un argument plus prosaïque : « Est-il concevable qu'un territoire immense comme l'Argentine, avec des millions d'habitants, se soumette à la souveraineté des commerçants de Cadix et des pêcheurs de l'île de Léon ? » Cette phrase suggère que des intérêts économiques étaient aussi enjeu. On ne pense pas autrement à Caracas : « Dès l'instant où, à Bayonne, Ferdinand VII a été fait prisonnier et que lui et son père ont renoncé à la couronne en faveur de Napoléon, les liens qui unissaient les peuples de la monarchie en un seul État et sous un même souverain se sont trouvés brisés. » Bogota fait sécession en vertu des mêmes principes (juillet 1810). En revanche, le Mexique, l'Amérique centrale, les Andes et le Chili restent fidèles à la fois à Ferdinand VII et à la Régence de Cadix.

Logiques avec ces positions, Buenos Aires, Caracas et Bogota refusent de se faire représenter aux Cortès de Cadix, convoquées par la Régence. Ailleurs, les circonstances rendent difficiles les élections et l'acheminement des députés [28]. En principe, ces députés sont désignés par les conseils municipaux des chefs-lieux de province, donc par des créoles. Certains d'entre eux mettent beaucoup de temps à gagner l'Espagne. En attendant leur arrivée, la Régence décide de faire siéger des suppléants pris parmi les Hispano-Américains présents à Cadix: vingt-neuf suppléants sont ainsi désignés par un corps électoral de cent soixante-dix-sept personnes! Ils sont presque aussi nombreux que les trente-six députés régulièrement élus. Fallait-il admettre aux Cortès des représentants des territoires entrés en dissidence ? Oui, décrètent les Cortès ; procéder autrement reviendrait à accepter le fait accompli. La participation des Américains aux Cortès de Cadix est numériquement importante, mais elle n'est ni représentative ni homogène. Face aux péninsulaires, les Américains se retrouvent solidaires sur un petit nombre de questions d'ordre général; pour tout le reste, leurs positions sont très variées. Ils font admettre par leurs collègues

péninsulaires que les territoires d'Amérique n'ont jamais été juridiquement des colonies. C'est pourquoi la constitution de 1812 définit la nation espagnole comme l'ensemble des Espagnols des deux hémisphères. Ce point acquis, les divergences commencent. Pour les libéraux, partisans d'un État unitaire et centralisé, l'égalité ainsi définie implique des lois et des formes de gouvernement identiques en Espagne et en Amérique, ce que contestent les Américains, qui invoquent la spécificité du Nouveau Monde. Autre point contesté : la constitution prévoit que les provinces — celles d'Amérique comme les autres — élisent un nombre de députés proportionnel à leur population. Les créoles demandent qu'on tienne compte des Indiens et des castas — des sang-mêlé [29]-, mais cela reviendrait à donner à l'Amérique une représentation supérieure à l'Espagne. On s'en tire par un compromis : on tiendra compte des Indiens, mais pas des sang-mêlé.

La guerre civile

À vrai dire, ces discussions sont oiseuses puisque la constitution ne sera pas appliquée et que la situation en Amérique ne se prête pas à un traitement juridique. À partir de 1810, se déroule non pas une guerre d'indépendance — Américains contre Espagnols -, mais une guerre civile entre Ibériques — Américains et Espagnols mêlés — sous le regard des populations dominées — Indiens, Noirs, métis — qui restent d'abord neutres — les luttes en cours ne les concernent pas -, puis qui comprennent le parti qu'elles peuvent tirer de ces affrontements; la guerre civile se double alors d'une lutte de classes et d'une guerre de races.

Les juntes indépendantistes, qui maintenant s'intitulent gouvernements, doivent d'abord vaincre la résistance des représentants des autorités de la péninsule. Ce n'est pas le plus difficile. Si les indépendantistes n'avaient pas eu d'autres adversaires, ils auraient eu gain de cause en quelques jours. L'Espagne ne peut guère leur opposer que son autorité morale. Elle dispose, en Amérique, de très peu de troupes. Les réformes du XVIII[e] siècle ont profondément changé la composition de l'armée des Indes. La plupart des officiers et des soldats sont des créoles. Sur les trente-cinq mille hommes stationnés en Amérique en 1810, les péninsulaires sont à peine cinq mille cinq cents [30]. La remarque vaut aussi pour les combattants volontaires ; dans

les armées loyalistes, les Espagnols ont toujours été en très petit nombre, ce qui préoccupait beaucoup Bolivar. Deux camps s'affrontent, mais il n'y a pas, d'un côté, les Américains et, de l'autre, les Espagnols. Si tous les Espagnols sont loyalistes, les créoles sont divisés ; on en trouve chez les « patriotes » et aussi chez les « royalistes ». Les uns sont favorables à l'indépendance ; les autres y sont hostiles. À l'intérieur du premier groupe, un autre clivage oppose ceux qui souhaitent donner au nouvel État une forme centralisée et ceux qui refusent l'hégémonie de la ville-capitale et préfèrent une structure fédérale.

Les « patriotes » n'ont pas eu de mal à s'imposer à Buenos Aires, en 1810, mais ils rencontrent bien des oppositions quand ils tentent de refaire à leur profit l'unité de l'ancienne vice-royauté. Ni le Paraguay ni l'Uruguay n'acceptent l'hégémonie de Buenos Aires, pas plus que l'arrière-pays, la pampa. Dans les années 1810, se met en place l'opposition qui va dominer la vie politique de l'Argentine jusqu'au milieu du XIXe siècle : centralistes contre fédéralistes, si l'on veut; plus exactement : le port contre la pampa, les bourgeois de Buenos Aires, négociants favorables au libre-échange, contre les gauchos de l'intérieur. C'est ce que Sarmiento appellera le combat de la civilisation contre la barbarie, du pouvoir civil contre les caudillos.

Au Venezuela, c'est l'oligarchie créole de Caracas qui a pris l'initiative de proclamer l'indépendance. Bolivar en fait partie ; il possède des milliers d'hectares et d'esclaves. En outre, il a pour lui le prestige de l'homme cultivé qui a voyagé aux États-Unis, en Espagne, en Italie, en France — où il a assisté au sacre de Napoléon. Il s'impose rapidement comme le chef du mouvement indépendantiste. La première république du Venezuela — en réalité réduite à la seule ville de Caracas — ne dure pas longtemps. Elle a contre elle la majorité des créoles, spontanément attachés à l'ordre traditionnel : ils sont monarchistes et catholiques ; la république leur fait peur; ils redoutent surtout que l'initiative des élites de Caracas ne donne le signal d'une révolte sociale. Ils voient juste. Contre l'arrogance des notables de la capitale se dresse l'ensemble du pays: Noirs, métis, pauvres blancs... qui ne sont pas particulièrement monarchistes ni favorables à l'Espagne, mais qui craignent plus encore la domination des créoles. Des membres des couches moyennes auraient souhaité occuper des emplois publics ; les autorités coloniales y étaient favorables, mais l'oligarchie s'y était opposée ;

elle avait exigé des candidats des preuves de pureté de sang... Beaucoup de ceux qui ont été ainsi évincés s'en souviennent en 1810; ils rejoignent le camp royaliste non par amour de l'Espagne, mais par haine de la noblesse de Caracas. Les esclaves n'oublient pas que les créoles, en 1789 — l'année de la déclaration des Droits de l'homme ! -, ont empêché l'Espagne de promulguer un Code noir qui contenait des dispositions favorables aux esclaves. Selon les créoles, les réformes prévues allaient ruiner l'agriculture et pousser les Noirs à suivre leur pente naturelle: la fainéantise. L'évêque de Caracas ne manque pas de le leur rappeler; il demande au clergé des zones de plantation de montrer aux Noirs que la domination des Espagnols est infiniment plus douce que celle des grands propriétaires créoles. Les Noirs se soulèvent; ils s'enrôlent dans l'armée « royaliste » du général Monteverde. Bolivar est horrifié par les crimes de « ces foules inhumaines et atroces qui se repaissent du sang et des biens des patriotes », qui tuent, pillent, violent et saccagent. La première république vénézuélienne s'effondre le 25 juillet 1812 quand l'« armée » de Monteverde — moins de trois cent soldats... — entre à Caracas. Bolivar fuit à Curaçao et, de là, débarque à Carthagène pour reconquérir le terrain perdu. Pour briser les résistances, il lance le décret de guerre à mort (1813) : «Espagnols et Canariens, préparez-vous à mourir si vous restez neutres et si vous ne participez pas activement à la libération de l'Amérique. » En exécutant les traîtres et en taxant les villes et les villages réputés hostiles, Bolivar donne à la guerre civile une brutalité à laquelle répondent, dans le camp opposé, des violences équivalentes. L'intervention des llaneros décide de l'issue des combats.

Dans les plaines de l'intérieur du Venezuela — les llanos —, les créoles cherchaient depuis longtemps à défendre leurs propriétés contre les voleurs de bétail, des métis qui se déplaçaient d'un endroit à un autre, qui prenaient des chevaux quand ils en avaient besoin sans demander à qui ils appartenaient, qui détroussaient les voyageurs... Pour ces llaneros, l'indépendance est une catastrophe. Non pas qu'ils soient royalistes ni partisans de la souveraineté de l'Espagne — ils n'en ont cure —, mais, d'instinct, ils reconnaissent dans le créole l'ennemi de classe, celui qui veut les châtier, les empêcher d'aller et venir, les réduire à la condition de prolétaires. En apprenant que les créoles ont pris le pouvoir à Caracas, ils

n'hésitent pas. C'est chez eux que Boves, un aventurier asturien, recrute le gros de son armée de « royalistes » qui marchent au combat aux cris de: «Vive le roi! Mort aux Blancs ! » L'entrée de ces troupes à Caracas, en 1814, s'accompagne de pillages et de tueries qui laisseront un souvenir horrible aux rescapés. Trois siècles de civilisation, de lumières et de progrès ont été anéantis en un jour par les llaneros, s'indigne Bolivar. « Pendant des années, rapporte un chroniqueur, quand on rencontrait un homme mutilé, boiteux, manchot ou borgne, on disait: "Voilà encore quelqu'un qui a survécu à Boves." »

Des scènes semblables se déroulent en Nouvelle-Grenade. Ici aussi la guerre civile recouvre deux clivages de fond : centralistes et fédéralistes, riches contre pauvres, beaucoup plus significatifs que l'opposition patriotes-royalistes. Royalistes, tous le sont en théorie. En 1811, le préambule de la constitution du Cundinamarca — c'est le nom que se donne la Nouvelle-Grenade indépendante — commence par ces mots : « Ferdinand VII, par la grâce de Dieu et par le consentement du peuple [...] roi des Cundinamarquais. » À la capitale de l'ancienne vice-royauté s'oppose la province : «Nous, les représentants du peuple de Carthagène [...] déclarons solennellement à la face du monde entier que la province de Carthagène est désormais, en fait et en droit, un État libre, souverain et indépendant. » Contre les indépendantistes créoles se dressent d'autres créoles qui ne le sont pas, les Espagnols, les métis, les Indiens. Comme au Venezuela, la masse sait bien qui l'exploite : ce n'est pas l'Espagne ; ce sont les créoles. Les Indiens, en particulier, voient dans le roi un protecteur lointain, un recours contre les abus des planteurs en quête d'une main-d'œuvre bon marché[31]. Les créoles indépendantistes ont déclenché le processus que redoutait Camilo Torres en 1809 : la guerre civile et l'affrontement entre les provinces.

L'indépendance

En 1815, seule l'Argentine est en état de sécession et peut être considérée comme définitivement perdue pour l'Espagne. Partout ailleurs, les indépendantistes sont battus ou isolés. Avec le retour de la paix, l'Espagne peut de nouveau envoyer des troupes en Amérique. L'armée du général

Morillo débarque au Venezuela en avril 1815. C'est l'expédition militaire la plus considérable que l'Espagne, en trois siècles, ait jamais envoyée en Amérique : dix mille soldats embarqués sur quarante-deux bâtiments de transport escortés par cinq navires de guerre. Bolivar abandonne la lutte et se réfugie à la Jamaïque. Le retour de Ferdinand VII sur son trône autorise tous les espoirs. Dans les deux camps, on s'est battu en son nom. Sa captivité — on a oublié qu'il avait abdiqué — et ses épreuves lui valent la sympathie de ses sujets d'Amérique. Or Ferdinand VII gaspille ces atouts en quelques mois. Il commet l'erreur de choisir un camp contre l'autre et de déclarer traîtres et rebelles les indépendantistes. Au lieu de proclamer une amnistie générale et d'inviter les peuples d'Amérique à se réconcilier entre eux et avec l'Espagne, il déclenche la répression : on confisque les biens des « rebelles » ; on épure l'administration... Les militaires, qui abusent de leur victoire, prennent le pas sur les autorités civiles qui étaient au fait des réalités locales et qui avaient réussi à sauver l'essentiel depuis 1808. Au lieu d'une politique généreuse, les militaires pratiquent une répression qui ressemble beaucoup à une terreur blanche. En somme, Ferdinand VII pratique en Amérique la même politique réactionnaire qu'en Espagne; il entend revenir à la situation de 1808 comme si rien ne s'était passé entre-temps. En Amérique, cette attitude rejette dans l'opposition les tièdes et les indécis, tous ceux qui avaient eu une conduite hésitante ; il transforme en ennemis de l'Espagne des hommes qui se seraient peut-être contentés de réaménager les rapports entre la métropole et les territoires d'Amérique.

Le génie politique de Bolivar est d'avoir compris le parti qu'il pouvait tirer de cette intransigeance. Il repart en campagne et, cette fois, il ménage les masses. Il ne s'agit pas de se les aliéner de nouveau. Il proclame l'égalité des droits; il abolit la traite des Noirs; il laisse entendre que la patrie saura récompenser ses serviteurs... C'est ce que l'historien vénézuélien Germán Carreras Damas appelle le « changement contrôlé [32]» ; on croirait entendre le héros du Guépard de Lampedusa : il faut que tout change si l'on veut que tout continue comme avant... Les résultats sont ceux que Bolivar attendait. Les créoles gardent la direction des opérations militaires et des affaires politiques, mais des métis et des Noirs s'enrôlent dans l'armée, attirés par ces promesses et par l'espoir d'une promotion sociale ; les llaneros, surtout, ces cavaliers redoutables, sont maintenant dans son camp, sous la direction

de Páez. Bolivar reçoit enfin des renforts d'Europe, des mercenaires anglais et irlandais qui forment une légion britannique. Bolivar franchit les Andes et occupe Bogota en août 1819.

Le pronunciamiento de Riego, en 1820, précipite la décomposition de l'Empire, et cela de deux façons : du point de vue militaire, l'armée qui s'apprêtait à embarquer reste en métropole ; plus aucun renfort ne parviendra en Amérique ; du point de vue politique, les libéraux du Triennat n'arrivent pas à adopter une position cohérente. Certains envisagent de reconnaître l'autonomie des territoires américains, assortie de précautions et de garanties: on constituerait une sorte d'association des nations ibériques dont le roi d'Espagne prendrait la tête avec le titre de protecteur; la majorité des Cortès refuse : cette formule serait contraire à la constitution !

De plus, la politique libérale du Triennat effraye les conservateurs. En apprenant que les Cortès ont déclaré la liberté de la presse, se préparent à mettre en vente des biens du clergé, ont aboli l'Inquisition et les privilèges du clergé et de l'armée..., les Mexicains, qui avaient célébré avec enthousiasme le retour de Ferdinand VII et le rétablissement de l'absolutisme en Espagne, font marche arrière ; ils rompent les liens avec la péninsule ; ils ne veulent pas de cette Espagne-là. Iturbide se fait l'interprète de la majorité de ses compatriotes. Ce n'est pas un plébéien ni un curé comme les insurgés de 1810, Hidalgo et Morelos, mais un militaire. Il réunit autour de lui les grandes forces des commerçants, la hiérarchie ecclésiastique et l'armée, une coalition qui exclut de la vie politique 90 % de la population mexicaine. Seule concession au populisme : il reprend le drapeau tricolore imaginé par Morelos : l'aigle juchée sur un nopal. En 1821, Iturbide fait adopter un plan qui transforme le Mexique en un État conservateur dans lequel les droits de l'Église, de l'armée et de la propriété sont garantis; le catholicisme devient religion d'État; créoles et péninsulaires sont égaux devant la loi. Théoriquement, Ferdinand VII reste le roi, mais cette fiction disparaît en 1822 quand Iturbide se proclame empereur, ce qui suscite des oppositions : il est fusillé en 1824, mais le Mexique reste indépendant. Le Guatemala suit l'exemple du Mexique. En septembre 1821, il se déclare indépendant «pour ne plus être soumis au gouvernement de la péninsule ».

Au Mexique et au Guatemala, c'est contre l'Espagne libérale qu'on se révolte en 1820. Dans le reste de l'Amérique espagnole, ce sont les erreurs et les incohérences de la métropole depuis 1814 qui conduisent à la désintégration de l'Empire. Au Venezuela, après de vaines négociations avec les agents de l'Espagne, Bolivar reprend le combat; il sort vainqueur de la bataille de Carabobo (juin 1821). Nommé président de la République, il part reconquérir la Nouvelle-Grenade. En juillet 1822, il entre à Quito où s'était imposée jusque-là une drôle de république, présidée par un évêque et dirigée par des moines[33]. Un peu plus tard, à Guayaquil, l'attendent les troupes de l'Argentin San Martin qui, parti de Cuyo, de l'autre côté des Andes, a envahi le Chili. Ce dernier territoire est un bon exemple des erreurs politiques de Ferdinand VII. En mai 1814, un accord avait été conclu entre l'administration coloniale et les autonomistes qui avaient accepté de reconnaître l'autorité de la Régence d'Espagne et d'envoyer des représentants aux Cortès. Sur ordre de Ferdinand VII, le vice-roi du Pérou dénonce cet accord, fait occuper Santiago et poursuit les autonomistes. Se sentant menacés, des milliers de Chiliens fuient en Argentine. Devenus indépendantistes, ils se rangent aux côtés des Argentins. Du Chili, San Martin se fait transporter, par des bateaux anglais, sur les côtes du Pérou avant de s'effacer devant Bolivar à qui il laisse la gloire de terminer la lutte pour l'indépendance. Ensemble, Argentins et Vénézuéliens vont « libérer » le Pérou qui s'obstine à ne pas comprendre où est son intérêt. Là, au cœur des Andes, le vice-roi Abascal a agi avec une grande intelligence politique. Il a su cultiver la méfiance de Lima à l'égard de Buenos Aires. Sous sa direction, la bureaucratie et les notables de Lima ont repris le contrôle du haut Pérou, longtemps disputé avec Buenos Aires. On est reconnaissant à Abascal d'avoir restauré la grandeur du Pérou et d'en avoir fait un îlot d'ordre et de stabilité. Pour la majorité des Péruviens, les Argentins et les Chiliens de San Martin comme les Vénézuéliens et les Néo-Grenadins de Bolivar sont des envahisseurs qu'on s'apprête à repousser. La bataille d'Ayacucho (décembre 1824), perdue par les Péruviens, est la dernière de toutes celles qui ont été livrées en Amérique depuis 1810. Elle marque la fin du processus de désintégration de l'empire d'Amérique. Il n'est pas inutile de noter que, sur les douze mille six cents soldats de l'armée « espagnole » battue par le maréchal Sucre, six cents seulement étaient

espagnols ; tous les autres étaient des métis ou des Indiens quechuas et aymaras.

L'Amérique espagnole après l'indépendance

En 1823, sous la pression de l'Angleterre et des États-Unis, la Sainte Alliance a refusé tout appui à Ferdinand VII dans la lutte qui l'oppose à ses sujets d'Amérique. L'Espagne se résigne à perdre l'Empire immense dont elle ne conserve plus que quelques fragments : Cuba, Puerto Rico, les Philippines... Ce qui se passe en Amérique après 1825 ne relève plus de l'histoire de l'Espagne, mais cet événement considérable appelle quelques commentaires.

Dans un livre publié en 1802 — Les Trois âges des colonies—, l'abbé de Pradt présentait les trois siècles qui avaient suivi la conquête de l'Amérique comme une période de domination coloniale et de maturation qui était sur le point de s'achever; parvenu à sa majorité, le continent américain ne pouvait que s'émanciper. Plus personne ne croit aujourd'hui que l'Amérique espagnole soit arrivée à l'indépendance au terme d'un processus naturel de ce genre. C'était déjà l'avis de Bolivar. Réfléchissant, en 1815, dans son exil de la Jamaïque, à l'échec de la première République vénézuélienne, le Libérateur l'admet: « L'Amérique n'était pas prête à se séparer de la métropole » ; ses habitants n'avaient aucune préparation théorique et aucune expérience; ils ont dû s'improviser, du jour au lendemain, législateurs, magistrats, comptables publics, diplomates, généraux pour former les cadres sans lesquels un État ne peut fonctionner. La situation de l'Amérique espagnole en 1815 rappelle celle du monde romain après l'effondrement de l'Empire: c'est un chaos dans lequel chaque groupe et chaque ethnie s'organisent comme ils le peuvent. L'indépendance était prématurée — poursuit Bolivar -, mais c'était une occasion à saisir.

L'aveu est révélateur. À la différence de ce qui s'était passé pour les treize colonies anglaises en 1776, les peuples de l'Amérique espagnole, en 1810, n'avaient pas le sentiment de former une communauté solidaire; ils étaient divisés en groupes sociaux et ethniques hétérogènes, juxtaposés et rivaux : « Nous ne sommes ni des Indiens ni des Européens ; nous formons une catégorie intermédiaire entre les légitimes occupants du sol et les

usurpateurs venus d'Espagne » (Bolivar, 1815). L'autorité de l'Espagne assurait seule l'unité de l'ensemble ; une fois que cette autorité a disparu, il ne reste que la religion et la langue pour assurer la cohésion du corps social dans un continent immense. Dans l'Amérique de 1810, il n'y a que des peuples séparés les uns des autres, mais pas de nations au sens que l'on commence à donner à ce mot, en Europe. Ici, la nation n'est pas à défendre contre un ennemi extérieur; elle est à inventer. Le peuple est un conglomérat de créoles, d'Indiens, de Noirs, de métis et de toutes les catégories intermédiaires. La nation ne saurait être une abstraction pure ; elle a besoin d'être comprise et vécue par ceux qui la constituent; elle doit s'incarner dans une langue, un territoire, des croyances, des habitudes, des intérêts. En Amérique, cette communauté naturelle, c'est la ville, la province où l'on est né et où l'on habite. C'est pourquoi la tendance à la fragmentation s'est imposée partout d'une manière spontanée. Seul le génie politique d'hommes comme Bolivar voit les inconvénients et les dangers de cette situation. Pour résister à l'Espagne et pour lui arracher l'indépendance, il faut constituer des unités viables, c'est-à-dire suffisamment grandes, qui disposent de ressources importantes en hommes et en ressources naturelles. La guerre impose donc un appareil militaire cohérent et puissant, autrement dit un État. En général, des nations qui existent déjà aspirent à devenir — ou à redevenir — des États souverains ; dans l'Amérique espagnole de 1810, on a commencé par bâtir des États avec leur gouvernement, leurs institutions, leurs armées, leurs corps de fonctionnaires, etc., et c'est à partir de ces États qu'on a cherché à créer des nations.

Pour la population, ces États restent des abstractions. C'est à la fois contre l'Espagne et contre le peuple qu'ont eu à lutter les libertadores pour accoucher de nations qui étaient encore à l'état de projets. Car le peuple n'était pas mûr pour faire siennes de telles perspectives. Il était incapable de voir où était son intérêt; il s'alliait à ceux qui s'y opposaient : « Nos pauvres concitoyens devront fortifier longuement leur esprit avant de pouvoir digérer le suc nutritif de la liberté [34]. » Les Libertadores ont dû forcer le peuple à être libre : « Un despotisme intelligent est seul capable de gouverner l'Amérique [35]. » Cette entreprise a fait des centaines de milliers de victimes: deux cent cinquante mille au Venezuela, selon l'estimation de Bolivar[36], plus de cent trente mille selon les historiens contemporains[37], c'est-

à-dire le quart de la population totale du pays. Elle a causé des destructions, ruiné le pays et entraîné une régression économique et culturelle qui a pris les proportions d'un cataclysme : « Nous avons sacrifié à la cause de l'indépendance — écrit, au début du XX[e] siècle, le penseur vénézuélien Laureano Vallenilla Lanz — tout ce que nous avions de grand : notre élite sociale a péri sous le couteau des barbares ; de la classe dirigeante si cultivée qui avait produit un Bolivar, il ne restait, en 1825, que des vestiges errant dans les Antilles.» Bolivar l'avouait en privé: «Nous avons perdu notre temps ; nous avons raté notre œuvre ; nous avons multiplié les erreurs et nous avons aggravé le sort du peuple qui pleurera éternellement notre action [38]. » Pour faire oublier cet échec et pour dissimuler cette frustration, l'État s'est donné pour tâche d'inventer à la fois le passé et l'avenir de la nation. Avec une audace inouïe, les descendants des conquistadores et de ceux qui avaient vaincu, dépouillé et exploité les premiers habitants de l'Amérique ont revendiqué le passé précolombien du continent et ont retourné contre les Espagnols de la métropole les accusations de Las Casas contre la conquête et l'oppression coloniale. Voilà pour le passé. En ce qui concerne le futur, la nouvelle classe dirigeante née de l'indépendance confisque à son profit l'idée de nation : elle est la nation. Toute remise en cause de son rôle et toute tentative pour limiter son hégémonie sont assimilées à des activités antinationales. Il ne faut jamais oublier le sens des événements qui se sont produits dans l'Amérique espagnole entre 1810 et 1825: une indépendance sans décolonisation, un renforcement des liens de dépendance. Pour gagner l'adhésion des masses, les créoles n'ont pu faire autrement que d'invoquer à leur tour les grands principes de 1789: la liberté, l'égalité, les droits de l'homme, mais ces principes proclamés se sont fort bien accommodés de situations de fait qui reproduisaient les rapports de domination économique sur les populations exploitées. La classe dominante est seule à pouvoir parler au nom de la nation puisque c'est elle — et elle seule — qui a créé la nation. Ainsi se trouve justifiée et légitimée la mise sous tutelle des couches populaires, ces masses incultes qui n'avaient pas compris la grandeur du sacrifice qu'on leur demandait et qui avaient pris les armes pour soutenir la cause de l'Espagne et du régime colonial. La guerre d'indépendance est ainsi présentée comme une épopée fondatrice et ses héros — les libertadores — font l'objet d'un véritable culte ; contester leur action ou la minimiser, c'est se rendre coupable de sacrilège [39].

En 1825, l'Empire espagnol se démembre en une vingtaine d'États jaloux de leur indépendance. La plupart du temps, les nations nouvelles se constituent à partir des audiences de l'époque coloniale, ce qui prouve la sagesse de l'ancienne puissance coloniale : elle avait su discerner les grandes unités naturelles de ces territoires et leur donner une organisation économique et administrative qui subsiste après l'indépendance. Ainsi s'étaient formées non pas des nations, mais des régions qui avaient fini par sécréter des patriotismes locaux. Ce sont ces particularités, autant que les vicissitudes des guerres d'indépendance, qui, en 1826, lors du congrès de Panama, empêchent la formation d'une grande confédération. Trop de choses opposaient entre eux les jeunes États, sans parler de l'hostilité des États-Unis de l'Amérique du Nord qui préféraient avoir affaire à plusieurs nations plutôt qu'à une communauté qui aurait pu représenter une force d'équilibre dans le Nouveau Monde. À défaut d'une grande confédération, Bolivar aurait souhaité des regroupements régionaux. Le projet d'un État colombien répond à cette préoccupation. Le nom de Colombie apparaît pour la première fois en 1801 dans les plans que Miranda élabore, à Londres, pour séparer de l'Espagne ses possessions américaines. Le mot s'applique alors à l'ensemble de l'Amérique espagnole que Miranda envisage de transformer en un empire fédéral gouverné par deux incas. La capitale serait une ville nouvelle, située dans l'isthme de Panama; on lui donnerait le nom de Colombo, en hommage à Christophe Colomb. En débarquant sur les côtes du Venezuela, en août 1806, Miranda, qui prétend agir en qualité de chef de l'« armée colombienne », lance une proclamation aux habitants du « continent américano-colombien ». C'est dans un sens plus restreint que Bolivar reprend l'expression, en 1815. Dans son exil de la Jamaïque, le Libertador médite sur ses premiers échecs. Il est convaincu que l'Amérique finira par obtenir son indépendance et il pressent qu'elle se divisera en dix-sept nations. L'une de ces nations pourrait être formée par la Nouvelle-Grenade et par le Venezuela; elle devrait s'appeler la Colombie. Ce vœu se réalise en 1819, lors du congrès d'Angostura. La République de Colombie, proclamée cette année-là, comprend trois départements: le Venezuela, le Cundinamarca — c'est-à-dire la Nouvelle-Grenade - et l'ancienne audience de Quito. C'est à partir de 1819 que Santa Fe de Bogota, siège de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade, devient simplement Bogota. Trop de choses, pourtant, opposaient ses composantes : les Néo-Grenadins ne supportaient

pas d'être dirigés par des Vénézuéliens et vice versa. De plus, les premiers, plus traditionalistes, se méfiaient des seconds, jugés libéraux et anticléricaux. La Grande Colombie se disloque en 1831 pour faire place aux trois États qui existent toujours : le Venezuela, l'Equateur et l'ancien département de Cundinamarca qui a gardé seul le nom de Colombie.

Tous les États issus de l'ancien empire espagnol ont la forme de républiques, ce qui peut surprendre de la part de territoires aussi profondément marqués par l'influence de l'Espagne et où la monarchie avait fini par revêtir un caractère sacré. C'est ici qu'on peut évoquer le précédent des États-Unis de l'Amérique du Nord. Le prestige de la grande puissance du Nouveau Monde est venue à bout de la sacralisation de l'idée de monarchie et a rendu le régime républicain acceptable et respectable.

Partout aussi, ces républiques ont adopté une structure fédérale, malgré Bolivar qui aurait souhaité des États centralisés. Il était difficile de faire autrement après des guerres civiles qui avaient favorisé l'émergence d'une multiplicité de pouvoir locaux concurrents. À l'intérieur des grands ensembles que sont la Nouvelle-Grenade ou l'Argentine, la géographie, le climat, la difficulté des communications accentuaient les tendances centrifuges et le morcellement. Le fédéralisme a été la solution idéale pour ménager les susceptibilités régionales tout en conservant, au sommet, un pouvoir fort. Ici encore, l'exemple des États-Unis de l'Amérique du Nord a été déterminant. D'une manière générale, d'ailleurs, le modèle nord-américain convenait parfaitement à la situation des anciens territoires espagnols ; il permettait de concilier une forme républicaine et des structures économiques et sociales conservatrices, en particulier l'esclavage.

Ces régimes, enfin, ont pris partout des aspects autoritaires. On a adopté la République, mais on a cherché aussi à se prémunir contre les masses populaires, à éviter des débordements qui auraient pu remettre en cause l'ordre social. Il s'agit d'éloigner le spectre du jacobinisme et de tracer des limites à l'impatience des masses. Bolivar voulait à tout prix prémunir les nouvelles institutions contre la démocratie, susceptible de provoquer des désordres. Certes, en droit, tous les hommes sont égaux; en fait, les choses sont plus complexes: les masses analphabètes ne sont pas encore mûres pour la démocratie ; elles représentent un danger. Dans sa Lettre de la Jamaïque (1815), Bolivar recommandait de confier la direction des affaires

publiques à des «gouvernements paternels ». C'est dans cet esprit qu'est rédigée la constitution de 1819 avec sa distinction entre citoyens passifs et actifs, ses deux chambres, une assemblée élue au suffrage censitaire et un sénat héréditaire destiné à contenir les «vagues populaires ». Dans le même ordre d'idées, il est clair que certains des héros de l'Indépendance — San Martín, Bolivar, Iturbide, notamment — ont en tête l'exemple de Napoléon, l'homme qui a su mettre un terme aux excès révolutionnaires. Comme Napoléon, Bolivar méprisait profondément les phraseurs et les idéologues; le régime qu'il met en place dans la dernière étape de la guerre d'indépendance du Venezuela prétend, comme l'empire napoléonien, créer un ordre nouveau, un pouvoir fort, capable de canaliser la révolution, de la contrôler, de l'enfermer dans d'étroites limites. C'est ce qu'au début du XX[e] siècle le positiviste vénézuélien Laureano Vallenilla Lanz appellera le « césarisme démocratique », une forme de gouvernement autoritaire qui prétend s'appuyer sur les masses et parler en leur nom [40]. Dans les nouveaux États, marqués par l'effondrement des cadres traditionnels, ruinés et bouleversés par les guerres d'indépendance, seuls des militaires étaient en mesure de maintenir les masses dans la soumission, au prix de concessions formelles. Le populisme du XIX[e] siècle, avec son cortège de caudillos et de dictateurs, pourrait bien être la forme latino-américaine du bonapartisme et, à ce titre, une séquelle de la période révolutionnaire.

1 «Je tiens que notre liberté ne sera jamais tranquille tant qu'il restera un Bourbon sur le trône. Point de paix avec les Bourbons et, dès lors, il faut songer à l'expédition pour l'Espagne. »

2 Elle ne l'est pas vraiment, mais il est vrai que c'est vers cette époque qu'à la demande du gouvernement le futur historien de l'Inquisition, Llorente, commence à rédiger un mémoire pour démontrer que les provinces basques n'ont jamais été des républiques libres et indépendantes, mais qu'elles ont toujours été placées sous la tutelle de la Castille.

3 Cf. José María PORTILLO VALDÉS, dans Studia historica. Historia moderna (université de Salamanque), XII, 1994.

4 Beaucoup de prêtres et de religieux - entre sept et huit mille au moins - avaient gagné l'Espagne après la constitution civile du clergé. Le cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, était chargé de les répartir dans divers diocèses. En décembre 1793, le capitaine général de Valence décide d'expulser les Français installés dans sa circonscription, y compris les ecclésiastiques. L'archevêque proteste - il sera obligé de démissionner quelques mois plus tard. Dans cette affaire, le peuple prend parti pour le capitaine général et pousse des cris hostiles à l'archevêque et aux Français. Déjà en mars 1793, toujours à Valence, une émeute avait été suivie de la mise à sac des maisons appartenant à des commerçants français.

5 Au mépris de ce qui avait été stipulé, Napoléon s'empresse de vendre la Louisiane aux États-Unis sans même consulter l'Espagne.

6 On l'appelle ainsi à cause des branches d'orangers que les soldats offrent à la reine Marie-Louise lors du défilé de la victoire, à Badajoz.

7 En 1801, la Toscane avait été érigée en royaume d'Étrurie au profit d'un gendre de Charles IV, Louis de Bourbon. Celui-ci étant mort deux ans plus tard, c'est sa veuve qui exerçait la régence; elle ne mettait guère de zèle à soutenir la cause de Napoléon.

8 Meléndez Valdés accueille avec joie la chute de Charles IV et l'avènement de Ferdinand VII ; cf. Georges DEMERSON, Don Juan Meléndez Valdés et son temps (1754-1817), Paris, 1962.

9 Décret d'avril 1820, après la révolution libérale de Riego.

10 Pour la petite histoire, on retiendra que c'est seulement en 1989 que le conseil municipal de Môstoles mettra fin officiellement à l'état de guerre avec la France...

11 Dans ses Lettres à l'hispaniste lord Holland: « Vous connaissez la méthode que nous avons en Espagne de faire une révolution: dès que se produit une vacance du pouvoir central, chaque province décide de former une junte qui assume l'autorité dans son district du point de vue politique, civil et militaire [...]. Les juntes entrent ensuite en contact les unes avec les autres et se mettent d'accord sur les mesures d'intérêt général; après quoi, l'État, qui semblait dissous, se remet en marche et agit sans heurt et sans désordre. »

12 «Mieux vaut succomber dans l'honneur que de subir la domination de l'étranger », commente la Régence.

13 Pierre VILAR, Hidalgos, amotinados y guerrilleros. Pueblo y poderes en la historia de España, Barcelone, 1982, p. 236.

14 Pour ce qui suit, cf. Lucien DUPUIS, « À propos d'afrancesamiento », dans Caravelle, n° 1, 1963.

15 Un exemple, parmi d'autres, est donné par un certain Frédéric Quilliet, amateur d'art et marchand de tableaux. Il avait voyagé en Espagne avant 1808 et il était devenu l'ami de Godoy. Il y retourne en août 1809 avec le titre de commissaire aux beaux-arts chargé d'organiser le futur musée de peinture de Madrid. Ce personnage est responsable du pillage systématique de l'Escorial pour le compte des Français : il fait démonter soigneusement les tableaux, les bronzes, les lampes, repère les manuscrits et livres les plus précieux, etc.

16 Manuel AzAÑA, Los motivos de la germanofilia, texte de 1917 repris dans Obras completas, t. I, p. 151-152.

17 Le romancier Pérez Galdós insinue que les Anglais ont délibérément détruit les usines textiles pour éliminer d'éventuels concurrents.

18 Naturalisé Français en 1828, Aguado achète, l'année suivante, l'hôtel d'Augny, actuelle mairie du IXe arrondissement de Paris.

19 Vers 1820, un certain Don Jaime, « le roi de la Sierra », rançonnait les voyageurs dans la province de Murcie ; le cas n'est pas isolé.

20 Cf. Carlos SECO SERRANO, Militarismo y civilismo en la España contemporánea, Madrid, 1984.

21 Dans la liste figurent les poètes Quintana et Martínez de la Rosa, le bibliophile Gallardo, l'acteur Isidore Máiquez.

22 Cf., par exemple, ce qu'écrivait V. L. TAPIÉ dans son Histoire de l'Amérique latine au XIXe siècle (Paris, Aubier-Montaigne, 1945) : « L'Amérique latine a tenu le dernier rôle dans le drame

mondial, au tournant du XVIIIe et du XIXe siècle. Si les historiens élargissaient un peu leur vision trop étroitement européenne, ces événements composeraient à leurs yeux une manière de triptyque : d'abord, la Révolution américaine du nord, libérant les colonies anglaises pour en faire les États-Unis, puis la Révolution française s'étendant à tout le continent européen, à travers les vicissitudes et les guerres de l'Empire, enfin, tandis que l'Europe semble avoir reçu du Congrès de Vienne un nouvel équilibre, la Révolution d'Amérique latine, conséquence des deux premières et qui transforme en États indépendants les anciennes colonies de l'Espagne et du Portugal. À l'origine de ces trois révolutions, la même influence spirituelle s'est exercée : la philosophie du XVIIIe siècle français, sapant les anciens régimes autoritaires, monarchiques et théocratiques et proclamant la liberté du citoyen » (p. 25).

23 Cf. Pierre CHAUNU, « Interprétation de l'indépendance de l'Amérique latine », dans Travaux de l'Institut d'études latino-américaines de l'université de Strasbourg (TILAS), III, 1963, p. 5-23.

24 « Quelle que soit son arrogance, la plus pure famille créole est, quand même, un peu moins blanche que le plus humble des gachupines [péninsulaires] venu du cœur de la Galice » (P. CHAUNU, art. cité, p. 16).

25 C'est le titre d'un livre de Miguel IZARD sur la question, El Miedo a la revolución, Madrid, 1979.

26 « Dieu nous préserve comme de la peste des principes jacobins », écrit-il le 8 décembre 1798 à son agent à la Trinité.

27 En 1767, en 1771 et encore en 1794, des décrets reprennent l'interdiction d'enseigner la doctrine scolastique sur le régicide, le tyrannicide, le droit naturel, le droit des gens, etc. Le 29 février 1792, on attire l'attention de Floridablanca sur le livre Dei diritti dell'uomo, qu'on vient de publier à Rome : depuis Mariana, les jésuites patronnent le régicide en se fondant sur la théorie de la souveraineté du peuple. En 1809, Camilo Torres, l'un des idéologues de l'émancipation, compte cette interdiction des théories scolastiques au nombre des atteintes portées par l'Espagne métropolitaine au développement de l'Amérique : « Il y a quelques années encore, dans ce royaume [la Nouvelle-Grenade], la raison était choquée de voir supprimer les chaires de droit naturel sous prétexte que cet enseignement pouvait porter tort. »

28 Sur ce qui suit, cf. Marie-Laure RIEU-MILLAN, Los diputados americanos en las Cortes de Cádiz, Madrid, 1990.

29 Ce qui ne veut pas dire qu'Indiens et sang-mêlé seraient électeurs et éligibles; il s'agit seulement de calculer le nombre de députés auquel chaque province a droit; pour le reste, les élections se font selon un mode de suffrage indirect à trois degrés qui rend peu probable l'élection d'Indiens ou de sang-mêlé.

30 Juan MARCHENA, op. cit., p. 305.

31 Cf. Javier OCAMPO, El proceso ideológico de la emancipación en Colombia, Bogota, 1975. Dans Defensa de la hispanidad (1934), MAEZTU rapporte cette anecdote à propos de la Bolivie du début du XXe siècle : le cacique indien qui guide un voyageur espagnol dans le pays n'arrête pas de lui parler du roi de Castille ; le voyageur s'étonne: c'est un président de la République qui gouverne en Bolivie ! Oui - répond le cacique -, mais il est nommé par le roi ; sans quoi, croiriez-vous que j'accepterais de me soumettre à un métis? Nous avons entendu une histoire analogue à propos du voyage du roi Juan Carlos en Amérique latine.

32 Germán CARRERAS DAMAS, Venezuela. Proyecto nacional y poder social, Barcelone, 1986.

33 Cf. Marie-Danielle DÉMÉLAS et Yves SAINT-GEOURS, Jerusalén y Babilonia. Religión y política en el Ecuador. 1780-1880, Quito, 1988. Le préambule de la constitution de Quito (1812) commençait par ces mots : « Au nom du Dieu Tout-Puissant, trine et unique... ». L'article 4 précisait: « La religion catholique, telle que l'ont professée nos pères et comme la professe et l'enseigne la Sainte Église catholique, apostolique et romaine, sera la seule religion de l'État de Quito et de chacun de ses habitants ; on ne tolérera aucune autre religion et on refusera la qualité de citoyen à quiconque ne professe pas la religion catholique et romaine. »

34 Bolivar, Discours d'Angostura, 1819.

35 Bolivar, lettre à Santander, 8 juillet 1826.

36 Lettre de la Jamaïque (1815).

37 John Lynch.

38 Lettre à J. A. Páez, 12 avril 1828.

39 Cf. les études de l'historien vénézuélien Germán Carreras Damas.

40 À la même époque, les maurrassiens revendiquent Bolivar: c'est un positiviste avant la lettre. Cf. Marius ANDRÉ, La Fin de l'Empire espagnol d'Amérique, ouvrage publié à Paris, en 1922, avec une préface de Charles Maurras et dédié à Simon Bolivar, « soldat de la liberté, premier positiviste américain, victime de la barbarie démocratique »...

CHAPITRE III

La victoire du libéralisme (1833-1874)

L'histoire de l'Espagne entre la mort de Ferdinand VII et l'avènement d'Alphonse XII donne à l'observateur peu attentif une impression de chaos. C'est une période d'instabilité politique qui commence par une longue régence (1833-1843), suivie par le règne personnel d'Isabelle II (1843-1868), elle-même chassée de son trône par une révolution qui n'arrive pas à s'institutionnaliser; la monarchie constitutionnelle dont on fait alors l'essai n'a guère de succès, pas plus que la république. Au terme de six ans d'expériences diverses, des militaires croient ramener le calme en imposant le retour du fils d'Isabelle. Ces péripéties s'accompagnent d'affrontements et de violences — sept ans de guerre civile, des émeutes, des soulèvements, des mouvements sociaux — et d'une série de constitutions rejetées presque aussitôt après avoir été promulguées. Cette agitation ne doit pas dissimuler l'ampleur ni l'importance des changements qui se produisent alors. C'est entre 1833 et 1874 que se dessinent les grands traits de ce que sera l'Espagne jusqu'au milieu du siècle suivant. Le développement de l'économie, lent et inégal, ne concerne qu'une partie du pays; dans des provinces entières, les structures agraires ne diffèrent guère de celles d'autrefois. L'Ancien Régime conserve des nostalgiques, non seulement dans des secteurs aristocratiques et dans l'ÉGLISE, mais aussi dans des milieux populaires déçus ou révoltés par le libéralisme triomphant. Deux Espagnes se mettent en place que tout oppose : l'économie, la sociologie, l'idéologie. L'absence d'une classe moyenne suffisamment nombreuse et structurée contribue à exacerber les conflits; c'est un trait qui ne disparaîtra que dans les années 1960. Ces caractéristiques ne sont pas tellement différentes de celles qu'on trouve dans d'autres pays d'Europe, comme la France ou l'Italie, confrontés eux aussi à la nécessité de s'adapter au monde moderne. L'archaïsme de l'économie, la succession de constitutions et de

régimes politiques, les conflits entre les partis de l'ordre et du mouvement et les affrontements idéologiques qui les inspirent et qui les accompagnent ne sont pas propres à l'Espagne du XIX[e] siècle. Il ne serait pas difficile non plus de montrer les répercussions de la conjoncture internationale sur les événements de la péninsule. La révolution de juillet 1830 n'est pas sans incidence sur l'évolution de la monarchie espagnole vers une forme constitutionnelle; la période de relative prospérité de la « décennie modérée » (1843-1854) fait penser à ce que sera l'expansion de la France sous Louis-Philippe et sous le Second Empire; la crise des années 1868-1874 coïncide — est-ce un hasard? - avec la Commune de Paris et les débuts de l'Internationale socialiste ; enfin, le retour des Bourbons, en 1875, n'est pas sans analogie avec la restauration manquée en France. Ces correspondances ne sont pas fortuites. Elles nous confirment dans l'idée que l'Espagne ne vit pas dans un monde différent du nôtre; ses difficultés sont les mêmes; seules les modalités et les solutions envisagées pour les résoudre se présentent sous des formes spécifiques.

LES PROBLÈMES

Trois problèmes de fond se posent à l'Espagne entre 1833 et 1874 - et même au-delà de cette dernière date — : une situation économique et sociale précaire ; la difficulté de trouver une formule politique satisfaisante et l'exaspération des conflits idéologiques.

Économie et société

En un siècle, la population de l'Espagne s'est trouvée multipliée presque par deux; elle passe de onze millions d'habitants en 1808 à dix-huit millions et demi en 1900. Cette croissance est le résultat d'une forte natalité plus que de l'allongement de l'espérance de vie, qui reste inférieure à la moyenne européenne. Elle pose un problème grave : comment l'Espagne arrivera-t-elle à nourrir cette population et à lui donner du travail? C'est seulement dans la seconde moitié du siècle que l'émigration apparaît comme une solution partielle. La structure de l'économie ne se prête guère, en effet, à un développement satisfaisant.

C'est vrai, d'abord, pour l'agriculture qui reste l'activité majoritaire. Deux zones s'opposent: l'Espagne humide et l'Espagne sèche. La première comprend les régions septentrionales — Galice, pays Basque, Catalogne — où des pluies abondantes permettent la polyculture. La terre y est morcelée en petites exploitations — parfois trop exiguës - qui appartiennent aux paysans qui les cultivent ou qui sont travaillées par des métayers. La petite propriété domine en Galice. Chaque famille possède une ou deux vaches qui servent d'animaux de trait et qui donnent aussi un peu de lait; chacune cultive son seigle ou son maïs, fait son pain, son vin, parfois même tisse ses vêtements ; on produit assez pour vivre, pas pour vendre ; quand on a besoin d'argent pour payer les impôts ou pour des achats indispensables, on vend un veau ou bien on part travailler pendant quelque temps en ville ; en dernier recours, on s'adresse aux usuriers qui pratiquent des taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à 60 ou 70 %. Ce sont encore de petites propriétés familiales qu'on trouve dans le pays Basque, en Navarre, en Catalogne, mais elles sont généralement plus prospères; pour ceux qui ne sont pas propriétaires, les baux sont à durée indéterminée, ce qui exclut le risque d'éviction.

Dans l'Espagne sèche, on doit mettre à part les zones qu'on peut irriguer — huertas de Valence et de Murcie, essentiellement —; les paysans n'y vivent pas trop mal. Ailleurs, la production trouve vite des limites. On peut envisager de mettre en valeur de nouvelles terres ; on l'a fait: dans la première moitié du siècle, l'espace cultivé a presque doublé, mais cette solution se heurte à la loi des rendements dégressifs. L'irrigation ? Il y faudrait des capitaux. L'Espagne n'en a pas ou, plus exactement, ceux qui en possèdent préfèrent les utiliser pour des spéculations financières. La situation des paysans varie selon les régions. La Meseta centrale, entre Léon, Valladolid et Burgos, a toujours été une terre à blé ; on y trouve des propriétés de taille moyenne. À partir de Salamanque et au sud du Tage commencent les grands domaines... On y pratique la culture extensive du blé, de la vigne, de l'olivier, mais beaucoup de terres sont laissées en friche ou bien servent de domaines pour la chasse, quand elles ne sont pas destinées à élever des taureaux de combat. En Estrémadure et en Andalousie, les propriétaires pratiquent l'absentéisme; ils ne se rendent dans leurs domaines que pour des parties de chasse ; ce sont des régisseurs qui

sont chargés de l'administration et de la mise en valeur. Là, des centaines de milliers d'ouvriers agricoles — les trois quarts de la population — vivent dans le dénuement; on les engage pour la journée, pour un mois, pour une saison, rarement pour plus longtemps; le reste du temps — c'est-à-dire cent ou cent cinquante jours par an -, ils sont au chômage.

Les réformateurs du XVIIIe siècle avaient reculé devant une réforme agraire qui aurait lésé les intérêts de l'aristocratie. Au XIXe, la question n'est même pas à l'ordre du jour. Ce n'est pas vraiment l'objet des mesures tendant à supprimer les biens de mainmorte — descamortización - qui sont plutôt destinées à désendetter l'État. L'opération s'est faite en deux temps, en 1836 et en 1855. La première desamortización concerne les biens du clergé ; elle est due à l'initiative de Mendizábal, un ancien libéral de 1820 qui avait émigré en Angleterre où il avait fait fortune et où il s'était acquis la réputation d'un spécialiste des questions financières. En octobre 1835, devenu chef du gouvernement, il décide de supprimer la plupart des monastères ; il consent seulement quelques dérogations pour ceux qui ont le caractère de monuments historiques — comme l'Escorial — ou qui appartiennent au patrimoine artistique de l'Espagne, comme Poblet[1]. Les décrets de février et de mars 1836 mettent en vente au plus offrant les biens des communautés supprimées, malgré l'opposition de Flórez Estrada, le seul député à demander que l'État reste propriétaire des biens confisqués et se contente de céder l'usufruit à des particuliers sous forme de baux emphytéotiques. Les acquéreurs peuvent payer au moyen de titres de la dette publique. Très peu de petits paysans sont capables de surenchérir. De plus, dans bien des cas, les autorités refusent de morceler les lots en parcelles, ce qui exclut d'office les petits paysans. Les bénéficiaires de l'opération sont soit des membres des classes moyennes - des bourgeois qui habitent la ville voisine -, soit de gros propriétaires qui ont ainsi la possibilité d'arrondir leurs domaines.

La loi Madoz de 1855 sur la vente des biens communaux avait été précédée d'une consultation. Sur les deux mille municipalités qui ont répondu, vingt seulement sont favorables à la mesure, mais les Cortès passent outre et votent la loi à une très forte majorité : cent cinquante-neuf voix contre treize. L'un des rares opposants est un député d'Estrémadure : « Ma faible voix sera celle d'un homme qui crie dans le désert. Il fallait bien

payer les conséquences de la révolution de juillet » — le pronunciamiento de juillet 1854 qui avait porté les progressistes au pouvoir —; « il fallait bien demander des sacrifices, compte tenu de la conjoncture; apparemment, on a sacrifié l'Estrémadure [...]. J'ai reçu les protestations de cent vingt municipalités hostiles à la vente des communaux... L'une d'elles m'écrit: "on est saisi d'horreur à l'idée qu'on va vendre les communaux... Les habitants vont être réduits à émigrer dans des pays où on leur donnera de quoi manger". » L'histoire donne raison à ce député lucide. L'Estrémadure sera, pendant un siècle, une terre d'émigration pour des hommes réduits à la misère. La vente des communaux profite à ceux qui étaient déjà des possédants ; les paysans sans terre n'y gagnent rien ; pis : la transformation des communaux en propriétés privées leur fait perdre les rares avantages qu'ils en tiraient: le droit de faire paître quelques têtes de bétail, de ramasser du bois pour se chauffer... En peu d'années, le législateur a fait disparaître des coutumes dont certaines remontaient au Moyen Âge et qui permettaient aux paysans sans terre de survivre. Les lois de 1836 et de 1855 auraient pu servir à créer une classe de petits paysans, comme en France, ou à constituer de grands domaines bien exploités, comme en Angleterre ou en Prusse. Les surfaces cultivées ont bien augmenté dans la mesure où la pauvreté des sols le permettait, mais, faute de capitaux, on n'a pas cherché à introduire des innovations techniques — irrigation, engrais, etc. — pour rendre les cultures intensives. Comme la main-d'œuvre ne manquait pas, les propriétaires ont pu réduire les salaires au minimum, donc continuer à percevoir des bénéfices substantiels et laisser une grande partie de leurs domaines à l'état de friche ou de terrain de chasse. Envisagées dans une perspective strictement comptable — réduire la dette publique, procurer des ressources à l'État -, les lois de 1836 et de 1855 ont aussi une portée politique : elles ont scellé l'alliance entre la vieille aristocratie foncière et la bourgeoisie libérale aux dépens de l'Église ; elles ont ainsi servi à consolider le régime : les bénéficiaires n'avaient pas intérêt à revenir en arrière.

Bien loin de résoudre la question agraire, ces lois l'ont aggravée en réduisant de nombreux paysans au désespoir et en les livrant à une classe de nouveaux riches qui se sont souvent montrés plus âpres que les anciens seigneurs féodaux. Dans ces campagnes misérables, commence à apparaître

un personnage appelé à prendre de plus en plus d'importance dans la vie locale : le cacique. Intermédiaire entre des pouvoirs publics lointains et une masse d'analphabètes, le cacique exerce un pouvoir tyrannique. Il peut rendre des services ; il peut aussi écraser sans pitié ceux qui lui résistent, les fortes têtes comme les meneurs et les mal-pensants. Du cacique local dépend souvent l'embauche temporaire ; il dispose ainsi d'un véritable pouvoir de vie et de mort. Surpopulation, misère et sous-alimentation entretiennent un malaise endémique qui éclate de temps à autre en jacqueries violentes, durement réprimées : émeutes de 1857 dans la région de Séville où l'on commence par mettre le feu aux archives notariales et par attaquer les casernes de la garde civile, révolte de Loja, en 1861, qui oppose dix mille paysans en armes à la troupe...

Les lois Mendizábal et Madoz ont eu une autre conséquence : elles ont dressé la masse du peuple espagnol contre les nouvelles élites sociales — ancienne aristocratie et bourgeoisie désormais confondues. Beaucoup de paysans avaient mis leurs espoirs dans le libéralisme des Cortès de Cadix et de 1820 ; ils en attendaient, avec la fin du régime seigneurial, une amélioration de leur condition. Les lois sur les biens de mainmorte leur sont apparues comme une frustration ; ils ont eu le sentiment qu'on les avait trompés, pis qu'on les avait dépouillé de quelque chose à quoi ils croyaient avoir droit: la terre. Déçus, prolétarisés et exploités, écartés de la vie politique par le cens électoral, les paysans espagnols — et, avec eux, beaucoup de petites gens des villes - se sont alors détournés des libéraux et du libéralisme ; ils ont été rejetés, les uns vers le carlisme — dans les provinces du Nord : pays Basque, Navarre, Aragon, Catalogne -, les autres vers les idées républicaines - dans le Levant et dans le Sud — qui représentent à leurs yeux plus qu'une forme de régime : l'espoir d'une plus grande justice sociale - ou vers le nihilisme, bientôt vers l'anarchisme, de toute façon vers des formes d'action directe et violente qui se manifestent le plus souvent par des occupations de terres, ce qui est significatif: on tente de reprendre par la force ce dont on estime avoir été spolié. Pour tous, le libéralisme est devenu synonyme d'oppression et de justice de classe. À la violence institutionnelle répond la violence populaire, ce qu'Unamuno appellera, à la fin du siècle, le réflexe de Caïn, le cainismo, ces haines de classe qui dureront jusqu'à la guerre civile de 1936 et même au-delà et qui

visent l'ordre établi et ses représentants : le bourgeois, le curé, le garde civil. C'est en 1844, en effet, qu'a été créée la Garde civile, expressément conçue comme un moyen de protéger les personnes et les biens dans les campagnes. Elle a pris dès l'origine un caractère marqué d'instrument au service de l'oligarchie foncière qui disparaîtra seulement après la mort de Franco. Le refus que les classes dirigeantes ont opposé à toute réforme agraire aura les plus graves conséquences. C'est sans doute ce qui distingue le plus l'Espagne de la France : l'absence d'une petite paysannerie. La partie la plus nombreuse de la population se sent exclue de la communauté nationale et cela durera jusqu'aux années 1960. La violence dans les périodes de tension — celle qu'exercent les masses et celle des forces de l'ordre — ne s'explique pas autrement. Elle n'est pas inscrite dans le tempérament du peuple espagnol; elle est le résultat des structures agraires et de l'insensibilité des possédants devant la détresse du plus grand nombre.

L'industrie aurait-elle pu compenser les défaillances de l'agriculture et donner du travail aux millions de paysans sans terre, donc améliorer leur bien-être et leur niveau de vie ? Il convient d'employer ici l'irréel du passé; l'industrialisation de l'Espagne, en effet, s'est faite lentement et elle s'est concentrée dans certaines régions seulement. Comment expliquer ce retard de l'économie espagnole[2]? On peut ramener à deux types les réponses qu'on apporte d'ordinaire à cette interrogation. Pour les uns — ce sont les plus nombreux -, l'absence d'un marché national a été l'obstacle décisif: les Espagnols, pour la plupart des paysans, produisent peu et consomment peu parce qu'ils n'en ont pas les moyens; leur faible pouvoir d'achat leur interdit toutes dépenses autres que celles qui sont rigoureusement indispensables : nourriture et logement. D'autres — sans nier le rôle des structures agraires — attribuent les lacunes de l'industrialisation aux hommes qui auraient préféré investir leurs capitaux dans des spéculations boursières plutôt que dans la création d'usines; ils ont privilégié le profit à court terme ; les mêmes auraient manqué de goût pour les activités économiques. Il est exact qu'en Espagne les entrepreneurs dynamiques ont été rares. Faut-il en chercher la raison du côté des mentalités, dans un état d'esprit qui remonterait loin dans le passé, aux préjugés qui auraient déjà conduit l'Espagne du XVI[e] siècle à persécuter les Juifs et à se détourner des activités économiques? L'explication par la psychologie collective ne paraît pas la

plus satisfaisante. Albert Broder, dont on attend l'étude d'ensemble qu'il prépare sur cette question, fait intervenir d'autres facteurs. Déjà au XVIe siècle, le service du roi conférait plus de prestige que le commerce et constituait, de surcroît, un moyen de s'enrichir rapidement. Au XIXe siècle, les choses n'ont pas tellement changé : les letrados d'antan sont devenus des avocats — les trois quarts des étudiants espagnols sont inscrits dans les facultés de droit — qui font de la politique ou qui entrent dans la haute fonction publique, activités plus prestigieuses bien que moins rémunératrices — mais aussi moins exposées — que le commerce et l'industrie. De ce point de vue, l'Espagne est-elle une exception en Europe? On peut se poser la question en constatant qu'en France aussi les meilleurs étudiants s'orientent vers la fonction publique plus que vers le secteur privé [3].

Albert Broder insiste encore sur cette idée que, dans le développement de l'économie, l'initiative privée n'est pas seule en cause; le rôle de l'État est loin d'être négligeable. Or, au XIXe siècle, l'État espagnol n'a pas d'argent. L'indépendance de l'Empire l'a privé des métaux précieux qu'il retirait d'Amérique et qui lui servaient à équilibrer sa balance des paiements. Les exportations sont loin de compenser ce manque à gagner; la laine ne représente plus, comme autrefois, un poste important du commerce extérieur; le vin est concurrencé par le porto qui a la préférence des Anglais ; les minerais — cuivre, plomb - n'intéressent pas encore les acheteurs étrangers; c'est dans la seconde moitié du siècle, avec les progrès de la chimie industrielle et de l'électricité, qu'ils prendront de la valeur. Enfin, les guerres de la période 1792-1813, prolongées, entre 1833 et 1840, par la guerre civile carliste, ont considérablement grossi le volume de la dette publique ; les fonctionnaires et les militaires sont payés avec retard. Quant aux capitaux privés, beaucoup ont été employés à acheter les biens du clergé et les communaux en 1836 et en 1855. Pour financer son industrialisation, l'Espagne n'a d'autre solution que de faire appel aux capitaux étrangers qui, à partir du milieu du siècle, s'investissent dans des secteurs tournés vers l'exportation (les mines). On a là l'une des caractéristiques de l'Espagne contemporaine : sa dépendance à l'égard de l'étranger.

Dans la première moitié du XIXe siècle, le fait marquant est le démarrage du textile en Catalogne. En moins de quarante ans, entre 1815 et 1855, l'industrie cotonnière locale, jusqu'alors rudimentaire, devient l'un des ensembles les plus importants d'Europe. À l'origine de cette transformation, on trouve non pas les petits artisans, attachés à des pratiques routinières, mais une minorité de grands négociants et de techniciens, très avertis de ce qui se fait à l'étranger, notamment en Angleterre. Ce sont eux qui, dans un premier temps, introduisent la machine à vapeur. L'usine Bonaplata, fondée en 1832, se donne un nom significatif: El Vapor; elle utilise des métiers mécaniques du type self-acting— que les Espagnols traduisent par selfactinas— et elle emploie déjà de six à sept cents ouvriers. D'autres fabricants catalans suivent cet exemple entre 1836 et 1840. Dans le même temps, les importations de coton doublent. Vers 1860, on parle de cent mille ouvriers employés dans l'industrie cotonnière catalane, chiffre peut-être exagéré. L'expansion se ralentit après 1860; la guerre de Sécession américaine fait monter les prix du coton, et, à la même époque, les capitaux disponibles commencent à s'investir de préférence dans les chemins de fer, secteur qui offre plus de garanties puisqu'il bénéficie de la protection de l'État. La grande bourgeoisie industrielle catalane a vite compris la nécessité de lever les obstacles politiques au développement. C'est elle qui, à partir de 1827, réussit à infléchir l'absolutisme de Ferdinand VII. Une quinzaine d'années plus tard, elle soutient Espartero et les progressistes. Avec elle s'opère la jonction entre développement industriel et libéralisme politique. Il faut attendre 1854-1855 et la montée des mouvements sociaux pour voir ces grands bourgeois se replier sur des positions conservatrices et commencer à établir une distinction entre la liberté politique et la liberté économique. Ils contribuent alors à faire tomber Espartero qui, pour plaire à l'Angleterre, se disposait à établir le libre-échange. Les Catalans, en effet, entendent se réserver le marché espagnol; ils réclament de l'État des mesures protectionnistes et ils ont gain de cause ; aucun gouvernement n'ose s'opposer à cette revendication.

L'implantation de l'industrie lourde est un peu plus tardive. Les premiers hauts fourneaux apparaissent au milieu du siècle dans la banlieue de Bilbao, à Baracaldo, et dans les Asturies. Il s'agit de vendre des lingots de fer à l'Angleterre, car le marché national n'est pas très demandeur dans ce

domaine. Le paradoxe est que l'Angleterre achète du minerai de fer aux sidérurgistes de Bilbao et leur vend du charbon alors que les Asturies voisines en produisent. C'est un signe de plus de la dépendance de l'Espagne et de l'incohérence de sa modernisation. C'est encore vers le milieu du siècle que se développe l'activité des mines, à Almadén pour le mercure, à Linares pour le plomb, à Rio Tinto pour le cuivre. Les capitaux étrangers commencent à s'intéresser à ce secteur. Les Belges créent, en 1853, la Compagnie asturienne des mines. Deux ans plus tard, en 1855, une loi encourage les capitaux étrangers à investir dans la construction des chemins de fer: l'État garantit les intérêts, donne des subventions à fonds perdus et accorde les dérogations indispensables pour importer, en franchise de droits, le matériel, mais, pour des raisons stratégiques spécieuses, on décide que l'écartement des voies sera de 1,67m, c'est-à-dire plus large que dans le reste de l'Europe. Français, Belges et Anglais se laissent tenter par la création d'un réseau qui semble n'obéir à aucune logique économique: la corniche cantabrique est oubliée alors qu'une ligne aurait été utile pour relier le bassin des Asturies et le centre sidérurgique de Bilbao. En revanche, on met en service une ligne Madrid-Alicante avant de créer la ligne Madrid-Irun ; le résultat est que, jusqu'à l'inauguration de cette dernière liaison, en 1864, pour aller de Madrid à Paris, il revenait moins cher de passer par Alicante et Marseille ; le trajet de Madrid à la frontière française se faisait, en effet, par diligence !

La mécanisation n'est pas allée sans heurts et sans résistances. Dans les Asturies et en Biscaye, beaucoup d'ouvriers ont conservé des attaches avec le milieu rural dont ils sont issus ; il leur arrive de ne pas descendre dans la mine pour aider leurs parents et participer aux travaux des champs ; cette activité mixte atténue les tensions sociales. En Catalogne, la situation est différente. Là, on a affaire à des patrons de combat qui exigent de leurs ouvriers de longues journées de travail pouvant aller jusqu'à quinze ou seize heures; les enfants de moins de dix ans sont soumis à un régime comparable. Comme en France, les ouvriers ont commencé par briser les machines — celles de l'usine Bonaplata, en 1835 —: ils les rendent responsables du chômage, parce qu'elles font disparaître beaucoup d'artisans indépendants, et des conditions de travail particulièrement dures en échange de salaires insuffisants. Des sociétés de secours mutuel et de

résistance s'organisent : l'Union des classes, les Trois classes de la Vapeur... Elles luttent pour des salaires plus élevés et pour faire diminuer la journée de travail. Elles déclenchent des grèves, parfois suivies de lock-out. Elles obtiennent aussi des résultats : en 1854, la semaine de travail est ramenée de soixante-douze à soixante-neuf heures. L'agitation reprend l'année suivante autour de mots d'ordre tels que: «Vive la liberté! Vive la libre association ! Ordre, pain et travail ! » On revendique donc à la fois de meilleures conditions de travail, la liberté d'association et la liberté tout court. C'est dans ces milieux ouvriers que l'Association internationale des travailleurs recrutera, à partir de 1869, ses premiers adhérents.

Les changements dans la structure économique des années 1830-1870 dessinent la carte de l'Espagne contemporaine. Aux régions en voie d'industrialisation, toutes situées à la périphérie, s'opposent le centre et le sud de la péninsule, zones d'agriculture extensive et de grandes propriétés où les techniques restent archaïques; l'industrie lourde est dans une situation de dépendance vis-à-vis du capitalisme étranger. Des lois de desamortización est née la nouvelle classe dirigeante, ce « bloc de pouvoir », selon l'expression de Manuel Tuñón de Lara, dans lequel viennent se fondre l'ancienne aristocratie et la haute bourgeoisie; des aristocrates entrent dans les conseils d'administration des sociétés anonymes tandis que des titres de noblesse viennent récompenser politiciens, militaires et bourgeois d'affaires [4]; les uns et les autres s'enrichissent grâce à la spéculation boursière et aux chemins de fer. La masse du peuple espagnol est prolétarisée et marginalisée. Entre les deux groupes, les classes moyennes sont trop peu nombreuses pour jouer un rôle d'équilibre.

La vie politique

Du point de vue politique, trois traits caractérisent l'Espagne entre 1833 et 1874 : elle a du mal à se donner des institutions stables ; elle est soumise à l'intervention constante des militaires; elle n'est plus qu'une puissance de second ordre.

A tout prendre, l'histoire politique de l'Espagne n'est pas plus compliquée que celle de la France à la même époque. Les constitutions s'y succèdent jusqu'à ce qu'on trouve une formule qui mécontente le moins de monde

possible. Par une coïncidence qui n'est peut-être pas fortuite, c'est la même année, en 1875, que cette solution de compromis s'impose dans les deux pays, après trois quarts de siècle d'affrontements, de révolutions, de guerres civiles. En Espagne, depuis 1833, l'ensemble des forces politiques — à l'exception des absolutistes sur lesquels nous reviendrons — tombe d'accord sur un certain nombre de points : la nécessité de liquider l'Ancien Régime par la suppression du régime seigneurial et la disparition des biens de mainmorte, la liberté de la presse, la forme du régime — une monarchie constitutionnelle - et le mode de scrutin — le suffrage censitaire -; les discussions portent sur les modalités d'application de ces principes généraux.

La question du mode de scrutin commande toutes les autres. La vie publique concerne seulement ceux qui y ont quelque intérêt, en d'autres termes : ceux qui ont quelque chose à perdre, les propriétaires, les « capacités » — Donoso Cortés parle de la souveraineté de l'intelligence. Pour être électeur et éligible, il faut disposer d'une fortune et de revenus relativement élevés. Cela revient à écarter du débat politique plus de 95 % de la population. La constitution de 1837, plus « avancée », donne le droit de vote à six cent trente-cinq mille électeurs ; celle de 1845, plus conservatrice, élève le cens ; il n'y a plus que quatre-vingt-dix-neuf mille électeurs, chiffre qui remonte à cent soixante-quatre mille en 1864. C'est seulement la révolution de 1868 qui établit le suffrage universel, mais pour une courte période. Conséquence aggravante du suffrage censitaire: les électeurs sont dispensés du service militaire. Cela revient à créer deux catégories de citoyens : une élite fortunée et une masse qui non seulement est privée des droits civiques, mais encore est astreinte à payer l'impôt du sang.

Quant au régime lui-même, la discussion porte sur la façon d'assurer un équilibre entre le pouvoir exécutif et la représentation nationale. Deux formules s'opposent: la souveraineté partagée, qui revient, en fait, à donner un rôle prépondérant au souverain, et la souveraineté nationale, avec prépondérance de l'assemblée. C'est autour de cette question que s'organise le débat politique. On a, d'un côté, les progressistes, proches des classes moyennes et volontiers anticléricaux; ils souhaitent abaisser le cens électoral et, en même temps, donner plus de pouvoir à la représentation

nationale. Ils entretiennent deux mythes: la constitution de 1812 et le peuple; or beaucoup d'entre eux doutent des vertus de cette constitution et plus encore de la capacité du peuple à exercer sa souveraineté. De l'autre côté, les modérés acceptent l'ordre nouveau — la monarchie constitutionnelle, la vente des biens du clergé et des communaux -, mais ne veulent pas aller plus loin ; ils défendent les valeurs traditionnelles — notamment l'Église et la religion. Ils se méfient des idées révolutionnaires ou simplement avancées; c'est pourquoi ils voudraient élever le cens électoral et renforcer les prérogatives du souverain; ils défendent le principe d'une chambre haute destinée à faire contrepoids à une assemblée qu'ils croient plus sensible aux variations de l'opinion publique; c'est la droite conservatrice. Plus que de partis organisés, il s'agit de tendances générales et de sensibilités politiques. Ces regroupements n'excluent, en effet, ni les divergences internes à l'intérieur de chaque camp ni les querelles personnelles. Pour compléter le tableau, on peut ajouter que les progressistes comptent plutôt sur l'appui de l'Angleterre tandis que les modérés s'inspirent du modèle français.

Ces regroupements politiques ont ceci de particulier que chacun des deux compte sur l'armée plus que sur les élections pour faire triompher son point de vue. À partir de 1840, rien ne se fait sans les militaires, à plus forte raison contre eux. C'est, en partie, le résultat de la guerre carliste qui se termine cette année-là : l'armée, qui est venue à bout des factieux, s'estime en droit d'intervenir dans le débat politique. C'est aussi et surtout la conséquence d'une situation: en l'absence de partis structurés, d'une opinion publique avertie et d'un électorat de masse, l'armée apparaît comme la seule force sociale organisée. Il convient, cependant, de ne pas commettre de contresens sur cette participation des militaires dans la vie politique. Un pronunciamiento n'a pas pour objectif de donner le pouvoir à l'armée, mais d'infléchir dans tel ou tel sens l'orientation du régime. Les militaires expriment des idées politiques, pas le point de vue de l'armée. Il y a d'ailleurs des généraux dans les deux camps, chez les progressistes comme chez les modérés. Les uns et les autres sont également représentatifs des grandes tendances du libéralisme espagnol de l'époque.

Espartero (1793-1879) et Prim (1814-1870) ont été les porte-parole préférés des progressistes. Le premier est le fils d'un charretier de la

Manche qui l'avait mis au séminaire d'Almagro. En 1808, Espartero s'engage dans l'armée; il y fait carrière. De 1815 à 1824, il se bat en Amérique contre le mouvement indépendantiste ; ses adversaires lui reprocheront plus tard les revers de cette période. On le brocardera en le traitant, lui et ses amis politiques, d'ayacucho, du nom de la dernière bataille — perdue — des guerres d'indépendance, bien qu'il n'y ait pas participé. La guerre contre les carlistes fait de lui un général populaire, surtout après la victoire qu'il remporte en 1839 et qui lui vaut le titre de duc de la Victoire. A partir de ce moment-là, Espartero devient l'un des chefs de file des progressistes. Prim, lui, est militaire de carrière et fils de militaire. La politique le passionne autant et plus que le métier des armes. En 1841, il se fait élire député de Tarragone. Il se désolidarise d'Espartero, entre dans l'opposition et est contraint à s'exiler. Il reprend du service dans l'armée, prend part à la guerre d'Afrique de 1859-1860 et à l'expédition du Mexique. À son retour en Espagne, il se montre de plus en plus hostile à la monarchie régnante. En 1864, à Covadonga, lieu que la tradition considère comme le point de départ de la reconquête contre les Maures, il prononce un discours dont on retient surtout une phrase: « Puisqu'il est interdit de parler des vivants, je parlerai des morts. Je lève mon verre à la mémoire de Pélage [le héros de Covadonga] et au général Riego. » Il est l'un des artisans de la révolution de septembre 1868.

Au contraire, O'Donnell (1809-1867) et Narváez (1800-1868) sont des généraux du groupe des modérés, quoique le premier ait tenté de créer un parti de gouvernement, l'Union libérale, qui aurait réuni des éléments des deux bords. Narváez, qu'on a surnommé la Rapière (El Espadón) de Loja, sa ville natale, s'est constamment affirmé comme le plus ferme défenseur du trône et des prérogatives royales. Il domine la vie politique entre 1844 et 1868. C'est lui qui donne à l'État libéral des structures dont certaines dureront jusqu'au début du XXe siècle.

Sous sa forme progressiste ou modérée, le libéralisme suppose la présence, au sommet de l'État, d'un pouvoir modérateur autour duquel la nation puisse se rassembler et qui soit un arbitre au-dessus des partis. L'Espagne n'a pas eu de chance avec ses monarques; aucun n'a inspiré vraiment de l'admiration, ni même de respect, à ses sujets. Charles IV manquait de dignité. Ferdinand VII est passé maître en duplicité et il a fini

par décevoir jusqu'aux plus fidèles de ses partisans. Trois mois à peine après sa mort, sa veuve, Marie-Christine, investie de la régence du royaume, tombe amoureuse d'un garde du corps de vingt-cinq ans et l'épouse. La chose n'a jamais été annoncée officiellement car cela aurait placé la reine-mère dans l'incapacité d'exercer la régence, mais c'était un secret de polichinelle: le mari ne quittait pas la reine-mère qu'il appelait la patronne — el ama. Cela n'était pas fait pour rehausser le prestige de l'institution monarchique. Sa fille, Isabelle II, est déclarée majeure à l'âge de treize ans pour raison d'État; à seize ans, on la marie contre son gré à un cousin, de dix ans son aîné, qui n'était pas particulièrement porté sur le beau sexe. Quelques jours après le mariage, le ménage se sépare : le roi consort s'installe au Pardo, la reine reste au palais royal; la brouille dure près d'un an. Isabelle II s'amuse comme elle peut. On lui prête de nombreux amants, entre autres Serrano, le beau général (el general bonito). Des décisions graves sont prises au cours de cérémonies mondaines, à l'occasion d'un bal à la cour, par exemple. En 1856, O'Donnell comprend qu'il n'est plus chef du gouvernement quand il voit la reine danser le rigodon avec Narváez qui prend effectivement le pouvoir à ce moment-là! Comment s'étonner si tant d'Espagnols ont fini par se détourner d'une monarchie qui donnait une telle image d'elle-même ? Le discrédit dans lequel était tombée la dynastie n'explique pas les progrès des tendances républicaines, mais il les a certainement encouragées.

Il n'est pas jusqu'à l'effacement de l'Espagne sur le plan international qui ne contribue à diminuer le prestige de la monarchie. Il est vrai que, de ce point de vue, la responsabilité des souverains n'est pas en cause. Depuis la perte de son empire colonial, l'Espagne ne fait plus partie du groupe des grandes puissances, ce qui entraîne des conséquences non seulement dans les relations internationales, mais aussi dans ses affaires intérieures. Ce qui se passe en Espagne dépend en partie de la conjoncture européenne. À la mort de Ferdinand VII, la rupture avec l'absolutisme a été bien accueillie en Angleterre et en France où l'on se félicite de voir des régimes libéraux s'installer dans la péninsule Ibérique. Au même moment, en effet, au Portugal, des absolutistes partisans de Dom Miguel cherchent à l'imposer comme roi contre Doña Maria, fille de l'empereur du Brésil, Dom Pedro. En avril 1834, se forme la Quadruple Alliance entre l'Angleterre, la France,

l'Espagne et le Portugal. Il s'agit d'opposer à une Europe centrale et orientale — Autriche, Prusse et Russie -, encore attachée aux principes de la Sainte Alliance de 1815, un bloc occidental caractérisé par la forme parlementaire du régime. Au-delà de cet objectif général, l'Angleterre et la France sont rivales: la première aimerait bien exercer sur l'Espagne une tutelle analogue à celle à laquelle elle soumet déjà le Portugal; la France a les mêmes préoccupations pour son propre compte. Les deux puissances ne se gênent pas pour intervenir ouvertement dans la vie politique de leur alliée par des pressions diverses et par l'appui que chacune d'elles donne à tel ou tel groupe, à tel ou tel chef de parti. La rivalité tourne au conflit diplomatique, en 1844, à l'occasion des « mariages espagnols ». Les Anglais voudraient donner pour mari à la reine Isabelle II Léopold de Saxe-Cobourg; les Français poussent le duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe. En 1846, les Français obtiennent une demi-victoire : Isabelle II épouse son cousin, le duc de Cadix, François d'Assise, et le duc de Montpensier la sœur de la reine, l'infante Louise Fernande ; les deux mariages sont célébrés le même jour. L'Angleterre en conçoit du dépit, mais l'affaire n'a pas de suites. L'Espagne, pourtant, en tire une conclusion: pour échapper au sort du Portugal [5], elle se gardera désormais de souscrire des engagements susceptibles de l'entraîner dans des conflits internationaux dans lesquels la France et l'Angleterre se trouveraient dans des camps opposés. Chaque fois que les deux puissances sont d'accord, l'Espagne se joint à elles; dans le cas contraire, elle reste neutre. Quels que soient le régime ou le gouvernement en place, cette règle commande la politique internationale de l'Espagne jusqu'en 1936[6].

Ces raisons expliquent pourquoi l'Espagne est restée à l'écart des affaires européennes. Elle s'est contentée de monter quelques opérations destinées à affirmer sa présence en divers points du monde, en général aux côtés de la France, mais sans jamais s'engager à fond. Un contingent espagnol participe ainsi à une expédition destinée à venger le massacre de missionnaires européens en Cochinchine; la France profite de l'occasion pour s'installer durablement à Saigon... et invite l'Espagne à chercher ailleurs des compensations (1857-1863). Vers la même époque, l'Espagne s'associe à la France et à l'Angleterre pour exiger du gouvernement de Juárez qu'il reconnaisse la dette extérieure du Mexique. Prim, qui commande le corps

expéditionnaire espagnol, refuse d'aller au-delà de cette mission et d'aider Napoléon III à faire de Maximilien l'empereur du Mexique. Depuis la paix de Bâle (1795), la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue avait été cédée à la France qui n'avait pas réussi à y établir son autorité. Ce territoire se soulève, en 1844, contre la république d'Haïti et demande à l'Espagne — qui accepte — d'en reprendre possession (1861) ; lorsque des oppositions locales se manifestent, un peu plus tard, l'Espagne n'insiste pas et évacue Saint-Domingue (1863). A la suite d'un long différend, l'Espagne envoie dans le Pacifique quelques bâtiments de guerre pour faire pression sur le Pérou. Quand ce pays déclare la guerre (janvier 1866) et que le Chili fait alliance avec lui, les navires espagnols se trouvent en difficulté: ils ne peuvent faire relâche dans aucun port; après une sortie audacieuse sur Le Callao, ils se retirent du Pérou.

L'expédition au Maroc, en 1859-1860, a une tout autre portée dans la mesure où elle témoigne de l'intérêt que porte l'Espagne à la zone située en face du détroit de Gibraltar et où elle annonce l'intervention plus ambitieuse qui se produira, cinquante ans plus tard. À la suite d'incidents locaux autour des bases de Ceuta et de Melilla, l'Espagne décide de demander réparation au gouvernement chérifien et fait débarquer quarante mille hommes de troupe, commandés par les généraux O'Donnell et Prim. La ville de Tétouan est occupée en février 1860, puis évacuée, deux mois plus tard, à la signature de la paix. Ce fut une grande guerre pour une petite paix (una guerra grande y una paz chica). Elle a eu de fortes répercussions dans l'opinion, comme en témoignent les tableaux de Fortuny et le récit d'Alarcôn qui sera un grand succès de librairie. Le plus important n'est peut-être pas là. L'opération aura, en effet, à plus longue échéance, des conséquences inattendues. Les troupes qui, le 6 février 1860, entrent dans la ville de Tétouan ont la surprise d'entendre une partie des habitants les acclamer aux cris de « Bienvenue ! Vive la reine d'Espagne ! » poussés en espagnol; c'étaient des descendants de Juifs expulsés en 1492 qui accueillaient les Espagnols en libérateurs. L'Espagne découvrait ainsi par hasard l'existence de ces séfarades qui, plus de trois cents ans après leur exil forcé, avaient conservé de l'attachement pour leur patrie d'origine et l'usage de leur langue. Cet événement est à l'origine de l'attention qu'un certain

nombre d'Espagnols porteront bientôt aux communautés séfarades de l'Empire ottoman.

Libéralisme et contre-révolution

Progressistes et modérés s'entendent sur l'essentiel : le nouvel ordre politique et social né de la dissolution de l'Ancien Régime. En face d'eux, se dressent tous ceux qui voient dans ces transformations une dangereuse concession aux principes de la Révolution française et, au-delà, du rationalisme des Lumières. Ils condamnent tout ce qui est moderne comme contraire à l'ordre voulu par Dieu et consacré par une tradition historique. On trouverait aisément des exemples de cet état d'esprit en France — chez les légitimistes — ou au Portugal — chez les miguélistes. En Espagne, cette tendance s'exprime dans le carlisme, du nom du prince don Carlos, frère de Ferdinand VII, en qui elle s'est incarnée vers 1830.

Veuf pour la troisième fois en mai 1829, Ferdinand VII, qui n'a pu avoir d'enfant, se remarie presque aussitôt avec la Napolitaine Marie-Christine qui, le 10 octobre 1830, met au monde une fille, Isabelle. Par une pragmatique sanction promulguée peu après, le roi modifie l'ordre de succession au trône : sa fille régnera après lui. Ferdinand VII avait-il le droit d'agir ainsi? Le premier souverain de la dynastie des Bourbons, Philippe V, avait rompu avec la coutume espagnole qui permettait à la fille d'un roi de lui succéder en l'absence d'un héritier du sexe masculin ; il avait introduit en Espagne la loi salique qui excluait cette possibilité. En 1789, Charles IV était revenu au droit traditionnel, avec l'accord des Cortès, mais il avait omis de promulguer officiellement la pragmatique correspondante. C'est cette situation qui constitue le fondement juridique du carlisme. À la mort de Ferdinand VII, quand sa veuve proclame Isabelle princesse des Asturies et assume la régence en attendant qu'elle ait atteint la majorité légale pour régner, les opposants protestent contre ce qu'ils considèrent comme un coup de force. Pour eux, la loi salique est toujours en vigueur en Espagne ; à défaut d'héritier mâle, c'est donc au frère aîné du roi défunt, don Carlos, que revient la couronne.

Au sens propre, les carlistes sont donc les partisans de don Carlos. En réalité, la situation est plus complexe. En dépit de sa réputation

d'absolutiste, Ferdinand VII avait évolué dans les dernières années de sa vie. Il n'excluait plus des assouplissements qui auraient rendu le régime moins odieux et moins tyrannique. Cette démarche le rendait suspect aux secteurs réactionnaires, ceux qui, en 1822, en pleine période libérale, avaient constitué à la Seo de Urgel une « Régence suprême d'Espagne pendant la captivité de Ferdinand VII », destinée à préparer le retour à l'absolutisme. Le rétablissement de Ferdinand VII dans tous ses droits, en 1823, ne les avait pas entièrement satisfaits. Il ne leur échappe pas que Ferdinand VII cherche une formule de compromis entre les plus modérés des absolutistes et les libéraux les moins avancés. En novembre 1826, le Manifeste de la fédération des royalistes purs — qu'on peut traduire par les ultraroyalistes — exprime leur inquiétude. L'année suivante, la révolte des Mécontents de Catalogne consacre la rupture entre Ferdinand VII et ceux qui se font appeler les Apostoliques: ils entendent défendre la religion contre les francs-maçons et tous ceux qui, selon eux, travaillent à détruire le pays. Les Apostoliques placent leurs espoirs dans le frère et héritier du roi, don Carlos. Le remariage de Ferdinand VII, la naissance d'une fille et la pragmatique sanction ruinent ces projets.

La querelle dynastique recouvre donc un conflit politique; il s'agit de tout autre chose que d'une question de droit. Le débat porte sur l'orientation à donner à l'Espagne : doit-elle rester fidèle à la monarchie traditionnelle et à l'Ancien Régime ou bien peut-elle marcher avec son temps, s'adapter aux circonstances et accepter une évolution vers le libéralisme? Le carlisme est un état d'esprit antérieur à don Carlos. Il est la poursuite du combat livré par les serviles et les Perses [7] à l'époque des Cortès de Cadix, puis par les Apostoliques. Les appellations changent, mais la ligne politique reste la même. Le carlisme est, au sens strict, un mouvement réactionnaire : il s'efforce d'aller à contre-courant d'une évolution qui paraît s'imposer en Espagne comme ailleurs; il regroupe tous ceux que scandalisent et inquiètent les atteintes portées aux prérogatives royales, à la religion catholique et les concessions à l'esprit du temps. Il faut donc situer son origine historique non pas en 1833, mais en 1808, au moment où s'effondre le système politique ancien et où apparaissent les premiers projets de réforme.

Mouvement réactionnaire au sens propre, le carlisme s'oppose aux changements qui se sont produits depuis 1789 dans les idées et dans les mœurs. Sa devise résume son idéologie: «Dieu, la patrie, le roi ». Le carlisme proclame son attachement au catholicisme traditionnel et ultramontain dans la ligne de ce qui sera plus tard l'intégrisme. Pour lui, la religion est garante de l'ordre politique et social, fondé sur les notions de hiérarchie, de devoirs et de responsabilités plus que sur celles de droits. Sur le plan politique, le mouvement s'affirme en faveur d'une monarchie forte, tirant son autorité de la légitimité et de l'enracinement dans une longue tradition. Il est absolutiste, mais ses théoriciens prennent soin de préciser que le régime qu'ils veulent mettre en place n'a rien de despotique : le roi est tenu de respecter les lois fondamentales, de prendre conseil en gouvernant avec des Cortès de type corporatiste [8], de veiller au bien commun. Il doit rester l'autorité suprême, être vraiment roi et non pas une ombre de roi. Les carlistes refusent tout ce qui ressemble à une monarchie constitutionnelle et au régime parlementaire. Le monde moderne, tel qu'il se met en place à partir du XIXe siècle, tend à séculariser la vie publique et privée, favorise l'individualisme, l'efficacité, le progrès et la technique, s'efforce d'introduire plus de rationalité dans l'économie et l'administration en renforçant l'intervention de l'État et la centralisation. Cette évolution déconcerte et inquiète les milieux traditionnels ; elle provoque des résistances dans les groupes sociaux qui se sentent menacés, en premier lieu la noblesse et le clergé, mais avec des nuances : les privilégiés sont attachés à l'ordre social. Or, à partir de 1833, l'ordre social paraît garanti par le gouvernement en place. Par prudence et par intérêt, les privilégiés sont tentés sinon de faire confiance aux nouveaux dirigeants, du moins de ne pas les affronter. Peu nombreux sont les grands noms de l'aristocratie à se rallier ouvertement au prétendant carliste. Les hobereaux, en revanche, constituent les cadres naturels de l'armée des factieux et de l'administration dans les territoires « libérés ». C'est la même chose pour le clergé. Rares sont les prélats qui, en 1833, refusent d'approuver la pragmatique sanction qui donne la couronne à la future Isabelle II; le primat d'Espagne, Inguanzo, est de ceux-là. D'autres, qui affichent trop ouvertement leurs sympathies pour le carlisme, feront l'objet de mesures d'expulsion de la part du gouvernement; c'est le cas de l'évêque d'Orihuela, Félix Herrero y Valverde, qui, en 1835, rejoint le réduit carliste avant de chercher refuge en France,

puis à Rome ; il ne rentrera dans son diocèse qu'en 1847. L'archevêque de Saragosse, Bernardo Francés Caballero, lui aussi expulsé en 1835, mourra en exil à Bordeaux. À ces exceptions près, le haut clergé accepte le fait accompli, même quand il a des sympathies carlistes. Le pape Grégoire XVI lui-même hésite. Il est de cœur avec les carlistes, mais il refuse de se prononcer ouvertement, ce qui revient à ne pas appuyer les libéraux[9]. Les autres secteurs du clergé, en particulier les ordres religieux, ont moins de scrupules ; ils soutiennent le carlisme, quelquefois en prenant eux-mêmes la tête de groupes de partisans armés.

On aurait tort, cependant, de ne voir dans le carlisme que la révolte des seules élites traditionnelles. Il a été aussi un mouvement de masse capable de capter à son profit le désarroi d'une partie des classes populaires, notamment la moyenne et la petite paysannerie, les pauvres en voie de prolétarisation. Les transformations économiques et sociales liées à la modernisation s'accompagnent partout de bouleversements qui provoquent l'inquiétude et le désespoir chez ceux qui en sont les victimes. Les mesures des libéraux espagnols au pouvoir ne font pas exception. À partir de 1835, la mise en vente des biens du clergé et des biens communaux profite essentiellement aux riches qui deviennent encore plus riches tandis que les pauvres sont réduits à la misère. À la fin du siècle, Joaquín Costa regrettera —mais alors il était trop tard —que les libéraux, par dogmatisme excessif, aient ainsi sacrifié des institutions communautaires qui avaient fait leurs preuves et qui constituaient autant de garanties pour les plus démunis. L'égoïsme et la dureté de cœur des possédants exaspèrent les couches populaires qui ne voient dans l'État et ses représentants que des ennemis acharnés à leur perte, réclamant sans cesse des impôts accrus et exigeant un service militaire particulièrement injuste puisque le tirage au sort et la possibilité de se faire remplacer, moyennant finance, en font retomber le poids sur les plus pauvres. Les chefs carlistes n'ont pas eu de peine à convaincre ces couches populaires qu'ils étaient leurs défenseurs naturels contre le centralisme et l'individualisme des libéraux. Ils prétendaient combattre pour le maintien des structures traditionnelles : les fueros, le droit coutumier et aussi des modes de vie, des formes religieuses et tout un héritage du passé qui ne manquait pas d'un charme désuet et qui rassurait. Ce sont ces aspects qui autoriseront Unamuno, à l'époque où il se croyait

marxiste, à évoquer le côté anticapitaliste du carlisme [10]. Il voyait dans ce mouvement populaire une sorte de révolte contre l'oppression que les socialistes auraient dû comprendre et appuyer au lieu de l'abandonner aux élites les plus rétrogrades du pays. Dès 1834, le libéral Martínez de la Rosa dénonçait la démagogie des carlistes : ils poussent les prolétaires à la révolte contre les possédants. En 1975 encore, on pouvait entendre le prétendant, le prince Xavier-Hugo de Bourbon-Parme, affirmer son attachement au socialisme autogestionnaire qui lui paraissait la forme moderne du carlisme: le carlisme « a toujours représenté les forces populaires contre un prétendu libéralisme qui n'était qu'un instrument du capitalisme naissant et appuyé par l'étranger, qui avait mis le système censitaire et la desamortización, la privatisation, si vous voulez, non seulement des biens d'Église, mais des terres communales, au service du développement de la propriété privée. Nous avons voulu protéger tout ce qui était communal, commun, collectif. Les guerres carlistes sont des guerres de paysans [11]».

Les analogies avec les légitimistes français du XIXe siècle sont nombreuses et évidentes, mais, à la différence de ces derniers, les carlistes espagnols constitueront jusqu'à nos jours une force politique avec laquelle il faut compter. Au début du XXe siècle, Juan Vázquez de Mella reprendra et exposera avec rigueur et cohérence l'ensemble de la théorie politique du carlisme qui jouera encore un rôle non négligeable dans le soulèvement de 1936 contre la République. À la trilogie classique — Dieu, la patrie, le roi -, on ajoutera bientôt la défense des fueros. Selon Julio Aróstegui, cet élément serait accessoire : il s'agissait de prendre acte de l'adhésion au carlisme de régions traditionnellement attachées à des fueros et de les rassurer sur les intentions du prétendant. Il n'en reste pas moins que les revendications autonomiques vont prendre de plus en plus de place dans le carlisme et on peut voir en lui l'une des racines du nationalisme basque contemporain.

Ces raisons éclairent la géographie du carlisme. Celui-ci se développe de préférence dans les régions de petite et de moyenne propriété, dotées de structures sociales communautaires héritées de l'Ancien Régime et relativement protégées par des institutions à caractère autonomique. C'est le cas des trois provinces basques (Guipúzcoa, Biscaye, Alava) et de la Navarre qui ont toujours constitué les foyers de prédilection du carlisme.

C'est là qu'entre 1833 et 1839, puis entre 1872 et 1876, peut se mettre en place un petit État carliste ; encore faut-il noter que les villes principales - notamment les chefs-lieux - échappent à son autorité. Il serait simpliste cependant d'opposer les villes libérales aux campagnes carlistes. Le développement industriel de Bilbao date des dernières années du XIX[e] siècle ; au moment des guerres carlistes, la capitale de la Biscaye comptait moins de 30000 habitants et seulement un embryon de prolétariat industriel; pourtant, elle s'est toujours montrée réfractaire au carlisme qui ne le lui pardonnera pas [12]. En dehors du pays Basque et de la Navarre, le carlisme ne s'est guère développé, dans des proportions bien plus modestes, que dans certaines régions de l'Aragon et dans la Catalogne intérieure. Dans le reste de l'Espagne, sa présence est peu significative [13].

Les guerres carlistes présentent trois caractères généraux. En premier lieu, la légalité est du côté des libéraux; les absolutistes font figure de factieux et de rebelles. Ce point a son importance. Les carlistes ne peuvent compter que sur des combattants volontaires, venus des régions rurales du Nord et dirigés par des hobereaux, des moines et des curés. La conduite de la guerre s'en ressent. Les groupes de partisans (partidas) répugnent à se soumettre à un commandement unifié ; ils n'obéissent guère qu'aux chefs qu'ils se sont donnés et qui ne s'entendent pas toujours entre eux. Quels que soient leur courage et leur pugnacité, ces volontaires ne peuvent espérer l'emporter sur un adversaire qui mobilise contre eux toutes les ressources de l'État: l'administration, les finances et l'armée régulière. Le gouvernement légal bénéficie aussi de la sympathie des puissances occidentales - France et Angleterre — qui lui apportent une aide financière et militaire et qui autorisent le recrutement, sur leur territoire, de combattants volontaires. Pendant la première guerre carliste, par exemple, près de vingt mille Français, Anglais et Portugais viennent ainsi prêter main-forte au gouvernement légal. De leur côté, les carlistes sont soutenus par les puissances de la Sainte Alliance - Autriche, Prusse et Russie -, mais d'une manière plus lointaine. Ils reçoivent aussi le concours de volontaires étrangers — des légitimistes français, notamment -, mais dans des proportions moindres que leurs adversaires. La guerre civile dans la péninsule Ibérique apparaît ainsi comme un affrontement entre deux idéologies politiques dont l'enjeu intéresse toute l'Europe. C'est un aspect

appelé à durer: la lutte des libéraux contre les carlistes, au XIXe siècle, préfigure celle qui opposera fascistes et démocrates entre 1936 et 1939; chaque fois, on notera la participation plus ou moins directe - plus ou moins hypocrite — de puissances étrangères.

En deuxième lieu, il n'y a pas de front. Contre l'armée gouvernementale, les factieux utilisent la technique de la guérilla, qui a prouvé son efficacité lors de la guerre d'Indépendance: coups de main sur des troupes isolées, puis repli et dispersion dans les montagnes où les carlistes, forts de leur connaissance du pays, disposent de solidarités. Beaucoup de chefs sont eux-mêmes d'anciens guérilleros; l'exemple le plus illustre est celui de Zumalacárregui, vétéran des guerres d'Indépendance, qui reprend du service pour le compte du prétendant carliste. Les batailles rangées sont rares, à l'exception d'opérations de prestige comme les deux sièges de Bilbao.

Enfin, comme à l'époque des guerres d'Indépendance, les combats prennent souvent l'aspect d'une lutte féroce. Les actes de cruauté et de sauvagerie ne sont pas rares, de part et d'autre : démonstrations de force, représailles terribles pour impressionner ou punir les populations coupables d'avoir donné refuge à l'adversaire [14]. Ces actions ont contribué à répandre en Europe l'image d'une Espagne barbare et cruelle, romantique et fière, dans laquelle les instincts primitifs, le goût de la mort et du sang l'emportent sur les sentiments dignes d'un pays civilisé. L'opinion internationale s'émeut. En 1835, lors de la première guerre carliste, la mission Elliott s'efforce d'humaniser le conflit et de mettre fin aux atrocités en demandant aux deux camps d'échanger leurs prisonniers au lieu de les massacrer. C'est encore une préfiguration de la violence et de la cruauté de la guerre civile de 1936. Au XXe siècle, l'emploi de moyens mécaniques - aviation et chars d'assaut - donne à la lutte un caractère massif et aveugle dont souffrent les populations civiles; au XIXe, on se bat d'homme à homme, parfois à l'arme blanche; la mort n'est pas encore banalisée et anonyme. C'est ce qui retient l'attention de certains hommes de lettres, comme Valle-Inclân, sensibles au romantisme des causes perdues et séduits par l'héroïsme, l'abnégation et le panache de ces aventuriers prêts à tout risquer pour leur idéal. Les guerres carlistes ont eu des conséquences désastreuses pour l'Espagne. Elles ont provoqué de nouvelles destructions, venant après celles de la guerre d'Indépendance, et elles ont ainsi retardé la reconstruction économique du

pays. D'un autre point de vue, elles ont donné - ou redonné - à certains généraux - Espartero, O'Donnell... - le goût d'intervenir dans les affaires politiques. De ce fait, elles ont contribué à fausser le jeu politique normal.

Bien qu'elle ait évité de se compromettre officiellement avec le carlisme, l'Eglise d'Espagne n'en représente pas moins, au XIXe siècle, une puissance idéologique, sociale et politique tournée vers le passé plus que vers les idées et les réalisations du monde moderne. En 1808, elle était riche et elle disposait d'une grande influence dans la société. Elle est sortie diminuée de la guerre d'Indépendance; beaucoup de couvents ont été fermés; leurs moines se sont dispersés. Reprenant l'attitude critique des réformateurs du XVIIIe siècle, les libéraux s'en prennent aux réguliers, mais aussi - ce qui est nouveau — au clergé dans son ensemble. De nouveaux couvents sont fermés en 1835. L'année suivante, la loi Mendizábal supprime les biens de mainmorte. Elle est suivie, en 1837, par la disparition de la dîme. Privée d'une partie de ses revenus, l'Église d'Espagne traverse alors une période difficile. Les vocations sacerdotales diminuent; des séminaires ferment. Contre la politique des gouvernements libéraux, le clergé ne trouve guère d'appuis en Espagne même ; nobles et bourgeois sont trop heureux de l'occasion qui leur est offerte d'acquérir à bas prix immeubles et domaines. Rompant avec la tradition du régalisme, beaucoup, dans le clergé, se tournent alors vers Rome; les rares prélats, héritiers des jansénistes du siècle des Lumières, sont isolés ; la papauté apparaît maintenant comme un recours pour des évêques et des prêtres désorientés. Les tendances ultramontaines deviennent majoritaires. Rome répond à cette attente. Depuis 1834, ses relations avec Madrid sont mauvaises; aucun évêque nouveau n'est nommé. En 1841, Grégoire XVI dénonce la spoliation dont a été victime l'Église d'Espagne. De leur côté, les modérés tiennent à ménager l'Église, par conviction autant que par intérêt: la religion leur paraît le meilleur rempart de l'ordre social et moral; elle enseigne aux pauvres à se résigner à leur sort; on donne donc au clergé la haute main sur l'enseignement, soit directement - par les établissements qui lui sont propres -, soit indirectement- par le contrôle qu'il exerce sur le recrutement des maîtres et le choix des programmes [15]. Narváez rend à l'Église les propriétés qui n'ont pas encore été vendues. Le concordat de 1851 scelle la réconciliation entre la papauté et l'État espagnol. Pie IX s'incline devant le

fait accompli: les biens du clergé qui ont été vendus restent acquis à ceux qui les ont achetés; en contrepartie, l'État prend à sa charge l'entretien des églises et le traitement des prêtres. Dans un autre ordre d'idées, le concordat de 1851 confirme les dispositions prévues dans celui de 1753 pour la nomination des évêques : l'État conserve l'essentiel du patronage, sans le mot.

L'Église commence à reconstituer sa fortune. Elle retrouve aussi son influence dans la société. Dans l'entourage de la reine, deux personnages exercent une influence occulte pour tirer toutes les conséquences des dispositions constitutionnelles qui font du catholicisme une religion d'Etat: le P. Claret, confesseur de la reine, et sœur Patrocinio, une religieuse qui se prétend favorisée par des révélations divines - elle présente au côté, aux mains et aux pieds les stigmates de la Passion. Condamnée pour imposture en 1836, à l'époque où ses visions favorisaient plutôt les carlistes, elle réussit, une dizaine d'années plus tard, à gagner la confiance des souverains qu'elle encourage à l'intransigeance en matière religieuse. Les gouvernements modérés et l'Église s'appuient mutuellement. L'État réprime avec rigueur les religions dissidentes. Vers 1860, un protestant est condamné à huit ans de travaux forcés pour avoir ouvert un temple à Grenade. En 1864, une circulaire d'Alcalá Galiano, ministre du Développement - qui comprend aussi l'enseignement -, interdit aux professeurs d'université d'exprimer des idées contraires au concordat et à la monarchie, que ce soit dans leurs cours ou à titre privé. L'Église se replie sur des positions conservatrices, voire réactionnaires. Elle s'attache aux signes extérieurs qui montrent sa puissance: présence du clergé dans les cérémonies officielles et les actes publics, défense de ses privilèges, pressions sur les autorités.

Aux Cortès de Cadix encore, de nombreux ecclésiastiques étaient intervenus dans le débat politique pour exprimer des opinions qui n'allaient pas toujours à contre-courant de l'évolution vers le libéralisme. C'est entre 1820 et 1823 que le clergé, dans son ensemble, bascule dans le camp conservateur et devient un adversaire de toutes les formes de libéralisme. Cette évolution coupe l'Église du peuple. Pour beaucoup d'Espagnols, l'Église n'est plus désormais qu'une force rétrograde, hostile à la liberté de pensée et d'expression comme à toute remise en cause de l'ordre établi. Ce

durcissement coïncide avec un renversement des rapports entre la ville et la campagne. Jusqu'alors, l'Église d'Espagne s'était surtout implantée en milieu urbain; elle avait négligé les campagnes. Dans les années 1820, elle entreprend de reconquérir les zones rurales, jugées moins contaminées par les idées modernes et plus conservatrices, donc plus attachées aux formes traditionnelles. Ces efforts n'ont de succès que dans les régions de petite et moyenne propriété, dans le nord et dans le centre de la péninsule; partout ailleurs, dans les villes et dans les campagnes du Levant et d'Andalousie, tous ceux qui portent soutane sont sentis comme des ennemis de classe, des alliés naturels des nantis. Plus que d'anticléricalisme, c'est de haine qu'il faut parler, d'une hostilité viscérale qui ne cessera plus de dresser les déshérités contre le clergé et qui prendra, dans les périodes de tension, des formes particulièrement violentes. En juillet 1834, à Madrid, à un moment où les prix montent rapidement, où l'on vit dans la crainte d'une attaque des carlistes sur la capitale et en pleine épidémie de choléra, on voit resurgir les rumeurs qu'on répandait au Moyen Âge à l'encontre des Juifs; cette fois, ce sont les jésuites et les moines en général qu'on accuse d'empoisonner les fontaines et de propager l'épidémie. On crie: «Mort aux jésuites !» ; on prend d'assaut et on saccage l'église de Saint-Isidore et le Collège impérial, résidences qui appartiennent aux jésuites, et des couvents de franciscains et de dominicains; soixante-dix-huit moines au moins trouvent la mort; dans les rues, on danse avec les vêtements volés dans les couvents. Des scènes analogues se produisent à Saragosse, les 5 et 6 juillet 1835: plusieurs ecclésiastiques sont assassinés, trois couvents pillés et incendiés; dans les jours qui suivent, des émeutes du même genre ont lieu en Catalogne (à Poblet et à Barcelone) et dans toute l'Espagne. Des manifestations anti cléricales accompagnent la révolution de septembre 1868, avec assassinats de prêtres, actes sacrilèges, profanations d'images religieuses. À Malaga, au cours de l'été 1873, la municipalité insurrectionnelle décide de détruire tous les couvents et de transformer en maison du peuple le palais épiscopal. Incendies de couvents et assassinats de prêtres et de moines scandent l'histoire sociale de l'Espagne contemporaine jusqu'aux événements tragiques de 1936-1937, point d'aboutissement de ces haines féroces et aveugles. Les partis politiques de gauche ne sont pas solidaires de ces excès, mais ils inscrivent désormais dans leur programme la laïcité de l'enseignement, la liberté des cultes et la séparation de l'Église et de l'État,

selon la formule que retiennent les constituants de 1869: l'Église libre dans un État libre. Le clergé a beau présenter une pétition qui a recueilli trois millions de signatures, les Cortès n'en votent pas moins à une forte majorité le principe de la liberté religieuse, non sans y apporter des nuances importantes pour tenir compte de la situation espagnole : «La nation s'engage à entretenir le culte et les ministres de la religion catholique. L'exercice public ou privé de tout autre culte est autorisé pour les étrangers qui résident en Espagne sans d'autres limitations que celles qui découlent des règles universelles de la morale et du droit. Si des Espagnols professaient une autre religion que la catholique, les dispositions du paragraphe précédent leur seraient applicables» (article 21 de la constitution de 1869). Le texte, comme on le voit, est très modéré ; le législateur se borne à autoriser les étrangers à pratiquer la religion de leur choix et à étendre cette tolérance à ceux des Espagnols qui ne seraient pas catholiques - la rédaction sous-entend qu'ils sont très peu nombreux, comme le montre l'emploi de l'irréel du présent. Il n'empêche; pour l'Église d'Espagne et ses partisans, cette mesure et celles qui suivent, en 1870 - sécularisation de l'État civil et des cimetières, mariage civil, etc. - apparaissent comme autant d'entreprises de déchristianisation qui suscitent la réprobation et qu'il sera urgent d'abroger dès que les circonstances politiques le permettront. L'anticléricalisme s'installe ainsi dans l'histoire de l'Espagne contemporaine. Il servira aux démagogues pour détourner contre le clergé les aspirations du peuple à plus de justice sociale et aux partis conservateurs pour recueillir les voix des électeurs catholiques. Enfermée dans une intransigeance d'un autre âge, sûre d'elle-même, incapable de s'adapter au monde moderne, l'Église d'Espagne ne fera rien, de son côté, pour apaiser les esprits; elle sera constamment, jusqu'aux années 1960, du côté des possédants, de la droite conservatrice et de la réaction.

L'Église n'apparaît pas moins conservatrice dans le domaine des idées. A une époque où les progrès de la connaissance suscitent l'enthousiasme et où la science devient presque une religion dans les milieux intellectuels — le Cours de philosophie positive de Comte paraît entre 1830 et 1842, l'Avenir de la science, de Renan, en 1848 -, le Vatican s'obstine à refuser tout compromis avec les principes du monde moderne. En 1864, le Syllabus et l'encyclique Quanta Cura consacrent la rupture. Au cours de ces années-là,

la formation intellectuelle du clergé espagnol, plutôt déficiente, ne le préparait pas du tout à la bataille idéologique avec le rationalisme et la libre-pensée. Deux théoriciens se détachent: Balmes et Donoso Cortés, mais tous deux restent fondamentalement hostiles au libéralisme. Le premier est un prêtre catalan qui a compris l'importance du journalisme; par ses articles, il cherche à rapprocher carlistes et partisans d'Isabelle II, à la fois du point de vue politique et du point de vue idéologique. Dans son livre le plus connu, Le Critère, il ne s'écarte pas de la doctrine scolastique traditionnelle. Donoso Cortés est plus politique que philosophe. Dans ses articles et ses discours, comme dans son Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme (1851), lui aussi prend position contre le rationalisme moderne et pour la tradition espagnole, catholique et antilibérale. Le seul Espagnol à avoir tenté une synthèse entre le catholicisme et les idées modernes est Fernando de Castro dont l'itinéraire rappelle celui de La Mennais. Franciscain, puis prêtre séculier, chapelain d'Isabelle II, professeur à l'université de Madrid, Fernando de Castro se situe d'abord dans la ligne du catholicisme libéral; il fait sienne la formule: « l'Église libre dans un État libre » ; il défend toutes les libertés, notamment la liberté politique et la liberté de conscience, ainsi que l'autonomie de la raison. En 1864, la publication du Syllabus l'oblige à choisir entre le catholicisme et le libéralisme; il opte pour le second terme et évolue vers un christianisme rationnel, une religion naturelle sans dogmes, sans mystères, sans révélations ni miracles. La révolution de 1868 fait de lui le recteur de l'université de Madrid. En 1870, il rompt complètement avec le catholicisme.

Deux ans auparavant, Fernando de Castro s'était solidarisé avec ceux que l'on commençait à appeler les krausistes et que le gouvernement venait de chasser de l'université. C'est une bien curieuse histoire que celle de ce mouvement de pensée né au milieu du XIXe siècle : en quelques années, il attire les meilleurs esprits et exerce un rayonnement intellectuel et moral qui va bien au-delà des milieux universitaires et qui se prolonge jusqu'en 1936, au moins, au point qu'on a pu voir dans les krausistes «les éducateurs de l'Espagne contemporaine [16]et dans les républicains de 1931 les fils spirituels des deux maîtres de l'école, Julián Sanz del Rio et Francisco Giner de los Ríos. Tout commence de la manière la plus banale. Vers 1840, le

gouvernement cherche à rénover l'enseignement supérieur qui en a bien besoin. En 1836, on avait fermé la vieille université d'Alcalá de Henares et créé, à Madrid, une université dont on voulait faire un modèle pour toute l'Espagne [17]. En 1843, Pedro Gómez de la Serna, ministre d'Espartero, nomme Julián Sanz del Río, jeune professeur de philosophie, à l'université de Madrid, mais il y met une condition : l'intéressé devra, au préalable, compléter sa formation en Allemagne. Sanz del Rio se met en route. Au passage, il s'arrête quelque temps à Paris ; il est très déçu ; il porte des jugements sévères sur Victor Cousin, qui était alors le professeur à la mode, sur la philosophie telle qu'on l'enseigne en France et sur la culture française en général, mondaine et superficielle à son gré. Au contraire, à Heidelberg, où le jeune Espagnol arrive bientôt, les choses sont différentes. On y enseigne le système philosophique de Krause (1781-1832), un épigone de Kant qui professe un idéalisme teinté de piétisme. Sanz del Río est immédiatement conquis. Ce qui le séduit, chez Krause, c'est la cohérence d'une pensée qui débouche sur la vie; science, éthique et politique dépendent d'une vision globale du monde et d'une philosophie rationaliste. Sanz del Rio ramène aussi d'Allemagne une haute idée de ce que doit être l'université: indépendante de l'Eglise et de l'État, préoccupée seulement de faire avancer la connaissance. À son retour, il ne se sent pas encore prêt à enseigner; il passe une dizaine d'années à étudier, à méditer et à mûrir sa pensée. C'est en 1857 qu'il prononce sa leçon inaugurale dans laquelle il explique ce que sera son enseignement: on y célébrera le culte de l'« idéal de l'humanité » ; on y exposera le rationalisme harmonique de Krause. Le succès est immédiat. Les étudiants se pressent à son cours que suivent aussi beaucoup d'auditeurs libres; le snobisme s'en mêle : il est de bon ton d'aller écouter le maître... La doctrine de Sanz del Rio, pourtant, telle qu'il l'expose dans l'Idéal de l'humanité pour la vie (1860), n'a rien de particulièrement attrayant. Au contraire, par sa formulation abstraite et absconse, elle a tout pour rebuter le grand public — et même un public spécialisé [18]-, d'autant plus que Sanz del Rio ne fait rien pour se concilier auditeurs et lecteurs ; il s'exprime et il écrit comme il vit: d'une manière austère, dépouillée, sans concessions à la mode et aux mondanités. Il fascine, sans qu'on sache bien pourquoi; son succès vient peut-être, tout simplement, de ce qu'il ne cherche pas à plaire, mais à convaincre par la seule force du raisonnement. Dans une capitale frivole où les belles phrases tiennent lieu de pensée, voilà enfin

quelqu'un qui prend les choses au sérieux. On admire la rigueur de la pensée, la cohérence du système et aussi l'austérité des mœurs d'un homme exclusivement voué à sa tâche. Un groupe de disciples se forme, composé de jeunes professeurs de l'université de Madrid; parmi eux se trouve celui qui poursuivra son œuvre et qui fera du krausisme, dans le dernier tiers du XIXe siècle, l'instrument de la rénovation de l'Espagne: Francisco Giner de los Ríos.

Dans l'Espagne de 1860, le krausisme, philosophie rationaliste et idéaliste, se heurte à deux sortes d'adversaires : les tenants de la scolastique, c'est-à-dire de la pensée catholique traditionnelle ; les positivistes, qui prétendent enseigner la philosophie de l'avenir et veulent en finir avec la métaphysique.

Les premiers sont les plus redoutables car ils ont pour eux l'Église d'Espagne avec l'influence qu'elle exerce sur les centres de pouvoir. Krause est accusé de corrompre la jeunesse et de peupler l'université de ses créatures afin de pervertir l'élite intellectuelle et, par là, la société tout entière. Le krausisme dérange dans la mesure où il se présente comme un système scientifique et comme une éthique ; il est à la fois une philosophie et un style de vie. La plupart des disciples retiennent surtout le second aspect. Ils constituent rapidement un groupe d'hommes - leurs adversaires disent: une secte - qu'on reconnaît à quelques traits caractéristiques: le goût de la recherche, la rigueur intellectuelle, le souci de mettre en accord les idées et les actes et, enfin, une austérité de mœurs voisine du puritanisme. Aux yeux de ses adversaires, le krausisme est perçu comme un danger pour la foi. Ce n'est pas qu'il soit antireligieux. Cette école est, au contraire, particulièrement attentive au phénomène religieux dans ce qu'il a de plus essentiel: l'élan vers l'intériorité. Ses adeptes professent une religion naturelle, sans transcendance, sans dogmes ni mystères. À une époque où l'Église d'Espagne semble avoir perdu le sens des valeurs spirituelles, où elle mesure son influence dans le pays à la place protocolaire qu'occupe le clergé dans la vie publique et où elle compte sur le bras séculier pour contraindre les Espagnols à aller à la messe le dimanche, à apprendre le catéchisme, à se marier et à se faire enterrer à l'église, au moment, en somme, où cette Église pratique, comme dira Unamuno, une sorte de voltairianisme à rebours, le krausisme se présente comme une poussée de

spiritualité authentique ; il attire ceux qui attendent autre chose de la religion qu'une série de dogmes abstraits et d'attitudes: une réponse à leurs interrogations sur la vie et la mort, sur le sens de l'existence [19]. En dépit de ce que soutiennent ses adversaires, le krausisme n'est pas en Espagne un corps étranger; il s'inscrit, au contraire, dans une tradition authentiquement espagnole, toujours persécutée par l'Église officielle et institutionnelle, la tradition des érasmistes du XVIe siècle et des «jansénistes du XVIIIe, une tradition qu'Unamuno prolongera au XXe: une sorte de religion laïque ou un puritanisme qui est la forme originale qu'a prise le protestantisme en Espagne, toutes tendances que Menéndez Pelayo dénoncera, quelques années plus tard, comme hétérodoxes et étrangères à l'esprit national. Les krausistes se sont toujours montrés respectueux des croyances religieuses dans ce qu'elles avaient de plus authentique; ce ne sont ni des matérialistes ni des scientistes; l'athéisme militant et la propagande antireligieuse de certains milieux de gauche leur font horreur. Ils sont anticléricaux, mais pas à la manière de ceux qui brûlent les couvents. Ce qu'ils dénoncent, c'est la mainmise de l'Église sur l'État et la société, le droit qu'elle s'arroge de contrôler l'enseignement, la presse, l'édition, l'intolérance qu'elle manifeste à l'égard de tout dogme et de toute forme religieuse qui ne seraient pas le catholicisme romain dans sa formulation la plus traditionnelle et la plus exclusive. Tous ces facteurs rendent le krausisme suspect aux yeux de la hiérarchie ecclésiastique et des milieux dirigeants de l'Espagne.

Ceux qu'on appelle les néo-catholiques comprennent tout de suite le danger. Francisco Navarro Villoslada, directeur de La Pensée espagnole, quotidien qui exprime leur point de vue, mène campagne contre le krausisme et contre les professeurs qui suivent cette orientation. Le ton monte en 1865 quand Villoslada réclame des mesures plus fermes: il ne suffit pas de censurer et d'épurer les manuels de toute attaque contre la religion, ce qu'il faut, c'est éliminer les «textes vivants », la parole des maîtres, plus pernicieuse que leurs écrits; il faut chasser les krausistes de l'Université. Les modérés au pouvoir cèdent. Le 22 janvier 1867, le gouvernement exige de tous les professeurs qu'ils prêtent serment de fidélité à l'Église et au trône. Au nom de la liberté de conscience et d'expression, Sanz del Rio et ses amis refusent. Le 31 mai, ils sont exclus de l'Université. La querelle prend alors une tournure politique; elle devient un aspect de

l'affrontement général entre les conservateurs et leurs adversaires. La révolution de septembre 1868 fait siennes quelques-unes des revendications des krausistes : la liberté de l'enseignement, la laïcité de l'État, le mariage civil, la sécularisation des cimetières... Les professeurs krausistes retrouvent leur chaire ; on offre à Sanz del Rio le rectorat de Madrid, qu'il refuse. La bataille, pourtant, n'est pas finie. Elle reprendra avec autant de virulence en 1875, avec la restauration des Bourbons.

L'ESPAGNE À LA RECHERCHE D'UN STATUT POLITIQUE

Nous avons essayé de présenter les problèmes de l'Espagne entre 1833 et 1874 : un développement économique inégal avec une amorce d'industrialisation dans les régions périphériques, tandis que, dans le reste du pays, subsistent des structures archaïques; la permanence d'une question agraire explosive, avec ses millions de paysans sans terre ; une vie politique dominée par une classe dirigeante réduite, formée par la fusion de l'ancienne aristocratie foncière et d'une haute bourgeoisie enrichie grâce aux biens de mainmorte et aux spéculations financières; une opinion publique sans partis organisés qui laisse le champ libre aux militaires ; enfin, des divisions idéologiques entre carlistes et libéraux, traditionalistes et novateurs. Au regard de ces problèmes de fond, les événements sont moins compliqués que ne le suggèrent le chaos apparent des péripéties politiques et la succession des pronunciamientos; ils se présentent comme le difficile accouchement d'une Espagne nouvelle qui n'est plus celle de l'Ancien Régime et qui est à la recherche d'une stabilité relative. On peut distinguer quatre périodes : les régences (1833-1843) ; la première partie du règne d'Isa belle II, la décennie modérée, comme disent les historiens espagnols (1843-1854); la deuxième partie du règne d'Isabelle II (1854-1868) ; enfin, la crise ouverte par la révolution de septembre 1868 qui se termine à la fin de l'année 1874, avec la restauration des Bourbons, après l'échec d'une dynastie nouvelle et d'une première expérience républicaine.

Les régences (1833-1843)

Deux questions dominent la période qui suit la mort de Ferdinand VII, le 29 septembre 1833 : la rébellion carliste et la forme du régime. Les deux sont liées. C'est parce qu'elle veut préserver les droits de sa fille Isabelle contre Don Carlos que la régente Marie-Christine se rapproche des libéraux.

Pendant un peu plus de trois mois, la régente garde l'espoir de trouver un arrangement avec les partisans de Don Carlos. C'est la mission qu'elle donne à Cea Bermúdez, confirmé dans ses fonctions de chef du gouvernement, et c'est le sens du manifeste qu'elle publie, le 4 octobre : elle promet de défendre la religion et les lois fondamentales - cela pour rassurer les absolutistes -, mais aussi de mettre en route des réformes administratives, « seules capables d'assurer la prospérité et le bonheur des peuples » — clin d'oeil aux libéraux. Marie-Christine n'obtient le ralliement ni des uns ni des autres.

Les trois mois du gouvernement Cea Bermúdez méritent pourtant qu'on s'y arrête. C'est lui qui décide une réforme d'envergure, qui est toujours en vigueur aujourd'hui: la division de l'Espagne en provinces. C'est par une simple circulaire qu'en novembre 1833 on procède à une véritable révolution: rompant avec une tradition de plusieurs siècles, avec laquelle même les premiers Bourbons avaient transigé, l'Espagne devient un État centralisé divisé en quarante-neuf provinces de taille à peu près équivalente. On les désigne par le nom de leur chef-lieu (Burgos, Salamanque, etc.), sauf pour quatre d'entre elles qui conservent leur ancienne dénomination : la Navarre, l'Alava, la Biscaye et le Guipúzcoa qui ont pour chefs-lieux respectifs Pampelune, Vitoria, Bilbao et Saint-Sébastien. L'artisan de cette réforme, Javier de Burgos, est un humaniste — il a traduit en vers les Odes d'Horace [20]. Il s'inspire manifestement des départements français et les divisions qu'il retient ne sont pas aussi arbitraires qu'on le dit - la preuve, c'est qu'elles durent encore. Javier de Burgos prend en compte non seulement l'histoire et la géographie, mais aussi des critères rationnels : depuis le coin le plus reculé de chaque province, on doit pouvoir se rendre au chef-lieu en un jour ; les provinces auront une population comprise entre cent mille et quatre cent mille habitants, etc. A la tête de chacune d'elles, le pouvoir central désigne un représentant qui porte le titre de chef politique. Ce qu'il y a d'admirable, c'est que personne, depuis 1833, n'a remis en cause cette division; elle est restée immuable en dépit de tous les changements de

régimes. En 1849, on a simplement modifié un point de détail : le chef politique s'appellera désormais — et s'appelle toujours — le gouverneur civil.

La création des provinces a pour conséquence de renforcer le rôle des villes choisies comme chefs-lieux. Elles deviennent des centres administratifs et, à ce titre, attirent fonctionnaires, magistrats, plaideurs, commerçants... Beaucoup de ceux qui n'arrivent plus à vivre dans des campagnes surpeuplées émigrent en ville, le plus souvent en qualité de domestiques — il y aurait eu plus de huit cent mille domestiques en Espagne, en 1860. Certaines villes, enfin, voient se créer des manufactures, des ateliers et des commerces créateurs d'emplois. Tout cela entraîne une croissance de la population urbaine. Barcelone passe de quatre-vingt mille habitants en 1818 à cent quatre-vingt-dix mille en 1860 ; Madrid atteint presque trois cent mille habitants en 1851. Là, de même qu'à Séville, à Valence, à Malaga, les municipalités prennent l'initiative d'ouvrir des chantiers pour aménager et embellir l'espace urbain, dégager les voies, installer l'éclairage au gaz, toutes activités destinées aussi à combattre le chômage. C'est dans ce contexte que naît, en Espagne, une science nouvelle, l'urbanisme, dont le pionnier est l'ingénieur Ildephonse Cerdà (1816-1876). C'est lui qui crée le mot et la chose dans sa Théorie générale de l'urbanisation, publiée en 1867; il s'agit de fonder sur une théorie scientifique la construction d'un ordre spatial adapté aux nécessités de la civilisation moderne et qui intègre l'hygiène, l'art et l'économie. Auparavant, Cerdà avait présenté un plan d'agrandissement (eixample) de la ville de Barcelone, mis en œuvre à partir de 1860, avec ses rues larges et régulières, bordées d'allées de platanes et d'hôtels particuliers, telles qu'on peut encore les voir aujourd'hui[21]. L'Eixample de Barcelone est le plus connu, mais il n'est pas le seul des plans d'agrandissement conçus à cette époque; il faudrait citer aussi ceux qui ont été élaborés pour Madrid (1859), pour Saint-Sébastien (1864), pour Bilbao (1876), pour Alicante (1888), pour Léon (1898)[22]...

Du point de vue politique, le fait essentiel de la régence de Marie-Christine est l'implantation du libéralisme et de la monarchie constitutionnelle, le débat portant sur les attributions respectives du souverain et de la représentation nationale. Abandonnée par la faction

carliste, la régente n'a plus le choix. Le 15 janvier 1834, elle confie le pouvoir à Martínez de La Rosa. Le chef du nouveau gouvernement est un ancien constituant de 1812, mais il s'est beaucoup assagi; il est devenu un homme d'ordre. Le 10 avril 1834, il fait promulguer un Statut royal, inspiré de la Charte française de 1814: le roi gouverne avec les Cortès, elles-mêmes composées de deux chambres pour lesquelles on reprend des termes de l'histoire politique de l'Espagne : pour la chambre basse des procuradores — et non pas des députés — ; dans la chambre haute, des próceres — magnats. C'est une façon de montrer que l'Espagne n'a pas besoin de suivre des exemples étrangers : il lui suffit de puiser dans sa propre tradition. La chambre basse est élue au suffrage censitaire indirect; dans la chambre haute siègent les Grands, les nobles titrés, les archevêques et les évêques, les propriétaires fonciers et les industriels qui justifient d'un revenu supérieur à soixante mille réaux. Martínez de La Rosa déçoit ceux qui espéraient des changements plus importants et qui ont l'impression que tout continue comme avant. Il interdit les journaux qui expriment des idées «diamétralement opposées aux principes conservateurs énoncés dans le Statut royal ». Dans les villes, le mécontentement n'est pas loin d'atteindre les proportions d'un soulèvement, avec formation de juntes insurrectionnelles et manifestations anticléricales d'une violence encore jamais vue. Mendizábal, appelé au gouvernement le 14 septembre 1835, est accueilli avec sympathie par l'opinion libérale. Il abaisse le cens électoral, ce qui permet à un nombre plus important de membres des classes moyennes de participer à la vie publique. Il met en vente les biens du clergé. Cela ne suffit pas pour rassurer les diverses oppositions. Abandonné par une partie de ses anciens compagnons, Mendizábal démissionne. L'agitation reprend. Le 12 août 1836, les sergents de la Granja se mutinent et obligent la régente à revenir à la constitution de 1812, référence mythique pour les libéraux. Victoire éphémère. La constitution adoptée en 1837, si elle se présente formellement comme une simple réforme de celle de Cadix, offre, en réalité, un modèle entièrement différent qu'on retrouvera en 1845, puis en 1876 : sa caractéristique est de réaffirmer le principe de la souveraineté nationale, mais en maintenant une chambre haute destinée à faire contrepoids à la représentation élue.

La grande affaire, dont dépend le sort du régime, c'est la guerre carliste qui a commencé dès le 2 octobre 1833. Elle se déroule en trois étapes. Au cours de la première, les carlistes, placés sous le commandement de l'ancien guérillero Zumalacârregui, profitent de l'effet de surprise pour prendre l'initiative. Dans le Nord, où ils se sentent plus forts, ils cherchent à obtenir une victoire incontestable et à conquérir une grande ville pour en faire leur capitale. C'est alors qu'ils mettent le siège devant Bilbao. La mort de Zumalacârregui, en juin 1835, marque la fin de cette première phase. La situation change en 1835. L'Angleterre — déjà ! — dissuade la France d'intervenir directement et d'occuper le pays Basque et la Navarre à la demande du gouvernement espagnol, mais Mendizâbal décide de mobiliser cent mille hommes et de les envoyer au combat. Beaucoup de ces soldats partent au front avec la rage au cœur; ils sont touchés par une loi de conscription particulièrement inique : seuls les non-électeurs doivent le service militaire. Or le cens électoral est élevé. Sont encore exemptés ceux qui ont les moyens de verser — en une seule fois et au comptant — une contribution de quatre mille réaux destinée à financer l'équipement et l'armement. Bien qu'ils manquent d'enthousiasme, ces soldats n'en représentent pas moins une force de poids pour les officiers de carrière qui les encadrent. Des armées organisées sont maintenant opposées aux guérilleros. C'est en vain que les carlistes sortent de leurs bastions du Nord et cherchent à étendre la guerre dans le reste de l'Espagne, notamment dans les deux Castilles et en Andalousie. À la fin de l'année 1836, l'armée gouvernementale, placée sous le commandement du général Espartero, reprend l'initiative. Elle remporte une victoire à Luchana et lève le siège de Bilbao. Don Carlos prend personnellement la tête de ses troupes et veut marcher sur Madrid. Espartero lui barre la route et coupe ses liaisons avec la France (mai 1837). La guerre entre alors dans sa phase finale. Les carlistes sont encore capables d'enregistrer des succès locaux qui démoralisent leurs adversaires, en particulier dans la région du Maestrazgo où Cabrera passe à l'attaque au début de l'année 1838. Espartero doit procéder à des exécutions capitales pour rétablir la discipline dans son armée. Reprises en main, ses troupes ne cessent maintenant de progresser. Le gouvernement de Madrid tente alors d'obtenir le ralliement des rebelles du Nord. Le général carliste Maroto comprend que la guerre est perdue. Il engage avec Espartero des négociations secrètes qui aboutissent, le 31 août

1839, à l'accolade (abrazo) de Vergara : les deux adversaires tombent dans les bras l'un de l'autre. En échange de vagues garanties sur les fueros[23] et de l'intégration dans l'armée régulière, les combattants carlistes déposent les armes. Dans les jours qui suivent, d'anciens officiers carlistes donnent la chasse aux derniers partisans de la région Nord. En Catalogne et dans le Maestrazgo, des combats acharnés se prolongent encore en 1840. Le gouvernement proclame une amnistie dont sont exclus les officiers, les cadres civils de l'État carlistes et les ecclésiastiques. Des centaines de carlistes se réfugient en France où Rémusat, ministre de l'Intérieur, leur accorde le droit d'asile.

La guerre civile — la deuxième guerre carliste — reprend entre 1845 et 1849. Le prétendant avait renoncé à ses droits en faveur de son fils, le comte de Montemolín, lui aussi prénommé Carlos. Dans les milieux carlistes, on attendait beaucoup d'un mariage entre ce dernier et la reine Isabelle II, mariage qui aurait réglé la querelle dynastique, mais le gouvernement oblige la reine à épouser un autre de ses cousins, François d'Assise. Déçus, les partisans carlistes, entraînés par des chefs prestigieux comme Cabrera ou Tristany, reprennent les armes en Catalogne et en Castille, puis en Aragon, en Navarre et dans le Guipúzcoa, mais, à aucun moment, les combats ne retrouvent l'ampleur qu'ils avaient connue entre 1834 et 1840.

Le dénouement heureux de la guerre civile fait du général Espartero, nommé duc de la Victoire, l'homme le plus populaire d'Espagne. Il prend goût à la politique ; il déconseille à la régente Marie-Christine de promulguer une loi qui donne au pouvoir central le droit de désigner les maires des chefs-lieux de province, ce qui inquiète les progressistes. La régente passe outre (14 juillet 1840). Espartero, alors, prend la tête de l'opposition. À Barcelone, des miliciens et des soldats manifestent en criant : « À mort Marie-Christine ! » La milice se soulève à Madrid et dans presque toutes les villes. Espartero est acclamé quand il entre dans la capitale. Le 12 octobre 1840, Marie-Christine, discréditée et incapable d'imposer son autorité, préfère renoncer; elle part pour l'exil. Six mois plus tard, les Cortès désignent Espartero comme régent. La popularité du nouveau chef de l'Etat est de courte durée. Même ses amis progressistes se détournent de lui. À Barcelone, en novembre 1842, un mouvement

d'opposition réunit contre lui le petit peuple — les premières tendances républicaines apparaissent alors — et la bourgeoisie industrielle qui accuse le régent d'être favorable au libre-échange pour complaire à ses alliés anglais. Espartero fait tirer quelques coups de canon et tout rentre dans l'ordre, mais un complot autrement sérieux se prépare. Il est animé, de l'étranger, par le général Narváez et, à l'intérieur du pays, par un nouveau venu dans la politique, le général Prim. Narváez débarque à Valence et s'avance vers Madrid sans rencontrer de résistance. Le 30 juillet 1843, Espartero s'enfuit en Angleterre où il est reçu avec de grands honneurs. Spécialiste de la manière forte, sa dernière idée, avant de quitter l'Espagne, a été de faire bombarder Séville...

La décennie modérée (1843-1854)

La période qui s'ouvre avec la chute d'Espartero est dominée par la personnalité du général Narváez qui gouverne presque sans contrôle. Anticipant de quelques mois sur l'âge prévu par la constitution, les Cortès ont déclaré Isabelle II majeure et apte à régner. Elle a treize ans ! Ce n'est pas elle qui pourra s'opposer à la volonté des modérés et de leur chef. Les dix années qui suivent voient se mettre en place une nouvelle classe dirigeante — conservatrice et cléricale — qui impose un État d'inspiration française, centralisé et unifié. Dans tous les domaines, d'ailleurs, on note la tendance à imiter le modèle français de développement. À quelques nuances près, qui tiennent aux déficiences structurelles de l'économie espagnole, en Espagne comme en France, on assiste alors à un renouvellement des élites sociales et politiques. La vieille noblesse terrienne fait alliance avec la haute bourgeoisie — au propre comme au figuré : les mariages facilitent la fusion autant que la participation aux mêmes conseils d'administration. Cette classe, composée de grands propriétaires, de rares manufacturiers et de beaucoup de barons de la finance, forme l'armature du régime avec ses électeurs censitaires et ses députés. Depuis la signature du concordat avec la papauté (1851), cette classe a l'appui du clergé. Elle peut se croire toute-puissante. Comme les orléanistes français, leurs contemporains et leurs modèles, les modérés espagnols sont atteints par l'affairisme ; ils pourraient faire leur la formule de Guizot : « Enrichissez vous... » Ils investissent dans

les chemins de fer et dans l'immobilier — Salamanca fait partie du premier gouvernement Narváez — et jouent à la bourse. Ils sont obsédés par le souci de défendre la propriété. Ce sont les modérés qui créent la Garde civile, en 1844. Quand Thiers publie, en 1848, son traité De la propriété, Narváez le fait immédiatement traduire en espagnol. Les modérés, enfin, gouvernent d'une manière autoritaire. La révolution de 1848 a eu peu d'échos en Espagne, mais elle a poussé le régime à durcir un peu plus ses méthodes de gouvernement. Il est significatif de voir la Prusse et l'Autriche se décider alors à reconnaître la monarchie d'Isabelle II, ce qu'elles s'étaient jusque-là refusé à faire. Le régime espagnol offre désormais toutes garanties du point de vue social et politique. Deux traits caractérisent l'œuvre des modérés : la réforme de la constitution et la centralisation.

Parmi les conjurés qui avaient chassé Espartero, les uns — on les appelait les puritains — souhaitaient conserver la constitution de 1837 ; d'autres parlaient de revenir au Statut royal de 1834. C'est une troisième voie qui est choisie. Les modérés affectent d'amender la constitution de 1837 sur quelques points afin de concilier l'ordre et la liberté. D'un point de vue formel, ils ont raison : on retrouve dans le texte de 1845 la plupart des articles qui figuraient déjà dans la constitution de 1837, mais les rares modifications changent complètement l'esprit: il n'est plus question de souveraineté nationale, mais de souveraineté partagée entre le souverain et les Cortès — las Cortes con el rey —; les sénateurs sont désormais nommés par le roi; le catholicisme apostolique et romain reste « la religion de la nation espagnole » et « l'État s'engage à entretenir le culte et ses ministres ». Le cens est élevé. L'Espagne est divisée en trois cent quarante-neuf circonscriptions électorales, chacune correspondant à une population de trente-cinq mille habitants; les provinces où le reste des habitants non représentés serait supérieur à dix-sept mille cinq cents se voient attribuer une circonscription et un député supplémentaires. Le système est complété par l'usage de la candidature officielle et par les manipulations électorales ; pour se faire élire, ce n'est pas la confiance des électeurs qu'il faut gagner, mais celle du ministre de l'Intérieur. L'habitude se prend de « fabriquer » les majorités; elle n'est pas près de disparaître. Pour l'essentiel, la réforme de l'administration, avec son corollaire, le renforcement du pouvoir central, est l'œuvre de Bravo Murillo. Elle s'accompagne de l'organisation des régions

militaires qui coïncident en gros avec les anciennes divisions historiques de l'Espagne. À la tête de ces régions, les capitaines généraux reçoivent des attributions très étendues qui, en période de tensions, lorsque l'état de guerre est prononcé, leur donnent pour ainsi dire pleins pouvoirs.

En même temps que la constitution, on réforme l'administration dans une double perspective : uniformisation des codes juridiques - code pénal de 1848, code civil de 1851 — et centralisation. Ce sont les modérés, plus que les Bourbons, qui créent l'État espagnol centralisé [24]. La réforme fiscale de 1845 simplifie le système des impôts existants et le rend plus efficace. En 1847, les deux grandes banques — la Banque d'Isabelle II et la Banque de Saint-Ferdinand - fusionnent pour former la Nouvelle Banque de Saint-Ferdinand, première appellation de ce qui devient, quelques années plus tard, la Banque d'Espagne dont le gouverneur est nommé par l'État et qui reçoit, en 1851, le monopole des émissions monétaires.

Ce ne sont pas seulement les institutions politiques, administratives et financières qui, entre 1844 et 1854, tendent à transformer l'Espagne en un État centralisé. On assiste alors aux premières tentatives pour constituer une histoire nationale. Le premier volume de la Bibliothèque des auteurs espagnols — la B. A. E., que connaissent tous les étudiants de littérature espagnole — paraît en 1843 ; il est consacré aux romans de Cervantès. Viennent ensuite des auteurs du XVIII[e] siècle (Feijoo, Jovellanos, Moratín...), les œuvres de Louis de Grenade, les chroniqueurs du Moyen Âge, les historiens du XVI[e] siècle, les chroniqueurs de la conquête des Indes, les poètes, etc. Le seul auteur vivant mentionné dans la collection prestigieuse est Quintana, choix qui ne doit sans doute rien au hasard. C'est un symbole. Avec Quintana, constituant de Cadix, ancien dirigeant du Triennat de 1820, c'est tout le libéralisme espagnol qu'on honore et qu'on propose en exemple.

Un peu plus tard, en 1850, paraît le premier des trente volumes de l'Histoire générale d'Espagne de Modesto Lafuente qui est un peu le Lavisse espagnol, avec cinquante ans d'avance. L'entreprise est significative de l'idéologie libérale, telle qu'elle se recompose au milieu du XIX[e] siècle. Il s'agit d'abord de réagir contre l'image de l'Espagne que donnent les étrangers. Depuis Mariana, qui écrivait à la fin du XVI[e] siècle, aucun Espagnol n'a fait l'histoire de son pays. Pour connaître leur passé, les

Espagnols sont tributaires d'auteurs étrangers qui ne font pas toujours preuve d'objectivité. Lafuente se propose de remettre les choses au point, chaque fois que cela sera nécessaire. Pour l'essentiel, ses sources sont les chroniques, accessoirement quelques documents d'archives. Lafuente n'est pas un historien; c'est un homme politique. En 1854, à l'âge de quarante-huit ans, il s'est fait élire député progressiste; un peu plus tard, il se rapproche de l'Union libérale d'O'Donnell. Avec son Histoire, Lafuente entend aussi agir sur ses compatriotes et leur donner une conscience nationale. Au-delà des péripéties et des variétés régionales, il montre la constitution progressive de la nation autour de deux grands axes : l'indépendance et la foi catholique. De ce point de vue, il est intéressant de relever les périodes qu'exalte Lafuente et celles qu'il condamne. Parmi les premières figurent la résistance qu'ont toujours opposée les habitants de la péninsule Ibérique aux envahisseurs étrangers (Romains, Maures, Français), leur attachement à la liberté et à l'unité catholique du pays. En revanche, Lafuente fustige le despotisme, l'intolérance et le fanatisme. On trouve donc, dans son Histoire, une apologie des Wisigoths — auxquels on doit à la fois l'unité nationale, l'unité religieuse et les premières expressions d'une monarchie tempérée (les conciles de Tolède) -, de la Reconquête et des Rois Catholiques qui la mènent à son terme en expulsant Maures et Juifs, des comuneros de Castille, de Philippe II et de la Contre-Réforme - toujours à cause de l'unité religieuse -, des Lumières du XVIIIe siècle et de la guerre d'Indépendance de 1808 à 1814. Lafuente se montre sévère, au contraire, à l'égard de tout ce qui a pu représenter une menace pour l'unité nationale et religieuse de l'Espagne (Maures, Juifs et protestants) et pour les libertés (Charles Quint, Ferdinand VII). Ainsi se sont formés un esprit national et une nation qui a trouvé, au milieu du XIXe siècle, grâce aux libéraux, sa forme définitive: une Espagne unifiée et centralisée, catholique, une Espagne éternelle, identique à elle-même à travers l'histoire, jalouse de son indépendance et attachée à une foi qui fait partie intégrante de son essence. Cette Espagne a ses héros, ses dates et ses lieux symboliques : Numance, Sagonte, Pélage à Covadonga, les martyrs de la liberté que sont Padilla, Bravo et Maldonado, exécutés à Villalar (1521), les guérilleros du 2 mai, les vainqueurs de Bailén, les défenseurs de Saragosse et de Gérone... L'Espagne d'Isabelle II, centralisée et parlementaire, est ainsi l'aboutissement d'une longue histoire nationale dont les Espagnols peuvent

être fiers. La peinture historique, qui connaît une grande vogue au milieu du XIXe siècle, prolonge cet effort de construction. C'est le moment où l'on commande à des artistes des toiles de grandes dimensions pour les salons et les palais officiels. Les thèmes en sont le plus souvent empruntés à des épisodes fameux de l'histoire nationale, les mêmes précisément que Lafuente privilégiait dans ses livres. Eduardo Rosales (1836-1873), avec son Testament d'Isabelle la Catholique, et Antonio Gisbert (1834-1901), avec son Exécution de Torrijos, sont parmi les plus représentatifs de cette peinture qui a contribué à diffuser auprès d'un large public une certaine idée de l'Espagne et de l'unité nationale.

On ne saurait sous-estimer l'importance de cette construction qui présente l'avantage de réconcilier les Espagnols avec eux-mêmes en leur montrant que leur nation n'a rien à envier aux plus grandes. Seuls les carlistes — est-ce un hasard? — peuvent se sentir exclus d'une telle histoire qui défend l'unité catholique, mais qui condamne le fanatisme et l'intolérance. Même des krausistes se reconnaissent dans cette définition idéale de l'Espagne. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à cet étonnant document qu'est la Minute d'un testament (1876). Gumersindo de Azcárate, krausiste, y explique comment il est devenu libéral, ou plutôt pourquoi il l'a toujours été: «D'abord, c'étaient les idées de mon père, celles qui lui avaient valu d'être persécuté ; en second lieu, par instinct et par tempérament, l'absolutisme me faisait horreur. » Son père lui avait donné à lire les philosophes français du XVIIIe siècle ; lui-même, enfant, vibrait d'enthousiasme au récit des conciles de Tolède, du serment des rois d'Aragon, de la lutte des comuneros de Castille, de tous ces épisodes du combat de la liberté contre le despotisme... C'est dans les trente volumes du Lafuente, plusieurs fois réédités, que, jusqu'à 1950 environ, la classe moyenne espagnole apprendra l'histoire d'Espagne[25] et cela ne sera pas sans conséquences. Conçue à une époque où les revendications régionalistes n'existaient pas encore, cette Histoire générale donne de l'Espagne une définition unitaire ; à vrai dire, plus qu'une histoire d'Espagne, c'est une histoire de la Castille ; elle laisse plus ou moins de côté la couronne d'Aragon, par exemple. Les lecteurs de Lafuente en retireront l'impression que l'Espagne s'est faite autour de la Castille et des valeurs castillanes. Quand des mouvements nationalistes apparaîtront, à la fin du XIXe siècle,

beaucoup d'Espagnols seront portés à voir en eux des tendances séparatistes, destructrices de l'unité nationale. Rien ne les aura préparés à comprendre l'originalité et la richesse de l'histoire passée de la Catalogne, par exemple. Ce malentendu, des historiens comme Menéndez Pidal, beaucoup mieux préparés pour faire œuvre scientifique, ne contribueront guère à le dissiper; eux aussi écriront l'histoire d'Espagne à partir de celle de la Castille. L'Espagne contemporaine ne s'est jamais remise de cette erreur de perspective. Elle en subit encore aujourd'hui les conséquences.

Au-delà des crises ministérielles et des pronunciamientos, le libéralisme espagnol a fait preuve d'une continuité remarquable dans son effort pour donner de la cohérence à l'Espagne qu'il était en train de construire, mais, comme le relève Tomás y Valiente, l'Espagne des libéraux est un concept abstrait, juridique et politique, une nation composée d'individus, sans référence à ces réalités qu'étaient les anciens royaumes et les anciennes provinces [26]. C'est cette définition de la nation et de l'Espagne que contesteront bientôt d'autres Espagnols.

La fin du règne d'Isabelle II (1854-1868)

L'affairisme des classes dirigeantes — les fortunes colossales qu'on édifie en jouant à la bourse et en spéculant sur les chemins de fer - choque la petite bourgeoisie. Les méthodes autoritaires de Narváez et les intrigues de la cour suscitent de plus en plus d'opposition au sein même du Parlement; une partie des modérés se détache du gouvernement. Le général O'Donnell se fait l'interprète de ce mécontentement et «se prononce », le 30 juin 1854, en faveur d'un changement d'orientation. Son appel est bien accueilli. Il est significatif qu'un homme qui n'a rien d'un extrémiste, Cánovas del Castillo — le futur artisan de la restauration des Bourbons -, lance, le 7 juillet, un manifeste qui reprend quelques-unes des revendications des progressistes; il est urgent de revoir la loi électorale et d'instituer un jury pour les délits de presse, de mettre un terme aux excès de la centralisation et d'introduire plus de moralité dans la vie publique : « Nous voulons conserver le trône, mais sans la camarilla qui le déshonore. » Dans les grandes villes — Madrid, Barcelone, Saragosse -, on conspue la reine et les spéculateurs et on chante l'hymne de Riego; on commence aussi à mettre en place des juntes, comme

en 1808. Espartero, confiné à Logroño, reparaît à Saragosse, puis à Madrid. On oublie les conditions dans lesquelles il a dû quitter le pouvoir, dix ans plus tôt; il redevient un espoir pour les secteurs situés à la gauche des modérés et pour les classes moyennes. À la fin du mois de juillet 1854, il est rappelé aux affaires et, avec lui, les progressistes qui vont gouverner pendant deux ans; c'est le bienio progressiste. Espartero entend renouer avec la grande tradition libérale. Il reprend la liquidation des biens de mainmorte (loi Madoz de 1855), ce qui entraîne un conflit avec le Vatican; il élabore une nouvelle constitution qui prévoit la création de jurys pour les délits de presse, l'organisation de la Milice nationale, l'élection des maires et surtout qui réaffirme le principe de la souveraineté nationale: «Tous les pouvoirs publics émanent de la nation dans laquelle réside essentiellement la souveraineté. » La constitution de 1856 n'entrera jamais en vigueur. Le 15 septembre de la même année, un simple décret rétablit celle de 1845. Inquiets devant la poussée des revendications sociales dans le monde ouvrier et dans les campagnes d'Andalousie et devant l'apparition de nouvelles tendances politiques situées plus à gauche — les démocrates comme Émile Castelar qui demandent l'instauration du suffrage universel -, les modérés ont réagi et ont décidé de se débarrasser d'Espartero. Le 14 juillet 1856, O'Donnell dissout les Cortès et fait désarmer la Milice nationale. Pour résister au coup de force, on dresse des barricades dans les rues de Madrid. Le général Serrano fait donner la troupe et tirer quelques coups de canon sur le Congrès. À Barcelone aussi, les résistances sont brisées. Le 13 octobre, la reine rappelle Narváez.

La parenthèse progressiste se referme. Les modérés reviennent. Sous leur direction, les affaires reprennent. C'est une période d'expansion — de « vaches grasses », selon le mot de Gabriel Tortella — qui n'est pas sans ressemblances avec ce qui se passe, au même moment, dans la France du Second Empire : développement des banques et des établissements de crédit, mise en service de nouvelles lignes de chemins de fer, investissements du capital étranger dans les mines et dans l'industrie lourde, spéculation immobilière — à leur façon, les projets du marquis de Salamanca, à Madrid, sont une pâle imitation de ce que réalise, à Paris, le baron Haussmann... Il n'est pas jusqu'au mariage de Napoléon III, en 1853, avec une jeune et belle noble espagnole, Eugénie de Montijo, qui ne vienne

renforcer la solidarité entre les dynasties régnantes à Paris et à Madrid et le parallélisme des régimes. Entre 1858 et 1863, le général O'Donnell cherche, avec son Union libérale, à élargir la base du régime en associant au pouvoir certains éléments venus du progressisme. Il n'y parvient que d'une manière imparfaite. Depuis quelques années, une nouvelle génération entre dans la vie politique. Des hommes comme Émile Castelar ou Pi y Margall n'hésitent plus à se dire démocrates; la République ne leur fait pas peur; ils préconisent le suffrage universel comme moyen de mettre un terme aux abus les plus criants et d'écarter le personnel politique en place. Les modérés, eux, ne désarment pas et n'ont de cesse de revenir au pouvoir. C'est chose faite en 1863. Pourtant, les méthodes de Narváez ne suffisent plus à intimider les opposants. La monarchie elle-même sombre dans le discrédit. Au début de l'année 1865, un incident révèle à quel point le trône est menacé. Pour faire face aux difficultés financières du trésor public, la reine accepte de renoncer à une partie du patrimoine de la couronne... en échange de compensations. À la tribune du Congrès, Narváez la félicite chaleureusement pour ce geste qualifié de sublime. Le journal La Démocratie, organe de Castelar, réplique dans un article qui porte le titre suivant : « À qui appartient le patrimoine royal ? » Castelar en personne revient sur ce thème dans les jours suivants : la nation est seule propriétaire en droit des biens de la couronne. Narváez exige que Castelar soit chassé de l'Université. Pour ne pas avoir à appliquer une décision qui lui paraît injuste, le recteur de Madrid démissionne. Le 10 avril 1865, au soir — « la nuit de la Saint-Daniel » —, des étudiants s'apprêtent à donner une sérénade en hommage au recteur; la Garde civile veut les disperser et charge, faisant plusieurs victimes parmi les étudiants. C'est Alcalá Galiano, l'ancien libéral de Cadix et du Triennat, devenu, aux yeux de ses adversaires, un « caméléon politique », qui, en sa qualité de ministre de tutelle de l'Université, s'était prêté aux sanctions contre Castelar. En apprenant ce qui s'est passé la nuit du 10 avril, il est pris d'une attaque et meurt quelques instants plus tard.

La cour sacrifie Narváez et croit donner des gages à l'opposition en demandant à O'Donnell de former un nouveau gouvernement. On a beau rendre sa chaire à Castelar et faire quelques gestes — comme la reconnaissance du royaume d'Italie — pour se démarquer du passé, cela ne

suffit pas à convaincre une opinion publique de plus en plus hostile aux modérés et aussi à la reine. Pour beaucoup, Prim est devenu un symbole, un espoir de rénovation; les étudiants avaient acclamé son nom en même temps que celui de Castelar, le 10 avril. Prim attend son heure. Il espère que des militaires « se prononceront » en sa faveur. Une tentative en ce sens échoue, en janvier 1866, et Prim est obligé de fuir à l'étranger. En juin, à Madrid, les choses sont plus sérieuses. Le signal est donné par les sous-officiers d'une caserne d'artillerie — les sergents de Saint-Gilles. La population dresse des barricades. Le général Serrano est chargé de réprimer l'insurrection. Il s'acquitte de sa tâche après de violents combats de rue qui font des dizaines de morts et des centaines de blessés. Soixante-six sergents sont fusillés après la bataille.

Cette affaire achève d'isoler la reine et son gouvernement. Deux mois plus tard, en août 1866, les chefs progressistes et démocrates se retrouvent en Belgique pour arrêter une position commune. C'est le pacte d'Ostende, qui envisage le départ d'Isabelle II, la mise en place d'un gouvernement provisoire et l'élection d'une assemblée au suffrage universel. Reste à savoir par qui remplacer Isabelle II. Les conjurés sont tous monarchistes; ils ne veulent pas de la République, parce que ce régime risque de déclencher un processus révolutionnaire. Certains seraient favorables au duc de Montpensier, beau-frère d'Isabelle, mais Napoléon III, informé, met son veto : il refuse de voir un fils de Louis-Philippe s'installer sur le trône d'Espagne. Pour sortir de l'impasse, Prim trouve une formule d'attente qui satisfait tout le monde : l'essentiel est de chasser Isabelle. Pour la suite, on verra plus tard; l'assemblée qui sera élue après la victoire décidera du régime futur de l'Espagne. Il n'y a plus qu'à attendre le moment opportun. Narváez meurt en avril 1868; avec lui, Isabelle perd son défenseur le plus ferme. Les conjurés attendent l'été; la reine, alors, sera à Saint Sébastien : elle n'aura qu'à passer la frontière... C'est ainsi que les choses se passent. En septembre, Ruiz Zorrilla et Sagasta, deux des chefs civils de la conspiration, vont rejoindre Prim à Londres; les trois s'embarquent pour Gibraltar et, de là, gagnent Cadix. La marine leur est acquise: « Vive l'Espagne dans l'honneur !» L'insurrection s'étend dans tout le littoral méditerranéen : Almería, Malaga, Carthagène, etc., et dans plusieurs villes de l'intérieur, notamment dans la capitale. Le général Pavía se porte au-devant des troupes

rebelles, commandées par un autre général, Serrano. La rencontre a lieu le 28 septembre sur le Guadalquivir, au pont d'Alcolea, à quelques kilomètres de Cordoue; Serrano l'emporte et poursuit sa route vers Madrid. Abandonnée de tous, Isabelle se rend de Saint-Sébastien à Biarritz où elle est accueillie généreusement par Napoléon III et par Eugénie de Montijo.

La période révolutionnaire (1868-1874)

De septembre 1868 à décembre 1874 se succèdent un gouvernement provisoire, une monarchie constitutionnelle, une république fédérale, une république prétorienne, sans parler d'une guerre civile, dans la péninsule, et, outre-mer, de la première rébellion de Cuba. La situation en Espagne est indirectement à l'origine de la guerre entre la France et la Prusse, guerre qui entraîne la chute de l'Empire français, la Commune de Paris et la formation de l'Empire allemand. On vérifie, une fois de plus, à quel point sont liées conjoncture espagnole et conjoncture européenne.

Isabelle II est partie dans l'indifférence générale. Personne ne la regrette, tant elle était impopulaire, elle et les groupes auxquels elle avait confié le pouvoir. On est las et dégoûté de l'affairisme, des concussions et de l'immoralité. Une nouvelle génération se prépare à prendre la relève. Elle comprend des hommes formés dans l'esprit et par les méthodes du krausisme qui inspirent le respect par leurs qualités intellectuelles et morales et par leur sens des responsabilités. Certains, hier persécutés, vont devenir députés et ministres et faire entendre leur voix dans les débats politiques. Toutes les couches sociales aspirent à un renouvellement des mœurs politiques. La petite et la moyenne bourgeoisie penchent pour la démocratie et une plus large participation du peuple à la vie publique ; elle est volontiers républicaine. Les ouvriers et les paysans rêvent d'un monde fraternel où ils pourraient vivre mieux et plus dignement. On attend beaucoup de la « Glorieuse » révolution de septembre — c'est ainsi qu'on l'appelle familièrement — qui s'est faite presque sans violence. C'est le temps des utopies et de l'optimisme.

Pendant trois mois coexistent deux sortes de pouvoirs : les juntes, qui ont fleuri un peu partout et qui sont plutôt de tendances républicaines, et le gouvernement provisoire du général Serrano, monarchiste de cœur et de

raison. Ce gouvernement n'a rien de révolutionnaire. Son premier souci est d'assurer l'ordre public. Il y parvient assez bien. Avant la fin du mois d'octobre, il convainc les juntes de se dissoudre. Il rencontre plus de résistances quand il veut désarmer les milices populaires qui ont pris le nom de Volontaires de la liberté ; en Andalousie, la paysannerie voyait en elles la garantie que la révolution politique déboucherait sur la redistribution des terres. Première déception: le gouvernement lui demande de prendre patience; la réforme agraire ne fait pas partie de ses priorités. C'est peut-être cette orientation initiale qui décide de la suite des événements. Comme les libéraux, trente ans auparavant, les ministres de septembre 1868 n'envisagent pas de modifier les structures économiques et sociales dans une Espagne où le contraste entre riches et pauvres, entre grands propriétaires et ouvriers agricoles, engendre des tensions permanentes. Les ministres font tout, au contraire, pour rassurer les possédants. Les premières mesures prises sont d'ordre économique. L'une d'elles ne sera jamais remise en cause: la décision, arrêtée le 19 octobre 1868, de faire de la peseta l'unité monétaire de l'Espagne. La révolution de septembre permet aux partisans de l'« école économiste » d'occuper des postes clé; ils sont hostiles au mercantilisme et au protectionnisme; l'un des leurs, Laureano Figuerola, devient ministre des Finances [27]. De fait, les affaires continuent; l'économie se développe normalement; la production augmente, au moins jusqu'en 1872.

L'élection des Cortès constituantes a lieu en janvier 1869 au scrutin uninominal à un tour. Pour la première fois, en Espagne, on vote au suffrage universel ; sont électeurs les citoyens de sexe masculin âgés d'au moins vingt-cinq ans. Autant qu'on puisse savoir, les irrégularités - électeurs qui votent deux fois, pressions des autorités, etc. — n'ont pas été très nombreuses. Saragosse, Séville et les villes du littoral (Barcelone, Valence, Malaga, Cadix) donnent la majorité aux républicains qui obtiennent ainsi soixante-neuf députés, c'est-à-dire vingt pour cent du total des sièges à pourvoir. Les clivages politiques recoupent les inégalités sociales; l'est et le sud du pays s'opposent au nord et au centre. Les Cortès se réunissent le 11 février 1869. Elles ont mission de donner une constitution à l'Espagne. Deux questions sont au cœur du débat: la forme du régime et le statut de la religion. La majorité est favorable à une monarchie parlementaire avec deux

chambres — un Congrès des députés et un sénat — élues au suffrage universel et des ministres responsables devant le parlement; le principe de la souveraineté nationale est réaffirmé. La question religieuse est beaucoup plus discutée. Malgré une très forte campagne menée par l'Église - une pétition nationale recueille trois millions de signatures -, les Cortès proclament la liberté des cultes et la sécularisation de la vie publique — état civil, mariage, cimetières... -, mais elles refusent de suivre ceux qui souhaitaient séparer l'Église de l'État; l'État s'engage à entretenir le culte catholique et ses ministres. La constitution, précédée d'une longue et généreuse déclaration des droits de l'homme, est approuvée, le 1er juin 1869, par deux cent quatorze voix contre cinquante-cinq.

L'Espagne est maintenant une monarchie constitutionnelle. Le 18 juin, le général Serrano est désigné comme régent. Un autre général, Prim, devient chef du gouvernement. Sa popularité était grande, mais elle s'est émoussée avec le temps; les espoirs suscités par la révolution de septembre 1868 font place à la désillusion et à la rancœur. Des groupes de républicains conspirent et se soulèvent en Aragon, dans la région de Valence et en Andalousie, zones qui apparaissent décidément comme les plus sensibles aux thèses révolutionnaires, et ce n'est pas un hasard; c'est là que les tensions sociales sont les plus fortes. Pour se donner les moyens de réprimer les troubles, Prim suspend les garanties constitutionnelles (octobre 1869), ce qui provoque les protestations indignées des députés républicains.

La grande affaire, maintenant, est de trouver un roi pour l'Espagne. Tout le monde s'accorde pour écarter le fils aîné d'Isabelle II, le fut ur Alphonse XII, alors âgé de onze ans. Prim, qui conserve toute son autorité aux Cortès, ne veut plus entendre parler des Bourbons: « Jamais, jamais, jamais ! » Le duc de Montpensier, Antoine-Marie d'Orléans, beau-frère d'Isabelle II, ne refuserait pas de servir sa patrie d'adoption et d'occuper le trône vacant, mais il a contre lui Napoléon III qui lui reproche d'être le fils du roi Louis-Philippe. En outre, une méchante querelle l'oppose à un autre membre de la famille royale, le duc de Séville, Henri-Marie de Bourbon. L'affaire se termine par un duel. Le duc de Montpensier tue son adversaire (mars 1870) ; du coup, il perd ses dernières chances d'obtenir la couronne. Prim entre en pourparlers avec le prince Léopold de Hohenzollern, cousin du roi de Prusse. Une indiscrétion ébruite la nouvelle. En France, on prend très mal la

chose. Gramont, ministre des Affaires étrangères, fait une déclaration très ferme devant le Corps législatif: le gouvernement français n'acceptera pas qu'une puissance étrangère place l'un de ses princes sur le trône de Charles Quint, dérange à son détriment «l'équilibre actuel des forces de l'Europe » et mette en péril « les intérêts et l'honneur de la France », mais, au lieu de se tourner vers Madrid, Paris proteste auprès de Berlin. Bien que le prince Hohenzollern ait retiré sa candidature, la France exige des garanties supplémentaires ; cet incident provoque la guerre entre la France et la Prusse. Prim se tourne alors vers l'Italie sur laquelle règne une monarchie constitutionnelle du genre de celle qu'il veut installer en Espagne. C'est dans ces conditions que le duc d'Aoste, Amédée de Savoie, fils cadet de Victor-Emmanuel, est élu roi d'Espagne par cent quatre-vingt-onze voix contre soixante en faveur de la République.

Amédée I[er] arriva à Madrid au début du mois de janvier 1871, juste à temps pour assister à l'enterrement du général Prim, qui avait été victime d'un attentat, le 27 décembre. Le nouveau roi était privé de l'homme qui l'avait porté sur le trône et qui, par son prestige et par son autorité, était le plus capable de guider ses premiers pas dans un pays dont il ignorait tout, à commencer par la langue. L'aristocratie espagnole le boude; le peuple n'a aucune raison de l'aimer; ses rares partisans l'estiment, pourtant; ils parlent de lui comme du « roi que nous ne méritons pas ». Dans cet hiver 1870-1871, l'Espagne est plongée dans le chaos. Jusqu'à sa mort, Prim a été obligé de se battre sur tous les fronts : contre les carlistes, qui ont repris le combat dans le nord de l'Espagne, contre les Volontaires de la liberté qui, en Catalogne, en Aragon et en Andalousie, refusent de rendre leurs armes, contre les républicains, sans parler de ceux qui l'accusent de vouloir brader Cuba en s'entendant avec les États-Unis. La disparition de Prim est une catastrophe. Aucun de ses successeurs ne s'impose. Dans les deux ans de son règne, Amédée a dû former six gouvernements et dissoudre deux fois les Cortès. Très attentif à ses devoirs, il s'oppose, en juin 1872, au général Serrano, chef du gouvernement, qui lui demande de suspendre les garanties constitutionnelles[28]. Six mois plus tard, prenant acte qu'il n'est pas en mesure d'apporter la paix et le bonheur à ses sujets, il préfère renoncer au trône.

Amédée abdique le 10 février 1873. Le lendemain, le congrès des députés et le sénat réunis en assemblée nationale proclament la République

à une forte majorité : deux cent cinquante-six voix contre trente-deux. La plupart des parlementaires se sont résignés: après l'échec de la monarchie constitutionnelle, ils constatent que la République est la seule formule possible, mais le mot même de République fait peur; pour beaucoup, il est devenu synonyme de subversion. En s'installant progressivement au pouvoir depuis la mort de Ferdinand VII, les libéraux ont perdu ce qui faisait leur prestige tant qu'ils étaient dans l'opposition; ils se sont assagis. Les transformations de la société au cours de la décennie modérée (1843-1854) ont accentué cette évolution vers la droite. Les libéraux sont vus maintenant comme des hommes qui se sont servis du peuple pour satisfaire leurs ambitions, puis se sont retournés contre lui ; ils ont fait alliance avec l'aristocratie et avec l'Église; ils ont introduit la centralisation et créé la Garde civile ; ils sont devenus des affairistes sans scrupule, sans morale et sans idéal; ils apparaissent comme les défenseurs de l'ordre et de la propriété. Une partie des classes moyennes — petits commerçants, artisans, fonctionnaires, intellectuels... -, écartés de la vie politique par le cens électoral, a reporté ses espoirs sur la République. Ils en attendent plus de liberté et plus d'égalité. De l'époque héroïque du libéralisme, ils ont gardé le goût des conspirations et des sociétés secrètes, le romantisme de l'action révolutionnaire, à la manière d'un Blanqui en France, ou d'un Garibaldi en Italie. Beaucoup de prolétaires des villes se sont laissé convaincre de faire alliance avec la petite bourgeoisie républicaine qui reprend quelques-unes de leurs revendications: le suffrage universel, la suppression du service militaire et des taxes à la consommation — les consumos — et l'aspiration à plus de justice sociale et à de meilleures conditions de vie. La création de l'Association internationale des travailleurs est venue tempérer cet enthousiasme républicain. Le mouvement ouvrier espagnol se divise. Les marxistes seraient disposés à s'allier aux républicains[29], mais ils sont peu nombreux en Espagne. La majorité des associations ouvrières suit Bakounine et se méfie de la politique et des politiciens, même républicains ; c'est la tendance qui l'emporte au congrès de la section espagnole de l'Internationale, à Barcelone (juin 1870) : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Le grand public ignore ces discussions internes et ces hésitations du mouvement ouvrier; pour la plus grande partie de l'opinion publique, République et socialisme vont ensemble ; la République conduira nécessairement au socialisme. La

situation en France confirme cette analyse : la proclamation de la République, en septembre 1870, a été suivie, quelques mois plus tard, par la Commune de Paris qui a frappé d'horreur les hommes d'ordre[30]. Déjà, en 1869, lors du débat constitutionnel, le député progressiste Montero Ríos avait mis en garde ses collègues contre la République: seule la monarchie pouvait garantir la propriété. C'est pourquoi une partie des républicains voudraient lui donner une allure respectable, aussi bien dans le pays qu'auprès de l'opinion internationale. Ils seraient assez proches de la position d'un Thiers, en France : instaurer une République conservatrice qui rassurerait les possédants. Émile Castelar est le plus brillant défenseur de cette ligne de conduite, mais, malgré ses dons d'orateur, il n'est guère entendu. Les couches populaires, le prolétariat des villes et des campagnes, ne veulent pas de cette République conservatrice ; c'est la position des socialistes, en mars 1873 : « Nous voulons la République, mais pas la République bourgeoise, pas la République du capital ; nous voulons la République du travail. » Pour ces milieux populaires, la République est une promesse de libération; elle signifie liberté syndicale, protection sociale, droits des ouvriers, la terre à ceux qui la travaillent... Un adjectif résume ces aspirations: la République fédérale.

La fédération est une notion complexe qui recouvre à la fois des revendications politiques et des préoccupations sociales. Pi y Margall est le chef de file de cette tendance [31], assez voisine des thèses de Proudhon : plus d'État, plus de lois, mais une série de contrats d'association dans lesquels chaque groupe, chaque individu conserverait sa liberté. Depuis 1869, les comités républicains de diverses régions ont ainsi prévu une série d'accords: entre les composantes de l'ancienne couronne d'Aragon (pacte de Tortosa), entre Andalous, Murciens et Estrémègnes (pacte de Cordoue), entre Castillans et Léonais (pacte de Valladolid), entre Galiciens et Asturiens (pacte de La Corogne), entre Basques et Navarrais (pacte d'Eibar), le tout culminant par le pacte national de Madrid portant création de la fédération des peuples ibériques. Ces projets n'ont rien à voir avec ce que seront, une vingtaine d'années plus tard, les tendances régionalistes ou nationalistes ; vers 1870, celles-ci n'existent pas encore en Espagne. L'idée fédérale, telle que la conçoit Pi y Margall, ne vise donc pas à résoudre un problème qui ne se pose pas encore; elle témoigne seulement - mais c'est beaucoup — d'une

méfiance à l'égard de l'Etat centralisé tel que les libéraux l'ont façonné et tel que les républicains de 1873 l'envisagent, un État qui déçoit beaucoup d'Espagnols, en particulier les plus défavorisés, les ouvriers d'usine et les paysans sans terre. Les premières sections de l'Internationale en Espagne poussent dans le même sens ; elles sont fortement marquées par les tendances chères à Bakounine. On a là les signes précurseurs du futur mouvement anarchiste en Espagne, avec sa composante fédérale, telle qu'elle figurera dans le nom même de l'une de ses organisations : la Fédération anarchiste ibérique (FAI).

Pour les élections générales de mai 1873, Pi y Margall, ministre de l'Intérieur, a recommandé à l'administration d'observer une stricte neutralité et de ne faire aucune pression, mais les conservateurs, décidés à ôter par avance toute représentativité au nouveau régime, ne présentent pas de candidats. Les républicains fédéralistes obtiennent une forte majorité: trois cent quarante-trois sièges sur trois cent quatre-vingt-onze; l'opposition ironise en voyant arriver les nouveaux députés : on dirait un wagon de troisième classe... 60 % des électeurs se sont abstenus. C'est dans ces conditions que se met en place un régime qui présente quatre originalités par rapport à ceux qui l'ont précédé et à celui qui lui succédera [32]:

c'est une république et non plus une monarchie ;

l'État se veut neutre en matière de religion et refuse de subventionner le catholicisme ; la constitution qu'on élabore et qui ne sera jamais appliquée prévoit la séparation de l'Église et de l'État;

à un État unitaire et centralisé fait place un État décentralisé à structure fédérale ;

enfin, au cours de sa brève existence, la République fédérale constitue une parenthèse dans l'histoire politique de l'Espagne du XIXe siècle : les militaires passent au second plan ; les grands rôles sont tenus par des intellectuels : Pi y Margall, Castelar, Salmerôn...

La République espagnole est isolée sur le plan international — seule la Suisse la reconnaît —; elle est déchirée par des divisions internes - unitaires, fédéralistes intransigeants, fédéralistes modérés — et menacée par les diverses oppositions : monarchistes qui commencent à penser au prince Alphonse de Bourbon, carlistes qui luttent contre elle dans le nord du pays,

les armes à la main, prolétaires qui veulent la révolution sociale. Pi y Margall, débordé par les siens, abandonne le pouvoir le 18 juillet 1873. Anticipant sur ce que devait être la future fédération ibérique, un certain nombre de villes — Cadix, Séville, Cordoue, Grenade, Malaga, Carthagène, Murcie, Alicante, Alcoy, Valence, Castellon — se proclament autonomes et se constituent en petites républiques, analogues aux cantons suisses. Le successeur de Pi, Salmerôn, considère ces initiatives comme des rébellions et il charge l'armée de rétablir partout la légalité républicaine. Les généraux Pavía et Martínez Campos — ceux-là mêmes qui vont bientôt renverser la République - s'y emploient. Malaga résiste jusqu'au 18 septembre, Carthagène jusqu'au 11 janvier 1874. C'est cette courte période que les adversaires du régime retiendront pour composer l'image d'une République vouée à l'anarchie qui autorise les pires atteintes à l'ordre public: possédants expropriés par des paysans qui se partagent les terres, prêtres persécutés, églises et couvents détruits ou transformés en maisons du peuple... Ce qui se passe alors dans l'est et dans le sud de l'Espagne rappelle la «Grande Peur» de l'été 1789, en France. Le souvenir amplifié de la révolte des cantons et des fureurs paysannes servira longtemps à discréditer le nom et l'idée de République dans l'esprit des conservateurs; il sera présent en 1931, quand on proclamera la seconde République [33]. Les mêmes passeront sous silence la violence et la férocité des carlistes dans les zones qu'ils dominent, à la même époque, dans le nord de l'Espagne, de la Galice aux montagnes de Valence.

En septembre 1873, Castelar succède à Salmerôn à la tête du gouvernement. Atterré par les excès des républicains méridionaux, dès le mois de juillet, il avait dénoncé le cantonalisme comme « une menace insensée à l'intégrité de la patrie, à l'avenir de la liberté ». En prenant le pouvoir, il annonce un virage à droite: « Ce qu'il nous faut, c'est de l'ordre, de l'autorité et un gouvernement qui gouverne. » Pour rétablir la légalité, il met les Cortès en vacances jusqu'au mois de janvier. Dès la reprise de la session, le 2 janvier 1874, Castelar est renversé par cent vingt voix contre cent. Les députés restent en séance pour délibérer sur la situation. Au petit matin, le général Pavía cerne le siège du Congrès. À 7 h 30, un détachement de la Garde civile pénètre dans l'hémicycle et disperse les députés. Dans l'histoire de l'Espagne contemporaine, ce coup de force — qui aura, le 23

février 1981, une pâle réplique avec l'intervention du colonel Tejero au Congrès des députés — marque un tournant. Jusque-là, les militaires qui se mêlaient de politique agissaient en quelque sorte par délégation des partis ; ils « se prononçaient » en faveur d'un changement politique. Avec Pavía, c'est autre chose. L'armée décide maintenant de mettre fin à ce qu'elle considère comme le désordre et elle se substitue aux hommes politiques, jugés incapables de faire face à la situation [34]. Une nouvelle étape commence au cours de laquelle l'armée aura tendance à se considérer comme garante de l'unité et de l'intérêt supérieur de la nation, au besoin contre la représentation nationale.

Dans l'immédiat, la République continue, mais c'est une République prétorienne que dirige un général, Serrano. Le 8 janvier 1874, un décret dissout les Cortès; une nouvelle assemblée sera élue « dès que, l'ordre public étant rétabli, le suffrage universel pourra s'exprimer librement ». Les conservateurs et une partie de l'armée préparent le retour des Bourbons, tandis que les carlistes cherchent à imposer leur candidat par la force. Il semble que le général Serrano ait été alors tenté d'imiter le maréchal de Mac-Mahon qui, en France, venait de se faire désigner comme chef de l'État en attendant que les monarchistes, divisés entre orléanistes et légitimistes, se fussent mis d'accord sur le nom d'un candidat unique au trône. La situation de l'Espagne est pourtant bien différente. La guerre civile fait rage dans une grande partie du pays. Pour gagner son pari et apparaître comme le sauveur de l'Espagne, Serrano doit venir à bout, non seulement des mouvements suscités par les démocrates, mais encore de la sécession carliste.

La chute et l'exil d'Isabelle II avaient fait espérer aux carlistes qu'ils pourraient prendre le pouvoir par la voie légale. Ils avaient fait de gros efforts de propagande en ce sens et envoyé de nombreux députés aux Cortès. En vain. L'Espagne révolutionnaire avait bien restauré la monarchie, mais une monarchie constitutionnelle en faveur d'Amédée de Savoie. Maintenant regroupés autour d'un troisième prétendant, le fils du comte de Montemolín, lui aussi prénommé Charles, les carlistes décident de passer à l'action directe. La conjoncture internationale paraît favorable. En France, une Assemblée nationale où les monarchistes sont en majorité prépare la fusion, la réconciliation des deux branches rivales, légitimiste et orléaniste.

Le comte de Chambord a des chances sérieuses de monter sur le trône. Lui et ses fidèles voient d'un œil sympathique le combat des carlistes d'Espagne dont ils se sentent très proches du point de vue politique [35]. Les uns et les autres ont des idées voisines sur ce que doit être une monarchie populaire. La lettre-programme du prétendant carliste en trace les grandes lignes: défense du catholicisme, sans lequel il ne saurait y avoir d'union nationale; pouvoir exécutif fort, incarné par le souverain assisté par des Cortès composées d'authentiques représentants du peuple, non de professionnels de la politique ; décentralisation ; opposer « la liberté, fille de l'Évangile », au « libéralisme, né de la contestation » ; réduire le train de vie de l'État en diminuant le nombre des fonctionnaires ; combattre « la funeste liberté du commerce et protéger efficacement l'industrie nationale; faire en sorte que les nobles et les riches n'écrasent pas les pauvres et les humbles » et «que les pauvres ne manquent jamais de travail»... Le prétendant concluait: «Avec l'aide de Dieu, le peuple espagnol et moi ferons de grandes choses. » On pense au comte de Chambord rêvant au trône de France : « Quand les Français voudront, nous reprendrons ensemble le grand mouvement de 1789... » De Genève, le 15 avril 1872, le prétendant lance un appel à l'insurrection; il part même pour l'Espagne rejoindre ses combattants, mais l'affaire a été mal préparée; Don Carlos manque de se faire prendre en mai 1872. Des groupes de partisans se maintiennent dans le pays Basque, la Navarre, l'Aragon, la Catalogne, la Castille, dirigés par des chefs improvisés, mais redoutables, comme le curé Santa Cruz, qui reprennent, contre les forces gouvernementales, les méthodes des guérilleros de 1808, avec la même ardeur et la même férocité. Après l'abdication d'Amédée de Savoie, les carlistes croient le moment venu de forcer la décision. À côté des partidas de francs-tireurs, une armée régulière carliste se constitue. Elle est placée sous le commandement d'officiers de carrière dont le plus connu est le colonel Dorregaray. Don Carlos revient en Espagne. Un embryon d'État carliste se met en place avec ses ministres, sa cour de justice, son code pénal, ses écoles militaires, son université — à Oñate... La petite ville d'Estella, en Navarre, est le siège de cette cour et de ce gouvernement factieux qui, peu à peu, étend son autorité sur le territoire compris entre le golfe de Gascogne et la frontière française, d'une part, l'Èbre, d'autre part, à l'exception, toutefois, des grandes agglomérations — Bilbao, Vitoria, Saint-Sébastien, Pampelune — qui échapperont toujours à la mouvance carliste.

L'épisode le plus fameux de cette troisième guerre est précisément le siège de Bilbao, qui dure du 28 décembre 1873 au 2 mai 1874 et qui a eu un témoin privilégié : Unamuno, alors âgé d'une dizaine d'années, qui tirera de cette expérience le sujet d'un roman, Paz en la guerra. La prise de Bilbao ne présentait pas un grand intérêt du point de vue militaire ; elle avait surtout valeur de symbole : il s'agissait de punir une ville qui avait le tort d'être libérale en plein domaine carliste.

Serrano ne sera pas le Mac-Mahon espagnol. Ce sont ses compagnons d'armes qui imposent le retour des Bourbons. Le 25 juin 1870, Isabelle II s'était décidée à renoncer à ses droits en faveur de son fils, le prince Alphonse. En août 1873, Cánovas del Castillo, l'un des hommes politiques les plus intelligents de son époque, avait reçu mandat de préparer la restauration. Cánovas prend son temps. Il est convaincu que le pays tout entier, lassé par le chaos, inquiet par la guerre carliste et la révolte de Cuba, aspire à la paix et à l'ordre et qu'il acceptera une monarchie parlementaire présidée par un souverain respecté. Il souhaite que les choses se passent sans violence et à la suite d'un consensus. Le général Martínez Campos prend les devants. Le 29 décembre 1874, à Sagonte, il proclame Alphonse XII roi d'Espagne. Les républicains ne cherchent même pas à résister. Serrano part pour l'exil. Le 31 décembre, Cánovas forme un gouvernement qui déclare assurer la régence. Le 14 janvier 1875, Alphonse XII fait son entrée dans Madrid. La restauration des Bourbons met fin à la sécession carliste. Les notables sont rassurés par le nouveau régime conservateur qui met un terme à huit ans d'expériences révolutionnaires. Ils abandonnent le prétendant qui, harcelé par des forces supérieures, se réfugie en France, en février 1876[36].

1 Cette décision et les mesures partielles qui l'avaient précédée lors du Triennat libéral ont entraîné l'abandon et la ruine d'une partie du patrimoine de l'Espagne. En 1821, un négociant valencien achète pour mille pesetas le monastère de Yuste où était mort Charles Quint; son idée était d'utiliser l'étang pour noyer les vers à soie et les patios pour faire sécher la soie. Plus tard, il propose à Napoléon III de lui vendre le monastère, mais le marquis de Mirabel, scandalisé, lui verse cent mille pesetas pour empêcher la transaction. En 1846, un acquéreur achète le joyau de l'ancienne université d'Alcalá de Henares, supprimée en 1836 : il veut installer un élevage de vers à soie dans le collège de Saint-Ildefonse...

2 Albert Broder, l'un de ceux qui, en France, connaissent le mieux l'histoire économique de l'Espagne contemporaine, conteste l'emploi des mots retard ou échec qui impliquent une comparaison avec d'autres pays ou avec un développement idéal : retard par rapport à quoi ? On pense à l'Angleterre, mais l'Angleterre a fait sa révolution industrielle avant les autres pays, ce qui

lui a longtemps permis de ne pas avoir de concurrents sérieux, donc de conserver son avance. Il vaudrait mieux parler de conditions spécifiques à la situation espagnole.

3 Encore aujourd'hui, l'École polytechnique fournit plus de hauts fonctionnaires que d'ingénieurs ou d'entrepreneurs.

4 José de Salamanca pourrait être le symbole de cette bourgeoisie d'affaires anoblie. Originaire de Malaga, Salamanca a fait ses débuts en politique en 1836, comme député. Il a alors vingt-cinq ans. Très vite, il s'intéresse aux questions financières. Le gouvernement l'envoie à Londres négocier une conversion de titres, puis le charge de recouvrer les impôts sur le sel. C'est l'occasion de fructueux profits qu'il augmente encore en jouant à la Bourse; il y réalise des gains fabuleux, puis les perd. Il refait sa fortune grâce aux chemins de fer - il obtient la concession de la ligne Madrid-Aranjuez. En 1866, il est fait comte des Llanos et marquis de Salamanca. Il spécule sur des terrains à bâtir de Madrid - dans le quartier qui porte encore son nom. C'est alors que commencent ses déboires. À sa mort, en 1883, il était complètement ruiné.

5 Au Portugal, on était sensible à cette dépendance à l'égard de l'Angleterre. C'est pour y échapper qu'en 1851 José Félix Henriques Nogueira suggère une union de l'Espagne et du Portugal au sein d'une fédération ibérique, chacune des composantes conservant ses traditions et sa législation en attendant qu'avec le temps naisse une unité plus profonde. Il s'agissait, en somme, de revenir à la période 1580-1640 au cours de laquelle les deux pays avaient été placés sous l'autorité d'un même souverain. Ce projet, contemporain du mouvement des nationalités en Italie et en Allemagne, sera repris après la révolution de septembre 1868 qui chasse Isabelle II d'Espagne. Certains pensèrent alors offrir le trône d'Espagne à Ferdinand, père du roi de Portugal Louis Ier; on arriverait ainsi à l'union ibérique au moyen d'une dynastie portugaise, jugée plus libérale que l'espagnole. L'affaire n'eut pas de suite.

6 Cf. le discours du républicain Castelar en novembre 1868: «Aujourd'hui, notre politique étrangère doit être une politique de neutralité, une politique de retrait à l'égard de tous les conflits européens [...]. Notre devoir, en ce qui concerne la politique européenne, doit se ramener [...] à proclamer comme une obligation qui s'impose à tous le principe de non-intervention. » Sous la Restauration, Cánovas del Castillo n'agira pas autrement: surtout pas d'alliances; l'indépendance de l'Espagne est suffisamment garantie par le statu quo et par la neutralité.

7 Les carlistes de 1833 se réclament explicitement du Manifeste des Perses de 1814.

8 Le théoricien carliste Aparisi suggérait la formation de Cortès composées de 300 députés : 100 élus par les chefs de famille, 100 élus par les propriétaires, les commerçants et les industriels, 100 désignés par le roi parmi les représentants du clergé et des universités ; les intérêts des pauvres seraient défendus par les députés membres du clergé.

9 Le carlisme a toujours trouvé des échos favorables au Vatican. Un siècle plus tard, Pie XII manifestera sa sollicitude paternelle pour les requetés de Navarre qui avaient contribué à la victoire de Franco, mais il le fera dans des audiences privées.

10 Dans son roman Paz en la guerra (1895) dont l'action se situe pendant le siège de Bilbao par les carlistes en 1874, le personnage de Gambelu représente la branche populaire du carlisme; Unamuno lui fait dire : « Aujourd'hui, on gouverne pour les riches aux frais des pauvres ; il faudrait gouverner pour les pauvres aux frais des riches. » C'est la reprise presque mot à mot d'une phrase du manifeste carliste du 30 juin 1869: «Le libéralisme économique gouverne pour les riches contre les pauvres, alors que la justice voudrait qu'on fit exactement le contraire. »

11 Interview au Nouvel Observateur, 3 novembre 1975.

12 La ville a été assiégée en vain à deux reprises par les carlistes : en 1835-1836 et en 1874. Pendant la guerre civile de 1936-1939, des notables carlistes ne cacheront pas leur joie en apprenant que les requetés avaient occupé Bilbao pour le compte des franquistes, en 1937: c'était la revanche des échecs du siècle précédent.

13 Une enquête officielle réalisée en 1874-1875 classe les provinces d'Espagne en quatre groupes en fonction des sanctions prononcées après la victoire sur les carlistes (mesures d'exil, confiscations de biens, etc.). Dans le premier groupe, figurent les trois provinces basques et la Navarre ; dans le deuxième, les provinces d'Alicante, Barcelone, Cordoue, Grenade, Guadalajara, Lugo, Séville, Tolède et Saragosse; dans le troisième, celles de Castellon, Huesca, Logroño, Santander, Ségovie, Soria, Teruel, Valladolid, Zamora et les Baléares ; dans le dernier, toutes les autres provinces.

14 En septembre 1837, le général libéral O'Donnell met le feu à plus de cent maisons dans le pays Basque, uniquement pour effrayer la population.

15 Le plan Calomarde, établi en pleine période absolutiste, en 1825, prévoyait qu'une école élémentaire serait créée dans toutes les agglomérations comptant au moins cinquante feux; on y enseignerait le catéchisme, la lecture, l'écriture et le calcul. La loi Moyano (1857) est plus précise : la scolarité est obligatoire pour les enfants de six à neuf ans ; on ouvrira deux écoles - l'une pour les filles, l'autre pour les garçons - pour cinq cents habitants; l'enseignement sera payant, sauf pour les plus pauvres ; les municipalités sont chargées de recruter et de rémunérer les maîtres. Souvent, le clergé fait pression sur la municipalité pour qu'elle refuse les crédits nécessaires à l'école publique; les parents, n'ayant plus le choix, envoient leurs enfants à l'école privée. De même, le clergé intervient pour le choix des maîtres et il contrôle les matières d'enseignement. On estime à un peu plus de vingt mille le nombre des écoles publiques en 1860, soit une pour huit cent quarante habitants, mais c'est une moyenne. En fait, seulement 30 % des garçons et 13 % des filles sont scolarisés. Ces chiffres donnent une idée du taux d'analphabétisme.

16 C'est le titre de la thèse que lui a consacrée Pierre JOBIT. Sur le krausisme, cf. aussi Maria Dolores GÓMEZ MOLLEDA, Los reformadores de la España contemporánea, Madrid, 1966 et J. LÓPEZ MORILLAS, El krausismo español, 2e éd., Mexico, 1980.

17 L'Université de Madrid sera, jusqu'aux années 1960, l'université centrale, c'est-à-dire la seule à pouvoir délivrer le doctorat.

18 Chargé de rendre compte d'une œuvre posthume de Sanz del Rio, Analyse de la pensée rationnelle, l'un de ses disciples, Manuel de La Revilla, avoue, en 1877, qu'il n'y comprend rien : « Il ne nous est pas possible de porter un jugement parce que M. Sanz del Rio utilisait un langage spécial, si bien que nous ne pouvons pas comprendre les théories de ce livre. » Il est vrai qu'à l'époque Manuel de La Revilla avait rompu avec le krausisme et qu'il ne manquait aucune occasion de s'en prendre à ses anciens camarades.

19 Juan Valera a bien vu cet aspect. Son roman Pepita Jiménez (1874) raconte les amours d'un séminariste et d'une jeune veuve. En marge de l'intrigue, le livre est à la fois une défense et une satire du krausisme perçu comme une sorte de mysticisme auquel pouvaient être sensibles des âmes rebutées par une Église officielle qui semblait avoir renoncé à toute recherche de l'absolu ou, plus simplement, à toute vie spirituelle.

20 Javier de Burgos était ministre du Développement (fomento), un département créé le 5 novembre 1832 pour « renforcer l'administration et le développement général du royaume ». Son titulaire avait dans ses attributions les travaux publics, l'agriculture, le commerce, l'industrie et l'instruction publique.

21 En 1863, la municipalité de Barcelone charge l'historien Victor Balaguer de trouver des noms pour baptiser les rues de l'Eixample. Le résultat est instructif sur la mémoire collective des Catalans de cette époque. Balaguer retient de préférence les noms qui symbolisent l'expansion de la couronne d'Aragon au Moyen Age (Valence, Majorque, Aragon, Naples, Sicile, Sardaigne...), les institutions du Principat (Conseil des Cent, Députation, Cortès catalanes...), les hommes illustres. Cf. Stéphane MICHONNEAU, « Un lieu de mémoire barcelonais : le monument au docteur Robert », dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, 41-2, avril-juin 1994.

22 Cf. la thèse inédite de Laurent COUDROY DE LILLE.

23 Une loi du 16 août 1841 confirme les fueros de Navarre « sans préjudice de l'unité constitutionnelle de la monarchie », ce qui autorise toutes les interprétations.

24 L'évolution est allée très vite. En 1834 encore, les documents officiels se croyaient tenus d'énumérer tous les titres royaux sans en omettre un seul: Isabelle, reine de Castille, de Léon, d'Aragon, des Deux-Siciles, etc. Vingt ans plus tard, on ne parle plus que de la reine d'Espagne. Cf. J. M. JOVER, Civilización espñanola..., p. 104 note.

25 Ces trente premiers volumes paraissent de 1850 à 1867 ; ils s'arrêtent avec la fin du règne de Ferdinand VII. En 1887-1890, le romancier Juan Valera, assisté d'Andrés Borrego et d'Antonio Pirala, retrace les événements qui se sont produits depuis 1834. L'ensemble sera constamment réédité au xx[e] siècle.

26 Cf. Francisco TOMÁS Y VALIENTE, A orillas del Estado, Madrid, 1996, p. 94. Sur la signification et la portée de l'Histoire de Lafuente, cf. José María JOVER, Civilización española, p. 255 sq.

27 Cf. Anton COSTAS COMESAÑA, Apogeo del liberalismo en « la Gloriosa », Madrid, 1988.

28 Après que les ministres ont successivement voté pour la suspension des garanties, Amédée prend la parole et, dans son mauvais espagnol, déclare : « Moi contre » (yo contrario).

29 C'est ce que pensait Engels en 1872 : une république bourgeoise et calme préparerait le terrain à une révolution prolétarienne en Espagne.

30 Aux Cortès, le chanoine Manterola, le plus brillant des députés carlistes, met ses collègues en demeure de choisir entre Don Carlos ou le pétrole, allusion aux communards qui avaient mis le feu à divers bâtiments publics de Paris.

31 Il exposera l'ensemble de sa théorie dans un livre publié en 1877, Les Nationalités.

32 Nous suivons ici J. M. JOVER ZAMORA, Realidad y mito de la primera repdúlica, Madrid, 1991.

33 Cf. JOVER ZAMORA, op. cit., qui note ce détail révélateur: l'édition 1970 du très officiel dictionnaire de l'Académie espagnole donne la définition suivante du mot république : « lieu où règne le désordre par suite d'un excès de libertés ».

34 Cf. Carlos SECO SERRANO, Militarismo y civilismo en la España contemporáne, Madrid, 1984.

35 De fait, les carlistes trouveront en France, de 1872 à 1876, de nombreux appuis officieux avec la complicité des autorités qui fermeront les yeux sur les mouvements de troupes, d'armes et de fonds sur la frontière des Pyrénées. Pierre Benoît en tirera le sujet d'un roman, Pour Don Carlos.

36 Après 1876, le carlisme devient une force d'opposition parmi d'autres, capable néanmoins de mobiliser des milliers d'électeurs. En 1909, la légitimité s'incarne en Don Jaime, disparu en 1931, puis dans Alphonse-Charles, qui «abdique» dans les années 1970. Beaucoup de sympathisants

carlistes ont renoncé à la lutte armée et se sont intégrés dans les partis de droite classique, sauf en Navarre où la Communion traditionaliste - c'est le nom que se donne le mouvement - conserve des positions solides. Sous la II[e] République, à l'initiative de Manuel Fal Conde, les carlistes reconstituent des groupes armés, les requetés, qui, grâce à Mussolini, vont s'entraîner en Italie au maniement des armes modernes: mitrailleuses, fusils-mitrailleurs, grenades... La Communion participe au soulèvement militaire de 1936, mais, en 1937, elle est réduite à devenir, aux côtés de la Phalange, une simple composante du parti unique, le Mouvement national, dont Franco prend d'office la direction. Vers la fin du franquisme, le carlisme cherche de nouvelles voies. Le congrès de 1970 proclame son attachement au socialisme autogestionnaire et au syndicalisme ; il compte sur les masses pour abattre Franco. Par le jeu compliqué des droits de succession, c'est maintenant un Français, le prince Xavier de Bourbon-Parme, qui se trouve être le porte-parole de la tradition carliste, et le nouveau prétendant s'affirme « économiquement marxiste » !

CHAPITRE IV

La Restauration (1875-1917)

On appelle Restauration la période de l'histoire d'Espagne qui commence avec l'avènement du fils d'Isabelle II, Alphonse XII, en 1875. Les historiens hésitent sur la date qui en marque la fin. Faut-il aller jusqu'à la proclamation de la IIe République, en 1931, ou bien s'arrêter en 1923, à la dictature du général Primo de Rivera, ou encore en 1902, lorsque commence le règne personnel d'Alphonse XIII? Nous avons choisi une date intermédiaire, celle de 1917. Cette année-là, le système politique mis en place en 1875 se révèle incapable de faire face aux problèmes qui s'accumulent depuis le début du siècle, sans qu'on sache par quoi le remplacer.

Une fois de plus, l'évolution de l'Espagne suit le rythme de l'histoire européenne. C'est avec la France que l'analogie est la plus frappante. Comme la Troisième République française, la Restauration espagnole semble avoir trouvé une formule politique stable : la constitution de 1876 reste théoriquement en vigueur jusqu'en 1931; jamais aucune autre n'avait duré aussi longtemps. Comme la France, l'Espagne connaît des tensions sociales qui donnent naissance à un mouvement ouvrier de masse et à l'organisation de partis qui se réclament du socialisme ; elle est déchirée par des affrontements à propos des rapports entre l'Église et de l'Etat. Là s'arrêtent les ressemblances. L'Espagne de la Restauration n'a plus les moyens de mener une politique internationale ambitieuse; elle perd ses dernières colonies et rencontre beaucoup de difficultés quand elle cherche des compensations — au demeurant modestes — en Afrique du Nord. Son développement économique dépend de l'étranger et la question agraire continue de marginaliser des millions de paysans. Enfin, son unité nationale est menacée par la montée des régionalismes. Puissance de second ordre, du point de vue politique et économique, l'Espagne voit alors son rayonnement littéraire et culturel prendre un essor spectaculaire qui n'est pas sans

rappeler le Siècle d'or entre 1580 et 1680; pour définir cette période, on a pu parler d'un âge d'argent de la culture espagnole (la Edad de plata).

La Restauration se divise en trois étapes : le règne d'Alphonse XII (1875-1885) ; la régence de la reine-mère Marie-Christine (1885-1902) ; à partir de 1902, le règne personnel d'Alphonse XIII.

Plus significatifs que ces coupures chronologiques sont les problèmes de fond qu'ont eu à affronter les souverains et les hommes politiques au pouvoir: le fonctionnement et les vices du régime, les nationalismes et l'apparition d'un mouvement ouvrier divisé entre socialistes et anarchistes. C'est parce qu'aucun de ces problèmes n'a été réglé que la Restauration a laissé un si mauvais souvenir en Espagne. Les fortes personnalités qui dominent alors la vie intellectuelle ont donné d'elle un tableau entièrement négatif. Les analyses d'un joaquín Costa et d'un Giner de Los Ríos ont été relayées par l'œuvre de romanciers de talent — Pérez Galdôs, Clarín -, par les auteurs de la génération dite de 98 — Unamuno, Antonio Machado -, par des intellectuels comme Ortega y Gasset et Manuel Azaña. Tous dénoncent la corruption du système, l'immoralité et le pharisaïsme des classes dirigeantes, leur médiocrité, leur frivolité et leur vulgarité, leur insensibilité devant la détresse du plus grand nombre, le rôle étouffant de l'Église, l'arrogance de l'armée... Ils ont rendu la Restauration responsable du désastre de Cuba et de l'abaissement de l'Espagne devenue une nation d'analphabètes et de mendiants, à l'écart du progrès technique comme du développement culturel. Ces hommes ont voulu régénérer l'Espagne et lui rendre sa dignité et sa grandeur. La plupart se sont tournés vers l'Europe comme modèle, provoquant, en retour, la réaction des traditionalistes pour lesquels l'Espagne ne serait plus elle-même si elle renonçait à ses valeurs propres. Cette divergence sur les objectifs en entraîne une seconde, sur les moyens à mettre en œuvre. Les uns misent sur l'éducation du peuple et sur la démocratie pour tirer l'Espagne de sa prostration et l'engager sur la voie de la modernisation; les autres ne voient de salut que dans un pouvoir fort, capable d'imposer d'en haut les réformes nécessaires. Ces débats prennent, entre 1875 et 1917, un tour souvent violent; ils ne cesseront de peser sur la vie de l'Espagne jusqu'à la mort de Franco.

OLIGARCHIE ET CACIQUISME

Cánovas del Castillo a été l'artisan de la restauration des Bourbons. Cet historien qui a travaillé sur l'Espagne des Habsbourgs est conscient de la décadence de son pays et des nations latines en général. Soucieux de faire rentrer les militaires dans le rang et d'établir la prééminence du pouvoir civil, il aurait préféré qu'Alphonse XII fût appelé par un mouvement de l'opinion publique au lieu d'être imposé par une partie de l'armée. La proclamation du général Martínez Campos a au moins le mérite, à ses yeux, d'éviter que l'Espagne ne connaisse le sort de la France sous la présidence du maréchal de Mac-Mahon et qu'elle ne devienne, sous la direction du général Serrano, une république conservatrice capable de rallier ceux qui étaient las des désordres et de l'instabilité des six dernières années. La majorité du pays accueille Alphonse XII sans hostilité, mais sans enthousiasme. Les classes dirigeantes l'acceptent. En reconnaissant le nouveau régime, le pape entraîne l'adhésion de nombreux catholiques, sans convaincre toutefois les légitimistes qui continuent à se battre pour don Carlos. Le ralliement de l'ancien guérillero Cabrera, qui gardait un grand prestige chez les carlistes, est un premier succès. Contre les irréductibles, Cánovas ne voit pas d'autre solution que la force. L'armée régulière commence par liquider les poches que les factieux tenaient encore dans le centre du pays. C'est chose faite en juillet 1875. Elle se retourne alors vers le nord. L'Aragon, la Navarre et les provinces basques sont successivement soumises. Saint-Sébastien, Estella — capitale du petit État carliste — et Vergara tombent; le siège de Bilbao est levé. Le 21 février 1876, une offensive générale vient à bout des dernières résistances. Alphonse XII — qu'on appelle, pour la circonstance, le Pacificateur — lance un appel à l'union, en mars 1876 : après tout, les vainqueurs sont les frères des vaincus...

La Restauration se présente ainsi comme une victoire de l'ordre sur l'anarchie, des conservateurs sur les extrémistes des deux bords: les rouges et les réactionnaires. Cánovas appelle à la réconciliation tous ceux qui veulent la paix dans le respect de la propriété et de la religion. Son objectif est d'adapter à l'Espagne le modèle britannique d'une monarchie parlementaire dans laquelle le roi règne, mais ne gouverne pas. Le 20 mai

1875, il réunit un groupe d'anciens sénateurs et d'anciens députés monarchistes pour préparer les grandes lignes de la future constitution. Le 31 décembre, il signe le décret convoquant des Cortès constituantes qui, exceptionnellement — por esta vez — seront élues dans les mêmes conditions que les Cortès de 1872, c'est-à-dire au suffrage universel. On note le souci de respecter les formes; pour le reste, Cánovas laisse à son ministre de l'Intérieur le soin de veiller à ce que tout se passe bien... Le résultat dépasse ses espérances. Il n'y a pas eu de campagne électorale, ni de débat ni de compétition. Les élections ont lieu dans l'indifférence, avec des taux d'abstention qui atteignent 88 % à Barcelone et 67 % à Madrid. C'est cette assemblée qui adopte le projet de constitution promulgué le 2 juillet 1876.

La Constitution de 1876 — qui va rester en vigueur jusqu'en 1931 - est un compromis entre celle de 1845 et celle de 1869. De la seconde, elle garde le préambule relatif aux droits et aux libertés individuelles. L'essentiel vient de la première, notamment le principe de la souveraineté partagée entre le roi et les Cortès. Le roi est désigné comme le chef suprême des armées ; Cánovas y tenait de façon à marquer la rupture avec l'époque précédente, quand les militaires intervenaient constamment dans le débat politique. Les Cortès sont formées de deux assemblées : une chambre des députés et un sénat. Le sénat comprend des membres de droit: les enfants du roi et de l'héritier du trône, des Grands d'Espagne, les cadres supérieurs de l'Église, de l'armée et de l'administration; des membres nommés à vie par le roi ; des membres élus au suffrage restreint et indirect par les grands corps de l'État et les contribuables les plus imposés. Les deux premières catégories ne peuvent comprendre plus de cent quatre-vingts sénateurs et la troisième doit représenter au moins la moitié du sénat.

La constitution ne dit rien du mode de scrutin pour élire les députés. On a eu d'abord — loi du 28 décembre 1878 — le suffrage censitaire qui réservait les droits civiques à huit cent cinquante mille électeurs, puis — loi du 26 juin 1890 — le suffrage universel pour les hommes de plus de vingt-cinq ans ; cinq millions d'Espagnols ont pu voter à partir de ce moment-là.

Cette constitution ne diffère guère de celle de l'Angleterre — modèle de Cánovas del Castillo — ou de la Troisième République française : un chef de l'État, garant de l'unité nationale, deux chambres, un régime

parlementaire. Tout dépend de la façon dont elle est appliquée. En Espagne, la nature monarchique du régime laisse une grande liberté de manœuvre au roi. Alphonse XII n'en a pas abusé; il s'est plié de bonne grâce à son rôle constitutionnel. Sa mort, le 25 novembre 1885, aurait pu ouvrir une crise. À l'époque, il n'avait que deux filles; le futur Alphonse XIII naît le 17 mai 1886[1]. Cánovas et Sagasta, les deux hommes politiques les plus en vue, s'entendent alors — pacte du Pardo — pour soutenir la veuve du roi, Marie-Christine, qui, elle aussi, s'en tient à son rôle constitutionnel sans marquer de préférences particulières. Les choses changent avec Alphonse XIII, couronné roi le 17 mai 1902, à l'âge de seize ans. La politique le passionne. Il le fait savoir dès le premier Conseil des ministres qu'il est appelé à présider. Alphonse XIII ne se borne pas à régner ; il veut gouverner. À partir de 1902, il y a donc au sommet de l'État une dualité — le roi et le gouvernement — qui va être à l'origine de bien des malentendus. Le roi n'apparaît plus comme un arbitre au-dessus des partis, mais comme l'un des acteurs de la vie politique. Il prend des initiatives sans en informer ses ministres. C'est pourquoi la crise du système, de 1917 à 1931, sera aussi une crise de régime ; beaucoup considéreront la monarchie comme un obstacle au changement.

Tel que le conçoit Cánovas del Castillo, le régime parlementaire postule l'existence de deux partis : l'un qui occupe le pouvoir, l'autre qui est dans l'opposition, mais qui a vocation à gouverner à son tour. Cette alternance — le turno — rythme la vie politique de la Restauration. Tout naturellement, c'est Cánovas del Castillo qui inaugure le cycle, en 1875. Il rassemble autour de lui les anciens modérés, attachés à la défense de la propriété et de la religion, ainsi qu'à l'État centralisé et unitaire tel qu'il s'est mis en place depuis 1834. C'est le parti conservateur. On ne saurait mieux le désigner puisqu'il n'a pas d'autre programme : il veut conserver les choses en l'état où elles se trouvaient en 1868. L'opposition dynastique met quelques années à se constituer. Ce n'est guère qu'en 1880 que Sagasta organise le parti libéral avec les anciens progressistes, ceux qui avaient élaboré la constitution de 1869 et qu'avaient rejetés vers la droite les tendances révolutionnaires, la république et le cantonalisme. Sagasta finit par accepter et la monarchie d'Alphonse XII et la constitution de 1876. La différence par rapport aux conservateurs vient de ce que les libéraux ont gardé quelque chose du

réformisme d'antan. Dans les périodes où ils occupent le pouvoir, ils font voter la liberté de la presse et la liberté d'association (1887), l'introduction du jury populaire dans les tribunaux (1888), le suffrage universel (1890)... C'est ce que José María Jover appelle les fruits tardifs — frutos tardíos — de la révolution de septembre 1868. Sur le fond, rien ne sépare vraiment les conservateurs et les libéraux; les uns et les autres représentent l'oligarchie au pouvoir qui, comme Janus, offre deux visages. Ce qui les sépare, ce sont des nuances ; les premiers seraient plutôt de sensibilité cléricale, les seconds modérément anticléricaux: les libéraux souhaitent s'en tenir au concordat de 1851 et limiter le rôle de l'Église dans la vie publique. Le parti conservateur avait besoin d'une fausse fenêtre pour assurer la symétrie de l'édifice constitutionnel ; c'est à quoi a servi le parti libéral. Les deux sont des partis centristes qui cherchent à s'étendre sur leur droite ou sur leur gauche, les conservateurs en absorbant les moins réactionnaires des carlistes, les libéraux en ralliant les plus modérés des républicains, comme Castelar. Ce sont tous deux des partis de notables; ils n'ont pas de militants, mais des comités locaux qui reproduisent à la base les différences de sensibilité qu'on observe au sommet et qui se retrouvent d'accord dès que l'ordre social et politique est menacé. Restent en dehors du jeu politique les partis antidynastiques : carlistes et républicains.

Le système que nous venons de décrire est une fiction ; il n'a jamais fonctionné. Dans la réalité, les choses se passent autrement et l'alternance résulte non pas d'un changement de majorité, mais d'une entente préalable entre les partis. Quand le parti qui gouverne se sent atteint par l'usure du pouvoir ou qu'il rencontre des difficultés pour faire prévaloir ses points de vue, il cède la place à l'autre. Les rôles sont alors renversés. L'opposition occupe le pouvoir, avec tout ce que cela suppose. Dans les emplois publics sont nommés des amis politiques ; les anciens titulaires, mis en disponibilité — cesantes -, prennent leur mal en patience; ils attendent la prochaine alternance et ainsi de suite. Le roi ne désigne jamais un chef de gouvernement qui dispose déjà d'une majorité parlementaire; au contraire: en même temps qu'il nomme un nouveau chef du gouvernement, le roi l'autorise à dissoudre les Cortès. Le nouveau ministère procède alors à des élections générales destinées à lui donner la majorité dont il a besoin pour

gouverner. Comment y arriver? Rien n'est plus facile. Il y a trois sortes de circonscriptions électorales :

celles où le pouvoir central dispose de moyens de pression réduits ; ce sont des fiefs acquis à des notables qui peuvent se passer de l'appui du ministère et même se faire élire malgré lui ;

celles où la manipulation est difficile ou impossible, par exemple les circonscriptions des grandes villes où les partis sont plus vigilants, les électeurs plus motivés et l'opinion publique, représentée par la presse, plus portée à dénoncer les irrégularités ;

celles, enfin — ce sont les plus nombreuses -, que le pouvoir central contrôle. C'est là qu'intervient le ministre de l'Intérieur. L'opération s'effectue en deux temps. On commence par établir la grille — encasillado — des sièges à pourvoir et des candidats à faire élire, en ayant soin de réserver un nombre raisonnable de sièges à la future opposition ; le reste — l'élection proprement dite — n'est plus qu'une formalité. Il n'y a pas de campagne électorale ou, plus exactement, la bataille a lieu quand les partis décident que le moment est venu de provoquer l'alternance ; on procède alors à des marchandages pour déterminer le nombre de sièges qui iront à l'opposition dynastique. Dans ces circonscriptions, le parti qui organise les élections est sûr de les gagner, car les élections sont truquées de diverses façons : on falsifie les listes ; certains électeurs votent deux fois; d'autres sont empêchés de voter ou subissent des pressions; on change au dernier moment l'heure et le lieu du scrutin ; on bourre les urnes ; on provoque un incident au moment du dépouillement et on transporte l'urne en lieu sûr, etc. Ce n'est pas nouveau. Amédée de Savoie avait souhaité qu'on laissât le peuple voter librement; le ministre de l'Intérieur de l'époque l'avait rassuré: les élections seront aussi libres qu'elles peuvent l'être en Espagne... L'introduction du suffrage universel, en 1890, ne change rien à ces mœurs. Cánovas del Castillo l'avait laissé entendre lors du débat aux Cortès : donner le droit de vote à une masse d'analphabètes, de pauvres gens et de mendiants reviendrait à introduire le communisme et à ruiner le principe de propriété, à moins qu'on ne

> manipulât les élections, ce qui serait indigne d'un grand peuple... C'est pourtant ce qu'on a fait.

Un personnage joue un rôle essentiel dans ces manipulations: le cacique. Le cacique n'occupe aucune fonction officielle, mais son pouvoir est immense. Rien ne se fait sans son accord, encore moins contre lui. En cas de conflit avec le représentant du pouvoir central — le gouverneur civil —, c'est le cacique qui a le dernier mot; il est plus facile, en effet, de muter un fonctionnaire qu'un cacique solidement implanté. D'où vient la puissance du cacique ? De sa fortune, souvent, ou encore de l'influence qu'il tire de sa profession — médecin, notaire, curé.... Dans les régions rurales d'Estrémadure et d'Andalousie, le cacique a presque un droit de vie et de mort; c'est de lui que dépend l'embauche. Le cacique intervient pour procurer un emploi, pour obtenir des autorisations — par exemple, celle d'ouvrir un fond de commerce —, pour faire exempter un fils du service militaire, pour régler un problème avec l'administration, pour faire donner à un malade les soins appropriés. En cas de difficulté, il prête de l'argent, le sien — rarement - ou celui de l'État; il n'est jamais pressé de se faire rembourser: sa générosité lui vaut la reconnaissance des humbles qui ne feront rien sans le consulter et qui, bien entendu, voteront suivant ses instructions. Le rôle du cacique n'est pas moins décisif pour améliorer les conditions de vie dans une petite commune, quand il s'agit d'ouvrir ou de réparer une route, un pont, un bâtiment public. Parce qu'il a des relations, parce qu'il connaît la loi et ceux qui sont chargés de l'appliquer, le cacique apparaît comme un intermédiaire bienveillant entre un État abstrait et lointain, des administrations publiques qui s'expriment dans un jargon incompréhensible et des populations rurales analphabètes, intimidées, désorientées. Le cacique est l'homme qui explique les choses aux paysans, qui fait les démarches à leur place, qui interprète la loi. Bref, il rend des services à une clientèle qui lui en est reconnaissante. Malheur à ceux qui résistent, aux esprits forts, aux mauvaises têtes ! Le cacique les abandonnera à leur sort, en vertu du principe : pour mes ennemis, la loi dans toute sa rigueur; pour mes amis, les accommodements... La situation que nous venons de décrire sommairement est-elle propre à l'Espagne ? Le cacique espagnol ressemble fort au notable de la Troisième République française. Comme lui, c'est un homme qui met son influence, sa

compétence, sa richesse au service des ruraux et qui, en échange, exerce sur eux une autorité de fait considérable. Cette autorité se manifeste notamment — mais pas exclusivement — à l'occasion des élections, surtout si le mode de scrutin s'y prête et c'est le cas du scrutin d'arrondissement, ces mares stagnantes, comme disait Briand dans la France du début du XXe siècle. On dit que le cacique contrôle les élections. C'est vrai, mais que faut-il entendre par là? Jusqu'au début du XXe siècle, les républicains, divisés, ne représentent pas une menace pour le régime ; les socialistes ont peu d'influence dans les campagnes; la plupart des électeurs se désintéressent de la vie politique et des élections : ce n'est pas leur affaire, mais celle des bourgeois, pensent les anarchistes. Le taux d'abstention témoigne de cette désaffection. Comme dit l'un des hommes politiques du temps, Ossorio y Gallardo, les électeurs sont « anesthésiés ». L'introduction du vote obligatoire, en 1907, n'y change pas grand-chose; d'ailleurs, la loi n'est pas appliquée, sauf son article 29 qui prévoit ceci: quand le nombre des candidats est égal au nombre des sièges à pourvoir, il n'y a pas lieu de procéder à l'élection; les candidats sont déclarés automatiquement élus. À partir de cette date, la campagne électorale change de sens : elle n'a plus pour objet de convaincre les électeurs de voter, mais de dissuader les candidats de se présenter !

Tel est le système que fustige Joaquín Costa, en 1901, dans son mémoire d'introduction à l'enquête réalisée par l'Athénée de Madrid sur le thème « Oligarchie et caciquisme ». Quelle que soit la forme du régime politique, écrit Costa, ce sont toujours les mêmes hommes qui gouvernent. Rien n'a changé depuis le début du XIXe siècle; la révolution de 1868, en particulier, a chassé la reine, mais elle a laissé en place le cacique. Depuis 1875, c'est la même chose: l'Espagne est, en principe, une monarchie constitutionnelle, mais ce n'est là qu'une apparence. On a superposé deux systèmes, un système légal et un système coutumier; seul le second a une réalité, et cette réalité c'est le caciquisme. C'est le caciquisme qui permet à l'oligarchie de se maintenir au pouvoir, quelles que soient les circonstances. À la suite des travaux de Manuel Tuñón de Lara, on entend aujourd'hui par oligarchie l'alliance et la fusion de l'ancienne aristocratie foncière et de la haute bourgeoisie industrielle et financière ; la notion a une signification sociologique. Costa emploie le mot dans un autre sens, celui que lui donne

Aristote pour désigner une forme dégénérée de l'aristocratie ou gouvernement des meilleurs. Les deux notions ne se recoupent pas exactement. Dans la première, le pouvoir est confisqué par une classe ou un amalgame de classes ; dans la seconde, par une poignée d'individus qui n'ont en vue que leur propre intérêt et qui sont incapables d'avoir une politique cohérente. Ainsi entendue, l'oligarchie constitue une féodalité d'autant plus redoutable qu'elle ne se donne pas pour telle : « Notre système de gouvernement n'est pas un régime parlementaire vicié par la corruption et les abus [...] ; c'est, au contraire, un régime oligarchique qui utilise à son profit des institutions apparemment parlementaires. » Ce système, selon Costa, comprend trois éléments de base : l'oligarchie proprement dite, le cacique, le gouverneur civil qui assure la liaison entre les deux premiers. Ce système étouffe le pays et l'empêche de s'exprimer. Caciquisme et liberté sont incompatibles. Le caciquisme maintient l'Espagne dans une situation anachronique.

Le cacique se présente à la fois comme un notable et comme un agent électoral. Comment se débarrasser de lui? Si l'on estime que le cacique est avant tout un notable, il s'agit de saper sa puissance économique et sociale, d'émanciper le peuple, de lui donner les moyens de secouer le joug des riches et des puissants afin qu'il puisse voter librement. Encore faut-il que l'électeur ait envie de voter. Dans l'Espagne de la Restauration, la chose n'est pas évidente. Avant l'introduction du suffrage universel, en 1890, le cens électoral réserve les droits civiques à une minorité de privilégiés. Le prince Hohenlohe, venu représenter l'empereur Guillaume Ier aux funérailles d'Alphonse XII en 1885, en fait la remarque: «On dirait que tout se ramène à donner satisfaction aux cent mille Espagnols des classes aisées ; on leur trouve des emplois et on leur fait gagner beaucoup d'argent. Le peuple a l'air indifférent. Cela prouve que le gouvernement actuel est capable de maîtriser les élections ; il peut même se permettre de faire élire des membres de l'opposition. Tout cela constitue un système d'exploitation des plus abjects, une caricature de parlementarisme ; c'est de la phraséologie et de l'escroquerie. » Après l'introduction du suffrage universel, le prolétariat des villes et des campagnes se méfie de la politique et des politiciens; il ne compte guère sur le bulletin de vote pour améliorer son sort; cet état d'esprit ne l'encourage pas à voter.

Ce qui caractérise le caciquisme électoral, en effet, c'est un accord préalable aux élections : la candidature unique ; des campagnes électorales sans passion ; une clientèle et non des partis organisés. Vu sous cet angle, le caciquisme doit être compris non pas comme une corruption de la démocratie, mais plutôt comme une étape antérieure à la démocratie ; il serait non pas — comme le croyait Costa — la cause du retard de l'Espagne du point de vue économique, social et culturel, mais sa conséquence. De fait, les choses ont évolué. Le rôle du caciquisme a été presque nul dans les élections de 1931 qui ont conduit à la proclamation de la République. C'est la première fois qu'on votait depuis la suspension de la constitution par Primo de Rivera en 1923. Les élections de 1931 témoignent de l'ampleur des changements: l'analphabétisme a reculé; l'urbanisation a progressé; en même temps, les partis et les syndicats se sont organisés; ils rassemblent maintenant des milliers de militants; ils sont devenus des organisations de masse. Dans ces conditions, le caciquisme avait beaucoup moins de prise qu'autrefois. Ce n'est pas qu'il ait totalement disparu, mais, à partir du moment où les électeurs ont conscience de l'enjeu et où ils se mobilisent autour d'un programme et d'un parti, le rôle des caciques n'est plus déterminant.

Le caciquisme suppose la passivité et l'indifférence du corps électoral. Seule une opinion publique, sensibilisée aux problèmes politiques par la presse et par des partis modernes, peut y mettre un terme. Des signes d'une telle évolution apparaissent au début du XXe siècle. C'est alors qu'on est obligé de recourir à des moyens grossiers pour truquer les élections : bourrage des urnes et corruption ; qu'un cacique puisse offrir de l'argent en échange d'un vote favorable prouve que le système commence à s'enrayer. C'est aussi à ce moment-là, en 1901, que les intellectuels de l'Athénée de Madrid se posent des questions et débattent publiquement du problème : oligarchie et caciquisme. Les choses sont en train de changer, et deux phénomènes — qui ne sont pas sans rapport — y contribuent : d'une part, la défaite de Cuba et les difficultés rencontrées pour s'implanter au Maroc, d'autre part, la restructuration des partis d'opposition.

Depuis qu'elle avait perdu, en 1825, ses possessions sur le continent américain, l'Espagne ne conservait plus que quelques colonies dispersées dans le monde : en Afrique, des îles dans le golfe de Guinée, dont la plus

importante était Fernando Poo, et les places de souveraineté - Ceuta et Melilla — du Maroc ; en Asie, les Philippines, les Carolines et les Mariannes; dans les Caraïbes, Cuba et Puerto Rico. C'est de Cuba que viennent les difficultés. Au milieu du XIXe siècle, l'île compte environ un million et demi d'habitants, dont près de la moitié sont des esclaves qui travaillent dans les plantations. La structure économique à Cuba se ramène, en effet, à deux traits : grands domaines et monoculture de la canne à sucre. En septembre 1868, les esclaves et de petits Blancs se soulèvent pour réclamer l'abolition de l'esclavage et un certain degré d'autonomie; leur revendication s'exprime dans le slogan: «Vive Cuba libérale et espagnole ! » Depuis 1837, en effet, l'île n'est plus représentée aux Cortès ; la constitution prévoit que les provinces d'outre-mer seront désormais soumises à un régime spécial. C'est une régression par rapport à la constitution de Cadix qui considérait comme faisant partie intégrante de la nation « les Espagnols des deux hémisphères ». L'esclavage est aboli en 1870, mais, pour le reste, l'incompréhension des gouvernements qui se succèdent dans la métropole entre 1868 et 1875 amène les rebelles à envisager l'indépendance. Les conservateurs ne veulent ni de l'abolition de l'esclavage — ce serait, d'après eux, la ruine de Cuba et une violation du droit de propriété — ni de l'autonomie dans laquelle ils voient le prélude à l'indépendance et une atteinte à l'unité de la patrie. Après la Restauration, Cánovas rétablit la représentation de Cuba aux Cortès et il achemine vers l'île les troupes rendues disponibles par la victoire sur les carlistes. En novembre 1876, le général Martínez Campos débarque avec vingt-cinq mille hommes; l'année suivante, de nouveaux renforts arrivent. Martínez Campos se rend compte que la situation est sans issue; il négocie avec les rebelles; c'est la paix dite du Zanjôn (1878) qui prévoit une amnistie et l'affranchissement des esclaves, mais ce compromis — au demeurant ambigu — ne satisfait pas les coloniaux. En 1881, José Martí fonde le parti révolutionnaire cubain et reprend le combat, cette fois pour l'indépendance. La guérilla endémique — la petite guerre, guerra chiquita — fait place, en 1895, à une insurrection autrement sérieuse. Pour y faire face, l'Espagne nomme successivement trois commandants en chef, dotés de moyens considérables : Martínez Campos, Weyler et Ramón Blanco. Le premier ne reste que quelques mois à Cuba, suffisamment longtemps pour prendre conscience que toute solution militaire est impossible. Près de deux cent mille soldats sont chargés de

venir à bout des rebelles. Mal équipés et mal nourris, ces hommes ont beaucoup de mal à s'adapter au climat et à une guérilla insidieuse. Les pertes sont énormes : quatre-vingt-seize mille morts, la plupart victimes de la dysenterie, de la malaria et de la fièvre jaune. Le chef du parti libéral, Sagasta, s'inquiète : «Après avoir envoyé à Cuba deux cent mille hommes de troupe, après avoir versé tant de sang, nous ne maîtrisons que le terrain qu'occupent nos soldats. Martínez Campos demande à être relevé de son commandement. Son successeur, Weyler, croit impressionner l'adversaire par des méthodes qui suscitent la réprobation de l'opinion internationale : il regroupe les populations des campagnes pour isoler les combattants et les réduire. En vain. Sagasta, qui est maintenant au pouvoir, le remplace par Blanco en même temps qu'il prépare un statut d'autonomie interne pour Cuba et pour Puerto Rico, mais il est trop tard, d'autant plus qu'une insurrection analogue vient de se déclencher aux Philippines.

Cuba et les Philippines sont deux secteurs qui intéressent au plus haut point les États-Unis d'Amérique, qui s'affirment de plus en plus comme l'une des grandes puissances du monde. Il y a longtemps — dès la découverte de l'archipel, sous Philippe II — que les missionnaires jésuites avaient relevé l'importance stratégique des Philippines. Qui tient les Philippines, avait alors écrit l'un d'eux, tient le nord du Pacifique ; de là, on surveille la Chine, le Japon et même l'Amérique. Quant à Cuba, les États-Unis n'attendent que l'occasion de s'en emparer. Comme l'avait pressenti le comte d'Aranda au lendemain de l'indépendance des treize colonies anglaises, la nouvelle nation a vite cherché à s'étendre vers le sud. En 1848, elle a annexé la moitié du Mexique. Elle regarde maintenant vers les Caraïbes, plus particulièrement vers Cuba où certains de ses ressortissants ont de gros intérêts. À plusieurs reprises — en 1848, en 1851, en 1856... -, les dirigeants américains ont offert d'acheter l'île, proposition que le gouvernement espagnol a repoussée avec indignation. La guerre de Sécession oblige les États-Unis à détourner leur attention de Cuba, mais ils ne renoncent pas à leurs projets. Les séparatistes trouvent des appuis sur le continent où les journaux leur sont favorables. La campagne de presse contre les atrocités commises par les troupes du général Weyler prépare l'opinion publique à une intervention directe. En avril 1896, les États-Unis proposent leurs bons offices à l'Espagne qui les refuse, de même qu'elle

rejette une nouvelle offre d'achat. Au début de l'année 1898, les États-Unis vont plus loin ; profitant d'un incident — l'attaque d'un journal indépendantiste -, ils décident d'envoyer un croiseur, le Maine, dans le port de La Havane. Le 15 février, une explosion détruit le croiseur. C'est un accident, mais les États-Unis exploitent l'affaire. Le 23 avril, ils exigent réparation pour les dommages causés au Maine, et l'engagement, de la part de l'Espagne, de renoncer à Cuba et de rapatrier ses troupes. C'est un ultimatum. La guerre éclate quelques jours plus tard. À la marine américaine, dotée de bâtiments modernes, l'Espagne ne peut opposer que de vieux bateaux et des troupes épuisées, mais les généraux espagnols n'ont que mépris pour une nation sans traditions militaires. Le discours que le général Augustin prononce aux Philippines, le 23 avril 1898, témoigne de cet état d'esprit et de cette méconnaissance des réalités : « La guerre sera courte et décisive... L'Espagne l'emportera dans cette nouvelle épreuve en humiliant et en faisant taire les aventuriers de ces États sans cohésion et sans histoire qui ne savent donner à l'humanité d'autre exemple que des trahisons honteuses. [...] Une escadre, dont les équipages sont formés d'amateurs sans instruction et sans discipline, se dispose à attaquer l'archipel. » Cette escadre, en effet, appareille de Hongkong et, le 1er mai, coule la flotte espagnole des Philippines. Pendant ce temps, une autre escadre américaine prend position devant Santiago de Cuba. L'amiral espagnol Cervera, enfermé dans le port, reçoit l'ordre de forcer le blocus ; ses bâtiments sont immédiatement coulés (3 juillet 1898) . À la fin du mois de juillet, les Américains occupent Puerto Rico. L'Espagne se résigne à négocier dans les pires conditions. Au traité de Paris, signé le 10 décembre 1898, elle cède les Philippines, l'île de Guam et Puerto Rico aux États-Unis contre une indemnité de vingt millions de dollars et elle reconnaît l'indépendance de Cuba. D'après le traité, les territoires qui n'étaient pas expressément attribués aux États-Unis continuaient à relever de la souveraineté espagnole; il s'agissait de trois archipels du Pacifique, les Mariannes (sauf Guam, déjà cédée aux États-Unis), les Carolines et les Palaos. L'Allemagne s'y intéressait; l'Espagne les lui vend pour vingt millions de marks, le 30 février 1899. Il ne restait plus rien de l'immense Empire colonial de l'Espagne.

Dans l'historiographie espagnole, 1898 est l'année du Désastre par excellence. Les Espagnols ont le sentiment d'avoir été humiliés et trompés. Des hommes politiques irresponsables ont engagé le pays dans une guerre perdue d'avance. Une partie de la presse a caché la vérité et entretenu des illusions sur l'issue du conflit. Nous reviendrons sur les débats qui s'engagent alors à propos de l'Espagne et de sa place dans le monde. Retenons seulement, pour le moment, l'une des conséquences les plus immédiates de la défaite : le développement de l'antimilitarisme. L'antimilitarisme a des origines lointaines qui remontent peut-être aux réformes du XVIII[e] siècle, quand on a décidé de recruter l'armée par tirage au sort — quintas. Le système est particulièrement odieux et injuste pour les classes populaires. Le tirage au sort fixe le contingent qui, chaque année, est appelé sous les drapeaux, mais, quand on a tiré un mauvais numéro, il existe trois possibilités de se faire exempter: soit en s'acquittant d'une somme forfaitaire qui, entre 1909 et 1914, varie de mille cinq cents à deux mille pesetas; soit en payant un remplaçant; soit encore en se faisant réformer pour raison de santé, par exemple quand on pèse moins de cinquante kilos. Certains n'hésitent pas à recourir à des cures d'amaigrissement pour rester au-dessous de la norme; en 1912, 27 % des appelés étaient réformés [2].

Le principe du rachat suscite l'indignation de ceux qui n'ont pas les moyens de verser la somme nécessaire ou qui sont obligés de partir à la place d'un autre afin de subvenir aux besoins d'une famille sans ressources. Exploités, longtemps exclus de la vie politique par le cens électoral, les pauvres sont les seuls à payer l'impôt du sang. Pendant tout le XIX[e] siècle, la suppression des quintas revient comme l'une des revendications prioritaires du peuple, mais aucun gouvernement ne s'est décidé à y faire droit. Les opérations de Cuba ont fait monter l'exaspération. Ceux qui poussaient à la guerre au nom du patriotisme et de l'honneur du drapeau savaient que leurs enfants ne partiraient pas au combat. Ce sont les plus pauvres qui sont morts par dizaines de milliers dans les campagnes de Cuba. Sans instruction militaire véritable et sans équipement convenable, les recrues ont dû affronter des adversaires insaisissables ; quand ils étaient blessés ou malades, l'armée n'a pas été en mesure de les soigner, faute d'un service de santé efficace. Le Désastre renforce l'antimilitarisme traditionnel

des couches populaires, un sentiment qui s'étend de plus en plus aux classes moyennes, sensibles à l'injustice des quintas et choquées par la forfanterie de certains officiers, ainsi que par le gaspillage que suppose une armée mal préparée à ses missions. Une partie importante du budget militaire est absorbée par la rémunération de cadres pléthoriques, au détriment de l'armement, des équipements et des services annexes, dont l'intendance et le service de santé. Après 1898, l'armée espagnole compte cinq cents généraux, cinq cent soixante-dix-huit colonels et vingt-trois mille officiers subalternes... Dans les années suivantes, ces chiffres changent, mais le déséquilibre continue entre les cadres et la troupe : en 1912, on.a douze mille officiers en activité pour cent mille soldats ; en 1923, vingt-cinq mille officiers pour deux cent mille hommes.

De leur côté, beaucoup d'officiers mettent en cause les hommes politiques. Ils les accusent d'avoir entraîné l'armée dans une aventure sans lui donner les moyens de remplir sa mission. Ils s'estiment trahis par des gouvernements incompétents qui ne les défendent pas contre les campagnes de la presse de gauche. Déjà en mars 1895, de jeunes officiers avaient pris d'assaut la rédaction de deux journaux de Madrid sans que le capitaine général jugeât bon de réagir, ce qui avait entraîné la démission de Sagasta. Ce genre d'incidents se renouvelle après 1898. Le plus grave est la mise à sac, à Barcelone, en 1905, des locaux de l'hebdomadaire satirique Cu-Cut[3]. L'armée a de plus en plus tendance à se replier sur elle-même. Les plus hautes autorités de l'État la ménagent. Le jour de son couronnement, le 17 mai 1902, Alphonse XIII, chef suprême des armées selon la constitution, s'adresse en ces termes aux officiers: «Heureux le souverain qui voit en vous l'appui le plus ferme de l'ordre social, le ciment le plus sûr de la paix publique, le défenseur le plus résolu des institutions, la base la plus solide du bien-être et du bonheur de la patrie. » C'était inviter l'armée à faire passer la défense du régime et le maintien de l'ordre avant toute autre considération; c'était aussi la confirmer dans le sentiment qu'elle avait droit à des égards particuliers. De plus en plus souvent, c'est à l'armée qu'on confie des tâches de police et, par exemple, le soin de briser les grèves. La loi dite des juridictions spéciales, en 1906, confère un privilège exorbitant à l'armée : les attaques contre la patrie, le roi et l'armée relèvent désormais des tribunaux militaires, et non plus du droit commun. À l'antimilitarisme

d'une partie de l'opinion répond maintenant une réaction de caste : l'armée se considère comme la dépositaire du patriotisme et de l'honneur national et aussi comme la garante de l'ordre social; elle se coupe du peuple et de la nation, rompant ainsi avec une tradition qui date de la guerre d'Indépendance. Pendant la plus grande partie du XIXe siècle, les militaires ont fait cause commune avec la nation. Qu'ils soient libéraux, progressistes ou modérés, ils défendent les mêmes idées politiques que les civils; ils ne donnent pas l'impression de former un corps en marge de la société. Le coup d'État du général Pavía, en décembre 1874, était quelque chose d'inhabituel: pour la première fois, l'armée renvoyait brutalement chez eux des députés incapables, selon elle, de mettre un terme au désordre. La défaite de Cuba précipite cette évolution. Dans ces conditions, la politique marocaine du gouvernement ne pouvait que creuser un peu plus le fossé entre l'armée et la nation.

Trois éléments jouent en faveur d'une politique active au Maroc : la tradition, l'ambition de refaire de l'Espagne une puissance coloniale, le souci de compenser l'humiliation de Cuba. Passons rapidement sur la troisième de ces motivations. L'armée a vu dans la conquête du Rif l'occasion de regagner une partie de son prestige, mais ce n'est pas seulement pour lui faire plaisir que les gouvernements ont décidé d'intervenir au Maroc. Les visées africaines de l'Espagne sont antérieures à 1898. Elles se sont manifestées pour la première fois en 1860 quand l'Espagne a cherché à étendre son autorité à partir de ses places de souveraineté — les presidios — de Ceuta et de Melilla. Elle a cru renouer ainsi avec une tradition qui remonte au tout début du XVIe siècle, quand le roi d'Aragon et le cardinal Cisneros souhaitaient poursuivre, de l'autre côté du détroit de Gibraltar, la lutte séculaire contre les Maures. C'est alors — en 1509 — qu'Oran était devenue une ville espagnole; elle le restera presque jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Sous Charles Quint et sous Philippe II, l'Espagne n'avait pas renoncé à l'Afrique du Nord, mais d'autres préoccupations la sollicitaient — l'Europe, l'Amérique — et l'empêchaient de s'engager à fond dans cette direction. C'est cette tradition que certains veulent reprendre à la fin du XIXe siècle. La perte de l'Empire d'Amérique est une incitation à renouer avec une orientation géopolitique abandonnée depuis longtemps. L'essai d'Angel Ganivet, Idearium espagnol, publié en

1897, n'est sans doute pas l'œuvre d'un grand penseur, mais il a valeur de témoignage. Ganivet écrit à Grenade, dans une ville marquée par la culture arabe où, depuis quelques années, paraît une revue, l'Étoile de l'Occident, avec des articles rédigés en espagnol et en arabe. Le renouveau de l'arabisme attire l'attention sur tout un pan du passé; l'Espagne ne peut se désintéresser du Maroc qui est son prolongement naturel aussi bien du point de vue de la géographie que du point de vue de la civilisation : de part et d'autre du détroit de Gibraltar, les hommes ont eu autrefois une histoire commune ; rien ne ressemble plus à la Giralda de Séville que la tour Hassan de Rabat... Ce sont tous ces souvenirs — faut-il dire : ces nostalgies ? — que recueille Ganivet en 1897 quand il suggère à l'Espagne de porter de nouveau ses regards vers le sud.

D'une tout autre nature sont les préoccupations des sociétés géographiques qui se fondent, l'une en 1876, l'autre — la Société espagnole des africanistes et des colonialistes — en 1883. Elles réunissent des savants, intéressés par les expéditions et les explorations, et des hommes d'affaires soucieux d'exploiter les richesses du continent. On n'a pas attendu la défaite de 1898 pour recommander une politique active dans ce domaine. joaquín Costa représente bien ce second courant. C'est le moment-congrès de Berlin (1885) — où les grandes puissances sont en train de se partager le continent africain. Nous y voyons aujourd'hui une poussée d'impérialisme; à l'époque, on pensait que l'expansion coloniale avait sa noblesse et qu'elle était un moyen d'apporter la civilisation à des peuples jugés inférieurs. Costa partage ce point de vue [4]. Il considère que l'Espagne, si elle veut rester une grande nation, se doit de participer à l'entreprise de colonisation. Costa semble même obsédé par un dilemme : une nation ne peut être que dominée ou dominatrice, colonisée ou colonisatrice. Si l'Espagne entend redevenir une puissance qui compte, elle doit mener une politique active, notamment dans le domaine colonial, faute de quoi, elle subira le sort de l'Afrique ; elle tombera sous la dépendance de l'étranger ; l'Angleterre, par exemple, n'attend que le moment favorable pour établir sa domination sur la péninsule Ibérique. Le 4 mai 1898, dans un discours dont la presse reproduit l'essentiel, le Premier ministre anglais, lord Salisbury, n'a-t-il pas divisé les peuples du monde en nations pleines de vitalité — living nations — et nations moribondes - dying nations -, en indiquant que les premières

ont vocation à dominer les secondes? Le Times a beau préciser que l'Espagne n'est pas visée, ce darwinisme politique a de quoi inquiéter. Rafael Altamira réplique immédiatement: la puissance matérielle ne saurait être le seul facteur qui permette de mesurer le degré de civilisation d'un peuple [5]. L'Espagne a le choix, poursuit Costa : africanisation ou européanisation ; si elle veut échapper à la première solution, si elle veut devenir une nation européenne à part entière, elle doit s'étendre en Afrique. C'est le sens de la campagne que mène Costa, à partir de 1882, sous forme de conférences, de congrès, d'articles de presse, tout cela sans appuis officiels.

Ni les gouvernements ni l'opinion publique, en effet, ne se passionnent pour ces débats. L'Espagne laisse passer de nombreuses occasions. En 1880, se tient à Madrid une conférence internationale consacrée au Maroc; l'Espagne n'en retire aucun profit. Ce sont les rivalités des grandes puissances qui vont lui permettre de participer au partage du butin colonial. Depuis plusieurs années, la France et l'Angleterre mènent en Afrique des politiques ambitieuses. La première cherche à établir une liaison entre ses possessions d'Afrique occidentale et la mer Rouge — Djibouti —; la seconde vise à créer un axe britannique du Caire au Cap. La rencontre des deux impérialismes se produit à Fachoda, en 1898. La France cède. Elle évacue Fachoda. Elle songe alors à prolonger jusqu'au Maroc la domination qu'elle exerce déjà en Tunisie et en Algérie. Elle propose à l'Espagne de participer à l'opération en occupant, au sud, le Rio de Oro, ce que l'Espagne accepte parce que cela lui permet de mieux assurer la défense des Canaries, et, au nord, en lui attribuant une vaste zone qui inclurait Fès ; là, le gouvernement Silvela refuse, de peur de mécontenter l'Angleterre. La France et l'Angleterre finissent par s'entendre, en 1904: la seconde aura les mains libres en Égypte, la première au Maroc, mais l'Angleterre entend conserver la maîtrise des deux portes de la Méditerranée, Suez et Gibraltar. C'est pour empêcher la France de s'installer en face de Gibraltar que les deux puissances décident d'attribuer à l'Espagne une zone située dans l'arrière-pays de Ceuta et de Melilla, à l'exclusion de Tanger qui restera ville internationale. L'Espagne n'a pas été consultée, mais elle prend ce qu'on lui donne et qui va en deçà de ce qu'offrait la France en 1902 (accords de Carthagène, 1907). En 1912, ces dispositions sont confirmées; le Maroc

devient un protectorat partagé — très inégalement — entre la France et l'Espagne. Celle-ci n'a pas attendu pour occuper une série de points, à exploiter des mines, à construire des lignes de chemins de fer. En 1909, un incident local, comme il y en a beaucoup, dégénère en conflit dans le massif du Gurugu, près de Melilla. Inquiet, le gouvernement Maura décide de rappeler des réservistes et de les envoyer en renfort au Maroc. Il se heurte immédiatement à de fortes protestations. La guerre n'est pas populaire. Les souvenirs de Cuba, encore récents, pèsent lourd dans les préoccupations de beaucoup d'Espagnols. On craint une nouvelle aventure coloniale, des massacres, des sacrifices inutiles [6]. Les socialistes appellent à manifester. Des soldats se mutinent à Madrid et à Barcelone et refusent d'embarquer. Les ouvriers se mettent en grève; dans plusieurs villes, on dresse des barricades. La situation prend un tour violent à Barcelone. L'émeute s'accompagne d'une flambée d'anticléricalisme ; plus de quatre-vingts établissements confessionnels - églises, couvents, écoles — sont détruits et incendiés. L'armée vient à bout de l'émeute, connue sous le nom de Semaine tragique. Tout est terminé le 31 juillet, mais la répression se prolonge pendant plusieurs semaines. On procède à des centaines d'arrestations et à des exécutions capitales. La plus connue des victimes est l'anarchiste catalan Francisco Ferrer qui n'était probablement pour rien dans les événements, mais qui, depuis quelques années, s'était attiré la haine de la bourgeoisie catalane. Celle-ci voyait en lui le représentant de l'anarchisme militant et de la subversion ; c'est pourquoi on a voulu faire de son procès, qui s'ouvre le 9 octobre, le procès du mouvement révolutionnaire de juillet [7]. Partout en Europe, à Madrid, à Barcelone, à Paris, à Londres, à Rome, etc., on manifeste et on organise des pétitions. Anatole France, Victor Basch, Lévy-Bruhl, Durkheim, Salomon Reinach, Painlevé figurent parmi les signataires. Le gouvernement Maura refuse de céder. Condamné à mort, Ferrer est exécuté le 13 octobre. La nouvelle soulève de nouveau manifestations et protestations dans toute l'Europe. Isolé, Maura est obligé de quitter le gouvernement.

La défaite de 1898 a amené une partie de l'opinion publique, jusque-là indifférente, à s'interroger sur la politique suivie depuis 1875. Les manifestations qui ont précédé et suivi la Semaine tragique de Barcelone ont montré que la gauche était capable de rassembler des foules. Ce sont les

signes les plus visibles d'une évolution dont témoignent encore la reprise du mouvement ouvrier — sur laquelle nous reviendrons — et la remontée du courant républicain. Les républicains ont mis du temps à sortir de leur isolement. Le cantonalisme de 1873 a eu, en Espagne, des effets comparables à la Commune de Paris pour la France. Il n'a pas seulement provoqué la réaction des militaires — coup de force de Pavía et dictature du général Serrano, en 1874 — et préparé les esprits à la restauration des Bourbons ; il a aussi discrédité pour quelque temps l'idée même de république qui est apparue à beaucoup comme synonyme d'anarchie. Les républicains étaient divisés entre révolutionnaires — les fédéralistes de Pi y Margall -, les nostalgiques des pronunciamientos — Ruiz Zorrilla — et les partisans d'une action légale — Salmerôn. Marginalisés par le système politique de la Restauration qui admettait seulement les partis dynastiques, ils étaient réduits à de petits groupes sans prise sur les réalités ; certains, comme Castelar, avaient fini par se rallier au régime et rejoindre le parti libéral. Les lois sur la liberté de la presse et sur la liberté d'association permettent aux opposants de s'exprimer au grand jour. L'introduction du suffrage universel donne aux républicains l'espoir de reconquérir une partie du terrain perdu. De fait, malgré leurs divisions, ils progressent dans les grandes villes où les caciques ont du mal à fausser les élections, mais il s'agit souvent d'un vote de protestation qui ne signifie pas forcément adhésion aux thèses républicaines. Les organisations ouvrières, enfin, se méfient des républicains dans lesquels elles voient des bourgeois; les prolétaires doivent se battre pour changer la société, pas la forme du régime.

Vers la fin du siècle, cependant, les républicains commencent à attirer vers eux beaucoup de ceux qui, dans les classes moyennes et parmi les intellectuels, se détournent des partis gouvernementaux, incapables de s'attaquer aux problèmes de fond et de moderniser l'Espagne. La monarchie s'identifie à un ordre social et politique corrompu et inefficace. La république redevient une promesse de renouveau. Une union républicaine hétérogène se forme sous la direction de Salmerón ; elle compte dans ses rangs des personnalités comme Azcárate, Costa, Giner de los Ríos... En 1903, cette coalition réussit à faire élire trente-quatre députés ; elle obtient la majorité dans plusieurs grandes villes : Madrid, Barcelone, Valence... Les

débats qui suivent la défaite de 1898 et la loi de 1907, qui soumet à des tribunaux militaires les attaques contre l'armée, contribuent à faire des républicains les porte-parole d'une opposition ferme et respectable. En 1907, le grand romancier Pérez Galdós est élu député républicain de Madrid. La Semaine tragique de Barcelone et la répression inquiètent les socialistes qui changent alors de tactique et acceptent de s'allier aux républicains. Aux élections générales de 1910, le bloc formé par les républicains et par les socialistes fait élire quarante députés ; parmi eux, se trouve Pablo Iglesias, chef du parti socialiste; c'est la première fois qu'un socialiste entre au Parlement. Cette avancée des républicains ne va pas sans équivoques. Elle est due, en partie, au succès du parti radical d'Alexandre Lerroux qui réussit, à Barcelone et à Valence, à rassembler des milliers d'électeurs autour de mots d'ordre ambigus. Son anticléricalisme sommaire et une phraséologie extrémiste excitent les couches populaires : « Dans les couvents se commettent des assassinats; y mettre le feu est la seule manière d'éviter [...] le danger » ; « brûler des couvents est un signe de virilité »... Celui qu'on appelle l' « empereur du Parallèle [8]» commence à ce moment-là sa carrière de démagogue. On s'interroge encore aujourd'hui sur le secret de cette réussite. Lerroux était-il un provocateur, appointé et soutenu par le gouvernement en place pour soustraire les ouvriers à l'influence des idées anarchistes et pour détourner les petits bourgeois du mouvement nationaliste catalan ? Ce qui est sûr, c'est que Lerroux a dévoyé une partie de l'électorat républicain. Les «jeunes barbares » — l'expression est de Lerroux — brûlaient églises et couvents, mais se gardaient bien d'attaquer les casernes, les banques, les usines... Ces violences effrayaient les classes moyennes et les dressaient contre les idées républicaines sans remettre en cause l'ordre social.

À la fin du XIX[e] siècle, l'opinion publique évolue, mais le personnel politique aussi se renouvelle. Cánovas del Castillo est assassiné le 8 août 1897; Sagasta meurt en 1903. Le système a du mal à se prolonger après la disparition des hommes qui l'avaient conçu. Après eux, conservateurs et libéraux comptent dans leurs rangs de fortes personnalités, mais aucune ne s'impose d'une manière indiscutable. Silvela, Antonio Maura, Eduardo Dato se succèdent à la tête du parti conservateur ; Segismundo Moret, Canalejas, le comte de Romanones dirigent le parti libéral. Ni les uns ni les autres ne

disposent d'une autorité comparable à celle de Cánovas ou de Sagasta. Les crises ministérielles se font plus nombreuses; entre 1902 et 1909, la durée moyenne d'un gouvernement ne dépasse pas cinq mois. Maura, énergique et autoritaire, cherchait à rénover le système en réformant les municipalités ; c'est un échec ; il aurait voulu faire une révolution par en haut — la revolución desde arriba. La manière dont il réprime la Semaine tragique de Barcelone, en 1909, fait l'unanimité contre lui: pas question de Maura ! - Maura, no !—, criait-on à gauche ; les libéraux se joignent au mouvement de rejet; indignée par l'exécution de Ferrer, l'opinion internationale s'en mêle. Alphonse XIII en tire la conclusion et renvoie Maura: « On ne pouvait pas gouverner contre la moitié de l'Espagne et contre plus de la moitié de l'Europe. » La chute de Maura montre qu'il devient difficile de se maintenir au pouvoir quand on a contre soi l'opinion publique. Le libéral Canalejas arrive au gouvernement en février 1910. Il est convaincu que des réformes sont nécessaires et urgentes. On lui doit l'introduction du repos dominical et la diminution de la journée de travail. Il envisage de rendre le service militaire obligatoire et de supprimer la possibilité de se faire remplacer, moyennant finances. Il s'en prend à l'Eglise en exigeant qu'elle se soumette aux dispositions du concordat : les congrégations religieuses doivent être déclarées et leur nombre limité; toute installation de congrégations nouvelles est interdite pendant deux ans (loi dite du cadenas — ley del candado). Canalejas est assassiné à Madrid, le 12 décembre 1912, avant d'avoir pu développer et appliquer son programme. La tentative la plus originale pour renouveler le système de l'intérieur vient de Melquíades Álvarez qui fonde, en 1912, le parti réformiste. Lui-même est républicain, mais il accepte le régime tel qu'il est avec l'espoir d'en modifier les règles de fonctionnement, d'introduire plus de moralité dans le jeu politique et de résoudre les problèmes les plus urgents. Le nouveau parti séduit des intellectuels, mais n'arrive pas à s'imposer comme force politique. En réalité, le système mis en place en 1876 se survit après la disparition de ses inventeurs, Cánovas et Sagasta, mais il vole en éclats en 1917: contre le parti libéral, alors au pouvoir, l'opposition la plus sérieuse vient non pas des conservateurs, divisés, mais des régionalistes catalans, c'est-à-dire d'un mouvement politique qui remet fondamentalement en cause la structure même de l'Espagne.

LA RÉGÉNÉRATION DE L'ESPAGNE

En 1898, l'Espagne se trouve dans une situation analogue à celle de la France en 1870, avec cette différence, toutefois : elle n'éprouve ni haine à l'égard du vainqueur ni désir de revanche; il n'y a rien, ici, de comparable aux regrets qu'ont suscités les provinces perdues d'Alsace et de Lorraine ; pour la plupart des Espagnols, Cuba évoque seulement des souvenirs amers : les milliers de soldats morts au combat ou de maladie [9]C'est dans une autre direction que se tourne l'opinion. La défaite et l'humiliation de 1898 ont conduit les meilleurs des Espagnols à s'interroger sur le destin de leur pays : comment et pourquoi l'Espagne est-elle tombée si bas? Que doit-elle faire pour redevenir une grande nation sans renoncer à être elle-même ? Ce sont ces questions qu'agitent les auteurs de ce qu'il est convenu d'appeler la génération de 1898, un groupe de jeunes écrivains qu'unit une même inquiétude devant le déclin de l'Espagne, mais qui, sur tout le reste, sont bien différents entre eux et sont loin de former une école ou même une tendance.

« J'ai mal à l'Espagne — me duele España — », écrit Unamuno. Ces écrivains prennent douloureusement conscience qu'ils vivent dans un pays décadent. L'Espagne de la Restauration les dégoûte à cause de sa frivolité, de sa vulgarité et de son immoralité. Tout est frelaté, depuis la mystification du turno démocratique — la pseudo-alternance au pouvoir des deux partis dynastiques — jusqu'à la médiocrité de l'art et de la littérature en passant par l'avilissement des élites. Certaines de ces critiques ne sont pas nouvelles. La satire du fils à papa — el señorito — par Antonio Machado rappelle celle que Cadalso ou Jovellanos faisaient de la noblesse au XVIIIe siècle ou les attaques de Larra, dans les années 1830, contre les têtes brûlées — calaveras. Les auteurs de 1898 sont choqués par l'image que l'Espagne officielle donne d'elle-même : elle est attachée à des gloires passées, à un pittoresque de mauvais aloi — les taureaux, le flamenco... -, mais elle se résigne à la misère, à la corruption, à la déchéance.

Animés d'un patriotisme qu'ils opposent au chauvinisme des politiciens, les hommes de 98 veulent refaire d'un même mouvement le corps et l'âme de l'Espagne et, pour cela, ils s'attachent à la redécouvrir dans ses profondeurs. Aller vers l'intérieur — Adentro, c'est le titre d'un essai

d'Unamuno. Cette génération de 98 a été particulièrement sensible à l'histoire, au contraste entre les gloires d'antan et les malheurs du présent — la « Castille misérable, hier dominatrice » d'Antonio Machado. L'histoire n'est qu'un aspect de cette redécouverte des valeurs nationales de la part d'auteurs qui, tous, ont eu le goût de l'analyse et de la méditation. C'est Unamuno qui a poussé le plus loin ce travail de ressourcement dans les cinq essais qu'il a publiés en 1895 sous le titre Autour de la notion de « casticismo » — En torno al casticismo —, ce que Marcel Bataillon a traduit, en 1925 par LEssence de l'Espagne. Cette essence, Unamuno la cherche en Castille. C'est un point commun aux auteurs de la génération de 1898. Ce sont des provinciaux qui, tous, considèrent la Castille comme le creuset de l'Espagne. Par réaction contre la vogue de l'Andalousie, qui remonte à la fin du XVIIIe siècle, ils se tournent vers la Castille pour y chercher des leçons de grandeur et des raisons d'espérer. Ils réhabilitent le paysage austère des hauts plateaux castillans qui semblent porter l'âme à la contemplation mystique et à l'absolu. C'est le sens du second des essais d'Una muno, du livre d'Azorín, La Castille, du recueil de poèmes d'Antonio Machado, Campagnes de Castille. Il s'agit d'un examen sans complaisance où l'on ne se cache pas les tares et la pauvreté de ces terres; le contraste n'en est que plus fort entre la grandeur passée et les tristes réalités du présent.

Les auteurs de la génération de 98 ne sont pas des esthètes. « C'est la vérité, pas la beauté qu'ils ont en vue » (Pedro Salinas), mais c'est en hommes de lettres qu'ils condamnent la production artistique du XIXe siècle finissant. La vulgarité n'est pas seulement dans la vie sociale ; elle règne aussi en littérature. À leurs yeux, la poésie est faite de prosaïsme, de sensiblerie et de grandiloquence ; le roman abuse des études de mœurs et en est resté au naturalisme; le théâtre se ramène au mélodrame. Ces généralisations sont injustes. Ce qu'il faut retenir, c'est le souci de rendre à la littérature une dignité compromise par les mauvais poètes de la Restauration, à quelques exceptions près - Bécquer, par exemple. Ces auteurs sont moins sensibles à la beauté formelle qu'à la vérité des sentiments et des idées. En littérature comme dans la vie, ils aiment l'authenticité et détestent le clinquant. Ils figurent parmi les plus grands écrivains de la littérature espagnole qu'ils ont contribué à renouveler; ils sont les premiers de cet âge d'argent — la Edad de plata — des lettres

espagnoles au xxe siècle. Leur analyse de la situation espagnole est peut-être la partie la plus caduque de leur œuvre. Elle présente des lacunes étonnantes. Nos auteurs fondent leur réflexion sur les valeurs castillanes; pour eux, c'est la Castille qui a fait l'Espagne. Cette prise de position étonne parce qu'elle se produit au moment où des mouvements régionalistes sont en train de remettre en cause la prétention de la Castille à parler au nom de l'Espagne tout entière. La génération de 1898 n'a rien vu de cette évolution; pour elle, valeurs castillanes et valeurs espagnoles sont synonymes, ce que beaucoup de Catalans commencent à contester. D'autre part, l'amour que ces auteurs portent à un peuple espagnol mythique les empêche de voir la réalité du prolétariat contemporain et la portée des changements introduits par l'industrialisation. Au fond, ils restent des hommes du XIXe siècle. C'est vrai en particulier pour Unamuno, ce qui explique certaines de ses réactions paradoxales entre 1900 et 1936. Les auteurs de la génération de 98 rêvent de régénérer l'Espagne. Le mot — regeneración — et l'idée sont à la mode à la fin du XIXe siècle et au début du XXe [10]. Avec Manuel Tuñón de Lara, il convient de distinguer deux attitudes. Il y a d'abord l'aspiration générale à transformer et à moderniser l'Espagne, mais la régénération désigne aussi une forme d'action plus précise, celle que préconisent certains groupes de pression et certains intellectuels pour réagir contre la crise de l'Espagne. Cette seconde attitude, qui se veut technique et apolitique, est celle de Joaquín Costa. Costa ne saurait se réduire à ce programme de réformes, mais il en a été le représentant le plus brillant.

Depuis qu'il a assisté à l'Exposition universelle de Paris, en 1867, Costa a pris conscience du retard de l'Espagne. Dans tous les domaines, du point de vue intellectuel, économique, social, politique, diplomatique, l'Espagne fait piètre figure dans le monde et en Europe. Depuis 1814, elle ne cesse de glisser vers la décadence. La Révolution de 1868 n'a rien changé. La restauration des Bourbons, en 1875, a mis fin aux espoirs de rénovation; tout est redevenu comme avant. La perte de Cuba s'inscrit dans ce processus; elle vient rappeler aux Espagnols que leur pays n'est plus qu'une puissance de troisième ordre: «Nous n'avons plus d'armée, plus de marine, plus d'écoles, plus de chemins, plus de libertés, plus de tribunaux, plus d'élections, plus d'hygiène, plus de vie policée, sauf sur le papier. » La perte de Cuba ne marque même pas la fin de cette déchéance; ce qui attend

maintenant l'Espagne, devenue l'homme malade de l'Europe, c'est de passer sous domination étrangère. Costa s'interroge: l'Espagne semble victime de la fatalité; depuis le XVI[e] siècle, elle vit en marge de l'Europe: «Je n'ai trouvé aucun domaine, sauf peut-être celui de la peinture, qui n'accuse chez nous une infériorité manifeste par rapport aux autres peuples d'Europe, quand ce n'est pas une incapacité franche et radicale. » Costa évoque alors les civilisations disparues, la Chine, l'Inde, la Perse, l'Égypte, et le problème de la décadence des Empires. À quoi attribuer ce destin, dans le cas de l'Espagne? Pourquoi l'Espagne n'a-t-elle pas eu de Sully, de Richelieu, de Mazarin, de Colbert, de Cromwell? Aurait-on affaire à une incapacité congénitale des Espagnols? Costa invoque les travaux de Ricardo Macías Picavea - Le Problème national — qui accuse la théocratie, le césarisme, le germanisme des Habsbourgs qui aurait contaminé l'Espagne... Puis, il se reprend; non, la décadence n'est pas fatale; aucune malédiction ne pèse sur l'Espagne. L'Espagne reste un grand pays; elle a un idéal, une spiritualité, une noblesse; elle a un rôle à jouer dans le monde et dans le développement de la civilisation; elle doit se ressaisir: «De même que Fichte croyait à l'éternité de la race allemande, écrasée par Napoléon, nous devons croire encore en l'éternité de la race espagnole. » Comment y arriver?

Il s'agit de refaire de l'Espagne une nation moderne, puissante et respectée et, pour cela, de se mettre à l'école de l'Europe. A l'africanisation, c'est-à-dire au sous-développement, à la misère, à la dépendance, Costa oppose donc l'européanisation, c'est-à-dire la modernisation, le progrès et une politique étrangère dynamique. Sur le plan intérieur, cela veut dire donner du travail aux Espagnols et améliorer leur niveau de vie. Jusqu'ici, les progrès réalisés n'ont profité qu'à quelques privilégiés; il faut maintenant penser au plus grand nombre. L'Espagne est un pays agricole; tout repose sur l'agriculture. Quand une crise se produit dans l'industrie catalane, c'est en grande partie à cause de l'étroitesse du marché intérieur. Le seul moyen de s'en sortir est d'accroître le pouvoir d'achat des paysans, donc la production agricole. Or il faut se rendre à l'évidence: l'Espagne est un pays pauvre; près de la moitié de son sol est impropre à l'agriculture. Améliorer et accroître la production agricole revient donc à lutter contre la sécheresse. C'est ce que Costa entend par politique hydraulique. Il établit l'équation suivante: politique hydraulique = politique agraire = politique économique.

Il suggère de doubler la production grâce à la nationalisation de l'eau destinée à l'irrigation et à une politique de grands travaux: construire des barrages et des routes, développer le crédit agricole, réformer l'enseignement. Il s'agit de faire passer l'Espagne du XVe au XXe siècle au moyen de l'école: «Créer à grands frais, quel que soit le coût de l'opération [...], le vaste système d'institutions scolaires qui ont fait l'Allemagne et le Japon, qui sont la force et l'orgueil des États-Unis, qui ont redressé la France. » Cela suppose un gros effort pour l'enseignement primaire et pour les écoles techniques, des écoles normales, une réforme de l'enseignement supérieur, le développement de la recherche scientifique, des séjours à l'étranger pour les chercheurs, etc., ce que Costa résume dans le slogan : « École et cuisine » (Escuela y despensa).

L'Espagne ainsi rajeunie, modernisée et transformée retrouvera son rang dans le monde et elle redeviendra ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une puissance mondiale. Elle mènera une diplomatie active ; elle redeviendra une nation colonisatrice. La réalisation de ces objectifs exige une révision des mœurs politiques et une véritable révolution. Il s'agit d'abord d'écarter les hommes qui ont conduit l'Espagne au désastre ; ils se sont disqualifiés d'eux-mêmes ; ils doivent démissionner. Il ne faut plus recommencer l'erreur de 1814, croire qu'on peut faire une autre politique avec les mêmes hommes; il faut, au contraire, suivre l'exemple de la Prusse après Iéna et de la France après Sedan, « quand elle a envoyé promener Napoléon III ». Il ne suffit pas de changer les hommes; ce sont aussi les méthodes qu'il convient de modifier. Assez de discours, assez de rhétorique, assez de belles envolées sur la grandeur de l'Espagne et sur ses gloires nationales ; qu'on ne parle plus de Numance, de Lépante... Il faut voir les choses en face : l'Espagne n'est plus ce qu'elle était; le passé est mort. C'est le sens de la formule : « Fermons à double tour le cadavre du Cid pour qu'il ne remonte plus à cheval. » Costa condamne un siècle de phraséologie libérale creuse, un siècle de politique vaine qui cachait le vide de la pensée sous la pompe des mots. Plus de discours; des actes. Plus de vues utopiques ; des réalisations qui soient à la mesure des possibilités du pays, avec un programme minimum : l'école pour tous, la justice pour tous, le service militaire pour tous, l'assistance aux pauvres, des chemins vicinaux... Ce programme minimum, Costa compte sur les classes moyennes pour le faire

aboutir. Il s'appuie sur des groupements professionnels : la chambre agricole du haut Aragon, la chambre de commerce de Saragosse... Cette campagne aboutit à l'assemblée nationale des producteurs qui se réunit à Saragosse, en février 1899, puis à la formation d'une ligue nationale des producteurs et, enfin, en janvier 1900, à une Union nationale. Ce mouvement suscite un grand enthousiasme dans le pays, puis l'élan retombe. Les hommes qui l'animaient - Santiago Alba, Paraíso - sont récupérés par le système en place. Costa lui-même est élu député, en 1903, mais au titre de l'Union républicaine, pas comme membre de l'Union nationale ; il refuse d'ailleurs de siéger aux Cortès.

La régénération au sens précis de ce terme a duré moins de quatre ans, de 1899 à 1903; elle a échoué. Pourquoi? Costa refusait de s'appuyer sur les partis politiques et sur les idéologues ; il s'adressait aux électeurs par-dessus la tête des dirigeants habituels, mais la politique ne s'improvise pas ; elle suppose une technique ; l'ignorer, c'était déjà se condamner à l'échec. D'autre part, Costa proposait une série de mesures politiquement neutres, selon lui ; mais, comme le fera observer Azaña plus tard, aucune politique n'est neutre : comment financer le programme minimum? où prendra-t-on les crédits nécessaires? qui décidera des choix? Avec ces questions, on retombe dans la politique, ce que Costa voulait bannir. Azaña ajoute un autre argument: le programme minimum de Costa était peut-être raisonnable, mais il n'avait rien d'exaltant; il est difficile de mobiliser des foules avec des mots d'ordre tels que : « Les barrages ou la mort ! » Costa, enfin, était pressé de voir aboutir les réformes. Pour vaincre la résistance et l'inertie des hommes en place, il proposait d'avoir recours à une dictature provisoire, à un chirurgien de fer. Il pensait peut-être à ce que Bismarck avait fait en Allemagne par des méthodes autoritaires, à moins qu'il n'ait en tête une autre solution: suivre l'exemple du Japon qui avait réussi à se transformer en moins de vingt-cinq ans au prix d'une modernisation forcée, en s'inspirant des techniques de l'Occident. Cet exemple n'est pas passé inaperçu en Espagne [11]. Des hommes comme Ramón y Cajal ou Giner de los Ríos sont impressionnés par les progrès réalisés aussi rapidement [12]. Unamuno est beaucoup plus réservé : « Je n'attends rien de la japonisation de l'Espagne. » Unamuno, qui a suivi avec sympathie la campagne de Costa en faveur d'une ouverture de l'Espagne sur l'Europe, commence à évoluer

vers des positions critiques à l'égard du programme de régénération. En 1911, il donne l'impression de vouloir tourner le dos à l'Europe : l'Espagne n'est peut-être pas douée pour les sciences et les techniques, mais son génie la porte vers d'autres formes de civilisation ; « laissons les Européens inventer » et contentons-nous de tirer parti de leurs découvertes ; s'il faut absolument choisir, Unamuno préfère saint Jean de la Croix à Descartes [13]. La plupart des intellectuels espagnols écartent la modernisation forcée à la manière du Japon. Costa, résume Ortega, a bien vu l'objectif: régénérer l'Espagne, et les moyens pour l'atteindre: l'européanisation; l'Espagne pose un problème dont la solution se trouve en Europe. Il importe d'y travailler en formant les élites nécessaires. C'est à quoi tend la Ligue d'éducation politique, fondée par le même Ortega, en 1913, mais on ne peut pas compter seulement sur les hommes politiques, si bien préparés soient-ils à leur mission; il faut aussi élever le niveau culturel de la nation. Cette transformation au moyen de l'éducation, les krausistes de la seconde génération y pensent depuis 1875, non sans résistances de la part des milieux conservateurs qui les accusent de renier les valeurs essentielles de l'Espagne, au premier rang desquelles figure le catholicisme.

L'une des premières mesures prises au lendemain de la restauration des Bourbons, en 1875, concerne l'université. Le gouvernement exige de nouveau des professeurs qu'ils respectent, dans leurs cours, le régime et le dogme catholique. Certains - parmi les plus brillants - refusent de se soumettre à ce qu'ils considèrent comme une atteinte à la liberté de conscience et à la liberté de la science. Ils sont exclus. L'un d'eux, Francisco Giner de los Ríos, est même incarcéré pendant quelque temps. À sa sortie de prison, Giner prend acte des contraintes qu'on veut imposer aux professeurs et, pour préserver leur liberté, fonde l'Institution libre d'enseignement (29 octobre 1876). Ainsi commence l'une des tentatives les plus originales et les plus fécondes pour réformer l'Espagne de l'intérieur au moyen d'un travail patient d'éducation. Giner de Los Ríos (1839-1915) avait été séduit, dès son arrivée à Madrid, en 1863, par l'enseignement de Sanz del Rio et par cette rigueur intellectuelle qui n'excluait pas - bien au contraire, elle postulait - une attention aux problèmes spirituels [14]et qui faisait une vertu essentielle de la tolérance religieuse. Le Syllabus l'avait éloigné du catholicisme sans faire de lui un athée, encore moins un

anticlérical. Ce qu'il mettait au-dessus de tout, c'était le respect des croyances religieuses; l'État n'avait pas à imposer un dogme officiel; c'est pourquoi Giner et ses amis ne pouvaient plus rester dans l'université telle que la concevaient les ministres de la Restauration. Le problème n'est pas propre à l'Espagne ; il se pose, à peu près dans les mêmes termes, en Allemagne avec le Kulturkampf et en France avec les lois de Jules Ferry sur l'école publique. Il s'agit d'assurer la neutralité de l'enseignement et de le soustraire à l'influence jugée excessive de l'Église catholique, mais, à la différence de la France, en Espagne, l'initiative vient du secteur privé et elle se heurte à l'État. En Espagne, l'enseignement libre, c'est l'enseignement laïque. L'article 15 des statuts de l'Institution libre d'enseignement est explicite : « L'Institution est complètement étrangère à tout esprit et à tout intérêt de communauté religieuse, d'école philosophique ou de parti politique; elle pose en principe seulement la liberté et l'inviolabilité de la science, l'indépendance qui en découle dans la recherche et dans l'exposé des résultats vis-à-vis de toute autre autorité que la conscience du professeur, seul responsable de son enseignement. »

Giner de Los Ríos est réintégré dans sa chaire, en 1881, mais l'Institution qu'il a fondée continue sous sa direction et celle de Manuel B. Cossío. Elle apparaît tout de suite comme une création originale aussi bien pour le contenu de l'enseignement que par les méthodes pédagogiques. Giner s'est inspiré d'expériences étrangères, tout particulièrement des collèges britanniques. L'Institution cherche à former des têtes bien faites plutôt que bien pleines [15]. Elle introduit en Espagne la mixité, l'enseignement artistique, la pratique du sport, les excursions, les colonies de vacances... Avant de savoir lire et écrire, les enfants apprennent « à voir, à écouter et à réfléchir ». On les emmène dans des musées où des maîtres particulièrement éminents - Manuel B. Cossío est l'un des premiers à avoir attiré l'attention sur le Greco [16]- commentent pour eux les chefs-d'œuvre ; on organise à leur intention des visites guidées de monuments ; on leur fait découvrir les paysages et le folklore de l'Espagne; on leur enseigne l'histoire des religions et à respecter la force du sentiment religieux et la tolérance. Seule une élite a pu bénéficier de ces méthodes d'enseignement. L'Institution n'a jamais eu plus de quelques centaines d'élèves, parmi lesquels le poète Antonio Machado, sans doute l'auteur le plus représentatif

qu'elle ait formé. L'influence du krausisme va bien au-delà de ces effectifs. Il a proposé un modèle d'homme qui a attiré les meilleurs esprits : rigueur, honnêteté, conscience professionnelle, respect d'autrui, tolérance... On retrouve ces qualités et cette sorte de stoïcisme chez les fondateurs de la II[e] République espagnole, soit qu'ils soient issus des rangs de l'Institution, soit - c'est le cas le plus fréquent - qu'ils aient été conquis par la noblesse d'un idéal et par le rayonnement des hommes qui l'incarnaient. L'Espagne contemporaine doit à l'influence de l'Institution un état d'esprit et deux réussites: la rénovation des programmes et des méthodes scientifiques et la création d'un établissement singulier, la Résidence des étudiants.

Ce sont les hommes de l'Institution libre d'enseignement qui ont modernisé la recherche scientifique en Espagne. Le fait décisif est la création, en 1907, du Conseil pour le développement des études (funta para ampliación de estudios) à partir d'une idée de Giner de los Ríos. Il s'agit de mettre en place, en dehors de tout dogmatisme et de toute contrainte bureaucratique, un centre de recherches où l'on cultiverait la science pour elle-même. La Junta envoie des étudiants et des professeurs poursuivre leurs études à l'étranger; elle invite en Espagne des spécialistes qui font connaître leurs travaux et leurs méthodes ; elle se préoccupe d'encourager et de financer la recherche par la création de laboratoires tels que l'Institut national des sciences ou le Centre d'études historiques, comparable aux séminaires des universités allemandes ou à l'Ecole pratique des hautes études en France. Dès le début, la Junta réunit les plus brillants représentants de l'intelligence espagnole : Ramôn y Cajal, prix Nobel de médecine en 1906, Joaquín Costa, Menéndez Pelayo, Rafael Altamira, Hinojosa, Menéndez Pidal, Américo Castro... La Revue de philologie espagnole commence à paraître en 1914. Grâce à ces initiatives, l'Espagne du xx[e] siècle peut s'enorgueillir de compter des savants dignes d'être comparés aux meilleurs esprits de leur temps. C'est surtout dans le domaine de l'histoire et de la philologie que la réussite a été éclatante, avec des maîtres tels qu'Altamira, Menéndez Pidal, Sánchez Albornoz, Américo Castro...

C'est encore l'Institution libre d'enseignement qui est à l'origine de la Résidence des étudiants, inaugurée le 1[er] octobre 1910 dans des bâtiments provisoires, puis installée définitivement sur la colline des peupliers -

l'expression est du poète Juan Ramón Jiménez - où elle se trouve toujours, sauf qu'aujourd'hui la Résidence est enserrée dans le tissu urbain alors qu'au début elle était située presque aux limites de la capitale. Dirigée par un krausiste, Alberto Jiménez Fraud, la Résidence s'était donné pour mission de former l'élite intellectuelle et artistique de la nation. Conçue sur le modèle des collèges britanniques, elle accueillait des étudiants de toutes les disciplines et leur offrait un cadre propice à leur épanouissement: des bâtiments d'une élégance sobre, des laboratoires [17], une bibliothèque, une salle de réunion où l'on donnait des conférences et des récitals, où l'on jouait des pièces de théâtre, où l'on organisait des expositions... Certains professeurs logeaient sur place et servaient de tuteurs aux étudiants ; des personnalités espagnoles ou étrangères y faisaient des séjours, ce qui leur donnait l'occasion d'exposer leurs travaux. Unamuno, Ortega, Marañón, Antonio Machado, Américo Castro, Ramón y Cajal, Manuel de Falla ont été les hôtes de la Résidence, ainsi que Bergson, Einstein, Ravel, Le Corbusier, Paul Valéry, Max Jacob, Marie Curie... García Lorca, qui y a résidé un peu avant 1930, y a composé son Romancero gitano; il s'y est lié d'amitié avec le poète Alberti, le cinéaste Buñuel, le peintre Salvador Dalí... La Résidence des étudiants a été, de 1910 à 1936, dans le domaine de l'intelligence, des lettres et des arts, un centre de création et de divulgation de la culture d'une fécondité rarement égalée [18].

Quelle que soit leur tendance, les Espagnols cultivés éprouvent, au milieu du XIXe siècle, un sentiment d'infériorité à l'égard de l'Europe. Les uns en tirent la conclusion que l'Espagne est inapte à la philosophie et à la science; son génie propre la porterait à cultiver l'imagination, la passion et l'individualisme. D'autres cherchent à comprendre pourquoi l'Espagne s'est séparée de l'Europe à un certain moment de son histoire; ils incriminent l'Inquisition, l'intolérance, la Contre-Réforme et l'absolutisme des Habsbourgs. Pour d'autres, enfin, ce n'est pas l'Espagne qui s'est détournée de l'Europe ; c'est l'Europe protestante qui a pris un mauvais chemin en ruinant l'unité spirituelle de la chrétienté et en s'engageant sur la voie du rationalisme et de l'indifférence religieuse; pour ces derniers, l'Espagne cesserait d'être elle-même si elle reniait le catholicisme. L'originalité du krausisme n'est pas de plaider pour un rapprochement entre l'Espagne et l'Europe - les hommes des Lumières et les libéraux ne disaient pas autre

chose -, mais d'identifier l'Europe avec une vision rationnelle du monde et, conformément à cette idée, de développer les tendances rationalistes en Espagne. C'est pourquoi les premières manifestations du krausisme, avant 1868, avaient inquiété les traditionalistes. La querelle rebondit en 1876. Les krausistes ne sont plus seuls à s'opposer à la toute-puissance de l'Église catholique dans l'enseignement; de nouvelles tendances sont apparues : néo-kantiens et positivistes, qui jugent le krausisme dépassé et se montrent beaucoup plus virulents dans le combat idéologique. C'est le moment que choisit un jeune prodige pour se faire le porte-parole des néo-catholiques. Menéndez Pelayo a vingt ans, en 1876. Il veut se faire un nom en engageant la polémique avec Gumersindo de Azcárate, l'un des plus brillants représentants de l'école krausiste, mais Azcârate refuse de discuter avec un novice, même génial [19]. Dans ce qu'on appelle la querelle de la science espagnole, Menéndez Pelayo n'en trouve pas moins, en face de lui, des adversaires de talent; il en tirera la matière de deux livres qui le font connaître comme l'un des intellectuels les plus doués de son temps, La Science espagnole (1876) et l'Histoire des hétérodoxes espagnols (1880). Les thèses qu'il y développe seront pendant des années la référence obligée de la pensée conservatrice en Espagne ; elles recevront, sous le régime franquiste, une consécration officielle [20]. Une phrase d'Azcárate résume l'enjeu du débat: pendant trois cents ans, en Espagne, l'intelligence a été étouffée. Menéndez Pelayo feint de prendre ces mots au pied de la lettre : comment les krausistes et les positivistes peuvent-ils ignorer les splendeurs du Siècle d'or? Par haine du catholicisme, ils en viennent à renier les plus belles pages de l'histoire d'Espagne et ses gloires littéraires et artistiques. En réalité, les adversaires de Menéndez Pelayo n'avaient jamais dit cela; ils s'interrogeaient seulement sur les causes de la décadence de l'Espagne au XVIIe siècle, comme le faisait au même moment Cánovas del Castillo, historien avant d'être homme politique [21]. Ce n'était pas un mauvais point de départ. C'est, en effet, au XVIIe siècle, avec le mécanisme, que se produit la révolution scientifique qui devait donner naissance au monde moderne. L'Espagne n'a guère participé à cette aventure intellectuelle. Cherchant les raisons de cet effacement, krausistes et positivistes mettent en cause le despotisme politique et l'intolérance religieuse, la seconde plus que le premier, mais ils prennent soin de distinguer: c'est dans le domaine scientifique, plus qu'en littérature, que le retard de l'Espagne est manifeste ;

on a du mal à trouver, en Espagne, des savants de la taille d'un Galilée, d'un Descartes ou d'un Newton. L'intolérance, incarnée par le pouvoir théocratique et par l'Inquisition, a empêché la science de se développer. Menéndez Pelayo réplique: ce que ces éminents philosophes reprochent aux savants espagnols - il y en a eu, et de fort estimables - c'est d'être catholiques et d'écrire sous un régime d'unité religieuse et monarchique ; l'Inquisition ne s'en est jamais pris aux sciences qui ne touchent pas au dogme; elle n'a jamais interdit de livres utiles; elle n'a jamais persécuté les savants; refuser d'admettre que le catholicisme est consubstantiel à l'Espagne revient à s'exclure de la communauté nationale : les hétérodoxes sont des corps étrangers à l'Espagne [22].

La querelle autour de l'évolutionnisme élargit le débat et l'étend aux rapports entre la science et la religion. L'œuvre de Darwin commence à être connue en Espagne à partir de 1876 [23]. L'évolutionnisme s'affirme alors comme la philosophie naturelle du monde moderne et du progrès. Dans les milieux anticatholiques, on cherche à accréditer l'idée que science et religion sont incompatibles. Krausistes et positivistes adoptent cependant des positions différentes. Les premiers suivent plutôt Spencer qui n'exclut pas un certain spiritualisme, tandis que les seconds, ainsi que les républicains, s'enthousiasment pour les travaux de Haeckel, résolument matérialiste. Le darwinisme, avec sa théorie de la lutte pour la vie et de la sélection naturelle, sert aussi de caution à des théories sociologiques favorables au capitalisme, au nationalisme, voire au racisme, ce qui entraîne des réactions dans les milieux de gauche [24]. Dans l'ensemble, pourtant, l'œuvre de Darwin est interprétée comme une confirmation des thèses sur le retard scientifique de l'Espagne ; ce retard s'expliquerait par le rejet de la Réforme protestante, par l'Inquisition « qui a fait périr de nombreux hommes de science » et par les congrégations religieuses qui endoctrinent la jeunesse [25]. En 1877, la comtesse de Pardo Bazán, romancière de talent, exprime le désarroi des catholiques; au fond d'eux-mêmes, beaucoup craignent que l'évolution ne soit fondée sur l'observation des faits, ce qui conduirait à un conflit entre la foi et la raison. La comtesse se montre, pourtant, plus perspicace que Menéndez Pelayo en avançant l'idée que le darwinisme n'est pas seulement une théorie scientifique; c'est aussi une métaphysique qui prétend tout expliquer. Cette distinction entre

l'évolutionnisme comme méthode et hypothèse de travail et l'évolutionnisme comme doctrine était susceptible de réduire le conflit entre science et religion; elle permettait aux catholiques d'accepter l'évolution comme théorie scientifique et de la rejeter comme système d'explication philosophique. Au même moment, l'ex-krausiste Manuel de La Revilla suggérait une sorte de partage des tâches : la religion devrait s'en tenir au domaine de l'inconnaissable et la science au monde des phénomènes ; le conflit viendrait de ce que les théologiens veulent faire de la biologie, de la géologie, de la physique, de la chimie tandis que la science prétend s'ériger en métaphysique. Ces débats, qui ont leur équivalent dans d'autres pays d'Europe, prennent en Espagne un tour passionné à cause de la place que l'Eglise occupe dans l'État et dans la société. Toute remise en cause de ses privilèges, toute dénonciation du cléricalisme et toute critique des formes les plus sclérosées du catholicisme espagnol, même quand elles viennent d'esprits imprégnés de la religiosité la plus authentique, suscitent les réactions indignées de l'Église et des milieux conservateurs. On s'explique ainsi la violence des attaques dont est l'objet un homme comme Pérez Galdôs, qui n'a rien d'un impie, quand il s'en prend non point au catholicisme, mais aux néo-catholiques, c'est-à-dire à ce qu'on pourrait appeler le parti clérical. La querelle est politique avant d'être idéologique. La première représentation du drame de Pérez Galdós, Electra, à Madrid, le 30 janvier 1901, provoque un scandale; l'auteur met en scène une jeune fille persécutée par le fanatisme et l'obscurantisme et défendue par un personnage qui représente la tolérance, la raison et le progrès ; les néo-catholiques y voient une attaque inadmissible contre la religion ; leurs adversaires répliquent par de violentes manifestations anticléricales dans tout le pays [26]. Que dire alors de l'anticléricalisme vulgaire, celui que développe une presse spécialisée comme l'hebdomadaire La Mutinerie (El Motín)? On y publie, sous forme de feuilletons, des romans qui décrivent la vie secrète dans les couvents, les crimes et les dépravations de moines et de religieuses [27]. Lerroux, à Barcelone, et Blasco Ibáñez, à Valence, encouragent à la fois l'anticléricalisme et l'antireligion, ce qui indigne Unamuno : à Valence, les républicains cherchent à arracher de l'âme du peuple toute croyance dans l'au-delà; voilà à quoi servent ces horribles bibliothèques populaires qui diffusent une pseudo-science, faite de tous les détritus de l'encyclopédisme. Cet anticléricalisme grossier est la forme

dégradée de la condamnation qu'une partie des élites porte sur l'Église et sur le catholicisme. On en mesurera la force sous la II[e] république.

La querelle du krausisme a contribué à modifier les rapports intellectuels entre la France et l'Espagne, ainsi que l'image réciproque des deux nations. Depuis le 2 mai 1808, les idées françaises sont suspectes en Espagne. Les milieux conservateurs ont tendance à les juger a priori dangereuses; ils en tirent prétexte pour condamner le libéralisme, le parlementarisme, la liberté des cultes, la liberté de pensée comme autant d'articles d'importation contraires à la tradition nationale. Telle est la position de Menéndez Pelayo dans ses œuvres de jeunesse : il fait grief à la France de chercher à ruiner le catholicisme et le génie national de l'Espagne ; selon lui, l'influence culturelle de la France pervertit les valeurs authentiquement espagnoles. Le paradoxe est que, pour combattre l'influence française, Menéndez Pelayo puise l'essentiel de son information dans des livres français [28]! Cette méfiance à l'égard de la France vient renforcer les tendances qui étaient apparues dans les dernières années du XVIII[e]. Lessing et Herder, on l'a vu, réhabilitaient la littérature espagnole qui, selon eux, ne méritait pas le mépris que lui portaient les admirateurs du classicisme français. Les guerres napoléoniennes contribuent à la naissance du sentiment national en Allemagne comme en Espagne. Le romantisme participe du même esprit; il invite les Espagnols à réagir contre la tutelle culturelle de la France, mais ce sont souvent des romantiques français qui fournissent des arguments pour rejeter le classicisme français. C'est à travers les œuvres de Madame de Staël, de Benjamin Constant, de Nodier, de Quinet qu'on connaît en Espagne les livres allemands. En général, en effet, on lit peu l'allemand en Espagne. L'Histoire de Rome de Mommsen sera traduite en espagnol d'après une version française. En 1814, un consul allemand en Espagne, J. N. Bôhl de Faber, traduit les Réflexions de Schlegel sur le théâtre où s'expriment des jugements positifs sur la comedia espagnole du Siècle d'or. Grimm, F. Diez, von Schack développent ces points de vue. Cette exaltation de l'Espagne de la part des Allemands n'est pas innocente. Elle s'inscrit dans le contexte idéologique de l'époque, dans cette poussée des nationalismes qu'ont suscitée les guerres de Napoléon; Shakespeare et Calderon luttaient contre Racine dans le temps où Wellington et les guérilleros se battaient contre Bonaparte. On comprend mieux ainsi la puissance du courant

germanophile qui s'épanouit avec le krausisme. C'est le moment où, dans toute l'Europe, l'Allemagne connaît un rayonnement extraordinaire grâce au prestige de ses philosophes, de ses historiens, de ses savants. Le mouvement s'accentue après la défaite française de 1870. Le monde anglo-saxon paraît donner le ton dans tous les domaines, et l'Allemagne est l'une des bénéficiaires d'un engouement qui finit par agacer, en Espagne, un Menéndez Pelayo pourtant plus que méfiant vis-à-vis de la France. Avec un article de 1876 au titre significatif (M. Masson ressuscité), le plus éminent des intellectuels traditionalistes commence une campagne contre le scientisme représenté par la Revista contemporánea, publication destinée à faire connaître en Espagne la pensée allemande et dans laquelle on peut lire régulièrement des articles sur Kant, Heine, Schopenhauer, les sciences naturelles, l'histoire. Cette invasion de l'esprit allemand lui paraît aussi pernicieuse que l'idéologie française des Lumières. Autre paradoxe : les traditionalistes espagnols dénoncent l'influence délétère du déisme français, mais ce sont souvent des auteurs français ou d'expression française - Bonald, Joseph de Maistre, Taine - qui nourrissent leur pensée et, dans la réforme des études théologiques réalisée en 1845, la plupart des manuels recommandés sont français. Certes, la France continue à retenir l'attention des élites, mais son influence culturelle n'est plus exclusive. De plus en plus, les Espagnols s'intéressent à ce qui se fait ailleurs, en Angleterre, par exemple, dont les méthodes éducatives, à la fin du XIXe siècle, inspirent les réformateurs autant que celles qu'élabore au même moment Félix Pécaut, et c'est en Allemagne que les futurs maîtres de l'université espagnole - José Ortega y Gasset, Américo Castro... - vont compléter leur formation grâce aux bourses d'études que met à leur disposition la Junta para ampliación de estudios.

Cette influence de l'Allemagne est plus apparente que réelle. Les Espagnols admirent la science et la technique allemandes, mais ils se sentent plus d'affinités avec la France qui, de son côté, commence à s'intéresser à la nation voisine.

Cette évolution doit beaucoup au développement de l'hispanisme français. La première génération d'hispanisants était imprégnée de romantisme. Louis Viardot (1800-1883) en est le représentant le plus typique. En 1823, il s'engage dans l'expédition des Cent mille fils de saint

Louis, mais dans l'intendance car ses convictions libérales lui interdisent de combattre directement en faveur de l'absolutisme ! À son retour à Paris, il se lie avec des libéraux espagnols en exil; il épouse une Espagnole, la cantatrice Pauline Garcia, sœur de la Malibran (Maria de la Felicidad Garcia) ; il publie des travaux sur l'histoire et la littérature espagnoles et une traduction du Don Quichotte que les spécialistes tiennent encore aujourd'hui en haute estime. A la même génération appartient François Mignet (1796-1884), auteur d'un ouvrage sur Philippe II dans lequel, malgré ses scrupules d'historien - il a fréquenté les archives de Simancas -, il ne se détache pas des préjugés hérités de la légende noire : Philippe II reste pour lui un personnage odieux, fanatique, cruel. Au milieu du siècle, la France, suivant l'exemple de l'Allemagne, se met à l'érudition et renouvelle ses méthodes de recherche, notamment dans le domaine des sciences historiques et de la philologie. Dans la voie ainsi ouverte, les progrès sont rapides. Alfred Morel-Fatio (1850-1924) est le véritable fondateur de l'hispanisme français contemporain. Ancien élève de l'École des chartes, il donne, à partir de 1885, un enseignement au Collège de France, puis à l'École pratique des hautes études où il forme des générations d'étudiants aux méthodes et aux techniques de la philologie appliquées à l'étude de la littérature espagnole. A la même époque se créent les premières chaires d'espagnol dans des universités françaises à Toulouse (1896) et à Bordeaux (1898), respectivement occupées par Ernest Mérimée, cousin de Prosper, et Georges Cirot. En 1899 est mise en place l'agrégation d'espagnol. La même année paraît le premier numéro du Bulletin hispanique. Ces initiatives ne sont pas exemptes d'arrière-pensées politiques. Depuis 1890, des universitaires protestent contre la discrimination dont sont victimes les langues romanes en France; les candidats au baccalauréat n'ont le choix qu'entre l'anglais et l'allemand; « c'est toujours du nord, et du nord seul, que nous vient la lumière ; le monde civilisé finit aux Alpes et l'Afrique commence aux Pyrénées », s'écrie Foulché-Delbosc. Dès la première livraison du Bulletin hispanique (1899), l'historien Imbart de La Tour précise les objectifs. Il s'agit d'oeuvrer à « une entente intellectuelle avec l'Espagne » et de former un bloc des pays latins face au monde anglo-saxon; la France doit s'intéresser aux «peuples qui n'ont pas fait du culte de la force ou de l'argent leur suprême religion ». Imbart de La Tour poursuit: «Cette entente intellectuelle entre l'Espagne et nous s'impose comme le prélude de l'entente

commerciale et politique. » Des Espagnols partagent ces préoccupations. Unamuno tonne contre la civilisation technicienne - la Kultur! - des Prussiens qui ramènent la chimie à la droguerie et la mécanique à l'ingénierie ; « la technique peut donner des États forts; elle ne crée pas de peuples libres et conscients de leur liberté ». Rafael Altamira développe des idées voisines et insiste sur la différence entre civilisation et culture ; une nation peut être très douée pour la science et la technique et, en même temps, tourner le dos à la civilisation qui suppose un progrès moral et des sentiments d'humanité. On comprend mieux, dans ces conditions, la division qui s'opère, pendant la guerre de 1914-1918, entre germanophiles et aliadophiles. Quel que soit le prestige de l'Allemagne dans les milieux intellectuels, sa victoire serait celle de la « barbarie teutonne » sur la « civilisation démocratique » [29]. Restait à combattre un préjugé : aux yeux des conservateurs espagnols, la France en guerre était celle de Voltaire et de Renan, de la séparation de l'Église et de l'État, des Folies-Bergère... C'est pour ruiner cette image d'une France antireligieuse et frivole qu'une mission se rend en Espagne, en 1916. Conduite par Bergson, elle comprend des représentants de l'Académie française, de l'Académie des sciences morales et politiques (Imbart de La Tour) et de l'Académie des beaux-arts (Charles-Marie Widor). Il s'agit de montrer que la France et l'Espagne communient dans le culte des valeurs spirituelles et que, dans le conflit en cours, la France défend la civilisation contre la barbarie, le droit contre la force, l'esprit contre la matière. C'est à l'occasion de cette mission qu'est prise la décision de fonder à Madrid un établissement comparable aux Écoles françaises d'Athènes et de Rome. Il existait déjà, depuis 1909, une École des hautes études hispaniques, mais c'était un institut de l'université de Bordeaux, créé à l'initiative de l'archéologue Pierre Paris. On lui adjoint une section artistique qui sera l'équivalent de la Villa Médicis pour former un établissement original, la Casa de Velázquez, qui, à la différence de ses aînés, les Écoles d'Athènes et de Rome, ne se borne pas à l'étude du passé, mais se veut attentif au présent, aux «questions ouvrières, économiques, aux réformes sociales », etc. (P. Paris).

BASQUES, CATALANS ET GALICIENS

Deux tendances contradictoires apparaissent en Europe entre 1850 et 1920. Les royaumes, les principautés et les cités d'Allemagne et d'Italie se constituent en États unifiés tandis qu'au même moment les peuples rassemblés dans l'Empire austro-hongrois aspirent à devenir ou à redevenir des nations indépendantes. D'un côté, on observe une poussée vers l'unité, de l'autre, une montée des séparatismes. L'Espagne de la Restauration bascule dans le second groupe à la fin du XIXe siècle. Les nationalismes ne cessent plus dès lors de diviser l'opinion et les forces politiques. Aujourd'hui encore, c'est le problème le plus sérieux qu'ait à affronter la démocratie espagnole. Comment s'expliquent ces mouvements, nés dans les dernières années du XIXe siècle ?

En 1875, le problème ne se posait pas. Certes, depuis l'avènement des Bourbons, l'Espagne avait rompu avec une longue tradition politique. Philippe V avait réalisé ce que ni les Rois Catholiques ni les Habsbourgs n'avaient voulu ou n'avaient pu faire : fondre les territoires de la monarchie en un corps homogène, et ce nouvel édifice - la Nueva Planta - n'avait soulevé aucune opposition. Au XVIIIe siècle, on peut parler d'un patriotisme espagnol unitaire dont on mesure la solidité entre 1795 et 1814. La guerre d'Indépendance est vraiment une guerre nationale contre l'envahisseur français. Les Cortès de Cadix sont unitaires; elles proclament la souveraineté nationale sans distinguer entre les particularités régionales. « Député éclairé aux Cortès de 1812, Capmany exprime bien dans sa personnalité la synthèse qui, de la petite patrie au grand Empire espagnol, définit, chez le bourgeois catalan de 1808, la réaction nationale contre Napoléon » (Pierre Vilar) [30]. Le décret du 30 novembre 1833, qui divise l'Espagne en provinces, n'entraîne aucune réaction. Le carlisme se nourrit d'une idéologie politique radicalement opposée au libéralisme, mais la défense des fueros ne semble pas constituer l'une de ses revendications essentielles. On peut en dire autant du fédéralisme de Pi y Margall, en 1873 ; il n'encourage pas les séparatismes; il s'accommode même d'une structure qui permettrait au Portugal de s'associer à l'Espagne dans une union ibérique à définir. Le carlisme et le fédéralisme républicain sont hostiles à la centralisation, mais ils ne remettent pas en cause l'unité nationale. La constitution de 1876 renoue avec les idées des libéraux. Elle consacre l'unité nationale de l'Espagne. Le particularisme des provinces basques et de

la Navarre n'a plus de raisons d'être; il ne subsiste plus que sous la forme d'accords économiques (concierto económico) dont le principe est arrêté en 1878: l'État fixe le montant global des impôts que doivent acquitter les provinces basques et la Navarre et ces dernières sont libres d'en déterminer l'assiette; elles se chargent aussi de les recouvrer.

Ce qu'on appelle la Renaissance catalane - Renaixença - reste dans les limites des courants qui se manifestent dans toute l'Europe, dans le sillage du romantisme. On s'attache à faire revivre les cultures régionales et à redécouvrir le passé, les traditions et le folklore des provinces. C'est en Catalogne que ces efforts sont le plus soutenus. Le catalan - qui n'avait jamais cessé d'être parlé et écrit - était sur le point de se transformer en patois. La Renaixença le sauve de cette dégradation. En 1833, Barcelone retrouve son université; elle était fermée depuis le règne de Philippe V. La même année, Aribau compose une Ode à la patrie catalane, qui précède des poésies - elles aussi en catalan - de Rubiô y Ors, de Verdaguer, de Maragall... Dans le même temps, Bofarull et Milá y Fontanals font connaître la grandeur de la Catalogne médiévale. Les ressources des archives de la couronne d'Aragon, intelligemment exploitées, vont dans le même sens. La Catalogne découvre son histoire et sa richesse culturelle dont témoigne, à partir de 1840, la publication de la Bibliothèque d'auteurs catalans, réplique à la Bibliothèque d'auteurs espagnols où ne figurent que des écrivains d'expression castillane. Des journaux en catalan commencent à paraître et un théâtre en catalan voit le jour. Enfin, en 1859, la municipalité de Barcelone ressuscite les Jeux floraux destinés à récompenser les meilleures poésies écrites en catalan. À eux seuls, ces événements n'auraient pas suffi à entraîner la formation d'un sentiment national, comme le montre ce qui se passe, au même moment, dans le Midi de la France - les jeux floraux, le félibrige, etc. En Catalogne, l'effort culturel et linguistique se conjugue avec la frustration des milieux dirigeants de la région. C'est ainsi qu'on passe du provincialisme au régionalisme, puis au nationalisme.

Pour Pierre Vilar, les racines profondes du nationalisme catalan se trouvent dans la structure de l'économie espagnole du XIXe siècle. Le nationalisme serait né du développement inégal et de la localisation géographique de l'industrie espagnole. Pendant toute la première moitié du

siècle, en effet, l'industrie, en Espagne, se réduit au textile et le textile au travail du coton. Or 90 % des broches et des métiers cotonniers sont concentrés en Catalogne. L'industrie espagnole est en fait une industrie catalane. Dans un premier temps, les industriels catalans se bornent à réclamer de l'État espagnol des mesures de protection pour leurs produits. À ce stade, il n'y a pas encore de sentiment nationaliste. Aux yeux des Catalans, « prospérité catalane et richesse espagnole ne peuvent qu'aller de pair ». Vilar résume leur position par la formule : « Par et pour l'industrie, faire la nation. Mais il s'agit de la nation espagnole. »

Le malheur vient de ce que « les Catalans sont seuls à réclamer le protectionnisme ». C'est ici qu'intervient le fait différentiel, l'inégalité de développement des diverses régions de l'Espagne. Les Catalans disposent d'une bourgeoisie industrielle moderne, entreprenante et sûre d'elle-même, mais cette bourgeoisie est isolée en Espagne. « L'État espagnol, la politique espagnole, restent dominés par des classes dont l'origine, la psychologie, les liens d'intérêt datent d'avant la révolution industrielle. »L'État et la politique sont dirigés par les représentants de l'aristocratie terrienne, des militaires, des fonctionnaires, des spéculateurs issus d'un capitalisme encore purement marchand ou bancaire; on peut parler de classes moyennes, pas de bourgeoisie au sens moderne du mot. Au protectionnisme que réclament les Catalans s'opposent les marchands de Cadix, les importateurs de produits manufacturés et d'articles de luxe, les exportateurs de laine, de minerais, de grains, intéressés par le libre-échange pour lequel l'Angleterre fait campagne, de son côté. Plus le temps passe et plus les différences s'accusent entre la Catalogne et le reste du pays. Les revendications sociales elles-mêmes s'en ressentent. « La propagande protectionniste a dévié vers Madrid une part de la méfiance des ouvriers, a situé la responsabilité des crises en dehors de la Catalogne elle-même. » N'ayant pas de part aux gouvernements successifs de Madrid, la bourgeoisie catalane se donne volontiers des allures progressistes et resserre ainsi autour d'elle la cohésion de la province. Le protectionnisme remporte des victoires, mais ces succès sont instables et partiels ; il faut lutter longtemps pour un maigre résultat. De plus, ces succès sont ressentis comme des défaites dans le reste de l'Espagne; enfin, ils ne sauraient satisfaire la bourgeoisie catalane qui a d'autres ambitions : « Une classe dirigeante cohérente, organisée [...] se

contente mal de satisfactions à la petite semaine [...]. Non seulement elle veut l'État, ses moyens, sa continuité, ses certitudes, mais encore elle a besoin de se sentir, de se croire l'incarnation, la force vive du groupe entier. Elle aime à rassembler son peuple, à invoquer les grands intérêts de la patrie. Or, dans ce rôle, le groupe industriel catalan échoue en Espagne, mais réussit dans sa province, traditionnellement particulariste dès qu'elle est mécontente. Le capitalisme a installé en Espagne, entre l'ensemble du pays et ses régions industrialisées, une sorte de relation de pays retardé à pays économiquement avancé, de colonie à métropole. Avec les rancœurs que cela suppose. Mais ici les colonisés sont le nombre. Et ils ont l'État. Cela ne peut durer. C'est l'origine de la fêlure. » De 1820 à 1885, les dirigeants de l'industrie catalane ont conquis le marché national espagnol. Ils aspirent, sans y parvenir, à prendre la tête non d'un État catalan, mais bien de la nation espagnole. « L'Espagne est la nation; la Catalogne est la patrie », disaient les romantiques ; à la fin du siècle, on dira, à peu près : la Catalogne est la nation ; l'Espagne est l'État. « L'hégémonie catalane dans l'État espagnol », ce sera encore le rêve de Cambô, vers 1910. On est passé de la petite patrie à l'idée de nation et bientôt cette nation exigera d'avoir son État.

Le nationalisme catalan prend forme entre 1885 et 1917. Le rôle de la bourgeoisie industrielle reste prépondérant. «De 1885 à 1916, une classe dirigeante s'est convaincue que, si son esprit mercantile obtient des succès, ce n'est pas grâce au marché espagnol, mais malgré les absurdes dispositions de la politique économique espagnole. Une bourgeoisie, parce qu'elle aspire à l'Etat, inspire à la région le rêve de redevenir nation. » C'est par ces formules que Pierre Vilar caractérise cette étape. Citons encore: «De 1885 à 1917, une classe aspire à disposer d'un État, et, se voyant refuser la direction de l'État espagnol lui-même, se replie [...] sur l'exigence d'une organisation régionale politiquement autonome. » On est en présence d'une bourgeoisie frustrée. C'est elle qui a l'initiative pendant toute cette période. Ce n'est pas par hasard si le régionalisme catalan se transforme en nationalisme au moment du désastre colonial de Cuba. Avec Cuba, l'industrie catalane perd l'un des derniers débouchés protégés qui lui restaient à l'extérieur de la péninsule.

En 1885, Valentin Almirall présente au roi son Mémoire pour la défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne. C'est l'année où l'on s'inquiète, en Catalogne, de l'accord commercial avec l'Angleterre. Les entreprises marginales craignent d'être acculées à la faillite si la concurrence anglaise les oblige à investir pour augmenter leur productivité. En 1888, des groupes catalanistes demandent qu'on revienne à la situation antérieure à l'avènement des Bourbons: la nation catalane - le mot est prononcé - devrait retrouver ses Cortès libres et indépendantes, qui seraient ouvertes par le chef de l'État ou son représentant; la Catalogne devrait disposer, comme autrefois, de l'autonomie interne et le catalan redevenir la langue officielle du pays, mais il n'est pas encore question de séparatisme. Le tournant se situe en 1892 lorsque Enrique Prat de la Riba, qui avait déjà fondé des institutions culturelles - le Centre scolaire catalaniste, l'Institut d'études catalanes -, crée l'Union catalaniste. Sous son impulsion, se réunit, à Manresa, une assemblée qui rédige le programme du catalanisme politique ; l'assemblée demande la création d'une Espagne fédérale dans laquelle la Catalogne serait autonome, du point de vue de l'administration intérieure, avec sa monnaie. Enfin, en 1901, se crée la Ligue régionaliste, parti politique au service du catalanisme qui dispose aussi d'un organe de presse, La Voix de la Catalogne, hebdomadaire fondé en 1891 et devenu quotidien en 1899. Le catalanisme se développe désormais sur trois plans : doctrinal, politique et culturel.

Prat de la Riba en fait la théorie dans son livre, La Nationalité catalane, publié en 1906. Il montre le rôle que les inégalités de développement et les différences de structures sociales ont joué dans la formation d'un sentiment de frustration chez les Catalans. Il décrit ainsi les étapes du nationalisme : la phase du provincialisme, quand la Catalogne commence à sortir de son sommeil ; le régionalisme, quand elle cherche à restaurer la langue, à maintenir le droit et à conserver la richesse ; le nationalisme, enfin. Il ne manque même pas au livre de Prat de la Riba l'annonce d'une prochaine étape, l'impérialisme, avec référence à Théodore Roosevelt et à Joseph Chamberlain : la Catalogne a vocation à s'étendre, notamment partout où l'on parle catalan, aux Baléares et à Valence.

Si Prat de la Riba est le théoricien, Francesc Cambô est le chef de file politique du catalanisme. La Ligue régionaliste obtient ses premiers succès

électoraux en 1901. Cambô entre au conseil municipal de Barcelone. En 1904, il suggère à Maura, chef du gouvernement, une visite d'Alphonse XIII en Catalogne. Cela lui donne l'occasion de prononcer, devant le roi, un discours ferme, mais respectueux dans la forme, pour exposer les revendications catalanes. Cambó s'impose comme le chef de la Ligue. Il est élu député en 1907. Maura cherche à se rapprocher de lui, mais la Semaine tragique de Barcelone entraîne la chute du gouvernement et favorise la montée de l'opposition républicaine. Cambô échoue dans sa tentative de prendre la mairie de Barcelone où s'installe le radical Lerroux. Les catalanistes repartent au combat. Ils obtiennent, en 1913, la création d'une sorte de fédération régionale, la Mancomunitad, organisme commun aux quatre provinces catalanes (Barcelone, Tarragone, Lérida et Gérone) qui envisage une politique de progrès économique et culturel, selon la formule de Puig i Cadalfach : « Il y a deux solutions ; la solution russe : rien que des pauvres ; et la solution américaine : rien que des riches ; c'est cette solution que doit retenir la Catalogne. » Aux Cortès, Cambó se fait le porte-parole du catalanisme. Il espère alors être appelé à former le gouvernement, à Madrid, mais les partis traditionnels font barrage. Cambô exprime son amertume : par vocation et par tempérament, la Ligue est un parti de gouvernement; l'aveuglement de la classe politique et son incapacité à moderniser l'Espagne la condamnent à rester dans l'opposition. Cambô en tire la conséquence: il n'y a rien à attendre du pouvoir central; c'est en Catalogne qu'il faut agir; parce qu'il ne peut pas prendre le pouvoir à Madrid, Cambô va essayer de le faire à Barcelone. Ses désillusions confirment les tendance nationalistes.

La Ligue régionaliste est l'expression politique de la grande et de la moyenne bourgeoisie catalane, mais elle attire aussi à elle une partie de la paysannerie et l'opinion catholique, très attachées à leur petite patrie, à leur langue, à leur culture. A la fin du XIXe siècle, Torras i Bagés, évêque de Vich, publie La Tradition catalane pour donner aux revendications nationalistes un fondement chrétien [31]. Les maladresses du pouvoir central et de l'Église d'Espagne qui en est très proche heurtent les sentiments des fidèles et du bas clergé. Abusant de leur titre honorifique de primats d'Espagne [32], les archevêques de Tolède s'immiscent dans l'administration des diocèses basques et catalans et se font les agents du nationalisme

castillan. Ils recommandent, par exemple, d'enseigner le catéchisme en castillan. Sur vingt-neuf évêques nommés en Catalogne entre 1900 et 1939, dix-huit n'étaient pas catalans ; on désignait parfois des Valenciens, qui parlaient catalan, mais étaient hostiles au séparatisme. Par réaction se fonde une Ligue spirituelle de Notre-Dame de Montserrat dont le titre évoque bien l'objectif: il s'agit de mener, sur le plan religieux, une action comparable à celle que la Ligue régionaliste mène sur le plan politique. L'abbaye de Montserrat devient l'un des hauts lieux du catalanisme.

L'une des tâches prioritaires que se donne la Mancomunitad concerne le développement des activités culturelles et linguistiques. Pompeu Fabra publie, en 1912, sa grammaire qui fixe les normes orthographiques et la syntaxe du catalan ; son dictionnaire, en 1917, va dans le même sens. De gros efforts sont faits pour l'enseignement du catalan, dès l'école primaire, avec utilisation des méthodes les plus modernes, en particulier la méthode Montessori. On ouvre des bibliothèques publiques; on encourage les activités de l'Institut d'études catalanes. Grâce à la générosité de mécènes, la fondation Bernat Metge met à la disposition du public, en langue catalane, les grands classiques de la littérature universelle. La collection bilingue qui porte son nom est l'équivalent de notre collection Guillaume Budé; on y trouve les auteurs grecs et latins. Il s'agit de montrer que le catalan est une langue de culture, apte à rendre toutes les nuances de la pensée. On traduit de même Rilke, Gide, Ramuz, les poètes anglais... On est loin des tentatives d'un Mistral, en France, pour redonner vie au provençal. Les Catalans n'ont pas besoin de ressusciter leur langue ni de lui rendre une dignité qu'elle n'a jamais perdue; l'élite n'a jamais renoncé à la parler et à l'écrire - c'est en catalan que l'architecte Gaudí rédige les plans de la Sainte-Famille de Barcelone. La littérature n'est qu'un aspect d'une vitalité qui se manifeste dans tous les domaines : l'architecture, avec Gaudí, Domènech i Muntaner, Joseph Llimona..., la peinture avec Casas et Rusiñol, la sculpture, les arts décoratifs, etc. La Catalogne de la fin du XIXe et du début du XXe siècle s'intéresse à tout, à l'impressionnisme, à la musique de Wagner, au théâtre d'Ibsen, à la philosophie de Nietzsche... Barcelone devient une grande ville cosmopolite, ouverte sur l'Europe, qui retient les visiteurs par la beauté de son urbanisme, par la richesse de ses musées, par l'animation de ses théâtres et de ses salles de concert... On y respire l'air de Paris, de Londres et de

Berlin. Quel contraste avec Madrid! C'est seulement dans la dernière décennie du XIXe siècle qu'on commence à édifier, à Madrid, autour de la place de la Cybèle, des immeubles dignes d'une capitale : le siège de grandes banques, une poste monumentale, des hôtels de luxe - le Ritz, le Palace -, une grande artère, la Gran Via.... Bientôt, Madrid sera dépassée par Barcelone, devenue, avec plus d'un million d'habitants, la première ville d'Espagne. Tandis que le modernisme et le cosmopolitisme s'affirment à Barcelone, Madrid reste fidèle à des formes artistiques originales, certes, et populaires, mais ancrées dans la tradition nationale : l'opérette - la zarzuela - qui connaît, à ce moment-là, ses plus grands succès. Au début du XXe siècle, Madrid a beau être la capitale, le centre de la vie politique, administrative et intellectuelle, elle fait un peu province à côté de l'exubérance de Barcelone [33]. Tous les éléments constitutifs du nationalisme catalan sont en place. La Catalogne a pris conscience qu'elle formait une communauté distincte par rapport au reste de l'Espagne. Un siècle auparavant, les gloires médiévales étaient bien oubliées et le catalan sur le point de devenir un patois. Le développement inégal entre le centre et la périphérie a fini par engendrer des oppositions d'intérêt et à créer, à l'intérieur du groupe catalan, une solidarité réelle face à l'État espagnol.

On serait tenté d'appliquer au pays Basque les observations qu'on vient de faire à propos de la Catalogne si les différences n'apparaissaient pas plus importantes que les ressemblances. Commençons par celles-ci. En une vingtaine d'années, à partir de 1880, la Biscaye devient la seconde région industrielle d'Espagne. Le développement des chemins de fer en Europe entraîne une demande croissante de matières premières. Le procédé Bessemer permet d'abaisser les coûts de fabrication de l'acier à condition de disposer de minerais de fer non phosphoreux. Or les mines de Biscaye possèdent en abondance un tel minerai, d'excellente qualité de surcroît. L'exploitation est des plus faciles : les mines sont à ciel ouvert et situées à proximité du port de Bilbao. Il n'en faut pas plus pour faire la fortune de la Biscaye. Les Anglais, principaux acheteurs, fournissent la houille. Hauts fourneaux et aciéries se multiplient. Les banques suivent. C'est alors que se créent les grands établissements de crédit de l'Espagne contemporaine : la banque de Bilbao, la banque de Biscaye... Bilbao, qui a derrière elle une longue tradition de ville marchande et exportatrice, profite de cette

prospérité - industrie sidérurgique et chantiers navals. Sa population croît au rythme de plus de 3 % par an ; elle atteint cent cinquante mille habitants en 1920. La bourgeoisie adopte un mode de vie européen, plus exactement britannique; on s'habille à l'anglaise; on fume la pipe; on porte le chapeau melon et on ne sort jamais sans son parapluie plié sous le bras; le football concurrence la pelote basque... La naissance d'un nationalisme basque ne serait-elle pas, comme en Catalogne, la réaction d'une région économiquement avancée contre l'hégémonie politique du centre politique espagnol retardataire? De fait, le fondateur du nationalisme basque, Sabino Arana, a vécu en Catalogne et a médité sur l'exemple catalan avant de créer, en 1895, le Conseil provincial biscaïen, ébauche du futur Parti nationaliste basque - le PNV -, mais les ressemblances sont plus formelles que réelles. Plus que le nationalisme basque, Arana fonde le nationalisme biscaïen - bizcaitarrismo - qui aura du mal à s'implanter dans les autres provinces basques et en Navarre. Ce nationalisme repose sur des bases qui témoignent d'un attachement nostalgique au passé - la défense des fueros et des traditions locales - plus que de perspectives d'avenir et d'une volonté de modernisation, de progrès et d'ouverture sur l'Europe. Arana prétend former un îlot basque à l'écart de l'évolution du monde. Ce nationalisme doit beaucoup au carlisme. Il exalte le passé et la société patriarcale basque, antérieure à l'industrialisation et menacée par elle; il cultive l'inquiétude des classes moyennes et de la paysannerie devant le développement et l'organisation d'un prolétariat étranger à la province - des métèques: maketos, selon Arana - et tenté par les idées socialistes. Le nationalisme d'Arana, en effet, est volontiers raciste. Alors que les Catalans cherchent à assimiler les immigrants et y parviennent assez facilement, Arana les rejette; ce ne seront jamais des Basques car on naît Basque; on ne le devient pas. À côté du traité de Prat de la Riba sur la nationalité catalane, les textes de Sabino Arana sont d'une pauvreté de pensée et d'inspiration affligeante. La comparaison avec ce qui se passe en Catalogne au même moment fait apparaître le nationalisme basque comme un mouvement tourné vers le passé et archaïsant, de nature raciste et cléricale. Certes, le catalanisme aussi s'appuie sur l'attachement de la population à la religion et au clergé local, mais Prat de la Riba et Cambô ont toujours pris soin de ne pas mélanger les genres; la Ligue régionaliste est un parti laïque, alors que le PNV restera longtemps un mouvement confessionnel - a-t-il cessé de l'être ?

C'est une forme rajeunie de carlisme, un mélange d'archaïsme, de cléricalisme et de revendications d'apparence moderne: la restauration d'une autonomie mythique. À proprement parler, le PNV n'a pas de programme précis, en dehors de la revendication à l'indépendance ; c'est un mouvement qui tend à s'identifier à la société basque face à tout ce qui lui est étranger, en bien ou en mal [34]. La Biscaye ne peut invoquer, comme la Catalogne, une culture originale. La langue basque est loin d'avoir la richesse et la souplesse du catalan. Depuis le Moyen Âge, les provinces basques ont toujours été liées à la Castille ; elles ne peuvent se plaindre, comme la Catalogne, d'avoir été victimes d'une quelconque discrimination; elles ont conservé leurs fueros au XVIIIe siècle ; si elles les ont perdus après les guerres carlistes, elles n'en continuent pas moins à jouir d'un régime fiscal privilégié - les accords économiques. Plus que de nationalisme, on serait tenté de parler, dans le cas du pays Basque, d'un particularisme exacerbé, mais qui a réussi à entraîner une partie de la population.

Contrairement à la Catalogne et à la Biscaye, la Galice est restée à l'écart du mouvement d'industrialisation. C'est une région pauvre, peuplée de paysans et de pêcheurs, mais qui n'arrive pas à les nourrir convenablement. L'émigration vers les villes et vers l'étranger - l'Europe et l'Amérique - représente une solution partielle du problème. Ceux qui restent au pays vivent dans de toutes petites propriétés qu'ils louent ou qu'ils sous-louent. L'influence de l'Eglise et des monastères est écrasante. Le caciquisme est une plaie endémique. Et pourtant la Galice a sa personnalité ; elle suscite un patriotisme local ; ceux que la misère a chassés du pays rêvent d'y revenir un jour, avec ou sans fortune. Comme en Catalogne, le romantisme a encouragé le retour aux traditions, à la langue et au folklore. La Galice a eu sa renaissance - le Rexurdimento - dont on peut situer le point de départ en 1828, quand Nicomedes Pastor Díaz publie son grand poème en galicien, A Alborada. Historiens et folkloristes font connaître les textes anciens et les légendes traditionnelles. À partir de 1861, La Corogne organise des Jeux floraux. La poétesse Rosalía de Castro redonne au galicien une dignité littéraire perdue depuis longtemps. Un parti régionaliste se constitue en 1885 autour de Manuel Murguía. Un peu plus tard, en 1889, Alfredo Brañas, professeur à Saint Jacques-de-Compostelle, publie Le Régionalisme, manifeste où l'on décèle des influences carlistes et où l'on

envisage la création d'un État galicien autonome, mais c'est une vingtaine d'années plus tard que ces revendications se précisent. Des mouvements comme Solidarité galicienne, Union paysanne, Action galicienne s'efforcent de tirer la région de la médiocrité dans laquelle elle végète et d'améliorer le sort de ses habitants. En 1916, Antonio Villar Ponte fonde, à La Corogne, la Fraternité de la langue - A Irmandade da Fala -; ses membres s'engagent à parler le galicien entre eux et à promouvoir leur langue. Deux ans plus tard, à Lugo, une assemblée se fixe comme objectif l'autonomie totale de la Galice, définie comme une nation qui souhaite affirmer sa personnalité dans l'ensemble espagnol.

D'autres mouvements régionalistes, de moindre envergure, surgissent au début du XXe siècle. Dans une composante de l'ancienne couronne d'Aragon, à Valence, le docteur Barberá publie, en 1909, un livre en forme de manifeste, Du régionalisme et de la culture valencienne. En 1918, se constitue une Union valencianiste régionale. Un phénomène analogue se produit en Andalousie, une région qui, elle, n'a aucun précédent historique à invoquer à l'appui d'une revendication à l'autonomie. Ici, ce sont les structures économiques et sociales qui sont à l'origine du mouvement: la grande propriété, les mines exploitées par le capitalisme étranger, l'échec d'une industrialisation qui aurait pu donner du travail et des moyens d'existence à la population excédentaire permettent de comprendre les projets d'un Blas Infante. Sa Théorie de l'Andalousie (1915) suggère la création d'une région originale où les petits propriétaires pourraient tenir tête aux grands et où des municipalités autonomes seraient en mesure de faire contrepoids aux caciques. Des réunions en ce sens se tiennent à Ronda (1918), à Cordoue (1919)... On y envisage pour l'Espagne une structure fédérale dans laquelle l'Andalousie - avec son drapeau vert et blanc - pourrait accéder à une autonomie relative.

Les nationalismes qui voient le jour à la fin du XIXe siècle sont donc de nature différente. Il paraît difficile de leur trouver des points communs en dehors de l'aspiration générale à l'autonomie, voire à l'indépendance. De ces mouvements, seul le catalanisme peut se réclamer de racines historiques incontestables ; seule la Catalogne a eu, dans un passé relativement récent, jusqu'au début du XVIIIe siècle, un statut politique qui faisait d'elle une nation associée dans la confédération espagnole, telle que l'avaient conçue

les Rois Catholiques et les Habsbourgs. Quand elle envisage de retrouver ce statut, la Catalogne s'appuie sur des bases économiques modernes, sur une langue et sur une civilisation originales et brillantes. Ce n'est le cas ni des provinces basques ni de la Galice qui ont toujours été intégrées dans le royaume de Castille, avec des institutions particulières, il est vrai, mais qui ne leur conféraient pas une personnalité juridique affirmée. L'aspiration à l'autonomie s'apparente ici à une réaction contre le centralisme castillan, tel que les libéraux l'ont mis en place au milieu du XIX[e] siècle. Les gouvernements modérés - nous l'avons vu - ont encouragé la formation d'une conscience nationale que l'Histoire d'Espagne de Lafuente développe et répand dans le grand public. Ce patriotisme espagnol n'exclut pas délibérément les particularités historiques de la couronne d'Aragon ; il les ignore ou les sous-estime de fait au profit d'une construction dans laquelle la Castille occupe une place centrale. La génération de 98 accentue cette tendance ; elle privilégie la Castille et les valeurs castillanes, sans agressivité à l'égard des Catalans, comme si la chose allait de soi. Les grands historiens du xx[e] siècle - Ramôn Menéndez Pidal et Sánchez Albornoz, entre autres - donnent à ce nationalisme espagnol sa forme définitive : malgré qu'il en ait, il se présente sous les traits d'un nationalisme castillan. Cette évolution est lourde de conséquences. C'est elle qui va dresser une partie des classes moyennes et l'armée presque tout entière contre les revendications des Basques et des Catalans, à la fin du XIX[e] siècle ; elles y verront des menées séparatistes et une atteinte à l'unité nationale.

ANARCHISTES ET SOCIALISTES

L'époque de la Restauration coïncide avec une série de transformations dans l'économie qu'on peut regrouper autour de deux caractéristiques : industrialisation de certaines régions et développement de la production agricole. Les conséquences sont de deux sortes : prolétarisation croissante des travailleurs, réduits à des conditions de vie des plus précaires, et apparition d'un mouvement ouvrier de masse, divisé en tendances rivales - anarchistes et socialistes. Au début du XX[e] siècle, sur vingt millions d'habitants environ, la population active de l'Espagne serait de huit millions,

dont deux d'ouvriers agricoles et un et demi d'employés dans l'industrie et les transports, le reste représentant les services, en particulier le service domestique. Ces chiffres donnent une idée de la structure de l'économie espagnole où le secteur agraire continue à être majoritaire.

La production agricole s'accroît vers la fin du XIXe siècle, la productivité aussi, en termes absolus, mais elle est loin d'atteindre la moyenne européenne. Les oranges, l'huile et le vin représentent alors le cinquième des exportations. Le vignoble, en particulier, s'est beaucoup étendu pour atteindre presque deux millions d'hectares cultivés. Dans les années 1871-1880, l'Espagne occupe le deuxième rang dans le monde, après la France, pour les exportations de vin. À partir de 1878, le vignoble français est touché par le phylloxéra. L'Espagne, qui vendait déjà beaucoup de xérès à l'Angleterre, exporte maintenant vers la France de grandes quantités de vin, fortement chargé d'alcool, qui sert à couper les vins français. Cette demande fait la prospérité de la Manche, qui devient l'une des grandes régions productrices, et de la Rioja où le marquis de Riscal développe la méthode bordelaise, tandis qu'en Catalogne les mousseux font leur apparition - Codorniu, Freixenet. L'Espagne se place maintenant au premier rang des exportateurs mondiaux. À la fin du siècle, cette expansion se ralentit. La France a reconstitué son vignoble et elle reçoit des vins d'Algérie, tandis que le vignoble espagnol est à son tour frappé par le phylloxéra [35]. Les exportations ne reprendront en force qu'avec la guerre de 1914. Une main-d'œuvre abondante, qu'on emploie le plus souvent pour des travaux saisonniers et à laquelle on verse des salaires dérisoires [36], permet aux propriétaires de réaliser des bénéfices sans investir de grosses sommes pour améliorer et moderniser leurs exploitations. En Estrémadure et en Andalousie, la condition matérielle des paysans est des plus précaires. Beaucoup s'en vont chercher du travail à l'étranger, en France, en Afrique du Nord - en Algérie, notamment dans la région d'Oran - ou en Amérique. Entre 1892 et 1914, plus d'un million d'Espagnols auraient ainsi émigré.

D'autres affluent dans les régions industrielles, vers Madrid et les villes, dans l'espoir d'améliorer leur situation et celle de leur famille [37]. C'est à cet afflux d'immigrés qu'on doit le gonflement de la population dans certaines villes et dans certaines régions. Le phénomène est particulièrement frappant en Biscaye dont la population double en quarante ans à partir de 1880. C'est

la conséquence de l'industrialisation rapide. En 1900, la Biscaye est la province d'Espagne qui connaît la densité la plus élevée de peuplement. Plus de 80 % des mineurs viennent des provinces voisines - Alava, Navarre, Rioja, Santander, Galice, Léon, Burgos, Soria... -; les Basques qui travaillent dans les mines sont très rares; la plupart sont cadres ou employés. L'industrialisation concerne seulement les régions périphériques. Trois pôles se détachent: le textile autour de Barcelone; la sidérurgie et les chantiers navals à Bilbao et en Biscaye ; le charbon à Oviedo et dans les Asturies. On peut ajouter le secteur minier - cuivre, surtout - en Andalousie et quelques industries de transformation dans les grandes villes : Madrid, Séville, Valence, Malaga, Saragosse... Le développement industriel est dû, le plus souvent, à des capitaux étrangers qui viennent s'investir en Espagne. La production et les bénéfices - qui s'accroissent, notamment dans les mines - sont presque entièrement exportés, si bien que l'Espagne, dans son ensemble, ne profite guère du développement de son industrie. Parce qu'elle produit des navires métalliques et du matériel, fixe et roulant, pour les chemins de fer, l'Espagne du début du XXe siècle donne l'impression d'être un pays industrialisé, mais ce n'est qu'une apparence. En 1913 encore, l'essentiel de son commerce extérieur se ramène à exporter des produits du sol et du sous-sol et à importer des biens manufacturés. L'Espagne reste une nation sous-développée et dépendante de l'étranger.

Plus peut-être que dans d'autres pays d'Europe, les travailleurs des villes et des campagnes connaissent en Espagne des conditions d'existence particulièrement dures dont témoignent les enquêtes et les rapports de l'officielle Commission de réformes sociales mise en place dans les dernières années du XIXe siècle: longues journées de travail dans les champs ou dans des ateliers dépourvus de toute installation de sécurité et d'hygiène ; salaires réduits qui ne permettent pas toujours aux ouvriers de manger à leur faim, logements insalubres [38]... La conséquence directe de cette situation est une mortalité supérieure à la moyenne européenne. C'est contre elle que se dresse le mouvement ouvrier, fortement marqué, dès le début, par l'influence de l'anarchisme.

La révolution de septembre 1868 crée les conditions favorables à des formes d'action authentiquement ouvrières. Le mouvement ouvrier, embryonnaire, ne s'est pas encore donné d'idéologie. La révolution permet à

quelques-uns de ses militants d'entrer en contact avec des camarades étrangers. En octobre 1868, Bakounine envoie en Espagne l'un de ses disciples, l'Italien Fanelli. Celui-ci ne connaît pas un mot d'espagnol, mais, en trois mois, il fait un travail de propagande considérable ; il convainc un noyau de militants qui, désormais, se dévouent à l'idéal libertaire. Composé d'artisans, de typographes, de cordonniers, ce petit groupe se lance à la conquête du prolétariat espagnol. Non sans difficultés et sans luttes d'influence avec les marxistes, l'anarchisme se développe en Catalogne et en Andalousie. Dès le début, la géographie du mouvement anarchiste espagnol est fixée. Elle est révélatrice d'une sociologie : paysans sans terre d'Andalousie et prolétariat textile de Barcelone, exploité et mal payé. Lorsqu'elle se constitue, la section espagnole de la première Internationale est en majorité acquise aux thèses de Bakounine. En 1872, quand l'Internationale est dissoute, le mouvement ouvrier espagnol se fait représenter au congrès réuni par Bakounine, à Saint-Imier, et adopte les principes qui y sont proclamés. En quatre ans, l'anarchisme s'est installé en Espagne. Il bénéficie du prestige que lui confèrent, auprès des masses, des actions telles que la grève insurrectionnelle d'Alcoy, en 1873; pendant quelques jours, les ouvriers ont tenu en échec les forces de l'ordre et ont été maîtres de la ville. C'est la première fois qu'une telle démonstration est faite en Espagne. Elle a pour effet d'effrayer non seulement les aristocrates et les bourgeois, mais aussi les républicains [39].

La Restauration de 1875 oblige les militants ouvriers à entrer dans la clandestinité. Une période difficile s'ouvre. La propagande est interdite, les organisations dissoutes, la presse muselée ; la répression s'abat sur les militants. Ce qui restait de la Fédération espagnole de l'Association internationale des travailleurs renaît seulement en 1881 sous le nom de Fédération des travailleurs de la région espagnole, mais elle est déchirée par des conflits internes; elle devient, en 1888, l'Organisation anarchiste de la région espagnole. Comme dans toute l'Europe, l'action revendicative, en Espagne, prend d'abord des formes violentes. Comment manifester le refus d'une condition dégradante, puisque les moyens légaux sont interdits? Comment persuader les ouvriers qu'ils ne sont pas isolés et qu'ils ne doivent pas se laisser aller au découragement? Comment rappeler ses tares à une société hypocrite et égoïste et lui faire comprendre qu'elle est menacée,

malgré la puissance de l'appareil répressif? À ces questions, une formule s'efforce de répondre : la propagande par le fait. Les bombes, le poignard, le revolver vont exprimer la protestation du monde ouvrier contre la situation inhumaine qui est la sienne. C'est à Londres, au cours d'un congrès international, le 14 juillet 1881, qu'est lancé le mot d'ordre : « Assez de chercher des chemins tortueux pour arriver à notre but ! Assez de supplier là où l'ouvrier doit prendre ce qui lui appartient de droit. Assez de se prosterner devant les idoles du passé ! » Le mouvement anarchiste international considère que « l'heure est venue de passer de la période d'affirmation à la période d'action et de joindre à la propagande verbale et écrite, dont l'inefficacité est démontrée, la propagande par le fait et l'action insurrectionnelle » ; la résolution votée indique les moyens à mettre en œuvre : « Les sciences techniques et chimiques ayant rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre encore de plus grands à l'avenir, le congrès recommande aux organisations et aux individus faisant partie de l'Association internationale des travailleurs de donner un grand poids à l'étude et aux applications de ces sciences comme moyen de défense et d'attaque. »

En France, la bombe lancée au Palais-Bourbon, l'assassinat de Sadi Carnot et les exploits de la bande à Bonnot illustrent cette nouvelle tactique révolutionnaire que le gouvernement essaie d'enrayer en faisant voter des « lois scélérates ». Des violences analogues se déchaînent en Espagne selon le cycle attentat-répression-attentat. Tout semble commencer en 1883 par l'affaire de la Main noire, un épisode mystérieux qui pourrait être une provocation policière et qui se termine par des centaines d'arrestations et sept exécutions capitales [40]. L'insurrection de Jerez de la Frontera, en 1892, a une tout autre portée ; plus de quatre mille paysans, armés de fourches, s'emparent de la ville aux cris de : « Vive l'anarchie [41]! » Le 24 septembre 1892, à Barcelone, Paulino Pallás lance une bombe contre le général Martínez Campos et manque sa cible; c'est la réplique des anarchistes à la répression des événements de Jerez de la Frontera. Trois mois plus tard, le 8 novembre, un autre militant, Santiago Salvador, veut venger l'exécution de Pallás; il lance une bombe dans le théâtre du Lycée, à Barcelone, faisant une vingtaine de morts et de nombreux blessés. Relevons encore, toujours à Barcelone, la bombe de juin 1896 contre une procession de la Fête-Dieu qui

entraîne l'arrestation de l'écrivain Pere Corominas et sa condamnation à huit ans de prison pour complicité, et, en 1906, celle que Mateo Morral lance sur le cortège royal. C'est alors qu'on cherche à impliquer, pour la première fois, Francisco Ferrer, qui est relâché, faute de preuves. La Semaine tragique de 1909 donne l'occasion à la police d'arrêter de nouveau Ferrer; il sera exécuté en septembre, malgré les protestations de l'opinion internationale. La Semaine tragique, à vrai dire, déborde le cadre de la propagande par le fait; il s'agit d'une manifestation qui ne concerne pas seulement les anarchistes. L'assassinat de Canalejas, le 12 novembre 1912, sur la Puerta del Sol de Madrid, est l'un des derniers attentats individuels de cette période ; chef du gouvernement, Canalejas avait refusé de gracier Ferrer et de réviser son procès.

La propagande par le fait n'a pas atteint ses objectifs. À la fin du XIXe siècle, dans toute l'Europe, le mouvement ouvrier s'oriente vers d'autres formes d'action et d'autres méthodes. C'est le moment où, en France, Pelloutier, Griffuelhes et d'autres organisent la CGT et préparent la Charte d'Amiens (1906) qui proclame l'indépendance du syndicalisme et recommande l'action directe, c'est-à-dire sans intervention des partis politiques ni de l'État. La grève générale apparaît comme l'arme suprême qui abattra définitivement l'ordre capitaliste. L'influence française est sensible dans l'anarcho-syndicalisme espagnol, y compris dans le vocabulaire ; c'est alors que, comme en France, on adopte le terme de syndicats pour désigner les organisations de base. Les anarchistes se regroupent. La Solidarité ouvrière, créée à Barcelone, en 1907, s'étend à toute la Catalogne et tient, en 1908, son premier congrès. En 1910 est fondée la Confédération nationale du travail (CNT). Conçue comme un organisme de lutte sociale, la CNT est formée d'associations locales qui disposent d'une large autonomie. Elle demande à ses adhérents des cotisations très faibles - et même pas de cotisation du tout, le cas échéant -; elle ne rétribue pas de permanents. C'est alors que prend forme le style de vie anarchiste. Le militant anarchiste se caractérise par son dévouement à la cause, par son exaltation, par son intransigeance. Persuadé de détenir la vérité, il supporte mal les contradictions, les attentes, les replis stratégiques. Souvent autodidacte, désintéressé et idéaliste, l'anarchiste professe une morale personnelle austère, voire ascétique. Il est pour l'amour libre sans

que cela implique le libertinage ; au contraire: l'anarchiste est fidèle à son compagnon ou à sa compagne. Il ne fait rien qui puisse mettre sa santé en danger, encore moins si cela implique des dépenses inutiles : il ne fume pas, ne boit pas d'alcool, prend peu ou pas de café, ne va pas au bordel ; il est volontiers végétarien et naturiste ; il aime la vie au grand air. Convaincus des vertus de l'instruction, les anarchistes consacrent de gros efforts à combattre l'analphabétisme des masses. Ils ont le respect de l'art et de la culture. Ils fréquentent des cours du soir et lisent beaucoup ; La Conquête du pain de Kropotkine et La Douleur universelle de Sébastien Faure ont beaucoup de succès dans les milieux anarchistes, ainsi que les manuels de vulgarisation d'histoire, de géographie ou de botanique qu'éditent les presses de Ferrer. On relève même, parmi leurs lectures favorites, Les Ruines de Volney, parce qu'on y voit un ouvrage anticlérical. Les anarchistes se méfient de tout ce qui vient de la bourgeoisie et qui pourrait donner lieu à récupération. C'est pourquoi ils restent entre eux et créent, en marge de l'État, leurs propres associations destinées à suppléer les carences de la société officielle dans les milieux populaires. C'est particulièrement vrai dans le domaine de l'instruction primaire, si négligée en Espagne ; les anarchistes multiplient les centres d'enseignement rationaliste dont le plus connu est l'École moderne de Ferrer, à Barcelone. Le mouvement anarchiste tend ainsi à se constituer en société parallèle qui préfigure la société de demain.

L'autre branche du mouvement ouvrier espagnol - celle que les anarchistes qualifient d'autoritaire, le socialisme d'inspiration marxiste - connaît des débuts difficiles [42]. Elle se constitue en mai 1872, quand quelques militants - dont le jeune typographe Pablo Iglesias - se séparent du courant majoritaire. Elle aussi mène une existence clandestine jusqu'à ce que la législation lui permette de se manifester au grand jour. Au début de l'année 1879, Pablo Iglesias fonde le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) ; sept ans plus tard, paraît le premier numéro de l'hebdomadaire Le Socialiste; en 1888 est créée la centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs (UGT), mais, jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, les groupes qui se réclament du marxisme végètent. Ils ont peu d'adhérents en dehors de la capitale et de la Biscaye. Après le désastre de Cuba, le courant socialiste prend force. Il ne s'étend guère au-delà de la Castille, de la Biscaye et des

Asturies, mais ses effectifs croissent régulièrement. En 1890, l'UGT comptait environ deux mille adhérents ; elle en a trente-cinq mille en 1908 et cent vingt-sept mille en 1912. Fidèles à la théorie de Marx - la prise du pouvoir politique par la dictature du prolétariat -, les socialistes présentent des candidats aux élections. En 1901, ils obtiennent moins de cinq mille voix à Madrid, mais, en 1905, ils font entrer au conseil municipal de la capitale deux de leurs camarades, Pablo Iglesias et Francisco Largo Caballero. En 1909, après la Semaine tragique de Barcelone, les socialistes se sentent assez forts pour proposer une alliance électorale aux bourgeois républicains sur un programme minimum. Pablo Iglesias est élu député à la faveur de cette conjonction.

Le front commun avec les républicains marque une évolution dans l'histoire du parti socialiste. Jusqu'alors, celui-ci s'était plutôt caractérisé par une obsession, la manie de l'organisation, et par l'ouvriérisme. Pendant plusieurs années, par exemple, les socialistes ont subordonné le déclenchement d'une grève à toute une série de préalables : il est nécessaire de compter sur des militants bien formés et d'éviter les provocations ; il faut mesurer les chances de succès; il est indispensable d'avoir des caisses de résistance bien garnies pour soutenir les grévistes et leurs familles, etc. Comme il est rare que toutes ces conditions soient réunies en même temps, les socialistes hésitent souvent avant de lancer un mot d'ordre de grève. D'autre part, les premiers socialistes espagnols sont fortement influencés par Jules Guesde. Ils se méfient de tout ce qui pourrait détourner le mouvement ouvrier de ses objectifs et prennent au pied de la lettre la formule de Marx : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Le résultat est que le parti socialiste recrute ses militants les plus solides dans l'aristocratie de la classe ouvrière et ne fait aucun effort - au contraire - pour attirer les membres des classes moyennes. En 1894, le PSOE ne comptait dans ses rangs que deux intellectuels, Jaime Vera et Unamuno. Ce dernier collaborait régulièrement à l'organe du parti, à Bilbao, La lutte des classes[43]. Cet ouvriérisme a des conséquences dans la formation théorique des militants. Le PSOE s'en tient à un marxisme élémentaire. Le Manifeste du Parti communiste fait l'objet de rares éditions en Espagne ; il faut attendre les premières années du xxe siècle pour qu'on traduise le premier tome du Capital et pour qu'on lance une revue théorique,

l'Ère nouvelle. Ce manque d'intérêt pour les discussions théoriques procède d'une conception étriquée : le prolétariat est investi d'une mission historique. En accentuant la contradiction entre les moyens de production et les forces productives, le temps travaille pour lui ; la victoire est inéluctable ; dans ces conditions, il est inutile de perdre son temps à des recherches théoriques [44]; il suffit de se livrer à des tâches pédagogiques et d'inculquer à un prolétariat sans formation culturelle les vérités élémentaires du socialisme scientifique. C'est seulement au début du XX[e] siècle que les socialistes changent d'attitude. Des intellectuels comme Julián Besteiro, Manuel Núñez de Arenas, Luis Araquistáin se rapprochent du PSOE. Certains d'entre eux envisagent de fonder une sorte de société fabienne destinée à soutenir le parti de l'extérieur. De cette volonté naît, en janvier 1911, l'École nouvelle, animée par Manuel Núñez de Arenas et conçue comme un centre d'études socialistes proche du parti, mais indépendant de lui.

En négligeant quelques variétés régionales (le pays valencien, par exemple) et en laissant de côté l'Andalousie - zone, par excellence, de la question agraire, entièrement soumise à l'influence des anarchistes -, trois ensembles principaux et hétérogènes se détachent, à la fin du XIX[e] siècle, dans le mouvement socialiste : la Catalogne, Madrid, Bilbao.

La Catalogne - Marx le fait observer - est à peu près la seule province en 1872 où il y ait une industrie, des ouvriers, une tradition militante, mais elle échappe à l'influence socialiste ; elle reste fidèle au mouvement libertaire et aussi aux mouvements associatifs : on note l'importance des montepíos qui, moyennant une cotisation mensuelle d'une peseta, accordent aux adhérents, pour une période limitée à deux ou trois mois, l'équivalent de leur salaire en cas d'accident, tout en excluant certains risques, ceux liés à l'alcoolisme, aux bagarres, aux maladies vénériennes. Avec le temps, ces sociétés s'intéressent aussi à l'invalidité permanente à la suite d'accidents de travail. Jalouses de leur indépendance - elles n'acceptent de subventions ni des patrons ni de l'Église -, elles présentent des traits qui les rapprochent de l'idéal anarchiste : pas de permanents rémunérés; chaque adhérent s'engage à assurer bénévolement les tâches qui lui sont confiées par le comité... Les Tres clases de vaporvont dans le même sens : elles créent des sociétés de secours mutuel, des coopératives et même des écoles; elles se posent à

l'occasion en interlocuteur des pouvoirs publics. L'originalité catalane se manifeste d'une autre façon : les ouvriers sont souvent catalans; la langue, l'éducation, les genres de vie les rapprochent des autres Catalans, ce qui les rend sensibles à certaines revendications patronales (le protectionnisme) et réceptifs aux premières manifestations du nationalisme, au grand désespoir des anarchistes qui ne jurent que par la patrie universelle des travailleurs. Cela pose le problème du nationalisme de gauche, tel qu'il se manifestera plus tard.

À Madrid, on trouve essentiellement des travailleurs qui restent à l'écart de l'industrialisation moderne : typographes, relieurs, maçons, boulangers, cordonniers, etc. On y est aussi plus attaché qu'ailleurs à une certaine vulgate marxiste qui ne semble pas manifester de grands efforts pour analyser les spécificités de la situation espagnole et qui s'en tient à la théorie : ouvriérisme, refus de la politique, organisation. On peut alors se poser une question : pourquoi Madrid, où il n'y a pas d'ouvriers, reste-t-elle le siège central d'une organisation ouvrière? Ne peut-on voir dans cette situation un début d'explication à la faiblesse du socialisme espagnol à ses débuts ?

Le troisième pôle se constitue dans la région de Bilbao. Ici, on est bien en présence d'une industrie moderne (les mines de Somorrostro, les chantiers navals, la mécanique...), mais les ouvriers n'ont pas la tradition des Catalans et surtout ils ne sont pas basques, ce qui explique l'originalité du socialisme basque : l'opposition au nationalisme ; la participation à la vie politique (aux élections municipales du 10 mai 1891, par exemple, les premières qui se font au suffrage universel), une ouverture d'esprit plus grande: on y accepte la présence d'intellectuels (Unamuno, plus tard Prieto et Zugazagoitia) ; l'hebdomadaire La Lutte des classes publie des informations sur des sujets autres que la vie syndicale, des feuilletons...

L'Andalousie, la Catalogne, Madrid et le pays Basque resteront les régions les plus sensibles aux mouvements sociaux. Cette géographie ouvrière, qui se dessine dans le dernier tiers du XIXe siècle, se complète, dans les décennies suivantes, par le développement de nouveaux pôles : la région de Valence et les Asturies où les socialistes sont majoritaires, l'Aragon où l'influence de l'anarchisme catalan se fait sentir à partir des années 1917-1923.

L'originalité de l'Espagne, au XX[e] siècle, tient à la division du mouvement ouvrier en deux tendances rivales. Les deux se réclament du socialisme, mais la première met l'accent sur la liberté - c'est pourquoi on l'appelle libertaire -, tandis que la seconde insiste sur la nécessité de l'organisation - ses adversaires l'accusent d'être autoritaire. À la différence de ce qui se passe dans le reste de l'Europe, en Espagne, le socialisme libertaire se présente sous la forme d'un phénomène de masse, capable de réunir des centaines de milliers d'adhérents et de sympathisants, enraciné dans de nombreuses associations ouvrières et paysannes, culturelles, économiques, récréatives... Par sa seule existence, l'anarchisme fixe l'extrême gauche idéologique et rejette sur sa droite les autres forces révolutionnaires, même celles qui se réclament du marxisme. L'anarchisme, qui répugne à toute conciliation, même provisoire, avec l'ennemi de classe, rend difficile, voire impossible, une politique révolutionnaire à long terme, soucieuse de ménager des transitions, les étapes nécessaires, d'exploiter les succès tactiques, si bien qu'on en arrive à un paradoxe: l'anarchisme constitue, au sein de la société espagnole, un ferment révolutionnaire. Sa vigueur idéologique est un reproche permanent dressé contre le réformisme de certains secteurs socialistes, menacés par l'embourgeoisement, les compromissions ou la collaboration de classes; et, d'autre part, par son intransigeance, l'anarchisme condamne la révolution à triompher intégralement et tout de suite ou à échouer. La guerre civile de 1936 sera une illustration tragique de ce paradoxe.

Pour tenter d'expliquer l'originalité de l'Espagne et l'existence d'un mouvement libertaire de masse, on invoque parfois le tempérament espagnol, porté à l'individualisme et à l'exaltation ou encore l'histoire: le fatalisme qui serait le lointain héritage de l'influence musulmane dans la péninsule [45]. Ces explications par la psychologie ne sont pas convaincantes. Elles ont d'ailleurs été démenties par les faits. À la mort de Franco, quand les libertés publiques ont été rétablies, on s'est aperçu qu'il ne restait plus grand-chose du courant libertaire, si puissant autrefois et qui s'était manifesté avec éclat pendant la guerre civile. Cela tendrait à montrer que la force de l'anarchisme tenait à une situation économique et sociale qui, en se modifiant, lui avait fait perdre sa raison d'être. C'est par conjoncture plus que par tempérament que des millions d'Espagnols ont été anarchistes

jusqu'en 1940, au moins. L'Andalousie et la Catalogne ont été les bastions du socialisme libertaire. En Andalousie, la question agraire domine tout. Là, les journaux et les mouvements anarchistes portent des noms significatifs; ils s'appellent Terre et liberté. Les masses paysannes ont le sentiment d'avoir été spoliées de ce qui leur appartenait et qui devait leur revenir: la terre, autrefois propriété communale ou domaine juridictionnel des seigneurs. Au XIXe siècle, les libéraux ont transformé en propriétés privées ces deux types de terres au profit des grandes familles nobiliaires ou bourgeoises ; la loi a consacré en droit l'existence de domaines immenses et a réduit à la misère des millions de paysans. Le livre de Joaquín Costa, Le Collectivisme agraire en Espagne, s'efforce de montrer que, depuis le XVIe siècle, de Luis Vives à Flórez Estrada, s'était développé, en Espagne, un courant de pensée qui cherchait à limiter le droit de propriété et à le mettre au service de l'intérêt général[46]. C'est ce courant que Costa désigne - à tort - par le terme de collectivisme; il s'agit plutôt d'une tendance à faire intervenir l'État et la collectivité de façon à réduire les inégalités et à donner à tous des moyens d'existence. Cette tendance inspirait encore certains des réformateurs du siècle des Lumières - Campomanes, Olavide... Elle a été abandonnée, selon Costa, au début du XIXe siècle, sous l'influence du libéralisme et du rationalisme français qui ne juraient que par le droit romain et par la sacralisation du droit de propriété. La question agraire et les grands domaines permettent de comprendre l'amertume des masses andalouses et leur adhésion à des théories révolutionnaires qui mettent au premier plan des revendications l'émancipation et l'accès à la terre pour tous.

En Catalogne, l'industrie s'est longtemps caractérisée par la dispersion des unités de production; la concentration en grandes usines était exceptionnelle. Les petits ateliers, dans lesquels patrons et ouvriers restaient proches, étaient nombreux, ce qui donnait aux conflits sociaux le caractère d'une lutte individuelle. L'anarchisme a trouvé dans ce milieu un terrain favorable à son développement. Il s'est trouvé renforcé par l'immigration d'un nombre croissant d'Andalous que la misère poussait à chercher du travail dans l'industrie. En Catalogne, on a longtemps appelé ces travailleurs immigrés les Murciens, même quand ils étaient originaires de provinces plus méridionales. Ces ouvriers apportaient avec eux l'idéologie anarchiste

dans laquelle ils avaient vécu dans leur terre natale, et ils adhéraient de préférence aux associations libertaires. Ainsi se serait peu à peu constitué le bastion anarchiste de Catalogne.

Anarchistes et socialistes s'opposent-ils autant qu'on le dit? Sur un point, au moins, les objectifs sont identiques; il s'agit de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Les socialistes pensent y parvenir par la collectivisation des moyens de production. Les anarchistes sont plus hésitants. Compte tenu de l'intérêt qu'ils portent aux questions agraires, ils seraient plutôt favorables au partage des terres, mais il semble que l'idée de la collectivisation ait fait des progrès chez eux; on s'en apercevra au moment de la guerre civile.

Sur un autre point encore, les positions sont voisines. Socialistes et anarchistes haïssent également l'Église catholique [47]. On peut comprendre cette attitude. Tout au long du XIXe siècle, l'Église d'Espagne s'est constamment rangée du côté des possédants. Elle a identifié sa cause et la cause de la religion à celle des milieux réactionnaires - les carlistes - ou conservateurs. On ne s'étonne donc pas de voir le mouvement ouvrier mettre l'Église au rang de ses ennemis, au même titre que la Garde civile. Celle-ci réprime les grèves ; celle-là prêche la résignation et la soumission à l'ordre établi. À partir de là, on peut observer plus que des nuances entre marxistes et anarchistes. Malgré leur faible formation théorique, les premiers sont lucides à l'égard de l'anticléricalisme petit-bourgeois, tel que les républicains de la tendance Lerroux, par exemple, le cultivent, à la fin du XIXe siècle. Pablo Iglesias observe d'abord que cet anticléricalisme se déchaîne contre les moines et contre le clergé régulier, mais qu'il ménage les curés et le clergé séculier. Cela lui paraît absurde. C'est que les républicains espèrent avoir prise sur le clergé séculier le jour où ils seront au pouvoir. En vertu du concordat, l'État nomme les évêques et rémunère le clergé. Par ce biais, le gouvernement, quel qu'il soit, peut négocier et obtenir l'adhésion de l'Église institutionnelle, alors que les ordres religieux échappent à tout contrôle. Pablo Iglesias va plus loin. Il considère que le prolétariat ne doit pas se tromper d'adversaire. L'ennemi de classe, ce n'est pas le curé ni le moine; c'est le patron; l'obstacle à lever, c'est le capitalisme, pas le cléricalisme. Pablo Iglesias se rend compte que certains républicains cherchent à dévoyer la classe ouvrière et à l'engager dans un combat qui n'est pas le sien : « Exciter le prolétariat, tourner son activité et son énergie

contre les membres du clergé plutôt que contre les patrons est l'erreur la plus grave que puissent commettre ceux qui aspirent à en finir avec l'exploitation des hommes. » Les socialistes espagnols sont loin d'avoir tenu compte de cette mise en garde de leur chef dans leur politique quotidienne. Cette déclaration n'en ouvre pas moins une perspective qui contraste avec le rejet total des anarchistes à l'égard de la religion et de ses ministres.

Les libertaires, en effet, n'ont aucun scrupule à reprendre intégralement l'anticléricalisme petit-bourgeois. Eux qui se méfient de la science bourgeoise, même quand elle est revendiquée par les marxistes, adhèrent sans réserves au matérialisme tel qu'il s'est développé depuis le siècle des Lumières. L'oeuvre scientifique de Darwin, de Spencer, de Haeckel..., qu'ils connaissent à travers des vulgarisations parfois sommaires, leur paraît confirmer une intuition fondamentale : la religion n'a jamais servi qu'à abuser et à rabaisser le peuple, à le tenir dans l'ignorance et dans la misère; le clergé a toujours détourné à son profit une partie de la peine des hommes; ce sont ces spoliations qui sont à l'origine des richesses accumulées dans les églises et dans les monastères; les anarchistes voient dans ces monuments et dans les trésors qu'ils renferment la matérialisation de l'exploitation des hommes depuis des siècles et c'est pourquoi, malgré leur respect pour la culture et pour l'art, ils y mettent le feu dans les moments de crise, le feu qui est censé purifier ces richesses mal acquises. La haine se tourne aussi contre les bénéficiaires et les représentants de cette exploitation séculaire : les curés et les moines. Les anarchistes - nous l'avons vu - prennent la morale au sérieux; ils professent une sorte de puritanisme laïque. Ce qui les choque et les scandalise dans le clergé, c'est la contradiction entre le dogme et la pratique vécue. L'Église prêche la vertu et se montre indulgente pour les vices des riches. Elle recommande l'amour du prochain et la charité, mais elle se tait devant les injustices et les spoliations dont sont victimes les plus déshérités; elle s'en rend complice; elle n'a jamais un mot pour condamner le luxe insolent des puissants et la débauche de mœurs des classes privilégiées; c'est des pauvres seulement qu'elle exige une vie conforme aux préceptes de l'Évangile. Les anarchistes ne veulent rien avoir de commun avec cette Église et ce clergé ; leur hypocrisie les révolte et ils font tout pour se soustraire - eux et leurs enfants qu'ils ne font pas baptiser - à leur influence.

Reste, enfin, le rapport à l'État. Ce qui frappe, au-delà de la division du mouvement ouvrier en anarchistes et socialistes, c'est la persistance d'une attitude qui tient presque du réflexe : la méfiance instinctive à l'égard du pouvoir, de la politique, de l'État. L'Émancipation première manière, en 1872, organe du groupe antiautoritaire qui, à l'époque, était minoritaire, en donne des expressions caricaturales: on reste entre ouvriers; on cherche à s'organiser; on ne fait pas de politique sous prétexte que la politique a toujours été décevante dans le passé et qu'elle est l'affaire des bourgeois : même les républicains avancés sont suspects, parce que bourgeois; la politique est bourgeoise puisqu'elle est pratiquée par des bourgeois. Il est curieux de voir les socialistes hésiter, se montrer attentistes, presque indifférents devant les affrontements de la société espagnole entre 1868 et 1874. On est surpris de voir la Emancipación censurer, en 1873, Engels quand celui-ci met en garde ses camarades espagnols contre la tentation de laisser à la bourgeoisie le monopole de l'action politique et qu'il leur recommande une alliance tactique avec les républicains: «Quelques années de régime républicain bourgeois et calme prépareraient en Espagne le terrain pour une révolution prolétarienne. » Les Espagnols répliquent qu'ils veulent bien la république, mais la leur, celle du travail, pas celle des bourgeois et du capital. Les manipulations électorales, avant comme après l'établissement du suffrage universel, ne sont pas faites pour encourager les ouvriers et les paysans à s'intéresser à la politique. Le sentiment qui prévaut est que les travailleurs doivent compter uniquement sur eux-mêmes ; ils n'ont rien à attendre de l'État et des politiciens qui sollicitent leurs suffrages et qui, une fois élus, se consacrent à leur carrière sans plus se soucier de leurs électeurs ou bien avouent leur impuissance à changer les choses. À quoi cela sert-il d'avoir des députés socialistes aux Cortès ? Les anarchistes poussent très loin cette aversion pour la politique qui s'exprime par un mot d'ordre simple : ne pas voter; ne pas participer à ces scrutins qui donnent l'illusion trompeuse que la démocratie peut apporter des améliorations; l'abstention est la seule attitude digne d'un ouvrier [48]. Cela, c'est la théorie. Dans la pratique, les anarchistes ne l'ont pas toujours appliquée. Au fond d'eux-mêmes, ils gardent un penchant inavoué pour le libéralisme et pour ceux qui l'incarnent au XXe siècle, les républicains. C'est ce qui permet de comprendre les alternances de la vie politique dans l'Espagne du XXe siècle. Dans les moments de grande tension, quand les enjeux sont

particulièrement importants, les anarchistes renoncent à s'abstenir; ils votent pour les partis de gauche; après quoi, déçus, ils retombent dans l'apolitisme.

Cette attitude va plus loin que la méfiance à l'égard de la politique, soupçonnée d'être foncièrement perverse et de dévoyer ceux qui y participent ; elle se manifeste par la répugnance à voir l'Etat intervenir dans le domaine social. Un texte du Socialiste, daté de 1891, est révéla teur : même s'il est inacceptable, le salaire est un contrat direct entre l'ouvrier et le patron, et l'État ne doit pas s'en mêler; tant qu'on n'aura pas fait la révolution, les travailleurs devront s'en tenir là: pas d'intermédiaire entre travailleurs et employeurs. Paradoxalement, cette position coïncide avec celle des patrons : eux non plus ne souhaitent pas que l'État se mêle d'intervenir en réglementant les salaires, la journée ou les conditions de travail. Quant à l'État, il hésite : il crée en 1883 une commission de réformes sociales dont le président, Segismundo Moret, demande au groupe socialiste de Madrid un rapport sur les besoins de la classe ouvrière, rapport qui sera rédigé par Jaime Vera. Il y a surtout le précédent créé à Bilbao, en 1890, par le capitaine général Loma. Celui-ci, non seulement reconnaît la légitimité de certaines revendications ouvrières - les mineurs sont libres d'habiter et d'acheter où ils veulent et les patrons n'ont pas à leur imposer logements et nourriture -, mais encore sanctionne l'accord entre mineurs et patrons sur la journée moyenne de dix heures - neuf en hiver, onze en été -, ce qui donne lieu à un spectacle peu banal : les ouvriers acclament l'autorité militaire.

Anarchistes et socialistes sont peut-être moins éloignés les uns des autres qu'on ne l'a cru. Ils font de la situation politique, économique et sociale des analyses différentes. Ils divergent sur les moyens à mettre en œuvre. Ces différences n'étaient sans doute pas insurmontables. Dans les grandes crises, anarchistes et socialistes se sont retrouvés unis dans le même combat pour la justice et pour l'égalité, sauf au printemps 1937, à Barcelone, quand les marxistes orthodoxes ont voulu éliminer les dissidents et les libertaires, mais on sera alors dans un autre contexte, celui de la guerre civile et celui du stalinisme.

La Restauration s'est montrée incapable de résoudre les problèmes de la société espagnole. Elle a laissé se constituer un capitalisme largement dépendant de l'étranger. Elle n'a pas su intégrer dans la nation des millions

d'Espagnols. Elle a mis en place une caricature de régime démocratique. Elle a perdu les dernières colonies qui restaient à l'Espagne et s'est engagée au Maroc dans une aventure militaire contestable. Les tentatives pour régénérer le pays ont échoué. Des problèmes nouveaux sont apparus : les régionalismes qui mettent en cause l'unité nationale et des tendances révolutionnaires qui menacent la cohésion sociale du pays. En portant au paroxysme quelques-unes de ces tensions, la guerre de 1914-1918, malgré la neutralité de l'Espagne, va être l'occasion d'une crise qui, commencée en 1917, aboutira, en 1931, à la chute de la monarchie.

1 Alphonse XII s'est marié deux fois, d'abord, le 23 janvier 1878, avec sa cousine Maria de Las Mercedes, fille du duc de Montpensier, qui meurt cinq mois plus tard, puis avec l'archiduchesse Marie-Christine d'Autriche qui lui a donné trois enfants: Maria de Las Mercedes, née en 1880, Marie-Thérèse, née en 1882, et enfin le futur Alphonse XIII.

2 D'après les lois de 1911-1912, les recrues devaient avoir au moins une taille de 1,50 m et un poids de 48 kg; en 1913, on supprime la norme relative au poids: ceux qui y répondaient n'étaient pas assez nombreux.

3 L'hebdomadaire était volontiers antimilitariste. Un dessin avait particulièrement excité l'ire des militaires. Il représentait un officier en train de regarder des gens qui entraient dans un restaurant pour y participer au banquet de la victoire - un succès électoral des nationalistes catalans. « Une victoire? — s'exclame l'officier. Alors, il doit s'agir de civils. »

4 On relèvera, dans le même sens, cet article du romancier Pío Baroja, publié dans El Globo du 31 décembre 1902, au moment où l'Espagne se dispose à participer à la colonisation du Maroc : « Il ne doit pas y avoir aux portes de l'Espagne, aux portes de l'Europe, un peuple de sauvages gouvernés d'une manière despotique, assujettis à la plus abjecte des conditions. Les peuples libres, les peuples civilisés, ont non seulement le droit, mais encore le devoir d'imposer un mode de vie supérieur aux peuples inférieurs. Respectons — car elles sont respectables — les croyances religieuses des Maghrébins; faisons passer dans le domaine du droit leurs propriétés, aujourd'hui menacées par le vol et par le pillage ; mais, quand la nécessité le demande, quand la dignité l'exige, nous devons rendre notre tribut à la civilisation et au progrès en contribuant à faire disparaître l'actuelle situation politique et sociale du Maroc. » C'est du Jules Ferry !

5 « Ce qu'on appelle encore, bien que ce ne soit vrai qu'en partie, la péninsule Ibérique finira par devenir une péninsule Britannique » ; moralement et psychologiquement, l'Espagne en est au stade de « l'africanisation spirituelle », prélude à la domination effective (Costa). Cette idée, à rapprocher du thème de la décadence des nations latines, est dans l'air à l'époque. Cf. ces phrases de Vacher de Lapouge, écrites en 1899 : « L'Espagne est aujourd'hui un cadavre, et la mer elle-même ne défendra peut-être plus longtemps son territoire contre l'entreprise des peuples vigoureux et débordants de population. Son tour paraît marqué après celui de la Chine et de la Turquie ; elle est un Maroc d'Europe que prendra le plus hardi » (cité par José María JOVER ZAMORA, introduction au volume sur La España de Alfonso XIII de la Historia de España publiée sous sa direction, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p. L sq.

6 Les craintes de Maura étaient justifiées. À la fin du mois de juillet 1909, des troupes espagnoles sont durement attaquées dans le ravin du Loup (Barranco del Lobo) ; plus de deux mille soldats trouvent la mort, dont un général et deux lieutenants-colonels.

7 Militant anarchiste et ancien conspirateur, Francisco Ferrer s'était installé à Barcelone au début du XX[e] siècle. Il avait hérité d'une riche sympathisante française une fortune qu'il met au service de la cause révolutionnaire. À partir de 1901, il se consacre à la propagande et finance l'impression de nombreuses brochures et d'ouvrages de vulgarisation destinés à faire connaître la pensée scientifique moderne qui, selon lui, ruine définitivement la croyance dans l'au-delà et les fondements de toute religion. Il ouvre aussi un établissement d'enseignement, l'École moderne ; les enfants y sont élevés dans le culte de la liberté, de l'égalité et de la science, et aussi dans la haine du catholicisme. Déjà en 1906, on avait cherché à impliquer Ferrer dans l'attentat de Morral contre le roi et la reine, à Barcelone ; on avait dû le relâcher, faute de preuves.

8 Le Parallèle est l'une des grandes artères de Barcelone.

9 Cf. la préface de Santiago Alba à la traduction du livre d'Edmond Desmoulins, À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ? (Paris, 1897), textes cités par José María Jover, op. cit., p. LXV.

10 Pío Baroja ironise sur cette vogue. Dans son roman La Busca, il est question d'un cordonnier qui avait pris pour enseigne: «À la régénération de la chaussure... »

11 Cf. cette lettre d'Ortega, datée du 27 août 1905: l'exemple du Japon est intéressant; « le peuple sait maintenant ce qu'il faut faire ».

12 Du premier, on citera cet extrait du discours de réception à l'académie des sciences, prononcé le 5 décembre 1897 : « Ne voyons-nous pas le Japon, peuple de race jaune, passer brusquement des ténèbres du Moyen Age aux splendeurs de la culture et de la civilisation occidentales? Réalisation stupéfiante, qui tient du miracle et qui représente simplement un cas particulier d'une inoculation de la science européenne, menée d'une manière systématique, intensive et extensive. » De son côté, Giner de Los Ríos consacre un article, en 1907, à l'éducation morale telle qu'elle est donnée au Japon (repris dans Obras completas, t. VII, p. 281-304).

13 Il s'agit d'une boutade qu'il faut replacer dans son contexte, la campagne contre l'Espagne à l'occasion du procès Ferrer. Indigné par les attaques de certains intellectuels étrangers (Anatole France, Maeterlinck...) qui dénonçaient la barbarie espagnole, Azorín publie dans ABC, le 12 septembre 1909, un article vengeur intitulé : « Bande d'histrions ». Unamuno écrit à Azorín pour le féliciter et sa lettre

paraît le 15 septembre : « Bien ! Très bien ! Très bien ! Il était temps de réagir. Il y a beaucoup de nigauds ici à être fascinés par ces Européens. Il était temps de dire que, sur bien des points, nous valons autant qu'eux et même plus [...]. Ils prétendent que nous ne sommes pas doués pour les sciences, mais c'est que nous sommes faits pour autre chose. Laissons les inventer, etc. » Unamuno avait déjà utilisé cette expression (i Que inventen ellos!) en 1906 en prenant le cas de l'électricité qui éclaire aussi bien en Espagne que dans le pays où elle a été découverte. Il la reprend en février 1911 dans un article sur Costa où il évoque une sorte de division du travail intellectuel : l'Allemagne a produit Kant, l'Espagne Cervantès ; « il est déjà bien beau que nous suivions leurs progrès ; leur science et leur métaphysique féconderont notre littérature et plaise au ciel que notre littérature soit telle qu'elle féconde leur science et leur métaphysique. Voilà ce que j'ai voulu dire par cette exclamation un peu paradoxale - je le reconnais -: i Que inventen ellos!»

14 Le poète Antonio Machado est un bon représentant de cette sensibilité des hommes de l'Institution libre d'enseignement, laïques, mais attentifs au phénomène religieux dans ce qu'il a de plus profond. Il s'indigne de l'attitude de ces catholiques voltairiens « qui défendent une religion dans laquelle ils ne croient pas, en invoquant l'utilité politique, sociale et même - cela devient grotesque - vitale,

comme si, d'un point de vue pragmatique, notre catholicisme - pur et simple vaticanisme qui sacrifie la vitalité espagnole à la momie romaine - n'était pas à jeter tout entier à la poubelle ». Heureusement, poursuit Machado, le vrai sentiment religieux n'est pas mort en Espagne : « Nous sommes encore capables de faire mieux que ce vaticanisme des classes élevées et que cette superstition avide de miracles répandue dans le peuple sous le nom de catholicisme » (Notes de 1913 à propos du livre d'Unamuno, Contre ceci et cela).

15 Giner de Los Ríos a développé ses idées dans sa critique du projet de réforme de l'enseignement élaboré en 1899. Il regrette qu'on s'en tienne au seul enseignement des humanités classiques, fondées sur le latin et les mathématiques ; on devrait enseigner l'histoire de la civilisation au lieu de faire apprendre par cœur des listes de rois et de batailles et ce qu'on appelle à tort « l'histoire politique ». Dans le même sens, Cossío souhaitait, en 1904, qu'on enseignât l'histoire en laissant entendre aux élèves que le véritable sujet n'était pas le héros, mais le peuple tout entier. Giner dénonce encore les classes trop chargées - ces « hordes d'auditeurs » - et des méthodes qui font trop appel à la mémoire ; l'école devrait, au contraire, apprendre aux élèves à réfléchir et leur donner le goût du travail, y compris le goût du travail manuel.

16 Le Greco est exposé au Prado, pour la première fois, en 1902; en 1908, paraît le livre que lui consacre Cossío ; en 1912, Maurice Barrès publie Greco ou le secret de Tolède.

17 Le docteur Negrin, qui fut le dernier chef du gouvernement de la République, y avait un laboratoire de physiologie.

18 Spoliée par le régime franquiste, qui y voyait un des hauts lieux de la subversion idéologique - l'Institution libre d'enseignement étant considérée au même moment comme une dangereuse société secrète ! -, la Résidence des étudiants a retrouvé son autonomie et ses activités après le rétablissement de la démocratie. Sous la direction de José García-Velasco, elle est redevenue, comme autrefois, un foyer dynamique de vie intellectuelle et artistique.

19 Cinq ans plus tard, Menéndez Pelayo a besoin d'une dérogation pour devenir professeur d'université ; il n'a pas encore vingt-cinq ans ! Quelques mois plus tard, il est élu à l'Académie espagnole.

20 À dire vrai, les thèses de Menéndez Pelayo sont moins originales qu'on ne le dit. L'auteur se borne à reprendre et à développer, avec talent et à grand renfort d'érudition, les arguments que les auteurs réactionnaires, depuis Joseph de Maistre et Bonald, opposent à la sécularisation de la pensée, au cartésianisme, aux Lumières, à la philosophie du progrès...

21 On lui doit notamment une esquisse sur les Habsbourgs d'Espagne, Esbozo histórico de la Casa de Austria en España.

22 En 1894, Menéndez Pelayo reviendra sur la question avec plus de sérénité. Sans citer Marx, qu'il ignore probablement, il semble d'accord avec lui sur un point: l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre ; le malheur a voulu que le grand moment d'expansion scientifique en Europe coïncidât avec la décadence économique de l'Espagne. Allant plus loin, Menéndez Pelayo admet qu'en effet l'Espagne n'a pas participé à la révolution scientifique et il suggère une explication qui ne manque pas de valeur : en Espagne, au XVIe et au XVIIe siècle, on s'est beaucoup trop intéressé aux applications pratiques de la science; on a négligé la recherche fondamentale.

23 Cette année-là, paraît, à Barcelone, une traduction abrégée de L'Origine de l'homme; en 1877, est publiée L'Origine des espèces. La maison d'édition Sempere, de Valence, fondée avec l'appui du romancier Blasco Ibáñez, multiplie les tirages populaires et à bon marché. On relève, dans le même sens, l'enthousiasme avec lequel les libéraux saluent, en 1876, la traduction du livre

de J. W. Draper, Histoire des conflits entre la religion et la science; on en fait aussi de nombreuses éditions à une peseta l'exemplaire.

24 Cf. la réfutation du darwinisme social par l'anarchiste Anselmo Lorenzo, Refutación de un sofisma (1886) : la sélection naturelle ne s'applique pas aux sociétés humaines; là, ce ne sont pas les individus les plus forts et les plus intelligents qui accèdent au pouvoir, à la richesse et à la science, mais les privilégiés de la naissance et de la fortune.

25 Propos tenus par le professeur Peregrin Casanova lors des cérémonies organisées à Valence, en février 1909, pour commémorer le centenaire de la naissance de Darwin.

26 Un fait divers qui s'était déroulé quelques mois auparavant a contribué à envenimer les choses et à donner de l'actualité à la pièce de Galdôs. L'opinion s'était émue des déboires d'une jeune fille de la haute bourgeoisie madrilène, persuadée par son confesseur jésuite d'entrer au couvent, avec sa dot, contre le vœu de sa famille.

27 Les titres sont eux-mêmes éloquents: La Luxure dans les couvents, l'Amour dans les couvents... Il est question de souterrains qui permettent de passer d'un couvent masculin à un couvent féminin, etc.

28 Dans les œuvres de sa maturité (Histoire des idées esthétiques, par exemple), il nuance ces jugements. Il déteste toujours autant Voltaire, mais il l'admire en tant qu'écrivain; il s'enthousiasme pour André Chénier; il rend hommage aux

classiques (Racine), aux encyclopédistes - notamment à Diderot - et à des penseurs plus récents: Victor Cousin, Proudhon, Sainte-Beuve, Taine (à qui il emprunte beaucoup) ; il rend justice aux romantiques français.

29 Propos d'Araquistain dans la revue España, cités par Antonio ELORZA, La razón y la sombra, Barcelone, 1984, p. 92.

30 Dans ce qui suit, nous reprenons, pour l'essentiel, la thèse de Pierre VILAR, La Catalogne dans l'Espagne moderne. Sauf indication contraire, c'est de ce livre que sont tirées les citations.

31 Cf. Carles CARDÓ, El gran refús, Barcelone, 1994, dont on peut résumer ainsi la thèse : la haine du catalanisme et le nationalisme castillan ont coupé l'Église du peuple catalan; les violences anticléricales de 1936 et de 1937 n'auraient jamais pris une telle ampleur si on avait laissé agir librement le clergé catalan. Le livre est un chapitre inédit d'un ouvrage sur le nationalisme catalan, Histoire spirituelle des Espagnes, publié en Suisse, en 1945. L'auteur est un chanoine de Barcelone, disciple de Jacques Maritain, exilé après la victoire de Franco. Il avait souhaité que le chapitre VIII (Elgran refús), consacré aux responsabilités de l'Église d'Espagne, ne fût publié qu'après sa mort.

32 Un titre que les Catalans contestent. Selon certains d'entre eux, c'est l'archevêque de Tarragone, et non celui de Tolède, qui est primat d'Espagne.

33 Cf. l'essai d'ORTEGA Y GASSET, La redención de las provincias.

34 Le drapeau basque - ikurriña - a été imaginé par Sabino Arana : une croix blanche - symbole de la foi chrétienne - sur fond rouge, accompagnée du chêne de Guernica - en vert - et de la croix de Saint-André - elle aussi en vert - qui rappelle la victoire des Biscaïens sur les troupes du Léon, au Moyen Âge.

35 La crise du phylloxéra est à l'origine du problème des rabassaires catalans. En Catalogne, les contrats stipulaient que les fermiers ne pouvaient être évincés de la terre qu'ils travaillaient tant que

les ceps de vigne étaient vivants (rabassa morta); en détruisant les ceps, le phylloxéra crée une situation nouvelle, ce qui entraîne de nombreux conflits sociaux à partir de 1890.

36 Les ouvriers agricoles d'Andalousie demandent des salaires plus élevés, mais ils exigent aussi d'être payés à l'heure et non à la tâche. Cette pratique, courante pour les moissons et la cueillette des olives, consiste à proposer une somme forfaitaire pour moissonner telle superficie ou ramasser tant d'olives. Les ouvriers y voient une façon d'accroître le rendement sans augmentation de salaire.

37 Une pastorale de l'évêque de Ciudad-Rodrigo, en 1911, attire l'attention sur la détresse de ces paysans: vingt paroisses ont disparu par suite de l'émigration massive. « Que sont devenus leurs habitants ? Ils ont dû abandonner leur foyer, fuir les campagnes qu'ils avaient arrosées à la sueur de leur front; beaucoup ont émigré, peut-être en maudissant la patrie qui les avait vu naître et qui leur refuse un lopin de terre pour vivre; en levant les yeux pour prendre congé des plaines de Castille, ils ont peut-être vu des terres incultes qui auraient pu leur donner du pain et du travail. »

38 En Biscaye, les mineurs sont logés dans des baraquements sordides ; ils sont presque obligés de faire leurs achats dans des cantines patronales où ils payent nourriture et articles de première nécessité plus cher qu'ailleurs. À Madrid, dans le quartier du Pacifique, une association de charité, la Constructive bienfaisante, réalise, en 1884, un certain nombre de logements sociaux, modestes, mais bien conçus, avec possibilité, pour les locataires, de devenir propriétaires grâce à des crédits à 6 % remboursables en vingt ans. Cette initiative est exceptionnelle ; en règle générale, les ouvriers vivent dans des taudis. Vers 1880, on se pose la question : plutôt que d'entasser les ouvriers dans des logements anciens et insalubres, ne vaudrait-il pas mieux construire pour eux, en banlieue, des immeubles bon marché ? C'est l'occasion, pour l'urbaniste Arturo Soria, de lancer une idée originale, qui reçoit un commencement d'exécution, à Madrid : la cité linéaire - ciudad lineal -: une seule rue, reliée à la ville par des tramways, aussi longue qu'on voudra, dans laquelle toutes les classes sociales - riches et pauvres - vivraient...

39 Le futur chef du parti libéral de la Restauration, Sagasta, dénonçait, aux Cortès, le 14 juin 1871, l'Internationale comme une organisation qui se proposait de détruire la propriété, la famille, la société et la patrie.

40 En février 1883, on découvre, près de Jerez de la Frontera, le cadavre d'un ouvrier agricole. La mort semble remonter au mois de novembre. La police relie cet assassinat à d'autres commis dans la même région et à la même époque. Elle produit aussi des documents sur une organisation secrète, la Main noire, qui se proposerait d'éliminer les traîtres à l'Internationale.

41 Blasco Ibáñez en tire le sujet d'un roman, La Bodega.

42 Pour ce qui suit, nous utilisons essentiellement la thèse - inédite - de Michel RALLE, Les Socialistes espagnols (1870-1902).

43 Jusqu'en 1924, Unamuno publiera tous les ans, à l'occasion du premier mai, un article dans l'organe central du parti, Le Socialiste.

44 C'est le reproche qu'adresse Unamuno au PSOE : parce qu'il s'en tient à un dogmatisme étroit, il sous-estime l'importance de la religion, il néglige le phénomène des régionalismes, il se désintéresse des questions agraires...

45 C'est l'hypothèse de l'un des meilleurs connaisseurs de l'anarchisme espagnol, Juan DÍAZ DEL MORAL, notaire à Bujalance, dans son livre, Histoire des agitations paysannes en Andalousie, publié en 1929, qui reste l'une des analyses les plus lucides de la question agraire.

46 Le Collectivisme de Costa - Rafael Altamira signale ses ressemblances avec le populisme russe - doit beaucoup au livre d'Henry George, publié en 1879, Progress and Liberty; ce livre a été traduit en espagnol en 1893, mais Costa cite déjà l'édition française de 1886.

47 Selon le romancier Ramón Pérez de Ayala, ni les catholiques pratiquants ni les valets n'étaient admis au parti socialiste.

48 Cf. ce manifeste de la maison du peuple de Grenade, en décembre 1902 : « À la différence des démocrates vulgaires, nous pensons que la souveraineté populaire est un mythe [...] . Le suffrage universel est trompeur et immoral. Trompeur, parce que sa seule existence crée une illusion honteuse; et immoral parce qu'est intrinsèquement immoral tout ce qui, pour justifier sa raison d'être, a besoin de s'appuyer sur la base branlante du mensonge. »

CHAPITRE V

L'Espagne invertébrée (1917-1931)

« Bien ou mal, écrit Ortega en 1917, l'Espagne de la Restauration et de la Régence avait une structure. L'Espagne du xx[e] siècle est une Espagne invertébrée. » L'Espagne a changé depuis 1876. À la question agraire, toujours d'actualité, s'ajoutent maintenant les revendications des ouvriers dans les zones industrielles anciennes - la Catalogne - ou récentes - la Biscaye et les Asturies -, appuyées par des organisations syndicales de masse. La défaite de Cuba et les premières tentatives pour s'implanter au Maroc ont exaspéré l'antimilitarisme et créé un malaise dans l'armée, de plus en plus coupée du peuple et de plus en plus employée à maintenir l'ordre. Depuis qu'Alphonse XIII a commencé à régner, en 1902, le régime qu'avait introduit Cánovas del Castillo ne fonctionne plus correctement. À côté des partis dynastiques - conservateurs et libéraux - dont l'alternance au pouvoir était censée rythmer la vie politique, des forces nouvelles sont apparues ou se sont développées : les nationalistes qui remettent en cause l'unité nationale et les républicains qui contestent la forme du régime. Antonio Maura a essayé d'apporter des aménagements pour tenir compte des changements intervenus depuis 1876; il suggérait de mettre fin au caciquisme et de donner satisfaction à quelques-unes des revendications autonomistes des Catalans; la Semaine tragique de Barcelone a interrompu l'expérience. José Canalejas, lui aussi partisan de réformes, a été assassiné. L'Espagne d'Alphonse XIII est ainsi confrontée à trois problèmes :

un problème social, lié à des structures économiques qui accroissent les inégalités ;

un problème militaire : on demande à une armée, critiquée, mal payée et mal adaptée à ses missions d'occuper la zone d'influence qui a été attribuée à l'Espagne au Maroc ;

un problème politique : comment moraliser la vie politique et, en même temps, adapter les institutions pour faire de l'Espagne une nation moderne et dynamique ?

En 1917, l'Espagne manque de sombrer dans le chaos. Ouvriers, paysans, militaires et parlementaires se révoltent, mais chacun de ces groupes s'en tient à ses propres revendications, sans se soucier des autres. Cette série de corporatismes empêche l'opposition de se regrouper. Des opérations mal engagées aboutissent à une catastrophe militaire au Maroc. En même temps, la situation se dégrade sur le plan social. Le régime croit résoudre les difficultés en suspendant la constitution et en imposant une dictature militaire. Cette solution ne fait que retarder les échéances. En 1931, c'est l'institution monarchique elle-même qui apparaît à beaucoup comme un obstacle aux changements nécessaires; elle est renversée.

LES MOUVEMENTS DE 1917

Depuis 1815, l'Espagne évite d'entrer dans des alliances diplomatiques qui pourraient l'entraîner dans un conflit international. Dans les dernières années du XIXe siècle, la situation de son économie et de ses forces armées, ainsi que la conjoncture en Europe, l'encouragent à ne pas changer d'attitude, même si, par sa position géographique, elle doit entretenir des rapports de bon voisinage avec la France et ménager l'Angleterre qui occupe Gibraltar et considère le détroit comme vital pour ses communications avec Suez et avec l'Empire des Indes. Quand éclate la grande guerre de 1914, l'Espagne se déclare neutre. Elle n'a guère le choix, comme le rappelle le chef du gouvernement, Eduardo Dato : « Toute tentative d'entrer en guerre ruinerait la nation et déclencherait la guerre civile [...]. Si la guerre du Maroc représente de grands sacrifices et ne suscite pas l'adhésion du peuple, comment pourrions-nous nous lancer dans un conflit qui suppose des risques plus sérieux et des dépenses qui, pour nous, seraient fabuleuses ? » La neutralité, cependant, n'est pas l'indifférence à l'égard des belligérants. L'opinion, en Espagne, est divisée pendant toute la durée du conflit en Europe. En gros, le centre et la gauche ainsi que les intellectuels sont aliadophiles; ils sont de cœur avec la France et l'Angleterre ; à droite, on serait plutôt favorable aux Empires centraux -

on est germanophile -, mais, à aucun moment, personne n'envisage de prendre part à la guerre.

Au demeurant, l'économie espagnole profite de la neutralité. La guerre a bouleversé le marché international. Les grandes puissances qui, jusque-là, exportaient des biens de consommation deviennent importatrices de toute sorte de produits. La concurrence étrangère disparaît momentanément et les producteurs espagnols n'ont plus à redouter de rivaux sur le marché intérieur. Certaines importations se raréfient, ce qui oblige à créer des industries de substitution (chimie, machines, biens d'équipement...). En même temps, l'Espagne exporte beaucoup plus qu'avant la guerre, non seulement des matières premières, mais aussi des biens qui étaient autrefois destinés à la consommation intérieure : textiles, cuirs, chaussures, papier, produits alimentaires et même des produits chimiques, de l'outillage et certains biens d'équipement. Les transports maritimes, enfin, connaissent un développement intense en raison de ce commerce et de la neutralité du pavillon espagnol. Les compagnies de navigation enregistrent des bénéfices considérables [1]; c'est de cette époque que date la fortune colossale de Juan March. La neutralité pousse l'Espagne à moderniser son équipement industriel. C'est alors, par exemple, que le textile catalan passe du stade des petites entreprises concurrentes à celui de concentrations plus vastes et que des compagnies hydroélectriques se créent et prospèrent. Cette conjoncture favorable entraîne une hausse rapide des prix que ne vient pas compenser celle des salaires [2]. Tous ceux qui perçoivent des revenus fixes - ouvriers, fonctionnaires, rentiers - voient leur niveau de vie baisser dans des proportions alarmantes. Entre le 1er janvier 1916 et le 31 mars 1918, la misère oblige plus de deux cent mille Espagnols - pour la plupart, des Valenciens et des Murciens - à s'expatrier. La fin de la guerre a pour conséquence le ralentissement d'une prospérité factice, mais l'inflation subsiste et condamne la partie la plus nombreuse de la population à vivre dans des conditions de plus en plus précaires. En outre, le chômage touche certaines entreprises qui avaient profité de la conjoncture pour développer leurs activités. Enfin, la grippe dite espagnole, avec ses milliers de victimes, contribue à accroître le désarroi. En 1919, des boulangeries et des épiceries sont prises d'assaut à Madrid et dans plusieurs grandes villes; la Garde civile réagit avec brutalité contre ces manifestations. C'est cette situation

qui permet de comprendre la gravité de la crise qui éclate en 1917, une crise qui présente trois aspects sans rapport apparent, mais dont la conjonction menace le régime : la révolte des militaires, l'agitation sociale et la fronde de certains parlementaires. De ces trois mouvements, le deuxième apparaît comme le plus menaçant; il fait passer les deux autres au second plan. C'est par peur d'une révolution sociale que le pouvoir civil cède aux pressions de l'armée et c'est pour les mêmes raisons que les parlementaires renoncent à leurs projets de réforme et même à exercer leur droit constitutionnel de contrôle sur les actes de l'exécutif. Discrédités, les politiques ne peuvent que s'incliner, en 1923, devant un coup d'État militaire auquel la classe ouvrière, affaiblie par les coups qu'on lui a portés, est incapable de s'opposer.

L'armée et la nation

Comme beaucoup d'autres catégories sociales, les officiers voient leur pouvoir d'achat baisser par suite de la hausse des prix. Il y a entre eux des rivalités. Ceux qui servent au Maroc peuvent bénéficier de promotions accélérées pour mérites de guerre ; c'est le cas des officiers d'infanterie et de cavalerie. Les artilleurs, au contraire, avancent seulement à l'ancienneté et en sont réduits à mener une existence médiocre dans une ville de garnison. Cela crée des tensions entre les différentes armes. En mai 1917, des officiers mécontents constituent des comités - Juntas de defensa - pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation de l'armée et demander qu'on prenne en compte leurs revendications. Ces comités ne sont pas autre chose que des syndicats. Le chef du gouvernement, García Prieto, l'entend bien ainsi; il ne peut accepter que des militaires adoptent cette forme d'action et il fait arrêter les dirigeants. Le 1er juin, les Juntes lancent un ultimatum pour exiger leur libération. Le gouvernement cède et démissionne. Les choses ne s'arrêtent pas là. Les militaires suggèrent à Antonio Maura, représentant de la droite libérale, de prendre la tête d'un gouvernement réformateur, mais Maura répugne à l'idée d'arriver au pouvoir sous la pression de l'armée (20 juin 1917). Sous prétexte que le roi est le chef suprême de l'armée, les Juntes négocient directement avec lui sans passer par la voie hiérarchique ni par le ministre de tutelle. Le

gouvernement finit par supprimer les Juntes en 1922, après avoir satisfait à quelques-unes de leurs revendications. On retient généralement de cet épisode le rôle insolite qu'ont joué les Juntes et leur insubordination à l'égard du pouvoir civil ; elles donnent l'impression que l'armée occupe une place particulière dans la nation. On peut retourner l'argument: comme d'autres éléments de la nation, les militaires sont sensibles au malaise de la société espagnole et sont choqués par l'incapacité des partis politiques à trouver des solutions adéquates. Les Juntes de défense témoignent, à leur façon, que les institutions ne fonctionnent pas correctement. Elles révèlent aussi que l'armée ne forme pas un bloc homogène. Ce qui déclenche le mécontentement, ce sont les privilèges dont bénéficient certains cadres, ceux qui sont engagés dans la guerre coloniale. C'est l'amorce de divergences internes dans l'armée. Les Africains ne cesseront plus de s'opposer aux autres officiers ; ils leur reprochent de faire de la politique, mais eux-mêmes ne sont pas les derniers à faire pression sur les gouvernements et les partis. Au-delà de cette division, une autre paraît plus significative ; elle porte sur la conception que les uns et les autres se font de l'armée. Pour les Africains, l'armée est investie d'une mission - la défense de la patrie, au-dehors comme au-dedans -, ce qui lui confère une place particulière dans la nation à laquelle elle s'identifie volontiers. D'autres officiers, au contraire, considèrent que l'armée ne peut rester indifférente aux problèmes de l'ensemble de la nation ; ils sont sensibles au malaise de la société et conscients que des réformes sont nécessaires. À leur façon, les Juntes de défense de 1917 expriment des préoccupations de cet ordre. Elles font, en effet, de la politique parce que les problèmes posés exigent des solutions politiques. Contrairement à ce que l'on croit, l'armée, dans l'Espagne du XXe siècle, n'est pas monolithique; elle n'est pas tout entière réactionnaire. Avant comme après 1931, il y aura des officiers républicains. Il y en aura en 1936 et il n'est pas indifférent de noter que le chef du soulèvement militaire, Franco, est le plus représentatif des Africains, de ces officiers qui ont gagné leurs galons grâce à la guerre coloniale et à ces promotions accélérées dénoncées par les Juntes de défense.

Vers 1920, précisément, les Africains renforcent leurs positions. C'est le 31 août de cette année que Millán Astray a fondé la Légion - tercio de extranjeros -, ces « fiancés de la mort » qui, au début, comptent seulement

trois bataillons - banderas -, l'un d'eux placé sous les ordres de Franco. Il s'agit, pour l'Espagne, d'occuper la zone qui lui a été attribuée au Maroc. En 1918, le général Berenguer est nommé haut-commissaire. Il conçoit une manœuvre double. La première partie de son plan, à l'ouest, réussit pleinement. La seconde, à l'est, concerne l'arrière-pays de Melilla. Là, le général Fernández Silvestre, qui se heurte à Abd-el-Krim, déclenche une opération sans prépara tion suffisante et sans avoir assuré ses lignes de communication. Le 20 juillet 1921, ses troupes sont attaquées à Annual. Silvestre donne l'ordre d'évacuer la place. La retraite se transforme en débandade. Harcelés par les partisans marocains, les soldats espagnols et leurs auxiliaires indigènes sont massacrés. Silvestre se suicide. Dans les deux semaines qui suivent, tous les fortins de la zone, privés d'eau et de munitions, sans possibilité d'évacuer les blessés, s'effondrent l'un après l'autre; leurs défenseurs sont exterminés. La position du mont Arruit, dans laquelle sont enfermés trois mille soldats, résiste du 29 juillet au 9 août. Le haut commandement réagit tard et mal. Berenguer, qui s'était rendu à Melilla avec des renforts - ceux-là mêmes qu'il avait refusés à Silvestre -, hésite sur la conduite à tenir. Il s'en faut de peu que Melilla ne soit emportée. L'opération se solde par plus de douze mille morts et des milliers de blessés, ainsi que par la perte d'une grande partie de l'armement et du matériel. À Madrid le cabinet démissionne. Maura, qui forme le nouveau gouvernement, charge le général Picasso d'enquêter sur les causes de la catastrophe, mais le ministre de la Guerre demande qu'on limite les investigations aux échelons subalternes du commandement, sans chercher à établir les responsabilités de Berenguer et de l'état-major.

La fronde des parlementaires

Grâce à la neutralité, une partie de la bourgeoisie a réalisé des gains considérables en faisant du commerce avec les belligérants et en spéculant sur les produits de première nécessité. Dans les milieux politiques, certains sont choqués par ces fortunes rapidement édifiées; le ministre libéral Santiago Alba, par exemple, aurait voulu taxer les bénéfices extraordinaires; son projet n'aboutit pas. D'autres sont d'avis qu'il faudrait profiter de la conjoncture favorable pour moderniser le pays ; ils seraient

prêts, pour cela, à introduire des changements dans le système politique; un bon représentant de cette bourgeoisie dynamique et réformatrice est l'ingénieur basque Urgoiti qui est à la tête d'une grosse entreprise de papeterie. Urgoiti fonde, en 1917, un quotidien, El Sol, dans lequel Ortega y Gasset plaide pour une modernisation des structures politiques. D'autres, enfin, comme les nationalistes catalans, estiment que le moment est venu de forcer le destin. La formation des Juntes de défense crée une situation favorable pour mettre en place un véritable régime parlementaire et des institutions qui permettraient à l'Espagne de devenir une nation moderne et à la Catalogne et au pays Basque de disposer d'un statut d'autonomie. Le chef de la Ligue régionaliste, Cambô, est de ceux-là. Avec l'accord du groupe réformiste de Melquíades Àlvarez, il demande qu'un débat ait lieu au Parlement sur les modifications à apporter à la constitution. Dans un premier temps, les parlementaires catalans se réunissent seuls à Barcelone, le 5 juillet 1917. Ils demandent qu'on convoque des Cortès constituantes. Pour toute réponse, le gouvernement Dato s'en tient à des arguments strictement juridiques : selon la constitution, seul le roi a l'initiative d'une telle convocation; en même temps, Dato cherche à discréditer les Catalans en les accusant de menées séparatistes, ce qui n'est pas exact; les parlementaires se bornaient à demander l'aménagement des structures nationales avec la possibilité, pour certaines régions, d'accéder à une marge d'autonomie. Cambô invite alors les députés et les sénateurs de toute l'Espagne à se retrouver à Barcelone, le 19 juillet. En dehors des Catalans, seuls les républicains et les socialistes répondent favorablement. La défection des amis de Maura est particulièrement remarquée; Maura, en effet, aurait pu assurer la jonction avec les Juntes de défense, qui lui faisaient confiance, et donner à l'opération une caution de droite, ce qui lui aurait donné plus de chances d'aboutir. Dato envoie des renforts de troupe à Barcelone pour empêcher la réunion, mais il n'a pas l'occasion de les utiliser; les parlementaires se séparent rapidement après que le gouverneur civil de Barcelone leur en a donné l'ordre.

En août, les grèves font naître d'autres soucis. Parlementaires et militaires ont également peur d'une révolution sociale ; toute velléité d'opposition est ajournée. Il n'empêche que Cambô a reculé devant l'épreuve de force. La déception est grande en Catalogne. Elle se transforme en colère quand on

apprend, en mars 1918, que le chef de la Ligue figure dans le grand gouvernement de concentration qu'Antonio Maura vient de former à la demande d'Alphonse XIII ; le souverain avait menacé d'abdiquer si les hommes politiques ne se mettaient pas d'accord. Cette péripétie illustre la faillite du régime. L'alternance entre deux grands partis de gouvernement ne fonctionne plus. L'irruption de la Ligue régionaliste a faussé le jeu politique. Des majorités stables ne sont plus possibles, malgré les manipulations électorales. Les crises ministérielles se succèdent entre 1917 et 1923. On en est réduit à des gouvernements dits de concentration, avec la participation de plusieurs partis, ou à des gouvernements de gestion, composés de fidèles du souverain, cela au moment où les Juntes de défense militaires défient le pouvoir et où les syndicats ouvriers et paysans déclenchent des grèves pour protester contre la vie chère. Le grand ministère Maura tombe au bout de quelques mois. Cambô retourne dans l'opposition et fait de nouveau campagne en faveur de l'autonomie de la Catalogne, en reprenant quelques-uns des arguments du président Wilson sur les nationalités opprimées. C'est alors qu'Alcalâ Zamora interpelle le chef de la Ligue : on ne peut pas être en même temps le Bolivar de la Catalogne et le Bismarck de l'Espagne, le fondateur d'une nouvelle nation et le sauveur d'un vieux pays. Cambô choisit de se rapprocher du gouvernement et, avec lui, de la bourgeoisie catalane dont il est le porte-parole, une bourgeoisie qu'inquiète la montée des revendications sociales et de la violence et qui fait passer la défense de l'ordre social avant celle du nationalisme; elle a trop besoin du pouvoir central et de ses moyens - l'armée et la police - pour venir à bout des anarchistes.

Jusqu'alors, la bourgeoisie catalane était la plus ardente à soutenir les revendications autonomistes. La Ligue n'avait pas de concurrent sur sa gauche. Les choses changent entre 1917 et 1923. La trahison de Cambó entraîne la formation d'un catalanisme populaire et d'un nationalisme de gauche. En 1919, Francesc Macià fonde la Fédération démocratique nationaliste, qui se transforme, en 1922, en État catalan (Estat català); en 1920, Luis Companys organise l'union des rabassaires, ces viticulteurs menacés d'éviction depuis la crise du phylloxéra; en 1922 enfin, des jeunes se séparent de la Ligue pour créer l'Action catalane. Ce dernier groupe organise, le 11 septembre 1923, le jour de la fête nationale catalane [3], une

réunion publique contre la guerre du Maroc au cours de laquelle on entend des cris comme : « À bas la Castille ! À bas l'Espagne ! À bas le roi ! » Cette poussée à gauche du catalanisme a été favorisée par l'évolution des socialistes sur la question du nationalisme. Déjà en 1913, Andreu Nin se disait à la fois socialiste et nationaliste. En 1918, c'est le PSOE lui-même qui se montre favorable à une confédération des peuples ibériques, donc à l'autonomie de la Catalogne sans aller toutefois jusqu'à reconnaître à cette dernière le droit à l'autodétermination. Il est vrai qu'en 1921 le PSOE redevient méfiant à l'égard du nationalisme catalan, jugé trop marqué à droite, trop réactionnaire, trop clérical ; il lui oppose de nouveau l'internationalisme prolétarien. Déçus, un certain nombre de militants quittent le parti et fondent, en 1923, l'Union socialiste de Catalogne. En dépit de ces réticences, le catalanisme devient, dans les années 1920, une force de gauche.

Les mouvements sociaux

Ce qui a fait reculer les militaires et les parlementaires en 1917, c'est moins l'autorité des gouvernements en place, eux-mêmes bien faibles, que les mouvements sociaux de cette même année 1917 et des années suivantes. La protestation des officiers et la fronde des parlementaires témoignent que la situation politique s'est dégradée, mais la grève générale éclipse ces deux phénomènes par les inquiétudes qu'elle suscite dans les milieux conservateurs. Ceux-ci ont craint - ou ont feint de craindre - que l'Espagne était menacée par une révolution sociale, et les échos des événements de Russie renforcent cette conviction au point que certains ont parlé d'une période bolchevique pour caractériser les années qui vont de 1917 à 1923.

Ce qui a pu justifier ces appréhensions, c'est la démonstration de force que donne alors le mouvement ouvrier et paysan. La neutralité a permis à une minorité de s'enrichir, mais elle a aggravé les inégalités sociales et les conditions de vie des pauvres; l'inflation des prix n'a pas été compensée par une hausse équivalente des salaires réels. Les syndicats qui dénoncent ces injustices voient leurs effectifs doubler en quelques années. En 1914, l'UGT avait moins de cent mille adhérents; elle en a deux cent quarante mille en 1917. Le PSOE passe de quinze mille militants à plus de cinquante mille,

mais ce sont les anarcho-syndicalistes qui enregistrent la progression la plus spectaculaire; la CNT aurait eu plus de sept cent mille adhérents. En 1919, on calcule qu'à Barcelone la moitié des ouvriers sont syndiqués et membres de la CNT et qu'à Madrid 30 % des travailleurs adhèrent à l'UGT. L'émulation entre les centrales syndicales n'entraîne pas de luttes d'influence. Au contraire, en juillet 1916, l'UGT propose aux dirigeants de la CNT - qui acceptent - un pacte d'unité d'action contre la hausse des prix. Les deux organisations tiennent des réunions communes à l'automne, et elles appellent ensemble à une grève générale de vingt-quatre heures pour le 18 décembre 1916. Le 23 mars 1917, constatant que le gouvernement et le parlement n'ont pas répondu à leurs revendications, l'UGT et la CNT décident le principe d'une grève générale illimitée, mais sans fixer de date précise. Le mouvement des cheminots de Valence, en juillet, surprend tout le monde. Le chef du parti socialiste, Pablo Iglesias, qui appuie les initiatives de Cambó et des parlementaires catalans parce qu'il les juge susceptibles d'apporter des réformes démocratiques, juge la grève inopportune. Certains se demandent même si l'on n'est pas en présence d'une provocation pour empêcher la réforme des institutions en créant une réaction de défense sociale chez les militaires et les conservateurs. C'est ainsi, en tout cas, que les choses se sont passées. De son côté, la Compagnie des chemins du fer du Nord refuse toute concession, et il n'est pas exclu que le gouvernement l'ait poussée à l'intransigeance, toujours avec l'arrière-pensée de dresser l'armée et les bourgeois contre les ouvriers. Placés dans une situation difficile, les socialistes ont scrupule à se désolidariser des cheminots. Malgré l'opposition de Pablo Iglesias, l'UGT lance un mot d'ordre de grève générale illimitée à compter du 13 août. Fidèle à son apolitisme, la CNT refuse de s'y associer parce que le mouvement se donne comme objectifs la formation d'un gouvernement provisoire et l'élection de Cortès constituantes ; il s'agit de changer le régime, comme le demandent au même moment Cambó et d'autres parlementaires, mais ceux-ci font marche arrière; ils ne tiennent pas à une victoire avec l'aide du mouvement ouvrier. Même les républicains restent en retrait. Quant à Cambô, il entrera, quelques mois plus tard, dans un gouvernement de coalition. Les socialistes et les syndicalistes de l'UGT sont isolés. La grève n'en est pas moins totale à Madrid, à Barcelone, à Bilbao, à Saragosse, à Oviedo... Le gouvernement décrète la loi martiale. L'armée intervient à Madrid, à Barcelone et dans les

Asturies. Les affrontements entre grévistes et militaires font une centaine de morts. On procède à deux mille arrestations. Les membres du comité de grève - parmi lesquels figurent Largo Caballero et Besteiro - sont traduits en conseil de guerre et condamnés à la réclusion à perpétuité [4]. Indignés par la manière dont le gouvernement a réprimé un mouvement qui, au départ, n'avait aucun caractère de violence, les républicains et des intellectuels - Cossío, Altamira, Américo Castro, Ortega, Unamuno, Machado - font campagne pour une loi d'amnistie.

Les conflits sociaux reprennent en 1919, cette fois sous l'impulsion des anarcho-syndicalistes et de la CNT, dans les deux régions qui leur sont acquises, l'Andalousie et la Catalogne. Dans la province de Cordoue, occupée par l'armée, les ouvriers agricoles demandent qu'on leur donne de vrais contrats de travail, qu'on augmente les salaires, qu'on diminue les horaires, qu'on rémunère le travail à l'heure et non plus au forfait... C'est la situation à Barcelone qui retient l'attention. La grève a commencé dans une compagnie anglo-canadienne d'électricité. Elle paralyse rapidement l'activité de la ville, plongée dans l'obscurité; les tramways ne circulent plus ; la plupart des usines, privées d'énergie, doivent fermer. Le gouvernement décrète la loi martiale. L'armée prend tous les pouvoirs; elle va même jusqu'à expulser le gouverneur civil de la province, ce qui entraîne la démission du gouvernement Romanones. La CNT et l'UGT dénoncent la collusion entre le patronat et les autorités et demandent qu'on mette fin à l'état d'exception. Loin de céder, le gouvernement Dato renforce la répression. Il fait voter la loi dite de fuites - ley de fugas - qui autorise la police à tirer sur les militants syndicalistes si ceux-ci tentent d'échapper à une arrestation; la mesure donne lieu à de multiples abus. Dato nomme un nouveau gouverneur civil, le général Martínez Anido. Celui-ci donne carte blanche à la police pour abattre la CNT. Alors s'ouvre l'une des périodes les plus sombres dans l'histoire du mouvement ouvrier. Pendant près de trois ans, de 1920 à 1923, la ville de Barcelone est livrée aux tueurs à gages - les pistoleros. Chaque groupe a les siens, les patrons, les syndicats jaunes, la police comme les anarchistes; le terrorisme des uns provoque le contre-terrorisme des autres. Les assassinats se comptent par centaines. L'arrestation des dirigeants de la CNT - dont celle d'Angel Pestaña qui n'était pas un partisan de la violence - laisse les groupes d'autodéfense

anarchistes libres d'agir à leur guise. En mars 1921, le chef du gouvernement, Dato, tombe sous les balles de tueurs. «Je n'ai pas tiré sur Dato, déclare son assassin ; j'ai tiré sur l'homme qui a fait voter la loi des fuites. » En 1922, apparaissent les Solidaires - Ascaso, Durruti, García Oliver... -, le plus connu des groupes d'action anarchistes qui se propose de frapper les responsables, et non plus les simples exécutants des attentats patronaux et policiers. En guise de représailles à l'assassinat, le 10 mars 1923, de Salvador Seguí, l'un des plus modérés des dirigeants de la CNT, les Solidaires abattent l'ancien gouverneur de Bilbao et le cardinal-archevêque de Saragosse.

Aussitôt connue, la révolution russe éveille une très grande curiosité, une sympathie évidente et des espoirs dans le mouvement ouvrier espagnol[5]. Le deuxième congrès national de la CNT, en décembre 1919, décide d'adhérer provisoirement à la IIIe Internationale, sans renoncer toutefois au communisme libertaire et sous réserve du rapport que feront les délégués envoyés à Moscou. Ceux-ci sont divisés. Andreu Nin - le futur dirigeant trotskiste du Parti ouvrier d'unification marxiste (le POUM) pendant la guerre civile de 1936 - fait figure de bolchevik, mais la majorité de la CNT suit Angel Pestaña et, en juin 1921, rompt avec les soviets qui viennent d'écraser la révolte des marins de Cronstadt et l'armée noire de l'anarchiste Makhno. Du côté socialiste, l'attitude à adopter à l'égard de la révolution russe fait l'objet de discussions serrées. En avril 1921, après avoir entendu Pablo Iglesias, Julián Besteiro et Fernando de los Ríos — celui-ci revenait de Moscou -, tous hostiles à l'adhésion à la IIIe Internationale, le PSOE refuse, par 8 854 voix contre 6 094, les vingt et une conditions de Lénine. Quelques-uns des dissidents fondent alors le parti communiste qui ne compte que très peu d'adhérents. À la différence de ce qui se passe au même moment dans d'autres pays d'Europe occidentale et malgré l'enthousiasme du début, la IIIe Internationale n'arrive pas à s'implanter en Espagne.

LA DICTATURE

Au début 1923, le gouvernement est débordé par la situation. Depuis des années, Barcelone connaît un régime de terreur; ni la loi martiale ni les pleins pouvoirs donnés à la police ne ramènent le calme et la sécurité. Les

milieux conservateurs redoutent que les troubles ne s'étendent à l'ensemble du pays et ne finissent par déboucher sur une révolution bolchevique, crainte exagérée, sans doute, mais qui contribue à créer un climat d'exaspération contre la classe politique rendue responsable de la faillite des institutions. Une grande partie de l'opinion aspire à la paix et ne cache plus son mépris pour les hommes au pouvoir et les partis traditionnels. Enfin, les événements du Maroc continuent à préoccuper les responsables civils et militaires. Après le désastre d'Annual, la zone orientale du protectorat espagnol est menacée par les hommes d'Abd el-Krim. Le gouvernement semble pencher pour une solution politique ; il entend, en tout cas, ne plus laisser les militaires libres d'agir à leur guise et nomme un haut commissaire civil. Cette détermination apparente provoque la fureur des Africains qui brûlent d'en découdre; ils veulent venger leurs camarades et reprendre le terrain perdu. Millán Astray, fondateur et chef de la Légion étrangère, démissionne avec éclat en signe de protestation. Dans l'opinion et aux Cortès, beaucoup souhaitent savoir ce qui s'est exactement passé à Annual et établir les responsabilités. La session parlementaire se termine en juin. Elle droit reprendre à l'automne, et un débat paraît inévitable sur le rapport de la commission d'enquête présidée par le général Picasso. Or ce rapport risque de mettre en cause le roi qui aurait encouragé Silvestre dans son offensive téméraire ; la collusion entre la cour et certains officiers supérieurs, si elle venait à être démontrée, ne manquerait pas d'ébranler le trône[6].

Les Cortès ne se réunirent pas comme prévu. Depuis quelque temps - on le savait -, certains généraux préparaient un soulèvement. Primo de Rivera prend les devants. Il est arrivé à Barcelone, à l'automne 1922, comme capitaine général de la région. Il a noué des contacts avec les milieux économiques et avec la Ligue régionaliste de Cambó; il a noté leur exaspération devant l'agitation sociale, la violence, l'incapacité du Parlement et des partis, les opérations au Maroc qui paraissent mal engagées... Fort des appuis qu'il croit avoir trouvés à Barcelone, Primo de Rivera lance, le 12 septembre 1923, une proclamation « au pays et à l'armée : Le moment est venu pour nous [...] de recueillir l'inquiétude et d'entendre la clameur de tous ceux qui, parce qu'ils aiment leur patrie, ne voient pas d'autre solution que de la libérer des professionnels de la politique, des

hommes qui, pour une raison ou pour une autre, nous offrent le tableau des malheurs et de l'immoralité qui ont commencé en 1898 et qui menacent d'entraîner l'Espagne dans une fin prochaine, tragique et déshonorante. Le réseau serré des appétits politiques a saisi, dans ses mailles, jusqu'à la volonté du roi. [...] Ces hommes s'accommodent si facilement et avec tant de plaisir de l'alternance et du partage des places; ils organisent, dans leurs rangs, leur propre succession. [...] Nous n'avons pas à justifier une initiative que la partie saine de la population exige et impose. On assassine des prélats, d'anciens gouverneurs, des agents de l'autorité, des patrons, des contremaîtres, des ouvriers; on perpètre dans l'impunité d'audacieux vols à main armée; on déprécie la monnaie ; on gaspille par millions les fonds secrets ; on pratique une politique douanière suspecte [...] ; on se livre à de basses intrigues politiques en prenant pour prétexte la tragédie du Maroc ; on ne sait comment résoudre ce grave problème national; l'ordre social n'est plus respecté ; le travail n'est pas récompensé ; la production nationale - agricole et industrielle — est précaire et ruineuse; les communistes font campagne ouvertement; l'impiété et l'ignorance triomphent; la politique influe sur les décisions de justice ; la propagande séparatiste s'affiche au grand jour ». Et Primo de Rivera d'annoncer la formation d'un directoire militaire, limité dans le temps, qui sera chargé de maintenir l'ordre et d'assurer le fonctionnement des pouvoirs publics jusqu'à ce que surgissent du pays «les hommes droits, sages, travailleurs et consciencieux qui soient en mesure de constituer un ministère sous notre sauvegarde ».

Alphonse XIII est alors en vacances à Saint-Sébastien. Il refuse de convoquer les Cortès. Il conseille à Santiago Alba, qui est auprès de lui, de fuir à l'étranger; c'était le seul ministre nommément désigné dans le manifeste de Primo de Rivera comme le responsable de tous les vices du système et on annonçait sa mise en accusation. Le roi s'incline donc devant le fait accompli. Le 15, il nomme Primo de Rivera « président du directoire militaire chargé du gouvernement». La constitution est suspendue, le Congrès et le Sénat dissous, ainsi que les conseils généraux et les conseils municipaux — pépinières et fruits de la politique partisane et du caciquisme, selon le dictateur. Primo de Rivera entend seulement débarrasser le pays des professionnels de la politique; il ne supprime donc pas les partis politiques; le PSOE et la Ligue régionaliste de Catalogne

peuvent continuer à vivre au grand jour, mais les partis traditionnels, étant de simples comités électoraux, perdent toute raison d'être avec la dissolution du Congrès et du Sénat. Des officiers qui, aux yeux de Primo de Rivera, ont le sens de la discipline et des responsabilités prennent en main les principaux secteurs de l'administration. La majorité de l'opinion publique accueille le coup d'État avec résignation et même avec soulagement; depuis longtemps, elle est écœurée par l'incapacité des politiques et lasse de l'insécurité. Les communistes — ils ne sont alors qu'une poignée — et des anarchistes de Madrid lancent un appel à la grève générale qui ne rencontre pas d'écho. Aucun mouvement populaire ne cherche à s'opposer au dictateur. Le PSOE et l'UGT recommandent seulement aux travailleurs de se montrer vigilants et de se tenir à l'écart de toute aventure.

En Espagne, quand on parle de dictature, on pense à celle de Primo de Rivera, bien que le général ait récusé le terme [7]. Les précédents ne sont pas nombreux. On peut citer Narváez en 1848 et Serrano en 1874, encore que, dans les deux cas, il s'agisse d'un pouvoir autoritaire exercé par des généraux plus que de véritables régimes militaires. Avant l'avènement de Franco, Primo de Rivera représente l'un des très rares exemples où l'armée prend la direction des affaires politiques, mais toute comparaison avec le régime franquiste est à écarter; Primo de Rivera n'a rien d'un dictateur au sens que l'on donne habituellement à ce mot. Le directoire militaire — c'est ainsi que s'intitule le nouveau gouvernement — comprend neuf généraux et un contre-amiral ; tous les gouverneurs civils sont remplacés par des officiers. En réalité, les choses sont plus complexes. C'est Primo de Rivera et lui seul qui exerce le pouvoir; c'est lui seul qui propose au roi les décisions à prendre ; le directoire se borne à lui donner des avis ; il n'est pas l'équivalent d'un conseil des ministres. Un décret du 21 décembre interdit même aux membres du directoire d'entrer directement en contact avec le souverain ; ils doivent passer par Primo de Rivera qui concentre donc tous les pouvoirs. Celui-ci est arrivé aux affaires avec le consentement de l'armée, mais il n'est pas sûr qu'il soit son représentant. Il n'a guère de sympathies, par exemple, pour les Africains; lors d'une tournée d'inspection au Maroc, en juillet 1924, il a même une altercation assez vive avec des officiers de la Légion, en présence de leur chef, Franco. Enfin, Primo de

Rivera gouverne d'une manière arbitraire plus qu'autoritaire et il ne cherche pas à créer un État totalitaire. C'est ce qui le distingue du fascisme tel que Mussolini le façonne, au même moment, en Italie [8]. Entre le régime fasciste et la dictature espagnole, les analogies sont plus formelles que réelles, en dépit de la phrase attribuée à Alphonse XIII ; en visite officielle à Rome, en novembre 1923, il aurait dit, en désignant Primo de Rivera : «Voilà mon Mussolini à moi. » Il y a bien, en avril 1924, création d'un parti unique, l'Union patriotique, mais la chose est seulement ébauchée. Le régime de Primo de Rivera présente des points communs avec le fascisme italien, mais il s'inspire aussi de certaines tendances du catholicisme social - celles que défend Patrice de La Tour du Pin - et il reprend quelques-unes des idées-forces du régénérationnisme espagnol de la fin du XIX[e] siècle, celles que Joaquín Costa avait essayé de faire adopter contre les partis. On peut les résumer en trois points : la nécessité d'un pouvoir fort, une dictature provisoire, pour briser la résistance des groupes de pression ; la conviction que la politique fausse tout : il faut ramener les problèmes politiques à des problèmes techniques, les neutraliser, en quelque sorte, pour mieux les résoudre ; la volonté de donner à la puissance publique un rôle déterminant dans l'économie : l'État contre les intérêts particuliers.

Conformément à ces principes, la dictature inaugure une politique de grands travaux dont certains sont repris du programme de Costa : irrigation du bassin de l'Èbre, électrification, développement des chemins de fer et du réseau routier... C'est la tâche confiée au comte de Guadalhorce et à Calvo Sotelo: moderniser les structures économiques grâce au protectionnisme et à la création de monopoles d'État. On retiendra, de ce point de vue, la mise en place de la Compagnie téléphonique nationale d'Espagne — la Telefónica -, de la Compagnie des pétroles — Campsa — et du Patronage national du tourisme qui construit, dans des régions touristiques, des hôtels de luxe pour accueillir une clientèle aisée, espagnole et étrangère ; quelquefois, ce sont des monuments historiques que l'on restaure et que l'on aménage dans cette intention. Le premier de ces paradors est ouvert à Gredos, en 1928, le deuxième à Mérida. Cette impulsion conduit à des réalisations spectaculaires, pour l'époque : les routes principales sont goudronnées et adaptées à la circulation des automobiles; on commence à électrifier le réseau ferré; le téléphone automatique se répand... Pourtant,

contrairement à ce que croyait le dictateur — et, avant lui, Costa -, ces grands travaux ne sont pas politiquement neutres ; ils ont une contrepartie. Ici, le prix à payer se présente sous deux formes : la dette publique s'accroît et le capital étranger renforce ses positions; d'énormes intérêts allemands et américains sont enjeu dans les trusts hydroélectriques; c'est une société américaine — l'ITT — qui obtient la concession du monopole des téléphones, etc. Le nationalisme économique, en revanche, et le souci de garantir l'indépendance de l'Espagne, notamment dans le domaine de la défense, inspirent la création de la Campsa qui reçoit, en 1927, le monopole d'importer, de raffiner et de distribuer le pétrole ; dans ce cas, les compagnies étrangères — en particulier Shell et la Standard Oil —, qui jouissaient d'un monopole de fait, voient leurs intérêts directement mis en cause. Les conséquences se font sentir vers la fin de la dictature ; les prix de l'électricité et du téléphone montent et l'inflation reprend.

Pour la majorité de l'opinion publique, Primo de Rivera est l'homme qui a relancé l'économie et ramené la paix sociale. Les attentats cessent. En 1924, le directoire militaire se lance dans la construction de logements à bon marché, à Madrid, notamment; ce sont les fonctionnaires — militaires et civils — et les classes moyennes qui en profitent, plus que les ouvriers, mais c'est une indication sur les préoccupations sociales du régime qui prétend apporter des solutions pratiques et concrètes aux problèmes. Le dictateur cherche à établir des relations de confiance avec les syndicats ouvriers en les associant à la gestion des conflits sociaux et en imposant l'arbitrage de l'État. Dès les premiers mois, des gestes symboliques témoignent de ce désir d'instaurer un climat nouveau. Primo de Rivera reçoit le dirigeant UGT des Asturies; le gouverneur civil de Madrid va visiter la Maison du peuple... Les socialistes sont sensibles à ces attentions et à cette orientation. Primo de Rivera s'engage non seulement à conserver les acquis sociaux, mais encore à améliorer la condition des ouvriers. L'UGT devient un interlocuteur privilégié du directoire militaire. Le courant réformiste et pragmatique, représenté par Julián Besteiro et Largo Caballero, l'emporte au sein du syndicat. En septembre 1924, le dictateur fait un pas de plus. Il décide de faire entrer au Conseil d'État un représentant des travailleurs qui serait désigné par le président du Conseil supérieur du travail, mais qui, en fait, serait celui que proposerait l'UGT. Largo Caballero

accepte de siéger au Conseil d'État, malgré l'opposition de Fernando de los Ríos et d'Indalecio Prieto. C'est le point de départ d'une longue rivalité; Largo Caballero et Prieto ne cesseront plus de prendre des positions opposées sur la plupart des problèmes politiques. Leurs rapports se détériorent un peu plus, en novembre 1926, quand le ministre Aunós envisage de mettre en place des syndicats verticaux, de type corporatif, sur le modèle mussolinien. Cette Organisation corporative nationale vise à harmoniser les rapports sociaux en prévoyant une procédure d'arbitrage pour les contrats de travail, les conflits, les indemnités de renvoi, etc. Les comités paritaires en sont le rouage essentiel. L'UGT y voit l'occasion d'accroître son influence dans la classe ouvrière en même temps que de lui éviter de longues et coûteuses grèves. De fait, malgré l'augmentation du chômage, le nombre des journées de grève diminue entre 1924 et 1930. En 1932, l'UGT dressera même un bilan plutôt positif de la période ; non seulement on a épargné à la classe ouvrière des sacrifices inutiles, mais encore on a amélioré ses conditions de travail et on a obtenu pour les travailleurs licenciés des indemnités substantielles. Paradoxalement, ce sont les patrons et les syndicats catholiques qui montrent le plus de réticence à l'égard des comités paritaires. Les premiers craignent qu'après la chute de la dictature — elle finira bien par arriver — ils ne soient placés en position d'infériorité en face des représentants ouvriers et contraints d'accepter des concessions importantes. Quant aux syndicats catholiques — ils se sont développés depuis 1920, notamment dans le secteur agricole, en Castille -, ils contestent le mode d'élection aux comités : les représentants ouvriers y sont élus au scrutin majoritaire et non à la proportionnelle, ce qui donne l'avantage à l'UGT. La neutralité bienveillante des socialistes à l'égard de la dictature — il serait inexact de parler d'une véritable collaboration — ne commencera à se démentir que vers 1929.

Primo de Rivera est beaucoup moins indulgent vis-à-vis des autres composantes du mouvement ouvrier. Bien qu'ils soient très peu nombreux, les communistes sont sévèrement pourchassés et toute propagande bolchevique — comme on disait à l'époque — est rigoureusement interdite. Quant aux anarcho-syndicalistes, associés dans l'esprit de Primo de Rivera à la vague de terrorisme qui ravageait Barcelone depuis plusieurs années, ils sont étroitement surveillés ; leurs syndicats sont fermés, leurs journaux

interdits, certains de leurs dirigeants arrêtés ou contraints à fuir à l'étranger. Devant cette situation, les militants sont divisés. Sans renoncer à l'action directe — qui exclut toute participation à des comités paritaires et toute idée d'arbitrage -, une tendance voudrait transformer la CNT en une organisation purement économique et laisser les adhérents libres d'accepter l'idéologie de leur choix; ils ne seraient plus tenus d'être tous libertaires; cela revient, en somme, à proclamer l'indépendance du syndicat par rapport aux partis. À ce courant s'opposent les spontanéistes. Beaucoup de ces derniers ont vécu — ou vivent encore — en exil où ils ont rencontré d'autres anarchistes proscrits, des Portugais en particulier. Sous couvert d'activités de plein air — excursions en montagne, bains de mer, naturisme -, certains de ces clandestins se retrouvent périodiquement sur des plages ou dans des lieux isolés. Entre deux baignades, on fait des exercices de gymnastique, on peste contre le tabac et l'alcool, mais on échange aussi des journaux et des brochures, on conspire, on s'entraîne à manier le pistolet et les explosifs... C'est au cours d'une de ces rencontres qu'en juillet 1927, sur une plage du littoral de Valence, est fondée la Fédération anarchiste ibérique — FAI — qui, comme son nom l'indique, rassemble théoriquement des anarchistes espagnols et portugais. Organisation clandestine formée de groupes autonomes d'une dizaine de membres, la FAI se propose de reprendre le contrôle du mouvement anarchiste et d'abattre la dictature en liaison avec d'autres opposants, notamment avec les nationalistes catalans. Primo de Rivera, en effet, est un adversaire résolu du séparatisme qu'il réprime avec énergie [9]. C'est alors que le catalanisme de gauche se sépare définitivement de la Ligue de Cambó et des milieux conservateurs. La Ligue avait entretenu de bons rapports avec Primo de Rivera du temps où celui-ci était capitaine général de Barcelone. Elle ne l'avait probablement pas découragé quand il préparait son coup. Cambô avait trop souffert de l'ostracisme des partis dynastiques pour ne pas souhaiter qu'on les mît à l'écart et, d'autre part, il partageait les préoccupations des industriels devant le climat de violence qui régnait en Catalogne. Il n'est pas exclu que Primo de Rivera ait vaguement promis de faire quelque chose en faveur de l'autonomie de la région. Arrivé au pouvoir, il se montre beaucoup plus sévère pour les menées séparatistes. Au début, le parti de Cambô ne s'en inquiète pas trop dans la mesure où le dictateur réserve ses coups les plus durs aux anarchistes et aux catalanistes de gauche ; il croit représenter un

autonomisme respectable auquel le nouveau pouvoir n'osera pas s'attaquer. Très vite, il lui faut déchanter. Qu'il agisse de sa propre initiative ou pour donner des gages aux militaires et aux partisans de l'unité nationale, Primo de Rivera frappe indistinctement tous les séparatismes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Ces derniers s'en accommodent au début, parce que le dictateur réussit à éliminer le terrorisme à Barcelone et parce qu'il fait adopter des mesures protectionnistes en faveur de l'industrie du coton. Par la suite, il est trop tard pour réagir. Cette attitude de la Ligue laisse le champ libre aux autres tendances du nationalisme catalan. Le mouvement ouvrier prend la relève du patronat. Quoi d'étonnant? « Garde civil, policier, militaire, presque toujours castillans, incarnaient à la fois, dans la Catalogne de 1928, une oppression nationale, une oppression sociale» (Pierre Vilar). Quand la monarchie s'effondre, en 1931, la foule de Barcelone criera : «À bas Cambó ! Vive Macià!» Le catalanisme a basculé à gauche.

L'une des premières préoccupations du général Primo de Rivera avait été de régler la question du Maroc, après la désastreuse retraite d'Annual. Le manifeste du 12 septembre 1923 avait promis que les responsables seraient châtiés, mais la chose était annoncée en termes ambigus; seuls les politiques — Santiago Alba et, sans qu'il fût nommé, le chef du gouvernement, García Prieto — étaient désignés à la vindicte publique. Les Cortès étant dissoutes, il n'y a pas de danger qu'une commission d'enquête parlementaire soit saisie du rapport Picasso sur les responsabilités d'Annual. Les généraux Berenguer et Navarro, ainsi que des officiers subalternes, sont quand même traduits devant le conseil suprême de l'armée, en juin 1924; Berenguer est mis à la retraite ; Navarro est acquitté ; les autres prévenus sont condamnés à des peines légères. Pour les militaires, c'est encore trop. Primo de Rivera calme leur irritation en décrétant, quinze jours plus tard, une amnistie pour les condamnations prononcées depuis septembre 1923. Le problème marocain n'en continue pas moins à se poser. On savait Primo de Rivera peu disposé à s'engager plus avant dans ce qui lui apparaissait comme une aventure, mais il lui est difficile de se couper de l'armée. Or les Africains réagissent vivement et exigent qu'on mette un terme aux menées d'Abd el-Krim dans la zone orientale du protectorat espagnol. Le lieutenant-colonel Franco se fait leur interprète dans un article publié par la Revue des troupes coloniales; le titre suggère bien le contenu : « Passivité et inaction. » Primo

de Rivera, pourtant, hésite toujours. Une inspection sur place le laisse sceptique sur la capacité de l'armée espagnole à passer à l'offensive contre Abd el-Krim. C'est alors, en avril 1925, que celui-ci commet l'erreur d'attaquer la zone française du Maroc. Primo de Rivera convainc la France de lancer une action combinée. Grâce au concours de la marine française, un corps expéditionnaire espagnol débarque dans la baie d'Alhucemas, en septembre 1925, et reprend le terrain qui a été abandonné aux rebelles du Rif, trois ans plus tôt. L'opération donne l'occasion à Franco de se distinguer dans une zone qu'il connaît bien. Franco est, en effet, le type même de l'officier africain. Dès sa sortie de l'École militaire de Tolède, en 1912, il s'était porté volontaire pour le Maroc. Il y passe plus de dix ans. En 1920, il prend le commandement du premier bataillon — bandera — de la Légion étrangère que vient de fonder Millán Astray. Grâce à ce séjour prolongé et à ses états de service dans l'armée d'Afrique et les guerre coloniales, Franco bénéficie de cet avancement accéléré que dénonçaient, en 1917, les officiers des comités de défense. En février 1926, il est promu général de brigade. Il a trente-trois ans; il est le plus jeune général d'Europe. Deux ans plus tard, on le nomme directeur de la nouvelle École militaire générale de Saragosse, destinée à remplacer les anciennes académies - celles de Tolède (infanterie), de Ségovie (artillerie), de Valladolid (cavalerie) et de Guadalajara (génie).

La seule innovation à mettre à l'actif de la dictature dans le domaine de la diplomatie concerne le développement des relations avec les républiques d'Amérique latine — Primo de Rivera préfère parler de nations ibéro-américaines. L'idée remonte à 1898. Certains secteurs de la société espagnole avaient alors suggéré de s'appuyer sur la communauté de civilisation et de langue entre l'ancienne métropole et les territoires américains pour redonner à l'Espagne un rôle dynamique dans le monde. Dès 1899, avait été instituée la «fête de la race » pour commémorer l'arrivée de Christophe Colomb aux Antilles, le 12 octobre 1492, et exalter, au lendemain du désastre de Cuba, les valeurs spirituelles face au matérialisme incarné par les États-Unis [10]. Primo de Rivera reprend cette orientation et cherche à lui donner un contenu. Il crée, au ministère des Affaires étrangères, un bureau des relations culturelles ; il met en place des instituts hispano-américains - l'un des premiers s'installe à Séville — et apporte son

appui à des manifestations dont la plus spectaculaire est sans doute, en janvier 1926, le raid du Plus ultra, un hydravion piloté par quatre aviateurs - Ramôn Franco (le frère du futur caudillo), Ruiz de Alda, Manuel Durán et Pablo Rada — qui, parti de Palos, atteint le Brésil, dix-neuf jours plus tard, après avoir fait escale aux Canaries. En 1929, l'exposition ibéro-américaine de Séville répond au même souci de resserrer les liens avec les anciennes colonies d'Amérique.

LES INTELLECTUELS ET LA POLITIQUE

Le coup d'État de 1923 a rassuré la majorité de l'opinion publique; il a séduit les conservateurs; il a fait hésiter une partie du mouvement ouvrier, mais il a dressé contre lui les intellectuels[11]. Quelques semaines après avoir pris le pouvoir, Primo de Rivera, qui n'a jamais pris les intellectuels au sérieux, mais qui a pour eux de la considération, exile le plus illustre d'entre eux, Unamuno, dont le retour triomphal, en 1930, suivra de près le départ du dictateur [12]. C'est plus qu'un symbole. Cet épisode démontre l'incompréhension réciproque des militaires et des intellectuels de plus en plus attentifs aux problèmes de la cité. En 1920, commentant les événements qui s'étaient déroulés en Espagne depuis 1917, le philosophe Ortega y Gasset concluait à la désintégration de l'Espagne et à l'urgence d'une recomposition : militaires, ouvriers, nationalistes, chacun de ces groupes ne pense qu'à ses propres affaires; aucun ne se soucie de l'intérêt général; l'Espagne est une nation invertébrée [13]. Le même Ortega, en 1930, termine un article sur la situation politique par la phrase fameuse: « Delenda est monarchia »; le régime est incapable de se renouveler ; il faut le renverser. Les intellectuels espagnols ont eu un rôle déterminant dans la proclamation de la République de 1931 et l'un d'entre eux, Manuel Azaña, s'impose comme le plus apte à définir et à diriger le changement d'orientation. Unamuno, Ortega et Azaña représentent trois attitudes différentes de l'intellectuel face au pouvoir. Au-delà de ces itinéraires individuels, c'est l'ensemble d'une catégorie sociale qui intervient dans le débat politique avec l'autorité morale que lui confèrent ses capacités d'analyse et son prestige. On observe le même phénomène en France. En Espagne, il n'y a rien de comparable à l'affaire Dreyfus[14], mais l'apport des

intellectuels n'en a pas été moins profond, moins soutenu et finalement moins efficace[15]. Depuis 1875, la querelle des deux Espagnes et le développement du krausisme témoignent d'une sensibilité aux problèmes que pose l'adaptation de l'Espagne au monde moderne. Cette interrogation est prolongée, autour de 1898, par les réflexions sur la régénération et les causes de la défaite de Cuba. Jusqu'en 1914 environ, les intellectuels se sont efforcés d'agir sur les milieux politiques en analysant la décrépitude de l'Espagne et en insistant sur l'urgence de moderniser ses structures et de lui redonner sa place en Europe et dans le monde. Par la suite, les questions sociales passent au premier plan. Certains intellectuels revendiquent alors une sorte de privilège qui ferait d'eux les tuteurs du peuple tandis que d'autres s'engagent dans les partis politiques ou les syndicats soit en y adhérant, soit en soutenant leur action de l'extérieur.

La polémique autour des deux Espagnes antagoniques est née au milieu du XIXe siècle. Pour les traditionalistes, si l'Espagne veut rester fidèle à sa mission historique, elle doit s'identifier au catholicisme; pour d'autres, au contraire, elle doit adopter les valeurs du monde moderne. Le grand romancier Pérez Galdôs fait partie de ces derniers. Lui aussi voit deux Espagnes qui s'affrontent, au moins depuis le début du XIXe siècle : une Espagne progressiste, acquise au développement de la science et du libéralisme, et une Espagne routinière, intolérante et obscurantiste. Issu de la bourgeoisie libérale, attachée à l'idéologie des Cortès de 1812, Pérez Galdôs s'est intéressé de bonne heure à la politique. Entre 1886 et 1890, il a été député de Puerto Rico. Puis il se rapproche de l'opposition de gauche. En 1907, il se déclare républicain. En 1909, il rédige une Lettre ouverte à la nation espagnole qui est un manifeste contre la politique suivie au Maroc. En 1910, il est élu aux Cortès comme candidat commun des républicains et des socialistes. Il dénonce l'ingérence de l'Église dans les affaires politiques sans être pour autant hostile à la religion. Il fait confiance à l'instruction et à l'éducation pour transformer l'Espagne. De ce point de vue, il a beaucoup d'affinités avec les hommes de l'Institution libre d'enseignement qui se proposent — comme on l'a vu — de former les cadres dont le pays aura besoin pour se moderniser. Les maîtres de l'Institution, en effet, ne font pas de la politique au sens habituel du mot. Ils font confiance à l'éducation pour changer les choses en profondeur [16].

Ceux qui, à la fin du XIXe siècle, dans la mouvance de Joaquín Costa, souhaitent régénérer l'Espagne montrent plus d'impatience. Ils croient pouvoir se passer de la politique, qui divise le pays, et procéder à des réformes techniques qui permettraient de brûler les étapes, mais la politique les rattrape et les réduit à l'impuissance. Les nouvelles générations tirent la leçon de cet échec. Les intellectuels sont maintenant de plus en plus nombreux à s'intéresser à la politique, même quand ils ne s'y engagent pas à fond. Cette attitude est particulièrement nette dans l'attention que certains d'entre eux portent au socialisme. Lors du Xe congrès du PSOE, en 1915, la participation des intellectuels — Jaime Vera, Julián Besteiro, Manuel Núñez de Arenas — est exceptionnellement riche ; elle contribue à dégager le parti de l'ouvriérisme dans lequel il s'était enfermé jusque-là. L'appel lancé, en 1920, dans l'hebdomadaire España, confirme cette évolution. Sous le titre « Les intellectuels espagnols et le socialisme », on lit ceci : « La nature même de son travail conduit nécessairement l'intellectuel à envisager un monde meilleur et à souhaiter son avènement » ; cela concerne « le médecin, qui voit tous les jours des misères sans nombre, le juriste, qui connaît l'injustice criminelle du droit en vigueur, le maître d'école, qui sait bien que la culture et la pauvreté sont presque incompatibles, l'écrivain et l'artiste, qui souffrent de devoir prostituer leur œuvre pour des raisons économiques ».

Un signe permet d'apprécier l'intérêt que les intellectuels portent à la politique ; c'est le nombre et la qualité de leurs publications et l'activité des clubs qu'ils animent. Depuis le début du XXe siècle, la presse est un secteur en expansion [17]. Certes, les tirages sont médiocres ; ils représentent à peine 10 % de ceux qu'on observe en France à la même époque ; cinq quotidiens seulement tirent à plus de deux mille cinq cents exemplaires; enfin, les journalistes professionnels sont très mal payés [18]. Beaucoup d'intellectuels — y compris les plus célèbres — ne dédaignent pas d'écrire dans les journaux. Cette collaboration, outre qu'elle constitue une ressource d'appoint, leur permet d'agir sur l'opinion. Ortega est de ceux-là [19]. Il a commencé par écrire dans le journal de son père, El Imparcial, jusqu'à ce que les actionnaires protestent à la suite d'un article qui les avait indignés : Ortega y réclamait l'élection de Cortès constituantes. C'était au plus fort de la crise de 1917. Urgoiti fonde alors El Sol, porte-parole de la fraction la plus dynamique de la bourgeoisie basque et aussi des intellectuels. Le

quotidien se distingue par son ton — on ne fait aucune concession au sensationnel — et par la qualité de ses rédacteurs[20]. C'est dans El Sol qu'Ortega cherche à influer sur la vie politique du pays avec un succès inégal.

Dans les journaux, on réagit à l'événement pour un vaste public. Les revues permettent aux intellectuels de s'adresser à leurs pairs et à des lecteurs cultivés, en leur offrant des réflexions plus fouillées. Deux d'entre elles se détachent: España et la Revista de Occidente. La première commence à paraître le 29 janvier 1915 sous forme hebdomadaire, à l'initiative d'Ortega y Gasset qui cède vite la direction à Luis Araquistain, puis à Manuel Azaña[21]. Le comité de rédaction comprend notamment Ramón Pérez de Ayala, Eugenio d'Ors, Ramiro de Maeztu. Fernando de los Ríos, Antonio Machado, Azaña, Manuel B. Cossío, Jacinto Benavente, Valle Inclán et Unamuno y collaborent régulièrement. Dans les derniers numéros, en juillet-septembre 1923, paraît une étude très complète d'Azaña sur les récents événements du Maroc; l'auteur les replace dans une perspective historique, en remontant jusqu'à la révolte des morisques, au XVI[e] siècle ; les mêmes erreurs ont produit des effets analogues. Si les militaires et les hommes politiques connaissaient mieux l'histoire de leur pays, on n'en serait peut-être pas arrivé là... España disparaît en 1924. Depuis un an, Ortega a lancé la Revista de Occidente, qui se présente comme la revue de l'élite; on s'efforce d'y traiter les problèmes au plus haut niveau en accordant plus d'importance aux idées qu'aux faits sociaux. La Revista établit même une coupure entre culture et politique ; elle se refuse à faire de la politique au sens précis du mot. Quand Ortega veut donner son avis sur la marche des événements, il « descend à l'étage au-dessous », comme il dit : il écrit dans El Sol.

L'engagement politique des intellectuels s'exprime encore par les manifestes qu'ils lancent à l'occasion d'événements significatifs ou par les clubs qu'ils animent. L'Athénée de Madrid est l'une de leurs tribunes favorites. C'est une vieille institution, puisqu'elle a été fondée en 1835. On l'a comparée au Collège de France. De fait, à l'époque, l'Athénée comprenait des chaires spécialisées. On y donnait aussi des conférences qui se prolongeaient par des discussions informelles — des tertulias. On venait y lire les journaux et travailler dans sa bibliothèque, qui est encore

aujourd'hui l'une des plus riches de la capitale. Cánovas del Castillo a présidé l'Athénée de 1868 à 1874, puis à différentes reprises à partir de 1881. En 1884, l'Athénée s'installe dans ses locaux actuels, rue du Prado, et renouvelle ses activités. Les chaires disparaissent. Les conférences et les débats prennent plus d'importance. On y traite de tout, de littérature, de philosophie, de problèmes scientifiques, de politique... L'Athénée devient l'un des foyers de la vie intellectuelle de Madrid. C'est là, par exemple, qu'on organise, à la fin du siècle, une enquête sur un thème brûlant — oligarchie et caciquisme -, ce qui donnera à Joaquín Costa l'occasion de développer quelques-unes de ses idées sur la question et d'en tirer la matière d'un livre. Dans le premier tiers du XXe siècle, l'Athénée voit son rôle grandir. Il devient un club politique, « la pépinière où se pratique la sélection de la classe politique, l'autre parlement, le refuge de l'opposition » (Paul Aubert). Grâce à l'Athénée, Azaña, qui en assure le secrétariat depuis 1913, se révèle, non seulement comme l'un des orateurs les plus brillants de son temps, mais encore comme un excellent spécialiste de certaines questions et comme un organisateur de premier plan. L'Athénée a permis de sensibiliser les milieux intellectuels aux problèmes de l'Espagne contemporaine et de faire l'apprentissage de la vie publique. Primo de Rivera le savait bien; l'une de ses premières mesures a été de fermer l'Athénée et de montrer ainsi la méfiance dans laquelle il tenait les intellectuels.

L'Athénée n'est pas officiellement un cercle politique. La Ligue d'éducation politique, en revanche, se donne pour tâche de préparer la voie à une Espagne moderne. Fondée par Ortega en 1913, on y retrouve encore Manuel Azaña, Fernando de los Ríos, Salvador de Madariaga, Américo Castro... C'est là qu'Ortega prononce un grand discours sur la vieille et la nouvelle politique : « Deux Espagnes s'affrontent dans un combat sans trêve : une Espagne morte, creuse, pourrie et une Espagne jeune, active, pleine d'espoir, qui aspire à vivre. » Il n'est pas difficile de trouver, dans ces propos et dans d'autres de la même veine, l'écho de l'opposition que faisait Maurras entre le pays légal et le pays réel. La dictature met un terme à ces débats d'idées dont les implications politiques sont évidentes. Ils reprennent avec plus de vigueur après la chute de Primo de Rivera. Ortega avait renoncé à sa chaire, en mars 1929, pour protester contre la répression qui frappait les

étudiants; il redescend alors dans l'arène. Unamuno, de retour d'exil, rassemble des foules dans les réunions qu'il tient à Madrid. Le Groupement au service de la République, constitué le 10 février 1931 autour d'Ortega, de Marañón et de Pérez de Ayala, se prononce pour un changement de régime. Jamais le prestige des intellectuels n'a été aussi grand. Quelques semaines après, ces intellectuels - « la masse encéphalique », ironise Prieto — entrent en nombre au Parlement et l'un d'entre eux, Azaña, devient le chef naturel et le symbole de la jeune République espagnole.

Malgré l'intérêt qu'ils portent aux problèmes de la cité, les intellectuels espagnols n'ont cessé d'entretenir avec la politique des rapports ambigus. Certes, la plupart ont surmonté une répugnance encore sensible dans les premières années du XXe siècle[22]. L'échec des tentatives de régénération, les crises de 1917 et surtout la dictature de Primo de Rivera les poussent à entrer en lice [23], mais cet engagement ne va pas sans malentendus. Formés dans le milieu de l'Institution libre d'enseignement ou influencés par elle, ils posent bien le problème : la modernisation de l'Espagne suppose qu'on instruise le peuple, qu'on redéfinisse le rôle et l'influence de l'Église, qu'on édifie un État efficace et qu'on intègre dans la nation les classes qui en sont exclues, le prolétariat des villes et des campagnes, au moyen de réformes appropriées ; beaucoup se croient appelés à servir de guides à la nation et font confiance aux élites pour gouverner parce qu'ils croient que le peuple en est incapable. Certains de ces intellectuels croient devoir jouer un rôle sans se mêler directement à la politique; il leur suffit de définir les grandes orientations, en abandonnant les tâches d'exécution aux professionnels de la politique et ils enragent quand ceux-ci ne suivent pas docilement leurs conseils. D'autres refusent cette conception aristocratique ; ils acceptent les règles de la démocratie moderne et entendent agir avec le peuple, sans se croire investis d'une mission particulière. La première position l'emporte jusqu'en 1931; elle est bien représentée par Unamuno et par Ortega. La seconde, qu'incarne Manuel Azaña, appartient à la période suivante, celle de la République.

Unamuno a commencé par être membre du parti socialiste, de 1894 à 1897. À l'époque, il s'affirme marxiste et se montre attentif à déceler les intérêts qui se cachent, par exemple, derrière la politique douanière du gouvernement. Au-delà des querelles idéologiques, il cherche à comprendre

la nature réelle des débats. Unamuno — c'est son originalité au sein du parti socialiste — attache beaucoup d'importance aux problèmes agraires ; comme Costa, il condamne la privatisation des biens communaux à laquelle ont procédé les libéraux du XIXe siècle, ce qui le conduit à porter sur le carlisme un jugement nuancé ; il ne serait pas loin d'y voir un fond de socialisme rural que les réactionnaires et les cléricaux auraient dévoyé. C'est encore en socialiste que réagit Unamuno quand il lutte contre la guerre de Cuba ou contre le militarisme : « La guerre est une bonne affaire pour certains », écrit-il. Au moment où il publie L'Essence de l'Espagne, en 1895, Unamuno rejoint les préoccupations fondamentales de Joaquín Costa. Il milite pour une Espagne rajeunie et moderne, ouverte sur les valeurs européennes — le progrès scientifique et technique. Quelques années plus tard, une évolution est sensible dans sa façon d'envisager les problèmes. Bien qu'il ait perdu la foi catholique, Unamuno reste très attentif au phénomène religieux dans ce qu'il a de plus profond: l'inquiétude de l'homme devant le mystère de sa condition et de son destin. La politique — pense-t-il — cherche à améliorer le sort des hommes, mais elle n'a pas de solution pour les questions que ces mêmes hommes se posent sur le sens de la vie et sur la mort. Il y aurait lieu, selon lui, de distinguer deux plans. Sur le plan politique, il convient de faire en sorte que les rapports deviennent sans cesse plus fraternels et plus rationnels; il faut s'efforcer d'en finir avec les diverses aliénations. Il est des interrogations, cependant, auxquelles la politique ne peut répondre : qu'est-ce que l'homme dans l'univers ? D'où vient-il ? Qu'en sera-t-il de lui après la mort? Ces questions relèvent de la religion, au sens le plus large du mot, c'est-à-dire pas forcément d'une Église ou d'une institution. Au début, Unamuno ne voit pas de contradiction entre le monde plus humain qu'il s'agit de construire et la réflexion sur la destinée de l'homme ; il n'y a pas, selon lui, incompatibilité entre marxisme et religion puisque les deux attitudes se situent sur des plans différents. Unamuno demandait seulement aux socialistes de respecter l'inquiétude religieuse là où elle se manifestait et c'est pourquoi il était si sévère pour un certain anticléricalisme qui, sous prétexte de dénoncer les vices du clergé, cherchait à tuer tout sentiment religieux dans l'âme du peuple. Peu à peu, Unamuno évolue. Il en vient à privilégier les préoccupations spirituelles, c'est-à-dire, pour lui, irrationnelles, car il ne croit pas que la raison puisse atteindre Dieu. Il finit par rompre avec le marxisme dans lequel il ne voit

plus qu'une théorie qui privilégie abusivement les facteurs économiques au détriment des problèmes spirituels. C'est vers la même époque, entre 1897 et 1905, qu'Unamuno commence à esquisser une opposition entre libéralisme et démocratie. Il n'a pas ménagé ses critiques au libéralisme formel du XIXe siècle qu'il juge responsable de bien des erreurs. C'est contre ce libéralisme qu'il s'affirmait marxiste, mais l'évolution du monde ouvrier, la montée des masses, leur organisation en partis et en syndicats puissants le déconcertent. La démocratie finit par lui apparaître comme inconciliable avec le libéralisme. Dans sa réponse à l'enquête de l'Athénée sur oligarchie et caciquisme, Unamuno en vient même à trouver quelque excuse au caciquisme : la société espagnole lui paraît terriblement attardée, barbare, inculte ; est-ce que cette situation ne rend pas le caciquisme indispensable et nécessaire, au moins jusqu'à un certain point? Unamuno pense de plus en plus que les élites doivent prendre en charge le destin du peuple et lui imposer la culture : « La minorité d'Européens, nés et résidant en Espagne, avons le devoir et le droit fraternels de nous imposer aux tribus. » Unamuno prend davantage ses distances avec les masses qui lui paraissent synonymes de barbarie et d'inculture. En 1910, il se résigne à la démocratie — « un mal nécessaire » —, comme on accepte de vivre avec une maladie incurable. Libéralisme et démocratie sont incompatibles. Le libéralisme suppose un choix réfléchi, une adhésion sous condition et une culture qui est inaccessible au plus grand nombre ; la démocratie implique, au contraire, que l'individu s'efface devant la masse et la collectivité. C'est ce qu'Unamuno se refuse à accepter.

Une évolution du même ordre le conduit à passer, entre 1890 et 1905, de l'internationalisme au nationalisme. Il réhabilite le patriotisme et critique l'internationalisme, jugé désormais comme utopique et sans racines réelles. Dans le même temps, le régionalisme lui paraît dangereux dans la mesure où il marque un repli sur la région, et il est intraitable en ce qui concerne le castillan qui, selon lui, doit rester la langue nationale de l'Espagne[24]. Enfin, Unamuno se détourne de l'Europe. Lui qui, encore en 1890, s'écriait: À bas don Quichotte !, publie, en 1905, une Vie de Don Quichotte qui est une réhabilitation de l'esprit quichottesque. Contre la raison, le progrès, la technique, valeurs européennes, il a tendance à privilégier surtout la foi, la religion, les valeurs essentiellement castillanes — castizas. C'est alors qu'il

lance sa fameuse exclamation : « Laissons les Européens inventer ! » Ce sont ces idées qu'Unamuno développera plus tard dans son livre sur Le Sentiment tragique de la vie. Après 1920, Unamuno n'occupe plus en Espagne qu'une position marginale, en dépit d'interventions brillantes et remarquées et ses prises de position véhémentes contre Primo de Rivera et en faveur de la République. Il se sent de plus en plus étranger aux problèmes de son temps. Au fond, il en est resté à l'Espagne de la fin du XIXe siècle et il en garde la nostalgie. Son tempérament libéral a beaucoup de mal à s'adapter au monde moderne, à la montée des masses et à leur influence dans la vie politique. Après la révolution russe, la dictature du prolétariat lui paraîtra aussi détestable que celle de la ploutocratie ou, comme il dit, de la bancocratie.

Plus jeune qu'Unamuno, José Ortega y Gasset (1883-1955) a profondément influé sur les intellectuels de sa génération. Nous laisserons ici de côté son œuvre philosophique — qui est immense — pour nous en tenir à ses idées sur la politique. Fils du directeur d'un grand quotidien, El Imparcial, Ortega appartient à la bourgeoisie cultivée de Madrid. Élève des jésuites, il a complété ses études supérieures en Allemagne avant d'occuper la chaire de métaphysique à l'université de Madrid. Dès sa jeunesse, il a eu la passion de la politique et il a rêvé de jouer un rôle dans la vie de son pays. Il a utilisé les moyens les plus divers pour se faire entendre : la chaire, les conférences, la presse quotidienne — il dispose dans El Sol d'une tribune de choix -, les revues — notamment la Revista de Occidente—, le livre — il est très lié à la maison d'édition Espasa Calpe. À la différence de beaucoup d'hommes de lettres qui l'ont précédé, qui ont été ses contemporains ou qui sont même ses cadets, Ortega est pleinement de son temps, c'est-à-dire d'une Espagne qui s'éloigne du XIXe siècle et qui n'est plus majoritairement rurale. Madrid comptait un peu plus de cinq cent mille habitants en 1900; elle dépasse le million en 1935 ; Barcelone progresse dans les mêmes proportions et devient, dès 1930, la plus grande ville d'Espagne, avant la capitale. L'urbanisation et ses conséquences — les gratte-ciel de la Gran Via, à Madrid, les immeubles modernes de Barcelone, l'automobile, le téléphone, le cinéma, la grande presse, l'avènement des masses, etc. — ont introduit un genre de vie, des habitudes et des mœurs qui tranchent avec tout ce qu'on connaissait jusqu'en 1900[25]. Ortega est à

l'aise dans cette Espagne-là, qui n'est plus celle d'Unamuno. Il voudrait adapter les institutions à la nouvelle situation du pays. Du point de vue politique, Ortega s'en est tenu toute sa vie à deux idées de base : nationalisation et libéralisme.

Le thème de la nationalisation apparaît dès 1914 dans la conférence sur « Vieille et nouvelle politique » qu'il prononce sous les auspices de la Ligue d'éducation politique. Ortega oppose une « Espagne officielle » en train d'agoniser à une « Espagne vitale » qui ne se reconnaît pas dans la première. La nationalisation, telle que la conçoit Ortega, consiste à rendre à la nation un pouvoir qui a été confisqué par l'oligarchie, un pouvoir qui est seulement au service des intérêts d'une classe : « Il faut nationaliser l'armée, nationaliser la monarchie, nationaliser la classe ouvrière » ; faire comprendre à l'armée, à la monarchie et à la classe ouvrière qu'elles font partie d'une communauté supérieure, la nation; l'intérêt de la nation ne se confond pas avec les intérêts de partis ou de clans. Cela suppose au préalable que la classe ouvrière, par exemple, ne se sente pas exclue et que son niveau de vie s'élève : il faut « multiplier le nombre de foyers où l'on arrive à la fin du mois sans avoir besoin d'acheter à crédit » ; sans bien-être, il n'y a pas de réforme politique possible. Après quoi, on pourra faire de l'Espagne une nation moderne et digne de son passé, au prix de transformations radicales destinées à éliminer la routine, la corruption, le bavardage et l'inefficacité. Longtemps, Ortega a cru que cette transformation pourrait se faire sans changer le régime, dans le cadre de la monarchie parlementaire. Vers 1930, il s'aperçoit que la chose est impossible. C'est alors qu'interviennent la rupture avec la monarchie et l'appel à la République. Pour Ortega, la République, c'est l'occasion de rendre le pouvoir à la nation: «La République, c'est la possibilité de nationaliser le pouvoir et de l'identifier à la nation; c'est le moyen de permettre à notre peuple de choisir librement son destin, de le laisser fare da se, s'organiser à sa guise, suivre sa voie sur la route imprévisible du futur, vivre à son rythme et selon son inspiration intérieure. »

La nationalisation n'est donc pas autre chose que la nécessaire modernisation du pays, mais cette modernisation, Ortega ne la conçoit que dans le cadre du libéralisme, c'est-à-dire d'un régime fondé, animé et dirigé par une élite éclairée, chargée de gouverner la masse du peuple. Il s'agit de

faire aller ensemble «la démocratie et la compétence », de respecter la volonté générale sans se laisser entraîner par elle: «La politique est le travail par lequel la partie la plus cultivée de la nation détermine, concrétise les incertitudes de la volonté et de la pensée populaires. » Ici apparaît le thème de l'élite nécessaire à la vie d'un peuple. La crise espagnole de 1917, la révolution bolchevique et la grève générale de Cordoue, en 1919, font craindre à Ortega que l'Espagne ne soit tentée par des idéologies de masse aveugles et incompétentes. C'est le thème de deux ouvrages, L'Espagne invertébrée et la Révolte des masses, publiés d'abord sous forme d'articles : l'Espagne refuse depuis toujours de se laisser guider par ses élites; c'est ce qui l'empêche de devenir une nation forte. Dans toute société, il faut un partage des tâches : le rôle des élites est de gouverner et de diriger, celui des masses est d'obéir; quand les masses se mettent à vouloir gouverner à la place des élites, quand elles refusent de reconnaître l'autorité des élites, la société court au désastre. Par masses, Ortega entend tout ce qui ne fait pas partie de l'élite; ce n'est pas seulement la classe ouvrière; c'est aussi la petite bourgeoisie, les classes moyennes, etc. De la classe ouvrière peuvent sortir les élites de la société de demain. C'est ce qui fit dire à Ortega, en 1913, non sans paradoxe, qu'il était « socialiste par amour de l'aristocratie ; l'aristocratie, en effet, signifie tout état social dans lequel l'influence décisive est celle des meilleurs [26]». En fait, Ortega rêve d'une bourgeoisie dynamique, moderne et soucieuse d'efficacité, apte à transformer l'Espagne et à la mettre au niveau des autres nations d'Europe. Le drame d'Ortega et de beaucoup de ceux qui l'ont suivi, c'est que cette bourgeoisie-là est minoritaire et qu'elle n'arrive pas à vaincre les résistances d'une oligarchie qui s'accroche à des privilèges et à des mœurs politiques d'un autre âge. C'est cette bourgeoisie qui accède aux responsabilités politiques avec la République, sans cesser d'être minoritaire, mais, en 1931, il était peut-être trop tard. Manuel Azaña, qui représente ce secteur, n'avait pas tort quand il disait que l'Espagne était passée sans transition de l'Ancien Régime à la révolution sociale. Ce qu'Ortega et Azaña voulaient, en effet, c'était une République parlementaire et bourgeoise, qui fît fonctionner correctement les institutions. En 1931, les masses, dont Ortega avait horreur, voulaient autre chose.

Ortega s'est-il donné les moyens d'agir efficacement? Ce n'est pas sûr. De 1914 à 1931, il occupe, dans la société espagnole, une place comparable à celle de Raymond Aron sous la IVe et la Ve République en France. Tous deux sont des philosophes de formation, marqués par la fréquentation des sociologues allemands, qui n'ont cessé de réfléchir sur la politique et de la commenter dans leurs articles et dans leurs livres. Là s'arrêtent les ressemblances. Raymond Aron n'a pas cherché à être un acteur politique ; son rôle de spectateur engagé lui convenait parfaitement. Au contraire, Ortega ne s'est jamais résigné à «voir la corrida depuis les gradins » ; il a voulu descendre dans l'arène ; il s'y croyait tenu : « La vie espagnole nous oblige, que nous le voulions ou non, à faire de la politique. » À défaut du pouvoir, il se serait contenté d'être le conseiller du prince, celui qui inspire les grandes décisions sans s'occuper des détails d'exécution. Ses idées le conduisaient à chercher l'appui d'une bourgeoisie intelligente et moderne, minoritaire en Espagne et qui, de surcroît, n'accepte pas facilement de se laisser guider. C'est ce qui explique son échec relatif et aussi ses hésitations; tantôt, il insiste sur la nécessité de l'engagement; tantôt, il se retire sur l'Aventin en dénonçant les vices de la politique [27]. Ortega voyait dans Mirabeau l'homme politique par excellence, c'est-à-dire le contraire de l'intellectuel : Mirabeau ne pensait pas ; il agissait. Le romancier Max Aub porte ce jugement sur les deux intellectuels dont nous venons de résumer l'itinéraire : « Le plus grand désir d'Ortega et d'Unamuno a été d'occuper le pouvoir. De là est venue la haine que l'un et l'autre portaient à Azaña, un intellectuel comme eux, mais qui, lui, l'a exercé. »

LA CHUTE DE LA MONARCHIE

En septembre 1923, Primo de Rivera avait présenté le directoire militaire comme une simple parenthèse de courte durée, destinée à éliminer les obstacles à la rénovation du pays, à commencer par les professionnels de la politique : « Le directoire restera au pouvoir pendant quinze, vingt ou trente jours, le temps nécessaire pour que le peuple nous désigne les civils capables de gouverner, en dehors, bien entendu, de ceux qui appartiennent à la classe politique [28]. » Le tort de Primo de Rivera a été de vouloir institutionnaliser la dictature. Le pays lui est reconnaissant d'avoir donné

congé à des parlementaires discrédités, ramené l'ordre public, garanti la paix sociale, rétabli la situation au Maroc, modernisé l'économie. Le dictateur, qui n'a rien d'un tyran, est populaire. Les conservateurs et l'Église sont plutôt satisfaits; à l'exception des anarchistes, les syndicalistes ne sont pas mécontents. Pour compléter la réussite, il aurait suffi à la dictature de montrer à l'égard des travailleurs agricoles la même compréhension que pour les ouvriers de l'industrie, de tenir compte des aspirations à l'autonomie de certaines régions et de donner à l'Espagne les institutions politiques dignes d'un grand pays. Passé les premiers mois, certains commencent à se plaindre. Les militaires, que Primo de Rivera a installés dans toutes les administrations, ne sont pas préparés aux tâches qu'on attend d'eux; il faut les remplacer par des fonctionnaires. Le 3 décembre 1925, Primo de Rivera fait un pas supplémentaire ; un directoire civil succède au directoire militaire ; ses membres prennent le titre de ministres et un conseil des ministres recommence à fonctionner sous la présidence du dictateur. Ce sont tous des hommes nouveaux et des jeunes : José Calvo Sotelo, Eduardo Aunós, le comte de Guadalhorce, choisis en raison de leurs compétences. On serait tenté de voir en eux des technocrates. Ils sont à l'origine de la plupart des réformes introduites dans l'économie, dont certaines sont d'incontestables réussites. En dépit de ces succès, on continue à critiquer de plus en plus ouvertement les insuffisances, les erreurs, les scandales [29]. Les nationalistes protestent contre les atteintes portées aux langues et aux cultures régionales. Primo de Rivera s'aliène les étudiants qui, jusque-là, étaient en petit nombre et ne s'intéressaient guère à la politique. C'est encore un signe des transformations de la société espagnole au cours de cette période que l'augmentation régulière des effectifs dans les universités, entre 1921 et 1926. De cette époque datent les premiers édifices de la cité universitaire de Madrid, à l'ouest de la capitale, grâce aux initiatives d'Alphonse XIII et à l'appui de Primo de Rivera: bâtiments modernes, installations sportives, logements pour étudiants. Dans les facultés, l'atmosphère change. Les nouveaux étudiants sont beaucoup moins conformistes que leurs aînés. Déjà en mai 1925, José Maria Sbert, président de l'Association des étudiants en agronomie, avait été à l'origine d'un incident; Primo de Rivera avait pensé le déporter aux Canaries, puis, se ravisant, il s'était contenté de l'assigner à résidence... à Cuenca ! En janvier 1927 est créée la Fédération universitaire espagnole — FUE — qui se situe

nettement à gauche. En mars 1928, cette organisation lance une grève — la première du genre, en Espagne — pour protester contre la mesure prise à l'encontre du professeur Jiménez de Asúa, destitué pour avoir prononcé une conférence sur le contrôle des naissances. En mars 1929, une nouvelle grève est déclenchée contre les projets du ministre Callejo qui envisage d'autoriser les jésuites de Deusto et les augustins de l'Escorial à délivrer des titres qui auraient la même valeur que ceux de l'enseignement public. Des professeurs — dont Ortega — se solidarisent avec leurs étudiants ; l'université est fermée ; la FUE — dont les tendances républicaines sont de plus en plus affirmées — est dissoute, mais le gouvernement doit céder; les décrets Callejo sont abrogés.

Enfin, les politiques s'impatientent, et avec eux une partie de l'armée. Les artilleurs protestent contre un décret de 1926 relatif à l'avancement au choix. Les chefs du mouvement sont mis à la retraite sans traitement. Les choses s'arrangent rapidement, mais l'incident montre que le général Primo de Rivera ne peut compter sur la fidélité de l'armée. D'autres militaires prennent des positions nettement politiques. En 1925, un groupe d'officiers, auquel le vieux général Weyler, âgé de quatre-vingt-trois ans, avait donné son patronage, était entré en contact avec des civils pour renverser le dictateur. L'opération était prévue pour la Saint-Jean, le 24 juin 1926. Mal préparée, elle échoue piteusement et quelques-uns des conspirateurs sont arrêtés, notamment le général Segundo Garcia et Gregorio Marañón, médecin de renom. Dans beaucoup de milieux, on reproche à Primo de Rivera de s'accrocher au pouvoir; on a tendance à oublier les méfaits du régime parlementaire et on souhaite le retour à une vie politique normale. Le dictateur, qui reste toujours hostile aux politiciens, croit tourner la difficulté en créant une assemblée consultative. Il s'adresse au peuple pour en faire approuver le principe au moyen d'un curieux plébiscite : ceux qui sont d'accord sont invités à le faire savoir du 10 au 13 décembre 1926 en allant signer sur des registres déposés dans les hôtels de ville ! En septembre 1927, les contours de cette assemblée se précisent. Elle comprendrait entre trois cent vingt-cinq et trois cent soixante-quinze représentants des deux sexes; chaque province nommerait trois représentants : un pour la province proprement dite, un autre pour les municipalités et un troisième proposé par le parti officiel, l'Union

patriotique. L'assemblée serait complétée par des représentants du monde de la culture, des producteurs, des travailleurs et d'autres activités de la vie nationale, désignés par le gouvernement. Cette fois, les socialistes refusent de s'engager. Ils amorcent un repli sur l'opposition au régime. Primo de Rivera passe outre. L'assemblée consultative est chargée de préparer une constitution qui exclurait tout retour au régime parlementaire. L'avant-projet de 1929 prévoit la création de deux organismes : un conseil du royaume qui comprendrait des membres nommés à vie et des membres élus : une chambre unique dont les membres seraient, pour moitié, élus au suffrage universel et, pour l'autre moitié, désignés par le roi et par des associations professionnelles.

Personne n'est vraiment satisfait par cet avant-projet, même pas le dictateur qui trouve que le conseil du royaume et le roi disposent de beaucoup trop de pouvoirs. Quant aux partis politiques, ces institutions corporatistes leur font regretter l'ancien Parlement dont on a oublié les défauts. Le 26 janvier 1930, Primo de Rivera prend tout le monde de court. Il fait connaître ses intentions par voie de presse : il a pris le pouvoir, en 1923, avec l'accord des militaires; il compte donc consulter les chefs de l'armée pour savoir s'il a toujours leur confiance; dans le cas contraire, il donnera sa démission. Alphonse XIII s'offusque du procédé : le général fait bien peu de cas du souverain ! Les réponses des militaires arrivent : personne ne fait confiance au dictateur. Fidèle à sa promesse, celui-ci en tire la conclusion ; il démissionne le 28 janvier 1930[30].

Alphonse XIII charge un autre général, Berenguer, de liquider la dictature. L'assemblée consultative est dissoute; on décrète une amnistie générale; on se dispose à revenir à la constitution telle qu'elle fonctionnait jusqu'en 1923. C'est là «l'erreur de Berenguer[31]» : croire qu'on pouvait refermer la parenthèse ouverte par le coup d'État et recommencer comme avant, qui plus est, sous la présidence d'un général qui, à tort ou à raison, passait pour le responsable du désastre d'Annual. Depuis 1923, la situation a évolué. Dans tous les secteurs, nombreux sont ceux qui ont pris conscience des vices du système ; on ne veut plus revenir au passé ; on souhaite des changements autrement plus importants que quelques réformes anodines. Une idée fait son chemin : la monarchie s'est trop compromise avec la dictature. Au lieu d'apparaître comme un pouvoir modérateur, au-dessus des

partis et garant de l'unité nationale, elle s'est identifiée à un système de gouvernement impopulaire ; on la considère désormais comme un obstacle sur la voie de la rénovation. Beaucoup mettent maintenant leur espoir dans un régime qui inaugurerait une ère nouvelle. La République ne fait plus peur, elle attire. Les intellectuels qui la préconisaient depuis quelques années sont rejoints par des hommes politiques qui, jusque-là, étaient plus que réticents. En février 1930, Miguel Maura, fils de celui qui a été l'un des chefs les plus écoutés de la droite, avant 1923, se déclare républicain. Le 13 avril, Alcalâ Zamora, qui n'a rien d'un révolutionnaire, annonce aussi son ralliement à une république conservatrice, seule capable, à ses yeux, de créer les conditions favorables à une Espagne moderne. Le 4 mai, un autre chef conservateur, Ossorio y Gallardo, demande au roi d'abdiquer. En août 1930, un petit comité se réunit à Saint-Sébastien pour préparer le changement de régime ; il regroupe les républicains de toutes les tendances et il obtient l'adhésion des nationalistes catalans, de l'UGT et du parti socialiste; même les anarcho-syndicalistes de la CNT acceptent de s'entendre avec les républicains. Pour faire pression sur le gouvernement, le comité de Saint-Sébastien compte sur des militaires, mais la garnison de Jaca se soulève le 12 décembre, plus tôt que prévu; les capitaines Fermín Galân et García Hernândez sont arrêtés et fusillés. Une grève générale de protestation se déroule le 19 décembre.

En janvier 1931, Ortega et les intellectuels publient un nouveau manifeste en faveur de la République. Berenguer croit désamorcer la campagne de l'opposition en envisageant des élections législatives. Socialistes et républicains annoncent qu'ils n'y participeront pas. Isolé, Berenguer démissionne le 14 février 1931. Alphonse XIII forme un nouveau gouvernement, présidé par l'amiral Aznar. Celui-ci cherche à tourner l'obstacle en retenant une suggestion du comte de Romanones : pour dépassionner le débat, pourquoi ne pas commencer par renouveler les conseils municipaux ? Ce genre de scrutin est censé présenter moins de risques politiques; il ne devrait pas trop mobiliser les partis. C'est ce qu'on croit ; on se trompe. C'est compter sans la détermination des opposants et l'impatience de l'opinion publique. Le gouvernement aggrave la situation en cherchant à manipuler le corps électoral; il a de nouveau recours aux caciques d'antan. Mauvais calcul: la cause de la monarchie s'identifie ainsi,

dans les milieux ruraux, avec celle des caciques, ces notables qui, depuis plus de trente ans, symbolisent tous les vices qu'on reproche au système de la Restauration. Plus que jamais, les républicains apparaissent comme les seuls capables de moraliser la vie publique. La campagne pour les élections municipales du 12 avril 1931 se déroule dans le calme, mais tous sont conscients de l'enjeu. Au-delà des conseils municipaux, c'est la forme du régime qui est en cause. L'abstention est, en moyenne, de 33 % ; elle atteint 50 % dans certaines provinces d'Andalousie, en Galice et à Guadalajara, mais dans les villes, les suffrages exprimés atteignent 90 % des inscrits alors que, dans les élections précédentes, ce chiffre ne dépassait guère 40 %. Au soir du 12 avril, les républicains obtiennent la majorité dans quarante et un des cinquante chefs-lieux de province, mais il serait inexact d'opposer les résultats des milieux ruraux et ceux des villes. Comme le fait observer Tusell, on ne saurait dire que les campagnes ont voté en faveur de la monarchie ; comme d'habitude, elles ont suivi les indications des caciques. En revanche, chaque fois que l'opinion publique a pu s'exprimer librement, c'est-à-dire dans les villes, elle s'est prononcée contre la monarchie. Azaña en conviendra plus tard, en 1939 : « En avril 1931, l'immense majorité du corps électoral était antimonarchiste. L'explosion du suffrage universel, ce jour-là, se manifestait moins en faveur de la République que contre le roi et les dictateurs. » Pour les plus conscients des électeurs, l'aspiration à la démocratie passait par l'instauration de la République ; la monarchie avait perdu tout prestige et tout crédit. C'est bien ainsi que l'entend Alphonse XIII; il refuse de recourir à la force, comme le suggèrent de rares ministres. D'ailleurs, le général Sanjurjo, directeur de la Garde civile, informe de hauts responsables qu'il ne répond pas de ses troupes en cas de manifestation contre le roi. Cette déclaration lève les dernières hésitations. Le 14 avril, ouvriers, employés, étudiants ont cessé le travail; tout le monde est dans la rue et attend la proclamation de la République. Alcalá Zamora exige du comte de Romanones qu'Alphonse XIII quitte l'Espagne «avant le coucher du soleil ». Les chefs républicains hésitent encore ; Sanjurjo leur demande ce qu'ils attendent : il n'y a plus de gouvernement, plus d'autorité ; la police a besoin de savoir à qui elle doit obéir! Les membres du comité de Saint-Sébastien se rendent alors au siège du ministère de l'Intérieur, sur la Puerta del Sol, occupée par la foule qui les acclame. Non sans appréhension, ils franchissent le seuil; il est huit heures du soir; après quelques secondes

d'hésitation, le commandant de la garde fait présenter les armes au gouvernement de la République. Dans la nuit, Alphonse XIII part pour l'exil; il quitte l'Espagne, mais il n'abdique pas; il garde l'espoir de revenir, avec l'appui des partisans qu'il croit conserver.

1 En prenant l'année 1913 comme base 100, ces bénéfices atteignent l'indice 1250 en 1915, 2 729 en 1916, 3236 en 1917 et 5618 en 1918.

2 Sur la base 100 en 1913, les prix atteignent en 1920 l'indice 227,6 et les salaires celui de 179,3, tandis que l'indice des bénéfices industriels se situe à 214.

3 La Diada, destinée à commémorer le 11 septembre 1714, date de la chute de Barcelone qui a mis fin à l'autonomie du principat de Catalogne.

4 Les quatre membres du comité de grève seront élus députés, en 1918, ce qui leur permettra de sortir de prison.

5 Juan Díaz del Moral raconte qu'à l'occasion de conférences en Andalousie les paysans l'assaillaient de questions sur la Russie : qu'est-ce qu'on y récolte ? quel est le climat? à quelle distance se trouve la Russie ? (Historia de las agitaciones campesinas en Andalucia).

6 L'affaire d'Annual est définitivement enterrée le 4 juillet 1924 grâce à l'amnistie qu'accorde le roi pour tous les délits politiques et militaires. Unamuno

- poursuivi pour délit d'opinion - aurait pu en bénéficier au même titre que le général Berenguer dont les responsabilités dans la catastrophe du Maroc étaient écrasantes.

7 « Je ne suis pas un dictateur », déclare-t-il.

8 Primo de Rivera est plutôt indulgent pour certaines critiques. Un jour, un disquaire affiche son portrait à côté du dernier succès de Carlos Gardel, « Ce soir je me saoule » (Esta noche me emborracho); il s'en tire avec une simple amende.

9 En mars 1924, plusieurs écrivains d'expression castillane - Gregorio Marañón, Menéndez Pidal, Ortega, Gómez de la Serna - signent une lettre collective au dictateur en faveur du catalan dont on prétend interdire l'usage : « Les gloires de la Catalogne sont des gloires espagnoles. »

10 Depuis le rétablissement de la démocratie, la fête de l'hispanité a remplacé celle de la race. Contrairement à ce que pourrait suggérer une étymologie approximative, l'appellation primitive n'avait pourtant aucune connotation raciste. Il faut entendre par race un ensemble de traits culturels, une façon de vivre, de penser et de sentir. C'est en ce sens qu'Ortega emploie le mot race, comme équivalent de caractère national.

11 On entend ici par intellectuels tous ceux qui ont un rapport avec la culture, soit parce qu'ils la créent - savants, artistes, philosophes, hommes de lettres -, soit parce qu'ils la diffusent - professeurs, journalistes -, soit encore parce qu'ils l'intègrent dans leur vie professionnelle - membres de certaines professions libérales.

12 Les prises de position d'Unamuno lui avaient déjà valu, en 1914, des ennuis avec le gouvernement du comte de Romanones qui l'avait chassé du rectorat de l'université de Salamanque. En 1920-1921, ses collègues l'élisent doyen de la faculté des lettres et vice-recteur. La même année, il écope de seize ans de prison pour insultes au roi, mais il est laissé en liberté provisoire. Unamuno revient à la charge en 1923. Une revue de Buenos Aires publie une lettre privée dans laquelle

il traite Alphonse XIII d'« oie bleue » et de « nigaud qui n'a pas plus de cervelle qu'un grillon ». En février 1924, Primo de Rivera le destitue de nouveau et l'exile aux Canaries. Henri Dumay, directeur du Quotidien de Paris, monte alors une expédition rocambolesque ; il affrète une goélette, L'Aiglon, qui va libérer Unamuno. Celui-ci s'installe à Paris pendant quelques mois, puis fixe sa résidence à Hendaye, en face de sa terre natale ; bien qu'il ait été amnistié, il refuse de rentrer en Espagne tant que le dictateur sera au pouvoir. Cet épisode renforce l'antimilitarisme d'Unamuno qui se répand en sarcasmes contre le gouvernement: « Les directeurs du directoire sont les plus bêtes, les plus incultes et les plus dépourvus d'intelligence de l'armée espagnole » ; ils détestent l'intelligence ; ils profèrent les généralités les plus creuses : « Une généralité dans la bouche d'un général, c'est le vide élevé à la troisième puissance », etc.

13 Les essais d'Ortega publiés en 1920 sous le titre L'Espagne invertébrée avaient paru d'abord sous forme d'articles dans le quotidien El Sol à partir du 7 décembre 1917.

14 La condamnation et l'exécution de Francisco Ferrer, en 1909, avaient soulevé une grande émotion dans toute l'Europe, mais Ferrer n'était pas Dreyfus; les intellectuels espagnols étaient indignés, bien que certains fussent gênés par la personnalité et l'œuvre de Ferrer; c'est notamment le cas d'Unamuno qui s'exprime durement à son sujet: «L'œuvre de l'école moderne de Francisco Ferrer Guardia m'était profondément antipathique ; je n'ai pas changé d'avis [...]. Ce qui me répugnait, de toute la répugnance dont je suis capable, c'était l'entreprise d'inculture et de barbarisation de cet énergumène froid, de ce fanatique ignorant. Je n'ai jamais pu supporter le dogmatisme militant de l'athéisme le plus inculte et le plus grossier. »

15 Nous nous inspirons librement de la thèse encore inédite de Paul AUBERT, Les Intellectuels espagnols et la politique dans le premier tiers du XXe siècle qui renouvelle la question.

16 « Nous allons racheter la patrie et la rendre à son destin », écrivait Giner de los Ríos en 1880. Après la guerre civile de 1936, Jiménez Fraud, directeur de la Résidence des étudiants, avouera: «La Résidence se proposait de former une classe dirigeante. Elle a échoué. »

17 Cf. la thèse de Jean-Michel DESVOIS, Presse et politique en Espagne (1898-1936), qui recense, en 1900, mille trois cent quarante-sept publications périodiques (quotidiens, hebdomadaires et revues mensuelles). Cinq cent vingt d'entre elles traitent de sujets politiques ; une centaine s'occupe de questions religieuses ; les autres sont à caractère scientifique, littéraire, artistique ou professionnel.

18 Pour vivre, ils devaient disposer d'autres ressources, par exemple obtenir une sinécure dans un ministère ou une administration. J. M. Desvois cite le cas de journalistes appointés par la mairie de Madrid comme balayeurs - on suppose qu'ils ne remplissaient pas les tâches pour lesquelles ils étaient payés ! L'un d'eux est même recensé dans la liste des nourrices de l'assistance publique !

19 Il est vrai qu'il vient d'une famille de magnats de la presse. « Je suis né sur une rotative », dira-t-il plaisamment.

20 Le quotidien veut être l'expression de « l'Espagne qui produit et qui travaille, celle qui pense et qui souffre, qui a faim de justice et soif de culture, qui a droit à un bien-être gagné à la force du poignet, bref, de cette Espagne qui doit se reconstituer en elle-même et par elle-même après avoir dépouillé les oripeaux de l'Espagne officielle et tous les clinquants de l'Espagne pour touristes ». Outre Ortega, qui y écrit presque tous les jours, la rédaction comprend quelques-uns des plus brillants hommes de lettres du temps : Salvador de Madariaga, Corpus Barga, Álvarez del Vayo, Federico de Onís. Le quotidien se refuse à donner les résultats de la loterie; il n'a pas de rubrique tauromachique. En revanche, il publie des pages spécialisées : agriculture - le dimanche -, enseignement — le lundi -, biologie et médecine — le mardi -, sciences sociales et économiques

— le mercredi -, histoire et géographie — le jeudi -, ingénierie et architecture — le vendredi -, droit et législation - le samedi -. Le même groupe de presse édite aussi, à partir de 1920, un journal du soir, La Voz, qui reprend les mêmes idées que El Sol, mais pour un public plus populaire ; on l'appelait le journal des concierges.

21 España, hebdomadaire de la vie nationale, se vend moins bien que prévu. Au début, il tirait à cinquante mille exemplaires ; il est rapidement obligé de descendre à dix-huit mille. Comme tous les collaborateurs sont aliadophiles, Araquistain a l'idée, pour régler les problèmes de financement, de se tourner vers l'ambassade d'Angleterre qui accorde une subvention mensuelle, alimentée par toutes les ambassades alliées. C'est alors qu'Ortega se retire pour fonder sa propre revue, El Espectador.

22 C'est l'attitude que dénonçaient Clarín, en 1885, et Pérez Galdôs, en 1910. Le premier déclarait, lors d'une conférence à l'Athénée : « Il y a aujourd'hui, en Europe et surtout dans les nations les plus avancées, une tendance que je crois en partie dangereuse ; c'est la tendance des esprits supérieurs ou qui se croient supérieurs - ce n'est pas la même chose - à mépriser la politique... On dirait qu'ils préfèrent vivre en dilettante dans le monde, en laissant aux hommes de second ordre le soin de résoudre les problèmes les plus ardus. » Pérez Galdôs, après son élection comme candidat commun des républicains et des socialistes, est plus explicite : « Il est très commode de dire : la politique ? quelle horreur ! et d'invoquer ce prétexte pour ne pas s'en mêler. C'est comme si, en cas d'inondation, quand l'eau a envahi le rez-de-chaussée, les locataires du premier étage se réfugiaient sur les toits en criant: "Oh ! comme cette eau est sale ! je refuse de me salir en essayant de l'évacuer." Pendant ce temps, l'eau se répand partout... Eh ! bien, moi, je n'ai éprouvé aucun scrupule à me jeter à l'eau ; je n'ai pas eu peur de me salir. L'absentéisme, en politique, c'est la mort des peuples. »

23 L'historien Sánchez Albornoz est un bon représentant de cette évolution. La politique l'avait toujours intéressé - son père était d'ailleurs député d'Avila—,mais de loin. C'est la dictature - écrira-t-il plus tard - qui l'a décidé à passer à l'action, non sans ingénuité : « Je me suis vite rendu compte que je n'étais pas fait pour naviguer au milieu de ces orages, des ambitions, des faiblesses, des erreurs... et des luttes quotidiennes dont est faite la vie de parti. » Beaucoup plus tard, vers 1960, Sánchez Albornoz se fera désigner comme président de la République en exil, mais c'est parce que personne n'en voulait: il fallait bien porter témoignage; s'il avait fallu vraiment gouverner, ajoute-t-il, il aurait cédé la place à de vrais politiciens.

24 Cf. les conseils qu'il donne à l'écrivain catalan Corominas : «J'insiste; vous devez écrire en castillan, plus exactement: en espagnol... Laissez tomber le

catalan. C'est la meilleure façon de servir l'âme catalane. » Et il ajoute : « Ce qui nous sauve, nous, les Basques, c'est que notre langue est inapte à la littérature... »

25 Les thèmes et le cadre de beaucoup d'œuvres écrites entre 1890 et 1936 relèvent d'une Espagne rurale qui correspond de moins en moins à la réalité

quotidienne. Pensons à quelques-unes des pièces les plus connues de Federico García Lorca, Yerma, par exemple...

26 Article paru dans El Socialista, le 1er mai 1913.

27 C'est l'attitude qu'adopte Ortega vers 1920 : les intellectuels ne sont pas faits pour la politique. Cf. la tâche qu'il assigne à la Revista de Occidente, fondée en juillet 1923 : « Tournant le dos à la politique, puisque la politique ne cherche jamais à comprendre les choses, cette revue s'efforcera de présenter à ses lecteurs un panorama essentiel de la vie européenne et américaine. » Les raisins sont trop verts ?

28 Déclaration de Primo de Rivera au quotidien El Sol.

29 Par exemple, la concession au milliardaire Juan March du monopole des tabacs à Ceuta et à Melilla.

30 Primo de Rivera se retire à Paris, où il meurt, trois mois plus tard, le 16 mars. L'enterrement, à Madrid, est suivi par une foule nombreuse qui manifestait ainsi, une dernière fois, sa sympathie au dictateur.

31 C'est le titre donné par Ortega à son célèbre article du Sol, le 14 novembre 1930, qui se terminait par la phrase : «Delenda est monarchia. »

CHAPITRE VI

La deuxième République (1931-1936)

La République est arrivée dans l'euphorie. Au gouvernement provisoire sont représentées presque toutes les tendances, de la gauche à la droite. Il comprend trois socialistes — Fernando de los Ríos à la Justice, Prieto aux Finances, Largo Caballero au Travail -, deux radicaux — Lerroux, ministre d'État[1], et Martínez Barrio aux communications -, deux radicaux-socialistes - Álvaro de Albornoz au Développement et Marcelino Domingo à l'Instruction publique -, un membre du groupe d'Action républicaine — Azaña, ministre de la Guerre — et enfin deux représentants des régionalismes: le Catalan d'Orwel à l'Économie et le Galicien Casares Quiroga à la Marine. L'orientation est nettement à gauche, sans être révolutionnaire. Tous les ministres sont décidés à mettre en œuvre le programme minimum sur lequel ils sont tombés d'accord lors du pacte de Saint-Sébastien. Ils ont conscience qu'une ère nouvelle commence [2]. Le problème est de ne pas décevoir l'espoir des Espagnols qui attendent tout de la République. «La dictature avait gouverné, et non transformé » (Pierre Vilar) ; la République voulait transformer, mais saurait-elle gouverner? Le pouvait-elle ? Primo de Rivera avait bénéficié d'une phase de prospérité qui s'était manifestée en Espagne comme dans le reste de l'Europe et ce n'est sans doute pas un hasard si son déclin avait coïncidé avec les premiers effets de la crise de 1929: la chute de la peseta, le chômage qui suit les grands travaux entrepris à l'occasion de l'exposition universelle de Barcelone et de l'exposition ibéro-américaine de Séville. La République doit affronter une conjoncture difficile. La production minière et sidérurgique baisse ; les exportations d'agrumes, de vin et d'huile s'effondrent. En 1935, le commerce extérieur représente moins de six cent millions de pesetas-or; il dépassait deux milliards en 1928. On peut imaginer les conséquences sur l'emploi. Les usines tournent au ralenti; les

ouvriers les plus favorisés ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine. La situation est pire dans l'agriculture. Malgré la progression de l'activité industrielle[3], le secteur agricole représente encore, en 1931, 45,5 % de la population active. Beaucoup de terres sont laissées en friche ; des ouvriers sont renvoyés ou ne travaillent qu'un mois sur douze. Sur six cent mille chômeurs totaux, quatre cent mille sont des paysans. Circonstance aggravante, l'émigration ne constitue plus une solution pour l'excédent de main-d'œuvre. Ils étaient plus d'un million, les Espagnols qui, chaque année, s'expatriaient pour chercher à l'étranger le travail qu'ils ne trouvaient pas chez eux. L'Amérique et les pays développés d'Europe, eux aussi touchés par la récession, se ferment, et beaucoup de ceux qui étaient partis retournent maintenant en Espagne où ils viennent grossir le nombre des chômeurs. Cette situation permet de comprendre l'impatience des masses et la détermination des organisations syndicales, ainsi que le durcissement des partis de gauche sous la pression de leurs adhérents et de leurs électeurs.

En Espagne comme dans d'autres pays d'Europe, la crise a des répercussions politiques, sociales et idéologiques. Ici aussi, on s'interroge sur l'opportunité de donner plus d'initiative à l'État pour maîtriser les mécanismes économiques ; on discute des avantages respectifs de la propriété privée et de la collectivisation des moyens de production ; on accuse le système parlementaire et la démocratie d'être incapables de faire face aux problèmes et l'on prône l'établissement d'un pouvoir fort, voire d'une dictature plus autoritaire que celle de Primo de Rivera. En Espagne aussi, les forces de gauche ont les mêmes réflexes qu'ailleurs : opposer à la montée du totalitarisme une alliance antifasciste. On retrouve ces analogies jusque dans la chronologie : c'est presque au même moment qu'apparaissent la Phalange en Espagne et les Croix de feu en France. La poussée à droite dans l'Espagne de 1934 est contemporaine de la manifestation du 6 février à Paris et, dans les deux pays, des coalitions électorales du type Front populaire s'efforcent d'empêcher l'établissement d'un régime autoritaire. Ces considérations conduisent à ne pas isoler l'histoire de la République espagnole de l'évolution générale en Europe. Ce qui est spécifique à l'Espagne, c'est, d'abord, l'instauration tardive de la démocratie, encore trop peu enracinée dans le pays pour résister à la pression des tenants de l'Ancien Régime; c'est, ensuite, l'existence d'aspirations régionalistes qui

apparaissent à certains comme une menace pour l'unité de la nation; c'est, enfin, la présence d'une masse de prolétaires démunis de tout, l'acuité de la question agraire et le refus des possédants d'accepter toute réforme, même modeste et échelonnée dans le temps. La conjonction des problèmes généraux et des questions spécifiques finit par créer une situation explosive qui débouche sur une guerre civile. De 1931 à 1933, l'alliance des républicains de gauche et des socialistes permet de faire voter une constitution démocratique et laïque, de donner satisfaction aux revendications des régionalistes et d'adopter une réforme agraire encore timide, mais les syndicalistes s'impatientent et les oppositions s'organisent. Les élections générales de 1933 dégagent une majorité parlementaire décidée à revenir sur les réformes précédentes. Pour faire échec à ce qu'ils considèrent comme une marche vers le fascisme, socialistes et syndicalistes cherchent à déclencher une révolution. La répression qui suit incite les républicains et les socialistes à s'unir de nouveau pour demander une amnistie et pour préparer leur retour au pouvoir. C'est chose faite en février 1936. Battue par le suffrage universel, la droite autoritaire ne voit alors de salut que dans un soulèvement armé.

LA GAUCHE AU POUVOIR (1931-1933)

La République n'a de chances de durer que si elle dispose d'une assise sociale et d'une légitimité démocratique. Ces deux conditions supposent l'alliance des républicains et des socialistes. Un décret du 10 mai fixe un mode de scrutin qui restera en vigueur jusqu'en 1936 et qui avantage les coalitions électorales: les listes qui obtiennent la majorité absolue se voient attribuer 80 % des sièges à pourvoir; les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle ; ce mode de scrutin permet de dégager une majorité sans éliminer les minorités [4]. Les élections générales qui se déroulent le 28 juin sont marquées par une participation de 70 %, sauf dans les régions à forte implantation anarchiste — Cadix, Séville, Barcelone — où les abstentions sont beaucoup plus nombreuses. Sur 4 385 155 votants, les partis de droite recueillent 657 872 voix, ceux du centre 1 665 692 et ceux de gauche 2 881 056. En raison du système électoral, la répartition des sièges donne nettement l'avantage à la gauche

qui a présenté presque partout des listes communes — républicains de gauche et socialistes [5]. Les socialistes viennent largement en tête avec cent seize députés, suivis par les radicaux-socialistes - 53 députés -, la gauche catalane — 36 — et l'Action républicaine, le parti d'Azaña — 26. Le parti communiste n'obtient qu'un seul député. Au total, la coalition de gauche obtient 279 sièges contre 119 au centre [6]et seulement 41 pour la droite [7]. Plus d'une centaine de membres du corps enseignant et de journalistes ont été élus; parmi eux figurent des personnalités telles que Manuel Azaña, Julián Besteiro, Manuel B. Cossio, José Giral, Salvador de Madariaga, Gregorio Marañón, Ortega y Gasset, Pérez de Ayala, Fernando de Los Ríos, Claudio Sánchez Albornoz, Unamuno, Luis de Zulueta[8]... Le nouveau régime apparaît comme celui des intellectuels ; ils sont ministres, députés, ambassadeurs [9], hauts fonctionnaires. Réunies le 14 juillet - c'est tout un symbole ! -, les Cortès portent à la présidence Julián Besteiro, socialiste modéré. Le 28, elles confirment dans ses fonctions, par un vote de confiance, le gouvernement provisoire et, le lendemain, elles désignent, à la représentation proportionnelle, le comité chargé de préparer la constitution; c'est un socialiste, Jiménez de Asúa, qui le préside. En hommes pressés de donner à l'Espagne des institutions et des structures modernes, comparables à celles des grands pays démocratiques, les membres du gouvernement procèdent en quelques mois à des réformes audacieuses sur les grandes questions qui, depuis le XIXe siècle, étaient considérées comme vitales pour la nation: l'enseignement, l'armée, les rapports de l'Église et de l'État. Ils trouvent une solution acceptable au problème du régionalisme catalan, mais ils sont incapables de satisfaire les revendications des ouvriers qui réclament du travail, de meilleures conditions d'existence et, en ce qui concerne les paysans, une terre à cultiver. Ces questions suscitent bien des débats et remettent en cause des situations acquises et des groupes sociaux: le clergé, les militaires, les grands propriétaires fonciers. La droite libérale quitte vite le gouvernement. Celui-ci, réduit à l'alliance des républicains de gauche et des socialistes, dispose d'une majorité aux Cortès, mais doit faire face à des conspirations et à des mouvements sociaux qui finissent par miner son autorité et sa légitimité.

La République des travailleurs

Les républicains espagnols admirent la constitution de Weimar. Avant même la proclamation de la République, le modèle allemand leur apparaissait comme la solution idéale, quitte à l'adapter à la situation de leur pays. Comme celle de Weimar, la constitution espagnole de 1931 est d'inspiration libérale ; elle se veut sociale et unitaire tout en laissant aux régions la possibilité d'évoluer vers l'autonomie — nous reviendrons sur ce dernier point. L'article premier définit l'Espagne comme «une République démocratique des travailleurs de toute classe qui s'organise en régime de liberté et de justice ». La formule est vague. On est tenté d'y voir une concession aux socialistes qui auraient peut-être souhaité plus de précisions, par exemple la création de conseils économiques ou de conseils d'ouvriers, tels qu'ils étaient prévus par la constitution de Weimar; en Espagne, la création d'organes de ce type reste du domaine de la loi. Aucun préambule ni aucune déclaration des droits ne précède le texte de la constitution. Les rédacteurs en ont décidé ainsi délibérément: plutôt que d'élaborer une déclaration qui pourrait se ramener à une simple « déclamation » (Jiménez de Asúa), ils ont préféré inscrire dans la constitution des garanties contre les abus de pouvoir.

Le Parlement se réduit à une seule chambre. Les constituants avaient craint qu'un sénat ne fît obstacle aux réformes et n'entrât, avec la chambre des députés, dans des conflits préjudiciables à la bonne marche du travail législatif. Jiménez de Asùa cite l'argument de Sieyès : si les deux chambres sont d'accord entre elles et représentent toutes deux la volonté populaire, l'une est de trop ; si l'une s'oppose à l'autre, elle ne représente plus la volonté générale, ce qui est la caractéristique du pouvoir législatif.

En ce qui concerne les rapports des pouvoirs publics, la formule retenue est celle du régime parlementaire : le gouvernement est responsable devant l'assemblée, mais les pouvoirs du président de la République sont supérieurs à ceux que la constitution de 1875 donne au président français : élu par l'assemblée, le président dispose d'un droit de veto; pour passer outre, une majorité des deux tiers est requise ; le président nomme le chef du gouvernement; il ne peut dissoudre l'assemblée plus de deux fois en cours de mandat; la seconde fois, les Cortès peuvent le destituer si elles estiment qu'il a abusé de ce pouvoir. Les constituants ont préféré l'équilibre à la séparation des pouvoirs: « Aujourd'hui, le pouvoir émane du peuple; il

s'incarne dans l'État et s'exerce grâce à ses organes; il n'est plus nécessaire de séparer l'exécutif et le législatif; il convient plutôt d'affirmer leur sécurité et leur continuité » (Jiménez de Asúa). Pour garantir l'État de droit, la constitution crée un tribunal suprême dont les membres sont élus par des représentants du parlement et de la magistrature. Enfin, un tribunal des garanties constitutionnelles peut saisir le président de la République si une loi ne lui paraît pas conforme à la constitution ; le président peut alors demander au Parlement une seconde délibération et, en cas de désaccord, recourir à un référendum.

La constitution prévoit la double nationalité pour les ressortissants du Portugal et des pays d'Amérique latine — y compris le Brésil — sous réserve de réciprocité. Cette disposition ne suscite aucune opposition. Il n'en va pas de même pour l'article 34 qui accorde le droit de vote aux femmes[10]. La gauche est loin d'être unanime sur ce point; elle craint que les femmes ne se laissent influencer par les curés et que leur vote ne fasse basculer la majorité, surtout quand on sait qu'elles sont plus nombreuses que les hommes [11]; la gauche accepte à la rigueur que des femmes puissent être élues par les hommes — c'est ce que prévoit le décret de mai 1931 sur le mode de scrutin —, mais non qu'elles soient électrices. Paradoxalement, c'est une femme, Victoria Kent, elle-même député, qui adjure la gauche de ne pas donner le droit de vote aux femmes: ce serait dangereux; c'est trop tôt, attendons au moins huit ans [12]... Un autre amendement va dans le même sens. Il suggère que le droit de vote des femmes fasse l'objet non pas d'une disposition constitutionnelle, mais d'une loi ordinaire; on pourrait ainsi y revenir si l'on s'apercevait que les femmes votent avec les curés et avec la réaction. Un député entend refuser le droit de vote aux femmes mariées, aux religieuses et aux prostituées sous prétexte que, pour voter, il faut être libre ! Le scrutin a lieu le 1er octobre. Par cent soixante voix contre cent vingt, les constituants décident de donner le droit de vote aux femmes. Les socialistes ont fini par se rallier, non sans réticences chez certains[13], les nationalistes basques aussi; la droite s'est divisée : une partie des agrariens a suivi Gil Robles et a voté pour, de même qu'Alcalá Zamora; seuls les radicaux et les radicaux-socialistes ont voté contre. Les Espagnoles accèdent ainsi à l'égalité civique avec les hommes, plus de dix ans avant les Françaises [14].

La constitution est adoptée le 9 décembre 1931 à une forte majorité : trois cent soixante-huit députés sur quatre cent trente-neuf votent pour; seule l'extrême droite a voté contre. Malgré leurs réserves sur la politique religieuse — nous y reviendrons -, la droite libérale et les nationalistes basques se rallient au texte définitif. Le lendemain, à l'unanimité, Niceto Alcalá Zamora est élu président de la République.

L'enseignement et la culture

Les intellectuels avaient fait campagne pour la République. Le succès du 14 avril 1931 est en partie le leur. Quelques-uns entrent au gouvernement provisoire; ils sont nombreux à siéger aux Cortès. L'un d'eux incarne les espoirs — et l'échec — de la deuxième République espagnole : Manuel Azaña. L'homme est la révélation de l'année 1931. Par son intelligence et par ses dons d'orateur, il s'impose tout de suite comme le chef de file des hommes qui arrivent alors au pouvoir. Après l'avoir entendu au Parlement, un vieux routier comme Lerroux admire la performance : « Vous nous aviez caché cela ! » Ce charisme a sa contrepartie: la haine qu'Azaña suscite chez ses adversaires [15]. Azaña se définissait lui-même comme « un intellectuel, un libéral et un bourgeois ». Né à Alcalá de Henares, en 1880, il appartient à une vieille famille de la bourgeoisie castillane, de tradition libérale. À la sortie du collège des Augustins de l'Escorial, il fait des études supérieures de droit et passe une thèse sur la responsabilité des multitudes ; il s'intéresse déjà au rôle des masses ! En 1911, le Comité pour le développement des études lui donne une bourse pour la France; il est censé faire des recherches sur le droit civil français au Moyen Âge, à l'École des chartes et à l'École pratique des hautes études, mais il passe surtout son temps à s'informer sur les mœurs et les institutions françaises pour lesquelles il a beaucoup d'admiration. C'est alors qu'il devient francophile ; il le restera toute sa vie ; son rêve était de transformer l'Espagne sur le modèle de la France républicaine: régime parlementaire, séparation de l'Église et de l'État, armée nationale fondée sur le service militaire obligatoire. De retour en Espagne, il trouve un emploi à la direction du registre et du notariat, mais ses goûts le portent vers la littérature et les débats d'idées. De 1913 à 1919, il occupe le poste de secrétaire de l'Athénée de Madrid; il en sera élu président en 1930.

En 1920, il fonde une revue littéraire, La Plume. En 1923 et en 1924, il dirige la revue España. Il publie des essais — notamment une critique pertinente de l'œuvre du romancier Juan Valera qui lui vaut, en 1926, le prix national de littérature — et un livre de souvenirs sur son enfance et sur son adolescence, Le Jardin des moines, qui est l'un des chefs-d'œuvre de la littérature espagnole du XXe siècle. Ces écrits disent bien la place qui aurait pu être celle d'Azaña dans les lettres espagnoles s'il n'avait été happé, à partir de 1930, par la politique.

Comme beaucoup d'intellectuels de son temps, Azaña s'intéresse à la politique. Dès 1915, on le trouve, aux côtés d'Ortega, dans la Ligue d'éducation politique. Par la suite, il a été de tous les combats; il a signé tous les manifestes. C'est en 1924 que se précisent ses convictions républicaines. Avec José Giral, il fonde l'Action républicaine qui ne sera jamais un grand mouvement politique ; c'est peut-être sa chance : ce groupuscule n'inquiète pas les partis riches en cadres et en militants. Azaña intervient directement dans les événements qui aboutissent à la chute de la monarchie. Il est en particulier l'un des orateurs les plus écoutés du grand meeting de Madrid, le 28 septembre 1930, au cours duquel il se prononce en faveur d'une « République bourgeoise et parlementaire ». C'est tout naturellement qu'il fait partie du gouvernement provisoire, comme ministre de la Guerre, portefeuille qu'il conserve, en octobre, quand il devient chef du gouvernement. Son rôle est déterminant dans tous les débats de cette période. Quand la droite s'installe au pouvoir, en 1933, Azaña prend la tête de l'opposition. Il jouit alors d'une popularité énorme; il est capable de rassembler des milliers de personnes dans les meetings pour défendre l'union de la gauche contre la coalition des droites. Après la victoire du Front populaire, personne ne lui conteste le poste de chef du gouvernement qu'il abandonne, le 10 mai 1936, pour devenir président de la République.

Manuel Azaña est le parfait exemple de l'intellectuel au pouvoir. À la différence d'Ortega, il n'a pas seulement cherché à influer sur les destinées du pays ; il a voulu entrer dans le combat politique et, tout de suite, il a accédé aux plus hautes responsabilités. Le rapprochement avec Léon Blum s'impose. Il est curieux de constater qu'au même moment, en France et en Espagne, ce sont deux intellectuels qui dirigent des gouvernements de Front populaire. Comment Azaña conçoit-il l'action politique ? Il pense d'abord

qu'un intellectuel n'est pas plus qualifié qu'un autre pour gouverner: « On a beau avoir acquis une position éminente et s'être distingué avec brio par ses mérites dans telle ou telle activité intellectuelle, cela ne garantit pas qu'on aura le même succès en politique. » En d'autres termes, un intellectuel ne fera pas forcément un bon politique, car la politique exige des aptitudes particulières. Il ne faut pas pour autant, poursuit Azaña, tomber dans l'excès inverse et croire que la politique est réservée à des professionnels ou à des techniciens. Azaña se méfie autant de la phraséologie creuse de certains idéologues que des experts. Aux premiers, il reproche leur ignorance des problèmes concrets ; aux seconds, leur spécialisation excessive qui les qualifie peut-être pour des tâches d'exécution, sûrement pas pour des rôles de direction. L'homme politique doit être capable de faire face à tous les problèmes, ce qui exige des idées générales, sans être vagues, et, en même temps, posséder à fond quelques-unes des questions qui peuvent se poser à lui. C'est ce qu'il a fait lui-même en se spécialisant dans les affaires militaires. Il s'est inspiré de son séjour en France pour rédiger un livre, Études sur la politique française contemporaine, dont seul le premier volume a été publié, en 1919; il portait sur la politique militaire; le deuxième et le troisième auraient dû traiter respectivement des rapports de l'Église et de l'État et des questions électorales. Ce n'est donc pas par hasard qu'Azaña devient, en 1931, ministre de la Guerre; il croyait avoir acquis dans ce domaine une compétence théorique. Il pense, en somme, que l'intellectuel, comme tel, n'est pas plus qualifié qu'un autre pour devenir un homme politique, mais qu'il n'a pas, non plus, à revendiquer le rôle de conseiller du prince, en refusant lui-même de s'engager et de se salir les mains. Quand un intellectuel décide de faire de la politique, il doit le faire sans réserves et sans se croire investi d'une mission spéciale. C'est une première différence avec Ortega y Gasset.

Une seconde différence porte sur les moyens. Sans renoncer à son libéralisme, Azaña s'adapte à la situation de l'Espagne et du monde. Il a tiré les leçons de la crise de 1917. Cette année-là, les masses ont fait irruption dans la vie politique ; désormais, il faut compter avec elles. Si les libéraux veulent être efficaces, ils doivent s'appuyer sur les masses et tenir compte de leurs aspirations et de leurs revendications. Azaña sait bien que les foules exercent parfois une influence à laquelle il faut savoir résister; elles

n'en restent pas moins la source de la légitimité démocratique ; ce sont elles qui décident en dernière instance : « La politique se fait avec les foules, qu'il convient d'organiser; il ne s'agit pas le moins du monde de les encadrer dans des formations ni de les soumettre à la discipline des comités, mais d'éveiller en elles ou de déceler la pensée commune, de savoir ce que nous voulons faire tous ensemble et de mettre en commun les moyens d'obtenir ce que nous voulons. » Le problème, pour Azaña, est de concilier le libéralisme et la démocratie, la liberté et l'autorité, de créer un État fort et efficace qui ait aussi la confiance des masses.

Cela suppose qu'on accepte le rôle de plus en plus actif des organisations de masse et qu'on fasse à temps les réformes indispensables. Azaña n'est pas du tout un révolutionnaire; il pense que le meilleur moyen d'éviter la révolution est de faire à temps les réformes sociales nécessaires [16]. Il se trouve placé dans une position ambiguë ; il doit compter sur les masses sans se faire leur instrument. Cela le conduit à se battre sur deux fronts : il lui faut défendre les institutions républicaines à la fois contre les partisans de l'Ancien Régime qui trouvent qu'on va trop loin, et contre les révolutionnaires, qui s'irritent parce qu'on ne va pas assez loin, ce qui lui vaut la haine de la droite et la méfiance de l'extrême gauche. En 1936, il se trouve confronté au même problème, mais dans des circonstances plus dramatiques : lui qui a horreur de la violence est débordé par la situation révolutionnaire créée par le soulèvement des militaires, ce qui explique son effacement de 1936 à 1939. Azaña a échoué dans sa tentative de réformer l'Espagne pour lui éviter les horreurs d'une révolution. Il n'a pas pu empêcher la guerre civile. Avec lui, finit une époque de l'histoire d'Espagne au cours de laquelle les intellectuels ont commencé par poser les questions vitales avant d'être chargés de les résoudre en la personne de l'un des leurs.

En 1931, la plupart des intellectuels de la génération d'Azaña adhèrent au parti socialiste ou au parti d'Action républicaine ; ils deviennent des militants politiques. Les autres — Unamuno, Ortega, Marañón, Pérez de Ayala — s'éloignent; ils répugnent à se plier à la discipline d'un parti et la tournure prise par les événements les déçoit[17]. Ils interviennent rarement aux Cortès, à l'occasion des grands débats [18]. Le petit groupe Au service de la République qu'ils ont formé est dissous le 29 octobre 1932. D'autres intellectuels, plus jeunes, prennent la relève. Ils évoluent dans des directions

différentes, en Espagne comme en France. Quelques-uns sont tentés par les idéologies totalitaires dénonçant le régime parlementaire et la démocratie, qui exaltent la nation et qui prônent l'instauration d'un pouvoir fort. D'autres, plus nombreux, s'engagent résolument à gauche, rejoignent les organisations proches du parti communiste et prennent part à la lutte contre le fascisme. José Bergamín fonde, en 1933, une revue, Cruz y Raya, qui n'est pas sans rappeler celle d'Emmanuel Mounier, Esprit ; s'y expriment des catholiques qui refusent de s'aligner sur les positions réactionnaires de l'Église d'Espagne.

Logiques avec eux-mêmes, les intellectuels au pouvoir ont porté une grande attention aux problèmes de l'enseignement. Depuis le XIXe siècle, les réformateurs étaient convaincus que la modernisation de l'Espagne passait par l'éducation ; rien n'était possible dans un pays qui, en 1877, comptait le plus fort pourcentage d'analphabètes de toute l'Europe, 75 %, ce qui le situait au même rang que le Portugal et la Russie. Sous l'impulsion des krausistes et de l'Institution libre d'enseignement, l'effort s'était porté d'abord sur la formation des élites, donc sur l'enseignement supérieur et sur la recherche, avec des résultats qui forcent l'admiration. Entre 1930 et 1936, l'Université espagnole est sans doute l'une des meilleures du monde. La seule faculté des lettres de Madrid compte des maîtres d'une qualité exceptionnelle : les historiens ou les philologues Menéndez Pidal, Sánchez Albornoz et Américo Castro, les philosophes Ortega, Gaos, Zubiri, les arabistes Gômez Moreno et Asín Palacios... Leurs assistants s'appellent Pedro Salinas, Montesinos, Lafuente Ferrari... La République est pleine d'attentions pour les universitaires. Dans l'esprit qui avait présidé, au début du siècle, à la création du Comité pour le développement des études, elle inaugure, en 1932, l'université internationale de Santander. Beau témoignage d'ouverture, à ceci près que, cette fois, c'est l'Espagne qui invite les étrangers à venir écouter les leçons de ses professeurs et à dialoguer avec eux. Marcel Bataillon, Jacques Maritain, Huizinga, entre autres, seront les hôtes d'été de cette institution, animée par un secrétaire général dynamique, Pedro Salinas, qui est aussi un grand poète. Grâce à lui, les cours d'été de Santander acquièrent une qualité scientifique, une dimension internationale et un prestige intellectuel extraordinaires. Il faudra attendre

quarante ans pour que l'Université espagnole retrouve un niveau comparable à celui qu'elle avait atteint à la veille de la guerre civile.

L'enseignement primaire était beaucoup plus en retard. On avait bien créé, en 1900, un ministère de l'Instruction publique autonome - jusque-là, l'éducation relevait du ministère du Développement (fomento). L'un des premiers titulaires de ce portefeuille — le comte de Romanones — avait fait voter, en 1901, une loi qui mettait à la charge de l'État les deux tiers du traitement des instituteurs, le dernier tiers restant, comme avant, réglé par les municipalités ou les familles. Cette mesure avait permis de redresser la situation, mais l'effort n'avait pas été soutenu; il n'y avait pas assez d'écoles, pas assez de maîtres et ceux-ci étaient mal payés. En 1930, plus d'un million d'enfants ne sont pas scolarisés et le taux d'analphabétisme atteint encore 44 %. L'une des premières décisions du gouvernement provisoire, le 23 juin 1931, concerne l'enseignement. D'un seul coup, on crée sept mille postes d'instituteurs ; leur traitement est augmenté de 20 à 40 % ; le budget destiné à la rémunération du personnel enseignant passe de moins de cinq millions de pesetas à plus de trente-huit millions. En 1932 et en 1933, on construit près de sept mille écoles, presque autant que dans les trente années précédentes. Il faut du temps pour former des maîtres et pour ouvrir des classes. Les républicains sont pressés. Pour aller plus vite, un décret du 29 mai 1931 crée les missions pédagogiques dont Manuel B. Cossío prend la direction. Il s'agit de constituer des équipes de professeurs et d'étudiants qui se déplacent dans les coins les plus reculés d'Espagne pour y apporter la culture. Les missions arrivent avec le matériel adéquat: des appareils de projection, des postes de radio, des instruments de musique, des livres, des photos, des reproductions de tableaux... Pendant une semaine, elles donnent des leçons et des conférences, elles commentent des documents ; elles cherchent à sensibiliser des paysans analphabètes aux formes les plus élaborées de la culture, avec des résultats mitigés. L'initiative témoigne, en tout cas, de la conviction que la culture ne doit pas être l'apanage d'une élite et de la volonté de lui donner la première place dans l'ordre des priorités. C'est le même état d'esprit qui pousse Federico Garcia Lorca à fonder, avec l'aide des pouvoirs publics, la compagnie théâtrale universitaire, plus connue sous le nom de La Barraca. De l'été 1932 à avril 1936, cette troupe organise vingt-deux tournées dans les campagnes. Elle joue presque

exclusivement des pièces du répertoire classique espagnol (Lope de Vega, Calderôn, Cervantès), avec de rares incursions dans le domaine contemporain, par exemple la mise en scène d'un poème d'Antonio Machado, La Terre d'Alvar-gonzález. Ces initiatives populistes méritent mieux que les sourires sceptiques, voire les sarcasmes, de leurs détracteurs. Romanciers, auteurs dramatiques, poètes, cinéastes découvrent alors, souvent avec incrédulité, la détresse matérielle et morale de leurs compatriotes ; bien des œuvres composées au cours de cette période en portent la trace [19].

La République a fait porter l'essentiel de son effort, en matière d'instruction publique, sur la scolarisation des enfants afin de faire reculer l'analphabétisme. Elle n'en a pas négligé pour autant l'enseignement secondaire ; le nombre des instituts d'État — équivalents des lycées français — est doublé, mais, dans ce domaine, elle se heurte de front à l'Église catholique. La politique religieuse du gouvernement et de la majorité qui le soutient vise avant tout à un objectif: enlever aux congrégations la formation de la jeunesse, mais l'Église n'entend pas renoncer à la position dominante qui est la sienne depuis longtemps dans ce secteur.

L'Église et l'État

Le 15 avril 1931, une municipalité des Asturies aurait envoyé ce télégramme au gouverneur civil de la province : « Maintenant que la République est proclamée, que fait-on du curé? » L'histoire est probablement fausse, mais elle illustre bien un état d'esprit. Aux yeux de beaucoup d'Espagnols, les républicains ne sauraient être que des sans-Dieu et des ennemis de la religion. Le ministre Fernando de los Ríos, qui n'a rien d'un sectaire, ne cache pas ses sentiments. Pour lui, comme pour une partie de la bourgeoisie avancée et pour la classe ouvrière, longtemps suspectes et brimées parce qu'elles contestaient l'hégémonie de l'Eglise et du clergé, l'heure de la revanche a sonné : «Nous voici arrivés à un moment décisif [...], nous, les hétérodoxes espagnols [...], les descendants des érasmistes, les fils spirituels de tous ceux qui, pendant des siècles, ont vu leur liberté de conscience étranglée [20]. » La hiérarchie catholique était restée neutre pendant la campagne électorale pour le scrutin du 12 avril, et beaucoup de

catholiques avaient probablement voté républicain. Certains siègent même au gouvernement provisoire et sont inscrits au groupe d'Azaña, Action républicaine, mais ces néophytes, ces ralliés de la dernière heure, ne font pas vraiment partie de la famille. On le leur fait sentir. Écoutons l'un d'entre eux, l'historien Sánchez Albornoz, qui va occuper de hautes fonctions dans le nouveau régime : « Les républicains de toujours étaient francs-maçons[21]et farouchement anticléricaux. Ils n'ont jamais su se détacher de la dévotion anachronique qu'ils portaient à la première République. Ils considéraient le régime comme leur chose et ils nous observaient du coin de l'œil, nous, les néo-républicains qui ne partagions pas leurs préjugés, leurs sympathies et leurs antipathies. »

De son côté, l'Église d'Espagne est sur ses gardes et regarde avec suspicion le gouvernement provisoire, bien que les républicains aient pris la précaution d'en donner la présidence à un catholique, Alcalá Zamora. Depuis le concordat de 1855, l'Église a lié son sort à celui des classes conservatrices, ce qui lui a permis de reconstituer sa fortune ; en 1931, elle possède des immeubles, des propriétés rurales, des valeurs mobilières. Elle a encouragé la formation de syndicats catholiques, particulièrement actifs et bien implantés dans les campagnes de Castille, mais c'est pour disputer le terrain aux marxistes et aux anarchistes; ceux-ci tiennent ces syndicalistes pour des jaunes et pour des briseurs de grève, ce qui est souvent vrai. La doctrine sociale des papes n'est invoquée que pour justifier l'ordre établi. Ses nombreux collèges accueillent les enfants des milieux aisés et forment les élites sociales du pays [22]. L'Église refuse, enfin, tout ce qui va dans le sens de la laïcité de l'État. Elle ne veut pas entendre parler de liberté des cultes. Elle s'offusque de tout ce qui peut remettre en cause le dogme catholique, ainsi que l'autorité et le prestige du clergé.

En 1931, les hommes qui ont en charge l'État et l'Église ne sont pas disposés aux accommodements. Les républicains vainqueurs ne sont pas prêts à des concessions. Azaña représente la laïcité militante et volontiers agressive. L'intransigeance n'est pas moindre dans la hiérarchie ecclésiastique. Trois personnalités dirigent alors l'Église d'Espagne, les cardinaux Segura, Vidal i Barraquer et Gomá. Le premier, archevêque de Tolède et primat d'Espagne, publie tout de suite une lettre pastorale violemment hostile à la République. Le second est archevêque de

Tarragone. Plus diplomate, dès le 27 avril, il envoie au ministre de la Justice, Fernando de los Ríos, une lettre qui est une invitation discrète au dialogue. Segura, que ses prises de position ont rendu indésirable, s'exile et finit par renoncer à son siège, mais il est remplacé, comme primat d'Espagne, par le cardinal Gomá, à peine moins intransigeant que lui [23]. Le conflit, dès lors, devient inévitable. Ni les républicains ni l'Église ne cherchent à s'entendre. On aurait pu arriver à une formule de compromis par des négociations bilatérales entre le gouvernement et le Vatican. Les républicains disposaient pour cela de moyens de pression, ceux que leur donnait le concordat. Ils ont préféré l'épreuve de force. Comme ils ont le pouvoir et bientôt la majorité aux Cortès, ils comptent sur la constitution et sur la loi pour modifier unilatéralement les rapports entre l'Église et l'État, ainsi que le problème des congrégations. De son côté, le Vatican n'a pas vraiment cherché le dialogue. En refusant la nomination de Luis de Zulueta comme ambassadeur, il se prive d'un interlocuteur averti et modéré. Zulueta, en effet, n'était pas sectaire et les questions de spiritualité ne le laissaient pas indifférent. Un accord diplomatique aurait évité bien des drames. Manifestement, aucune des deux parties ne le souhaitait.

En mai 1931, deux événements viennent confirmer l'inquiétude du clergé. Le 6, un décret rend l'enseignement du catéchisme facultatif dans les établissements. Le 11, se produisent les premières violences anticléricales depuis l'avènement de la République, dans des circonstances qui restent encore troubles. La veille s'était déroulée, au centre de Madrid, devant le siège du quotidien ABC, entre manifestants monarchistes et contre-manifestants républicains, une échauffourée qui avait fait deux morts et de nombreux blessés. En guise de représailles[24], le 11, des groupes incontrôlés mettent méthodiquement le feu à une dizaine de couvents. Des actes criminels du même genre se produisent dans d'autres villes de province. Ce qui choque les catholiques — et aussi des hommes qui ne le sont pas -, c'est la passivité de la police qui, probablement sur ordre, refuse d'intervenir. Le gouvernement — y compris le ministre de l'Intérieur, Miguel Maura, qui est catholique — ferme les yeux [25]. A-t-il craint de mécontenter l'extrême gauche ? On ne s'explique pas cette attitude de la part de responsables qui n'hésiteront pas, dans les semaines suivantes, à user de la plus grande rigueur contre des militants anarchistes. L'affaire laissera des traces. Elle

jette le trouble dans les esprits et elle met fin à la sérénité et même à l'allégresse avec lesquelles a été accueilli le nouveau régime. Elle pèse aussi sur le débat constitutionnel qui commence après l'élection des Cortès. L'article 3 du projet de constitution ne soulève aucune objection : « L'État espagnol ne connaît pas de religion officielle. »Il n'en va pas de même lorsqu'on aborde les articles qui prévoient la disparition en deux ans du budget des cultes, mais c'est l'article 26 qui déchaîne les passions. Le projet de la commission proposait d'interdire à toutes les congrégations le droit d'ouvrir des établissements d'enseignement — mesure qui suffisait déjà à déclencher le tumulte — et de déclarer illégales celles qui exigeaient de leurs membres l'allégeance à une puissance étrangère. Cela visait les jésuites, mais, après tout, les républicains pouvaient se prévaloir d'une tradition qui remontait au règne de Charles III; la monarchie n'avait eu aucune indulgence pour la compagnie de Jésus. Ce qui met le feu aux poudres, c'est l'amendement déposé par les socialistes et les radicaux qui demandent l'interdiction de toutes les congrégations, sans distinction. C'était aller trop loin. Azaña le comprend et monte à la tribune; il prononce l'un des discours dont il a le secret et il convainc les socialistes de retirer leur amendement. L'article 26, dans sa rédaction initiale, est alors voté par cent soixante-dix-huit voix contre cinquante-neuf, mais l'affaire n'est pas terminée. Les deux ministres catholiques, Alcalá Zamora et Miguel Maura, quittent le gouvernement ; ils sont en désaccord avec un texte qui retire à toutes les congrégations le droit d'enseigner. Ainsi se trouve brisée l'union qui s'était réalisée en avril en faveur de la République. Le régime perd la caution de la droite conservatrice ; le gouvernement ne comprend plus que des représentants de la gauche et du centre. La plupart des députés de droite cessent d'assister aux séances des Cortès [26]. Azaña remplace Alcalá Zamora comme chef du gouvernement (14 octobre 1931). Lors de son intervention, il a prononcé des mots qu'on n'arrêtera plus de lui reprocher: « L'Espagne n'est plus un pays catholique. » En soi, la phrase n'a rien de choquant. Elle ne signifie pas, comme feignent de le croire les détracteurs, qu'une majorité parlementaire a le droit de rayer le catholicisme d'un trait de plume. Du point de vue politique, Azaña se borne à prendre acte de la situation constitutionnelle : l'Etat ne reconnaît plus le catholicisme comme religion officielle ni même comme la religion de la majorité des Espagnols. La phrase exprime aussi une vérité sociologique: beaucoup d'Espagnols ne

professent plus le catholicisme ; l'Espagne a évolué depuis le XVIe siècle et il n'est plus possible de maintenir dans les textes une fiction qui ne correspond plus à la réalité. C'est sans doute le fond du débat. Les catholiques ne se résignent pas à voir consacrée en droit une évolution qui les préoccupe. Dans ce domaine, Azaña avait en tête, plus que le précédent de la première République espagnole, l'exemple de la Troisième République française : la séparation de l'Église et de l'État et la laïcité de l'enseignement. Il n'ignorait pas qu'en France ces dispositions avaient provoqué des remous, mais il pensait que les catholiques espagnols finiraient par accepter la situation comme l'avaient fait les catholiques français. C'était compter avec le temps qui apaise les passions. L'Espagne n'en aurait pas le temps.

Après le vote de la constitution, viennent les mesures législatives et réglementaires pour mettre en œuvre la laïcisation de l'État. On retire les crucifix des bâtiments publics ; on supprime les aumôneries militaires ; on aménage le mariage civil ; on accorde le droit au divorce par consentement mutuel ou à la demande justifiée de l'un des conjoints. Enfin, la loi du 17 mai 1933 déclare propriétés publiques les églises et autres édifices cultuels. Elle tire les conséquences de l'interdiction d'enseigner faite aux congrégations. Cette dernière mesure pose un problème immédiat. Les congrégations scolarisaient trois cent cinquante mille enfants; les remplacer suppose la création d'au moins six mille écoles et collèges. L'État en a-t-il les moyens ?

La réaction des milieux catholiques est immédiate. Dès le 1er janvier 1932, l'épiscopat fait les plus expresses réserves sur la constitution. Il recommande aux fidèles d'envoyer leurs enfants dans les écoles religieuses. La presse catholique n'est pas en reste. Elle fait campagne contre la suppression des crucifix dans les bâtiments publics et invite les catholiques à en porter un sur eux de manière bien visible. Elle dénonce la mixité dans les écoles publiques, le mariage civil, le divorce... Le Vatican intervient à son tour. Le 13 mai 1933, Pie XI évoque «le triangle de feu » de l'irréligion militante: la Russie, le Mexique et l'Espagne. L'encyclique Dilectissima nobis (3 juin 1933) demande aux catholiques d'Espagne de s'unir pour la défense de la foi. C'est une invitation non déguisée à faire campagne pour une autre politique. L'opposition ne laisse pas passer l'occasion. Elle

dispose désormais d'un prétexte pour combattre le régime. La défense du catholicisme figure pour longtemps parmi les arguments que brandit la droite pour s'opposer à l'œuvre des républicains.

L'armée et la République

Parce que des généraux se sont soulevés contre la République en juillet 1936, on croit que l'armée, dans son ensemble, a toujours été contre le régime. Il n'en est rien. Nombreux étaient les officiers qui avaient conspiré contre la monarchie, aux côtés d'autres groupes d'opposition et notamment des républicains. Il est vrai que les mesures arrêtées par le gouvernement provisoire ont provoqué tout de suite un ressentiment profond chez certains militaires. La surprise est venue avec la nomination d'un civil au ministère de la Guerre, et quel civil, Manuel Azaña, un homme de lettres, un intellectuel... En réalité, comme nous l'avons dit, Azaña s'intéressait aux questions militaires depuis le séjour qu'il avait fait en France, avant 1920. Ce qu'il a vu dans un pays qui sortait de la guerre lui a paru exemplaire : la nation en armes; une armée moderne, bien équipée, tout entière tournée vers sa mission : la défense du pays contre une agression extérieure, et non pas occupée à des tâches de maintien de l'ordre; un recrutement qui, au moyen de la conscription, procure les effectifs nécessaires en temps de paix et la constitution de réserves en cas de guerre ; enfin, le service militaire obligatoire est un moyen d'intégrer les citoyens dans la nation. Azaña idéalisait peut-être le modèle français, mais il le croyait susceptible d'être adapté à la situation de l'Espagne qui, fidèle à une politique étrangère de neutralité, n'avait pas à envisager d'interventions au dehors de ses frontières. Ni les milices populaires, telles que les auraient voulues les socialistes, ni l'armée de métier, chère à la droite, ne lui paraissaient la solution au problème espagnol.

En 1931, l'armée espagnole est à la fois pléthorique et inadaptée à ses missions. Elle compte près de deux cents généraux en activité et dix-sept mille officiers pour des effectifs qui dépassent à peine cent mille hommes. La marine ne laisse pas trop à désirer, mais l'artillerie manque de matériel moderne, l'aviation comprend une centaine d'appareils de reconnaissance, pas toujours en bon état, et seulement quelques avions de chasse. En

arrivant au ministère, Azaña se propose de ramener les effectifs à des proportions plus raisonnables, de les regrouper de manière à les rendre plus opérationnels et de moderniser le matériel et l'armement. C'est une politique ambitieuse qui aurait exigé du temps et de l'argent. L'homme de lettres ne disposera ni de l'un ni de l'autre. Le texte décisif a été pris dix jours seulement après la proclamation de la République. C'est le décret du 25 avril sur le dégagement des cadres. Azaña sait que des officiers ont des scrupules à servir le nouveau régime ; ils se sentent liés par leur serment de fidélité au roi, chef des armées. À ceux-là, Azaña offre de quitter l'armée en conservant leur solde ; en revanche, ceux qui restent s'engagent à se montrer loyaux à l'égard de la République. On est surpris d'une naïveté pareille de la part d'un homme rompu à la réflexion et à l'analyse. Près de dix mille officiers demandent à bénéficier des dispositions du décret; ce n'étaient pas toujours les plus dangereux pour le régime et beaucoup de ceux qui restent ne tarderont pas à conspirer. Dans les semaines qui suivent, Azaña annule toutes les promotions pour faits de guerre décidées sous la dictature ; Franco tombe sous le coup de ce décret. Le nombre de divisions est ramené de dix-huit à huit. Les capitaines généraux, qui avaient tendance à se croire supérieurs aux gouverneurs civils, sont supprimés, ainsi que l'Académie militaire de Saragosse, jugée peu efficace ; Franco, qui la dirigeait, est déplacé à La Corogne. Exploitées par l'opposition, ces mesures dressent une partie de l'armée contre la République et contre Azaña. D'une façon générale, l'artillerie et les armes techniques se montrent plutôt satisfaites. En revanche, les Africains et l'infanterie ont très mal pris les réductions d'effectifs et la politique militaire du gouvernement ; ils en garderont rancune au responsable, Azaña.

Le problème régional

Le pacte de Saint-Sébastien qui devait aboutir à la formation du gouvernement provisoire avait prévu de faire droit aux revendications régionalistes, mais sans entrer dans les détails et sans fixer de calendrier. La Gauche républicaine de Catalogne — Esquerra republicana -, dirigée par Macià, met tout le monde devant le fait accompli. Le 15 avril 1931, elle proclame la République catalane. Le gouvernement provisoire s'inquiète de

cette décision unilatérale, prise sans concertation. Son chef, Alcalá Zamora, se rend immédiatement à Barcelone où il reçoit un accueil enthousiaste et Macià accepte de faire marche arrière. En attendant le vote de la constitution, on reprend le vieux terme de Généralité qui désignait, sous les Habsbourgs, les institutions autonomes de la Catalogne. L'expression présente plusieurs avantages : elle choque moins que celle d'État catalan; elle correspond à une tradition historique, celle d'une Espagne pluraliste, mais unifiée au sommet; elle permet d'attendre la mise au point d'une formule acceptable pour tous.

Sur la question des régionalismes, les républicains sont divisés. Ceux de droite sont attachés à l'unité de la nation ; au centre gauche, Azaña est de tempérament jacobin; les uns et les autres sont prêts, cependant, à des concessions. Socialistes et anarchistes sont, en principe, fédéralistes, mais ils se méfient des nationalismes qui risquent de diviser le prolétariat. Dès le 19 avril 1931, l'organe de la CNT, Solidarité ouvrière, met en garde les Catalans : « L'existence d'une République catalane est un danger pour la République espagnole. » Le 23 avril, la CNT menace de déclencher une grève générale si on tente de créer des séparatismes en Catalogne, dans le pays Basque et en Galice. Ce qui gêne les anarchistes, ce n'est pas la destruction de l'État espagnol - elle est conforme à leur idéologie -, c'est la mise en place d'un État catalan. La prise de position des syndicalistes anarchistes est pour beaucoup dans le recul de Macià. Les socialistes ne sont pas moins réticents. « Ce que nous voulons — peut-on lire dans El Socialista du 6 décembre -, c'est la fédération européenne; les régionalistes catalans poussent à la balkanisation de l'Espagne. Nous ne le permettrons jamais. » Fin décembre 1931, la Jeunesse socialiste de Barcelone, tout en se ralliant au principe de l'autonomie régionale, exige que l'État central garde le contrôle de l'enseignement, d'un enseignement qui doit être donné en castillan : « La Jeunesse socialiste de Barcelone est prête à tout pour faire échec au séparatisme réactionnaire qui cherche à isoler la Catalogne du reste du monde. [...] Dans les écoles, dans les lycées, dans les écoles normales et dans l'université d'État, on ne doit utiliser qu'une seule langue : l'espagnol » ; si la Généralité y tient, libre à elle de créer ses propres écoles et même une université catalane. Les réserves ne portent plus sur le principe de l'autonomie, mais sur les modalités d'application. Les socialistes se

rallient, mais pour des raisons d'opportunité. Prieto ne s'en cache pas : « Il nous faut avaler cette couleuvre. C'est un moindre mal... Si nous laissons la droite se servir des autonomies pour mettre la main sur les deux régions les plus riches d'Espagne » — la Catalogne et le pays Basque -, « nous allons vers des problèmes sérieux. »

L'embarras des constituants — soucieux de donner satisfaction à la gauche catalane sans mécontenter les autres secteurs de l'opinion, attachés à l'unité nationale — apparaît dans la formulation de l'article 3 de la constitution : « La République forme un État intégral compatible avec l'autonomie des municipalités et des régions. » Qu'est-ce qu'un État intégral? Il est clair qu'on a voulu éviter le mot de fédéralisme qui rappelait de mauvais souvenirs : la République fédérale de 1873 avait sombré dans le chaos. En présentant le projet de constitution, Jiménez de Asúa le dit avec beaucoup d'habileté : « Nous ne parlons pas d'État fédéral, parce que fédérer signifie réunir. Se fédèrent des Etats qui, auparavant, existaient déjà, les uns à l'écart des autres, et qui décident de former une seule communauté. » La constitution prévoit un État intégral, c'est-à-dire «un État dans lequel l'existence de régions est compatible avec celle d'une grande Espagne et qui permet à chaque région d'accéder à une autonomie conforme à son niveau de culture et de développement ». Ce n'est pas d'une grande limpidité, mais cela donne satisfaction à presque tout le monde.

Restait à passer des principes aux réalisations. La réflexion désabusée de Prieto, citée plus haut, a le mérite de la franchise : les socialistes - nombreux aux Cortès — se résignent au régionalisme quand il est politiquement à gauche, mais ils se méfient du régionalisme de droite. On comprend ainsi le traitement différent que les Cortès appliquent au pays Basque et à la Catalogne. Sans renoncer formellement à l'idéologie ambiguë de Sabino Arana, le Parti nationaliste basque — PNV -, sous la direction de José Antonio Aguirre, a évolué vers la démocratie-chrétienne ; il s'est ouvert aux problèmes du monde moderne, mais l'inspiration reste fondamentalement chrétienne, ce qui le rend suspect à la gauche anticléricale. Les députés nationalistes basques n'ont pas voté la constitution, précisément à cause de ses dispositions anticléricales. Le projet de statut qu'élabore Aguirre en juin 1931 et qui est retenu par une assemblée de maires basques et navarrais contient des dispositions

inquiétantes pour la gauche ; il donne au futur gouvernement basque compétence pour définir ses rapports avec l'Église. Prieto traduit: il s'agit de créer un Gibraltar vaticaniste dans le Nord ! La gauche, majoritaire aux Cortès de 1931, ne montre aucun empressement à faire avancer l'autonomie du pays Basque. Les Basques n'ont pas plus de succès avec les Cortès élues fin 1933, majoritairement de droite. Leur projet de statut, soumis à référendum dans les provinces concernées, n'a recueilli en Álava que 46 % des voix. La gauche - minoritaire — demande qu'on organise une nouvelle consultation. En avril 1934, la droite — majoritaire — décide d'ajourner sine die l'examen du projet. Par ce vote, elle s'aliène les nationalistes basques. Ceux-ci ne peuvent plus compter que sur la gauche et c'est pourquoi, en juillet 1936, ils s'allieront au gouvernement de Front populaire et s'opposeront au soulèvement militaire.

Pour la Catalogne, la situation se présente d'une manière tout à fait différente. La Généralité prépare un projet de statut qu'elle soumet à référendum aux Catalans, le 2 août 1931. La participation est élevée : 75 % ; 90 % des votants approuvent le texte. Le débat aux Cortès a lieu en mai 1932. La droite, mais aussi des personnalités indépendantes telles qu'Unamuno et Ortega craignent un démantèlement de l'État. Après une série d'amendements destinés à éviter ce risque, le Statut de la Catalogne est approuvé à une forte majorité: trois cent quatorze voix contre vingt-quatre ; Unamuno et Ortega ont voté pour. La Catalogne devient une région autonome — pas un État — au sein de l'État espagnol. La Généralité comprend un parlement, un président et un conseil exécutif. Le catalan est promu au rang de langue officielle au même titre que le castillan, mais le castillan seul doit être utilisé pour les rapports extérieurs. La Catalogne ne retrouve pas intégralement l'autonomie dont elle bénéficiait avant 1714, mais ses revendications essentielles sont satisfaites.

Les problèmes sociaux

La proclamation de la République suscite une immense espérance dans les milieux populaires qui attendent d'elle non seulement les libertés politiques et les droits civiques, mais encore une amélioration rapide, presque immédiate, de leur condition. Les effectifs des deux grandes

centrales syndicales — la CNT et l'UGT — augmentent considérablement, ce qui confère au mouvement ouvrier une puissance considérable. Sans être encore pleinement développée, l'Espagne de 1931 a fait de gros progrès. Elle n'est plus un pays à dominante agraire. L'industrie reste concentrée dans les Asturies, dans le Guipúzcoa et en Catalogne, mais elle a gagné dans de nombreuses villes de la périphérie ou de l'intérieur, comme Saragosse, Valence, Malaga, Séville et même Madrid. Ouvriers et artisans, touchés par la crise et par un chômage qui ne cesse de s'étendre, comptent sur le gouvernement provisoire — où un socialiste, Largo Caballero, est ministre du Travail — pour trouver des solutions à leurs difficultés. La situation dans les campagnes est encore plus préoccupante. En Andalousie, en Estrémadure, dans les régions de Salamanque et de Tolède, les paysans sans terre se comptent par millions ; ils sont loin de travailler tous à temps complet et les salaires — quand ils en touchent — les réduisent à mener une existence misérable. Le gouvernement est conscient de ces problèmes. Il a le souci de mettre fin aux injustices et d'améliorer le niveau de vie du peuple espagnol. En même temps, il est confronté à une conjoncture difficile — la crise, la fuite des capitaux... — et il ne veut pas effrayer par des mesures trop audacieuses cette partie de la bourgeoisie qui lui fait confiance. Les trois socialistes associés au pouvoir le comprennent. Ce sont des réformistes plus que des révolutionnaires, comme, du reste, la majorité du PSOE, à l'époque. Pour eux, la République bourgeoise - avec ses libertés formelles — doit précéder l'instauration du socialisme. Il faut la consolider avant de penser à la dépasser. Les masses entendront-elles ce langage ?

Les premières mesures du ministre du Travail sont plutôt bien accueillies. Le décret du 28 avril 1931 réglemente l'emploi dans les campagnes : les propriétaires doivent embaucher en priorité les paysans de la localité avant de faire appel à des étrangers à la commune ; les terres qui ne sont pas cultivées pourront être mises à la disposition de communautés de paysans ; il est interdit d'évincer les fermiers ; les ouvriers agricoles recevront un salaire minimum et la journée de travail ne devra pas dépasser huit heures. Le décret du 7 mai institue des jurys mixtes pour fixer les salaires et les conditions de travail. Enfin, le gouvernement annonce son intention de mettre en œuvre une réforme agraire.

Fidèles à leur apolitisme, les anarchistes ne prennent pas part à la bataille électorale — ni en avril, pour les municipales, ni en juillet, pour les législatives. Ils ne portent aucun intérêt à la future constitution. Ce qu'ils veulent, c'est la révolution. Or ils constatent vite que le changement de régime n'a modifié en rien la structure économique et sociale du pays. Les commissions paritaires ne leur plaisent guère à cause de la présence de représentants des pouvoirs publics, contraire à la théorie de l'action directe : les salaires et les conditions de travail doivent être négociés directement et sans intermédiaires entre les ouvriers et les employeurs. À la différence de l'UGT, organisation bien structurée, la CNT n'a pas de permanents — de bureaucrates coupés des masses, disent les anarchistes — ni de comités en mesure de faire respecter une ligne de conduite et une discipline. Même ceux qui pensent que la République représente un progrès ont du mal à se faire entendre des autres, la grande majorité, qui n'ont cure des considérations de tactique et qui s'en tiennent à une attitude purement revendicative. Les premières grèves éclatent à Barcelone et à Séville, en juillet. Elles donnent lieu à des affrontements violents avec les forces de l'ordre. Le gouvernement proclame la loi martiale. Il y a des morts et des arrestations. C'est la rupture avec le gouvernement, mais les anarchistes se divisent sur la conduite à tenir. Une partie des militants — ceux qu'on va appeler les Trente — reconnaît que la révolution a été escamotée par les représentants de la bourgeoisie ; pour la sauver, la CNT doit s'appuyer sur un puissant mouvement de masse. D'autres — la FAI, organisation semi-clandestine - insistent sur le rôle des minorités agissantes. Le conflit ne cessera plus au sein du mouvement libertaire; on le retrouve encore plus virulent pendant la guerre civile.

Le climat se détériore rapidement. Les grèves se multiplient. Elles ne sont pas toutes le fait des anarchistes; les syndicalistes de l'UGT aussi doivent compter avec l'exaspération de leurs adhérents. Le gouvernement ne veut pas donner l'impression qu'il fait preuve de faiblesse en face des revendications ouvrières ; il cherche à rassurer son aile droite et les classes moyennes. La loi de défense de la République, votée le 21 octobre 1931, permet d'arrêter et de déporter les auteurs d'actes délictueux, notamment ceux qui déclenchent des grèves sans respecter les règles en vigueur: préavis de huit jours et arbitrage obligatoire. Cette fermeté n'empêche pas la

combativité, en particulier dans les zones rurales. Des ouvriers agricoles socialistes de la province de Badajoz se mettent en grève; des gardes civils sont tués; leurs camarades se livrent à des représailles dans la localité de Castilblanco. Au début du mois de janvier 1932, sept personnes sont tuées à Arnedo (province de Logroño) au cours d'une manifestation. Le 21 janvier, les anarchistes déclenchent une insurrection dans le bassin minier du haut Llobregat, en Catalogne ; une centaine de militants de la CNT sont déportés. Grèves et occupations de terres sont de plus en plus nombreuses et s'accompagnent de plus en plus de violence. Le pire se produit en janvier 1933. À l'instigation de la FAI, les anarchistes déclenchent une insurrection que la CNT désavoue le 9 janvier: « Ce n'est pas notre révolution », mais alors il sera trop tard. La préfecture de police de Barcelone est attaquée, ainsi que plusieurs casernes. Dans quelques communes de la province de Valence, on proclame le communisme libertaire — plus de monnaie, mais des bons, etc. Les incidents les plus graves se produisent dans la région de Cadix, dans le village de Casas Viejas, où les paysans se soulèvent et massacrent les quatre gardes civils qui leur tenaient tête. Des renforts de police arrivent. Tout paraît rentrer dans l'ordre. Seule résiste une maison, dans laquelle s'est retranché un vieux militant, l'« Homme aux six doigts », avec ses enfants, ses petits-enfants et deux amis. Les gardes d'assaut du capitaine Rojas mettent le feu à la maison, mitraillent les occupants qui tentent de fuir et exécutent sommairement une douzaine de paysans (12 janvier 1933).

Dès qu'elle est connue, la nouvelle soulève une émotion considérable. Aux Cortès, ce sont des députés de droite qui interpellent le gouvernement, ceux-là mêmes qui, depuis 1931, exigeaient qu'on réprimât les révoltes paysannes « à feu et à sang » ! L'occasion est trop belle pour qu'on ne l'exploite pas contre les républicains de gauche. Azaña, pris de court et mal informé, improvise une réponse maladroite : il fait allusion à un complot international qui rappelle celui de la Main noire, à la fin du xixe siècle; il parle d'une marche des paysans sur Jerez qui n'a jamais eu lieu; il termine son discours par ces phrases, stupéfiantes dans la bouche d'un républicain de gauche : « Il fallait mettre un terme à tout cela. Comment? De la seule manière possible. Autant que nous sachions, il est arrivé à Casas Viejas ce qui devait arriver. » Nouvelle interpellation, quelques jours plus tard. Cette

fois, Azaña a pris soin de s'informer : des magistrats sont chargés d'instruire l'affaire: «on fera toute la lumière; on fera justice, quels que soient les coupables ». Le Parlement vote la confiance au gouvernement, mais décide aussi de créer une commission d'enquête. Cinq officiers des Gardes d'assaut accusent le directeur de la Sûreté: il aurait demandé qu'il n'y eût ni blessés ni prisonniers. La fronde gagne dans les rangs de la majorité. Une nouvelle motion de censure est déposée, le 2 mars ; elle est encore repoussée. Le 7, Azaña reconnaît publiquement que des exécutions sommaires ont eu lieu à Casas Viejas. La commission d'enquête dégage le gouvernement de toute responsabilité et met en cause le directeur de la Sûreté et le capitaine Rojas qui sont traduits en justice. Le premier bénéficie d'un non-lieu; le second est condamné à vingt et un ans de prison; il sera libéré par les franquistes, en juillet 1936. L'affaire de Casas Viejas affaiblit le gouvernement. Les socialistes sont restés solidaires d'Azaña, mais le cœur n'y est plus; une partie d'entre eux commence à prendre ses distances et à adopter des positions de plus en plus dures. Jiménez de Asúa, membre de la commission d'enquête, pose la question de fond: « Comment le gouvernement pouvait-il ignorer ce que tout le monde - responsables, hommes politiques, journalistes — savait depuis le début?» Le député veut bien admettre l'ignorance, mais se refuse à laver les ministres de toute responsabilité politique: l'affaire révèle que le gouvernement ne dispose pas de l'information nécessaire et aussi qu'il n'a pas l'autorité suffisante sur l'administration et sur la police. Le scandale de Casas Viejas, enfin, achève de convaincre les anarchistes qu'il n'y a rien à attendre de la République bourgeoise.

Casas Viejas témoigne tragiquement du désenchantement des classes populaires et, plus particulièrement, de la petite paysannerie. La révolte et les massacres — ceux perpétrés par les paysans et ceux décidés par les gardes d'assaut — se produisent trois mois après le vote d'une réforme agraire qui déçoit ses bénéficiaires éventuels. Pendant près d'un an — de juillet 1931 à mai 1932 -, la question est débattue en commission. La discussion au Parlement dure jusqu'en septembre 1932. Cette lenteur dans l'examen d'un projet pourtant jugé prioritaire donne une idée de la résistance des possédants devant une mesure qui touche à leurs privilèges. On imagine l'exaspération des paysans sans terre pendant ces dix-huit mois

de discussions et le mal qu'ont eu les syndicalistes et les socialistes à inviter leurs camarades à prendre patience et à leur expliquer que les choses devaient se faire dans la légalité et dans l'ordre. Chemin faisant, le gouvernement fait aux centristes deux concessions: il renonce à fixer un contingent annuel pour l'accession à la terre de ceux qui n'en avaient pas et il abandonne l'idée d'un impôt spécial sur les gros revenus fonciers. La droite et le centre protestent contre toute atteinte au droit de propriété, considéré comme faisant partie de l'ordre naturel des choses. Les partisans de la réforme sont eux-mêmes divisés. Azaña et ses amis voudraient créer une classe de petits propriétaires — c'est encore le modèle français qu'ils ont en tête —; les socialistes parlent de collectiviser ; les anarchistes souhaitent le partage des terres. La réforme, telle qu'elle est votée, se fixe trois objectifs: faire disparaître les trop grandes propriétés, celles qui comptent des milliers d'hectares ; sanctionner l'absentéisme des propriétaires en les obligeant à mettre leurs terres en culture sous peine d'expropriation ; donner aux paysans de quoi vivre décemment et, du même coup, augmenter le nombre des consommateurs, donc favoriser le développement de l'industrie [27].

À la lumière de ces principes, on s'explique le champ d'application de la loi. Géographiquement, elle concerne l'Andalousie, l'Estrémadure, la Manche et les provinces de Tolède et de Salamanque, c'est-à-dire les zones de grandes propriétés. Sont visées les terres qui, sous l'Ancien Régime, étaient des domaines juridictionnels de la noblesse et qui ont été abusivement transformées en propriétés privées au début du xix[e] siècle ; celles aussi qui ont été exploitées pendant plus de douze ans sous forme de fermages à baux fixes et, enfin, celles qui dépassent une certaine superficie, calculée en fonction de critères de rentabilité économique et d'utilité sociale. Un mois avant le vote de la loi, le 10 août 1932, s'était produit le soulèvement du général Sanjurjo. Azaña profite de l'occasion pour exproprier sans indemnité quatre-vingt-dix mille hectares appartenant à vingt-sept Grands d'Espagne soupçonnés d'avoir trempé dans la conspiration : le marquis de Comillas, par exemple, perd la moitié de ses biens, le duc de Medinaceli le tiers... Pour les autres grands domaines, la loi prévoit la mise en place d'un Institut de réforme agraire chargé de dresser l'inventaire des terres à exproprier, de réunir les fonds nécessaires aux

indemnisations, etc. Il s'agit d'une procédure longue et complexe. Pour calmer l'impatience des paysans, le 1er novembre 1932, Azaña autorise ceux d'Estrémadure à occuper pendant deux ans des terres non cultivées. Il s'agit de venir en aide à une catégorie particulière, celle des yunteros, qui possédaient des animaux de trait et des outils de travail, mais pas de terre. Plus de trente mille paysans se voient ainsi attribuer près de cent mille hectares. Ils payeront cher ce cadeau. Franco, rejoignant rapidement Madrid, pendant l'été 1936, exercera dans cette région une répression terrible [28].

La réforme se met en place avec une lenteur désespérante. Au bout de deux ans, un peu plus de douze mille familles avaient été installées sur cent mille hectares. La loi a été votée le 9 septembre 1932. Le 11 janvier 1933, c'était Casas Viejas. Il n'est pas excessif de penser que le sort de la République bourgeoise s'est joué dans cette réforme tardive qui ne répondait qu'imparfaitement à ce qu'attendaient les masses. Il est vrai qu'on demandait au gouvernement de régler en quelques mois une situation qui durait depuis un siècle au moins. En 1939, faisant le bilan des deux années qu'il avait passées au pouvoir, entre 1931 et 1933, Azaña expliquait ainsi l'échec de la République : «La classe moyenne, celle dans laquelle les républicains libéraux recrutaient la plupart de leurs adeptes, se divisait sur deux questions : la question religieuse et la question sociale. Beaucoup considéraient avec horreur toute tentative pour laïciser l'État. D'autres étaient pris de terreur dès qu'on faisait la moindre concession au prolétariat; ils y voyaient le début de la révolution. En fait, cette division de la classe moyenne et, d'une façon générale, de la bourgeoisie, est à l'origine de la guerre civile. » C'est en effet la législation religieuse et la réforme agraire qui donnent l'occasion à l'opposition de se regrouper.

LA DROITE AU POUVOIR (1933-1935)

Le succès des républicains aux élections municipales du 12 avril 1931 frappe de stupeur les conservateurs. Rares sont ceux qui osent alors prendre publiquement la défense de l'Ancien Régime. Un seul monarchiste déclaré est élu aux Cortès constituantes. Le gouvernement d'union républicaine, formé le 14 avril et confirmé par le nouveau parlement, dispose d'une

autorité morale indiscutable. Il compte sur l'appui d'un parti socialiste puissant, relayé par une centrale syndicale, l'UGT, qui lui garantit, au moins pendant quelque temps, la sympathie d'une partie de la classe ouvrière et qui lui permet de contrebalancer l'intransigeance prévisible des anarchistes et de la CNT. Discréditée par son incapacité à aborder les vrais problèmes quand elle était au pouvoir et par son effacement pendant la dictature de Primo de Rivera, de surcroît divisée, la droite traditionnelle n'a qu'une très faible représentation parlementaire et elle n'est pas du tout organisée dans le pays. Ces circonstances laissent aux républicains les mains libres pour opérer, dans le cadre de la loi, les transformations que la gauche et la fraction la plus dynamique de la bourgeoisie attendent depuis une trentaine d'années. C'est compter sans les résistances mentales, sans les pesanteurs sociologiques et sans l'impatience des masses. Dès l'été 1931, le gouvernement se bat sur deux fronts: d'un côté, il réprime les grèves et les menées anarchistes avec une vigueur que n'auraient pas désavouée les conservateurs, ce qui jette le trouble dans la classe ouvrière et chez les paysans sans terre; d'un autre côté, sa politique religieuse rejette dans l'opposition la plupart des catholiques et la perspective d'une réforme agraire effraye les grands propriétaires fonciers. Enfin, la conjoncture — crise, fuite des capitaux, chômage — et la montée des totalitarismes en Europe jouent contre le projet d'Azaña: créer une Espagne moderne, démocratique, laïque et capable d'intégrer les masses ouvrières et paysannes, en évitant ainsi le risque d'une révolution sociale. Peu à peu, l'opposition de droite se reconstitue et s'organise, tandis que des groupes totalitaires apparaissent. La gauche perd les élections en 1933. Dans le même temps, une partie des socialistes se radicalise et exige plus que des réformes partielles ; se croyant menacée, cette fraction passe à l'action violente en octobre 1934 et cherche à provoquer la révolution.

La recomposition des forces politiques

En décembre 1931, après le vote de la constitution et l'élection d'Alcalá Zamora à la présidence de la République, Azaña est reconduit dans ses fonctions de chef d'un gouvernement remanié. Lerroux n'en fait plus partie. C'est un opportuniste, mais il a derrière lui une partie des classes moyennes,

celles qui se caractérisent à la fois par leur anticléricalisme et par leur antisocialisme. Venant après celle des ministres de centre-droit - Alcalá Zamora et Maura -, en octobre, cette défection ne présente pas seulement des inconvénients. Elle a aussi le mérite de clarifier la situation en donnant plus de cohésion au gouvernement, désormais dominé par les socialistes et par les républicains de progrès, avec la participation de radicaux-socialistes. L'orientation générale est au centre-gauche, à l'image de son chef.

Dans le pays, les opposants se ressaisissent, ce qui est beaucoup plus inquiétant pour la majorité parlementaire. Dès le 16 avril 1931, Angel Herrera, président de l'Action catholique et directeur d'un grand journal, Le Débat, suggère de former un grand parti — l'Action nationale — qui se fixerait comme objectif de défendre la religion, la famille, l'ordre, le travail et la propriété. L'initiative d'Herrera rencontre peu d'échos sur le moment, malgré l'appui qu'elle reçoit de l'épiscopat. Une circulaire confidentielle du primat d'Espagne, Mgr Segura, datée du 4 mai 1931, affirme suivre les instructions du Saint-Siège quand elle recommande aux évêques de pousser au regroupement de tous les catholiques. Il s'agit d'envoyer aux Cortès constituantes des députés suffisamment nombreux pour défendre efficacement « les droits de l'Église et ceux de l'ordre social ». Segura donne comme exemple à suivre l'union réalisée par les catholiques de Bavière après la révolution de novembre 1918. Il conseille de ne faire aucune référence à la forme du régime — République ou monarchie -; la coalition dite Action nationale lui apparaît comme la plus apte à jouer ce rôle; « il faut l'appuyer avec résolution ».

Cet appel n'est pas entendu. Les catholiques se lancent dans la bataille électorale en ordre dispersé. Les agrariens — c'est l'appellation que prennent les membres de l'Action nationale — n'obtiennent que vingt-six sièges. En 1931 et en 1932, les milieux conservateurs multiplient les attaques contre le gouvernement qu'ils s'obstinent à qualifier de socialiste, bien que le PSOE ne compte que trois ministres sur douze. La confédération patronale espagnole critique l'activité des jurys mixtes, pourtant destinés à atténuer les conflits sociaux[29]. L'Union économique, fondée en novembre 1931, regroupe la plupart des organisations patronales représentatives des secteurs industriel, agricole et bancaire, mais avec une forte prépondérance des milieux agricoles. Dans une déclaration du 12 décembre 1931, elle

affirme que la production agricole constitue la base de la richesse nationale ; elle demande donc avec insistance qu'on donne la priorité au maintien de l'ordre social et à la lutte contre la réforme agraire. Les monarchistes n'ont pas perdu tout espoir de renverser le régime. Ils pensent à une conspiration de type traditionnel qui aurait l'appui de certains militaires. Le général Sanjurjo paraît tout désigné pour cela. En 1931, il dirigeait la Garde civile, et son attitude, le 14 avril, a facilité l'instauration de la République. Depuis lors, Sanjurjo est passé dans l'opposition. Le statut d'autonomie de la Catalogne lui paraît le premier pas vers la désintégration de l'Espagne. On lui offre la direction d'une conspiration destinée à sauver l'unité nationale et à ramener le roi. L'affaire est mal préparée. Le 10 août 1932, le soulèvement échoue à Madrid. Sanjurjo a plus de succès à Séville, mais l'UGT et la CNT déclenchent une grève générale ; la garnison répugne à ouvrir le feu sur les troupes que le gouvernement envoie depuis Cordoue. Sanjurjo renonce. Il prend la fuite dans la nuit, est arrêté avant d'avoir pu gagner la frontière portugaise, jugé et condamné à mort, le 24 août. Le gouvernement commue sa peine en celle de détention à perpétuité [30].

L'échec de Sanjurjo conduit les oppositions à s'interroger sur les moyens les plus efficaces pour atteindre leurs objectifs. L'Action populaire — nouvelle désignation de l'Action nationale[31]— apparaît comme le groupe le plus structuré depuis qu'un jeune avocat de talent, Gil Robles, en a pris la présidence, en novembre 1931. L'assemblée générale de Madrid, en octobre 1932, prétend représenter plus de six cent mille adhérents. Deux tendances s'affrontent. L'une, défendue par Sainz Rodríguez, voudrait que le mouvement affirmât nettement sa volonté de rétablir la monarchie. La seconde — celle de Gil Robles - estime préférable de ne pas se prononcer sur la forme du régime et de s'en tenir à des revendications précises, susceptibles d'attirer un plus grand nombre d'opposants. En janvier 1933, la tendance Gil Robles l'emporte. L'Action populaire déclare vouloir agir dans le cadre du régime établi, ce qui entraîne la rupture avec les monarchistes. En mars, le parti décide de se fondre dans un ensemble plus vaste qui aurait vocation à rassembler l'ensemble de l'opposition conservatrice, la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA). L'objectif affiché est la défense du catholicisme contre l'orientation anticléricale de la majorité au pouvoir. La CEDA se réclame de la doctrine sociale de l'Eglise.

Sa base est constituée par l'Association catholique nationale des propagandistes, par les syndicats catholiques et par la Confédération catholique-agraire ; ces deux dernières organisations sont particulièrement bien implantées dans les zones rurales de Castille. On assiste ainsi à la formation d'un grand parti catholique, ce qui n'était jamais arrivé en Espagne, et ce parti est de droite. La CEDA pose en principe qu'un catholique est forcément un homme de droite. Cette confusion ne peut qu'exacerber l'anticléricalisme de la gauche, mais elle permet à la CEDA d'attirer vers elle tous les mécontents : les catholiques blessés dans leurs convictions et tous les autres, ceux qui craignent pour l'unité de la nation — à cause des autonomies régionales -, ceux qui ne veulent pas de réforme agraire ni de jurys mixtes, ceux qui s'indignent devant la combativité des syndicats, devant la multiplication des grèves, devant les occupations de terres, devant le désordre... Le programme de la CEDA a de quoi séduire les conservateurs. Il s'agit de combattre la réforme agraire, d'établir des tarifs douaniers pour protéger les intérêts des céréaliers... L'accent est mis sur la défense de la civilisation chrétienne, ce qui suppose la révision de la constitution, l'abrogation des lois laïques (mariage civil, divorce...) et des mesures destinées à encourager les familles nombreuses, la femme au foyer, l'éducation chrétienne, etc. La CEDA se propose, en somme, de revenir à une société rurale et traditionnelle dans laquelle le clergé retrouverait toute son autorité. Elle élargit son influence grâce à de nombreuses associations parallèles pour les jeunes, les femmes, les ouvriers... Elle parvient à rassembler la plupart des forces de droite et les catholiques. Restent en dehors d'elle la Ligue catalane de Cambô, le Parti nationaliste basque, les républicains conservateurs d'Alcalâ Zamora et de Miguel Maura, les carlistes... C'est la plus forte coalition électorale qu'on ait vue en Espagne depuis longtemps.

Dans toute l'Europe, en cette année 1933, les idéologies totalitaires progressent. En Allemagne, Hitler a été appelé, le 30 janvier, à former le gouvernement; le 24 mars, il reçoit les pleins pouvoirs. La République de Weimar — modèle de la République espagnole — disparaît. Le nazisme tente-t-il des Espagnols ? Gil Robles — qui, en septembre 1933, assiste au congrès du parti national-socialiste de Nuremberg -, a des jugements ambigus : « Dans le fascisme, on relève bien des choses dont on peut tirer

profit à cause de leur enracinement et de leur signification éminemment populaires, par exemple l'exaltation des valeurs patriotiques, l'orientation antimarxiste, le rejet de la démocratie libérale et parlementaire. » Il avouera plus tard : «Pour nous, la démocratie n'était pas une fin, mais un moyen. » La gauche a accusé la CEDA d'être un parti fasciste. À l'époque, c'est un adjectif qu'elle utilisait facilement contre tout adversaire, sans se préoccuper de lui donner un sens précis. Était déclaré fasciste tout groupe qui souhaitait limiter l'activité des syndicats, réglementer le droit de grève et instaurer un exécutif fort[32]. La CEDA répond à ces caractéristiques. Elle ne se prononce pas sur la forme du régime — République ou monarchie. Cela lui permet de gagner des voix à droite, où le mot de République fait peur, mais cela inquiète la gauche qui donne à la République un sens précis. Pour un homme comme Azaña, la République n'est pas seulement une forme de régime ; c'est un contenu : les libertés formelles, le régime parlementaire, la séparation de l'Église et de l'État et la possibilité de réformes sociales. Dans l'esprit d'Azaña et de ceux qui le suivent, 1931 est un peu ce que représente 1789 en France; c'est la naissance d'un ordre nouveau, un changement irréversible ; ceux qui refusent de se déclarer nettement républicains sont soupçonnés d'être des réactionnaires, au sens propre: ils veulent revenir en arrière ; d'autres, à gauche d'Azaña, traduisent: des fascistes, en reprenant le vocabulaire de l'époque et en se référant à l'Italie, à l'Allemagne, à l'Autriche. C'est pour ces raisons et à cause de son ambiguïté que la CEDA inquiète les républicains. La CEDA n'est certes pas comparable au parti de Mussolini, encore moins au parti nazi. Elle présente plutôt des analogies avec le régime que voulait établir en Autriche le chancelier Dollfuss : un pouvoir fort qui s'appuie sur les conservateurs, sur l'Église catholique et sur les milieux ruraux, à ceci près qu'en Espagne les masses paysannes sont anarchistes et que s'affirmer agrarien équivaut à se dire défenseur de la grande propriété et adversaire de la réforme agraire. Gil Robles s'est toujours défendu d'être fasciste. D'autres, en Espagne, ne s'en cachent pas.

Avant la proclamation de la République, en mars 1931, Ramiro Ledesma avait lancé un manifeste et un hebdomadaire d'inspiration nettement fasciste, La Conquête del'État. En juin de la même année, Onésimo Redondo, qui avait enseigné pendant quelque temps en Allemagne et s'était fait le vulgarisateur de Mein Kampf, fonde un groupe pour défendre l'unité

de l'Espagne. Les deux organisations fusionnent, en octobre 1931, et de cette association naissent les Juntes d'offensive national-syndicalistes (JONS) qui cherchent à recruter des adhérents parmi les étudiants, les jeunes ouvriers et paysans. Il ne fait pas de doute qu'avant même l'arrivée de Hitler au pouvoir le nazisme suscitait, en Espagne, des commentaires favorables [33]. Pourtant, dans l'ensemble, c'est plutôt le fascisme italien qui attire les Espagnols tentés d'adopter une idéologie totalitaire. José Antonio Primo de Rivera — le fils du dictateur — est de ceux-là; il rend d'ailleurs visite à Mussolini. Il fait paraître, le 16 mars 1933, le premier — et unique — numéro d'un journal précisément intitulé ElFascio. Son ambition est de fonder un fascisme espagnol. Ce sera la Phalange, officiellement créée le 29 octobre 1933, qui, six mois plus tard, fusionne avec les JONS. La Phalange dénonce les partis politiques qui se désintéressent de l'intérêt national, le régime parlementaire, le suffrage universel [34], la démocratie, la lutte des classes... Elle se prononce à la fois contre le matérialisme marxiste et contre le matérialisme capitaliste. Elle prône l'établissement d'un régime autoritaire, fondé sur les principes de hiérarchie et d'obéissance à un chef — José Antonio emploie le mot caudillo qui aura, quelques années plus tard, une belle fortune. La Phalange justifie l'usage de la violence chaque fois qu'elle est au service de la raison et de la justice; c'est ce que José Antonio appelle « la dialectique du coup de poing et du coup de pistolet ». Le mouvement se donne des symboles : le joug et les flèches, emblèmes des Rois Catholiques, rappel d'un moment de l'histoire où l'Espagne était un État unifié à l'intérieur et respecté en Europe, un État qui allait se tailler un Empire en Amérique. L'Empire ! Le mot revient dans la plupart des discours et des textes de la Phalange. Il exprime encore la nostalgie d'un passé idéalisé. L'Espagne, selon la Phalange, doit reprendre sa place parmi les grandes puissances ; elle est l'axe spirituel du monde hispanique. José Antonio impose à ses militants le port de la chemise bleue, couleur prolétarienne qui rappelle à tous que la Phalange se propose de faire la vraie révolution sociale. Ces militants, qui reçoivent une formation paramilitaire, défilent dans les rues en saluant leur chef, le bras tendu, à la manière fasciste. José Antonio cherche des cautions intellectuelles. Certaines des idées et une partie du vocabulaire de la Phalange sont empruntés à Unamuno et à Ortega[35]. Les thèmes développés par la Phalange sont accueillis avec intérêt dans certains milieux de droite qui leur trouvent une

résonance plus mâle que les discours de la CEDA, plus traditionalistes. Beaucoup de jeunes, déçus par les partis républicains et inquiets devant la dégradation de la situation, les écoutent avec sympathie. Ainsi se crée, en 1932 et en 1933, un climat favorable à des formes de pensée et d'action proches du fascisme quand elles ne sont pas franchement fascistes.

Aux tendances extrémistes de droite correspond, en 1933, une forte poussée à gauche. Les deux phénomènes se renforcent l'un l'autre. La droite et l'extrême droite agitent le spectre de la révolution sociale et du marxisme ; à gauche, on veut s'opposer à la montée du fascisme. Ce que les conservateurs dénoncent sous le nom de communisme n'a pour ainsi dire rien à voir avec le parti communiste proprement dit. Celui-ci n'a guère d'influence réelle jusqu'en 1936. Rappelons qu'aux élections législatives de 1931 il n'a réussi à envoyer aux Cortès qu'un seul député. Certes, le Parti communiste espagnol (PCE) progresse, mais, à aucun moment, il n'est en mesure de peser efficacement sur le mouvement social et sur les luttes politiques. Les huit cents adhérents d'avril 1931 passent à près de douze mille en mars 1932 et à vingt mille en avril 1933, pour la plupart implantés à Séville et à Bilbao. L'organe du parti, Mundo obrero, quotidien à partir de novembre 1931, tire à peine à vingt mille exemplaires. La centrale syndicale communiste, la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), revendique deux cent mille adhérents. C'est beaucoup, mais on est loin du million de travailleurs affiliés à l'UGT socialiste et du million deux cent mille anarcho-syndicalistes de la CNT. Par la ligne politique qu'il impose - classe contre classe -, le Komintern contribue à isoler les communistes espagnols du reste des forces de gauche. Quand le général Sanjurjo se soulève, en août 1932, le PCE donne la consigne à ses militants de Séville de défendre la République. Il est désavoué par le Komintern qui profite de l'occasion pour renouveler les cadres dirigeants. José Díaz devient secrétaire général; Dolores Ibarruri — la Pasionaria - entre au bureau politique. Aux yeux des communistes, « le gouvernement républicano-socialiste est le centre organisateur et directeur de la contre-révolution » (résolution de février 1933) . C'est seulement en mars 1933 que le PCE commence à envisager la constitution d'un front antifasciste et propose une alliance aux autres composantes du mouvement ouvrier, mais sur des revendications telles que le partage immédiat des terres ou la

dissolution de la Garde civile. En même temps, il continue à traiter les dirigeants socialistes de sociaux-fascistes. De 1931 à 1933, les communistes espagnols compensent leur faiblesse numérique par la surenchère. Ce harcèlement n'est pas sans conséquences. Il finit par donner mauvaise conscience à l'aile gauche du PSOE.

Depuis sa fondation, le PSOE s'est toujours caractérisé par la prudence et la modération de ses positions politiques; ce n'est pas un parti extrémiste. Sous la dictature de Primo de Rivera, il a même pu donner l'impression de collaborer avec le régime puisque, comme l'UGT dont il est proche, il a accepté que ses membres siègent dans les organismes paritaires destinés à résoudre certains conflits sociaux. En 1931, il est la caution de gauche du gouvernement provisoire de la République. Son groupe parlementaire est le plus nombreux dans les Cortès constituantes. Le PSOE a confirmé sa participation au gouvernement, tout en sachant qu'il ne pourra pas appliquer un programme véritablement socialiste. Largo Caballero, ministre du Travail, s'efforce sans doute de faire voter des lois favorables à la classe ouvrière, mais sans remettre en cause les équilibres financiers qu'impose la conjoncture. Un autre socialiste, Prieto, occupe le portefeuille des Travaux publics et du Développement ; il gère son département dans le cadre du capitalisme. Cette position n'est pas la plus confortable dont puisse rêver un parti qui se propose de transformer la société. Au fur et à mesure que le temps passe, il devient de plus en plus difficile de calmer l'impatience des militants, d'autant plus que ceux-ci doivent compter avec un mouvement anarcho-syndicaliste puissant qui, lui, n'a pas les mêmes raisons de ménager le gouvernement. Au congrès d'octobre 1932, la question est posée : le PSOE doit-il continuer à servir de caution à un gouvernement bourgeois? peut-il y participer encore? L'habileté de Prieto emporte la décision : les quatre cinquièmes des mandats sont favorables au maintien des ministres socialistes; le congrès laisse au bureau exécutif et au groupe parlementaire le soin d'apprécier s'il y a lieu de reconsidérer cette position, en fonction de la situation générale. Largo Caballero est élu président; il l'emporte de peu sur Besteiro. C'est un signe : Besteiro représente la tendance modérée et réformiste du parti, tandis que Largo Caballero a la confiance de l'aile gauche. Au congrès de l'UGT, qui se tient la même année, le rapport des forces est différent. Les modérés sont nettement majoritaires. En 1932, se

crée une situation inédite : pour la première fois, la direction du parti et celle du syndicat ne sont plus entièrement d'accord sur la tactique à suivre.

Les militants socialistes sont exaspérés par l'impuissance du gouvernement à trouver des solutions à la crise et au chômage, par les lenteurs de la réforme agraire et par l'apparition de groupes qui se réclament ouvertement du fascisme ou qui ne cachent pas leur intention de bloquer ou d'annuler les réformes en cours. À l'expérience, l'alliance avec les républicains de progrès se révèle décevante. La façon dont la police réprime les mouvements sociaux et dont Azaña justifie son comportement dans l'affaire de Casas Viejas n'arrange rien. Les jeunes socialistes sont particulièrement sensibles à ce malaise. C'est précisément à l'occasion d'un meeting des Jeunes socialistes, en juillet 1933, que Largo Caballero amorce un changement. Le congrès du PSOE, cette année-là, entend trois discours différents. Besteiro campe sur ses positions: la révolution bourgeoise est un préalable à toute avancée sociale ; il faut commencer par enraciner la démocratie libérale avant de songer à instaurer le socialisme ; le PSOE doit contribuer à cette évolution en restant l'allié des républicains de progrès. Prieto pense que le rapport des forces, dans l'Espagne de 1933, n'est pas favorable au projet socialiste; si le PSOE cesse de soutenir le gouvernement, la République est menacée ; ce serait une régression; Prieto n'est pas pour autant disposé à s'enfermer dans un juridisme et dans un légalisme étroits : il n'exclut pas de recourir à la violence si les circonstances l'exigent et si la démocratie est menacée, mais il écarte toute idée de front ouvrier, probablement de peur que les socialistes ne soient débordés par les anarchistes. Largo Caballero, enfin, soutenu par certains intellectuels (Araquistain, Álvarez del Vayo...), adopte un ton nettement agressif: «Nous avons tenu nos engagements vis-à-vis des républicains. Il faut maintenant se battre pour changer le régime actuel en République socialiste » ; la lutte des classes s'est aggravée ; la question est désormais : dictature du prolétariat ou dictature bourgeoise ; la situation exige la constitution d'un front commun à toute la classe ouvrière [36].

L'anarcho-syndicalisme forme la troisième composante du mouvement ouvrier; c'est, de loin, la plus importante en effectifs. En 1931, la CNT sort d'une période de clandestinité de plus de dix ans. Primo de Rivera lui a porté des coups sévères, mais elle reparaît au grand jour avec un

dynamisme entier. En principe, les anarchistes ne font pas de politique ; la forme du régime les laisse indifférents. Ils sont quand même portés, eux aussi, par l'euphorie du 14 avril 1931; ils savent que la République vaut mieux que la dictature; beaucoup d'entre eux ont voté en juin et ont contribué à envoyer aux Cortès une majorité de gauche. Ils ont beau dire qu'il n'y a rien à attendre du nouveau régime et que les masses ne peuvent compter que sur elles-mêmes, ils n'en sont pas moins soucieux de tirer profit d'une situation, tout compte fait, plus favorable que précédemment. Deux tendances s'affrontent. Les uns — autour de Peiró — soutiennent la thèse d'un syndicalisme constructif, soucieux de tenir compte du rapport des forces et de préparer l'avenir, la société sans classes de demain, en apprenant à gérer l'économie, ce qui suppose le concours d'experts. Les autres — ceux de la FAI — refusent tout compromis avec le capitalisme et font confiance aux minorités agissantes. Les anarchistes n'avaient pas apprécié la création des jurys mixtes — mai 1931 -; ils y voyaient le retour à une pratique qu'ils dénonçaient déjà sous la dictature. La façon dont le gouvernement réprime les grèves, à partir de juillet, consacre la rupture. Les anarchistes s'estiment directement visés par la loi de défense de la République (21 octobre 1931). Les années 1932-1933 sont marquées par une recrudescence des conflits sociaux, par de multiples grèves et par des tentatives d'insurrection, limitées dans le temps et l'espace, mais qui mettent en évidence à quel point les partenaires sont éloignés les uns des autres. Pour Azaña, il s'agit de ne pas donner l'impression que le gouvernement fait preuve de faiblesse et de prouver qu'il est décidé à maintenir l'ordre contre tous ceux qui le troublent, à gauche comme à droite. Les anarchistes traduisent: Azaña donne des gages aux capitalistes; il se montre plus sévère pour les ouvriers que pour les exploiteurs; il couvre les procédés expéditifs et meurtriers des gardes civils et des gardes d'assaut; l'affaire de Casas Viejas en apporte la démonstration. La tendance dure de la CNT s'en trouve renforcée et la FAI accroît son influence. La combativité des paysans fait réfléchir les plus modérés. La conviction se répand que le salut viendra des masses rurales, plus durement exploitées, mais moins disposées à suivre les consignes de prudence des appareils syndicaux urbains et des bureaucrates de l'UGT et du PSOE. C'est en Catalogne - région où l'influence des anarchistes a toujours été grande — que l'évolution vers des positions révolutionnaires est la plus nette. Là, le PSOE compte peu d'adhérents — à

peine plus d'un millier en avril 1932 — en face du Bloc ouvrier et paysan que constitue Maurin, amorce du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) qui, à la différence des socialistes, tient à rester l'allié des anarchistes.

Au cours de l'été 1933, le climat politique et social s'est dégradé. À gauche comme à droite, on penche de plus en plus vers la violence pour résoudre les problèmes. Cette situation explique la chute d'Azaña et le changement de majorité.

La victoire de la droite

En juin 1933, Azaña, qui se bat sur deux fronts, est attaqué de toutes parts. À droite, on l'accuse d'être prisonnier des socialistes et on le presse de gouverner sans eux. C'est ce que demande aussi Ortega, le 8 juin : il faut « nationaliser la République », c'est-à-dire former un gouvernement sans les socialistes. Or Azaña ne veut pas se couper des socialistes. Son analyse le conduit à penser que leur soutien est indispensable pour consolider les institutions et la démocratie libérale. Le peut-il sans se condamner à être l'otage d'un centre-gauche aux convictions incertaines? Les radicaux de Lerroux ont toujours été des opportunistes. Le parti radical-socialiste — Álvaro de Albornoz, Marcelino Domingo — comprend des hommes plus respectables, mais c'est un parti de notables comme le parti radical et comme le parti d'Azaña, l'Action républicaine. Ces formations sont bien représentées au Parlement, mais elles n'ont qu'une audience faible dans le pays. Seuls les socialistes disposent à la fois de députés nombreux et d'une masse de militants et de sympathisants. Ceux-ci - on l'a vu — sont de plus en plus réticents à soutenir un gouvernement qui les déçoit. À cette situation générale s'ajoute l'usure du pouvoir que révèlent les élections municipales partielles d'avril 1933. Elles ne concernent que deux mille cinq cents petites communes, toutes situées en Castille, en Navarre et dans le pays Basque, c'est-à-dire dans des zones acquises d'avance à la droite. La CEDA, les radicaux, les nationalistes basques et les carlistes remportent une victoire facile. Ce n'est pas une surprise, mais la presse d'opposition exploite les résultats et en conclut que les électeurs ont désavoué la politique du

gouvernement. Face à toutes ces attaques, Azaña ne peut espérer se maintenir longtemps.

Une première alerte a lieu en juin. Le ministre des Finances, Carner, est gravement malade — il mourra un an plus tard. Azaña propose au président de la République de le remplacer. Alcalá Zamora profite de l'occasion pour faire sentir à Azaña qu'il ne dispose peut-être plus de l'autorité nécessaire. Il juge opportun de consulter les présidents de groupes, ce qui revient à ouvrir une crise ministérielle. Prieto, Marcelino Domingo et Besteiro refusent successivement de former le nouveau gouvernement. Le président de la République se résigne à rappeler Azaña qui ne lui pardonnera jamais cette avanie. Dans l'esprit de tous, il est clair qu'il s'agit d'un gouvernement qui ne saurait durer longtemps. Il comprend les mêmes ministres que le précédent, à l'ex ception, bien entendu, de Carner. Luis Companys, président du parlement de Catalogne, entre dans le cabinet du 12 juin. Trois mois plus tard, le 3 septembre, les élections pour désigner les membres du Tribunal des garanties constitutionnelles sont un revers pour la majorité gouvernementale ; celle-ci obtient seulement cinq sièges contre treize pour les différents groupes d'opposition. Cette fois, les choses sont sérieuses. Lerroux monte à la tribune du Parlement et accuse Azaña d'exercer un pouvoir dictatorial. Azaña pose la question de confiance. Le Parlement la lui accorde, mais avec des abstentions et des absences significatives. Le président de la République le fait remarquer. Azaña démissionne. Lerroux, qui attendait ce moment depuis 1931, est alors investi comme chef d'un gouvernement qui ne comprend plus de socialistes. Presque tous les ministres viennent du parti radical; Sànchez Albornoz — Action républicaine — devient ministre d'État. Jeunes socialistes et jeunes communistes manifestent ensemble, pour la première fois, dans les rues de Madrid. Lerroux n'est pas très populaire. Azaña le sait et il croit possible de contre-attaquer. Une fois de plus, son éloquence le sert. Le discours qu'il prononce, le 2 octobre, convainc les députés. Lerroux n'obtient que quatre-vingt-onze voix; cent quatre-vingt-sept députés ne votent pas la motion de confiance. Alcalá Zamora appelle alors Martínez Barrio, lui aussi radical, mais beaucoup plus estimé que Lerroux, et le charge de constituer un gouvernement de transition qui organisera des élections législatives.

La campagne électorale se déroule dans une grande tension. Largo Caballero tient des propos menaçants à l'adresse de la droite : «Nous voulons faire évoluer légalement la société, mais, si vous vous y opposez, nous ferons la révolution par la violence. » Calvo Sotelo, monarchiste, ancien ministre de Primo de Rivera, n'est pas plus rassurant : «J'ai la conviction que ce parlement sera le dernier à être élu au suffrage universel. » La CEDA déclare vouloir en finir avec la « tyrannie des rouges » ; elle a inscrit à son programme la révision de la constitution et de la législation laïque et « socialisante », la défense des intérêts économiques, notamment ceux de l'agriculture, qui doit avoir la priorité comme base de la richesse nationale, et l'amnistie pour les conspirateurs de 1932. Le parti nationaliste basque fait appel aux catholiques pour combattre le communisme: «Face à Moscou... Rome. » Certains journaux parlent de sauver l'Espagne des Juifs et des francs-maçons et de la « démocratie abjecte ». C'est un vocabulaire de guerre civile. Les élections ont lieu le 19 novembre. La participation est de 67,46 % du corps électoral, mais les anarchistes ont recommandé de ne pas voter, ce qui se manifeste par des taux d'abstention élevés dans les régions où ils sont bien implantés [37]. La droite recueille 3 365 000 voix, le centre (radicaux, républicains de la tendance Maura et Alcalá Zamora) 2 051000, la gauche 3118000[38]. Le mode de scrutin, qui donne une prime aux listes arrivées en tête, amplifie le succès de la droite. Avec cent quinze députés, la CEDA devient le premier parti ; elle est suivie par les radicaux (cent deux députés). Le total des sièges détenus par la droite s'élève à deux cent quatre et celui du centre (dans lequel on range les radicaux de Lerroux) cent soixante-huit. La gauche n'a plus que quatre-vingt-quatorze députés, dont cinquante-huit socialistes, cinq Action républicaine — le parti d'Azaña[39]— et un communiste. La victoire de la droite est éclatante. Il ne semble pas qu'elle ait été facilitée par les suffrages des femmes qui votaient pour la première fois. En revanche, l'abstention des anarchistes a beaucoup contribué à la défaite de la gauche.

La victoire électorale de la droite précipite l'évolution des partis vers l'extrémisme, tant à gauche qu'à droite. Dans les deux camps, on suit avec intérêt et avec inquiétude ce qui se passe à l'étranger. On observe la crise morale et politique en France, avec l'affaire Stavisky, la constitution de groupes factieux — les Croix de feu -, la manifestation du 6 février 1934 et

la riposte de la gauche. Plus encore que la situation de la France, c'est celle de l'Autriche qui retient l'attention et la façon dont le chancelier Dollfuss écrase les sociaux-démocrates (février 1934). Les socialistes espagnols en concluent que la menace fasciste est bien réelle et qu'ils doivent agir à temps s'ils ne veulent pas subir le même sort que leurs camarades autrichiens. Cette conviction pèse dans leur décision de s'opposer par tous les moyens à l'arrivée au pouvoir des « fascistes espagnols, incarnés, selon eux, par Gil Robles. Celui-ci tire la même leçon des événements d'Autriche, mais en sens inverse ; il y voit la preuve qu'un gouvernement fort peut faire obstacle à la révolution sociale et il en tire argument pour réclamer le pouvoir. Le seul élément modérateur est le président de la République, Alcalá Zamora. L'anticléricalisme du gouvernement Azaña l'a choqué dans ses sentiments catholiques ; le désordre, les grèves et les menées anarchistes l'inquiètent, mais il reste acquis aux principes de la démocratie libérale ; l'autoritarisme de certains chefs de la droite le préoccupe et il n'est pas prêt à cautionner une politique sociale réactionnaire qui rejetterait hors de la nation les ouvriers et les paysans. L'idéal, selon lui, serait d'atténuer certains aspects de la législation Azaña et de rétablir l'ordre dans la rue et dans les campagnes, tout cela dans le cadre des institutions. Alcalá Zamora n'aime pas Lerroux, trop démagogue et trop opportuniste; il se méfie de Gil Robles et des hommes qui l'entourent [40], mais il ne peut ignorer le résultat des élections : Lerroux lui paraît un moindre mal par rapport à Gil Robles. À partir de ces prémisses, on peut résumer ainsi l'évolution politique de l'Espagne entre 1933 et 1936 : jusqu'en octobre 1934, on a un gouvernement de droite sans la CEDA; celle-ci exige d'être associée au pouvoir, ce qui déclenche une insurrection (octobre 1934) ; la répression et la politique réactionnaire entraînent le regroupement des forces de gauche, puis la victoire électorale du Front populaire (février 1936).

Le 18 décembre 1933, Lerroux forme un gouvernement composé de radicaux [41]et de représentants de la droite républicaine, sans participation de la CEDA, mais avec son soutien parlementaire. Lors du débat d'investiture, deux interventions retiennent l'attention. Prieto annonce que les socialistes déclencheront une révolution si la droite tente un coup de force. Gil Robles n'est pas moins catégorique: «Aujourd'hui, je soutiens le gouvernement pour qu'il rectifie la politique des Cortès constituantes. Pour demain, j'exige

le pouvoir, tout le pouvoir, et pleine liberté d'action. » Ces deux déclarations expliquent à l'avance ce qui va suivre.

Le gouvernement Lerroux, soutenu par la CEDA, revient sur les mesures sociales de la majorité précédente, notamment sur la loi qui autorisait les paysans d'Estrémadure à occuper des terres à titre provisoire en attendant la mise en place de la réforme agraire. Cette disposition, qui concerne près de trente mille yunteros, est abrogée le 11 février 1934. La nouvelle loi prend effet au 1er août suivant. Certains députés auraient souhaité qu'elle s'appliquât immédiatement, ce qui aurait privé les paysans des fruits de leur travail et les aurait empêchés de récolter ce qu'ils avaient semé. Dans le même temps, on indemnise les Grands dont Azaña avait exproprié les biens après la conspiration d'août 1932. Dans le pays, les propriétaires anticipent parfois sur les décisions du Parlement et du gouvernement. Ils baissent les salaires, révisent les baux à la hausse, refusent d'embaucher et, aux ouvriers agricoles qui crient famine, ils répondent: «Mangez de la République ! » Dans une conjoncture marquée par des difficultés économiques accrues et par un chômage qui touche des centaines de milliers d'ouvriers, on aurait voulu pousser les prolétaires au désespoir et à la révolte qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Les grèves, nombreuses, sont matées sans ménagement. La droite s'était engagée aussi à amnistier les conspirateurs d'août 1932. Elle tient parole. Une loi dans ce sens est votée le 20 avril 1934, mais dans des conditions qui choquent le président de la République. Celui-ci s'oppose à ce que les bénéficiaires de l'amnistie — notamment les militaires — soient réintégrés dans leur administration d'origine et retrouvent des postes de responsabilité. Ce désaccord avec le chef de l'État entraîne la démission de Lerroux, aussitôt remplacé par un autre radical, Samper. Aucun ministre de la CEDA ne figure dans le nouveau gouvernement.

La nouvelle majorité entre aussi en conflit avec le gouvernement autonome de Catalogne. Le premier président de la Généralité, Macià, meurt le 25 décembre 1933. Il est remplacé par Luis Companys. Celui-ci forme un conseil exécutif dominé par la Gauche catalane, un parti qui dispose d'une bonne implantation — il revendiquait soixante-dix mille adhérents en juin 1933 — et qui le prouve en remportant aisément les élections municipales du 14 janvier 1934. Companys cherche à résoudre le problème des viticulteurs et des fermiers catalans menacés d'éviction. Le 21

mars 1934, le parlement de Catalogne vote une loi qui garantit aux fermiers le maintien sur leur exploitation pendant six ans au moins ; passé ce délai, les baux sont renouvelés par tacite reconduction et, au bout de dix-huit ans, les fermiers ont le droit d'acheter la terre qu'ils travaillent. De plus, les baux des viticulteurs sont considérés comme des baux emphytéotiques ; les fermiers ne peuvent plus être évincés. En Catalogne, la droite s'émeut devant ce qu'elle dénonce comme une atteinte au droit de propriété. Elle se tourne vers le pouvoir central pour qu'il déclare cette loi anticonstitutionnelle : elle n'entrerait pas dans les compétences de la Généralité. Malgré les efforts du président de la République pour trouver un compromis, le pouvoir central fait droit à la requête des protestataires ; il déclare la loi contraire à la constitution (8 juin 1934). Au-delà du problème posé, c'est le statut d'autonomie qui est en cause. À Madrid, la droite au pouvoir n'en a jamais accepté le principe ; elle est attachée à l'unité de la nation et la lutte contre les séparatismes fait partie de son programme politique. C'est bien ainsi que l'entendent les députés catalans et aussi les basques. Les uns et les autres cessent d'assister aux séances des Cortès. Cette affaire accroît le prestige et l'autorité de Companys en Catalogne et lui assure le soutien d'hommes qui ne partagent pas toujours ses opinions de gauche.

La CEDA approuve l'action des cabinets Lerroux et Samper, mais elle s'impatiente; elle voudrait bien être associée au pouvoir. À gauche, on est convaincu que, si elle entre au gouvernement, elle n'en sortira plus et qu'elle mènera une politique comparable à celle de Hitler ou de Dollfuss. On est prêt à lui barrer la route par tous les moyens. Le virage à gauche amorcé par les socialistes, l'année précédente, se confirme. Contre la ligne réformiste et modérée de Besteiro, Largo Caballero impose au PSOE et à l'UGT sa stratégie de conquête du pouvoir, inspirée de l'expérience de Lénine. Il y est encouragé par un groupe d'intellectuels animé par Araquistain qui fonde, en mars 1934, une revue, Léviathan, dans laquelle on dénonce le danger de fascisme et la nécessité de se préparer à le combattre. Araquistain a été ambassadeur en Allemagne de février 1932 à avril 1933. Il a vu comment les nazis avaient pris le pouvoir; il a présent à l'esprit la conduite de Dollfuss écrasant les socialistes autrichiens et l'impuissance des démocrates français à s'opposer efficacement aux ligues, après le 6 février. Préfaçant un

recueil de discours de Largo Caballero, le même Araquistain écrit: «Les illusions que nous avions eues le 14 avril [1931] se sont évanouies. Il ne s'agit plus de choisir entre la monarchie et la République. Il s'agit de choisir entre deux dictatures : la dictature du capitalisme et la dictature du prolétariat. » Les socialistes sont de plus en plus nombreux à partager ces sentiments ; la dégradation de la situation les pousse dans ce sens, en raison des mesures réactionnaires du gouvernement et de la multiplication des conflits sociaux. Les Jeunesses socialistes, en particulier, sont, à l'époque, beaucoup plus révolutionnaires que les Jeunesses communistes. Les premières — qui se donnent, en avril 1934, un nouveau secrétaire général, Santiago Carrillo — reprochent aux secondes leur réformisme: «L'heure des réformes est passée. Ce que veut le prolétariat, c'est se battre pour la victoire définitive. » Ces divergences n'empêchent pas socialistes et communistes d'organiser des manifestations communes. On parle d'unité d'action, mais ce qu'il faut retenir de cette période, c'est que l'initiative appartient presque toujours au PSOE. Dans les Alliances ouvrières qui se constituent alors, les socialistes occupent une place déterminante. Les Alliances visent à rassembler tous les syndicats et toutes les forces de gauche ; dans certaines régions, la CNT anarchiste reste à l'écart — en Catalogne, par exemple —; ailleurs — c'est le cas dans les Asturies -, elle en fait partie. Largo Caballero veut en faire l'instrument privilégié de la prise du pouvoir, comme l'avaient été les soviets, pour Lénine. Le but est le même qu'en Russie : instaurer la dictature du prolétariat. Pour préparer l'insurrection, on constitue des dépôts d'armes. Les socialistes ont failli s'emparer de tout un matériel particulièrement important que le gouvernement Azaña avait acquis pour l'opposition portugaise. Le 11 septembre 1934, la police surprend des groupes en train de décharger ces armes sur la côte des Asturies ; plus de la moitié des caisses échappent à la saisie. L'entrée de la CEDA au gouvernement devait donner le signal de l'insurrection.

Ici se pose une question : les craintes des socialistes étaient-elles justifiées ? La CEDA voulait-elle vraiment instaurer un régime fasciste ? Gil Robles avait-il l'étoffe d'un Dollfuss? Aujourd'hui, il est facile de répondre non, et d'accuser Largo Caballero d'infantilisme révolutionnaire. Après tout - dira-t-on -, la CEDA et son chef demandaient seulement qu'on

prît en compte la volonté exprimée par le suffrage universel; une majorité s'était dégagée en faveur de la droite; quoi de plus légitime, dans une démocratie, que la prétention du groupe le plus important du Parlement à être associé au gouvernement? Nous ferons observer, pour commencer, que, s'il y a procès d'intention, Largo Caballero n'a pas été le seul à l'instruire; un socialiste modéré comme Prieto faisait la même analyse [42]et le chef de l'État, Alcalâ Zamora, qu'on ne saurait soupçonner de gauchisme, a retardé tant qu'il a pu l'entrée de la CEDA au gouvernement; il devait avoir ses raisons. Aujourd'hui, nous savons que Gil Robles n'était pas fasciste parce que nous pensons au Gil Robles d'après 1940, au monarchiste qui s'oppose à Franco et qui, dans ses Mémoires, présente les choses sous un jour qui lui est favorable. Mais qui était le Gil Robles de 1934? Les propos qu'il tient alors ne peuvent qu'inquiéter ses adversaires, par exemple cette déclaration, lors d'une conférence du 7 avril 1934: « Nous allons prendre le pouvoir. Avec ce régime ? Quel que soit le régime, par n'importe quel moyen. » Gil Robles est tenu à une certaine prudence verbale, mais ses partisans ne cachent pas leurs intentions. La Jeunesse d'action populaire, en particulier, organise de grandes concentrations dans des lieux historiques — à l'Escorial, en avril, à Covadonga, en septembre -; ses militants défilent et saluent Gil Robles, le bras tendu, en criant: « i Jefe! i Jefe! i Jefe! », ce qui se traduit en allemand par Führer. Même pour des hommes non prévenus, il y avait de quoi donner à penser, à plus forte raison pour des militants de gauche qui avaient dans l'esprit la façon dont Hitler était arrivé au pouvoir et dont Dollfuss avait traité les sociaux-démocrates. Le programme en dix-huit points que la Jeunesse d'action populaire approuve à l'Escorial, le 22 avril, contient des formules de ce genre :

> «2 : Discipline. Les chefs ne se trompent pas.
>
> 5 : Force de la race. Éducation prémilitaire.
>
> 12: Antiparlementarisme. Antidictature. Le peuple s'intègre au gouvernement d'une manière organique et hiérarchisée, non au moyen de la démocratie dégénérée.
>
> 16: Prestige de l'autorité. Pouvoir de l'exécutif fort. »

Ce n'est peut-être pas du fascisme, mais cela y ressemble.

Octobre 1934

En septembre 1934, Gil Robles se fait plus pressant. Il sait que le président de la République n'est pas disposé à le faire entrer au gouvernement et que la plupart des ministres du cabinet Samper s'y opposent aussi. Pour vaincre les résistances, Gil Robles compte sur Lerroux qui a beaucoup d'influence aux Cortès et lui soumet cette alternative : ou faciliter l'accession de la CEDA au pouvoir ou provoquer de nouvelles élections législatives. Lerroux se laisse convaincre. À la reprise de la session parlementaire, le 1er octobre, Gil Robles apostrophe le chef du gouvernement : « La preuve est faite qu'un changement de ministère s'impose et vous n'êtes pas l'homme de la situation. » Deux ministres quittent ostensiblement le banc du gouvernement. La séance est suspendue. Samper démissionne. Comme dans toute crise ministérielle, le chef de l'État consulte les présidents des groupes parlementaires. Plusieurs d'entre eux — dont Azaña et Maura — suggèrent une dissolution des Cortès et de nouvelles élections. Alcalá Zamora hésite, puis charge Lerroux de former le cabinet. Il se résigne à admettre des ministres de la CEDA, mais il discute sur leur nombre et sur les personnalités. Le 4, la presse donne la composition du nouveau gouvernement. Gil Robles n'en fait pas partie — le président de la République a probablement mis son veto

-, mais la CEDA obtient trois portefeuilles, dont celui de l'Agriculture occupé par Giménez Fernândez.

Depuis plusieurs jours, on attendait ce dénouement. Le 3 octobre, El Socialista, organe du PSOE, publiait cet éditorial : « Soyez sur vos gardes, camarades. Nous somme arrivés à la limite des concessions. Gil Robles au pouvoir pourrait écraser les organisations ouvrières et les partis révolutionnaires. Attention ! » Le fait que Gil Robles ne figure pas personnellement dans le nouveau gouvernement n'entraîne aucun changement dans le plan qui a été préparé. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, le comité révolutionnaire — dont font partie Largo Caballero et Prieto — lance un ordre de grève générale dans les grandes villes. Beaucoup de personnalités républicaines — et sans doute aussi les éléments centristes du PSOE et de l'UGT — auraient souhaité s'en tenir là; il convenait d'exercer une pression sur le président de la République pour préparer le retour d'un

gouvernement de gauche. C'est pour appuyer une telle démarche qu'Alvaro de Albornoz, président du Tribunal des garanties constitutionnelles, et quelques ambassadeurs démissionnent de leurs postes. La ligne dure l'emporte chez les socialistes et les syndicalistes. Dans certaines régions et surtout dans les Asturies, la grève se transforme en révolution, tandis qu'à Barcelone la Généralité rompt avec le pouvoir central, sans qu'il y ait la moindre coordination entre les deux mouvements.

En Catalogne, la gauche est divisée. L'Alliance ouvrière déclenche la grève générale, mais sans l'appui de la CNT. Le président de la Généralité, Companys, hésite sur la conduite à tenir. Ce n'est pas un révolutionnaire, mais, depuis le conflit qui, en avril, a opposé la Généralité et le pouvoir central, il craint que le nouveau gouvernement ne mette fin à l'autonomie de la Catalogne. Le 5 au soir, par radio, il lance un appel au calme, puis, le lendemain, sous la pression de l'Alliance ouvrière, il proclame « l'État catalan de la République fédérale espagnole ». L'armée reste loyale au gouvernement Lerroux qui décrète la loi martiale. Elle ouvre le feu sur les insurgés et tire au canon sur le siège de la Généralité. Companys n'insiste pas. Il capitule le 7. Dans le reste de la Catalogne, l'armée vient rapidement à bout des zones insurgées. Un régiment de la Légion étrangère est amené en renfort. La CNT ordonne la reprise du travail. La rébellion de la Catalogne n'a duré que deux jours.

Dans les Asturies, les milices ouvrières s'emparent d'Oviedo et fondent une éphémère «République socialiste ». Le général Franco est chargé de coordonner la contre-offensive. Il fait venir deux régiments de la Légion étrangère et des supplétifs marocains. Ce sont ces troupes, appuyées par l'aviation et par la marine, qui entreprennent la « reconquête » des Asturies. L'armée se heurte à une forte résistance ; elle doit reprendre Oviedo rue par rue. Le 19 octobre, la rébellion est vaincue. Les chiffres officiels font état de mille trois cent trente-cinq morts et de deux mille neuf cent cinquante et un blessés au cours des combats; ils sont probablement au-dessous de la vérité. La répression est sévère : des centaines de rebelles sont fusillés ; les arrestations se comptent par milliers (entre quinze et vingt mille) ; beaucoup de détenus sont torturés au cours des interrogatoires; le directeur de la Sûreté sera obligé de destituer, en décembre, le commandant de la Garde civile, Doval, responsable de ces agissements. Au Parlement, l'extrême

droite dénonce le séparatisme des Catalans et les horreurs de la révolution d'Oviedo : actes de vandalisme (incendie de l'université), pillages, exécution sommaire de trente-trois ecclésiastiques et d'une trentaine de gardes civils... On dénonce un complot inspiré par l'étranger et par les communistes. Calvo Sotelo évoque la Commune de Paris et invite le gouvernement à suivre l'exemple de Thiers : « Les exécutions [de communards] ont donné à la France soixante-dix ans de paix sociale [sic] . » Le gouvernement ferme la plupart des maisons du peuple et des locaux syndicaux, interdit la presse ouvrière, établit la censure, suspend le statut d'autonomie en Catalogne. On engage des poursuites contre les instigateurs réels ou présumés de l'insurrection. Certains ont pris la fuite, comme Prieto, en exil à Paris. Azaña est arrêté le 8 octobre ; son seul crime était de s'être trouvé à Barcelone au moment des faits — il assistait aux obsèques de son ancien ministre Carner -; faute de preuves, on finit par le remettre en liberté, le 28 décembre. Companys s'est rendu dès le 7 octobre ; courageusement, il prend sur lui la responsabilité de tout ce qui s'est passé à Barcelone; on le condamne à trente ans de prison. Largo Caballero passe un an en détention; contre toute évidence, il nie sa participation aux événements et les juges l'acquittent; c'est un verdict politique; on est en novembre 1935 et le gouvernement a d'autres soucis.

La répression, en effet, non seulement indigne les milieux de gauche — toutes tendances confondues -, mais encore elle trouble le centre et même des groupes de droite. Le chef de l'État s'émeut. À la fin du mois d'octobre 1934, Alcalá Zamora évoque, en conseil des ministres, le cas d'un capitaine condamné à mort pour avoir participé à la rébellion en Catalogne. Surpris, les ministres se regardent les uns les autres en silence. Lerroux rapportera plus tard leur perplexité : « Demain, on dira que nous nous sommes acharnés comme des loups pour obtenir la tête de cet homme et que le seul à avoir fait preuve d'humanité était le chef de l'État. » On soumet le cas au Tribunal suprême qui refuse de prendre position : c'est au gouvernement de décider. Certains ministres restent partisans d'exécuter la sentence. Zamora leur rappelle qu'en 1932 ils ont demandé la clémence pour le général Sanjurjo, lui aussi poursuivi pour rébellion. Le 2 novembre, le gouvernement cède et gracie le condamné. Le 23 mars 1935, Lerroux prend les devants dans une affaire semblable. Il ne veut pas laisser au président de

la République le monopole du cœur ; il gracie une vingtaine de condamnés à mort. La CEDA proteste contre la faiblesse du gouvernement. Elle provoque une crise ministérielle. Elle exige cinq ministères, dont celui de la Guerre pour Gil Robles. Alcalá Zamora s'y oppose. Le nouveau gouvernement Lerroux, formé le 3 avril, comprend seulement des radicaux. Minoritaire, il tombe au bout d'un mois. Cette fois, le président de la République s'incline. Le cabinet - toujours dirigé par Lerroux — comprend cinq ministres de la CEDA; Gil Robles devient ministre de la Guerre; l'une de ses premières décisions est de nommer Franco chef de l'état-major général.

Le gouvernement du 6 mai 1935 est le plus à droite de tous ceux qui ont été formés depuis les élections de novembre 1933. Il annule la plus grande partie des réformes sociales promulguées sous Azaña, à commencer par celle qui suscite le plus de critiques de la part des propriétaires fonciers: la réforme agraire. Il est significatif que Giménez Fernández ne fasse plus partie du cabinet. Membre de la CEDA, Giménez Fernández appartient au courant du catholicisme libéral. Selon Malefakis, l'un des meilleurs spécialistes de la question, il a été, d'octobre 1934 à avril 1935, le ministre de l'Agriculture le plus compétent et le plus énergique de l'histoire de la République. Il aurait voulu stabiliser la situation des fermiers d'Estrémadure et leur permettre d'accéder à la propriété. On crie au bolchevisme blanc! Giménez Fernández s'est efforcé d'apporter à la question agraire des solutions inspirées de la doctrine sociale de l'Église. Ce sont ses propres amis politiques qui ont torpillé les réformes qu'il envisageait. On a pu entendre l'un d'eux l'apostropher ainsi, aux Cortès : « Si ce que vous proposez est tiré des encycliques, nous nous ferons schismatiques ! » Compte tenu du rapport des forces, Lerroux croit possible de réviser la constitution en modifiant profondément les articles relatifs à l'Église — ce qui ne manque pas de piquant venant d'un homme qui a toujours professé un anticléricalisme sommaire! — et aux autonomies; il suggère aussi la création d'un sénat (4 juillet 1935). La CEDA n'est pas d'accord; ce qu'elle veut, ce n'est pas amender la constitution, c'est en rédiger une nouvelle, plus autoritaire. La CEDA, en effet, est débordée sur sa droite. Gil Robles le reconnaîtra, en 1968 : « En 1935, les Jeunesses d'action populaire s'éloignaient de plus en plus des tendances démocratiques et imposaient

avec force leurs vues au reste du parti. » C'est une conséquence inattendue de la révolution d'octobre 1934. Les groupes d'extrême droite auraient voulu profiter des circonstances pour en finir une fois pour toutes avec la démocratie et instaurer un régime autoritaire [43]. Ils en veulent au président de la République, à Lerroux et même à Gil Robles d'avoir laissé passer l'occasion. Ils en concluent qu'il n'y a décidément rien à attendre de la démocratie et qu'il est illusoire de chercher à prendre le pouvoir par la voie du suffrage universel. C'est alors, en décembre 1934, que se constitue le Bloc national, dirigé par Calvo Sotelo: «La révolution n'est pas encore vaincue... Il faut en finir avec l'actuel État constitutionnel. » Le Bloc national, comme les carlistes, place tous ses espoirs dans un coup de force militaire et établit des contacts avec l'Union militaire espagnole, un groupe de généraux hostiles au régime. La Phalange dont les effectifs grossissent — cinq mille adhérents en 1935 -, partage ce point de vue. En juin 1935, José Antonio déclare sans ambages: « Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller à l'insurrection. Notre devoir est d'aller à la guerre civile. »

C'est que la gauche s'est ressaisie. Les comités en faveur de l'amnistie pour les détenus d'octobre 1934 dressent l'opinion contre les rigueurs de la répression. La politique réactionnaire du gouvernement inquiète. Au fur et à mesure que le gouvernement relâche la pression - levée de l'état d'exception, de la censure, etc. -, la gauche reprend la parole. Azaña est capable de rassembler des milliers d'auditeurs dans ses meetings et de plaider de nouveau pour les réformes comme antidote de la révolution [44]. L'union de la gauche fait des progrès dans les esprits. Certes, les Jeunesses socialistes restent attachées aux théories bolcheviques; elles ne veulent pas entendre parler d'un bloc populaire antifasciste; elles s'en tiennent à une alliance entre prolétaires. Au PSOE, cependant, même si la tendance Besteiro a perdu toute influence, Prieto fait campagne pour une entente avec les républicains de progrès. Enfin, le parti communiste, suivant les directives du Komintern, adopte une tactique nouvelle ; le 2 juin 1935, il propose une Concentration populaire antifasciste. Comme en France, on s'achemine vers la formation d'un front populaire.

Tandis que la gauche se recompose, la coalition gouvernementale se défait. En septembre 1935, un incident mineur permet à Alcalá Zamora de changer le cabinet. Lerroux reste ministre, mais il n'est plus le chef; Gil

Robles continue à détenir le portefeuille de la Guerre. Quelques semaines plus tard éclate un scandale qui est un peu l'équivalent de l'affaire Stavisky, en France, mais à une échelle beaucoup plus réduite. Deux aventuriers avaient mis au point une sorte de roulette qu'on avait baptisée l'estraperlo, du nom de ses inventeurs, David Strauss et Perlo [45]. Ces derniers, en échange de pots-de-vin, obtiennent l'autorisation d'introduire leur machine dans quelques casinos, mais cette autorisation leur est retirée au bout de quelques heures. S'estimant victimes d'une escroquerie, Strauss et Perlo dénoncent leurs complices au président de la République ; des membres du parti radical — auquel appartient Lerroux — sont impliqués, ainsi que de proches parents du même Lerroux. Le gouvernement voudrait étouffer l'affaire. Alcalá Zamora s'y oppose. Définitivement discrédités, Lerroux et ses amis radicaux doivent abandonner leurs fonctions. Gil Robles cherche à profiter de la crise. Il se rend compte que l'opinion publique est en train d'évoluer vers la gauche et il veut prendre les devants en s'installant lui-même au pouvoir, non plus comme ministre, mais comme chef du gouvernement. Il tente de forcer la main au président de la République : maintenant que les radicaux sont disqualifiés, seul Gil Robles est capable de dénouer la crise, puisqu'il dispose du groupe parlementaire le plus important et que, sans la CEDA, aucune majorité n'est possible. Alcalá lui fait alors observer qu'il y a une autre solution : organiser de nouvelles élections. C'est la tâche que le président de la République confie à l'un de ses amis, Portela\Valladares. Son gouvernement ne comprend ni radicaux ni membres de la CEDA, seulement des centristes. Ainsi, Alcalâ Zamora aura, jusqu'au bout, barré à Gil Robles la route du pouvoir. Le 31 décembre 1935, les Cortès sont dissoutes.

1 Jusqu'en 1936, il n'y a pas, en Espagne, de ministre des Affaires étrangères; c'est le ministre d'État qui en est chargé.

2 Certains n'hésitent pas à remonter loin dans le temps pour évoquer la singularité de l'événement. Le 15 avril 1931, Luis Araquistain publie un article intitulé : « Un grand cycle historique : 1521-1931 » ; l'histoire d'Espagne reprend son cours normal après plus de quatre siècles... 1521 est l'année où les comuneros de Castille avaient été écrasés par les troupes de Charles Quint.

3 Le secteur industriel, qui occupait 15,8 % de la population active en 1910, représente 21,9 % de cette même population en 1920 et 26,5 % en 1931.

4 D'autre part, le décret abaisse la majorité électorale de vingt-cinq à vingt-trois ans et déclare les femmes éligibles bien qu'elles ne soient pas encore électrices.

5 Les socialistes ont accepté de réserver quelques sièges à des personnalités indépendantes : Unamuno, Ortega, Pérez de Ayala.

6 Les radicaux de Lerroux ont 90 députés et la droite libérale de Maura et d'Alcalà Zamora 22.

7 26 « agrariens », 14 nationalistes basques et un seul monarchiste déclaré, le comte de Romanones.

8 Valle Inclán a été battu en Galice.

9 Pérez de Ayala à Londres, Álvarez del Vayo à Mexico, Américo Castro à Berlin, Madariaga à la Société des nations...

10 Dans sa thèse - inédite — sur la presse féminine en Espagne dans le premier tiers du XX[e] siècle, Danielle Bussy-Genevois éclaire tous les aspects et les arrière-pensées de ce débat. Dès 1908, le sénateur Alcalá Galiano avait suggéré de donner le droit de vote aux femmes ; il n'avait pas été suivi. En 1919, un député conservateur avait proposé de déclarer les femmes électrices, mais non éligibles. C'est la position contraire qui est retenue dans le décret de mai 1931 sur le mode de scrutin : les femmes sont éligibles, mais non électrices.

11 Selon le recensement de 1930, les femmes seraient au nombre de 12 094 093 et les hommes 11 547 465. En 1932, il y avait 6 716 557 électrices et 6 236 868 électeurs.

12 Une partie de la presse féminine ne lui pardonne pas cette trahison, mais une autre partie est de son avis. Déjà en 1919-1920, la féministe Margarita Nelken s'était écriée : « Dieu veuille que nous ne votions pas de si tôt ! » Elle n'a pas changé d'opinion en 1931. Il ne faut sans doute pas exclure un antiféminisme latent, bien que la chose n'apparaisse pas dans les débats; Danielle Bussy-Genevois note: « Dans l'Espagne de 1931, il est fréquent de voir un homme de psyché avancée marié à une femme rétrograde et, comme il se désintéresse de la maison pour se tourner vers l'agora, il laisse à sa femme l'éducation des enfants, déformés par les collèges religieux; et les hommes politiques républicains ont souvent épouse et enfants réactionnaires. »

13 Après le vote, Julián Besteiro téléphone à Victoria Kent: «Nous avons fait une bêtise. »

14 En Espagne, l'idée faisait son chemin depuis quelque temps. Un décret du 14 janvier 1931 — trois mois avant la proclamation de la République — avait féminisé les noms de certaines fonctions ou professions: jefa (chef), profesora (professeur), catedrática (titulaire de chaire), doctora (docteur), etc.

15 Une haine dont on aura une idée par cet extrait d'une allocution radiodiffusée du général Mola, le 15 août 1936, au début de la guerre civile: « J'entends réclamer autour de moi la tête d'Azaña; c'est injuste; Azana doit être enfermé, simplement enfermé, pour que des spécialistes du cerveau puissent étudier son cas, le plus intéressant, sans doute, des cas de dégénérescence mentale qui se soit produit depuis les origines de l'homme. »

16 À l'époque, ce langage n'était guère entendu par les hommes de droite. Il est curieux de voir, de nos jours, le chef du Parti populaire, José Maria Aznar, se réclamer de la pensée d'Azaña.

17 «Ce n'est pas ça! Ce n'est pas ça! », écrit Ortega dans la presse le 9 septembre 1931.

18 Pas tous. Marañón n'a jamais pris la parole aux Cortès. Ses adversaires lui firent la farce de lui offrir un volume dont toutes les pages étaient blanches ; sur la couverture, on lisait: Gregorio Marañón, Discours parlementaires.

19 Certains ont eu tendance à forcer les traits. C'est le cas de Luis Buñuel dont le film, Terre sans pain, a été tourné en 1932 sous le coup de l'émotion provoquée par la lecture de la thèse de Maurice Legendre sur les Hurdes, cette région particulièrement déshéritée à l'ouest de

Salamanque. Le film choque le docteur Marañón, président du patronage des Hurdes, et toute projection en Espagne est interdite. On a retrouvé, en 1966, une partie des chutes - rushes — non retenues lors du montage ; elles montrent que Buñuel a délibérément forcé les choses en ne montrant que les scènes les plus dures.

20 Discours reproduit dans le quotidien El Sol du 9 octobre 1931.

21 On a fortement exagéré le nombre et l'influence de la franc-maçonnerie sous la seconde république. En 1925, le Grand Orient n'avait pas plus de trois mille membres dans toute l'Espagne ; ils seront environ quatre mille cinq cents en 1934, appartenant à la petite et à la moyenne bourgeoisie libérale, plutôt modérée du point de vue politique. José Giral, Álvaro de Albornoz, Fernando de los Rios, Martínez Barrio en étaient. Azaña a adhéré en 1932, mais il ne semble pas avoir été un adepte des plus fervents. Aux Cortès de 1931, cent cinquante et un députés passaient pour maçons ; plus de la moitié d'entre eux - quatre-vingt-sept - se sont abstenus lors du vote de l'article 26 de la constitution sur les rapports de l'Église et de l'État : ils le trouvaient trop sectaire. La franc-maçonnerie durcit ses positions en 1934; c'est alors que Martínez Barrio, qui en était le grand maître, la quitte.

22 Cela peut se retourner contre l'Église ; les collèges religieux ont été souvent des pépinières d'anticléricalisme ; Pérez de Ayala et Azaña en sont de bons exemples.

23 Et, de surcroît, anticatalan. Gomá, par exemple, est hostile à la Jeunesse ouvrière chrétienne de Catalogne parce qu'elle ne fait pas de politique et qu'on y parle catalan.

24 C'est ce que suggère le quotidien El Socialista du 12 mai : « Voilà la réponse de la démagogie populaire à la démagogie de droite. » On remarquera que l'organe du parti socialiste n'approuve pas les violences anticléricales, mais il comprend qu'elles puissent se produire...

25 « Tous les couvents d'Espagne ne valent pas la vie d'un républicain », aurait dit Azaña.

26 Sur les vingt-quatre députés des provinces basques et de la Navarre, quinze refuseront de voter la constitution à cause de ses dispositions anticléricales.

27 C'est ce qu'explique Pascual Carriôn dans une conférence à l'Athénée, en 1932 : la réforme permettra d'améliorer progressivement l'agriculture ; une classe moyenne de paysans aisés contribuera à relancer l'industrie, le commerce et toute l'activité économique.

28 Dans Campo abierto, Max Aub rapporte cette anecdote : au début du mois de novembre 1936, deux intellectuels qui se promenaient dans les rues de Madrid sont abordés par un homme d'une cinquantaine d'années, au teint basané. « Excusez-moi, leur dit-il, savez-vous où on distribue les fusils ? » Les intellectuels ne sont pas au courant, mais ils s'enquièrent: «À quelle organisation appartiens-tu? — À aucune. — À quel parti? -À aucun. - Quel est ton métier ? — Laboureur, répond l'homme, puis il se reprend: paysan. » Les deux autres lui suggèrent de s'adresser à la Maison du peuple et lui indiquent le chemin, puis, avant qu'il s'éloigne, ils l'interrogent encore: « Dis-moi, camarade. Pourquoi veux-tu un fusil ? — Pour défendre ma terre. — On te l'a prise ? — À moi ! Je n'en avais pas. On me l'a donnée. »

29 En 1932, les jurys mixtes rendent environ vingt mille arbitrages, dont le quart en faveur des patrons, et plus de vingt-cinq mille décisions de conciliation.

30 Sanjurjo sera amnistié en 1934 par la droite revenue au pouvoir. Il s'installe alors au Portugal. C'est sur lui que compteront les conjurés de juillet 1936 pour prendre la tête du soulèvement.

31 Elle a changé de nom en avril 1932 quand un décret a réservé l'usage de l'adjectif « national » aux seuls organismes officiels.

32 À droite aussi, on caricature en traitant indistinctement tous les adversaires de bolcheviks ou de rouges.

33 Danielle Bussy-Genevois cite un article de mai 1932 dujournal Aspiraciones, qui s'adresse à un public de femmes: « Inspirons-nous... de l'exemple de l'Allemagne et de la victoire éclatante des nationaux-socialistes. En atténuant un peu les principes de Hitler, nous aurions intérêt à suivre ses leçons pour combattre les doctrines libéral-démocrates. » Le même journal évoque déjà le thème du complot judéo-maçonnique ; il exprime la crainte de voir les Juifs, chassés d'Allemagne, revenir en Espagne. On est surpris par le manque de lucidité d'Ortega devant le phénomène nazi. Le philosophe voyage en Allemagne au cours de l'hiver 1934 — il n'y était pas revenu depuis vingt-cinq ans. La présence des nazis dans les rues lui paraît anecdotique ; il voit dans le nazisme lui-même « une tentative gigantesque, menée à fond, pour mobiliser toute une nation en vue d'un certain objectif..., une expérience de laboratoire », mais il ne se prononce pas sur le fond.

34 « Le plus beau destin dont on puisse rêver pour une urne est qu'elle soit brisée », écrit José Antonio.

35 Faisant campagne à Salamanque, José Antonio rend visite à Unamuno, lequel accepte de l'accompagner à un meeting. La dette de la Phalange à l'égard d'Ortega est beaucoup plus grande. Ortega, qui, très vite, avait pris ses distances vis-à-vis du gouvernement Azaña, aurait vu d'un bon œil la constitution d'un parti national, une sorte de troisième voie entre le communisme et le fascisme, deux idéologies qu'il détestait également. Le professeur García Valdecasa, qui appartenait, comme Ortega, au Groupe parlementaire au service de la république, reprend l'idée et, en 1932, lance un manifeste dans ce sens ; ce parti s'appellerait Front espagnol. L'affaire n'a pas de suites, mais quelques-uns des thèmes évoqués dans le manifeste de ce Front espagnol se retrouvent peu après dans les textes de la Phalange espagnole (Falange española), mouvement dont les initiales, en espagnol, sont curieusement les mêmes que celles du Front espagnol : F.E. Une expression telle que « la nation comme communauté de destin » qui figure dans presque tous les écrits phalangistes vient tout droit d'Ortega qui l'emploie, pour la première fois, le 25 septembre 1931, dans un discours aux Cortès pour écarter la perspective d'une république fédérale. Ortega la reprend, en mai 1932, quand il critique le projet de statut de la Catalogne. Malgré ces analogies formelles, Ortega confirme, en juin 1933, son adhésion à la démocratie libérale et refuse toute concession au fascisme, ce qui irrite les phalangistes et les dresse contre lui. Cf. Antonio ELORZA, La razón y la sombra, Barcelone, 1984, p. 208 sq.

36 Plus tard, Largo Caballero expliquera son virage à gauche de 1933 par le souci de sauver le parti. C'est ce qui l'aurait poussé à prendre la tête du mouvement

de radicalisation « pour éviter le danger de voir les masses passer au communisme, comme devaient le faire les Jeunesses socialistes ».

37 66 % d'abstentions à Cadix, 50 % à Séville, 49 % à Malaga, 44 % à Saragosse, 39 % à Barcelone...

38 Les socialistes obtiennent 1618 000 voix, les listes communes socialistes-républicains de gauche 286 000 et les communistes 195 000.

39 Azaña lui-même a été élu à Bilbao sur une liste d'union de la gauche qui comprenait des socialistes et des radicaux-socialistes. Il a préféré se présenter à Bilbao, aux côtés de Prieto, plutôt qu'à Madrid où Largo Caballero lui a proposé de prendre la tête d'une liste socialiste homogène.

40 De son côté, Gil Robles considère Alcalâ Zamora comme un obstacle. En avril 1934, il suggère à Lerroux, qui refuse, de destituer le président de la République.

41 En février 1934, Martínez Barrio, qui ne se sent pas à l'aise dans un gouvernement trop marqué à droite, démissionne. À sa suite, une vingtaine de députés radicaux font sécession et fondent le Parti radical-démocrate qui, au mois de septembre suivant, fusionne avec les radicaux-socialistes pour former l'Union républicaine. Salvador de Madariaga remplace Martínez Barrio au gouvernement.

42 En 1942, Prieto reconnaîtra qu'il s'était trompé et il regrettera d'avoir poussé à l'insurrection.

43 C'était aussi le calcul de Gil Robles, comme il l'avouera plus tard. En exigeant que des ministres de la CEDA entrent au gouvernement, en octobre 1934, il sait que la gauche criera à la provocation: «S'ils entrent, c'est la révolution? Eh bien ! que la révolution se déclenche avant qu'elle soit bien préparée et avant qu'elle nous écrase. »

44 À Valence, en mai 1935, devant quatre-vingt mille personnes, Azaña prononce cette phrase : « Il faut inoculer à la société espagnole le vaccin du réformisme social pour la préserver de la variole noire [la révolution] . »

45 L'espagnol a l'art de forger des néologismes qui s'adaptent au génie de la langue. Le mot estraperlo devient d'un usage courant, après 1935, comme synonyme de trafic douteux; pendant la guerre civile et sous le régime franquiste, on désigne par là le marché noir.

CHAPITRE VII

La guerre civile

LE FRONT POPULAIRE

La dissolution des Cortès n'a pas été une surprise. On s'y attendait et, à gauche, on s'y préparait depuis des semaines. À la mi-novembre 1935, le PSOE fait savoir qu'il est disposé à passer un accord électoral avec les républicains de gauche, mais il lui paraît indispensable d'y associer toutes les organisations ouvrières — y compris le parti communiste. Azaña répond, le 30 novembre, qu'il n'y voit pas d'objection, mais qu'il se refuse à tenir des réunions communes avec les communistes. Entre Azaña et les communistes, la méfiance est réciproque. Le premier avait écrit à Prieto, le 20 avril 1935 : « Où pouvons-nous aller, vous et nous, avec les communistes ? » Les communistes représentent peu de chose du point de vue électoral; s'associer à eux risque d'effrayer une partie des électeurs. Quant à eux, ils voient en Azaña au pire un ennemi de classe, au mieux un antifasciste; leur mot d'ordre est alors : unité d'action avec les socialistes. Largo Caballero finit par mettre tout le monde d'accord. Le pacte de Front populaire est signé le 15 janvier 1936 par la Gauche républicaine — le parti d'Azaña —, l'Union républicaine — les dissidents du parti radical, groupés autour de Martínez Barrio -, le PSOE, l'UGT, les Jeunesses socialistes, le PC et le POUM. Une coalition analogue se forme en Catalogne sous le nom de Front des gauches. La CNT se tient à l'écart, mais elle indique qu'elle ne donnera pas de consigne d'abstention. Le manifeste du Front populaire prévoit une amnistie générale, la remise en route de la réforme agraire, le rétablissement du statut d'autonomie de la Catalogne et des jurys mixtes pour les conflits du travail, le développement de l'enseignement à tous les niveaux, la démocratisation de l'université... Il s'agit d'un programme de

gouvernement que «les partis républicains de gauche auront à mettre en œuvre avec l'appui des forces ouvrières » ; en clair, le futur gouvernement aura le soutien des socialistes et des communistes, mais ceux-ci n'en feront pas partie. Les républicains de gauche ont jugé inacceptables d'autres points, comme la nationalisation de la banque et de la terre, le contrôle ouvrier, l'allocation de chômage...

À droite aussi, une coalition électorale se forme « contre la révolution et ses complices ». Elle comprend la CEDA et le Bloc national de Calvo Sotelo, mais pas la Phalange qui se montre trop exigeante sur le nombre de ses candidats.

La campagne se déroule sans incidents, mais avec une grande violence verbale. Largo Caballero et Calvo Sotelo se distinguent par le ton passionné qu'ils donnent à leurs discours respectifs. Il y a neuf cent soixante-dix-sept candidats pour quatre cent soixante-treize sièges à pourvoir. Dans trente et une circonscriptions, deux listes seulement sont en compétition : gauche contre droite. Dans les vingt-sept autres, trois listes sont en présence. Dans le pays Basque, les nationalistes ont refusé de s'allier à la droite ; trois listes s'affrontent donc : Front populaire, PNV et droite.

Le scrutin se déroule le 16 février 1936. La participation est de 72 %. Les anarchistes semblent avoir voté en Catalogne, moins en Andalousie — Séville, Cadix, Malaga -, bien que la CNT n'ait pas renouvelé ses consignes habituelles d'abstention. Les partis regroupés dans le Front populaire recueillent 4 650 000 voix, le Bloc national 4 500 000, le centre 400 000 et les nationalistes basques 125 000. L'Espagne est coupée en deux, mais les forces politiques s'équilibrent. La loi électorale, il est vrai, amplifie la courte victoire du Front populaire: sur les 473 sièges que comptent les Cortès, le parti socialiste en obtient 99, la Gauche républicaine 87, l'Union républicaine 39, la Gauche catalane 36, le parti communiste 17; les partis du centre et de droite (nationalistes basques, radicaux, conservateurs, indépendants, etc.) se partagent le reste; la CEDA, elle, a 88 élus. On est loin d'une assemblée dominée par les « bolcheviks » ! Si encore les partis du Front populaire formaient un bloc homogène ! Ce n'est pas le cas. Pour les amis d'Azaña et pour certains socialistes (ceux qui se regroupent autour de Prieto), le Front populaire est une simple alliance électorale; ils n'entendent pas se laisser entraîner dans un processus révolutionnaire ; or,

sans eux, il n'y a pas de majorité possible. Les communistes sont dans des dispositions voisines; ils s'en tiennent à la défense des institutions démocratiques et à la lutte antifasciste. Seule l'aile gauche du parti socialiste, avec Largo Caballero, se méfie des partis « bourgeois » ; elle pousse à l'unité d'action de la classe ouvrière et croit le moment venu d'établir un régime collectiviste ; sur le plan politique, elle paraît isolée.

Le gouvernement Portela démissionne sans attendre la réunion des Cortès. Le 19 février, Azaña forme un nouveau cabinet, uniquement composé de républicains modérés. Pour ses adversaires, Azaña représente ce qu'ils détestent le plus: la République, l'anticléricalisme militant, le démantèlement de l'armée, le séparatisme, les réformes sociales... L'homme, pourtant, n'a rien d'un révolutionnaire; il était même probablement le seul à pouvoir éviter la révolution, mais cela, les conservateurs ne veulent pas le voir... encore. Il faudra attendre les années 1990 pour entendre certains chefs du Parti populaire se réclamer d'Azaña ! En 1936, on n'en est pas là; Azaña passe pour le fourrier du communisme.

La majorité des nouvelles Cortès inaugure ses travaux par une faute politique énorme qui a peut-être rendu inévitable la guerre civile ; elle destitue le président de la République, Alcalá Zamora. La constitution lui en donne le droit. Elle prévoit qu'après deux dissolutions au cours du même mandat présidentiel la dernière assemblée élue peut estimer que la deuxième dissolution ne s'imposait pas. Or c'est grâce à cette dissolution que la gauche a pu revenir au pouvoir ! D'autre part, Alcalá Zamora n'avait pas démérité. Il avait courageusement tenu tête aux extrémistes de droite ; après octobre 1934, il avait fait ce qu'il avait pu pour atténuer les rigueurs de la répression; un certain nombre de condamnés lui devaient la vie. De plus, par sa seule présence à la tête de l'État, Alcalá Zamora constituait une garantie relative pour les modérés. En l'écartant, la nouvelle majorité fait preuve de sectarisme. Sa décision ne s'explique que par la volonté d'occuper tous les pouvoirs de la République. Ce n'était pas fait pour rassurer ceux qui, sans être d'extrême droite, craignaient de voir la gauche aller trop loin et abuser de sa victoire. En raison de son prestige, Azaña aurait pu éviter la destitution d'Alcalá Zamora. Certes, les deux hommes ne s'entendaient pas, mais ce n'était pas une raison pour compromettre l'avenir du régime.

Le 3 mai, Azaña est élu président de la République à une majorité écrasante : il recueille sept cent cinquante-quatre voix, celles des partis du Front populaire, bien entendu, mais aussi celles des républicains conservateurs, des radicaux, des centristes, des nationalistes basques et catalans ; seuls les quatre-vingt-huit représentants de la CEDA se sont abstenus; personne n'a voté contre. Azaña n'est donc pas prisonnier d'une majorité d'extrémistes. Pourquoi a-t-il posé sa candidature ? A-t-il cédé à une ambition personnelle? C'est ce que laisserait entendre sa réplique à Américo Castro venu lui demander de ne pas briguer cette haute fonction et de rester à la tête du gouvernement: «Pourquoi? Vous trouvez que je n'en suis pas digne ? » S'est il fait le complice involontaire d'une manœuvre de l'aile gauche du PSOE, animée par Araquistain ? On l'aurait relégué dans un poste où il n'aurait pas de pouvoir effectif afin de faciliter une révolution socialiste. Pour des raisons du même ordre, l'aile gauche du PSOE refuse que Prieto, socialiste modéré, devienne chef du gouvernement, comme le lui propose Azaña. Dans ces conditions, c'est Casares Quiroga qui est appelé à former le premier cabinet du Front populaire, exclusivement composé de républicains modérés, dont un certain nombre d'intellectuels. Socialistes et communistes soutiennent le gouvernement sans y participer. Fidèle aux promesses de la campagne électorale, le gouvernement décrète une amnistie pour les événements de 1934, remet en vigueur le statut d'autonomie de la Catalogne — ce qui permet à Companys d'être réélu président de la Généralité — et annonce son intention de reprendre la réforme agraire. Son objectif est de consolider une République moderne en y introduisant plus de justice sociale et en y intégrant les masses ouvrières et paysannes qui se sentent exclues, en somme de reprendre le mouvement interrompu en 1934, rien de moins, mais rien de plus.

Dans le pays, la situation est différente. Ceux qui ont voté pour le Front populaire attendent des satisfactions immédiates. Les organisations syndicales sont divisées. L'UGT ne veut pas compliquer la tâche du gouvernement, mais les anarchistes de la CNT considèrent qu'ils n'ont pris aucun engagement et cherchent à déborder sur leur gauche les socialistes et les communistes; ils présentent des revendications comme l'augmentation des salaires, la semaine de trente-six heures ou l'expropriation immédiate et sans indemnité de toutes les terres de plus de cinquante hectares. Les grèves

se multiplient. En Estrémadure et en Andalousie, on procède à des occupations de terres illégales. Des églises sont incendiées; des groupes s'affrontent, l'arme au poing; le sang coule. Une trentaine au moins de phalangistes sont assassinés entre février et juillet 1936, et aussi des conservateurs et une cinquantaine de républicains et de socialistes[1]. On accuse des phalangistes d'avoir tenté d'assassiner le député socialiste Jiménez de Asúa; on perquisitionne dans un local du mouvement et on y trouve des armes ; à la suite de quoi, la Phalange est mise hors la loi et José Antonio Primo de Rivera arrêté.

Autant que ces événements, ce sont les manifestations populaires et la rhétorique révolutionnaire qui affolent les conservateurs et leur font craindre le pire : la liesse des électeurs de gauche, le soir des élections ; les défilés du Premier mai; les poings levés; l'Internationale qu'on entonne volontiers; les discours enflammés d'un Largo Caballero en qui la Pravda voit le Lénine espagnol et qui promet à des foules enthousiastes l'avènement prochain de la révolution sociale... Dans la presse et au Parlement, le ton monte. On s'invective en termes d'une rare violence; les uns sont accusés de préparer l'installation du bolchevisme ; les autres de vouloir instaurer le fascisme en Espagne. Le 16 avril, Azaña, qui est encore chef du gouvernement, déclare solennellement aux Cortès : « Nous ne sommes pas venus pour présider à une guerre civile; nous sommes venus, au contraire, avec l'intention de l'éviter; mais s'il y a des gens pour la provoquer, s'il y a des gens pour la soutenir, s'il y a des gens pour la financer [...], notre devoir, Messieurs les députés, je le dis avec sérénité et avec le sourire, nous mettra toujours du côté de l'État républicain. » Les incidents les plus graves se produisent le 12 juillet. À la tombée de la nuit, un lieutenant des gardes d'assaut, Castillo, est assassiné [2]. Aussitôt, ses camarades décident de le venger. Ils enlèvent le député de droite Calvo Sotelo, le tuent d'un coup de pistolet et abandonnent le cadavre dans un cimetière. Déjà un mois plus tôt, le 16 juin, Gil Robles avait interpellé le gouvernement en lui reprochant d'être incapable de maintenir l'ordre et de manquer d'autorité. Le gouvernement paraît, en effet, débordé sans qu'on puisse l'accuser de complicité avec les fauteurs de troubles. Fallait-il déclencher une guerre civile pour reprendre la situation en main ? Le même Gil Robles le reconnaîtra plus tard : « Au printemps 1936, contrairement à ce que veulent

faire croire les historiens de l'Espagne officielle [c'est-à-dire du franquisme], il n'y avait pas vraiment de complot communiste, mais dans plusieurs régions de la péninsule commençait à se mettre en place une révolution agraire en profondeur qui plongeait une grande partie des campagnes dans le désordre et l'anarchie. » Précisons : un désordre dont le gouvernement ne portait pas la responsabilité et qu'il désapprouvait.

LE SOULÈVEMENT

On a commencé à conspirer contre le régime dès le soir des élections. La victoire du Front populaire plonge la droite dans le désarroi. Le jour même, Franco, en sa qualité de chef d'état-major, puis Gil Robles et Calvo Sotelo suggèrent au gouvernement — c'est encore Portela qui est au pouvoir — de déclarer l'état de guerre. C'est le processus d'évolution démocratique qu'on cherche à interrompre en déniant toute légitimité au gouvernement issu des élections. Les conservateurs n'acceptent pas d'avoir été écartés du pouvoir et de devoir renoncer à quelques-uns de leurs privilèges. Obsédés par les événements de 1934, ils sont convaincus que le Front populaire va plonger l'Espagne dans le chaos et déclencher une révolution communiste. Ils n'attendent plus rien du jeu démocratique. Le suffrage universel les a déçus. Seule l'armée leur paraît capable de mettre en place un régime autoritaire qui garantirait l'ordre social. En mars, José Antonio Primo de Rivera, depuis la prison où il est incarcéré, lance un appel à l'armée. Il se trouve qu'une partie de l'armée est acquise à cette idée. Depuis la fin du xixe siècle au moins, certains militaires se considèrent comme les garants de la grandeur et de l'indépendance de la patrie. La perte de Cuba, en 1898, et les difficultés rencontrées au Maroc ont contribué à créer chez eux un sentiment d'humiliation et de frustration, renforcé par le développement de l'antimilitarisme et de l'anticléricalisme, la montée des nationalismes et des revendications sociales qui leur apparaissent comme autant d'atteintes à l'ordre traditionnel ou, plus exactement, comme ils disent, à la nation. Ce n'est pas un hasard si, dès le début, la zone occupée par les rebelles s'est désignée elle-même comme l'Espagne nationale. L'autre, l'Espagne rouge — les factieux ne disent jamais: l'Espagne républicaine — n'a tout simplement pas droit à l'existence; elle s'est exclue d'elle-même de la nation

puisqu'elle porte atteinte à ce que les rebelles considèrent comme consubstantiel à l'Espagne: l'unité, l'ordre, le catholicisme, toutes notions entendues dans un sens restrictif : les aspirations autonomistes sont senties comme des séparatismes, la volonté de réformes comme subversion, la laïcité de l'Etat comme une perversion de l'esprit. Il est intéressant de relever où se situe le point de rupture, celui qui légitime la révolte armée : c'est la réforme agraire et, d'une manière générale, la mise en cause des structures économiques et sociales héritées du passé. Les réactionnaires font ainsi du marxisme sans le savoir. La fidélité à la classe passe avant la fidélité à la nation; mieux: ils identifient la nation au capitalisme; toute atteinte au second est vue comme un attentat contre la première. Certains militaires appartiennent, depuis 1933, à l'Union militaire espagnole, organisation clandestine fondée par des officiers monarchistes qui voient dans la République l'origine de tous les malheurs dont souffre l'Espagne. D'autres — quelquefois les mêmes — sont abonnés aux bulletins que publie, à Genève, l'Entente internationale contre la Troisième internationale, bureau d'études créé par un extrémiste de droite suisse, Théodore Aubert, et un émigré russe, Georges Lodygensky, pour alerter les milieux conservateurs d'Europe sur les objectifs et les menées du Komintern : il fallait se préparer à la résistance. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'Entente présentait les régimes fasciste et nazi comme des exemples à suivre. Franco, qui reçoit depuis longtemps les bulletins de l'Entente, est convaincu, par exemple, que la victoire électorale du Front populaire est la première étape d'un plan du Komintern pour prendre le pouvoir en Espagne. Du point de vue de ces militaires, le pouvoir civil — même quand il est détenu par la droite — a fait la preuve de son incapacité. Pour eux aussi, ce qui s'est passé en 1934 est instructif. Il appartient à l'armée de redresser la situation, mais de manière définitive, par l'instauration d'un régime autoritaire.

La conjuration prend forme au cours du mois de mars à l'initiative de deux hommes : les généraux Sanjurjo et Mola. Le premier, exilé au Portugal, ne peut agir efficacement. C'est donc Mola qui prend les choses en main. L'homme a du prestige et le sens de l'organisation. Le gouvernement a commis l'erreur de le nommer à la tête de la région militaire de Pampelune, dans une zone entièrement acquise à l'opposition.

Mola entre rapidement en contact avec les garnisons du nord de l'Espagne (Logroño, Burgos, Vitoria, Saint-Sébastien, Bilbao) et avec d'autres généraux, en particulier Queipo de Llano, chef des carabiniers, Cabanellas, en poste à Saragosse, et Goded, commandant en chef aux Baléares. Il réussit à constituer autour de lui un front unique de toutes les forces politiques situées à la droite du gouvernement, à l'exception des nationalistes basques. La Phalange et les carlistes lui ont donné leur accord ; or ces deux mouvements disposent de groupes paramilitaires bien entraînés et déterminés. Franco est au courant de ce qui se trame, mais il hésite à s'engager[3]; le gouvernement, qui se méfie de lui, a jugé prudent de l'éloigner en le nommant aux Canaries. Les conspirateurs ont de l'argent, celui que des milieux financiers mettent à leur disposition. Ils ont des appuis à l'étranger, notamment en Italie. Le mouvement de Calvo Sotelo a conclu un accord avec Mussolini en vertu duquel, « au cas où un soulèvement viendrait à se produire contre la République, le gouvernement italien le soutiendrait et lui apporterait son aide, y compris une aide militaire, si cela devait s'avérer nécessaire ».

Tout le monde s'attend à un soulèvement militaire sauf Casares Quiroga qui s'obstine à nier l'évidence et fait confiance au loyalisme de l'armée, à moins que le gouvernement ne fasse une erreur de calcul. On peut se demander, en effet, s'il n'a pas délibérément laissé les conspirateurs passer à l'action afin de mieux les écraser ensuite; il aurait eu en tête un précédent: le soulèvement du général Sanjurjo, le 10 août 1932, facilement réprimé. Si telle est la pensée de Casares Quiroga, il se trompait singulièrement: l'Espagne de 1936 n'est plus celle de 1932 ; les opposants ont acquis de l'expérience ; ils ne sont pas prêts à retomber dans les errements d'antan. Le 17 juillet au soir, au Maroc, la Légion occupe Melilla, Ceuta et Tétouan. Le 18, un coup d'audace permet au général Queipo de Llano de s'emparer de Séville : il fait croire qu'il dispose de plus de troupes qu'il n'en a en réalité. Casares Quiroga, désabusé, refuse d'armer le peuple ; il démissionne. Un autre républicain modéré, le professeur Giral, le remplace. Des ministres cherchent à négocier avec Mola, qui n'a pas encore bougé, mais il est trop tard. Dans la nuit du 18 au 19, des militaires proclament l'état de guerre dans les Baléares, à Pampelune, Burgos, Valladolid, Salamanque, Saragosse, Zamora, Oviedo, Tolède, Cáceres, Cordoue, Albacete... Le 19,

Franco, qui s'est enfin décidé et a quitté les Canaries la veille [4], prend le commandement des troupes du Maroc ; il fait passer de l'autre côté du détroit quelques soldats de la Légion et des supplétifs maures qui prennent Cadix. Le 20, le soulèvement s'étend en Galice et à Grenade, mais les républicains reprennent Guadalajara et Tolède, où les rebelles se retranchent dans l'alcázar. La conspiration échoue à Madrid et à Barcelone. Dans les deux cas, la résistance populaire, appuyée par des éléments de la Garde civile, neutralise les factieux. A l'exception de la province d'Álava, le pays Basque reste fidèle au gouvernement. Le PNV, en effet, n'hésite pas : entre le fascisme et la République, il déclare préférer la République [5].

Le 21 juillet, la rébellion l'a emporté en Galice, en Álava, en Navarre, dans la Rioja, en Aragon, en Vieille-Castille, dans une partie de l'Estrémadure et dans les grandes villes d'Andalousie (Huelva, Cadix, Séville, Cordoue, Grenade). Les Asturies (sauf la capitale: Oviedo), la province de Santander, la Biscaye, le Guipúzcoa, la Nouvelle-Castille, la moitié de l'Estrémadure, la Catalogne, le Levant et la plus grande partie de l'Andalousie (sauf des chefs-lieux de province) restent acquis au gouvernement. Ce qu'on a présenté, pendant quarante ans, comme le «glorieux mouvement » du 18 juillet 1936 n'est pas autre chose qu'une conspiration militaire, même si elle a reçu le soutien de groupes politiques d'extrême droite qui ont été réduits à jouer un rôle d'appoint avant, pendant et après le soulèvement. Sans l'armée, les civils auraient été bien incapables d'ébranler le gouvernement issu des élections. On est loin, cependant, d'un pronunciamiento dans le style du XIXe siècle. Le pronunciamiento suppose une situation politique et sociale dans laquelle l'armée est la seule force cohérente et organisée ; il implique l'inexistence ou la faiblesse des partis, la passivité, voire l'assentiment tacite de l'opinion publique. Rien de tel en juillet 1936, trois mois après des élections générales marquées par une forte participation et une mobilisation intense.

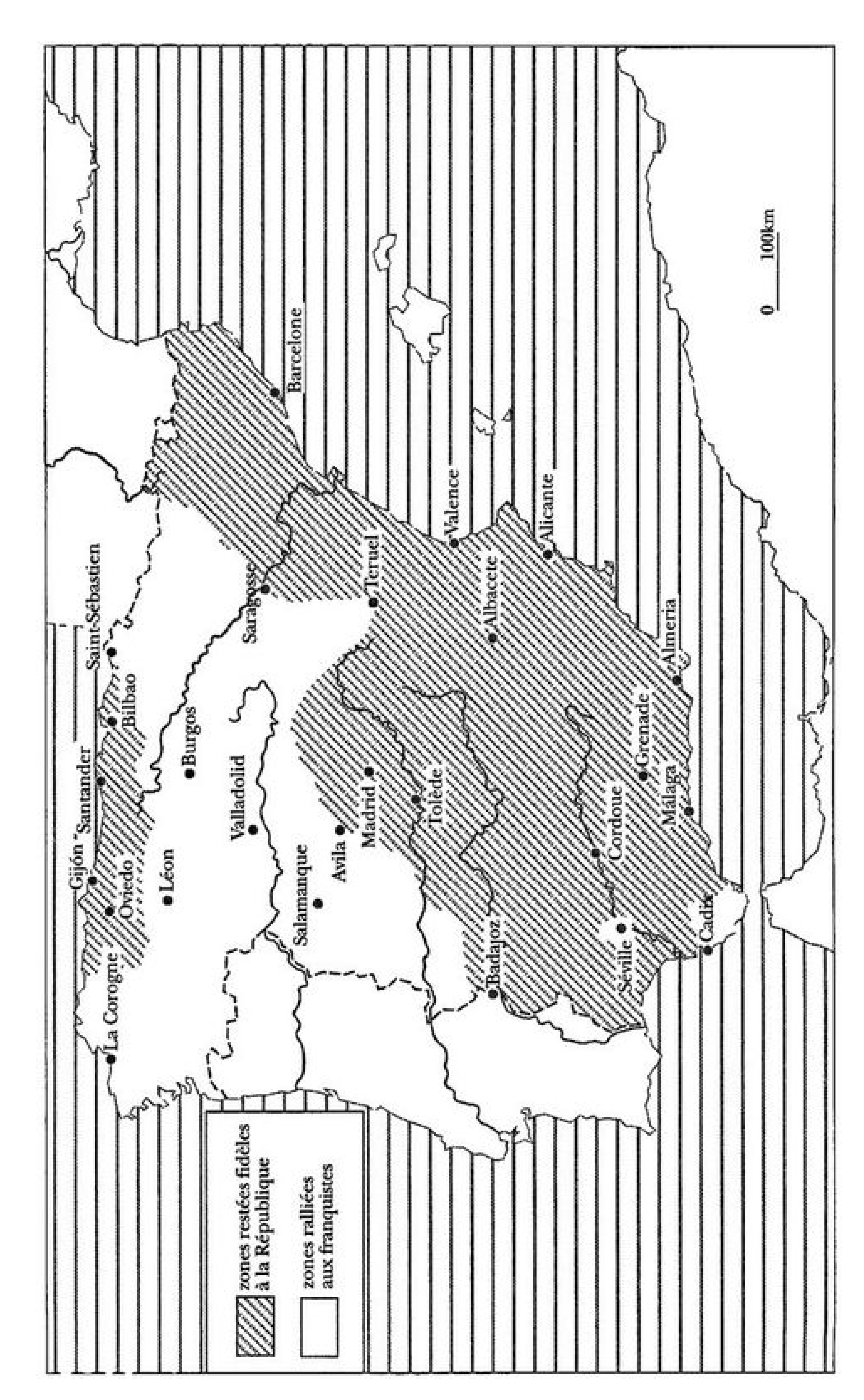
Les partis de gauche ne sont pas disposés à se laisser voler leur victoire ; les syndicats, puissants et structurés, non plus. Le soulèvement s'est heurté tout de suite à des résistances populaires, souvent spontanées ; on était bien conscient de ce qui était enjeu. C'est pourquoi on peut dire que, techniquement, le coup de force a échoué. Au lieu de s'imposer en quelques jours, comme ils l'espéraient, les conspirateurs vont devoir livrer pendant

près de trois ans une guerre civile avant de remporter la victoire sur la moitié de l'Espagne avec l'appui des puissances totalitaires.

LES DEUX CAMPS

Dès les premières heures, la guerre d'Espagne présente un caractère qu'elle gardera jusqu'à la fin, celui d'une lutte sans merci, totale, farouche, une guerre civile dans toute son horreur. Mola l'avait compris, le 19 juillet, quand il refusait tout compromis avec le gouvernement de la République : le combat ne prendra fin que par l'écrasement de l'un des adversaires.

La répartition des forces, le 21 juillet, recoupe assez bien la géographie du développement en Espagne : le gouvernement garde théoriquement sous son autorité 270 000 km^2, peuplés par quatorze millions d'habitants, avec la plupart des grandes villes (Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao), tandis que les factieux occupent 230000 km^2 du territoire avec un peu plus de dix millions d'habitants. En gros, les régions industrialisées sont situées dans le camp républicain; les autres sont rapidement tombées aux mains des rebelles. Le gouvernement légal dispose ainsi de 80 % de la production industrielle, mais seulement de 30 % de la production agricole. En revanche, ses adversaires peuvent compter sur la presque totalité de la production de sucre, sur les deux tiers des céréales, sur la moitié du maïs, sur les troupeaux de Galice; comme ressources industrielles, ils ne possèdent guère que le charbon du Léon, le cuivre et les pyrites de Rio Tinto. Ce déséquilibre aura des conséquences quand, la guerre se prolongeant, il faudra organiser le ravitaillement des grandes villes et des milices républicaines, soumises à un rationnement de plus en plus strict, alors que les zones occupées par les rebelles donneront l'impression d'être relativement mieux nourries. Le gouvernement conserve aussi, au moins en théorie, la maîtrise des centres financiers, des chambres de compensation, des bourses de commerce et des réserves d'or de la Banque d'Espagne qui devraient lui permettre d'acquérir des devises étrangères et d'acheter du matériel de guerre. En octobre 1936, Largo Caballero croit prudent de transférer à Moscou ces réserves d'or, ce



Le rapport des forces fin juillet 1936

qui donnera lieu, plus tard, à un contentieux entre l'URSS et le régime franquiste, ce dernier soucieux de reprendre possession de ce qu'il considère comme appartenant à l'Espagne, tandis que Moscou prétendra que la totalité de ces réserves avait servi à financer l'effort de guerre de la République. La guerre civile s'est aussi doublée d'une bataille monétaire: les franquistes frappent d'invalidité les billets mis en circulation par le gouvernement après le 18 juillet 1936; ils en injectent de grosses quantités dans la zone républicaine et à l'étranger de façon à provoquer l'inflation et la dépréciation de la peseta.

Deux mondes économiques, deux structures sociales, deux conceptions de la nation s'opposent. On voit se reproduire l'antagonisme qu'avaient déjà révélé les élections depuis 1931, mais cette fois le conflit prend l'aspect d'une guerre sans merci.

L'évolution politique de l'Espagne républicaine

Pris de court par les événements, débordé par les comités populaires qui se mettent en place à l'initiative des syndicats et des partis de gauche, le gouvernement Giral se révèle incapable de mener à bien les deux tâches préalables à toute offensive : rétablir l'autorité de l'Etat et diriger les opérations militaires d'une manière efficace par la constitution d'une armée. Le 4 septembre 1936, il cède la place à Largo Caballero, chef de la gauche socialiste. Deux communistes entrent dans ce gouvernement qui se veut plus représentatif du rapport des forces dans l'Espagne républicaine. C'est un ministère de coalition révolutionnaire. Les anarchistes s'y associent en novembre. On commence à organiser une armée à partir des milices populaires, mais sous le contrôle de commissaires politiques. Largo Caballero, pourtant, ne tarde pas à être discuté. Les conditions dans lesquelles son gouvernement s'installe à Valence, le 7 novembre, à la veille de la bataille de Madrid, ne sont pas faites pour rehausser son prestige. Les communistes critiquent sa ligne politique. Or les communistes ont maintenant beaucoup plus d'influence qu'en juillet. Par leur dynamisme, leur sens de la discipline, leur souci d'efficacité, le ton modéré qu'ils emploient et qui contraste avec les violences verbales d'autres groupes, ils s'assurent l'estime de secteurs de l'opinion qui, jusque-là, ne leur étaient pas

acquis. Ils profitent aussi du prestige de l'Union soviétique, la seule puissance qui, à la fin de l'été, accorde son soutien actif à l'Espagne républicaine. Tout cela autorise le parti communiste à parler fort et à discuter la manière dont Largo Caballero mène le combat.

Ici se situe l'un des points les plus discutés de la guerre d'Espagne : le rôle du parti communiste dans l'élimination du mouvement anarchiste catalan et des marxistes révolutionnaires, antistaliniens, du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Le 3 mai 1937, la Généralité de Catalogne cherche à reprendre le contrôle de plusieurs secteurs tenus par la Fédération anarchiste ibérique (FAI). Une fusillade éclate. Provocation, maladresse ou simple concours de circonstances? Le président Companys demande l'aide du gouvernement central qui achemine aussitôt des troupes vers Barcelone. Après une semaine de batailles de rues et des centaines de morts, la Généralité impose son autorité. La CNT doit renoncer à sa position dominante. Le POUM est mis hors la loi et ses dirigeants sont menacés d'un procès sur le modèle de ceux qu'on instruisait à la même époque à Moscou. Certains de ses dirigeants sont éliminés dans des circonstances troubles. Faut-il voir la main de Staline dans les événements de Barcelone ? Une chose est sûre : à ce moment-là, le parti communiste espagnol cherchait à réaliser l'union de toutes les forces démocratiques pour venir à bout des rebelles. Cette politique le conduisait à ajourner provisoirement les transformations révolutionnaires auxquelles les anarchistes et le POUM étaient très attachés. Quand les communistes parlaient de main tendue, d'union démocratique contre tout sectarisme et d'efficacité, leurs rivaux les accusaient de trahir la révolution et, du même coup, de saper l'élan populaire et de compromettre les chances de victoire. La suite montre, en tout cas, l'influence grandissante du parti communiste dans la conduite de la politique républicaine.

Abandonné par les communistes, Largo Caballero se retire. Le docteur Negrin lui succède en mai 1937. Negrin est la révélation de cette période tragique. Cet homme effacé, modeste, orateur médiocre, manifeste à partir du moment où il arrive au pouvoir des qualités d'homme d'Etat et d'homme d'action. Sous sa présidence, le gouvernement républicain oriente sa politique dans trois directions :

sur le plan intérieur, il s'efforce de rétablir l'autorité de l'État et d'ajourner les mesures révolutionnaires. Après la remise en ordre en Catalogne, c'est ainsi qu'il faut comprendre, en août 1937, la dissolution du Conseil autonome d'Aragon, dominé par la FAI. Dans cette opération, les communistes auront encore un rôle de premier plan.

sur le plan militaire, une série d'offensives vise à redonner l'initiative à l'armée républicaine, une armée reconstituée avec un commandement unifié ;

sur le plan diplomatique, il s'agit de convaincre les démocraties occidentales que le combat de l'Espagne républicaine est aussi le leur et que sa défaite sera le prélude de leur propre défaite. Negrin est persuadé que, tôt ou tard, les puissances totalitaires déclareront la guerre à la France et à l'Angleterre, sans doute aussi à l'Union soviétique. Si l'Espagne républicaine peut tenir jusque-là, son sort sera lié à celui des autres démocraties qui ne pourront faire autrement que de lui venir en aide. Le raisonnement est séduisant, mais il est facile à retourner : Hitler attendait peut-être la victoire franquiste en Espagne pour engager la guerre en Europe.

On a accusé Negrin d'être l'otage des communistes. La réalité est plus complexe. Negrin ne pouvait se passer ni de l'aide de l'Union soviétique ni du soutien du parti communiste qui, après la mise au pas des anarchistes, était devenu la seule force politique organisée de l'Espagne républicaine. Negrin n'était pourtant pas l'homme de Moscou. En fait, il aurait voulu négocier avec Franco l'arrêt des combats en échange d'une amnistie pour les républicains et d'un référendum qui aurait décidé de l'avenir du pays. Une telle démarche supposait un gouvernement fort, une armée efficace et un appui international. Aucune de ces conditions préalables ne fut réunie. Le transfert du gouvernement de Valence à Barcelone au cours de l'été 1938 traduit pour le moins un doute sur l'issue du conflit. Les accords de Munich représentent, de ce point de vue, une déception sérieuse pour Negrin.

L'ascension de Franco

Franco n'a pas fait partie du petit groupe de militaires qui avait préparé le putsch de juillet. Il a hésité jusqu'au dernier moment et ne s'est décidé qu'après s'être convaincu que le mouvement avait des chances de l'emporter, mais, désormais, sans se départir de sa prudence, il a manœuvré avec habileté pour en prendre la direction. Trois circonstances ont servi cette ambition :

> la disparition de quelques-uns de ceux qui auraient pu lui faire ombrage. Les généraux Fanjul et Goded ont été éliminés dès le 19 juillet après qu'ils eurent échoué, l'un à Madrid, l'autre à Barcelone. Le général Sanjurjo s'est tué dans un accident d'avion le 20 juillet au moment où il se disposait à quitter le Portugal pour prendre la tête de l'insurrection.

> l'armée d'Afrique dont Franco prend le commandement: le concours de la Légion et des supplétifs marocains se révèle indispensable pour le succès du mouvement.

> l'appui des puissances totalitaires. Dès le 11 août, Mola se résigne à laisser à Franco le soin de négocier avec Hitler et Mussolini la question des fournitures d'armes. Le 21 août, le Führer fait savoir au même Mola que, désormais, c'est Franco et lui seul qui sera destinataire du matériel de guerre livré par l'Allemagne; l'Italie adopte la même position.

Dans ces conditions, les choses vont vite. Le 1er août, Franco est nommé commandant en chef de l'armée du Sud. Le 3, il est admis à la Junte de Burgos. Le 21 septembre, la Junte décide de créer un commandement unique ; malgré les réticences de son président, le général Cabanellas, Franco, qui vient de conquérir l'Estrémadure et marche sur Madrid alors que Mola piétine dans le Nord, reçoit le titre de généralissime. Fin septembre, la Junte nomme Franco «chef du gouvernement de l'État». Le 1er octobre, à Burgos, en présence de diplomates allemands, italiens et portugais, Cabanellas lui remet les pleins pouvoirs. Franco installe son quartier général à Salamanque, ne laissant à Burgos qu'une Junte technique présidée par le général Davila. Cabanellas et Mola en sont écartés ; le premier devient inspecteur de l'armée, le second, chef de l'armée du Nord. En moins de trois mois, Franco est passé au premier rang.

En principe, la dictature aurait dû être limitée « à la durée de la guerre ». C'est ce qu'avaient spécifié les généraux, mais Franco s'arrange pour que ces mots ne figurent pas dans le texte remis à la presse. Personne n'ose protester. Franco est donc libre de rester au pouvoir tant qu'il le voudra. Là encore, les circonstances servent son ambition. Les « nationaux » sont divisés sur la nature du régime politique à instaurer après la victoire. Les conjurés de juillet n'étaient d'accord que sur un point: il fallait supprimer le régime parlementaire. Pour la suite, Sanjurjo envisageait de rétablir la monarchie ; les autres étaient plus réservés. En prenant le pouvoir à Saragosse, le 19 juillet, Cabanellas avait terminé sa proclamation en criant: «Vive la République ! » Et on a des textes de Queipo de Llano et de Franco, datés de juillet, qui reprennent le même slogan. Mola, qui était l'âme de la conspiration, avait refusé, en juin 1936, de céder aux carlistes qui exigeaient le drapeau sang et or, couleurs de la monarchie, comme symbole du mouvement; il pensait à une dictature militaire du type de celle qu'avait exercée Primo de Rivera en 1923. Dans la zone « nationale », l'opinion qui peut s'exprimer est majoritairement monarchiste, l'Église, dont l'influence est grande, aussi. Franco en prend acte. Sans consulter personne, il décide, le 15 août, d'adopter le drapeau bicolore de la monarchie ; la Junte se résigne à suivre, quinze jours après.

On semble donc s'acheminer vers un régime monarchiste, mais les généraux doivent compter avec les phalangistes et les carlistes, les seules forces politiques organisées — et armées. Les premiers ne veulent pas entendre parler d'un retour à la monarchie ; les seconds souhaitent un roi, mais le leur. Pour ne mécontenter personne, la Junte décide d'ajourner la question. Mola fait expulser sans ménagements don Juan, fils et héritier d'Alphonse XIII, qui, le 1er août, est venu s'engager dans l'armée « nationale ». Un peu plus tard, Franco a la même réaction, mais il se montre plus habile : il explique à don Juan que le futur monarque devra être « le roi de tous les Espagnols » ; s'il veut régner un jour, il est préférable qu'il ne prenne pas part aux combats.

La désignation de Franco comme chef de l'État n'aurait pas dû, en théorie, modifier les données du problème. En fait, elle change tout. À partir du 1er octobre, la propagande se met à exalter la personnalité du Caudillo — c'est le titre qu'il s'attribue[6]—; son portrait est affiché partout;

les journaux doivent porter, sous leur titre, la formule : « Une patrie, un État, un Caudillo », inspirée de celle qui était en usage dans l'Allemagne nazie (Ein Volk, ein Reich, ein Führer); chaque fois qu'il apparaît en public, la foule crie : « Franco ! Franco ! Franco ! », en faisant le salut fasciste, le bras tendu.

Il est clair que Franco n'entend pas renoncer au pouvoir ou, plus exactement, comme il préfère dire, au commandement (mando). Reste à donner corps à cette ambition. C'est à quoi s'emploie son beau-frère, Ramôn Serrano Súñer, qui avait réussi à quitter la prison de Madrid où les « rouges » l'avaient enfermé en juillet 1936. L'homme est intelligent et il a le sens de la politique. Phalangiste de la première heure, il est l'ami de José Antonio Primo de Rivera, ce qui rassure les militants. Serrano Súñer devient l'éminence grise de Franco et son conseiller politique [7]. Le tableau qu'il trouve en arrivant à Salamanque, le 20 février 1937, le déconcerte. L'Espagne nationale n'a pas d'unité réelle. L'Andalousie est une sorte de fief sur lequel Queipo de Llano règne sans contrôle ; au nord, la Junte technique de Burgos coordonne vaguement les opérations militaires. Serrano Súñer entreprend de modifier la situation au profit de son beau-frère. Les circonstances s'y prêtent. Les partis qui soutiennent le mouvement n'ont pas de chefs capables de s'imposer. L'assassinat de Calvo Sotelo, quelques jours avant le soulèvement, a privé les monarchistes d'une personnalité de premier plan. Le président de la CEDA, Gil Robles, est très discuté ; pour le discréditer un peu plus, on laisse entendre qu'il porte une grande responsabilité dans le développement du « bolchevisme ». De 1934 à 1936, il avait les moyens d'écraser définitivement la gauche ; il n'en a rien fait. Restent la Communion traditionaliste — le parti carliste — et la Phalange. La première est décapitée depuis que Franco a envoyé son chef, Fal Conde, en exil sous prétexte qu'en créant sa propre école des cadres il mettait en danger la cohésion du mouvement. Quant à la Phalange, son fondateur, José Antonio Primo de Rivera, est fusillé par les « rouges » le 20 novembre 1936, à Alicante. Franco n'a rien fait pour le sauver [8]. Il exige que la nouvelle ne soit pas rendue publique au motif qu'on n'a aucune certitude : José Antonio a peut-être été transféré dans une autre prison... Pendant des mois, on parlera de lui comme de l' « Absent », ce qui évite de lui donner un

successeur à la tête de la Phalange ; le parti est dirigé par des hommes de second plan.

En mars 1937, dans l'entourage de Franco, la décision est prise d'unifier toutes les tendances politiques qui soutiennent la cause nationale. Prenant prétexte des rivalités qui existent au sein de la Phalange et qui se manifestent par des affrontements sanglants — à Salamanque, on a échangé des coups de feu ; il y a eu des morts -, Franco fait procéder à des arrestations parmi les dirigeants. Le 19 avril 1937, il publie le décret portant création du parti unique qu'on baptise Phalange espagnole traditionaliste et des Juntes d'offensive national-syndicaliste, formule un peu longue qui rappelle ses diverses composantes. Franco en prend la présidence. En vertu des statuts rédigés par Serrano Súñer, il est seulement « responsable devant Dieu et devant l'histoire ». Il désigne la moitié des membres du Conseil national et tous les membres de la Junte politique, l'exécutif du parti. L'un des opposants, Manuel Hedilla, qui s'était permis de protester au nom de la Phalange, est arrêté et condamné à mort pour rébellion militaire ; sa peine est commuée en quatre ans de prison[9]; d'autres opposants sont envoyés au front. La sœur de l'« Absent », Pilar Primo de Rivera, est neutralisée ; on la nomme chef de la section féminine du nouveau parti.

Le 3 juin 1937, dans un accident d'avion, disparaît le dernier homme qui aurait pu prendre la tête d'une opposition à Franco : le général Mola. Désormais sans rival, Franco transfère son quartier général à Burgos. Le 30 janvier 1938, il forme son premier gouvernement ; Serrano Súñer prend en charge le ministère de l'Intérieur. Franco réunit tous les pouvoirs : il est à la fois chef de l'État, chef du gouvernement, chef des armées, chef du parti unique.

Troupes coloniales contre milices

Pendant quarante ans, la propagande franquiste s'est attachée à présenter le mouvement du 18 juillet comme un sursaut de l'armée pour sauver l'Espagne. Il convient de nuancer cette affirmation. Une partie des militaires seulement a retourné contre la République les armes qu'elle lui avait confiées, même si ces militaires sont majoritaires. Sur vingt et un généraux de division en service actif, quatre ont participé au soulèvement

(Cabanellas, Franco, Goded et Queipo de Llano), quatre sont fusillés par les factieux, trois emprisonnés. Cette catégorie d'officiers supérieurs, arrivés en fin de carrière, est portée à la prudence; l'aventure ne la tente guère. Dans les rangs inférieurs, la proportion des rebelles est plus élevée : sur les quinze mille officiers en activité le 18 juillet 1936, toutes armes confondues, environ deux mille resteront loyaux à la République ; beaucoup le paieront cher [10]. Considérés comme rebelles par les factieux, ils seront traduits en conseil de guerre et fusillés.

La situation varie selon les corps. Les troupes coloniales et l'infanterie sont plus sensibles aux thèmes développés par les conspirateurs ; la marine aussi, mais les équipages réagissent vite et sans ménagement: ils mettent à mort leurs officiers et s'emparent des bâtiments qui restent ainsi à la disposition du gouvernement; cela permet de bloquer le détroit de Gibraltar et de retarder l'arrivée dans la péninsule des troupes rebelles stationnées au Maroc; il est vrai que ces bâtiments manquent de cadres expérimentés. Dans l'ensemble, l'armée de l'air est loyale : 80 % des appareils, le tiers des officiers et 90 % des mécaniciens et des hommes de troupe restent dans le camp républicain. Partout ailleurs qu'au Maroc — où les troupes coloniales n'ont pas d'états d'âme et où les rares officiers hostiles ont été éliminés -, le sort du soulèvement dépend de l'attitude des forces de l'ordre, Garde civile et Garde d'assaut. Chaque fois que ces unités se sont ralliées, les rebelles l'ont emporté rapidement et facilement. À Séville, les Gardes d'assaut résistent : Queipo de Llano fait aussitôt fusiller leur commandant. À Valence, la Garde civile se range tout de suite du côté des autorités légitimes. Même chose à Barcelone : le colonel Escobar fait défiler ses hommes devant Companys, puis se met au garde à vous : « À vos ordres, monsieur le président ».

Le 21 juillet 1936, les rebelles ont avec eux la plupart des cadres et des soldats de métier et surtout l'armée d'Afrique. Depuis le début, Franco compte sur les troupes coloniales pour remporter une victoire rapide. Il les connaît bien pour les avoir commandées autrefois. Composées de légionnaires étrangers et de supplétifs marocains, elles sont soumises à une discipline de fer; elles exécutent sans broncher les missions les plus risquées. Habituées à « casser de l'indigène », elles ne feront pas de quartier; à charge pour elles de briser les résistances, elles seront libres de

massacrer les prisonniers et les « rouges », de violer leurs femmes et leurs filles, de piller leurs pauvres biens. Rien ne montre mieux la haine que les factieux portent à leurs adversaires; ils ne les considèrent pas comme des compatriotes, mais comme des sauvages à mater; d'où l'emploi de mercenaires bien rémunérés [11]. Les rebelles ont aussi leurs milices : requetés carlistes de Navarre, groupes armés de la Phalange et de la CEDA. Formées et entraînées bien avant le soulèvement, elles entrent en action dès le 18 juillet. À la différence de ce qui va se passer dans le camp républicain, ces milices sont à la disposition des autorités militaires qui apprécient leur collaboration, mais ne leur laissent guère d'initiative, sauf quand il s'agit de « nettoyer » les territoires occupés, d'y maintenir l'ordre et d'y éliminer les « rouges ». Quand les requetés décident de créer leur propre école militaire, en décembre 1936, Franco considère la chose comme une sorte de coup d'État. Il donne au chef carliste Fal Conde quarante-huit heures pour quitter la zone « nationale » et saisit ce prétexte pour militariser toutes les milices et les placer sous l'autorité d'un colonel de l'armée régulière. En mars 1937, en prévision d'une guerre qui s'annonce plus longue et moins facile que prévu, Franco prend des dispositions pour créer une grande armée ; un million d'hommes seront ainsi mobilisés dans la zone nationale.

Du côté républicain, la situation est bien différente. Même dans les villes où les militaires sont restés loyaux, tout est désorganisé. Le gouvernement Giral s'est décidé à distribuer des armes au peuple. En réalité, il entérine le fait accompli. Les organisations de gauche n'ont pas attendu son autorisation pour se servir dans les casernes et les magasins. Chaque syndicat met en place ses propres milices qui n'obéissent qu'à lui seul et se méfient des autres. Les officiers de carrière restés à leur poste sont regardés avec suspicion ; ils sont la plupart du temps réduits au rôle de conseillers techniques, pas toujours écoutés. Convaincre ces milices de coordonner leur action et surtout d'accepter le principe d'un commandement unifié n'est pas facile. Les armes manquent. Quand on en a, on ne sait pas toujours s'en servir. La discipline est inexistante. L'enthousiasme et le courage suppléent pendant un temps à ces défaillances. Soutenues localement par des éléments de la Garde civile et des Gardes d'assaut, les milices tiennent tête, cependant, à l'adversaire ; elles l'empêchent de franchir les montagnes qui entourent Madrid au nord et au nord-est. C'est grâce à elles que la capitale

est sauvée au début de l'été, mais les milices paraissent bien incapables de faire face à une armée de métier organisée, équipée, disciplinée et à ces troupes de choc que sont les unités de la Légion et les tabors marocains. Les communistes le comprennent tout de suite. Dès le 20 juillet, ils créent ce qu'on a appelé le Cinquième régiment qui est un centre d'instruction plus qu'une unité combattante. Des officiers de carrière ou des cadres politiques (Modesto, Lister, etc.) sont chargés d'encadrer les recrues, de leur donner une formation militaire de base et des notions de stratégie avant de les envoyer au combat. Pressentant que la guerre sera longue, les communistes se préoccupent en somme de constituer une armée républicaine capable de s'opposer efficacement à l'armée rebelle, mais, pendant l'été 1936, on en est encore très loin. Quand le gouvernement Largo Caballero, au début du mois d'octobre, accepte de militariser les milices, il le fait à contrecœur. La mesure s'accompagne de l'envoi de commissaires politiques pour surveiller les officiers, ce qui entraîne ressentiments et lenteurs. Ce n'est guère avant l'été 1937 que l'armée républicaine, réorganisée par le gouvernement Negrin, sera en mesure de s'opposer à ses adversaires.

Les réactions internationales

Le 21 juillet 1936, les factieux disposent d'un élément de choc : l'armée d'Afrique. Encore faut-il pouvoir l'acheminer dans la péninsule. La flotte républicaine surveille le détroit. Franco en est réduit à des expédients. Il fait réparer les avions qui ont été sabotés sur leurs bases ; il peut ainsi envoyer quelques renforts, mais ces petits appareils ne peuvent transporter que peu de soldats. Franco se tourne alors vers l'Italie et l'Allemagne. Avec l'Italie, les premières démarches sont peu encourageantes, malgré des promesses antérieures au soulèvement. Mussolini change d'avis après avoir pris contact avec ses agents à Tanger ; neuf appareils sont alors livrés le 30 juillet. Les choses se présentent mieux du côté de l'Allemagne. Franco a la chance d'avoir près de lui, au Maroc, un membre du parti nazi. Celui-ci lui conseille de ne pas perdre de temps en démarches diplomatiques, mais de s'adresser directement à Hitler. Muni de recommandations auprès de membres du parti, des émissaires de Franco se rendent en Allemagne, obtiennent un rendez-vous avec Hitler, le 25 juillet, et le convainquent: au

lieu des douze avions demandés, le Führer en livrera vingt. La moitié de ces appareils arrivent directement au Maroc entre le 29 juillet et le 9 août; les autres sont expédiés à Cadix, le 11 août. Ces livraisons sont déterminantes. Dès le 5 août, un convoi naval, protégé par des avions allemands et italiens, transporte huit mille hommes de l'autre côté du détroit. Puis se met en place un pont aérien qui, jusqu'en octobre, amènera à pied d'oeuvre quatorze mille hommes, quarante-quatre pièces d'artillerie et cinq cents tonnes de matériel.

Les fournitures d'armes et de matériel de guerre (avions, chars, artillerie, transports blindés), en provenance d'Allemagne et d'Italie, se poursuivront pendant toute la durée du conflit. Les deux puissances totalitaires ne s'en tiennent pas là. Bientôt ce n'est plus seulement du matériel et des techniciens qu'on envoie en Espagne, mais des unités combattantes. Du côté italien, on commence par des corps de « volontaires », les Chemises noires, qui arrivent avec leurs propres officiers et leur équipement. Les effectifs ne cessent de grossir jusqu'à atteindre le chiffre de cinquante mille hommes en février 1937. Ils constituent le CTV (Corpo dei Truppe Voluntarie), placé sous les ordres du général Roatta. La participation allemande prend la forme de la Légion Condor, unité d'élite composée essentiellement d'aviateurs dont les premiers éléments arrivent en novembre 1936. La Légion Condor dispose des armes les plus modernes que les Allemands mettent à l'épreuve en Espagne. Cette aide extérieure, déterminante pour l'issue du conflit, s'explique par les affinités idéologiques entre l'Espagne de Franco et les régimes totalitaires. Le fascisme et le nazisme deviennent des modèles dont s'inspire la Phalange, principale force politique dans la zone « nationale ». Cette aide crée aussi des obligations à Franco, de plus en plus dépendant de ses fournisseurs allemands et italiens [12].

Les républicains n'ont pas autant de chance. En principe, ils devraient pouvoir compter sur la solidarité du Front populaire français, d'autant plus qu'ils ne demandent pas de faveurs, mais la simple application d'accords antérieurs, conclus du temps où la droite était au pouvoir en Espagne : ils proposent d'acheter des armes et de les payer au comptant. Giral fait une démarche en ce sens, dès le 20 juillet, mais il se heurte tout de suite à deux obstacles :

la défection de son corps diplomatique. Dans plusieurs capitales - et non des moindres Paris : Berlin, Londres -, les ambassadeurs

> abandonnent leur poste ou passent à l'ennemi. À Paris, l'attaché militaire communique des informations à son collègue allemand et à la presse de droite, ce qui permet à l'Écho de Paris de publier, le 23 juillet, une mise en garde au gouvernement français : « Le Front populaire français osera-t-il armer le Front populaire espagnol ? »

L'attitude du gouvernement britannique qui déconseille à Léon Blum, dès le 22 juillet, d'apporter une aide militaire à l'Espagne républicaine pour éviter des complications internationales. Comme position de repli, la France propose alors, au début du mois d'août, la formule de la non-immixtion dans le conflit espagnol; elle deviendra rapidement la non-intervention. La Grande-Bretagne, le Portugal, la Belgique et vingt-trois autres nations — dont l'Allemagne et l'Italie — donnent leur adhésion : ces États s'engagent à ne pas fournir de matériel de guerre à l'un ou à l'autre des camps; un comité se constitue à Londres pour vérifier l'application de l'accord; il tient sa première séance le 9 septembre. La non-intervention n'empêchera pas l'Allemagne et l'Italie d'apporter une aide de plus en plus importante aux rebelles. La France, qui l'a suggérée, est partagée entre ses scrupules et sa mauvaise conscience; elle n'abandonne pas complètement l'Espagne républicaine, mais les fournitures d'armes prennent des formes clandestines ou officieuses et, de toute façon, elles n'atteindront jamais — loin de là — le volume de celles en provenance des régimes totalitaires.

Beaucoup plus importante est l'aide de l'Union soviétique. Les premières livraisons parviennent à Carthagène le 15 octobre 1936: cinquante chars, vingt camions blindés, une centaine de bombardiers qu'on achemine aussitôt vers Madrid. Les avions de chasse soviétiques, pilotés par des aviateurs russes, entrent en action en novembre. Ces renforts donnent, pendant six mois, une supériorité relative à l'aviation républicaine. Les fournitures soviétiques se poursuivent presque jusqu'à la fin de la guerre. Quant aux combattants, il s'agit surtout de volontaires qui accourent du monde entier pour soutenir la cause des républicains. Parmi les premiers figure André Malraux, présent en Espagne dès le 21 juillet pour se rendre compte de la situation. Il retourne à Paris faire campagne sur le thème « Des avions pour l'Espagne » ! Le 8 août, on le retrouve sur place à la tête d'une escadrille ; il y reste jusqu'à la fin du mois de février 1937. L'essentiel des contingents étrangers au service de l'Espagne républicaine est constitué par

les Brigades internationales. 60 % de ces volontaires sont communistes[13]. Les premiers contingents (mille neuf cents hommes) arrivent fin octobre 1936. À l'automne 1938, au moment de leur départ, les volontaires des Brigades internationales atteindront le chiffre de soixante mille ; ils provenaient de cinquante-trois pays ; les Français représentaient environ le quart des effectifs.

Ordre social et révolution

Si le gouvernement britannique — et pas seulement lui — se décida à abandonner l'Espagne républicaine à son sort, c'est en grande partie à cause des informations alarmantes qu'il recevait sur ce qui s'y passait. Les factieux ont mis en place, dès le 23 juillet 1936, à Burgos, un Comité de défense nationale qui proclame la loi martiale dans la zone dite nationale. L'autorité militaire reçoit pleins pouvoirs. Les partis de gauche et les syndicats sont dissous, leurs militants emprisonnés, les grèves et les manifestations interdites. Ces mesures donnent le sentiment que l'ordre règne dans ces territoires. De plus, les élites sociales se sont ralliées aux factieux dans de très fortes proportions, non seulement l'aristocratie et les grands propriétaires, mais aussi une grande partie des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, ainsi que l'ensemble du clergé. Quelles que soient les réserves et les inquiétudes que suscitent les sympathies fascisantes de certains chefs nationalistes, les milieux dirigeants des démocraties occidentales ont eu tendance à voir en eux avant tout des hommes d'ordre, seuls capables de s'opposer à la subversion. C'est un réflexe de classe qui a joué.

En face, c'est l'anarchie. Les conspirateurs justifiaient le soulèvement par leur souci de prévenir une révolution sociale imminente. Ce qu'ils redoutaient s'est bien produit, mais après leur coup de force : ils ont déclenché la révolution dans la zone républicaine. En effet, en même temps qu'ils repoussent les factieux, les militants d'extrême gauche et les syndicalistes prennent le pouvoir et prétendent en finir avec le capitalisme avec d'autant plus de détermination que, désormais, rien ne vient les freiner; ils n'ont plus à ménager les scrupules et les réticences des partis « bourgeois ». L'Etat s'est effondré. À Madrid, Giral a beau chercher à maintenir la

fiction d'un gouvernement républicain et modéré, le pouvoir réel lui échappe. Un peu partout s'installent des pouvoirs locaux autonomes sur lesquels les représentants de l'État — les gouverneurs civils — n'ont aucune autorité. Ces comités sont dominés par les partis d'extrême gauche et les syndicats qui se surveillent mutuellement et ne s'entendent pas toujours entre eux. Les anarchistes de la FAI et de la CNT ont pris de vitesse leurs rivaux. Ils occupent souvent tout le terrain et font de la surenchère. Il s'agit pour eux de gagner la guerre et, en même temps, de faire la révolution, de gagner la guerre pour assurer le triomphe de la révolution, dialectique qui discrédite à l'avance les opposants, accusés d'affaiblir l'élan populaire et de donner des gages à l'adversaire. Sont visés par cette campagne non seulement les républicains modérés, mais aussi l'aile droite du parti socialiste et le parti communiste soucieux de ne pas se couper des classes moyennes et de ne pas s'aliéner les gouvernements étrangers. C'est particulièrement net en Catalogne. Les anarchistes ont contribué efficacement à écraser le soulèvement militaire à Barcelone. Le 21 juillet, ils acceptent de collaborer avec les autres forces de gauche au sein d'un Comité de milices antifascistes, mais ils prennent les secteurs les plus importants : la guerre, l'organisation des milices, la sûreté et le ravitaillement. La Généralité reste en place sous la présidence de Companys, mais elle se borne à donner a posteriori forme légale à ce qu'a décidé le Comité et à donner l'illusion que les institutions républicaines fonctionnent normalement. En Catalogne, en Aragon, au Levant, en Nouvelle-Castille, accessoirement dans la province de Jaén, les paysans s'emparent des terres, les ouvriers des usines; on décrète la collectivisation et le communisme libertaire. Pour une partie du prolétariat espagnol, encadrée par les anarchistes, les socialistes de gauche et les trotskistes du POUM, la guerre et la révolution sont devenues complémentaires; l'une ne doit pas aller sans l'autre. Certains, notamment les communistes, pensent au contraire que l'une exclut l'autre : si l'on veut gagner la guerre, il faut constituer un front démocratique susceptible de rassembler tous ceux qui refusent le fascisme et de rassurer les puissances étrangères. Pendant une dizaine de mois, jusqu'à la chute du gouvernement Largo Caballero, en mai 1937, la lutte contre les rebelles se doublera, dans le camp républicain, d'un conflit interne qui prendra des formes de plus en plus violentes.

Lutte de classes

La guerre d'Espagne a revêtu, dès les premiers jours, des formes atroces qui ont frappé d'horreur ceux qui en furent les témoins et ceux qui les entendirent rapporter. De part et d'autre, on s'est acharné contre l'adversaire ; règlements de comptes, exécutions sommaires, représailles sauvages, massacres de prisonniers se sont multipliés pendant trois ans. C'est une lutte de classes terrible qu'on a livrée dans la péninsule. Aux yeux de certains militants, ceux de l'autre camp n'étaient plus des compatriotes, mais des ennemis à éliminer. On comprend le désarroi de ceux qui ne se résignaient pas à ce manichéisme, qu'effrayaient les atrocités et qui redoutaient d'en être un jour les victimes. Selon la zone dans laquelle ils se trouvaient, ils ont rejoint les partis qui leur paraissaient offrir le plus de garanties : la Phalange ou le parti communiste.

Pour certains militants d'extrême gauche, tout bourgeois est suspect ; il risque la mort à chaque instant comme ennemi de classe et comme membre potentiel d'une «cinquième colonne [14]». Les propriétaires et les patrons sont les premiers visés, mais les plus fortunés ont pris la précaution de se mettre à l'abri; ce sont donc des individus des classes moyennes qu'on assassine. De petits groupes armés, agissant sans mandat, tirent de son domicile tel ou tel « fasciste », l'emmenaient «faire un tour » (paseo) et l'abattent sur le bord de la route. Parfois, les exécutions procèdent d'une fureur collective et prennent des proportions plus importantes. C'est ce qui s'est produit, en août 1936, quand la prison de Madrid a été prise d'assaut; des dizaines de détenus — dont beaucoup n'avaient rien à voir avec le fascisme[15]— ont été conduits à Paracuellos, dans les environs de la capitale, et exécutés sans jugement.

La haine n'est pas moins meurtrière dans la zone nationale. Ici ce sont les prolétaires qui sont menacés, qu'ils aient été syndicalistes ou non, et aussi ceux qu'on soupçonne de sympathiser avec eux ou d'être attentifs à leur sort : instituteurs, professeurs, francs-maçons ou considérés comme tels, pasteurs protestants, intellectuels... Dans ses causeries familières à Radio-Séville, le général Queipo de Llano avait donné le ton : l'ordre traditionnel veut que le pauvre se soumette aux lois du riche; c'est ce qui s'est toujours fait depuis Adam; la République a voulu changer les choses ; c'est pourquoi

les militaires ont eu raison de se soulever. En octobre 1936, le capitaine González de Aguilera, chargé des relations publiques pour le compte de la Junte de Burgos, reçoit les représentants de la presse internationale. Il présente les « rouges » comme des « animaux » qu'il faut «tuer, tuer et encore tuer » et, devant des interlocuteurs stupéfaits, le capitaine expose sa version des événements : au fond, ce qui se passe en Espagne, c'est à cause du tout-à-l'égout; avant qu'on l'installât, les pauvres mouraient dans leurs appartements insalubres, faute d'hygiène et de soins; maintenant, ils survivent; quand la guerre sera finie, on y mettra bon ordre : le tout-à-l'égout, c'est pour les chefs, pas pour les esclaves. Cette haine de classe, chez les nationaux, n'est pas seulement le fait de quelques paranoïaques. Les dirigeants la partagent et ne s'en cachent pas. En mars 1937, avant l'offensive contre Bilbao, Mola demande aux aviateurs de la Légion Condor de détruire les usines sidérurgiques du pays Basque ; le chef allemand est surpris : après avoir pris la ville, les nationaux n'auront-ils pas besoin de ces installations pour soutenir l'effort de guerre ? « Peu importe, réplique Mola; l'Espagne est dominée par les centres industriels de Bilbao et de Barcelone ; il y a trop d'industries et trop de prolétaires. » Franco n'est pas moins explicite sur son intention de mener une guerre d'extermination. Le 27 juillet 1936, à Tétouan, il explique à un journaliste américain qu'il est décidé à aller jusqu'au bout, quel que soit le prix à payer. Le journaliste insiste : « Même s'il vous faut tuer la moitié des Espagnols ? » Et Franco de répondre : «J'ai dit : quel que soit le prix à payer. »

C'est bien d'une lutte de classes qu'il s'agit, la lutte de ceux qui n'ont rien contre ceux qui ne veulent renoncer à rien. D'un côté, les ouvriers, les paysans, les petits artisans, les petits commerçants et une partie des classes moyennes; en face, une autre partie des classes moyennes, les nantis, les grands propriétaires, les financiers, l'Église et l'aristocratie. Le peuple se bat pour le pain, pour l'école, pour la liberté et, d'abord, pour la vie. C'est ce sentiment que Dolores Ibarruri, la Pasionaria, exprimera au moment de la bataille de Madrid: « Plutôt mourir debout que vivre à genoux. »

Il est tentant — et trop facile — de mettre ces atrocités au compte de l'égarement collectif et de renvoyer les adversaires dos à dos : il y aurait eu des excès des deux côtés. Les responsabilités ne sont pas également réparties. Il n'y a aucune commune mesure entre la violence des « rouges »

et celle des « nationaux ». La première s'explique essentiellement par l'effondrement de l'État républicain, le 20 juillet 1936, effondrement provoqué par le soulèvement. Le gouvernement ne maîtrise plus la situation. Les relais dont il disposait ne fonctionnent plus : il n'y a plus d'armée régulière, plus de police, plus de tribunaux. On a ouvert les prisons pour libérer des amis politiques incarcérés ; les criminels de droit commun en ont profité pour sortir, eux aussi. On a distribué des armes au peuple sans vérifier à qui on les donnait. Le pouvoir appartient à des comités qui eux-mêmes ont beaucoup de mal à faire reconnaître leur autorité de fait et sont contestés par d'autres groupes ou comités. Dans ces circonstances, plus rien n'arrête les initiatives individuelles ni les débordements collectifs. Tout crime est assuré de l'impunité, qu'il soit inspiré par la passion politique ou par le ressentiment. Pendant des mois, l'effort du gouvernement va tendre à en finir avec cette situation : refaire l'État et rétablir son autorité. Cette volonté conduira à des affrontements sanglants, à l'intérieur de la zone républicaine, notamment entre anarchistes et communistes, car les communistes ont adopté tout de suite une position cohérente : ils veulent reconstruire l'État, former une armée régulière et y rétablir la discipline, préserver l'alliance entre le prolétariat et les partis bourgeois. Ces objectifs ne seront guère atteints avant le printemps 1937, et encore : il subsistera jusqu'à la fin de la guerre des régions qui échapperont plus ou moins au pouvoir central. Le plus important n'est pas là. Jamais les autorités républicaines n'ont avalisé les crimes que l'on commettait dans leur camp ; elles les ont toujours condamnées, si elles ne pouvaient pas les empêcher. On pense à l'exclamation d'Azaña, apprenant, en août 1936, les massacres de Paracuellos : « Je ne veux pas être le président d'une République d'assassins. » Un mois plus tard, le même Azaña fera cette réponse au gouverneur civil d'Almeria l'informant que, dans sa province, il n'y avait eu que quelques dizaines d'exécutions sommaires: «Ce sont quand même des assassinats » (i Matar es!)[16].

On ne trouve aucune déclaration analogue dans la zone nationale [17]. Là aussi, il y a eu des éléments incontrôlés, par exemple les groupes armés de la Phalange et des carlistes, tentés de régler des comptes ou d'assouvir des vengeances personnelles[18]. Très vite, cependant, les généraux prennent la situation en main. Ils ont proclamé la loi martiale. Ils ne tolèrent aucun

désordre. On est donc en droit de penser que les crimes commis dans la zone nationale l'ont été avec l'accord des autorités militaires. Ajoutons : et avec la bénédiction de l'Église, comme le relevait avec horreur Georges Bernanos, témoin oculaire de ce qui s'était passé aux Baléares[19]. Là, ce n'est pas la « pègre » qui sème la terreur, mais des jeunes gens bien élevés qui ne manquent de rien et affichent leurs sentiments religieux. À Valladolid — ville ouvrière, mais conquise par les rebelles dès les premières heures du soulèvement -, la bonne société allait assister aux exécutions comme on va au spectacle ; des marchands ambulants proposaient des beignets (churros). Le 25 septembre 1936, le journal local, El Norte de Castilla, dut réclamer un peu de charité chrétienne pour les malheureux qu'on fusillait. Dans la zone nationale, les purges ont été programmées bien avant le soulèvement. Une instruction secrète du général Mola, datée du 25 mai 1936, prévoyait explicitement ceci: « L'action doit être extrêmement violente de façon à réduire le plus tôt possible l'ennemi, qui est fort et bien organisé. Bien entendu, on arrêtera tous les dirigeants des partis politiques, des associations ou des syndicats hostiles au Mouvement et on leur appliquera un châtiment exemplaire afin d'étouffer les tentatives de rébellion ou de grève. » Ce plan fut mis en œuvre dans toute sa rigueur. Au début, on procéda par exécutions sommaires, sans jugement. On a pu entendre des commentaires de ce genre, à propos de paysans qu'on emmenait au poteau d'exécution : « On va leur appliquer la réforme agraire ! » À la suite de protestations [20], on y mit plus de formes. Les victimes passaient devant des conseils de guerre [21]qui retournaient contre elles la légalité républicaine : délit de sédition, complicité de rébellion, etc. À partir de mars 1937, les condamnations à mort devaient être, en principe, ratifiées par l'état-major de la rébellion. Franco en personne revoyait les dossiers qu'il parcourait rapidement en prenant son café ou en voiture [22]. De temps en temps, il précisait en marge : « garrot et communiqué à la presse », car il ne suffisait pas d'éliminer l'adversaire ; il fallait qu'on le sût de façon à terroriser et à démoraliser les « rouges » ; la publicité faisait partie du système. Il y eut même, à l'occasion, des commutations de peines; comme par hasard, elles arrivaient presque toujours trop tard...

On demandera: combien de victimes? Certaines évaluations font état de plus de soixante-dix mille exécutions sommaires dans la zone républicaine

et de plus de cinquante-sept mille chez les franquistes (trente-cinq mille pendant la guerre, vingt-trois mille après). Ces chiffres paraissent bien faibles. Plus que cette comptabilité macabre, ce qui importe, c'est l'horreur que suscite ce déferlement de violences, les unes spontanées et déplorées, les autres calculées et programmées. Rien ne justifie les premières, tout accable les responsables des secondes.

La persécution religieuse et la croisade contre le communisme

L'un des aspects les plus dramatiques de la vague de violence dans la zone républicaine est la persécution contre les membres du clergé catholique. Des milliers de prêtres, de moines, de séminaristes et de religieuses ont été assassinés; certains d'entre eux, considérés comme martyrs de la foi, seront béatifiés par l'Église à une date récente. En même temps qu'on s'en prenait au clergé, on s'acharnait contre les lieux et les objets du culte. On pillait et on incendiait églises et couvents; on mutilait des statues ; on détruisait les reliques [23]. Sauf dans le pays Basque, aucune cérémonie religieuse ne fut plus autorisée ; ceux qui célébraient des messes clandestines ou y assistaient risquaient leur vie. L'ampleur et la violence de la persécution religieuse fait problème [24]. Pour susciter une telle haine, il fallait que l'Église d'Espagne se fût identifiée aux classes dominantes au point d'apparaître comme entièrement solidaire de celles-ci. C'est bien ce qui s'est passé et l'Église l'a payé cher. Rares furent, pendant la guerre civile, les prêtres qui, dans la zone nationale, protestèrent contre la répression meurtrière qui s'abattait sur des enfants de Dieu. Quant aux évêques, on les compte sur les doigts d'une main. C'est que, pour l'immense majorité de l'Église d'Espagne, les victimes n'étaient pas des enfants de Dieu, mais des instruments de Satan. Le 30 septembre 1936, l'évêque de Salamanque, Pla y Deniel, publie une lettre pastorale intitulée Les deux cités. S'inspirant de saint Augustin, le prélat oppose la cité terrestre et la cité de Dieu. La première désigne la zone républicaine, dominée par la haine, l'anarchie et le communisme ; dans la seconde, identifiée avec la zone nationale, règnent l'amour de Dieu, l'héroïsme et le martyre. La lettre pastorale justifie a posteriori le mouvement du 18 juillet: une Espagne laïque n'est plus l'Espagne ; il fallait donc abattre la République. Ce fut un

soulèvement destiné à rétablir l'ordre; ce soulèvement a pris la forme d'une guerre civile, mais, en réalité, c'est une croisade. Voilà le mot prononcé : la « croisade » ; on ne cessera plus de le reprendre jusqu'à la mort de Franco: les conspirateurs du 18 juillet ont entrepris une croisade contre le bolchevisme et le complot judéo-maçonnique qui visait à détruire le catholicisme. Les « nationaux » sont des soldats de Dieu; ils luttent pour une cause sacrée; ce sont des croisés du Christ-Roi et de l'Espagne [25]. Même les Maures des tabors ? Même eux : la guerre civile, en effet, c'est le combat de « ceux qui croient en Dieu contre ceux qui ne croient pas en Lui ». Et les Basques, catholiques et néanmoins républicains? Eux aussi représentent l'anti-Espagne, puisqu'ils sont séparatistes. En septembre 1936, le général Mola expulse l'évêque de Vitoria, Múgica, bien qu'il ait pris position en faveur du soulèvement militaire ; comme Basque, il est a priori suspect. Un mois plus tard, le même Mola fait fusiller quatorze prêtres basques [26]. Lorsqu'en octobre 1936 Franco, que ses camarades ont investi des pleins pouvoirs, arrive à Salamanque pour prendre la direction des opérations, ce n'est pas dans une caserne qu'il installe son quartier général, mais dans le palais épiscopal que l'évêque Pla y Deniel met à sa disposition. La confusion des genres est complète. On ne peut marquer plus fortement à quel point l'Église d'Espagne s'identifie aux « nationaux ». Ce n'était pas suffisant. Il fallait proclamer à la face du monde, d'une manière solennelle, le caractère sacré du combat contre la République. C'est à cette préoccupation que répond la lettre collective de l'épiscopat espagnol, rendue publique le 1er juillet 1937 et adressée aux évêques du monde entier. Deux prélats seulement ont refusé de la signer : le cardinal Vidal i Barraquer, archevêque de Tarragone, et Múgica, évêque de Vitoria; on ne le leur pardonnera jamais [27].

Le Vatican approuve ces positions. En décembre 1936, il se fait représenter auprès de la Junte de Burgos par le cardinal Gomá, archevêque de Tolède et primat d'Espagne, l'homme qui, quelques mois plus tard, rédigera la lettre collective de l'épiscopat. Le pape écarte systématiquement les démarches que le gouvernement Negeín effectue afin de rétablir le culte catholique au moins dans une partie de la zone républicaine. Sur ses instructions, le vicaire général de Barcelone menace de suspendre les prêtres qui oseraient célébrer des offices dans des chapelles ou des églises

rendues au culte. C'eût été admettre que le régime républicain n'était pas intrinsèquement athée et totalement hostile au catholicisme. Logique avec lui-même, le pape Pie XII enverra à Franco, en avril 1939, un télégramme de félicitations à l'occasion de sa victoire : « Élevant notre cœur vers le Seigneur, remercions sincèrement Votre Excellence pour la victoire attendue de l'Espagne catholique [...]. Affectueusement, envoyons à Votre Excellence et au noble peuple espagnol notre bénédiction apostolique. » La cause de Franco est assimilée à celle du catholicisme. Comment s'étonner que des millions d'Espagnols se soient comportés en adversaires de l'Eglise, entre 1936 et 1939?

Les grands moments

Le 21 juillet 1936, les factieux n'ont pas réussi, comme ils l'espéraient, à s'imposer à leurs adversaires. Les deux camps se préparent à s'affronter dans une guerre qui s'annonce longue. L'été 1936 présente deux aspects :

> les combattants improvisés que sont les miliciens de la République sont partout sur la défensive; ils s'efforcent de tenir sur les positions qu'ils ont réussi à conserver le 21 juillet;
>
> du côté des rebelles, on relève des différences selon les théâtres d'opérations.

Dans le nord de la péninsule, les troupes placées sous le commandement de Mola piétinent. Elles ne parviennent pas à franchir le Guadarrama ; leur progression sur Madrid est arrêtée. C'est seulement au début du mois de septembre qu'après des bombardements quotidiens, effectués par des avions italiens et des bateaux de guerre, elles occupent Irún, puis Saint-Sébastien. Ce succès a pour effet de bloquer la frontière avec la France, donc de priver les républicains des renforts qui pourraient leur venir de ce côté-là. Seconde conséquence, la Biscaye, la région de Santander et les Asturies, restées en zone républicaine, sont isolées.

Dans le Sud, en revanche, Franco avance à vive allure. C'est là que s'affirme, contre les milices improvisées, la supériorité des troupes coloniales (Légion étrangère et tabors marocains), bien équipées et disciplinées. Le général Yagüe, qui les commande, aurait pu marcher sur

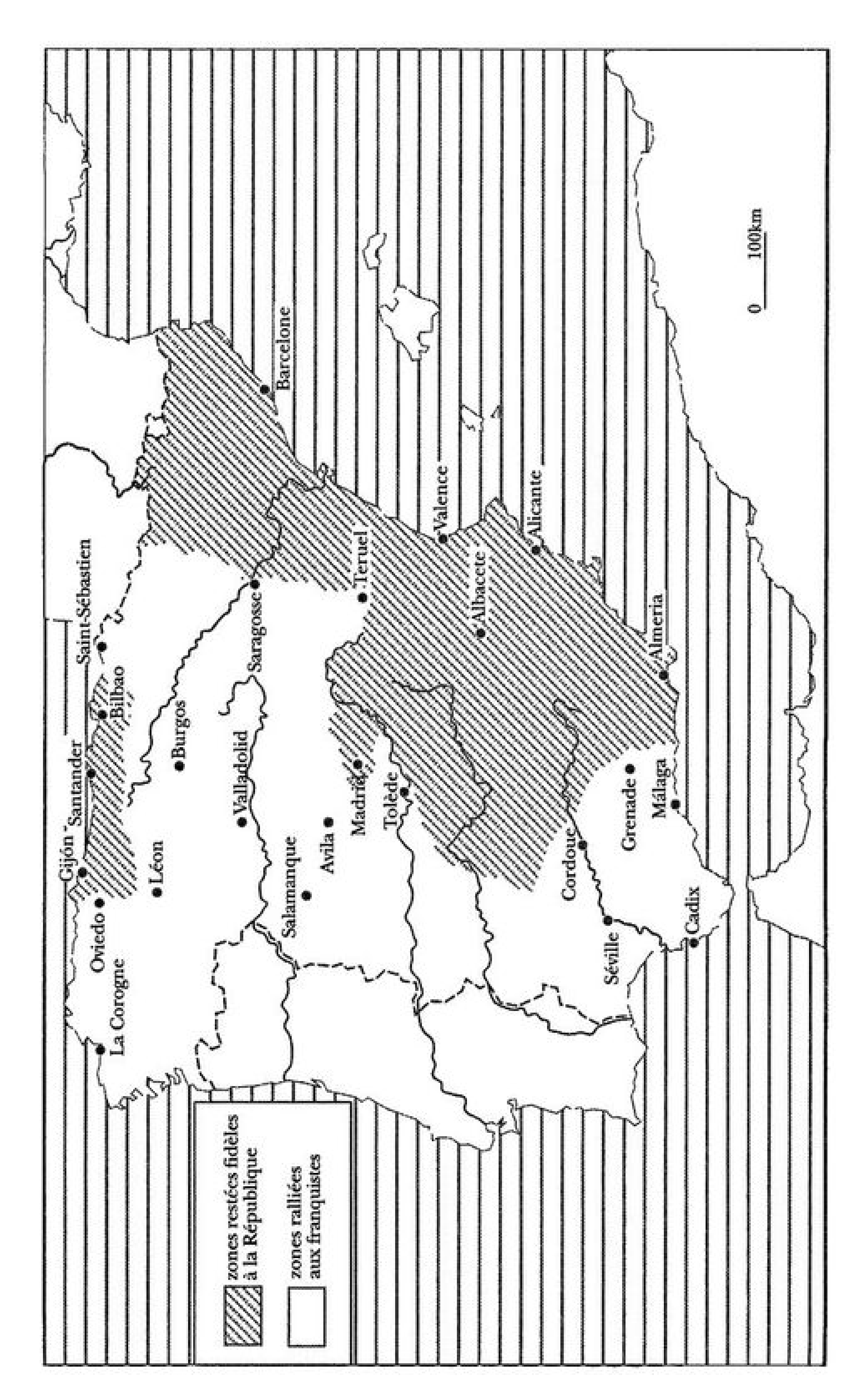
Madrid par Cordoue, le défilé de Despeñaperros et la Manche. Il préfère foncer vers Mérida afin de dégager la frontière avec le Portugal, pays ami. La progression est rapide et s'accompagne d'atrocités destinées à saper le moral des populations. Mérida tombe le 10 août. Les miliciens faits prisonniers — des paysans dotés d'armes hétéroclites - sont fusillés par centaines. Quatre jours plus tard, Yagüe donne l'assaut à Badajoz. Les légionnaires se livrent à un carnage épouvantable et à une orgie de massacres et de pillage. Les rues sont pleines de cadavres. Après la bataille, on rassemble dans les arènes des centaines de civils; ceux qui portent sur l'épaule les marques laissées par le recul du fusil sont exécutés immédiatement. La tuerie continue pendant des semaines. À un journaliste américain qui l'interroge sur ces massacres, Yagüe répond sans détours : « Bien sûr que nous les avons fusillés [les prisonniers]. Qu'est-ce que vous attendiez ? Vous pensiez peut-être que j'allais m'encombrer de quatre mille rouges alors que ma colonne est engagée dans une course contre la montre? Vous pensiez que j'allais les laisser tranquillement derrière moi et attendre qu'ils refissent de Badajoz une ville rouge? » Les légionnaires remontent maintenant la vallée du Tage. Terrorisés par la tuerie de Badajoz, les miliciens abandonnent en hâte Talavera. La ville est occupée le 3 septembre. Elle aussi est livrée délibérément à la boucherie. L'armée du Sud (Franco) fait sa jonction avec celle du Nord (Mola).

Le 21 septembre, Yagüe est à Maqueda. Madrid est à sa portée, mais Franco donne à la colonne Varela l'ordre d'obliquer vers l'est, en direction de Tolède. Comment expliquer cette décision? Tolède ne présente pas un grand intérêt du point de vue stratégique, mais Franco tient à faire un coup d'éclat : il veut libérer l'alcázar où, depuis juillet, le colonel Moscardó est assiégé avec six cents gardes civils, des soldats et des civils, femmes et enfants, dont plusieurs otages [28]. L'alcázar est le siège des écoles militaires d'infanterie, de cavalerie et d'intendance, mais, au moment du soulèvement de juillet, les cadets étaient en vacances ; huit seulement étaient encore présents, ce qui n'empêcha pas la propagande franquiste de célébrer l'héroïsme des cadets de l'alcázar, résistant, deux mois durant, aux hordes « rouges » qui les assiégeaient. L'attaque commence le 25 septembre. Tolède est prise le 27. On a interdit aux correspondants de guerre d'entrer dans la ville en même temps que les légionnaires et les tabors pour qu'il n'y ait pas

de témoins de ce qui allait se passer. On ne fait pas de prisonniers ; une fois de plus, c'est la tuerie ; on patauge littéralement dans le sang. Le 28, Varela pénètre dans la forteresse et donne l'accolade au colonel Moscardô. Franco se rend sur les lieux le lendemain.

La bataille de Madrid

En libérant l'alcázar, Franco a remporté un succès personnel qui lui vaut prestige et considération, mais il a perdu l'occasion de prendre Madrid[29]. Le gouvernement républicain met ce répit à profit pour renforcer la défense de la capitale. La bataille de Madrid paraît perdue d'avance. Depuis Tolède, l'armée d'Afrique reprend sa marche vers le nord. Le 31 octobre, les vingt-cinq mille hommes de Varela arrivent en vue des faubourgs ouest et sud de la capitale. Tout le monde est convaincu qu'elle va tomber, à commencer par le gouvernement de



Le rapport des forces en novembre 1936

Largo Caballero qui gagne Valence le 6 novembre. Dans les rangs des assaillants, on est sûr de la victoire. Le 7, Franco annonce que, le lendemain, il assistera à la messe dans une église de Madrid. Certains en sont si persuadés qu'ils anticipent sur l'événement. Le 8, l'Autriche envoie un télégramme de félicitations à Franco en donnant comme adresse « ministère de la Guerre, Madrid ». Mieux encore: Radio-Lisbonne évoque l'accueil enthousiaste que la population a réservé au caudillo et le correspondant de la chaîne Hearst décrit par le menu le défilé de la victoire ! Au moment où paraissent ces informations, le 8 novembre, on se bat dans les faubourgs de Madrid. Car Madrid résiste. En partant, le gouvernement Largo Caballero en a confié la défense à Miaja, un général qui ne jouit pas d'un grand prestige. Miaja est sans doute moins incapable qu'on ne le croit. De plus, il a su prendre un chef d'état-major compétent, Rojo, et il dispose d'atouts sérieux. Il peut compter, d'abord, sur le courage et la détermination des milices et de la population, conscientes de l'enjeu et du sort qui les attend si la Légion et les Marocains l'emportent. Ensuite, c'est au début du mois de novembre qu'arrivent les premières armes soviétiques — des chars et des avions -, ainsi que les premiers éléments des Brigades internationales. La chance, enfin, est du côté de Miaja: dans un char qu'ils capturent, le 7 novembre, des miliciens trouvent le plan d'attaque de Varela.

L'assaut est donné le 8. Pour la première fois depuis qu'ils ont débarqué dans la péninsule, légionnaires et tabors se heurtent à une résistance sérieuse. Ils subissent de lourdes pertes en essayant de franchir le Manzanares, puis dans la Cité universitaire où l'on se bat au corps à corps. À partir du 12, la Légion Condor bombarde les quartiers ouvriers[30]. Le 22, les franquistes considèrent la bataille comme perdue ; ils n'ont pu aller au-delà de la Cité universitaire, dans la banlieue ouest. Contre toute attente, Madrid a tenu. L'espoir des miliciens est devenu réalité. Ils ne passeront pas (i No pasarán ¡), criaient-ils fin octobre. Ils ne sont pas passés.

Faute d'avoir pu frapper un grand coup à Madrid, les franquistes décident de consolider leur position en Andalousie et de s'emparer d'un port en Méditerranée : Malaga. L'opération est confiée aux Italiens du général Roatta qui brûle d'en découdre et de montrer l'efficacité de ses colonnes motorisées. Après que l'aviation et la marine ont copieusement bombardé la ville, l'assaut est donné et Malaga tombe le 7 février 1937. Une fois encore,

on tient à l'écart les correspondants de presse. La répression se déchaîne. On fusille près de quatre mille prisonniers la première semaine. Malgré les protestations des officiers italiens, choqués qu'on s'acharne ainsi sur les vaincus, les exécutions continuent pendant des mois.

Dans le même temps, les franquistes repartent à l'assaut sur le front de Madrid. Cette fois, l'offensive se porte au sud-est de la capitale, dans la vallée du Jarama. Une armée de près de soixante mille hommes, bien équipée, passe à l'attaque, le 6 février 1937. Elle franchit le Jarama, mais ne peut atteindre son objectif, la route Madrid-Valence. Les troupes républicaines, appuyées par les Brigades internationales, la repoussent après des combats d'une intensité jusque-là inconnue. C'est la bataille la plus meurtrière de toute la guerre civile. De part et d'autre, les pertes sont lourdes : dix mille morts chez les républicains, quelque sept mille chez les nationaux. Encouragés par leur succès à Malaga, les Italiens souhaitent montrer, une fois de plus, leur savoir-faire. Il s'agit d'opérer plus à l'est du Jarama et de prendre Guadalajara. Les Italiens concentrent quarante-cinq mille soldats, des avions, des chars, de l'artillerie lourde. Au moment opportun, des légionnaires, des tabors et des requetés, venant de Soria, doivent les appuyer par le nord. L'attaque est lancée le 12 mars, mais les renforts franquistes attendus se mettent en route trop lentement. Erreur dans les liaisons d'état-major ou mauvaise volonté ? Il est certain que Franco ne tenait pas beaucoup à voir les Italiens se flatter d'une seconde victoire. Quoi qu'il en soit, l'attaque est repoussée et les Italiens battent en retraite, harcelés par le bataillon Garibaldi des Brigades internationales qui s'adressent à eux, dans leur langue, par tracts et haut-parleurs.

Après ces échecs successifs autour de Madrid, Franco préfère ajourner toute nouvelle offensive contre la capitale. Ses attaques se portent désormais sur d'autres fronts, selon une méthode soigneusement calculée:

> terroriser la population et saper son moral. C'est l'objectif que visent les bombardements de villes qui se traduisent par des milliers de victimes et de sans-abri.
>
> avancer lentement en procédant à des purges systématiques. Comme l'explique Franco : « Dans une guerre civile, il vaut mieux occuper méthodiquement le territoire et se livrer au nettoyage (limpieza) indispensable, plutôt que d'infliger à l'ennemi une défaite

rapide qui laisserait le pays infesté d'adversaires. » Cette méthode exclut toute paix de compromis et toute amnistie, même partielle. À la fin de l'année 1938, Franco déclare à un journaliste qu'il a une liste de deux millions de rouges et qu'il a bien l'intention de les punir pour leurs crimes.

ne jamais abandonner la moindre parcelle du terrain conquis, même au risque de sacrifier des hommes et si cela oblige à se maintenir sur des positions difficiles. C'est ainsi que les troupes franquistes restent accrochées dans la banlieue de Madrid au lieu de se replier sur une ligne plus facile à défendre.

Guernica

Ces méthodes ont servi en Estrémadure, en Nouvelle-Castille, à Malaga. On va les employer sur d'autres fronts, jugés plus faciles, puisque, après les échecs subis sur le Jarama et à Guadalajara, il est clair que la République a concentré dans la région de Madrid ses meilleures troupes et son matériel le plus efficace. Mola est chargé de liquider le réduit basque et d'occuper Bilbao. Son armée comprend des légionnaires, des requetés et des brigades mixtes hispano-italiennes ; elle peut aussi compter sur l'appui tactique de la Légion Condor. La campagne commence le 31 mars 1937 par des proclamations radiodiffusées mettant en garde les Basques : toute résistance sera sévèrement sanctionnée. De fait, la petite ville de Durango est bombardée et détruite. Le pire, cependant, est à venir. Le 26 avril, dans l'après-midi, pendant trois heures, les avions de la Légion Condor, renforcés par des appareils italiens, lancent des tonnes de bombes sur Guernica et mitraillent la population. C'était jour de marché et les habitants des campagnes étaient venus nombreux. On compte au moins mille six cents victimes et près de mille blessés ; la ville est détruite et incendiée. Pour le chef de la Légion Condor, Richtofen, l'opération est un succès complet, du point de vue technique; les bombes explosives de 250 kg et les bombes incendiaires ont fait la preuve de leur efficacité. Du point de vue moral, c'est une autre affaire. Il se trouve que trois journalistes britanniques étaient sur place, ce jour-là. Ils racontent ce qu'ils ont vu. Le Times et le New York Times rendent compte de l'événement. Le bombardement de Guernica

devient embarrassant pour les franquistes. Devant les réactions de l'opinion internationale, ils commencent par nier toute responsabilité. À les croire, ce sont les Basques qui auraient eux-mêmes détruit Guernica[31]. L'accusation est trop grossière ; on l'abandonne vite pour ce qui deviendra la version officielle pendant toute l'ère franquiste : ce sont les Allemands de la Légion Condor qui ont pris cette initiative regrettable. Cette explication est invraisemblable. La Légion Condor attaquait les objectifs qu'on lui signalait. De plus, le bombardement de Guernica entrait trop bien dans la gamme des opérations montées pour terroriser et démoraliser l'adversaire. Dans ce cas précis, il s'agissait de punir les Basques, doublement coupables aux yeux des franquistes : comme républicains, quoique catholiques, et comme séparatistes [32].

On avait voulu démoraliser les Basques en détruisant une ville qui, pour eux, était sacrée ; on renforce, au contraire, leur détermination. Il faut deux mois aux franquistes pour franchir la trentaine de kilomètres qui séparent Guernica de Bilbao. Le 19 juin, se croyant abandonnés, les Basques battent en retraite. C'est seulement le 26 août qu'ils se rendent, dans le port de pêche de Santoña. L'accord conclu avec les Italiens garantissait la vie sauve aux combattants et la possibilité, pour les chefs, d'embarquer sur des bateaux anglais qui attendaient au large. Franco refuse d'honorer ces engagements. Des centaines de condamnations à mort sont prononcées après des jugements sommaires. Dans le Nord, les républicains ont perdu la partie. Les Italiens occupent Santander le 26 août et, fin octobre, les franquistes s'emparent de Gijôn et d'Avilés. Les deux tiers du territoire espagnol sont désormais sous leur autorité.

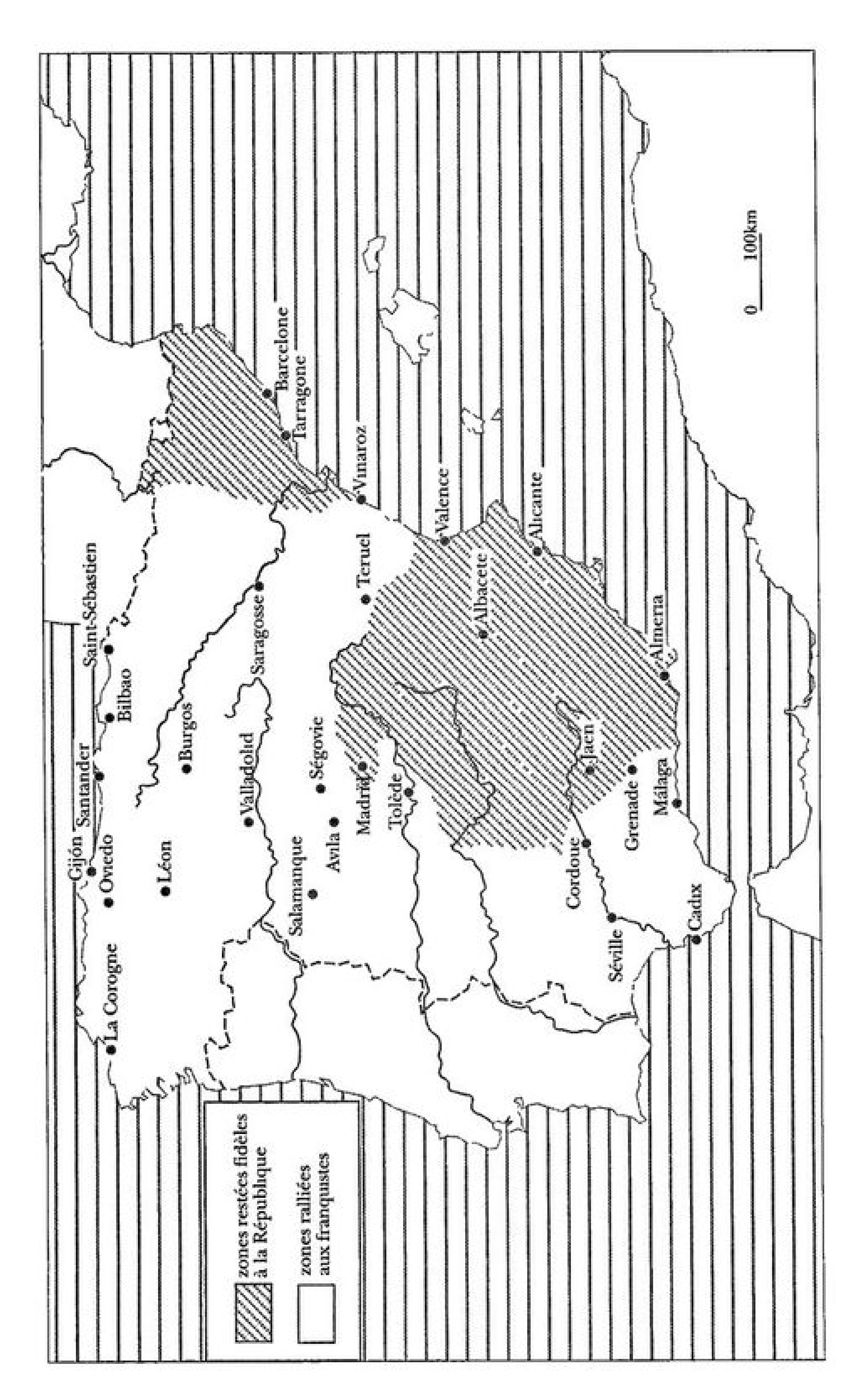
Brunete, Teruel, la bataille de l'Èbre

Pourtant, les républicains du centre avaient bien tenté de soutenir les Basques et les Asturiens en tentant une manœuvre de diversion sur Brunete, à l'ouest de Madrid, le 6 juillet. Surpris, Franco doit retirer trente mille hommes du nord pour colmater la brèche. Le 18 juillet, ces renforts reprennent le terrain perdu.

Six mois plus tard, en plein hiver, l'armée républicaine lance une autre offensive pour soulager Madrid que cent mille soldats franquistes

s'apprêtent à investir par Alcalá de Henares. Cette fois, c'est loin à l'est, à Teruel, que se situe l'opération. Là aussi, la surprise est complète. L'aviation ennemie ne peut décoller à cause de la température qui descend parfois à 20° au-dessous de zéro.

Teruel est prise le 8 janvier 1938. Franco ne s'avoue pas vaincu. Il ordonne de contre-attaquer. Après plusieurs semaines de combats et des batailles de rues, les franquistes reprennent possession de Teruel, le 22 février. Les républicains leur abandonnent quinze mille prisonniers et du matériel de guerre.



Le rapport des forces en juillet 1938

Est-ce à cause de Teruel que Franco renonce à attaquer Madrid? Ou bien juge-t-il la capitale trop bien défendue ? En tout cas, c'est en Aragon qu'il porte son effort, au début du mois de mars 1938. Il engage dans cette opération une armée de cent mille hommes, renforcée par deux cents chars et près de mille avions. Le but est de couper en deux la zone républicaine en occupant Lérida. Yagüe atteint cet objectif le 4 avril. Poursuivant sur sa lancée, il fonce non pas sur Barcelone, comme on s'y attendait, mais sur Valence. Le 15 avril, l'armée franquiste arrive à Vinaroz, sur la Méditerranée. Un mois plus tard, Castellôn tombe. Valence n'est plus qu'à une quarantaine de kilomètres.

Les républicains décident alors de rassembler toutes leurs forces pour une contre-offensive. C'est la bataille de l'Èbre. Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1938, l'armée du général Modesto franchit le fleuve au nord de Tortosa et oblige l'ennemi à retirer une partie des troupes prêtes à marcher sur Valence. Pendant quatre mois, l'effort de guerre des deux Espagnes se concentre sur le cours inférieur de l'Èbre. Au même moment — 24 août -, les républicains entreprennent une autre opération, à Belchite, avec Saragosse comme objectif. Ils manquent de peu d'y parvenir; leur avance est bloquée alors qu'ils ne sont plus qu'à une dizaine de kilomètres de Saragosse. La contre-offensive nationaliste sur le front de l'Èbre se déclenche fin octobre 1938. Elle fait des milliers de victimes de part et d'autre.

La guerre est finie

Les offensives sur Brunete, Teruel, Belchite et, plus encore, la bataille de l'Èbre prouvent que l'armée républicaine disposait encore, dans l'été 1938, d'une puissance de feu redoutable. L'ambassadeur allemand auprès de Franco, Stohrer, en était conscient. Le 19 septembre, il écrivait ceci au Führer : « Il est hors de question que Franco gagne la guerre dans un futur proche à moins que l'Allemagne et l'Italie ne décident, une fois de plus, de faire en sa faveur de grands sacrifices en matériel et en hommes [...]. Une décision militaire, dans un avenir plus ou moins rapproché, ne paraît possible que si l'un des adversaires reçoit de l'étranger une aide massive. »

Cette aide, les républicains ne la recevront jamais. Ils ont perdu la guerre, moins sur le champ de bataille que sur le front diplomatique. Alors que

leurs troupes étaient engagées sur l'Ebre, fin septembre 1938, à Munich, la France et l'Angleterre cédaient aux exigences de Hitler dans l'espoir d'éviter un conflit européen. Ce n'est pas seulement la Tchécoslovaquie qui a été sacrifiée à Munich; c'est aussi l'Espagne républicaine. C'est en vain que, le 21 septembre, devant la Société des nations, Negrín annonce «le retrait immédiat et total de tous les combattants non espagnols qui participent à la lutte du côté gouvernemental », ce qui signifie le départ des Brigades internationales. La France et l'Angleterre s'apprêtent à reconnaître Franco. Le 10 janvier 1939, le représentant de l'Espagne, Álvarez del Vayo, prend la parole pour la dernière fois à la Société des nations : « Oui, Messieurs, blessé, abandonné, trahi, le peuple espagnol va continuer à résister. Il n'a pas été possible de rétablir la paix dans la justice et nous n'avons plus qu'à nous battre jusqu'à la mort. Mais le jour viendra où vous vous souviendrez de nos avertissements et où vous comprendrez que l'Espagne était le premier champ de bataille d'une Seconde Guerre mondiale qui approche d'une manière inéluctable. » Le ministre anglais des Affaires étrangères, Halifax, avait quitté la salle dès qu'Álvarez del Vayo était monté à la tribune. Le ministre français, Bonnet, lui, était resté ; en entendant cette phrase, il eut un sourire ironique...

Le 15 janvier 1939, Tarragone est tombée. Le 26, les franquistes entrent dans Barcelone et commencent à fusiller des milliers de personnes. Le 10 février, toute la Catalogne est occupée. Cent mille combattants républicains passent en France où ils sont désarmés et internés dans des camps. De deux cent cinquante mille à trois cents mille réfugiés civils les suivent. Negrín ne renonce pas ; il est pour la guerre à outrance. Le commandant de l'armée du centre, Casado, attribue cette obstination à l'influence des communistes. Il croit encore possible de négocier avec Franco en sacrifiant les communistes. C'est ce que propose la Junte qu'il forme, le 4 mars, avec l'accord de socialistes, d'anarchistes et de militaires; elle arrête les communistes de Madrid qui résistent, les armes à la main, et prend contact avec Franco. Celui-ci ne veut rien entendre ; il exige une capitulation sans conditions. Le 26 mars, les franquistes passent partout à l'attaque. Le plus souvent, ils se bornent à occuper des positions que les républicains abandonnent. Le 27, ils entrent enfin dans Madrid. Les jours suivants, les villes restées républicaines jusqu'au bout tombent : Alicante, Carthagène,

Jaén, Cuenca, Guadalajara... Le 1er avril 1939, Franco publie son dernier communiqué: « Aujourd'hui, après avoir capturé et désarmé l'armée rouge, les troupes nationales ont atteint leurs derniers objectifs militaires. La guerre est finie. » Le 19 mai, Franco préside, à Madrid, le défilé de la victoire ; il porte l'uniforme avec la chemise bleue des phalangistes et le béret rouge des carlistes. En tête marchent les Chemises noires italiennes; la Légion Condor allemande ferme le défilé.

Le président de la République, Manuel Azaña, est parti en exil le 4 février 1939; il démissionne quelques jours plus tard. Son rôle, pendant la guerre, a été plutôt effacé. En devenant chef de l'État, deux mois avant le soulèvement, il se privait des moyens d'intervenir d'une manière efficace dans la conduite des affaires politiques. Il n'était pas fait pour mener une guerre civile. C'est dans les débats parlementaires qu'il excellait, quand il s'agissait de convaincre des opposants. Depuis juillet 1936, le problème n'était plus de convaincre, mais d'écraser l'adversaire, et cela, avec des méthodes atroces. Azaña n'était pas l'homme de ce combat. On croit même deviner qu'il redoutait la victoire de son propre camp. C'est ce que suggère cette phrase désabusée, prononcée à Valence, en 1938 : « La guerre est perdue, mais si par miracle nous la gagnions, nous, les républicains, devrions prendre le premier bateau qui quitterait l'Espagne ; à condition qu'on nous laisse partir... » Pendant trois ans, Azaña a été moins un acteur qu'un observateur des événements. Avec sa lucidité habituelle, il analyse, après coup, le drame de l'Espagne : « Un État qui avait pour lui la légitimité a été attaqué par une rébellion militaire en même temps qu'il était sapé dans ses fondements par un début de révolution et par l'apparition de pouvoirs locaux et, enfin, abandonné par des démocraties timorées. »

La passion l'a emporté sur la raison, et pas seulement en Espagne. Dès le début, dans le monde entier, on a suivi avec fièvre ce qui s'y passait. Les libéraux et les hommes de gauche se sont solidarisés avec les républicains dans leur combat contre le fascisme ; les adversaires de la démocratie ont vu se confirmer leurs craintes à l'égard du parlementarisme et ont soutenu l'instauration d'un régime autoritaire, voire totalitaire ; le tiers parti a commencé par dénoncer les atrocités des deux camps avant de pencher pour l'un d'eux, qui paraissait garantir l'ordre, quel qu'il fût. Les gouvernements auraient dû garder raison et analyser objectivement la situation et les

enjeux. En décidant de ne pas intervenir, la France et l'Angleterre ont laissé faire les autres. De peur d'être entraînées dans une guerre en Europe, elles ont préféré donner des apaisements à l'Allemagne, non seulement en Espagne, mais aussi en Tchécoslovaquie. La non-intervention en Espagne et les accords de Munich sont complémentaires; c'est la même démarche diplomatique. On connaît le résultat. Quoi qu'on pense de sa politique, Negrín avait le mérite d'y voir clair. Le 11 novembre 1938, il écrivait à Staline: «Si l'Espagne est battue, je doute que l'été 1939 finisse sans qu'éclate une guerre générale. »

1 Dans une intervention aux Cortès, le 16 juin, Gil Robles fait état de cent soixante-dix églises incendiées et de deux cent seize assassinats, sans parler des grèves.

2 Les Gardes d'assaut étaient un peu l'équivalent de nos CRS. En 1936, ce corps était entièrement acquis au gouvernement en place.

3 Le 12 juillet encore, il n'est pas décidé ; il fait dire à Mola: « géographie trop réduite » ; autrement dit, les circonstances ne lui paraissent pas favorables.

4 Depuis le 14 juillet, un avion privé, affrété en Angleterre par le financier Juan March, attendait pour le transporter des Canaries au Maroc. Prudent, Franco avait préféré passer la nuit du 18 au 19 à Casablanca.

5 Déclaration d'Irujo, ministre du gouvernement de la République, en octobre 1936 : « Quand s'est produit le coup de force militaire, cause des troubles dont souffrent les peuples de la péninsule, nous, les Basques, n'avions pas le choix. Entre la dictature, le fascisme, la tyrannie et le pronunciamiento militaire, d'un côté, et la démocratie social-républicaine, de l'autre, les jeux étaient faits [...]. Nous avons embrassé la cause de la démocratie sociale parce que c'était aussi la nôtre. Nous l'avons fait en pleine connaissance de cause. » Contrairement à ce qu'on lit parfois, la position du Parti nationaliste basque n'est pas la contrepartie du statut d'autonomie que le gouvernement Largo Caballero, en octobre 1936, aurait décidé d'accorder à l'Euzkadi. La décision avait été prise plusieurs mois auparavant. Les Cortès du Front populaire, en effet, avaient admis la validité du plébiscite de 1933 et l'intégration de l'Alava dans l'Euzkadi; le 25 juin 1936, il avait été entendu que le statut serait examiné en séance plénière et adopté avant la fin de la session parlementaire. Si le statut n'a été définitivement approuvé que le 1er octobre 1936, c'est en raison des événements de l'été. Une semaine après, José Antonio de Aguirre formait à Guernica le premier gouvernement basque autonome.

6 Le cardinal Segura, archevêque de Séville, réactionnaire, mais très hostile au nazisme dont il voyait croître l'influence dans l'Espagne nouvelle, ne manquait

pas une occasion de signaler qu'au Moyen Âge les caudillos n'étaient que de vulgaires chefs de bande, ce qui provoquait la fureur de Franco.

7 On l'appelait familièrement le Cuñadísimo par allusion à sa qualité de beau-frère (en espagnol: cuñado) du Généralissime.

8 Franco ne pardonnait pas à José Antonio de l'avoir écarté de la liste de droite, en avril 1936, à l'occasion d'une élection complémentaire à Cuenca.

9 En fait, il ne sera définitivement gracié qu'en mai 1947.

10 Pour la petite histoire, on citera le cas du cousin germain de Franco, Ricardo de la Puente Bahamonde, commandant dans l'armée de l'air. Déjà en 1934, il

avait eu scrupule à utiliser l'aviation contre les grévistes d'Oviedo; Franco l'avait relevé de son commandement. En juillet 1936, son cas est beaucoup plus grave : Ricardo de la Puente résiste au putsch, à Tétouan ; avant d'être arrêté, il sabote les avions basés sur l'aérodrome de façon à les empêcher de voler. Condamné à mort, il est fusillé immédiatement. Franco a laissé faire.

11 À peine arrivé au Maroc, le 19 juillet 1936, Franco accorde aux légionnaires, qui touchaient déjà une solde double de celle de l'armée régulière, une peseta de plus par jour. Il flatte le grand vizir Sidi Ahmed el Gamnia pour qu'il facilite le recrutement de supplétifs.

12 Il n'est pas question de mécontenter l'Allemagne et l'Italie. C'est ainsi que Franco interdit qu'on diffuse en Espagne l'encyclique de Pie XI Mit brennender Sorge contre le nazisme.

13 Parmi eux figurent des hommes qui occuperont plus tard de hautes responsabilités dans la lutte contre le nazisme et dans l'Europe de l'Est: Clément Gottwald, futur président de la République populaire de Tchécoslovaquie, Walter Ulbricht, futur président de la RDA, Dimitrov, futur chef du gouvernement bulgare, Lazlo Rajk, Palmiro Togliatti, Pietro Nenni, Charles Tillon, André Marty, Auguste Lecœur, François Billoux, le colonel Rol-Tanguy...

14 Au début de la guerre, le général Mola avait annoncé l'envoi de quatre colonnes qui convergeaient vers la capitale; le moment venu, elles seraient appuyées de l'intérieur par une « cinquième colonne », composée des sympathisants restés dans la zone républicaine.

15 Parmi eux se trouvait Melquíades Álvarez, le chef d'un petit parti dans lequel avait milité autrefois Manuel Azaña.

16 Ces déclarations ne sont pas isolées; tous les dirigeants républicains en ont tenu de semblables. Voir, par exemple, le témoignage de Diego Abad de Santillán, qui avait exercé de hautes responsabilités dans le mouvement anarchiste, à Barcelone : «Le 19 juillet a provoqué un débordement de passions et d'abus [...]. Il est probable que notre victoire a entraîné la mort violente de quatre ou cinq mille citoyens, en Catalogne, classés comme hommes de droite, liés à la réaction politique ou à la réaction ecclésiastique [...]. On avait beau résister; c'était comme une digue qui se rompt : elle emportait et ravageait tout sur son passage. »

17 Pedro Laín Entralgo qui, à l'époque, militait dans la zone nationale, le reconnaîtra plus tard et le déplorera: « Les milliers d'assassinats qui furent commis pendant la guerre dans l'ordre le plus rigoureux et dans la plus impeccable discipline [...], qui en a parlé publiquement alors, qui en a parlé par la suite ? » (Descargo de conciencia).

18 Ce sont des groupes de ce genre qui ont abattu Federico García Lorca à Grenade, en août 1936.

19 Les grands cimetières sous la lune.

20 Certains officiers italiens venus combattre aux côtés des rebelles étaient choqués par l'arbitraire des exécutions et des représailles. Nazis et fascistes trouvaient absurde cette façon d'éliminer la gauche sans discrimination ; selon eux, il aurait été plus habile de chercher à donner une assise populaire au futur régime.

21 L'un des procureurs militaires les plus impitoyables - on l'appelait le boucher de Málaga - fera plus tard une belle carrière : c'est Carlos Arias Navarro qui, en 1973, succédera à l'amiral Carrero Blanco; ce sera le dernier chef du gouvernement franquiste.

22 Unamuno se trompait. Il croyait, en décembre 1936, que Franco laissait faire et que la répression, à l'arrière, était plutôt le fait du général Mola, « un

monstre de perversité, venimeux et rancunier ». Franco partait — et écrivait - moins que Mola, mais il agissait avec plus de froide détermination.

23 Les chefs républicains se sont efforcés de mettre à l'abri certaines reliques. C'est ainsi que, lors de la prise de Málaga, les troupes franquistes retrouvèrent dans un hôtel le bras de sainte Thérèse d'Avila. On l'envoya à Franco qui refusa de le rendre aux carmélites de Ronda et ne se sépara plus de lui jusqu'à sa mort.

24 L'article d'Hilari RAGUER (« Le vicaire du cardinal, Mgr Rial Lloberas », dans la Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain, LXXIX, 1984) apporte des précisions sur la chronologie de la persécution religieuse en Catalogne. Le vicaire général de Tarragone, Rial i Lloberas, s'était efforcé de maintenir une activité pastorale élémentaire dans des maisons particulières de Barcelone où s'étaient réfugiés beaucoup de prêtres: il leur était relativement facile d'y passer inaperçus. Jusqu'en septembre 1936, les prêtres sont exécutés sommairement - le chanoine Cardô attribue ces massacres aux Murciens de la FAI —; par la suite, des tribunaux populaires introduisent quelques garanties ; la prison remplace la peine de mort. Après l'élimination des anarchistes, en mai 1937, presque tous les prêtres emprisonnées sont libérés. Les persécutions recommencent lors de l'offensive franquiste de janvier-février 1939. Après mai 1937, Irujo, ministre de la Justice dans le

gouvernement Negrín, s'applique à faire cesser les persécutions et cherche à réconcilier l'Église et la République. Avec son accord, Rial Lloberas transmet au Vatican un message d'Álvarez del Vayo, ministre des Affaires étrangères : le gouvernement Negrin est décidé à rétablir la liberté religieuse. Le vicaire général de Barcelone, Torrent, sabote les pourparlers ; il s'oppose à toute normalisation et à toute célébration publique du culte dans la Catalogne « rouge » ; il menace de sanctions canoniques les prêtres qui transgresseraient cet ordre. Il fallait à tout prix démontrer qu'il y avait incompatibilité entre le catholicisme et la République.

25 Alertés par quelques amis, des catholiques français réagissent à cette collusion. Cf. la préface de Jacques MARITAIN au livre du professeur Alfredo MENDIZÁBAL, Aux origines d'une tragédie. La politique espagnole de 1923 à 1936 (Paris, s. d. [1937]) : « Qu'on invoque donc, si on la croit juste, la justice de la guerre qu'on fait; qu'on n'invoque pas sa sainteté ! Qu'on tue, si on croit devoir tuer, au nom de l'ordre social ou de la nation ; cela est déjà assez horrible; qu'on ne tue pas au nom du Christ-Roi. » Maritain voit dans la notion de guerre sainte utilisée dans l'Espagne franquiste une islamisation de la conscience religieuse.

26 Le cardinal Gomá, que les milliers d'exécutions commises dans le même temps laissent apparemment indifférent, proteste auprès de Franco. Celui-ci l'assure que cela ne se reproduira plus. Il fallait à tout prix maintenir l'idée que tous les républicains étaient des athées; fusiller des prêtres, c'était admettre qu'on pouvait être catholique et républicain.

27 Le chanoine catalan Cardó accuse l'épiscopat espagnol d'avoir tout fait pour dresser les Catalans contre l'Église : la moitié des évêques nommés en Catalogne étaient anticatalans; « on finissait par se demander si être Catalan et être catholique était compatible » (Carles CARDÓ, El gran refús, Barcelone, 1994). Pour Cardó, les malheurs de l'Église d'Espagne, à cette époque, ont été aggravés par la rivalité personnelle des cardinaux Vidal i Barraquer, archevêque de Tarragone, et Gomá, archevêque de Tolède. Tous deux étaient originaires de Tarragone. Gomá était, « tant du point de vue spirituel que physiquement, un homme taillé à la germanique [sic] : intelligent, cultivé, orateur pompeux, mais sectaire ». Dès 1931, il s'oppose à Vidal, un ascète, un homme

plein de bon sens et de tempérament latin. Vidal est prêt à accepter la République. Depuis lors, on ne cessera de l'accuser d'être un séparatiste, un républicain, un rouge, un maçon...

28 Des otages dont on n'entendra plus jamais parler; on ignore ce qu'ils sont devenus après la libération de l'alcázar.

29 Il l'avoue en décembre 1936 à un journaliste portugais: « Nous avons fait une erreur du point de vue militaire et cela en connaissance de cause. Pour prendre Tolède, nous avons dû détourner nos troupes de Madrid; c'est que, pour les nationaux d'Espagne, Tolède posait un problème politique qu'il fallait régler. »

30 Aucune bombe ne tombe sur le quartier élégant de Salamanca...

31 Dès le 29 avril 1937, le Quotidien de Burgos publie cette mise au point: « Guernica a été détruite et changée en ruines par les hordes rouges au service criminel d'Aguirre, président de la république d'Euzkadi [...]. Il sera facile de démontrer, à tout moment, que l'aviation nationale n'a pas décollé hier [le 27], à cause du brouillard [...]. Aujourd'hui, l'aviation nationale a survolé Guernica. Elle l'a survolé et elle a pris des photographies [...]. Des témoins ont vu les rouges mettre le feu à Guernica avec des torches incendiaires et du pétrole [...]. Les Basques et le monde entier doivent savoir qu'Aguirre a incendié Guernica. » En avril 1937, la revue phalangiste Vértice, éditée à Saint-Sébastien, publie, dans son premier numéro, une photographie des ruines avec cette légende: « Tragique image du vandalisme rouge, le squelette noirci de ce qui fut Guernica apporte au monde entier la preuve irréfutable du sadisme marxiste. » Au cours de l'été 1937, l'Osservatore romano publie une déclaration du cardinal Gomá, archevêque de Tolède et primat d'Espagne : il s'est rendu à Guernica quelques jours après le drame et il a la preuve que ce sont les Basques qui ont mis le feu à la ville.

32 Le 29 avril 1937, quand les troupes franquistes entrent dans Guernica, un carliste s'interroge : « C'était vraiment indispensable ? » Et un officier de l'état-major de Mola lui répond: « Oui, et c'est ce qu'il faudrait faire partout en Biscaye et en Catalogne. »

CHAPITRE VIII

L'Espagne de Franco (1939-1975)

En 1939 commence l'un des règnes les plus longs de l'histoire d'Espagne. Le 30 septembre 1936, le général Cabanellas avait mis en garde ses camarades de la Junte de Burgos : « Si on donne le pouvoir à Franco, il ne le lâchera plus. » De fait, le caudillo a exercé la dictature jusqu'à sa mort. Il est venu à bout de tous ses adversaires et de tous ses rivaux, en éliminant les premiers et en opposant entre eux les seconds. Il a tiré parti de la conjoncture internationale en se présentant successivement comme l'allié des puissances totalitaires, puis comme le précurseur de la croisade contre le communisme. Sans altérer la nature du régime, il a donné l'illusion qu'il évoluait du national-syndicalisme à la monarchie sans roi. Il n'a pu empêcher l'Espagne de changer; celle de 1975 est bien différente de celle de 1936, dans ses structures, dans sa composition sociale et dans sa mentalité. Ces transformations, Franco les a subies plus que voulues.

Le caudillo

Rien ne prédisposait Franco à devenir le maître de l'Espagne. Francisco Franco Bahamonde, né au Ferrol, en 1892, souffre d'un complexe de frustration. Il est le deuxième d'une famille de cinq enfants. Le père, intendant général de la marine, était libre-penseur et menait une vie déréglée. En 1907, il quitte définitivement le domicile conjugal [1]. Franco en est profondément affecté. Dans le roman à prétentions autobiographiques qu'il compose en 1940 et qui est porté à l'écran, Raza, le caudillo imagine la famille et l'enfance qu'il aurait aimé avoir : le père du héros est un marin qui meurt pour la patrie, à Cuba, en 1898 ; sa veuve élève avec courage ses trois garçons et sa fille. Seul le dernier point correspond à la réalité. Ses frères

ont hérité certains traits de leur père ; ce sont de bons vivants et ils sont plutôt de gauche [2]. Francisco, lui, s'efforce de ressembler le moins possible à son père : il ne boit pas, il ne fume pas, on ne lui connaît pas de liaisons. Il aurait voulu entrer à l'École navale, mais, l'année où il comptait se présenter, le concours est annulé ; il opte pour l'Académie d'infanterie de Tolède, où il est admis en 1907. Sa petite taille (1,64m), son aspect malingre et sa voix fluette suscitent les railleries de ses camarades ; il se replie sur lui-même. Peu après être sorti de l'École militaire, en 1912, il demande à servir au Maroc où il se fait remarquer par son courage (il est volontaire pour les missions risquées et il est toujours au premier rang), par l'austérité de ses mœurs[3], par son goût de la discipline, pour lui-même et pour ses subordonnés, et par son insensibilité devant la souffrance, la sienne et celle des autres. Cela lui vaut l'estime de ses chefs et le respect de ses hommes. Quand Millán Astray fonde la Légion étrangère, en 1920, il offre à Franco, qui accepte, le commandement du premier bataillon (bandera).

Franco s'expose, mais il en retire des satisfactions : personne ne se moque plus de son aspect physique et, en outre, il monte dans la hiérarchie militaire. En métropole, on avance seulement à l'ancienneté; dans l'armée d'Afrique, on récompense le mérite. Franco n'en manque pas. En 1926, le voici promu général de brigade. Il a trente-quatre ans; c'est le plus jeune général d'Espagne, lui qui est sorti de l'Académie de Tolède dans un rang modeste. Trop gradé pour occuper un commandement au Maroc, il est désormais voué à la vie de garnison, ce qui lui donne l'occasion de se mêler à d'autres milieux. En 1923, il a épousé Carmen Polo, malgré les réticences de ses beaux parents qui appartenaient à la bourgeoisie aisée d'Oviedo. Franco ne néglige pas sa carrière. Il sait utiliser ses relations et se faire nommer à des postes de responsabilité sans donner l'impression qu'il les convoite; il se considère comme l'un des plus sûrs serviteurs de la patrie. En 1928, il prend la direction de l'Académie générale militaire de Saragosse qu'on vient de créer pour regrouper quatre écoles militaires (infanterie, artillerie, cavalerie et génie). Les conspirations de certains officiers contre la monarchie l'irritent; il y voit un manquement à la discipline. La proclamation de la République l'inquiète, mais il évite de se compromettre dans une opposition au régime. Le gouvernement, pourtant, se méfie de lui. En 1932, on lui retire la direction de l'Académie de Saragosse, ce qui le

mortifie et fait naître chez lui un ressentiment contre Azaña qu'il accuse de rabaisser l'armée et de nuire à sa carrière personnelle. Après quelques mois à la tête de la brigade d'infanterie de Galice, on le nomme commandant général des Baléares, en 1933. La droite, revenue au pouvoir, le rappelle et Gil Robles, ministre de la Guerre, fait de lui, à quarante-deux ans, le chef d'état-major de l'armée. C'est en cette qualité qu'il lui revient, en 1934, de réprimer la révolte des Asturies. Il charge de cette tâche l'armée d'Afrique ; celle-ci utilise contre les mineurs les méthodes qui seront si efficaces en 1936: brutalité, représailles, exécutions sommaires. La victoire du Front populaire lui coûte son poste. Azaña l'envoie aux Canaries. Il en revient en juillet 1936 pour prendre la première place dans le soulèvement, puis dans l'État.

Comment expliquer une ascension aussi rapide ? Franco ne possède aucune des qualités qui prédisposent à devenir un conducteur de peuple. Il ne brille ni par ses capacités militaires ni par ses dons intellectuels.

La première affirmation surprendra; elle est pourtant confirmée par les rapports confidentiels que des officiers allemands et italiens envoyèrent à leurs gouvernements pendant la guerre civile. Franco n'appartient pas à une arme technique comme la marine, l'artillerie ou l'aviation. C'est un fantassin qui, en matière d'art militaire, en est resté aux théories de la Première Guerre mondiale. Il privilégie la guerre de positions, avec des fronts et des tranchées, et l'offensive où l'infanterie joue le rôle principal. Il connaît mal l'utilisation tactique des armes modernes, les chars et l'aviation, pour des opérations combinées destinées à surprendre et à bousculer l'adversaire. La notion de guerre-éclair lui est étrangère. Même ses camarades de combat s'en irritaient: Franco ne sait pas exploiter les succès; il fait traîner les choses ; sans lui, on aurait pu gagner la guerre plus tôt. Habitué à se battre contre les tribus du Maroc pauvrement équipées, il mène contre les « rouges » une guerre de type colonial : toute parcelle de terrain conquise doit être tenue ou reprise si elle vient à être perdue, quel que soit le coût en vies humaines ; se replier sur des positions plus faciles à défendre, c'est perdre la face. Cette tactique, il est vrai, a des arrière-pensées politiques : plus la guerre se prolonge et plus elle cause de pertes à l'ennemi, car il s'agit, non seulement de vaincre, mais encore d'exterminer l'adversaire. Franco est un soldat courageux, mais un stratège médiocre.

Le caudillo n'est pas davantage un esprit capable de concevoir des théories originales sur l'organisation de la société et l'évolution du monde. La lecture et la méditation ne lui ont jamais pris beaucoup de temps. Après son installation au Pardo, en 1939, ses distractions favorites sont la chasse, la pêche, le golf, le cinéma, à l'occasion la peinture. Les diplomates qui ont eu l'occasion de le rencontrer ont relevé la banalité de ses propos, ainsi que sa tendance à fuir toute discussion sérieuse. Il n'entend pas grand-chose à l'économie; dans ce domaine, on lui fait croire n'importe quoi. Quant à ses idées politiques, elles sont simples, voire simplistes. À ses yeux, la démocratie conduit à l'anarchie. Franco croit à un complot international contre la civilisation chrétienne : les Juifs, les francs-maçons et les communistes ont partie liée. La franc-maçonnerie, surtout, l'obsède; il la voit à l'œuvre partout, toujours prête à nuire à l'Espagne[4]. Au fond, Franco entend gouverner l'Espagne comme on dirige une caserne : il faut de l'autorité chez le chef et de la discipline chez les subordonnés.

Franco n'a pas la prestance d'un tribun. Petit, bedonnant, l'air timide et effacé, il n'a rien qui suscite l'enthousiasme. À la différence d'un Hitler ou d'un Mussolini, il n'a aucun talent oratoire. Son faible débit de voix lui interdit les grandes envolées. Il n'en a pas moins exercé sur ses collègues de l'armée, sur les hommes politiques de droite et sur la foule de ses partisans un ascendant qui a toutes les apparences du charisme. Son autorité ne repose ni sur des succès exceptionnels, ni sur la rigueur de son argumentation, ni sur l'éloquence de ses discours. Et pourtant Franco fascine son entourage et ses auditoires; on ne discute pas ses ordres. Le secret de sa réussite est là : il s'est convaincu et il a convaincu les autres que la Providence l'a chargé d'une mission : sauver l'Espagne. À partir de 1946, les monnaies frappées à son effigie s'accompagnent de la formule : « Caudillo par la grâce de Dieu. » Personne n'osait lui tenir tête. On disait et on écrivait qu'il était un grand chef de guerre et un génie politique, comparable aux gloires passées de l'Espagne : le Cid, les Rois Catholiques, Philippe II[5]... Franco compense ce qui pourrait passer pour des insuffisances ou de la médiocrité par l'ambition, par l'obstination et par la confiance en soi. Il se croit supérieur aux autres. Il brûle d'être le premier, mais il se garde de le faire paraître. Il agit sans précipitation. Il ne prend jamais de risque. Il attend son heure. Cette maîtrise de soi, cette opiniâtreté et ce

flegme lui ont permis de faire face aux situations les plus critiques, de déjouer les intrigues de ses rivaux et de ses opposants comme de résister aux pressions. Carrero Blanco, qui était son confident et le connaissait bien, a résumé d'un mot, en 1946, la conduite à tenir face à l'hostilité des Nations unies : aguantar, c'est-à-dire faire le gros dos, prendre son mal en patience, attendre que la situation évolue. Cette attitude correspond bien au tempérament de Franco; c'est l'une des raisons de sa réussite. Il y en a une autre : son indifférence en matière politique. Ce qui l'intéresse, c'est de rester au pouvoir et de maintenir ce qu'il considère comme l'essentiel: un régime autoritaire. Sur ce point, il ne fera jamais de concessions; il ne renoncera à aucune de ses prérogatives ; il refusera tout ce qui ressemble à une évolution vers la démocratie : élections, liberté de la presse, droit d'association. Pour le reste, il jouera des rivalités entre monarchistes, phalangistes et militaires, entre les puissances de l'Axe et les Nations unies, entre le monde libre et le bloc soviétique. Cela lui est facile : il n'est lié à aucun groupe; il peut donc se servir de tous sans devenir l'otage d'un seul. Franco offre un cas unique dans l'histoire : il est le chef d'un parti qu'il n'a pas fondé et dont il n'est même pas membre ! Il dispose ainsi d'une liberté de mouvement totale.

Le régime que Franco a mis en place n'a pris fin qu'avec sa mort. Cette durée pose problème. On peut la comprendre comme l'effet d'une répression policière qui ne s'est jamais relâchée. La terreur, cependant, n'explique pas tout. Franco a suscité des haines. Cependant, il a trouvé aussi des appuis : ceux de l'Église, de l'armée, des propriétaires et des bien-pensants qui lui étaient reconnaissants de leur avoir rendu leurs privilèges et de les protéger contre la subversion, mais ces appuis ont eu tendance à diminuer avec le temps et avec les transformations de l'Espagne. D'autres groupes ont pris le relais, notamment, en 1945-1946, une partie des couches moyennes qui ont fait bloc avec le caudillo quand celui-ci s'est vu rejeté par la communauté internationale. Ces couches n'ont pas compris la distinction qu'établissaient les démocraties entre le dictateur et le peuple espagnol ; elles n'ont retenu que les discriminations qui frappaient l'Espagne et l'empêchaient de bénéficier, par exemple, du plan Marshall. Franco a su exploiter à son profit le ressentiment populaire contre l'étranger. Plus tard, quand l'Espagne a commencé à se moderniser, le franquisme a reçu le soutien passif d'une

partie de ces mêmes classes moyennes dont le niveau de vie augmentait et qui préféraient ne pas se mêler de politique, comme les y invitait tous les jours la propagande officielle ; la presse, la radio puis la télévision ne cessaient de vanter les mérites d'un régime qui, au sortir d'une guerre civile atroce, avait apporté au pays la paix et une prospérité relative. Il faut se rendre à l'évidence: malgré toutes les critiques qu'on lui a adressées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Espagne, Franco a été, d'une certaine façon, sinon populaire, du moins accepté par une majorité d'Espa gnols qui ne voyaient pas d'autre solution pour la nation et qui redoutaient par-dessus tout une nouvelle guerre civile.

Le national-catholicisme

Après la défaite de l'Allemagne, en 1945, alors que son régime paraît condamné, Carrero Blanco donne à Franco ce conseil : « Nous devons nous en tenir à cette formule: ordre, unité, patience. De bonnes mesures de police pour prévenir toute subversion; le cas échéant, une répression énergique sans se soucier des protestations de l'opinion internationale; il vaut mieux sévir durement dès le début plutôt que de laisser se développer le mal. » Toute la politique du franquisme tient dans cette phrase. De 1939 jusqu'à la mort de Franco en 1975, le franquisme reste identique à lui-même. Il s'adapte seulement aux circonstances. Ce qui change, c'est la forme; on renonce à des signes extérieurs trop compromettants, comme le salut fasciste, et à un vocabulaire qui rappellerait trop le totalitarisme. Pour désigner le parti unique, on parle plus volontiers du Mouvement et moins souvent de la Phalange. Sur l'essentiel, on ne cède rien. De bout en bout, le franquisme reste un régime autoritaire dans lequel la moitié de l'Espagne impose sa domination à l'autre.

Le maintien de l'ordre

Le 31 mars 1947, Carrero Blanco, rencontre, au Portugal, Juan de Bourbon, fils et héritier du roi Alphonse XIII, et il le met en garde contre sa prétention de devenir le roi de tous les Espagnols[6]: «En 1936, en Espagne, s'est creusée une tranchée ; il faut être d'un côté ou de l'autre. Votre Altesse

peut espérer être roi d'Espagne, mais de l'Espagne du Mouvement national, catholique, anticommuniste, antilibérale [7]. » Cette position permet de comprendre pourquoi, de 1936 à 1939, tout compromis entre les deux camps a été impossible. Les franquistes ne connaissent qu'une Espagne : la leur. En 1939, après la victoire, il n'y a aucune réconciliation à attendre; aucune amnistie n'est concevable[8]. Beaucoup l'ont compris ; ils sont cinq cent mille, en 1939, à se réfugier en France ou en Amérique latine. La plupart rentrent. Quand ils ne font pas l'objet de poursuites, ils se heurtent à l'hostilité, aux tracasseries et à la suspicion des autorités; il n'est pas facile, dans l'Espagne de 1940, d'être la veuve ou le fils d'un rouge. Beaucoup se retrouvent sans travail, victimes de l'épuration qui sévit dans les administrations publiques [9]. D'autres — les intellectuels [10]— se voient interdire toute activité publique. Sur les républicains restés ou retournés en Espagne pèsent deux menaces : l'épuration, qui se propose de punir les vaincus, et la répression, qui vise à décourager toute opposition.

Le 13 février 1939, le gouvernement de Burgos avait publié une loi dite de responsabilités politiques. Un an plus tard, la loi du 1er mars 1940 sur la répression de la franc-maçonnerie et du communisme complète le dispositif qui va servir de base juridique à l'épuration. Il faut comprendre au sens large les termes de communisme et de franc-maçonnerie. En fait, sont considérées comme des crimes les activités hostiles au Mouvement national depuis octobre 1934. Les trotskistes, les anarchistes, les socialistes peuvent être poursuivis au même titre que les communistes et les francs-maçons, ainsi que les personnes assimilées aux catégories précédentes. La notion de « rébellion militaire continue » aggrave ces dispositions. Cette sorte de crime relève de la juridiction militaire, donc des conseils de guerre et de la procédure dite sommaire: l'accusé ne peut se faire assister d'un avocat, la défense est assurée par un officier; le condamné n'a aucune voie de recours, seul le capitaine général de la région peut faire appel devant le Conseil suprême de justice militaire ; la plupart du temps, il use de cette possibilité pour obtenir une peine plus lourde. D'après le code militaire de 1870, les faits sont prescrits au bout de vingt ans, mais, en 1945, ce délai est porté à trente ans [11].

La plupart des dirigeants républicains se sont exilés, ce qui leur a sauvé la vie. Les rares qui n'ont pu ou n'ont pas voulu fuir le payent cher. Julián

Besteiro, ancien président des Cortès, est condamné à trente ans de prison; il meurt d'épuisement dans sa cellule, en septembre 1940. Certains, réfugiés en France, ont été livrés à l'Espagne par la police de Vichy ou par la Gestapo; c'est le cas de Zugazagoitia, ancien ministre, et de Companys, président de la Généralité de Catalogne ; tous deux sont fusillés en 1941. Manuel Azaña a failli subir le même sort; des agents espagnols cherchaient l'occasion de l'enlever et de le ramener en Espagne quand il mourut à Montauban, en novembre 1940.

La majorité des victimes appartiennent à des milieux modestes, ouvriers, paysans, membres des classes moyennes, coupables d'avoir milité dans des partis de gauche ou des syndicats ou tout simplement de professer des idées avancées ou jugées telles. C'est ainsi que sept mille instituteurs sont emprisonnés, six mille d'entre eux exécutés, des milliers d'autres destitués. À la fin de l'année 1939, il y aurait eu au moins 250 000 prisonniers politiques en Espagne ; ce chiffre ne commence à fléchir qu'à partir de 1944. À Madrid seulement, dans les semaines qui suivent l'entrée des « nationaux », on procède à 50 000 arrestations. On fusille de deux cents à trois cents personnes par jour, à Madrid, cent cinquante à Barcelone, quatre-vingts à Séville... Au total, près de 200000 républicains auraient été passés par les armes entre le 1er avril 1939 et le 30 juin 1944. Certains attendent des années avant d'être fixés sur leur sort. Ceux qui échappent à la peine de mort subissent vexations et humiliations de la part de leurs geôliers [12]. La dernière exécution capitale pour participation à la guerre civile date de 1963, plus de vingt ans après les faits; c'est celle de Julián Grimau. Bien qu'elle se situe dans un autre contexte politique, elle n'en témoigne pas moins d'une législation et d'un état d'esprit qui datent des années 1940.

Les fondements du régime

Ceux des « nationaux » qui, en 1939, s'attendaient à une restauration de la monarchie sont déçus. Franco n'a pas l'intention de se retirer. Il ne renonce à aucune des attributions qu'il détenait; il les accroît, au contraire. Une loi du 8 août 1939 lui donne le droit de faire des lois et des décrets sans consulter personne. La dictature ne connaît pas de limites et les institutions qu'elle met en place ne sont que des trompe-l'œil.

En 1942, Franco décide de créer des Cortès. Il s'agit d'une assemblée qui n'aura aucun pouvoir délibératif, ni même consultatif; son rôle se borne à approuver ce qu'on lui propose au nom du caudillo. Quel peut être alors l'intérêt de cette institution? Franco donne la réponse : « échanger des opinions dans le cadre du régime ». La composition des Cortès est telle qu'elle offre toutes garanties de docilité. Ses 586 procuradores se répartissent en trois catégories : membres de droit, membres nommés, membres élus. Entrent dans la première catégorie les ministres, les membres du conseil national de la Phalange, les chefs de l'armée, les maires des capitales de provinces, ainsi que ceux des villes du Maroc espagnol (Ceuta et Melilla), les recteurs d'université, les responsables des syndicats verticaux. Le caudillo désigne la cinquantaine de procuradores de la deuxième catégorie. La troisième catégorie (membres élus) comprend des délégués syndicaux, des représentants des conseils municipaux et provinciaux et, enfin, une vingtaine de représentants des professions libérales. Directement ou indirectement, tous les procuradores dépendent du pouvoir central. C'est vrai pour les deux premières catégories ; cela ne l'est pas moins pour la troisième, quoique d'une manière moins apparente.

Après la défaite de Hitler, Franco croit devoir faire quelques concessions de forme. C'est à quoi tend la Charte des Espagnols (Fuero de los Españoles), que les Cortès approuvent par acclamation le 16 juillet 1945. La Charte garantit un certain nombre de libertés fondamentales, mais dans des limites qui reviennent à les nier. Par exemple, les Espagnols peuvent exprimer librement leurs opinions à condition de ne pas mettre en cause les principes de base de l'État; on leur reconnaît le droit d'association pourvu que ces associations respectent l'« unité spirituelle, nationale et sociale de la patrie », ce qui exclut tout parti politique et tout syndicat autre que le syndicat officiel. Enfin, l'article 34 renvoie à plus tard les lois nécessaires pour exercer les droits reconnus dans la Charte. C'est ce que, dans la terminologie du régime, on appellera la « démocratie organique ».

La loi de succession, promulguée le 31 mars 1947, définit la nature et la forme du régime : l'Espagne est « un État catholique, social et représentatif qui, conformément à sa tradition, se constitue en royaume » (article premier) ; le chef de l'État est le « caudillo d'Espagne et de la croisade, généralissime des armées, Francisco Franco Bahamonde » (article 2).

Franco exercera ces fonctions jusqu'à sa mort ou jusqu'à son incapacité. Il désignera le roi appelé à lui succéder, lequel devra s'engager à respecter les lois fondamentales et les principes du Mouvement. Un conseil de régence est institué pour exercer le pouvoir en cas de disparition de Franco ; trois personnes en font partie : le président des Cortès, le chef militaire du plus haut rang et le primat d'Espagne. La loi de succession est soumise à référendum, le 6 juillet 1947. Elle est approuvée à une majorité écrasante ; quatorze millions de voix (82 % des inscrits, 93 % des votants) ; un peu plus de sept cent mille électeurs ont voté non ; près de trois millions se sont abstenus ou bien ont voté blanc ou nul, soit 17 % des inscrits [13]. Ces chiffres n'ont rien de surprenant dans l'Espagne de 1947. La presse et la radio se sont mobilisées en faveur du oui à Franco; les opposants ont été réduits au silence. En vertu de la loi de succession, Franco se considère désormais comme un roi sans le titre; il s'arroge donc les prérogatives attachées à cette fonction, notamment celle de créer des titres de noblesse [14]. Jamais dans l'histoire d'Espagne aucun souverain n'avait disposé d'une telle concentration de pouvoirs.

L'évolution du régime de 1939 à 1957

Depuis ses origines, le franquisme s'appuie sur trois piliers : l'armée, l'Église et le parti unique. L'habileté de Franco a consisté àjouer entre ces trois forces, éventuellement à les opposer entre elles, sans se lier avec aucune; il s'agit de faire croire à chacune qu'on tient compte de ses avis, mais qu'on est obligé de ménager les autres. Pendant une vingtaine d'années, le caudillo maîtrise le jeu. À partir de 1960, il rencontre des difficultés, mais son autorité reste intacte jusqu'au bout.

La victoire de 1939 est d'abord celle de l'armée. Rien ne peut se faire sans l'armée, à plus forte raison contre elle. En théorie, Franco n'agit que par délégation; ce sont les généraux qui l'ont installé au pouvoir. Il s'est arrangé pour y rester, mais il n'est pas à l'abri d'une mauvaise surprise ; ce que les militaires ont fait, ils peuvent le défaire. Franco ne peut se permettre de les heurter de front. Il les consulte régulièrement, les associe à ses décisions les plus importantes et il s'efforce de les persuader que la situation exige son maintien aux affaires afin de garantir l'ordre public à l'intérieur et

l'indépendance de l'Espagne vis-à-vis de l'étranger. Au départ, les militaires envisageaient une dictature provisoire, destinée à céder la place, le moment venu, à une autre forme de gouvernement. Beaucoup penchaient pour la monarchie. Il faut les convaincre de prendre patience en leur montrant que le rétablissement de la monarchie suscite des réserves. L'armée a la hantise du désordre et du retour à l'anarchie. C'est en cultivant ce réflexe que Franco s'installe dans la durée. L'armée reste jusqu'au bout le plus ferme soutien du régime.

L'Église d'Espagne s'est solidarisée avec le soulèvement qu'elle a assimilé à une croisade. Le régime se montre reconnaissant. Le catholicisme redevient religion d'Etat; les autres cultes n'ont plus d'existence légale. Les lois laïques (divorce, mariage et enterrements civils) sont abrogées. On rend obligatoire l'enseignement de la religion, de l'école élémentaire à l'université. On subventionne l'Église et ses établissements scolaires. On associe le clergé à toutes les manifestations publiques. On prétend s'inspirer des recommandations de l'Église en matière de morale sociale et privée. Les mouvements d'action catholique sont les seules associations autorisées en dehors de la Phalange et de ses satellites. De son côté, le Vatican s'est toujours montré bienveillant à l'égard du régime. Pie XII a salué la victoire de Franco comme celle de l'Espagne catholique: «Le peuple élu par Dieu comme instrument principal de l'évangélisation du Nouveau Monde et comme rempart inexpugnable de la foi catholique vient de donner aux prosélytes de l'athéisme matérialiste de notre temps la preuve la plus élevée que, au-dessus de tout, se trouvent les valeurs éternelles de la religion et de l'esprit[15]. » Le Vatican, pourtant, considère caduc le concordat de 1851, dénoncé par la République. Or ce concordat donnait au chef de l'État espagnol le droit de patronage, c'est-à-dire celui de présenter des candidats aux évêchés vacants. En 1941, on arrive à un compromis : pour chaque évêché à pourvoir, Franco propose six candidats ; le pape en retient trois ; Franco désigne l'un d'eux. Malgré sa sympathie pour le caudillo, Pie XII n'est pas pressé d'aller plus loin. Il hésite à donner une caution marquée à un régime que la communauté internationale a condamné en 1945. De longues négociations aboutissent, le 25 août 1953, à un nouveau concordat. Les deux parties ont lieu d'être satisfaites, mais l'Église plus que l'État: elle se voit confirmer de nombreux avantages matériels, fiscaux et judiciaires, ainsi

qu'un rôle privilégié dans l'enseignement; elle reçoit le statut de « société parfaite », au sens que le droit canon donne à cette expression : l'Église est indépendante de toute autorité laïque. En contrepartie, Franco obtient le droit de présentation aux évêchés : il retient le candidat de son choix sur les trois que lui propose le nonce [16]. L'harmonie règne dans les rapports entre l'Église et l'État.

Comme on sait, la Phalange est un mouvement composite né de la fusion, volontaire ou forcée, de plusieurs éléments. En 1936, elle participe à la conspiration contre la République, au soulèvement et à la guerre civile. Franco l'oblige à se fondre avec le traditionalisme carliste, mouvement antidémocratique et antilibéral, mais monarchiste et conservateur, voire réactionnaire. En même temps, Franco prend d'autorité la présidence du nouveau parti. L'opération est habile : en unissant deux mouvements aux idéologies contradictoires, il les neutralise. De plus, Franco n'a pas de programme précis, en dehors de quelques idées simples : haine du libéralisme et de la démocratie, pouvoir fort... Il est donc libre d'imposer la ligne politique qu'il veut; il fait du parti un instrument à son service et le parti ne peut qu'obéir puisque c'est du caudillo qu'il tire son influence et son autorité dans le pays. La structure du Mouvement renforce cette dépendance : au sommet, on trouve un secrétaire général, qui, en cette qualité, siège au gouvernement, une junte politique et un conseil national qui se réunit une fois par an ; toutes ces instances sont nommées par Franco, chef du parti. A la base, des conseils encadrent les militants, soumis à l'autorité des gouverneurs civils et des maires qui sont d'office chefs provinciaux et locaux du Mouvement.

Entre ces trois forces — l'armée, l'Église et la Phalange — se nouent des rapports complexes. La solidarité qui était de règle pendant la guerre fait place à la rivalité. La Phalange occupe des positions dominantes dans les années qui suivent la victoire. Ses effectifs - 36 000 adhérents en 1936 — grossissent: ils atteignent 650 000 en 1939, presque un million en 1942. Depuis la disparition de José Antonio, son fondateur, le parti n'a plus de chef capable de lui donner une ligne politique cohérente. Franco a fait ce qu'il fallait pour éliminer ceux qui auraient pu nourrir cette ambition, mais il a donné des compensations aux phalangistes qui se voient confier trois fonctions :

la propagande politique ;

l'encadrement : la Phalange fournit une grande partie du personnel des ministères, des administrations et des services publics. Elle a ses propres organismes tels le Front de la jeunesse (Frente de juventudes), le Secours social (Auxilio social).

le monopole syndical.

Fort de ses effectifs et de sa position, le parti compte aussi sur le soutien de plusieurs ministres, notamment sur celui de Serrano Súñer, ministre de l'Intérieur puis, à partir de 1940, ministre des Affaires étrangères, qui, comme beau-frère du caudillo, passe pour avoir de l'influence au gouvernement. La Phalange ne cache pas son admiration pour les puissances totalitaires dont elle souhaite la victoire ; elle rêve de jouer un rôle analogue à celui des partis nazi et fasciste. C'est l'époque des manifestations à grand spectacle, des défilés, des voyages en Allemagne et en Italie, des proclamations orgueilleuses en faveur d'une Espagne unie — contre les séparatismes -, grande — on entrevoit pour elle un destin impérial, avec des conquêtes territoriales en Afrique — et libre à l'égard de la domination étrangère, en particulier de l'Angleterre qu'on accuse d'exploiter le pays depuis le XIXe siècle. Le slogan est appelé à devenir la devise de l'Espagne franquiste : una, grande, libre.

Cette arrogance et ces prétentions irritent les autres composantes du régime, notamment une partie des militaires, choqués par les références à l'Allemagne nazie et par la corruption. Abusant de leur position, des phalangistes — à vrai dire, ils ne sont pas les seuls — se livrent au trafic d'influence et au marché noir; ils en tirent profit et mènent grand train alors que beaucoup d'Espagnols connaissent une pénurie proche de la misère. De temps à autre éclatent des bagarres entre phalangistes et monarchistes. Le plus grave de ces incidents se produit le 16 août 1942, dans les environs de Bilbao, lorsque des étudiants phalangistes perturbent une cérémonie à la mémoire des carlistes morts pendant la guerre civile. Deux bombes sont lancées dont les éclats blessent une centaine de personnes. Le général Varela, qui présidait la cérémonie, accuse alors la Phalange de comploter contre l'armée; il met en cause Serrano Súñer qui l'encourage et la protège. Conformément à la ligne qu'il s'est tracée, Franco entend rester maître du jeu. Il ne veut pas donner le sentiment de céder aux pressions, mais, d'autre

part, il s'inquiète de l'influence grandissante de son beau-frère, intelligent, efficace, l'une des rares têtes politiques du Mouvement. Franco procède à un remaniement ministériel. Il écarte Serrano Sùñer qui commence à lui porter ombrage et le remplace par des phalangistes moins brillants. Il satisfait ainsi aux vœux d'une partie de l'armée et il remet au second rang la Phalange sans qu'elle ait l'impression d'être sacrifiée.

Le remaniement du 18 juillet 1945 est plus important. Il est rendu nécessaire par la victoire des Alliés. Sans céder sur l'essentiel, Franco veut éloigner ceux de ses ministres qui se sont trop engagés aux côtés des nazis et, en même temps, rassurer les secteurs franquistes qui rejettent les doctrines totalitaires. Dans les deux cas, la Phalange est visée. Franco nomme aux postes clés du gouvernement des hommes venus de l'Association catholique nationale des propagandistes, qui ont les faveurs de l'Église. Martin Artajo prend les Affaires étrangères, Joaquín Ruiz Jiménez l'Éducation nationale. Les nouveaux dirigeants sont connus pour leur fidélité au caudillo et pour leur anticommunisme ; ils s'intéressent aux questions sociales. Leur espoir secret est de faire évoluer le régime de l'intérieur. Franco se garde de les détromper. Il ne sacrifie pas pour autant la Phalange. Il lui laisse au contraire l'illusion qu'elle est son plus fidèle soutien. C'est le sens qu'il faut donner à la création, au printemps 1945, de la Garde de Franco, groupe paramilitaire dont le rôle n'est pas bien défini, mais qui confère à ses membres des privilèges et leur donne l'impression de constituer un noyau dur au service personnel du caudillo.

Économie et société

Les trois ans de guerre civile ont entraîné des destructions plus ou moins graves selon les secteurs. Les centres industriels, situés à l'arrière des combats, ont été relativement épargnés, mais les voies de communication ont beaucoup souffert: les routes sont en piteux état; dans les chemins de fer, près de la moitié du matériel roulant et des infrastructures sont perdus. Dans les campagnes, beaucoup de bêtes ont été abattues; les machines manquent pour les remplacer. La réforme agraire est annulée; on rend leurs terres aux anciens propriétaires et on chasse les paysans qui s'y étaient installés.

La situation est aggravée par les répercussions de la guerre mondiale et par les effets de la politique d'autarcie décidée en 1939. Pendant la guerre de 1914-1918, la neutralité avait permis à l'Espagne de réaliser des profits substantiels et de se procurer des devises. En 1939, Franco choisit la non-belligérance ; le commerce extérieur de l'Espagne se limite à l'achat de produits indispensables: le pétrole importé des États-Unis, le blé livré par l'Argentine de Peron... A cause de ses sympathies pour l'Allemagne nazie et de son régime totalitaire, elle est exclue, en 1947, du plan Marshall ; c'est seulement en 1953, après les accords militaires avec les États-Unis, qu'elle commence à bénéficier de crédits extérieurs.

L'Espagne possède des ressources importantes dans certains secteurs (minerais de fer, de plomb, de cuivre, de mercure, de wolfram...), faibles ou nulles dans d'autres, mais elle dépend de l'étranger pour le pétrole; sa production d'électricité est insuffisante; le charbon des Asturies est de qualité médiocre et d'extraction coûteuse. Enfin, elle manque de capitaux pour reconstruire et développer ses équipements. La politique d'autarcie, qui se propose d'assurer l'indépendance économique de l'Espagne, l'oblige à compter presque exclusivement sur elle-même. Cette politique présente trois aspects.

L'Espagne dénonce dans le libre commerce une imposture destinée à l'exploiter et à la coloniser. Elle entend se protéger contre la concurrence étrangère pour les produits industriels qu'elle fabrique déjà ou qu'elle décide de fabriquer. Les importations sont soumises à autorisation.

La production est dirigée par l'État. Toute installation, tout agrandissement ou tout transfert d'établissement industriel sont soumis à autorisation. L'État intervient pour répartir les matières premières et fixer les prix. Les entreprises ou branches industrielles qui reçoivent le statut d'intérêt national bénéficient d'avantages sous forme de réductions d'impôts, de taux d'intérêt garantis, de dégrèvements de taxes pour l'importation de l'outillage indispensable. La mise en œuvre de ces mesures permet l'essor d'activités peu ou pas développées avant la guerre (engrais azotés, fibres textiles artificielles, produits chimiques).

L'État devient producteur par l'intermédiaire de l'Institut national d'industrie (INI), créé le 25 septembre 1941 « pour favoriser et financer, dans l'intérêt national, la création et le redémarrage d'industries, notamment

de celles qui ont en vue la défense du pays ou le développement de l'autarcie économique » ; c'est ainsi que l'on consacre des crédits importants à la construction de barrages et à des travaux d'électrification. Ce capitalisme d'État est présent dans presque tous les secteurs, soit totalement (centre sidérurgique d'Avilés, compagnie aérienne Iberia), soit avec des prises de participation; l'INI, par exemple, s'associe à FIAT pour créer les automobiles SEAT de Barcelone.

La politique d'autarcie, qui s'accompagne du blocage des salaires mais ne maîtrise pas l'inflation [17], ne donne pas les résultats qu'on en attendait. C'est seulement en 1953-1954 que la production industrielle retrouve son niveau de 1929. Quant à la production agricole, elle ne dépasse les chiffres d'avant-guerre qu'en 1951; les emblavures, notamment, ont fortement baissé ; il est vrai que, de 1940 à 1945, la sécheresse persistante est responsable d'une série de mauvaises récoltes. Cette politique entraîne des conséquences sociales dramatiques. Les Espagnols ont faim. Il faut instituer un rationnement qui ne sera supprimé qu'en 1952. La ration de pain tombe à 150 grammes parjour en 1948; la consommation de viande est la moitié de ce qu'elle était en 1926. La pénurie voisine avec le marché noir : on vend du pain blanc dans les rues... Les difficultés dans l'agriculture — les prix agricoles sont bien inférieurs aux prix industriels — provoquent un exode rural vers les villes déjà industrialisées (Barcelone, Bilbao) ou en voie de développement (Madrid) [18]. Les périphéries de Madrid, de Barcelone, de Séville, etc. se couvrent de bidonvilles (chabolas) où s'entassent des milliers de personnes.

Mal nourris, mal vêtus, mal chaussés, mal logés, la majorité des Espagnols vivent dans une situation proche de la misère. La prostitution, la mendicité et la criminalité progressent. Dans le même temps, ils sont privés d'une protection sociale efficace et toute revendication leur est interdite. La Charte du travail (Fuero del trabajo), promulguée en 1938, définit le régime national-syndicaliste comme une réaction à la fois contre le capitalisme libéral et contre le matérialisme marxiste et comme une volonté de rendre aux Espagnols « une fois pour toutes, la Patrie, le Pain et la Justice » ; mais la Phalange a dû renoncer à deux points de son programme : la nationalisation du crédit et la réforme agraire. Les syndicats verticaux prétendent mettre fin à la lutte des classes en associant, dans une

organisation unique, tous ceux qui travaillent dans les principaux secteurs d'activités, les employeurs aussi bien que les ouvriers. Un Institut national de prévision est censé assister les malades et les victimes d'accidents. José Antonio avait affirmé qu'il n'était pas admissible de voir des masses de pauvres gens vivre dans la misère à côté d'une minorité qui jouissait de tous les luxes et Franco avait promis qu'il n'y aurait plus désormais d'Espagnols sans pain ni de foyer sans chauffage. La réalité est bien différente.

Bien que la grève soit assimilée à un délit, l'aggravation de la situation, due au blocage des salaires et à la hausse du coût de la vie, provoque la reprise des conflits sociaux. Le premier mouvement significatif depuis la fin de la guerre se produit en mai 1947 dans le pays Basque. Le gouvernement réplique en envoyant à Bilbao des renforts militaires et policiers; on donne l'ordre aux patrons de licencier les grévistes «sans y regarder à deux fois », sous peine de sanctions contre les employeurs indulgents. En mars 1951, une hausse brutale des tarifs dans les transports en commun de Barcelone est suivie d'un mot d'ordre de boycottage, puis d'une grève générale qui affecte trois cent mille ouvriers. Un mois plus tard, plus de deux cent mille ouvriers des chantiers navals et des mines de Bilbao arrêtent le travail pour quarante-huit heures.

La défaite de la République, en 1939, avait été aussi celle des intellectuels. Des centaines de professeurs avaient été contraints à l'exil ou avaient été épurés. L'université espagnole, si brillante sous la République, était maintenant confiée à des médiocres dont le seul mérite était d'adhérer aux principes du Mouvement [19]. Le niveau s'était considérablement abaissé. La plupart des écrivains, poètes, romanciers, historiens, penseurs qui avaient contribué à la renaissance des lettres depuis 1898 faisaient figure de suspects et d'auteurs subversifs. L'intelligence espagnole s'était réfugiée dans les couvents; seuls quelques moines, à l'abri de la censure officielle, pouvaient se permettre d'étudier le marxisme. Il faut rendre hommage à des hommes comme J. Ruiz Jiménez, ministre de l'Éducation nationale de 1951 à 1956, pour avoir tenté avec courage d'aller à contre-courant avec l'aide de phalangistes ouverts comme Dionisio Ridruejo ou Pedro Laín Entralgo, nommé recteur de Madrid. J. Ruiz Jiménez met un terme aux vexations dont étaient victimes des intellectuels comme Ramón Menéndez Pidal ; il se propose de réintégrer les courants de pensée marginalisés depuis 1939 et

même de supprimer le monopole du syndicat espagnol universitaire (SEU), phalangiste. Cela lui coûte son poste.

Dans le domaine artistique, la situation n'est pas meilleure. Il s'agit, là aussi, de « rétablir l'ordre », comme le proclame Franco en 1940 en inaugurant l'École supérieure des beaux-arts de Saint-Georges, à Barcelone. On encourage les artistes à cultiver les thèmes épiques et les gloires impériales: la Reconquête, l'époque des Rois Catholiques, la découverte de l'Amérique... Une évolution se dessine après 1945. En peinture, l'école d'Altamira, créée en 1948, rassemble les plasticiens qui s'efforcent de renouer avec les mouvements d'avant-garde. À partir de 1951, les biennales hispano-américaines d'art sont une autre tentative de modernisation et d'ouverture. Un premier congrès d'art abstrait se tient à Santander, en 1953, mais l'atmosphère n'est guère propice à l'épanouissement des créateurs. Ceux qui le peuvent partent pour Paris; c'est le cas du sculpteur Chillida et, un peu plus tard, du peintre Tāpiès ; tous deux, il est vrai, appartiennent à des communautés — basque et catalane — que le centralisme du régime veut priver de leur langue et de leurs moyens d'expression.

Le franquisme des années 1940 et 1950, c'est, enfin, l'ordre moral. Depuis 1938, la presse et l'édition sont soumises à une réglementation sévère : censure préalable, obligation d'insérer les communiqués officiels (consignes, informations, annonces de cérémonies et de manifestations...). Une loi de 1941 est venue préciser certains aspects: rien ne peut être imprimé sans l'accord du vice-secrétariat à l'Education populaire ; pour les brochures de moins de trente-deux pages, on peut s'adresser directement aux délégations provinciales à condition que le sujet traité ne concerne aucune des matières suivantes : la Phalange, les partis politiques, les affaires militaires, les questions religieuses... Les films produits en Espagne sont tenus de respecter un code qui garantit la décence ; ceux qu'on importe de l'étranger sont retouchés : on gomme les décolletés, les baisers trop appuyés; on coupe ou on atténue les situations scabreuses. Les amoureux qui s'embrassent en public risquent une amende, de même que ceux qui profèrent des blasphèmes. Les prédicateurs tonnent contre les danses lascives. On refuse la communion aux femmes trop fardées. Les piscines publiques doivent prévoir une séparation des sexes ; les maillots de bain sont réglementés. On est en pleine hypocrisie ; ce puritanisme, en effet,

s'accommode d'une profonde dégradation morale, du développement de la corruption et de la prostitution. C'est l'Espagne qu'évoquent les films de J. A. Bardem (Mort d'un cycliste, Grand-Rue) ou le roman de C. J. Cela, La Ruche, avec les séquelles de la guerre civile, la faim, le chômage, le marché noir, la corruption, la médiocrité de la vie quotidienne, l'absence de toute perspective et de tout idéal...

Le franquisme et le monde

Franco doit beaucoup aux puissances totalitaires qui l'ont aidé à prendre le pouvoir, mais ce n'est pas seulement par reconnaissance qu'il se range du côté de l'Allemagne en 1939. Le caudillo et les éléments phalangistes qui l'entourent admirent Hitler et souhaitent sa victoire; ils veulent faire entrer l'Espagne dans le nouvel ordre européen. Si l'Espagne, cependant, n'entre pas en guerre, ce n'est pas faute de l'avoir voulu. Dès le 31 mars 1939, Franco signe un traité d'amitié avec l'Allemagne. Le 12 juin, il passe de la neutralité à la non-belligérance, prélude à une déclaration de guerre. En juillet 1940, il ne doute plus de la victoire de Hitler; il est convaincu qu'après l'effondrement de la France l'Angleterre ne résistera pas longtemps. Seulement, en échange de sa participation tardive au conflit, le caudillo présente des revendications territoriales et matérielles excessives. Il veut avoir l'assurance que Gibraltar, la zone française du Maroc[20]et l'Oranie passeront sous la domination de l'Espagne ; il a besoin aussi d'une aide importante en armement, en pétrole et en ravitaillement. Hitler trouve ces demandes excessives. C'est pourquoi l'Espagne n'entre pas en guerre. Contrairement à ce que la propagande franquiste cherchera à faire croire plus tard, Franco, lors de l'entrevue d'Hendaye, le 23 octobre 1940, n'a pas tenu tête à un Hitler qui le pressait de s'engager dans le conflit. Le Führer aurait certes apprécié l'appui de l'Espagne — un appui forcément modeste, compte tenu de l'épuisement du pays -, mais il ne voyait pas pourquoi il aurait fourni à Franco les moyens de conquérir un Empire colonial aux dépens de la France. La rencontre de Montoire avec Pétain suit de quelques jours celle d'Hendaye avec Franco. Hitler espère convaincre Pétain de collaborer avec l'Allemagne ; il a été impressionné par la résistance que la France de Vichy a opposée à l'entreprise gaulliste sur Dakar; il pense que la

réaction sera analogue en cas de débarquement anglais au Maroc. Aux yeux de Hitler, ce n'est pas le moment de mécontenter Pétain pour faire plaisir à Franco. Dans les années qui suivent, le problème reste posé dans les mêmes termes. À plusieurs reprises, Franco propose d'entrer en guerre en échange de promesses fermes et de contreparties que Hitler n'est pas en mesure de fournir; l'occupation de Gibraltar aurait l'avantage de gêner les mouvements de la flotte anglaise en Méditerranée, mais elle exigerait la remise en état de l'infrastructure ferroviaire et routière de l'Espagne pour permettre d'acheminer les troupes et le matériel nécessaires. De plus, les experts allemands se rendent compte que l'Espagne est incapable de fournir un effort de guerre soutenu. Ce sont ces raisons qui expliquent la non-belligérance de l'Espagne. Ce n'est pas Franco qui a résisté aux pressions de Hitler; c'est Hitler qui n'a pas cru devoir céder aux exigences de Franco. De ce point de vue, le renvoi de Serrano Súñer, en 1942, est une péripétie de politique intérieure; il ne marque aucune évolution dans la diplomatie de l'Espagne, dirigée par Franco en personne plus que par son ministre des Affaires étrangères. Finalement, la participation de l'Espagne franquiste au conflit se ramène aux trois points suivants :

> en juin 1941, elle envoie sur le front de Russie un corps de dix-huit mille volontaires (à charge pour l'Allemagne de les équiper et de les armer...) ; c'est la Division bleue, ainsi nommée parce que les phalangistes portaient des chemises de cette couleur [21].
>
> en août 1941, elle autorise le recrutement sur son territoire de cent mille ouvriers « volontaires » pour aller travailler en Allemagne.
>
> enfin, l'Allemagne reçoit un appui logistique sous forme de facilités données à sa marine pour se ravitailler en carburant et pour effectuer des réparations dans des ports espagnols; ses agents trouvent en Espagne des collaborations pour recueillir des renseignements sur les puissances alliées ; surtout, l'Espagne fournit à l'Allemagne le wolfram indispensable pour son industrie d'armement.

Sur un point — mais il n'est pas négligeable -, le régime franquiste s'est démarqué des nazis : l'attitude à l'égard des Juifs. Franco n'a cessé de dénoncer le complot international qui menaçait la civilisation chrétienne ; dans ce complot, il attribuait aux Juifs un rôle comparable à celui des

francs-maçons et des bolcheviques. Pourtant, son gouvernement a mis un point d'honneur à protéger les descendants des Juifs expulsés d'Espagne en 1492. Il les a considérés comme des ressortissants espagnols ; à ce titre, il a accueilli ceux qui cherchaient refuge dans la péninsule et il a refusé de les livrer aux nazis. Le gouvernement franquiste a fait plus encore. Au moins en une occasion, il a arraché des déportés aux camps de la mort. L'affaire mérite qu'on s'y arrête. Au printemps 1943, le consul d'Espagne à Athènes attire l'attention sur la situation de cinq cents séfarades de Salonique sur le point d'être déportés. Il obtient des Allemands qu'ils reconnaissent la nationalité espagnole de ces séfarades et qu'ils autorisent leur départ pour l'Espagne. Les Allemands n'y mettent qu'une condition: l'Espagne doit se charger des frais de transport. Les discussions entre Athènes et Madrid se prolongent. Les séfarades sont déportés à Bergen-Belsen, mais les Espagnols ne renoncent pas. Un diplomate en poste à Berlin s'exprime avec courage et fermeté : refuser d'accueillir ces Juifs, c'est les condamner à mort; un jour viendra, « quand la guerre sera finie, où les principes d'humanité retrouveront leur place dans le monde » ; ce jour-là, on ne pardonnera pas à l'Espagne d'avoir laissé mourir ces personnes. La démarche aboutit. Trois cent soixante-cinq séfarades sont libérés de Bergen-Belsen ; ils arrivent en Espagne en deux convois, les 10 et 13 février 1944[22]. L'attitude de l'Espagne franquiste fait apparaître avec plus de force l'ignominie du gouvernement de Vichy qui, au lieu de les repousser, allait au-delà des exigences allemandes.

Depuis l'entrée en guerre des États-Unis, Franco continue à apporter un soutien logistique à Hitler, mais il se montre plus prudent. Pour obtenir les livraisons de pétrole dont l'Espagne ne peut se passer, le caudillo commence à évoquer, devant les Américains, les pressions que l'Allemagne exercerait sur lui. Les Américains et les Anglais ne sont pas dupes. Ni Roosevelt ni Churchill n'ont la moindre estime pour le régime franquiste, mais ils croient devoir le ménager. Après la victoire des Alliés, Franco est isolé. Il aurait suffi d'une démarche énergique pour le chasser, mais Churchill craint l'installation d'une démocratie populaire en Espagne ; il se résigne donc à la situation. En 1945, l'assemblée générale des Nations unies approuve par acclamation la proposition du Mexique d'exclure les pays dont les régimes ont été établis avec l'aide des puissances totalitaires. La conférence de

Potsdam reprend cette résolution. Le 12 décembre 1946, par trente-quatre voix contre six et treize abstentions, l'assemblée générale des Nations unies recommande à ses membres de rappeler leur ambassadeur auprès de Franco. On espérait intimider le caudillo en l'isolant, mais Franco tient bon. La mesure adoptée par l'ONU concernait seulement les relations diplomatiques; elle ne prévoyait pas de sanctions économiques ou militaires, ce qui en atténuait la portée. Trois jours avant le vote, s'était tenue, place d'Orient, à Madrid, une manifestation de soutien à Franco aux cris de : « Oui à Franco ! Non au communisme ! » Dans son ensemble, le peuple espagnol, conditionné par la propagande officielle, n'a pas compris que les Nations unies avaient établi une distinction entre le peuple et le franquisme; il n'a retenu que l'isolement dans lequel on maintenait l'Espagne et qui devait aggraver sa situation de pénurie. Le peuple espagnol s'est senti condamné, atteint dans sa fierté et dans ses intérêts par le rappel des ambassadeurs et la fermeture de la frontière française [23]. Contrairement à ce qu'on attendait, il a donné l'impression de se rapprocher du caudillo.

La guerre froide donne à Franco l'occasion de se présenter comme un précurseur dans la lutte contre le communisme, mais ses espoirs d'être accepté par la communauté internationale sont déçus. L'Espagne est exclue des bénéfices du plan Marshall, en 1947. Elle n'est pas admise dans l'OTAN, en 1949, alors que le Portugal en fait partie. Le déclenchement de la guerre de Corée (juin 1950) facilite un rapprochement que les militaires américains recommandaient depuis plusieurs mois en raison des possibilités qu'offrait la péninsule Ibérique comme base logistique. En novembre 1950, les Nations unies autorisent la reprise des relations diplomatiques avec l'Espagne, mais les négociations avec les États-Unis se prolongent pendant près de trois ans. La plupart des puissances européennes maintiennent leurs réserves à l'égard du régime franquiste et refusent que l'Espagne soit intégrée dans le pacte Atlantique. On s'oriente donc vers la formule d'un accord bilatéral, signé le 26 août 1953: en échange d'une aide économique, les États-Unis se font attribuer quatre bases aériennes en Espagne (Torrejôn de Ardoz, Séville, Saragosse et Morón de la Frontera), plus une base navale à Rota. En novembre 1952, l'Espagne avait été admise à l'UNESCO. Elle entre à l'ONU en décembre 1955.

La démocratie organique

Depuis les accords avec les États-Unis, l'Espagne n'est plus isolée sur le plan diplomatique, mais son régime lui interdit encore d'être considérée comme un partenaire respectable. À l'intérieur, en associant des dirigeants catholiques au gouvernement, Franco s'était attiré le concours de ces secteurs de l'opinion qui lui étaient déjà acquis, mais qui commençaient à se lasser de l'hégémonie phalangiste. Une fois encore, il jouait des rivalités entre factions. Cet équilibre dure pendant une dizaine d'années. Vers 1956, une série de facteurs le mettent en question.

Les difficultés de l'économie provoquent chez les ouvriers un mécontentement que la police a du mal à contenir. Une nouvelle grève des usagers des transports se déclenche à Barcelone, en janvier 1957.

Depuis 1950, les opposants traditionnels — membres clandestins des syndicats dissous — ne sont plus seuls à agir; des phalangistes et des militants catholiques se joignent aux mouvements revendicatifs et témoignent du mécontentement des couches populaires. Les jeunes générations ne se reconnaissent pas dans une dictature qui paraît anachronique en Europe occidentale ; le régime de Salazar, au Portugal, le seul qui entretienne des relations cordiales avec l'Espagne franquiste, ne soulève guère leur enthousiasme.

Une partie du franquisme lui-même se détache de lui. Il s'agit d'un mouvement qui concerne, d'une part, les déçus du phalangisme, d'autre part, ceux des militants catholiques qui ont perdu l'illusion de faire évoluer le régime dans un sens libéral. Parmi les premiers, on trouve des hommes comme Dionisio Ridruejo qui avaient cru à la possibilité de régénérer l'Espagne en fonction des principes de José Antonio et qui constatent, vingt ans après, que rien n'a changé: le pays est gouverné par une classe politique sans idéal, coupée des réalités, enfermée dans un conservatisme rétrograde. Le régime paraît de plus en plus intolérable aux jeunes générations qui le rendent responsable de la médiocrité répandue dans la vie culturelle et de l'ordre moral imposé à la société.

La surprise vient des milieux universitaires. Le 8 février 1956, au cœur de la capitale, dans l'ancienne faculté de droit, des bagarres opposent libéraux et phalangistes. Les troubles reprennent le lendemain ; un coup de

feu blesse gravement un phalangiste. La police intervient, procède à des arrestations et reprend la situation en main, mais l'armée voit dans ces incidents une défaillance de l'autorité. Elle en attribue la responsabilité à ceux qui préconisaient l'ouverture, le dialogue et la libéralisation progressive du régime : ils ont encouragé le désordre. L'armée met aussi en cause les groupes de la Phalange, prompts à en découdre avec leurs adversaires et à se servir des armes qu'on a mises imprudemment à leur disposition. Selon son habitude, Franco évite de s'engager en faveur d'un clan ou d'un autre. Il renvoie le ministre de l'Éducation nationale, Ruiz Jiménez, mais aussi le général Muñoz Grandes, dignitaire de la Phalange. Sur les conseils de Carrero Blanco, son éminence grise, il fait appel à des hommes nouveaux, jeunes et sans appartenance politique. Mariano Navarro Rubio s'installe aux Finances, Alberto Ullastres au Commerce. Une troisième personnalité occupe un poste en apparence plus modeste, en réalité décisif: c'est Laureano Lôpez Rodô qui devient, à trente-sept ans, secrétaire général de la présidence, un département spécialement créé pour lui. Ces trois hommes appartiennent à l'Opus Dei et ne s'en cachent pas[24]. Ils sont réputés pour leur compétence. Ils se disent apolitiques, ce qui est vrai en ce sens qu'ils ne sont liés à aucun parti. Leur priorité est de remettre en marche l'économie afin d'améliorer le niveau de vie des Espagnols, tout en restant dans le cadre d'un régime autoritaire.

L'arrivée au pouvoir de ces technocrates — comme on les a appelés - marque un tournant dans l'histoire du franquisme. L'idéologie phalangiste — ou ce qui en tenait lieu — est abandonnée au profit d'une politique soucieuse d'efficacité. La contradiction augmente entre une société civile qui aspire à plus de liberté et à plus de bien-être d'une part et d'autre part des structures économiques et politiques anachroniques. Les technocrates de l'Opus Dei vont s'efforcer de réduire ces tensions en modernisant l'économie et en améliorant le niveau de vie, tout en conservant au régime son caractère autoritaire. Le franquisme survit ainsi jusqu'à la mort du dictateur, mais peut-il y avoir un franquisme sans Franco? C'est la question qu'on cherche à résoudre en instaurant une monarchie qui resterait fidèle aux principes du Mouvement national.

Le miracle espagnol

Franco n'entendait rien à l'économie, Carrero Blanco, son conseiller le plus écouté, guère plus. Ils avaient conscience que la politique d'autarcie avait échoué, mais en nommant dans des ministères techniques des hommes de l'Opus Dei, ils n'ont probablement pas prévu les bouleversements qu'allait connaître la société espagnole.

Pour Franco comme pour Carrero Blanco, l'objectif était politique. Il s'agissait de faire taire les oppositions. De ce point de vue, les technocrates faisaient le pari que la contestation s'affaiblirait si on améliorait le niveau de vie de la population et si on lui offrait des conditions d'existence analogues à celles des autres nations d'Europe [25]. Les touristes français, allemands et anglais qui commençaient à passer leurs vacances en Espagne incitaient à faire des comparaisons amères. Pour parvenir à ce résultat, les technocrates suggéraient une nouvelle politique économique, d'inspiration libérale, dans laquelle les entreprises publiques passeraient au second plan. La Phalange tenait à l'autarcie et aux entreprises publiques dans lesquelles ses adhérents occupaient des fonctions et des sinécures. Franco tranche en faveur des technocrates.

Dès 1957, on prend une série de mesures afin de réduire les dépenses publiques et l'inflation ; on dévalue la peseta ; on augmente les impôts directs; on encourage les exportations et l'investissement de capitaux étrangers. Au début de 1958, l'Espagne se rapproche de l'OCDE et du Fonds monétaire international, des organismes dont les technocrates utilisent les rapports à l'appui de leurs thèses. Ainsi préparé, le premier plan de stabilisation est promulgué le 21 juillet 1959 ; trois autres suivront entre 1964 et 1975. L'objectif est de favoriser la croissance industrielle en injectant des fonds publics dans le secteur privé et en faisant appel aux capitaux étrangers.

On renonce progressivement aux grands travaux destinés à développer le rendement de l'agriculture. On cherche à obtenir le même résultat par la mécanisation [26]et l'emploi d'engrais. La structure traditionnelle du pays en est bouleversée. La réforme agraire qui, depuis plus d'un siècle, était l'obsession des politiques et des révolutionnaires - la terre à ceux qui la travaillent — perd de son actualité ; elle devient un simple problème technique.

En revanche, l'Espagne s'industrialise. L'effort porte sur la sidérurgie, sur la production de biens de consommation et sur la construction automobile. La production d'énergie électrique passe de dix-huit millions de kw/h en 1960 à plus de trente millions en 1965 ; en 1970, on commence à produire de l'énergie nucléaire. La production de ciment et d'acier connaît une progression du même ordre. On construisait moins de quarante mille automobiles par an en 1960, on en fabrique plus de cent mille en 1964 et quatre cent cinquante mille en 1970. On modernise les transports; on améliore le réseau routier; on électrifie progressivement les lignes de chemins de fer; certaines - peu rentables — sont fermées, d'autres ouvertes, comme la liaison directe Madrid-Burgos dont l'absence constituait une anomalie; on modernise le matériel roulant.

Jusque vers 1960, l'industrie espagnole se concentrait dans les régions périphériques: la Catalogne, le pays Basque, les Asturies. Madrid cesse alors d'être une simple capitale administrative pour se transformer en centre industriel. En même temps, les plans prévoient la constitution de sept pôles de développement pour animer l'activité de zones jusque-là peu favorisées : Burgos, Huelva, Vigo, La Corogne, Valladolid, Saragosse et Séville. L'objectif était de créer près de quatre-vingt mille emplois; il ne sera atteint qu'à 85 % à Vigo et à Valladolid, à 50 % ailleurs, mais, même si les ambitions initiales n'ont pu être réalisées, les changements sont spectaculaires. En dépit des résistances de la Phalange et de quelques scandales financiers [27], en vingt ans, le plan transforme la physionomie de l'Espagne. Celle-ci n'est plus le pays sous-développé qu'elle était encore au lendemain de la guerre. Elle devient une puissance industrielle, avec un taux de croissance supérieur à celui de bien des pays européens. Les importations triplent, les exportations doublent. Le produit intérieur brut réel (hors inflation) augmente, en moyenne, de 7,5 % par an entre 1960 et 1968; il est encore de 6,8 % de 1968 à 1973.

Ce développement présente néanmoins des aspects négatifs dont on découvrira plus tard les effets. Il se caractérise d'abord par l'implantation d'entreprises peu compétitives, peu spécialisées, sans recherche industrielle sérieuse. Il crée de nouvelles inégalités dans la péninsule. Des centres industriels surgissent dans des zones qui étaient dépourvues de toute activité, mais des régions entières restent à l'écart. À l'exception — qui ne

se vérifie pas partout — de leurs capitales de province, la Galice, les deux Castilles, l'Andalousie, l'Estrémadure, l'Aragon et les Canaries continuent à être sous-développées et leur situation est aggravée par l'exode rural, conséquence de la mécanisation de l'agriculture. Deux millions de paysans ont dû quitter les campagnes en quelques années. L'Estrémadure perd le tiers de sa population, la Manche le quart, l'Andalousie et la Galice le dixième. En revanche, le pays Basque, la Navarre, la Catalogne et Madrid[28]accueillent un afflux d'immigrants. Beaucoup d'autres n'ont comme seule issue que d'émigrer. C'est en 1960 que commence l'exode massif de travailleurs espagnols vers l'Europe du Nord : la France, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, la Hollande, où ils contribuent à l'expansion industrielle [29].

Les plans des technocrates sont-ils la cause directe du développement de l'Espagne dans la dernière partie de l'ère franquiste? Leur succès a été tel qu'on a fini par leur en attribuer le mérite exclusif. C'est oublier que, déjà en 1930, l'Espagne n'était plus celle de 1900. Depuis 1910 et plus encore entre 1920 et 1930 — cette époque de prospérité qui coïncide avec la dictature de Primo de Rivera -, l'industrialisation avait avancé ; la proportion de la population active employée dans l'agriculture avait commencé à diminuer; l'urbanisation témoignait de cette double évolution. La crise économique de 1929 est venue briser cet élan, ce qui explique en partie les difficultés des républicains. La guerre civile n'a rien arrangé. Le franquisme, avec sa politique d'autarcie, a refermé l'Espagne sur elle-même pour un temps. Vers 1960, le mouvement de l'économie reprend là où il s'est arrêté en 1930. L'intelligence des technocrates a été de comprendre qu'il fallait le favoriser au lieu de le freiner. En libérant l'économie et en ouvrant l'Espagne sur le monde extérieur, ils ont fait sauter les obstacles que l'autarcie opposait au développement. Les résultats ont été tels et si rapides qu'on a pu parler de « miracle ».

La croissance des années 1960 a été rendue possible par la conjonction d'une série de circonstances favorables. L'Espagne a bénéficié de prêts des organismes internationaux. Elle a attiré des sociétés multinationales qui n'ont pas hésité à investir à cause du faible niveau des salaires, lui-même conséquence des excédents de main-d'œuvre, et aussi en raison d'une législation du travail répressive, garantie contre des revendications

ouvrières. Deux autres facteurs ont contribué à assurer le succès des plans conçus par les technocrates : les transferts de fonds des travailleurs espagnols émigrés en Europe, source appréciable de devises; la prospérité de l'Europe dans ces années-là, qui a favorisé les exportations espagnoles et le tourisme, devenu depuis lors une industrie et une source de devises [30]. L'Espagne a accueilli six millions de visiteurs en 1960, deux fois plus qu'en 1958; il y en aura plus de vingt millions en 1970 !

La loi organique

En même temps qu'il modernise l'économie, le gouvernement se croit tenu d'introduire des réformes politiques. Il s'agit d'atténuer les aspects totalitaires du régime tout en lui conservant un caractère autoritaire, de faire quelques concessions aux partisans de l'ouverture sans trop mécontenter les phalangistes. C'est à quoi tendent la loi organique de l'État, la loi sur les associations et la loi sur la presse.

La loi organique modifie sur trois points la « constitution » du régime. Elle fait du Mouvement une institution. Son conseil national devient une sorte de chambre politique, composée de représentants désignés directement ou indirectement par Franco. Elle apporte des changements dans la composition des Cortès. La troisième catégorie comprend désormais une centaine de procuradores élus au suffrage direct par les chefs de famille et les femmes mariées, ce qui entraîne une diminution correspondante des représentants nommés ou élus au titre des organisations syndicales ou des conseils municipaux et provinciaux. Il est vrai que la loi électorale restreint cette libéralisation apparente : pour faire acte de candidature, il faut être affilié à la Phalange ou être présenté par mille électeurs. Malgré ces précautions, il est arrivé, dans certaines élections, qu'il y ait trois fois plus de candidats que de sièges à pourvoir. À partir de 1967, les Cortès ne forment plus un bloc homogène. On verra quelques députés demander la reconnaissance des partis politiques ou s'interroger sur leur rôle et leur représentativité, sans que ces manifestations de mauvaise humeur ou ces scrupules constituent une gêne pour le pouvoir. En troisième lieu, elle distingue les fonctions de chef de l'État de celles de chef du gouvernement. Il est bien entendu que cette disposition ne s'appliquera pas du vivant de

Franco. De fait, quand la maladie, puis la sénilité rendront le caudillo incapable d'entrer dans le détail des affaires, il déléguera quelques-unes de ses attributions à des hommes de confiance : le général Muñoz Grandes, l'amiral Carrero Blanco et Carlos Arias Navarro. Même alors, Franco se réservera le dernier mot en cas de difficultés et personne n'osera aller contre sa volonté.

La loi organique est soumise à référendum le 14 décembre 1966. La campagne, dirigée par le ministre de l'Information et du tourisme, Manuel Fraga, ne laisse pas de doutes sur le sens du vote : il s'agit de soutenir « Francisco Franco, notre caudillo, qui a passé sa vie à servir la patrie et nous a donné trente ans de bon gouvernement » ; qui oserait dire le contraire ? Les Espagnols sont prévenus : Moscou, Prague et Budapest leur demandent de s'abstenir ou de voter contre; ils savent ce qui leur reste à faire. Dans ces conditions, grâce à une propagande intense, accompagnée de menaces pour les abstentionnistes, le résultat ne pouvait qu'être favorable. La participation atteint 89 % ; 95 % des votants disent oui à la loi organique.

Quant aux institutions territoriales, elles sont aussi sous la dépendance du caudillo. Chacune des cinquante provinces reste placée, comme autrefois, sous l'autorité d'un gouverneur civil nommé par le pouvoir central. Une situation analogue se retrouve dans les municipalités. Les conseils municipaux comprennent trois catégories: un tiers des membres est élu par un collège de pères de famille et de femmes mariées ; un tiers est élu par les organismes syndicaux du régime ; le dernier tiers est coopté par les précédents sur une liste établie par le gouverneur civil. Dans les villes de moins de dix mille habitants, c'est le gouverneur civil qui nomme le maire; dans les autres, c'est le ministre de l'Intérieur.

La loi organique prétend donner une assise définitive au régime issu de la guerre civile et assurer sa survie. Le secrétaire général du Parti communiste, Santiago Carrillo, avait posé, depuis l'exil, cette question : que se passera-t-il après Franco ? Au moment où s'élabore la loi organique, un ministre phalangiste répond: «Après Franco, les institutions, ce sera le franquisme sans Franco. »

La loi sur les associations cherche à donner l'illusion du pluralisme, mais dans l'adhésion aux principes du Mouvement. Celui-ci est maintenant une institution d'État. Il se définit comme le regroupement de toutes les forces

qui ont contribué à la victoire de 1939, ce qui revient à réduire la place de la Phalange, mais aussi à interdire toute expression politique contraire à l'idéologie des vainqueurs. On introduit dans les statuts du Mouvement un article permettant de constituer non pas des partis politiques, mais des associations à l'intérieur de limites très strictes: ces associations doivent recevoir l'approbation préalable du conseil national du Mouvement.

La loi Fraga de 1966 supprime la censure préalable ; il appartient au directeur de la publication et aux journalistes de veiller à ne pas tomber sous le coup des poursuites prévues pour toute attaque contre les principes de base du Mouvement national et contre toute atteinte au crédit des personnes et des institutions qui le représentent (Franco, la Phalange, l'armée...). Malgré ces limitations, la loi Fraga représente une avancée : il n'est plus possible d'appliquer dans toute leur rigueur des règles qui dataient de la guerre civile. Plusieurs journaux saisissent l'occasion pour prendre prudemment leurs distances. D'autres naissent qui se situent dans une perspective entièrement nouvelle. C'est le cas de revues comme Cuadernos para el diálogo, fondée par Joaquín Ruiz Jiménez, un ancien ministre de Franco qui commence à évoluer vers la démocratie-chrétienne, de Triunfo, de El Ciervo et, un peu plus tard, de Cambio 16.

Revendications sociales et opposition politique

Les plans de développement ont permis l'émergence d'une classe moyenne. Ils ont aussi aggravé les conditions de vie de millions d'Espagnols, obligés d'abandonner la région où ils étaient nés et où ils avaient vécu jusque-là. Ceux qui cherchent du travail dans les villes ont du mal à se loger convenablement. Certes, l'industrie du bâtiment bénéficie de la conjoncture et, par contrecoup, elle contribue au développement du pays, mais la logique libérale des technocrates les conduit à favoriser l'initiative privée. On construit beaucoup dans les années 1960[31], mais en vue d'un profit immédiat: hôtellerie ou appartements pour les touristes, appartements ou résidences secondaires pour les classes moyennes. Les logements sociaux sont insuffisants, malgré les mises en garde des ministres phalangistes, soucieux de rappeler les préoccupations « révolutionnaires » de José Antonio et de s'opposer à leurs collègues de l'Opus Dei. Les

ouvriers s'entassent dans des banlieues édifiées à la hâte, sans plan, sans infrastructures : voirie, moyens de transport, écoles, hôpitaux, marchés, commerces, espaces verts, zones de loisirs... À ces ouvriers, souvent logés loin de leur lieu de travail, on fait supporter une partie de l'effort de modernisation du pays, puisque les salaires sont bloqués alors que les prix montent régulièrement.

Parmi les mesures préalables au plan de stabilisation figure une loi de 1958 prévoyant la mise en place de conventions collectives. L'État invite employeurs et ouvriers à négocier librement, entreprise par entreprise, les niveaux de rémunération et les conditions de travail (horaires, sécurité, etc.). Les discussions en vue des conventions collectives permettent à l'activité syndicale de renaître en débordant les syndicats verticaux. La loi prévoit, en effet, l'élection de délégués ouvriers (enlaces sindicales), chargés de négocier avec les représentants de la direction. Les communistes y voient l'occasion de sortir de la clandestinité à laquelle sont condamnés les anciens syndicats (Confédération nationale du travail — CNT -, d'inspiration anarchiste, et Union générale des travailleurs — UGT -, d'obédience marxiste). Ils infiltrent le syndicat officiel et font élire certains de leurs militants comme délégués ouvriers. C'est ainsi que Marcelino Camacho, rentré d'exil en 1957, commence à lutter dans ce qui va devenir, en quelques années, un nouveau syndicat sans le nom: les commissions ouvrières, réunions de délégués d'entreprises, puis de provinces et enfin de branches d'activités sur le plan national. Un syndicalisme d'un type nouveau apparaît. Ce ne sont plus des ouvriers agricoles qui demandent la terre et du travail; l'exode rural les a chassés vers les villes et à l'étranger. Il n'y a plus guère de grèves dans les campagnes parce qu'il y a de moins en moins d'ouvriers agricoles. Ceux qui restent conduisent maintenant des tracteurs et des machines; les propriétaires ont intérêt à les ménager parce qu'ils ont désormais le souci d'accroître la production et de l'écouler sur le marché intérieur ou sur le marché international. La réforme agraire n'est plus d'actualité. Elle s'est réglée d'elle-même, en quelque sorte, avec la disparition de la plupart de ceux qui auraient dû en bénéficier. C'est dans les villes que les conflits sociaux sont maintenant les plus nombreux. Les commissions ouvrières semblent avoir pris la place de la CNT dans ses fiefs traditionnels, l'Andalousie, la Catalogne... L'anarcho-syndicalisme lui-

même est en voie de régression. Les nouveaux syndicats renoncent à des préoccupations idéologiques - l'instauration du socialisme — ou, en tout cas, les mettent entre parenthèses. Ils se concentrent sur des revendications concrètes : les conditions de travail, les salaires, l'amélioration du niveau de vie, etc. Avec le soutien actif d'organisations comme la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ou les Fraternités ouvrières d'action catholique (HOAC), les commissions ouvrières donnent de la cohésion aux revendications sociales qui reprennent avec vigueur en 1962. La grève très dure des Asturies s'étend rapidement à l'ensemble des bassins miniers de la péninsule; elle gagne d'autres secteurs d'activités. L'agitation sociale ne cessera plus désormais; elle a trouvé dans les commissions ouvrières le moyen de marginaliser le syndicat phalangiste et d'encadrer les travailleurs.

Le régime réplique par une répression brutale, confiée à la police et aux tribunaux militaires. On a bien créé, en 1964, un tribunal civil d'ordre public, mais un décret de 1958 reste en vigueur qui donne à la justice militaire compétence pour les activités qualifiées d'extrémistes, elles-mêmes définies de la manière la plus vague : il s'agit de toutes les affaires que le magistrat considérera telles. Une loi de 1959 permet d'arrêter quiconque commet ou a l'intention de commettre un acte contraire à l'ordre public. Un décret de 1960 assimile à la «rébellion militaire continue » la propagation de nouvelles fausses ou tendancieuses, la grève, les sabotages... Ces textes permettent, en fait, d'arrêter, de juger et de condamner n'importe qui sous n'importe quel prétexte puisqu'il appartient au juge d'apprécier ce qui tombe sous le coup de la loi, les actes de terrorisme et les manifestations contre le régime aussi bien que les revendications sociales, les grèves, la distribution ou la simple détention de tracts appelant, par exemple, à l'amnistie pour les prisonniers politiques. Le procès Cerón, en 1959, illustre cette situation. Julio Cerôn, âgé de trente et un ans, était membre de la délégation espagnole à l'Organisation internationale du travail. Il est jugé pour «rébellion militaire continue» en même temps que seize autres jeunes gens, catholiques libéraux comme lui. La police avait trouvé dans leurs bagages des tracts et des brochures appelant les ouvriers à la grève. Le conseil de guerre condamne Cerôn à trois ans de prison. Estimant la sentence trop légère, le capitaine général fait appel devant le Conseil suprême de justice qui porte la peine à huit ans.

Beaucoup de procès relèvent en fait du délit d'opinion. Ne pouvant s'exprimer en public, les opposants, même les plus modérés, sont acculés à la clandestinité et tombent sous le coup d'inculpations pour propagande illégale ou pour diffusion de nouvelles tendancieuses. En juin 1962, s'ouvre à Munich le quatrième congrès du Mouvement européen. L'ancien ambassadeur Salvador de Madariaga demande aux organisateurs d'inviter une centaine de personnalités espagnoles; les unes vivent en exil (c'est le cas de Madariaga lui-même, du socia liste Rodolfo Llopis, du nationaliste basque Manuel de Irujo) ; d'autres résident en Espagne : ce sont des monarchistes, des catholiques libéraux ou des phalangistes déçus. Le congrès vote une motion modérée qui invite le gouvernement espagnol à accorder une plus grande liberté de mouvement et d'expression à ses ressortissants. Franco enrage contre ce qu'il considère comme un complot. Il fait arrêter, puis exiler, l'ancien ministre monarchiste Gil Robles et Dionisio Ridruejo, l'un des fondateurs de la Phalange et ancien combattant de la Division bleue. Le procès Comín offre un autre exemple de cette intransigeance. Ce sociologue avait publié dans l'hebdomadaire français Témoignage chrétien un article sur le référendum de 1966 et sur la répression en milieu ouvrier. En janvier 1968, il est poursuivi pour avoir porté préjudice à l'autorité et au crédit de l'État et condamné à seize mois de prison ferme.

Malgré le courage des avocats, souvent mis dans l'impossibilité de défendre efficacement leurs clients, et malgré les protestations de plus en plus nombreuses de l'opinion internationale, les arrestations et les procès continuent jusqu'à la fin du franquisme. Chaque manifestation et chaque grève s'accompagnent de condamnations, souvent lourdes : amendes, prison, peine capitale. Entre 1957 et 1963, vingt-trois condamnations à mort sont prononcées; dix sont suivies d'effet. Presque chaque année, des dizaines de personnes font l'objet de poursuites et de condamnations, soit pour grève ou incitation à la grève, soit pour opposition politique. Au printemps 1965, dans la plupart des universités, les étudiants manifestent en faveur de meilleures conditions de travail et surtout contre le monopole du Syndicat espagnol universitaire (SEU), émanation de la Phalange. Plusieurs professeurs expriment leur solidarité en assistant aux assemblées générales et en y prenant quelquefois la parole. C'est le cas, en particulier, de Tierno

Galvân, d'Agustín García Calvo et d'Aranguren qui sont aussitôt chassés de l'université. Les étudiants, pourtant, marquent un point : le SEU est supprimé.

Aux revendications sociales et politiques s'ajoute le regain des autonomismes basque et catalan que le régime avait sévèrement poursuivis. En avril 1960, à l'occasion d'une visite de Franco à Barcelone, on distribue des tracts pour réclamer la liberté d'expression. Leur auteur, le nationaliste modéré Jordi Pujol, est condamné à sept ans de prison. En mars 1964, trente-cinq mille personnes se rassemblent à Guernica pour commémorer les libertés traditionnelles du peuple basque.

La nouvelle société espagnole

Les transformations dans l'économie ont bouleversé la structure sociale du pays. L'Espagne était considérée comme l'un des pays les plus pauvres d'Europe avec le Portugal. Tout change en quelques années. Le revenu moyen par habitant, qui était de 350 dollars en 1953, s'élève à 650 en 1968 et à 1250 en 1973. En 1960, 1 % seulement des foyers possédaient un récepteur de télévision, 4 % un réfrigérateur, 4 % une automobile ; au bout de dix ans, ces pourcentages passent respectivement à 62, 63 et 24. Une classe moyenne se constitue en peu de temps; en 1970, elle représente presque la moitié de la population active. Cette classe moyenne prend des habitudes de consommation analogues à celles des pays développés d'Europe ; elle achète à crédit automobiles, appareils électroménagers, appartements et même résidences secondaires à la montagne ou au bord de la mer pour y passer les fins de semaine et les vacances. Elle voyage à l'intérieur du pays ou à l'étranger. Le signe le plus visible de cette amélioration du niveau de vie a été la petite SEAT 600 qui tient, dans la société espagnole de 1970, une place analogue à la 4 CV Renault dans la France de 1950.

La demande d'enseignement croît en même temps que le niveau de vie. L'analphabétisme, longtemps une des plaies de l'Espagne, descend à un niveau très bas[32]. Presque tous les enfants de six à quatorze ans sont scolarisés. Le nombre des collèges secondaires et des universités est multiplié par deux, de même que celui des bacheliers et des étu diants qui

entrent dans l'enseignement supérieur. En 1970, le ministre Villar Palasí, proche de l'Opus Dei, fait adopter une réforme qui, pour l'essentiel, est encore en vigueur aujourd'hui avec ses trois cycles: l'enseignement général de base (EGB), obligatoire pour tous les enfants de six à quatorze ans, le baccalauréat unifié et polyvalent (BUP) de quatorze à seize ans et le cours d'orientation universitaire (COU).

Sous l'effet de l'urbanisation, du tourisme et de la télévision, la société traditionnelle s'effondre. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler; la pratique religieuse diminue; la morale catholique est bafouée. La perte d'influence de l'Église est, au moins en partie, la conséquence de l'effort de scolarisation accompli par l'État. En 1975, les collèges religieux ne représentent plus que le tiers de la population scolaire; cette proportion était de 83% en 1955. Aucune censure n'est capable de freiner l'évolution des mœurs et des mentalités. Les Espagnols adoptent les modes et les goûts du monde contemporain, qu'il s'agisse des genres de vie, des habitudes vestimentaires, des loisirs ou des formes d'expression culturelle : les séries télévisées venues d'Amérique font recette sur les écrans ; il en va de même pour le cinéma, pour la littérature et pour les courants de pensée : le marxisme et le structuralisme attirent les jeunes générations. Quand un film ou un livre est encore interdit, on va le voir ou l'acheter à Perpignan, à Biarritz, à Paris. À l'intérieur même de l'Espagne, on n'hésite plus à critiquer le régime. Des romanciers considèrent la littérature comme une arme de combat contre la dictature ; sous couvert de réalisme social, ils dénoncent les plaies du franquisme. Des tendances analogues apparaissent dans les films de Bardem ou de Saura, dans le théâtre [33], dans les arts plastiques [34]. Dans tous les domaines, on assiste à l'apparition d'une contre-culture de témoignage et de protestation, en rupture avec l'art officiel.

En 1969, l'amiral Carrero Blanco est scandalisé : les librairies offrent toute sorte de propagande communiste et athée ; on ne peut plus aller au théâtre ou au cinéma en famille, on n'y joue que des œuvres subversives ou libertines ; pour plaire aux touristes, on laisse les boîtes de nuit présenter des spectacles pornographiques... Ce n'est pas seulement l'ordre moral qui est menacé; l'ordre social et l'ordre politique sont eux aussi contestés. Contrairement à ce qu'espéraient les technocrates de l'Opus Dei, la modernisation n'a pas détourné les Espagnols de la politique. Au contraire,

elle leur a donné le goût de la liberté. Les contraintes qui pesaient sur le pays sont devenues insupportables à beaucoup. En guise de réponse, le régime revient à des méthodes éprouvées: il réprime l'agitation sociale; il refuse toute ouverture démocratique.

L'Église elle-même, ce pilier du régime, a changé. Au lendemain de la victoire de Franco, François Mauriac s'indignait : « Il reste cet épouvantable malheur que, pour des millions d'Espagnols, christianisme et fascisme se confondent et qu'ils ne pourront plus haïr l'un sans haïr l'autre. » Et il s'interrogeait : « Combien d'années, de siècles faudra-t-il à l'Église d'Espagne pour se dégager de l'effroyable équivoque et pour que les fils des femmes assassinées à Guernica, à Durango, à Barcelone et dans toute l'Espagne apprennent à ne plus confondre la cause de leur Dieu crucifié avec celle du général Franco? » On connaît maintenant la réponse : il aura fallu une vingtaine d'années pour que se produise une double évolution, celle du Vatican et celle du clergé espagnol.

Pie XII, le pape qui avait béni la croisade de Franco, meurt en 1958. Jean XXIII lui succède et convoque le second concile du Vatican. Franco est déconcerté. Voilà que le concile recommande qu'on respecte les sentiments religieux, même quand ils s'expriment dans un credo différent de celui de l'Église de Rome. Le caudillo s'incline; la loi organique de 1967 reconnaît la liberté religieuse. En signant l'accord avec les États-Unis, en 1953, il s'était engagé à autoriser le libre exercice du culte protestant, mais il n'en avait rien fait. À l'époque, la papauté l'encourageait à maintenir l'unité catholique de l'Espagne. Dix ans après, le concordat apparaît bien gênant pour le Vatican, soucieux de retirer au plus vite sa caution à un régime totalitaire. En 1964, le concile demande aux États de ne plus intervenir dans la nomination des évêques. Paul VI insiste en 1968 : il aimerait que Franco renonçât au droit de présentation. Là, le caudillo refuse ; il tient à s'assurer de la fidélité du haut clergé. Le pape, alors, use de stratagèmes. Il propose à Franco de choisir parmi des candidats également engagés dans la ligne du concile, ou bien il ne présente qu'un nom au lieu de trois, ou bien encore il désigne des évêques auxiliaires pour lesquels l'approba tion du chef de l'Etat n'est pas requise. C'est ainsi que disparaissent progressivement les évêques de la croisade. Le dernier d'entre eux, Mgr Plá y Deniel, primat d'Espagne, meurt en juillet 1968. Vicente Enrique y Tarancôn le remplace ;

il est connu pour être acquis aux thèses de Vatican II et il ne tarde pas à le montrer. La conférence épiscopale d'Espagne, réunie en cette même année 1968, recommande la liberté syndicale. Trois ans plus tard, une assemblée d'évêques et de prêtres suggère de réviser le concordat, exprime le vœu que les évêques ne siègent plus aux Cortès et, enfin, demande pardon au peuple espagnol pour la défaillance du clergé qui n'a pas su obtenir la réconciliation nationale après la guerre civile. Le 24 février 1971, l'évêque de Bilbao, Mgr Añoveros, souhaite qu'on reconnaisse l'identité culturelle des Basques. Franco renonce à le faire expulser, de peur de rendre encore plus manifeste le fossé qui se creuse entre l'Église et lui.

Le clergé voit reculer son importance et son influence sociale, mais il gagne en autorité morale. Les vocations s'effondrent. Entre 1963 et 1972, les séminaires perdent les deux tiers de leurs effectifs. Des prêtres demandent à être réduits à l'état laïc et se marient. D'autres renoncent à la soutane. Beaucoup se rendent compte que l'Église a vécu jusque-là dans l'illusion. Parce que le clergé était une puissance établie, qu'il jouissait de privilèges, qu'il exerçait un contrôle sur l'enseignement, sur la vie publique et sur les mœurs, on avait conclu que l'Espagne était une nation catholique, mais les fidèles n'étaient sans doute pas tous aussi chrétiens qu'on le croyait. Les nouveaux prêtres sont moins attentifs que leurs aînés aux formes extérieures du culte et à la pompe des cérémonies. Ils cherchent à développer la vie intérieure et à renouveler la liturgie. Ils mènent des expériences communautaires dans leurs paroisses. Nombreux sont, enfin, ceux qui sont sensibles à la détresse matérielle et morale du peuple. Depuis plusieurs années, ils s'impliquent dans le mouvement ouvrier par l'intermédiaire de la JOC et des HOAC. Certains sont prêtres-ouvriers et, partageant la vie de leurs camarades de travail, ils se solidarisent avec leur combat. En janvier 1973, on voit des catholiques affirmer publiquement leur volonté de concilier leur foi et le marxisme. Sans aller aussi loin, des prêtres prennent position contre la torture à laquelle sont soumis, dans certains commissariats, les militants ouvriers et les opposants politiques. On assiste à des scènes qu'on n'aurait osé imaginer vingt ans auparavant : des manifestants de gauche, pourchassés par la police, venant se réfugier dans les églises, les presbytères, les couvents [35]!

En 1963, dans une interview au Monde, Mgr Escarré, abbé du monastère bénédictin de Montserrat, expose le point de vue de cette partie du clergé qui refuse désormais de se compromettre avec le régime. En réponse au slogan officiel pour les fêtes commémoratives du vingt-cinquième anniversaire de la victoire de 1939, Vingt-cinq ans de paix!, l'abbé réplique : « Nous n'avons pas derrière nous vingt-cinq ans de paix, mais vingt-cinq ans de victoire ; les vainqueurs de 1939 - y compris l'Église - n'ont rien fait pour effacer la division entre vainqueurs et vaincus ; il est temps que le peuple se donne le gouvernement de son choix. »

L'agonie du franquisme

Loin de désamorcer l'opposition, les transformations de l'Espagne l'ont renforcée. Pour les jeunes générations, les clivages de la guerre civile n'ont plus guère de sens; elles aspirent à davantage de liberté et de justice sociale. La communauté internationale tient toujours rigueur à l'Espagne franquiste de ses origines et de son caractère totalitaire ; elle lui refuse l'entrée dans le Marché commun européen. La survie du régime elle-même fait problème : qui prendra la relève de Franco après sa mort? Depuis 1962, le général Muñoz Grandes, ancien chef de la Division bleue, est vice-président du gouvernement. C'est lui qui est appelé à succéder au caudillo le cas échéant, mais il s'est trop identifié aux aspects totalitaires du franquisme et son âge ne lui laisse pas l'espoir de survivre longtemps au dictateur. L'amiral Carrero Blanco le remplace en 1967; deux ans plus tard, il devient le chef effectif du gouvernement. L'amiral n'est pas moins convaincu que Muñoz Grandes de la nécessité de conserver en Espagne un pouvoir fort de façon à empêcher toute dérive démocratique. La loi organique a certes prévu des mécanismes en ce sens, mais Franco a toujours reculé devant une échéance : l'Espagne est une monarchie, mais sans roi. La tâche de Carrero Blanco est de convaincre le caudillo: pour institutionnaliser le régime et lui donner sa forme définitive, il est urgent d'organiser la succession de Franco en désignant le futur titulaire de la couronne.

Pendant trente ans, Franco a laissé planer le doute sur ses intentions : remettrait-il le trône d'Espagne à un descendant d'Alphonse XIII ou au prétendant carliste ou encore à un troisième homme? Les deux dernières

solutions se seraient heurtées à trop d'oppositions. La première était celle que souhaitaient les monarchistes, mais Franco garde rancune au fils d'Alphonse XIII, don Juan, comte de Barcelone. Le 19 mars 1945, celui-ci avait dénoncé le caractère totalitaire du régime et l'aide qu'il avait apportée à l'Allemagne nazie ; il avait demandé au caudillo de céder la place à une monarchie constitutionnelle et démocratique, seule capable de réconcilier l'Espagne et les alliés et les Espagnols entre eux. En février 1946, don Juan s'était installé au Portugal et, à cette occasion, il avait reçu une lettre collective de bienvenue signée par plusieurs centaines de personnalités, dont des anciens ministres, des banquiers, des universitaires qui exprimaient le vœu de voir rétablir en Espagne la monarchie, « incarnée par Votre Majesté. » Franco n'avait pas apprécié la démarche. Don Juan avait aggravé son cas en 1947 en condamnant comme illégale une loi de succession qui modifiait le caractère de la monarchie sans consulter le peuple ni l'héritier du trône. Pis encore : en octobre 1948, lors de ce qu'on a appelé le pacte de Saint-Jean-de-Luz, don Juan s'était rapproché du Parti socialiste ouvrier espagnol qui avait renoncé à l'espoir de profiter de la défaite nazie pour rétablir la République [36]. C'est que le comte de Barcelone concevait son retour comme une restauration de l'institution monarchique ; il se voulait au-dessus des partis et entendait être le roi de tous les Espagnols.

C'est bien ce qui irritait Franco. Celui-ci était disposé à rétablir la monarchie, mais une monarchie franquiste qui rejetterait la moitié de l'Espagne hors de la nation. Fidèle à sa tactique, le caudillo entretient l'équivoque sur ses intentions. Aux monarchistes il laisse entendre qu'il comprend leurs préoccupations, mais qu'il doit compter avec les phalangistes ; or, pour ces derniers, la guerre civile a été rendue inévitable par les erreurs de la République et aussi par celles de la monarchie [37]. Quels que soient ses griefs, Franco a l'intelligence de ne pas rompre avec le comte de Barcelone. Pour calmer l'impatience des monarchistes, il accepte de rencontrer don Juan à trois reprises: une première fois le 25 août 1948, à bord du yacht qu'il utilise pour ses parties de pêche, l'Azor les deux autres fois, en 1954 et en 1960, dans la région de Cáceres. Ces entretiens n'avaient eu qu'un résultat: sans renoncer à ses droits, le comte de Barcelone avait accepté que son fils aîné fit ses études en Espagne. C'est ainsi que Juan Carlos s'était installé, à partir de novembre 1948, dans le petit palais de la

Zarzuela, près de Madrid, et qu'il avait suivi des cours dans les académies militaires et à l'université, selon un programme défini par Franco.

L'ambiguïté se prolonge jusqu'en 1969. Cette année-là, poussé par l'amiral Carrero Blanco, Franco prend enfin sa décision. Il demande à Juan Carlos s'il accepte de devenir le futur roi d'Espagne dans le cadre des institutions du régime et il exige une réponse immédiate, sans lui laisser le temps de consulter son père. Pris de court, Juan Carlos donne son accord; le comte de Barcelone est mis devant le fait accompli. Trente-trois ans après le soulèvement militaire, le 17 juillet 1969, Juan Carlos est proclamé non pas prince des Asturies, comme l'aurait voulu la tradition monarchiste qui réserve ce titre à l'héritier du trône, mais prince d'Espagne. Il s'agit de montrer que le futur roi tiendra ses droits de Franco et non de la légitimité monarchique. Devant les Cortès, Juan Carlos prête serment de fidélité aux principes du Mouvement national. La manœuvre est habile: Franco n'a pas négocié avec le comte de Barcelone; il l'a même tenu à l'écart; ce qui se met en place en juillet 1969, c'est non pas une restauration, mais l'instauration d'une nouvelle monarchie, définie par le caudillo, dans laquelle le régime espère se perpétuer. C'est ce qui permet à Franco de répéter à ceux des phalangistes qui s'inquiètent pour l'avenir : « Tout est maintenant ficelé et bien ficelé [38]. »

L'opposition, pourtant, ne désarme pas. Elle prend même des formes de plus en plus violentes avec le regain des revendications nationalistes, surtout dans le pays Basque. En 1959, un groupe de jeunes, qui trouvaient trop timorés leurs aînés du parti nationaliste basque (PNV), avaient fondé un mouvement qui se voulait plus dynamique : Euskadi et Liberté ; en basque : Euzkadi ta Askatusuna (ETA) . L'ETA ne prend sa forme définitive qu'en 1962. Le mouvement prétend s'inspirer des théories sur la guerre révolutionnaire élaborées en Indochine et en Algérie par le Viet-Minh et le FLN. Il se définit d'abord comme un mouvement basque de libération nationale, puis comme un mouvement socialiste basque de libération populaire. L'ETA adopte vite la violence armée comme moyen d'action. L'un de ses coups d'éclat est, le 2 août 1968, l'assassinat d'un commissaire de police de Saint-Sébastien, spécialisé dans la lutte antiterroriste. Ce n'est pas un assassinat, proclame alors l'ETA; c'est une exécution. En décembre 1970, l'ETA acquiert une notoriété internationale à l'occasion du procès de

Burgos, quand seize de ses membres comparaissent devant un conseil de guerre. Le procureur requiert la peine de mort. Le Vatican et plusieurs gouvernements demandent la clémence et, pour une fois, Franco se laisse fléchir : il commue la peine de mort en réclusion criminelle à perpétuité. En 1972, l'ETA inaugure une nouvelle tactique avec l'enlèvement d'un industriel qui est libéré seulement après avoir promis de réintégrer des grévistes licenciés et d'augmenter les salaires du personnel. Ces méthodes choquent les partis traditionnels, mais l'ETA en retire du prestige auprès de certains secteurs de l'opinion, en Espagne et à l'étranger, sensibles aux aspects spectaculaires de son action et à une intransigeance qui, à l'époque, ne paraît pas incompatible avec les aspirations à la démocratie. L'ETA frappe un grand coup en 1973 en assassinant l'amiral Carrero Blanco. Celui-ci apparaissait comme l'homme fort du régime. Depuis juin 1973, il occupait un poste nouveau, celui de président du Conseil des ministres, avec des pouvoirs accrus. Après avoir étudié minutieusement les habitudes et l'itinéraire de Carrero Blanco, le 20 décembre 1973, un commando de l'ETA fait sauter une charge d'explosif dans la rue qu'emprunte l'amiral en sortant de la messe. Franco est atterré, mais il reprend vite ses esprits. Il nomme un nouveau président du Conseil, Arias Navarro, connu pour sa rigueur, son intolérance et son intransigeance. Le régime continue. Dans son allocution du nouvel an, Franco use même d'une formule insolite pour évoquer la mort de Carrero Blanco : « À quelque chose malheur est bon. » Et pourtant, la situation évolue. En 1974, la « révolution des oeillets » met fin à la dictature au Portugal. Le franquisme est de plus en plus isolé. Rien n'ébranle le caudillo; il reste convaincu que la manière forte est la seule réponse appropriée à la situation. En janvier 1974, il confie à un visiteur qu'il ne faut surtout pas commettre l'erreur de baisser la garde. Il fait adopter, le 22 août de la même année, une nouvelle loi antiterroriste. En août et septembre, les conseils de guerre prononcent huit condamnations à mort. Malgré les appels à la clémence qui viennent de partout (les évêques espagnols, le pape Paul VI, une quinzaine de gouvernements...), cinq condamnés sont exécutés le 27 septembre ; parmi eux, figure l'anarchiste catalan Puig Antich. Presque jusqu'à la veille de sa mort, Franco maintient dans toute sa rigueur l'appareil répressif sur lequel il s'était toujours appuyé.

La fin approche. Franco souffre de la maladie de Parkinson. Les premiers signes s'étaient manifestés en 1964, mais le caudillo n'avait guère changé ses habitudes. Il continuait à consacrer beaucoup de temps à la pêche et à la chasse, en toutes saisons, mais les observateurs ne s'y trompaient pas ; Franco était condamné. En juillet 1974, on avait dû rendre officielle la nouvelle de sa maladie. Les signes de sénilité étaient évidents lors de sa dernière apparition publique, place d'Orient, le 1er octobre 1975, à l'occasion du trente-neuvième anniversaire de son accession au pouvoir. Le 17, malgré une crise cardiaque survenue le 14, le caudillo trouve encore la force de présider le Conseil des ministres. Une nouvelle attaque se produit le 22, suivie d'une hémorragie intestinale. On est obligé de l'opérer d'urgence, avec des moyens de fortune, au palais du Pardo, le 2 novembre, avant de le transporter dans une clinique pour une nouvelle opération. Il n'en sortira plus. À partir du 5 novembre, on s'efforce de prolonger artificiellement sa vie. L'initiative de cette décision revient, semble-t-il, à son gendre, le marquis de Villaverde, et à ce qu'on a appelé le bunker, c'est-à-dire le petit noyau d'irréductibles, composé de phalangistes intransigeants, de vieux dignitaires et de familiers, tous hostiles à Juan Carlos et affolés à l'idée de perdre leurs privilèges. Le 19 novembre, la fille de Franco demande qu'on le laisse mourir. On débranche alors les appareils qui le maintenaient en vie. Officiellement, Franco est mort le 20 novembre 1975 à 5 H 25. Son corps est exposé au palais royal de Madrid; des foules accourent pour le voir après des heures d'attente. Le 23, il est enterré dans la basilique de la Vallée des morts, à côté du fondateur de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera. L'un des très rares chefs d'État qui assistent aux obsèques est le général Pinochet, dictateur du Chili.

1 Il mourra en 1942 à Madrid. Franco le fera enterrer dignement, mais n'assistera pas aux obsèques.

2 Ils font carrière, l'un dans la marine, l'autre dans l'aviation. L'aîné, Nicolas, sera un collaborateur dévoué de son frère pendant la guerre civile. En 1939, il est nommé ambassadeur au Portugal. Le cadet, Ramón, se rend populaire en 1928 : il est le premier à traverser l'Atlantique Sud en avion. Franc-maçon, lié aux milieux anarchistes, il conspire contre la monarchie en 1930 (il survole le palais royal pour lancer des tracts). Il se rallie au Mouvement et, malgré les réticences de certains généraux, Franco l'envoie aux Baléares. Il meurt en octobre 1938 alors qu'il s'apprête avec son appareil à bombarder le port de Valence.

3 On l'appelait « l'homme sans peur, sans femmes et sans messes ».

4 Pendant la guerre, son quartier général avait commencé à constituer un fichier d'individus soupçonnés d'appartenir à la franc-maçonnerie ; il comprenait plus de 80 000 noms ! Les effectifs

de la franc-maçonnerie en Espagne n'ont jamais atteint de tels chiffres. Il convient de relativiser l'importance et le rôle de la franc-maçonnerie en Espagne. Franco voyait des francs-maçons partout: chez les républicains, bien entendu, mais aussi à l'ONU, dans l'entourage de don Juan de Bourbon et même au Vatican, après la mort de Pie XII !

5 On lui a même décerné le titre de premier journaliste d'Espagne, sans doute à cause des articles qu'il publiait sous un pseudonyme chaque fois qu'il croyait devoir préciser un aspect de sa politique. Il était particulièrement fier de ses

articles sur la franc-maçonnerie ; il aurait voulu les faire traduire en anglais pour ouvrir les yeux de l'opinion américaine. Ses représentants aux États-Unis l'en ont dissuadé.

6 Roi de tous les Espagnols; la formule irritait Franco. Pour en arriver là, ce n'était pas la peine d'avoir fait la guerre civile : « à ce compte-là, tous les vaincus, les séparatistes basques, les séparatistes catalans, les communistes, les anarchistes, les socialistes, la CNT, les républicains de toutes nuances, les terroristes aussi — pourquoi pas ? —, tous sont Espagnols », déclarait-il en 1962.

7 Un symbole pharaonique de ce manichéisme est toujours visible, à quelques kilomètres de l'Escorial. C'est le monument de la Vallée des morts (Valle de los Caídos) à la gloire de l'Espagne de la Croisade. La décision de le construire a été prise dès le 1er avril 1940. José Antonio Primo de Rivera et Franco sont enterrés dans le chœur.

8 Jusqu'en 1975, chaque bulletin d'information à la radio se termine par l'évocation de ceux qui sont « tombés pour Dieu et pour l'Espagne ».

9 Et aussi dans les organismes les plus divers. Seule l'Académie espagnole, par exemple, aura l'élégance d'attendre, pour les remplacer, qu'aient disparu ceux de ses membres qui en avaient été exclus en raison de leurs opinions.

10 L'exil des intellectuels frappe par son ampleur. Il convient d'observer que la plupart d'entre eux ont quitté l'Espagne dès 1936. C'est le cas des grands noms de l'université et des lettres : Claudio Sánchez Albornoz, Américo Castro, Pedro Salinas, Jorge Guillén, Montesinos, Menéndez Pidal, Juan Ramôn Jiménez, Ortega, Marañón... Ils ne se sentaient pas le cœur de participer à la guerre fratricide qui déchirait leur pays. La plupart, même quand ils en désapprouvaient certains aspects, se sentaient solidaires de la cause républicaine ; tout leur paraissait détestable chez les « nationaux ». Certains mettront un point d'honneur à ne pas rentrer du vivant de Franco; ils s'installeront à demeure aux États-Unis ou en Amérique latine où ils contribueront à la diffusion et à l'enrichissement de la culture espagnole ; c'est à eux qu'on doit, par exemple, la fondation de ce centre de recherches de haut niveau qu'est le Collège de Mexico. Cependant, tous les intellectuels qui s'étaient exilés n'étaient pas insensibles au combat de Franco. Azorin, par exemple, s'installe à Paris en octobre 1936; il rentre en Espagne à la fin de la guerre et reprend son activité de journaliste, comme si de rien n'était; il donne des gages : il fait l'éloge de José Antonio Primo de Rivera (« un maître pour les écrivains nationaux... ») dans le journal de la Phalange, Arriba. On dira qu'Azorin était réactionnaire. Que dire d'Ortega qui, en mai 1937, dans une revue anglaise, proteste contre l'attitude d'Einstein et d'autres intellectuels favorables à la république espagnole? Dans sa correspondance privée, entre 1937 et 1939, Ortega se montre plutôt favorable à Franco; en apprenant l'entrée des « nationaux » à Madrid, il envoie ce message à Marañón: « Télégramme de joie et de congratulations. » Il est vrai que ces prises de position ne sont pas rendues publiques. Après son retour dans l'Espagne franquiste, Ortega sera tenu à l'écart; il ne peut faire fonctionner que pendant deux ans (1948-1950) l'institut d'humanités où il tentait de reprendre l'enseignement de la philosophie, puisque l'université lui était désormais fermée.

11 C'est en application de ce texte que Julián Grimau, ancien commissaire politique dans l'armée républicaine, a été condamné à mort le 18 avril 1963 et exécuté deux jours plus tard.

12 Et aussi des aumôniers. En janvier 1941, la revue de l'Action catholique, Ecclesia, rapporte ces propos du directeur général des prisons : « Nulle réduction

de peine n'est accordée à ceux qui [...] n'ont pas acquis les principes élémentaires de notre religion. » Les détenus qui refusent d'assister aux cours de catéchisme, aux messes et aux communions sont considérés comme de fortes têtes.

13 Cette proportion s'élève à 41 % à Barcelone.

14 Il en créera trente-neuf au cours de son « règne ».

15 Message de Pie XII, le 16 avril 1939.

16 En général, Franco prend le premier nom de la liste ; au Vatican, on finit par s'en apercevoir ; on met alors systématiquement en tête le candidat qu'on veut voir nommer; c'est ainsi qu'un certain nombre d'évêques relativement indépendants du régime ont pu être nommés.

17 Depuis 1939, les prix ont augmenté deux fois plus que les salaires.

18 En 1960, plus de la moitié des habitants de Madrid n'y étaient pas nés.

19 Cf., dans Coto cerrado, le témoignage de J. Goytisolo sur l'université de Barcelone vers 1950; rares étaient les maîtres qui inspiraient du respect à leurs étudiants : L. G. de Valdeavellano et bientôt J. Vicens Vives.

20 Le 14 juin 1940, Franco a pris un acompte en occupant Tanger; il l'évacuera en septembre 1945, après la victoire des Alliés.

21 La Division bleue sera retirée du front le 26 septembre 1943 ; les soldats qui le souhaitent sont incorporés dans les SS.

22 Sur cette affaire, cf. les documents publiés par A. MARQUINA et G. L. OSPINA, España y los judíos en el siglo XX, Madrid, Espasa-Universidad, 1987, p. 191-205.

23 Le 26 février 1946, la France avait décidé de fermer la frontière à la suite de l'exécution de Cristino Garcia, républicain espagnol qui s'était battu dans les rangs de la Résistance française.

24 Fondé en 1928 par un prêtre aragonais, José Maria Escrivá de Balaguer, l'Opus Dei se définit comme un institut séculier de droit pontifical, approuvé comme tel par Pie XII en 1947. Il recrute des adhérents dans le monde entier, mais l'Espagne fournit de loin les plus gros effectifs. L'Opus propose à ses membres d'atteindre à la sainteté et à la perfection dans l'exercice de leur vie professionnelle. Il

a toujours entretenu le mystère sur ses objectifs, ce qui autorise toutes les spéculations : est-il un groupe de pression ? une franc-maçonnerie catholique ?

25 Pour Laureano Lôpez Rodó, maître d'oeuvre des plans de développement — en février 1962, il devient commissaire au développement économique et ministre en 1965 —, c'est seulement après avoir franchi le seuil des 2000 dollars de revenu moyen par habitant qu'on pourrait penser à démocratiser l'Espagne; il espérait bien qu'à ce moment-là le bien-être détournerait les Espagnols de la politique.

26 De 1954 à 1969, le nombre de tracteurs passe de 25 000 à près de 250 000.

27 Le plus connu est l'affaire Matesa, en 1969. La société Matesa de Pampelune (Maquinaria textil del norte de España) fabriquait des machines-outils pour l'industrie textile qu'elle vendait en

Europe et en Amérique. On découvrit que certaines filiales installées en Amérique latine étaient fictives ; Matesa les utilisait pour bénéficier des subventions à l'exportation.

28 En dix ans, la population de Madrid s'accroît d'un million d'habitants (presque trois millions deux cent mille en 1970).

29 Les émigrés ne dépassaient guère deux cent mille par an, en moyenne, jusqu'en 1961. Ces chiffres doublent dans les années suivantes jusqu'en 1973, date à laquelle le mouvement se tarit.

30 On évalue à moins de trois cent millions de dollars les rentrées de devises dues au tourisme en 1960, à plus d'un milliard cinq ans plus tard.

31 Près d'un million de logements entre 1961 et 1968.

32 Moins de 2 % de la population en 1968.

33 En 1962, la première de la pièce de Lauro Olmo, La Camisa (La chemise), d'abord interdite, prend l'allure d'une manifestation politique d'opposition. La pièce met en scène la situation des ouvriers espagnols contraints à s'expatrier.

34 Le peintre Arroyo prend comme sujet d'un tableau l'assassinat du commissaire Manzanas, exécuté par l'ETA en 1968.

35 La « capucinade »de Barcelone, en 1966, en fournit un exemple significatif. Des universitaires s'étaient réunis dans un couvent de capucins, croyant ainsi tromper la vigilance de la police ou l'intimider. Ils avaient tort. La police cerne le couvent, coupe le téléphone et toute communication avec l'extérieur. Le 11 mars, comme les moines refusent de livrer leurs hôtes, la police pénètre dans le couvent, en fait sortir les occupants et procède à des arrestations.

36 En août 1945, José Giral avait formé, en France, un gouvernement républicain en exil, avec l'espoir que la pression des Alliés viendrait à bout du régime. Rodolfo Llopis, un socialiste modéré, lui avait succédé en janvier 1947, précisément pour préparer un rapprochement avec les monarchistes. Puis, le découragement avait saisi les républicains de l'exil. Dans les années 1960, l'historien Claudio Sánchez Albornoz avait tenu à prendre la tête du gouvernement afin de maintenir envers et contre tout la légalité républicaine face au régime issu du soulèvement militaire.

37 L'hostilité des phalangistes s'exprimait périodiquement par des affrontements violents avec les monarchistes. Lors d'une manifestation à l'Escorial, en novembre 1965, on put entendre ce cri poussé par un membre de la garde d'honneur de Franco : « Nous ne voulons pas d'un roi idiot », allusion peu amène à don Juan Carlos.

38 « Todo ha quedado atado y bien atado. »

CHAPITRE IX

L'Espagne démocratique (1975-1996)

La transition

Au lendemain de la mort de Franco, Juan Carlos est proclamé roi conformément à la loi de succession du 28 juillet 1969; il jure de rester fidèle aux lois fondamentales du franquisme et aux principes du Mouvement. Il se présente ainsi comme l'héritier de Franco qui a surveillé sa formation et qui l'a imposé comme son successeur. La solution est-elle viable ? Beaucoup en doutent. L'opposition tient Juan Carlos pour une marionnette. L'attitude du bunker la renforce dans cette conviction. À l'extrême droite, Blas Piñar le rappelle avec force : il ne s'agit pas d'une restauration, mais de l'instauration d'une monarchie franquiste qui repose sur une idéologie, la victoire des « nationaux » lors de la guerre civile ; on reprend volontiers la formule de Franco : « Tout est ficelé et bien ficelé », pour en conclure que le nouveau roi sera l'otage des franquistes intransigeants. Beaucoup de monarchistes gardent l'espoir d'installer sur le trône son père, le comte de Barcelone, lequel, en effet, ne dit mot; il ne renoncera à ses droits à la couronne en faveur de son fils que le 14 mai 1977. C'est compter sans deux éléments : l'évolution de la société espagnole et la personnalité de Juan Carlos.

L'Espagne a changé. Elle est devenue une nation moderne qui aspire à s'intégrer à l'Europe dont elle a adopté le mode de vie. C'est une nation jeune; la moitié de ses habitants sont nés après 1939. La population est passée de vingt-quatre millions d'habitants en 1946 à presque quarante millions en 1980. Cette progression démographique est sans précédent; elle s'est faite en dépit des pertes occasionnées par la guerre civile et ses conséquences et de la forte émigration des années 1960. Les querelles

d'antan paraissent d'un autre âge et cela se comprend: qu'y a-t-il de commun entre l'Espagne de 1975 et celle de 1939? Le pays ravagé, privé de presque tout, s'est profondément transformé. L'abîme qui séparait le monde urbain et le monde rural n'existe plus. Dans le moindre village, on trouve maintenant des foyers équipés du téléphone, de la télévision, d'appareils électroménagers; les voitures particulières se sont multipliées; les enfants vont à l'école - l'analphabétisme a presque complètement disparu -, au collège et même, de plus en plus, à l'université. Les jeunes fréquentent les discothèques et boivent du Coca-Cola. Leurs parents ne rêvent plus du partage ou de la collectivisation des terres; leur objectif est de conserver - ou de trouver - un emploi stable et bien rémunéré dans l'une de ces exploitations où l'on cherche à accroître la rentabilité et la productivité afin de vendre plus sur le marché national ou d'exporter. Dans les villes, les transformations ne sont pas de moindre ampleur. Au lieu d'être concentrée dans quelques régions périphériques, l'industrie s'est répandue dans toute la péninsule. Le secteur tertiaire - services, commerces - a considérablement grossi. Le nombre de cadres dans les entreprises industrielles et commerciales s'est multiplié. Les administrations publiques ont recruté beaucoup de fonctionnaires, formés dans des universités qui connaissent le même développement et les mêmes problèmes que celles des pays voisins: afflux d'étudiants, manque de locaux, nécessité d'étoffer le corps enseignant, difficulté à trouver des débouchés... Ce n'est pas que tout aille bien dans l'Espagne de 1975. Elle aussi est touchée par la crise et le choc pétrolier, mais ses problèmes sont analogues à ceux que rencontrent d'autres pays développés. L'Espagne sait qu'elle ne s'en tirera pas seule. L'intégration dans les institutions communautaires de l'Europe apparaît sinon comme la solution, du moins comme un atout à ne pas négliger. Cette Espagne-là est déjà, en fait, ancrée en Europe. Il n'y a que son régime anachronique qui la distingue des autres pays. En 1975, les institutions retardent sur l'évolution sociale et sur les mœurs. Il faudra bien les actualiser, maintenant que le fondateur du régime n'est plus là pour veiller à leur maintien.

Juan Carlos en est conscient. Il engage alors une partie difficile. Son installation définitive sur le trône d'Espagne se joue dans les mois qui suivent la mort de Franco. Saura-t-il s'émanciper du régime franquiste et s'imposer comme le roi de tous les Espagnols? Le petit-fils d'Alphonse XIII

est né en 1938. Il fait ses études en Espagne, à la demande de Franco et avec l'accord de son père. Il a fréquenté toutes les écoles militaires, ce qui lui a permis de connaître beaucoup de jeunes officiers et de se faire accepter par les anciens. En 1962, il a épousé la princesse Sophie de Grèce. Le couple vit dans le petit palais de la Zarzuela, à proximité de Madrid et du Pardo, résidence du caudillo. Juan Carlos s'est rendu à plusieurs reprises à l'étranger, en Allemagne, aux États-Unis ; les déclarations qu'il y a faites sur la nécessité d'introduire plus de démocratie en Espagne ont été jugées plutôt encourageantes ; elles n'ont pas éveillé la méfiance de Franco. C'est toute l'ambiguïté de Juan Carlos entre le moment où il a été déclaré successeur, en 1969, et celui où il monte sur le trône. Il ne veut ni ne peut se couper du caudillo; ce serait un suicide politique. Il lui faut aussi faire comprendre à son père qu'il est le seul en mesure de ramener les Bourbons[1]. Il sait que l'opposition ne lui fait pas confiance et le tient en piètre estime. Seuls quelques intimes connaissent ses pensées et ses intentions. Pour la plupart des Espagnols, Juan Carlos est presque un inconnu. À lire l'ouvrage de Tusell, on mesure ce qu'a dû être l'isolement du prince au cours de ces années d'attente, les avanies qu'il a subies de la part de la garde rapprochée de Franco - malgré sa qualité de successeur, on le tient à l'écart des problèmes politiques -, l'amertume qui a été la sienne devant le scepticisme de l'opposition qui mettait en doute ses capacités. Nous savons maintenant que ces années ont été l'occasion de s'informer, de réfléchir et de préparer l'avenir, mais les Espagnols, eux, l'ignoraient; ils ne voyaient en Juan Carlos que l'exécuteur testamentaire de Franco. Toutes choses égales d'ailleurs, le Juan Carlos de cette période fait penser à Isabelle la Catholique avant 1474. Comme elle, Juan Carlos a fait preuve d'une étonnante capacité de dissimulation pour ne rien laisser deviner de ses intentions futures, afin de ne pas se créer d'adversaires avant d'être en mesure d'imposer son autorité. Juan Carlos a été le catalyseur du changement. Il a eu le mérite de capter les aspirations profondes de la société espagnole et la volonté de les satisfaire le plus rapidement possible.

Le plan de Juan Carlos est simple, mais d'une application délicate. Il consiste à instaurer la démocratie en Espagne sans manquer au serment prononcé en 1969 et renouvelé, lors de la cérémonie d'investiture : rester dans le cadre des institutions franquistes. Ce sera une révolution, mais sans

rupture. Tout se fera dans le cadre légal hérité de Franco. L'opération se déroulera en trois temps. Il s'agit d'abord de se débarrasser du président du gouvernement en exercice, Carlos Arias Navarro, puis de lui trouver un successeur décidé à s'engager dans la direction souhaitée et, enfin, de demander aux Cortès franquistes d'approuver la réforme politique. Juan Carlos, qui ne veut pas sortir de la légalité existante, doit compter avec les règles et les institutions du franquisme :

> il ne peut pas renvoyer Arias Navarro, qui, nommé le 31 janvier 1974, devrait théoriquement rester en fonction jusqu'en 1979. Tout ce que le roi peut espérer, c'est le convaincre de démissionner, mais il n'a aucun moyen de l'y contraindre.
>
> la nomination d'un nouveau président du gouvernement st soumise à une procédure stricte : le roi doit le désigner parmi trois candidats - la terna - que lui propose le Conseil du royaume :
>
> la réforme politique doit être approuvée par les Cortès.

Le Conseil du royaume et les Cortès sont, bien entendu, composés en majorité de franquistes et le bunkery est bien représenté, mais ces deux institutions sont présidées par Torcuato Fernández-Miranda, l'un des très rares hommes politiques que Juan Carlos a mis au courant de ses intentions et qui est prêt à le soutenir. Excellent juriste, Torcuato Fernández-Miranda connaît tous les détours et toutes les ressources de procédure de la « constitution » franquiste ; son rôle va être déterminant dans le processus de la transition.

Le roi doit d'abord lever l'hypothèque Arias Navarro qui s'identifie entièrement au passé. Cela prend six mois. Arias a eu l'habileté de s'entourer de quelques ministres qui passent pour acquis à des réformes et à une ouverture en direction de l'opposition: Manuel Fraga Iribarne, un franquiste qui a pris quelque distance à l'égard du bunker, et surtout le ministre des Affaires étrangères, Areilza, qui a la réputation d'un libéral et qui est l'espoir des réformateurs. Le premier gouvernement de la monarchie déçoit. La façon dont il réprime les grèves dans le pays Basque, en janvier 1976, et surtout la mort de cinq manifestants à Vitoria, en mars, confirment l'impression qu'on a affaire à un gouvernement dans la ligne des précédents. L'opposition n'hésite pas ; elle dit non à un roi imposé, à un roi franquiste.

En mars 1976, cette opposition présente un front uni, la Coordination démocratique, née de la fusion de deux coalitions rivales: d'une part, la Junte démocratique qui, depuis juillet 1974, regroupait les communistes de Santiago Carrillo, le petit parti socialiste populaire de Tierno Galván et des monarchistes libéraux, tels Rafael Calvo Serer; d'autre part, la Plate-forme de convergence démocratique, formée par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et les démocrates chrétiens. La Coordination souhaite une « rupture démocratique », mais elle se contenterait d'une rupture négociée (ruptura pactada) pour mettre en place une démocratie véritable. Arias Navarro ne l'entend pas ainsi. Il a bien fait voter, le 14 juin, une loi qui reconnaît le droit de créer des associations politiques, c'est-à-dire, en fait, des partis, en dehors des cadres du Mouvement, mais, pour être légalisés, ces partis doivent se conformer au code pénal en vigueur. Les franquistes, majoritaires aux Cortès, se résignent à réviser le code pénal, mais ils prennent leurs précautions. Ils veulent bien qu'on légalise le parti socialiste, par exemple, mais pas le parti communiste. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la nouvelle rédaction introduite dans le code pénal : pour être susceptibles de légalisation, les partis devront faire la preuve qu'ils ne font pas allégeance à une puissance étrangère. En ce qui concerne la réforme politique - c'est l'euphémisme dont on use pour désigner le rétablissement de la démocratie -, les Cortès maintiennent leur intransigeance; elles ne sont pas prêtes à aller très loin dans cette direction et Arias Navarro est dans les mêmes dispositions. Il entend rester fidèle, pour l'essentiel, au franquisme.

Le 2 juin 1976, Juan Carlos, en visite officielle aux États-Unis, prononce, devant la Chambre des représentants et le Sénat réunis, un discours qui se veut rassurant: la couronne n'entend pas établir de discriminations entre les Espagnols ; les libertés civiles seront garanties, la démocratie rétablie. La phrase la plus importante du discours est celle qui évoque l'« accès au pouvoir, dans l'ordre, des différentes alternatives de gouvernement, selon la volonté du peuple librement exprimée ». Malgré ces promesses, l'opposition se fait de plus en plus pressante. Si le roi ne veut pas être débordé, il est urgent qu'il mette en route le plan arrêté avec Torcuato Fernández-Miranda. Le 1er juillet 1976, il demande à Arias Navarro — qui ne fait aucune difficulté - de démissionner.

Sans plus attendre, on passe à la deuxième phase. Le Conseil du royaume est invité à établir une liste de trois noms dans laquelle le roi choisira le nouveau président du gouvernement; il faut y inclure celui d'Adolfo Suárez, l'homme à qui Juan Carlos pense pour conduire le changement. C'est ici qu'intervient Torcuato Fernández-Miranda. Sans rien faire qui puisse ressembler à une pression, celui-ci s'arrange pour que, dans la liste établie par les conseillers, figure Adolfo Suárez. La majorité des seize membres du Conseil du royaume est surtout soucieuse de barrer la route à Areilza, le monarchiste libéral, et à Fraga Iribarne qui, selon elle, a trahi. Suárez est jeune - il a quarante-trois ans -; il n'a pas d'expérience politique ; personne ne se doute qu'il a la confiance du roi; en votant pour lui, la majorité du Conseil croit donner plus de chances à deux autres candidats qui ont ses préférences : le démocrate-chrétien Silva Muñoz et Lôpez Bravo, proche de l'Opus Dei. Une fois le résultat acquis, Torcuato Fernández-Miranda lève la séance par ces mots ambigus: je suis maintenant en mesure d'apporter au roi «ce qu'il m'a demandé [2]». Le soir même — 3 juillet 1976 -, Adolfo Suárez est nommé président du Conseil. La nouvelle surprend tout le monde, la classe politique comme l'opinion. La droite est stupéfaite; elle attendait Fraga. L'opposition antifranquiste se serait résignée à Areilza; elle est atterrée par la désignation d'Adolfo Suárez, un apparatchik du Mouvement, qui, pour cette raison, rassure les phalangistes — il a été gouverneur civil de Ségovie, directeur de la radio et de la télévision et secrétaire général du Mouvement dans le gouvernement Arias Navarro -, mais inquiète tous les autres; on y voit un retour en arrière; c'est pire qu'avec Arias Navarro, pense-t-on. La composition du gouvernement confirme cette mauvaise impression. Avant qu'on leur demande quoi que ce soit, Areilza et Fraga Iribarne ont fait savoir qu'ils n'entreront pas dans le nouveau cabinet. Celui-ci ne comprend aucune personnalité en vue. La Bourse de Madrid baisse. La presse ironise; elle parle d'«une équipe de troisième division ou d'un gouvernement d'assistants[3]»; elle n'a pas tout à fait tort: ces hommes deviennent ministres à un âge où ils auraient dû se contenter d'un sous-secrétariat d'État. C'est précisément cette inexpérience qui fait la force du nouveau gouvernement. Les ministres appartiennent à la même génération que Juan Carlos; ils ont, comme lui, la volonté d'être de leur temps et d'adapter les institutions à la situation réelle du pays. Ils sont à l'image de leur chef, Adolfo Suárez, qui, depuis des mois, se prépare à être le maître

d'oeuvre de la transition. Les observateurs n'avaient attaché aucun intérêt à quelque chose d'insolite. Trois semaines auparavant, le 9 juin, ce n'est ni le président du gouvernement — Arias Navarro— ni le ministre de l'Intérieur — Fraga — qui avaient présenté, devant les Cortès franquistes, le projet de loi sur les partis politiques, mais le ministre-secrétaire général du Mouvement, Adolfo Suárez. À cette occasion, ce dernier avait prononcé un discours qui aurait dû étonner, mais qui ne devait prendre toute sa signification qu'en juillet. Se référant à l'intervention récente de Juan Carlos devant le Congrès de Washington, Suárez avait parlé de la nécessité de reconnaître le pluralisme: dans l'Espagne de 1976 existent déjà des forces politiques organisées — qu'on les appelle partis ou de quelque autre nom -; on ne peut pas les ignorer. Suárez avait encore évoqué l'urgence de légaliser les droits de réunion, d'expression, d'association et de manifestation; il avait parlé de créer une chambre élue au suffrage universel chargée de se faire l'interprète du pays : ce n'est qu'après l'élection d'une telle assemblée que le gouvernement disposerait d'interlocuteurs valables afin de savoir ce que veut réellement le peuple et qui peut être bien éloigné de ce que pensent les membres des Cortès franquistes. Adolfo Suárez n'est ni un arriviste ni un pantin manipulé par Torcuato Fernández-Miranda, comme l'en ont accusé ses adversaires, mais un homme d'une grande finesse politique, comme la suite des événements le montre. Il est bien représentatif de l'Espagne de son temps qui souhaite entrer dans la voie de la démocratie sans pour autant renier le passé immédiat. Il se voit confier la tâche de fonder la démocratie à partir de la législation franquiste, en respectant formellement l'assemblage que le caudillo a mis au point précisément pour empêcher toute déviation par rapport au Mouvement. Suárez s'acquitte brillamment de sa mission. En moins d'un an, il vide le régime de son contenu et met en place une monarchie démocratique, cela avec l'assentiment des institutions franquistes.

Suárez fait des déclarations qui devraient rassurer l'opposition démocratique. Il déclare que la souveraineté appartient au peuple — ce n'était pas évident pour tout le monde -; il parle de mettre en place un gouvernement représentatif; il annonce une amnistie partielle et la préparation d'une réforme politique ; il s'engage à organiser des élections générales au suffrage universel avant le 30 juin 1977. Le 30 juillet, il

proclame en effet une amnistie dont sont exclus les membres de l'organisation basque ETA poursuivis pour actes de terrorisme. Les professeurs Aranguren, Garcia Calvo et Tierno Galván sont réintégrés dans l'université, onze ans après en avoir été chassés par Franco. Des centaines de militants politiques et syndicalistes retrouvent la liberté. Cela ne suffit pas à convaincre l'opposition qui continue à douter; les bénéficiaires de l'amnistie craignent de se retrouver en prison puisqu'ils font partie d'organisations encore illégales. L'opposition reste ferme sur ses positions. Le 10 septembre, Suárez confirme son intention de rendre la parole au peuple, seul dépositaire de la souveraineté nationale. Le lendemain, 11 septembre, il autorise les Catalans à célébrer leur fête « nationale », la Diada. Pour la première fois depuis 1939, le drapeau catalan, la senyera, flotte dans les rues et un jeune militant régionaliste, Miquel Roca, prend la parole, en catalan, devant ses compatriotes venus par milliers réclamer la liberté pour leur peuple. Rien n'y fait. L'opposition reste sur ses gardes. La Coordination démocratique se méfie d'un gouvernement qu'elle juge incapable, par son origine et par sa composition, de répondre à l'attente du pays. Elle exige l'ouverture d'un autre processus: formation d'un gouvernement provisoire et élection d'une assemblée constituante qui aura à décider de la forme du régime - République ou monarchie. Selon elle, la mise en place d'institutions démocratiques suppose non des aménagements, mais une rupture avec le passé. Or, s'il veut réussir, Suárez doit emprunter des voies détournées, sous peine de voir se dresser contre lui les franquistes, bien installés dans l'appareil d'État. Il refuse de recevoir les délégués de la Coordination, mais il a une série d'entretiens privés avec les dirigeants de gauche, notamment Raúl Morodo pour le parti socialiste populaire et Felipe González pour le PSOE. Grâce à des intermédiaires, il noue des contacts discrets avec le secrétaire général du parti communiste, Santiago Carrillo.

Le 8 septembre, Suárez réunit les chefs principaux de l'armée pour leur exposer les grandes lignes de la réforme envisagée: élection au suffrage universel de deux chambres - un congrès des députés et un sénat -; il n'est pas dit que ces assemblées seront constituantes, mais cela ne fait de doute pour personne. Les officiers semblent convaincus; ils exigent seulement que le parti communiste ne soit pas légalisé; Suárez leur en a-t-il fait la promesse? On ne sait. Le ministre de la Marine, un amiral, démissionne du

gouvernement pour ne pas avoir à cautionner le projet; il est remplacé par un amiral de réserve après le refus d'autres officiers en activité. Le 8 octobre 1976, le conseil national du Mouvement approuve la réforme; treize représentants seulement votent contre; six s'abstiennent. Le plus dur reste à faire: obtenir l'accord des Cortès franquistes. À la mi-novembre, les Cortès s'inclinent à une forte majorité : quatre cent vingt-cinq voix pour, cinquante-neuf contre, treize abstentions. Un an après la mort de Franco, on a du mal à comprendre ce suicide politique. On peut l'expliquer en partie par la passivité d'une institution habituée à voter sans discuter ce qu'on lui propose, mais on doit surtout relever l'intelligence de Suárez, soutenu par le président des Cortès, Torcuato Fernández Miranda. Suárez annonce que la réforme sera soumise à référendum. Les franquistes ne décolèrent pas. Ils rassemblent beaucoup de monde pour le premier anniversaire de la mort du caudillo; on entend des cris comme: « Suárez, démission[4]! »L'opposition est frustrée. Rien ne se passe comme elle l'avait imaginé. Le gouvernement la place dans une situation embarrassante: elle ne peut pas s'opposer à un projet qui, sur le fond, lui donne satisfaction; elle ne veut pas approuver un processus qui n'a pas été négocié et qui consacre la forme monarchique de l'Espagne nouvelle; elle choisit de s'abstenir... en espérant que le peuple votera oui [5]. Le 15 décembre 1976, 94 % des votants ratifient la loi de réforme politique; la participation a été de 77,7 %. Conformément à ce texte, Suárez fait adopter immédiatement la loi d'association politique —qui autorise la constitution de partis -, la loi électorale — scrutin de liste sans panachage avec représentation proportionnelle corrigée pour donner une prime aux listes arrivées en tête — et la loi d'association syndicale qui met fin au monopole des syndicaux verticaux du franquisme. Il supprime par décret le tribunal de l'ordre public qui s'était distingué par sa rigueur dans la répression. Suárez se rend aussi à Barcelone et il prononce les phrases que les Catalans attendaient: la reconnaissance de la personnalité catalane et le droit du catalan à devenir langue officielle en Catalogne.

Le référendum bouleverse tous les plans de l'opposition. Le peuple s'est prononcé. Des élections auront lieu pour désigner des assemblées qui seront chargées de rédiger une constitution, et cela dans le cadre de la monarchie. L'idée d'une rupture démocratique est abandonnée. Suárez a gagné et, avec lui, Juan Carlos. Il accepte maintenant, en janvier, de recevoir les délégués

de la Coordination démocratique, la commission dite des Neuf qui comprend des représentants de toutes les tendances à l'exception du parti communiste, mais ces conversations n'ont plus grand intérêt. Les partis, désormais, jouent chacun pour soi; il s'agit d'obtenir le plus de sièges possible dans la future assemblée. Les uns après les autres, ils déposent leurs statuts pour se conformer à la loi. Pour la plupart d'entre eux, il n'y a pas de problème; le PSOE se résigne — provisoirement — à la monarchie. Reste le parti communiste. Il lui faut faire vite s'il ne veut pas être marginalisé.

Quelques jours avant le référendum, du 5 au 8 décembre, le PSOE, encore illégal, avait frappé un grand coup en organisant, à Madrid, son XXVIIe congrès. Felipe González était apparu à la tribune, entouré par les chefs des partis frères : Willy Brandt, prix Nobel de la paix, Olof Palme, Pietro Nenni, François Mitterrand... C'était montrer que le PSOE avait l'appui de l'opinion internationale et c'était faire publiquement acte de candidature pour l'avenir: les socialistes avaient vocation à gouverner. Le gouvernement avait laissé faire. Le PSOE avait désormais droit de cité. Il fut légalisé quelques semaines plus tard. Le Parti communiste ne pouvait pas ne pas rappeler qu'il fallait aussi compter avec lui. Le 10 décembre, son secrétaire général, Santiago Carrillo, rentré clandestinement en février, donne une conférence de presse en plein centre de Madrid. C'est au tour du gouvernement d'être mis dans l'embarras; il doit réagir sous peine de sombrer dans le ridicule. Carrillo est arrêté le 22 décembre. Que faire de lui? Il est plus encombrant en prison que dans la clandestinité. L'expulser? Il ne manquera pas de revenir et tout sera à recommencer. Le 30 décembre, Carrillo est libéré sous caution. On va vers la légalisation du parti communiste, ce qui fait horreur aux franquistes, toujours nombreux dans l'appareil d'État, et ce qui choque l'armée. Le 24 janvier 1977, un groupe d'extrême droite fait irruption dans un appartement situé au coeur de la capitale et assassine, à coups de pistolets, cinq avocats communistes, spécialisés dans la défense des ouvriers. Le parti communiste ne cède pas à la provocation. L'enterrement des victimes lui donne l'occasion, au contraire, de montrer sa force et son sens des responsabilités. Ils sont des milliers à défiler, le poing levé, derrière des drapeaux rouges qu'on n'avait plus vus en Espagne depuis avril 1939. Pas de discours, pas de cris; un

silence impressionnant. Pas d'incidents, non plus; le service d'ordre veille. Ceux qui doutaient encore sont convaincus; par la dignité dont il fait preuve dans cette circonstance, le parti communiste a gagné l'estime de l'opinion.

Les pourparlers en vue de sa légalisation commencent dans la discrétion la plus grande. Suárez rencontre secrètement Carrillo: il est disposé à légaliser le parti communiste, mais cela peut prendre du temps. En attendant, il demande à son interlocuteur de faire preuve de patience et de modération et aussi de donner des gages. Carrillo comprend ce langage, mais il maintient la pression. Il tient une réunion publique, entouré d'Enrico Berlinguer et de Georges Marchais; c'est la réplique au congrès du PSOE; il s'agit de montrer que les communistes espagnols ne sont pas isolés en Europe. En même temps, Carrillo laisse entendre qu'il ne fait pas d'objection à la monarchie: ce qui importe, c'est le contenu, non la forme du régime. Il demande officiellement la légalisation de son parti et dépose ses statuts au ministère de l'Intérieur qui les soumet pour avis au Tribunal suprême. Comparés à ceux du PSOE, ces statuts sont d'une modération surprenante; ils ne contiennent rien qui soit contraire aux dispositions du code pénal. Le Tribunal suprême, néanmoins, se déclare incompétent. La décision est politique; elle relève du gouvernement. Le 9 avril 1977, Suárez franchit le pas; il légalise le parti communiste. Seuls quelques ministres avaient été mis dans le secret, dont le général Gutiérrez Mellado qui devait informer les militaires, membres du cabinet, et les préparer. Ceux-ci manifestent avec éclat leur mauvaise humeur; ils prétendent avoir appris la nouvelle par les journaux et ils publient une déclaration menaçante: l'armée ne tolérera pas qu'on porte atteinte à l'ordre public, à la monarchie et à l'unité de la nation. De son côté, le parti communiste s'abstient de tout triomphalisme et se fait rassurant. Il tient une réunion publique où l'on voit Carrillo, à la tribune, entouré de deux drapeaux: le drapeau rouge des communistes et le drapeau rouge et jaune de la monarchie. Les nostalgiques du franquisme enragent; les chefs de l'armée ont le sentiment d'avoir été floués, mais ils s'inclinent. La légalisation du parti communiste s'accompagne de gestes spectaculaires tels que le retour d'exil de personnalités républicaines. En avril 1976, déjà, était rentré le professeur Claudio Sánchez-Albornoz qui avait juré de ne jamais revenir en Espagne tant que durerait la dictature et qui avait tenu à se faire élire président de la

République en exil au moment où plus personne n'y croyait [6]. En avril et en mai 1977, Dolores Ibárruri - la Pasionaria —, le poète Rafael Alberti, la dirigeante anarchiste Federica Montseny et d'autres reviennent dans leur patrie.

Les élections ont été fixées au 15 juin 1977. Elles se dérouleront au scrutin de liste sans panachage, à la représentation proportionnelle corrigée. Cent cinquante-huit partis politiques ont été légalisés et briguent les suffrages! Par son attitude quand Suárez a été nommé à la tête du gouvernement, Fraga Iribarne s'est trouvé rejeté vers la droite; il forme une Alliance populaire où se retrouvent beaucoup d'anciens franquistes. Un Centre démocratique se constitue, en janvier 1977, avec des libéraux et des sociaux-démocrates; Adolfo Suárez le rejoint et en devient tout naturellement le chef[7]; le mouvement prend le nom d'Union du centre démocratique (UCD). À gauche, se détachent le PSOE de Felipe González, le Parti socialiste populaire de Tierno Galván et le Parti communiste. La participation électorale est de 80 %. L'UCD obtient 34 % des voix et 165 sièges, le PSOE 29 % et 118 sièges, le PC 9,5 % et 20 sièges, l'Alliance populaire 8,1 % et 16 sièges. 1,5 % seulement des suffrages exprimés se sont portés sur la Démocratie-chrétienne qui n'a aucun élu. Les groupes qui se réclamaient ouvertement du franquisme n'ont eu aucun succès. Celui-ci est définitivement mort le 15 juin 1977. Ce qui frappe, c'est l'analogie avec les dernières élections libres qui s'étaient déroulées en Espagne, celles de 1936 qui avaient vu la victoire du Front populaire: le rapport droite — gauche est inchangé; la carte électorale est la même. Le mode de scrutin— proportionnelle avec prime aux listes majoritaires — a permis la constitution de deux groupes parlementaires dominants, l'UCD et le PSOE.

Après les élections, Suárez remanie son gouvernement qui comprend maintenant d'anciens membres du Mouvement, des démocrates-chrétiens, des sociaux-démocrates et le général Gutiérrez Mellado. Trois problèmes retiennent son attention au moment où le Parlement s'apprête à mettre en chantier la constitution: l'amnistie, les rapports avec les syndicats, la question des autonomies. Les trois sont déterminants pour rétablir la confiance et créer un climat politique et social favorable; il s'agit d'éviter que, dans cette étape décisive, les débuts du régime nouveau ne soient assombris par des querelles et des conflits.

La loi d'amnistie générale est votée le 14 octobre 1977. Elle rend caduques toutes les peines prononcées depuis 1939 pour délits politiques ou délits d'opinion. Sont réintégrés dans leur administration d'origine les fonctionnaires qui en ont été chassés en 1939. La mesure est symbolique: ils sont très peu nombreux, les membres du corps enseignant, les diplomates en âge de reprendre leur poste, mais elle a une portée psychologique considérable. Les exilés rentrent la tête haute, à la différence de ceux qui avaient bénéficié des grâces partielles de Franco et qui devaient subir en silence les sarcasmes des phalangistes. La page est tournée; il n'y a plus de «rouges» et de «nationaux », mais des Espagnols égaux en droit et en dignité. Juan Carlos a tenu sa promesse: il est le roi de tous les Espagnols. La visite qu'il tient à rendre, à Mexico, à la veuve de l'ancien président de la République, Manuel Azaña, est l'hommage de l'Espagne nouvelle à l'Espagne républicaine.

À ses débuts, en 1931, la République avait eu à affronter une conjoncture difficile; elle avait dû faire face à des conflits sociaux qui s'étaient accompagnés de manifestations violentes. La situation de 1977 n'est pas moins délicate; des grévistes et des manifestants ont été tués en janvier-février 1976. L'agitation sociale risque de provoquer de nouvelles tensions et des divisions, peu compatibles avec la sérénité du débat constitutionnel. Pour y remédier, Suárez négocie avec le parti communiste les accords connus sous le nom de pacte de la Moncloa[8], auquel se rallie le PSOE et que le Congrès des députés ratifie, le 3 octobre, presque à l'unanimité [9]. Le pacte prévoit de réduire de 10 % les dépenses budgétaires, de ramener le taux d'inflation à 15 % et de bloquer les salaires.

Les revendications autonomistes avaient repris, dans les dernières années du franquisme, en Catalogne et dans le pays Basque. Le gouvernement Suárez s'était engagé à en tenir compte. Les députés basques et catalans commencent à se réunir pour élaborer des projets de statut. Pour éviter toute surenchère, Suárez prend une initiative hardie. Il s'adresse directement aux chefs de l'ancien gouvernement basque et de l'ancienne Généralité de Catalogne, tous deux en exil, et leur propose de rétablir dès maintenant les institutions qu'ils incarnent, leur conférant ainsi une légitimité que Franco leur a refusée. Le Catalan Josep Tarradellas accepte immédiatement. Un décret-loi du 29 septembre 1977 rétablit la Généralité de Catalogne.

Tarradellas rentre d'exil et, le 23 octobre, s'installe solennellement à Barcelone où il forme un conseil exécutif de large union. Les catalanistes de l'intérieur auraient préféré avoir leur mot à dire, mais il leur est difficile de protester contre une décision qui marque le retour à la situation de 1939. Tarradellas reçoit un accueil enthousiaste. Suârez a moins de chance avec le pays Basque où les attentats de l'ETA entretiennent la tension. Le chef du gouvernement basque en exil, Leizaola, préfère laisser la parole aux élus. C'est seulement le 17 novembre 1978 qu'est formé un conseil général basque dont la présidence revient à un socialiste, puisque le PSOE a obtenu le plus de voix lors des élections du 15 juin. On dit que la transition du franquisme à la démocratie s'est faite sans violer les règles établies par l'Ancien Régime; ce sont les organismes mis en place sous Franco qui ont accepté la création d'un ordre démocratique; il n'y a pas eu de rupture, comme le demandait l'opposition. C'est vrai, mais à une exception près: l'autonomie de la Catalogne. Là, il y a eu violation manifeste de la légalité franquiste et rupture. Suárez a anticipé sur le vote de la constitution en rétablissant la Généralité et en reconnaissant la légitimité de Tarradellas, successeur de Companys que Franco avait fait fusiller.

La transition espagnole est donnée comme exemplaire. Elle a permis de passer sans drame d'un régime autoritaire à la démocratie. On s'accorde à la caractériser par trois traits.

Elle a été menée par le pouvoir en place et par les hommes qui l'incarnaient, le roi Juan Carlos et le chef du gouvernement Adolfo Suárez, agissant en accord parfait. On ne saurait trop insister sur le rôle de ces deux personnalités dans le succès d'un processus extrêmement délicat à maîtriser. Juan Carlos a gagné rapidement l'estime des Espagnols qui ont cessé de voir en lui le successeur désigné par Franco. Il n'a pas quitté la résidence de la Zarzuela qui lui avait été assignée depuis 1969; le palais royal de Madrid [10]ne sert que pour les cérémonies officielles: accueil de chefs d'État, remise des lettres de créances par les ambassadeurs, conférences internationales, etc. En se situant au-dessus des partis et en se présentant comme le garant de l'unité nationale et comme l'incarnation d'une communauté historique qui s'accommode de l'existence de cultures régionales, Juan Carlos a réconcilié la nation et la monarchie, ce que n'avait pas su faire Alphonse XIII [11]. La reine Sophie a beaucoup contribué aussi à créer l'image d'une monarchie

démocratique par le rôle qu'elle joue dans la vie culturelle du pays. Quant à Suárez, on admire la façon dont il a conduit le changement. Il a fait preuve d'autorité, de fermeté et de souplesse tout à la fois. Il a pris des risques aussi — qu'on pense à la légalisation du parti communiste. Il a rempli la mission que le roi lui avait confiée: établir la démocratie en Espagne.

Des manifestations de masse ont maintenu la pression sur le gouvernement pour réclamer l'amnistie et les libertés publiques, mais il n'y a pas eu de débordements. Le peuple espagnol s'en est remis à des organisations — syndicats et partis — qui n'avaient pas toutes reçu — et pour cause!— de consécration démocratique, mais n'en étaient pas moins représentatives de l'état de l'opinion. Il leur a fait confiance pour mettre les institutions en harmonie avec la situation réelle du pays. Le franquisme était mort bien avant Franco. La preuve en est que, dans toutes les élections qui ont eu lieu depuis 1977, ceux qui se réclament de lui ou de l'extrême droite autoritaire n'ont jamais pu obtenir plus de 2 % des voix. Il n'y a rien de comparable, en Espagne, au Front national français.

Enfin, la transition espagnole s'est voulue consensuelle. D'un commun accord, les partis ont choisi d'enterrer le passé. Les vainqueurs de 1939 ont compris qu'une époque était close; ils ont accepté le retour des anciens vaincus. Les victimes n'ont pas crié vengeance; elles n'ont pas demandé réparation. Il n'y a pas eu de règlement de comptes, ni d'épuration, ni dans l'armée, ni dans la police, ni dans l'administration. Vingt ans après, certains le regrettent. À l'époque, c'était sans doute le prix à payer pour réconcilier les Espagnols entre eux. On a constamment discuté et négocié les réformes, les modalités d'application, le calendrier d'exécution. Une majorité n'a pas cherché à imposer sa loi à la minorité; elle l'a convaincue sur certains points; elle s'est laissé convaincre sur d'autres. Cette Espagne qu'à l'étranger — en France, en particulier — on voyait prête à s'entre-déchirer à la mort de Franco a donné au monde un exemple de sagesse et de maturité. La constitution de 1978 en est encore une preuve.

La constitution de 1978

Bien que la chose n'eût jamais été dite, il était entendu que les Cortès élues en juin seraient appelées à donner une constitution au pays. Suárez

aurait voulu aller très vite, faire rédiger un texte bref par un groupe d'experts et le faire approuver par le Parlement. Les députés ne l'entendent pas ainsi et Suárez s'incline. Un comité restreint de sept élus — la ponencia — se met au travail. Il comprend des représentants de toutes les tendances, désignés à la proportionnelle: trois UCD, deux PSOE, un Alliance populaire et un communiste. Le PSOE renonce à l'un de ses sièges pour permettre au Catalan Miquel Roca de parler au nom des autonomistes basques et catalans; les Basques font vite savoir qu'ils ne se considèrent pas engagés par ce que Roca pourra dire. La ponencia définit ses méthodes de travail: ses membres observeront la plus grande discrétion sur les discussions qu'ils pourront avoir, ce qui évite de subir les pressions et les dérives que n'aurait pas manqué de provoquer la publicité des débats. Tout se passe en petit comité. Le but est d'arriver à un texte qui convienne à tout le monde. Quand on achoppe sur un point, on se retrouve dans des réunions informelles, dans un salon ou bien autour d'une table de restaurant pour en discuter calmement. C'est sans doute la première fois qu'une constitution est rédigée par des députés dont la préoccupation est d'arriver si possible à faire l'unanimité. De fait, l'avant-projet qui est soumis à la commission compétente des Cortès, le 5 mai 1978, est signé par tous les membres de la ponencia. Amendé au cours de la discussion générale, le projet de constitution est approuvé par le Congrès à la quasi-unanimité, le 31 octobre 1978; seuls, les députés du parti nationaliste basque s'abstiennent. Trois traits caractérisent cette constitution: elle consacre la forme monarchique du régime; elle instaure une monarchie parlementaire; elle reconnaît aux régions le droit d'évoluer vers une forme plus ou moins complète d'autonomie.

La forme monarchique du régime est une concession de la gauche qui renonce à l'une de ses revendications principales: le rétablissement de la République. Le roi est défini comme le chef de l'État, symbole de son unité et de sa continuité. La couronne est héréditaire dans la descendance de Juan Carlos, « héritier légitime de la dynastie historique». Cette dernière mention se borne à prendre acte d'un fait; il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une restauration des Bourbons. Ce n'est pas non plus la monarchie telle que l'avait instituée Franco. La constitution de 1978 instaure une monarchie d'un type nouveau dans laquelle le titulaire de la couronne est séparé du

gouvernement effectif et des contingences politiques. À la différence de la plupart des constitutions du XIX[e] siècle dans lesquelles la souveraineté était partagée entre le roi et la nation représentée par les Cortès, la constitution de 1978 proclame que la «souveraineté nationale réside dans le peuple espagnol d'où émanent tous les pouvoirs de l'État », y compris la couronne, si l'on comprend bien. Certes, le roi doit être informé des affaires de l'État; à ce titre, il peut présider le Conseil des ministres, mais seulement « à la demande du président du gouvernement »(article 62 §8).

Le Parlement — Cortès générales — comprend deux chambres, toutes deux élues au suffrage universel: le congrès des députés, qui représente les populations, et le sénat, « chambre de représentation territoriale ». Malgré cette dernière définition, le sénat, par sa composition et ses compétences, fait penser à la seconde assemblée d'un État unitaire - comme le sénat en France — plus qu'à la seconde chambre d'un État fédéral — telle que le sénat des États-Unis [12]. Le roi désigne le président du gouvernement qui doit demander un vote de confiance au congrès des députés: au premier tour est requise la majorité absolue des membres composant le congrès; la majorité simple suffit au deuxième tour, faute de quoi les Cortès sont dissoutes et de nouvelles élections sont organisées dans un délai de deux mois. Une fois qu'il a obtenu la confiance du congrès, le président du gouvernement choisit ses ministres. Les constituants souhaitaient mettre en place un exécutif fort. Comme ils craignaient qu'aucun parti ne disposât d'une majorité suffisante, ils ont prévu un dispositif pour éviter l'instabilité ministérielle: le gouvernement ne peut être renversé qu'après le vote d'une motion de censure et, dans cette motion, doit figurer le nom de l'homme qui sera appelé à former le nouveau gouvernement; pour renverser le gouvernement, la majorité du congrès doit donc s'entendre sur un programme et sur un nom; l'addition des diverses oppositions ne suffit pas.

L'originalité de la constitution de 1978 vient de la place faite aux autonomies régionales: « La constitution est fondée sur l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols; elle reconnaît et elle garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la composent, ainsi que la solidarité entre elles » (article 2). Le texte envisage donc deux sortes de communautés autonomes; les unes sont formées par les « nationalités», les autres par les régions. Cette rédaction

présente deux avantages: elle reconnaît la personnalité historique, culturelle et linguistique de la Catalogne et du pays Basque, définis comme des « nationalités »— le mot a été introduit à la demande du Catalan Miquel Roca -; elle ne confère pas aux nationalités historiques un privilège par rapport au reste de l'Espagne, puisque les autres provinces ont le droit, si elles le désirent, de se regrouper pour se constituer en communautés autonomes.

Chaque communauté possède son assemblée législative et son conseil de gouvernement. La constitution prévoit que l'État peut transférer aux communautés autonomes des compétences très étendues: l'aménagement du territoire, les voies de communication, le développement économique, l'enseignement et la culture, le tourisme, la santé, etc., sous réserve de respecter l'intérêt général, la solidarité nationale et la planification économique et sociale. «Le castillan est la langue espagnole officielle de l'Etat [...]. Les autres langues espagnoles seront, elles aussi, officielles dans les communautés autonomes respectives » (article 3).

Avant même le vote de la constitution, des regroupements s'opèrent entre provinces. Il y aura finalement dix-sept communautés autonomes entre lesquelles la constitution établit une distinction:

> les communautés historiques qui ont reçu un statut de pré-autonomie: le pays Basque, la Catalogne, la Galice et l'Andalousie, auxquelles sont assimilés la Navarre, les Canaries et le pays valencien; ce sont les communautés dites à voie rapide;
>
> les autres communautés, dites à voie lente. Certaines se réduisent à une seule province (les Asturies, la Rioja, la Cantabrie, Madrid et Murcie) ; d'autres regroupent plusieurs provinces (Castille-Léon, Castille-la Manche, Estrémadure, Aragon, Baléares).

En laissant aux communautés la possibilité de définir elles-mêmes les compétences qu'elles entendent assumer dans le cadre général prévu, les constituants ont imaginé un système souple qui peut aller de la simple décentralisation à l'autonomie interne la plus complète. En fait, toutes les communautés ont tendu à aller vers la seconde formule et les gouvernements ne s'y sont pas opposés [13]. L'organisation de l'Espagne actuelle ne ressemble pas du tout à la régionalisation française; les communautés autonomes espagnoles disposent de beaucoup plus de

pouvoirs que les régions françaises [14]. La structure de l'Espagne est, en fait, celle d'un État fédéral sans le nom. On a évité le mot de fédéralisme à cause des mauvais souvenirs qu'il éveillait - le cantonalisme de 1873, notamment. Pourra-t-on continuer longtemps à ignorer cette réalité?

Deux autres dispositions de la constitution méritent d'être relevées: la création d'un défenseur du peuple, dont le rôle est de veiller à faire respecter les droits et les libertés des citoyens; la mise en place d'un tribunal constitutionnel, chargé, à la fois, de dire si une loi est contraire à la constitution et de protéger les citoyens contre les violations de droit commises par l'administration (recours d'amparo) [15].

Citons encore le caractère non-confessionnel de l'État, l'abaissement à dix-huit ans de la majorité civique, la reconnaissance de l'objection de conscience et l'abolition de la peine de mort.

La constitution est soumise à référendum le 6 décembre 1978[16]. La participation est de 67,11 %; l'abstention est particulièrement élevée dans le pays Basque à cause des consignes du PNV qui ne s'est pas associé au consensus [17]; cela fait peser une inquiétude pour l'avenir. Dans l'ensemble du pays, la constitution recueille presque 92 % des suffrages exprimés.

Les premiers gouvernements démocratiques (1979-1982)

Après le vote et l'approbation de la constitution, les Cortès sont dissoutes. Des élections générales sont organisées le 1er mars 1979 dans le cadre des institutions nouvelles. À cause de l'abaissement à dix-huit ans de la majorité électorale, les électeurs sont beaucoup plus nombreux qu'en 1977 - trois millions de plus -, mais les abstentions atteignent plus de 32 %, ce qu'on peut interpréter de deux façons: ou bien une partie des jeunes électeurs se désintéresse des enjeux politiques, ou bien c'est l'ensemble de la société qui manifeste une sorte de désenchantement après le rétablissement de la démocratie; les deux explications ne s'excluent pas l'une l'autre. Les résultats expriment une tendance qui se confirmera dans les élections suivantes pour devenir une caractéristique de la vie politique espagnole: l'existence de deux partis dominants, flanqués par de petits partis qui représentent soit des électeurs de gauche qui ne se reconnaissent pas dans le

PSOE - c'est le cas du parti communiste -, soit des mouvements régionalistes - Parti nationaliste basque et Herri Batasuna, dans le pays Basque, coalition centriste Convergence et Union en Catalogne, petits partis andalou, canarien, etc. -, avec, en 1977, le maintien d'un parti de droite, l'Alliance populaire de Fraga Iribarne.

La transition doit beaucoup à Adolfo Suárez. Le prestige de celui-ci permet à la coalition qu'il dirige — l'Union du centre démocratique, UCD — d'obtenir 35 % des voix et, grâce au système électoral, de frôler la majorité absolue des sièges au congrès: cent soixante-huit sur trois cent cinquante. Avec 30 % des voix et cent vingt et un députés, le PSOE s'affirme comme la force la plus importante à gauche. Loin derrière viennent le Parti communiste (10 % des voix, vingt-trois élus), l'Alliance populaire (6 % et neuf députés), Convergence et Union (2,7% et huit élus), le Parti nationaliste basque (1,7% et sept élus), Herri Batasuna — extrémistes basques — (1 % et trois élus)... Les élections municipales du 1er avril confirment cette bipolarisation, mais, cette fois, le grand vainqueur en est le PSOE qui, seul ou allié aux communistes, conquiert beaucoup de grandes villes, à commencer par Madrid — où Tierno Galván s'installe à la mairie — et par Barcelone.

Le consensus est terminé, déclare Suárez au lendemain des élections. Maintenant que presque toutes les tendances se sont mises d'accord sur les institutions, le jeu politique normal retrouve ses droits. Il y a désormais une majorité et une opposition. Les partis s'efforcent néanmoins de trouver des formules acceptables pour tous sur les sujets les plus brûlants: les questions sociales, les rapports avec l'Église, le processus autonomique.

L'Espagne a subi doublement les effets du choc pétrolier: directement et à cause de la crise qui a fait refluer des centaines de milliers d'ouvriers émigrés qui, jusqu'alors, avaient trouvé un emploi dans les pays de la Communauté européenne. Pour y faire face et aussi pour préparer son entrée dans le Marché commun, l'Espagne s'est vue obligée de rationaliser sa production industrielle et de réorganiser des secteurs tels que la sidérurgie, les charbonnages, le textile, l'automobile, l'électroménager... Il s'en est suivi des licenciements massifs et une forte augmentation du chômage, mais les partis de gauche s'y étaient résignés lorsqu'ils avaient conclu avec Suárez, en octobre 1977, le pacte de la Moncloa. Cet accord

était destiné à réduire le taux d'inflation qui était de 25 % en 1976 avant de retomber à 20 % en 1978, puis à 16 % en 1979 et en 1980. Les syndicats n'avaient pas signé le pacte de la Moncloa, qui ne concernait que les partis. Contrairement à ce qu'on dit parfois, ce pacte n'a pas supprimé les conflits sociaux, mais il les a atténués: les conflits n'ont plus la virulence qui les caractérisait à l'époque franquiste; ils sont maintenant de même nature que ceux qui, dans toute démocratie, mettent aux prises, d'un côté, l'Etat, responsable de la direction générale de l'économie nationale, et les employeurs, et, de l'autre, les ouvriers et les consommateurs qui craignent pour leur niveau de vie. Les organisations syndicales s'apparentent à celles des pays voisins. La suppression des syndicats verticaux du franquisme a permis à l'Union générale du travail — UGT -, proche du PSOE, de se reconstituer. En revanche, la CNT et l'anarcho-syndicalisme ont disparu. Les commissions ouvrières, nées dans la clandestinité, se sont maintenues et se sont développées. Les élections professionnelles montrent qu'à elles deux ces organisations regroupent la grande majorité des travailleurs. En mars 1978, les commissions ouvrières avaient obtenu 35,8% des voix; elles n'ont plus que 30,7 % en décembre 1980; elles sont remontées à 33,4% en 1983. Dans le même temps, l'UGT recueille respectivement 22,7 %, 29,7 % et 36,7 %. Comme en France, le taux de syndicalisation reste relativement faible.

Les questions religieuses, qui avaient contribué à l'échec de la République de 1931, se situent désormais dans un cadre moins conflictuel par suite de deux événements parallèles: la distance que l'Église a prise par rapport au régime dans les dix dernières années du franquisme et la laïcisation de la société. Une partie de la hiérarchie catholique, pourtant, ne se résigne pas à cette évolution. En face d'un Tarancôn, évêque de Madrid, qui encourage solennellement Juan Carlos, lors de la cérémonie d'intronisation, à marcher sur la voie de la démocratie et du pluralisme, on trouve encore de nombreux prélats qui, comme l'évêque de Cuenca, Mgr Guerra Campos, dénoncent « une constitution sans Dieu pour un peuple chrétien [18]». La question religieuse, pourtant, n'a tenu aucune place dans la campagne électorale de 1977. L'UCD — dont la composition rappelle ce que fut la CEDA avant 1936 — se garde bien d'apparaître comme un parti confessionnel. Une proportion élevée de catholiques semble voter pour le

PSOE — entre 38 et 55 %, selon les estimations— et 45 % des adhérents de ce parti se déclarent croyants. Des conflits surgissent à propos de l'école, de la dépénalisation de l'avortement et du divorce. Sur ces derniers points, l'UCD se divise: la loi proposée par le gouvernement Suárez n'est adoptée que grâce au vote favorable de l'opposition socialiste. Un compromis est trouvé à propos du financement de l'Église : les contribuables qui en acceptent le principe verront s'ajouter à leur impôt sur le revenu un supplément destiné à cet effet. Enfin, les rapports entre l'État et le Vatican entrent dans une phase nouvelle. Le 9 juillet 1976, Juan Carlos a spontanément renoncé au privilège de patronage : la nomination des évêques relève désormais exclusivement du Saint-Siège. L'accord du 3 janvier 1979 constate que le concordat de 1953 est devenu caduc et fixe un certain nombre de normes pour résoudre les problèmes qui pourraient se poser entre l'Église et la société civile [19].

La mise en place des communautés autonomes, le rythme d'approbation des différents statuts et la liste des compétences à transférer donnent lieu à des divergences et à des surenchères entre régions et partis dans lesquelles nous n'entrerons pas ici [20]. Sous réserve d'aménagements ultérieurs, les diverses communautés reçoivent leurs statuts entre 1979 et 1982. L'Euzkadi — pays Basque -, la Catalogne et la Galice, c'est-à-dire les régions où les revendications autonomistes étaient les plus anciennes, voient leurs demandes essentielles satisfaites; elles ont notamment leur enseignement, leur service de santé et leur police. L'Euzkadi et la Navarre ont en outre un régime fiscal spécifique, repris des accords économiques antérieurs: ces deux communautés perçoivent l'impôt et en reversent une partie à l'État[21]. Les Basques ne sont pas entièrement satisfaits ; ils réclament le droit à l'autodétermination, voire l'indépendance [22]. Cette divergence est à l'origine du terrorisme qui n'a cessé d'assombrir le climat politique de l'Espagne. Le PNV s'interdit de recourir à la violence pour parvenir à l'indépendance. Ce n'est pas le cas de l'ETA, formée en 1959 par de jeunes militants qui trouvaient le PNV trop modéré et contestaient son caractère confessionnel. En 1974, la fraction politico-militaire de l'ETA abandonne la lutte armée et fonde un nouveau parti indépendantiste, Euzkadiko Eskerra (Gauche basque). La majorité de l'ETA, au contraire, considère que le sort de la nation basque ne saurait être lié à l'« arithmétique électorale». Cette

organisation clandestine récuse à l'avance les résultats électoraux et compte seulement sur la violence pour arriver à ses fins. L'ETA considère que la mort de Franco ne change rien à la situation : le peuple basque est toujours opprimé par l'État espagnol, occupé par son armée, persécuté par sa police, une armée et une police qui n'ont pas été épurées et qui continuent à utiliser les mêmes méthodes — notamment la torture — contre les nationalistes basques. L'ETA a un relais politique, le parti Herri Batasuna, fondé en octobre 1976, et un quotidien qui tire à quarante-deux mille exemplaires, Egin, et qui exprime ses points de vue. Elle bénéficie du soutien d'une partie de la population et aussi de l'indulgence — pour ne pas dire plus — d'une fraction du clergé basque qui, jusqu'à une date récente, s'est toujours refusé à condamner les attentats terroristes et, au contraire, a manifesté sa sympathie agissante pour les abertzales - les patriotes — qui trouvaient asile dans les presbytères et, quand ils mouraient au combat — parfois victimes des bombes qu'ils plaçaient - avaient droit à des funérailles quasi officielles. Ajoutons enfin l'existence, aux portes du pays Basque, du «sanctuaire» français où venaient se réfugier les militants recherchés par la police et où ils avaient tout loisir de préparer de nouveaux attentats.

Tout cela permet de comprendre la force de l'ETA depuis 1975. L'organisation a délibérément choisi de s'opposer au processus démocratique et d'arracher par les armes une indépendance que le suffrage universel ne semble pas disposé à accepter, du moins par tous les moyens. L'ETA intensifie la lutte. Elle multiplie les attentats contre les bâtiments publics; elle prélève sur les industriels et les commerçants du pays Basque l'« impôt révolutionnaire»; elle enlève des personnalités qu'elle relâche contre rançon. Ce qui frappe d'horreur l'opinion publique, ce sont surtout les attentats individuels, les assassinats de gardes civils, de jeunes recrues du contingent qui font leur service militaire dans le pays Basque et d'officiers supérieurs dans toute l'Espagne. L'ETA se montre plus meurtrière sous la démocratie que sous le franquisme. De 1959 à la mort de Franco, on lui attribue une cinquantaine d'assassinats - le plus célèbre est celui de l'amiral Carrero Blanco -, mais, depuis la mort de Franco, ces assassinats se comptent par centaines; il y en aurait eu plus de huit cents. Les cadres supérieurs de l'armée sont particulièrement visés. Une dizaine de généraux ont été assassinés entre le 21 juillet 1978 et le 29 novembre 1984, sans

compter les officiers subalternes, les soldats du contingent, les magistrats... L'ETA cherche à provoquer l'armée pour l'inciter à interrompre un processus démocratique que l'organisation terroriste juge préjudiciable aux intérêts du peuple basque. Or les officiers sont loin d'être tous acquis au changement. L'évolution de la société les déconcerte. Elle a donné lieu à la formation d'une haute administration et de cadres supérieurs qui prennent peu à peu la place que des militaires occupaient dans les pouvoirs publics. Avec la disparition du franquisme, les officiers ont perdu de leur prestige. Les valeurs dont ils se réclamaient n'ont plus cours. Depuis le début du siècle, l'armée était habituée à défendre l'ordre public contre les activités séditieuses - ou jugées telles- et cette tâche s'était renforcée sous le franquisme. Depuis 1975, il n'y a plus d'ennemis de l'intérieur. L'armée a ressenti comme un scandale la légalisation du parti communiste. La mise en place des autonomies lui est apparue comme le début du démantèlement de la nation; or elle se considère comme la garante de l'unité nationale, et la lutte contre les séparatismes est l'une de ses missions. D'une façon générale, l'armée a tendance à rendre le régime démocratique responsable de tous les maux dont souffre la société espagnole: la dégradation des mœurs, la délinquance, le désordre. Le terrorisme qui prend des officiers pour cibles privilégiées ne pouvait que l'exaspérer. Il faut néanmoins se garder de généraliser. La plupart des officiers sont mal à l'aise devant l'évolution de l'Espagne, mais ils font confiance au roi, chef suprême des forces armées-la constitution de 1978 le confirme dans cette fonction. Quand on enterrait la victime d'un attentat, certains manifestaient leur colère et leur indignation; il leur est arrivé de prendre à partie les autorités présentes et même le ministre de la Défense, le général Gutiérrez Mellado. Dans l'ensemble, pourtant, les officiers ont fait preuve d'un grand sang-froid. Il y a eu une époque où il ne se passait guère de semaine sans qu'un attentat fût commis contre un de leurs camarades. La plupart n'ont pas cédé à la provocation, mais certains ont été tentés de réagir contre une évolution qui leur paraissait saper les fondements de l'ordre social et de l'unité nationale.

L'opération Galaxie[23]est l'un de ces complots avortés, en novembre 1978. L'objectif était d'occuper le palais de la Moncloa — siège de la présidence du gouvernement —, d'enlever Suárez et de donner le pouvoir à une junte militaire. L'affaire est éventée avant que les conjurés ne passent aux actes.

On retrouve l'un d'entre eux—le colonel Tejero, de la Garde civile — dans une opération plus ambitieuse, en février 1982. On est loin de connaître toute la vérité sur cette affaire, mais on peut en retracer l'origine et le développement. Certains des conjurés envisageaient purement et simplement une dictature militaire. D'autres, plus subtils, penchaient vers la formation d'un gouvernement de salut public dirigé par un militaire, mais avec la participation de civils. Les seconds l'emportent. À la fin de l'année 1980 et au début de 1982, la situation se prête à un coup de force. À l'agitation sociale et au terrorisme, s'ajoute une crise politique: le parti au pouvoir, l'UCD, est divisé; le président Suárez, contesté par certains de ses amis politiques, démissionne. Les conjurés profitent de cette vacance du pouvoir. Le coup de force est programmé pour le 23 février 1981, pendant le débat d'investiture du futur président du gouvernement. À cette occasion, tous les députés seront réunis dans l'hémicycle; il sera facile d'envahir le Congrès, de prendre en otages les députés et les ministres et d'imposer un nouveau pouvoir. Il s'agit en somme de renouveler le coup de force du général Pavía, occupant les Cortès, en décembre 1873, et installant au pouvoir le général Serrano. La première partie du plan se déroule comme prévu. Vers 18 heures, les gardes civils du colonel Tejero pénètrent dans la salle des séances, pistolet ou mitraillette au poing, tirent des coups de feu en l'air et ordonnent aux députés de s'allonger sur leurs bancs. Tous s'exécutent à l'exception du président du gouvernement, Adolfo Suárez, du ministre de la Défense, le général Gutiérrez Mellado, et de Santiago Carrillo. Tejero annonce qu'il attend l'arrivée d'une haute personnalité. Qui était cette personnalité? Probablement le général Armada, ancien membre de la Maison du roi, qui comptait sur le ralliement d'une partie de l'armée. À Valence, le général Milans del Bosch proclame la loi martiale et installe des chars d'assaut dans les axes principaux. Dans le reste du pays, la situation est confuse. Les conjurés espéraient que le roi s'inclinerait devant le coup de force comme Alphonse XIII l'avait fait devant Primo de Rivera, en 1923. On laisse entendre aux généraux que Juan Carlos cautionnera l'opération si elle réussit. Non seulement le roi n'est pas au courant, mais encore, dès qu'il est informé, il téléphone personnellement aux chefs des principales garnisons pour leur exposer qu'il désapprouve le coup de force et qu'il est résolu à s'y opposer. Il passe ainsi plusieurs heures à convaincre les chefs de l'armée qu'il serait absurde de se lancer dans une aventure d'un autre âge et

qu'il n'y a pas de solution aux problèmes de l'Espagne en dehors des voies démocratiques. À une heure vingt-quatre, Juan Carlos apparaît à la télévision, en grand uniforme, pour dénoncer solennellement les factieux et inviter fermement l'armée à rester loyale aux institutions que l'Espagne s'est librement données. Le 24 février au matin, Tejero et ses hommes se rendent. Milans del Bosch fait lever l'état d'exception. Le 26, une manifestation rassemble des centaines de milliers de Madrilènes qui proclament leur attachement à la démocratie; en tête marchent les dirigeants des partis politiques, de la droite à la gauche, de Fraga Iribarne à Santiago Carrillo.

L'échec du coup de force témoigne du caractère irréversible du processus démocratique. Même quand ils avaient perdu quelques-unes de leurs illusions, les Espagnols n'étaient pas disposés à revenir en arrière. Une circonstance fortuite leur a permis de mieux comprendre ce qui se passait. En s'emparant du Congrès, les hommes de Tejero ne s'étaient pas aperçus que les caméras de télévision et les micros des stations de radio étaient branchés pour retransmettre en direct le débat d'investiture. Pendant de longues minutes, des millions de téléspectateurs et d'auditeurs ont vu et entendu ce qui se passait: des militaires faisant irruption, l'arme au poing, tirant des coups de feu, obligeant sous la menace les représentants du peuple et les ministres à se coucher, le général Gutiérrez Mellado se levant de son banc pour rappeler ces soldats à la discipline, pris à bras-le-corps et brutalisé par Tejero... Ces scènes indignes d'un grand pays ont achevé de dresser les Espagnols contre les conspirateurs. Il n'est pas invraisemblable que des officiers aient été eux aussi choqués par l'image que l'armée donnait d'elle-même.

L'attitude de Juan Carlos a été déterminante. Lui seul avait l'autorité suffisante pour imposer aux militaires le respect des institutions. Il l'a fait avec la plus grande fermeté. Cette nuit-là, Juan Carlos a levé les derniers doutes qui pouvaient subsister dans l'esprit de certains. Il a définitivement conquis une légitimité démocratique en apparaissant comme le garant et le défenseur des institutions approuvées par le peuple. Les Espagnols lui en sont reconnaissants. Le péché originel qui tenait à sa désignation par Franco est effacé.

Le coup de force de Tejero fait prendre conscience à l'opinion que la démocratie peut encore être remise en cause. Il a permis aussi de mesurer à

quel point les Espagnols y étaient attachés. Il a, enfin, mis en évidence l'usure du gouvernement d'Adolfo Suárez. Par un curieux paradoxe, l'homme grâce à qui la démocratie a été rétablie a eu beaucoup de mal à accepter quelques-unes de ses règles de fonctionnement. Suárez a excellé dans les contacts personnels avec les chefs de l'opposition en 1976 et en 1977— c'est un charmeur, dira Santiago Carrillo. Il a su les convaincre de sa bonne foi et de sa détermination. Il a constamment gardé l'initiative; la transition a été menée à son rythme, conformément au plan arrêté avec le roi, et l'opposition a fini par accepter une démarche qu'elle avait commencé par rejeter. Au cours de cette période difficile, Suárez s'est imposé comme le maître du jeu politique. Ses interventions télévisées ont séduit les Espagnols. Sa jeunesse, sa prestance, sa sincérité évidente ont fait de lui l'homme le plus populaire d'Espagne après le roi. Les élections de 1979 ont été sa victoire. La coalition électorale — UCD — qu'il a conduite au succès lui doit presque tout. Suárez a eu l'intuition que l'Espagne voulait être gouvernée au centre et il a réussi.

Les qualités qui avaient servi Suárez de 1976 à 1979 se retournent en partie contre lui à compter de mars 1979. L'homme n'est pas à l'aise dans les débats parlementaires; il préfère s'expliquer à la télévision où ses interventions continuent à être suivies avec attention et intérêt. Il aime bien rencontrer des journalistes et s'entretenir avec eux, mais il fuit les conférences de presse. Tout se passe comme s'il craignait le débat public et la confrontation avec plusieurs interlocuteurs. En mai 1980, quand l'opposition dépose une motion de censure, Suárez laisse ses ministres répondre à Felipe González ; lui-même, président du gouvernement, reste muet à son banc. Suárez n'arrive pas non plus à imposer une discipline et une ligne de conduite à l'intérieur de l'UCD. Les différentes composantes ne s'entendent pas entre elles et Suárez échoue à les rassembler. Il voudrait transformer cette coalition électorale en parti structuré, mais ses méthodes sont ressenties comme autoritaires. L'UCD se désagrège peu à peu. Le 27 janvier 1981, Suárez démissionne. Après des négociations laborieuses, Leopoldo Calvo Sotelo lui succède à la fin du mois de février. C'est cette crise que les putschistes chercheront à exploiter le 23 février. L'UCD se survit encore pendant un an, mais les défections sont de plus en plus nombreuses. Fernández Ordóñez et les sociaux-démocrates se rapprochent

du PSOE; l'aile droite rejoint l'Alliance populaire de Fraga. L'UCD se saborde le 22 février 1982. Suárez, isolé, fonde, au mois d'août suivant, un parti centriste, le Centre démocratique et social (GDS).

La disparition de l'UCD est un signe de la restructuration politique en cours dans l'Espagne démocratique. En fondant l'Alliance populaire, en 1977, Fraga Iribarne espérait attirer une grande partie des Espagnols qui s'étaient reconnus dans le régime précédent. Il les croyait plus nombreux qu'ils n'étaient à rester fidèles à quelques-unes au moins des valeurs franquistes. C'était une erreur; les élections de 1977 et de 1979 montrent que le franquisme, même modéré, ne fait plus recette. Fraga en tire la leçon. Son ambition désormais est de transformer l'Alliance populaire en un grand parti de droite, « libéral, conservateur et progressiste »qui aurait pour programme la défense des principes sociaux inspirés de la doctrine chrétienne, la défense de l'unité de l'Espagne à travers ses variétés régionales, l'intégration de l'Espagne dans l'Europe communautaire.

Deux partis se disputent l'électorat de gauche: le parti communiste et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Le parti communiste qui, sous la direction de Santiago Carrillo, avait commencé par prendre ses distances à l'égard de l'Union soviétique et à évoluer vers ce qu'on appelait alors l'eurocommunisme, espérait tirer profit et de sa lutte contre le franquisme et de la modération dont il avait fait preuve à l'égard de Suárez. Les résultats obtenus aux élections l'ont déçu. Le parti communiste a beau renoncer au léninisme — tout en restant fidèle au marxisme — et à la dictature du prolétariat, il n'arrive pas à attirer des masses d'électeurs. En revanche, cette ligne politique est contestée à l'intérieur du parti. On reproche à Carrillo de n'avoir d'autre perspective qu'un gouvernement d'union démocratique avec l'UCD et le PSOE. Les prosoviétiques — on les appellera les Afghans quand ils soutiendront l'URSS lors de l'invasion de l'Afghanistan

- s'opposent aux eurocommunistes, les militants de l'intérieur à ceux qui reviennent d'exil, les jeunes aux anciens. L'ampleur de ces discordes internes apparaît au Xe congrès (juillet 1981) : contre Santiago Carrillo, les rénovateurs proposent un changement de politique. En soi, le seul fait de présenter une motion distincte de celle du bureau politique constitue quelque chose d'insolite dans un parti communiste. Ce qui l'est encore plus, c'est que cette motion recueille un tiers des voix. Santiago Carrillo réagit en

expulsant les opposants les plus décidés, accusés d'activités fractionnelles : Manuel Azcárate, Jaime Sartorius, Cristina Almeida et d'autres. Carrillo se maintient au secrétariat général — il ne sera remplacé par un de ses lieutenants, Gerardo Iglesias, qu'en 1983 -, mais il a échoué à faire du parti communiste une grande force politique.

Le PSOE, au contraire, s'affirme comme le principal rassembleur de la gauche. Avant la mort de Franco, le parti était divisé en tendances rivales: d'un côté, les dirigeants historiques, héritiers des combats de la République; de l'autre, les rénovateurs, convaincus que l'Espagne a changé et qu'il faut imaginer des solutions originales pour des problèmes nouveaux. La rupture s'est produite au congrès de Toulouse (1972), mais le tournant décisif a lieu deux ans plus tard, en 1974, au congrès de Suresnes: contre toute attente, c'est un jeune militant de l'intérieur, Felipe González, qui prend la direction du parti. Fort de l'appui de l'Internationale socialiste et notamment de Willy Brandt et des sociaux-démocrates allemands, Felipe González apparaît comme le symbole du nouveau PSOE: un secrétaire général jeune pour un parti jeune — la moyenne d'âge des militants est de quarante ans. En 1976 et en 1977, González est l'interlocuteur privilégié de Suárez qui attache un grand prix à le convaincre : Suárez a besoin d'une caution démocratique que seul le ralliement du PSOE peut lui donner. À la rigueur, Suárez peut se passer des communistes; sans le PSOE, il perd tout crédit, en particulier auprès de l'opinion internationale. Felipe González le sait et pousse son avantage. Jouant à la fois de la fermeté et de la modération, il partage avec Suárez le prestige d'avoir mené à bien une transition exemplaire. Les électeurs lui en sont reconnaissants. En 1977, le PSOE devient le deuxième parti d'Espagne. Il refuse toute alliance électorale: ceux qui souhaitent se rapprocher de lui sont invités à adhérer ou à rester en dehors, en se battant sous leurs propres couleurs et à leurs risques et périls. Cette tactique réussit: le PSOE absorbe le Parti socialiste populaire de Tierno Galván (avril 1978), puis les sociaux-démocrates comme Fernández Ordóñez, transfuges de l'UCD. En mai 1979, Felipe González considère que le PSOE a commis une erreur en se disant marxiste ; « cela n'a plus de sens - explique-t-il — auprès d'un électorat de cinq millions de personnes dans lequel l'ouvrier agricole illettré d'Andalousie côtoie le cadre supérieur catalan ». Cette déclaration provoque des remous dans le parti où certains plaident pour une alliance

avec les communistes et une stratégie d'union de la gauche analogue à celle qui, au même moment, est celle des socialistes français. Le secteur dit critique obtient la majorité au XXVIII[e] congrès; il accepte de reconduire Felipe González comme secrétaire général, mais il décide d'élire un comité directeur où toutes les tendances — dont la leur, majoritaire — seraient représentées. Felipe González refuse ce compromis et préfère renoncer à ses fonctions. Le secteur critique n'arrive pas à lui trouver de successeur. Pour sortir de l'impasse, on convoque, en septembre 1979, un congrès extraordinaire qui voit le triomphe de Felipe González. Celui-ci fait approuver une nouvelle ligne; le PSOE renonce à toute référence au marxisme. Cette décision ne fait qu'entériner une évolution qui avait commencé beaucoup plus tôt, au congrès de Suresnes, quand Felipe González avait pris la direction du parti. Il a beau rendre hommage aux grands ancêtres, le PSOE de 1988 n'a plus grand-chose à voir avec celui de Pablo Iglesias. Il n'est plus question d'abolir le capitalisme, mais seulement de l'aménager pour en faire l'instrument de la modernisation de l'Espagne. Aux élections municipales de 1979, le PSOE conclut avec le parti communiste des alliances qui lui permettent de prendre des municipalités importantes comme Madrid et Barcelone, mais il n'est pas prêt à renouveler l'expérience, encore moins à l'étendre aux élections générales; il s'agit de ne rien faire qui puisse effrayer l'électeur et, pour cela, éviter tout ce qui pourrait rappeler le Front populaire. Le PSOE estime qu'il peut obtenir la victoire à lui seul.

L'UCD, l'Alliance populaire, le PC et le PSOE sont des partis nationaux; ils cherchent à étendre leur influence dans toute l'Espagne. D'autres partis bornent leurs ambitions aux limites d'une communauté autonome. C'est particulièrement net dans le pays Basque et en Catalogne. Les partis nationaux obtiennent des succès importants dans ces deux régions, mais ils se heurtent à la concurrence de formations régionales. Dans le pays Basque, le Parti nationaliste basque (PNV) est moins un parti qu'un mouvement qui s'identifie au peuple basque; il serait plutôt proche du courant démocrate-chrétien, mais, en dehors de la revendication de l'indépendance, il n'a pas d'idéologie bien définie; il n'a aucun scrupule, par exemple, à s'allier aux socialistes pour former un gouvernement basque. Tout autre est le cas d'Euskadiko Eskerra et d'Herri Batasuna, ce dernier étant l'expression

politique de l'organisation terroriste ETA. En Catalogne, enfin, à côté des sections régionales du PSOE et du PC, on trouve un groupe centriste fortement implanté — Convergence et union -, né en 1979 de l'alliance entre deux formations: la Convergence démocratique et l'Union démocratique de Catalogne. La première, animée par Jordi Pujol, se veut l'héritière de la Ligue régionaliste de Cambó; la seconde est de filiation démocrate-chrétienne [24].

Telles sont les formations politiques qui se présentent devant les électeurs, le 28 octobre 1982, quand il est devenu évident que les Cortès de 1979 n'étaient plus capables de dégager une majorité stable. La participation est de près de 80 %. Les résultats au Congrès des députés sont les suivants:

	suffrages exprimés (en pourcentages)	Sièges
PSOE	48,43	202
Alliance populaire	26,53	107
UCD	6,6	11
PC	4,05	4
CDS	2,89	2
Convergence	3,69	12
PNV	1,89	8
Herri Batasuma	1	2

Le scrutin présente des caractéristiques qui méritent d'être relevées. C'est d'abord l'éclatante victoire remportée par les socialistes qui obtiennent beaucoup plus que la majorité absolue au congrès: deux cent deux sièges sur trois cent cinquante. C'est ensuite l'effondrement de Suárez et de son parti, le CDS, ainsi que de ce qui reste de l'UCD: treize députés seulement à eux deux. C'est encore la poussée de l'Alliance populaire de Fraga qui devient le principal parti d'opposition. C'est enfin le recul des communistes qui perdent dix-neuf sièges. Pour le reste, on note la bonne tenue des centristes catalans de Jordi Pujol et du PNV, mais aussi une percée

inquiétante d'Herri Batasuna: elle montre qu'une proportion non négligeable des électeurs basques soutient l'ETA et ses méthodes terroristes. Le grand vainqueur est Felipe González qui, le 2 décembre 1982, forme le premier gouvernement socialiste de l'histoire d'Espagne.

Les socialistes au pouvoir (1982-1996)

Le succès socialiste aux élections générales de 1982 se confirme quelques mois plus tard aux élections autonomiques et municipales de 1983: le PSOE obtient la majorité dans onze des treize communautés autonomes où étaient organisées des élections; il dispose de la majorité absolue dans vingt-six chefs-lieux de province et de la majorité relative dans sept autres. L'hégémonie socialiste va durer jusqu'en 1996. La victoire de Felipe González survient un an et demi après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française. À la différence de leurs camarades français, les socialistes espagnols n'envisagent pas de réformes de structure; ils ne prévoient pas, par exemple, de nationalisations. Leur ambition est de moderniser l'Espagne et d'y introduire plus de justice sociale, mais sans mettre en cause les équilibres financiers. L'expérience des socialistes français, au cours de l'année qui a suivi l'élection de François Mitterrand leur a servi de leçon. Leur modèle, c'est la social-démocratie telle que Willy Brandt en Allemagne et Olof Palme en Suède l'ont pratiquée. Ils ont aussi réussi à obtenir un consensus pour venir à bout du terrorisme de l'ETA sans arriver à l'éliminer complètement. Du point de vue diplomatique, les gouvernements de Felipe González signifient le retour de l'Espagne comme grande puissance sur la scène internationale. À partir de 1990, le pouvoir socialiste commence à présenter des signes d'usure. En 1996, il doit céder la place à l'opposition. On peut voir dans cette alternance la preuve que la démocratie est définitivement installée en Espagne.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Le premier gouvernement González - avec Miguel Boyer comme ministre de l'Economie et des Finances et Carlos Solchaga comme ministre de l'Industrie - se fixe comme objectif d'assainir l'économie. Il cherche à

réduire l'inflation. Le taux était de 14% en 1982; il remonte à 20 % en 1984, puis redescend à 8 % en 1985, à 4,6 % en 1987... Le gouvernement favorise les investissements privés et procède à la reconversion de plusieurs secteurs industriels, dont la sidérurgie, la construction navale, la construction automobile, le bâtiment, le textile, etc., ce qui entraîne la fermeture de nombreuses usines. L'évolution amorcée vers 1960 se poursuit et s'intensifie. La part des activités primaires dans l'économie diminue encore : l'agriculture et la pêche ne représentent guère plus de 4 % du PIB et la population active dans ces deux branches ne dépasse pas 10 % de l'ensemble. Le petit commerce perd 60 % de son importance; les supermarchés et les hypermarchés passent de 33 % à 60 %. La rigueur dans la gestion des finances publiques conduit à des mesures d'austérité. Le budget 1984, par exemple, envisageait la suppression de six mille emplois dans l'armée, la réduction de 23 % de l'effectif des officiers et de 5 % de celui des sous-officiers. En 1985, l'entrée dans le Marché commun oblige l'Espagne à renforcer la fiscalité indirecte et à créer un impôt sur la valeur ajoutée, l'IVA qui est l'équivalent de la TVA. Il s'ensuit une reprise de l'inflation et un déficit de la balance commerciale, mais ces déséquilibres sont en partie surmontés grâce à l'afflux de capitaux étrangers. La croissance reprend en 1987-1988 au point que certains se demandent si l'on n'assiste pas à un nouveau miracle de l'économie espagnole. Ces transformations se traduisent par des suppressions massives d'emplois. La population active occupée dans l'agriculture chute de 42 %, celle du bâtiment de 40 %, celle de l'industrie de 25 %.

Les organisations syndicales — notamment l'UGT -, qui, au début, ont fait preuve de modération, se montrent de plus en plus hostiles à l'égard d'une politique qui entraîne une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs. Elles sont plus que réticentes devant les décisions qui, sous prétexte de flexibilité, donnent aux entreprises la liberté de licencier du personnel. Elles ne sont pas loin d'y voir une régression par rapport au franquisme! Celui-ci, en effet, avait rendu très difficiles les licenciements; c'était une façon d'acheter la paix sociale et une contrepartie à la législation qui faisait de la grève un délit, qui avait supprimé la liberté syndicale et obligé les ouvriers à entrer dans un syndicat unique soumis à la Phalange. Le nombre des chômeurs s'accrut dans de très fortes proportions. Il y en

avait plus de deux millions en 1982, c'est-à-dire 16 % de la population active. Ils sont plus de deux millions et demi en 1980, soit 20 % de cette population et ces chiffres officiels augmentent encore dans les années suivantes. Même s'ils sont au-dessus de la réalité — le travail au noir a tendance à se développer -, ils n'en sont pas moins préoccupants. Après bien des discussions, l'UGT finit par rompre avec le gouvernement socialiste et, en accord avec les commissions ouvrières, elle organise, le 14 décembre 1988, une grève générale de protestation contre la politique néolibérale de Solchaga qui, en juin 1986, a remplacé Boyer comme ministre de l'Économie et des Finances. Compte tenu de l'écrasante majorité socialiste et de l'autorité qu'exerce Felipe González sur le groupe parlementaire, les Cortès ne sont pas en mesure de jouer leur rôle: la plupart des lois adoptées sont d'initiative gouvernementale; même la fonction de contrôle sur les actes de l'exécutif est réduite à peu de chose. C'est, en effet, l'appareil du parti qui décide des candidats à présenter aux élections et de la place que chacun occupera sur les listes, donc de ses chances d'être élu. Or Felipe González est secrétaire général du PSOE en même temps que chef du gouvernement; le responsable administratif du parti est Alfonso Guerra, vice-président du gouvernement. Cela n'incite pas les députés socialistes à critiquer la politique suivie par les ministres. Les syndicats représentent la seule opposition sérieuse au gouvernement qui, s'ils n'étaient pas là ou s'ils étaient moins puissants, disposerait d'un pouvoir quasi absolu.

Les autonomies

À partir de 1980, les communautés autonomes prévues par la constitution commencent à se mettre en place sans que pour autant disparaissent les provinces [25]. Les appareils administratifs se chevauchent; l'État, la communauté autonome, la province, la municipalité ont chacun le leur, ce qui ne facilite pas les choses, surtout quand les tendances politiques des divers niveaux ne coïncident pas. Le gouvernement central socialiste n'a pas toujours de bonnes relations avec une communauté autonome tenue par l'opposition [26]. La même question se pose à l'intérieur d'une communauté; on a une situation de ce genre en Catalogne : les centristes du groupe Convergence et union ont la majorité au Parlement et leur chef, Jordi Pujol,

préside la Généralité, mais la plus grande ville, Barcelone, a un maire socialiste, Pasqual Maragall. En Andalousie, la situation est inverse : au cours des dernières années, les socialistes ont gardé la majorité dans la communauté, mais l'ont perdue à Séville. La conséquence la plus visible du développement des autonomies a été que l'administration s'est considérablement renforcée. En 1994, les autonomies disposent du quart du budget de la nation; quand elles auront toutes obtenu le transfert de l'enseignement, elles géreront 30 % de ce budget. Le pays Basque a quarante-trois mille fonctionnaires, l'Andalousie près de deux cent mille, la Catalogne plus de cent mille, le pays Valencien quatre-vingt mille... Comme l'écrit un auteur catalan: «Autrefois, en Catalogne, nous n'avions pas de bureaucrates locaux. Maintenant, nous les avons... C'est curieux; j'ai parfois l'impression que la Catalogne, sans être un État indépendant, a hérité de tous les défauts des États [27]. » Les communautés dites à voie rapide — c'est-à-dire celles qui avaient une personnalité historique, culturelle et linguistique affirmée — ont eu le souci de développer l'enseignement de la langue régionale. Le pays Basque, la Galice, la Catalogne et le pays Valencien ont été ainsi amenés à mettre au point des programmes linguistiques. Pour le pays Basque, une enquête réalisée en 1989-1990 fait apparaître qu'environ un quart des deux millions d'habitants parlent le basque couramment et 17,49 % d'une manière imparfaite, le reste de la population — c'est-à-dire 57,86 % — pas du tout. Cette dernière catégorie ne comprend pas seulement des immigrants; beaucoup de Basques autochtones sont dans ce cas en Álava et dans certaines zones de Biscaye. Le gouvernement basque a donc mis au point un système d'enseignement de la langue régionale selon trois modèles: dans certaines classes, le castillan est utilisé pour l'enseignement, mais les élèves reçoivent des cours de basque; dans d'autres, castillan et basque sont placés sur un pied d'égalité; dans d'autres, enfin, le basque est la langue d'enseignement et le castillan deuxième langue.

Ce système ne semble pas recevoir l'accord de tous les parents. Certains, en Álava, par exemple, préfèrent envoyer leurs enfants dans la province voisine de Burgos où le basque n'est pas enseigné.

Des problèmes du même ordre existent en Galice. La loi de normalisation linguistique (juillet 1983) rend le galicien obligatoire pour tous les élèves, à

tous les niveaux, mais prévoit des dérogations pour les examens en faveur des élèves qui doivent résider moins de deux ans en Galice. La réalité est assez différente. 95 % des habitants comprennent le galicien et 80 % sont capables de le parler. Le problème est de passer de l'oral à l'écrit; or 15 % seulement des enfants seraient scolarisés en galicien dès le début à cause des réticences de nombreux parents: ils estiment qu'au lieu du galicien on ferait mieux d'enseigner aux enfants une langue étrangère. C'est une affaire qui concerne toutes les communautés historiques: l'enseignement du castillan vient s'ajouter à celui de la langue communautaire si bien que l'anglais, le français, l'allemand, etc. sont, en fait, dans la situation d'une troisième langue. C'est ce qui explique en partie la désaffection qu'on constate, depuis une vingtaine d'années, à l'égard du français. En Espagne, presque tous les enfants font de l'anglais. C'est la même chose en France, sauf qu'en France on peut étudier une deuxième langue alors qu'en Espagne les langues autres que l'anglais sont souvent des quatrièmes langues; elles viennent après la langue vernaculaire, le castillan et l'anglais. Dans le cas du galicien, il faut tenir compte d'un autre phénomène: l'intérêt qu'une minorité cultivée porte au galicien contraste avec la désaffection dont cette langue souffre dans le peuple; grâce à une codification de la grammaire et du vocabulaire, on s'efforce de rendre sa dignité à une langue qui perd progressivement son assise populaire.

Le catalan n'est pas du tout dans cette situation. Cette langue n'a jamais cessé d'être parlée, écrite et utilisée par toutes les couches de la population, y compris par les élites sociales et culturelles. Plus de 90 % des six millions d'habitants de la Catalogne le comprennent; 64 % le parlent; 60 % le lisent; 31,5 % l'écrivent. En 1990, ces pourcentages sont plus élevés chez les jeunes entre quinze et vingt-neuf ans: plus des deux tiers parlent le catalan et près de la moitié savent l'écrire. Ces résultats sont dus à la loi de normalisation linguistique et au programme dit d'immersion: dès le début, tous les enfants — y compris ceux dont le castillan est la langue maternelle — sont scolarisés en catalan.

Le pays Valencien a un problème d'identité. Au XIVe siècle, la région a été conquise et colonisée par des Catalans, mais les Valenciens ont toujours revendiqué une personnalité originale. Valence a refusé d'être une Nouvelle Catalogne comme il y a eu une Nouvelle-Castille, née des combats de la

Reconquête; le royaume de Valence est devenu la troisième composante de la couronne d'Aragon, à côté de l'Aragon et du principat de Catalogne. Par une sorte de réaction — certains parlent d'un complexe d'anciens colonisés vis-à-vis des colonisateurs -, les Valenciens se méfient des tendances hégémoniques — impérialistes?— de la Catalogne et se veulent différents des Catalans. Dans les provinces qui constituent aujourd'hui la communauté valencienne [28], on parle le valencien, mais le valencien n'est pas autre chose que le catalan, à quelques nuances de vocabulaire et de prononciation près. Du point de vue linguistique, la Catalogne, les Baléares et Valence forment une unité. Les Valenciens refusent d'aller au-delà et de se fondre dans une unité politique qui regrouperait tous les territoires d'expression catalane. Ces inquiétudes permettent de comprendre les tensions qui se produisent entre Catalans et Valenciens, en particulier l'indignation des seconds quand le dictionnaire de l'Académie espagnole a cru pouvoir définir leur langue comme du catalan; la chose est indiscutable du point de vue scientifique, mais, politiquement et sociologiquement, les Valenciens prétendent parler le valencien, pas le catalan...

En organisant l'État des autonomies, la constitution a encouragé le polycentrisme culturel, qui était déjà fortement enraciné en Espagne, en même temps qu'elle introduisait un risque de déséquilibre entre l'État et les régions. L'article 148 range la culture parmi les compétences que les communautés autonomes ont la possibilité de revendiquer et d'assumer; l'article 149 fait de la culture une attribution essentielle de l'État. Les communautés autonomes ont profité de ces dispositions; elles ont toutes mis en place une consejería — ministère — de la Culture dont les objectifs et les priorités ne coïncident pas toujours avec ceux du ministère de la Culture du gouvernement central. À l'actif, on relève l'effort pour restaurer et entretenir le patrimoine historique des provinces : châteaux anciens, palais et demeures de la Renaissance, ensembles urbains, etc. ont pu bénéficier de cette façon d'une aide souvent considérable de la part des régions autonomes. Bien entendu, les régions les plus prospères sont mieux à même que les autres de développer des initiatives culturelles. En contrepartie, le risque est grand de voir se répandre une culture exclusivement ou principalement provinciale. Le gouvernement basque, par exemple, subventionne jusqu'à hauteur de 25 % les productions faites sur

son territoire, avec des acteurs et des techniciens basques et sur des thèmes spécifiquement basques. Comme la plupart des communautés autonomes, la Généralité de Catalogne a ses propres chaînes de télévision [29]et ses radios, et l'une des premières initiatives de la nouvelle TV 3 autonomique a été d'acheter la série Dallas et de la faire doubler en catalan; peut-on parler, dans ce cas, de culture catalane? La Généralité subventionne les éditions en catalan; elle achète systématiquement trois cents exemplaires de chaque œuvre publiée [30]. C'est à coup sûr un encouragement à la littérature, mais seulement à la littérature écrite en catalan. C'est ainsi qu'un récent catalogue des « écrivains catalans »ignore Ana Maria Matute, Manuel Vázquez Montalbân, Eduardo Mendoza, les frères Goytisolo... au motif que, bien que Catalans, ils écrivent en castillan.

Le phénomène le plus surprenant de ces dernières années a été la promotion de Madrid au rang de grande métropole culturelle. La capitale de l'Espagne est en train de devenir le centre artistique le plus vivant et le plus dynamique du pays. Ont contribué à favoriser cette tendance les initiatives des autorités municipales — pensons au rôle joué par Enrique Tierno Galván comme maire pour faire de Madrid une grande ville culturelle — et aussi la politique suivie par le ministère de la Culture. Le centre d'art Reine Sophie, installé dans un hôpital du XVIIIe siècle, a l'ambition d'être le grand musée d'art moderne et contemporain de l'Espagne d'aujourd'hui. À proximité, dans le palais Villahermosa, s'est installée la collection Thyssen, riche de près de 800 œuvres dont la moitié sont antérieures au XVIIe siècle. De 1988 à mars 1990, l'Espagne a eu un ministre de la Culture d'une qualité exceptionnelle, Jorge Semprún, qui, par sa personnalité internationale [31]et par son indépendance d'esprit — il n'était pas membre du PSOE -, a contribué à rendre à l'Espagne son rang et son prestige dans le monde. L'une des ambitions de Semprún a été de faire de Madrid un centre artistique de premier plan. Certains le lui ont reproché, et on a pu le voir polémiquer avec la Généralité de Catalogne à propos du legs Dalí; le ministre voulait déposer au centre Reine Sophie les œuvres antérieures à 1960, qui sont souvent les plus belles... On est finalement arrivé à un accord, mais l'incident est significatif.

Il semble bien que l'émergence de Madrid comme grande ville, centre culturel et laboratoire d'expériences ne soit pas due uniquement à une

conjoncture passagère ou à une politique volontariste de la part du pouvoir central et des autorités municipales. L'ouverture sur le monde extérieur est réelle; les tendances au repli sur soi dont il est arrivé à l'Espagne de faire preuve dans le passé paraissent révolues et Madrid profite de cette situation dans le domaine culturel comme dans d'autres. Il se pourrait que le développement des autonomies ait en quelque sorte renforcé le rôle culturel de la capitale. Le contraste avec Barcelone est instructif. Cette ville s'est longtemps voulue plus cosmopolite et plus ouverte que Madrid; elle a été et reste un foyer actif et vivant d'art. Le paradoxe est qu'au moment où la Catalogne retrouve une autonomie à laquelle elle aspire depuis trois siècles Barcelone donne l'impression de se replier sur elle-même et sur le catalanisme. Sûre de sa richesse culturelle, elle paraît se satisfaire d'une situation qui n'est sans doute pas éternelle; elle a un peu trop tendance à cultiver son particularisme. On peut trouver un signe de cet état d'esprit dans la façon dont l'avant-garde d'hier ou d'avant-hier se transforme en une sorte d'académisme. Tapiès est devenu pour les Catalans une référence obligée; c'est par rapport à lui que se définit plus ou moins l'esthétique officielle ou officieuse de la région: le catalanisme, avec ce que cela suppose de rejet ou, en tout cas, de négligence vis-à-vis des autres expressions artistiques. La politique suivie par la Généralité renforce cette tendance à affirmer la personnalité de la Catalogne en toutes circonstances. Son président, Jordi Pujol, se considère en quelque sorte comme le commis voyageur de la Catalogne dans le monde: il assure la promotion de son pays, de ses productions, de sa culture, de sa langue, ce qui ne va pas sans irriter le reste de l'Espagne. Barcelone reproche au pouvoir central de favoriser Madrid. La vérité est sans doute plus complexe: Barcelone reste ce qu'elle était, ce qui n'est déjà pas mal, mais ne paraît pas soucieuse d'ouvrir de nouvelles voies. C'est ce qu'exprimait sans détours Jorge Semprún en octobre 1988 en parlant de l'identité culturelle catalane: «Il y a un moment où l'affirmation de cette identité provoque une certaine crispation et une relative clôture [32]. »En 1992, l'écrivain d'origine péruvienne Mario Vargas Llosa [33]a provoqué une belle polémique avec sa déclaration au quotidien El País: «La ville de Barcelone donne au visiteur une impression de grande prospérité, du point de vue matériel. Pourtant, autrefois, Barcelone était un centre cosmopolite, une démarche culturelle ouverte sur le monde; c'est cela qui attirait beaucoup d'entre nous. J'ai

l'impression que les choses ont changé depuis quelque temps dans le domaine de la culture. La défense du particularisme, de ce qui est spécifiquement catalan, n'est peut-être pas majoritaire, mais cette attitude semble prévaloir; elle tend à replier la ville sur elle-même, ce qui me paraît regrettable, dans le cas de Barcelone comme partout dans le monde. S'il y a quelque chose qui est brouillé avec le particularisme, c'est bien la culture. Il est regrettable que cela se produise à une époque d'internationalisation intense [34]. » En invitant chaque région à cultiver sa différence, le développement des autonomies a renforcé le rôle de Madrid: ce n'est plus seulement la capitale politique et administrative; c'est aussi et de plus en plus un lieu d'accueil, ouvert sur le monde extérieur, en particulier dans le domaine culturel.

L'ESPAGNE, PUISSANCE MONDIALE

Depuis la fin de la guerre d'Indépendance et l'émancipation des territoires américains, l'Espagne n'était plus qu'une puissance de second ordre. Elle en avait tiré les conséquences. Elle s'était fixé des objectifs diplomatiques modestes: maintenir de bonnes relations avec les pays étrangers, particulièrement avec la France et avec l'Angleterre, mais sans entrer dans des systèmes d'alliances qui pourraient l'entraîner dans des conflits armés. La situation n'avait guère évolué sous Franco, sauf que, de 1939 à 1944, l'Espagne s'était rapprochée de l'Allemagne et de l'Italie, puis, à partir de 1945, des États-Unis. Depuis 1975, l'Espagne entend retrouver, en Europe et dans le monde, un rôle qui soit conforme à son histoire et à ses transformations récentes: elle est maintenant un pays développé; elle est redevenue une démocratie. L'Espagne se propose donc de mener une politique étrangère ambitieuse en Amérique latine, dans le bassin méditerranéen et en Europe. De 1982 à 1992, trois hommes ont successivement dirigé la diplomatie des gouvernements socialistes: Fernando Morán jusqu'au 4 juillet 1985, de juillet 1985 à juillet 1992, Francisco Fernândez Ordóñez et, enfin, Javier Solana. Les trois ont en commun la volonté de faire entrer l'Espagne dans la Communauté européenne sans renoncer à une politique active en Amérique latine et en

Méditerranée, mais cette seconde préoccupation a été plus affirmée chez Fernando Morân, moins atlantiste que ses successeurs.

L'intérêt pour l'Amérique latine remonte à la fin du XIXe siècle [35]. Il a été réactivé sous la dictature de Primo de Rivera. À cause de ses origines, le régime franquiste n'avait pas été accueilli avec une égale faveur par toutes les nations latino-américaines; il avait de bonnes relations avec l'Argentine de Perôn, mais le Mexique lui était hostile. Le rétablissement de la démocratie crée une situation nouvelle. Dès 1976, le roi Juan Carlos entreprend une série de déplacements destinés à resserrer les liens entre l'Espagne et ses anciens territoires, quel que soit leur régime politique; l'Espagne, par exemple, n'a jamais rompu ses relations avec Cuba, même si cela irrite les États-Unis. Il s'agit, pour Juan Carlos, de développer l'idée d'une communauté des nations ibéro-américaines, fondée sur une longue histoire commune et excluant tout ce qui pourrait faire penser à du néocolonialisme [36]. Cette communauté se manifeste par l'appartenance à un même fonds culturel — à la même aire culturelle, dirait Fernand Braudel — et par l'usage de la même langue; la définition que donne le roi de l'ibéro-américanisme inclut les éléments autochtones et écarte donc la tentation de l'eurocentrisme. La constitution prévoit la possibilité d'une double nationalité pour les Espagnols et les ressortissants des pays ibéro-américains, sous réserve de réciprocité. En 1979, se met en place, à Madrid, une agence de coopération ibéro-américaine qui succède à l'Institut de coopération ibéro-américaine de l'époque franquiste. L'inspiration est identique, sauf que l'agence s'efforce de bannir toute connotation paternaliste de la part de l'Espagne. L'agence se propose d'accueillir des stagiaires latino-américains - étudiants, jeunes fonctionnaires —, de développer l'assistance technique et de former des spécialistes dans divers domaines. La préparation du Ve centenaire de la découverte de l'Amérique a été l'occasion de donner un contenu à cette communauté d'intérêts culturels [37]. La commission nationale créée en 1981 encourage toutes sortes de projets qu'une société anonyme, avec financement public, est chargée de mettre en œuvre. Le but est de montrer la richesse du patrimoine artistique et culturel de l'Espagne et des pays qui ont eu avec elle une histoire commune. La société du Ve centenaire subventionne les projets les plus divers qui concernent, non seulement l'Amérique latine [38], mais aussi la civilisation

hispanique en général [39]. Depuis 1991, se tient tous les ans une réunion des chefs d'Etat ibéro-américains. On présente parfois la conférence de Guadalajara (Mexique) de cette année-là comme l'acte de naissance de cette communauté des nations ibéro-américaines. La crise des Malouines, au printemps 1982, avait embarrassé l'Espagne qui, à la même époque, était engagée dans une négociation avec l'Angleterre à propos de Gibraltar. L'Espagne avait reconnu les droits de l'Argentine sur les îles Malouines et s'était abstenue de voter la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies condamnant l'Argentine. L'affaire avait révélé la difficulté de concilier la politique américaine de l'Espagne et son engagement en Europe.

L'Espagne, qui n'avait pas bénéficié du plan Marshall, avait demandé, dès 1962, à entrer dans la Communauté européenne. Elle s'était heurtée à un refus à cause de la nature de son régime. Elle renouvelle sa candidature en 1977. Elle est bien admise au Conseil de l'Europe, mais, pour ce qui est du Marché commun, les gouvernements Suárez et Calvo Sotelo rencontrent l'opposition feutrée de la France, ce qui provoque l'irritation des Espagnols. Pour la majorité d'entre eux, en effet, l'intégration dans l'Europe représente des perspectives accrues de développement et, plus encore, une consécration: une façon de reconnaître que l'Espagne a atteint sa légitimité démocratique et qu'elle est devenue un pays européen comme les autres. On en veut à la France de chercher des prétextes pour retarder l'admission de l'Espagne. On en éprouve du dépit et du ressentiment, notamment à l'égard du président Giscard d'Estaing. Celui-ci a assisté, en novembre 1975, à l'intronisation de Juan Carlos et, depuis cette date, il affecte de parrainer l'Espagne, en quelque sorte, mais il est aussi soucieux de ménager les agriculteurs du Sud-Ouest qui redoutent la concurrence des fruits et légumes espagnols. À ce premier sujet de mésentente s'en ajoute un second, l'attitude de la France à l'égard de l'ETA. Elle s'obstine à considérer les militants de l'ETA comme des réfugiés politiques; elle les assimile à des résistants qui ont lutté contre la dictature franquiste et qui se battent pour la liberté de leur peuple. C'est en vain que les Espagnols — toutes tendances confondues — font valoir que la situation n'est plus la même: les libertés publiques ont été rétablies; le délit d'opinion n'existe plus. Il ne saurait donc y avoir de réfugiés politiques; les militants de l'ETA sont des terroristes qui refusent de s'incliner devant le verdict des électeurs; 90 % des attentats qui

leur sont imputés ont été commis depuis le rétablissement de la démocratie. Enfin, le pays Basque dispose d'une très large autonomie: il a presque toutes les prérogatives d'un État souverain sauf la diplomatie, l'armée et la monnaie. Le contentieux entre la France et l'Espagne ne commence à se débloquer qu'en 1984, trois ans après l'élection de François Mitterrand et deux ans après l'arrivée au pouvoir de Felipe González. La visite de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, en juin 1984, puis celle du président de la République, en octobre de la même année, permettent d'arriver à un accord sur les deux points litigieux: l'ETA et la Communauté européenne. La France accepte d'extrader les terroristes qui ont trouvé refuge chez elle; la police française coopère avec les autorités espagnoles; d'autre part, la France promet d'appuyer la candidature de l'Espagne au Marché commun. Le traité d'adhésion est signé à Madrid, le 12 juin 1985.

Fernando Morân, ministre des Affaires étrangères dans le premier gouvernement González, s'était montré soucieux d'accélérer l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne. En revanche, il était plus que réticent sur l'adhésion de son pays à l'OTAN. Sa position était, au départ, celle du PSOE tout entier. C'est le gouvernement Calvo Sotelo qui avait pris l'initiative dans ce domaine. Il pensait que l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN serait de nature à faciliter l'entrée dans le Marché commun et que, de plus, elle contribuerait à donner à l'armée espagnole les moyens de se moderniser et des missions dignes d'une grande nation. Le 30 août 1981, le Congrès avait approuvé cette démarche, malgré l'opposition des socialistes qui, à l'époque, avaient déclaré que, s'ils arrivaient au pouvoir, ils organiseraient un référendum sur la question. Dans cette affaire, l'opinion publique, en Espagne, était plutôt hostile à l'OTAN; elle n'aimait pas beaucoup les États-Unis, soupçonnés de visées impérialistes, et elle penchait pour une politique de neutralité, conforme à une longue tradition. Arrivés au pouvoir, les socialistes sont embarrassés. Beaucoup d'entre eux restent hostiles à l'OTAN, à commencer par Fernando Morán, ministre des Affaires étrangères, qui voudrait assurer la sécurité de l'Espagne grâce à des accords bilatéraux avec les États-Unis, mais sans adhérer à l'OTAN. Felipe Gonzalez cherche à gagner du temps dans l'espoir que la détente entre les blocs fera perdre à l'Alliance atlantique une grande partie de sa raison d'être. Il tergiverse pendant trois ans avant d'organiser le référendum

promis. Il finit par s'y résoudre en 1986. Il est désormais favorable à l'entrée de l'Espagne à l'OTAN, assortie de quelques restrictions: non-intégration dans les structures militaires de l'Alliance, réduction progressive des forces américaines stationnées en Espagne, pas d'armes nucléaires sur le sol de l'Espagne. Morán a cédé la place à Fernández Ordóñez, partisan de l'Alliance atlantique. Il s'agit maintenant de convaincre les Espagnols. Pour ce faire, les socialistes organisent une campagne de propagande intense: affiches, tracts, réunions publiques, interventions télévisées... L'enjeu du scrutin dépasse la question posée. La réponse sera un test pour le gouvernement. C'est bien ainsi que l'entend la droite, hier favorable à l'OTAN et qui fait campagne pour l'abstention: elle ne veut pas transformer le référendum en plébiscite en faveur de Felipe González. Les socialistes sont donc seuls à recommander de voter oui. Les communistes maintiennent leur hostilité. Compte tenu de ces circonstances, on ne s'étonnera pas du faible taux de participation au référendum du 12 mars 1986: 60% seulement. Le oui l'emporte de peu: 52,5% des suffrages exprimés; il y a 8 % de bulletins blancs ou nuls. C'est une victoire personnelle pour Felipe González qui confirme ainsi sa popularité dans le pays.

L'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne l'a obligée à reconsidérer quelques aspects de sa politique à l'égard de l'Amérique latine. Pour se conformer aux directives européennes, elle a été amenée à exiger un visa d'entrée des ressortissants de certaines Républiques américaines qui n'ont pas beaucoup apprécié la mesure: en 1939, elles avaient accueilli des réfugiés espagnols; quarante ans plus tard, l'Espagne restreint la liberté de circulation dans l'autre sens... D'une façon générale, l'Espagne a tenu à s'associer à toutes les grandes décisions de l'Alliance atlantique et de la Communauté: la guerre du Golfe en 1991, l'aide humanitaire et l'intervention dans l'ex-Yougoslavie, etc. Enfin, il est un domaine auquel elle porte un intérêt particulier: la Méditerranée. Franco avait des relations privilégiées avec le monde arabe. L'Espagne nouvelle a persévéré dans cette direction, notamment en entretenant des rapports avec l'Algérie — qui lui fournit du gaz naturel — et avec le Maroc, malgré le contentieux qui oppose les deux pays à propos du Sahara occidental, des zones de pêche et du statut de Ceuta et de Melilla. Sans renoncer à l'amitié avec les pays arabes, l'Espagne s'est décidée, en janvier 1986, à reconnaître l'État d'Israël.

Deux événements témoignent de cette vocation méditerranéenne de l'Espagne : le Conseil européen de Madrid (juin 1989) qui s'est terminé par une déclaration sur le Proche-Orient et surtout la conférence de Madrid (30 octobre 1991) où s'est amorcé le processus de paix entre Israël et les Palestiniens, sous les auspices des États-Unis et de l'URSS. Il n'est pas excessif de voir dans ce dernier événement un symbole : il marque le retour de l'Espagne sur la scène de la grande politique internationale. L'Espagne accueille les belligérants parce qu'elle a su rétablir des liens de confiance avec des confessions qui cohabitèrent autrefois sur son sol; c'est ce qui l'autorise à servir d'intermédiaire entre Juifs et Arabes. Rien ne montre mieux le chemin parcouru depuis 1815. L'Espagne est redevenue une grande puissance.

L'alternance de 1996

Aux élections législatives du 22 juin 1986, l'Alliance populaire, les communistes, le PNV et Herri Batasuna maintiennent leurs positions ; la coalition de Jordi Pujol - Convergence et union - progresse, ainsi que le CDS de Suárez ; le PSOE perd un million d'électeurs, mais conserve la majorité absolue[40]. Trois ans plus tard, Felipe González cherche à exploiter le succès des socialistes aux élections européennes de juin 1989. Il procède à des élections législatives anticipées le 29 octobre 1989. Le résultat est conforme à ce qu'il espérait: seuls les communistes gagnent des voix et des sièges ; toutes les autres formations stagnent ou régressent, y compris le PSOE, mais celui-ci réussit à garder de justesse la majorité absolue [4]1. Rien ne paraît pouvoir menacer l'hégémonie socialiste, malgré les regroupements qui s'opèrent à gauche comme à

40.

	Suffrages exprimés (en pourcentages)	Sièges
PSOE	43,4	184
Alliance populaire	26	105
PC	4,6	7
CDS	9,2	19
Convergence	5	18
PNV	1,5	6
Herri Batasuna	1,1	5

41.

PSOE	39,56	176
Parti populaire	25,84	106
Gauche unie	9	17
CDS	7,5	14
Convergence	5	18
PNV	1,2	5
Herri Batasura	1	4

droite. Les communistes ne se sont pas remis de leurs divisions. Santiago Carrillo a dû quitter le parti qu'il avait dirigé pendant tant d'années. Le nouveau secrétaire général, Julio Anguita, cherche à élargir l'audience des communistes en les englobant dans une coalition électorale, la Gauche unie - Izquierda unida -, qui obtient des résultats encourageants, mais qui n'a guère d'influence sur la vie politique en raison de sa stratégie de lutte sur deux fronts: contre la droite et contre les socialistes. Tel n'est pas le cas de l'Alliance populaire, devenue, en janvier 1989, le Parti populaire. Depuis plusieurs années, Fraga Iribarne était contesté. Dans son propre parti comme dans l'opinion, son nom restait associé au franquisme et cela détournait les électeurs centristes. Fraga finit par démissionner. Pour lui succéder, le Parti populaire désigne, en 1990, un homme nouveau, beaucoup plus jeune, José María Aznar, qui veut incarner une droite moderne et libérale. Aznar élargit progressivement l'assise électorale du Parti populaire. Il cherche à attirer les centristes, les déçus du socialisme et tous les mécontents. Il a pourtant beaucoup de peine à se présenter en rival de Felipe González qui, pendant toute cette période, semble s'imposer comme le seul homme d'État de l'Espagne nouvelle. D'autre part, le Parti populaire n'a pas de véritable programme de rechange puisque le PSOE mène une politique libérale d'où a été bannie toute référence à des réformes de structure ; il se contente de garantir les retraites et les allocations de

chômage. Les syndicats, du reste, ne s'y trompent pas; ils critiquent la politique menée, mais, le soir du scrutin, les vieilles fidélités l'emportent: les syndicalistes continuent à voter socialiste. C'est ce qui rend si inconfortable la position d'Aznar, chef d'une opposition qui critique la politique du gouvernement, mais qui est incapable d'en proposer une autre.

Néanmoins, le PSOE commence à subir l'usure du pouvoir. L'autorité de Felipe González reste intacte au sein du parti, mais des divergences apparaissent entre Alfonso Guerra, vice-président du gouvernement, qui tient l'appareil, et les ministres néolibéraux Miguel Boyer, puis Carlos Solchaga. Le premier représente une tendance populiste, soucieuse de ne pas trop décevoir les milieux qui votent traditionnellement socialiste. En mars 1990, Felipe González se résigne à se séparer de Guerra. À vrai dire, ce départ était devenu inévitable depuis qu'en janvier 1989 le frère de Guerra avait été impliqué dans une affaire de trafic d'influence. Juan Guerra, qui n'avait aucune fonction officielle, s'était installé dans un bureau de Séville, en principe réservé au délégué du gouvernement. Il y recevait des solliciteurs et les aidait à passer des marchés publics et à obtenir des autorisations. Il y avait acquis une coquette fortune. Alfonso Guerra n'était pas personnellement coupable de malversations, mais la situation était pour le moins ambiguë. L'affaire Guerra est la première d'une série de scandales qui vont éclabousser le parti au pouvoir[40]: financements occultes, fausses factures, trafics d'influence, utilisation des fonds secrets, pots-de-vin, écoutes téléphoniques... Deux scandales se révèlent particulièrement gênants pour les socialistes : l'affaire Roldán et l'affaire des GAL. Luis Roldán avait été nommé directeur général de la Garde civile - c'est la première fois que ce poste n'était pas occupé par un militaire. On découvre que Roldân est un escroc de haute volée qui a détourné à son profit des sommes considérables. Il prend la fuite. Un épisode rocambolesque, digne d'un roman d'espionnage, le fait échouer au Laos où il est arrêté. On le ramène en Espagne où il attend, en prison, qu'on finisse d'instruire son procès. Les GAL - groupes antiterroristes de libération - constituent une autre source d'inquiétude pour le gouvernement socialiste. Voulant combattre le terrorisme avec ses propres armes, des policiers recrutent des hommes de main, enlèvent en territoire français des militants et des sympathisants présumés de l'ETA, en éliminent sommairement d'autres,

parfois en se trompant de cible et en prenant d'honnêtes citoyens pour des terroristes. Les services officiels et des ministres ont-ils couvert et financé ces agissements ? Pis : en ont-ils pris l'initiative? Felipe González était-il au courant?

Ces questions et ces scandales sont débattus dans la presse et au Parlement. Les socialistes sont sur la défensive. Les élections municipales de mai 1991 avaient été mauvaises. Le PSOE a pu conserver les mairies de Barcelone et de Saragosse, mais il a perdu celles de Madrid, de Séville et de Valence. Pourtant, Felipe González ne perd pas l'espoir de redresser la situation. Il compte sur sa popularité - qui est réelle - et sur sa stature d'homme d'Etat respecté en Europe et dans le monde face à un José Maria Aznar sans prestance et mauvais orateur. De nouvelles élections législatives anticipées sont organisées. Pour la première fois en Espagne, des face à face télévisés opposent les chefs des deux partis principaux, le PSOE et le Parti populaire. À la surprise générale, Aznar se tire à son avantage du premier débat, le 24 mai 1993; Felipe González, trop sûr de lui, n'a pas pris la peine de s'y préparer. Il retrouve sa verve le 31 mai et retourne la situation. Le 6 juin 1993, la participation est forte : 78,28 %. Le Parti populaire gagne des voix et des sièges : il passe de 25,84 % à 34,82 % et de 106 à 141 députés. Le PSOE se maintient dans les campagnes, moins bien dans les villes. Il cède un point en pourcentage - 38,68 au lieu de 39,56 -, mais il n'a pas plus que 159 députés; il lui en aurait fallu 176 pour conserver la majorité absolue [41]. Il réussit cependant à se maintenir au pouvoir grâce au groupe de Jordi Pujol, Convergence et union, et en échange de concessions pour la Catalogne[42]. C'est en vain qu'Aznar répète au Parlement et à la télévision: « Allez vous-en, M. González. » Le président du gouvernement a beau jeu de l'inviter à déposer une motion de censure; Aznar sait bien qu'une telle motion n'a aucune chance d'aboutir puisqu'elle suppose l'accord de toutes les oppositions sur le nom du futur chef du gouvernement. Harcelé par cette bataille parlementaire, en butte aux attaques et aux révélations de la presse qui n'arrête pas de dénoncer les scandales, lâché par ses alliés de Convergence et union, en septembre 1995, Felipe González finit par dissoudre les Cortès. Les sondages annoncent une victoire assurée à Aznar qui, à force de patience, a fini par acquérir une structure d'homme politique et par en convaincre une partie de l'opinion[43]. Il n'en est rien. Certes, les

socialistes ont perdu les élections du 3 mars 1996, mais de peu. Avec 156 sièges, le Parti populaire est loin de la majorité absolue : 176. Pour gouverner, il a dû engager des négociations laborieuses avec les régionalistes canariens - 4 sièges -, le PNV et surtout Convergence et union - 16. Aznar, qui avait tant reproché à Pujol d'avoir soutenu les socialistes, a été obligé de composer avec lui. À quelles conditions ? La suite le dira.

1 C'est ce qu'il aurait dit au comte de Barcelone en lui annonçant qu'il venait d'accepter la proposition de Franco de faire de lui son successeur : « Si ce n'est pas moi [qui règne], ce ne sera ni toi ni moi. »

2 Lo que el rey me ha pedido; sous ce titre, les enfants du président du Conseil du royaume, Pilar et Alfonso Fernández-Miranda, ont publié, en 1995, un livre qui raconte en détail l'opération. Après coup, Torcuato Fernández-Miranda a cherché à atténuer le sens de cette phrase; il aurait voulu dire seulement: le roi m'a demandé une liste de trois noms; je la lui apporte.

3 Littéralement un gouvernement de PNN. On appelait alors PNN (personal no numerario) les jeunes professeurs recrutés en grand nombre pour faire face à l'afflux des étudiants dans les universités et qui réclamaient leur titularisation. À la même époque, les assistants des universités françaises présentaient des revendications analogues.

4 « Suárez, dimite; el pueblo no te admite. »

5 La campagne officielle pour le référendum se fait autour du slogan« Peuple, prends la parole ».

6 Sánchez-Albornoz ne fait qu'un bref séjour en Espagne en avril 1976. Son retour définitif se situe plus tard, le 23 juillet 1983; il mourra le 8 juillet 1984.

7 Auparavant, Suárez avait exigé le départ du monarchiste libéral Areilza qui aurait pu devenir un rival.

8 La Moncloa est le siège de la présidence du gouvernement.

9 Il y a trois voix contre et deux abstentions.

10 Palais royal qu'on appelle parfois palais d'Orient bien qu'il soit situé à l'ouest de la ville! Cette appellation, semble-t-il, est récente. Jusqu'en 1931, c'était la résidence officielle du roi. Sous la République, il était devenu le Palais national. En 1939, Franco avait préféré s'installer au Pardo, mais il aurait refusé de rendre à l'édifice son nom de palais royal. Comme il fallait bien l'appeler d'une façon ou d'une autre, on l'a baptisé palais d'Orient parce qu'il est situé sur la place d'Orient, laquelle, en effet, est à l'est du palais. C'est sur la place d'Orient que se tenaient les grandes manifestations officielles sous le franquisme; le caudillo haranguait les foules depuis le balcon du palais.

11 Juan Carlos semble conscient qu'en se coupant d'une partie de la nation Alphonse XIII avait rendu presque inévitable la chute de la monarchie; c'est ce qui ressort des propos rapportés par Tusell: au cours d'une conversation, en mai 1982, le roi aurait évoqué le rôle des intellectuels dans l'Espagne contemporaine en laissant clairement entendre qu'il ne commettrait pas, sur ce point, l'erreur de son grand-père.

12 Le Congrès comprend 350 députés. Au sénat, chaque province de la péninsule a le même nombre de sièges: quatre; les grandes îles (la Grande Canarie, Tenerife et Majorque) en ont trois chacune; Ceuta et Melilla deux; les petites îles (Ibiza, Formentera, Minorque, Fuerteventura,

Gômera, Hierro, Lanzarote et la Palma) un; à quoi s'ajoutent un siège pour chacune des dix-sept communautés autonomes et un siège supplémentaire par tranche d'un million d'habitants.

13 Le pacte autonomique conclu en février 1992 entre le président du gouvernement, Felipe González, et le chef de l'opposition, José Maria Aznar, prévoit de donner à toutes les communautés les mêmes compétences qu'à celles à voie rapide, notamment l'enseignement.

14 D'une certaine façon, Ortega a été le précurseur de l'État des autonomies. Dans des articles publiés en 1927 et en 1928 - réunis en volume sous le titre La Rédemption des provinces-, il suggérait de diviser l'Espagne en dix régions: la Galice, les Asturies, la Vieille-Castille, l'ensemble basco-navarrais, l'Aragon, la Catalogne, le Levant, l'Andalousie, l'Estrémadure et la Nouvelle-Castille. Sauf en ce qui concerne la réunion du pays Basque et de la Navarre en un seul bloc et du cas des Baléares et des Canaries qu'Ortega passe sous silence, cette division paraît plus conforme que l'actuelle aux réalités historiques, géographiques et économiques.

15 Le tribunal constitutionnel comprend douze membres nommés par le roi: quatre sur proposition du congrès des députés à la majorité des trois cinquièmes; quatre sur proposition du sénat, toujours à la majorité des trois cinquièmes; deux sur proposition du gouvernement; deux sur proposition du conseil général du pouvoir judiciaire. Tous les membres doivent être juristes — magistrats, professeurs d'université, avocats... - et justifier de quinze ans d'expérience professionnelle. Ils sont nommés pour neuf ans et élisent parmi eux leur président.

16 Le 6 décembre est jour férié en Espagne: fête de la Constitution.

17 Il y a eu seulement 44 % de votants au Guipúzcoa et en Biscaye, 42,3 % en Álava et 50 % en Navarre.

18 Le cardinal González Martin et les évêques d'Orense, de Vitoria, de Ciudad-Rodrigo, de Sigüenza-Guadalajara, de Tenerife, d'Orihuela, d'Alicante et de Burgos reprennent cette condamnation. L'article 16 de la constitution garantit «la liberté idéologique, religieuse et de culte; aucune confession n'a de caractère

officiel. Les pouvoirs publics prendront en compte les croyances religieuses de la société espagnole et continueront à avoir des rapports de coopération avec l'Église catholique et les autres confessions ».

19 Cet accord concerne en particulier la liste des jours fériés, ce qui donne lieu à quelques situations embarrassantes. La fête de l'Immaculée Conception, par exemple, est chômée; elle tombe le 8 décembre, deux jours après la fête de la Constitution — le 6 décembre -, elle aussi chômée. L'État et l'Église ont été incapables de s'entendre, chacun des partenaires invitant l'autre à reporter au dimanche suivant la célébration de l'une de ces fêtes...

20 Par exemple, l'Alliance populaire aurait voulu que la province de Léon fût autonome au lieu de s'intégrer dans Castille-Léon —León sin Castilla funciona de maravilla. Le PSOE souhaitait accélérer le processus d'autonomie de l'Andalousie, etc.

21 En Euzkadi, les impôts nationaux et locaux sont collectés par les provinces et répartis entre les provinces, les municipalités, la communauté autonome et l'État selon les proportions suivantes: 11 % pour l'État, 47,5 % pour le gouvernement

basque, 31 % pour les provinces basques et 9,6 % pour les communes. La part de l'État espagnol devrait être en diminution constante à cause des transferts de compétences en faveur du gouvernement basque.

22 Les nationalistes basques revendiquent une grande Euzkadi qui serait formée des trois provinces basques espagnoles - Euzkadi-sud -, de la Navarre et des trois cantons basques situés en

France (Euzkadi-nord: la Basse Navarre - Saint-Jean-Pied-de-Port -, le Labourd - Ustaritz - et la Soule — Mauléon -), selon la formule: 4 + 3 =1. Le nationalisme basque existe aussi en Navarre, mais sa force est moindre. À noter qu'il n'y a pas de corrélation stricte entre la diffusion de la langue basque et le vote en faveur des nationalistes : à Bilbao, 8 % seulement de la population parlent le basque, mais les partis nationalistes ont obtenu, en 1979, 47 % des suffrages exprimés.

23 Ainsi appelée parce que les conjurés se retrouvaient dans une cafétéria qui portait ce nom.

24 Le parti nationaliste catalan Esquerra republicana est très minoritaire.

25 Cette dualité communautés-provinces fait problème dans certains cas. Par exemple, la répartition des ressources entre l'Euzkadi et les trois provinces qui composent cette communauté a entraîné une sécession au sein du PNV. Le président du parti, Arzallus, défendait le rôle traditionnel des provinces ; Carlos Garaicoechea soutenait, au contraire, la primauté du gouvernement basque. Désavoué, celui-ci fonde un parti dissident, Eusko Alkartasuna.

26 Le pays Basque constitue l'exception qui confirme la règle: le PNV gouverne avec l'appui des socialistes.

27 Margarita RIVIERE, El problema, Barcelone, 1996.

28 Valence, Alicante et Castellôn, mais le castillan avait considérablement pro gressé dans les villes, notamment dans celle de Valence.

29 On a ainsi deux chaînes catalanes - TV 3 et Canal 33 -, deux chaînes de la télévision basque Euskal Telebista - ETB1 et ITB2 -, une chaîne de la communauté de Madrid - Telemadrid -, une chaîne andalouse - Canal Sur -, une chaîne valencienne — Canal 9 -, une chaîne murcienne — TV Mur...

30 On a imprimé en 1991 plus de 4800 livres en catalan contre seulement 600 en 1975.

31 On disait quelquefois de lui qu'il était le ministre français de la Culture espagnole.

32 Déclaration au Monde, 22 octobre 1988.

33 En vertu de l'article 11 de la constitution, Mario Vargas LIosa a pu se faire naturaliser Espagnol sans perdre sa nationalité péruvienne.

34 Cette déclaration a provoqué des réactions diverses.

35 Les Espagnols n'aiment pas beaucoup cette expression, Amérique latine, créée au milieu du siècle dernier; ils y voient une façon — de la part de la France en particulier — de contester leur influence sur un continent qu'ils ont découvert, conquis et marqué de leur présence pendant trois siècles; ils préfèrent parler d'Amérique hispanique ou ibérique. La querelle a perdu de son acuité; Felipe González, par exemple, n'hésite plus à employer le terme d'Amérique latine.

36 Dans son discours de Mexico, le 21 novembre 1978, Juan Carlos rappelle que les Indes n'étaient pas des colonies, au sens moderne du mot, mais des territoires associés.

37 L'idée même de cette célébration a donné lieu à des querelles interminables : que voulait commémorer l'Espagne? demandaient les contestataires; le point de départ d'un génocide? Pour apaiser ces craintes et les susceptibilités, on a préféré mettre l'accent sur la rencontre de deux mondes plus que sur la découverte et la conquête.

38 Les civilisations précolombiennes, l'œuvre de l'Espagne en Amérique, les archives des Indes à Séville, la Révolution française et l'émancipation des territoires américains, etc.

39 1992 est aussi le cinquième centenaire de l'expulsion des Juifs d'Espagne. La Société pour le cinquième centenaire inclut donc dans ses programmes des manifestations destinées à faire le point

sur l'Espagne des trois religions -Al-Andalus, le judaïsme espagnol au Moyen Âge -, sur l'Espagne des Rois Catholiques, sur la première grammaire espagnole - celle de Nebrija -, etc.

40 Pas seulement lui; le Parti populaire aussi a bénéficié de financements occultes au cours de cette période.

41 Les autres partis restent stables: 18 sièges pour la Gauche unie, 17 pour Convergence et Union, 5 pour le PNV, 2 pour Herri Batasuna; le CDS de Suárez n'a plus de représentation parlementaire.

42 En octobre 1993, Jordi Pujol obtient que 15 % de l'impôt sur le revenu soit reversé aux communautés autonomes.

43 Le 19 avril 1995, Aznar échappe de justesse à un attentat de l'ETA, ce qui achève de persuader cette partie de l'opinion qu'il a capacité à gouverner puisqu'on cherche à l'éliminer...

CONCLUSION

L'Espagne en 1996

S'interrogeant sur ce qui constituait l'originalité de l'Espagne, Sánchez Albornoz détachait naguère l'importance de trois débarquements : celui des musulmans à Gibraltar, en 711 ; celui de Christophe Colomb aux Antilles, en 1492 ; celui du futur Charles Quint sur la côte des Asturies en 1517.

Ces trois événements ont marqué le destin de la péninsule. Le premier l'a coupée pendant des siècles du reste de la chrétienté occidentale, a engendré des structures économiques, sociales et culturelles particulières et a brisé définitivement son unité politique. Au moment où l'Espagne redevenait pays de chrétienté, la découverte et la conquête du Nouveau Monde ont prolongé, dans l'espace et dans le temps, les cadres sociaux et les mentalités forgés au Moyen Âge ; l'aventure de Christophe Colomb aurait provoqué ce que Sánchez Albornoz appelle un court-circuit dans lequel a sombré la modernité espagnole. L'avènement des Habsbourgs, enfin, a entraîné l'Espagne dans une série de conflits idéologiques et politiques qui l'ont détournée de ses intérêts spécifiques et de son développement propre ; tout aurait été différent si les comuneros n'avaient pas été vaincus en 1521; l'Espagne aurait alors mené une politique nationale et non pas dynastique. Aux trois événements que relève le grand historien s'en ajoute un quatrième, plus récent: la catastrophe qu'a été l'invasion de la péninsule Ibérique par Napoléon, en 1808 ; la guerre d'Indépendance a brisé l'élan de rénovation du XVIIIe siècle; elle a incité les territoires américains à s'émanciper de la métropole; elle a réduit l'Espagne au rang de puissance secondaire.

Après cent cinquante ans de déchirements et d'incertitudes, l'Espagne a surmonté son handicap. Elle est devenue une démocratie et une puissance européenne. En 1992, les Jeux olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville ont permis de mesurer l'ampleur des changements. En

1996, les problèmes de l'Espagne sont ceux que connaissent la plupart des pays développés : des difficultés économiques, le malaise social qui en découle, la démoralisation de la vie politique, la violence. En 1990, le philosophe José Luis Aranguren a donné une série de conférences sur le thème « La société espagnole entre le désenchantement et la démoralisation ». Comme d'autres pays d'Europe occidentale, l'Espagne d'aujourd'hui paraît revenue de bien des choses ; elle attendait beaucoup, sans doute trop, de la démocratisation ; les transformations de tous ordres qui ont suivi la mort de Franco l'ont fait entrer dans le monde moderne, cruel, souvent décevant ; les Espagnols semblent avoir renoncé sinon à tout idéal, du moins aux idéologies; ils sont devenus réalistes. C'est ce qu'on entend quelquefois résumé dans une formule qui rappelle le mot fameux : « Que la République était belle sous l'Empire ! » : « Sous Franco on vivait mieux. » Il vaudrait mieux dire sans doute : « contre Franco on vivait mieux », parce qu'on avait l'espoir qu'une vie nouvelle commencerait après la disparition du dictateur. D'où le désenchantement que relève Aranguren[1], prolongé et accentué par le développement du chômage, de la délinquance, de la drogue et par la montée du racisme[2]. La désaffection à l'égard du monde politique est particulièrement nette à cause des « affaires » en tout genre qui ont été révélées au cours des dernières années. Beaucoup plus inquiétant est le terrorisme de l'ETA. C'est la crainte qu'exprimait l'une de ses dernières victimes, le professeur Francisco Tomás y Valiente, historien - cet ouvrage lui doit beaucoup -, juriste - il a présidé le Tribunal constitutionnel - et l'une des personnalités les plus attachantes de l'Espagne contemporaine, assassiné dans son bureau de l'université de Madrid, en février 1996. Dans un livre posthume, Francisco Tomás y Valiente écrit: «Aujourd'hui, l'État a mauvaise presse; c'est la même chose, ou pire encore, pour le gouvernement, pour les partis et pour les hommes politiques. Quand il souffle, le vent de la défiance emporte tout sans distinction et sans nuances. Les justes paient pour les pécheurs [...]. En dépit des excès et des défauts, l'État démocratique de droit de notre pays de tous les jours possède assez de santé pour résister à tout ce que lui infligent les uns et les autres. On a souvent abusé de la liberté d'expression; certains juges sont sortis de leur rôle ; trop de politiciens se sont enrichis malhonnêtement en cédant aux tentations du pouvoir et du succès immédiat; tout cela est vrai et bien d'autres choses encore, mais, malgré tous ces scandales, les institutions

répondent et le système fonctionne. Un cauchemar, pourtant, nous menace et nous angoisse comme une énigme dont nous ne possédons pas la clé : le terrorisme de l'ETA. Ce problème nous indigne et nous révolte parce que nous ne savons comment le régler. La corruption est un mal endémique et universel ; c'est un fléau qui nous touche et qui en touche d'autres ; que ce mal en frappe d'autres n'est pas une consolation, mais cela peut nous aider à en venir à bout, en tout cas à le combattre, puisque nous en connaissons les racines communes et que nous savons comment les autres ont réagi. Le problème de l'ETA, en revanche, nous concerne seuls; c'est un problème spécifique, un cas particulier, un poison mortel [3]. »

La question des nationalismes, en effet, n'est pas insoluble. L'Espagne n'a jamais été un Etat-nation comme la France [4]. Les constituants de 1978 en ont pris acte, mais ils n'ont pas osé aller jusqu'au bout de leur démarche. Maintenant que toutes les communautés autonomes ont vocation à disposer des mêmes compétences que les nationalités historiques, la logique voudrait que l'Espagne devînt un État à structure fédérale, voire confédérale. La reconstitution des États baltes avait donné des idées aux Basques et aux Catalans ; pourquoi pas nous aussi, se sont-ils demandé ; le chaos qui a suivi la désintégration de la Yougoslavie a fait réfléchir. Le président de la Généralité de Catalogne, Jordi Pujol, ne fait pas mystère de ses intentions : il aspire pour la Catalogne à un statut comparable à celui du Québec au sein de l'ensemble canadien. Encore faudrait-il accepter tout ce qui en découle. Citons encore Tomâs y Valiente : « L'État des autonomies [...] sera pleinement consolidé le jour où les partis nationalistes entreront au gouvernement central. » Jusqu'ici, Jordi Pujol s'y est toujours refusé. Il soutient le gouvernement Aznar comme il soutenait le dernier gouvernement González : en votant la confiance, mais sans prendre part aux responsabilités du pouvoir ; c'est ce que Tomás y Valiente appelait « nager sans se mouiller ». Les Basques paraissent plus intransigeants. «Nous n'adhérons pas et nous n'adhérerons jamais à la constitution », affirmait, en septembre 1994, le président du PNV, Javier Arzallus. « Je suis Basque, pas Espagnol, dit-il encore; nous n'avons pas besoin de l'Espagne pour aller à Bruxelles. » C'est l'idée que, dans une Europe des nations, les États n'auraient plus leur raison d'être. Il est vrai que le PNV est soumis à la surenchère de l'organisation ETA qui refuse de se soumettre aux règles de la

démocratie. Jusqu'ici, toutes les tentatives pour convaincre l'ETA de renoncer au terrorisme - il y a eu des tractations en 1984, en 1987, en 1989... - ont échoué. En 1987, toutes les formations politiques s'étaient entendues pour condamner le terrorisme. La coopération entre la police française et la police espagnole, ainsi que l'intervention de la police basque - l'Erzaintza - ont permis de réduire la liberté de mouvement des militants ETA- il n'y a plus, en principe, de « sanctuaire » français - et de démanteler quelques-uns de ses réseaux, mais l'organisation continue de tuer. L'Espagne arrivera-t-elle à éliminer le terrorisme? C'est la question la plus grave qu'elle ait à résoudre aujourd'hui.

1 Cela se manifeste dans le domaine culturel par le primat de l'esthétique sur les valeurs morales: la mode, voire le snobisme, le culte de l'apparence. Cette évolution est particulièrement sensible dans la production romanesque. Les jeunes auteurs ne croient plus, comme leurs aînés, que la littérature soit une arme de combat idéologique pour changer la conscience des hommes, donc la société. Depuis 1975, la littérature et, d'une façon générale, l'art ont pris leur autonomie. Dans le roman, cela se manifeste par le succès de genres nouveaux, à mi-chemin du roman historique et du roman policier, souvent caractérisés par un ton ironique. C'est l'occasion de revenir sur des pans du passé oblitérés pendant les années noires - cas des romanciers Juan Benet, José Luis Sampedro et Antonio Muñoz Molina - ou encore de projeter un éclairage neuf sur la nouvelle société espagnole, de plus en plus alignée sur le modèle occidental : société urbaine, faite pour la consommation, dure aux exclus et aux victimes du système - voir les œuvres d'Eduardo Mendoza et de Manuel Vázquez Montalbân, par exemple.

2 L'Espagne, qui a été pendant des siècles un pays d'émigrants, est devenue, dans les vingt dernières années, une terre qui attire les immigrés clandestins en provenance d'Afrique ; ils franchissent le détroit de Gibraltar sur des embarcations de fortune; on les retrouve ensuite dans les banlieues des grandes villes. Noirs, Maghrébins et Gitans sont l'objet de manifestations d'hostilité qui dégénèrent parfois en agressions violentes.

3 Francisco TOMÁS Y VALIENTE, A orillas del Estado, Madrid, 1996.

4 À vrai dire, y a-t-il beaucoup d'États-nations dans le monde, en dehors de la France ? La France ne serait-elle pas une exception ? On peut se poser la question.

Bibliographie

INTRODUCTION

BLÁZQUEZ (J. M.) et TOVAR (A.), Historia de la España romana, Madrid, 1975.

BOSCH-GIMPERA (Père), El poblamiento antiguo y la formación de los pueblos de España, Mexico, 1944.

FONTAINE (Jacques), Isidore de Séville et la culture classique dans l'Espagne wisigothique, Paris, 1972.

LE Roux (Patrick), Romains d'Espagne. Cités et politique dans les provinces, Paris, 1995.

ORLANDIS (J.), Historia de la España visigoda, Madrid, 1977.

PREMIÈRE PARTIE L'Espagne des trois religions

CHAPITRE PREMIER

ARIÉ (Rachel), Études sur la civilisation de l'Espagne musulmane, Leyde-New York, 1990.

ASHTOR (E.), The Jews of Moslem Spain, 3 vol., Philadelphie, 1973-1984.

BAER (Y.), Historia de los judíos en la España cristiana, 2 vol., Madrid, 1981.

DUFOURCQ. (Charles-E.) et GAULTIER-DALCHÉ (J.), Histoire économique et sociale de l'Espagne chrétienne au Moyen Âge, Paris, 1976.

GERBET (Marie-Claude), L'Espagne au Moyen Âge. VIIIe-XVe siècles, Paris, 1992.

GUICHARD (Pierre), Structures sociales « orientales » et « occidentales » dans l'Espagne musulmane, Paris, 1977.

LÉVI-PROVENÇAL (E.), La Civilisation arabe en Espagne, Paris, 1948.

MARTINEZ-GROS (Gabriel), L'idéologie omeyyade, Madrid, Casa de Velàzquez, 1992.

TERRASSE (Henri), L'islam d'Espagne, Paris, s. d. [1958].

VALLVÉ (Joaquín), El califato de Córdoba, Madrid, 1992.

CHAPITRE II

DÉFOURNEAUX (Marcelin), Les Français en Espagne aux XIe et XIIe siècles, Paris, 1949.

EPALZA (Mikel de), Jésus otage. Juifs, chrétiens et musulmans en Espagne (VIe-XVIIe siècles), Paris, 1987.

PEYRONNET (Georges), L'islam et la civilisation islamique. VIIe-XIIIe siècle, Paris, 1992.

VERNET (Juan), Ce que la culture doit aux Arabes d'Espagne, Paris, 1985.

CHAPITRE III

ARIÉ (Rachel), L'Espagne musulmane au temps des Nasrides (1232-1492), Paris, 1973.

BALLESTEROS BERETTA (Antonio), Alfonso X el Sabio, nouvelle édition, Madrid, 1985.

CARRÈRE (Claude), Barcelone, centre économique. 1380-1462, 2 vol., Paris-La Haye, 1967.

GARCÍA GÓMEZ (Emilio) , Foco de antigua luz sobre la Alhambra desde un texto de Ibn-Al-Jatib en 1362, Madrid, 1989.

GARCÍA DE VALDEAVELLANO (Luis), Sobre los burgos y los burgueses de la España medieval, Madrid, 1960.

GONZÁLEZ JIMÉNEZ (Manuel), Alfonso X el Sabio. 1252-1284, Palencia, 1993.

KLEIN (Julius), La Mesta, Madrid, 1936.

LADERO QUESADA (Miguel Angel) , El siglo XV en Castilla. Fuentes de renta y política fiscal, Barcelone, 1982.

SUÁREZ FERNÁNDEZ (Luis), Nobleza y monarquía, Valladolid, 1959.

SUÁREZ FERNÁNDEZ (Luis), Monarquía hispana y revolución trastámara, Madrid, 1994.

VALDEÓN BARUQUE (Julio), Los conflictos sociales en el reino de Castilla en los siglos XIV y XV, Madrid, 1975.

VICENS VIVES (Jaime), Juan II de Aragón, Barcelone, 1953.

CHAPITRE IV

BAER (Y.), Historia de los judíos en la España cristiana, 2 vol., Madrid, 1981.

MONSALVO ANTÓN (José María), Teoría y evolución de un conflicto social. El antisemitismo en la corona de Castilla en la Edad Media, Madrid, 1985.

POLIAKOV (Léon), Histoire de l'antisémitisme, t. II : De Mahomet aux Marranes, Paris, 1961.

ROMANO (David), «Les Juifs catalans face aux chrétiens », dans Cinq siècles de vie juive à Gérone, Paris, Éditions hispaniques, s. d.

SUÁREZ FERNÁNDEZ (Luis), Judíos españoles en la Edad Media, Madrid, 1980.

VALDEÓN BARUQUE (Julio), Los conflictos sociales en el reino de Castilla en los siglos XIV y XV, Madrid, 1975.

DEUXIÈME PARTIE L'Espagne impériale

CHAPITRE PREMIER

AZCONA (Tarsicio de), Isabel la Católica, Madrid, 1964.

KAMEN (Henry), Histoire de l'Inquisition espagnole, Paris, 1966.

KRIEGEL (Maurice), «La prise d'une décision: l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492 », dans Revue historique, CCLX, 1978.

LADERO QUESADA (Miguel Angel), Los Reyes Católicos : la corona y la unidad de España, Madrid, 1989.

NETANYAHU (Benzion), The Marranos of Spain. From the Late XIV[th] to the Early XVI[th] Century, according to contemporary hebrew Sources, New York, 1966.

PÉREZ (Joseph), Isabelle et Ferdinand, Rois Catholiques d'Espagne, Paris, 1988.

PÉREZ (Joseph), Historia de una tragedia. La expulsión de los judíos, Barcelone, 1993.

SUÁREZ FERNÁNDEZ (Luis), Los Reyes Católicos, Madrid, 1989.

SUÁREz FERNÁNDEZ (Luis), La expulsión de los judíos de España, Madrid,1991.

CHAPITRE II

BRANDI (Karl), Charles Quint et son temps, Paris, 1951.

CHAUNU (Pierre), L'Espagne de Charles Quint, 2 vol., Paris, 1973.

JOVER (José María), Carlos Vy los españoles, Madrid, 1963.

PÉREZ (Joseph), La révolution des « Comunidades » de Castille, Bordeaux, 1970.

PÉREZ (Joseph), Charles Quint, empereur des deux mondes, Paris, 1994.

CHAPITRE III

CLOULAS (Ivan), Philippe II, Paris, 1992.

JAGO (Charles), « Habsburg Absolutism and the Cortes of Castile », dans The American Historical Review, vol. 86, n° 2, avril 1981.

JAGO (Charles), « Philip II and the Cortes of Castile : The case of the Cortes of 1576 », dans Past and Present, n° 109, novembre 1985.

MARAÑÓN (Gregorio), Antonio Pérez, 2 vol., Buenos-Aires-Mexico,1947.

PARKER (Geoffrey), España y la rebelión de Flandes, Madrid, Nerea.

PFANDL (Ludwig), Philippe II. 1527-1598. Une époque, un homme, un roi, trad. fr., Paris, Tallandier, 1980.

CHAPITRE IV

DOMÍNGUEZ ORTIZ (ANTONIO), Crisis y decadencia de la España de los Austrias, Barcelone, 1969.

ELLIOTT (J. H.), The Count-Duke of Olivares. The statesman in an age of decline, Yale, 1986, trad. fr., Paris, 1991.

KAMEN (Henry), Spain in the later seventeenth century, 1665-1700, Londres-NewYork, 1983 (trad. esp. : La España de Carlos II, Barcelone, 1981).

PALACIO ATARD (Vicente), Derrota, agotamiento, decadencia en la España del siglo XVII, 3e éd., Madrid, 1966.

CHAPITRE V

ELLIOTT (J. H.), The Revolt of the Catalans. A study in the decline of Spain. 1598-1640, Cambridge, 1963.

HERMANN (Christian), coordinateur, Le premier âge de l'État en Espagne (1450-1700), Paris, 1989.

IAGO (Charles), « The influence of debt on the relations between crown and aristocracy in seventeenth century Castile », dans The Economic History Review, XXVI (1973), p. 218-236.

lAGO (Charles), « The crisis of the aristocracy in seventeenth century Castile », dans Past and Present, 84 (1979), p. 60-90.

MARAVALL (José Antonio), Estado moderno y mentalidad social, 2 vol., Madrid, 1972.

SCHAUB (Jean-Frédéric), «La crise hispanique de 1640 », dans Annales, Économies, Sociétés, Civilisations, 1994.

TOMÁS Y VALIENTE (Francisco), Los validos en la monarquía española del siglo XVII, Madrid, 1982.

CHAPITRE VI

CARANDE (Ramôn), Carlos Vy sus banqueros, 3 vol., Madrid, 1943-1967.

CARDAILLAC (Louis), Morisques et chrétiens, Paris, 1977.

DOMÍNGUEZ ORTIZ (Antonio) et VINCENT (Bernard), Historia de los moriscos, Madrid, 1978.

HAMILTON (E. J.), American Treasure and Price Revolution in Spain, Cambridge (Mass.), 1934.

LAPEYRE (Henri), Une famille de marchands, les Ruiz, Paris, 1955.

-, Géographie de l'Espagne morisque, Paris, 1959.

RUIZ MARTÍN (Felipe), Las finanzas de la monarquía hispánica en tiempos de Felipe IV, Madrid, 1990.

CHAPITRE VII

ANDRÉS MARTIN (Melquíades), Historia de la mística de la Edad de Oro en España y América, Madrid, 1994.

BATAILLON (Marcel), Érasme et l'Espagne, Paris, 1937.

BENNASSAR (Bartolomé), L'Inquisition espagnole, Paris, 1979.

CARO BAROJA (Julio), Las brujas y su mundo, Madrid, 1961.

-, Inquisición, brujería y criptojudaismo, Madrid, 1972.

DOMÍNGUEZ ORTIZ (Antonio), Los judeoconversos en la Espana moderna, Madrid, 1971.

KAMEN (Henry), Histoire de l'Inquisition espagnole, Paris, 1966.

TROISIÈME PARTIE L'Espagne et l'Europe

CHAPITRE PREMIER

ANES (Gonzalo), Economía e Ilustración en la España del siglo XVIII, Barcelone, 1969.

-, La Corona y la América del Siglo de las Luces, Madrid, 1994.

ARTOLA (Miguel), La hacienda del Antiguo Régimen, Madrid, 1982.

DOMÍNGUEZ ORTIZ (Antonio), Carlos III y la España de la Ilustración, Madrid, 1988.

- (Antonio), Sociedad y Estado en el siglo XVIII español, Madrid, 1976.

HERR (Richard), España y la revolución del siglo XVIII, Madrid, 1964.

LYNCH (John), Bourbon Spain, 1700-1800, Oxford, 1989.

MARAVALL (José Antonio), Estudios de historia del pensamiento español. Siglo XVIII, Madrid, 1991.

CHAPITRE II

ARTOLA (Miguel), Los afrancesados, Madrid, 1989.

AYMES (J.-R.), La guerra de la independencia en España (1808-1814), Madrid, 1974.

CARRERAS DAMAS (Germán), El culto a Bolivar, Caracas, 1973.

CÉSPEDES DEL CASTILLO (Guillermo), La Independencia de Iberoamérica. La lucha por la libertad de los pueblos, Madrid, 1988.

FONTANA (Josep), La crisis del Antiguo Régimen, Barcelone, 1979.

GIL NOVALES (Alberto), El trienio liberal, Madrid, 1989.

LA PARRA (Emilio), El Regente Gabriel Ciscar, Madrid, 1995.

LYNCH (John), Las revoluciones hispanoamericanas. 1808-1826, Barcelone-Caracas-Mexico, 1980.

STOETZER (O. Carlos), El pensamiento politico en la América española durante la emancipación (1789-1825), 2 vol., Madrid, 1966.

CHAPITRE III

ARÓSTEGUI (Julio), El carlismo alavés y la guerra civil de 1870-1876, Vitoria, Diputación foral, 1970.

ARTOLA (Miguel), Antiguo Régimen y revolución liberal, Barcelone, 1978.

ARTOLA (Miguel), La burguesía revolucionaria. 1808-1874, Madrid, 1974.

BERNAL (Angel Miguel), La lucha por la tierra en la crisis del Antiguo Régimen, Madrid, 1979.

BULLÓN DE MENDOZA (Alfonso) (coordinateur), Las guerras carlistas, Madrid, Actas, 1993 (cours d'été 1992 de l'université Complutense à l'Escorial).

BULLÓN DE MENDOZA (Alfonso), La primera guerra carlista, Madrid, Actas, 1992.

CARR (Raymond), España. 1808-1939, Barcelone, 1968.

GARMENDIA (Vincent), La ideología carlista (1868-1876). En los orígenes del nacionalismo vasco, Diputación foral de Guipúzcoa, 1984.

JOVER ZAMORA (José Maria), La civilización española a mediados del s. XIX, Madrid, 1991.

JOVER ZAMORA (José Maria), Realidad y mito de la primera república, Madrid, 1991.

LÓPEZ CORDÓN (Maria Victoria), La revolución de 1868 y la I república, Madrid, 1976.

NADAL (Jordi), El fracaso de la revolución industrial, Barcelone, 1975.

PALACIO ATARD (Vicente), La España del siglo XIX. Introducción a la España contemporánea, Madrid, 1979.

SECO SERRANO (Carlos), Militarismo y civilismo en la Espana contemporánea, Madrid, 1984.

TÉMIME (Emile), BRODER (Albert) et CHASTAGNARET (Gérard), Histoire de l'Espagne contemporaine, Paris, 1989.

TOMÁS Y VALIENTE (Francisco), El marco político de la desamortización en Espana, Barcelone, 1971.

TORTELLA (Gabriel), Los orígenes del capitalismo en España, Madrid, 1973.

TUÑÓN DE LARA (Manuel), La España del siglo XIX, 2e éd., Paris, 1968.

CHAPITRE IV

ÁLVARFZ JUNCO (José), Ideología politica del anarquismo espanol, Madrid, 1976.

CHEYNE (George), Joaquín Costa. El gran desconocido, Barcelone, 1971.

GARCÍA CAMARERO (Ernesto et Enrique), La polémica de la ciencia española, Madrid, 1970.

GÓMEZ MOLLEDA (Maria Dolores), Los reformadores de la España contemporánea, Madrid, 1966.

JOVER ZAMORA (José Maria), La civilización española a mediados del siglo XIX, Madrid, 1991.

LAÍN ENTRALGO (Pedro), La generación del noventa y ocho, Madrid, 1945.

MARTÍ (Casimiro), Orígenes del anarquismo en Barcelona, Barcelone, 1959.

MARTINEZ CUADRADO (Miguel), Elecciones y partidos políticos de España, 1868-1931, 2 vol., Madrid, 1969.

MAURICE (Jacques), L'Anarchisme espagnol, Paris.

NINO (Antonio), Cultura y diplomacia. Los hispanistas franceses y España. 1875-1931, Madrid, 1988.

PABLO (Santiago de) (éd.) Los nacionalistas. Historia del nacionalismo vasco. 1876-1960, Vitoria, 1995.

PABÓN (Jésus), Cambó, 3 vol., Barcelone, 1952-1969.

PÉREZ DE LA DEHESA (Rafael), El pensamiento de Costa y su influencia en el 98, Madrid, 1966.

TUÑÓN DE LARA (Manuel), Medio siglo de cultura española (1885-1936), Madrid, 1970.

TUÑÓN DE LARA (Manuel), Historia y realidad del poder, Madrid, 1967.

TUSELL (Javier,), Oligarquía y caciquismo en Andalucía (1890-1923), Barcelone, 1976.

VARELA ORTEGA (José), Los amigos políticos. Partidos, elecciones y caciquismo en la Restauración (1875-1900), Madrid, 1977.

CHAPITRE V

ANDRÉS GALLEGO (José), El socialismo durante la Dictadura. 1923-1930, Madrid,1977.

ANDRÉS GALLEGO (José), España en el siglo XX (1900-1978), Madrid, 1989.

DIAZ (Elias), Revisión de Unamuno, Madrid, 1968.

ELORZA (Antonio), La razón y la sombra, Barcelone, 1984.

GONZÁLEZ CALBET (María Teresa), La dictadura de Primo de Rivera. El Directorio militar, Madrid, 1987.

HERMET (Guy), L'Espagne au XXe siècle, Paris, 1992.

MAINER (José Carlos), La Edad de plata. 1902-1939, Madrid, 1981.

MAURICE (Jacques) et SERRANO (Carlos), L'Espagne au XXe siècle, Paris, 1992.

TUÑÓN DE LARA (Manuel), La España del siglo XX, Paris, 1966.

TUÑÓN DE LARA (Manuel), Costa y Unamuno en la crisis de fin de siglo, Madrid, 1974.

TUSELL (Javier), Radiografía de un golpe de Estado. El ascenso al poder del general Primo de Rivera, Madrid, 1987.

CHAPITRE VI

BÉCARUD (Jean), La IIe République espagnole.

FUSI (Juan Pablo), El problema vasco en la II República, Madrid, 1979.

JACKSON (Gabriel), The Spanish Republic and the Civil War, Princeton, 1965.

JULIÁ (Santos), Orígenes del Frente popular en España (1934-1936), Madrid, 1979.

JULlÁ (Santos), Manuel Azaña. Una biografía política, Madrid, 1991.

MALEFAKIS (Edward), Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX, Barcelone, 1971.

MAURICE (Jacques), La reforma agraria en Espana en el siglo XX, Madrid, 1975.

PAYNE (Stanley), Phalange; histoire du fascisme espagnol, Paris, 1965.

PAYNE (Stanley), The Spanish Revolution, Londres, 1970.

SECO SERRANO (Carlos), Historia de Espana. Época contemporânea, Barcelone, 1966.

TUÑÓN DE LARA (Manuel), La segunda república, 2 vol., Madrid, 1976.

TUSELL (Javier), Historia de la democracia cristiana, 2 vol., Madrid, 1974.

CHAPITRE VII

ARÓSTEGUI (Julio) (dir.), Historia y memoria de la guerra civil, 3 vol., Salamanque, 1986.

Gerald BRENAN, The Spanish Labyrinth, Cambridge, 1943.

BROUÉ (Pierre) et TÉMIME (Émile), La Révolution et la guerre d'Espagne, Paris, 1961.

CARR (Raymond), The Spanish Tragedy: The Civil War in Perspective, Londres, 1977.

JACKSON (Gabriel), The Spanish Republic and the Civil War, Princeton, 1965.

PRESTON (Paul), Franco. A biography, Londres, 1993.

SALAS LARRAZABAL (Ramón), Los datos exactos de la guerra civil, Madrid, 1980.

SOUTHWORTH (Herbert Rutledge), El mito de la cruzada de Franco, Paris, 1963.

TÉMIME (Émile), La guerre d'Espagne, Paris, 1996.

THOMAS (Hugh), The Spanish Civil War, 3e éd., Londres, 1977.

TUÑÓN DE LARA (sous la direction de Manuel), La guerra civil española cincuenta años después, Barcelone, 1985.

VILAR (Pierre), La Guerre d'Espagne (1936-1939), Paris, 1986 (collection «Que sais je? », n° 2338).

VINAS (Angel), La Alemania nazi y el 18 de julio, 2e éd., Madrid, 1977.

CHAPITRE VIII

BENNASSAR (Bartolomé), Franco, Paris, 1995.

CARR (Raymond) et FUSI (Juan Pablo), España. De la dictadura a la democracia, Barcelone, 1979.

FUSI (Juan-Pablo), Franco. Autoritarismo y poderpersonal, Madrid, 1985.

HERMET (Guy), La Politique dans l'Espagne franquiste, Paris, 1971.

NOURRY (Philippe), Franco, Paris.

PAYNE (Stanley), El régimen de Franco, Madrid, 1987.

PRESTON (Paul), Franco. A biography, Londres, 1993.

TAMAMES (Ramón), Estructura económica deEspana, Madrid, 1978.

TUÑÓN DE LARA (Manuel) et BIESCAS (J. A.), Espana bajo la dictadura franquista, Barcelone, Ed. Labor, 1980 (vol. 10 de la Historia de España dirigée par M. Tuñón de Lara).

TUSELL (Javier), La dictadura de Franco, Madrid, Alianza editorial, 1988.

TUSELL (Javier), La Espana de Franco, Madrid, Historia 16, 1989.

TUSELL (Javier), Carrero. La eminencia gris del régimen de Franco, Madrid, 1993.

CHAPITRE IX

ACUÑA (Ramón Luis), Las tribus de Europa, Barcelone, 1993.

BON (Pierre) et MODERNE (Franck) (dir.), L'Espagne aujourd'hui. Dix années de gouvernement socialiste (1982-1992), Paris, 1993.

DÍAZ (Elias), La transición a la democracia, Madrid, 1987.

LAVROFF (Dimitri-Georges) , Le Régime politique espagnol, Paris, 1985.

MARTÍNEZ CUADRADO (Miguel), La democracia en la España de los años 90, Barcelone, 1996.

NOURRY (Philippe), Juan Carlos, un roi pour l'Espagne, Paris.

PRESTON (Paul), El triunfo de la democracia en España, Barcelone, 1986.

TUSELL Javier), Juan Carlos I. La restauración de la monarquía, Madrid, 1995.

Chronologie

-212	Prise de Sagonte par les Romains	
-58-51		Guerre des Gaules
409	Invasions barbares	
587	Conversion de Recarède au catholicisme	
711	Invasion musulmane	
722?	Bataille de Covadonga	
732		Bataille de Poitiers
756	Émirat de Cordoue	
778		Expédition de Charlemagne à Saragosse-Roncevaux
800		Couronnement de Charlemagne
868	Prise de Porto	
929	Califat de Cordoue	
1031	Démembrement du califat	
1085	Reconquête de Tolède	
1086	Invasion des Almovarides	
1099		Les Croisés prennent Jérusalem
1104	Alphonse le Batailleur, roi d'Aragon	
1118	Reconquête de Saragosse	
1137	Union de la Catalogne et de l'Aragon	
1147	Invasion des Almohades	
1212	Victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa	
1213		Croisade des Albigeois : victoire de Simon de Montfort à Muret
1236	Reconquête de Cordoue	
1248	Reconquête de Séville	
1312	Alphonse X, roi de Castille	
1350	Pierre le Cruel, roi de Castille	
1369	Henri Ier, roi de Castille	
1391	Persécutions antisémites	
1412	Ferdinand de Trastamare, roi d'Aragon	
1431		Procès et supplice de Jeanne d'Arc
1442	Alphonse le Magnanime conquiert le royaume de Naples	
1453		Les Turcs prennent Constantinople
1454	Henri IV, roi de Castille	
1458	Jean II, roi d'Aragon	
1461		Louis XI, roi de France
1474	Avènement d'Isabelle la Catholique	
1478	Fondation de l'Inquisition espagnole	
1483		Charles VIII, roi de France
1492	Reconquête de Grenade	

[illegible]	[illegible]	
	Expulsion des Juifs	
	Premier voyage de C. Colomb	
1494	Traité de Tordesillas	
1498		Louis XII, roi de France
1504	Mort d'Isabelle la Catholique	
1515		François Ier, roi de France
		Bataille de Marignan
1516	Mort de Ferdinand le Catholique	
	Avénement de Charles Quint	
1519	Charles Quint empereur	
1520	Révolte des comuneros	Soliman le Magnifique
1521	Hernan Cortes à Mexico	
1525	Victoire impériale à Pavie	
1526		Victoire turque à Mohacs
1529		Siège de Vienne par les Turcs
1533	Pizarro au Cuzco	
1534		Fondation de la Compagnie de Jésus
1547	Bataille de Mühlberg	
1556	Abdication de Charles Quint	
	Avènement de Philippe II	
1571	Victoire de Lépante	
1572		Massacre de la Saint-Barthélemy
1580	Philippe II, roi du Portugal	
1588	Invincible Armada	Henri IV, roi de France
1598	Mort de Philippe II	
	Avènement de Philippe III	
1609	Expulsion des morisques	
1610		Assassinat d'Henri IV
		Louis XIII, roi de France
1618		Début de la guerre de Trente Ans
1621	Avènement de Philippe IV	
1625	Victoire espagnole de Breda	
1635	Guerre franco-espagnole	
1640	Révolte de la Catalogne	
	Révolte du Portugal	
1643	Défaite de Rocroi	Louis XIV, roi de France
1648	Traités de Westphalie	La Fronde
1659	Traité des Pyrénées	

1665	Avènement de Charles II	
1685		Révocation de l'édit de Nantes
1700	Avènement de Philippe V	
1713	Traité d'Utrecht	
1715		Louis XV, roi de France
1746	Avènement de Ferdinand VI	
1754	Concordat avec le Saint-Siège	
1756		Guerre de Sept Ans
1759	Avènement de Charles III	
1766	Émeutes contre Esquilache	
1767	Expulsion des jésuites	
1774		Louis XVI, roi de France
1776		Déclaration d'indépendance des États-Unis
1779	L'Espagne en guerre aux côtés des États-Unis et de la France	
1783	Traité de Versailles	
1788	Avènement de Charles IV	
1789		Prise de la Bastille
1793	Guerre de la Convention	
1796	Traité de Saint-Ildephonse	
1797	Bataille du cap Saint-Vincent	
1799		Bonaparte, premier consul
1801	Guerre des Oranges	
1802	Paix d'Amiens	
1804		Napoléon Ier, empereur des Français
1805	Défaite de Trafalgar	Austerlitz
1808	Joseph-Bonaparte, roi d'Espagne Guerre d'indépendance Bataille de Bailèn	
1810	Cortès de Cadix Début des mouvements d'émancipation en Amérique	
1812	Bataille des Arapiles	
1814	Retour de Ferdinand VII	Abdication de Napoléon
1815		Congrès de Vienne Les Cent Jours
1820	*Pronunciamiento* de Riego	
1823	Expédition des Cent mille fils de Saint Louis	Déclaration de Monroe
1824	Bataille d'Ayacucho	Charles X, roi de France
1830		Louis-Philippe, roi des Français
1833	Mort de Ferdinand VII Régence de Marie-Christine Première guerre carliste	
1839	Fin de la première guerre carliste	
1841	Régence d'Espartero	
1843	Avènement d'Isabelle II	

1844	Création de la Garde civile	
1848		Révolution en France
1851	Concordat avec le Saint-Siège	
1852		Napoléon III, empereur des Français
1859	Guerre du Maroc	
1862		Expédition française du Mexique
1868	Exil d'Isabelle II	
1870	Amédée de Savoie, roi d'Espagne	Concile du Vatican Guerre franco-prussienne
1871		Commune de Paris
1873	Première République	
1875	Avènement d'Alphonse XII	Troisième République en France
1885	Mort d'Alphonse XII	
1890	Suffrage universel	
1895	Guerre de Cuba	
1898	Guerre avec les États-Unis	Fachoda
1902	Avènement d'Alphonse XIII	
1904		Entente cordiale
1906		Conférence d'Algésiras
1909	Semaine tragique de Barcelone	
1914		Première Guerre mondiale
1917	Juntes de défense Assemblée de parlementaires Grève générale	Révolution russe
1919		Traité de Versailles
1921	Désastre d'Annual	
1923	Dictature de Primo de Rivera	
1929		Krach boursier à New York
1930	Démission de Primo de Rivera Pacte de Saint-Sébastien	
1931	Deuxième République	
1932	Conspiration de Sanjurjo	Dollfus, chancelier en Autriche
1933	Massacre de Casa Viejas Fondation de la Phalange	Hitler, chancelier en Allemagne
1934	Soulèvement des Asturies	
1936	Victoire du Front populaire Soulèvement militaire Pleins pouvoirs à Franco Bataille de Madrid	
1937	Prise de Malaga par les franquistes Guernica Élimination des anarchistes de Barcelone Gouvernement Negrín Bataille de Brunete Bataille de Teruel	
1938	Bataille de l'Èbre	Accords de Munich
1939	Victoire de Franco	Seconde Guerre mondiale
1940	Rencontre Franco-Hitler	Rencontre Pétain-Hitler
1943		Capitulation de Stalingrad

1944		Libération de Paris
1945	Charte des Espagnols	Capitulation de l'Allemagne
1946	L'Onu contre Franco	Perón, président d'Argentine
1950	L'ONU lève les sanctions contre l'Espagne	Guerre de Corée
1952	L'Espagne entre à l'UNESCO	
1953	Concordat avec le Saint-Siège Accords avec les États-Unis	
1955	L'Espagne admise à l'ONU	
1958		Cinquième République française
1959	Création de l'ETA Inauguration de la Vallée des morts	
1963	Exécution de Julián Grimau	
1969	Juan Carlos déclaré successeur de Franco	
1973	Assassinat de Carrero Blanco	Choc pétrolier
1974	Felipe González, secrétaire général du PSOE	Révolution des Œillets au Portugal
1975	Mort de Franco	Marche verte au Sahara
1976	Gouvernement Adolfo Suárez	
1977	Élections générales	
1978	Constitution	
1979	Élections générales	
1981	Démission d'Adolfo Suárez Échec du coup de force de Tejero	Élection de François Mitterrand
1982	Élections générales : gouvernement Gonzales	Guerre des Malouines
1983		Mario Soares au pouvoir au Portugal
1985	L'Espagne entre dans la Communauté européenne	
1996	Élections générales : gouvernement Aznar	

Index des noms de personnes

Index établi par Catherine Joubaud